This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

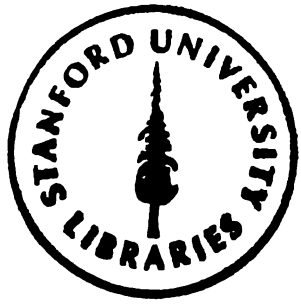
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

Bibliothèque
du
Franc-Port

Ann. 4 C

4 SOF



JCC

Bibliothèque
du
Franc-Port

FERDINAND DES ROBERT

DE L'ACADÉMIE DE STANISLAS

CHARLES IV ET MAZARIN

(1643-1661)

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

TIRÉS

DES ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DES ARCHIVES DE LA MAISON DE LIGNIVILLE, ETC.

AVEC UN PORTRAIT

NANCY

SIDOT FRÈRES

ÉDITEURS

3, RUE RAUGRAFF, 3

PARIS

H. CHAMPION

ÉDITEUR

9, QUAI VOLTAIRE, 9

1899

Tous droits réservés

LIBRAIRIE ARTISTIQUE & LITTÉRAIRE
FOULARD
7, QUAI MALAQUAIS
PARIS

CHARLES IV ET MAZARIN

(1643-1661)

NANCY, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT ET Cie.

FERDINAND DES ROBERT

DE L'ACADÉMIE DE STANISLAS

CHARLES IV ET MAZARIN

(1643-1661)

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

TIRÉS

DES ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DES ARCHIVES DE LA MAISON DE LIGNIVILLE, ETC.

AVEC UN PORTRAIT

NANCY

SIDOT FRÈRES

ÉDITEURS

3, RUE RAUGRAFF, 3

PARIS

H. CHAMPION

ÉDITEUR

9, QUAI VOLTAIRE, 9

1899

Tous droits réservés

CHARLES DVC DE LORRAINE

FERDINAND DES ROBERT

DE L'ACADÉMIE DE STANISLAS

CHARLES IV ET MAZARIN

(1643-1661)

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

TIRÉS

DES ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DES ARCHIVES DE LA MAISON DE LIGNIVILLE, ETC.

AVEC UN PORTRAIT

NANCY

SIDOT FRÈRES

ÉDITEURS

3, RUE RAUGRAFF, 3

PARIS

H. CHAMPION

ÉDITEUR

9, QUAI VOLTAIRE, 9

1899

Tous droits réservés

ERRATA

Page 74, ligne 11, *lire :* donna, *au lieu de :* donne.
— 76, — 36, *lire :* Flekenstein, *au lieu de :* Flechenstein.
— 103, note 2, ligne 2, *lire :* Beauvau, *au lieu de :* Beauveau.
— 105, ligne 11, *lire :* fils, *au lieu de :* petit-fils.
— 106, — 13, *lire :* Weethoven, *au lieu de :* Weethove.
— 133, — 19, *lire :* La Rochefoucauld, *au lieu de :* La Rochefoucaud.
Même page, ligne 23, *lire :* les, *au lieu de :* le.
Page 134, ligne 33, *lire :* le Père Leurechon, *au lieu de :* le Père Leurchon.
— 135, — 9 et 36, même correction.
— 136, — 21, même correction.
— 208, — 20 et 21, *lire :* abandonnant, *au lieu de :* laissant.
— 209, — 24, *lire :* C'est pourquoi, *au lieu de :* Dans ce but.
Même page, — 35, *lire :* sauvegarder, *au lieu de :* conserver.
Page 213, — 21, *lire :* Osnabrück, *au lieu de :* Osnabruch.
— 217, note 1, ligne 5, *lire :* 1657, *au lieu de :* 1647.
— 220, ligne 22, *lire :* Quincey, *au lieu de :* Quincé.
— 225, note 1, ligne 1, *lire :* comme premier échevin des Parchons de Gand, *au lieu de :* comme échevins de la Kèvre de Gand.
— 233, ligne 31, *lire :* le suppliait, *au lieu de :* le pressait.
— 297, — 21, *lire :* les, *au lieu de :* des.
— 390, — 12, *lire :* avait été grièvement blessé, *au lieu de :* grièvement blessé.

Page 443, ligne 30, *lire :* au secours de ses troupes, Mazarin, *au lieu de :* au secours de ses troupes ; Mazarin.

— 449, — 12, *lire :* croyait, *au lieu de :* comptait.

— 498, note 1, *remplacer cette note par :* Joyeuse-Saint-Lambert, oncle ou neveu du comte de Grandpré, gouverneur de Mouzon.

— 549, ligne 24, *lire :* Manwaring, *au lieu de :* Mawaring.

— 581, note 2, *lire, au lieu de :* Robert de Lambertye : Gaston de Tornielle.

— 594, ligne 6, *lire :* De, *au lieu de :* Dans.

PRÉFACE

Dans notre ouvrage les *Campagnes de Charles IV, duc de Lorraine et de Bar* (*1634-1643*), nous avons essayé d'exposer les péripéties de la lutte gigantesque engagée par ce prince exilé, dont les États furent envahis par la France au début de la guerre de Trente ans, contre le génie tout-puissant de Richelieu.

Nous l'avons suivi sur tous les champs de bataille, depuis Nordlingen jusqu'à Liffol-le-Grand, comblant par notre récit une lacune volontaire du comte d'Haussonville et de Digot.

Nous avons essayé de démêler, grâce à des documents entièrement inédits, l'écheveau quelque peu embrouillé des événements multiples auxquels Charles IV se trouva mêlé, soit qu'il cherchât à se maintenir, au lendemain de ses succès en Allemagne, sur le sol lorrain, avec le secours des Impériaux, ou qu'il aidât de ses armes les Francs-Comtois dans la revendication de leurs droits, ainsi que les Espagnols dans leur guerre contre la France.

Dans ce volume, nous allons essayer de suivre notre héros, homme de guerre de premier ordre, mais diplomate sans valeur, dans la nouvelle lutte qu'il va tenter

contre le cardinal Mazarin, successeur de Richelieu (1643-1661).

C'est à la fin de l'année 1643 que Charles IV, dont le secours fut invoqué par son oncle Maximilien Ier de Bavière, poussé par son amour de la guerre, va remettre flamberge au vent et se trouver à l'apogée de sa gloire militaire. A la tête de l'armée bavaroise, comme généralissime de l'Union catholique, de concert avec le général de Mercy, il battra à plates coutures à Tuttlingen l'armée française commandée par Rantzau, mais il ne saura pas profiter de sa victoire, après avoir compté au nombre de ses prisonniers nos meilleurs généraux.

Mazarin lui présentera bientôt la branche d'olivier que ses exigences ridicules l'empêcheront d'accepter. Déchirant le traité qu'il a été sur le point de signer à Gemingen (24 juin 1643), il recommencera bientôt sa vie de condottiere ; car c'est pour cette vie qu'il semble né. La guerre est son élément et que lui importe la Lorraine occupée par l'ennemi ?

Cet homme ignore ce que c'est que la parole donnée. Vainqueur ou vaincu, il ne peut se décider à tendre loyalement la main à celui qui lui offre la paix, qu'il s'appelle Richelieu ou Mazarin, que ce soit le ministre inflexible, tenace dans ses résolutions, le cardinal de fer, ou le ministre de sa belle cousine Anne d'Autriche, le Napolitain souple et patient. Charles IV se dérobera sans cesse, et ils désespéreront souvent de se l'attacher, malgré leurs avances et leurs concessions. C'est en vain qu'en 1641, quelques années avant sa mort, Armand de Richelieu l'a fait venir à Paris et l'a forcé à s'humilier devant lui et son roi. Sous prétexte de contrainte et

d'orgueil froissé, le duc de Lorraine lui a bientôt échappé et, reniant la parole donnée, il s'est remis en campagne. Mazarin ne sera pas plus heureux.

Maximilien Ier de Bavière, accablé par ses défaites, s'est réconcilié avec la France.

Charles IV pourrait suivre son exemple. Il préférera continuer à guerroyer et offrir de nouveau son épée à l'Espagne, à laquelle Gaston d'Orléans, Rantzau, Gassion et Condé essayeront d'arracher les Pays-Bas catholiques, pendant que Turenne continuera en Allemagne l'œuvre de Guébriant.

Pendant neuf ans, de 1645 à 1654, jusqu'au jour de son emprisonnement, nous verrons Charles IV faire de Bruxelles sa résidence habituelle, en compagnie de Béatrix de Cusance, princesse de Cantecroix, sa femme de campagne, maîtresse tantôt adorée jusqu'à la folie, malgré les foudres de l'Église, tantôt reniée et méprisée par lui, car il est aussi volage et versatile en amours qu'en politique.

Il offrira le secours de son armée valeureuse, bien encadrée, pourvue de chefs renommés et éprouvés, à Castel-Rodrigo et à l'archiduc Léopold d'Autriche, tour à tour gouverneurs des Pays-Bas catholiques. Elle se distinguera à tous les sièges et à tous les combats auxquels elle prendra part; mais le héros de Nordlingen et de Tuttlingen, le soldat intrépide dont jusqu'ici nous avons admiré le courage, l'activité incessante et l'énergie guerrière, s'endormira dans les délices de Capoue, éveillera la jalousie et la méfiance des généraux espagnols par ses railleries, son ton hautain, ses allures étranges, et scandalisera le puritanisme de l'archiduc Léopold, ce

moine cuirassé, cet ascète à la figure pâle et osseuse, aux longs cheveux noirs, qui a coiffé le casque en guise de cagoule et fuit les distractions mondaines et populaires qu'adore Charles IV, au détriment de sa dignité personnelle, cherchant à endormir dans l'ivresse des plaisirs de l'amour ses inquiétudes politiques et se piquant d'une originalité qui va jusqu'au grotesque.

Il ne s'opposera pas à la prise de Gravelines par son beau-frère Gaston d'Orléans, et secourra insuffisamment Courtrai.

Il livrera La Mothe à Mazarin pour sauver Longwy et laissera Condé traverser le Rhin.

Campé à Aeltre, sur les rives du canal de Gand à Bruges, par suite d'une convention secrète avec Frédéric-Guillaume, stathouder de Hollande, il n'empêchera pas la jonction du petit-fils de Guillaume d'Orange avec Rantzau et Gassion et traitera avec Mazarin jusqu'au jour où sa fausseté sera démasquée par l'agent du Cardinal.

Quand il se verra trompé par sa maîtresse, devenue celle de Charles II d'Angleterre, un autre prince exilé, et de Radziwill, il essayera de se réconcilier avec la duchesse Nicole, sa femme légitime, prisonnière de la France, dont la conduite digne d'éloges contrastera avec la sienne.

Après avoir été soutenu mollement par les plénipotentiaires de l'Empereur et de l'Espagne au congrès de Munster, trahi par son entourage, espionné par sa sœur, Henriette de Phalsbourg, l'ancienne maîtresse de Puylaurens, Charles IV sera abandonné par toutes les puissances.

Haï et détesté par les Espagnols et les Flamands qu'il

pille et qu'il rançonne, sous le prétexte de les défendre, il ne restera plus au duc de Lorraine que sa légion de braves qu'il a louée aux Espagnols et la jouissance d'une fortune considérable acquise dans les Flandres par ses concussions et le commerce qu'il fait de ses quartiers d'hiver.

Mais voici qu'au lendemain de la victoire de Lens et de la signature du traité de Westphalie, à l'heure où elle semble être arrivée à son apogée de grandeur et de gloire, la France, en proie à la guerre civile soulevée tour à tour par Turenne et Condé, est envahie de tous côtés. Pour Charles IV l'heure de la revanche a sonné! Mazarin, victime de la Fronde, est contraint de s'exiler et la reine Anne d'Autriche, emmenant avec elle le roi, son fils, est obligée de quitter Paris soulevé par le Parlement et de reconquérir, comme Henri IV, une partie de nos provinces. Triste spectacle que celui de la révolte et de l'invasion! Charles IV va pouvoir mettre son épée dans la balance et la faire pencher en faveur du roi ou des Princes rebelles, sauver la monarchie française en marchant à son secours ou aider les Princes et le Parlement à s'emparer du pouvoir.

Un autre rôle s'offre à lui : servir d'intermédiaire entre le parti du roi et celui des Frondeurs, intervenir auprès des Espagnols qu'il a entraînés à sa suite et les amener à signer la paix avec la France.

Ce rôle le tente et Mazarin espère en lui. Pure illusion! Au cours de ses deux voyages à Paris, pendant que son armée est campée aux portes de la capitale, il ne sait à quel parti s'arrêter, et trahit à la fois le roi et les Princes.

Un seul but devrait tenter ses efforts : le recouvrement de ses États opprimés par la France et ruinés par l'occupation étrangère.

Ce but, Charles IV ne cherche pas à l'atteindre et s'en remet à la bravoure de Ligniville, de Fauge, de Belrupt, de Clinchamp et d'autres généraux lorrains pour reconquérir la patrie de ses pères.

Les efforts de ces patriotes, un moment couronnés de succès, échoueront devant le nombre des bataillons de Turenne et de La Ferté, mais ce ne sera pas sans gloire qu'ils auront combattu pour la défense de leurs foyers et le repos des cendres de leurs ancêtres!

On a dit que Charles IV avait songé à se faire élire empereur. Nous n'avons trouvé aucune preuve de cette ambition. Ses querelles avec les Électeurs des bords du Rhin, ses invasions successives du pays de Liège, du Limbourg, de l'Électorat de Trèves et de celui de Cologne n'étaient pas le moyen de se rendre populaire en Allemagne, non plus que l'abandon où il laissa Maximilien de Bavière après la bataille de Tuttlingen.

Si Charles IV avait gardé le prestige dont il avait joui dans sa jeunesse, jamais Philippe IV n'aurait osé le faire arrêter à Bruxelles et ne l'aurait fait conduire par ses geôliers à Tolède.

Triste récompense pour ce lutteur infatigable qui compte déjà vingt années de guerre sans merci contre la France qui a brisé son trône!

Comme un lion enchaîné, cet homme, qui n'a jamais voulu reconnaître aucun maître, qui, tout jeune, s'est couvert de gloire et dont Condé et Turenne admiraient les talents militaires, essayera de briser les barreaux de

sa cage. Ce sera en vain. Lui, si jaloux de son autorité, il apprendra bientôt que son frère, quittant Vienne, est arrivé dans les Flandres pour prendre le commandement de son armée. Il rugira de haine, car il déteste ce frère sage et prudent, qui forme avec lui un contraste si frappant. Ce frère n'a-t-il pas deux fils, héritiers du trône de Lorraine, tandis que lui ne peut se dire que le père d'un bâtard?

Le malheur du moins semble faire naître au cœur du prisonnier de Tolède une lueur d'affection pour sa femme légitime. Il lui délègue ses pouvoirs, puis, par suite d'un de ces revirements dont il est coutumier, il la désavoue, rétracte ses derniers ordres, baise la main de ses geôliers et de lion furieux et rugissant se fait agneau.

Cet homme orgueilleux, que ni l'expérience ni les leçons du malheur n'ont pu assagir, s'abaisse à offrir ses services et ceux de son armée à Philippe IV qui a ordonné son arrestation.

Et cet acte incompréhensible, en contradiction avec le sentiment de sa dignité personnelle, il l'accomplit pour recouvrer sa liberté, à l'heure même où son frère Nicolas-François, traqué de toutes parts et menacé, lui aussi, dans sa liberté, en butte aux soupçons et aux insolences des généraux espagnols, se prépare à passer avec l'armée lorraine au service de la France.

Accablée par l'inutilité des démarches qu'elle a faites pour obtenir l'élargissement de son époux qui méconnaît son dévouement sans bornes, la duchesse Nicole succombe à la peine.

Cette liberté après laquelle Charles IV soupire et qu'il

ne peut obtenir de Philippe IV éclairé sur sa duplicité, il l'obtiendra à la suite de l'heureux événement qui va pacifier l'Europe, en réconciliant la France avec l'Espagne. Grande joie dans les deux pays.

Condé est amnistié par Louis XIV, et les portes du château de Tolède sont ouvertes à Charles IV ; la Lorraine lui est rendue à l'exception du Barrois.

Enfin, à son lit de mort, Mazarin, moins implacable que Richelieu, rend à son adversaire, devenu son ami, le Barrois.

Ce fut le dernier acte de sa vie.

Ainsi semble se terminer cette lutte de trente années, vrai roman de cape et d'épée, où le bruit du canon se mêle aux négociations, où les soldats en armes se croisent avec les diplomates, où les intrigues galantes succèdent aux combats.

Charles IV en sort amoindri dans son pouvoir. Nancy va être démantelée et quatre villes lui seront enlevées, mais il croit encore compter sur l'amour de ses sujets et surtout sur celui de ses soldats dont il a repris le commandement.

N'est-il pas pour eux la personnification vivante du patriotisme lorrain, malgré ses fautes et ses inconséquences ?

Chef de bandes, habile organisateur d'armées, souverain nominal d'un peuple indomptable et courageux, idolâtre de ses princes ; avide de popularité, bon et humain à ses heures, unissant la dévotion la plus grande à un amour exagéré des femmes, aimant à déguiser sa pensée comme sa personne, cavalier superbe, spirituel au suprême degré, Charles IV n'a pas été le prince sage

et prudent dont la Lorraine aurait eu besoin à l'époque la plus critique de son histoire.

Ce petit-fils des Médicis, quoique visant à la ruse et se piquant de talents diplomatiques, ne fut pas de taille à lutter contre Richelieu et Mazarin. Il ne sut profiter ni de ses victoires ni des événements et passa, dit le Cardinal de Retz, sa vie à traiter, que ce fût le soir d'une bataille, sous la tente du généralissime, ou dans les ruelles des belles Frondeuses ou dans l'arrière-boutique d'un apothicaire.

Charles IV, doué par Dieu de toutes les grâces du gentilhomme et des talents militaires les plus remarquables, eut aussi les allures des reîtres du moyen âge et leur amour du pillage. Tour à tour prodigue ou avare, mais toujours avide de lucre, ne ménageant pas ses peines ou restant prudemment à l'écart des batailles lorsqu'il croyait y trouver son avantage, il fut, comme eux, sans scrupules, il considéra la vie comme une folle équipée, méconnut les devoirs que Dieu lui avait tracés, fut l'esclave de sa passion adultère ou de ses amours séniles. Après en avoir été adoré, il s'aliéna la noblesse lorraine et son peuple, et fit de son duché la victime de ses folies. Que n'eut-il la franchise et la loyauté, qui sont les meilleures armes dont se puissent servir les faibles, qui doivent garder la dignité dans le malheur s'ils veulent qu'on les respecte?

Ce n'est donc pas une statue que nous voulons élever à Charles IV. Nous nous contentons de vouloir le remettre à la place où l'avaient mis ses contemporains, comme grand capitaine.

Sa vie pleine d'aventures, sans mériter d'apothéose

et de glorification exagérée, eut de belles éclaircies. Il fut un des types les plus originaux de son siècle si fertile en caractères de ce genre.

Comme Condé et Turenne, il n'a pas eu de Bossuet et de Fléchier pour excuser ses fautes et n'a trouvé dans le marquis de Beauvau qu'un détracteur.

Maintenant qu'il repose dans le silence de la mort, que la postérité excuse ses erreurs en honorant sa fin glorieuse, puisqu'il s'éteignit dans les plis du drapeau lorrain, au lendemain d'une victoire, pour l'indépendance de sa patrie, de cette Lorraine qui l'avait tant aimé et qui ne lui aurait pas pardonné s'il s'était livré, corps et âme, à Louis XIV, tant elle tenait à son autonomie séculaire et avait gardé le culte du passé!

CHARLES IV ET MAZARIN

(1643-1661)

CHAPITRE Ier

LA BATAILLE DE TUTTLINGEN (16 NOVEMBRE 1643) NÉGOCIATIONS ENTRE CHARLES IV ET MAZARIN (1644)

A la mort de Richelieu, Charles IV, après avoir battu le maréchal du Hallier à Liffol-le-Grand, s'était campé entre la Sambre et la Meuse. Il crut, pendant quelque temps, que, délivré de son plus grand ennemi, il pouvait espérer recouvrer bientôt le duché de ses pères, mais il fut, comme toujours, la victime de ses illusions. Lorsque Louis XIII mourut à son tour, le duc de Lorraine pensa que la Providence allait mettre fin à ses malheurs (16 mai 1643). La veuve du roi de France, Anne d'Autriche, ne lui avait-elle pas montré de tout temps une sympathie évidente et n'avait-elle pas même conspiré avec lui et les Espagnols contre Richelieu, leur ennemi commun ?

Marguerite de Lorraine, sœur dévouée de Charles IV, dont le mariage avec Gaston d'Orléans avait été une des principales causes de la guerre déclarée par la France à la Lorraine, était rentrée en France le lendemain de la mort de Louis XIII, son beau-frère, après avoir réussi à faire reconnaître, quelque temps auparavant, par le roi son union clandestine. Charles IV

pouvait compter avec raison sur l'intervention de cette princesse, en sa faveur, auprès de la reine et de Mazarin. C'était se tromper étrangement.

Le successeur de Richelieu déclara, dès son entrée en fonction, son ferme désir de continuer la politique de son prédécesseur. Il écarta peu à peu de la reine mère tous ceux avec lesquels on l'avait accusée d'avoir conspiré, ainsi que ses amies les plus intimes et, ne se contentant pas seulement de lui donner des conseils, il lui imposa sa volonté et prit sur elle, grâce à son génie et à ses charmes physiques, une influence de plus en plus grande. Anne d'Autriche, du reste, dès la naissance de Louis XIV, inspirée par la Providence, avait senti diminuer en elle son amour pour l'Espagne, son pays natal, et avait eu conscience de la faute grave qu'elle avait commise en voulant lutter contre Richelieu, en combattant secrètement sa politique et en s'alliant aux pires ennemis de la France.

Après la mort de Louis XIII, aussitôt qu'elle eut été déclarée régente par le Parlement au détriment de Gaston d'Orléans, Dieu dessilla ses yeux et lui fit comprendre quels étaient ses devoirs de mère. Mazarin, avec un aide aussi puissant, eut plus de facilité à remplir la tâche immense qu'il s'était imposée. Charles IV, tout en continuant à lui écrire les lettres les plus amicales, ne trouva pas en Anne d'Autriche l'alliée et l'amie d'autrefois. Dans ses réponses toujours polies, la reine-mère lui fit comprendre qu'il lui était facile, s'il voulait observer les clauses du traité signé en 1641 avec Louis XIII, d'obtenir d'elle son pardon, mais que les intérêts de la France et de ses fils l'empêchaient, comme régente, de lui faire des concessions que ses sujets seraient en droit de lui reprocher.

La victoire remportée par le duc d'Enghien à Rocroi affermit les résolutions de la reine et de son ministre (19 mai 1643).

On espérait cependant, à la cour de France, que Charles IV, pour se ménager dans la suite l'amitié et l'indulgence d'Anne d'Autriche, observerait la neutralité la plus complète et attendrait pacifiquement les événements. On oubliait son amour

immodéré de la guerre, sa plus grande passion après son goût déclaré pour les femmes. Que faire sans guerroyer? L'oisiveté devait peser à cet homme jeune encore, actif et vigoureux, créé par Dieu non pour les délices du trône et les énervements de Capoue, mais pour la fumée des batailles et les risques d'une mêlée sanglante, comme l'écrivit le P. Donat, son indulgent confesseur.

Cependant, l'homme de plaisir l'emporta souvent, chez Charles IV, sur l'homme de guerre, surtout pendant son séjour dans les Flandres espagnoles. Ainsi, on est étonné de ne pas avoir constaté sa présence à la bataille de Rocroi, si funeste aux Espagnols, qui y perdirent 8,000 hommes et laissèrent sur le champ de bataille 6,000 prisonniers. Tout en semblant vouloir négocier de nouveau avec la France, il se fixa à Worms, où il occupa ses loisirs à chasser dans les forêts du margrave de Bade-Durlach.

On se demandait alors si l'armée française attaquerait les villes maritimes de la Flandre occidentale ou tenterait la conquête des provinces belges, ou tournerait ses armes vers l'Est et assiégerait Thionville. La réalisation des deux premiers projets parut impossible à Mazarin vu l'attitude des Hollandais, dont l'assistance avait réussi à aider à la victoire de Rocroi, mais qui ne se souciaient pas de voir les Français s'avancer rapidement dans les Flandres et se rapprocher ainsi des Provinces-Unies. Le projet du siège de Thionville sourit à la régente et à Mazarin, et ce siège fut décidé dans le conseil de régence, malgré l'avis de plusieurs généraux.

Avant de braquer les canons français devant la ville luxembourgeoise, dont Feuquières n'avait pu s'emparer en 1639, il était avantageux de se ménager la neutralité de Charles IV. On n'y réussit pas. Quoiqu'ayant eu à se plaindre amèrement et à plusieurs reprises de l'Autriche et de l'Espagne, le duc de Lorraine finit, après quelques hésitations, par accepter de nouveau le commandement de l'Union catholique, dont les soldats obéissaient jusqu'alors à François de Mercy, né à Longwy et par conséquent Lorrain d'origine, et ses propres

troupes fraternisèrent avec celles de la ligue formée par les dix cercles du Rhin. Mises en garnison à Landau, à Worms et à Spire, elles reçurent la garde des ponts du Rhin.

Le 30 mars 1643, Charles IV, alors à Heilbronn, avait ordonné au comte de Ligniville de quitter le comté de Limbourg et de marcher avec ses régiments vers les *Amptmannies*[1], de s'établir à Axberg, Mulfingen et Röttingen, terres de l'évêque de Wurtzbourg, et de s'adresser à ce prélat « pour avoir entretien, et, en cas qu'on ne le veuille point recevoir amiablement, se loger lui-même dans les meilleurs villages alentour, et tenir bon ordre[2] ».

Ligniville reçut bientôt l'ordre de rejoindre le comte de Mercy qui lui prescrivit, en lui envoyant son adjudant, de marcher droit à *Rothenbourg* et de lui envoyer ses quartiers-maîtres auxquels il se proposait de distribuer leurs quartiers (13 juin 1643)[3].

Absorbé par ses amours, Charles IV ne se pressa pas alors de rejoindre les Bavarois. Aussi, Mercy, logé à Hemmendorf, s'en plaignit-il amèrement (16 juin)[4]. Ce général venait d'être créé feld-maréchal par Maximilien de Bavière. Charles, afin

---

1. *Amptmannies* ou prévôtés de la Franconie.

2. Ordre pour le sieur colonel comte de Ligniville, 30 mars 1643, Archives Ligniville.

3. Lettre du général de Mercy au comte de Ligniville. Hemmendorf, 13 juin 1643. Archives Ligniville.

4. Lettre du même au même, 16 juin 1643, Hemmendorf.

« Monsieur, j'ai reçu celle qu'il vous a plus de m'escrire pour le sieur Viller, votre sergent-major; estant bien marri que les derniers ordres de Son Altesse ne sont conformes aux premiers dont vous m'avez fait part, et souhaiterois fort que nous puissions bientost estre ensemble, pour pouvoir faire quelques fruits dans nostre conjonction, et est à craindre que, si l'on retarde encore quelque temps à s'advancer aux ennemys, ils pourront prendre quelque advantage dans ce pays-ci. J'en escris alors à Son Altesse et vous supplie très humblement de luy faire tenir ma lettre, et m'en faire avoir la response le plus tôt que vous pourrez en attendant le retour de mon adjudant que je veux espérer qu'il vous donnera d'autres ordres.

« Je vous supplie très humblement de ne permettre que le pays ne soit couru par les troupes qui sont sous vostre commandement et que les grains ne soient gastés, voulant espérer que vous y donnerez bon ordre, etc. »

de n'être pas entravé dans sa marche possible, avait conduit la princesse de Cantecroix à Hombourg, dans le comté de Nassau, car il avait appris que le maréchal de Guébriant, après sa victoire de Kempen, était sorti de Brisach à la tête de 12,000 hommes pour envahir la Souabe et la Bavière tout en côtoyant le lac de Constance. Le général français s'était transporté à Waldshut et à Engen et avait occupé Hohentwiel, Tuttlingen, sur le haut Danube, et Uberlingen, sur le lac de Constance. On lui envoya quelques renforts, en lui ordonnant de surveiller les mouvements des troupes de Bavière et de Lorraine et de se concerter avec le duc d'Enghien, chargé d'assiéger Thionville destiné, comme on sait, à se rendre au jeune capitaine le 10 août 1643. Sous les murs de cette ville le marquis de Lenoncourt, gouverneur de la Lorraine, trouva la mort. Mercy fit camper son armée d'abord dans le pays compris entre Ettlingen et le Rhin, puis à Tubingen et à Sigmaringen sur le haut Danube (juin). Pendant que Charles IV revenait de Hombourg et se reposait à Heidelberg, des Hessois, après avoir quitté Brisach, s'approchèrent de Philippsbourg, occupé par les Impériaux, et arrivèrent à l'improviste à Wiesloch. La garnison de Spire, alarmée, avertit les Lorrains. Leur cavalerie était logée à Ketsch, au delà du pont de bateaux construit près de Spire. Elle reçut l'ordre de s'approcher, mais elle se retira à Heidelberg, résidence du duc. Le 25 juin, les Hessois passèrent le Neckar à Ladenburg, les uns à la nage, les autres à gué. La garnison de Philippsbourg les poursuivit depuis le Rhin jusqu'au Neckar et leur tua le major Pilsen. Les garnisons lorraines s'émurent de ces incursions des Hessois, alliés de la France, mais, sur le bruit qu'ils allaient attaquer Spire, se contentèrent, au lieu d'essayer de les anéantir, de rompre le pont de bateaux dressé près de cette ville. Les Hessois, entièrement remis de leur dernière escarmouche, s'avançaient toujours. Ils apprirent, le 26 juin, que Charles IV avait été d'Heidelberg à Worms avec trois compagnies de ses gardes pour en ramener son train et ses gardes. Informés par quelques paysans que le duc, à son retour, s'était arrêté dans

le village de Schriesheim[1], ils attaquèrent ses troupes avant qu'elles pussent se fortifier et les défirent.

Charles IV réussit à leur échapper. Mais bientôt il arriva à Heidelberg, « ensanglanté », après avoir perdu six chevaux de son carrosse, tous ceux de son manège, de sa chancellerie, une grande partie de sa vaisselle d'argent, une croix d'or, une très riche épée dont le cardinal de Richelieu lui avait fait hommage lors de la signature de la Petite-Paix et que quelques-uns estimaient valoir 50,000 écus, une écritoire enrichie de pierreries, d'une valeur de 20,000 écus, et quelques meubles précieux. Le général-major des Hessois fit charger un mulet de ce qu'il se réservait et distribua le reste à ses officiers[2]. Charles IV arriva à Spire à dix heures du soir dans un petit carrosse de louage, accompagné de quelques cavaliers. Après avoir réclamé aux habitants le peu de contributions qu'ils lui redevaient, il en partit le lendemain matin pour Philippsbourg avec son commissaire général Bejerlein et une faible escorte. Le reste de ses soldats le rallia au pont d'Heidelberg. Il avait laissé à Worms le colonel Husi avec huit compagnies d'infanterie.

Que ne les eut-il avec lui à Schriesheim!

Charles IV rencontra sur son chemin le marquis de Velada, nouveau gouverneur du Milanais, qui arrivait de Bruxelles et se rendait à Frankenthal. Les Hessois s'emparèrent d'Heppenheim, dans la Bergstrasse, et prirent la route du Mein qu'ils traversèrent entre Miltenberg et Aschaffenbourg, avec 1,500 têtes de bétail et autre butin.

Charles IV se consola de la perte de son bagage en espérant qu'il se ferait payer par la ville de Strasbourg, qui avait laissé passer les cavaliers hessois, ses agresseurs, sur son pont, et leur infanterie dans des bateaux, sous ce pont. Le magistrat

---

1. Schriesheim, village du grand-duché de Bade, cercle et bailliage de Mannheim.

2. « Les Hessois qui s'étaient détachés de Guébriant ont pensé prendre le le duc de Lorraine. Ils se doivent joindre à Kognimarck (*sic*). » (*Aff. étr. Pays-Bas*, t. XIV, f° 623.)

de Strasbourg se plaignit à Mazarin des menaces de Charles IV, et le cardinal, en lui promettant sa protection, le paya de belles paroles[1].

Le plan du comte de Guébriant était d'envahir la Bavière. Il avait 12,000 hommes. Beaucoup de ses soldats avaient déserté pendant qu'il occupait le Brisgau. Ceux qui étaient restés étaient en proie à une indiscipline telle, que les régiments ne présentaient plus aucune cohésion et que tous les corps s'étaient confondus dans les cantonnements. Il fallait mener au feu ces vieux soldats de Weimar que perdait l'oisiveté et qu'entraînait l'amour du pillage. En attendant les hostilités, Guébriant établit son quartier général à l'abbaye de Salmansweiller (ordre de Cîteaux), située sur l'Ar, à deux lieues et à l'est d'Uberlingen.

Charles IV, avant de se décider à rejoindre Mercy, cantonné d'abord à Markdorf, puis à Pfullendorf, se trouvait encore à Worms le 25 août. De cette ville, ce jour-là, il ordonna à Ligniville de se loger le lendemain à Grauen et à gauche de cette ville « et en deçà et lieux plus commodes » et de ne pas dépasser Grauen avant de recevoir de nouveaux ordres[2].

Les Français occupaient à cette heure, en Allemagne, Brisach, Sikingen, Waldshut et Uberlingen, dont ils s'étaient emparés en janvier 1643. C'est en vain qu'au mois de juin 1643, Guébriant assiégea Rottweil, ville du Wurtemberg. Attaqué par la

---

1. A Messieurs les consuls de la ville de Strasbourg, Paris, 28 août 1643. *Manuscrits de la Bibliothèque Mazarine*, n° 1719, t. I^er^, f° 98, verso. *Lettres du cardinal Mazarin*, t. I, p. 327 et suiv.

Lettre du cardinal Mazarin à la République de Strasbourg (29 août 1643). Voir Lettres du Magistrat de Srasbourg au Roy et à Mazarin, le 29 décembre 1643. Réponse du Roy au Statmestre et conseil de la République de Strasbourg, 12 février 1644. Lettres de Gaston d'Orléans à Messieurs les Préteurs, Consul et Sénat de la République de Strasbourg, 10 février 1644. Lettre de Mazarin au même, 9 février 1644. (*Documents historiques relatifs à l'histoire de France*, tirés des archives de la ville de Stasbourg, par A. de Kentzinger, t. I^er^, p. 96 et suiv. ; t. II, p. 266 et suiv.)

2. Voir Ordre de Charles IV à M. de Ligniville, 25 août 1643. Original. (*Archives Ligniville.*) Markdorf et Pfullendorf font partie actuellement du grand-duché de Bade et confinent au Wurtemberg.

cavalerie de Werth, repoussé du Neckar par les Bavarois qui manœuvraient pour lui couper la retraite, il vint se loger à Wolfach, au confluent de la Wolfach et de la Kintzig, repassa la Forêt-Noire et le Rhin et se retira en Alsace. Le seul résultat appréciable de l'incursion faite par Guébriant dans le sud de l'Allemagne fut d'empêcher les Bavarois de marcher au secours de Thionville. Charles IV fit mine d'aller au secours de cette place et repassa le Rhin[1]; son absence empêcha Mercy de poursuivre Guébriant jusqu'en Alsace. La prise de Thionville par Enghien porta un coup terrible au Lorrain. La présence des Français dans cette place, une des meilleures de l'Europe, interrompait les communications entre l'Allemagne et la France, couvrait Metz et facilitait l'entrée, par le nord, de nos soldats dans le duché de Lorraine. Bientôt le duc d'Enghien s'empara des autres places de la Moselle et de celles de la Sarre.

Au confluent de la Sarre et de la Moselle, au nord de l'ancienne Lorraine, confinant au Luxembourg et à l'évêché de Trèves, se trouvait une ville coquettement étagée le long de la Moselle. C'était Sierck. Cette ville du duché de Lorraine, reprise aux Français, en 1635, par le prince Thomas de Savoie, général au service de l'Espagne, depuis cette époque avait souvent servi de refuge à Charles IV et surtout à Béatrix de Cantecroix. Là, résida, pendant une partie de la guerre de Trente ans, la cour souveraine de Lorraine. C'est vers Sierck, qu'après avoir pris les mesures nécessaires à la sûreté de Thionville, le duc d'Enghien s'achemina (1er septembre). Le devançant, d'Espenan était déjà sous les murs de cette ville avec 1,000 chevaux et autant de mousquetaires détachés des autres corps destinés à l'investir. Aussitôt que le reste de l'armée française fut arrivé, et que quatre canons furent mis en batterie, Enghien fit tirer quelques salves avant de sommer le

1. « Pour entreprendre le dit secours, le duc Charles, à ce que dit Berre (gouverneur provisoire du Luxembourg), promet de faire 4,000 hommes. (M. Fabert, du 26 juillet 1643. Thionville. *Aff. étr., Pays-Bas*, t. XIV, f° 646.)

gouverneur de lui remettre le château. La ville, dépourvue de défense, avait été abandonnée par une grande partie des habitants. Le gouverneur répondit que l'on se moquait de lui et qu'il ferait connaître, ainsi que ses soldats, « qu'ils étaient gens de guerre ».

Le canon recommença à tonner de plus belle et, la nuit étant survenue, toutes les troupes se retirèrent dans leurs quartiers, excepté celles qui étaient commandées. Le duc d'Enghien, suivi par la plupart des maréchaux de camp, choisit comme quartier général la Chartreuse, sise à 1,000 pas de la place, sur les rives de la Moselle. Le sieur d'Espenan se campa de l'autre côté de la ville, du côté de Trèves.

Le sieur de Saint-Martin, lieutenant de l'artillerie, reçut l'ordre de mettre quatre canons en batterie sur le bord du fossé du château.

Deux autres furent laissés à la même place que la veille.

Pendant la nuit du 2 septembre les assiégeants mirent le feu à la porte de la ville et y entrèrent sans résistance. Il n'y restait guère que des femmes et des enfants que, par humanité, Enghien recueillit à la Chartreuse. Au point du jour, le canon français commença à battre la courtine qui se trouvait entre la porte du château et une petite tour s'élevant du côté de la Moselle, après avoir abattu les défenses d'où les assiégés pouvaient incommoder de leur mousqueterie les soldats français les plus avancés.

Le sieur de Maupertuis, lieutenant-colonel du régiment de Picardie, étant entré à Sierck pour réprimer les désordres de la soldatesque, y fut tué d'un coup d'arquebuse tiré du château. Quelques soldats furent également tués dans les rues. Le mineur fut attaché, du côté de la ville, dans le roc sur lequel s'élève le château. Toute la journée fut employée à ce travail ; mais, vers sept heures du soir, les assiégés, après une seconde sommation, parlementèrent et envoyèrent un otage, en attendant qu'ils eussent rédigé les articles de la capitulation demandée par eux.

On les autorisa à faire sortir leur garnison, composée de

trois compagnies d'infanterie avec leurs armes et les bagages des officiers.

Ce fut le lendemain, vers huit heures du matin, que cette sortie eut lieu. On leur fournit une escorte pour aller à Sarrebruck; les habitants purent rester dans leurs foyers ou se retirer dans quelque place de la Lorraine, soumise au roi de France, sans emporter ni leurs armes, ni leurs biens. Suivant les lois de la guerre, ces biens demeurèrent exposés au pillage et à la discrétion des soldats.

On trouva dans le château de Sierck cinq petites pièces, deux mortiers à bombes aux armes de France et quelques munitions de guerre. Le duc d'Enghien y laissa une garnison de 60 hommes (3 septembre).

L'armée française traversa la Moselle et se dirigea vers Longwy que l'on croyait devoir être bientôt assiégé, mais qui ne le fut qu'en 1646 par l'armée française [1].

Le soir de la reddition de Sierck, il se livra, entre les Français et un détachement de cavalerie croate, un rude combat où périrent le marquis de Courtemer fils, capitaine de cavalerie, le sieur de Chevers, maréchal des logis, général de la cavalerie légère, et le sieur de Chanleu, capitaine au régiment de Grancey. Y fut blessé le sieur de Fourille fils, capitaine d'une compagnie de chevau-légers, d'un coup de pistolet à l'épaule et à la mâchoire.

Des prisonniers faits par les soldats français sur les Croates Enghien apprit que leur régiment était campé dans un bois voisin avec son bagage. Le vainqueur de Rocroi s'avança contre lui, assisté de Rantzau et du marquis d'Aumont et de plusieurs autres volontaires. Après avoir marché toute la nuit, malgré la pluie, il arriva en vue de Luxembourg le 4 septembre.

Le 6, toute l'armée française se montra en corps du côté d'Étain et y rencontra le duc d'Angoulême à la tête de son

---

1. *Gazette de France*, 13 septembre 1643, n° 115, p. 781, 784.
M. de Marolles fut nommé gouverneur de Sierck et M. de la Plaine lieutenant du roi.

armée. Dans un conseil de guerre qui se réunit alors, il fut décidé que le fils naturel de Charles IX, général incapable, mais d'une vigueur extraordinaire pour son âge, fortifié de quelques régiments du duc d'Enghien, prendrait le chemin de Picardie, car Guise semblait menacé par les Espagnols.

Quant à Enghien, il se campa à Étain et permit à ses troupes de se rafraîchir dans des cantonnements échelonnés entre la Meuse et la Moselle, sous le commandement du marquis d'Aumont et du baron de Sirot. Une partie de l'armée française accompagna le duc jusqu'à Verdun, où il fut reçu magnifiquement par Isaac de Feuquières, qui avait succédé à son père dans le gouvernement de cette ville. Les événements qui venaient de se passer à Paris forcèrent le fils du prince de Condé à se rendre à la cour, sans y être autorisé par Mazarin et la reine-mère [1].

Charles IV avait quitté l'armée bavaroise pour rejoindre son ancien quartier du cercle du Bas-Rhin, avait repassé la Moselle et observait ce qui se passait en Lorraine « selon sa coutume [2] ». Guébriant surveilla ses allures et craignit qu'il ne voulût se joindre à Don Francisco de Mello pour opérer avec lui dans le Luxembourg.

La cour de France se refusa à dégarnir la frontière de cette province et à en détacher le corps considérable promis depuis longtemps au maréchal de Guébriant.

Enfin, le 3 octobre, le sieur de Tracy, qui amenait à Guébriant 4,000 à 5,000 hommes, fit cuire, à Saverne, le pain nécessaire à leur nourriture. Le maréchal Guébriant envoya Rantzau et Rocqueservières à leur rencontre. Ces soldats, venus de France, éprouvaient une répugnance invincible à passer

1. *Passim.* De Verdun, 13 septembre, p. 806, 807.

2. Il était resté cependant quelques régiments lorrains en Allemagne, du côté de Worms. Le 14 septembre 1643, Charles IV donna l'ordre au colonel de Mondragon d'envoyer une compagnie (celle de Claude de Crevoisier) à Kirschheim pour y loger. Le 18 octobre, le capitaine de Crevoisier reçut de nouveau l'ordre de se rendre avec sa compagnie à Kirschheim et, le 23 octobre, il reçut l'ordre de quitter Kirschheim pour marcher vers Worms. Le duc d'Enghien venait d'amener des renforts à Guébriant (Archives Crevoisier).

le Rhin et il fallut l'arrivée du duc d'Enghien au milieu d'eux pour les y décider.

Mazarin, après avoir renvoyé dans leurs diocèses les évêques de Beauvais, de Limoges et de Lisieux, qui composaient avec quelques dames de la cour le parti des Dévots, réussit enfin à abattre un autre parti encore plus dangereux et plus funeste à sa puissance. Ce parti était celui des Importants, dont Beaufort, l'ami de M^me^ de Montbazon, était le chef apparent et dont la duchesse de Chevreuse, la cousine et l'ancienne maîtresse de Charles IV, était l'âme et l'inspiratrice occulte. Si Beaufort, fils de Françoise de Lorraine, devait être favorable à la cause du Prétendant, comme tous ceux de son parti, Charles ne pouvait trouver à Paris de meilleur avocat que la descendante des Rohan.

Rappelée à la cour, après la mort de Louis XIII, M^me^ de Chevreuse était arrivée à Paris le 14 mai 1643, et s'était de nouveau installée dans son hôtel de Chevreuse, rue Saint-Thomas-du-Louvre, près de l'hôtel de Rambouillet.

La duchesse avait alors quarante-trois ans. Sa beauté commençait à décliner. Chez elle le goût des affaires avait survécu à celui de la galanterie. Elle croyait retrouver dans la reine Anne l'amie des jours passés et espérait la diriger, en s'appuyant sur Gaston d'Orléans, sur Marguerite de Lorraine, sa femme, sur les Vendôme, les Bouillon, la Vieuville, la Rochefoucauld, et sur milord Montaigu, son ancien adorateur, jadis émissaire de Charles d'Angleterre auprès de Charles IV. Trompée par l'accueil empressé de la reine-mère, M^me^ de Chevreuse ne tarda pas à agir secrètement contre Mazarin. Les Importants l'encouragèrent dans ses efforts et comptèrent sur elle. Elle demanda le retour de Châteauneuf. Il fut rappelé. Elle songea à marier sa fille Charlotte-Marie, alors âgée de seize ans, avec le duc de Beaufort, mais Mazarin s'y opposa. Cependant, sans céder à toutes ses prières, il parut lui adresser ses plus tendres hommages.

En somme, de toutes les demandes faites par M^me^ de Chevreuse, elle n'obtint que le gouvernement de la Touraine pour Châteauneuf.

Pour se venger des agissements du cardinal, qui avait réussi à lui enlever le cœur et l'esprit de la reine-mère, elle flatta les Vendôme, gagna le duc de Guise et s'efforça de séduire le duc d'Elbeuf. Montaigu l'abandonna et soutint le président Séguier, tout dévoué à Mazarin et ennemi acharné des Importants. Le cardinal s'affermit de plus en plus au ministère et réussit à faire comprendre à Anne d'Autriche, encore hésitante entre ses conseils et ceux des Dévots et des Importants, qu'au cours des négociations engagées pour la paix, il ne fallait abandonner ni les protestants d'Allemagne, ni la Hollande et que, malgré les instances du pape et des chefs de l'épiscopat français, il était impolitique et préjudiciable à la France de signer une paix particulière avec l'Espagne.

Les victoires remportées par le duc d'Enghien furent l'argument décisif qui éclaira entièrement Anne d'Autriche sur les véritables intérêts de la France et rendirent les conseils funestes de la duchesse de Chevreuse complètement inutiles.

Cependant, l'absence du duc d'Enghien, tout dévoué à Mazarin, rendait possible un coup de main contre le cardinal, grâce à la complicité ouverte ou tacite des Vendôme, des Bouillon, des Guise et des La Rochefoucauld, Montrésor, Béthune, Saint-Ibar, Varicarville, M^me^ de Montbazon, Beaupuis, le duc de Retz, La Châtre, Tréville et d'autres moins dangereux. L'exil de la duchesse de Montbazon, très liée avec le duc de Beaufort (22 août), mit le feu aux poudres, mais une tentative d'assassinat contre Mazarin, préméditée par le futur roi des Halles, avorta, et le duc fut interné à Vincennes et la duchesse de Chevreuse exilée de nouveau dans son château de Dampierre et bientôt après en Touraine (2 septembre)[1].

---

1. On constata, à cette époque, la présence à Paris de Clinchamp, ancien officier au service de Charles IV (III^e^ carnet de Mazarin, p. 82. Bibliothèque nationale). Mazarin ordonna à du Hallier, maréchal de l'Hôpital, de surveiller les agissements de Charles IV « M. del Opital : che si prendi cura al duca di Lorena perché ingannère e fara molte cabale incerte, intendendosi enteramente con Madame di Chevrosa. » (*Passim*, p. 35.)

Les Espagnols et Charles IV, apprenant l'arrestation de Beaufort et l'exil de M^me^ de Chevreuse, jugèrent qu'ils ne pouvaient plus compter sur Anne d'Autriche et que la mère de Louis XIV et du duc d'Anjou préférerait dorénavant les intérêts de la France à ceux de son pays natal, au risque de creuser une mer de sang entre la France et l'Espagne. L'amour de la patrie adoptive avait envahi son âme.

M^me^ de Chevreuse continua à conspirer contre Mazarin. Celui-ci s'en émut de nouveau. Aussi, de crainte d'être enfermée au château d'Angoulême, essaya-t-elle de se rendre secrètement en Angleterre. Arrêtée en mer par un vaisseau et débarquée dans l'île de Wight, elle obtint de Pembrock, gouverneur de cette île, l'autorisation de gagner Dunkerque et de là les Pays-Bas espagnols. Elle s'établit à Liège et renoua ses intrigues avec les Espagnols et Charles IV, se liant, ainsi que ses filles, avec Béatrix de Cantecroix et la traitant en duchesse de Lorraine[1] (novembre 1845).

Revenons à la campagne d'Allemagne où Charles IV allait se distinguer et vaincre Guébriant. Chargé par Mazarin d'amener à ce dernier des renforts, Enghien a quitté Paris le 4 octobre 1643 et est arrivé à Bar-le-Duc le 5[2]. C'est à contre-cœur qu'il a quitté la cour et il ne s'y est décidé que grâce à la promesse que la reine lui a faite de lui restituer Chantilly. Il a donné rendez-vous à son armée à Nomeny (Lorraine) pour le 15 octobre. Il a sous ses ordres Rantzau, lieutenant général, Espenan, le marquis d'Aumont, Sirot, le marquis de Noirmoutiers (Louis de la Trémoille), comme maréchaux de camp. Ses intendants sont Choisy et d'Oysonville. Arrivé à Void, le 8 octobre, le duc apprend que l'armée de l'Union catholique a forcé Guébriant à repasser le Rhin à Rheinau et à se tenir sur la défensive. S'il avait été plus tôt à son secours, dès la prise de Thionville et de Sierck, s'il avait occupé le Palatinat, la position

1. Voir Lettres de la duchesse de Chevreuse et de Charlotte de Lorraine, sa fille, à Madame la duchesse de Lorraine (Bibliothèque de Besançon).

2. Le duc d'Enghien avait obtenu de Mazarin de ne pas passer le Rhin. (*Ambassadeurs vénitiens*, t. XCIX, f° 251.)

de Guébriant eût été moins critique ; Enghien aurait pu, en tenant en échec le général impérial Hatzfeld et Charles IV, s'emparer de Kaiserslautern, Landau, Spire, Worms et Mayence, pendant qu'une seconde armée, sous les ordres de Rantzau, aurait opéré sa jonction avec Guébriant, et aider de cette façon ce dernier à repasser le Rhin ou à prendre ses quartiers dans la Souabe [1].

L'Alsace avait à souffrir de la présence des Weimariens à Erstein et à Molsheim et les Bavarois avait jeté un pont sur le Rhin près de Lauterbourg, au confluent de la Lauter et du Rhin.

Que se passait-il dans le reste de l'Allemagne ?

Au commencement de l'année, Torstenson [2], ayant été obligé d'abandonner le siège de Freiberg, pour ne pas livrer bataille à Piccolomini [3], était venu se camper auprès de Strehlen, sur l'Elbe, avait traversé ce fleuve, marché vers Bautzen, dans la Lusace, battu Brouay et s'était rendu dans la Bohême que Gallas, rentré en faveur, était chargé de défendre. Son but évident était d'empêcher Torstenson d'envahir la Moravie. Torstenson ravagea cette province, après avoir passé insolemment devant son adversaire, et y prit plusieurs places. Gallas se posta près de Brünn et les deux armées s'observèrent pendant quelque temps. Trois régiments suédois, campés sur une montagne, furent surpris et battus. Mais Torstenson prit bientôt sa revanche. Il surprit le comte de Buchkeim, envoyé par l'empereur en Silésie avec 15,000 chevaux, et le battit à plates coutures.

Torstenson venait de recevoir de la régence de Suède l'ordre

1. Voir Lettre de Guébriant, *Histoire du maréchal de Guébriant*, par Le Laboureur, p. 591-596. Lettre de Turenne à Mazarin (*Lettres de Mazarin*, t. I^er^, p. 623-624). — Instructions de Michel Le Tellier (Bibl. nat. Fr. 4169, 4170 et suiv., f^os^ 21-26, 28-30). *Lettres de Mazarin*, t. I^er^, p. 625.

2. Léonard, comte de Torstenson, général suédois (1595-1661), venait de vaincre les Impériaux à Breitenfeld.

3. Ottavio Piccolomini, duc d'Amalfi, général au service de l'empire. D'origine toscane, il avait été un des lieutenants de Wallenstein et s'était distingué à Lutzen et à Nordlingen.

de se rendre *à petit bruit* dans le Holstein. De nouveau rentré en Silésie, il ne trouva pas l'occasion de livrer bataille à Gallas qui le côtoya jusqu'en Lusace. Torstenson feignit d'envahir la Misnie, fit faire un pont sur l'Elbe, auprès de Torgau, avança près des rives de ce fleuve et s'arrêta à Havelberg. Là, il s'ouvrit à ses officiers et, vers la fin de l'année 1643, il fit soudainement irruption dans le Holstein. Mais, lors de sa présence en Bohême, il avait laissé un détachement de ses troupes à Königsmarck qui envahit à son tour la Misnie, la Franconie, la Basse-Saxe et la Basse-Poméranie où il força Crackau, général impérial, à se réfugier en Pologne.

La guerre déclarée par la Suède au Danemark avait forcé la régence de la Suède à réduire le nombre des troupes suédoises auxiliaires des troupes françaises en Allemagne et avait contribué indirectement à l'insuccès de Guébriant et à sa position critique en Alsace. Mais voici le duc d'Enghien qui se hâte de lui amener des renforts. Après avoir couché à Nancy le 9 octobre, le 11, il passe ses troupes en revue dans la plaine que domine la côte de Delme et leur distribue leurs quartiers. Malheureusement, il constate avec peine que ses canons et ses vivres ne sont pas arrivés à cause du mauvais état des chemins.

Le 17 octobre, Enghien rencontra le maréchal de Guébriant à Phalsbourg, près de Saverne, chef-lieu de la principauté de Phalsbourg dont la princesse de ce nom, Henriette de Lorraine, sœur de Charles IV, vendue à Mazarin, avait obtenu depuis peu la neutralité.

Le maréchal était accompagné du duc Georges de Wurtemberg[1], du colonel Taupadel[2], lieutenant-général de l'armée franco-weimarienne, et d'autres officiers suédois ou allemands au service de Louis XIV.

Le 21, Enghien passa une seconde fois la revue des soldats qu'il amenait de France et, parmi eux, il choisit près de

1. Georges de Wurtemberg, né le 9 octobre 1626, mort le 11 juin 1697.
2. Taupadel (Frédéric), colonel suédois, qui s'illustra sous Weimar.

6,000 hommes, triés avec soin, qu'il destina à renforcer l'armée de Guébriant et à faire campagne en Allemagne. Il lui fallut tout l'ascendant que lui donnait sa gloire récente pour les déterminer à traverser le Rhin. Ces soldats de choix se décomposaient ainsi : 4,000 fantassins et 1,500 cavaliers.

On mit à leur tête Josias de Rantzau, maréchal de camp, qui était âgé de quarante-trois ans. Originaire du Holstein et ayant débuté dans l'armée suédoise sous Gustave-Adolphe, venu en France en 1635, il s'était distingué en Franche-Comté en 1636 et au siège d'Arras en 1640.

Borgne et amputé d'une jambe, il était d'une bravoure sans égale, aussi remarquable dans les combats qu'éloquent dans les conseils, doué de beaucoup d'esprit, mais il se livrait avec excès à la boisson. Très dévoué à Mazarin, il avait été recommandé par lui à Guébriant, mais il fut antipathique aux anciens officiers de Weimar dont il était destiné à devenir le chef. Sous lui, on distinguait Charles de Saint-Maure, marquis de Montausier, que nous avons vu au siège de Brisach en 1638[1]. Agé de trente-trois ans, maréchal de camp, gouverneur de la Haute et Basse-Alsace, Montausier était un habitué de l'hôtel de Rambouillet. Homme de plume en même temps qu'homme d'épée, il était en correspondance suivie avec Voiture, un des adorateurs platoniques de son aimable et gracieuse fiancée. Rantzau et Montausier étaient tous deux calvinistes. Ensuite, c'était Sirot, un des vainqueurs de Rocroi, Louis de la Trémoille, marquis de Noirmoutiers, maréchaux de camp, Vitry, mestre de camp du régiment de la Reine-infanterie, son frère, Jacques de Borelli de Rocqueservières, et François de Maugiron, mestre de camp du régiment de cavalerie de la Reine, dont nous reparlerons bientôt.

Le reste des troupes du duc d'Enghien retourna en France, sous les ordres d'Espenan, en passant par Charmes et Mirecourt. Enghien ne garda avec lui que la gendarmerie et le régiment Royal-cavalerie.

---

1. Voir nos *Campagnes de Charles IV*, t. II, p. 73 et suiv.

Mais avant de s'éloigner, le fils du prince de Condé veut revoir encore Guébriant qui a regagné son camp d'Erstein. Le rendez-vous des deux généraux a lieu à Dachstein, près de Strasbourg. C'est là que le vainqueur de Rocroi adresse un suprême adieu à Guébriant et passe la revue des Weimariens. La dernière campagne en a réduit le nombre et plusieurs sont las et épuisés, mais Guébriant a réorganisé autant que possible leurs débris. Leur cavalerie fait assez bonne figure et l'on ne désespère pas, grâce aux renforts amenés par le duc d'Enghien, de réparer les pertes subies et d'amener à composition Bavarois et Impériaux. Que serait la guerre, si l'on croyait toujours l'ennemi invincible et si l'on ne se berçait souvent d'espoir?

Un banquet d'adieux fut donné par Enghien à Guébriant au château de Dachstein. Rien ne manqua au luxe de ce repas copieux, à la splendeur duquel contribuèrent Strasbourg, Colmar, Schlestadt, Benfeld, Bâle et Brisach. L'Alsace, la Lorraine, la Suisse et le Brisgau furent mis en réquisition. Lisle[1], résident de France à Strasbourg, envoya au duc d'Enghien, de la part du magistrat de cette ville, trois perches, quatre carpes et cinq brochets que le maître pêcheur de Strasbourg amena lui-même, escorté de deux soldats.

Au banquet de Dachstein étaient présents, comme invités du duc d'Enghien, le duc de Wurtemberg et le marquis de Baden-Durlach, tous deux officiers au service de la France, sous les ordres de Guébriant. Celui-ci se plaça entre les deux princes « pour les honorer selon leur naissance et non selon leur emploi qui les aurait mis au-dessous de Ohem, Rosen et Taupadel, les anciens compagnons de Weimar » (24 octobre).

Le lendemain de cette fête, suivie bientôt de deuil, Guébriant fit descendre le pont de bateaux, placé naguère par ses soins sur le Rhin, en face de Rhinau, plus bas, vis-à-vis d'Ottenheim (Grand-Duché de Bade). Les soldats furent pourvus de pain pour dix jours. Après le passage de son armée, qui dura trente-six

1. Lisle (Melchior de), ambassadeur de Louis XIII en Allemagne.

heures, Guébriant envoya son artillerie et son bagage à Fribourg-en-Brisgau. Erlac devait faire conduire canons et bagages par la vallée de Sanct-Peter jusque sous les murs de Rottweil (Wurtemberg). Ce fut à Obenheim que le duc d'Enghien quitta définitivement Guébriant. Ils ne devaient plus se revoir.

Enghien passa quelques jours à Strasbourg, traversa les Vosges entre Sainte-Marie-aux-Mines et Saint-Dié, s'arrêta à Neufchâteau pour la mise en quartiers de ses troupes et rentra à Paris (15 novembre).

Quant à Guébriant, il franchit le passage très difficile qui conduit de la vallée de la Kinzig à celle du Neckar. Le 7 novembre, il arriva en vue de Rottweil. Un conseil de guerre fut convoqué sous les murs de cette ville. On était au 1er novembre. Le froid était très rigoureux. Fallait-il assiéger Rottweil, dont la possession devait faciliter les communications de l'armée franco-weimarienne avec Fribourg-en-Brisgau, Brisach et l'Alsace, ou fallait-il aviser au plus pressé, c'est-à-dire empêcher Charles IV de rallier, après avoir quitté les rives de la Moselle et du Rhin, les Bavarois qui venaient de quitter Rastadt et Durlach, au sud de Karlsruhe, et se dirigeaient vers Balingen?

Charles IV, de son côté, concentrait sa petite armée et ordonnait au gouverneur de Longwy, qui lui appartenait encore, de rassembler tous les soldats qui l'avaient quitté et de faire appel, sous peine de représailles les plus terribles, au patriotisme et au dévouement de ses gentilshommes et de ses sujets. Les Bavarois étaient consternés en apprenant la venue des renforts si longtemps promis au maréchal de Guébriant par Mazarin, quelque faibles qu'ils fussent.

C'est le moment pour Guébriant d'agir et de profiter de la surprise de ses ennemis : marcher droit à eux et leur demander la bataille.

Fidèle aux anciens errements, faut-il piétiner sur place et laisser les soldats, venus à contre-cœur de France, dans ce pays sauvage, couvert de bois touffus et creusé par des ravins profonds, devant une place de peu d'importance?

Ne vaut-il pas mieux empêcher Charles IV de s'unir aux Bavarois, car il a quitté le Palatinat et arrive à marches forcées dans ce but, et sa joie sera grande s'il apprend que ses ennemis, au lieu d'aller au-devant de lui, se morfondent devant une bicoque? Tel est l'avis de Montausier, Rocqueservières et Ohem. Ils croyaient qu'il était préférable de se hâter d'envahir la Bavière, après avoir empêché Mercy de rallier Charles de Lorraine et Hatzfeld, qui accourait, lui aussi, au secours des Bavarois, et de les forcer à repasser le Danube. Mais Guébriant, aveuglé, opina pour le siège immédiat de Rottweil et son avis prévalut. Il ne savait pas, conduit par le destin, qu'il marchait vers la mort. Rantzau partagea son avis.

Quand le canon fut arrivé, Guébriant commença le siège de Rottweil[1].

Ce fut Montausier qui, après s'être rendu maître du fossé qu'il ouvrit par un fourneau, fit faire brèche aux remparts et se prépara à l'assaut. Ce que voyant, les assiégés se rendirent à discrétion (20 novembre). La prise de Rottweil coûta bien cher à la France : Rosen se fit enlever à Balingen, l'infanterie de Rantzau souffrit de la faim et du froid ; enfin, le maréchal Guébriant eut le bras emporté par un coup de canon, trois jours avant la capitulation de la ville assiégée. Il n'y fit son entrée que couché sur une litière et pour y mourir quelques jours après. Ce fut une grande perte pour la France. Son corps fut conduit à Paris par étapes. Des services funèbres eurent lieu dans toutes les grandes villes du parcours, telles que Nancy, où se trouve encore l'acte de son décès. A Paris, il fut enterré dans le chœur de Notre-Dame, après avoir été dé-

1. Nous lisons dans les lettres inédites de Grotius, p. 105, à la date du 11/21 novembre 1643 : « Intelligimus ad Rothwillam pervenisse gallicum exercitum, obsidionemne molitus sit, an alterius, ut quidam putant, ad Danubium iturus, non certo dixerim... sunt litteræ quæ Bavaricos ire dicunt Tubingam, Hasfeldium in Franconiam, Lotharingos trans Nicrum ; Bavaricos vitaturos prælia incerta, cum spe fore ut ipsi sedes habituri commodiores et præparatam victus copiam, Gallorum in alieno viventium, neque ad futuras necessitates satis prospicere solitorum, patientiam fatigent. »

posé dans la chapelle de la Mission que dirigeait Vincent de Paul.

Maintenant qu'allait faire l'armée franco-weimarienne menacée de toutes parts?

La discorde régnait parmi ses chefs après la mort de Guébriant, qui avait su se faire respecter par tous, grâce à ses talents militaires, sa piété, son honnêteté et la pureté de ses mœurs. Ce fut Rantzau qui lui succéda dans son commandement. Un conseil de guerre eut lieu. Montausier et Ohem furent d'avis de marcher vers Stühlingen, Blumberg et Fürstenberg, en deçà du Danube, au sud-est de la Forêt-Noire.

A les entendre, les Impériaux n'auraient pu atteindre que très difficilement l'armée franco-weimarienne dans ces trois villes et aux environs. Elle aurait pu s'y loger sans trop s'éparpiller et facilement tirer de la Suisse son pain que les bateliers du lac de Constance lui auraient apporté.

Après bien des hésitations, il fut convenu qu'on se dirigerait vers Tuttlingen, ville située sur le Danube, dans le Wurtemberg, en pleine Forêt-Noire.

On y établit le quartier général, avec l'artillerie, quatre régiments de gardes et le régiment de Kloug, comprenant en tout 5,000 hommes. Rantzau et Montausier se logèrent dans la ville, ainsi que les officiers de l'artillerie. Le reste de l'armée se cantonna à Donaueschingen, Möhringen, Geisingen, près de la source du Danube[1]. Rosen se logea à Mülheim, sur le Danube, à peu de distance de Tuttlingen avec 10,000 mercenaires. 8,000 Français occupaient Möhringen. Rantzau plaça le parc d'artillerie dans un cimetière, au pied du Honberg, entre Tuttlingen et le quartier de Rosen.

Après avoir passé le Danube à Sigmaringen, sans que Rosen s'aperçût de son voisinage[2], François de Mercy occupa Möskirch, sur l'Ablach, après avoir envoyé son bagage en Bavière.

---

1. Ville du Hohenzollern.

2. Rosen se disculpa plus tard de sa négligence et prétendit avoir averti Rantzau de l'arrivée des Bavarois. (*Mélanges de Clérembault*, t. 390, f° 221.)

Rantzau, chose surprenante, n'avait pas fait garder les approches de Tuttlingen et croyait que les Bavarois s'étaient rapprochés de l'Iller pour défendre leur pays. Quant à Hatzfeld et au duc de Lorraine, il n'en avait cure. Lorsque ces derniers eurent rejoint les Bavarois, l'attaque de Tuttlingen fut décidée par Mercy avec 20,000 hommes. Charles IV, qui avait remonté en toute hâte les rives du Neckar, se chargea de l'avant-garde. Aidé par le colonel Wolf, suivi bientôt par les Impériaux et les Bavarois, il se glissa en tapinois, par un brouillard épais, à la pointe du jour, vers Tuttlingen, en laissant le quartier de Rosen sur sa droite. Avec une hardiesse étonnante et un sang-froid digne d'éloges, Charles fond sur l'artillerie française, abandonnée par ses officiers, s'en empare et la fait placer sur le Honberg. Là, les artilleurs lorrains, tournant la bouche des canons français contre Tuttlingen, les chargent et dirigent leurs coups contre la ville.

Au bruit de l'artillerie, les bourgeois de Tuttlingen se réveillent avec effroi et quelques-uns veulent aller donner l'alerte aux troupes franco-weimariennes campées au dehors. Ils sont refoulés dans la ville par les Bavarois et les Lorrains. Rantzau, revenu de sa stupeur, ainsi que ses officiers, qui, dit Grotius, jouent aux cartes, fait appel au courage de son état-major, des officiers d'artillerie et des quelques soldats enfermés avec lui dans la ville surprise[1]. Il faut en sortir les armes à la main ou mourir, si l'on ne veut pas se rendre honteusement et sans combattre.

Trente brèches à la muraille par quelques-unes desquelles on peut entrer à cheval. Une partie de l'enceinte est composée de maisons et l'autre, très basse, n'est pourvue d'aucun chemin de ronde ni de lieu où l'on puisse se défendre. Pas de poudre, aucun canon. Seuls, quelques soldats ont encore un peu de poudre dans leurs bandoulières et ils peuvent tirer quelques coups de mousquet pour sauver leur honneur.

---

1. « Par in militibus ducibusque securitas, nam qui ad Dutlingen deprehensi sunt chartis ludebant plerique ». Voir aussi *Ambassadeurs vénitiens*, t. XCIX.

Comme à Dôle, Rantzau est sommé de se rendre. Mercy et Hatzfeld lui promettent d'être généreux à son égard. Mais Werth accourt et veut lui trancher la tête. Charles IV, plus humain, l'en empêche, mais, malgré les belles promesses faites par Mercy et Hatzfeld, il ne veut entendre parler d'aucune grâce à accorder à l'ennemi. Il faudra se rendre sans conditions. Sans prendre de repos, le duc de Lorraine, accompagné de Gaspard de Mercy et de Sporck, colonel bavarois, court à la poursuite de Rosen qui, réveillé enfin de sa torpeur, avait quitté Mülheim et essayait d'atteindre une forêt pour s'y réfugier, lui et les siens. François de Mercy et Hatzfeld ne lui en laissent pas le temps et le surprennent à Neudingen. Charles IV avait prévu cette retraite et avait détaché une partie de sa cavalerie. Elle traverse le Danube et coupe le chemin aux fuyards. Werth est présent, à la tête de ses cavaliers. Rosen se réfugie à Möhringen où se trouvent 10,000 Franco-Weimariens qui font mine de se défendre. Charles IV les bloque dans la place et force les généraux à se rendre sous peine d'être pendus. Rosen, sans marchander, se livre à la discrétion du vainqueur, mais il parvient à s'échapper et à escorter le corps de Guébriant jusqu'en Lorraine où il prend ses quartiers d'hiver et rançonne les habitants sans pitié. Toujours chevaleresque, Charles de Lorraine lui renvoie sa femme avec une escorte de chevau-légers (25 novembre). Charles IV, Mercy et Hatzfeld ont remporté une victoire éclatante. Tous les généraux français sont faits prisonniers, sauf Rosen. Si une partie de la cavalerie française parvient à s'échapper et à se réfugier à Brisach, si le régiment de Montausier peut s'enfermer dans Rottweil, l'armée commandée par Rantzau laisse sur le sol 3,000 ou 4,000 hommes et tout leur bagage est pris. Bavarois, Impériaux et Lorrains se sont couverts de gloire : c'est la revanche de Kempen [1].

---

1. Voir le récit de Montausier qui assista au conseil de guerre qui précéda le siège de Rottweil (*Histoire du maréchal de Guébriant*, p. 711 et suiv.) et le comparer aux récits de Forget et du P. Hugo.

Charles IV avait retrouvé toute sa vigueur, tout son courage et toute sa clairvoyance avant et après l'action. Sa réputation militaire s'accrut encore. Vainqueur des vieilles phalanges de Weimar qu'il a déjà combattues tant de fois en Lorraine et en Franche-Comté, n'avait-il pas fait 7,000 prisonniers et parmi eux des hommes tels que Rantzau, Sirot, Noirmoutiers[1], les deux Vitry, Maugiron et Montausier, et sans compter le colonel Ohem, Schönbeck, Kloug et bien d'autres. Peu de jours après la victoire de Tuttlingen, Rottweil, où s'étaient enfermés Rocqueservières et Taupadel et qu'avait ravitaillée Rosen avant de gagner Brisach, tomba aux mains de Charles IV et de Mercy (27 novembre). Quatre régiments irlandais qui défendaient la place prirent du service dans les rangs de l'armée lorraine. Ils étaient très indisciplinés et le duc fut accusé d'un excès d'indulgence envers eux. Leur mauvais exemple, dit le P. Hugo, eut une funeste influence sur les Lorrains, qui prirent d'eux, ce dont ils n'avaient pas besoin, des leçons de pillage, car ils se livrèrent dans la suite à d'épouvantables exactions.

Heilmann, dans son *Histoire militaire de Bavière,* prétend que Guébriant, sur son lit de mort à Rottweil, eut le pressentiment du désastre subi par son armée et s'écria : « Ah ! pauvre armée, on me l'a défaite ! Mes bottes, mes armes, mon cheval ! Tout est perdu, si je n'y suis. »

Mercy envoya à Munich Sirot et Noirmoutiers qui lui étaient échus. Hatzfeld et les autres généraux impériaux eurent pour leur part d'autres officiers, entre autres le colonel Kloug, dont le régiment avait été décimé, avec tous les officiers de ce régiment et ceux de l'artillerie. On les envoya à Tübingen (Wurtemberg). Les femmes des officiers prisonniers furent conduites à Schaffhouse. Plusieurs officiers pris par les impériaux se mirent au service de Mercy. Les Français refusèrent de forfaire à l'honneur et de trahir le roi de France. Charles IV eut dans son lot Rantzau, les deux Vitry, Noirmoutiers, Maugiron,

1. Noirmoutiers (Louis de la Trémoille, marquis de), né en 1612, mort en 1666. Créé duc en 1650.

le colonel Nothafft et Montausier. Il les ramena à Worms « pour de là les envoyer en la forteresse de Hombourg, au comté de Nassau[1] ». Mais il fit une exception en faveur de Rantzau et de François de Maugiron. Il les combla d'égards, se piqua de la courtoisie la plus exquise envers eux et, sachant qu'ils étaient hommes de cour, accéda à leur demande de rentrer en France sur parole, à condition qu'à leur retour à Paris, ils intercéderaient en sa faveur auprès d'Anne d'Autriche. Et se rappelant également l'impression que lui avait produite en 1641, lors de son séjour à Paris, la beauté de M^me^ de Hautefort, dame d'honneur de la reine, il ne demanda d'autre rançon à Rantzau et à Maugiron que la promesse de baiser de sa part le pan de la robe de cette belle demoiselle dont Louis XIII lui-même avait été amoureux[2] et que Mazarin venait de disgracier. Dans une lettre qu'il les pria de remettre à la régente, Charles l'assura qu'il était désolé de lui avoir causé du chagrin au commencement de sa régence, mais que les troupes qu'il venait de battre lui avaient fait l'effet d'être beaucoup *plus suédoises que françaises*[3]. Il n'avait cessé du reste de correspondre avec la reine par l'intermédiaire de Raulin, un de ses secrétaires. Un autre agent le représentait à Paris. C'était Jobar[4], qui, en 1638, d'après ses ordres, avait fait enterrer secrètement l'enfant adultérin qu'il avait eu de la princesse de Cantecroix, au château de Belleherbe, mais celui-ci le trahissait et dénonçait tous ses actes à Mazarin. Nous le retrouverons plus tard. Maugiron resta à Worms pendant plusieurs mois, tandis que Rantzau rentrait en France et oubliait la promesse qu'il avait faite à Charles IV de venir se reconstituer prisonnier ou de lui envoyer

1. Lettre de Saint-Aubin au comte de Brienne. (*Mélanges de Clérembault*, t. 390, f° 2101 et suiv.)

2. Voir *Madame de Hautefort*, par Cousin.

3. Voir D. Calmet, t. VI.

4. Jobar (Dominique), natif de Marsal, dont le père avait été capitaine des bourgeois et échevin dudit lieu, fut anobli par Charles IV, le 8 janvier 1628. Il fut témoin de son mariage avec Béatrix de Cantecroix. (Voir *Campagnes de Charles IV*, t. I, p. 381 et 524.)

le prix de sa rançon. De Worms, Maugiron, le 9 janvier 1644, écrivit à Mazarin pour lui faire part du désir de Charles IV de se réconcilier avec la France. A en croire le mestre de camp français, le duc désirait ardemment la paix dans l'intérêt de sa famille et du peuple lorrain. Quant à lui, il aimait à combattre et n'ignorait pas le cas qu'on faisait de son talent militaire et du courage éprouvé de ses soldats habitués à guerroyer en Allemagne, mais ils étaient las, ainsi que lui, des caprices de l'empereur, de Maximilien de Bavière et des Espagnols qui le soupçonnaient de traiter avec la France.

Le temps pressait, car Maugiron pressentait que, si Charles IV s'apercevait que la France ne pouvait ou ne voulait traiter avec lui, il prendrait un parti et traiterait de nouveau avec l'un ou l'autre de ses alliés actuels avant la fin de l'hiver.

M. de Maugiron savait que Charles IV, pour ne pas s'engager dès maintenant avec les ennemis de la France et recevoir d'eux des quartiers d'hiver, conduisait ses soldats du côté de Liège avec dix régiments de cavalerie et quatre d'infanterie. Il fallait donc que Maugiron pût suivre le duc.

De son côté, le maréchal de Rantzau, de retour à Paris, devait envoyer à Maugiron un gentilhomme porteur des instructions de Mazarin[1].

Il était évident que, si les services qu'on pouvait attendre des soldats de Charles IV méritaient qu'on mît tout en œuvre pour se l'acquérir, il fallait auparavant étudier quels étaient les intérêts de ce prince, ces intérêts devant être le mobile de ses actes. La Grange-aux-Ormes qui l'avait bien connu, ayant été envoyé plusieurs fois auprès de lui par Richelieu, assurait qu'il détestait la maison d'Autriche et avait une grande estime pour la France vers laquelle il se sentait naturellement porté. Diverses circonstances, la force des choses l'avaient poussé dans les bras des ennemis de notre pays. Quel pouvait être à

1. M. de Maugiron au cardinal Mazarin, 8 janvier 1644. (*Aff. étr., Lorraine*, 33, f° 338.) Au commencement de cette lettre, Maugiron dit espérer avoir une entrevue avec Mazarin le lendemain, ce qui était impossible, vu la distance qui existe entre Worms et Paris.

cette heure le but qu'il désirait atteindre ? Assurément, il voulait, avant tout, affermir en sa personne la souveraineté des duchés de Lorraine et de Bar, à l'exclusion de la duchesse Nicole. Il avait également intérêt à être rétabli en la possession de ses États, « sans perte, réserve et exception ».

Ensuite, un de ses vœux consistait dans la suppression du parlement de Metz, « par les interests de l'empire, pour se mettre à couvert des effets de l'arrêt de M. Le Bret[1] dont il appréhende les suites, par les poursuites dudit parlement duquel le ressort est composé des villes, prévôtés et pays déclarés par ledit arrêt appartenir à S. M. comme usurpés sur elle par les ducs de Lorraine[2] ».

Un autre de ses désirs était de conserver les donations et les bienfaits qu'il avait reçus de l'empire et de ne rien hasarder pour perdre la partie de ses États qui en relevait.

Enfin, il désirait faire approuver son second mariage et ne signer aucun traité qui offensât les maisons d'Autriche et de Bavière, ni se détacher entièrement de l'empire « dont la protection avait été si péniblement recherchée et obtenue par son prédécesseur, le duc Antoine ».

L'Autriche avait depuis longtemps reconnu Charles IV comme souverain et duc de son chef, tandis qu'au contraire, en France, il ne passait que pour le mari de la duchesse Nicole.

L'Autriche, assurait la Grange-aux-Ormes, avait promis à Charles IV, ainsi qu'à la Ligue catholique, qu'à la paix générale ou par le succès de ses armes elle le ferait rétablir sur son trône ducal « absolument et sans restriction ».

Il aurait eu de la peine à espérer pareille faveur de la France, surtout pendant la minorité du roi. Pouvait-elle aliéner ce qui avait été réuni à la couronne par Louis XIII ?

Quant à la suppression du parlement de Metz, l'empire et

---

1. Le Bret, jurisconsulte français, conseiller d'État, intendant des Trois-Évêchés, né en 1588, à Paris, où il est mort le 24 janvier 1655. Il est l'auteur du *Traité de la souveraineté du roi dans les Trois-Évêchés*, 1632, in-1°.

2. M. de Maugiron à Mazarin, 8 janvier 1644. Déjà citée.

la Chambre de Spire avaient les mêmes intérêts que lui à l'obtenir, puisque l'évêché de Metz, les ducs de Deux-Ponts, les comtes de Nassau, de Linange, d'Eberstein et autres avaient des fiefs dans le ressort de ce parlement et qu'ils prétendaient relever, pour certaines régales, immédiatement de l'empire et, en cette qualité, « s'en disait Estats et y avoir séances », privilèges qu'ils perdraient « s'ils n'étaient membres de ce corps et de cette Chambre ». Charles IV, si l'on ne supprimait pas le parlement de Metz, serait dépouillé de ses fonctions souveraines à Nomeny, Hombourg, Marsal et autres lieux.

Charles IV possédait les principautés de Phalsbourg et de Lixheim, le comté de Saarwerden, le marquisat de Nomeny, Saint-Avold et Hombourg et la dignité de Marchis, comme vassal de l'empire, et il avait obtenu en don Haguenau et son bailliage, consistant en dix villes d'Alsace, ainsi que les comtés de Saarbrück et Kirschen, avec d'autres petites terres contiguës au bailliage d'Allemagne dépendant du duché de Lorraine, qu'il savait bien ne pouvoir conserver qu'en restant fidèlement attaché à l'empereur, car Mazarin ne pouvait songer à les lui rendre.

Du côté de la France, qu'avait-il à prétendre et à gagner ? En se réconciliant avec elle, il n'espérait pas pouvoir réparer ses pertes et récupérer la totalité de ses États.

Par contre, la cour de Vienne, pas plus que celle de France, ne s'était encore prononcée contre la duchesse Nicole en sa faveur, et peut-être la réserve observée par l'Autriche était-elle motivée par la présence dans la capitale de l'empire de Nicolas-François et de la princesse Claude. Le but qu'avant tout voulait atteindre le prétendant, c'était de faire reconnaître par le pape et l'Europe la nullité de son mariage avec Nicole.

Que lui importait la couronne de Lorraine, s'il ne pouvait la placer lui-même sur la tête de celle qu'il aimait ?

Cependant, Charles IV ne pouvait-il pas garder encore l'espérance que l'empire et la Bavière le récompenseraient un jour des services éclatants qu'il venait de leur rendre ?

L'Allemagne n'avait-elle pas intérêt à le rétablir sur son trône et à faire de ses États une barrière entre elle et la France, dont les intérêts étaient évidemment contraires aux siens ?

La Grange-aux-Ormes, dans l'avis qu'il adressait à Mazarin, ne dissimulait pas qu'il n'avait pas été étonné de la violation du traité de paix, signé à Saint-Germain-en-Laye en 1641, commise par Charles IV : « Personne, écrit-il, ne demeure volontiers dans une mauvaise assiette, et, pour assurer l'exécution d'un traité, il faut que la partie adverse y trouve satisfaction ou soit mise dans l'impossibilité d'y contrevenir. »

On pouvait, ajoute le diplomate français, contenter Charles IV en lui restituant une partie de ses États et en lui remettant le reste pendant ou après la conclusion de la paix générale.

Enfin, il n'était pas certain qu'il souscrivît à une neutralité temporaire, car il lui aurait fallu quitter les quartiers qu'il occupait sur les terres de l'empire, entre la Moselle et le Rhin, et lâcher la proie pour l'ombre. Les contributions qu'il tirait des pays occupés par lui s'élevaient à 100,000 écus, chiffre plus considérable que celui des revenus qu'il percevrait dans son duché si on le lui rendait et si ses troupes devaient y vivre[1]. Les ennemis de la France avaient, du reste, tout intérêt à ce que Charles IV conservât le poste qu'il avait choisi après la bataille de Tuttlingen. N'assurait-il pas par sa présence les communications et la mise en marche des troupes entre l'empire et les Pays-Bas?

Une objection singulière, faite par La Grange-aux-Ormes à la conclusion hypothétique d'un nouveau traité de paix avec le duc Charles, consistait en ce qu'il estimait que, si on le reconnaissait comme souverain de son chef, en vertu du prétendu testament du duc René, les duchés de Lorraine et de Bar seraient *substitués et dotaux*. Or, ils ne pouvaient être aliénés

1. Avis concernant l'accommodement de M. de Lorraine avec le Roy. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXIII, f° 381.)

ni par confiscation ni par traités, si ceux-ci n'étaient approuvés par tous les intéressés.

Il faudrait donc, pour donner quelque garantie de durée à un nouvel accommodement du prince avec la France, une ratification en règle de sa femme, des princes de sa maison et de ses États. L'excommunication fulminée contre lui pouvait en outre être un obstacle à son accommodement. Libre à lui, il est vrai, d'obtenir son absolution en obéissant au pape, mais il y avait peu de chance qu'il se soumît à la cour de Rome avant sa réconciliation avec la France. Se réconcilier avec celle-ci, ne serait-ce pas, de la part du duc, permettre au cardinal d'épouser la cause de la duchesse Nicole et de la reconnaître comme duchesse de Lorraine, à son exclusion, en cas qu'il perdît le procès intenté contre elle? La duchesse Nicole n'avait pas non plus d'intérêt à l'accommodement de son mari avant que le saint-père eût prononcé la validité de son mariage, car Charles IV, réconcilié avec la France — il fallait tout prévoir — pouvait être reconnu comme duc de Lorraine, de son chef, comme il l'avait été par la cour de Vienne, et cette réconciliation pouvait influer sur la cour de Rome au détriment de l'infortunée princesse, qui serait dès lors déconsidérée aux yeux de son époux et de tous. En somme, concluait le rapport mis sous les yeux de Mazarin, le plus sûr et le plus grand des avantages que Charles IV pouvait tirer des négociations ouvertes en ce moment était de se faire rechercher davantage des ennemis.

Maugiron arriva à Paris au commencement de janvier et en partit à la fin de mars. On lui adjoignit M. du Maurier; mais, avant leur départ pour Worms, où se trouvait Charles IV, on leur remit une instruction qui leur traçait clairement la conduite qu'ils avaient à tenir auprès du prétendant et leur indiquait les arguments principaux dont ils devaient se servir, afin de le décider à faire la paix avec la France. Qu'il nous soit permis d'en donner le résumé.

Charles IV pouvait compter sur la bonne volonté de la régente à son égard et sur son désir de lui accorder tout ce

qui ne serait pas contraire « au service du roi ». Mais elle espérait que ses exigences seraient raisonnables, et que s'il avait l'intention de s'attacher à la France, il se hâterait de le faire. On lui promettait de ratifier tout ce que lui avait promis Louis XIII lors du traité de 1641, « nonobstant que par ledit traité luy-même ayt renoncé à tous les droits qu'il avait sur tous ses États, au cas que S. M., exécutant de son côté tout ce qu'elle promettait, S. A. ne le fît pas du sien ».

Charles IV n'avait-il pas obtenu tout ce qu'on lui avait promis et qu'avait-il fait, de son côté, pour la France? Il s'était déclaré son ennemi acharné et avait combattu contre une de ses armées à Tuttlingen, au moment même où il semblait vouloir s'accommoder avec Louis XIV.

Si l'affection d'Anne d'Autriche ne l'emportait pas sur toute autre considération, son intérêt consistait à n'accepter aucune ouverture de la part du duc avant la conclusion de la paix générale. En effet, comme on avait le ferme espoir que cette paix serait bientôt conclue, grâce à la sincérité des réclamations de la France et à l'état critique où se trouvaient ses ennemis, Louis XIV sacrifiait, en aidant à la restauration du duc, tous les avantages auxquels il pouvait prétendre lors de la conclusion d'une paix générale pour la France et ses alliés.

Le duc de Lorraine n'ignorait pas que les Espagnols, suivant leurs habitudes, pourraient bien, lors de la discussion des articles du traité de paix, l'abandonner à la discrétion de la France afin d'obtenir des conditions avantageuses pour leurs intérêts particuliers.

Charles IV devait donc se contenter des avantages que lui accordait le traité de Saint-Germain, pouvant espérer cependant quelque adoucissement à son sort, si, par ses actes, il se déclarait ouvertement l'ennemi irréconciliable de l'Autriche, et rendait des services signalés à la France, services qui expliqueraient, aux yeux de ses sujets, les motifs de l'indulgence de la reine-mère.

De façon à l'aider à se constituer l'auxiliaire de la France, Anne d'Autriche lui promettait des renforts assez considérables

pour lui permettre, par quelques actions d'éclat, de prouver sa bonne foi aux Français qui estimaient que ses tentatives de réconciliation n'étaient qu'une feinte habile de sa part, pour rentrer en possession de son duché.

Mais ces secours, on ne les lui accorderait complets qu'après la ratification du traité en question.

Alors seulement on lui remettrait les lettres que la régente et Mazarin lui avaient écrites de leur main.

On le laissait libre de la forme de la notification qu'il ferait à l'empereur de sa réconciliation avec la France, et du choix des prétextes dont il se servirait pour colorer sa nouvelle défection.

Mais, le temps étant venu de tracer le plan de la nouvelle campagne, il fallait que Charles IV mît ses troupes en lieu sûr et les empêchât de se laisser débaucher par l'ennemi.

Comme il gardait les passages du Rhin, dans l'intérêt de la France il ne devait pas s'en dessaisir.

Quant à son union avec M^me^ de Cantecroix, cette affaire étant soumise au pape, la reine ne pouvait s'en mêler, mais elle promettait de faire tout ce qui lui serait possible pour plaire à cette dame, si elle apprenait qu'elle avait usé de son influence sur son amant en le décidant à se prononcer le plus tôt possible en faveur de la France. On laissait au tact et à l'intelligence de MM. de Maugiron et du Maurier le soin de flatter M^me^ de Cantecroix et de s'en faire un auxiliaire puissant, sans toutefois « s'engager en rien de particulier qui regarde le mariage ».

Lorsque Charles IV serait tombé d'accord sur les clauses principales du nouveau traité et quand il s'apprêterait à partir pour Paris, on devait le prévenir du nombre de soldats que Mazarin avait l'intention de lever dans le pays de Liège[1]. Il

1. Turenne écrivit à Mazarin, le 23 janvier 1644, de Colmar : « M. de Lorraine est fort sollicité par don Francisco de Mello de marcher vers l'évêché de Trèves, et j'ai vu, par des lettres que la garnison de Saverne a prises, comme il avait le dessein de se mettre dans le pays de Liège. »

s'agissait de 1,500 chevaux et environ 2,500 fantassins qu'on avait eu l'intention de réunir à l'armée de Turenne ou d'envoyer sur un point quelconque de l'Allemagne, mais que maintenant on voulait donner à Charles IV à titre de renfort.

On s'entendrait alors avec lui sur les moyens de faire cette levée et de la laisser en toute sûreté dans le pays de Liège, pendant qu'il serait à la cour de France[1].

Tout en traitant avec Charles IV et en essayant de le gagner à la cause française, Mazarin essayait de réparer l'insuccès de l'armée weimarienne à Tuttlingen, et de remplacer Guébriant mort au champ d'honneur.

A cette fin, il choisit le vicomte de Turenne, fils du duc de Bouillon, qui, suivant une ligne de conduite différente de celle de son frère, depuis sa tendre jeunesse servait dans les rangs de l'armée française avec le plus grand dévouement.

Nous l'avons vu, à son début, en Lorraine et en Franche-Comté. Depuis, sa réputation militaire a grandi. Il vient de se couvrir de gloire en Italie. Après le duc d'Enghien, c'est l'homme de guerre le plus capable que possède la France. Mazarin l'a créé maréchal de France; il a le commandement en chef de l'armée franco-weimarienne en Allemagne (3 décembre 1643[2]). Le cardinal avertit les plénipotentiaires français, en ce moment à Munster, du choix qu'il vient de faire[3].

Turenne envoie du Plessis-Besançon à Brisach pour s'occuper du rachat des prisonniers faits à Tuttlingen, et bientôt après il se dirige vers la Lorraine où il passe l'hiver et réorganise l'armée de Guébriant, démoralisée et affaiblie par la défaite.

---

1. Voir Instruction donnée aux sieurs de Maugiron et du Maurier s'en allant trouver le duc Charles de Lorraine, du 29 mars 1644, à Paris. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXIII, p. 374.)

2. A M. le Vicomte de Turenne, Paris, 4 décembre 1643. (*Lettres de Mazarin*, t. Ier, p. 487.)

3. A. MM. les Plénipotentiaires de Sa Majesté, en Allemagne, 3 décembre 1643. (*Passim*, p. 479.)

Le ministre d'Anne d'Autriche l'avertit des négociations entamées avec Charles IV[1].

Mazarin, après avoir tout prévu, s'être rendu compte des moindres détails des préparatifs faits par Turenne pour tenir en échec l'armée de Charles IV et celle de Maximilien de Bavière, ne désespère pas d'amener le Lorrain à une franche réconciliation. Dans ce but, il écrit, le 31 mars 1644, de Paris, une lettre qu'il charge MM. de Maugiron et du Maurier de lui remettre :

« Monsieur, je ne puis voir partir MM. de Maugiron et du Maurier sans prendre cette occasion d'assurer Vostre Altesse de mon service très humble et de la passion extrême que j'aurois que les résolutions qu'elle trouvera bon de prendre me fournissent les moyens de luy en donner souvent des preuves effectives.

« Vostre Altesse apprendra de leur bouche tout ce à quoy la Reyne peut se porter présentement et les circonstances qui ne luy permettent pas d'en faire davantage. Je vous tiens, Monsieur, pour prince équitable et si amy de la raison que, quand on le remettroit absolument à la disposition de Vostre Altesse, elle ne voudroit pas des avantages qui pourroient blesser d'ailleurs la réputation de la conduite et du gouvernement de la Reyne.

« Tout ce dont je puis asseurer Vostre Altesse c'est qu'on ne luy promest rien qu'on n'ayt envie d'en faire au delà, et que, s'attachant inséparablement aux intérests de cette couronne, elle avancera beaucoup les siens et aura bien plus subject de se louer du traitement qu'elle recevra, qu'elle ne peut faire de celuy qu'Elle a eu jusques icy du party contraire, lequel pourtant, à le bien prendre, ne doibt recognaistre beaucoup d'avantages, mais particulièrement les derniers qu'il a remportés en Allemagne, que de la seule suffisance de la valeur de Vostre Altesse.

« La cognaissance que j'en ay m'oblige à la considérer

1. A M. de Turenne, 27 mars 1644. (*Lettres de Mazarin*, t. Ier, p. 635.)

comme un des plus grands capitaines de ce siècle, je la supplie très humblement de croire qu'une des plus fortes passions que j'aye, ce seroit de pouvoir si bien unir les intérests de cette Couronne avec ceux de Vostre Altesse que je pusse en mesme temps contribuer à l'avantage et à l'accroissement de la gloire de tous les deux, satisfaisant aux obligations que j'ay à Sa Majesté et à l'inclination que j'ay d'honorer et servir Vostre Altesse, etc. [1]. »

Porteurs des instructions et de la lettre de Mazarin, MM. de Maugiron et du Maurier s'acheminèrent vers Worms en passant par Sarrebruck où ils attendirent pendant quatre jours des nouvelles du duc Charles. Ce prince leur envoya le baron du Châtelet avec une compagnie de cavalerie pour les escorter jusqu'à Worms.

Là ils furent présentés à Charles IV qui, souffrant de son oppression ordinaire, gardait la chambre. Cependant, ils obtinrent de lui une audience le soir même, en présence de la princesse de Cantecroix. Ils lui exposèrent tout au long les conditions mises par la reine mère à son accommodement. S'apercevant qu'il éprouvait une grande répugnance à ratifier le traité de Saint-Germain (1641), les émissaires de Mazarin lui lurent les lettres d'Anne d'Autriche et celles du cardinal.

Usant avec lui de franchise et mettant cartes sur table, ils lui firent part même d'une partie de l'instruction dont ils étaient porteurs, jugeant que c'était le meilleur moyen de l'amener à souscrire aux volontés de la cour de France. Malgré leurs instances, il leur fut impossible de le décider à ratifier le traité signé par lui, de gré ou de force, trois ans auparavant, mais non ratifié à cette époque. Et cependant, pendant les quatre jours que durèrent ses entretiens avec les plénipotentiaires, il s'étudia à leur mettre sous les yeux mille expédients propres, selon lui, à arriver à une entente durable, à

1. A M. le duc de Lorraine, 31 mars 1644. (*Lettres de Mazarin, passim*, p. 368 et suiv.).

laquelle il pût souscrire sans infamie, et en même temps avantageuse à la France.

Il aurait désiré, si sa santé ne l'en empêchait pas, se rendre à Paris, pour éclairer Anne d'Autriche et Mazarin sur certains faits qu'on avait défigurés devant eux, et leur exposer les motifs sérieux et justes qui l'empêchaient jusqu'alors de se rendre à leurs vœux.

Que lui importait la Lorraine? Il ne s'en souciait nullement, car il voudrait, déclarait-il, n'y posséder aucun pouce de terre, « pourvu que tout le monde crût qu'il la possédât ». Elle n'avait gardé aucun vestige de sa prospérité d'autrefois et le séjour des troupes de Turenne, depuis quelques mois, avait achevé sa ruine. N'avaient-elles pas pris plus de 12,000 vaches dans les Vosges? S'il voulait rentrer dans ses États, ce n'était que par amour-propre et pour plaire à sa maison, à ses vassaux et à sa *conscience*, car on pourrait l'accuser de folie et de lâcheté s'il faisait la guerre sans but et souscrivait à un accommodement honteux après tant de fatigues et de périls!

Pourquoi des quatre traités qu'il a conclus avec la France, veut-on lui faire ratifier le plus honteux? Néanmoins, il est prêt à approuver les clauses de l'un des trois traités précédents. Il consent à accepter les conditions que lui imposait la reine au mois de septembre dernier, par l'intermédiaire du marquis de Moy-Chaligny, son cousin. On lui offrait alors, paraît-il (c'était à la veille de la bataille de Tuttlingen), la restitution de ses États, à la réserve de Nancy et de Clermont-en-Argonne. Pour donner plus de force à ses propositions, il renouvela le pouvoir qu'il avait envoyé à son cousin pour traiter sur cette base. Voici les dernières conditions que Charles IV faisait à Mazarin : « On ne lui parlera plus du traité de 1641, et on lui rendra la Lorraine, à la réserve de Nancy, de Clermont, Stenay et Jametz, places qui lui seront rendues dans un temps certain et défini comme à la paix générale. »

De plus, si le conseil de régence juge que, sauf Nancy, les trois autres places doivent appartenir à la couronne de France, il y consent à condition que pour Clermont on lui serve l'in

demnité convenue par le traité de Saint-Germain, et qu'on lui donne quelque *pays* en échange de Stenay et Jametz. Il se contenterait même, au lieu d'une somme d'argent, pour l'indemniser de la perte de Clermont, de trois places choisies par lui.

Tout en protestant de son dévouement désintéressé envers la régente, et en se déclarant son courtisan le plus dévoué, il l'avertit loyalement que, si la force des armes le contraint à ratifier le traité de Saint-Germain, il ne répond pas de sa fidélité à en observer les clauses, et qu'il cherchera tous les moyens pour trahir la foi jurée. On ne pouvait être plus franc.

Prenant cependant ses précautions, il écrivit à l'empereur que, l'état des affaires d'Allemagne lui semblant prospère, il croyait que ses services lui étaient devenus inutiles et qu'il allait offrir son aide au Danemark, en guerre avec la Suède, ou au roi d'Angleterre menacé, se réservant ainsi la faculté de passer au service de la France.

La reine-mère et le cardinal l'engageaient, avons-nous dit, à garder les villes du Palatinat qu'il occupait, espérant bien les lui acheter ou les lui faire rendre un jour. Il s'y refusa sous prétexte de loyauté envers l'empereur. Du reste, affirma-t-il, Worms et Spire étaient des villes trop considérables pour qu'il pût y laisser une garnison suffisante.

Il était d'avis de les rendre à l'empire, ainsi que Landau.

Son prétexte était spécieux. N'allait-il pas jusqu'à prétendre que l'occupation de ces places, qui commandent le Rhin, affaiblirait ceux qui en seraient les maîtres? Ce n'était ni l'avis du maréchal de Guébriant, ni celui de Turenne et du duc d'Enghien qui conseillaient leur conquête à Mazarin.

S'apercevant de la faiblesse de ses arguments, Charles IV proposa de demander la neutralité de Worms, Spire et Landau, et prétendit que les habitants de ces trois villes *étaient plus Français qu'Allemands!* Quant à Sarrebruck, qui est un passage important sur la Sarre, le château de Hombourg, qui lui servait souvent de résidence ainsi qu'à la princesse de Cantecroix, sis à douze heures du Rhin, celui de

Landstuhl et celui de Falkenstein, que, deux jours auparavant, il avait repris à Turenne et qui n'était qu'à six heures du Rhin, celui de Germersheim, sur ce fleuve, au-dessus de Spire, solide château, s'il en fut, il avait l'intention de les garder comme gages des sommes considérables qu'il avait prêtées à leurs propriétaires.

L'occupation de ces trois châteaux mis sous sa garde, prétendait-il, suffirait à la France pour garder les passages du Rhin.

Mazarin avait envoyé le sieur Marsin[1] faire des levées au pays de Liège, et il proposait à Charles IV, s'il s'accommodait avec la France, d'aider ce général dans sa tâche. Le duc y consentait, ayant des troupes aux confins du pays de Liège, dans le pays de Juliers et l'archevêché de Cologne, dont le titulaire était le frère de l'électeur de Bavière, mais il n'approuvait pas ces levées, estimant que, pour la somme employée, on aurait recruté autant de bons Allemands, et que « les Liégeois sont gens qui se débandent facilement ».

Jetant un coup d'œil sur ce qui se passait en Allemagne, Charles IV fit remarquer à MM. du Maurier et de Maugiron que Gallas, ayant tout le loisir nécessaire pour refaire son armée, n'avait que trop de soldats pour tenir tête à Racoczi[2],

---

1. Marsin (Jean-Gaspard-Ferdinand, comte de), entré au service de France en 1636 en qualité de lieutenant-colonel d'un régiment de cavalerie liégeoise, maréchal de camp le 30 janvier 1644, fut employé à faire des levées de troupes dans le pays de Liège durant les premiers mois de 1644. MM. de la Thuillerie, d'Avaux et Servien, plénipotentiaires de la France à Munster, furent priés de le seconder dans sa mission. Mazarin l'envoya un mois plus tard à la landgrave de Hesse (Amélie-Élisabeth de Hanau, veuve de Guillaume V, landgrave de Hesse) pour recevoir ses ordres. Les levées faites par Marsin coûtèrent 250,000 écus et servirent à renforcer l'armée hessoise. Mazarin envoya en outre 50,000 écus pour ses recrues.

La landgrave de Hesse eut à se plaindre de sa conduite. Il servit sous Enghien en 1644, 1645 et 1646.

2. Racoczi, magnat hongrois, prince de Transylvanie, en ce moment en guerre avec l'empire. Les Suédois donnèrent plus de mal à Gallas qui, bloqué par Torstenson et Geiso à Magdebourg, s'en échappa avec peine. Torstenson battit les Impériaux à Jankowitz.

dont les forces, consistant principalement en cavalerie, n'étaient pas fort redoutables, et qu'il pouvait résister aux Suédois, s'ils ne s'accommodaient pas avec le Danemark. Après avoir tenu en bride Transylvaniens et Suédois, Gallas pouvait renforcer Hatzfeld et les Bavarois. Quant à Hatzfeld, il aurait 7,000 hommes pour le moins, les comtes de Nassau et de Waldeck et le colonel Philippe venant de lui amener trois régiments de cavalerie et deux d'infanterie.

Quant aux Bavarois, qui se vantaient d'avoir 20,000 combattants, ils en auraient 17,000 pour le moins. Des Hessois, il ne fallait pas en faire grand cas : c'étaient les plus chétives troupes de l'Allemagne, à en croire Charles IV. Ne recevaient-ils pas les ordres d'une femme et de Geiso, général peu entreprenant[1] ?

Enfin, le duc de Lorraine conseillait à Mazarin, ce qui n'était pas nécessaire, de prendre ses mesures pour affermir les forces de la France sur le Rhin. Il l'engageait à secourir Uberlingen, qu'assiégeait Mercy avec 20,000 hommes, et que défendait M. de Courval. Sise au nord-ouest du lac de Constance, cette place était très importante, et sa perte avait fort affligé Maximilien de Bavière, car elle facilitait les communications de Memmingen avec les autres villes impériales.

Les Français pouvaient y établir des magasins et y faire des levées meilleures et moins chères qu'au pays de Liège et en d'autres pays « où elles coûtaient le double ». Turenne pouvait essayer de secourir cette ville par terre ou par eau, les Suisses étant disposés à lui permettre d'équiper sur le lac de Constance des bateaux qui lui apporteraient des vivres et des munitions[2].

---

1. Geiso et ses soldats donnèrent un démenti éclatant à Charles IV en aidant Torstenson dans ses succès, et se couvrirent de gloire à Nordlingen (1645).

2. « Mense januario (1644), Baiaori Uberlingam ad Acronium lacum, qua super nostri potiti, obsidere cœperant, præsidiis circumquaque dispositis ; at mox oppidum arctius habuere atque oppugnavere. At Corvallius vicecomes, oppido præfectus, egregie propugnare, hostium stationes perturbare, pellere mox, ubi propius accessi erant, eo frequentius erumpere quæ incipi.bant opera prohi-

Malheureusement, Uberlingen capitula le 10 mai 1644.

Pour donner plus de poids à son accommodement possible avec la France, Charles IV apprit aux agents de Mazarin que l'empereur devait lui envoyer le colonel Meslik et un officier flamand, afin de l'engager à son service, en lui faisant des offres considérables. Mais il ne les accepterait que si la France ne parvenait pas à se l'attacher.

Dans un autre mémoire remis par Charles IV à M. du Maurier, il semble se réjouir des avances que lui fait la cour de France, et le charge de faire part de sa joie à la reine, en l'assurant « que son épée et sa vie, seules choses qui luy restent, despendront dorénavant de ses commandements ».

A le croire, il avait grande confiance dans les promesses d'Anne d'Autriche qui pouvait compter, à son tour, sur les siennes.

Ses assurances de fidélité étaient trop belles pour être sincères. Il ne voulait sa restauration que de la main de la reine et de celle de Mazarin et, dût la France entière forcer Anne d'Autriche à cette restauration et la reine lui permettre d'entrer dans Nancy, il n'accepterait pas, disait-il, ces faveurs insignes si elles étaient arrachées à sa belle cousine et accordées malgré elle. « Il est prêt d'obéir aveuglément à ses volontés; au moindre de ses ordres, il ira se jeter à ses pieds...; il ne trouvera rien de difficile lorsqu'il s'agira de la servir. Il donnera dans le feu et dans l'eau, il servira sur la mer et sur la terre et enfin marchera contre Madrid ou contre Vienne pourvu que la reine le commande. »

---

bere, destruere, ubi cuniculos in murum atque aggerem moliebatur, eos adversis cuniculis excipere atque irritos reddere, denique magna muri atque aggeris parte collapsa, impetum hostium inter ruinas ac rudera sustinere ac propulsare; prorsus ab eo propugnatum supra quam dici potest egregie, resque ad VI id. maias (le 10 mai) producta; qua die denique, subveniente nullo, deditionem facere coactus est. Ex hostibus complures eo cum hyemis, tum nostrorum sæpius erumpentium sævitia, perire » (Labarde, lib. II, p. 91.)

Voir sentiments de M. de Lorraine touchant son accommodement avec la France qu'il a désiré que le sieur du Maurier représentast à la cour avec plusieurs autres choses considérables. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXIII, f° 698.)

On ne pouvait s'engager plus avant et user de plus de rodomontades. Se rappelant ses succès en Franche-Comté, où il avait arrêté l'invasion française de 1635 à 1638, il se vante de conquérir ce pays sans coup férir, mais, prenant la balle au bond et agréant l'offre que Mazarin lui avait faite de la comté de Bourgogne, il annonce à la reine que, voulant se l'arroger et la garder pour lui, il lui faudra courir à d'autres conquêtes plus difficiles pour les offrir en hommage à sa belle-cousine.

N'a-t-il pas, ce foudre de guerre, enorgueilli de sa récente victoire à Tuttlingen, la prétention d'arriver à ses fins avec ses intrépides Lorrains, « gens aguerris et obéissants qui vivent où les autres meurent de faim, qui ne craignent ni chaud ni froid et qui dorment aussy bien sur la neige et sur la terre que dans un lit » ?

Pour la campagne prochaine il se fait fort d'avoir au moins 7,000 hommes et, si la reine le rétablit sur son trône, il distraira 2,000 soldats des places qu'il occupe en Allemagne.

Si, avec ces 9,000 hommes, on lui donnait comme renforts les garnisons françaises qui occupent la Lorraine et une partie de ce qu'elles coûtent à nourrir, il pourrait se maintenir en Allemagne et tenir tête aux Bavarois et aux Impériaux ou tenter quelque expédition d'importance sur un autre terrain. « La nécessité et de longues guerres luy ont appris de faire plus avec un écu que d'autres avec cinq ou six et il a des moyens de faire subsister des troupes en des lieux où elles périraient sous d'autres chefs. »

Sous ces belles phrases se cachait le désir réel d'obtenir le plus de concessions possible de la reine mère et de savoir jusqu'où irait sa générosité avant de s'engager plus avant. La Lorraine ne lui suffisait plus, car en la lui rendant, on ne lui restituerait pas ce qu'on lui avait ôté, « ce pays n'étant présentement qu'un squelette et le lieu où elle était autrefois ». Cela était vrai, hélas ! La Ferté-Senneterre, qui avait succédé à Lenoncourt, pressurait, ruinait, affamait le malheureux duché. Béatrix de Cantecroix, flattée par les promesses évasives que lui faisait la cour de France, se réjouit de la mission de M. du

Maurier et promit d'user de toute son influence auprès du duc Charles pour l'engager à une prompte réconciliation. Bien que sachant que la maison de Lorraine lui était hostile, excepté, peut-être, M^me^ de Chevreuse qui gardait les apparences de l'amitié, elle promit à Anne d'Autriche la plus grande fidélité et le dévouement le plus entier. Elle s'engagea à lui écrire et à servir, s'il le fallait, d'otage, elle et sa fille [1], prête à se rendre au lieu qu'on lui désignera en France [2] !

MM. de Maugiron et Aubery du Maurier se relayèrent auprès de Charles IV. Le 8 avril, ce dernier écrivit à Maugiron pour lui accuser réception de ses lettres et lui annoncer que lui-même lui avait écrit par l'ordinaire de Bruxelles. Du Maurier était revenu à Worms, porteur des mêmes instructions que précédemment. Charles IV prétendit qu'on exigeait beaucoup de lui, mais qu'on ne lui accordait aucune faveur dont il pût se féliciter. Il hésita à s'engager et fit même entendre que le délai accordé par lui aux agents de Mazarin étant expiré, il ne pouvait pas attendre plus longtemps, vu l'approche du printemps. Tout au plus pourrait-il patienter jusqu'au 12 avril, s'il avait des nouvelles de Maugiron ou de Rantzau ce jour-là. Sinon il croirait à la mauvaise volonté de la cour de France, ce qui ne l'empêchait pas de plaisanter et d'ajouter :

« La reyne est ravissante de vous demander si je ne me souhaite point là (*à Paris*). Avez-vous hésité à lui faire cognoistre comme le séjour de Bleialfe estoit tout autre que celuy de Paris et que la conversation de M^lle^ de Nœting, jointe à sa beauté, estoit sans pareille ? Que ce doux ressouvenir ne vous pâme point ; c'est ce que je souhaite et que vous me croies par tout le monde aussy bien sur le Rhin que sur le Danube, mesme au delà de la Sarre. »

On ne pouvait plus agréablement se moquer de M. de Maugiron et de Mazarin.

---

1. Anne, née le 23 août 1639, qui épousa le prince de Lillebonne.

2. Intérêts du duc de Lorraine, 1644. (*Aff. étr., Lorraine,* t. XXXIII, f° 719.)

Le post-scriptum de la lettre de Charles IV, datée, par plaisanterie, de Nancy, est ainsi conçu : « La demoiselle que vous avez envoyée (Montausier avait envoyé une poupée à sa fille) a donné pareille joie à la mère qu'à l'enfant (M^me^ de Cantecroix et sa fille Anne de Lorraine, depuis princesse de Lillebonne) dont ils (*elles*) se sante (*nt*) très obligée (*s*) de votre souvenir et de toutes les nouveautés que leur aves envoies (*sic*) de tous les livres. J'ai quitté toutes prétentions pour celui qui veut faire croire que nous n'allons pas de mal en pis. Je m'en serviray.

« La *promenade* que fait M. le vicomte de Turenne avec M. Roze en Bourgogne oblige une dame (M^me^ de Cantecroix ?) de vous faire souvenir et à M. de Ranzo (*Rantzau*) de la sauvegarde pour Bonnay, près de Besançon, où elle doit se rendre comme vous savez. Il faudrait en envoyer une à M. le vicomte de Turenne, le plus tôt serait le meilleur[1]. »

Turenne, à ce que nous apprennent ses Mémoires et les lettres de Mazarin, était mis au courant des négociations pendantes. Pour jeter un plus grand jour sur ces négociations, disons un mot de ce qui se passait au congrès de Munster où Servien et d'Avaux représentaient la France et prenaient part aux discussions interminables qui y eurent lieu dans l'intérêt de la paix générale. Ils y rencontrèrent, au commencement de 1644, le comte de Nassau et Volmar, représentants de l'empereur, ainsi que Saavedra et le Franc-Comtois Brun, représentants de l'Espagne. Le cardinal Chigi et Contarini, au nom de Rome et de Venise, remplissaient le rôle de conciliateurs. Le duc de Longueville, qui devait être le chef attitré de l'ambassade française, n'était pas encore arrivé à Munster où sa femme, sœur du duc d'Enghien, devait le rejoindre. On attendait également Trauttmansdorff et le comte de Peñaranda, ainsi que les représentants de la Suède et des Provinces-Unies avec lesquelles Mazarin venait de renouveler un traité d'alliance. Le cardinal,

1. Le duc de Lorraine à M. de Maugiron, 8 avril 1644. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXIII, f° 393.)

fidèle à la politique traditionnelle de la France, se déclarait le protecteur des libertés germaniques. Tous les princes et les villes de l'Allemagne furent invités à se rendre au congrès. Presque tous répondirent à l'appel de Mazarin. La landgrave de Hesse se montrait de plus en plus dévouée à la cause française et l'évêque de Trèves et le Palatin attendaient leur restauration du succès de nos armes. Le duc de Neubourg promettait sa neutralité. Mazarin s'efforça de détacher de l'Autriche Maximilien Ier, duc de Bavière, oncle de Charles IV.

Quoique chef de l'Union catholique, le Bavarois ne désirait pas l'agrandissement de la puissance impériale. Il agissait pour lui-même. Défenseur, lui aussi, des vieilles libertés germaniques, il voulait se créer dans le sud de l'Allemagne une position qui pût lui permettre de tenir tête à l'empereur et lui faciliter une sorte d'indépendance relative.

Ne possédait-il pas deux généraux de grande valeur, le comte de Mercy et Jean de Werth, que Charles IV lui avait cédés? Mais, devenu vieux[1] et voyant ruiné pour longtemps son pays, naguère si fertile, il était las de guerroyer et, avant de mettre pour toujours son épée au fourreau, désirait conclure une trêve qui l'amènerait à faire la paix avec la France, comme il l'écrivait franchement à l'empereur. Mazarin voulut profiter de ces bonnes dispositions et se servit du cardinal Grimaldi[2], nonce du Saint-Siège en France, très dévoué au premier ministre, pour sonder les intentions de Maximilien. S'appuyer sur la France, n'était-ce pas pour ce duc et d'autres princes allemands le moyen d'agrandir leur pouvoir, de maintenir leurs privilèges et de contrebalancer l'influence séculaire et toujours gênante de l'Autriche?

---

1. Il avait à cette époque 71 ans, étant né le 17 avril 1573. Il mourut le 17 septembre 1651. Veuf d'Élisabeth de Lorraine, fille de Charles III, il épousa en deuxièmes noces Marie-Anne, fille de l'empereur Ferdinand III, le 10 juillet 1635.

2 Grimaldi (Jérôme), né à Gênes en 1597, gouverneur de Rome en 1628, nonce en France, cardinal en 1643, archevêque d'Aix en 1648, mort le 4 novembre 1685.

Avant de continuer à nous occuper des négociations de Mazarin avec Charles IV, jetons un léger coup d'œil sur ce qui se passait en Alsace et en Allemagne où se trouvait Charles IV.

En somme, les Bavarois n'avaient profité de leur victoire de Tuttlingen que pour s'emparer de Rottweil. Brisach ne fut pas assiégée par eux. Le comte d'Erlach l'avait mise en état de défense. La France conserva cette ville, ainsi que Uberlingen, sur le lac de Constance.

Mais Erlach ne voulut pas accepter Turenne pour son chef et se réfugia en Suisse. Ce n'est qu'à force de douceur que Mazarin ramena au devoir ce général, en lui sacrifiant d'Oysonville, son lieutenant de roi. Turenne employa l'hiver de 1643-1644 à réorganiser son armée, visita et ravitailla les places de l'Alsace et fit même une incursion dans le Palatinat, près de Landau, tout près de Worms où résidait Charles IV et où il recevait tour à tour MM. de Maugiron et du Maurier. Enfin, il prit ses quartiers d'hiver. Une partie de ses troupes s'établit en Lorraine et une autre s'établit en Franche-Comté, dans ce pays dont Mazarin promettait le gouvernement au duc de Lorraine. Les soldats de Turenne s'emparèrent de Luxeuil et de Vesoul. En réalité, une des conditions principales imposées par Mazarin au duc de Lorraine était la garde des places qu'il occupait dans le Palatinat et l'abandon de La Mothe dont la garnison était la terreur du Bassigny. La France, maîtresse de Spire et de Worms, que le duc devait lui livrer, aurait pu effectuer sans difficulté le passage du Rhin toutes les fois qu'elle l'aurait voulu.

M. de Maugiron persistait à croire, après les entretiens qu'il avait eus avec Charles IV, qu'il ne demandait pas mieux de faire la paix avec la France « honorablement, tant mal que bien ».

Arrivé à Worms, le 12 avril, sous prétexte de traiter de l'exécution de la capitulation de Tuttlingen et de délivrer un passeport à la princesse de Cantecroix qui désirait venir en France, Maugiron revint à Paris le 19. C'était user de vitesse.

Ainsi qu'en 1643, les Comtois, menacés par Turenne, en-

voyèrent un des leurs, Lion, conseiller au Parlement de Dôle, à Charles IV afin de lui demander de venir à leur secours. Si le duc de Lorraine n'accédait pas à leurs désirs, Lion devait aller de Worms à Bruxelles implorer l'assistance de Castel-Rodrigo qui avait remplacé Francisco de Mello dans le gouvernement des Pays-Bas espagnols. Charles IV refusa de porter de nouveau ses armes en Franche-Comté en alléguant qu'il attendait des instructions de Vienne.

Le duc avait été sur le point d'aller lui-même au-devant de MM. de Maugiron et du Maurier. Sa maladie l'avait retenu à Worms. On espérait même pouvoir s'aboucher secrètement avec lui à Nancy. Mais, malade au point de ne pouvoir faire une heure de route en carrosse et moins encore à cheval, il regrettait de ne pouvoir aller se jeter aux pieds d'Anne d'Autriche et n'attendait pour le faire que le rétablissement de sa santé. Il lui fallait aussi surveiller ses soldats cantonnés sur les terres de l'empire et rester à son poste, au risque de paraître déserter.

En somme, Charles IV se refusait à traiter avec la France et semblait vouloir, par ses hésitations, essayer d'arrêter Turenne dans ses projets de campagne en Allemagne. « Il avait l'esprit vif, colère, ambitieux, ombrageux, soupçonneux. Il croyait facilement au mal et ne s'arrêtait jamais aux choses présentes, s'inquiétant sans cesse des choses absentes ou futures, irrésolu en apparence, mais néanmoins ferme en ses premières impressions et conséquemment dissimulé et adroit à cacher ce qu'il pensait. » Tel est son portrait tracé par un contemporain. Avec un tel caractère, il fallait pour le convaincre une personne qui fût assez habile pour captiver sa confiance en s'inspirant de ses intérêts, « soit de sa passion, soit de sa personne ou de ses États », mais en montrant beaucoup de patience, sans le presser et en lui laissant le temps de la réflexion. Il fallait flatter ses inclinations et éveiller ses craintes. De cette façon seulement on pouvait réussir à lui faire prendre une résolution définitive. On devait aussi tenir compte, en l'abordant, de son aversion irréconciliable pour la duchesse Nicole

et de son amour pour la princesse de Cantecroix et la fille qu'elle lui avait donnée. Il était difficile de seconder cet amour, mais on pouvait lui être agréable en restant neutre entre la femme légitime et la maîtresse et en se référant à la décision du Saint-Siège pour le procès pendant entre les deux époux.

Quant à ses États, leurs intérêts étaient généraux ou particuliers. Ses États étant situés entre l'Empire, la France, les terres du roi d'Espagne, la Franche-Comté, le duché de Luxembourg et la Suisse, l'empereur, le roi d'Espagne et la Suisse étaient intéressés à les lui conserver et à empêcher que les uns ne s'en prévalussent au préjudice des autres. Charles IV devait, dans son intérêt propre, rester neutre entre tous.

Tous les ducs de Lorraine, avant lui, avaient compris cette nécessité et chaque fois qu'ils ont enfreint cette neutralité, ils ont eu lieu de s'en repentir et ont été contraints d'y revenir.

Du reste, il lui était impossible d'étendre ses frontières ailleurs qu'au delà du Rhin « par acquêts ou autrement, ayant la faveur de l'empereur à sa dévotion ». Celui-ci ne lui avait-il pas fait don de plusieurs terres confinant à la Lorraine ? Du côté de la France, de la Suisse, des terres du roi d'Espagne, il n'y avait aucune apparence qu'on lui permît de s'étendre.

Il avait bien intérêt à ne pas se brouiller avec la France, mais plus pour se garantir du mal que pouvait lui faire cette puissance que pour en obtenir quelque avantage.

La France ne lui contestait-elle pas les meilleures parties des Trois-Évêchés qu'elle accusait ses prédécesseurs d'avoir usurpées ? Il devait donc éviter de donner sujet à Louis XIV de lui chercher chicane sur ce fait.

Quant au duché de Bar, le roi de France pouvait seul ne pas l'inquiéter à propos de sa prétention à le posséder à raison de son *droit prétendu de masculinité*[1].

Le roi d'Espagne devait être ménagé par lui et il devait attendre patiemment ses avances, car l'Espagne, ayant besoin

1. Voir *Campagnes de Charles IV*, t. II, p. 399 et suiv.

de faire passer ses troupes à travers la Lorraine afin d'établir des communications entre l'Italie, la Comté et les Flandres, avait tout intérêt à le rétablir sur son trône et à empêcher l'usurpation de ses États.

Charles IV désirait être reconnu comme souverain de son chef. L'empereur et le roi d'Espagne avaient approuvé cette prétention, comprenant qu'il était de leur intérêt que la Lorraine ne tombât pas en quenouille et ne pût passer de ce fait entre les mains d'une famille française.

Maintenant, tout le prestige de Charles IV consistait dans ses talents militaires. Il n'avait jamais été battu quand il avait commandé en chef.

Ses soldats étaient composés de Lorrains, vieux serviteurs qui avaient usé leur vie et leurs biens à son service et qui ne pouvaient les recouvrer qu'en partageant sa fortune et en aidant à sa restauration au péril de leurs jours.

Peu d'étrangers faisaient partie de sa glorieuse armée. S'ils n'avaient été retenus par l'exemple et les conseils des Lorrains, ils auraient fait défection, car il ne pouvait se contenir avec eux et il excédait ses soldats de fatigues, de ses exigences et de ses emportements habituels.

Sa fortune, en y comprenant ses pierreries, pouvait s'évaluer à 1,500,000 écus (*un million cinq cent mille*). Avec ces ressources il pouvait lever des troupes pour le service de l'empereur, en faisant l'avance des dépenses nécessaires et en prenant des terres en *engagement* dans l'empire comme hypothèques de ses deniers.

Quant à ses places fortes de Lorraine, La Mothe était formidable et sa garnison inquiétait fort les voisins. La garnison de Longwy réprimait les incursions des Français dans le Luxembourg. Bitche, Hombourg, Landstuhl et Falkenstein avaient une grande importance pour le passage des troupes de Metz vers le Rhin et pour faciliter aux Français la prise de Frankenthal.

Donc la France avait grand avantage à se concilier les bonnes grâces de Charles IV et à s'en faire un allié, afin de

pouvoir se servir de sa personne, de ses troupes et de ses places.

Mais il était difficile d'y réussir.

Avouons que la France semblait cependant avoir plus d'intérêt à garder le Barrois et la Lorraine pour se couvrir du côté de l'est que de rendre ces deux duchés à Charles IV.

Mais Mazarin prévoyait que, dans la discussion du traité de paix, cette prétention de la France serait un obstacle à l'acceptation d'une amnistie générale, qui devait à coup sûr être proposée, et ferait tort au succès des revendications de notre pays en faveur de ses amis et de ses alliés dépossédés.

Une autre chose à craindre, c'était l'ambition jamais éteinte, toujours inassouvie des nombreux membres de la maison de Lorraine, actuellement en France « où ils avaient de puissants établissements et où, influents et riches, pourvus, la plupart, d'apanages ou de gouvernements importants, ils ne pourraient vivre en repos sans rechercher les occasions de rétablir le chef de leur maison ».

Ces princes, ainsi que leurs serviteurs, prétendaient, il est vrai, qu'au pis aller, Charles IV, ni par sa révolte contre la France, ni par ses légèretés et l'inconstance proverbiale et persévérante de sa conduite politique et personnelle, ne pouvait porter atteinte à l'inaliénabilité de la couronne de Lorraine, puisqu'en s'en rapportant aux arrêts du Parlement de Paris et à plusieurs déclarations et lettres royales, il était notoire que le Barrois et la Lorraine appartenaient en propriété et en dot à la duchesse Nicole et qu'elle était innocente des fautes de son mari. Ils oubliaient que l'infortunée princesse avait, avant de quitter la Lorraine, de son plein gré et en dépit des observations et réclamations de la noblesse lorraine, abdiqué en faveur de Charles IV.

Mais il fallait distinguer les princes lorrains résidant en France de ceux qui vivaient au loin. Si ceux qui habitaient le royaume pouvaient se contenter, pour le chef de leur maison, d'une ombre de souveraineté qui leur laissait en France et partout leur titre de princes et leurs biens, les autres membres

de cette maison dépossédée de son antique splendeur, tels que Nicolas-François, sa femme et leurs enfants et l'évêque de Verdun, leur cousin, avaient tout intérêt au rétablissement de Charles IV. Ceux-ci ne pouvaient approuver un traité de paix qui rendrait au chef de la maison un pouvoir éphémère et ils devaient au contraire tout espérer de la paix générale pour la réparation éclatante à laquelle, victime involontaire, prétendait-il, de l'ambition de la France et de ses dissentiments avec l'empire et l'Espagne, il croyait avoir droit.

Ce n'est qu'au jour où tous subsides viendraient à leur manquer, soit de la France, soit de l'étranger, que les princes lorrains pourraient accéder aux conditions, aussi honteuses qu'elles fussent, que ferait la cour de Saint-Germain à Charles IV.

On accusait le marquis de Moy-Chaligny[1], frère de l'évêque de Verdun, de n'écouter que ses intérêts. On prétendait que lorsqu'au commencement de 1644, avant les négociations entamées par Du Plessis-Besançon, le marquis avait servi d'intermédiaire entre Charles IV et la cour de France, il avait demandé à Mazarin 300,000 ou 400,000 livres d'arrérages qu'on lui devait, disait-il. S'il avait obtenu cette somme, son intention, prétendait-on, était de prolonger le plus longtemps possible les négociations, bien pourvu d'argent pour deux ou trois ans, jusqu'à la paix générale, ou une catastrophe, un événement imprévu qui rétablirait son souverain sur son trône et lui rendrait tous ses biens, son rang et ses privilèges.

Tout était prêt alors pour la réconciliation du duc. Nous avons dit pourquoi tout fut rompu. Six mois après, le marquis de Moy, n'ayant pas touché de Mazarin un rouge liard, se mit de nouveau en mouvement et tenta encore d'amener son cousin à un accommodement. Voyant l'état misérable de ses affaires se maintenir et même s'accroître, il regretta amèrement

1. Henri II de Lorraine, marquis de Moy, comte de Chaligny, seigneur de Montcornet et de Thugny-en-Réthelois, né en 1595, mort le 10 juin 1672. Il avait été gouverneur de Nancy en 1633.

d'avoir mis peu d'empressement à signer un traité de paix au nom de Charles IV.

Ce prince était espionné jusque dans son intimité par ses serviteurs les plus dévoués en apparence. Le chevalier de Lescale, gentilhomme du Barrois, un ancien serviteur du prince de Phalsbourg, passé au service de Salerio, le troisième mari d'Henriette de Lorraine, était devenu un espion de Mazarin, aidant ainsi sa maîtresse dans son œuvre de délation. Il était dans l'intimité des principaux ministres et du gouverneur des Pays-Bas, depuis deux ans qu'il habitait Bruxelles, ce qui ne l'empêchait pas de venir à Paris lorsque cela lui plaisait. Ce chevalier de Lescale avait donc un pied dans les deux camps, tandis que le duc de Lorraine le croyait dévoué à l'Espagne et que son fils était capitaine dans l'armée du prétendant, au régiment de Gondrecourt, fort appuyé et fort recommandé par le prince de Lixheim.

Un autre espion se nommait le sieur de Menu, gentilhomme donné à la duchesse d'Orléans par la princesse de Phalsbourg. Il avait fait deux ou trois voyages en Flandre sous prétexte d'un procès qu'il avait dans ce pays.

En 1644, l'armée de Charles IV comptait des colonels et des soldats de toutes les nations. Fauge, Savoyard d'origine, commandait sa cavalerie dont les officiers et les soldats étaient Français ou Lorrains et où l'on comptait peu d'Allemands.

Ligniville, dont nous parlerons longuement, appartenait à une des plus anciennes familles de la chevalerie lorraine et était très dévoué à Charles IV. Homme de grande valeur, il se faisait remarquer par son intégrité. Ses officiers et ses soldats étaient la plupart Lorrains, Français ou Liégeois.

Le régiment du colonel Valentin, sujet lorrain, comptait des officiers et des soldats allemands.

Dans celui de Montmorency, qui se disait Lorrain, nous ne savons à quel titre, il y avait plus d'Allemands que de Lorrains. Du Chatelet, gentilhomme lorrain d'ancienne extraction, avait formé son régiment d'officiers et de soldats presque tous originaires de la Lorraine. Le colonel des Fours, gentilhomme

lorrain, avait plus d'Allemands que de Lorrains sous ses ordres. Hacquefort était Liégeois ainsi que la plus grande partie de ses soldats. Scavenel, né Français, avait réuni force Lorrains et Allemands et quelques Français. Mondragon, sujet français, avait des soldats presque tous Liégeois, Lorrains et Allemands. Du Magny était Franc-Comtois, mais ses officiers et ses soldats étaient presque tous Lorrains ; fort peu d'Allemands, peu de Bourguignons et aucun Français sous ses ordres.

Ainsi, la cavalerie de Charles IV était composée en grande partie de Lorrains et d'Allemands. Un quart environ, ou peut-être le tiers, comprenait des Français, des Savoyards et des Bourguignons.

Quant à l'infanterie, c'était le colonel Clinchamp, ancien officier français. Ses officiers et ses soldats étaient presque tous Lorrains ; le reste se composait de Français, hormis 25 ou 30 Suisses.

Juvrecourt, fils du feu chancelier de Metz, n'avait sous ses ordres que des officiers et des soldats lorrains. Verduysant, Français d'origine, avait des officiers et des soldats presque tous Lorrains et Français. Housse, Lorrain, avait des officiers et des soldats de sa nation, fort peu d'Allemands. C'était un gentilhomme d'ancienne extraction. Beaufort, Lorrain, avait avec lui peu de Lorrains, mais beaucoup d'Allemands, point de Français.

Le colonel Thouvenin, Lorrain, n'avait recruté que des soldats de son pays, sauf quelques étrangers.

Le régiment irlandais qui faisait partie de l'armée lorraine fut fait prisonnier à Tuttlingen. Son colonel n'avait point reparu au corps. Le lieutenant-colonel se nommait Chatelain. C'était un Lorrain qui espérait devenir colonel. Sa compagnie se composait de Lorrains et d'Allemands. Le reste des officiers et des soldats de son régiment étaient Irlandais. Gondrecourt, qui avait été premier président de la cour souveraine de Lorraine, avait troqué la toque pour la cuirasse et avait recruté un régiment de Lorrains. Peu d'Allemands et quelques Français dans Gondrecourt-infanterie.

Ainsi les deux tiers de l'infanterie de Charles IV comprenaient des Lorrains. Le reste comptait des Allemands, peu de Français. Les gardes et les chevau-légers du duc de Lorraine étaient en grande partie Lorrains. Vingt-cinq ou trente Bourguignons, peu de Français.

Quelques princes de la maison de Lorraine, résidant en France, conseillaient à Mazarin de restituer la couronne de Lorraine à Nicolas-François, ancien évêque de Toul, frère de Charles IV, qui, après avoir épousé sa cousine Claude de Lorraine, s'était échappé du palais ducal de Nancy dès l'invasion française, et s'était réfugié avec sa femme à Florence et ensuite à Vienne. C'était un homme sage et de bon conseil. Il avait deux fils dont le cadet venait de naître.

C'était le futur Charles V. Nicolas-François offrait à la France de grandes garanties, car il était doué d'un caractère modéré et aimait le repos et la tranquillité. Mais il se laissait gouverner par le baron Hennequin, intendant de sa maison; ce dernier avait aussi une grande influence sur François de Moy-Chaligny, évêque de Verdun et cousin de Charles IV et de Nicolas-François, réfugié également à Vienne. Il était donc de toute nécessité que Mazarin essayât de gagner à sa cause le baron Hennequin, s'il voulait obtenir quelques concessions raisonnables de Nicolas-François et de l'évêque de Verdun exilé.

Nicolas-François avait gardé toute l'onction de son ancien état. Il était de mœurs simples et honnêtes. Sa sœur Marguerite de Lorraine, duchesse d'Orléans, l'affectionnait fort et le tenait en grande estime.

Il en était ainsi de tous les princes et de toutes les princesses de la maison de Lorraine qui redoutaient de voir sur le trône de leurs pères la princesse de Cantecroix, dont la descendance aurait succédé à Charles IV. Nous ne croyons pas que Mazarin eut le dessein de substituer Nicolas-François à Charles IV, car en promettant à ce dernier de l'aider dans sa demande en nullité de mariage et en flattant les secrètes espérances de sa femme de campagne, il croyait l'avoir dans sa main puissante. Nicolas-François, qui n'avait rien à se reprocher, avait le droit

d'être plus exigeant que son aîné, et il aurait, sans doute, pu compter sur la haute protection de l'Europe entière dans ses justes revendications.

Si la France remettait la restitution de la Lorraine à la paix générale, Mazarin pourrait donner ce duché comme quartier d'hiver à l'armée française en ce moment en Allemagne. Après la conclusion de la paix, en offrant de rendre ses États à Charles, il convierait et obligerait les ennemis à user de la même générosité envers les princes dépossédés par eux.

Mazarin n'était pas d'une entière bonne foi en voulant traiter avec Charles IV. Si celui-ci s'engageait à livrer La Mothe à la France, dans l'état où se trouvait cette place ou démantelée, Mazarin se promettait de ne lui faire rendre en échange Marsal que lorsqu'il aurait donné des gages de sa bonne foi et après la conclusion de la paix générale.

S'il rendait La Mothe en ce moment, son armée se grossirait de la garnison de cette place, il est vrai, mais c'était rendre disponible l'armée française qui l'assiégeait. Tout était à calculer. Si Mazarin pouvait le faire patienter jusqu'à la fin de la campagne prochaine et lui faire attendre jusque-là la restitution de La Mothe, la France pourrait peut-être garder cette ville par suite d'incidents imprévus, tels que la mort de ce prince. La perspective de cette restitution l'inciterait à faire en sorte d'acquérir de l'honneur et les bonnes grâces de la reine mère et de Mazarin. Grâce à la surveillance que la cour de France se proposait d'exercer autour de lui, son dessein bien arrêté était de le forcer à en venir aux mains avec l'ennemi et de l'empêcher de venir à Paris. A tous les points de vue un traité de paix serait très avantageux à la France et en tous cas La Mothe lui resterait si Charles IV venait à manquer à sa parole.

Donc, si on traitait avec lui avec ces précautions ou d'autres, il était vraisemblable qu'il se donnerait tout entier à la reine et au cardinal. Ne pourrait-on pas espérer aussi savoir par lui les secrets des diverses cabales de la cour de Bruxelles et de celles d'Espagne auxquelles il aurait été mêlé ?

Mais si, malgré tout, on n'arrivait pas à traiter avec Charles IV, il fallait que Mazarin usât de la connaissance qu'il avait du caractère irrésolu de ce prince, en l'amusant et en le rendant inutile aux ennemis de la France, en annihilant ses forces, en l'immobilisant, en limant les ongles à ce lion terrible. Il fallait pour arriver à ce but un homme capable et fertile en expédients, « moyens et raisonnements », circonspect dans son langage et sachant profiter de toutes les occasions et de toutes les confidences, de toutes les imprudences du duc pour arriver à ses fins.

Mais, surtout, il était nécessaire de faire comprendre à Charles IV l'intérêt qu'il avait à conserver sa souveraineté, son indépendance et ses troupes « qui en sont les colonnes » et à ne pas les hasarder, puisqu'il ne pouvait les perdre sans perdre toutes ses espérances[1]. Afin de décider Charles IV à prendre un parti et à ne pas laisser la cour de France plus longtemps dans l'attente de ses décisions définitives, la régente lui fit remettre par M. de Maugiron cette note :

« Après tous les témoignages que le duc de Lorraine a rendus de ses respects à la reine et de son inclination au party du Roy par le sieur comte de Rantzau et confirmés par le sieur comte de Maugiron, la Reyne profitera volontiers de sa bonne volonté, pourveu qu'elle puisse faire voir en effet les avantages que l'Estat en recevra.

« Pour à quoy parvenir il semble que M. de Lorraine doibt servir de sa personne et mesme faire mettre dans les mains du Roy les places desquelles il semble jusques icy que M. de Lorraine a tousjours esté maître et desquelles il sera tousjours, pourveu qu'il mette des trouppes partie sur la Moselle, partie sur la Neckre (Neckar) et qu'il jette quelques corps dans Worms, sous prétexte des desseins que les François ont sur ses costés. Moyennant quoy la Reyne lui fournira autant de cavalerie et d'infanterie qu'il luy sera nécessaire pour continuer

1. Advis ou discours concernant le duc de Lorraine. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXIII, f° 708.)

ses progrès jusques à ce qu'il ayt obligé l'empereur et Bavière à une paix générale ou remis le prince Palatin[1] paisiblement dans ses Estats.

« Ledit duc ne prétendra de la Reyne, moyennant tout ce que dessus, la restitution de ses biens et duché de Lorraine comme il les avait, et considérera que la Reyne, quelque confiance qu'elle ayt audit Duc, sa qualité de Régente ne luy permet pas, quel exemple il apporte du contraire de feu la Reyne mère, de luy rendre aucune place de celles qu'elle treuve estre entre les mains du Roy, les affaires et le conseil estant d'une autre façon. Mais elle croit que ses prières mettent aussy M. de Lorraine (*manque un mot*) d'aucun reproche que la postérité pourroit imputer; outre la parole que la Reyne luy donne qu'à la majorité du Roy elle luy faira rendre le tout si auparavant par une paix générale elle ne luy le remet ou par le rétablissement du prince Palatin dans ses Estats.

« Pour les progrès qu'on faira en Allemagne, il faudra convenir du partage en conciliant ces articles cy dessus, lesquels, selon le rapport dudit sieur de Maugiron, sont à plus près selon les intentions dudit duc.

« Et, pour son mariage, le Pape seul pourra... La Reyne ne peut que lui promettre sa neutralité et offrir à Madame (*de Cantecroix*) la place qu'il luy plaira dans la ville de son Royaume[2]. »

Les jours s'écoulaient, le printemps était venu et Charles IV ne se décidait pas à faire la paix avec la France qui avait besoin de son aide dans ce moment, car Torstenson avait quitté l'Allemagne pour envahir le Danemark, et la Bavière était de plus en plus décidée à se défendre et à tenir tête à Turenne.

Réconcilié avec la France, agissant pour elle et en son nom, renforcé de quelques troupes, le duc de Lorraine pouvait conquérir la Franche-Comté qui ne pouvait plus se défendre ou

1. Frédéric V, dépossédé par Maximilien de Bavière.
2. *Aff. étr., Lorraine*, t. XXXIII, f° 713.

s'emparer de Trèves et des villes sises sur la Moselle. L'Allemagne, dans ce cas, se serait trouvée sans communications avec les Pays-Bas. Peu éloigné, à Worms, du landgraviat de Hesse-Cassel, rien ne l'empêchait de donner la main au comte d'Eberstein, s'il était trop inquiété par le baron de Gleen, général du cercle de la Westphalie, et par le maréchal Hatzfeld auquel l'empereur pouvait envoyer des renforts vu l'éloignement de Torstenson. Unis aux Hessois, Charles serait à même d'occuper les pays de Liège et de Cologne et de s'emparer de tout ce qui est en deçà du Rhin. Suivant les occasions, il pourrait appuyer Turenne qui était menacé d'être culbuté par les Bavarois, s'ils étaient assistés par l'empereur. Turenne et le duc de Lorraine auraient alors toute facilité de poursuivre les Bavarois jusqu'au cœur de leur pays. Si toutefois Turenne pouvait avec ses propres forces résister à l'armée de Maximilien, Charles IV, avec les 6,000 hommes qu'il avait sous sa main et ceux qu'il tirerait de La Mothe évacuée et les soldats que lui donnerait la France, pourrait pénétrer dans la Franconie, se poster sur le Mein, entre la Hesse électorale et l'armée de Turenne, prêt à secourir l'un ou l'autre, ou pourrait, en cas de péril personnel, être secouru par les Weimariens et les Hessois. Les places occupées par lui sur le Rhin et dans le Palatinat l'auraient aidé beaucoup à suivre ce plan de campagne et il n'était pas en peine de se maintenir en Allemagne. De plus, ses officiers désiraient avec passion faire la guerre aux Allemands qu'ils haïssaient.

Reconnaissons-le, Charles IV, en restant allié aux ennemis de la France, pouvait grandement lui nuire, soit en Allemagne, soit dans les Flandres, soit en combattant de concert avec eux, soit en agissant à sa guise et pour son propre compte. Il pouvait facilement, des bords de la Moselle et du Rhin, envahir les Flandres ou secourir, à son choix, les armées de Westphalie, de Hatzfeld ou de Bavière.

Comme il avait le talent de se porter rapidement d'un point à un autre, sa coopération à une action de guerre pouvait être d'un grand poids dans la balance et il pouvait renforcer les

ennemis là où leurs forces égaleraient celles de l'armée française comme il le fit à Tuttlingen et pendant que Turenne, auquel Mazarin avait l'intention d'adjoindre le duc d'Enghien, serait occupé à assiéger quelque place en Allemagne, il pouvait pénétrer en France avec ses troupes personnelles et 2,000 chevaux de Flandre ou 3,000 Croates qu'il lui était facile de lever pour 50,000 écus, et ravager toute une province, « ce qui fait crier les peuples et cause souvent de mauvais effets dans le cœur des États ».

Le ministère français, malgré tout le désir qu'il avait de conclure avec Charles IV à la fin du mois d'avril 1644, était encore à douter de sa bonne foi au mois de janvier 1645. Charles IV avait été sollicité vivement par don Francisco de Mello de marcher vers l'évêché de Trèves, et Turenne, ayant fait saisir quelques-unes de ses lettres par la garnison de Saverne, avait découvert son projet de s'établir dans le quartier de Liège.

Quoi qu'il en soit, le duc de Lorraine était las de son exil, et ses officiers et ses soldats paraissaient si ennuyés de la vie vagabonde qu'ils menaient depuis dix ans, qu'il ne les retenait près de lui qu'en faisant briller devant leurs yeux l'espérance d'un retour prochain dans leurs foyers. Peut-être n'avait-il rompu le traité de la Petite-Paix qu'à cause de la méfiance que lui inspirait Richelieu qui lui avait trop fait sentir son autorité implacable et l'avait menacé à toute heure de le faire arrêter. Sa mauvaise foi manifeste n'avait été que l'effet de la vengeance. Un second manquement à sa parole devait le perdre irrévocablement dans l'esprit des Espagnols et de l'empereur et de ses alliés d'Allemagne. Ne serait-il pas alors en butte à la haine de ses anciens amis et de ses ennemis et tous ne pourraient-ils pas comploter sa ruine à l'heure de la conclusion de la paix générale?

N'ayant plus de places de sûreté en Lorraine, Charles IV, réconcilié avec la France, n'était plus à craindre. Il était bridé et maintenu.

« Or, écrivait-on encore à Mazarin, le marché est toujours

bon, quand on peut beaucoup gagner et qu'on n'y peut rien perdre[1]. »

Pour plus de précautions, Mazarin faisait surveiller Charles IV par la princesse de Phalsbourg. Le cardinal lui faisait écrire :

« On a receu toutes les lettres que la princesse de Phalsbourg a écrites; la Reyne les voyt toutes avec plaisir et le cardinal Mazarin ne perd aucune occasion de la servir. La Reyne luy sçait bon gré de l'affection qu'elle tesmoigne à tous ses intérests. *Pour ce qui regarde les personnes desquelles la princesse de Phalsbourg escrit*, on profitera de ses avis. Si on fait instance de sa part d'un passeport pour celuy qui est en Espagne[2] à solliciter ses affaires, il sera aussy tost accordé.

« On serait bien aise de savoir de la princesse de Phalsbourg

1. Discours dans lequel on voit le bien et le mal que le duc de Lorrayne peut faire à la France cette prochaine campagne et si on doit se fier aux promesses de ce prince. (*Aff. étr., Lorraine,* t. XXXIII, f° 725.)

2. La veuve de Louis de Guise, l'ancienne maîtresse de Puylaurens, Henriette de Lorraine, s'ennuyait fort à Bruxelles, après le départ de la duchesse d'Orléans, sa sœur, pour Paris. Elle avait obtenu de Mazarin la permission de se rendre dans ses terres de Lorraine, sans passer par Paris, lorsqu'elle fit la connaissance à Bruxelles de Carles Guasco, marquis de Salerio, général de l'artillerie de l'armée d'Alsace, qui se rendait à son gouvernement de Bruges. Tous deux s'aimèrent et résolurent de s'épouser. Le P. Chifflet, son confesseur, et l'archevêque de Malines voulurent dissuader Henriette de Lorraine de son projet. Aussi se retira-t-elle dans un couvent de filles, où l'archevêque avait une nièce. Usant de ruse, elle le pria d'y venir, ce qu'il fit, le 11 octobre 1643. Il chercha de nouveau à la faire renoncer à épouser Guasco. Celui-ci, qui était aux aguets, se présenta à l'archevêque et tous deux lui déclarèrent, devant leurs domestiques, qu'ils se prenaient pour mari et femme. L'archevêque leur refusa sa bénédiction et les maudit, ce qui ne les empêcha pas de trouver un prêtre complaisant qui les maria. Prévenu par l'archevêque, le comte de Garcia, après avoir reçu les ordres de Mello, gouverneur des Pays-Bas, fit arrêter Guasco au moment où il se mettait à table chez l'évêque de Gand, et le fit enfermer dans le château de cette ville. Charles, averti de ce qui s'était passé, lors de son séjour devant Rottweil, obtint la grâce de Guasco (29 novembre 1643) et pardonna à sa sœur son incartade amoureuse, car l'indulgence en pareille matière devait lui être chose facile ! Mais le choix fait par la princesse de Phalsbourg n'était pas heureux, il faut en convenir : Guasco avait plus de mérite militaire que de noblesse et était mal bâti et malsain. Il fut créé prince de l'empire et mourut en 1649 d'une maladie de langueur; sa veuve le pleura peu et épousa, quatre ans après sa mort, Grimaldi.

quels sentiments a à présent le duc de Lorraine, se pouvant assurer que l'on ne le désire que pour s'en servir à l'advantage dudit duc et de sa maison et que tout sera receu en dernière confiance et secret.

« Si la princesse de Phalsbourg fait sçavoir au cardinal Mazarin quelque chose de particulier touchant son bien de Lorraine et ce qu'elle désire, il employera ses offices avec grand plaisir auprès de la Reyne, afin qu'elle ayt tout ce qu'elle peut souhaiter[1]. »

1. Voir A madame la princesse de Phalsbourg, 1644. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXIII, p. 380.)

CHAPITRE II

CAMPAGNE D'ALLEMAGNE (MAI-DÉCEMBRE 1644)

NOUVELLES NÉGOCIATIONS

Au lendemain de la bataille de Tuttlingen où il avait vaincu l'armée franco-weimarienne, de concert avec Mercy et Hatzfeld, Charles IV, tout en traitant avec la France par l'intermédiaire de MM. de Maugiron et du Maurier, trompait Mazarin, traitait avec les Espagnols et recevait de l'empereur le titre de généralissime de ses troupes, titre honorifique, il est vrai, mais récompense méritée de la victoire éclatante qu'il venait de remporter dans le Wurtemberg :

« Le 2 mai, le duc de Lorraine s'est entendu avec les Espagnols. L'Escale[1] en a eu avis et le fait est très certain, quoique le duc affirmât dans le même temps qu'il voulait abandonner leur parti. On ne peut nullement compter sur un homme aussi léger. » Voici ce que Mazarin, bien informé de la conduite de Charles IV, écrivait dans ses carnets.

Et cependant le cardinal, dont nous admirons la patience et la longanimité, ne se lassa pas et, en attendant que Turenne eût reconstitué l'armée franco-weimarienne désorganisée, affaiblie, amoindrie et démoralisée par sa défaite de Tuttlingen, chercha encore une fois à détacher M. de Lorraine de l'empire et de l'Espagne dont il semblait l'homme lige, inféodé qu'il était depuis vingt ans à leur politique.

Après chaque victoire ou chaque échec de Charles IV, Richelieu et, après lui, Mazarin, employèrent toutes les ressources de leur génie à séduire cet homme, ce prince, dont le carac-

---

1. Gentilhomme lorrain d'une famille originaire du Barrois, où sa famille existe encore.

tère était une énigme pour eux, et lui envoyèrent leurs agents les plus habiles afin de l'amener à une franche réconciliation et l'entraîner dans l'orbite de la politique française, car la Lorraine n'était-elle pas un démembrement de la vieille Gaule et du royaume des Francs? Les ancêtres de Charles IV, après s'être dégagés des entraves de l'empire, n'avaient-ils pas à plusieurs reprises apporté le secours de leur épée à la France menacée et envahie?

Cette fois, Mazarin fit choix d'un diplomate propre à gagner le cœur et l'esprit de Charles IV, qui se trouvait à Worms où il se reposait des fatigues de sa dernière campagne, après avoir signé, avec l'empereur, le duc de Bavière et le roi d'Espagne, le traité de Passau (19 février). C'était Charles du Plessis-Besançon, sergent de bataille dans l'armée du maréchal de Turenne.

Quoique soldat intrépide et ingénieur de valeur, Besançon avait encouru la disgrâce de Richelieu et avait passé quelques mois à la Bastille.

Il rendit cependant des services éclatants à son pays en préparant l'annexion de la Catalogne à la France et en organisant la défense de ce pays (1640-1641).

Durant l'hiver de 1643, c'était lui qui, campé dans les Vosges, avait reconstitué l'armée weimarienne, en attendant qu'elle pût franchir le Rhin.

Après la bataille de Tuttlingen, du Plessis-Besançon était venu en Allemagne afin d'y traiter de l'échange des prisonniers français et weimariens.

De là, il s'était dirigé vers les Flandres et avait eu plusieurs entrevues avec Francisco de Mello qu'il avait essayé inutilement de détacher du service de l'Espagne.

Après avoir reçu les ordres de Mazarin, du Plessis-Besançon quitta l'armée de Turenne et arriva à Thionville, le 10 mai 1644.

Thionville, conquise par Condé l'année précédente, avait pour gouverneur M. de Marolles.

Le sergent de bataille de M. de Turenne passa huit jours

dans cette ville où il attendit la réponse de M. de Lorraine aux ouvertures d'accommodement que lui faisait Mazarin et les passeports signés par le duc.

Dès que ces passeports furent arrivés, du Plessis-Besançon se dirigea vers le Palatinat et arriva à Hombourg où se trouvaient en ce moment la princesse de Cantecroix et Anne de Lorraine sa fille.

En rusé diplomate, Besançon comptait se servir de l'influence de Béatrix de Cusance sur l'esprit de son amant. Aussi sollicita-t-il d'elle une entrevue.

L'ayant obtenue, il lui exposa les concessions que Mazarin consentait à faire au duc de Lorraine. Les conditions de la paix qui lui étaient offertes étaient beaucoup plus favorables que celles que lui avaient soumises MM. de Maugiron et du Maurier. La reine mère consentait à se montrer moins exigeante, au moins pour l'avenir, que Richelieu, lors de la signature de la Petite-Paix, en 1641[1].

C'est que les circonstances n'étaient pas les mêmes.

La France venait d'être vaincue à Tuttlingen et Turenne, qui occupait Brisach avec 9,000 hommes, était obligé, pour apaiser une révolte de la garnison de cette ville de faire pendre les principaux meneurs.

Le marquis d'Aumont venait de lui amener des renforts composés du corps d'armée laissé par le duc d'Enghien dans le Barrois et le Bassigny. Il pouvait compter, avant d'entrer en campagne, sur 5,000 fantassins et 5,000 chevaux avec 20 canons.

C'était peu vis-à-vis des 15,000 hommes que commandait Mercy, prêt à rentrer en campagne, après avoir hiverné en Franconie et en Souabe. De nombreux prisonniers faits à Tuttlingen avaient pris du service dans les rangs de l'armée bavaroise.

---

1. *Mémoires de du Plessis-Besançon,* par le comte Horric de Beaucaire. Paris, 1892. — Lettre de du Plessis-Besançon à Mazarin, 31 août 1644. Original. (*Aff. étr., Lorraine,* t. XXXIII, f° 158.)

Le plan général des Confédérés était de s'emparer des quelques places que les Français avaient conservées sur le haut Rhin.

Ueberlingen, sur le lac de Constance, assiégé depuis le mois de janvier par Jean de Werth, l'ancien sergent de bataille de Charles IV, et défendu par 1,300 Français commandés par le vicomte de Courval, venait de capituler deux jours avant l'arrivée de du Plessis-Besançon à Worms (22 mai).

C'était le colonel de Beaufort que Charles IV avait nommé gouverneur de cette ville, pendant qu'il envoyait Saint-Balmont, un autre de ses colonels, dans le pays de Juliers pour couvrir ce pays et le défendre contre les Hessois, devenus les alliés de la France.

Saint-Balmont s'était cantonné dans la baronnie de Mérode avec les régiments lorrains de Fauge, Mondragon, Juvrecourt et Valentin. Saint-Balmont mourut dans un combat qu'il livra aux Hessois et 300 de ses soldats partagèrent son sort. Fauge fut fait prisonnier. Les Lorrains perdirent deux pièces de canon et une grande partie de leur bagage.

La revanche ne se fit pas attendre. Mondragon, après avoir pris avec lui quelques soldats impériaux logés dans le même quartier, les réunit aux Lorrains et poursuivit avec acharnement les Hessois qui retournaient à Neuss, glorieux de leurs exploits, et tombant avec impétuosité sur leur infanterie, la tailla en pièces. C'est en vain que leur cavalerie accourut à leur secours : après un choc terrible, elle fut forcée de prendre la fuite et d'abandonner le butin qu'elle rapportait comme trophée (avril-mai)[1].

Charles IV venait de recevoir la nouvelle de ce succès, lorsqu'il reçut la visite du sergent de bataille de Turenne (dimanche, 22 mai). Le gros de l'armée lorraine occupait Worms et ses environs. Du Plessis-Besançon put donc se rendre compte de sa bonne mine et du nombre des soldats qui obéissaient directement au duc de Lorraine.

---

1. *Vie ms. de Charles IV*, par Hugo. (Bibliothèque de Nancy, ms. 179, p. 514 et suiv.)

Du dimanche 22 mai, les conférences se prolongèrent jusqu'au mercredi suivant. Pendant ces quatre jours, Charles IV ne cessa de protester de son dévouement envers Anne d'Autriche, mais, comme toujours, faisant preuve d'un esprit vacillant et irrésolu, il retirait le jour d'après ce qu'il avait accordé la veille.

On n'aboutit à rien, et, le lendemain de sa dernière conférence avec Besançon, le duc Charles s'empara du château de Falkenstein, sur le Taunus, à six lieues de Kreutznach[1]. Cependant, le voyage de l'agent de Mazarin ne fut pas inutile, car sa présence à Worms dans les derniers jours du mois de mai empêcha Charles IV de venir au secours du général-major Gaspard de Mercy, frère du général en chef de l'armée bavaroise, qui fut surpris, le 1er juin, à Hufingen, près de Donaueschingen, par Turenne qui s'était hâté de passer le Rhin à Brisach. Rosen, qui commandait son avant-garde, avait fait 30 lieues de France, sans donner à manger à ses chevaux.

François de Mercy, accouru en toute hâte de son quartier général de Stühlingen, sur la Wutach, arriva trop tard pour secourir son frère qui perdit 400 hommes, dont 200 prisonniers.

Mercy descendit dans le Brisgau et le 7 juin il mit le siège devant Fribourg.

Turenne, sans s'y opposer, repassa le Rhin et s'établit à Türckheim, près de Colmar (8 juin).

Avant que Turenne songeât à dégager Fribourg, Charles IV, apprenant que son beau-frère, Gaston d'Orléans, venait de recevoir le commandement de l'armée française destinée à opérer dans les Flandres et que Mazarin lui avait ordonné d'assiéger Gravelines, quitta Worms et gagna le Luxembourg dont le baron de Beck était gouverneur. Le duc d'Enghien de Mézières surveilla les allures de M. de Lorraine et resta en communication avec Turenne et Gaston d'Orléans. Il devait empêcher Charles IV et Beck d'unir leurs forces pour acculer Gaston d'Orléans à la mer. Charles IV fit mine de se diriger vers Gravelines, mais, ayant appris que les Français s'étaient emparés

1. *Mémoires du marquis de Beauvau.*

du fort Philippe, il reprit, en compagnie de Beck, le chemin du Luxembourg.

Le duc d'Enghien ne dépassa pas Arlon et parut se préoccuper bien peu du Lorrain qui ne paraissait pas vouloir se porter au secours de Mercy tenu en échec par Turenne.

Sachant que le duc d'Enghien avait reçu l'ordre de rejoindre Turenne sous Fribourg avec un corps considérable de troupes, Charles IV songea de nouveau à traiter avec Mazarin.

C'est à Gemund, sur le Neckar, que le duc de Lorraine se rencontra avec du Plessis-Besançon (24 juin).

Mazarin, dans une lettre écrite par lui, le 9 juillet, au duc d'Enghien, avant son départ pour l'Allemagne, semblait croire à l'intention bien arrêtée du prince lorrain de s'accommoder avec la France : « J'approuve fort la manière dont vous vous estes gouverné à l'endroit du gouverneur de Longwy (le duc d'Enghien n'avait pas inquiété la garnison de cette place qui appartenait encore à Charles IV, en passant près d'elle). Le traité avec M. de Lorraine étant si avancé, il fallait en user ainsi. Le sieur du Plessis-Besançon est parti hier pour l'aller trouver et le luy faire signer. Les principaux poincts avaient esté résolus avant qu'il fût party. Il lui porte maintenant l'esclaircissement de quelques difficultez qui restoient à résoudre. Et d'autant que la Reyne luy donne satisfaction là-dessus, je ne doubte point qu'il ne se console entièrement. Vous en serez particulièrement averty par le sieur du Plessis-Besançon qui a ordre de vous en informer en diligence.

« Outre les avantages que ce traitté nous apporte dans la conjoncture présente qu'il n'est pas nécessaire de vous expliquer, puisque vous les connoissez autant que personne, il y a ce point de réputation considérable que M. de Lorraine nous remet entre les mains une place qui est La Motte, laquelle lui avait été rendue par le feu Roy[1]. »

---

1. A Monsieur le duc d'Enghien, 9 juillet 1644 (*Lettres de Mazarin*, t. II, p. 2 et suiv.). Grotius ne croyait pas à la conclusion du traité élaboré avec Charles IV : « It et redit Plessiacus Vesontionensis e Gallia illuc, illunc in Galliam, nulla spe efficiendi quidquam. (Lettre du 24 juin — 2 juillet 1644.)

Turenne fut averti également par Mazarin de l'envoi qu'il avait fait de du Plessis-Besançon au duc Charles. En lui apprenant ses tentatives d'accommodement avec le Lorrain, le cardinal ne se faisait pas entièrement illusion, car il savait pertinemment que, tout en manifestant ses bonnes intentions vis-à-vis la cour de France, Charles IV traitait également avec les ennemis, qu'il les avait assurés de nouveau de son affection « et son service » et que déjà, comme exécution de ses promesses, il avait logé ses troupes auprès de Trèves. Cependant, Mazarin, connaissant le caractère changeant et léger de Charles IV, estimait qu'il pouvait « aussitôt prendre un parti qu'un autre » et abandonner le parti des Espagnols.

Mais, sans se laisser aveugler par cette espérance, le cardinal prescrivit à Turenne de rester sur ses gardes. Mazarin savait que Charles IV, malgré ses négociations avec du Plessis-Besançon avec lequel il avait concerté l'échange de La Mothe contre Marsal et Jametz, avait promis au duc de Bavière de passer le Rhin, si Turenne traversait ce fleuve et envahissait le Palatinat, tandis que Maximilien de Bavière lui promettait de venir au secours de La Mothe si Mazarin donnait l'ordre à ses généraux d'assiéger cette place rendue au duc de Lorraine en 1641 et qu'il avait sauvée en 1643.

En somme, si Mazarin s'efforçait de capter les bonnes grâces de M. de Lorraine, écrivait-il à Turenne, le 13 juin, de Rueil, ce n'était pas qu'il tînt beaucoup à son ralliement avec l'armée française, mais il espérait qu'un accommodement, aussi fugitif qu'il fût, avec lui, aiderait Turenne et Enghien à s'avancer vers Spire, Worms et Mayence[1].

Entre temps, Turenne avait franchi de nouveau le Rhin à Brisach (1er juillet) et était arrivé en vue du camp de Mercy qui assiégeait Fribourg-en-Brisgau, ville située à l'entrée de la Forêt Noire.

Le général en chef de l'armée bavaroise s'était laissé sur-

1. Lettre de Mazarin à Turenne, Rueil, 13 juin 1644. (*Mém. de Turenne*, éd. Michaud et Poujoulat, p. 370 et suiv.)

prendre une seconde fois et avait négligé d'occuper le Schœnberg.

Turenne profita de cette faute et vint, en faisant un détour, au pied du Schœnberg, colline abrupte et boisée, et la fit occuper par un millier d'hommes. Mais Mercy répara sa négligence, dès qu'il s'aperçut de la présence de l'ennemi, en envoyant en toute hâte 15 ou 20 mousquetaires sur le versant opposé de la colline occupée par les soldats de Turenne. Ceux-ci, croyant avoir affaire à l'armée bavaroise tout entière, prirent peur et s'enfuirent au bruit de la mousqueterie des intrépides mousquetaires bavarois. Turenne ne crut pas devoir reprendre ses positions sur la rive gauche du Rhin et s'établit à Schallstadt, pendant que Mercy continuait, sans s'inquiéter du voisinage des ennemis, à faire le siège de Fribourg.

Il s'agissait maintenant de faire ratifier par Charles IV le traité dont les termes avaient été arrêtés à Gemund, entre lui et du Plessis-Besançon. C'est à Worms que devait avoir lieu cette ratification, mais l'agent de Mazarin n'y trouva pas M. de Lorraine. Malgré sa promesse formelle de rompre avec l'Autriche, la Bavière et l'Espagne et de servir le roi de France « envers et contre les ennemis », il se dérobait et devenait introuvable.

L'agent de Mazarin, désabusé et trompé, revint en France et s'arrêta à Metz (17 juillet). Un des secrétaires de Charles IV, le sieur Thomas, l'accompagnait.

Du Plessis-Besançon trouva à Metz un billet de Charles IV qui le priait de ne pas s'inquiéter du bruit qui courait de sa trahison, et reçut une lettre de la princesse de Cantecroix à laquelle il s'était adressé de guerre lasse. Elle lui répondait qu'elle ne savait pas exactement où se trouvait le duc, mais qu'à coup sûr il ne tarderait pas à lui donner de ses nouvelles, et le priait de venir à Boulay (Lorraine) pour s'y aboucher avec M. de Viler, porteur des instructions de M. de Lorraine.

Cet exempt des gardes de Charles IV se trouva au rendez-vous et se plaignit, au nom de son maître, de ce que les garnisons des places du nord-est de la France avaient, depuis la

dernière entrevue de du Plessis-Besançon avec le duc, attaqué les troupes lorraines.

Besançon répondit à Viler qu'on n'avait pas encore eu le temps de prévenir les gouverneurs des places en question et que, du reste, la garnison lorraine de La Mothe ne s'était pas fait faute de brûler deux villages champenois sous le prétexte que leurs habitants ne payaient pas exactement les contributions de guerre exigées par le gouverneur de la place.

Charles IV n'avait pas la conscience nette. Il le confessait lui-même.

Malgré ses promesses d'accommodement, le duc de Lorraine s'était permis quelques incursions en dehors du Luxembourg et avait poussé même jusqu'à Givet.

C'était, disait-il, pour donner le change aux Espagnols. Il avouait naïvement qu'au cours de ses négociations avec du Plessis-Besançon, il s'était réservé une certaine liberté d'allures jusqu'au mois d'août prochain, avant la ratification complète des clauses du traité projeté.

S'il se dirigeait en ce moment vers le pays de Liège, ce n'était pas assurément pour empêcher Marsin de faire des levées pour la France, mais pour se faire payer les contributions qui lui étaient dues pour ses quartiers d'hiver.

Après l'entrevue inutile de du Plessis-Besançon avec M. de Viler, à Boulay, l'agent de Mazarin et Thomas revinrent à Metz. Quittant cette ville, le secrétaire du duc se dirigea vers Longwy, à la recherche de son maître.

Le temps pressait, car c'était le dernier jour de juillet que Charles IV devait apposer sa signature au bas du traité dont les termes avaient été bien arrêtés à Gemund.

Le tambour, chargé par Thomas de porter une de ses lettres à Besançon, fut tué par un parti venu de Montmédy.

Mazarin fut encore déçu cette fois dans ses espérances, mais il avait gagné du temps, car il venait de donner l'ordre au duc d'Enghien, campé à Amblimont, près de Mouzon, de marcher au secours de Turenne qui, avec ses faibles forces, ne pouvait songer à débloquer Fribourg (21 juillet).

Charles IV, sans se donner la peine de répondre à du Plessis-Besançon, s'acheminait de Berkendorf vers Bastogne, dans l'Ardenne. Il avait traversé la Meuse à la tête de 6,000 hommes, faisant main basse sur tout ce qu'il rencontrait sur son passage (23 juillet).

A Bastogne, il passa la revue de ses troupes et reçut de l'argent des Espagnols, trahissant la parole qu'il venait de donner à Besançon, mais défendant cependant à la garnison de Longwy d'attaquer la garnison française de Saint-Mihiel.

Mazarin, à la date du 19 juillet, croyait encore à la bonne foi du duc, à la ratification du traité proposé et à la jonction de l'armée lorraine avec celle de Turenne : « Mon cousin, comme le bien et l'advantage de mes affaires en Allemagne est ce qui m'a porté principalement, avec l'advis de la reine régente, madame ma mère, à renouer l'accommodement avec le duc Charles de Lorraine, aussi veux-je faire sçavoir, par advance, que cette négociation est en termes d'une bonne conclusion, tous les points essentiels en estant adjustés et ne restant que quelques demandes particulières, sur lesquelles la Reyne, madite dame et mère, lui ayant donné des responses très raisonnables, en luy renvoyant ses ministres avec le sieur du Plessis-Besançon, je ne doubte pas qu'il en demeure satisfait et que je n'aye bientost advis qu'il aura signé le traité. Ce n'est pas que je me sois en rien relasché de ce qui a été estimé nécessaire pour ma réputation et pour la seureté de l'exécution de ce que l'on est convenu, ne m'obligeant à luy rendre que ce qui luy a esté promis par le dernier traité faict avec luy par le feu Roy, mon seigneur père, et aux mesmes termes, ayant mesme ceci de plus, *qu'il remette La Mothe en mon pouvoir et que le razement en demeure à ma disposition ;* mais il est vray que la Royne, madite dame et mère, et moy, avons de bon cœur facilité cet accommodement autant que la raison l'a pu permettre, pour oster un obstacle assez considérable à nos desseings en Allemagne, y moyenner le passage dudit duc contre les ennemys et tirer tout l'advantage et l'assistance qu'il se pourra de sa personne et des places qu'il tient sur le Rhin, ainsi que de

ses forces; surquoy ledict sieur du Plessis-Besançon a reçu l'ordre d'adjuster toutes choses avec luy, en sorte que vous puissiez en profiter autant qu'il se pourra, et je l'ay bien expressément chargé de vous donner advis de la signature dudit traicté, ainsi que de tout ce qu'il traitera pour ce qui regarde l'emploi des trouppes dudict Charles[1]. »

Telle était la lettre que Mazarin, se berçant d'illusions, faisait écrire à Turenne par Louis XIV, au moment où Charles IV se dérobait aux instances de du Plessis-Besançon par un silence significatif. Quelques jours plus tard, les illusions du cardinal diminuèrent, mais il comptait encore sur la neutralité de Charles IV, tout en blâmant la légèreté de ses procédés à son égard.

Le 27 juillet, jour de la prise de Fribourg-en-Brisgau par François de Mercy, Mazarin écrivit au duc d'Enghien qui, d'après les ordres qu'il avait reçus, marchait en toute hâte vers l'Allemagne à la tête de ses 6,000 fantassins et des 4,000 cavaliers du maréchal de Gramont : « Je ne vous escris rien de M. de Lorraine, car M. du Plessis-Besançon a ordre de vous tenir adverty de tout. En tout cas, pourveu qu'il demeure dans la neutralité, comme il l'a fait entendre à M. du Plessis et qu'il n'agi-se pas contre nous jusqu'à vostre retour, j'espère, quoyqu'il fasse après cela, qu'il ne rompe pas nostre dessein. *Il y a neantmoins à apprehender*[2]. »

Oui, certes, il y avait à « appréhender », car Charles IV, qui n'avait pas dépassé Mons, trahissant à la fois l'Espagne, l'empereur et le duc de Bavière, avec lesquels il était lié par le traité de Passau, ainsi que la France, avec laquelle il déclarait avoir passé un traité d'alliance, devenait un sujet d'inquiétude à la fois pour Mercy et pour Turenne et Enghien.

Recevant la visite du Père Dieudonné, prêtre lorrain, il lui apprit que son accommodement avec la France était chose

1. Lettre du Roy à Turenne, 19 juillet 1644. (*Mém. de Turenne*, p. 376.)

2. Mazarin au duc d'Enghien, 27 juillet 1644, Rueil. (*Lettres de Mazarin*, t. II, p. 13 et suiv.)

faite, mais que cet accommodement lui était nuisible et qu'il avait encore d'autres concessions à obtenir de la reine de France. C'était avouer qu'il cherchait des prétextes pour mieux reculer et retirer sa parole, en se dégageant habilement des engagements pris avec du Plessis-Besançon.

Un autre diplomate français, qui le connaissait bien, comme Lorrain et parce qu'il avait été chargé de nombreuses missions auprès de lui, écrivait à Chavigny, le 27 juillet, le jour même où Mazarin faisait part à Enghien de ses doutes au sujet de la bonne foi de M. de Lorraine : « Aussi n'y a-t-il aucun Lorrain tant soit peu considérable qui ne s'emploie à blâmer ce traité comme honteux et ruineux à eux tous, tendant, à mon advis, à descharger ce prince du blâme de la rupture, et intéresser le pays à croire qu'il est bien marry de ne pouvoir leur procurer un vrai repos[1]. »

Oui, certes, si les sujets du duc de Lorraine eussent appris que leur souverain avait accepté les propositions de Mazarin, malgré leur dévouement envers lui, ils ne lui auraient pas pardonné cette lâcheté. Livrer La Mothe, dont les défenseurs luttaient depuis onze ans contre la France, en échange de Jametz et de Marsal, deux bicoques, quelle infamie !

Cette infamie fut cependant commise par Charles IV à quelque temps de là. Cependant le duc devait se rappeler par quelle réprobation avait été accueilli en Lorraine le traité signé par lui avec la France en 1641.

N'avait-il pas été contraint, devant l'indignation publique, de désavouer ce traité honteux, en prétendant que Richelieu l'avait forcé à y apposer sa signature et qu'il ne l'avait fait que pour ne pas être le prisonnier de Louis XIII ?

A cette heure, au lendemain de Tuttlingen, quand Mercy, son allié d'hier, maître de Fribourg, tenait encore la campagne et venait forcer Turenne à reculer jusqu'à Krotzingen, les affaires de M. de Lorraine n'étaient pas tellement désespé-

1. Lettre de M. de Lagrange-aux-Ormes à M. de Chavigny, Verdun, 27 juillet 1644. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXIII, f° 512.)

rées qu'il se crût forcé d'acquiescer aux exigences de Mazarin au détriment de son honneur.

Ce que nous ne pouvons comprendre, c'est que, rompant avec Mazarin, Charles IV n'eût pas profité du départ précipité du duc d'Enghien pour se porter immédiatement vers les rives du Rhin, et accourir, en forçant les étapes, au secours de Mercy.

Sa présence sous Fribourg aurait pu éviter à Mercy de battre en retraite devant les forces réunies de Turenne et d'Enghien, en leur abandonnant son canon et son bagage (7-9 août).

S'il n'avait pu suivre d'assez près le duc d'Enghien dans sa marche précipitée, du moins aurait-il pu, en se portant vivement vers le Neckar, rallier Mercy à Rottenbourg où il s'était réfugié après la bataille de Fribourg.

Bientôt, faisant trêve à ses hésitations, Charles IV, en apprenant que le duc d'Enghien avait l'intention de mettre le siège devant Philippsbourg, éprouva des craintes pour les places qu'il détenait sur le Rhin et sur la Sarre et qui donnaient la main aux troupes espagnoles et lorraines des Pays-Bas et du Luxembourg, et résolut de se porter vers Spire et Worms où il avait laissé la princesse de Cantecroix à la garde de son trésor.

Il savait que le but de Mazarin, qui venait d'abandonner son projet de faire reprendre Fribourg par Enghien et Turenne, était d'adopter le plan de Guébriant, qui consistait à s'emparer de toutes les rives de la Moselle et du Rhin, ainsi que du Palatinat, qu'il aurait rendu au fils du Palatin, si la Bavière ne consentait pas à faire la paix avec la France. Maîtresse de tout le pays compris entre la Moselle, la Sarre et le Rhin, la France pouvait se rire des efforts de la Bavière et de toute l'Allemagne.

Les circonstances étaient favorables pour la réalisation du rêve de Mazarin et deux hommes de génie étaient prêts à se faire les instruments de sa pensée. Gallas, généralissime des armées impériales, venait d'acheminer ses troupes vers le Danemark qui, en guerre contre la Suède, avait imploré le

secours de l'empereur, et François Ragotzki, prince de Transylvanie, menaçait le cœur de l'Autriche, en attirant vers lui une partie des forces dont pouvait encore disposer Ferdinand III.

Il était donc de toute nécessité que Mazarin empêchât Charles IV de déranger, d'accord avec Beck, la réalisation de ses projets. Dès qu'il apprit que le duc d'Enghien avait ouvert la tranchée devant Philippsbourg, que le marquis d'Aumont s'était emparé de Germersheim, et que Spire, qu'occupait une garnison lorraine, venait de nous ouvrir ses portes (29 août), Mazarin, les yeux fixés sur nos frontières de l'est, donne l'ordre à son compatriote et ami, Magalotti, un Italien, qui est devenu maréchal de camp au service de France, de s'opposer à la marche de Charles IV vers Metz, d'accord avec Vaubecourt, cantonné dans le Barrois[1].

Magalotti, tout en barrant au duc de Lorraine le chemin de l'Allemagne en l'empêchant de franchir la Nied, la Nahe et la Sarre, et d'atteindre le Rhin, doit correspondre avec le duc d'Enghien, et l'avertir des moindres mouvements de Charles IV[2], dont les allures préoccupent le cardinal et l'inquiètent, si nous en jugeons par une lettre qu'il écrivit, le 21 août, à Enghien : « Nous avons nouvelles que M. de Lorraine veut se retirer (de nostre alliance) à quelque prix que ce soit, et qu'il a proposé aux Espagnols que, se joignant à Beck, il fera merveille contre nous[3]. »

---

1. Bardo de Bardi, comte de Magalotti (Pierre), maréchal de camp, s'était distingué au siège de Collioure, où il repoussa, avec 100 maîtres de son régiment, une sortie effectuée par 600 fantassins et 150 cavaliers. Il fut blessé dans cette rencontre dans une mousquetade qui lui emporta la main. Il fut tué au dernier siège de La Mothe (1645).

Les femmes de Metz avaient donné à Magalotti le surnom de Galopin et à ses soldats celui de Magalottins. (Voir *Journal de Jehan de Bauchez, greffier de Plappeville.*)

2. Voir Instruction à Magalotti, 6 septembre 1644. (Bibl. nat., ms. France, 4169, f° 136-140, R°.)

3. A Monsieur le duc d'Enghien, 21 août 1644. (*Lettres de Mazarin*, éditées par Chéruel, t. II, p. 45.)

Il fallait que le duc d'Enghien, pour consoler la France de la perte de Fribourg, s'emparât de Philippsbourg, repris aux Français en 1635 par les Impériaux à la suite d'un coup de main hardi.

Cette ville était une excellente tête de pont, permettant de déboucher en tout temps du Rhin moyen dans l'Allemagne centrale. C'était un second Brisach. Philippsbourg avait comme gouverneur, depuis le 24 janvier 1635, Bamberger qui l'avait enlevé aux Suédois.

Avec 20,000 hommes et 100 pièces de canon, cet officier de valeur faisait bonne garde, et s'était muni de nombreuses munitions et de vivres abondants.

Avant d'entreprendre le siège d'une ville aussi importante que Philippsbourg, Enghien prit toutes les mesures nécessaires pour s'en rendre maître.

Edouard Molé, comte de Champlâtreux, aidé par la ville de Strasbourg, restée neutre entre la France et l'Allemagne, prépara des vivres et des munitions à Brisach, et les fit charger sur des bateaux qui descendirent le Rhin, pendant que l'armée française côtoyait ce fleuve[1].

Enghien divisa son corps d'armée en quatre corps. Taupadel conduisit un corps de cavalerie et de dragons. Rosen, le reste de la cavalerie. Au marquis d'Aumont fut donné le commandement du corps de bataille.

A l'arrière-garde marchèrent Enghien, Turenne et Gramont.

La marche de l'armée franco-weimarienne fut triomphante. Taupadel, l'ancien compagnon d'armes de Weimar, s'empara de Pforzheim, Ettlingen, Durlach et Bretzingen.

Rosen prit Bade, Kappelem et Wiesloch.

Lichtenau se rendit à Paluau qui rejoignit Enghien sous

---

1. Goulas, dans ses *Mémoires*, assure que le duc d'Enghien et ses deux lieutenants-généraux n'avaient pas 100 pistoles d'argent comptant et que les officiers de finance, suivant l'armée, n'étaient pas plus riches, de sorte que, si le duc d'Enghien n'avait pas trouvé à Strasbourg 2,000 fr. à emprunter, il n'aurait pu assiéger Philippsbourg. (*Mém. de Goulas*, t. II, p. 41.)

Philippsbourg, où la première tranchée, avons-nous dit, fut ouverte le 29 août.

Enghien s'empara bientôt du fort du Rhin, qui communiquait avec Philippsbourg par une lagune de terre très étroite.

Turenne et Gramont entreprirent deux attaques consécutives contre la place.

En même temps, la cavalerie française surveillait la plaine.

François de Mercy, dès qu'il eut appris le siège de Philippsbourg, essaya vainement de débloquer cette ville.

Tandis que Werth, son lieutenant, empêche les 4,000 fantassins que la landgravine de Hesse envoie à Enghien d'arriver à son secours, Mercy invite Hatzfeld, que l'empereur a envoyé dans les Flandres au secours de Mello, à se détourner de sa route et à le rejoindre. Le général allemand arrive trop tard.

Quant à Maximilien de Bavière, il reste sourd aux sollicitations de son général, qui lui demande à cor et à cris des renforts, et se contente de lui envoyer des vêtements, de l'argent, des médecins et des médicaments.

Philippsbourg, privé de secours, capitule le 9 septembre, et Bamberger obtient de se retirer à Heilbronn.

Ce n'est pas que Charles IV n'ait tenté de secourir cette ville. Il quitte le Luxembourg avec ses 8,000 hommes, car il a appris que Gleen, général impérial, a traversé le Rhin à Coblence et remonte le cours de la Moselle pour essayer de le rallier. Le duc de Lorraine se poste à Bingen, au confluent du Rhin et de la Nahe, réquisitionne aux environs de cette ville, fait entrer quelques-uns de ses gardes à Bacharach, et les charge d'annoncer son arrivée prochaine sous les murs de cette place. Ne pouvant sauver Spire, dont s'empare le marquis d'Aumont, il se jette avec ses gardes dans Worms, où l'attend avec impatience la princesse de Cantecroix (20 août).

Beck, averti par Charles IV que Turenne, après avoir battu un parti de cavalerie espagnole près de Frankenthal, menace Worms, envoie quelques régiments de cavalerie pour sauver cette ville.

Mais le colonel Flechenstein, détaché par Turenne, qui a

franchi le Rhin, à la tête de sa cavalerie weimarienne et de 500 mousquetaires commandés, repousse les cavaliers espagnols du gouverneur du Luxembourg.

Les habitants de Worms prennent peur, et, afin de désarmer le courroux de M. de Turenne, ils chassent Charles IV et la princesse de Cantecroix de leur ville, ainsi que la garnison lorraine, et se rendent à discrétion. Mercy, cantonné à Heilbronn, laisse Worms sans secours.

Oppenheim succombe à son tour, pendant que le duc d'Enghien s'occupe à réparer les murs de Philippsbourg et surveille les allures de Mercy dont il redoute le retour offensif.

Bientôt ce fut le tour de Mayence, dont l'électeur s'est réfugié dans la forteresse d'Ehrenbreitstein, près de Coblence.

C'est en vain que le colonel Wolff, dépêché par Mercy, se présente sur la rive droite du Rhin avec un millier de chevaux, réclame des bateaux pour passer ce fleuve, tandis que Turenne arrive en vue de la ville par la rive gauche, le chapitre de Mayence préfère capituler (17 septembre).

Bingen succombe le même jour. Ensuite c'est Landau, défendu par 400 Lorrains, qui se rend à Turenne, après la mort du marquis d'Aumont, tué sous ses murs (29 septembre). La garnison obtient les honneurs de la guerre. Les communications entre Metz et Philippsbourg sont dès lors assurées.

Tour à tour Neustadt, le château de Magdebourg, Andernach et Bacharach, que M. de Lorraine a promis de secourir, sont occupés par l'armée de Turenne.

Le duc d'Enghien, trouvant sa moisson de gloire assez belle, a repris le chemin de Paris le 4 octobre, et a laissé à Turenne le soin de conserver ses conquêtes, lui abandonnant 3,000 hommes de l'armée de France.

Turenne s'établit à Philippsbourg dans un camp solidement défendu, entre la ville et le Rhin.

Il y attendra de pied ferme Mercy, Hatzfeld et Charles IV, Mercy a été enfin rallié par Hatzfeld à Neckarsulm, avec 30,000 hommes. Il suit le cours du Neckar, prend position à Mosbach, puis reprend Mannheim, fait mine de passer le Rhin.

en voulant faire croire à Turenne qu'il veut assiéger Spire et Worms. Il espère faire sortir la garnison de Philippsbourg, et se placer entre cette ville et le Rhin, avant d'attaquer cette place.

Turenne s'avance vers Spire, après avoir traversé le Rhin, laissant son infanterie devant Philippsbourg.

Mercy renonce à investir cette ville.

Mais à peine Turenne avait-il renvoyé sa cavalerie, qu'il apprit que le duc de Lorraine avait de nouveau passé la Moselle avec 5,000 ou 6,000 hommes, et avait investi un escadron de cavalerie dans Kastellaun et un autre dans Simmern, deux petites places dans le Hunsrück, à quatre ou cinq lieues de la Moselle, où deux escadrons de l'armée weimarienne avaient été envoyés pour fourrager.

L'escadron de Kastellaun se réfugia dans cette place que Charles IV n'attaqua pas. Celui de Simmern se retira à Mayence, après avoir éprouvé quelques pertes.

Turenne ne pouvait plus faire revenir sa cavalerie qu'il avait renvoyée en France, ni prendre avec lui celle qu'il avait cantonnée dans les villes récemment conquises sur le Rhin, car Mercy n'avait pas encore licencié ses troupes, et cependant il était de toute nécessité de s'opposer à la marche en avant de Charles IV, d'autant plus qu'en ce moment il mettait le siège devant Bacharach, petite place sise sur le Rhin et défendue par une centaine de soldats.

Ne pouvant disposer que de forces insuffisantes, il était impossible à Turenne de se porter au secours de cette ville, mais toute ruse est bonne à la guerre. Il voulut faire croire au Lorrain qu'il s'avançait à la tête d'un corps respectable de troupes.

Sans balancer, il s'achemina vers Bingen, qui n'est qu'à trois heures de Bacharach. Là, il envoya des partis et des sauvegardes en divers lieux, chargés de préparer des vivres pour l'armée, et réussit à faire entrer quelques-uns de ses gardes dans le château de Bacharach. Ceux-ci crièrent à la garnison lorraine de la ville que l'armée française s'approchait.

Stupéfait, Charles IV leva le siège et se retira au delà de la Moselle.

Mais il était demeuré 200 hommes dans le château de Creutznach, poste de grande importance, entre le Rhin et la Moselle.

Turenne pensa qu'en logeant son infanterie dans la ville de Creutznach, où elle pourrait se nourrir, il ferait facilement le siège du château pendant l'hiver. Il s'y établit donc avec 100 fantassins et 200 cavaliers. Au bout de quinze jours, le château se rendit, après une résistance sérieuse des soldats lorrains.

Le pays où les troupes françaises étaient cantonnées en Allemagne se trouva tellement ruiné, que Turenne fut forcé de ne garder avec lui que quelques régiments de cavalerie, qu'il cantonna dans les villes conquises, et envoya tout le reste dans les montagnes de Lorraine, en Alsace et le long du Rhin, où l'on n'aurait pas trouvé, à vingt lieues à la ronde, à nourrir un cheval, dit Turenne dans ses mémoires[1].

Mazarin ne devait plus compter sur la bonne foi de Charles IV, qui avait trahi ses promesses au moment du départ du duc d'Enghien pour l'Allemagne, et qui, sur le point de signer le pacte de paix dont du Plessis-Besançon lui apportait la minute, tournait casaque et passait à l'ennemi.

Mais les faibles efforts faits par M. de Lorraine pour s'opposer aux progrès de Turenne et d'Enghien en Allemagne n'eurent pour lui d'autres résultats que la perte des postes importants qu'il occupait le long du Rhin, et les négociations ouvertes par lui avec Mazarin avaient eu un résultat heureux pour la France, puisqu'elles le maintinrent l'arme au bras pendant près de trois mois, et l'empêchèrent d'attaquer le duc d'Enghien dans les Ardennes, et ne lui laissèrent pas le temps d'arriver au secours de Mercy, ni sous Fribourg, ni sous Philippsbourg.

Charles IV ne put non plus secourir Francisco de Mello sous

1. Voir *Mémoires de Turenne*, p. 362-380.

Gravelines, ni profiter de la négligence de Magalotti et de Vaubecourt, qui l'avaient laissé traverser la Moselle et le Rhin, et lui avaient permis de pousser jusqu'à Worms et de passer à deux reprises la Moselle.

La campagne de Turenne et d'Enghien en Allemagne fut glorieuse pour la France qui se trouvait maîtresse du Rhin, du Palatinat et d'une partie du Brisgau.

Posté à Philippsbourg et à Bingen, Turenne s'était constitué le gardien des places conquises, pleinement rassuré au sujet de Mercy qui avait disséminé ses quartiers le long du Neckar et s'était vu privé de l'aide de Hatzfeld, rappelé par Gallas, battu à plusieurs reprises par Torstenson, et auquel il avait envoyé 5,000 hommes sous les ordres de Jean de Werth, l'ancien sergent de bataille de Charles IV, et de Rauschenberg.

A la fin de l'année 1644, tout souriait à Mazarin dans sa politique extérieure. Il comptait sur le concours des Provinces-Unies dans sa lutte contre l'Autriche et l'Espagne, car il venait de renouveler avec elles, ainsi qu'avec la Suède, un traité d'alliance offensive et défensive.

Fort du concours de ses alliés, et se proclamant, de même que Richelieu, le défenseur des libertés germaniques, le ministre de Louis XIV avait invité tous les princes et toutes les villes libres de l'Allemagne à se faire représenter aux conférences qui allaient s'ouvrir en Westphalie pour la discussion des clauses d'un traité de paix désiré par tous.

Il s'agissait de mettre fin à une guerre qui ensanglantait une partie de l'Europe depuis vingt-six ans.

Presque tous les princes allemands et presque toutes les villes libres répondirent à l'appel de Mazarin. L'avaient assuré de leur dévouement la landgravine de Hesse, qui avait déjà donné tant de preuves de fidélité à la cause française, ainsi que l'évêque-électeur de Trèves et le Palatin, qui attendaient leur restauration du bon vouloir du cabinet français. Le duc de Neubourg promettait à la France sa neutralité. Ce qui importait surtout à Mazarin, c'était de détacher de l'Autriche Maximilien Ier, duc de Bavière, oncle de Charles IV et chef de

l'Union catholique. Quoique devant une grande reconnaissance à l'Autriche qui l'avait enrichi aux dépens du Palatin, l'Électeur ne désirait pas voir grandir démesurément la puissance impériale. Il voulait lui aussi, comme Mazarin, mais plus sérieusement, le maintien des vieilles libertés germaniques. Maître de la source du Danube, possédant un pays riche et fertile, abondant en valeureux soldats, ayant à son service des généraux de talent, tels que Mercy et Werth, Maximilien espérait se créer dans le sud une situation solide qui lui permît de tenir tête à l'empereur et pût rendre à un de ses successeurs la couronne impériale qu'avaient portée ses ancêtres.

Le duc de Bavière, à la fin de 1644, las de guerroyer, désirait conclure une trêve avec la France, comme il venait de l'écrire à Ferdinand III. Le cardinal voulut profiter des bonnes dispositions de Maximilien, et se servit du cardinal Grimaldi pour sonder ses intentions. On l'engagea à traiter avec les plénipotentiaires français au congrès de Munster.

L'Électeur préférait traiter directement avec le marquis de Noirmoutiers, fait prisonnier à Tuttlingen, et qui avait été renvoyé par les Bavarois en France ; mais Mazarin refusa d'écouter les ouvertures de Maximilien, et lui fit dire qu'il n'avait qu'à s'adresser au duc de Longueville et à ses collègues. Avec des généraux tels que Turenne, Condé, le maréchal de Gramont, La Meilleraye, Thomas de Savoie et le duc d'Orléans, qui pouvait se glorifier de la prise de Gravelines, Mazarin se consolait des inquiétudes que lui causait le peuple de Paris, qui semblait prêt à se soulever.

Mais ses efforts avaient échoué, malgré son génie, lorsqu'il avait voulu se faire un allié de Charles IV, qui lui échappait sans cesse, et se refusait à se faire prendre dans ses filets et à se laisser séduire par ses caresses. Oiseleur habile, le cardinal ne se découragea pas et se croyant maître d'avance de son adversaire, dont il détenait les États héréditaires, il jura d'apprivoiser un jour ou l'autre cet aigle insaisissable, qui s'envolait chaque fois qu'il s'approchait du piège qu'on lui tendait, et qu'il flairait l'appât qu'on lui présentait.

Ne pouvant y réussir, il lui déclara une guerre sans merci, et il ordonna au marquis de la Ferté-Senneterre, gouverneur de la Lorraine, de reprendre les places que le comte de Ligniville avait réussi à lui enlever au commencement de l'année 1644. Il ne restait plus à Charles IV, en Lorraine, que Longwy et La Mothe, qu'il avait été sur le point de livrer à la France. Magalotti, après avoir ravagé le pays messin, laissé passer la Moselle au duc de Lorraine et ne l'avoir poursuivi que jusqu'à Sarrebruck, rejoignit Vaubecourt et Marsin dans le Barrois. Il se trouvait à la tête de 20,000 hommes.

Mazarin, pour se venger de l'affront que lui avait infligé Charles IV, en se dérobant à ses avances et en lui refusant, comme toujours, de lui céder l'armée lorraine, qui se trouvait campée dans le Luxembourg, entre la Belgique et l'Allemagne, sans cesse inquiétante pour les quartiers français, donna l'ordre à Magalotti, qu'il estimait, malgré ses brigandages, le disant « fort brave homme et ayant fait quantité de bonnes actions », de mettre le siège devant La Mothe, ce palladium de l'indépendance lorraine, forteresse contre laquelle jusqu'ici la France avait, à deux reprises différentes, usé ses meilleures forces.

Depuis sa victoire de Liffol-le-Grand, Charles IV avait laissé cette place sans secours, et avait mieux aimé combattre en Allemagne pour le compte de l'empereur et de Maximilien de Bavière, que de venir tenter le sort des armes sur le sol de ses États. Seul Ligniville, à la tête d'un corps de troupes distinct de celui que Charles IV gardait sous ses ordres directs, avait essayé de lutter corps à corps avec le marquis de Lenoncourt et contre La Ferté, son successeur, que les Lorrains avaient surnommé le Pacha de la Lorraine, tant il était avide d'argent et fertile en expédients de toutes sortes pour en obtenir.

CHAPITRE III

CHARLES IV DANS LES FLANDRES. UN AGENT SECRET DE MAZARIN AU CAMP D'AELTRE

(1645)

Le génie de Charles IV semble, dès cette époque, s'obscurcir. Ce n'est plus le soldat intrépide de Nordlingen, de Poligny et de Tuttlingen.

De plus en plus porté à se réconcilier avec la France, tant il a à se plaindre des Espagnols dont il ne peut supporter la fausseté et la morgue, on dirait qu'un obstacle insurmontable l'empêche de se jeter franchement entre les bras de la mère patrie.

Sa situation en Allemagne est perdue et de longtemps on ne le verra y chercher la fortune des armes. On croirait qu'il pressent que ce pays doit un jour être son tombeau !

Campé dans le Luxembourg, en compagnie de la princesse de Cantecroix, chassée, comme lui, de Worms l'année précédente, il ne songe plus qu'à ses quartiers d'hiver et laisse Turenne s'établir solidement sur le Rhin dont le maréchal a réussi à le déloger.

Tous deux ont à peu près le même âge, mais Turenne a gardé toute son activité. Quoiqu'ayant eu aussi à se plaindre de la France, puisqu'elle a enlevé à son frère sa principauté, le maréchal sert loyalement la France depuis dix ans, sans souci des honneurs auxquels il a droit.

Pendant que le duc d'Enghien est allé jouir des plaisirs de la cour et recevoir les félicitations de la reine mère et de Mazarin, Turenne, cantonné à Mayence, guette ses adversaires et les surveille avec soin.

Il sait que Charles IV n'est plus à craindre et qu'il va passer

au service des Espagnols, en renonçant à s'établir en Allemagne et à y récupérer les places qu'il lui a prises.

Mais Mercy, quoique somnolent, l'inquiète; et il se méfie du sommeil du lion.

Aussi envoie-t-il, dans les premiers jours de 1645, Rosen, son intrépide lieutenant, son chef d'avant-garde, jamais las, toujours sur la brèche, faire une pointe rapide et hardie au delà du Rhin avec 1,200 cavaliers et 600 mousquetaires.

Mercy, dont l'armée est disséminée sur les rives du Mein, entre Mannheim et Heidelberg, est menacé. Mais il a beau apprendre que Rosen a pénétré dans la Forêt-Noire par le Kinzingthal et a envahi le Wurtemberg, qu'il s'est emparé de Freudenstadt et de Nagold, et, qu'après avoir remonté le Nagold, il a pris Wildberg, Kalw, Liebenzell et plusieurs autres villes, il ne se réveille pas de son long sommeil.

Enhardi par l'incurie de François de Mercy, Rosen pousse jusqu'à Leonberg, au nord, côtoie Stuttgard et ensuite regagne le Rhin par le même chemin.

Enfin Mercy se réveille et, alarmé, concentre ses troupes à Göppingen, dans le Wurtemberg (31 janvier 1645).

Turenne peut attendre le printemps en toute sécurité.

C'est en Bohême que l'on se bat; c'est là que Torstenson, débarrassé de Gallas, va offrir la bataille à Hatzfeld et le vaincre à Jankau (5 ou 6 mars), d'où il s'avance jusqu'aux portes de Vienne.

Les régiments de cavalerie envoyés en Lorraine et dans les Trois-Évêchés par Turenne, pour se refaire, y sont cantonnés et s'y trouvent bien, grâce aux bons soins de La Ferté.

Ils s'engraissent aux dépens des pauvres Lorrains et, grâce à des levées nombreuses, ils forment dès le mois de mars un contingent de 5,000 cavaliers et de 6,000 fantassins.

Avant leur retour en Allemagne, commence le siège de La Mothe ordonné, dès le mois de décembre dernier, par Mazarin et aux préparatifs duquel procède Magalotti en toute hâte, sans être arrêté par l'hiver dont les rigueurs ne se sont pas encore fait sentir (janvier-février).

La Mothe, qui était bâtie sur un rocher isolé, près de la rive droite de la Meuse, dont le maréchal de la Force avait eu tant de mal à s'emparer, le 26 juillet 1634, fut investie par trois régiments d'infanterie. Les assiégeants tracèrent une circonvallation de 3,000 toises, élevèrent sept redoutes garnies de canons, et fortifièrent les villages des environs.

Un fossé naturel, formé par un ruisseau aux rives escarpées, suppléa en grande partie aux lignes qu'on n'avait pu tracer.

Une batterie formidable, dont on aperçoit encore l'emplacement, fut dressée sur une hauteur appelée Mont-Fréhaut.

Aussitôt qu'elle fut armée, elle salua la place pour la première fois de trois volées de canon et de seize livres de boulet, qui percèrent seulement le haut d'une maison, mais qui irritèrent si fort les assiégés, troublés au milieu des fêtes du carnaval, qu'ils se mirent à insulter les assiégeants du haut de leurs murailles.

Le lendemain, le jour des Cendres, le 1er mars, ils firent une sortie avec 300 fantassins et 50 chevaux et rapportèrent des fascines dans la place, mais Cliquot, que Charles IV avait commis à la défense de La Mothe après la mort de Choiseul d'Ische, évitait tout contact avec l'ennemi, n'ayant pas grande confiance dans ses soldats que Magalotti essayait de faire déserter en faisant semer sur le glacis de la ville assiégée des billets ainsi conçus : « On donnera un passeport et un écu à tous ceux qui voudront se retirer. »

Cliquot, assisté de Nicolas du Boys de Riocour, intendant de l'armée lorraine et lieutenant-général du Bassigny, conseiller à la cour souveraine, et réfugié à La Mothe, où il était né, ne se découragea pas et s'efforça de mettre cette place en état de résister à l'armée française. Plus de 3,000 soldats lorrains travaillèrent aux fortifications. Tous jurèrent de mourir plutôt que de se rendre.

Mais ils avaient affaire à un général consommé, aussi beau que brave, « de corsage grand et puissant, portant le plus souvent un habit de velours noir avec cinq ou six panaches blancs sur son chapeau », signe de ralliement que suivaient ses soldats

dont il avait le bonheur de se faire aimer, comme nous l'apprend une lettre de Mazarin à Turenne.

Le 4 mars, Magalotti fit tirer trois coups sur la place avec plus de succès qu'auparavant, car le premier perça un ouvrage que les assiégés exécutaient près d'un moulin à vent pour annihiler l'effet de l'artillerie française, et força les ouvriers à se reposer pendant trois heures.

Ce n'est que plus tard qu'ils se décidèrent à avancer plusieurs grosses pièces de bois qu'ils élevèrent les unes sur les autres à la hauteur de 7 à 8 pieds en les appuyant contre une grande masse de terre.

Le second coup fut tiré sans résultat, mais le troisième perça la maison voisine de celle qu'occupait le gouverneur.

Le 5 mars, le régiment de Bussy-Lameth arriva au camp et, vers deux heures de l'après-midi, un canonnier, nommé La Roche, faillit tuer Cliquot pendant que celui-ci, accompagné de quelques officiers, regardait, dans sa cour, manger des pigeons de volière. Cliquot s'écria : « Saint Nicolas, je suis mort », et il se fit conduire dans sa chambre. Il n'avait reçu aucune blessure.

La garnison de Fougerolles reçut l'ordre de Charles IV d'entrer dans La Mothe, mais elle ne le put.

Le 6 mars, trois compagnies suisses du régiment de Watteville (300 hommes) arrivèrent du camp français, en même temps que le sieur Jacob, lieutenant de l'artillerie française, qui revenait du siège de Fougerolles dont la garnison, ne pouvant se défendre, avait mis le feu à la ville et détruit les murailles et les guérites avant de se rendre.

Le même jour, 500 Lorrains firent irruption dans le quartier de M. de Bar, maréchal de bataille, et le 9 mars eut lieu une nouvelle sortie qui avait pour but d'empêcher M. de Temps, ingénieur français, de planter des piquets le long du quartier du maréchal de bataille de Magalotti. De Bar, pour s'opposer aux attaques des Lorrains, fit couler, à l'abri d'un petit rideau d'arbres, 30 mousquetaires de Louis le Choiseul, marquis de Francières, gouverneur de Langres, et, d'un autre

côté, 30 Suisses, tandis que le gros de ses troupes (30 mousquetaires et 40 cavaliers) dépassait les lignes pour marcher à l'ennemi.

Les Lorrains se retirèrent en toute hâte, soutenus par leurs canons, après avoir essuyé quelques pertes insignifiantes.

Deux autres sorties exécutées sur les mêmes ouvrages eurent les mêmes résultats.

Plus sérieuses furent les attaques contre la redoute des Italiens que les assiégés percèrent de part en part, ainsi que le corps de garde.

Mais, le 29 mars, la garnison de La Mothe tenta inutilement et à plusieurs reprises de s'emparer d'un réduit construit récemment par Magalotti.

C'est en vain que les Lorrains dirigèrent sur ce réduit le tir de leurs canons, déchargèrent sur lui mille coups et exécutèrent deux sorties consécutives.

100 mousquetaires de Douglas et 30 cavaliers du régiment de la Meilleraye défendirent le poste menacé et M. de Bar eut l'ordre de faire mine de prendre par derrière les ennemis avec la garde du régiment de Magalotti et les gardes de son quartier.

Pour exécuter cet ordre, il s'avança contre les Lorrains avec la compagnie du chevalier de la Hillière, 100 soldats du régiment royal italien du cardinal Mazarin, 60 de Watteville et 80 de Francières.

Mais les assiégés, prévoyant le dessein de M. de Bar, changèrent de résolution et, au lieu d'attaquer le réduit, marchèrent droit à l'ennemi. Magalotti laissa alors Villeneuve avec les mousquetaires de Douglas pour faire continuer le travail commencé, et envoya 30 cavaliers du régiment de La Meilleraye au secours de M. de Bar.

Celui-ci était déjà aux prises avec les Lorrains. La Hillière mit leur cavalerie en déroute. Démonté, il s'était jeté, à pied, dans les rangs d'un bataillon lorrain. Magalotti arriva sur les lieux, en même temps que les cavaliers de La Meilleraye.

Ceux-ci subissent un feu terrible partant de la contres-

carpe. Les Lorrains reprennent courage, et leur infanterie s'élance contre l'infanterie française, qui commence à plier. Témoins de cette panique, Magalotti et Campi, lieutenant-colonel du régiment royal-italien, mettent pied à terre à la tête de ce régiment, poussent vivement l'ennemi et leurs soldats, et montrent tant de valeur, qu'on a de la peine à les empêcher d'entrer dans La Mothe, pêle-mêle avec les Lorrains qui s'y réfugient. Magalotti eut trois chevaux tués sous lui dans cette rencontre. Les pertes éprouvées par les Lorrains consistèrent en 100 hommes tués ou blessés. Pour comble de malheur, ils ne possédaient ni chirurgiens, ni médicaments.

Varin, commandant de la cavalerie lorraine, fut tué par le chevalier de la Hillière. Magalotti et M. de Bar s'étaient couverts de gloire. Les assiégés renoncèrent dès lors aux sorties. Ils avaient consommé presque tous leurs vivres. Chaque soldat n'avait par jour qu'un pain mal cuit, faute de bois. Ils manquaient également de fourrage, et bientôt, pensait-on dans le camp français, ils allaient se trouver réduits à tuer leurs bestiaux et leurs chevaux, à la réserve de quelques-uns, destinés à faire tourner les moulins. On ne comptait plus à La Mothe que 200 soldats en état de combattre. Le reste était composé de soldats de la milice, bourgeois, prêtres, magistrats et artisans, patriotes exaltés, tous décidés à mourir. Découragés au début, ils avaient repris courage, mais ils étaient inexpérimentés dans le métier des armes.

Comme en 1643, ils avaient tout ravagé autour d'eux, et avaient été, jusqu'au jour où ils furent réduits à leurs dernières ressources, porter leurs dévastations jusqu'à Châlons-sur-Marne, Vitry, Langres, Saint-Dizier et autres places très éloignées.

Ce qui manquait surtout à Cliquot, c'était des ingénieurs. Inhabile dans l'art de la fortification, il négligea de construire des redoutes en dehors de La Mothe.

Comment Cliquot, dont les soldats se mouraient de faim, et qui avait perdu la moitié de ses effectifs, aurait-il pu tenir encore longtemps contre les efforts de l'armée française,

bien retranchée derrière ses sept retranchements garnis de canons?

Lorsqu'au commencement du mois de mai 1645, Magalotti se décida à attaquer de vive force La Mothe, il se logea dans le chemin creux de Soulaucourt, près de la queue de la tranchée qu'il fit ouvrir, dès le 3 mai, par des paysans lorrains réquisitionnés, et en empruntant son matériel de siège à la ville de Langres. Il se trouvait donc à mi-côte de la montagne sur laquelle La Mothe est bâtie. C'est là qu'il logea la plus grande partie de son infanterie. A sa droite se placèrent les quatre compagnies des gardes françaises, commandées par Bufalini; à sa gauche se placèrent deux autres compagnies des gardes suisses, ainsi que le régiment italien de Mazarin et celui d'Espagny. Après ceux-ci, et également à sa gauche, le sieur de Bar, avec sa brigade, se campa sur le rideau de la batterie plantée au-dessus de la vigne de Soulaucourt avec le régiment d'infanterie de La Meilleraye, le corps venu de Nancy et 10 compagnies du régiment de Grandpré.

A la gauche de ce régiment, le marquis de Francières, maréchal de bataille, campait avec sa brigade sur la même déclivité de la montagne, du côté du pont Saint-Pierre. Sa brigade se composait des régiments de Brézé, Bussy et le sien. Il avait également, à la tête de son camp, une batterie de deux pièces de canon.

Entre ces deux derniers corps et le village d'Outremecourt, toujours sur la gauche, fut placée la brigade du sieur de Campi, maréchal de bataille. Le régiment irlandais devait, dès son arrivée sous La Mothe, se joindre à cette brigade. Derrière et près de Fréhaut, sur l'avenue du village de Ménonville, fut campé le sieur de Villeneuve, maréchal de bataille, avec le régiment suisse de Watteville, qu'aussitôt arrivés devaient rallier le régiment de Saint-Étienne et les 200 hommes qu'on attendait de Verdun[1].

Ainsi les Français à couvert et à 500 pas de la place, purent

1. *Gazette de France*, 1645.

tenir les assiégés en respect, mais ils ne purent réussir à éteindre leur tir. Deux reconnaissances faites par la garnison de La Mothe furent repoussées par le sieur des Essards, capitaine aux gardes, assisté des sieurs Bufalini et de Rouvray.

Magalotti encourageait de sa présence les mineurs au péril de ses jours. Une balle perça son chapeau et une autre lui effleura la joue.

Le sieur de Jacob, commissaire et commandant de l'artillerie française, braqua une batterie de deux pièces de canon à la tête de son quartier et aida par son tir les travailleurs. Il fut blessé légèrement à la cuisse. La police était faite au camp français par le sieur de Gombaut, intendant. Le 15 mai 1645, les tranchées creusées par les Français aboutissaient, au milieu du glacis de la contrescarpe, aux deux angles qui correspondaient à ceux du bastion qu'on attaquait, et depuis quatre jours on travaillait à une ligne qui traversait le glacis, afin de faire communiquer ces deux angles l'un avec l'autre. Dès le 14, à midi, le mineur avait été attaché à l'angle droit. En réalité, la demi-lune qu'on voulait faire sauter était restée debout, et la contrescarpe se trouvait intacte. Les assiégeants durent renoncer à procéder à une attaque de ce côté.

Cependant, tout près, un bastion se trouvait à demi renversé dans le fossé. Les soldats du régiment de Watteville s'y logèrent, mais les Lorrains, l'épée à la main, bientôt les en repoussèrent malgré le courage héroïque de M. de Saint-Maure. Du reste, les Français auraient eu de la peine à s'y maintenir, tant la contrescarpe était droite et la terre était glissante à cause de la pluie. Tout le reste du jour, on essaya de pratiquer un autre logement à gauche du premier, mais on échoua à trois reprises différentes, bien que Magalotti animât tous les siens par sa présence, et que les « officiers-majors » de son armée suivissent son exemple. M. de Bar, qui était de jour, fut atteint d'un coup de mousquet à la main droite, et Du Plessis, aide de camp, reçut une pierre à la tête.

Le soir, Magalotti voulut recommencer l'attaque. M. de Saint-Maure fut blessé dès le début. Le régiment des Suisses,

commandé par Salis, aborda les ouvrages par la gauche, le régiment de Bussy par la droite. Le milieu fut attaqué par les Suisses. M. de Salis, le marquis de la Fare, son frère, et le comte de Noailles combattirent comme de simples volontaires et firent preuve d'un grand courage.

Les Mothois se retirèrent en désordre, les uns derrière la contrescarpe, les autres sur les bastions en arrière. A droite, ils furent également repoussés et ils eurent beau faire tomber du haut des remparts une pluie de pierres, de grenades et de pièces d'artifice, la valeur des assaillants rendit cette fois tous leurs efforts inutiles.

Les Irlandais, qui devaient se loger au milieu des remparts, se joignirent à Bussy et, avec lui, firent leur logement à droite. Tous les officiers et soldats prirent part à l'action et aidèrent les travailleurs secondés par l'artillerie (mai).

Que fait à cette heure Charles IV? Au lieu de venir au secours des Lorrains enfermés à La Mothe, comme il le leur a promis maintes fois, il exprime de nouveau le désir de traiter avec Mazarin, bien que semblant d'accord avec l'empereur et le duc de Bavière et bien qu'ayant reçu des subsides des Espagnols.

Il est campé à Aeltre, à quatre lieues de Gand, où se trouve la princesse de Cantecroix, qu'une sentence de l'évêque de Malines a reléguée dans cette ville, avec défense d'y vivre avec son amant (avril). Accompagné d'un brillant cortège composé de généraux au service de Ferdinand III, il vient de passer en revue ses soldats, que commande un de ses meilleurs officiers, Henri de Livron, marquis de Ville, maréchal de camp et « ministre des intrigues du roi d'Espagne ».

Il est entouré en ce moment de conseillers qui le trahissent et mettent Mazarin au courant de ses moindres actes, tout en le dissuadant de se réconcilier avec la cour de France. On cite parmi eux un agent de la duchesse Nicole et Des Rogers, trésorier de cette princesse. La conduite du chevalier de l'Escale paraît également suspecte. Constamment sur le chemin de Paris à Bruxelles, cet homme, qui semble dévoué à Charles IV,

passe pour entretenir des relations suivies avec le gouvernement des Pays-Bas espagnols ; son fils est officier au service de l'Espagne.

Maintenant que les efforts de Mazarin tendent à se rendre maître de La Mothe, son intérêt est de s'accommoder avec M. de Lorraine, afin qu'il lui livre cette ville, comme il le lui a déjà proposé, et qu'en abandonnant les Espagnols, il devienne l'auxiliaire de l'armée française dans les Flandres.

Aussi bien, Charles IV semble à cette heure se soumettre aux conditions que lui ont proposées naguère du Plessis-Besançon, de Maugiron et du Maurier.

Pour répondre aux bonnes dispositions, vraies ou simulées, du duc de Lorraine, tandis que les Mothois attendaient avec anxiété son arrivée à la tête de 60 cornettes de cavalerie, et que Turenne, installé à Spire, envoyait Rosen, général weimarien, jeter l'alarme, au delà du Rhin, au sein des détachements de l'armée bavaroise, disséminée depuis la bataille de Fribourg dans la vallée du Neckar, Mazarin chargea le sieur Jobar, ancien serviteur du duc en Franche-Comté et en ce moment espion présumé de la princesse de Cantecroix auprès de son amant, de s'aboucher avec le duc de Lorraine. Charles IV parut consentir aux propositions du cabinet français et donna rendez-vous à Jobar dans une ville sise sur la Moselle, mais n'y vint pas[1].

C'est que M. de Lorraine a appris que Mercy a concentré ses troupes à Göppingen, dans le Wurtemberg, et qu'il se prépare, quoiqu'affaibli par les pertes qu'il a subies devant Fribourg, à résister aux attaques de Turenne, dont l'avant-garde a poussé jusqu'à Stuttgard, voulant venger la défaite du comte d'Hatzfeld à Jankau (5-6 mars).

Bientôt, les espérances de vengeance et de restauration de Charles IV renaissent, car la nouvelle se répand à Bruxelles

1. Voir Avis court et désintéressé à S. E. par son très humble et très obéissant serviteur, du 21 avril 1645, sur l'accommodement recherché par M. de Lorraine. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXIV, f° 447.)

que Mercy a vaincu Turenne à Mergentheim (Mariendal), sur les rives du Tauber (2 mai).

Pendant que Turenne reforme son armée dans la Hesse-Électorale, et que Mazarin lui promet des renforts que doit lui amener le duc d'Enghien, qui vient d'être investi du gouvernement de la Champagne et de la Brie, et occupe le pays messin, que le duc d'Orléans concentre ses troupes à Watten, à sept lieues de Dunkerque, et se prépare à assiéger Mardick, Charles IV s'avance vers la Moselle, dans l'intention de recouvrer les places riveraines du Rhin que Turenne lui a enlevées au cours de la dernière campagne [1].

La Mothe tient toujours. Arrivé à Arlon, M. de Lorraine écrit à Cliquot qu'il ne pourra arriver à son secours que dans quinze jours. C'est trop longtemps attendre. Les assiégés sont anxieux, et s'étonnent du retard de celui pour lequel ils combattent à outrance. Ils viennent d'apprendre que Magalotti ne veut leur laisser aucun répit et que, pour ménager la vie de ses soldats, il a l'intention de faire sauter en même temps la contrescarpe et le bastion de Sainte-Barbe.

C'est dans cette intention qu'il fait attacher le mineur au-dessus de la contrescarpe, afin de la percer et de pouvoir pénétrer jusqu'au bastion. Charles IV ne paraît pas. Jobar, qui espérait pouvoir finir par s'aboucher avec le duc, ne croyait pas qu'il eût l'intention, quoiqu'il l'eût souvent manifestée, de traverser le Rhin et d'aller porter ses armes en Allemagne, à moins qu'il y fût forcé par les Espagnols, dont la morgue et les exigences lui étaient depuis longtemps à charge, et ne « fût en voie d'un accord » avec la cour de France.

---

1. « Le duc Charles marche, à ce qu'on nous mande, vers la Moselle. Je tiens que c'est à dessein de profiter de la conjoncture pour s'emparer, s'il le pouvait, des places du Rhin, mais l'arrivée de M. le duc d'Anguien aura mis le remède avant qu'il ayt pu nous faire le mal. Cependant, il sera sorti de Flandres, où il nous eût peu embarrasser et je m'en réjouis d'autant plus que c'est tout ce que Vostre Altesse avoit principalement tesmoigné désirer. Ce prince, comme Vostre Altesse sçait, négocie avec beaucoup de personnes, et il exécute à présent ce qu'il n'a jamais songé de faire. » (A M. le Prince d'Orange, Paris, 20 mai 1645. *Lettres de Mazarin*, t. II, p. 168 et 169.)

Philippe IV, le 5 janvier 1645, avait nommé, comme devant le représenter au congrès de Munster, D. Nuñez de Gusman, duc de Medina et de las Torres, D. Gaspar de Bracamonte, comte de Peñaranda, Joseph Bergaigne, nouvellement promu à l'archevêché de Cambrai, D. Diego de Saavedra Faxardo, et Brun, du conseil suprême de Flandre.

Peñaranda arriva à Bruxelles le 24 avril, et y séjourna quelque temps. La retraite de Mercy, généralissime des Impériaux, à Fribourg, au mois d'août précédent, avait forcé l'archiduc Léopold-Guillaume d'Autriche, nommé depuis peu gouverneur général des Pays-Bas par Philippe IV, à guerroyer en Allemagne, comme lieutenant général de l'empereur, et Castel-Rodrigo était resté provisoirement le chef du gouvernement.

Dès son arrivée à Bruxelles, Peñaranda constata la complète entente qui existait entre le marquis de Castel-Rodrigo et Piccolomini, duc d'Amalfi, mais il fut frappé par la conduite singulière de Charles IV: « C'est un prince d'une extrême inconstance, et qui a peu d'égard aux obligations qu'il a contractées; d'où résulte la difficulté de traiter avec lui, et, comme tout son bien et ses États « *toto su heredamiento y Estados* » consistent dans la conservation de ce peu de troupes qu'il a, il emploie toute la dextérité et la malice qui lui paraissent nécessaires pour les faire désirer de tous les princes, sans les employer directement à l'avantage d'aucun », écrivait Peñaranda à son souverain, le 10 mai.

L'ambassadeur de Philippe IV, après quinze jours d'entrevues continuelles avec Charles IV, ne le trouvait pas du même avis deux jours de suite.

L'entrée en campagne des Espagnols était retardée par les négociations ouvertes avec lui. Ses alliés actuels ne doutaient pas qu'il ne traitât en même temps avec la France. La présence de Jobar à son camp aurait suffi à les convaincre. On savait, de plus, à Bruxelles que le duc de Lorraine avait envoyé un agent dans ce but à Paris.

Que voulait-il, en somme? Rester l'allié des Espagnols, sans

exposer ses troupes aux hasards d'une rencontre en rase campagne avec l'armée française, les laisser défendre sans son aide leurs places assiégées ou essayer de reprendre celles qui leur avaient été prises l'année précédente. Personne ne pouvait le contraindre à se battre contre les forces imposantes de son beau-frère, le duc d'Orléans. Ne valait-il pas mieux ménager ses soldats et les nourrir aux dépens des Flamands et des Liégeois, sans en affaiblir le nombre?

Peñaranda, se méfiant avec raison des allures plus qu'étranges de Charles IV, était d'advis de le faire arrêter, sans attendre qu'il « s'ajustât avec la France et que nous perdissions l'avantage qu'on peut espérer tirer de ses troupes, l'argent qu'il nous a cousté, et tout ce qu'on a souffert de ses soldats et de ses officiers qui toujours volent et détruisent le pays où on les loge » (10 mai)[1].

Le marquis de Castel-Rodrigo et Piccolomini, plus calmes que Peñaranda, et connaissant mieux l'état d'âme de Charles IV et son affection pour la princesse de Cantecroix, dont une partie des biens se trouvait dans les Pays-Bas, apaisèrent le courroux de l'ambassadeur du roi d'Espagne et furent d'avis de temporiser, en berçant le duc de Lorraine de belles promesses, car ils désiraient « en tirer tout le fruit possible », se réservant de s'en débarrasser le jour où il deviendrait trop encombrant et où ils pourraient compter sur une paix prochaine avec la France.

On appréciait à Bruxelles les grandes qualités militaires de M. de Lorraine, et Peñaranda, malgré ses préventions, écrivit lui-même à Philippe IV et avec raison que Charles IV serait un chef d'armée avec lequel les ennemis auraient à compter « s'il voulait procéder autrement ».

Cependant, tout en rendant justice à l'allié gênant que l'Espagne s'était adjoint, après la bataille de Tuttlingen, comme elle l'avait fait en 1635, alors que l'armée de Louis XIII venait

---

1. Voir Dépêches de Peñaranda à Philippe IV. (*Bibliothèques de Madrid et de l'Escurial*, par Gachard. Bruxelles, 1875, p. 248 et suiv.)

d'envahir la Franche-Comté, renforcée par celle de Weimar, et en vantant l'aménité de son caractère, Peñaranda le dépeignait à merveille, lorsqu'il rendait compte à D. Luis de Haro de l'impression que M. de Lorraine lui avait produite, dès son arrivée à Bruxelles : « Ni véracité, ni ponctualité, ni dignité ne se rencontrent jamais en lui ; de la grâce bien, et plus que je n'en ai vu en ma vie : *Donayre si, el maijor que he visto en mi vida* », écrivit-il au ministre de Philippe IV, en parlant de Charles IV (11 mai).

Le Lorrain, depuis que l'archevêque de Malines, obéissant aux ordres du saint-père, l'avait forcé à vivre séparé de Béatrix de Cusance, avait tout intérêt à ne pas se brouiller avec le gouvernement espagnol qui lui avait promis de faire annuler en cour de Rome son mariage avec la duchesse Nicole.

C'est, en attendant les événements et dans l'espérance d'obtenir un jour ou l'autre des concessions importantes de la cour de France, que M. de Lorraine revint à Aeltre après avoir quitté le Luxembourg. Il devait y séjourner longtemps encore, l'arme au bras, somnolent, sans sortir de sa torpeur, sentinelle avancée, placé en face du prince d'Orange qui occupait Oost-Eecloo, immobile aussi, comme lui, derrière le canal qui relie Gand à Bruges, avec lequel il avait signé, disait-on, une trêve momentanée qui ne devait expirer que le 10 septembre.

D'ici là des troubles intérieurs auraient peut-être lieu en France où la puissance de Mazarin semblait peu assurée. Le parti des Importants pouvait relever la tête et forcer le cardinal à réduire le nombre des forces envoyées dans les Flandres afin d'être à même de tenir en bride ses ennemis. Et puis en politique il faut tout prévoir. Gaston d'Orléans pouvait commettre des fautes importantes dans la conduite de la campagne dont il avait la direction dans les Flandres, subir de graves échecs et la fortune de l'Espagne se relever tout à coup.

En somme un repos absolu, autrefois si odieux à Charles IV, lui souriait à cette heure. Il paraissait transformé, indifférent aux opérations militaires qui avaient lieu près de lui et se posait en juge impartial des coups donnés et reçus. Ce n'était

plus le soldat intrépide qui avait toujours l'épée à la main et n'aimait que l'odeur de la poudre et la fumée des combats. Il intriguait plus que jamais avec l'un, avec l'autre, tantôt *Mazarin*, tantôt Espagnol, et ne se déplaisait pas trop au milieu de cette cour improvisée qui l'entourait et des nombreux espions qui le surveillaient, tout en le flattant et en faisant mirer à ses yeux les perspectives les plus belles.

Ce sont les espions de la duchesse Nicole et ceux de la princesse de Cantecroix, ceux de sa sœur de Phalsbourg et ceux de Mazarin. Il n'étouffe pas dans cette atmosphère viciée, car il aime avant tout l'intrigue et les situations fausses, comptant que son astuce l'aidera à en sortir avec profit.

Le malheur de cet homme, reflet de son siècle, c'est qu'il se croit un grand diplomate et se pique de tromper les diplomates et les politiques de profession. L'expérience aurait dû cependant le corriger ; mais non : il ressemble aux joueurs qui, malgré leurs pertes successives, espèrent toujours se relever et s'enrichir. Il ne se connaît pas et se croit capable de faire rendre gorge à Mazarin, ne se rappelant plus qu'il a été la victime de Richelieu, dont son adversaire actuel a hérité du génie, des traditions et des exemples.

Jobar ne croyait pas que Charles IV eût l'intention de passer en Allemagne, vu la difficulté qu'éprouverait le duc d'amener Béatrix à Vienne où séjournait le prince Nicolas-François qui n'avait jamais consenti à la voir, ou de la conduire à Munich, à la cour de son oncle Maximilien.

Il est vrai que Maximilien-Henri, le frère de l'électeur de Bavière, qui était coadjuteur de Cologne, offrait galamment l'hospitalité aux deux amants.

Quoi qu'il en soit, Mazarin, connaissant le caractère versatile de son adversaire, sachant qu'il se laissait conduire plutôt « par le caprice que par la loi de son intérêt et ne pouvait répondre d'un jour ou l'autre de ce qu'il devait faire », ne partageait pas l'avis de Jobar et présageait que Charles IV ne demeurerait pas en Flandre. Il ne redoutait pas cependant sa présence sous La Mothe, mais il supposait qu'il avait conçu le

dessein d'aller rejoindre le comte de Mercy en Allemagne, dont il venait d'apprendre la victoire remportée à Mariendal (2 mai).

Le duc d'Enghien était, en ce moment, campé à Montigny, près de Metz. Mazarin, auquel rien ne restait étranger, crut devoir prévenir Louis de Bourbon de la possibilité d'une seconde marche de Charles IV vers la Moselle : « Si sans préjudice de conservation de l'armée, écrivit le cardinal au duc d'Enghien, vous pouvez demeurer quelque temps entre Metz et Thionville, faisant mine d'entreprendre quelque chose du côté du Luxembourg pour y engager les troupes de Beck et celles du duc de Lorraine jusqu'à la reddition de La Mothe, il me semble que ce séjour ne pourra qu'être advantageux au Roy, et utile au desseing que vous avez pour le reste de la campagne, puisque, après la prise de ladite place, les troupes qui servent devant, avec les autres qui les joindront, pourront prendre le poste que vous quitterez et obliger de nouveau celles de Beck et les Lorrains à ne pas quitter le Luxembourg[1]. »

Mazarin eut la naïveté de se bercer de l'espoir d'une attaque possible de la part de Charles IV contre Enghien et de s'en réjouir : « En cela il n'aurait d'autre déplaisir sinon qu'il (Charles IV) ne changeât de dessein et si cette envie lui continuait, il était assuré qu'en le faisant sçavoir, Enghien n'oublierait rien pour la lui faire passer et lui procurer cette bonne fortune[2]. »

Eh bien ! Charles IV n'eut pas cette bonne fortune de s'attaquer au duc d'Enghien dont les forces étaient de beaucoup plus considérables que les siennes. Il n'envahit pas le pays messin (mai-juin).

Pouvait-il le faire quand la campagne s'ouvrait dans les Flandres, que Piccolomini quittait Bruxelles (26 mai), accom-

1. A M. le duc d'Enghien, Paris, 6 juin 1645. *Lettres de Mazarin*, t. II, p. 185.

2. *Passim*.

pagné du prince de Barbençon et des comtes Carlo-Francisco et Ludovico Caprara, ses neveux, arrivait à Ninove le même jour, le 27 à Audenarde, le 28 à Menin et de là à Poperinghe où se trouvait Fuensaldaña avec les troupes destinées à résister aux Français.

Une partie de l'armée de Hollande s'était campée à Diest et l'autre dans le pays de Waes.

Ce fut le 2 juin que Gaston d'Orléans vint se mettre à la tête de son armée, entre Amiens et Abbeville. Avec ses 30,000 hommes, il alla jusqu'à Therouanne et envoya Gassion se poster entre Watten et Gravelines.

Le duc d'Enghien, toujours campé près de Metz, envoya de Magny Gremonville, un de ses aides de camp, à Magalotti pour s'informer des progrès du siége de La Mothe, et, en même temps, continua à surveiller les allures de Charles IV dont les troupes s'avancèrent jusqu'à la Meuse.

Évidemment, Charles IV éprouvait de nouveau le désir de se porter au secours de La Mothe.

Mais Enghien faisait bonne garde, prêt à lui barrer le passage.

Ce ne fut qu'à la fin de juin qu'il se décida à traverser le Rhin, à Spire, avec 13,000 hommes, voulant rejoindre Turenne.

Il avait attendu, pour quitter le pays messin, que Magalotti l'eût averti qu'il venait de faire jouer la mine sous les remparts de La Mothe.

Ce fut le 18 juin que cette opération eut lieu.

Une pluie abondante tombait depuis le matin. Les gardes françaises se retirèrent fort loin de la place pour se mettre à l'abri et l'obscurité empêcha Magalotti de se rendre compte de l'effet produit.

Deux jours plus tard, le 20 juin, après une nouvelle attaque sur la contrescarpe, Magalotti fut atteint au front d'un coup d'arquebuse tiré, dit-on, par Heraudel, prévôt du chapitre de La Mothe.

Le général, dans lequel Mazarin, auteur de sa fortune,

avait mis toute sa confiance, succomba quelques jours plus tard.

Les assiégeants, découragés par la mort de leur général en chef, ralentirent leur attaque. Cliquot profita de ce répit pour faire réparer les brèches des murailles de La Mothe.

Anne d'Autriche, ayant appris la mort de Magalotti, envoya, à sa place, le marquis de Villeroy qui amena avec lui, comme maréchaux de camp, Noirmoutiers et Ruvigny (25 juin).

Dès son arrivée, Villeroy fit élever des cavaliers qu'il couronna de nouveaux canons qui firent rage, et fit jouer la mine. Le bastion sauta, mais la contrescarpe et la demi-lune restèrent intactes.

Dans la nuit du 27 au 28 juin, Villeroy fit attaquer la contrescarpe par cinq endroits différents. Elle fut enlevée cette fois aux cris enthousiastes des soldats français, jusqu'au pied de la demi-lune.

Le lendemain, un fourneau ayant ouvert la pointe de cette demi-lune, le logement y fut fait, et le mineur attaché au bastion, sous la brèche que les assiégés avaient réparée à la hâte.

Cliquot fut sommé de se rendre.

Le 28, au matin, dit le colonel de Piépape, dans son *Histoire du pays de Langres,* après quelques hésitations, les assiégés parurent sur la brèche et demandèrent à parler à M. de Choiseul, marquis de Francières, gouverneur de Langres, qui servait, en qualité de maréchal de camp, dans l'armée de Villeroy. Ce fut le général en chef qui se présenta, mais cette première entrevue resta sans résultat. Les assiégés se retirèrent de nouveau dans la forteresse. Ils espéraient encore recevoir des secours du duc de Lorraine et interrogeaient l'horizon, du haut de leur observatoire.

Vain espoir, rien ne paraissait.

Une dernière volée de cent coups de canon acheva de décourager les assiégés et fut suivie d'une suspension d'armes.

Le 1er juillet, Cliquot déclara qu'il ne pouvait se résoudre à accepter les articles qu'on lui présentait. Le 2 juillet, Maza-

rin fit écrire à Charles IV par Jacques Loys de la Grange-aux-Ormes.

D'une famille lorraine, ce diplomate avait voulu servir la France, et l'avait représentée, en qualité de résident, en Suède. A deux reprises différentes, il était venu trouver Charles IV de la part de Richelieu, la première fois en Alsace, et, la seconde fois, à Sierck, pendant l'été de 1639.

Maintenant il offrait au duc, campé à Aeltre, la neutralité des places de Lorraine, à condition que ses troupes qui opéraient dans les Flandres fussent elles-mêmes neutralisées.

Jobar, dans une lettre datée du 2 juillet 1645, blâme l'offre faite par Mazarin. Où donc Charles IV, observe-t-il, pourra-t-il loger ses troupes et les nourrir, si les Espagnols découvrent cette promesse de neutralité et l'expulsent des Flandres? Ses officiers et ses soldats ne touchaient rien, paraît-il, de ce que le roi d'Espagne leur allouait pour leur solde, mais ils trouvaient cependant à se nourrir, sous prétexte de services rendus, et arpentaient et dévastaient depuis de longues années les Flandres « où le *bonhomme* les entretenait du reste [1] ».

Cliquot s'était vanté à Charles IV de pouvoir encore tenir pendant six mois, et cependant, sur la promesse qu'on lui faisait de neutraliser la Lorraine, le duc ordonna à Cliquot de se rendre [2]. Obéissant aux ordres de son maître, le général lorrain signa, à son corps défendant, la capitulation de la place dont la défense lui avait été confiée (5 juillet).

Il fut convenu que les officiers et les soldats sortiraient libre-

---

1. « Mais quelle neutralité meilleure voulez-vous du duc de Lorraine, que de la façon qu'il sert les Espagnols depuis un an et plus? à bien considérer toutes les choses, et pour Aire et Gravelines tout recentement, ne leur a-t-il pas nuy plus qu'il ne leur a servi. » (M. Joubard (*sic*) à..... 2 juillet, 1645. *Aff. étr., Lorraine,* t. XXXIV, f° 541.)

2. « Je veus esperer que l'on effectuera la capitulation de la Mote (*sic*). Autrement, il aurait peu d'apparence d'en faire plus, le gouverneur l'ayant rendu par mes ordres, après avoir offert de la maintenir six mois entiers, car il fallait recommencer tout de nouveau. » (M. de Lorraine à..... 1645. *Aff. étr., Lorraine,* t. XXXIV, f° 440.)

ment de La Mothe, avec armes et bagages, mèche allumée, balle en bouche, enseignes déployées, tambours battant, emmenant avec eux des munitions suffisantes pour vingt coups de canon.

Non seulement les meubles appartenant au duc de Lorraine devaient rester en sa possession, mais également les canons et les bagages.

L'armée française s'engageait à fournir des chariots et des chevaux pour les conduire jusqu'à Longwy, ville encore sous l'autorité du duc de Lorraine.

Les habitants de La Mothe eurent la liberté d'y demeurer ou de se fixer ailleurs, sans qu'on pût porter atteinte à la sûreté de leur personne, ni qu'on pût s'emparer de leurs biens meubles ou immeubles.

La garnison sortit de la ville. Elle était composée de 700 hommes, tous des héros dont l'histoire a célébré la valeur et le patriotisme. Honneur et gloire à ces braves! Un monument commémoratif conservera aux âges futurs la mémoire de ces patriotes qui ont succombé les armes à la main et les yeux tournés vers l'horizon, attendant jusqu'au dernier moment l'arrivée ardemment désirée de leur souverain bien-aimé. Ils croyaient, ces hommes dévoués, combattre pour l'indépendance de leur patrie, tandis que le duc Charles les trahissait et les livrait à l'ennemi[1].

Le 7 juillet, dès le matin, les troupes royales firent leur entrée triomphale dans la ville conquise. Quatre-vingt soldats lorrains purent se réfugier à Longwy et de là ils rejoignirent Charles IV en Flandre.

Ici nous devons réprouver de toute notre âme la cruauté de Mazarin qui, malgré les clauses de la capitulation et les sup-

---

1. Voir Lettre de Charles IV à X. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXIV, f° 440.) Au mois d'août 1645, Charles IV assura à Jobar, agent de Mazarin, que, tout en déplorant la prise de La Mothe, il se souciait peu de sa ville, « de laquelle il n'avait rien tiré ce qu'on estimoit, qu'il ne plaignait que ses sujets qu'on rendait vagabonds par la destruction de leurs maisons ». (Voir Lettre de Jobar touchant le duc de Lorraine, *passim*, f° 454.)

plications de M. du Boys de Riocour, intendant de l'armée lorraine, qui avait été à Paris se jeter aux pieds d'Anne d'Autriche, fit raser La Mothe de fond en comble[1].

Les églises elles-mêmes ne furent pas respectées et les habitants de La Mothe durent procéder en personne à la démolition de leurs maisons. Cruelle ironie ! on leur fit don des matériaux.

« Le clergé emporta processionnellement les reliques des saints ; les prébendes de la collégiale Notre-Dame furent attachées à l'église de Bourmont, et on transféra dans le même lieu le bailliage de Bassigny et la sénéchaussée de La Mothe. Les habitants se dispersèrent pour la plupart dans les bourgades voisines, et quelques-uns se fixèrent dans le hameau d'Outremecourt, lequel devint un village et représente seul aujourd'hui cette ville infortunée[2]. »

Le duc n'avait pas attendu à Longwy, comme le prétend M. Digot dans son *Histoire de Lorraine*[3], la capitulation de La Mothe, puisqu'il se trouvait, le 2 juillet 1645[4], à Aeltre.

Le duc, préoccupé par le siège de La Mothe que, malgré ses tentatives réitérées, il n'avait pu secourir, tenu en bride par le duc d'Enghien, campé dans le pays messin, avait pris peu de part jusqu'ici à la défense des Flandres.

On ne constate sa présence ni sur les bords de la Colme, lorsque Piccolomini, avec son artillerie, empêcha les Français de passer cette rivière au village de Looberghe[5], ni aux escar-

---

1. Duboys de Riocour, en arrivant à Paris, alla de suite implorer l'intercession de la duchesse d'Orléans, sœur de Charles IV, mais cette princesse n'osa point se faire son interprète auprès de la reine Anne d'Autriche. Aussi, se rendit-il chez Le Tellier, sous-secrétaire d'État, qui lui déclara que toutes sollicitations seraient inutiles.

2. Voir Digot, 2e éd., t. V, p. 311 et suiv. — *Histoire du siège de La Mothe*, par du Boys de Riocour, Hugo, Guillemin ; *Mémoires de Beauveau*, D. Calmet et d'Haussonville. *Gazette de France*.

3. Voir Digot, *loco citato*.

4. Voir Lettre de M. Jobar à Mazarin, 2 juillet 1645. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXIV, f° 541.)

5. Looberghe, Nord, arr. Dunkerque, c. Bourbourg.

mouches qui eurent lieu près de Cassel et de Béthune, entre les deux armées, lorsque Gaston d'Orléans, voulant tromper l'ennemi, feignit de vouloir traverser la Lys.

Watten[1] était resté le quartier général de l'armée française. C'est là où Gaston d'Orléans donna l'ordre au marquis de Villequier[2], gouverneur du Boulonnais, de se rendre avec les gentilshommes et les volontaires et la moitié des garnisons des places de sa province.

Villequier, après avoir réuni les régiments de Piémont, Champagne, Navarre et Rambures aux forces qu'il amenait avec lui, se mit en route dans la nuit du 17 juin, avec l'intention de passer la Colme entre le fort de Linck et Bourbourg, en traversant un marais attenant à la cense de Quæthove, près de Cappelbroucq[3].

C'est en vain que Piccolomini, le baron de Lamboy, don Antonio de la Cueva, avec ses cavaliers, le comte de Fuensaldaña avec ses fantassins, et le comte de Bucquoy avec son artillerie, arrivèrent en toute hâte pour s'opposer au passage de la Colme par les Français.

Le marquis de Grancey, gouverneur de Gravelines pour la France, arriva à leur secours avec 600 cavaliers et força les Espagnols à reculer.

Charles IV ne parut pas dans cette action sanglante où Villequier perdit 2,000 hommes.

L'armée française a franchi la Colme. Il faut, à toute force, que Piccolomini l'empêche d'aller plus avant dans le pays et de s'approcher de Dunkerque, but des efforts de Gaston d'Orléans.

Piccolomini dispose son armée le long du canal qui va de Bergues à Dunkerque et la fractionne en cinq divisions.

Son quartier général est à mi-chemin de Bergues à Dunkerque; Fuensaldaña s'établit dans les faubourgs de cette ville; Bucquoy, avec son artillerie, se campe près du général en

---

1. Watten, Nord, arr. Dunkerque, c. Bourbourg.
2. Villequier (Antoine d'Aumont, marquis de), depuis maréchal de France.
3. Cappelbrouck, en face de Looberghe.

chef; D. Pedro de Villamor, avec sa cavalerie, entre le quartier général et Dunkerque; le prince de Ligne, avec ses hommes d'armes et le régiment du comte de Bucquoy, plus près de Dunkerque; à l'avant-garde de la cavalerie, le baron de Lamboy, entre le quartier de l'artillerie et la ville de Bergues. Piccolomini fit élever une ligne de retranchements de Dunkerque à Bergues pour la défense de la Colme et fit entrer des munitions et des vivres dans Mardick, Bourbourg et Linck (juin).

Un acteur important entre en ce moment en scène. C'est Henri-Frédéric de Nassau, prince d'Orange, stathouder de Hollande, petit-fils du fondateur de la république des Provinces-Unies[1].

Il est l'allié des Français et doit marcher, de concert avec eux, contre l'armée espagnole. Il a débarqué à Philippine[2], ainsi que Brederode[3] qui s'est emparé du fort de Wabbeke sur les confins du pays de Waes. Le stathouder se poste à Zelsaete[4], près du Sas de Gand, où il peut donner la main à son lieutenant. Brederode ne peut traverser le canal de Mœrbeke[5].

Cependant, la supériorité des ennemis, qui comptaient plus de vingt mille hommes, inspirèrent de vives craintes aux gé-

1. Henri-Frédéric de Nassau, prince d'Orange, stathouder de Hollande, était le fils de Guillaume I de Nassau et de Louise de Coligny. Né le 24 février 1584 à Delft, il mourut le 14 mai 1647. Il succéda à son frère Maurice de Nassau. Il prit Bois-le-Duc en 1629, tenta vainement de s'emparer de Dunkerque (1631), mais s'empara de Stenck (1635), de Bréda (1637), de Genepp et du Sas de Gand (1640). Il avait épousé en 1625 Amélie de Solms-Braunfels, qui mourut, le 18 mars 1675, à l'âge de 73 ans.

2. Le baron de Beck, gouverneur du Luxembourg, écrivait, le 25 juillet 1645, au conseil provincial de Luxembourg que « les Hollandais se trouvaient encore en deux camps dans leurs postes, sans rien entreprendre jusques à cette heure: « Je suis veillant à leurs mouvements et avecq de la peine à résister aux forces de cet ennemy, venant à m'attaquer, signamment ne me pouvant en rien assurer sur les troupes de son altesse de Lorraine. Du camp de Soffelaer. » (Archives du gouvernement de Luxembourg. Registrature du Conseil, II, f° 722.)

3. Descendant de Henri, comte de Brederode, l'ennemi acharné du cardinal de Granvelle.

4. Zelsaete. Commune rurale de la Flandre orientale (Belgique).

5. Mœrbeke. Ville de la Flandre orientale (Belgique), à 20 kil. nord-est de Gand.

néraux de Philippe IV pour le pays de Waes[1]. Aussi prièrent-ils le marquis de Castel-Rodrigo de faire appel au concours de Charles IV.

En ce moment, les troupes de ce prince arrivaient des bords de la Meuse, après une tentative infructueuse qu'elles avaient faite pour se porter au secours de La Mothe (juin). Il leur ordonna de se hâter et vint conférer à Bruxelles avec Castel-Rodrigo.

Les généraux espagnols lui demandaient de faire entrer son armée dans le pays de Waes. Il préféra se poster entre Gand et Bruges, le long du canal qui relie ces deux villes et établit son quartier général à Vinderhoute[2].

L'armée française, s'étant logée quelque temps à Weethove[3], vint, le 22 juin, aux environs de Mardick, mais Piccolomini la força à se retirer dans ses quartiers.

Le 23 juin, Gaston d'Orléans, accompagné du duc de Guise et des maréchaux de Rantzau et Gassion, investit le fort de Mardick. Piccolomini, après avoir reconnu les postes occupés par les Français, chargea le sieur de Licques, que lui avait envoyé le marquis de Castel-Rodrigo, de retourner vers le gouverneur général et de lui dire que, si Charles IV joignait ses troupes aux siennes, il croyait pouvoir attaquer avec avantage les ennemis du côté de Dunkerque[4].

---

1. Le pays de Waes (Flandre occidentale) est situé entre la rive gauche de l'Escaut et les *polders*, qui s'étendent le long de son embouchure.

2. Vinderhoute. Bourg construit sur la rive gauche du canal de Gand à Bruges.

3. Weethoven, près de Watten, sur la rive droite de la Colme.

4. Le baron de Beck, gouverneur du Luxembourg, qui se trouvait en ce moment au camp de Silcerbeck, près d'Anvers, écrivant le 15 juillet, au conseil provincial du Luxembourg, après avoir exprimé l'espoir que cette province se trouvera, cette année, à l'abri de l'invasion française, redoute les excès commis par les Lorrains dans cette province, croit que les défenseurs de La Mothe y sont arrivés, et apprend au conseil que Charles IV est « encore ici menaçant toujours de s'en aller, signamment voyant que S. M. I. le sollicite pour venir en son secours. Il donne toujours espoir de nous assister, mais ses résolutions sont tellement inconstantes que l'on n'en peut avoir contentement ». (Archives du gouvernement de Luxembourg. Registrature du Conseil, 2, f° 722.)

Le marquis de Castel-Rodrigo, qui était à Bruges, alla trouver le duc de Lorraine à Aeltre qui était peu éloigné de Vinderhoute.

Le gouverneur général des Pays-Bas espagnols et le Lorrain reconnurent le danger qu'il y aurait à exposer l'armée espagnole aux risques d'une bataille pour secourir le fort de Mardick, peu important au point de vue stratégique. Ne fallait-il pas mieux que Charles IV protégeât le pays de Waes?

Le fort de Mardick se rendit aux Français, le 10 juillet.

La garnison, composée de 700 hommes, fut conduite à Gravelines. Elle n'avait pas montré grand courage, mais il est juste de remarquer qu'elle se laissa intimider par la présence dans les eaux de l'Océan de vingt navires de guerre hollandais commandés par l'amiral Martin Herpersten, qui étaient venus bloquer Mardick et empêcher tout secours de venir par mer.

Piccolomini mit tous ses soins à conserver Dunkerque à l'Espagne et força le duc d'Orléans à renoncer à la prise de cette place importante que Condé devait avoir la gloire d'emporter d'assaut quelques années plus tard.

Le fort de Linck fit une belle résistance et capitula au bout de six jours (23 juillet).

Quelque temps après ce fut le tour de Bourbourg dont les 1,400 hommes de garnison se rendirent au bout de sept jours (10 août).

Pendant le siège de Bourbourg, les Espagnols avaient appris la victoire remportée près de Nordlingen par le duc d'Enghien et le maréchal de Turenne sur le comte de Mercy, généralissime des troupes bavaroises, ancien sergent de bataille de Charles IV. C'était la revanche de la victoire remportée onze ans auparavant sur le même champ de bataille par le cardinal-infant don Fernando, frère de Ferdinand III, roi d'Espagne, et Charles IV sur Bernard de Saxe-Weimar, allié de la France (6 septembre 1634).

Cassel, Estaires, Merville, Saint-Venant capitulèrent tour à tour et se rendirent à Gaston d'Orléans.

Les succès de l'armée française inquiétèrent à juste titre

Piccolomini. Aussi se rendit-il à Gand représenter au marquis de Castel-Rodrigo la nécessité de renforcer son armée.

Charles IV, toujours à Aeltre, avait été prié quelques jours auparavant par Piccolomini de venir à son aide. Le Lorrain, quoique lui ayant promis de le rallier avec 4,000 hommes, lui écrivit, à plusieurs reprises, qu'il ne pouvait prendre un parti qu'après avoir eu un entretien secret avec lui (9 août).

Piccolomini vint, en sortant de Gand, conférer avec Charles IV et il fut convenu que Beck lui enverrait 4,000 hommes de son corps d'armée pour renforcer le sien.

Entre temps, Charles IV avait prié à plusieurs reprises Jobar, agent de Mazarin, avec lequel il continuait à être en correspondance, de lui envoyer le sieur d'Ancy, médecin fort en vogue à Paris, qui avait accouché à deux reprises Anne d'Autriche.

A la sollicitation de Jobar, Lionne, secrétaire des commandements d'Anne d'Autriche, lui délivra un passeport pour les Flandres ainsi qu'à l'accoucheur de la reine.

Mais Jobar partit seul. A sa prière, d'Ancy lui remit une lettre, datée mensongèrement de Roye, où il s'excusait auprès de Charles IV de ne pouvoir se rendre à son quartier général retenu qu'il était par une indisposition subite. La lettre d'Ancy devait servir de lettre d'introduction à Jobar.

Le 3 août, il arrive à Cambrai dont D. Gabriel de Tolède est gouverneur pour le roi d'Espagne.

Ce gentilhomme, qui connaissait Jobar de longue date, lui apprit qu'il avait reçu depuis deux mois l'ordre de Bruxelles de le laisser passer avec le médecin mandé par Charles IV.

Ce fut le 16 août qu'arriva Jobar.

Dix jours auparavant, le prince d'Orange avait occupé, en compagnie de Brederode, Maldeghem[1].

De cette ville il écrivit à Charles IV qu'il avait lieu de s'étonner de ce qu'il unît ses troupes à celles du roi d'Espagne, après avoir assuré, l'hiver précédent, les États généraux de son in-

1. Maldeghem, ville de la Flandre orientale (Belgique), à 24 kil. de Gand.

tention de garder la neutralité entre les Provinces-Unies et l'Espagne[1].

Le duc lui répondit qu'il pouvait être certain que, s'il ne voulait pas attaquer ses troupes dans les postes qu'elles occupaient, il ne passerait point le canal de Bruges pour aller attaquer les siennes.

Le 6 août, le prince d'Orange partit de Maldeghem. De son armée il forma plusieurs corps. Il marcha de sa personne avec la plus grande partie de son infanterie et de sa cavalerie vers Ysendyck[2]. Brederode, avec 7,000 fantassins, entra à Ardenbourg[3]; 3,000 autres entrèrent en l'île de Cadsant[4] et 2,000 à l'Écluse. Quelques jours après, le prince d'Orange retourna avec toute son armée à Maldeghem et, de là, il alla établir son quartier général à Oost-Eecloo. Son but, en poussant jusqu'à l'Écluse, avait été d'engager le baron de Beck à se retirer des positions de Hulst et du pays de Waes qui était le but de ses efforts. Il vit qu'il n'y avait pas réussi, c'est pourquoi il retourna à Maldeghem.

L'armée française venait d'être renforcée par les 8,000 hommes qui avaient fait le siège de La Mothe et d'autres régiments nouvellement levés. Elle était double de celle de Piccolomini, malgré l'envoi de 4,000 hommes fait à celle-ci par Beck.

Les opérations militaires engagées entre l'armée française, opérant de concert avec l'armée hollandaise, contre l'armée hispano-belge, en étaient là, lorsque Jobar arriva à Aeltre, quartier général de Charles IV.

---

1. « Si on luy donne espérance d'un accomodement après cette campagne, je ne doubte point qu'il doibve tirer son épée pendant icelle, ny contre la France, ny contre les Hollandais, contre lesquels il a tousjours refusé de se déclarer, pour ne point rompre avec eux. » M. Joubard (*sic*) à..... 2 juillet 1645. Lettre déjà citée.

2. Ysendyck, place très forte. Pays-Bas, sur Brie (bras de l'Escaut).

3. Petite ville des Pays-Bas, à quatre lieues et demie de Bruges.

4. Cadsant ou Cassandria, île de la Zélande (Pays-Bas) entre la mer du Nord, l'Escaut occidental et des canaux dérivés de ce fleuve. Elle est protégée par de fortes digues.

M. de Rommecourt (François), grand veneur de Lorraine, colonel d'un régiment de « hauts allemands » introduisit l'agent de Mazarin dans la chambre de Charles IV, où il se trouvait en compagnie de Charles Guasco, marquis de Salerio, prince de Lixheim[1], époux de la princesse de Phalsbourg, sœur de Charles IV, ainsi que M. de Grammont[2], gentilhomme comtois que Castel-Rodrigo avait attachés à sa personne, sous prétexte de le guider de leurs conseils, mais en réalité pour l'espionner.

Sachant dissimuler, Jobar, qui se méfiait de ces deux personnages, feignit d'apporter à M. de Lorraine les excuses du sieur d'Ancy qu'il était prêt, disait-il, de lui amener en carrosse, s'il ne pouvait se passer de ses conseils.

Lorsque Salerio et Grammont se furent retirés, Jobar cessa de dissimuler et dévoila sa ruse au duc, l'avertissant que cette ruse lui permettrait de retourner à Paris, lorsqu'il le trouverait nécessaire, et de lui amener d'Ancy à Aeltre « pour mieux couvrir l'affaire ».

Charles IV approuva le stratagème de Jobar et essaya de cacher au prince et à la princesse de Lixheim le véritable motif de la mission de l'agent de Mazarin.

---

1. Charles de Guasco, fils de Louis de Guasco, marquis de Salerio, troisième époux d'Henriette de Lorraine, princesse de Lixheim et de Phalsbourg, sœur de Charles IV.

La princesse de Phalsbourg apporta successivement ses titres à chacun de ses maris, Louis d'Ancerville, Christophe de Moura, Charles Guasco et François Grimaldi, chevalier milanais. D'une famille depuis longtemps dévouée à l'Espagne, Charles Guasco reçut des emplois élevés dans l'armée espagnole ; il fut tour à tour général de l'artillerie, maître de camp de l'armée d'Alsace, maître de camp général des troupes italiennes. Il fut créé prince de l'empire par Ferdinand III. Il mourut vers 1650.

Son père portait le titre de marquis de Salerio (près de Novarre) et son frère Octave est désigné sous le titre de comte de Salerio dans un mémoire du 16 novembre 1649, où notre personnage, Charles Guasco, prince de Lixheim et de Phalsbourg, rappelle les services rendus par les siens à l'Espagne.

Lixheim est situé à 8 kilomètres au nord-est de Sarrebourg, sur le Bruck, affluent de la Sarre.

2. Peut-être Claude-François de Grammont qui devint, en 1656, comte de Grammont, baron de Chauvirey.

Après son coucher, M. de Lorraine lui accorda une nouvelle audience.

C'est alors seulement que Jobar présenta au duc un mémoire contenant les propositions du ministre de Louis XIV, qui ne lui avait donné aucune lettre de créance.

Ce mémoire que Jobar avait eu soin de déchiffrer avant sa première audience, il avait eu la précaution, pour ne pas se le faire confisquer par la police espagnole, de le glisser dans le courrier de Rouen et de l'y cacher dans un paquet, adressé à un marchand de Gand qui le lui avait remis cacheté.

« Vous avez donc vu le cardinal? demanda Charles IV à Jobar. — Et la reine, l'avez-vous vue aussi? — Non, répondit Jobar. » — Et alors s'engagea entre les deux interlocuteurs une conversation à bâtons rompus, où chacun affecta une grande franchise, mais en réalité ne dit que ce qu'il croyait pouvoir dire sans se compromettre et sans se découvrir.

Mazarin connaissait la correspondance entamée entre Charles IV et Jobar, depuis la mort de La Grange-aux-Ormes. Sans attacher grande importance au ton ironique des lettres du duc, il ne désespérait pas de le réconcilier avec la France, lui pardonnait encore cette fois l'inexécution de ses promesses et de ses engagements formels et lui promettait la restitution de la Lorraine, qu'il *prétendait être à charge à la France*. Comme don Juan, fallait-il que M. de Lorraine répondît à la fois aux caresses et aux cajoleries de la France et de l'Espagne? Ne fallait-il pas qu'il se décidât et donnât son cœur à celle des deux qui lui offrait le plus d'avantages?

L'Espagne ne pouvait lui faire rendre ses États que par la force et en imposant ses conditions à la France, au cas où elle dût sortir victorieuse de la lutte que depuis vingt ans elle engageait contre elle? Rien ne faisait prévoir ce résultat, car en Allemagne Enghien et Turenne avaient battu l'armée impériale, et ce n'était que grâce à l'échec subi par Torstenson, notre allié, devant Brunn, que la France n'avait pu dicter ses conditions à l'empereur dans sa capitale. Charles IV s'excusa auprès de Jobar d'avoir, l'an passé, trahi les promesses qu'il

avait faites à MM. de Maugiron et du Maurier, en n'exécutant pas les clauses du traité qu'ils lui firent signer, et mit ce manque à sa parole sur le compte des Espagnols dont il avait redouté la vengeance.

Cette vengeance était chose presque certaine, puisque Peñaranda, avant de se rendre à Munster, avait conseillé au marquis de Castel-Rodrigo et à Piccolomini, duc d'Amalfi, de faire prisonnier Charles IV. Du reste, tous les conseillers du prince lorrain l'avaient dissuadé de s'accommoder avec la France.

Le P. Didacus[1], religieux de l'ordre des franciscains, confesseur de la duchesse Nicole, aussitôt qu'il avait appris les ouvertures faites par Mazarin en 1644, au duc de Lorraine, avait écrit à ce dernier, à deux reprises différentes, sous le voile de l'anonyme, pour l'engager à réfléchir à ce qu'il allait faire, alléguant que « Madame sa maîtresse n'y avait pas consenti et ne l'approuvait pas ».

Le P. Didacus redoutait évidemment d'être congédié par la duchesse Nicole, si Charles IV se réconciliait avec la cour de France.

Son insistance à vouloir empêcher M. de Lorraine de s'accommoder avec Louis XIV avait été telle qu'il avait envoyé à Jobar, lors d'un de ses séjours à Paris, un de ses confidents, Bruant, curé de Corsieux (Vosges), afin de le prier de faire remettre à Charles IV une troisième lettre, dont le signataire simulé le suppliait de ne pas venir en France, et surtout à Paris, où sa vie serait en danger.

Heureusement que, sans se découvrir, Jobar avait écrit à Thierry, trésorier de la princesse de Cantecroix, en le priant de mettre son maître en garde contre les agissements du P. Didacus. Mais Bruant, qui, comme tout bon Lorrain, avait le caractère méfiant, ne remit pas sa lettre à Jobar, mais à M. de Belmont, secrétaire du prince de Lixheim.

Thierry ne fut pas prévenu à temps. Du reste, Charles IV

1. Né à La Rosière (Haute-Saône).

était entouré de gens qui, soit par intérêt, soit à cause de la jalousie que leur inspirait les agents de Mazarin, le dissuadaient de traiter avec d'autres qu'avec eux. Parmi ces personnages, on comptait François de Rochefort, marquis de la Boulaye[1], homme de confiance du marquis de Moy-Chaligny, frère de l'évêque de Verdun et cousin de Charles IV, dont Mazarin s'était servi naguère pour essayer d'attacher le duc de Lorraine à la France. Devançant Jobar, La Boulaye vint trouver Charles IV, et employa toute son éloquence à le dissuader d'accepter les conditions qu'on viendrait lui soumettre de la part de Mazarin, conditions beaucoup moins douces, prétendait-il, que celles que le marquis de Moy avait refusées au nom de son cousin : « Son Altesse voulait, disait La Boulaye en faisant allusion aux velléités d'accommodement du duc, entrer en paradis avant les saints. »

Une des causes de l'immobilité de Charles IV à Aeltre et de sa résistance aux instances des Espagnols qui le suppliaient d'agir de concert avec eux, avait été l'intention ouvertement manifestée par lui d'aller au secours de Charles Ier, roi d'Angleterre, qui venait d'être vaincu par Cromwell à Naseby (14 juin 1645).

Au mois d'octobre de l'année précédente, Henriette-Marie de France, épouse du malheureux roi, dont le trône menaçait déjà de s'écrouler, était parvenue, à force d'énergie, à s'échapper d'Angleterre, et elle s'était réfugiée à la cour d'Anne d'Autriche, sa belle-sœur, espérant y trouver des subsides d'argent, à défaut de secours de troupes (25 novembre 1644).

Cette fille de Henri IV, dont la sœur, Élisabeth de France, reine d'Espagne, venait de mourir (4 octobre 1644), fuyant un royaume bouleversé par une révolution sanglante, ne devait pas revoir son mari, qui mourut bientôt sur l'échafaud, victime de son Parlement et de l'indifférence de la cour de France (30 janvier 1649).

---

1. François de Rochefort, marquis de la Boulaye, fils de François de Rochefort, marquis de Pleuvant, et de Jacqueline Philippe de Pontallier.

Entre Charles IV, prince exilé, errant, à la solde de l'étranger, riche, il est vrai, mais dépouillé de ses États, cherchant chaque jour à arracher quelques concessions à ses spoliateurs, et Henriette d'Angleterre, comme lui exilée, renversée de son trône, s'établirent des relations suivies de sympathie affectueuse.

C'est grâce à son intervention et à celle de Guillaume, prince d'Orange[1], fils du stathouder et gendre d'Henriette de France, que Mazarin s'était décidé, au mois d'avril dernier, à envoyer Jobar à Charles IV.

Mais la reine d'Angleterre et le prince d'Orange n'avaient rendu ce service à Charles de Lorraine qu'après l'avoir supplié de rompre avec les Espagnols et de venir avec ses troupes au secours de Charles Ier d'Angleterre. En ce cas, Mazarin lui promettait de neutraliser quelques-unes des places lorraines. Le 6 juin, le résident d'Angleterre à Bruxelles vint à Paris annoncer à Henriette de France, de la part de Charles IV, que ce prince était prêt à s'embarquer pour l'Angleterre[2].

En ce moment, le duc de Lorraine se trouvait près de Longwy et essayait de surprendre la vigilance du duc d'Enghien et de se jeter en Lorraine pour délivrer La Mothe. Avant de s'engager avec Henriette de France, il avait déjà fait présent à Charles Ier d'armes évaluées à la somme de 1,500 livres; mais il n'était pas homme à faire à lui seul les frais d'une campagne aussi coûteuse que celle qu'il projetait. C'est ce qui décida la reine d'Angleterre à faire part à Mazarin des offres chevaleresques que Charles IV lui faisait, et à lui demander les subsides nécessaires à la mise en campagne. Le cardinal, malheureusement, ne put fournir à la reine d'Angleterre que la moitié de l'argent demandé, et les Hollandais refusèrent à

1. Guillaume II, prince d'Orange, né le 27 mai 1626, mort le 6 novembre 1650. Il avait épousé le 2 mai 1641 Marie d'Angleterre, fille de Charles Ier et de Henriette de France, née en 1631, morte en 1660. Il succéda à son père en 1647, comme stathouder des Provinces-Unies.

2. En 1640, Charles IV avait déjà manifesté l'intention de passer en Angleterre. (Voir *Campagnes de Charles IV*, t. II, p. 198.)

Charles IV les vaisseaux dont il avait besoin pour l'embarquement de ses troupes.

Du reste, le résident d'Angleterre à Bruxelles, dès son retour de Paris, jeta quelque découragement dans l'esprit du Lorrain, en lui dépeignant sous des couleurs bien sombres l'état précaire où se trouvait actuellement Charles Ier. Il lui montra l'infortuné monarque en fuite, traqué de toutes parts, « chassé comme la perdrix sur la montagne », vendu au parlement par les presbytériens pour la somme de 400,000 écus, et devant, tôt ou tard, entraîner dans sa chute tous ceux qui voudraient aller à son secours.

Les projets généreux de Charles IV n'eurent pas de suite, et Anne d'Autriche, moins chevaleresque que lui, ne tenta même pas de sauver le gendre de Henri IV. Dieu devait bientôt la punir, en lui suscitant les mêmes obstacles qu'à Charles Ier.

Revenons aux négociations entamées dans la première quinzaine du mois d'août 1644 entre Charles IV et Jobar, envoyé à Aeltre par le cardinal de Mazarin.

Jobar essaya de persuader au duc qu'il était de son intérêt de cimenter avec Louis XIV une alliance ferme et sans retour. L'intérêt de la France, affirmait Jobar, n'était pas de retenir la Lorraine, « qui lui était à charge ».

Charles IV ne pouvait se décider à suivre les conseils de Jobar. Aux supplications de l'agent de Mazarin, qui l'engageait à unir ses forces, soit à celles des Hollandais, toujours campés à Oost-Eecloo, en face des positions occupées par l'armée lorraine, soit à celles des Français qui avaient repassé la Colme (21 août) et pris Cassel, M. de Lorraine répondait par de solennelles affirmations d'honneur et de loyauté.

Il s'indignait et faisait appel à l'opinion désintéressée d'Anne d'Autriche et de Mazarin, dont il disait devoir mériter le mépris s'il commettait la trahison qu'on lui proposait. Dissimulant son mécontentement contre Castel-Rodrigo et son entourage, il prétendait qu'il n'avait à reprocher à ce conseiller d'État, improvisé généralissime, que son incapacité et la faiblesse des forces prêtées par lui à Piccolomini.

Quant au stathouder, malgré les engagements secrets de neutralité qu'il avait pris avec lui, Charles IV ne craignit pas d'affirmer à Jobar, que Henri-Frédéric de Nassau lui inspirait une telle méfiance, qu'il le priait de ne pas avertir M. d'Estrades, ambassadeur de France à La Haye, de ses négociations pendantes avec la France. Si l'on peut croire Charles IV, le stathouder était suivi dans cette campagne par un conseiller des États, catholique de religion, qui, traître à son pays, avertissait Castel-Rodrigo de tout ce qui se passait au camp d'Oost-Eecloo.

Le duc de Lorraine refusa donc de joindre ses forces à celles des Français ou des Hollandais, leurs alliés.

Il craignait, disait-il avec ironie, de faire la partie trop belle à l'armée française, s'il venait se mêler à ses rangs. Il empêchait, il est vrai, les Espagnols, en ne les abandonnant pas à eux-mêmes, de succomber cette année, mais après les succès éclatants de Gaston d'Orléans, la France, assurait-il, chasserait à coup sûr, dès l'année prochaine, les soldats de Philippe IV des Flandres, ce qui serait fait, ajoutait-il avec une vantardise sans pareille, en deux mois, s'il les trahissait immédiatement. Gaston d'Orléans ne pouvait s'emparer d'Ypres, grâce à l'attitude héroïque des habitants de cette ville et l'énergie du prince de Ligne. Le refus de Charles IV de se porter à son secours le fit renoncer au siège de cette ville.

M. de Lorraine consentit cependant à quitter Aeltre, où, quoique immobile, il empêchait Henri-Frédéric d'Orange de traverser le canal de Bruges à Gand, et de joindre ses forces à celles de Gaston d'Orléans, qui s'apprêtait à passer la Lys à Merville et à Estaires.

Charles IV estimait que les Français ne savaient pas faire la guerre et s'amusaient à prendre des bicoques. Combien leurs progrès seraient plus grands, disait-il, s'il lui était possible de marcher avec eux.

Pourquoi donc les Français, ajoutait-il, n'iraient-ils pas de suite assiéger Dunkerque et Lille? Quant aux Hollandais, qui les empêchait d'aller assiéger Anvers, car la cavalerie de Pic-

colomini, qui constituait presque toute son armée, ne pouvait les en empêcher, et le peu d'infanterie qu'il avait, à moitié ruinée, ne pouvait s'avancer vers eux, occupée qu'elle était à protéger Dunkerque. Au premier jour, Bruxelles, au dire de Charles IV, devait ouvrir ses portes aux Français.

Jobar demanda au duc, décidé à quitter Aeltre, de ne pas trop accuser sa retraite, de manière à ne pas trahir ouvertement ses intentions, et de donner le change aux Espagnols avant que le moment fût venu de leur apprendre sa défection.

Alors il pourrait leur rappeler sans crainte que le traité d'alliance offensive et défensive, qui le liait à eux, venait d'expirer, et que depuis le mois d'avril dernier, époque de la dernière revue de ses troupes, ils lui devaient la somme de 70,000 écus.

Marsal était offert par Mazarin à Charles IV comme lieu de refuge. Une garnison de Suisses catholiques serait mise dans cette place lorraine et le duc pourrait y attendre la conclusion des négociations entamées. Mais il fallait se hâter et ne pas lasser la patience du cardinal, « le ministre le plus généreux et le plus véritable et le plus sincère qui ait jamais été en France » au jugement de Jobar, et se décider à s'accommoder avec lui avant l'hiver, afin d'en obtenir des conditions meilleures que celles que le duc obtiendrait s'il faisait attendre trop longtemps son acquiescement.

Enfin, Charles IV sembla prendre un grand parti.

Dépliant devant Jobar une carte des Flandres, il essaya de lui démontrer que ce n'était point sur les bords de la Moselle qu'il devait se porter, après avoir quitté Aeltre, mais sur ceux de la Meuse. Il était prêt à avertir les Espagnols de son prochain départ, et à accepter le traité de paix que Jobar lui proposait de signer avec la France.

Ce traité était conçu dans les mêmes termes que celui que du Plessis-Besançon avait essayé de lui faire ratifier à Worms en 1644.

C'était le 12 septembre, au plus tard, que M. de Lorraine

s'engageait à arriver sur les bords de la Meuse, et à faire marcher ses soldats côte à côte avec les soldats français.

La proposition faite par Charles IV de conduire sa petite armée vers la Meuse ne plut pas à Mazarin, car le temps pressait et l'automne était proche.

Le cardinal aurait préféré que le duc de Lorraine aidât les Hollandais à traverser le canal de Gand ou les Français à traverser la Lys.

Néanmoins, si Charles IV persistait à vouloir se diriger vers la Meuse, du côté du Luxembourg et du pays de Liège, rien ne l'empêcherait d'aider l'armée française à assiéger Montmédy ou quelque autre place du Luxembourg espagnol. Ensuite, n'ayant que le Rhételois à traverser, il lui serait facile de se rendre en Picardie et de là dans les Flandres où, unissant ses troupes à celles de Gaston d'Orléans, il pourrait, de concert avec lui, combattre les Espagnols.

Malgré les hésitations et les scrupules manifestés par Charles IV, ce qui pouvait faire croire qu'à la date du 16 août 1645, il avait la ferme intention de s'accommoder avec la France, c'est que, quoique ayant, le matin de ce même jour, envoyé à M. de Saint-Amour, gouverneur de Longwy, l'ordre de démolir cinq cents villages français et de démanteler la place qu'il lui avait confiée, il envoya contre-ordre à son lieutenant le jour même de son entrevue avec Jobar. Après le dîner, Charles IV, réussissant à se débarrasser de la présence gênante du prince de Lixheim et de plusieurs autres officiers qui, toujours au guet, s'étaient émus de la présence de Jobar à Aeltre, prit cet agent à part, et lui demanda si Mazarin ne lui avait pas parlé de « l'ajustement de ses troupes et de la manière qu'il entendait les traiter et les payer ».

MM. de Maugiron et du Plessis-Besançon avaient, dit-il, lors de leurs dernières entrevues avec lui, tracé le canevas des mesures à prendre à ce sujet.

S'il s'accommodait avec la France, Mazarin ne pouvait-il pas, après avoir disposé du sort de la Lorraine et accordé la neutralité à quelques villes de ce duché, lui envoyer un de ses

agents avec lequel il lui serait loisible de procéder à un règlement définitif?

Quoi qu'il en soit des questions posées par M. de Lorraine et des réponses que Jobar crut devoir lui faire, au cours des entretiens qu'ils eurent ensemble pendant la journée du 16 août 1645, le duc ne semblait pas très résolu à prendre le parti que l'agent du cardinal de Mazarin essayait de lui faire adopter. Comme en 1644, n'allait-il pas jusqu'à lui faire observer, que la restitution de ses États ne serait pas pour lui d'un grand profit, vu l'état lamentable auquel la guerre et les exactions commises par les armées belligérantes les avaient réduits, et l'obligation à laquelle il serait soumis de contribuer aux frais d'existence de son frère, le prince Nicolas-François, de la princesse Claude, la femme de ce dernier, et de leurs deux fils?

Ne lui faudrait-il pas aussi subvenir aux dépenses de sa sœur Henriette, et de Guasco de Salerio, prince de Lixheim, son époux?

Charles IV, aux charges nouvelles qui lui incomberaient, s'il abandonnait le parti des Espagnols et passait au service de France, eut l'impudeur et le cynisme, lui qui, aux yeux de tout Lorrain, était devenu le symbole vivant de la patrie lorraine, dans lequel aurait dû s'incarner le patriotisme le plus ardent, d'opposer les bénéfices qu'il se faisait dans les Flandres en restant au service de Philippe IV.

Il avoua à Jobar qu'il mettait, chaque année, 100,000 écus, sans s'exposer à de grands périls, lui et ses soldats.

Quoi qu'il en soit de ses hésitations, Charles IV promit à son interlocuteur de quitter Aeltre le 18 août. Le soir, à souper, il déclara à plusieurs officiers et entre autres à M. de Grammont « qu'il avait fait sentinelle assez longtemps sur l'eau, qu'il lui fallait un peu battre l'estrade, qu'il désapprenait en Flandre le métier de la guerre, et qu'il voulait aller se redresser en Allemagne, et il fit mille autres railleries sur la façon des Espagnols de faire la guerre ». Ce qui était de bon augure pour le succès des négociations entamées avec Jobar.

Un conseil de guerre eut lieu, chez le duc de Lorraine, dans l'après-midi du 17 août, en présence du marquis de Castel-Rodrigo et du baron de Beck, gouverneur de la province du Luxembourg.

Dans ce conseil de guerre, Charles IV avertit Castel-Rodrigo de son dessein d'abandonner le parti de l'Espagne et, le soir, il parut à Jobar toujours disposé à battre en retraite et à aller se cantonner le long de la Meuse.

Castel-Rodrigo avait naturellement mis tout en œuvre, employé toute son éloquence et tous ses moyens de persuasion pour faire revenir le duc sur sa résolution désastreuse pour l'Espagne et pour le succès final de la campagne actuelle, dont les débuts avaient été si peu favorables aux armes de S. M. Catholique.

Il lui offrit, s'il consentait à laisser ses troupes au service du roi, son maître, de lui abandonner une ville des Pays-Bas, telle que Cambrai, ou une autre, avec ses dépendances, dont il deviendrait le maître absolu.

Ce serait pour lui un dédommagement de la perte de La Mothe et de celle de Longwy, dont la chute était imminente.

Le marquis de Castel-Rodrigo offrit, en outre, au duc de Lorraine de faire ratifier d'une manière formelle et solennelle par Philippe IV les promesses que ce roi lui avait faites à plusieurs reprises.

Charles IV resta inflexible, et n'accorda à Castel-Rodrigo qu'une seule chose, c'était de différer son départ de deux jours. Quand même, affirmait-il, ce ne serait pas dans le but de traiter avec la France, son propre intérêt l'engageait à se porter vers la Moselle, pour y attendre ce que l'archevêque-électeur de Cologne avait à lui faire savoir de la part de Maximilien de Bavière, son frère. « S'il laissait passer le 25 septembre sans y être, ajoutait-il, il n'avait plus de ressources. »

Le 18 août, comme il l'avait annoncé, Charles IV ne quitta pas Aeltre, mais passa en revue ses troupes, en présence de Jobar.

Défilèrent devant eux neuf régiments d'infanterie : Clin-

champ, Juvrecourt, Verduysant, Housse, Beaufort, Thouvenin, les Irlandais, Gondrecourt et Riche. Ce dernier régiment allait être réformé. Ces neuf régiments ne présentaient qu'un effectif de 3,500 hommes.

La cavalerie était composée de onze régiments : Ligniville, Beauvezé, Valentin, Montmorency, du Châtelet, des Fours, Hacquefort, Scavenel, Mondragon et du Magny.

N'oublions pas les gardes et les chevau-légers, dont l'effectif équivalait à celui d'un régiment.

La cavalerie, sous les ordres directs de M. de Lorraine, s'élevait à 3,300 cavaliers bien montés. Les Espagnols n'en avaient pas de meilleurs. Officiers et soldats lorrains se réjouissaient de leur prochain départ, dans l'espérance de revoir bientôt les rives de la Moselle.

Ce n'était pas qu'ils désirassent guerroyer en Allemagne, mais ils comptaient sur une paix prochaine.

La plupart, à l'exception de quelques Allemands, se seraient fait un plaisir de servir la France ; les uns, Français d'origine, dans l'espérance de revoir leur pays natal ; les autres, Lorrains de naissance, dans l'espoir de se rapprocher de la patrie qui leur était chère.

Tous ces pillards de grand chemin, ces soldats et leurs chefs, ces reîtres, ces spadassins, sans foi ni loi, espéraient pouvoir embrasser leurs vieux parents avant leur mort, si toutefois ils vivaient encore. Ils espéraient aussi pouvoir leur confier et mettre à l'abri, sous le toit paternel, ce que la guerre leur avait rapporté, le fruit de leurs exactions et de leurs pillages.

Pour tous, combattre pour le roi d'Espagne, dans les Flandres, c'était un esclavage. A cet esclavage, ils préféraient la mort. Et encore cette mort, inutile au salut de la Lorraine, la recevraient-ils, peut-être, derrière une haie, de la main d'un paysan belge plutôt que de celle d'un soldat français, dans un combat régulier, en rase campagne !

Gaston d'Orléans avait repassé la Colme, le 21 août, et s'était remis en mouvement, renforcé par les 8,000 hommes

qui avaient assiégé La Mothe. Après s'être emparés de Cassel, les Français semblèrent manifester l'intention de faire le siège d'Ypres, mais la ferme attitude des bourgeois de cette ville et la sage direction donnée à sa défense par le prince de Ligne les forcèrent à se retirer.

Le duc d'Orléans passa la Lys entre Merville et Estaires.

Béthune, défendue par Philippe de Bonnières, se rendit à Monsieur, le 29 août, et bientôt après Saint-Venant et Lillers ouvrirent leurs portes aux maréchaux de Gassion et de Rantzau.

Gaston, rappelé par Anne d'Autriche, retourna à Paris au commencement de septembre, laissant le commandement de ses troupes aux deux maréchaux.

A cette date, Charles IV se trouvait encore à Aeltre, mais il annonçait journellement son prochain départ, et d'une façon si formelle, que Jobar prit une telle confiance dans ses promesses qu'il laissa passer un « ordinaire » sans écrire à Paris, espérant pouvoir s'y trouver bientôt porteur de bonnes nouvelles.

A qui Charles IV adressait-il, au commencement de septembre, une lettre en partie chiffrée? Nous croyons que c'est à son frère Nicolas-François, qui habitait Vienne avec sa femme et ses enfants et gémissait de la conduite étrange, scandaleuse de son frère aîné, ainsi que de sa politique sans suite, fantaisiste et nuisible au dernier point aux intérêts de la Lorraine.

Le prince Nicolas-François avait envoyé, dans un but qui nous échappe, le marquis de Bassompierre à Charles IV.

Le marquis avait remis à M. de Lorraine une lettre écrite par son frère. Il paraît qu'elle déplut au duc :

« Vostre lettre est si pleine de billevesées que l'on ne scait que vous y répondre. 16 a esté très mal averty. E n'est 488880 90935350289813 au contraire. E [Charles IV] demeure dans la résolution d'aler où il l'avant mandé à 15. Il est vray que 3 [Castel-Rodrigo] offre toutes choses pour arrester vostre créancier [Charles IV?], à quoy il ne peust se résoudre 2792826753. B [Bassompierre] est si estrange que l'on ne s'y peust adjuster.

« Ainsy demeure ferme 912.

« Sy autre chose m'arrive, ne s'estant non plus parlé de traité que de s'aller noier et la femme [princesse de Cantecroix] ci esté plus réservée et en guarde contre 5320249088274796252 52090892027934182 69. Pour que je ne veuille pas rompre et que j'amuse pendant que je fais le contraire, cela ne se trouvera pas et *ce que je feray, je le diray, et ce que j'assureray sera une vérité*. Mais tout ce que vous m'asvez escrit et 15 depuis six mois des avis de par de là s'eut esté trouvé sy esloigné de vérité et d'aparence que l'on pouvait se détromper pour l'avenir sy l'on le trouvait bon.

« Voilà la vérité et où l'on en est. De ce quy en arrivera, Dieu le scait. Sy tu viens, tant mieux. Je le souhaite ; sinon l'on se passera de ta vue.

« J'ay à demeurer encore icy jusques au 10 de ce mois [septembre] qui est le terme à le prince d'Orange pour passer sa furie, avec sa grande armée, affin qu'en cas de nécessité je relève le duc d'Amalfi [Piccolomini], et qui revient faire opposition à M. le Prince d'Orange *avec quy fort doucement j'entretien bonne neutralité et amitié*, bien que nous soyons fort voisins, avec promesse de part et d'autre que nous n'entreprendrons rien l'un sur l'autre, le laissant dans le poste [Oost-Eecloo], espérant aussy qu'il me laissera aussi dans ceux que j'occupe[1]. »

Il est regrettable que nous ne puissions mettre au clair les parties chiffrées de cette lettre du duc de Lorraine.

Mais ce que nous pouvons en lire nous apprend que Charles IV,

---

1. M. de Lorraine à..... 1645. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXIV, f° 440.)

Cette lettre dut être écrite au prince Nicolas-François de Lorraine après la capitulation de La Mothe, qui eut lieu le 7 juillet 1645.

Charles IV se trouvait alors à Aeltre, où, comme nous l'avons vu, il avait des entrevues journalières avec Jobar, son ancien secrétaire, que Mazarin lui avait envoyé et qui était arrivé au quartier général d'Aeltre, le 16 août 1645.

La lettre de Charles IV reflète ses hésitations actuelles et il semblerait que Nicolas-François eût conçu le projet de venir le trouver à Aeltre, ce à quoi il tenait peu : « Si tu viens, tant mieux ; je le souhaite ; sinon, l'on se passera de ta vue. » Cette phrase indique le peu de sympathie que le duc de Lorraine avait pour son frère.

au mois d'août 1645, était décidé, selon ce qu'il avait promis à Jobar, à quitter son camp d'Aeltre : « E [Charles IV] demeure dans la résolution d'aler où il l'avait mandé à 15 [Jobar ou Mazarin] », malgré les offres séduisantes que lui faisait Castel-Rodrigo pour le retenir.

Quant à la mission que Charles de Bassompierre, marquis de Removille, avait reçu l'ordre du prince Nicolas-François de remplir auprès de Charles IV, nous ne savons en quoi elle consistait.

Il est probable toutefois que le frère du duc de Lorraine, comme il l'avait fait en 1641 et plus tard, voulait le dissuader de traiter avec Mazarin à des conditions outrageantes pour la maison de Lorraine.

Le fils d'African de Bassompierre et d'Henriette de Tornielle avait, en 1642, essayé de réconcilier Charles IV avec Nicolas-François et avait, dans cette intention, fait le voyage de Vienne.

Charles IV, pour toute réponse, fit arrêter le gentilhomme envoyé par son frère, malgré les services qu'il lui avait rendus, notamment lors de la retraite fameuse de Thann (1638) pendant laquelle il fut fait prisonnier par l'armée française.

Cette fois, les conseils donnés par le marquis de Removille, au nom de Nicolas de Lorraine, n'agréèrent pas au duc de Lorraine, puisqu'il écrivit à son frère : « B. est si estrange que l'on ne peust s'y adjuster. » Venait-il, comme en 1642, supplier Charles IV de rompre avec Béatrix de Cantecroix, excommuniée par le pape[1] ?

Charles IV n'ignorait pas que son frère contrecarrait, d'accord avec la duchesse d'Orléans, les démarches qu'il faisait faire à Rome pour faire hâter la dissolution de son mariage avec la duchesse Nicole, les moyens de nullité invoqués par lui ayant paru suffisants à la Rote devant laquelle son procès était pendant.

---

1. Béatrix de Cantecroix fut excommuniée par le pape Urbain VIII, le 9 avril 1642.

Charles IV ne voulait pas avouer à son frère les négociations qu'il entretenait en ce moment avec Jobar, nanti des pouvoirs de Mazarin : « Ne s'estant plus parlé de traité que de s'aller noyer : » Il mentait effrontément en niant ces négociations et avouait cependant que la princesse de Cantecroix avait été plus réservée que lui dans cette affaire grave où il s'agissait de son avenir et du sort de la Lorraine : « Et la femme a esté plus réservée et en guarde contre... »

Cependant il voulait faire montre, aux yeux du prince Nicolas de Lorraine, de franchise et de loyauté en lui écrivant, comme allusion aux promesses qu'il venait de faire à Jobar de quitter Aeltre avant le 10 ou le 12 septembre. « Pour que je ne veuille pas rompre et que j'amuse, pendant que je fais le contraire, cela ne se trouvera pas et ce que je feray, je le diray, et ce que j'assureray sera une vérité. »

Nous verrons plus tard que telle ne fut pas sa conduite et qu'il laissa Jobar dans le doute et dans l'ignorance de ses intentions véritables jusqu'au commencement d'octobre, date à laquelle il rejoignit les Espagnols et guerroya à leurs côtés.

Les nouvelles que Nicolas-François lui avait apprises lui semblaient fausses et il n'y pouvait croire : « Mais tout ce que vous m'asvez écrit et 15 depuis six mois des avis de par là s'eust esté trouvé s'y esloigné de vérité et d'aparence que l'on pouvait se destromper pour l'avenir s'y l'on le trouvoit bon. »

Un fait important se dégage de cette lettre de Charles IV à son frère, c'est que le duc, à ce qu'il nous apprend, s'était engagé avec les Espagnols à rester à Aeltre jusqu'au 10 septembre, époque à laquelle Piccolomini, duc d'Almafi, devait le relayer, afin de tenir tête au prince d'Orange ; mais cette lettre nous donne, chose plus importante, le véritable motif de l'immobilité du duc de Lorraine.

N'avait-il pas conclu une trêve momentanée avec le prince d'Orange « avec quy fort doucement j'entretiens *bonne neutralité et amitié?* »

Cette neutralité nous explique le peu d'empressement mis

par le prince Frédéric-Henri de Nassau à passer le canal de Bruges et à venir rallier l'armée française.

Malgré le traité d'alliance conclu, en 1635, entre la France et les Provinces-Unies, traité dans lequel les deux nations se partageaient d'avance la Belgique, cette alliance était battue en brèche par les Espagnols qui, en 1644, avaient envoyé à La Haye l'évêque de Bois-le-Duc, avec la mission d'essayer de détacher les Provinces-Unies de la France.

L'abbé de Mercy, au mois de novembre 1644, avait été également envoyé par le duc de Bavière dans ce but.

Mais les efforts du gouvernement espagnol et ceux de Maximilien de Bavière avaient été inutiles.

C'est en vain qu'on avait promis au prince d'Orange de lui abandonner le duché de Gueldre, convoité par le comte d'Egmont; il ne voulut pas rompre avec la France et se contenta d'assurer à l'évêque de Bois-le-Duc « qu'il désirait voir accommoder les différends entre le Roi (d'Espagne) et lui, entre la France et l'Angleterre, et que quatre ou cinq semaines suffiraient pour cela, pourvu que les négociateurs fussent bien intentionnés, mais qu'il ne croyait pas que les États pussent traiter avec le Roi (d'Espagne) à l'exclusion des Français, à moins que ceux-ci ne voulussent pas consentir à des conditions raisonnables[1]. »

Aussi, ne nous expliquons-nous pas la neutralité provisoire conclue entre Charles IV et le prince d'Orange pendant l'été de 1645.

Nous avons vu que Charles IV avait ordonné à Cliquot, gouverneur de La Mothe, de se rendre, et un des articles de la capitulation disait expressément que les habitants pourraient demeurer dans cette ville ou ailleurs, sans qu'il fût fait aucun

1. Lo actuado en la negociacion secreta que, de orden de Su Majestad, trujo à Flandes Francisco de Galaretta Ocariz, cavallero de la órden de Santiago, secretario de Su Majestad, y veedor general de la artilleria en estos estados, en el año de 1643. (Ms. Bibl. nationale de Madrid. In-fol. pap. rel. en parchemin, 100 feuillets. Publié par M. Gachard. (*Les bibliothèques publiques de Madrid et de l'Escurial*. Bruxelles, 1875.)

tort à leurs personnes, non plus qu'à leurs biens meubles et immeubles[1]. Ayant appris qu'en dépit de cette capitulation, Mazarin avait l'intention de faire de La Mothe un monceau de ruines, le duc de Lorraine n'osa pas y croire : « Je veux espérer, écrivit-il à son frère, que l'on effectuera la capitulation de La Mothe. Autrement il y auroit peu d'aparence d'en faire plus, *le gouverneur l'ayant rendu par mes ordres,* après avoir offert de la maintenir six mois entier(s) et se pouvoit maintenir encore trois mois, car il faloit recommencer tout nouveau[2]. » Mais bientôt il ne put douter de la triste réalité. Un peu plus tard, Charles IV, s'entretenait avec Jobar de l'acte inique de Mazarin, « disputant avec aigreur quelle raison les Français alléguaient de ne point tenir leur capitulation, s'ils croyoient qu'il fut sans sentiment, joinct qu'il avoit fait rendre la place deux mois plustôt que Clicquot ne l'eust faist sur sertaines lettres que Lagrange-aux-Ormes lui avoit escrites, *qu'il se souciait peu de sa ville,* de la quelle il n'avoit jamais ce qu'on estimoit, qu'il ne plaignoit que ses sujets qu'on rendoit vagabonds par la destruction de leur demeure »[3].

On ne pouvait être plus philosophe et avouer plus cyniquement son amour passionné de l'argent.

Jobar, comme Lorrain, déplorait évidemment le sort de la ville héroïque, mais, se rappelant qu'il était avant tout aux gages de Mazarin, il crut devoir excuser le ministre au service duquel il s'était mis et il répondit au duc que « Monsieur le Cardinal lui avoit tesmoigné en estre aucunement en peine et marry de ne pouvoir plus le servir en ce rencontre, la résolution en ayant esté prise telle avant mesme la place prise[4] ».

---

1. Voir le traité complet dans la *Relation de M. Du Boys de Riocour,* publiée, avec commentaires, par M. Simonnet.

2. M. de Lorraine à..... 1645. Déjà citée.

3. M. Joubart (*sic*), 1645, touchant le duc de Lorraine. (*Aff. étr., Lorraine,* t. XXXIV, f° 454.)

4. *Passim.* Mazarin, lors de ses négociations avec Charles IV, durant l'été de 1644, s'était réservé le droit de raser La Mothe que Charles IV était déjà sur le point de livrer à la France. (Voir le chapitre précédent.)

Cet aveu accusait Villeroy de mensonge, puisqu'il avait promis aux Mothois de respecter leurs maisons.

Mais que dire de l'opinion que prêtait Jobar au cardinal sur ce que pensaient les habitants de La Mothe de l'acte barbare commis par la cour de France ? « Tout considéré, les habitants ne le trouvoient pas si estrange, puisque leur ville demeuroit, en démolissant ses fortifications, un lieu ouvert. Ils auroient demeuré à la discrétion des partis, qui s'y seroïent journellement retirés comme un repaire, et dont ces pauvres filles religieuses ni les habitants ne se pourroient défendre sans risque d'estre saccagés et brulés[1]. » Triste consolation d'être réduits à vivre sans abri, après avoir défendu avec héroïsme le lieu qui vous a vu naître et avoir subi l'horreur de trois sièges consécutifs !...

Les historiens français prétendent que les habitants du Bassigny se réjouirent de la prise de La Mothe, parce que cette prise mettait fin aux incursions de ses défenseurs qui levaient des contributions de guerre sur les villages environnants.

Nous ne pouvons croire à cet égoïsme des habitants du Bassigny lorrain.

M^me^ de Chevreuse, toujours à Liège, continuait à correspondre avec Charles IV, son ancien amant, et le dissuadait de faire sa paix avec la cour de France.

M^me^ de Phalsbourg avertissait Mazarin de la funeste influence exercée sur M. de Lorraine par Marie de Rohan. Le cardinal l'en remercia en ces termes : « M. le Cardinal remercie M^me^ la princesse de Phalsbourg (*sic*) des nouvelles qu'elle luy a données des affaires ; le gentilhomme qu'elle a envoyé icy est arrivé et S. E. procurera de le faire rexpédier avec toute la satisfaction qu'il sera possible, ayant une passion particulière pour le service et les interests de ladite dame, qu'il ne perdra point d'occasion d'advancer.

« Cependant S. E. la supplie de luy donner souvent des nouvelles de ce qui se passe par de là, et particulièrement de

1. *Passim*.

Mme de Chevreuse et d'estre asseurée qu'il ne se peust rien adjouster ny à l'affection et l'estime que la Reyne a pour sa personne ny au devoir de S. E. de luy en faire renouveler l'effet[1]. »

L'ancienne maîtresse de Puylaurens, cette femme indigne qui trahissait son frère, apprenant l'arrivée de Jobar à Aeltre, désira s'entretenir avec lui. « Après s'estre informé (*e*) de plusieurs nouvelles, nous apprend Jobar dans le volumineux mémoire qu'il nous a laissé sur son séjour à Aeltre pendant l'automne de l'année 1645, me voyant retenu contre son attente, elle me dit qu'elle ne me demandait que des nouvelles qui se peussent dire. Je respondis qu'aussy je n'en scavois que des communes, mais que, passant par Gand, j'en avois appris une bonne pour beaucoup de gens, que son Altesse (Charles IV) alloit estre generalissime du gouvernement des armes. C'est, dit-elle, ce qui ne luy peut manquer; mais il faut deviner ce qu'il veut. Le prince de Lischin (*sic*) n'est auprès de luy que pour l'instruire de tout l'état du pays, jusques au moindre passage, comme de chose qui luy sera nécessaire de scavoir : C'est là tout ce que nous dismes[2]. »

Évidemment, la princesse de Phalsbourg, aussi instruite que Jobar des vues actuelles de Mazarin et de ce qui se passait entre lui et Charles IV, n'avait pas besoin d'autres renseignements et ne put qu'admirer et approuver la discrétion de l'envoyé du cardinal.

Le 20 août, au sortir du conseil de guerre qui eut lieu chez

---

1. A Madame la princesse de Phalsbourg. (*Aff. étr., Lorraine,* t. XXXIV, f° 398.)

Mazarin reprochait à Charles IV d'avoir écrit à Mme de Chevreuse lorsqu'elle était à Tours et de lui avoir offert de « servir sa faction ». Charles IV le nia, mais avoua avoir signé, après ne l'avoir lue qu'à demi, une lettre de condoléance, écrite par Le Moleur, son chancelier, à Mme de Chevreuse, et il prétendit qu'il ne lui avait fait aucune offre et que, actuellement, elle se plaignait de ce qu'il ne l'avait pas visitée à son dernier départ de Bruxelles.

2. M. Joubart (*sic*) touchant le duc de Lorraine, 1645. (*Passim,* f° 454.) Ce mémoire contient plus de 100 pages. Nous y avons puisé de curieux renseignements entièrement inédits et jusqu'ici restés inconnus.

Charles IV, ce prince dit à Castel-Rodrigo « qu'il emportait son adieu dans sa pochette et qu'il pourroit bien s'en aller sans le revoir[1] ».

Et pour mieux tromper Jobar, il avertit de son départ prochain « les députés des quatre membres de Flandres » qui l'accompagnaient sans cesse, et les pria de procéder promptement à une levée de soldats qui pourraient relayer les siens à Aeltre.

Les députés flamands s'écrièrent, à cette demande inattendue, que la Belgique était perdue s'il les abandonnait et que les Hollandais allaient pouvoir se faire ouvrir les portes de Gand et de Bruges.

Depuis deux ou trois ans les artisans avaient quitté ces deux villes, car ils craignaient pour leur vie.

Quant aux bourgeois, leurs privilèges séculaires les exemptaient de tout service militaire.

Aussi, le marquis de Castel-Rodrigo n'avait trouvé que 1,500 hommes valides à Gand et 1,000 à Bruges pour renforcer l'armée nationale. Il ne restait pour la défense de la Flandre orientale que l'armée espagnole dont les quatre membres de Flandres faisaient peu de cas et qu'ils tenaient en maigre estime.

Accusant de plus en plus son désir de quitter Aeltre, Charles IV demanda au gouverneur général des Pays-Bas de se cantonner à Gand.

Castel-Rodrigo lui refusa son autorisation et lui apprit qu'il ne répondait pas de sa vie s'il entrait dans cette ville.

Il lui refusa également de se porter au secours de Lille que Rantzau et Gassion faisaient mine de vouloir assiéger.

Si Castel-Rodrigo interdisait au duc de Lorraine l'abandon du poste qu'il lui avait assigné, en comptant sur lui pour s'opposer à la jonction de l'armée française avec l'armée hollandaise, c'est que sa présence lui semblait indispensable à Aeltre, poste d'avant-garde, que le canal qui relie Gand à Bruges

1. *Passim*.

séparait seul du camp d'Oost-Eecloo, où le prince d'Orange avait établi son quartier général et où il attendait que les Français lui tendissent la main pour traverser le canal qui arrêtait sa marche en avant, barrière infranchissable pour une armée isolée et sans soutien. C'est ce que nous avons déjà exposé.

C'était aussi parce qu'il craignait que le duc de Lorraine ne cherchât, en levant le camp, à passer armes et bagages au service de la France, ses espions lui ayant appris sans doute la présence à Aeltre de l'agent de Mazarin et ses tentatives de séduction sur la personne du prince déchu, allié, malgré lui, de l'Espagne et de l'empire qui jusqu'alors ne l'avaient payé que d'ingratitude en l'abandonnant à Munster.

Et cependant Castel-Rodrigo, s'il avait connu le fond du cœur de M. de Lorraine, aurait pu se rassurer et éloigner de lui toute crainte. Si Charles IV avait conçu un moment le projet de s'accommoder avec la cour de France, tout l'en détournait. N'était-il pas en ce moment étroitement surveillé par les Espagnols, circonvenu et flatté par le prince et la princesse de Lixheim, par le comte de Megues, le baron de Beck et le comte de Fuensaldaña, capitaine-général de l'armée espagnole ?

Un Lorrain, Hénin, abbé de Sainte-Catherine, « un peu Autrichien, homme de probité, du reste », qui suivait M. de Lorraine depuis sept ou huit ans dans ses nombreux déplacements, ne doutait pas de l'attachement forcé de son souverain au parti espagnol.

Et, malgré son mécontentement actuel contre un gouvernement qui lui refusait l'argent qui lui était dû pour la solde de ses troupes et ne lui laissait qu'un rang subalterne, faisait de lui le subordonné de généraux, dont la réputation militaire était bien inférieure à la sienne, Hénin ne doutait pas « qu'à la fin il se rajusterait avec les Espagnols, et, peut-être, plus fermement qu'il n'avait encore fait ».

Pour retenir Charles IV au service de Philippe IV, on parlait plus que jamais de lui conférer le gouvernement général des

Pays-Bas et le gouvernement des armes, à la place de Piccolomini que les Espagnols détestaient, avec un traitement de 20,000 florins par an, somme que le duc d'Amalfi était bien loin de toucher : « Sans les ombrages qu'il se plaisait à donner aux Espagnols, disait Hénin à Jobar, en parlant du duc de Lorraine, il auroit avant quatre mois, avec le gouvernement des armes, celuy du pays. »

Les imprudences de Charles IV, ses tergiversations, sa conduite à double face, ses intrigues secrètes avec Mazarin le privèrent de l'honneur qu'il convoitait et sur lequel il comptait pour rétablir l'état de ses affaires et imposer ses conditions à la France.

Hénin n'avait pas eu de peine à deviner le but et le motif du voyage de Jobar au camp d'Aeltre, où l'avait envoyé Mazarin.

Sans vouloir paraître être indiscret et sonder ses pensées secrètes, il se contenta prudemment et avec grandes précautions de lui faire observer que, malgré son désir d'une paix prochaine entre Charles IV et la cour de France, il estimait que cette paix « donnerait la neutralité aux Lorrains ou les obligerait à une nouvelle guerre, plus fructueuse au pays (de Lorraine) qu'une neutralité stérile, qui laisserait la crainte de voir la Lorraine retomber dans des maux beaucoup plus grands que ceux d'aujourd'hui ».

L'abbé de Sainte-Catherine entendait-il, par ces mots, qu'en acceptant de tirer l'épée pour la France contre les ennemis de ce pays, Impériaux et Espagnols, Charles IV attirerait contre son duché leurs représailles, ou pensait-il que le duc de Lorraine, sitôt qu'il serait rétabli dans ses États neutralisés, s'empresserait de rompre la neutralité jurée, las de rester inactif? Il connaissait mieux que personne, puisqu'il vivait près de lui et dans son intimité, le caractère volage, capricieux, fantasque du duc de Lorraine, mauvais politique, soldat avant tout, se piquant de finesse diplomatique, mais manquant complètement de la prudence indispensable à tout homme d'État, et principalement à tout prince auquel Dieu n'a donné qu'un État peu

étendu et placé entre deux nations puissantes, comme l'était la Lorraine de par sa position géographique.

Et même, en supposant que Mazarin verrait ses efforts couronnés et réussirait à attacher à son char le duc repentant, adouci et calmé, devenu son ami et son homme lige, et qu'il réussirait à l'attirer à la cour de France, il était à prévoir, pensait Hénin, qu'il ne se passerait pas un an avant que Charles IV, se laissant reprendre, ressaisir par son amour de l'intrigue, aidé par le parti des Importants, sèmerait bientôt la discorde dans cette cour non apaisée depuis la mort de Richelieu, et où les grands feudataires et les princes du sang, un moment matés, attendaient leur heure, en se demandant d'où venait le vent, et comment il fallait s'y prendre pour profiter de la tempête qui ne pourrait manquer de s'élever un jour sous le beau ciel de France. Et ces alliés que Charles IV ne manquerait pas de se créer parmi tous ceux que le despotisme de Mazarin mettait hors d'eux-mêmes, qui ne lui pardonnaient pas sa qualité d'étranger, tels que Bouillon, La Rochefoucaud, le prince de Condé, le duc de Beaufort et le duc d'Orléans, sans compter les dames de la cour, jadis dévouées à Anne d'Autriche et devenues ses ennemies depuis la faveur dont jouissait près d'elle Mazarin, il était à supposer que Charles IV, fidèle à la devise de Machiavel, finirait par le trahir, tant il aimait à brouiller les cartes, à pêcher en eau trouble, à sortir du rôle modeste de prince déchu que l'exiguïté de ses États aurait dû lui imposer.

Car les temps étaient bien changés depuis la victoire remportée à Nordlingen par le duc d'Enghien. Tuttlingen ne comptait plus, et cette page sombre était effacée, déchirée même du livre sanglant de l'histoire toujours glorieuse de la France, cette nation quelquefois battue, mais jamais découragée, et sans cesse renaissant de ses défaites, comme le phénix de ses cendres.

Jobar partageait dans son for intérieur les appréhensions de l'abbé de Sainte-Catherine, mais, en bon diplomate et comme agent de Mazarin, il feignit de différer d'opinion, et soutint

qu'il fallait mieux augurer de la sincérité et de la loyauté du prince auquel il était venu, messager de paix, comme la colombe de l'arche, apporter la branche d'olivier.

Ses arguments étaient spécieux; il les émettait sans paraître y croire, se complaisant à les colorer de la teinte la plus riante, des couleurs de l'espérance : « Une fois dans son duché, disait-il en parlant de son hôte, il était à espérer que l'agitation perpétuelle, dont son exil prolongé était la cause, cesseroit, et que « se voyant dans une cour de France, parmy les Roys et les Reynes et les princes qui sont au-dessus de luy, il scaurait bien pour quy avoir une complaisance et une soumission de jugement qui n'est point deue à ces gouverneurs espagnols dont la qualité est inférieure à la sienne, et à laquelle pourtant il faut qu'il défère avec une contraincte qui engendre la sévérité de ses humeurs. »

Sous ce style précieux, on devine le peu de conviction de l'interlocuteur de l'abbé de Sainte-Catherine. Paroles dorées, mais creuses, car nul n'ignorait que Charles IV ne se laissait éblouir ni par la splendeur de la monarchie française personnifiée dans un enfant, ni par la grâce et les charmes d'Anne d'Autriche, ni par le respect dû à la robe du cardinal.

Cet homme se riait de tout. Ne se jouait-il pas de l'empereur autant que du roi d'Espagne?

Ne se croyait-il pas leur égal et ne devait-il pas briguer, comme l'avait fait François I^er^, la couronne impériale, en se portant candidat à l'empire, à la mort de Ferdinand III?

Malgré l'irrégularité flagrante de sa conduite, Charles IV affectait de grands airs de religion, et aimait à s'entourer de jésuites et de religieux de toute robe. Sans compter le P. Donat, son confesseur habituel, qui nous a laissé un panégyrique exagéré de son pénitent, en vantant sa piété, sa vénération pour le saint sacrement et pour la Vierge Marie, il comptait à sa cour un autre confesseur attitré, le P. Leurchon, de la compagnie de Jésus.

A la cour de Charles IV, qui comptait autant de casuistes, d'abbés sans abbayes, d'évêques sans évêchés, que de magis-

trats et de jurisconsultes sans emploi, vraie cour du roi Pétaud, comme toutes celles des prétendants, chacun disait son mot, donnait son avis. Les uns étaient franchement dévoués au prince, les autres le trahissaient.

Les uns défendaient en secret les intérêts de la duchesse Nicole, les autres ceux de la princesse de Cantecroix, car Charles IV avait trouvé des théologiens assez complaisants pour approuver son union avec cette intrigante de haute volée.

Le P. Leurchon, dont le rôle devait être bien difficile, au sein d'une cour immorale, s'inquiétait des allées et venues de l'agent secret du roi de France.

Il croyait peu au succès de sa diplomatie ténébreuse, car, disait-il, Philippe IV avait recommandé au cardinal Spada, qui lui était très dévoué, de prendre entre ses mains la cause de la maîtresse de Charles IV, et de défendre ses intérêts en cour de Rome, en pressant la solution du procès en demande de validité du mariage secret du duc avec la veuve du prince de Cantecroix, qui se plaidait devant la Rote.

Il est évident que, si le duc de Lorraine entrait dans la voie de la réconciliation et se jetait dans les bras tout ouverts de Mazarin, son collègue au Sacré-Collège abandonnerait les intérêts du prince bigame, et ne s'occuperait plus du procès en question.

Une entente avec la France n'était-elle pas un acheminement vers une réconciliation du duc avec sa femme légitime, la duchesse Nicole?

C'est ce que craignaient les courtisans de Béatrix de Cusance, ce mauvais génie, démon charmant et séducteur, qui fut la cause de la persistance des malheurs de son amant, et mit sur ses yeux le bandeau des illusions, jusqu'à ce que ses fautes, ses roueries percées à jour, l'eussent fait prisonnier des Espagnols dans une tour du château de Tolède.

Le duc de Lorraine apprit, on ne sait par qui, les propos inconsidérés de son directeur de conscience, et comme toute vérité est désagréable à entendre, il se fâcha, prétendant que le P. Leurchon l'avait insulté en trahissant le secret de son

amour et en dévoilant les causes de son attachement au parti des Espagnols.

Son amour persistant pour Béatrix de Cusance n'était certes un secret pour personne, car, naguère encore, malgré les défenses ecclésiastiques, il vivait publiquement avec elle, mais il ne voulait pas que le motif de sa répugnance à souscrire aux conditions imposées par Mazarin et à répondre à ses avances fût exposé à Jobar, qui, cependant, savait à quoi s'en tenir sur ce sujet, puisqu'il avait été un des témoins du mariage clandestin des deux amants à Besançon, en 1637, devant un prêtre complaisant.

« C'est un méchant homme, s'écria le duc de Lorraine, irrité de la franchise du disciple de Loyola ; il faut que je le chasse.

« Il veut scavoir et se mesler de tout. Il a dit à M. de Grammont tout ce qu'il pensait de votre voyage. Autrefois, il me persuadait que j'étais obligé en conscience de traiter à quelque prix que ce fust pour soulager mon peuple, et maintenant il m'en déconseille ! »

Nous n'avons pas à expliquer les causes de changement d'avis du P. Leurchon. Plaider le pour et le contre n'embarrassa jamais ni avocat ni théologien.

Quant à l'influence d'une femme sur le cœur et la conduite politique des princes, on n'en peut être étonné lorsqu'on a lu l'histoire du siècle de Louis XIV, pendant lequel les La Vallière, les Montespan et les Maintenon jouèrent un si grand rôle et quand on connaît la tendre affection d'Anne d'Autriche pour Mazarin.

Les entretiens de Jobar avec les courtisans de Charles IV ne lui apprirent rien de nouveau, car depuis longtemps il connaissait le caractère du duc et il commençait, depuis quelques jours, à concevoir des doutes sur sa sincérité, rien qu'en étant témoin de ses hésitations, de ses atermoiements et de la peine qu'il éprouvait à abandonner le parti des Espagnols, malgré son antipathie pour leurs hommes d'État et leurs généraux orgueilleux, incapables, suivant lui, et remplis de morgue. En

lui parlant, Jobar, par ironie, se disait consolé de son échec probable puisqu'il savait que les soupçons inspirés aux Espagnols par sa présence à Aeltre augmenteraient les faveurs qu'ils ne se faisaient pas faute de lui promettre pour l'attacher d'une façon plus durable à leur service.

Désabusé, déçu dans ses espérances, après s'être cru à la veille d'obtenir un succès, qui l'aurait placé, lui, obscur agent, au nombre des meilleurs diplomates et lui aurait mérité les éloges et la récompense dus à ses services, Jobar se félicita de ce que le cardinal Mazarin l'avait laissé partir pour les Flandres sans lui donner de lettres de créance, « de peur que Son Altesse venant à changer, il n'en fist son profit auprès des Espagnols, à son mespris ».

Mazarin, toujours prudent, avait pris ses précautions, se réservant de désavouer au besoin celui qu'il avait envoyé si secrètement, avec les passeports d'un médecin, au camp du duc.

Enfin, Charles IV, s'apercevant que Jobar le soupçonnait à juste raison de mauvaise foi, lui déclara, du bout des lèvres, mais sans paraître croire à ce qu'il disait, qu'il aurait désiré pouvoir quitter son poste de combat et battre en retraite, avant de prendre un parti décisif et sans retour, mais que lui, le vainqueur de Tuttlingen, était à cette heure le prisonnier des Espagnols qui le surveillaient et ne le laisseraient pas se dérober à leurs cajoleries tyranniques.

« Je veux m'en aller d'ici, dit-il, mais que puis-je faire ? Quand on est à la guerre, la difficulté d'en sortir n'est pas petite. Je suis entre quatre armées, Beck, Piccolomini, les Hollandais et les Français, sans estre assuré des uns pas plus que des autres, et de plus, j'aurai à passer sur le ventre de tous les paysans si je sors d'icy malgré eux. » (8 septembre.)

Charles disait vrai. A cette époque, Rantzau et Gassion, quittant l'Artois où ils s'étaient emparés de Lillers et de La Motte-aux-Bois, rentrèrent en Flandre et descendirent la Lys.

La moitié de l'armée campa à Estaires et l'autre à la Gorgue.

Le 9 septembre, toute l'armée réunie se rassembla devant

Armentières, ville importante bâtie sur la Lys, mais mal fortifiée.

Battue par 4 pièces de canon, cette place se rendit le 10.

Le lendemain, l'armée française s'empara des châteaux de Warneton et de Comines, pendant que Piccolomini surveillait ses mouvements, campé à Ypres.

Lille, défendue par le comte de Rœulx, gouverneur, le marquis de Caracena et le marquis de Lede, admirablement soutenus et encouragés par les habitants, résista héroïquement aux attaques des Français divisés en deux corps. Ceux-ci réussirent à s'emparer des dehors de la place et s'approchèrent des murailles, mais les Lillois, race de soldats, firent une si énergique défense qu'ils contraignirent l'ennemi à lever le siège (septembre) [1].

Mazarin, admirablement renseigné par ses généraux et ses espions, connaissait les dangers auxquels s'exposait le duc de Lorraine en quittant, furtivement et sans l'assentiment de Castel-Rodrigo, le poste d'Aeltre.

Afin de donner l'éveil au Lorrain, il avait ordonné à Jobar de l'avertir que les généraux espagnols avaient plusieurs fois délibéré entre eux sur le plus ou moins d'opportunité de son arrestation.

Certes, il y avait longtemps que cette arrestation aurait eu lieu, s'il avait été possible aux Espagnols de se rendre maîtres, en même temps, des soldats lorrains dont la coopération à la résistance organisée contre l'armée d'invasion était beaucoup plus précieuse à Philippe IV que la présence du duc Charles à leur tête.

Mais, malgré cet avertissement, le duc ne voulut pas croire à tant d'ingratitude de la part du gouvernement des Pays-Bas catholiques. Ce qu'il savait pertinemment et ce qui lui avait

---

1. Resueltos mas prestos perder todo lo que temam que de estar debajo et duro domino de los Francesces. (*Relation de la campagne de 1645*, par Vincart, secrétaire de la guerre au gouvernement des Pays-Bas.)

L'opinion émise par Vincart diffère complètement de celle émise par Charles IV qui prétendait que Lille aurait volontiers ouvert ses portes au duc d'Orléans.

fait prendre ses précautions, c'est que naguère Castel-Rodrigo avait essayé d'inviter Nicolas-François de Lorraine, frère du duc Charles, à se créer des partisans parmi les soldats lorrains et à gagner leurs officiers.

Si Nicolas-François avait été assez infâme, assez mauvais frère pour jouer un rôle aussi méprisable, s'il s'était mis à la tête d'un pronunciamento militaire, alors seulement Castel-Rodrigo se serait décidé à faire déposer M. de Lorraine, lui aurait fait rendre son épée, et, l'arrachant à son armée, l'aurait fait prisonnier.

Les soldats de Charles IV lui étaient trop fidèles et trop dévoués et se rappelaient trop la moisson de gloire qu'ils avaient récoltée sous ses ordres pour abandonner lâchement et sans motif plausible celui qui les avait conduits si souvent à la victoire, et dont ils avaient partagé les joies ainsi que les douleurs. Pour eux, Charles était le symbole de la Patrie. Il lui pardonnait ses boutades, son caractère inégal, car ils avaient confiance en ses talents militaires, bien qu'il ait eu bien peu l'occasion de les exercer depuis son retour d'Allemagne.

Le prince Nicolas-François fut indigné des propositions du gouverneur des Pays-Bas catholiques.

Quoique gémissant sur les écarts de son frère aîné, et ayant eu à se plaindre souvent de lui, il repoussa avec mépris les insinuations des Espagnols, et son âme loyale souffrit cruellement de ce qu'on avait pu le croire capable d'une telle félonie. Il protesta bien haut contre les intrigues dont il était l'objet, lui homme intègre, patriote éclairé, vertueux, inaccessible à toute ambition malsaine, jouissant de l'estime de tous ceux qui avaient pu l'approcher, supportant avec résignation et dignité les humiliations et les angoisses de l'exil, prêt à tout endurer, sauf d'être soupçonné de trahison et de déloyauté.

Charles IV fut également saisi de colère lorsqu'il apprit qu'on avait voulu lui faire jouer le rôle de Wallenstein, bien que les auteurs du complot ourdi contre lui affirmassent, pour se disculper, quand la mèche en fut éventée, qu'ils n'avaient songé

à mettre à la tête de l'armée lorraine l'époux de la princesse Claude qu'en cas de mort de leur chef. Excuses sans valeur et bien dignes des traîtres qui entouraient le Prétendant.

Charles savait qu'ils pullulaient autour de lui. Ses soupçons se portèrent surtout sur le marquis de Bassompierre qu'il accusa de l'avoir trahi une seconde fois, comme il l'avait fait en 1643, lorsqu'il l'envoya à Vienne, auprès de son frère. Rien ne prouve le bien-fondé de cette accusation. Les esprits froissés et aigris ne sont-ils pas portés à ne voir autour d'eux que trahison et félonie ?

Le malheur et l'exil rendent injustes les hommes les plus confiants et les plus portés, dans le bonheur, à ne voir à leur foyer que des hommes dévoués et intègres. Il faut donc pardonner aux princes que l'invasion, la défaite ou l'ingratitude des peuples a bannis de la terre des aïeux s'ils se croient entourés d'embûches, de courtisans vendus à leurs ennemis.

Charles IV en était un exemple. Ce n'était ni un tyran, ni une âme vile. Le marquis de Beauvau, qui avait cru avoir à se plaindre de lui, l'a accusé souvent injustement et quelques historiens lorrains ont épousé les jugements émis par le gouverneur de Charles V. L'historien qui se respecte doit être plus impartial.

Quoi qu'il en soit, Nicolas-François, en apprenant le but du voyage de Jobar à Aeltre, écrivit immédiatement à M. de Lorraine pour le dissuader de souscrire au traité qu'on lui proposait de signer de la part de Mazarin : « Il vaut mieux crever de faim, disait l'ancien évêque de Toul, que de faire un traité honteux. »

Et il avait raison. A quoi bon la Lorraine, sans Nancy ? Point de demi-concessions, tout ou rien, la patrie tout entière ou l'exil. Telle était la devise de Nicolas-François qui n'aurait pas voulu reprendre le chemin du duché de Lorraine démembré et privé de sa ville la plus belle.

« Il en parle bien à son aise, fit observer Jobar après la lecture de la lettre du frère du duc de Lorraine. » — « Pas trop, répliqua Charles IV, il meurt de faim, et sans moy, du moins

sans ma femme (la duchesse Nicole) qui lui a faict tenir ces jours passés 4,000 escus, il seroit à la taverne avec ses gens pour y vivre de crédit. Il n'a plus un sol et faut que j'escrive encore à Geoffroy (son homme qui est de Francfort) qu'il luy envoie autres quatre ou cinq mille escus. »

Le marquis de Beauvau, mal informé, accuse au contraire Charles IV d'avoir laissé son frère et sa famille dans la gêne « quoiqu'il ne fust pas en si mauvaise posture que sa sœur la princesse de Phalsbourg[1] ». Le noble marquis ignorait que Henriette de Lorraine recevait des subsides de Mazarin et que celui-ci venait de lui restituer ses terres de Phalsbourg et de Lixheim. On pourrait réfuter, preuves en mains, plusieurs assertions erronées du marquis de Beauvau touchant les rapports des deux frères.

Contentons-nous de dire que, quoique vivant dans la retraite, près de Vienne, se consacrant presque entièrement à l'éducation de ses deux fils et secondé dans sa tâche par la princesse Claude, femme du plus haut mérite, pieuse, charitable et douée de toutes les vertus chrétiennes, qu'il devait perdre trois ans plus tard, François de Lorraine s'occupait activement des intérêts de son pays natal, écrivait aux princes et aux hommes d'État de l'Europe pour qu'ils s'en constituassent les défenseurs et envoyait au Congrès de Munster et à la diète de Ratisbonne des agents qu'il payait de ses deniers.

Si ses conseils étaient mal reçus par son frère qui ne l'aimait pas, tout en l'estimant, quoique ayant fait mine d'abdiquer en sa faveur, en 1634, si la conduite de Charles IV rendait tout rapprochement impossible, Nicolas-François ne pouvant approuver le mariage illicite de son aîné, cependant M. de Lorraine fit savoir à Mazarin qu'il était prêt à abdiquer de nouveau en faveur de l'ancien évêque de Toul. Il n'y mettait qu'une condition, mais elle était importante, et c'était ce que ne voulait pas Mazarin, c'était la restitution de la Lorraine tout entière, la Lorraine de Henri II, avec Nancy naturelle-

1. *Mémoires du marquis de Beauvau*. A la Sphère.

ment, car, alléguait Charles IV, « pour n'y avoir pas plus que ce que l'on ne m'offre, autant vaut l'un que l'autre ».

C'était évident et, à vrai dire, pensait Jobar, la France n'aurait pas eu grand profit à cette abdication du duc de Lorraine, car si Charles IV, après cette abdication, continuait à guerroyer contre son ennemie actuelle, Nicolas-François, quoique régnant sur un duché neutralisé, ne pourrait se dispenser d'aider son frère dans ses velléités guerrières par des subsides annuels.

Aussi cette abdication proposée ne fut-elle pas approuvée par Mazarin.

Charles avait tout à perdre à ne pas se décider à faire la paix avec la France et il avait grandement tort de compter sur la conclusion de la paix générale pour sa restauration, car il était à présumer que la France et l'Espagne irritées contre lui, à cause de ses tergiversations et de sa politique cauteleuse et à double face, se vengeraient de ses trahisons constantes et de son humeur fantasque et se réconcilieraient à ses dépens.

Charles IV se voyait abandonné par tous. On avait fait lire à Jobar, avant son départ de Paris, deux lettres émanant des plénipotentiaires français à Munster, Servien et d'Avaux, qui prévenaient Mazarin que les plénipotentiaires d'Espagne, dès la première visite qu'ils leur avaient faite, leur avaient déclaré qu'il ne fallait « tellement s'arrester aux intérêts de certains petits princes que leur considération deust empescher une paix générale ».

Ces petits princes, dont faisaient fi Peñaranda et ses collègues, ils ne les avaient pas nommés lors de leurs premières visites à leurs collègues, mais ils leur apprirent plus tard que c'était du comte palatin, le fils de Frédéric V, électeur palatin, dépossédé par le duc de Bavière, et des ducs de Lorraine et de Wurtemberg dont ils avaient voulu parler et « desquels on pourroit bien se relascher pour accorder ceux des couronnes ».

Lorsque Jobar fit part à Charles IV de cette façon d'agir des ambassadeurs espagnols envers lui et lui eut exposé l'abandon où il se trouverait bientôt, s'il ne se jetait pas dans les bras de

la France, le duc de Lorraine sembla faire bon marché de la conduite étrange de l'Espagne à son égard, et lui assura que c'était lui-même qui avait prié Philippe IV et l'empereur, dont il avait refusé les passeports nécessaires aux agents qu'il aurait pu envoyer à Munster, de ne plus s'occuper de lui devant le congrès qui venait de s'ouvrir.

Ce qui était vrai, c'est que jusqu'alors il n'avait pas songé à se faire représenter à cette assemblée qui devait se prolonger pendant quatre ans et n'aboutir qu'à réconcilier la France et la Suède avec l'Empire.

M. de Lorraine attendait cependant avec impatience la conclusion de la paix générale, en supposant même qu'il en fût exclu. Son intention, disait-il, était, aussitôt que la paix serait signée entre les nations qui se combattaient depuis si longtemps, de rassembler tous les soldats des nations belligérantes, désarmés et sans emploi, et de faire la guerre à qui bon lui semblerait et pour son compte : « Quand tout le monde croira que la guerre soit finie, je la recommencerai pour la faire durer autant que la première, car, quelque paix que l'on fasse, la maison d'Autriche aura toujours au cœur son ressentiment, et n'oubliera jamais ce qui se passe aujourd'hui. Elle ne fera plus la guerre, mais sera ravie de trouver un homme comme moy, à qui elle fournisse les moyens de se venger pour elle. »

La conduite de Charles IV devenait étrange et Jobar commençait à craindre d'être sa dupe. Cependant, le duc l'assura de son désir de quitter définitivement les Pays-Bas catholiques et de se porter, s'il ne se décidait pas à passer au service de la France, au secours de l'électeur de Cologne, car il venait d'apprendre que le duc d'Enghien et le maréchal de Turenne, après leur victoire de Nordlingen, s'apprêtaient à assiéger Heilbronn et que le duc de Bavière demandait des secours à l'empereur.

Simulant un départ précipité, le duc de Lorraine écrivit à Dom André, bénédictin, confesseur de la princesse de Cantecroix, de venir le trouver à Aeltre ou de lui envoyer Thierry, trésorier de Béatrix, afin de s'occuper avec l'un ou l'autre des

intérêts et de l'avenir de la princesse, condamnée, avons-nous dit, par l'archevêque de Malines à vivre séparée de son amant.

Le Père André, pour ne pas fournir de prétextes aux reproches et aux soupçons des généraux espagnols, devait annoncer à tous qu'il se rendait à Aeltre afin de se concerter avec le duc au sujet de l'internement de Béatrix de Cusance à Gand.

La maîtresse du duc reçut l'ordre d'arriver à Aeltre où Charles IV, grand comédien, comme toujours, joua la scène des adieux. Mais il était résolu, s'il quittait son camp, de la faire venir auprès de lui lorsqu'il serait sur la Lys ou sur l'Escaut. Ensuite, tous deux s'échapperaient des mains des Espagnols, malgré la promesse faite par Charles de remplacer Piccolomini à Ypres.

A vrai dire, le duc de Lorraine tenait peu à aller à Cologne où l'attendait cependant Maximilien-Henri de Bavière, coadjuteur de l'archevêque. Ce prince, qui devint bientôt archevêque à la mort du titulaire, était le frère de Maximilien de Bavière [1]. Il désirait s'entretenir avec le duc Charles d'affaires graves concernant les choses présentes, car l'Électeur de Bavière avait besoin de ses conseils. Son duché était ouvert à l'armée française après la perte de la bataille de Nordlingen et il menaçait l'empereur de faire sa paix avec la France, s'il ne lui envoyait pas une armée de secours.

Béatrix de Cantecroix éprouvait une grande répugnance à recevoir l'hospitalité du coadjuteur de Cologne et Charles IV ne voulait pas lui déplaire.

Ce qu'il aurait préféré, c'était garder le repos le plus absolu sans se déclarer ni pour l'un ni pour l'autre et s'endormir dans une douce somnolence, un *farniente* indigne de lui, de son passé, de son nom, incompatible avec ses devoirs de prince spolié et de chef nominal d'une nation martyrisée. Et cet homme, jadis si actif, si remuant, si amoureux des batailles, des périls, et si

1. Maximilien-Henri de Bavière (1621-1688), fils d'Albert VI, duc de Bavière, et de Mathilde de Leuchtenberg, coadjuteur de Cologne en 1643, évêque de Liège en 1649, archevêque de Cologne et évêque d'Hildesheim en 1650.

rompu aux fatigues de la guerre, ne craignit pas de dire à Jobar : « Si la Reyne me lairrait en l'état que je suis, sans vouloir me faire déclarer contre l'un ni contre l'autre, je trouverois tous les jours les moyens de vivre doucement et de maintenir mes troupes *sans nuire ni servir,* qui est une nouvelle façon de guerre, et cependant, arrivant occasion qu'elle eust affaire de moy, elle pourroit asseurer d'avoir en tous temps et mes troupes et ma personne à sa dévotion. »

C'était une manière adroite de se ménager une porte de sortie et de ne prendre aucun engagement ni avec l'un ni avec l'autre, mais ce n'était pas le moyen de plaire aux Espagnols qui n'auraient pu supporter l'immobilité de l'armée lorraine et n'auraient pas consenti à permettre à son chef de rançonner le pays et d'y établir ses quartiers d'hiver, après avoir remis son épée au fourreau.

Les conseils de la duchesse de Chevreuse, en ce moment à Liège, ne devaient pas être étrangers aux allures plus qu'étranges de M. de Lorraine qui laissait Jobar se morfondre. Aussi bien, il le laissait libre de partir de suite pour Paris, ou, s'il le préférait, de rester à Aeltre en attendant sa réponse définitive à ses propositions.

Mais voici que le gouverneur de Bruges lui annonce la prise d'Armentières (10 septembre). En recevant cette nouvelle, il reconnaît la faute qu'il a commise en n'acceptant pas de suite les offres de Jobar. Les Français viennent de se saisir des passages de la Lys et Charles IV, carte en main, peut se rendre compte des moindres mouvements de l'armée française et indiquer à l'agent de Mazarin où elle se trouvera le lendemain, au point du jour, si elle continue sa marche pendant la nuit. L'homme de guerre voit clairement ce qui va se passer : Les Français vont le prendre à revers et les Hollandais n'ont qu'à garnir le canal de Bruges de canons et mettre 20 pièces d'artillerie en batterie à l'endroit où ils voudront le passer.

Il y a donc péril pour Charles IV à rester à Aeltre où les Espagnols, « estant gens à se sauver », le laisseront périr à leur vue, sans lui porter secours. D'un autre côté, la marche triom-

phale des Français à travers la Belgique inquiète avec raison Charles IV. A coup sûr, ils ne s'arrêteront plus, comme autrefois, devant chaque bicoque, mais ils envahiront le pays tout entier pour le convier à la révolte et forcer ainsi les villes à leur ouvrir leurs portes sans coup férir. Mais, se mettant au point de vue français, il regrette le départ de l'armée du duc d'Orléans chez qui il reconnaît l'amour de la discipline et l'horreur du pillage.

A en croire Charles IV, toutes les villes flamandes, même Lille, lui auraient ouvert leurs portes, tant son renom d'humanité était grand.

Du reste, les Flamands préféraient se soumettre aux Français que d'être pillés par eux.

Les descendants des *Gueux* n'avaient plus au cœur l'amour de l'indépendance de leurs ancêtres.

Pour rassurer les Flamands, il aurait fallu que Castel-Rodrigo leur permît de convoquer des assemblées d'États où leurs députés pussent prendre les moyens nécessaires à la défense de leur pays.

Jusqu'à présent, aucune grande bataille n'avait eu lieu. Il n'avait été livré que des sièges.

Le pays ne se prêtait pas au développement d'armées considérables et aux luttes en rase campagne. Le sol marécageux et sillonné de canaux nécessitait des escarmouches quotidiennes et la mise en jeu de petites masses toujours prêtes à arrêter l'ennemi dans sa marche hésitante.

Les Espagnols, pour cette guerre de guerillas, avaient besoin de nouvelles recrues, levées dans le pays même, soldats ou miliciens, car les fameux terces espagnols, qui avaient montré une si grande vigueur à Rocroi, n'avaient plus le courage d'antan, anéantis en partie et amoindris par une guerre longue et pénible, loin du beau soleil d'Espagne, sous un climat humide et malsain.

Il fallait peu compter sur les paysans flamands ; ils étaient affolés par la terreur. Que leur importait que ceux qui occupaient leurs villages et dévastaient leurs champs fussent Fran-

çais, Espagnols ou Lorrains ! Il était plus que probable que les habitants des villes ne pourraient les décider à prendre les armes.

Ils différaient complètement des paysans comtois qui, malgré la défense du Parlement de Dôle de se cacher dans les bois et d'abandonner les centres de réunion, aimaient mieux se défendre isolément, par petites bandes séparées, se ruer sur les Français et les Impériaux et les tuer en détail, que d'obéir à des chefs nommés par le Parlement et marcher en rangs serrés. C'étaient eux qui pillaient et rançonnaient l'envahisseur, amis ou ennemis, plutôt qu'ils n'étaient pillés et rançonnés eux-mêmes.

Comme eux, les Flamands n'avaient pas de grandes forêts pour s'y abriter avec leur famille. Il était donc de l'intérêt des généraux français de les ménager. C'est ce que fit Gaston d'Orléans, mais ce que ne firent pas, malheureusement, les généraux qu'il laissa après son départ dans les Flandres. Gassion et Rantzau n'étaient pas des politiques, mais ils étaient des soldats au cœur dur.

Du côté des Espagnols, les fautes ne se comptaient plus. Ils avaient, au dire de Charles IV, bien placé pour s'en rendre compte, eu tort d'avancer à Piccolomini 700,000 écus pour l'aider à lever sa cavalerie. A quoi bon cette cavalerie pour combattre dans des marais ? Cela se serait compris si Castel-Rodrigo avait eu l'intention d'envahir la France. L'infanterie aurait été bien suffisante. Que n'eussent-ils imité les Français qui avaient amené avec eux une nombreuse infanterie grâce à laquelle ils pouvaient se livrer à des marches et des contre-marches et investir la Belgique entière où « 4,000 fantassins feront toujours mieux que le même nombre de cavaliers ».

Pourquoi donc le gouvernement des Flandres espagnoles n'acceptait-il pas l'offre que lui faisaient les villes belges de mettre sur pied une gendarmerie et de l'entretenir à leurs frais, à la condition que leurs magistrats les payassent, eux-mêmes, en en laissant le commandement aux généraux de Philippe IV ?

Le refus de Castel-Rodrigo ne s'expliquait que par la crainte de créer un précédent en faisant aux villes de la Flandre une concession qu'on ne pouvait faire sans danger au Milanais et à d'autres pays tributaires de l'Espagne.

Les succès des Français ne se comptaient plus : Warneton, Comines, Menin tombèrent tour à tour aux mains de Gassion et de Rantzau. Piccolomini, menacé, se retira à Ypres et se mit à l'abri de toute attaque.

La panique fut grande au camp d'Aeltre et Charles IV, lui-même, ne put dissimuler à ses officiers ses appréhensions. N'était-il pas placé entre les Français et les Hollandais, et le prince d'Orange ne venait-il pas de faire prier Gassion et Rantzau de l'aider à traverser le canal de Gand à Bruges?

« Comment se mettre en campagne, disait Charles IV à Jobar, sans être assuré que les Français le dussent laisser passer? » — Je crois qu'ils le feraient, répondit l'agent de Mazarin, s'ils savaient le dessein de votre marche. »

Évidemment, Rantzau et Gassion avaient été mis au courant des négociations entamées entre Charles IV et Jobar et n'auraient attaqué le duc que s'ils avaient été certains de ses intentions hostiles et de la non-réussite des efforts faits par l'émissaire de Mazarin pour le réconcilier avec la cour de France.

— « C'est à savoir, répondit Charles à son interlocuteur, j'ai encore le temps d'y penser. »

Il se trompait, car Gassion et Rantzau venaient de s'approcher de Courtrai qui avait été pris par les Français en 1643 et était retombé au pouvoir des Espagnols. Cette fois, il fallut les secours envoyés par Charles IV et Piccolomini pour sauver cette ville.

La trêve conclue entre le duc de Lorraine et le stathouder venait d'expirer (10 septembre). Les députés des *quatre membres,* qui suivaient Charles IV comme leur ombre et le surveillaient avec soin, ne savaient plus à quels saints se vouer, en constatant les progrès de l'invasion.

Ils n'ignoraient pas que Tournay, Cambrai, Audenarde étaient incapables de se défendre. Ils savaient que Tournay ne

possédait que deux pièces de canon sans poudre. Même pénurie de munitions dans Courtrai. Quant à Audenarde, cette ville ne pouvait tenir plus d'un quart d'heure [1].

Nous avons dit que Charles IV était surveillé de près par les généraux espagnols. Du 7 au 12 septembre Castel-Rodrigo était venu chaque jour le trouver dans son camp et, après chaque conseil de guerre, Charles IV s'entretenait longtemps et secrètement avec La Boulaye et Thierry, sans autoriser Jobar à assister à ces colloques qui l'intriguaient avec raison.

Aussi, l'agent de Mazarin écrit-il une seconde lettre à M. de Lionne, secrétaire des commandements d'Anne d'Autriche, en l'avertissant qu'il commençait à désespérer du succès de ses négociations.

Jobar s'était fait un ami de M. de Rommecourt, écuyer de Charles IV, « qui a toujours eu la meilleure part en toutes les intrigues secrètes de son maître depuis quinze ou seize ans qu'il le sert ».

Cet ami, avec lequel il logeait à Aeltre, le prévint qu'il allait lui arriver malheur et lui avoua à plusieurs reprises qu'il désirait le voir déjà de retour à Paris.

Se méfiant à juste raison de Thierry et de La Boulaye, vendus aux Espagnols, Jobar surveilla leurs agissements et chercha à se rendre compte des longs entretiens qu'ils avaient avec le duc, son maître.

Et Rommecourt ne se trompait pas. Thierry était un traître.

Le lendemain d'une promesse faite par l'écuyer de Charles IV à Jobar de se faire son défenseur et de veiller à sa sécurité menacée, Thierry demanda à ce dernier s'il avait apporté avec lui le restant des deniers que le duc lui avait confiés.

Jobar feignit de prendre cette question pour une plaisanterie.

1. Tant y a que la frayeur de ces pauvres gens estoit telle que rien n'était capable de leur faire revenir le cœur, eux-mêmes disant que si les Hollandais et les Français ne se rendaient pas maîtres de tout le pays, il ne fallait pas l'imputer à aucune résistance qu'on leur pût faire, et qu'ils ne lairaient que ce qu'ils ne pourraient maintenir, si ce n'est qu'ils se deussent contenter de leur pillage. (Lettre de Jobar [à Mazarin] touchant le duc de Lorraine. Déjà citée.)

Voici ce dont il s'agissait. En 1643, Charles IV, désireux de se réconcilier avec la France, au lendemain de la bataille de Tuttlingen, alors qu'il pouvait mettre son épée victorieuse dans la balance, avait confié à Jobar, au cas où l'argent dût jouer quelque rôle dans la conduite des négociations à entamer, une somme de 15,000 à 16,000 florins brabants. Mais Jobar, ayant omis d'apporter cette somme avec lui, resta bouche close? Quelle était cette nouvelle difficulté, cette chicane d'un nouveau genre qu'on venait lui susciter, sans lui crier gare?

Il pouvait se rassurer. S'il n'avait pas sur lui cette somme, on pouvait s'en passer, à condition qu'il signât séance tenante une reconnaissance de 20,000 livres vu la tare des espèces. Mais sa signature ne suffisait pas. Thierry, en trésorier prudent et tracassier, exigeait encore la signature de deux répondants domiciliés à Anvers ou à Bruxelles « pour voir à toute saisie et confiscation ».

Le traquenard était évident. Jobar ne pouvait plus s'échapper et était devenu un débiteur dont on se méfie et qu'on surveille, de peur qu'il ne s'échappe avant d'avoir payé ses dettes. C'était une rupture définitive ; du reste, Charles IV n'adressait plus la parole à l'agent secret. Aussi, celui-ci, voulant brusquer le dénouement de cette longue comédie qui durait depuis plus de six semaines, prit le parti d'aborder le duc de Lorraine, sans y être autorisé. Il ne se fit plus d'illusions sur son sort ; Charles IV s'était laissé circonvenir par ses conseillers vendus à l'Espagne. Toutefois, en bon prince, il accorda tous les délais possibles à son débiteur et se montra créancier débonnaire.

Il fallait donc que Jobar allât se mettre lui-même à la recherche de répondants sérieux, afin que sa reconnaissance fût déclarée bonne et acceptable.

Charles IV lui accorda volontiers son congé, en lui avouant que son séjour prolongé à Aeltre avait inspiré de sérieux soupçons aux Espagnols, mais en l'assurant qu'il pouvait être sans inquiétudes et qu'avant peu il recevrait de ses nouvelles.

« Faudra-t-il écrire à Paris, lui demanda Jobar en lui adressant ses adieux? » — « Qu'escrivez-vous, lui répondit le duc, je suis si fort serré que je ne sçaurois bouger de la place où je suis. »

Thierry et La Boulaye devaient se trouver satisfaits, car ils avaient juré d'éloigner d'Aeltre Jobar dont ils avaient deviné la mission.

La Boulaye voulait se venger de ce que Mazarin ne s'était pas servi cette fois de l'entremise du marquis de Moy-Chaligny, auquel il était dévoué. Quant à Thierry, quoique ayant de grandes obligations à Jobar, il s'était laissé entraîner par l'amitié qui le liait à La Boulaye dont il n'avait pas hésité à épouser la haine et les rancunes.

« Leur intelligence était-elle que celuy... qui maintient son compagnon auprès de Son Altesse est maintenu de l'autre près de Madame, » avait dit Henin, abbé de Sainte-Catherine, à Jobar, en le prévenant de la traîtrise du capitaine des gardes de Son Altesse et du trésorier de la princesse de Cantecroix.

Le 12 septembre, Jobar quitta le camp d'Aeltre.

Il se dirigea vers Bruxelles, escorté et surveillé par Thierry, auquel Charles IV avait donné l'ordre de s'y rendre. Ils passèrent par Gand, où Castel-Rodrigo avait établi son quartier général. Il s'agissait de lui réclamer, au nom du duc, les 70,000 écus qu'il lui devait depuis le 1er avril dernier pour la demi-montre de ses troupes.

Castel-Rodrigo ne donna à Thierry que de l'eau bénite de cour et le paya de belles paroles. A la fin du mois, assurait-il, il pourrait contenter Charles IV. C'était du reste à cette époque qu'il devait relever le duc de Lorraine de sa longue faction.

Don Michel de Salamañca, qui venait d'arriver d'Espagne, fut plus franc que Castel-Rodrigo et avoua franchement à Thierry qu'il ne fallait point tromper Charles IV, que Philippe IV n'avait pas d'argent, mais que, si la flotte était arrivée en Espagne, comme on le disait, on payerait la demi-montre due à ses troupes, lors de son retour dans un des ports des Pays-Bas.

Ces réponses dilatoires donnèrent bon espoir à Jobar, qui crut que par dépit Charles IV reviendrait sur ses dernières résolutions et se déciderait à quitter son poste.

A Gand, Jobar et Thierry se rencontrèrent avec le résident d'Angleterre, qui leur annonça sa prochaine visite au camp d'Aeltre. Il se proposait de conseiller à Charles IV d'abandonner la cause de l'Espagne et de s'embarquer pour l'Angleterre, où l'attendait Charles Stuart, comptant sur lui pour le délivrer de ses ennemis. Thierry se moqua des allées et venues au camp d'Aeltre de ce naïf Anglais, « sans approuver néanmoins le plaisir que Son Altesse prenait à leurrer ce pauvre résident de vaines espérances. « Du reste, faisait remarquer avec justesse le trésorier de Béatrix de Cusance, ce n'était pas le premier roi que Charles IV aurait trompé. L'an dernier, n'avait-il pas dupé quatre rois, Louis XIV, Philippe IV, le roi d'Angleterre, le roi de Danemark, sans parler de Ferdinand III et de Maximilien de Bavière, en leur envoyant une promesse écrite d'alliance défensive? Et Charles avait été tellement habile dans l'art de tromper que tous ces princes, tant de fois joués par lui, croyaient encore à ses protestations de dévouement et lui exprimaient leur confiance, sauf peut-être le roi d'Espagne, bien informé par Castel-Rodrigo, et surtout par Fuensaldaña.

Ce moyen de se ménager l'avenir, en gardant son indépendance, pouvait cependant lui devenir fatal.

Ce prince, rusé, comme le renard de la fable, devait sous peu être la dupe de ses roueries, être mis au ban de l'Europe, se voir désavoué par ses alliés. Ne serait-il peut-être pas un jour abandonné par ses soldats eux-mêmes, lorsqu'ils seraient las du rôle qu'on leur faisait jouer? Ne se décideraient-ils pas, entraînés par leurs officiers, à se révolter contre les Espagnols, honteux d'être les mercenaires d'un peuple qu'ils détestaient ?

Il aurait été donc préférable pour le duc de Lorraine de ne point risquer la ruine de sa maison et la perte irrémédiable de ses États, en souscrivant de suite aux conditions, si dures

qu'elles fussent, que Mazarin lui imposait, pour le salut de sa personne, de sa maison et de son peuple.

C'est ce que l'agent de Mazarin, faisant preuve d'un grand bon sens, essaya de lui faire comprendre ; mais toutes ses instances, ses supplications, les raisons qu'il invoqua pour le convaincre et lui faire prendre une résolution inspirée par la sagesse et la juste compréhension de ses intérêts, furent inutiles.

Une sorte de bandeau couvrit les yeux du duc et il resta aveugle, en même temps que sourd aux exhortations et aux remontrances de son ancien sujet qui lui avait été si dévoué pendant son séjour en Franche-Comté et qui comprenait si bien les intérêts de la Lorraine, en même temps qu'il défendait ceux de la France dont il était actuellement le représentant.

Quant à Thierry, ce mauvais conseiller, cette âme damnée des Espagnols, il prétendit, dans ses conversations avec Jobar, n'avoir pas usé de son influence auprès du duc pour l'amener à changer si subitement d'avis. Il ne s'expliquait, disait-il, cette volte-face, ce changement subit, qui venait de s'opérer dans l'esprit de son maître, que par la connaissance qu'il avait de l'inconstance et de la versatilité de ses idées. Il attribuait surtout ce revirement aux mauvais conseils que lui auraient donnés la duchesse de Phalsbourg, princesse de Lixheim, sa sœur, et son mari.

Les deux époux ne lui avaient-ils pas fait croire récemment que Philippe IV, pour prix de ses services, allait lui conférer le gouvernement des Pays-Bas catholiques, alors qu'ils savaient pertinemment que ce gouvernement était réservé à don Juan, le bâtard du roi d'Espagne, que suppléait provisoirement don Castel-Rodrigo, qui avait plutôt l'étoffe d'un diplomate que celle d'un soldat.

A en croire Thierry, Charles IV, une fois investi de ce gouvernement important, pourrait récolter des sommes immenses et renouer, dans ce poste éminent, les négociations qui venaient d'échouer avec la France, et à des conditions meilleures, si le parti des Importants, assoupi, mais toujours agissant et vivace,

quoique dans l'ombre, parvenait à relever la tête et à renverser Mazarin généralement haï en France où on l'accusait de vouloir prolonger la guerre pour consolider son pouvoir en se rendant nécessaire. Pour disculper quelque peu Charles IV, ajoutons que, pour expliquer son refus de vouloir traiter avec la cour de France, il mettait en avant l'opinion et les avis des princes de la maison de Lorraine, qui lui étaient restés dévoués. Ils le dissuadaient de signer un pacte funeste avec Mazarin, si celui-ci ne s'engageait pas d'avance à lui restituer Nancy, sa capitale.

C'était également son avis, car, sans la possession de cette ville, quoique redevenu maître de la Lorraine, il ne se trouverait nullement en sûreté contre le retour offensif de l'armée française. Aucune autre ville, puisque La Mothe n'existait plus, n'aurait pu lui servir d'abri où il pût se défendre avec quelques chances de succès. C'est aussi notre avis.

Du reste, si l'on en croit l'assertion de l'abbé de Saint-Catherine, les intérêts du peuple lorrain ne préoccupaient nullement Charles IV et il n'avait pour lui ni amour, ni pitié; il n'aimait âme qui vive et personne ne pouvait se vanter d'avoir eu son affection. Il n'aimait que l'argent (et les femmes, aurait-on pu ajouter).

Voici ce qu'en pensait un de ses meilleurs officiers, le baron de Clinchamp[1]. « Il a, disait-il un jour, à l'oreille, à Jobar, en parlant de son souverain, le cœur porté à la dureté pour ses gens, ses parents et ses sujets... pendant que nous l'aidons à amasser de l'argent pour marier sa fille. »

Le 13 septembre, Jobar, accompagné de Thierry qui le surveillait, arriva à Bruxelles, et le premier soin de l'agent secret de Mazarin fut de faire expédier à Charles IV une lettre de change de 20,000 fr.

Le lendemain, il se rendit à Anvers où il se fit donner par

1. Charles de Mailly, baron de Clinchamp et d'Escot, d'une famille bourguignonne, se signala par ses exactions dans le Bassigny, en 1635 et en 1636. Plusieurs officiers du même nom prirent part aux guerres de cette époque.

ses correspondants une autre lettre de change de même valeur, et cela, afin de contenter M. de Lorraine qui lui avait dit préférer la signature du banquier d'Anvers à celle de celui de Bruxelles.

Le duc reçut donc, pour la même somme, deux lettres de change tirées sur deux banquiers différents.

A Anvers, Thierry alla trouver le pagador général de l'armée espagnole. Sur les 8,000 écus qu'il lui réclama, au nom de son maître, le pagador ne lui en versa que 3,000, et encore il lui affirma qu'il les avait empruntés. De ces 3,000 écus Thierry fit deux parts : l'une fut destinée à Charles IV, et l'autre à la princesse de Cantecroix dont les Espagnols cherchaient à capter les bonnes grâces en lui versant de petites sommes successives, et en lui promettant de faire valider son mariage par la cour de Rome.

De retour à Bruxelles, Jobar y rencontra Vincent, secrétaire de Charles IV, qui lui remit une lettre à son adresse, de la main du duc, dans laquelle il lui apprenait qu'il allait passer la Lys et qu'il comptait être deux jours après aux environs d'Audenarde, d'où il espérait se transporter à Notre-Dame de Hal. Là, il le ferait venir près de lui[1].

Jobar fut étonné de cette nouvelle résolution de M. de Lorraine et la mit sur le compte du dépit que lui avait causé le refus formulé par Castel-Rodrigo de verser à Thierry la demi-montre qu'il lui avait réclamée pour la solde de l'armée lorraine (16 septembre).

L'agent de Mazarin se trouva donc suspendu entre la crainte et l'espérance, mais fut plutôt porté à se réjouir de l'annonce du départ de Charles IV, qui s'apprêtait à lever le camp et à quitter son poste, qu'il ne s'alarmât de cette demande de rendez-vous.

---

1. « Jobar, je marche sur la Lysse (*sic*) après-demain. J'espère être près d'Oudenarde, pour de là prendre ma route vers Nostre-Dame-de-Haut où je vous enverrai quérir. A Dieu, au revoir, pour vostre affaire avec Thierry, je luy ai demandé ce que je scais pour éclaircissements, n'entendant pas comme cela va. 16 septembre. » (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXIV, f° 224-368.)

Se berçant d'illusions, il espéra que Charles IV allait se décider enfin à se jeter entre les bras de la France et se diriger vers la Meuse, après avoir traversé la Lys et l'Escaut.

Vaines espérances. Il se réveilla bientôt de ses illusions et son réveil fut subit. Comme il se trouvait, le soir du 17 septembre, jour où il venait de recevoir des nouvelles de M. de Lorraine, à l'hôtel de Berghes, où la princesse de Cantecroix l'avait invité à souper, le sieur du Plessis, exempt des gardes de S. A. de Lorraine et en même temps écuyer et maître-d'hôtel de Béatrix de Cusance, le prit à part et lui annonça qu'il avait reçu l'ordre de l'arrêter et de l'interner dans cet hôtel même où il se trouvait l'hôte de la princesse.

On lui donna immédiatement une chambre, une garde pour le surveiller et un valet chargé de le servir. Il était prisonnier au mépris du droit des gens, dans l'hôtel de celui qui, le matin, l'assurait de son amitié! Comme il doutait encore de tant de duplicité et d'une trahison aussi étrange, du Plessis, qui lui avait tenu pendant longtemps compagnie, lui montra l'ordre d'arrestation signé par le duc et daté du 16 septembre, du jour même où il lui avait écrit. Étrange contradiction dont Jobar ne pouvait se rendre compte !

Du reste, du Plessis lui apprit que Charles IV lui avait recommandé d'avoir les plus grands égards pour lui et de ne le laisser manquer de rien. Et de fait, l'émissaire du cardinal Mazarin, quoique dupe et captif, n'eut pas à se plaindre de ses geôliers.

Et, pour comble d'ironie, la charmante Béatrix, que le duc Charles avait rendue responsable de la surveillance de ce diplomate pris au trébuchet, lui prodigua ses soins et lui envoya son contrôleur avec mission de le rassurer sur son sort et de ne point s'affliger. Elle lui fit dire que son amant n'avait aucun motif de lui en vouloir, mais que le gouvernement des Pays-Bas catholiques lui avait dicté l'ordre de son arrestation.

Chose singulière, le baron du Tremblay, frère du Père Joseph, « l'Éminence grise », était arrivé à Bruxelles, incognito, envoyé probablement par Mazarin, trois heures après Jobar, pour chercher à savoir ce qu'il était venu y faire et quand il

comptait quitter la capitale du Brabant. La police de Mazarin était si bien faite !

Jobar attribua son emprisonnement aux agissements de la princesse de Phalsbourg, cette femme indigne, à la fois confidente des projets de Mazarin et de ceux des Espagnols dont la princesse de Strozzi, maîtresse de Piccolomini, lui dévoilait les plans de campagne.

Mais Jobar se trompait en croyant au mécontentement de Henriette de Lorraine, qui se serait trouvée froissée de son peu d'empressement à lui rendre visite pendant son séjour à Aeltre et de son mutisme. N'était-elle pas admirablement renseignée par Mazarin, dont elle était l'assidue correspondante ?

La captivité de l'agent de Mazarin, aussi douce qu'elle fût, lui était à charge. Heureusement pour lui, elle dura peu.

Le 30 septembre, une grande rumeur réveilla le captif. Il essaya de sortir de sa chambre et d'aller aux informations. Ce lui fut facile. Plus de geôliers et surtout plus de geôlière. La maîtresse de céans venait de s'enfuir en toute hâte pour Anvers, après avoir reçu, de grand matin, deux lettres successives de Charles IV, qui lui ordonnait de se rendre immédiatement dans cette ville. Bruxelles fut en émoi à la nouvelle de cette fuite précipitée de la maîtresse du duc de Lorraine.

Avant de se rendre compte de la réalité des choses, les habitants de Bruxelles voyaient déjà les soldats français à leurs portes et s'attendaient à être pillés et rançonnés. Au milieu de cette panique aveugle, on expédia immédiatement les meubles de Castel-Rodrigo à Anvers, et des rondes furent faites dans les rues de la capitale des Pays-Bas catholiques. Deux compagnies de l'armée espagnole arrivèrent le lendemain pour rassurer les Bruxellois effarés. Faible renfort !

Que s'était-il donc passé ?

Après la prise de Comines et de Ménin, et après avoir renoncé à la prise de Courtrai[1], où Charles IV avait fait entrer 700 à 800 hommes de pied et un régiment de cavalerie, sous

1. Gassion et Rantzau avaient eu un moment l'intention d'assiéger Courtrai.

le commandement de Clinchamp, et après avoir expédié plusieurs courriers au prince d'Orange, cantonné à Oost-Eecloo, où il ne pouvait bouger, tenu en respect par le duc de Lorraine, les maréchaux de Gassion et de Rantzau renoncèrent à leur dessein de s'avancer vers la mer et résolurent d'aller attaquer Charles IV à Aeltre. Dans ce but, ils marchèrent tout un jour et toute une nuit, après avoir laissé leur bagage et leurs gros canons à Menin[1], vers le canal de Bruges à Gand, où ils arrivèrent au point du jour, espérant tailler en pièces l'armée lorraine.

Piccolomini, aussitôt qu'il eut appris l'état critique de Charles IV, qui, comme l'écrivait Jobar à Mazarin, le 18 septembre, se trouvait bloqué par quatre armées, se mit en marche avec son corps d'armée afin d'arriver à son secours.

Le duc de Lorraine, prévenu à temps de cette chance de salut, envoya à Piccolomini l'adjudant général Lagrange et Rousselot d'Hédival, pour l'informer qu'il quittait Aeltre, et lui donner rendez-vous dans la bruyère de Buls « Bulscampweld », près de Bruges.

Malheureusement, ces deux émissaires furent faits prisonniers par des partis français, à Thielt, avant d'avoir pu s'acquitter de leur mission, et Piccolomini se trouva en retard de deux jours[2].

Charles IV se hâta de quitter Aeltre et de se diriger vers la Lys, mais il faillit être enlevé par des éclaireurs français et ne dut son salut qu'à l'avis qu'il reçut du colonel de Housse qu'il avait envoyé à Courtrai avec son régiment. Le Lorrain eut à peine le temps, à l'approche de l'armée française, de rassembler le gros de son armée dans la bruyère de Buls.

Là, il rangea ses soldats en bataille jusqu'à minuit, tandis que les soldats de Louis XIV brûlaient son quartier général d'Aeltre.

---

1. Les Français venaient de s'emparer de Menin, qu'ils ne purent garder.

2. Charles IV se réfugia un moment à Thielt, mais les Français ne purent l'y surprendre. (M. de Roanette à Mazarin, 8 octobre 1645. *Aff. étr., Pays-Bas*, t. XVII, f° 434.)

Enfin, il eut le bonheur d'être rallié par deux de ses régiments qu'il avait laissés près de Gand, et sur lesquels il ne comptait guère, car ces deux régiments avaient dû, avant de le rejoindre, passer le long du canal de Gand à Bruges, où les Français étaient arrivés deux heures avant eux (27 septembre).

Charles IV put échapper à l'étreinte de l'armée royale et se retirer à Cruysauthem, non sans perdre quelques-uns de ses chariots, remplis de munitions, et laisser quelques prisonniers, puis à Bruges, avec une partie de son armée, tandis que l'autre se réfugia à Gand. Si cette fuite précipitée avait eu lieu le jour et si les Français avaient eu un bon guide, l'armée lorraine eût été taillée en pièces[1].

Charles IV abandonna à ses adversaires tous les forts et toutes les redoutes qui bordaient le canal de Bruges à Gand, mais il se déclara heureux de ne pas avoir eu à livrer un combat en règle aux maréchaux de Gassion et de Rantzau, car il avait appris qu'ils avaient reçu l'ordre de Mazarin et d'Anne d'Autriche, irrités de la duplicité du Lorrain, de ne point lui faire quartier, non moins qu'au moindre de ses gens.

Gassion s'était déjà « fait fête de sa dépouille », et Rantzau s'était vanté de se venger de sa défaite de Tuttlingen, sans se souvenir de la générosité si mal récompensée de son vainqueur à son égard.

Pendant que Charles IV se dérobait à leur poursuite, les maréchaux traversèrent la plaine de Buls qu'il venait de quitter, et allèrent se poster sur les rives du canal de Bruges à Gand, afin de s'en rendre maîtres.

En même temps, le maréchal de Rantzau s'empara du château d'Ingelmunster, situé à quatre lieues de Menin, et que défendait un aide de camp de Charles IV. La prise de ce

1. M. Roanette attribue la retraite heureuse de Charles IV à un retard de deux heures éprouvé par l'avant-garde de l'armée française et causé par l'attente de son corps de bataille ainsi qu'à l'ignorance des guides qui s'étaient mis au service de cette avant-garde. (*Passim.*) [Voir *Vie ms. de Charles IV*, par Hugo.]

château rétablit les communications entre les divers tronçons de l'armée française[1].

Bientôt les redoutes qui gênaient le passage de l'armée hollandaise tombèrent au pouvoir de Rantzau.

Le régiment de Piémont, dont M. de Puységur était lieutenant-colonel, emporta une de ces redoutes en présence de l'écuyer du prince d'Orange, et, pour faciliter davantage la marche en avant de l'armée hollandaise, Rantzau fit aplanir, des deux côtés, les rives du canal de Bruges[2]. Gassion était resté à une lieue de là. Rantzau vint le rejoindre et ils retournèrent ensemble sur les bords du canal (28 septembre).

Quand tout fut prêt, les deux maréchaux dépêchèrent au prince d'Orange un courrier qui l'avertit de leur arrivée. Ils étaient résolus à marcher à son secours. Il n'était que temps, car le fils du stathouder était sur le point de battre en retraite et de se retirer dans les places avoisinant le camp d'Oost-Eecloo. C'était du moins le bruit qui courait. Le prince envoya aux maréchaux le colonel d'Estrades et Beverwert, porteurs de plusieurs propositions. La première consistait à attaquer Anvers, ce à quoi il était prêt à se résoudre, si Gassion et Rantzau consentaient à l'escorter pendant deux ou trois jours de marche, car il craignait de s'égarer en traversant seul le pays de Waes, qui sépare Gand d'Anvers.

Ce pays, d'un aspect monotone, mais magnifiquement cultivé, est entrecoupé de digues qui protègent les terrains inférieurs ou *polders*.

Il fut convenu que l'armée hollandaise rallierait l'armée française et que ces deux armées réunies passeraient ensemble le grand et le petit Escaut et envahiraient le pays de Waes.

Gassion et Rantzau voulurent aller en porter la nouvelle, eux-mêmes, au prince d'Orange, qui fut surpris de les voir. L'escorte des deux maréchaux traversa l'Escaut à la nage.

---

1. Gassion à Mazarin, 30 septembre 1645, du camp d'Ingelmunster. (*Aff. étr., Pays-Bas*, t. XVII, f° 410.)

2. Voir *Guerres du règne de Louis XIII et de la minorité de Louis XIV*, par Puységur, publié et annoté par Ph. Tamisey de Laroque, t. II, p. 30.

La saison était bien avancée, mais le prince Guillaume était décidé à assiéger Anvers ou Hulst avant l'hiver.

Aussi, quitta-t-il, le 30 septembre, son poste d'Oost-Eecloo et se mit-il en marche vers les villages de Lovendenghem et Somerghem, situés à l'ouest de Gand.

Il s'empara à l'improviste du pont de Lovendenghem et, après avoir fait jeter des ponts de bateaux à Mariakerke et en d'autres lieux, il traversa le canal avec son armée.

Les communications furent donc interrompues entre les troupes disséminées de Charles IV et de Beck, qui s'étaient réfugiés tous deux à Bruges.

Après avoir effectué le passage difficile du canal dont le duc de Lorraine et le gouverneur du Luxembourg renoncèrent à protéger les rives, le prince d'Orange fit distribuer des vivres à ses soldats pour sept jours. Son bagage fut laissé au Sas de Gand. N'emportant que des provisions de bouche, il se dirigea vers la Lys, qu'il traversa à Deynze.

Pendant cette marche, on s'aperçut, dit Montglat, de la différence d'allures des soldats français et hollandais. Les Hollandais marchaient en rangs serrés, sans s'écarter les uns des autres, tandis que les Français quittaient le grand chemin et maraudaient à droite et à gauche.

Ajoutons qu'à la moindre alerte les soldats du roi de France rejoignaient leur régiment et rentraient dans le rang.

Ce fut le 2 octobre que Français et Hollandais bordèrent les rives de l'Escaut. A cette nouvelle, les généraux espagnols s'émurent.

Ne faisait-on pas courir le bruit, avons-nous dit, dans toutes les Flandres, que l'intention des alliés était d'assiéger Bruxelles, résidence du gouvernement?

Grand émoi dans la capitale du Brabant. Les bourgeois de Bruxelles se crurent tout à coup des foudres de guerre. Ils jurèrent de se défendre à outrance et offrirent au gouvernement 100,000 florins pour la mise en état des fortifications de leur ville, où le comte de Bucquoy fit entrer quelques renforts.

Caracena, gouverneur du Hainaut, convoqua toute la no-

blesse du Hainaut et les hommes les plus exercés de cette province et accourut à Bruxelles à leur tête. Ce courage dont les Bruxellois faisaient montre n'était qu'un feu de paille.

C'était du moins l'avis de Jobar, auquel la panique causée par l'approche des Français avait rendu la liberté, comme nous l'avons vu plus haut. Il attendait avec impatience leur entrée dans Bruxelles que les généraux espagnols devaient évidemment sacrifier, ainsi que les autres villes, pour essayer de sauver Anvers, ce qui leur serait fort difficile.

Les Bruxellois finirent par se résigner à leur sort et l'on pouvait voir se former dans toutes les rues de la capitale belge des groupes où les orateurs populaires discutaient sur la manière dont on pourrait obtenir de la « courtoisie des Français » une capitulation honorable qui mît leur ville à l'abri du pillage.

Le 3 octobre, l'armée franco-hollandaise traversa l'Escaut à Gavre. Les Français escortèrent et protégèrent leurs alliés jusqu'à Melle et Wetteren, petites villes situées entre Gand et Termonde, sur le grand Escaut.

Le pays de Waes se trouvait envahi et Anvers et Hulst gravement menacés. Castel-Rodrigo, alarmé, avait convoqué plusieurs conseils de guerre à Gand, où il avait établi son quartier général depuis les débuts de la campagne. Il y appela Charles IV, en apparence réconcilié avec lui, Piccolomini, le baron de Beck et quelques autres chefs de l'armée hispano-belge.

Des décisions graves y furent prises, car si les Hollandais s'emparaient d'Anvers ou d'Hulst, qui les empêcherait, avec l'aide des Français, d'assiéger Audenarde, Courtrai et Lille?

Les forces dont disposaient les généraux espagnols n'étaient pas assez considérables pour résister aux armées alliées. Ne fallait-il pas les attaquer, chacune séparément?

Ce qui fut proposé, discuté sérieusement, mais finalement rejeté, car les Hollandais disposaient de troupes supérieures à celles que Castel-Rodrigo aurait pu rassembler à Gand. En cas de succès remportés par le prince d'Orange, toute la Flandre orientale se serait trouvée exposée aux plus grands dangers.

Ce fut Beck qui fut désigné pour se porter au secours d'Anvers et de Bruxelles. Il devait être convoyé par Charles IV.

Le 5 octobre, le gouverneur du Luxembourg se dirigea vers les digues d'Anvers, et, pour que les Hollandais campés sur l'Escaut ne l'inquiétassent pas dans sa marche, le duc de Lorraine l'escorta avec son armée et profita de cette circonstance pour venir trois jours de suite à Anvers, où Béatrix de Cusance s'était réfugiée après sa fuite précipitée de Bruxelles.

L'arrivée de la princesse à Anvers avait causé autant d'émoi que son départ de Bruxelles. Le port fut envahi par la foule qui assista au débarquement de ses gens et de son mobilier. En femme prudente, elle avait amené avec elle 7 à 8 tonneaux d'argent, mais le peuple les croyait remplis d'or. Aussi, bientôt s'était répandu le bruit qu'elle avait apporté tous ses trésors et qu'elle comptait passer sous peu en Hollande.

On peut se figurer l'indignation des Anversois contre l'amant de la belle princesse, car on n'ignorait pas qu'il avait signé une trêve provisoire, on disait même un traité de neutralité, avec le stathouder. Il fut question de s'emparer de la princesse de Cantecroix et de faire main basse sur ses tonnes d'or.

Les magistrats et le gouverneur d'Anvers lui firent dire qu'ils ne répondaient pas de sa sécurité si elle ne réussissait à apaiser la colère et les soupçons des habitants.

Beck voulut s'opposer au passage du grand Escaut. Il possédait deux pièces de canon et un régiment. Lorsque les Hollandais essayèrent de passer le grand Escaut à Melle et a Wetteren, il essaya d'annihiler leurs efforts. Le stathouder, après avoir mis en batterie ses canons et rangé ses mousquetaires le long de l'Escaut, réussit à faire taire la mousqueterie des ennemis. Beck, blessé, s'enfuit en abandonnant ses canons [1].

---

1. « Il n'y a eu que la mousqueterie qui les ayt fait lascher la rivière entre eux d'eux. » (M. de Roanette à Mazarin, 8 octobre 1645. *Aff. étr., Pays-Bas*, 1644-1645, t. XVII, f° 434.) M. d'Estrades à Mazarin, devant Hultz, ce 8 octobre 1645. Du même au même, devant Hultz, 10 octobre 1645 (*Aff. étr.*, t. XVII, f°s 418 et 440). M. d'Estrades était ambassadeur de France en Hollande et accompagnait le prince d'Orange pour le surveiller.

Après l'échec de Beck que Charles IV avait mollement soutenu, Anvers et Hulst se trouvaient de plus en plus menacés.

Le peu de résistance des Espagnols suscita les railleries de Charles IV qui avait pris part à l'action : « Philippe IV, disait-il, ne pouvait manquer d'envoyer trois ordres d'Espagne, l'un de pendre Piccolomini « comme poltron », le second de le rouer, lui, Charles IV, de n'avoir pas mieux agi, et le troisième de faire bouillir Beck dans de l'huile comme un vilain pourceau. »

Évidemment, ces railleries étaient exagérées, mais on ne pouvait lui en faire un crime, puisqu'il voulait partager les fautes commises et se reprochait lui-même sa mollesse et son incurie?

Est-ce par indifférence ou mépris de ses collègues qu'il les avait si mal secourus? A coup sûr, disait-il, il n'en aurait pas voulu comme caporaux dans son armée.

Ses critiques s'adresaient également à Gassion et Rantzau qu'il blâmait d'avoir tardé si longtemps à assiéger Lille.

Jobar avait quitté Bruxelles, toujours à la recherche de Charles IV qu'il voulait acculer jusque dans ses derniers retranchements et essayer de mettre au pied du mur, en le forçant à se prononcer d'une façon définitive pour la France. Devant la panique générale, devant le désarroi où se trouvaient les alliés du duc, le moment lui semblait favorable. Aussi, le suivait-il pas à pas.

A la seconde visite de Charles à Anvers, après le dîner, Jobar entra dans sa chambre. Mais le Lorrain n'était pas d'humeur à lui parler de choses sérieuses. Sans faire allusion à l'internement de l'agent de Mazarin dans l'hôtel de Berghes, il fit apporter toutes ses pierreries afin de lui montrer celles qu'il avait achetées depuis son départ de Worms (1644). Parmi ces pierreries, Jobar admira les deux diamants de l'infante Isabelle, gouvernante des Pays-Bas catholiques.

L'un avait coûté 22,000 florins et l'autre 70,000 florins. Ce dernier jouissait d'une grande réputation et on l'estimait à plus de 50,000 écus. Charles fit encore voir à Jobar d'autres diamants parmi lesquels s'en trouvait un de 9,000 florins.

Lorsque Charles IV quitta Anvers, il établit son quartier gé-

néral à l'abbaye de Saint-Bernard, à deux lieues de cette ville. Jobar l'y suivit. Là, il retrouva Rousselot, chanoine de Verdun, que Rantzau avait fait prisonnier, alors qu'il essayait de s'aboucher avec Piccolomini, auquel son maître l'avait envoyé à Thielt, après avoir quitté son camp d'Aeltre et s'être porté à Cruysauthem.

Le maréchal avait demandé à Rousselot si M. de Lorraine ne s'était point accommodé avec Mazarin et si le bruit de cet accommodement ne courait pas parmi l'armée lorraine.

Rousselot lui répondit qu'il ignorait l'état des choses et qu'il ne croyait pas à l'accord de Charles IV avec la cour de France, après les conditions peu favorables que Mazarin lui imposait par la bouche de Jobar. Mais Rantzau, qui assurément avait reçu des dépêches récentes du cabinet français, assura Rousselot que, si le duc voulait s'en remettre à la bonne volonté du cardinal, il pouvait être certain que ce ministre lui rendrait Nancy.

Jobar ne put croire à tant de condescendance de la part de Mazarin, après les succès remportés par l'armée française. Les instructions qu'il avait reçues du ministre français, avant son départ de Paris, étaient en contradiction avec les insinuations de Rantzau. Et cependant, à cette époque, les circonstances étaient plus favorables à une telle concession, puisque Charles IV n'avait pas encore trahi ses engagements et n'avait pas encore quitté son camp d'Aeltre, comme il venait de le faire, afin de donner la main aux Espagnols, au moment même où il venait de promettre de les abandonner et de se porter vers la Meuse, avant de se jeter dans les bras de la France et lui apporter le secours de son épée.

Il est vrai que Mazarin, qui désirait la chute d'Anvers, avait intérêt plus que jamais à se ménager Charles IV et à obtenir de lui une neutralité, au moins momentanée.

C'est peut-être dans ce but qu'il venait de modifier ses exigences en les adoucissant au point de faire promettre Nancy au duc, après lui avoir refusé jusqu'alors l'entrée et la possession de cette ville.

Charles IV prit la balle au bond et, en prenant définitivement congé de Jobar, il le chargea de remettre à Mazarin une lettre écrite de sa main, dans laquelle il le remerciait de sa bienveillance, et, en même temps, de le sonder au sujet de Nancy dont le maréchal de Rantzau avait parlé récemment à Rousselot.

Se voyant déjà de retour dans sa capitale, qu'il n'avait pas revue depuis onze ans, le duc de Lorraine, en bon prince, voulait bien consentir à ce que Louis XIV fît garder la ville vieille, ou même, avec celle-ci, la ville neuve, par des Suisses (ce que Jobar avait proposé pour Marsal), en promettant par serment qu'il remettrait ces deux villes au roi de France, s'il venait à agir contre lui ou à quitter son service.

Quant à la citadelle de Nancy, Charles IV n'était pas éloigné de permettre à Louis XIV de la faire occuper par des soldats français. Le nombre des Suisses que M. de Lorraine entendait qu'on mît dans sa capitale serait, disait-il, proportionné au nombre de ses habitants, « raisonnable et non pas excessif ».

Du reste, qu'importait à la cour de France le nombre des Suisses commis à la garde de Nancy, puisque les Français, maîtres de la citadelle, pourraient y faire entrer à toute heure autant de soldats qu'il leur plairait « pour servir contre les deux villes en cas qu'il vînt à leur donner sujet » ?

« Et après tout, ajoutait le duc Charles, les Français ont envie de me rendre Nancy, soit avant ou après la paix générale, ou ils ne l'ont pas. Si c'est leur volonté de la retenir pour un temps seulement, il ne faut pas parler d'accord. S'ils ont envie de me la rendre, qu'ont-ils besoin de la retenir pour un temps seulement? Ils n'ont aucune raison de le faire que pour la meffiance qu'ils ont de moy, et cette raison leur manquera quand, par la garde suisse qu'ils y mettront aux conditions prescrites, ils se rendront maistres de la place et m'en chasseront toutes les fois qu'ils voudront.

« Ce que j'en fais, c'est pour faire taire mes parents qui crieront contre moi, si je ne fais un traité qui n'ayt tant soit peu d'apparence d'honneur et de satisfaction. Et une autre raison qui m'y porte encore, c'est pour éviter mille brouilleries

que j'aurois avec un gouverneur de Nancy, tant sur les plaintes de la bourgeoisie et d'un particulier, tant pour mon approche de la ville qu'ils veulent limiter à une certaine distance, ou pour la recepte de mes propres deniers, à laquelle ils veulent établir un Français, et mille autres desmeslés qui engendront du soupçon et de la meffiance de part et d'autre, à quoy l'on ne sauroit pas pourvoir autrement. »

En échange de Nancy, Charles IV abandonnait à Louis XIV Marsal, Stenay, Clermont-en-Argonne, jusqu'à la paix générale.

A la demande de Jobar s'il était toujours résolu à ne prêter l'oreille à aucunes propositions de paix en dehors de la restitution de Nancy, qui n'était pas comprise dans le projet de traité que du Plessis-Besançon lui avait apporté à Worms l'an dernier (1644), il répondit qu'il persistait à croire que Mazarin lui restituerait sa capitale, puisqu'il ne demandait à la recouvrer que « en un estat de n'en pouvoir user ».

Quant à désigner le pays où il devait unir son armée à celle de la France, par exemple les Pays-Bas catholiques, il n'était pas d'avis qu'on insérât cette clause dans l'acte diplomatique qu'on rédigerait, car il était décidé, s'il traitait, à obéir aveuglément au roi de France, sans émettre aucune objection.

Pourquoi l'obliger à se battre contre les Espagnols avant qu'il ait pu sortir de leurs possessions? Ce serait le forcer à commettre une lâcheté, puisqu'ils étaient ses alliés actuels. Il avait trouvé étrange qu'à Paris on voulût faire de lui leur ennemi irréconciliable. Il lui semblait qu'il était plus à propos de signer son traité avec la France, lorsqu'il serait en Allemagne, où il devait se rendre.

Là, du moins, il traiterait en prince libre, *comme tous les autres princes de l'Allemagne,* et ni l'empereur, ni le roi d'Espagne ne pourraient en concevoir autant d'étonnement que s'il était resté aux Pays-Bas. Pour plus de précautions, Charles IV inséra la lettre qu'il priait Jobar de remettre à Mazarin dans une enveloppe portant l'adresse du cardinal Spada, son défenseur à Rome.

Cette fois, Jobar recevait son congé définitif. L'horizon s'éclaircissait, et, en partant, il pouvait encore concevoir quelque espérance.

Il demanda encore au duc ce qu'il fallait dire de sa part à la duchesse d'Orléans, sa sœur, et au marquis de Moy-Chaligny, son cousin. Le duc lui répondit que, s'il avait l'occasion de les voir, qu'il leur fît ses baise-mains, sans toutefois l'obliger à demander à les voir de sa part (11 octobre).

Avant de partir, l'agent de Mazarin n'oublia pas d'aller faire ses adieux à la princesse de Cantecroix à Anvers. Elle lui fit mille recommandations, mais évita, comme précédemment, de l'interroger sur le but de son voyage, qu'elle connaissait probablement mieux que personne.

Entrant dans la voie des confidences, cette femme, qu'on aurait pu croire heureuse, malgré sa position éminemment critique et pénible de maîtresse délaissée et répudiée publiquement après la sentence de l'archevêque de Malines, se plaignit à Jobar de la vie bien triste qu'elle menait, ayant, à la fois, à se défendre contre les ruses de la princesse de Phalsbourg et les visites de la duchesse de Chevreuse qu'elle ne recevait que par contrainte. Chose singulière, la princesse, délaissée en apparence par son amant, qu'elle croyait être son mari légitime, puisqu'ils avaient reçu la bénédiction nuptiale de la main d'un prêtre, déclara à Jobar qu'elle aimerait mieux bêcher la terre en Lorraine que de vivre partout ailleurs dans la compagnie des grands. Elle se souvenait des acclamations du peuple lorrain, lorsque Charles IV, en sa compagnie, alla jusqu'à Bon-Secours, après la signature de la Petite-Paix, et que, partout, sur leur passage, des bouches naïves s'écriaient : Vive le Duc et ses deux femmes!

Après avoir aidé le prince d'Orange à passer le grand Escaut, Rantzau et Gassion s'avancèrent avec lui jusqu'à deux lieues d'Hulst avec 100 chevaux et ensuite ils rejoignirent le gros de leur armée, sans être inquiétés ni par Beck, ni par Piccolomini, ni par Charles IV.

Le prince d'Orange se décida à vouloir mettre le siège

devant Hulst, dès les premiers jours d'octobre, renonçant à assiéger Anvers à cause de l'état avancé de la saison qui aurait rendu difficile, sinon impossible, une opération d'une si longue haleine et parce qu'il fut averti de la rupture du pont de Rupelmonde et que, n'ayant pas de bateaux, il eût été obligé de rester à la Tête d'Anvers sans pouvoir investir Anvers.

Dès le début du siège d'Hulst, le prince d'Orange se montra à La Chapelle, situé à une portée de canon de la ville, fit attaquer le fort Sainte-Anne qui se rendit après quelque résistance, tâta les forts de Nassau et de Moerwaart, qui se rendirent dès que les canons furent en batterie.

Par la prise de ces trois forts, le fils du stathouder se trouva maître des écluses, et Hulst fut investi sans que Charles IV et Caracena, postés tous deux à la Tête de Flandre, pussent s'opposer à cet investissement[1].

Le premier fossé de la circonvallation fut achevé le 8 octobre au soir et, le 9, le prince d'Orange ouvrit la tranchée.

Le fils du stathouder fit faire trois attaques. Il s'en réserva l'une et confia l'autre à Bréderode, et fit attaquer les forts de Ferdinand et de Moncade, afin de s'ouvrir le chemin du Fus à Hulst et, par ce moyen, avoir ses coudées franches jusqu'à la Tête de Flandre occupée par l'ennemi.

Après avoir lutté vaillamment, les défenseurs d'Hulst se rendirent (4 novembre)[1].

Pendant le siège d'Hulst, les Français voulurent s'emparer de Courtrai, où avait réussi à s'introduire François de Croy, commissaire général de la cavalerie espagnole.

Le marquis de Gémines, mestre de camp du régiment de Navarre, parut bientôt devant Courtrai, suivi de quelques troupes.

Aussitôt il somma les bourgeois et la garnison de se rendre, les menaçant, au nom de Rantzau et de Gassion, de leur faire

1. Voir Lettre d'Estrades à Mazarin, 10 octobre 1645. (*Aff. étr., Pays-Bas*, t. XVII, f° 440.) Hulst avait pour gouverneur le mestre de camp Hennin. Il était secondé dans sa tâche par les comtes de La Motterie et de Mouseron et le baron de Gérardin.

couper la tête, s'ils résistaient, Courtrai n'étant point considérée comme place de guerre.

On lui répondit, ainsi qu'à M. de la Feuillade, par une décharge d'artillerie et de mousqueterie.

Les Français mirent en batterie, à la porte de Gand, cinq pièces d'artillerie avec lesquelles ils dirigèrent un feu très vif contre la ville ; la garnison leur riposta.

La cavalerie de M. de Croy étant arrivée dans la nuit, les Français se retirèrent, passant la Lys à Haerlebeke et rompant les ponts après leur passage.

De Croy envoya à leur poursuite le capitaine Cacquet avec 150 cavaliers qui tombèrent sur leur arrière-garde, leur firent des prisonniers, pillèrent leur bagage et firent un grand butin.

L'armée française se disloqua en deux tronçons : le maréchal de Gassion demeura à Menin, que Piccolomini, d'accord avec Charles IV, avait conçu le projet d'assiéger, tandis que le maréchal de Rantzau marchait vers La Bassée.

Les maréchaux de Gassion et de Rantzau s'étaient rejoints et s'emparèrent tour à tour de Pont-à-Vendin, Lens, Orchies, L'Écluse et Arleux (octobre-novembre).

Comme les Français occupaient la ville et le château de Cassel, les communications entre Aire et Saint-Omer se trouvaient interceptées. Le baron de Lamboy, qui s'était campé entre Dunkerque et Bergues avec les troupes impériales, résolut d'enlever Cassel par un coup de main. Il donna l'assaut au château dont il se rendit maître en une demi-heure, et le fit démanteler en en faisant abattre toutes les fortifications.

Mais, vers le 16 novembre, Lamboy fut attaqué par l'armée française et vit son infanterie taillée en pièces.

Sa cavalerie s'enfuit à Nieuport, à Hondschoote et à Cassel.

Beaucoup de prisonniers restèrent entre les mains des Français, qui s'emparèrent également du bagage.

Après cet échec, il fut question à la cour de Madrid de rappeler en Espagne Lamboy et de lui donner le commandement de l'armée de don Andrea Cantelno. Quant à Charles IV, il alla trois fois de suite trouver Piccolomini pour lui offrir une partie

de ses troupes, moyennant finances, et renouvela son traité d'alliance avec les Espagnols[1].

Philippe IV était cependant bien éloigné de lui donner le gouvernement général des Pays-Bas catholiques.

Il attendait que la coupe fût pleine pour se débarrasser de cet allié gênant qui n'agissait qu'à sa guise et dont les mouvements et les opérations militaires n'étaient plus guidés que par le caprice, tant sa coopération à l'exécution d'un plan commun était irrégulière et peu ordonnée.

Entre temps, l'Espagne continuait à vouloir détacher les Provinces-Unies de la France ; mais le prince d'Orange insista auprès des États pour en obtenir l'entretien de son armée pendant six semaines encore, et Mazarin envoya de l'argent en Hollande pour former un corps de 5,000 à 7,000 fantassins avec les soldats licenciés par les États. Ce corps devait être commandé par le colonel Cohlas et débarquer à Calais, en même temps qu'un autre corps comprenant un millier d'hommes levés en Angleterre.

Turenne, devenu le chef de l'armée d'Allemagne depuis le retour à Paris du duc d'Enghien, éprouvait de sérieuses difficultés.

Réfugié sous le canon de Philippsbourg, dans le Palatinat, et menacé un moment par l'archiduc Léopold-Guillaume d'Autriche et Gallas, qui s'étaient approchés du Neckar, il essaya en vain de secourir Wimpfen. Cette ville se rendit aux Autrichiens.

Les Weimariens refusèrent d'obéir à Turenne, et le maréchal de Gramont, mis en liberté par Maximilien de Bavière qu'il avait essayé de réconcilier avec la France, reconduisit en France l'armée du duc d'Enghien. L'approche de l'hiver et la précocité du froid sauvèrent Turenne, car les Impériaux et les

1. « L'on asseure que Lamboy doit aller commander en Espagne, à la place de don Andrea Cantelmo, que le duc de Lorraine donne une partie de ses troupes à Piccolomini pour l'argent..... fait deux ou trois voyages auprès de luy pour cet effect..... » (Gassion à Mazarin, 11 novembre 1645. *Aff. étr., Pays-Pas*, t. XX, f° 504.)

Bavarois furent forcés de prendre leurs quartiers d'hiver, les uns dans le Wurtemberg et les autres en Franconie.

Turenne, sans être inquiété, repassa sur la rive gauche du Rhin et, après une marche hardie, malgré un froid rigoureux, sans être attaqué, il put en deux jours s'emparer de Trêves et y replacer sur son trône épiscopal l'Électeur-archevêque (26 novembre).

Le maréchal établit ses quartiers d'hiver entre le Rhin et la Moselle et barra le chemin à Charles IV[1].

Ce fut l'éloignement de Beck du Luxembourg, lorsqu'il se porta du côté du canal de Gand pour essayer d'entraver dans sa marche Guillaume d'Orange, qui facilita à Turenne la prise de Trêves, succès qui le consola de sa retraite précipitée après la bataille de Nordlingen.

La campagne de Flandre, si désastreuse jusqu'alors pour les Espagnols, allait se terminer pour eux par un succès important.

L'occupation par les Français de Mardick, dont Gaston d'Orléans s'était emparé au printemps dernier, compromettait la sécurité de Dunkerque que Mazarin avait l'intention de faire assiéger dès le retour de la belle saison. Castel-Rodrigo, le comte de Fuensaldaña et Piccolomini furent d'avis d'assiéger Mardick.

Don Fernando de Solis fut assez heureux pour y entrer en vainqueur, et cela après une attaque qui dura une demi-heure et après avoir fait passer au fil de l'épée tous les défenseurs de la place, à l'exception de 350 soldats qui se rendirent à merci. 1 sergent-major, 15 capitaines et 2 lieutenants-colonels, 4 étendards, 26 pièces de canon, 30,000 livres de poudre,

1. Mazarin à Turenne, novembre 1645. Copie du temps. Ms. de la Bibliothèque nationale, n° 1719, t. II, f° 207, recto.

Dans cette lettre Mazarin recommande à Turenne d'épargner la Lorraine et l'Alsace, « qui effectivement n'en peuvent plus et sont dans un état déplorable ». — « Et je vous dirois, ajoute-t-il, que les meilleurs offices que nous puissions rendre au duc de Lorraine sont les logements qui obligeront tous ceux qui sont capables de porter les armes d'abandonner leurs maisons et de le suivre, qui est faire des recrues de son armée. »

1,500 livres de balles de mousquets, et d'autres munitions tombèrent au pouvoir du mestre de camp espagnol.

Des quatre étendards, deux furent envoyés à Notre-Dame du Rosaire, et les deux autres à Philippe IV.

C'est ainsi que la campagne finit (3-4 décembre).

Le duc d'Amalfi, le duc de Lorraine et le marquis de Castel-Rodrigo se réunirent à Bruxelles afin de prendre les dispositions nécessaires pour la campagne suivante.

On pourrait croire que M. de Lorraine avait renoncé, après sa coopération active aux dernières opérations militaires des généraux à la solde de Philippe IV, à correspondre avec le ministère français et ses agents.

Il n'en était rien.

Au commencement de décembre, Charles IV écrivit à Jobar, qui était revenu à Paris, après son échec diplomatique, la lettre suivante :

« J'ay vu le dialogue qu'aves eu avec S. E. (Mazarin), ne me semblant pas qu'il soit disposé à l'accommodement avec le duc de Lorraine. Ainsy il faut s'en consoler et se *souvenir que ce que j'ay offert en cette saison ne peut estre obligatoire en une autre.*

« Chacun scait son affaire. Puisque ce n'est pas celle de la Reyne ny de S. E. M. de Lorraine, il s'en consolera..... Pour M. de Lionne,..... je suis marry que Jobar ayt obligé M. de Lorraine à l'importuner de ses lettres. Ils croiront que c'est pour faire le *quemant* et le dolent pour 100,000 livres tournois de Lorraine. Je ne le voudrois pas faire. Ç'a esté le seul désir de servir la Reyne et de faire une protestation aux interests de S. E. Ils ont dû cognoistre mon affection. Il suffist. Pour l'accord que M. de Lorraine a fait avec le roy d'Espagne, *il est de sorte que ledit duc le peut le rompre* quand il lui plaira, et ne seroit facile, sans cela comme il ait. Car je ne receu point d'argent, moyennant quoy ledit duc peut aler où il voudra, et puis il y a deux choses que ledit Roy d'Espagne n'a pu faire, qu'il a promis et qu'il a desja manqué et manquera, si je ne l'ayde, qui étoit de payer 150,000 escus à M. de Lorraine contant (*sic*).

Moselle et le Rhin, pour barrer le passage à Charles IV s'il faisait mine de vouloir pénétrer en Allemagne où l'empereur, réconcilié avec Ragoski et délivré des menaces du maréchal et de Torstenson, le priait de ne pas se montrer, tout en le remerciant de ses offres de service.

Aussi le duc de Lorraine, ne sachant plus où reposer sa tête ni où donner des quartiers d'hiver à ses troupes, usa de diplomatie pour se réconcilier avec Castel-Rodrigo et l'Espagne. Il y réussit, et le gouverneur général des Pays-Bas lui assigna des quartiers d'hiver dans le Luxembourg.

Une grande humiliation attendait Charles IV à son retour à Bruxelles, et il eut lieu de se repentir plus amèrement que jamais de n'avoir pas consenti à s'accommoder avec la France, même à la condition de ne pas recouvrer sa capitale, puisque Mazarin lui promettait, s'il répondait à ses avances, d'user de son influence à la cour de Rome pour lui obtenir le gain de son procès pendant devant la Rote, c'est-à-dire la légitimation de son mariage clandestin avec la princesse de Cantecroix.

Nous avons dit que le cardinal Spada, dévoué à l'Espagne, lui avait fait la même promesse.

A la suite d'un bref papal, en date du 22 novembre, adressé à l'évêque de Gand et au nonce du pape dans les Pays-Bas, Charles IV et la princesse de Cantecroix comparurent, le 28 décembre, devant une assemblée nombreuse, où l'on remarquait les plus grands seigneurs des Pays-Bas et douze jésuites.

Devant cette assemblée, prosternés aux pieds de leurs juges, les deux amants demandèrent pardon du scandale causé par eux et s'obligèrent par serment, l'un à se rappeler sans cesse que le logis de M^me^ de Cantecroix devait toujours être à une demi-lieue du sien, et l'autre à oublier qu'on l'avait appelée duchesse de Lorraine. Puis, après la récitation des Psaumes, ils furent admis à la réconciliation. (28 décembre[1].)

Vers cette époque, Louise-Marie de Gonzague-Nevers épousa

1. *Vie de Charles IV*, par Hugo. Ms. grand séminaire de Nancy.

à Paris, par procuration, Wladislas VII, roi de Pologne. Cette cérémonie eut lieu au Palais-Royal, le 5 novembre 1645.

Marie de Gonzague, quelque temps après son mariage, se mit en route pour la Pologne, escortée d'une suite nombreuse; mais elle prit le chemin des écoliers et voulut passer par Bruxelles.

Le comte de Bucquoy, gouverneur, capitaine général, grand bailli du Hainaut et maître de l'artillerie, alla au-devant d'elle jusqu'à Metz-en-Couture, petite ville qui appartenait à la France.

La comtesse de Bucquoy poussa jusqu'à Valenciennes.

Les deux époux accompagnèrent la jeune reine jusqu'à Notre-Dame de Hal, où le marquis de Castel-Rodrigo vint lui offrir ses hommages. Cette femme charmante, cousine du duc de Lorraine, était dans tout l'éclat de sa beauté, et l'on comprenait, rien qu'à la voir, la passion qu'elle avait inspirée tour à tour au duc d'Orléans et à l'infortuné Cinq-Mars qu'elle avait poussé à sa ruine, en lui promettant sa main, s'il réussissait à renverser Richelieu.

« Elle était fort belle, dit Mme de Motteville, très pâle, d'un embonpoint raisonnable. Elle avait les yeux noirs et beaux, les cheveux de la même couleur, le teint beau, les dents belles, et les autres traits de son visage n'étaient ni beaux ni laids; mais tout ensemble elle avait de la beauté avec un grand air dans toute sa personne, qui convenait à une reine. »

A son entrée à Bruxelles, la reine de Pologne trouva rangés en bataille, hors de la porte par laquelle elle passa, la bourgeoisie et les *serments*, qui l'accompagnèrent jusqu'au Palais du gouvernement, en tirant plusieurs salves de mousqueterie.

Marie de Gonzague ne manqua pas de recevoir la visite de son cousin, le duc Charles, dont elle avait fait la connaissance à Paris, en 1641. Elle le trouva triste et bien changé : « Il est si changé de ce qu'il était à Paris, écrivit-elle à la princesse de Condé, qu'on ne le connaîtrait pas; ce n'est pas mieux; jugez de ce qu'il est. » Évidemment, ce n'était pas du changement physique de M. de Lorraine que Marie de Gonzague voulait

parler, car il n'avait que 41 ans et était encore dans toute sa vigueur. Mais la position critique où il se trouvait vis-à-vis de la France et de l'Espagne, que, don Juan politique, il flattait et courtisait tour à tour, l'injure que Philippe IV venait de lui faire en voulant l'expulser de ses États, le refus que l'empereur lui avait adressé de le recevoir en Allemagne, sa lutte avec la papauté au sujet de sa liaison adultère avec Béatrix de Cusance, l'appréhension d'un avenir troublé et incertain et, peut-être même, nous osons le croire, les malheurs de Lorraine, avaient fait de cet homme, léger par caractère, jadis insouciant et jovial, un être mélancolique et morose, malgré les efforts qu'il faisait pour s'étourdir.

La reine de Pologne ne put rendre visite à la princesse de Phalsbourg, dont Mazarin lui avait fait l'éloge avant son départ de Paris. Aussi le cardinal, qui venait d'accorder à Henriette la neutralité de ses terres, se trouva « marry des accidents qui ont empêché qu'elles ne se soient vues ».

Cette princesse de Phalsbourg, toujours à la solde du ministre de Louis XIV, le mettait au courant des agissements de la duchesse de Chevreuse, qui avait fixé sa résidence à Liège et était venue souvent rendre visite à la princesse de Cantecroix à Gand : « On est marry ici, écrivait-on, le 23 décembre, de Paris, à la princesse de Phalsbourg, au nom de Mazarin, du peu de satisfaction que M^me^ la princesse de Falsbourg (*sic*) avait de M. de Lorraine, mais comme il n'y avait pas grand sujet, on croit qu'à présent tout sera raccommodé[1]. »

---

1. A M^me^ la princesse de Phalsbourg, 23 décembre 1645. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXIV, f° 428.)

La duchesse de Phalsbourg écrivait vers cette époque à dom Estevan de Gamarre, général espagnol, que M. le duc d'Orléans, son beau-frère, avait été si mal satisfait de son mariage avec le marquis de Salerio qu'il n'en avait pas voulu souper, mais que c'était pour mieux déjeuner le lendemain. (Tinseau à Mazarin, Bruxelles, 23 novembre 1645. *Aff. étr. Pays-Bas*, t. XVII, f° 510.)

Tinseau, d'une famille noble de Franche-Comté, était un des espions de Mazarin, ainsi que la princesse de Chimay, qui envoya à la duchesse d'Orléans, au mois de novembre 1645, une copie des lettres de Philippe IV adressées aux États de Flandre. (*Passim.*)

Mazarin faisait ses confidences à la princesse de Phalsbourg et lui exprimait ses regrets de n'avoir pu s'accorder avec son frère Charles IV, cette fois encore, après en avoir conçu l'espoir au lendemain de la bataille de Tuttlingen : « Le cardinal Mazarin a tousjours tasché de servir sincèrement le duc de Lorraine, et il a cru que ce ne seroit pas un petit bien pour la France, celuy de l'attachement d'un prince de tant de mérite et si capable d'augmenter dans la guerre les prospérités de ce royaume, et je vous asseure que ledit cardinal a esté fort marry que tous ses soings n'aient produit l'effect qu'il s'etoit promis, ayant fait accorder par la Reyne toutes les satisfactions que ledit duc pouvoit raisonnablement désirer. Il est vray quà présent le cardinal n'a pas grand crédit sur ce point, n'ayant pas réussy, aux promesses positives qu'il avoit fait (*es*) que le duc de Lorraine entreroit en ce parti, moyennant ce qu'il avoit arresté avec Plessis-Besançon[1]. »

Mazarin tenait donc en grande estime le duc de Lorraine, qu'il qualifiait de « prince de tant de mérite ».

Quoique disposant de généraux tels que le duc d'Enghien, Turenne, Gassion et Rantzau, il aurait bien désiré donner le commandement d'une armée au vainqueur de Tuttlingen et déclarait qu'il lui avait fait toutes les concessions qu'il pouvait raisonnablement lui faire.

Après sa rupture plus définitive que jamais avec la France, soupçonné par le gouvernement espagnol avec lequel il sembla avoir pris de nouveaux engagements, trahi et dénoncé par sa sœur, séparé par ordre de l'Église de la princesse de Cantecroix, que lui restait-il? Une passion ridicule pour la fille du bourgmestre de Bruxelles à laquelle il donna des fêtes et qu'il promit d'épouser.

Cet amour juvénile ne dura pas, mais suscita toutefois la jalousie et la colère de la princesse de Cantecroix, reléguée à Gand, ainsi que sa fille Anne de Lorraine.

Bientôt Charles, guéri de cette passion ridicule, protesta de

1. *Passim.*

sa fidélité et de son innocence, dans les lettres qu'il adressa à la pauvre délaissée, et nous ne jurerions pas qu'il n'allât pas quelquefois en cachette, malgré les défenses ecclésiastiques, rendre visite à sa maîtresse.

Si Jobar avait échoué dans sa campagne diplomatique, sur laquelle nous nous sommes étendu longuement, tant les incidents qui l'accompagnèrent nous ont paru intéressants, il eut le mérite de retenir longtemps le duc de Lorraine dans l'immobilité à Aeltre, paralysa ses mouvements et permit ainsi aux Hollandais de traverser le canal de Gand, de faire leur jonction avec l'armée française et de se diriger vers Hulst, sans être sérieusement attaqués. Cette inaction du duc de Lorraine jeta le trouble dans les opérations militaires des généraux espagnols, et la découverte des négociations de Charles IV avec Mazarin les irrita tellement contre lui qu'ils demandèrent et obtinrent de Philippe IV l'expulsion des Pays-Bas de leur allié.

La campagne de 1645 avait été glorieuse pour la France, mais encore cette fois Mazarin, malgré tous ses efforts, toutes ses promesses et ses flatteries, n'avait pu détacher Charles IV du parti des Espagnols, même au prix de la restitution de Nancy, avantage que jusqu'alors il n'avait jamais consenti à accorder à son adversaire, à l'amitié duquel il tenait tant.

CHAPITRE IV

CAMPAGNE DE FLANDRE (1646) [*Suite*]

A la fin de l'année 1645, Charles IV envoya en Allemagne de grandes sommes d'argent, pour qu'on lui recrutât des hommes propres à remonter sa cavalerie et son infanterie.

Le gouvernement des Pays-Bas, de son côté, leva 10,000 hommes et leur assura une solde de six mois.

C'était peu pour lutter contre la France, toujours vivace, plus puissante que jamais.

Le cardinal Mazarin, cependant, quoique rassuré sur les chances de succès de nos armes, et comptant sur l'énergie et le talent diplomatique de nos plénipotentiaires à Munster, n'était pas sans inquiétude pour l'avenir, et les préoccupations de son esprit augmentaient chaque jour.

Comme tous les hommes de génie, il se sentait environné d'ennemis.

Le prince de Condé était en hostilité ouverte avec lui. Ses demandes d'argent et de gouvernements étaient incessantes. Non content de tout ce qu'on lui avait accordé jusqu'alors, ne postulait-il pas le gouvernement de Charleville, ville placée sur notre frontière, et n'intriguait-il pas à Rome contre le cardinal[1]?

Quant à Gaston d'Orléans, Mazarin savait qu'il recevait des conseils funestes de Fontrailles, conspirateur émérite, et ceux, aussi dangereux, de M^me^ de Montbazon, son amie de cœur.

---

1. « Lorsqu'il aura la charge et le gouvernement qu'il demande, avec ce qu'il possède desja, de l'humeur qu'il paroist de ne jamais paroistre satisfaict, que n'est-il pas à craindre qu'il fasse, quand il retombera mécontent? » (M. de Joubart [*sic*] à M. de Lionne touchant M. de Lorraine et M le prince [de Condé], 12 août 1646. *Aff. étr., Lorraine,* t. XXXIV, f° 576.)

La duchesse d'Orléans, sa femme, à n'en pas douter, formait des vœux pour l'empire et l'Espagne, puissances alliées à son frère le duc de Lorraine.

Pour déjouer les intrigues de ses ennemis, Mazarin songea plus que jamais à se faire un ami et un allié de Charles IV, afin de le pouvoir opposer, à l'occasion, aux deux princes du sang dont il avait à se plaindre ou à se méfier : « Ce ne serait pas un petit bien pour la France, écrivit le cardinal à Mme de Phalsbourg, le 23 décembre 1645, celui de l'attachement d'un prince de tant de mérite et si capable dans la guerre, pour les prospérités de ce royaume[1]. »

Quelque temps après avoir émis une opinion aussi flatteuse sur le compte de M. de Lorraine, il lui fit part, à lui-même, par l'intermédiaire de M. de Lionne, du désir qu'il aurait de lui être agréable, « pourvu qu'il y eust moyen d'assurer la Reyne que les choses qui seroient résolues s'exécutassent infailliblement[2]. »

Toutefois le cardinal ne se dissimulait pas que Charles IV, « malgré les dispositions telles qu'on le représente », ne pouvait pas, en ce moment, s'accommoder avec la cour de France.

Il venait d'apprendre que le prince lorrain avait donné rendez-vous à ses troupes le 1er janvier de cette année.

Charles IV avait quitté Bruxelles et parlait d'aller assiéger Armentières, qui appartenait à la France et dont M. Roanette était gouverneur[3].

Son intention paraissait être d'aller passer l'hiver à Gand.

---

1. A Mme la princesse de Phalsbourg, 23 décembre 1645. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXIV, f° 428.)

2. De Lionne au duc de Lorraine, *passim*, f° 445.

3. M. de Roanette à Mazarin, Armentières, 14 janvier 1646. (*Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXI, f° 21.)

Dell Ponti, un ingénieur de talent, à la solde des Espagnols, venait de faire conduire son bagage à Gand, ainsi que beaucoup de bourgeois. (*Passim.*)

Charles IV, malgré son intention de s'accommoder avec la France, était dans l'impossibilité de le faire, ses troupes ayant été dispersées par les Espagnols en divers cantonnements et Mme de Cantecroix et sa fille, Anne de Lorraine, étant leurs prisonnières.

En attendant, son armée se rassembla entre Tournay et Audenarde.

Aussi Gassion, qui était entré à Armentières, se prépara à recevoir de belle façon le duc et ses soldats dont le nombre s'augmentait, grâce à de nouvelles levées. Charles IV essaya de leur donner plus de solidité et rapprocha ses quartiers, trop éloignés les uns des autres.

M. de Montécler avait promis à Gassion 600 ou 700 fantassins, afin de l'aider à remplacer les soldats qu'il avait été dans l'obligation d'emprunter à leurs garnisons pour les placer dans des villes plus exposées aux attaques de l'ennemi.

L'intention du maréchal aurait été, si les autres gouverneurs des places de Picardie avaient montré autant de bonne volonté que M. de Montécler, de former un corps considérable avec la meilleure partie des soldats tenant garnison dans les Flandres.

On parlait encore de la promesse faite par Philippe IV à Charles IV du gouvernement des Pays-Bas, mais la chose paraît invraisemblable après les soupçons de trahison qui pesaient sur lui et vu l'ordre d'expulsion dont deux mois auparavant il avait failli être la victime. Un fait est certain, cependant, c'est qu'il venait de signer, avec Castel-Rodrigo, une capitulation qui l'obligeait à servir l'Espagne pendant la prochaine campagne.

On lui paya cet engagement la somme de 120 rixdallers. Ce qui n'empêchait pas que, malgré le prix qu'on mettait à ses services, il était détesté par le peuple flamand et la noblesse des Pays-Bas.

Se mettant au-dessus de cette haine, il se vantait de faire merveilles.

Mais pouvait-il être bien redoutable avant le printemps? Gassion se vantait fort de lui tenir tête à Armentières, et il estimait qu'en attaquant cette place, Charles IV s'écarterait trop du gros de ses troupes. Le maréchal se faisait cependant une fête de se trouver face à face avec cet homme de guerre si renommé, et il comptait sur ses talents personnels et sur le courage de ses officiers et de ses soldats pour le punir de son

audace. Gassion se trouvait toutefois dans de mauvaises conditions de résistance, car des gelées persistantes avaient empêché ses soldats de remuer la terre et de travailler aux défenses passagères. L'ennemi se heurta heureusement aux mêmes obstacles. Aussi Gassion ne doutait-il plus que Charles IV se livrerait à une vaine démonstration et ne tiendrait pas longtemps la campagne.

Ce que pouvait faire le duc de Lorraine avec moins de difficultés, c'était le siège de Comines ou du Quesnoy, « pour lesquels il n'est pas nécessaire d'ouvrir la tranchée[1] ».

Il était indubitable que Charles IV ne songeait plus à traiter avec Mazarin, et que les hostilités allaient recommencer, dans les Flandres, entre lui et les Espagnols et l'armée française, en attendant le retour de Gaston d'Orléans sur le théâtre de la guerre.

A quoi bon s'accommoder avec Louis XIV dont le premier ministre, revenant sur les concessions faites précédemment par du Plessis-Besançon et par Jobar, ne lui promettait plus la restitution de ses États « comme il les avait possédés », sous la réserve expresse que les Français tiendraient garnison à Nancy, à Clermont-en-Argonne, à Stenay et à Jametz « jusqu'à la paix entre les rois ou trois ans après cette conclusion présente[2] » ?

Ces promesses étaient trop belles pour être sincères. Les succès remportés par l'armée française dans les Flandres avaient du reste augmenté les prétentions de la France.

Au congrès de Munster, les plénipotentiaires français avaient répondu par un refus formel aux revendications faites par les plénipotentiaires de l'empereur en faveur du duc de Lorraine, tendant à la réintégration de ce prince dans sa souveraineté indépendante (16 janvier 1646).

---

1. Le maréchal Gassion à Mazarin, Armentières, 18 janvier 1646. (*Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXI, f° 26.)

2. Extrait d'un mémoire écrit de la main du duc de Lorraine à M^me^ Th. 1646. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXIV, f° 607.)

Maintenant Mazarin lui faisait signifier qu'il ne lui rendrait aucune place « qui pût donner soupçon, malgré sa promesse de se contenter de ce qu'on lui restituerait jusqu'à ce qu'on eût repris confiance en lui ».

On lui refusait même, malgré des promesses formelles, la jouissance des revenus de son domaine.

Mazarin poussa l'audace jusqu'à lui refuser le titre de duc de Lorraine et le droit de rendre la justice, sous le prétexte que « les esprits de par-là étaient changés et que le peu de bonne volonté qu'ils avaient eu pour lui ne paraissait plus[1] ».

La rupture était donc devenue complète entre Charles et Mazarin au commencement du printemps de l'année 1646.

Mais, quoiqu'il n'attendît plus rien de Mazarin, les prétentions du duc, malgré les succès remportés par l'armée française l'année précédente, s'accrurent lorsqu'il se crut presque certain d'être investi du commandement suprême dans les Flandres.

Gassion, en attendant l'arrivée de Gaston d'Orléans et du duc d'Enghien, destinés par Mazarin à continuer la conquête des Flandres, se tenait sur la défensive et se livrait à quelques escarmouches contre l'armée hispano-belge et l'armée lorraine.

Il enlevait les deux compagnies du lieutenant général et du commissaire général de la cavalerie des Pays-Bas.

Ces deux personnages se nommaient, l'un don Pedro de Villamor, dont la compagnie était logée à Marchienne-au-Pont, et l'autre don Antonio de la Cueva, dont la compagnie était logée aux faubourgs de Dixmude[2].

Les Espagnols avaient eu la naïveté de croire que les Hollan-

---

1. *Passim*.

2. Le maréchal de Gassion à Mazarin, Armentières, 22 janvier 1646. (*Aff. étr., Pays-Bays*, t. XXI, f° 28.)

Dans ce rapport militaire on lit cette phrase : « Il ne faut pas que Vostre Éminence se meste en peyne pour le maintien des troupes en ce pays ; je puis l'assurer avec vérité qu'elles s'y conservent mieux qu'en France et s'y fortifient au lieu de diminuer. »

dais, auxquels ils promettaient un traité particulier, se tiendraient « clos et couverts » et refuseraient de renouveler leur traité défensif et offensif avec la France.

Ils se trompaient étrangement, car le stathouder et les Provinces-Unies non seulement renouvelèrent ce traité, mais envoyèrent 6,000 fantassins et 2,000 cavaliers, commandés par M. de Brederode, près de Hulst, malgré les intrigues secrètes de la princesse d'Orange et celles de la duchesse de Chevreuse, qui essayaient de soulever la Hollande contre la France.

Gassion, rassuré de ce côté, après avoir pourvu à la sûreté des places conquises l'an précédent dans les Flandres et garni la Somme d'une nombreuse cavalerie, se fortifia dans Menin et prit les mesures les plus énergiques pour résister aux attaques de l'armée ennemie.

Charles IV ne s'était-il pas vanté de lui faire rendre gorge, si Philippe IV mettait le comble à ses désirs en lui donnant le commandement suprême de son armée des Pays-Bas? Le voici campé dans le Hainaut, au delà de l'Escaut, dont il surveille les rives, chose facile, car ce fleuve n'est pas guéable de ce côté.

Le bruit court à Cambrai qu'il se dirige vers Lille et Courtrai. Cambrai et Armentières se trouvent menacés[1]. Ses gardes surveillent et protègent ses cantonnements, et il a réquisitionné des bateaux pour pouvoir remonter ou descendre l'Escaut selon les circonstances.

Mais il a compté sans la prévoyance de Gassion.

Le maréchal réunit 1,000 cavaliers et 500 fantassins à Menin. Il quitte cette ville dans la nuit du 19 au 20 mars.

Louis de la Trémoille, marquis de Noirmoutiers, marche à l'avant-garde avec le régiment de Coislin, commandé par le capitaine La Bourlie, les fusiliers du Roi et les gardes de Gassion.

---

1. Le comte de Quincé à Mazarin, 23 février 1646. (*Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXI, f° 49.)

Le comte de Quincé était passé par le Catelet (Aisne), « afin de donner tous les ordres nécessaires pour la sécurité et la conservation de la place ».

Noirmoutiers a reçu l'ordre de traverser l'Escaut au village de Waircoing, à deux lieues de Tournay.

Quelques-uns de ses cavaliers passent le fleuve à la nage et quelques fantassins se servent d'un bateau qui par hasard se trouve abandonné.

Il s'agissait de culbuter trois quartiers lorrains qui bordaient l'Escaut.

Aussitôt qu'il sera maître des deux rives, Noirmoutiers a l'ordre de s'emparer de tous les bateaux disponibles et de les réunir auprès d'une ville voisine, nommée Bossut, à une lieue et demie de Waircoing. Là, il doit construire un pont et essayer, après avoir fait passer l'Escaut à tous ses soldats, de tenter le coup de main ordonné.

Lermont, maréchal de camp, et Roanette, maréchal de bataille, doivent marcher avec le corps des troupes droit à Bossut.

Ces ordres sont exécutés ponctuellement. Noirmoutiers arrive à une heure du matin à Waircoing. Il traverse l'Escaut avec ses cavaliers et ses fantassins. Arrivés à l'autre bord, les soldats français se jettent brusquement sur les quartiers de Berchem, Pottes et Escanaffles, où une partie des régiments lorrains Verduysant et Hacquefort étaient logés. Les Lorrains, n'ayant pas eu le temps de se concentrer, s'enfuient en désordre.

Maître des rives de l'Escaut, Gassion fait descendre tous les bateaux disponibles jusqu'à Bossut, où Lermont était arrivé le premier.

Ensuite, après avoir fait construire un pont avec tous les bateaux réunis, il traversa l'Escaut, le 20 août, vers 6 heures du matin, avec tout son corps de cavalerie, accompagné de Roanette, de du Plessis-Bellière, lieutenant de Roy à Arras, Godaille, Bougy et plusieurs autres volontaires, laissant à Noirmoutiers tout son corps d'infanterie, et le régiment de Coislin-cavalerie pour garder jusqu'à son retour le pont qu'il venait de faire jeter. Après avoir rallié ses éclaireurs, passés de l'autre côté de l'Escaut, Noirmoutiers s'avança en bon

ordre vers l'ennemi, dont le principal quartier était Ath. Gassion pensait que toute la cavalerie espagnole et lorraine se retirerait définitivement après la vive alerte qu'elle venait d'éprouver.

Charles IV avait commis la faute de laisser ses soldats éloignés des Espagnols, ou plutôt les généraux de Philippe IV l'y avaient contraint, poussés par l'antipathie qu'il leur inspirait. Se croyant à l'abri derrière l'Escaut, qui le séparait de l'ennemi avant le brillant coup de main exécuté par Gassion, il avait laissé peu d'officiers dans ses quartiers.

Aussi n'eurent-ils pas le temps, dès l'approche de l'armée française, de donner des ordres à leurs soldats, et ce ne fut qu'à l'arrivée du baron du Châtelet, du comte de Ligniville, de Chauvirey et de Mondragon que les Lorrains purent parvenir à se remettre de leur surprise et se préparer à se défendre.

Mais une partie de leurs cavaliers n'étaient pas encore sortis des maisons où ils étaient logés lorsque l'autre partie était déjà en selle.

Aussi, prirent-ils tous la fuite et furent-ils poussés jusqu'à Ath, le quartier général de Charles IV, sans essayer même de faire ferme devant l'ennemi. Vingt-cinq retardataires et cinq chevaux de monture ou destinés au bagage furent pris par les Français, qui se livrèrent au pillage.

Au déclin du jour, le maréchal de Gassion fit sonner la retraite et conduisit ses soldats jusqu'au pont de bateaux laissé à la garde de Noirmoutiers.

Après avoir fait rafraîchir sa cavalerie, il repassa l'Escaut sur ce pont, qu'il fit ensuite démolir, et se retira à Menin, à dix lieues du camp espagnol.

Dans cette petite expédition, glorieuse pour l'armée française, Gassion ne perdit qu'un capitaine de fusiliers[1].

Au mois d'avril, Charles IV se trouvait à Gand et ses troupes étaient campées aux environs de cette ville. Il avait fait faire quelques levées sur les frontières de Suisse, et ses soldats fai-

1. *Gazette de France*, CCXVII. 1646, 20 mars, p. 501-512 et 537-548.

saient espérer aux Flamands que les Hollandais allaient signer une trêve avec l'Espagne[1].

On n'en était encore qu'aux escarmouches.

Au mois de mai tout était prêt, en France, pour une prompte et décisive campagne.

Il fallait appuyer avec les armes les revendications faites au sein du Congrès de Munster par nos plénipotentiaires. Elles consistaient dans la prise de possession définitive des Trois-Évêchés, de la Lorraine et de l'Alsace et des conquêtes faites par la France dans les Pays-Bas, ainsi que de la Catalogne.

Mazarin venait d'apprendre que la mésintelligence régnait de plus en plus entre Charles IV, devenu généralissime de l'armée ennemie, et les Espagnols. Il fallait en profiter au plus vite et mettre Gaston d'Orléans, chargé de la direction de la prochaine campagne, à même d'étendre ses succès de l'année précédente.

Aussi le cardinal s'achemina-t-il vers Amiens, accompagné du roi et de sa mère et arriva-t-il dans cette ville le 30 mai.

Le duc d'Enghien doit encore cette fois faire campagne avec Gaston d'Orléans et lui obéir, car Mazarin a eu le talent de faire régner l'union entre ces deux princes du sang.

Il s'agit maintenant d'appuyer, en Flandre, par une action énergique, les mouvements commencés par Turenne en Allemagne où il va lutter contre Gleen, d'accord avec Wrangel, après avoir été arrêté quelque temps dans ses nouveaux projets contre la Bavière par les tentatives d'accommodement avec la France tentées ou plutôt simulées par Maximilien de Bavière, oncle de Charles IV.

Le duc d'Orléans forme trois corps d'armée : le premier en Picardie, qu'il doit commander en personne, le second en Champagne, confié au duc d'Enghien, et le troisième en Lorraine, sous le commandement du maréchal de la Ferté-Senneterre, gouverneur de cette province.

---

1. « Et aussi disent de leur faire bâtir un temple à Dunkerque, ce qu'ils veulent faire couvrir leur faiblesse. » Mouchy à Mazarin, Gravelines, 9 avril 1646. (*Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXI.)

Tandis que Gaston d'Orléans se campe à Auxi-le-Château, sur l'Authie, à quatre lieues nord-est de Doullens, où Gassion vient le trouver, afin de combiner avec lui le nouveau plan de campagne, le duc d'Enghien établit son quartier général à Marle, entre Laon et Vervins, avec 12,000 fantassins et 4,000 cavaliers[1], menaçant à la fois le Luxembourg, défendu par le baron de Beck, et le Hainaut, où Charles IV a massé ses troupes.

Gaston d'Orléans et le duc d'Enghien font leur jonction à Arras. Ils comptent sous leurs ordres plus de 35,000 hommes. (8 juin.)

Le lendemain, les trois armées françaises, celle de Monsieur, l'armée de Gassion et celle du duc d'Enghien se séparent. Par trois côtés différents elles pénètrent dans les Flandres. Il faut se couvrir du côté de l'Escaut que peuvent franchir Charles IV et Piccolomini, campés sur les rives de ce fleuve, à Mortagne, près de Condé.

Mais pourquoi hésiter à écraser l'armée ennemie dans son œuf, au lieu de songer, comme l'année précédente, à s'amuser à s'en prendre à des places fortes et à user nos soldats à de longs sièges?

Dans les Flandres, pas de barrières transversales, rivières ou places, comme en Picardie et en Artois.

« Devant l'assaillant, dit le duc d'Aumale[2], s'ouvrent trois voies pénétrantes, trois lignes d'invasion qui, séparées à leur origine par un écart d'environ cinquante lieues, se rapprochent lentement pour se réunir à un sommet commun, Anvers.

« Sur chacune de ces lignes, l'ennemi peut s'avancer par une sorte de cheminement dont il faut marquer tous les progrès, on pourrait dire tous les pas, par la prise d'une ville.

« Sur la côte Gravelines, Dunkerque et ses satellites, Mardick.

---

1. Voir *Histoire des princes de Condé*, par le duc d'Aumale, t. V, p. 62 et suiv.

2. Le duc d'Aumale ne donne que 8,000 hommes au prince de Condé. (*Hist. des princes de Condé*, t. V, p. 65.)

« En retour, le long de la large bouche de l'Escaut, le Sas de Gand, dont nous avons vu les Hollandais s'emparer en 1641 avec les forts disséminés dans le pays de Waes.

« Puis la Lys dont les Français tiendront la tête de la vallée, entourée par Béthune, Saint-Venant et Lillers.

« Enfin en descendant, Estaires, Armentières, Menin, Courtrai, Gand, où la Lys se réunit à l'Escaut.

« En troisième ligne, Cambrai, Bouchain, Valenciennes, Condé, Tournay, Audenarde. »

L'armée française arriva, le 9 juin, à Pont-à-Vendin, à sept kilomètres de Lens. Du haut du Mont de la Trinité (ou Saint-Aubert), Enghien aperçoit l'ennemi, car l'Escaut sépare les deux armées.

Charles IV a fait jeter un pont de bateaux près de Pottes, tandis que le duc d'Enghien s'assure un passage près de Kain.

Gaston d'Orléans, arrêté à Templeuve, à trois kilomètres de là, est prévenu qu'il faut se tenir sur ses gardes.

La lutte va être chaude. Nous allons voir aux prises 35,000 Français contre 27,000 Espagnols, Belges, Lorrains et Allemands, sous le commandement suprême du duc de Lorraine.

Les forces dont dispose le Prétendant se décomposent ainsi : 10 bataillons et 17 escadrons espagnols, 9 bataillons et 25 escadrons lorrains, et 5 bataillons et 17 escadrons impériaux aux ordres de Lamboy.

On avait décidé, à la cour de France, qu'on assiégerait Douai, mais, au conseil de guerre présidé par le duc d'Orléans dans les premiers jours de juin, la plupart des généraux présents furent d'avis qu'il fallait essayer d'assiéger Courtrai, ville située sur la Lys, dont les Français s'étaient déjà emparés en 1643.

Si l'avis du duc d'Enghien avait prévalu dans ce conseil de guerre, on se serait empressé de traverser l'Escaut et on aurait attaqué de suite l'armée ennemie. On aurait pu, en agissant ainsi, frapper un grand coup et amener Flamands et Wallons, les descendants des Gueux, à secouer le joug des Espagnols et à se jeter entre les bras de la France, annihiler ainsi les efforts

de Charles IV et des généraux sous ses ordres. Mais Gaston d'Orléans objecta que, si l'on n'agissait pas avec prudence, les vivres manqueraient, que l'Escaut, fleuve aux ondes rapides, n'était pas facile à traverser, que les soldats commandés par Charles IV pourraient le surprendre et diminuer son armée en la harcelant sans cesse, puis se renfermeraient dans des places imprenables, d'où l'on ne pourrait les déloger, faute de munitions.

L'oncle de Louis XIV voulut concentrer ses forces le long de la Lys dont les Français occupaient les places riveraines. Il désirait, avant toute opération ultérieure, assiéger Courtrai. Cette ville est au centre du pays flamand, dont elle est la clef.

Mais pour arriver à s'en rendre maître, il était nécessaire de prendre de grandes précautions. La prudence ordonnait de se couvrir du côté de Lille et ne pas oublier que le marquis de Caracena (don Luis de Benarides) commandait un corps considérable près d'Ypres.

Pendant la marche de Gaston d'Orléans, le duc d'Enghien, qui s'avançait sur les ailes de l'armée, s'empara du château de Lannoy[1], qu'il put prendre après quelques volées de canon.

De là, il rejoignit l'armée à Lieres[2], où La Ferté-Imbault et Villequier furent détachés avec 4,000 hommes avec la mission d'investir Courtrai.

Del Ponti s'était jeté dans cette place avec son régiment.

Le 13 juin, toute l'armée française arriva devant Courtrai. Lorsque les quartiers furent assignés à chacun, on ouvrit la tranchée dans la nuit du 14 au 15.

Lermont[3] fut tué d'un coup de mousquet.

Le lendemain, les ennemis firent une sortie qui fut repoussée par le maréchal de Gassion.

Le même jour, Gaston d'Orléans apprit qu'Espagnols, Lor-

---

1. Village de la commune d'Auxi-le-Château (département du Pas-de-Calais), à 6 kilomètres de Templeuve.

2. Pas-de-Calais, arrondissement de Béthune.

3. Gouverneur d'Ardres.

rains et Allemands avaient passé l'Escaut au nombre de 30,000 hommes et s'avançaient directement vers Courtrai dans l'espérance d'en faire lever le siège.

Ce mouvement menaçant de l'ennemi força le duc d'Enghien à quitter Tourcoing pour aller se poster à Belleghem. A son exemple, tous les quartiers se rapprochèrent afin de pouvoir se secourir réciproquement.

Le 16, l'armée espagnole apparaît, commandée par le duc de Lorraine, Piccolomini, Beck et Lamboy, suivis d'une nombreuse artillerie. Aucun bagage. Elle se range en bataille près de Saint-Genois.

Le duc d'Enghien se dispose à livrer combat et, aidé par Gassion, attaque l'ennemi sur son front sud.

La nuit vient. Les Espagnols se retranchent si diligemment que le matin ils se trouvent à couvert et si près des Français, que les vedettes se parlent.

La cavalerie française ne put se maintenir dans Harlebeke, ville située sur la Lys, à sept kilomètres de Courtrai. « Les ennemis se campèrent près du quartier de M. de Gassion, dit Puységur qui assista au siège de Courtrai. Leur camp venait jusques auprès de celui de Son Altesse Royale, sous lequel commandait M. de Rantzau, qui était à la portée de la carabine. Ils s'y retranchèrent et mirent même du canon en batterie, qui battait dans nos camps, attendu que leur ligne était sur une hauteur où l'on fut contraint de faire des épaulements pour mettre la cavalerie derrière[1]. »

Gaston d'Orléans ne pouvait attaquer Courtrai, faute de gros canons et de chevaux. Pour en faire venir, il lui aurait fallu 1,800 chevaux, et il n'en avait que 1,000 à 1,200. Encore les officiers les employaient-ils presque tous à leur usage personnel, et à chaque maréchal de camp il fallait une charrette. De plus, les écluses de la Lys étaient rompues et cette rivière n'était plus navigable. Béthune ne pouvait donc envoyer ses

1. Voir *Les guerres du règne de Louis XIII et de la minorité de Louis XIV*, édit. Tamisey de Larroque, t. II, p. 31 et suiv.

canons par eau, comme on se l'était promis, et par terre cela était encore plus impossible, car on risquait de les laisser entre les mains de l'ennemi.

Malgré ces obstacles insurmontables, Gaston d'Orléans et le duc d'Enghien ne désespèrent pas du succès.

Si l'on n'a pas de canon, on emploiera la sape et la mine.

Mais la Lys sépare les quartiers des deux princes du sang.

Des ponts volants vont rétablir les communications entre eux. En quatre jours, grâce au zèle de Villequier, les travaux de circonvallation ont été terminés et de nombreux redans remédient aux nombreux vides par lesquels l'armée de Charles IV pourrait se glisser et tomber sur l'armée française.

Gaston d'Orléans ne se décourage pas. Le 21, le régiment de Piémont se loge au pied du glacis de la contrescarpe, et le 24 elle est entre nos mains.

Charles IV, campé sur la Lys, à Saint-Genois, attend avec impatience le marquis de Caracena, qui doit lui amener 6,000 hommes qu'il a recrutés dans la Flandre maritime.

Il a hâte que le marquis rejoigne son avant-garde.

Pour lui faciliter sa jonction, il a jeté des ponts sur la Lys et va tenter une démonstration, à la tête du gros de son armée, du côté des retranchements de Gaston d'Orléans.

Dans ce but, M. de Lorraine détache 1,000 mousquetaires choisis et un nombre suffisant de cavaliers pour soutenir cette infanterie.

Avant l'aube, ces forces réunies se présentent inopinément devant les lignes françaises où le régiment de Rambures était de garde.

Le duc d'Enghien, entraîné par l'ardeur de la jeunesse, veut charger l'ennemi, mais Gaston d'Orléans, toujours prudent, s'y oppose. L'abbé de la Rivière est là, du reste, pour le contenir.

Heureusement, Rambures suffit à repousser l'attaque de Charles IV et à lui tuer quantité de soldats sur les bords de ses retranchements.

Les deux officiers qui commandaient cette attaque sont tués.

Charles IV avait commis une lourde faute en ne portant pas ses efforts quelques mètres plus bas, là où des régiments français d'un effectif très faible étaient postés; il lui aurait été facile de traverser la Lys mal défendue en cet endroit, et de jeter des secours dans Courtrai, ce qui aurait changé la face des choses.

Le prince d'Orange accourait au secours des Français, et le marquis de Caracena ne se pressait pas de venir renforcer M. de Lorraine.

Enfin, Caracena se décida à faire traverser la Lys à son armée.

Mais Monsieur, Enghien et Gassion étaient prêts à le recevoir de la belle manière. Cependant, aux meilleurs capitaines et aux soldats les plus courageux l'audace ne suffit pas. Ce que redoutait le plus le beau-frère de Charles IV, c'était le manque de munitions, car son armée était sans cesse harcelée par l'ennemi et faisait chaque jour parler la poudre. Ce n'était que salves d'artillerie et mousquetades, alertes de jour, alertes de nuit.

Un vieux serviteur, blanchi sous le harnais, le maréchal de la Meilleraye, qui, sans commandement déterminé, avait tenu à remplir ses fonctions de grand maître de l'artillerie, se chargea d'aller chercher des munitions à Béthune, car on prévoyait le moment critique où elles manqueraient et où Charles IV, profitant de cette pénurie, accablerait les régiments du roi, même avant l'arrivée de Caracena dont il se serait passé au besoin.

C'était une rude tâche que Mazarin avait imposée à Gaston d'Orléans, que celle de se rendre maître de Courtrai.

Courtrai était une place bien fortifiée et fermée par une solide muraille. Elle était flanquée de tours, avec un rempart et un fossé alimenté par la Lys qui la traverse de part en part.

Afin de s'assurer de la présence des forces ennemies, Gassion vint les reconnaître et s'emparer de l'église de Cuerne, village situé entre le camp et les lignes des Espagnols que Charles IV avait fait sillonner de haies et de fossés.

Quelques soldats français, montés sur le clocher, aperçurent,

en tête du camp ennemi, près de 2,000 soldats en ordre de bataille.

Ils crurent que ces hommes, en tenue de combat, s'apprêtaient à lever le camp et avertirent Gassion.

Vain espoir. Les premiers rangs ennemis s'ébranlèrent et ceux qui les formaient se glissèrent en tapinois le long des haies et chargèrent si vigoureusement les soldats français, avec lesquels ils se trouvaient face à face, qu'ils les repoussèrent jusqu'à leurs retranchements et en tuèrent deux cents.

La Feuillade, colonel de cavalerie française, arrêta heureusement l'élan des ennemis, et sauva ainsi plusieurs officiers français de la mort ou de la captivité.

Le cheval de la Feuillade fut blessé; celui de Pons de Salignac, comte de la Mothe-Fénelon, fut tué, et le maréchal de logis de la Feuillade fit prisonnier le marquis de Trélon[1], gentilhomme flamand, qui était arrivé jusqu'aux retranchements des Français.

Charles IV eut à déplorer, à la suite de cet engagement, la mort de 400 hommes, mais il ne se découragea pas.

Il ordonna aux siens de se retrancher à une portée de pistolet des lignes françaises et d'établir deux batteries qui foudroyèrent les soldats du roi de France.

On ne pouvait plus tenir dans les quartiers de Rantzau et de Gassion.

En vingt-quatre heures, des épaulements furent construits de notre côté. Gaston d'Orléans avait failli être emporté par un boulet qui tomba près de lui, au milieu de ses gentilshommes, et blessa le cheval de François d'Étampes, marquis de Mauny[2], son premier écuyer, tua celui de Plainville, son

---

1. Albert de Mérode, marquis de Trélon, baron d'Argenteau, grand veneur et grand forestier de Flandre, fils de Hermann Philippe de Mérode, comte de Baucarmez, mort en 1627, et d'Albertine de Ligne-Aremberg. Il épousa Marie-Célestine, baronne de Ray. La seigneurie de Trélon, érigée, en 1626, en marquisat, provenait de Louise de Blois, sa bisaïeule.

2. François d'Étampes, marquis de Mauny, fils de Jacques d'Étampes, marquis de la Ferté-Imbault, et de Catherine-Blanche de Choiseul, mourut en 1667.

premier chambellan, et emporta la jambe de son maître. Ce cheval bondit encore à plus de cent pas de là[1].

Enfin on signale la venue du marquis de Caracena, qui a réussi avec peine à rallier l'armée de Charles IV.

Mais il est trop tard. Gassion a déjà emporté une demi-lune qui tenait lieu de bastion.

Le 28, le régiment suisse de Molondin fait son logement à la tête de cette demi-lune, tandis qu'Enghien ne peut tenir dans la demi-lune située en face de celle qu'a emportée Gassion. Il y subit un assaut terrible, et trois fois de suite la garnison de Courtrai l'en repousse.

Quant à Gaston d'Orléans, il n'a plus de poudre et croit qu'il va être contraint à lever le siège, lorsqu'un trompette, envoyé par Charles IV, demande à parler à Henry de Gournay, marquis de Marcheville, ancien gouverneur du duc, actuellement chambellan de Monsieur.

Ce trompette était chargé de prévenir Gaston d'Orléans que, s'il voulait venir rendre visite à Charles IV, son beau-frère serait ravi de lui rendre ses devoirs en traitant avec lui de l'échange des prisonniers.

S'il faut en croire Goulas, un des secrétaires du duc d'Orléans, qui nous a laissé des Mémoires très intéressants sur cette époque, son maître, conseillé par l'abbé de la Rivière, qui, quoique mourant de peur à chaque coup de canon, le suivait comme son ombre et rendait compte de ses faits et gestes à Mazarin, laissa espérer à Charles IV l'entrevue désirée.

Il pria le trompette de faire observer au prince lorrain qu'il était temps « qu'il sortît d'un vaisseau qui faisait naufrage », puisqu'il n'avait plus rien à attendre ni de l'empire, ni de l'Espagne, et qu'au contraire, il avait tout à espérer de la bienveillance d'Anne d'Autriche.

Le duc de Lorraine aurait, dans sa haine contre les Espagnols, goûté l'avis que lui faisait donner Gaston d'Orléans.

---

1. Voir *Mémoires de Goulas*, t. II, p. 159. (Édit. de la Société de l'Histoire de France.)

Ses relations avec Marcheville, disait-il, n'avaient été nouées que pour avoir l'occasion de traiter de nouveau avec Mazarin, bien qu'il eût grandement à se plaindre de ce ministre qui l'avait, prétendait-il, réduit, par ses atermoiements, à « se rembarquer avec des gens qui le méprisaient et ne lui donnaient aucune satisfaction ».

Comme il l'avait écrit précédemment à Mme Th., n'avait-il pas fait, durant tout l'hiver, de nombreuses avances au cardinal, ne lui avait-il pas offert ses troupes et son épée, tandis que lui, Mazarin, l'avait laissé dans l'incertitude jusqu'au 15 mai dernier, époque de l'entrée en campagne de l'armée française dans les Flandres[1]?

Marcheville fut renvoyé par Gaston d'Orléans au camp de M. de Lorraine et eut plusieurs entrevues avec celui qui avait combattu, bien jeune encore, à ses côtés, au combat de la Montagne-Blanche. L'ancien gouverneur de Charles IV supplia son ancien élève de faire taire ses préventions contre Mazarin, de jouer cartes sur table, sans se croire obligé de toujours ruser, ce qui était bien inutile, enfin, de réfléchir à ses véritables intérêts et à ceux de la Lorraine, en s'accommodant définitivement avec la France toute-puissante.

Ces conseils, donnés par un vieillard qu'il avait fort aimé, frappèrent l'esprit éminemment impressionnable du Prétendant. Il demanda que Gaston d'Orléans accordât la neutralité à Courtrai, en attendant le retour des courriers que l'on enverrait en France; mais, quoique consentant à entrer de nouveau en négociations avec Mazarin, il exprima le vœu qu'on ne l'envoyât ni en Catalogne ni en Italie.

Pendant ce temps, Del Ponti demanda à se rendre.

Marcheville revint au camp français, porteur des propositions de M. de Lorraine.

Il se rendit immédiatement dans la hutte de l'abbé de la Rivière, où se trouvait Gaston d'Orléans.

---

1. Voir plus haut, Lettre de Charles IV à Mme Th. (*Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXI, f° 28.)

L'aumônier de Son Altesse Royale s'opposa à la prise en considération de la demande faite par Charles IV au sujet de la neutralité de Courtrai, et ses avis furent suivis.

Marcheville fut renvoyé au Lorrain et chargé de lui apprendre que Courtrai s'était rendu « en moins de trois heures ». (28 juin.)

Charles IV pensa, ainsi que ses généraux, s'il faut en croire l'abbé de la Rivière, mourir d'étonnement. Lamboy s'écria hautement que les Français étaient venus « trop près et trop avant » pour ne pas terminer l'affaire par un combat général[1].

Gaston d'Orléans fit son entrée à Courtrai le 29 juin.

Charles IV battit en retraite et alla se loger à Tille-sur-Mandre sans être inquiété[2].

Tout en faisant réparer les brèches faites aux murailles de la place dont il venait de s'emparer, et construire quelques ouvrages nouveaux, Gaston d'Orléans, n'oubliant pas les nouvelles propositions de paix faites par M. de Lorraine, en référa à Mazarin, qui resta sourd aux avances faites par son adversaire.

Gaston d'Orléans quitta Courtrai le 28 juillet et marcha droit à Tille-sur-Mandre, afin d'y attaquer l'ennemi.

Charles IV avait appris que le prince Guillaume d'Orange, fils du stathouder, après avoir débarqué à Gravelines, avait traversé l'Escaut et s'était posté près du Sas de Gand.

Malgré l'empressement de Piccolomini à garnir Lierre, Termonde et Anvers, le gros de l'armée espagnole, posté à Tille-sur-Mandre, se trouvait placé entre deux feux.

Pendant que Gaston d'Orléans se laissait endormir, durant cinq jours, par la faconde de Marcheville, qui ne désespérait pas d'arriver à une entente entre son ancien souverain et Ma-

1. *Mémoires de Goulas*, t. II. — L'abbé de la Rivière à Mazarin. Devant Courtrai, le 29 juin à 10 heures du matin, 1646. (*Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXI, f° 143.)

2. *Mémoires de Roger Rabutin, comte de Bussy*, édit. Charpentier, 1857, t. I, p. 121.

zarin, Charles IV, en homme rusé, sans perdre de temps, rappela Bucquoy, dont le corps d'armée avait été envoyé vers Audenarde, quitta Wacken[1] et s'arrêta à Thielt (Belgique orientale).

Ainsi placé, M. de Lorraine couvrait la route de Gand et celle de Bruges.

Comme les Espagnols craignaient que les Hollandais fissent le siège d'Anvers, Piccolomini s'approcha de cette ville à la tête de 8,000 hommes. Leur appréhension était bien peu motivée, car ni le stathouder ni son fils ne bougeaient et ils négligeaient d'opérer leur jonction avec Gaston d'Orléans, ainsi que ce prince l'avait espéré.

Cependant, par prudence, Charles IV abandonna Thielt, et l'armée française se dirigea vers Deynze, ville située sur la rive droite de la Lys, après avoir abandonné son bagage.

De là, Gaston d'Orléans la conduisit, à travers de longs défilés, jusqu'à une grande plaine de trois lieues de long et couverte de bruyères, qui est entre Gand et Bruges, où il arriva le lendemain. Le duc d'Enghien commandait l'avant-garde.

L'armée espagnole se trouva subitement en sa présence, campée au milieu de la plaine. A la vue des Français, Charles IV la fit mettre en bataille. (19 juillet.)

Gaston d'Orléans se prépara à combattre ; mais, à son grand étonnement, plus il avançait, plus Charles IV reculait, si bien que le Lorrain se réfugia jusque sous le canon de Bruges.

C'était sur le canal qui relie Bruges à Gand que Frédéric-Henri de Nassau, stathouder de Hollande, devait se trouver, le 20 juillet, avec la cavalerie hollandaise.

Mais il ne se hâtait pas, retenu à Zelzaten par sa femme, Émilie de Solms, vendue à l'Espagne, qui abusait de la faiblesse morale et physique de son vieil époux[2].

---

1. Bourg situé à 40 kilomètres de Gand.

2. Il avait été conclu, le 11 juillet, entre le stathouder de Hollande, les députés des États et d'Estrades et La Thuillerie, mandataires du cabinet fran-

Il faut dire aussi que les Hollandais ne voyaient pas avec plaisir les progrès des Français dans les Flandres et craignaient d'être les victimes d'une paix que l'on prévoyait entre la France et l'Espagne, par suite d'un mariage possible entre Louis XIV et l'infante Marie-Thérèse, fille de Philippe IV.

Si cette alliance se concluait, il était évident que la Hollande serait sacrifiée et qu'elle perdrait l'espoir de partager les Flandres avec la France.

Rappelé à ses promesses par des émissaires de Monsieur, le stathouder, qui se trouvait à Bréda, lui fit répondre par M. de Termonde, capitaine à son service, qu'il ne s'était engagé à rallier l'armée française que le 22 juillet, c'est-à-dire trois jours plus tard.

Si Gaston d'Orléans s'impatientait en constatant la lenteur de Frédéric-Henri d'Orange, Charles IV était dans une position beaucoup plus critique.

Il était encore éloigné de cinq lieues de Bruges, seule ville où il pût songer à se retirer.

Il se trouvait à découvert dans ce pays de plaine et, même, sans le secours des Hollandais, l'armée française pouvait facilement l'attaquer et le bousculer, sinon l'exterminer.

De plus, comment, vu le mauvais état du terrain, tendre la main à trois de ses régiments d'infanterie qu'il avait échelonnés le long du canal de Gand à Bruges?

Aussi, leur envoya-t-il l'ordre de se faufiler le long de ce canal et d'essayer de rejoindre la vaste plaine qu'il avait à parcourir avant de se réfugier dans Bruges?

Mais ne pouvait-il pas, avant cette jonction, se heurter à Guillaume d'Orange, fils du stathouder, qui devait incessamment rallier l'armée française, après avoir quitté le Sas de Gand, ainsi qu'à l'avant-garde de notre armée, conduite par

---

çais, que Gaston d'Orléans prêterait au prince d'Orange 3,000 fantassins et 3,000 cavaliers afin de l'aider dans son désir de s'emparer d'Anvers, et ferait une importante diversion vers l'Escaut ou vers la côte. (*Aff. étr., Correspondance de Hollande*, XXXVI). Mazarin au prince d'Orange, 9 juin 1646. D'Estrades à Mazarin, La Haye, 17 juin 1646.

Condé, dont le nom glorieux augmentait l'effroi des soldats à la solde de l'Espagne?

Guillaume d'Orange, prêt à traverser le canal, s'aperçut de la manœuvre exécutée par les trois régiments en détresse de Charles IV, et crut qu'ils avaient l'intention de l'attirer sur la chaussée du canal. Il resta dans ses lignes et laissa les régiments lorrains rallier le duc de Lorraine. Ce n'est qu'avec la plus grande prudence qu'il se hasarda, suivi de sa cavalerie, dans la plaine où il devait se mettre en contact avec l'armée française.

Profitant des hésitations du prince d'Orange, Charles IV harcela son infanterie pendant la nuit au milieu de bruyères, connues sous le nom de *Watergands*. Simple escarmouche. Ce n'était que pour dissimuler sa retraite vers Bruges. En chef habile, il put éviter, en sachant s'éclairer avec profit, l'avant-garde du prince de Condé qui se trouvait à une lieue de lui, suivie par le gros de l'armée française. Il était à craindre, pour Charles IV, qu'il fût attaqué séparément par les Hollandais et les Français avant qu'ils eussent opéré leur jonction. Le hasard le favorisa. Les éclaireurs français crurent qu'aucun parti ne les séparait de leurs alliés et se jetèrent tête baissée sur les soldats du duc en les prenant pour les Hollandais. Ils furent massacrés. Telle est du moins la version de Guillemin, secrétaire de Charles IV[1]. Le maréchal de Gramont, qui prit part à la campagne de Flandre de 1646, prétend, au contraire, que « lorsque les premières troupes du duc d'Enghien et du maréchal de Gramont voulurent sortir des défilés pour entrer dans la bruyère qui va au canal de Bruges, laquelle est fort spacieuse, ils y trouvèrent toute l'armée d'Espagne en bataille, de sorte que, au lieu d'y entrer, ce qui ne pouvait se faire que troupes sur troupes, et par conséquent se vouloir faire battre à plaisir, ils postèrent leurs troupes derrière des haies et des watergands, qui leur étaient très favorables, attendant que le corps de bataille et l'arrière-garde, composant les

1. *Vie de Charles IV*, par Guillemin. Bibliothèque municipale de Nancy.

troupes du duc d'Orléans les pussent joindre, mais que les ennemis, croyant qu'on voulait attaquer Bruges ou ne voulant peut-être pas hasarder un combat général, bien qu'il pût être avantageux pour eux, nous laissèrent la plaine et le passage libre, et se campèrent sous Bruges[1] ».

Quoi qu'il en soit, le duc d'Enghien, averti par les fuyards de son armée que Charles IV s'était échappé, à la fin de la nuit, par la plaine devenue libre, fit marcher son avant-garde, puis toute sa cavalerie, espérant, dit Guillemin, retarder sa marche par de fréquentes escarmouches et donner le temps à Gaston d'Orléans, qui le suivait avec le gros et l'arrière-garde, de le rallier. Charles IV s'abrita sous le canon de Bruges. La chaleur était accablante et plusieurs soldats périrent sans combattre.

Aussitôt que l'armée du roi de France eut traversé la vaste plaine qui avoisine cette ville et jeté des ponts sur le canal qui la relie à Gand, Guillaume d'Orange, fils du stathouder, suivi de sa cavalerie, vint trouver Gaston d'Orléans (22 juillet).

Il venait excuser son père de ce qu'il n'avait pu venir, lui-même, lui présenter ses respects, vu le mauvais état de sa santé.

Guillaume d'Orange n'avait que vingt ans. Il plut extrêmement à Monsieur et au duc d'Enghien. « Il était, dit M^lle^ de Montpensier, beau de visage et avait été fort bien fait. Depuis quelques années, sa taille s'était gâtée ; comme il avait une casaque volante, lorsqu'il était dans la plaine de Bruges, ce défaut ne parut point.

« On dit qu'il avait beaucoup de mérite et de cœur, dont il avait donné des marques en plusieurs occasions, entre autres dans une révolte qui se fit quelque temps avant sa mort (6 novembre 1650), qu'il apaisa par sa résolution et la vigoureuse manière dont il agit[2]. »

Ce prince, qui donnait de si belles espérances, avait épousé

---

1. *Mémoires du maréchal de Gramont.*

2. *Mémoires de M^lle^ de Montpensier,* édit. Cheruel, 1891, t. I, p. 123. Guillaume de Nassau ne succéda à son père Frédéric-Henri, dans la principauté d'Orange et dans le stathouderat de Hollande, que le 14 mai 1647. Il mourut le 6 novembre 1650.

Marie, fille de Charles Ier, roi d'Angleterre. Il assista au conseil de guerre convoqué et présidé par Monsieur. Il y fut décidé que le maréchal de Gramont l'accompagnerait avec 6,000 hommes, ainsi que Châtillon et Roanette (22 juillet).

Guillaume d'Orange reprit le chemin du Sas de Gand, et ne put décider son père, malgré le secours qu'il lui amenait, à se joindre à l'armée française et à traverser l'Escaut à Termonde[1]. Le stathouder, influencé, comme nous l'avons dit, par sa femme, craignait aussi de déplaire aux États-Généraux des Provinces-Unies qui redoutaient le voisinage trop immédiat des soldats de Louis XIV et semblaient appréhender que le prince d'Orange, poussé par l'ambition, après s'être emparé d'Anvers, comme il en avait manifesté l'intention, ne s'y créât une principauté indépendante.

Ils pressentaient également qu'au jour de la paix générale, Mazarin était capable, s'ils l'aidaient à vaincre les Espagnols dans les Flandres, d'abandonner le Portugal à ses propres forces et de renoncer à la Catalogne, où le duc d'Harcourt venait d'être vaincu, sous Lérida, pour acquérir du roi d'Espagne les Pays-Bas.

Aussi Frédéric-Henri refusa-t-il de passer l'Escaut à Termonde, ce qui lui était cependant facile après la retraite de Charles IV sous Bruges.

Gramont avait envahi le pays de Waës du côté du fort de Burch. Anvers aurait pu être investi des deux côtés, si l'on avait jeté des ponts sur l'Escaut en amont et en aval, ce qui était possible, puisque Guillaume d'Orange en avait amené un avec lui et que l'amiral de Zélande se trouvait au fort de Lillo, au nord d'Anvers.

Les Espagnols, jugeant que Gaston d'Orléans allait entreprendre quelque chose d'important, de concert avec les Hollandais, pensant, peut-être, qu'Anvers était menacé par les Hollandais et Gramont, divisèrent leur armée en trois tronçons.

---

1. Ville de la Flandre orientale, à 26 kilomètres de Gand, au confluent de la Dendre et de l'Escaut. Quelques auteurs l'appellent Dendermonde.

Piccolomini se dirigea vers Anvers. Charles IV s'était posté près de Bruges, mais ne voulut pas entrer dans cette ville malgré les supplications des habitants, car il prétendait garder ses coudées franches et ne pas s'exposer à un siège, puis il alla se poster sur la Lys, entre Deynse et Gand.

Le marquis de Caracena prit position sur le canal de Bruges, comme l'avait fait Charles IV pendant l'été de 1645, prêt à venir au secours de celui des deux généraux qui auraient besoin de son aide.

Après le départ du prince d'Orange, Gaston d'Orléans, s'apercevant que Charles IV ne bougeait pas de ses positions et ne voulait pas accepter le combat, retourna à Courtrai où il avait laissé l'abbé de la Rivière, et prit, en passant, le château d'Ingelmunster dont s'était emparé Gassion l'année précédente. Les Espagnols avaient cru que Gaston d'Orléans appuierait le mouvement opéré par les Hollandais et Gramont du côté d'Anvers et en entreprendrait le siège.

Pour leur laisser cette crainte, il posta quelques soldats sur la Lys et y fit jeter un pont.

Aussi Charles IV crut-il que l'intention de Gaston d'Orléans était de traverser cette rivière et de s'emparer ensuite de quelques places situées sur l'Escaut.

Les dispositions prises par Monsieur n'avaient qu'un but, donner le change à l'ennemi. Dans ce but il fit filer son bagage le long de la Lys et avec une vitesse incroyable, tandis que, malgré une chaleur extrême, il s'acheminait droit vers Bergues-Saint-Vinoc, sans que les Espagnols se doutassent de cette marche en arrière exécutée avec tant d'adresse.

Envoyé en avant-garde, le maréchal de Gassion se saisit d'abord des forts et des redoutes qui sont sur le canal, entre Bergues et Hondschoote, au sud-ouest de Dunkerque, où il ne trouva personne, non plus que dans les retranchements construits par les Espagnols près de cette ville.

Le 28 juillet, toute l'armée française arriva devant Bergues-Saint-Vinoc.

Malgré les écluses que les habitants de Dunkerque avaient

lâchées, les quartiers furent assignés à chaque corps d'armée et on ouvrit la tranchée.

Le lendemain, dix pièces de canon commencèrent à battre la ville. La garnison fut si étonnée de cet acte de vigueur, que, dès qu'elle vit le duc d'Enghien logé aux pieds des murailles, elle capitula. Elle sortit de la place le 1er août. Les comtes de Belin et de Tonquebec furent tués à ce siège.

Après ce succès, Gaston d'Orléans aurait pu assiéger Dunkerque. Il s'y refusa, prétextant que son armée manquait de pain et que ses privations lui étaient d'autant plus pénibles que l'on se trouvait « en vue des clochers de France ».

Aussi les soldats français murmuraient-ils contre Mazarin et même contre Anne d'Autriche que, pour tromper leur faim et leur misère, ils s'amusaient à chansonner.

Bucquoy, Lamboy et Caracena, en passant par Ypres et Poperinghe, arrivèrent trop tard sur les rives de la Colme, pour secourir Bergues-Saint-Vinoc. Tout faisait supposer à Monsieur que le stathouder se résoudrait à assiéger Anvers qu'il s'était juré autrefois de prendre avant de mourir.

De nouveaux accès de folie s'emparèrent de ce prince usé par les fatigues de la guerre autant que par l'âge. Lorsque le maréchal de Gramont vint le trouver à son quartier du Sas de Gand, afin de savoir ce qu'il comptait faire au sujet d'Anvers, il lui fit danser une *courante* avec lui, au lieu de répondre à ses questions. Aussi les Espagnols, rassurés de ce côté, se postèrent-ils à Termonde, n'opposant que les 6,000 hommes de Caracena aux ducs d'Orléans et d'Enghien.

Ceux-ci avaient résolu de mettre le siège devant Mardick, ville déjà prise par les Français et reprise, en 1645, par les Espagnols.

Cette fois Frédéric-Henri de Nassau, sortant de sa torpeur, promit à Monsieur la coopération de la flotte hollandaise, destinée à bloquer le port de Mardick et à intercepter les communications du côté de la mer[1]. Le 4 août, le fort de Mardick fut

1. Les Hollandais, avec Gramont, levèrent leur camp de Selzaten et se dirigèrent vers l'Escaut ; ils restèrent, pendant deux semaines, immobiles à Lo-

investi et, en trois jours, l'armée française se trouva à l'abri derrière ses retranchements.

Le 7, la tranchée fut ouverte et, dès le 8, un grand nombre de canons firent grand bruit dès le matin.

Mais, comme les vaisseaux hollandais, qui devaient se trouver à un jour fixe devant le fort pour le boucler du côté de la mer, n'étaient pas arrivés, la garnison de Dunkerque relayait chaque jour celle de Bergues-Saint-Vinoc, et la mer fournissait tout ce qu'elle voulait à la garnison de la ville assiégée.

Ce sont ces ressources sans cesse renouvelées qui rendirent le siège de Bergues-Saint-Vinoc si difficile.

De fréquentes sorties furent faites par les assiégés.

Le 13, ils furent repoussés par le duc d'Enghien qui marcha contre eux à la tête des volontaires.

Les Français éprouvèrent de grandes pertes ; la fleur de la noblesse française tomba sous les coups des Espagnols et des Lorrains.

Le duc d'Enghien, lui-même, fut blessé par les éclats d'une grenade qui tomba à ses pieds. La poudre lui brûla le visage.

Enfin, le 16 août, la flotte hollandaise parut et entra dans la rade.

Depuis ce jour les assiégés, se trouvant bloqués du côté de la mer, ne reçurent plus aucunes munitions.

Leur résistance s'affaiblit. Ce jour même, le logement fut fait sur la contrescarpe et, le 20, sur la demi-lune. Le 23, le mineur fut attaché au corps de la place.

Les mineurs éprouvaient beaucoup de difficultés à travailler, car le sable les aveuglait et retombait sur eux à mesure qu'ils creusaient le sol.

Cependant, le 24, les mines se trouvèrent en état, et jouèrent en même temps que les logements furent faits sur les brèches.

---

keren. Leur avant-garde poussa seulement jusqu'à Tamise, sur l'Escaut, et s'en empara. Abandonnant cette ville, ils allèrent camper à Saint-Gilles de Waes (13 août). Voir *Correspondance de Hollande*, t. XXXVII. D'Estrades à Mazarin, 28 juillet, 2, 6 et 13 août 1646.)

Les ducs de Retz et de Brissac, volontaires, se mirent à la tête des assaillants.

Aussitôt, les assiégés parlèrent de se rendre et capitulèrent.

Ces braves soldats sortirent, le 25 août, au nombre de 3,000 et furent conduits à Saint-Omer.

C'était le jour de la Saint-Louis, fête du roi de France.

Clanleu fut nommé gouverneur de Bergues-Saint-Vinoc.

Durant ce siège, le marquis de Caracena surprit la ville de Menin, sur la Lys, et fit prisonnière la garnison.

Il coupa, par suite de ce coup de main, toutes communications entre Armentières et Courtrai.

Après la prise de Bergues, Charles IV, sans se soucier de la lourde responsabilité qui pesait sur lui, comme généralissime de l'armée à la solde de Philippe IV, retourna à Bruxelles, puis alla prendre les eaux à Spa, après avoir délégué ses pouvoirs au baron de Beck, gouverneur du Luxembourg.

Pendant que Charles IV se reposait à Spa, Gaston d'Orléans, écoutant les conseils de l'abbé de la Rivière auquel décidément la vie des camps ne convenait pas, retourna à Paris, laissant le commandement de son armée au duc d'Enghien. Le prince, laissé à sa propre initiative, résolut de frapper un grand coup. Il songea à s'emparer de Dunkerque où il savait que les Espagnols avaient mis une forte garnison.

Les abords en étaient difficiles, à cause des nombreux canaux qui les sillonnent.

Aussi, afin de se rendre maître du pays, du côté de la terre ferme, il envoya Gassion s'emparer de Furnes.

Lui-même vint à la rescousse, braqua son canon contre cette place et son tir fut tellement foudroyant qu'elle se rendit à discrétion (7 septembre).

Avant de tenter le siège de Dunkerque, Enghien, se conformant aux instructions de Mazarin, envoya des munitions et des renforts dans toutes les places conservées par la France, sur la Lys.

Il fallait, avant tout, conserver Courtrai et Armentières, postes importants.

Ce n'était point seulement le soin de sa santé qui avait décidé Charles IV à se rendre à Spa et à quitter précipitamment la Flandre orientale où son devoir cependant lui ordonnait de rester et de se maintenir coûte que coûte, surtout à cette heure où le duc d'Enghien méditait le siège de Dunkerque.

Il laissa Caracena se porter au secours de cette place, car il avait appris que le marquis de La Ferté-Senneterre venait de braquer ses canons contre Longwy, une des rares places qui lui restaient en Lorraine et qui servait d'abri aux membres de sa Cour souveraine.

Mais, avant de raconter le siège de Longwy, remontons le cours des événements.

L'ancien évêque de Toul, le prince Nicolas-François de Lorraine, agissait, de son côté, pour obtenir l'indulgence de Mazarin et ménageait la réconciliation de son frère Charles IV avec la France.

Le cardinal leurrait le prince exilé de vaines promesses. Il lui promit d'une façon bien vague de l'aider dans la lourde tâche qu'il s'était imposée. (10 janvier 1646[1].)

Les succès remportés par l'armée royale dans les Flandres et l'épuisement auquel l'armée impériale était réduite en Allemagne encourageaient les plénipotentiaires français, à Munster, à affirmer bien haut les prétentions de la cour de Saint-Germain.

La France persistait à vouloir garder la Lorraine et le Barrois qu'elle occupait par droit de conquête depuis treize ans.

Malgré l'intention manifeste des Provinces-Unies de signer une paix séparée avec l'Espagne avant la conclusion de la paix générale, le concours que la Suède et les États neutres de l'Allemagne apportaient à la politique française contribua à décider le duc de Longueville, le comte d'Avaux et Servien à répondre d'une façon négative à l'intervention des plénipotentiaires impériaux en faveur du vainqueur de Tuttlingen

1. De Lionne à M. le duc François de Lorraine, 2 février 1646. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXIV, f° 490.)

(23 décembre 1645) : « La Lorraine, affirmèrent les plénipotentiaires français, est bien dûment acquise à la France par suite de l'infraction commise par Charles IV à ses engagements » (16 janvier 1646[1]).

Dans sa retraite de Stein[2], le frère du duc de Lorraine s'intéressait, plus que le duc lui-même, à ce qui se passait et se disait à Munster.

Il était étonné de l'indifférence de son frère à ce qui allait s'y conclure.

Aussi voulut-il le faire sortir de sa torpeur et lui écrivit-il de Stein, le 8 mars 1646, la lettre suivante : « J'ai veu ce que Votre Altesse désire faire représenter aux plénipotentiaires de Leurs Majestés impériales et catholiques et aux médiateurs de la paix, afin de leur faire connaître les raisons qu'ils ont de ne point se relascher de la poursuite des passeports de France pour les députés de Votre Altesse, qui sont très pertinents et à quoy la France ne peut rien objecter de légitime.

« Il est seulement à craindre que la paix soit faite avant le temps qu'il faudrait pour les obtenir.

« L'on mande de Lintz[3] qu'on la tient comme faite avec les Suédois et les Huguenots de l'Empire, et que l'on croit qu'elle sera faite avec la France pour Pâques.

« Le comte Curty[4] me mande que dans deux jours l'on me depeschera celuy que j'ai envoyé à Sa Majesté [l'empereur] pour exécuter les derniers commandements de Votre Altesse, ne l'ayant pu faire moi-même, et qu'il aura tout le soin qui se pourra de l'interest de Votre Altesse.

---

1. Instruction latine pour le comte de Trautmansdorff. — *Histoire du traité de Westphalie*, par le P. Bougeant, t. IV, p. 320. — Réponse des plénipotentiaires français au mémoire de Son Excellence (17 mars 1646). — Lettre citée par le comte d'Haussonville (*Histoire de la réunion de la Lorraine à la France*, t. II, p. 192).

2. Stein-am-Anger ou Szombatelli, ville épiscopale de Hongrie, capitale du comitat d'Eisenburg, sur la Gunz. Nicolas-François avait été habiter cette ville, après avoir quitté Vienne.

3. Capitale de la Haute-Autriche, au confluent du Danube et de la Traun.

4. Probablement Curtius, agent anglais à la Diète de Francfort, en 1643.

« Le président Mandl[1] doit être expédié en même temps.

« L'on tient que c'est avec quelque sorte de satisfaction pour M. l'Electeur [de Bavière][2], notre oncle.

« Le dit Mandl a asseuré l'empereur que les Français ne seraient pas dans de si hautes prétentions pour faire la paix que l'on s'imaginait. Si petites qu'elles peuvent être dans l'empire, elles seront tousjours très grandes et bien préjudiciables à Votre Altesse.

« Je fais tout le bruit que je peux pour empescher l'affaire de l'Évesché de Metz[3].

« Je ne sais ce qui en arrivera. J'ai appréhension que nous aurons bien des maux, si Dieu ne nous en délivre, etc.[4]. »

Les plénipotentiaires français, réunis à Munster, refusèrent d'accorder les passeports que Charles IV s'était décidé à demander pour ses députés, malgré le désir exprimé par Mazarin de permettre au duc de Lorraine de se faire représenter au Congrès (17 mars 1646).

L'espoir que semblait nourrir le prince Nicolas-François de voir la paix conclue entre la France et l'Allemagne avant Pâques, c'est-à-dire dans quelques jours, était bien prématuré. Elle ne devait se conclure que deux ans plus tard.

Et cependant, dès le 1er juin 1645, les ambassadeurs français et suédois avaient exposé au Congrès de Westphalie leurs propositions de paix et les conditions imposées par leurs gouver-

---

1. Mandl, président de la Chambre aulique bavaroise.

2. L'Électeur de Bavière trompait le prince Nicolas-François en lui faisant espérer que la France se montrerait modérée dans ses exigences, car il avait envoyé Mandl à Vienne, dès qu'il fut décidé à faire la paix avec la France, pour engager l'empereur Ferdinand III à l'imiter, à céder l'Alsace à la France et à renoncer *pour toujours* aux Trois-Évêchés. L'invasion de l'Électorat de Cologne par Turenne fit reprendre les armes à Maximilien de Bavière (juin 1646).

3. C'est-à-dire l'abandon définitif par l'Empire de l'évêché de Metz à la France qui l'occupait, ainsi que les évêchés de Toul et de Verdun, depuis 1552, et y avait établi un Parlement en 1633.

4. Le duc François de Lorraine à son frère le duc Charles, Stein, le 8 mars 1646. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXIV, f° 498.)

Le prince Nicolas-Francois prenait le titre de duc depuis l'abdication simulée, faite, en 1634, par Charles IV en sa faveur.

nements à la conclusion de cette paix si ardemment désirée par tous, surtout par l'Allemagne mise à feu et à sang, désolée et ruinée.

Entre autres exigences, la Suède demandait les deux Poméranies, les évêchés de Brême et de Verden, le port de Wismar, dans le Mecklembourg, avec les bailliages en dépendant.

Quant à la France, elle exigeait que la Suisse et la Franche-Comté fussent séparées de l'Empire et que la Lorraine ne fût plus considérée comme *province allemande,* mais comme pays indépendant, ce qu'elle était en réalité depuis le traité de Nuremberg[1], pour faciliter son annexion future à la grande patrie française. C'était poursuivre le but rêvé par Richelieu. Comme indemnités de guerre, le duc de Longueville réclama toute l'Alsace, le Sundgau, le Brisgau, les quatre villes forestières, ainsi que Brisach et Philippsbourg, les Trois-Évêchés, Spire et Mayence.

Enfin Louis XIV demandait à siéger à la Diète comme souverain de l'Alsace.

Maximilien de Bavière, espérant peut-être sauver la Lorraine, malgré les instances de son neveu, Nicolas-François de Lorraine, appuya les revendications de la France au sujet des Trois-Évêchés, qu'elle occupait depuis Henri II. Il appuya également, au grand désespoir du prince lorrain, qui croyait, comme nous venons de le voir, à la modération des conditions imposées par Mazarin, les prétentions du gouvernement français sur l'Alsace, sous la réserve qu'on lui garantirait toutes ses possessions territoriales et que la religion catholique n'aurait rien à perdre en Allemagne et que le roi de France ne pourrait siéger à la Diète.

L'empereur, abandonné par Maximilien de Bavière, son allié et son vassal, consentit à céder définitivement les Trois-Évêchés

1. Ce traité fut signé le 20 juillet 1543. (V. *Recueil de documents sur l'histoire de Lorraine,* t. I, p. 195-210.) La Lorraine devint indépendante, tout en restant sous la protection de l'Empire et soumise au paiement d'un tribut nommé *Landfrit.*

à la France et à lui abandonner Pignerol et Moyenvic, petite ville dépendante de l'évêché de Metz.

De plus, il flatta la Suède de séduisantes promesses en lui accordant la Poméranie et les évêchés de Brême et de Verden qu'elle lui demandait.

Il exprima, en outre, l'intention d'indemniser les héritiers du Palatin dans le but évident de pouvoir, grâce à leur appui, faire renoncer la France à l'Alsace.

Mais ce qui nous importe le plus, comme biographe de Charles IV, c'est de savoir que Ferdinand III demanda à la France la restauration du duc de Lorraine.

Mazarin lui fit répondre que le rétablissement du Prétendant dépendait exclusivement de la bonne volonté de Louis XIV. En même temps il avertit la Bavière que le roi de France n'accorderait aucun secours aux États catholiques de l'Allemagne, si l'empereur n'accédait à ses revendications.

C'est en vain que les Électeurs demandèrent que la France et la Suède renonçassent à tout agrandissement de territoires et se contentassent d'indemnités pécuniaires.

Le duc de Longueville, à Munster, et Oxenstiern, chancelier de Suède, à Osnabrück, persistèrent dans leurs exigences.

La conduite de Turenne, autant que ces exigences inspirées par Mazarin, n'était pas faite pour apaiser l'Allemagne.

Quand on connut le sac d'Ahrweiler auquel s'étaient livrés les soldats du maréchal, l'indignation y fut générale, et l'empereur refusa de signer avec la Suède une paix particulière.

Un nouvel élan de patriotisme et un violent désir de vengeance ranimèrent le courage un moment abattu des soldats de l'Empire, et le duc de Bavière renonça, pour quelque temps du moins, à promettre à la France sa neutralité et son intervention auprès de l'empereur.

Mais ses intentions belliqueuses durèrent peu.

Maximilien, forcé par Turenne et Wrangel de quitter Munich et menacé dans Augsbourg où il s'était réfugié, demanda à faire la paix et, le 14 mars 1647, signa avec la France la trêve d'Ulm.

Il abandonnait lâchement l'Empire qui l'avait sauvé à Augsbourg, l'Espagne et Charles IV, son neveu, ancien généralissime de l'Union catholique, qui avait battu Weimar à Nordlingen, en 1634, et Rantzau à Tuttlingen, neuf ans plus tard.

En même temps que Gaston d'Orléans se préparait de nouveau à combattre Charles IV et les Espagnols dans les Flandres, La Ferté-Senneterre, qui avait reçu l'ordre de soutenir, par une action simultanée, les opérations militaires de Monsieur, s'apprêta à faire le siège de Longwy, qui, l'année précédente, avait été différé par suite de la capitulation de La Mothe que Charles IV avait ordonné à Cliquot de rendre à Villeroy, pour sauver Longwy et les autres places de la Lorraine.

Dès le 28 juin, le jour même de la capitulation de Courtrai, le marquis de Piennes, maréchal de camp du gouverneur de la Lorraine, investit Longwy avec 500 cavaliers.

Il était accompagné de M. de Campi, sergent de bataille.

Le maréchal arriva le 30 avec 1,500 cavaliers et 4,000 fantassins.

M. de Saint-Amour[1], cousin de la princesse de Cantecroix, était gouverneur de Longwy.

M. de La Ferté s'aperçut un peu tard que Saint-Amour avait muni cette place de tous les moyens désirables de défense et avait abandonné la basse ville pour concentrer toutes ses forces dans la haute ville et dans le château, dont les murailles avaient été terrassées en même temps qu'on construisait deux demi-lunes dans le fossé qui entourait le donjon, ainsi que deux *coffres*. Un retranchement important protégeait le tout.

La Ferté résolut de faire deux attaques. L'une, contre la ville haute, devait être faite par le régiment italien de Mazarin, sous la direction du marquis de Piennes et de Buffalini. L'autre,

1. Jacques-Nicolas de la Baume, comte de Saint-Amour, gouverneur de Dôle et chevalier d'honneur au Parlement de cette ville, gentilhomme de la chambre du roi d'Espagne et de l'archiduc Léopold. Il fut blessé et fait prisonnier à la bataille de Lens (1648), et devint chevalier de la Toison-d'Or et gouverneur de Bourgogne.

dirigée par le maréchal lui-même, contre le château, avec les gardes-suisses.

M. de Campi, sergent de bataille, devait avoir la haute main sur ces deux opérations simultanées.

On avait été obligé d'attendre pendant quelque temps les canons demandés à Metz.

Le terrain présentait de grandes difficultés, et cependant La Ferté eut à se louer de l'habileté et du zèle des Italiens à creuser les tranchées. Leur régiment fournissait tous les jours de 100 à 150 travailleurs, outre la garde de la tranchée et les hommes nécessaires au service du camp et aux convois, de sorte qu'il ne lui restait qu'un jour de libre.

Aucunes plaintes ne s'élevèrent cependant parmi ces étrangers à la solde de la France, toujours gais et désintéressés, n'imitant pas, écrivait M. de Piennes à Mazarin, les soldats suisses de La Ferté, qui le rançonnaient, abusant de ce qu'on ne pouvait se passer d'eux[1].

Les Suisses faisaient payer chaque fascine, tandis que les soldats italiens de Buffalini fournissaient chaque jour gratuitement de 600 à 700 fascines.

Les officiers italiens donnaient à leurs hommes l'exemple du dévouement.

Lorsque le canon fut arrivé de Metz, et qu'on eut besoin des Italiens pour servir les pièces, porter les madriers et tout ce qui était nécessaire pour les mines, jamais aucun d'eux ne se plaignit des ordres donnés.

Après que la mine eut fait son effet, de Piennes ordonna à ses soldats de monter à l'assaut, et leur attaque fut si rude que la garnison de Longwy se retira derrière un retranchement destiné à la protéger.

Bientôt les Italiens, conduits par un major et un capitaine, forcèrent ce retranchement, où se trouvait Saint-Amour, et poussèrent les Lorrains, à travers la ville, jusqu'aux portes du

1. Voir Lettre de M. de Piennes à Mazarin, au camp devant Longwy. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXIV, f° 547.)

château, où deux officiers réformés se firent prendre au delà de la seconde porte.

Mais les assiégés ayant abattu la herse, plusieurs Italiens, qui étaient sur le premier pont-levis, furent contraints de se réfugier dans les maisons les plus proches, parce que le gros de l'armée n'avait pu arriver assez vite.

On perdit deux enseignes du régiment Buffalini, quelques sergents et officiers réformés. On laissa quelques blessés et près de 16 morts (9 juillet).

M. de La Ferté vint au secours des Italiens avec les Suisses. Il se saisit d'une demi-lune qui couvrait la vieille brèche du donjon et s'y logea, grâce à l'obscurité de la nuit.

Saint-Maure, maréchal de bataille, fut blessé, dans cette prise d'armes, d'un coup de pierre, bien que portant sur la tête un « pot de fer ».

Après la prise de la haute ville, il ne restait plus qu'à s'emparer du donjon sur le fossé duquel Vassor, major du Royal-Italien, s'était logé.

Une fois le donjon pris, il n'y avait plus de défense possible pour les assiégés.

Dès la nuit précédente, La Ferté, s'il lui avait été possible de s'emparer du donjon, aurait pu attacher le mineur, sans les *coffres* qui se trouvaient placés dans le fossé.

M. de Bravas, lieutenant de roi à Thionville, en cherchant à se couvrir de ces coffres, reçut un coup de mousquet dont il mourut six heures plus tard.

Ce fut une grande perte pour l'armée assiégeante, qui manquait d'ingénieurs.

MM. de Piennes et Buffalini furent obligés d'en remplir l'office, et l'aumônier de M. de La Ferté voulut bien prêter au maréchal le concours de sa science.

Le 10, Campi se rendit maître d'une autre demi-lune, revêtue de pierres de taille, qui se trouvait à sa gauche.

Le même jour, le mineur fut attaché au château jusqu'au lendemain.

Forcé dans ses derniers retranchements, à bout de res-

sources et de munitions, le comte de Saint-Amour envoya à La Ferté un tambour pour parlementer. Le marquis de Piennes fut chargé de traiter de la capitulation avec Batravas, colonel lorrain.

Le 12 juillet, la capitulation de Longwy fut signée et la garnison sortit de la place : le siège du donjon devenait inutile.

Le maréchal de La Ferté-Senneterre ne se fit pas, auprès de Mazarin, un grand mérite de la prise d'une ville aussi importante que Longwy, dernière retraite des patriotes lorrains. Il en reporta toute la gloire sur Buffalini, colonel du Royal-Italien, pensant ainsi faire sa cour au cardinal, colonel-propriétaire de ce régiment[1].

Le Tellier, sous-secrétaire d'État à la guerre, reçut du maréchal un rapport détaillé des opérations du siège de Longwy, dont le résultat était glorieux pour la France.

Le duc d'Enghien attendait avec impatience la prise de cette ville pour entreprendre le siège de Dunkerque, dont nous avons décrit les préparatifs.

La Ferté se hâta d'arriver dans la Flandre maritime et traversa la Meuse et l'Escaut, à la tête de son corps d'armée.

Après avoir passé ce fleuve, il apprit du gouverneur du château de Lannoy, qu'un convoi sortait de Menin, escorté de 500 chevaux et de trois pièces de canon.

Il marcha à sa rencontre et l'attaqua si à propos, nous apprend le marquis de Montglat, qu'il défit la cavalerie espagnole et s'empara du convoi et des canons.

Charles IV, au lieu de se porter au secours de Longwy, avait été, comme nous l'avons dit, prendre les eaux à Spa; de là il était revenu à Bruxelles et, au commencement d'août, pendant le siège de Bergues-Saint-Vinoc, entrepris par Gaston d'Or-

1. M. de Piennes à Mazarin, du camp de Longwy, 14 juillet 1646. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXIV, f° 564.) — La Ferté-Senneterre au même, même date. (*Passim*, f° 562). — *Gazette de France.* — M. de Piennes proposa à Mazarin le siège de Montmédy que Fabert lui conseillait également. Ce siège n'eut lieu qu'en 1647.

léans, son beau-frère, nous le voyons à Afflinghem, près d'Alost (Brabant).

On venait de répandre le bruit que M. de Lorraine venait d'être empoisonné par les Espagnols, mécontents de sa défection au lendemain du siège de Courtrai. Ils espéraient, disait-on, se débarrasser de sa personne en gardant ses troupes à leur service. Ils avaient été les témoins de ses pourparlers avec le marquis de Marcheville pendant et après le siège de Courtrai. Ils savaient pertinemment que, si Mazarin avait ordonné à M. de Lionne, la veille même de l'arrivée de Charles IV sous les murs de Courtrai[1] (quoique ce dernier prétendît n'être lié par aucun traité ni avec l'empereur ni avec l'Espagne) de rompre avec le duc, il avait de nouveau offert la paix à Monsieur de Lorraine, par l'intermédiaire de la princesse de Phalsbourg qui le renseignait sur les agissements du Prétendant et de M^me^ de Chevreuse, grâce à la présence du marquis de Salerio, son époux, au camp espagnol[2].

Influencé par la duchesse de Chevreuse, qui, réfugiée à Liège, intriguait plus que jamais contre Mazarin et faisait le jeu des Espagnols, Charles IV comptait sur la réconciliation des Provinces-Unies avec l'Espagne.

Il savait que sa cousine, dont les lettres à don Luis de Haro, ministre de Philippe IV, avaient été interceptées par ordre de Mazarin, avait envoyé dernièrement à Munster un homme de sac et de cordes, conspirateur de bas étage, qui, dix ans auparavant, avait tenté d'assassiner Richelieu.

Ce personnage, prêt à tout faire, se nommait Henri d'Escars, sieur de Saint-Ibar.

M^me^ de Chevreuse l'avait chargé de peser sur l'esprit de la duchesse de Longueville, de façon à l'amener à détacher le duc

---

1. Charles de Lorraine à ....., 15 juin 1646. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXIV, f° 530.)

Malgré sa suscription, cette lettre n'est pas de Charles IV.

2. Voir Lettre de M. de Lionne à M^me^ de Phalsbourg. Paris, 22 juin 1646. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXIV, f° 539 ; *Aff. étr., France*, t. XXII du *Recueil des Lettres de Mazarin*.)

d'Enghien, son frère, du parti de Mazarin, qu'on accusait de l'exposer à tous les périls de la guerre afin de se débarrasser de ce prince ambitieux, avide d'honneurs et d'apanages, comme son père.

Cette accusation était fausse, mais, ce qui était vrai, c'est que le duc d'Enghien, quoique poussant avec ardeur le siège de Dunkerque, ne pardonnait pas à Mazarin de ne pas avoir accédé à ses désirs en lui donnant la charge de l'amirauté, vacante par suite de la mort du duc de Brézé, frère de la duchesse d'Enghien[1].

Le comte de Peñaranda, envoyé extraordinaire de Philippe IV au congrès de Munster, accueillit fort mal l'agent de la duchesse de Chevreuse, qui avait la prétention d'être mis au rang des ambassadeurs. Il fit la sourde oreille lorsqu'il lui proposa de soulever contre Louis XIV les États du Languedoc, en réveillant les ressentiments de cette province qui pleurait encore la mort du duc de Montmorency. Chose étrange, tandis que Peñaranda refusait à Saint-Ibar un passeport qui lui eût permis de circuler librement entre la Hollande et Munster, le duc de Longueville, le comte d'Avaux et Servien firent le meilleur accueil à cet intrigant, et lui rendirent « visites publiques, respects et déférences incroyables[2] ».

---

1. « On trouve bon la maxime qu'on veult observer en ce rencontre, de donner aux princes tels que ceux-ci (le prince de Condé et son fils) plus de biens et moins de charges, qu'il vaut mieux contenter leur avarice que leur ambition, la puissance qui consiste en charges et en places étant plus périlleuse que celle des richesses en une main hardie et en un esprit plein de feu et de fougue comme est celui-ci (le prince de Condé), duquel, quand on parle à cette heure, l'on se dit l'un à l'autre : « Lorsqu'il aura la charge et le gouvernement qu'il demande, avec ce qu'il possède déjà, de l'humeur qu'il paraît de ne paraître jamais satisfait, que n'est-il pas à craindre quand il sera mécontent? » (M. Joubart [*sic*] à M. de Lionne touchant M. de Lorraine et M. le prince [de Condé], 12 août 1646.)

Ce jugement porté sur le prince de Condé par Lionne pouvait s'appliquer à son fils.

2. Voir Mémoires de ce qui s'est négocié et traité au voyage de l'abbé de Mercy, en Hollande, entre lui, le comte de Saint-Ybal (*sic*) et M^me^ la duchesse de Chevreuse. (Archives de Bruxelles. — *M^me^ de Chevreuse*, par Cousin. Appendice, p. 526 et suiv.)

Le stathouder et les Provinces-Unies n'écoutèrent que trop les conseils de l'agent de la duchesse de Chevreuse.

Ce fut le 25 septembre que la tranchée fut ouverte devant Dunkerque.

Le duc d'Enghien avait demandé des renforts à Mazarin, car malgré les instances du maréchal de Gramont, le stathouder ne faisait que des mouvements insignifiants, pour ne pas gêner les États des Provinces-Unies dans leurs négociations secrètes avec l'Espagne.

Solis y Burgos se maintenait dans Mardick et Lamboy, un moment arrêté à Furnes, avait rallié Caracena, tandis que Piccolomini quittait les Flandres, appelé en Catalogne par Philippe IV. Il fallait qu'Enghien frappât un grand coup avant l'hiver, afin de conserver à la France Courtrai, Armentières et Bergues-Saint-Vinoc, et lui donner, s'il était possible, Dunkerque.

Mazarin venait de lui envoyer de nombreux renforts, et l'Angleterre avait refusé tout secours aux Espagnols qui ne comptaient plus que 12,000 hommes. Le 3 octobre, après des attaques successives, le fils du prince de Condé vit les Polonais, envoyés par la reine de Pologne, se loger sur le glacis de la contrescarpe.

Le 3, le mineur fut attaché à la pointe de la demi-lune par le comte de Quincé et, le lendemain, la mine joua.

Aussitôt, le régiment de Molondin monta sur la brèche et s'y logea.

A l'attaque d'Enghien, Arnauld fit faire une batterie pour faciliter la descente dans le fossé, dans lequel Marchin fit jeter tant de fascines qu'il fut comblé le 6.

Charles IV n'attendit pas la capitulation de Dunkerque pour traiter de nouveau avec la France par l'intermédiaire de Jobar, agent de Mazarin, qui resta si longtemps à Aeltre pendant l'été et l'automne de 1645.

Vers le 5 octobre, alors que Chabot attachait le mineur au bastion, le duc de Lorraine prit le chemin de Namur.

Cantonné sur les rives de la Meuse, il ne bougea pas pour aller au secours du marquis de Lede, gouverneur de Dun-

kerque, qui venait de demander à capituler, si Caracena et le duc de Lorraine n'arrivaient à son aide avant le 10.

Les vaisseaux hollandais, qui étaient venus se ranger dans la rade de la ville assiégée, afin de la bloquer du côté de la mer, se retirèrent. L'infanterie hollandaise n'avait pas paru, bien qu'elle eût été embarquée, mais elle n'avait pas été conduite plus loin que Berg-op-Zoom.

C'est ce qui permit au gouvernement des Pays-Bas de détacher 2,500 fantassins et 500 cavaliers qui avaient été destinés dans le principe à tenir en respect les forces hollandaises et de les envoyer à Caracena du côté de Dunkerque. Beck et Piccolimini devaient lui conduire ce renfort. Charles IV fut chargé d'observer, avec 4,000 hommes, le prince d'Orange.

Le marquis de Lede avait été abandonné à la fois par le duc de Lorraine et par le Parlement d'Angleterre, malgré la promesse de Goring, ambassadeur d'Angleterre auprès des Provinces-Unies, qui avait fait espérer l'intervention de son gouvernement en faveur de Dunkerque, si son gouverneur pouvait encore tenir pendant 12 jours.

Les démêlés du Parlement d'Angleterre avec Charles I^er^ expliquent cet abandon.

L'abstention de Charles IV s'explique moins, ainsi que le refus formel qu'il adressa, à ce sujet, au marquis de Castel-Rodrigo, gouverneur général des Pays-Bas, et à la duchesse de Chevreuse qui le suppliait d'accourir au secours de la ville en péril.

Le 11, le marquis de Lede capitula et fut conduit, avec ses soldats, à Nieuport. Le jour même, le duc d'Enghien prenait possession de la place lâchement abandonnée par Charles IV.

L'excuse invoquée par le Lorrain au sujet de sa conduite plus qu'étrange, c'était la crainte qu'au lendemain de la capitulation de Dunkerque, qu'il n'aurait pu, peut-être, pas sauver, on ne fît retomber ce grave échec des armes espagnoles sur lui et Piccolomini, tous deux étrangers à l'Espagne.

Il prétendait qu'en réclamant son concours au salut problématique de la place assiégée, Castel-Rodrigo voulait sauve-

garder la réputation du marquis de Caracena qui était *persona grata* à la cour de Bruxelles, Caracena, *le bien-aimé*, comme il l'appelait, dans une lettre adressée par lui, le 5 octobre, à Jobar[1].

Les Hollandais n'assiégèrent pas Lierre, comme l'avait promis le stathouder au duc d'Enghien. La princesse d'Orange, qui se trouvait à Bergues-Saint-Vinoc, empêcha son époux de bouger, et le concours des Hollandais se réduisit, en somme, au blocus formé autour de Dunkerque par l'amiral Tromp[2]. L'abstention de Charles IV avait été grandement profitable aux intérêts français, puisqu'elle avait été une des principales causes de la prise de Dunkerque.

Aussi Mazarin se montra-t-il satisfait de la conduite du duc, avec lequel il essayait de se réconcilier depuis trois ans.

Cependant, malgré les avances faites par le cardinal au prince lorrain, celui-ci, tout en ne cessant de manifester l'intention de s'accommoder avec la France, ne voyait, disait-il, rien de conclu et, à la vue de « tant de bricolles », il se disait embarrassé : « Son Éminence me fait des reproches, écrivait-il à Jobar, le 5 octobre 1646, mais il faut considérer comme il m'a mené premièrement[3]. » Charles IV aurait désiré se retirer en Allemagne, s'il se décidait à se déclarer neutre entre la France et l'Espagne et à quitter les Pays-Bas.

Mais les agents secrets de Mazarin lui firent observer « qu'il n'y avait plus de guerre en Allemagne, et que l'on n'y a à faire à personne[4] ».

---

1. Copie d'un billet de M. de Lorraine, envoyé à M. Jobart, 5 octobre 1646. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXIV, f° 584.)

2. C'est en vain que le duc d'Enghien envoya au stathouder M. de Tourville pour le décider à agir. Le résident Brasset, en l'absence de d'Estrades, réussit à faire voter par les États des Provinces-Unies la continuation de la guerre (26 septembre). Tandis que Gramont rapatriait son infanterie par mer et atteignait Sedan, le prince d'Orange et son fils simulèrent le siège de Venloo et rentrèrent à La Haye le 3 novembre.

3. Copie d'un billet de M. de Lorraine, envoyé à M. Jobart. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXIV, f° 584).

4. *Passim*.

Ce n'était pas exact, car, malgré la promesse faite par Maximilien de Bavière de ne pas joindre ses armes avec celles de l'empereur, si Wrangel ne joignait pas les siennes à celles de Turenne, la guerre recommença en Allemagne, et Huyn Geleen, général bavarois, unit ses forces à celles de l'archiduc Léopold, frère de l'empereur, qui lui amenait 25,000 hommes.

Il s'agissait pour ces deux généraux de se porter vers le Rhin et d'empêcher la jonction de Wrangel, successeur de Torstenson, avec Geiso, général hessois.

Cette jonction eut lieu, le 10 août, sur la Lahn, entre Giessen et Wetzlar. Bientôt, les deux alliés barrèrent aux Austro-Bavarois la route du Mein et emportèrent d'assaut Aschaffenbourg, près de Francfort (22 août).

Le passage du Danube allait devenir libre et Maximilien de Bavière, affolé, s'était réfugié dans sa forteresse de Wasserbourg, sur l'Inn. Mais après l'échec de Turenne et de Wrangel sous Augsbourg, ils se virent contraints de se replier sur Launingken (25 octobre).

Mazarin aurait désiré décider Charles IV à aller se battre pour la France en Catalogne ou en Italie. En Catalogne, le duc de Lorraine aurait eu à aider le comte d'Harcourt au siège de Lerida que Philippe IV, quittant Saragosse, était venu secourir (octobre 1646). En Italie, M. de Lorraine aurait eu à réparer les effets désastreux de la défaite du prince Thomas sous les murs d'Orbitello (juin 1646).

L'une ou l'autre de ces missions souriait fort peu à Charles IV, car il lui répugnait de s'exposer au sort malheureux de Brézé et de d'Harcourt[1].

Mais ce qui retenait surtout M. de Lorraine dans les Pays-Bas, c'était les embarras que lui causait plus que jamais son union adultère avec la Cantecroix, ce démon de sa vie, cette femme à laquelle la passion l'enchaîna et qui l'empêcha, pendant longtemps, de se réconcilier avec la France. Il assurait à Mazarin qu'il aurait pu unir ses troupes à celles du duc d'En-

1. *Passim.*

ghien qui menaçait Dunkerque, sans les inquiétudes que lui causait Béatrix de Cusance, « exposée à la miséricorde des gens du roi[1] ».

Nous avons dit précédemment que l'archevêque de Malines avait censuré publiquement sa liaison scandaleuse avec cette femme et que le Saint-Siège, en attendant le jugement de la Rote au sujet de sa demande en nullité de mariage avec la duchesse Nicole, lui avait enjoint de cesser tout commerce adultère et même toutes relations avec sa ravissante maîtresse, dont les visiteurs du château de Windsor peuvent admirer le magnifique portrait dû au pinceau de Van Dyk.

Au lieu d'observer les prescriptions sévères que l'Église lui imposait, le duc de Lorraine, tout en cessant de se montrer en public avec la princesse de Cantecroix, alla la voir secrètement à Gand au commencement de son séjour à Aeltre (1645).

Le gouvernement des Pays-Bas espagnols, chargé par l'autorité ecclésiastique de surveiller la conduite du duc, ferma les yeux.

Quant au confesseur de la « femme de campagne » du duc Charles, auquel l'archevêque de Malines avait confié d'une façon plus spéciale la surveillance des agissements de sa pénitente, il fit preuve d'une indulgence singulière. Sous prétexte de mettre sa conscience en repos, il quitta Gand quelque temps avant l'arrivée du duc. En agissant ainsi, il se croyait à l'abri de tout remords et de toute accusation de complaisance.

L'archevêque de Malines fut plus sévère et avertit le Saint-Siège de l'infraction faite par les deux amants à ses ordres.

Aussi, le 22 novembre 1645, un bref du pape Innocent X notifia à Antoine Triest, évêque de Gand[2], et à Chigi, internonce à Bruxelles, qu'il permettait à la princesse de Cantecroix

---

1. *Passim.*

2. D'une famille de Gand. Le 30 janvier 1600, l'archiduc Albert arma chevaliers Antoine Triest, seigneur de Rudershove et de Merlebéke. Les armes de A. Triest sont : de sable, au levrier courant d'argent, colleté d'or, accompagné en chef de deux cors de chasse d'or liés et virolés de même, les embouchures à senestre. (De Vegiano, *Nobiliaire des Pays-Bas.*)

de résider à Gand, mais à condition d'y vivre seule. Elle s'inclina devant les ordres du saint-père et Charles IV promit de ne pas s'approcher de Gand à plus d'une demi-lieue.

Cela lui était d'autant plus facile que Béatrix, après son court séjour dans cette ville, était retournée à Bruxelles qu'elle quitta, avons-nous dit, momentanément pour se rendre à Anvers, par crainte de l'approche des Français triomphants.

Elle ne pouvait, du reste, se décider à reprendre le chemin de Gand pour s'y fixer, car elle prétendait qu'elle n'y trouvait aucune installation convenable.

François de Castel-Rodrigo, pour mettre fin à ses hésitations et accomplir la mission plus qu'étrange que le Saint-Siège lui avait confiée, promit à Béatrix une demeure digne de son rang et donna l'ordre à Philippe Triest[1], premier échevin de la ville de Gand, de l'installer soit dans un hôtel, situé sur le Cauter (place d'Armes actuelle), soit dans un hôtel situé près de l'église Saint-Michel, qu'il croyait être libre et appartenir aux jésuites.

Cet hôtel ne leur appartenait pas, mais était la propriété du jeune comte de Waken (Guillaume-François de Bourgogne), fils mineur de feu Charles de Bourgogne, chevalier de Saint-Jacques, grand bailli de Gand et baron de Waken, colonel d'un régiment wallon de lanciers à cheval, mort le 28 septembre 1631, et de feue dame Marie-Anne de Bronchorst[2]. Le Magistrat de Gand envoya l'huissier de la ville pour inviter les domestiques du jeune comte à préparer le logement de la princesse de Cantecroix (7 avril 1646).

Ceux-ci s'y refusèrent. Castel-Rodrigo insista et, le 14 avril,

---

1. Nous trouvons dans *de Vegiano*, comme échevins de la Kèvre de Gand, Philippe Triest, armé chevalier par l'archiduc Albert, le 30 janvier 1600.

2. Le comte Guillaume François de Waken fut plus tard « commissaire au renouvellement des magistrats de Flandre » et obtint du roi Charles II l'autorisation de porter les armes pleines de Bourgogne brisées en pointe d'or, par lettres du 16 décembre 1665. Il mourut le 15 octobre 1667, laissant, de Marie-Anne-Scholastique Van den Tymple de Brabant, deux fils qui moururent sans postérité.

le sous-bailli de Gand, accompagné de deux échevins et d'un secrétaire et suivi d'une nombreuse escorte, se fit ouvrir de force l'hôtel vacant et le fit occuper *manu militari*, malgré les murmures de la foule. Le concierge protesta contre cette violation de domicile devant le conseil des Flandres qui lui donna raison. Mais Castel-Rodrigo ne voulut pas avouer ses torts et invita le conseil à ne pas s'opposer à l'exécution de ses ordres (20 avril), mais ce dernier persista dans sa résistance.

Nous ignorons comment se termina cette affaire. Nous avons lieu de croire que M^me^ de Cantecroix s'installa au Belvédère, maison de campagne de l'évêque de Gand, située entre l'hôpital de Byloke et l'église d'Akkerghem ou de Saint-Martin.

Le séjour de Gand déplut à la princesse et, à sa sollicitation, M^gr^ Chigi l'autorisa à revenir à Bruxelles, à condition qu'elle s'y soumît aux mêmes conditions que celles qu'on lui avait imposées à Gand. Ces restrictions lui parurent odieuses et elle préféra rester dans cette ville[1].

Charles IV, oublieux de ses amours passagères avec la fille du bourgmestre de Bruxelles et ayant échoué dans ses tentatives plus ou moins sincères de réconciliation avec la duchesse Nicole, écrivit lettres sur lettres à sa maîtresse bien-aimée en lui promettant une prompte délivrance. Il tint sa promesse et arriva bientôt à Gand d'où, après un court séjour, il emmena Béatrix et sa fille à Bruxelles. Mais une sorte de revirement s'accomplit dans l'esprit du duc. Comme il l'avait fait, le 21 décembre 1645, en comparaissant, en compagnie de la princesse de Cantecroix, devant des commissaires apostoliques, assisté de douze pères jésuites, et en recevant l'absolution dans la posture d'un suppliant, après avoir demandé humblement pardon de ses fautes, on le voit de nouveau se soumettre aux injonctions de l'Église et consentir à se séparer de sa maîtresse jusqu'à la décision ultérieure de la Rote.

---

1. Voir, au sujet du séjour de la princesse à Gand : Archives de l'ancien conseil de Flandres à Gand, liasse n^os^ 82 et 83 ; — Lettre de l'évêque de Gand au marquis de Castel-Rodrigo, 22 mai 1646 (Archives de l'audience, liasse 729) ; — Du même au même, 30 mai 1646 (même liasse).

Voici la teneur de la promesse solennelle faite par le duc Charles de Lorraine à M^gr Chigi. « Je promets de garder la séparation avec M^me Béatrix de Cusance selon le bref de Sa Sainteté du 21 novembre et l'instrument du 9 décembre 1645. Et si Monsieur l'internonce consent, selon mon désir, que je demeure à Bruxelles, M^me Béatrix y estant, je promets de n'aller ni à l'hôtel de Berghes ni ailleurs où je saurais être ladite dame, ni avoir avec elle une conversation en quelque façon que ce soit, jusques à ce temps où sera terminée la cause qui pend devant la Rote de Rome, touchant la nullité du mariage avec la duchesse Nicole, ou qu'autrement il soit ordonné par Sa Sainteté, Laquelle je prie (si elle estime que jusqu'à cette heure que j'ai contrevenu à ses intentions et que je suis encouru en aucune peine contenue es dits brefs et instrument), m'en veuille faire avoir l'absolution au plus tost.

« Fait à Bruxelles, ce ... novembre 1646. »

CHAPITRE V

CAMPAGNE DE FLANDRE — TENTATIVES DE RÉCONCILIATION DE CHARLES IV AVEC LA DUCHESSE NICOLE (1647)

Turenne et Wrangel, après avoir échoué devant Augsbourg, venaient de s'emparer de Landsberg, sur le Lech, et lever des contributions jusqu'aux portes de Munich.

L'archiduc Léopold, n'ayant pu s'ouvrir un passage entre l'Iller et le Lech, avait essayé en vain de rentrer en Bavière par le sud et était revenu se cantonner près d'Augsbourg.

Enfin il réussit à franchir le Lech et put regagner, par Ratisbonne, les États héréditaires de l'Autriche.

Turenne et Wrangel se séparèrent pour prendre leurs quartiers d'hiver, l'un sur le haut Danube, et l'autre dans la Haute-Souabe.

A Ulm eurent lieu les premières conférences où il fut traité de la paix entre les plénipotentiaires français, suédois et bavarois (novembre-décembre 1646).

Ainsi que son oncle, le duc de Bavière, au commencement de janvier 1647, Charles IV se trouvait disposé à s'accommoder avec la France, sans beaucoup compter sur l'accomplissement de ses vœux.

Le 9 janvier, il envoya à Mazarin une lettre chiffrée dans laquelle il se déclare fort contrarié de n'avoir pas reçu de réponse à une première lettre qu'il lui a adressée, « ce qui ne l'empêchera pas de demeurer longtemps au point qu'il ..... néanmoins pour être absolument prêt ..... volontés de la Reine et de Son Eminence. Il marche [chiffres] et s'arrêtera 15 jours avant que de repasser [chiffres] attendre les ordres de Son Eminence [chiffres], sera là en lieu pour tout

faire. Sy l'on n'a pas de nouvelles, lundi, Son Altesse aura peu d'assurance d'accomodement. » — « Je suis esté fort tenté, ajoutait le duc de Lorraine, de hasarder un homme. Il aurait pu vous dire ce que le papier ne peut se laisser écrire, mais ne voyant pas bien clair aux désirs de la Reine ni de Son Eminence, je n'ai osé hasarder, craignant de déplaire et d'avoir reproche. J'attendrai ce que nous apportera la première poste, sur quoy l'on pourra prendre les mesures, et vous direz seulement que, la Reyne et Son Eminence étant disposées à l'accomodement, Son Altesse fera de son costé plus que le possible, si l'on le désire, mais il ne faut pas perdre le temps[1]. »

Les dernières concessions du ministère français étaient celles-ci : La France s'engageait à comprendre Charles IV dans la paix générale, s'il consentait à renoncer au duché de Lorraine jusqu'à la majorité de Louis XIV et à se cantonner en Italie ou en Allemagne avec 100,000 fr. de pension. Le cardinal promettait, en outre, à la duchesse Nicole une pension annuelle de 40,000 écus et autant au prince Nicolas-François (janvier).

On comprend que Charles IV, malgré sa bonne volonté, ne put acquiescer aux conditions draconiennes de Mazarin. Aussi se porta-t-il, après avoir reçu une telle réponse, vers le Luxembourg, ce qui força Mazarin, toujours bien informé, à donner l'ordre à La Ferté-Senneterre, gouverneur de la Lorraine, de surveiller les allures du prince, et de s'entendre avec M. d'Anctonville, qui se trouvait à Trèves, ainsi qu'avec Turenne, en ce moment dans le Wurtemberg, afin de s'opposer à ce que Charles IV s'approchât des places du Rhin : « Il sera bon, écrivit le 19 janvier Mazarin à La Ferté, que vous donniez advis aux gouverneurs et mesme à M. de Turenne qu'on y prenne garde[2]. »

En même temps que Mazarin écrivait à Turenne, au sujet

1. Lettre de Charles IV à Mazarin. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXV, f° 11.)
2. Mazarin à M. de La Ferté-Senneterre. (*Passim*, f° 8.)

[illegible] I. de Lorraine, il envoyait au [illegible], sa femme, à Munster, un [illegible] nouvelle officielle de la mort [illegible] et la duchesse d'Or- [illegible] mariais le Marcheville de leurs [illegible]

[illegible] pourrait, en s'ache- [illegible] d'amures et y rencontrer [illegible]

[illegible] de son époux une lettre [illegible] Mazarin, averti du projet de [illegible] donna à Marcheville de [illegible] de cet ordre, [illegible] en France par sa [illegible], par le duc de [illegible] mois de février 1648, [illegible]

[illegible] avec la France, la Suède [illegible] six mois, le 14 mars. [illegible] compris.

[illegible] la bonne foi de [illegible] précautions et gardèrent [illegible]

[illegible] rencontrer à Landshut et [illegible] pour la faire passer [illegible] général bavarois qui [illegible] obligée de recourir à [illegible] prendre le commandement [illegible] troupes, l'Autriche se trou- [illegible] Wrangel et Turenne se [illegible] Gassion réorganisaient leur [illegible] marcher de nouveau contre

[illegible] *du Congrès de Wms-*

les Espagnols, à la tête desquels était venu se placer l'archiduc Léopold-Guillaume, évêque de Passau et de Strasbourg.

Tandis que le frère de l'empereur se dispose à défendre pas à pas les Pays-Bas contre l'invasion avec ses 20,000 fantassins et ses 18,000 cavaliers, Charles IV s'attarde à Bruxelles et laisse ses 8,000 soldats s'épuiser, du côté du Luxembourg, en escarmouches inutiles.

Il se décide enfin à se mettre en campagne et s'avance en personne vers Trèves et les rives du Rhin.

Ce mouvement inquiète Mazarin, qui fait part au comte d'Avaux, un de nos plénipotentiaires à Munster, du danger auquel l'incursion de Charles IV en Allemagne expose nos garnisons échelonnées le long du Rhin. Il prévoit dès lors la nécessité où il sera d'ordonner à Turenne de revenir en deçà de ce fleuve et de se porter avec son armée du côté du Luxembourg, car il n'est pas sûr que les Hollandais consentiront à appuyer les mouvements de l'armée française dans les Flandres[1].

La duchesse de Chevreuse intriguait de plus en plus contre Mazarin, pendant son séjour prolongé à Liège, dont elle avait fait son quartier général ; mais ses intrigues inquiétaient peu le cardinal.

C'était du moins ce qu'écrivait M. de Lionne à la princesse de Phalsbourg, le 4 janvier 1647 : « Si Mme de Chevreuse n'a point d'autre moyen de se mettre en crédit auprès des ministres de delà (les Pays-Bas), que de leur faire espérer des brouilleries dans le royaume qui arriveront à son instigation et par le moyen des intelligences qu'elle y a, il est asseuré qu'elle

---

1. Voir Advis de Mgr le Cardinal sur la conduite qu'il faut tenir avec les Suédois. Paris, 15 mars 1647. *Aff. étr.* (*Lettres de Mazarin*, par Cheruel, t. II, p. 396.)

Frédéric-Henri, prince d'Orange, stathouder de Hollande, mourut le 14 mars 1647. Servien fut envoyé à la Haye, où il indisposa contre lui Pauw et Knuyt, ministres des Provinces-Unies, ainsi que les États (voir *Mémoires de Brienne*, éd. Michaud et Poujoulat, p. 941). Les Provinces-Unies, malgré les efforts de Mazarin, se réconcilièrent avec l'Espagne et signèrent un traité de paix particulier avec elle (janvier 1647).

des inquiétudes que lui causait M. de Lorrai
duc de Longueville et à la duchesse, sa femn
écuyer de la reine, porteur de la nouvelle of
du prince de Condé (17 janvier). Le duc et l
léans chargèrent également le marquis de Ma
condoléances.

Ils pensaient que ce gentilhomme lorrain p
minant vers Munster, passer par les Flandre
Charles IV.

Madame avait remis au chambellan de son
destinée au duc, son frère. Mais Mazarin, a
l'oncle et de la tante de Louis XIV, ordonna
passer par la Suisse et donna, comme préte
l'intention du duc de Longueville de revenir
principauté de Neuchâtel. Il n'en était rie
Longueville ne revint en France qu'au mois
laissant partir sans lui sa femme et sa fille[1].

Le duc de Bavière signa une trêve avec la
et la landgravine de Hesse-Cassel pour six
L'électeur-archevêque de Cologne y fut com

Comme Turenne et Wrangel suspectaien
l'oncle de Charles IV, ils prirent leurs préca
en dépôt plusieurs places bavaroises.

L'armée du duc de Bavière fut concent
résista aux tentatives faites par l'empereur
à son service. Jean de Werth fut le seul gé
fit défection. Affaiblie, sans généraux, obli
Melander, général hessois, pour lui confier
de son armée, réduite à 11,000 hommes,
vait à découvert du côte du sud-ouest. Wra
préparaient à marcher sur Vienne.

En même temps Rantzau et Gassion
armée dans les Flandres, prêts à marcher

1. *Mémoires de Goulas*, t. II, p. 201. — *Journa*
ter, par François Ogier, p. 181.

aux Espagnols de les assister durant la campagne qui allait commencer dans les Flandres. Il avait prévenu le prince de Condé qu'il appelle par dérision « le duc de Lerida », à cause des difficultés éprouvées par ce prince devant cette ville, de son intention de se réconcilier avec la cour de France. Il ne dépendait, disait-il, que d'Anne d'Autriche et de Mazarin que les choses s'arrangeassent. Il les avertit qu'il va se porter vers le Rhin, sur les rives duquel il s'arrêtera pendant 15 jours. Là seulement il sera prêt à tirer l'épée pour la France : « Pour juger s'il y a subjet de trouver matière... aux bonnes volontés de 9 [la Reyne] et de 14 [Mazarin], qui sont maîtres de l'affaire tout le temps que Son Altesse [Charles IV] a été maistre de luy-mesme ; mais comme cela ne peust estre tousjours, c'est à 9 [la Reyne] et à 14 [Mazarin] d'en disposer pendant ce temps-là et ne pas trouver estrange si la necessité fait changer cette disposition. L'affection de E [Charles IV] fera attendre jusqu'au dernier point, et pour cest effest il va au 9093669180y [Rhin] et fera 7392 [halte] en deça quinze u40966620 [jours] E25 [et] sera en a2024902324 [estat] de servir et 57418067d24 404 624 [faire tout] ce que 41667408889536790,9 ordonnera [la Reyne] ; après cela, je crois que l'on trouvera bon que l'on fasse ce qu'il sera de son mieux, estant en peine de l'importunité que je donne vous concernant, de dire à 9 [la Reyne] que je serois très marry que, pour aucun de mes interests, je luy causast [*sic*] la moindre importunité de la terre, et, quoiqui arrive, je vous resteray obligé particulièrement si j'ay tost un oui ou non sur cette matière[1]. »

Charles IV était donc pressé de connaître les décisions prises par la cour de France et l'avertissait qu'il ne pourrait attendre plus de quinze jours une réponse favorable à ses propositions.

L'archiduc Léopold d'Autriche le pressait, de son côté, de se déclarer en faveur des Espagnols et de s'engager à leur prêter ses 8,000 hommes pour la campagne prochaine.

---

1. Voir Lettre de Charles IV à Mazarin, 28 fevrier 1646. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXV, f° 22.)

Mais la trêve signée entre le duc de Bavière et la France devait avoir une heureuse influence sur l'esprit du duc de Lorraine : « Pour l'advantage que peut apporter l'accomodement, disait avec raison Charles IV, il me semble que l'on le considérera aisément, si l'on peut comprendre que Son Altesse tire 8,000 à 10,000 hommes du service d'Espagne et les donne à la France, moyennant quoy la Reyne et Son Éminence disposeront de toute la Flandre; c'est avec la forme que l'on s'y peut prendre. Son Altesse estant accomodée avec la Reyne, l'on adjoustera ce qui ne peut se faire sur du papier, mais de bouche (21 février)[1]. »

Les offres faites à la France par Charles IV étaient tentantes et bonnes à accepter au moment où Turenne allait être forcé de quitter l'Allemagne, en laissant l'armée suédoise seule aux prises avec l'armée impériale, et où l'envoi de renforts fait par Rantzau et Gassion à Condé, qui opérait en Catalogne, affaiblissait notre armée d'occupation dans les Pays-Bas et permettait aux Espagnols de nous reprendre Armentières et Comines et d'investir Landrecies (mai-juin).

Mais suivons pas à pas l'ordre des événements. Revenons à Charles IV.

Après avoir annoncé à Mazarin que « l'on adjoustera ce qui ne se peut faire sur du papier, mais de bouche », M. de Lorraine demanda à de Lionne un passeport pour M. Vincent, un de ses secrétaires d'État (8 mars)[2].

Vincent, en homme prudent, avant de demander rendez-vous à Mazarin, pria de Lionne de faire suspendre pendant quelque temps les hostilités engagées par l'armée française contre les troupes lorraines, afin qu'il pût passer la frontière en toute sécurité. Il avertissait en même temps le sous-secrétaire d'État qu'il ne pouvait rien promettre de son chef (22 mars)[3].

---

1. *Passim*.

2. Voir Lettre du duc de Lorraine à de Lionne, 8 mars 1647. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXV, f° 24).

3. Voir Lettre de Vincent à de Lionne, 22 mars 1647. (*Passim*, f° 27.)

A la lettre de Vincent Lionne répondit qu'il y avait « plusieurs contestations » sur l'objet de la demande qu'il venait de lui faire.

Mazarin ne pouvait, sans imprudence, ordonner à Rantzau et à Gassion de ne plus attaquer les Espagnols dans les Flandres.

Cette suspension d'armes, consentie par les ennemis, leur aurait permis de reprendre toutes les villes conquises jusqu'ici par l'armée française dans ce pays.

Mais Anne d'Autriche, pour permettre la continuation des négociations entamées avec Charles IV, n'exigeait de lui que de ne plus attaquer, pendant quinze jours, les troupes de l'électeur de Trèves que Turenne venait de réinstaller sur son trône, en lui ouvrant les portes de Mayence. Et, afin de montrer son bon vouloir, la Régente ordonna au marquis de La Ferté-Senneterre de ne plus inquiéter l'armée lorraine tant que les négociations entre le duc et Mazarin dureraient (24 mars)[1].

Il était évident que la cour de France désirait ardemment, avant que Turenne eût quitté l'Allemagne, comme Mazarin lui en donna l'ordre, le 15 avril, être certaine de la neutralité de Charles IV, ou du moins, par des négociations lentement et prudemment conduites, le forcer à faciliter à Turenne le passage du Rhin et à ne pas venir au secours de l'empereur qui se trouvait complètement isolé depuis la défection de Maximilien de Bavière, et surtout depuis que le comte d'Avaux avait obtenu de la Suède et de l'électeur de Brandebourg un accord ardemment désiré par Mazarin au sujet du partage de la Poméranie, ainsi que l'apaisement de tous les différends survenus entre les États du nord de l'Allemagne (janvier-mars 1647).

---

1. Vers cette époque, le 8 mars 1647, Charles IV écrivit à Lionne : « Monsieur, en suite de se que 'on a trouvé bon que je fis passer un de mes gens par dela (la France). J'y envoye le porteur Vincent, mon conseiller, qui s'adressera à vous pour obtenir la liberté qui luy sera nécessaire. C'est se que je vous prie de lui vouloir bien moyenner, et luy adjouster croiance à ce qu'il vous pourra dire de ma part et, particulièrement, sur l'assurance qu'il vous donnera du desir que j'ay que vous me croiés, etc. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXV, f° 24.)

Le printemps est venu. Turenne se met en mesure d'obéir enfin aux ordres réitérés de Mazarin d'abandonner l'Allemagne et de se porter vers le Luxembourg.

A son corps défendant, le maréchal, laissant Wrangel à ses propres forces, passe le Rhin à Philippsbourg avec ses 4,000 fantassins et ses 1,000 cavaliers. Le 17 juin, il est à Saverne et s'apprête à traverser les Vosges, et quelques-uns de ses régiments sont déjà aux portes de Sarrebourg, lorsque ses régiments weimariens refusent de le suivre. C'est en vain qu'il cherche à les ramener à l'obéissance. Vains efforts : quatre régiments weimariens partent seuls pour les Flandres. Ce n'est qu'en automne que Turenne pourra rallier une partie de ses troupes et les conduire dans le Luxembourg.

En Catalogne, le prince de Condé est obligé de lever le siège de Lérida (17 juin).

Charles IV avait naturellement profité des difficultés éprouvées par Turenne à se porter au secours de Rantzau et de Gassion, pour ralentir les négociations engagées avec la cour de France et pour ne pas acquiescer aux désirs exprimés par la reine-mère et Mazarin de lui voir observer la neutralité pendant leur cours.

Son armée prit part, dès le printemps, aux opérations de l'armée hispano-belge, ce qui ne l'empêcha pas de renouer les négociations interrompues pendant quelque temps avec le cardinal.

Vincent, se trouvant empêché de retourner auprès de Lionne, se fit suppléer par le sieur Martin, intendant du marquis de Moy-Chaligny, frère de l'évêque de Verdun. Vincent et Thierry, trésorier de Charles IV, faisaient grand cas de cet agent et l'avaient recommandé au duc.

Martin se dirigea vers Amiens, où se trouvait la cour (mai)[1].

---

1. Voir Lettre de M. Vincent à M. de Lionne, Bruxelles, 15 juin 1647. (*Aff. etr., Lorraine*, t. XXXV, f° 48.)

Vincent avait appris du duc d'Orléans qu'il n'avait rien gagné sur l'esprit de la duchesse Nicole « pour descouvrir ce secret impénétrable de ses serviteurs ». (Voir Lettre de Vincent à Martin. *Passim*, f° 47.)

Il y fut reçu par le duc d'Orléans, puis eut une entrevue avec de Lionne, auquel il exposa que, malgré la participation de ses soldats aux opérations militaires commandées par l'archiduc Léopold, Charles IV était tout disposé à faire honneur aux engagements qu'il avait pris dernièrement avec Mazarin, et à exécuter ses promesses, mais à une condition, c'est qu'on lui rendrait tous ses États tels que les avaient possédés ses prédécesseurs « la paix faite ou la trêve entre les deux pays ».

Il lui semblait que rien n'empêchait la reine-mère, dont il implorait la générosité, de ne pas attendre la conclusion de la paix ou d'une trêve entre la France et l'Espagne pour lui faire cette restitution, au moins en partie. Renouvelant ses offres antérieures, il persistait à demander un délai de trois semaines ou d'un mois pour sortir des Pays-Bas et « demeurer neutre, s'il était en état d'indifférence, et de prendre party pour ce qu'il y aura ».

Charles IV demandait, en outre, que, s'il s'accommodait avec la France, la pension de la duchesse Nicole fût réglée d'une façon définitive, pour éviter les difficultés que cette question avait soulevées lors du traité de Paris, « affin que, comme la négociation pour la confirmation de son prétendu mariage [avec Nicole] n'a pas réussi, et que la Reyne tesmoigne avec soing de ses intérêts, le tout se termine en même temps[1] ».

Charles IV désespérait donc de voir annuler son mariage avec la duchesse Nicole et désirait se mettre en règle avec elle en obtenant de la France, pour sa femme, une pension assurée.

Il profitait également des embarras de Turenne pour élever le taux de ses exigences et réclamer la restitution immédiate de la totalité ou d'une partie de ses États.

En se montrant aussi exigeant, il était dans son rôle. Mazarin était également dans le sien en lui demandant de désarmer

1. Voir Lettre de Vincent à Martin, Bruxelles, 11 juin 1647. (*Passim*, f° [illegible] Vincent croyait donc que la duchesse Nicole n'obtiendrait pas gain de cause à Rome et serait déboutée de sa demande de légitimation de son mariage avec Charles IV.

avant qu'on pût s'entendre avec lui au sujet de ses revendications. Les deux adversaires se flattaient et faisaient montre, l'un et l'autre, de bonne volonté ; mais aucun d'eux n'était de bonne foi.

Charles IV refusait de désarmer et de se déclarer neutre, sachant bien qu'en dehors des Pays-Bas et réduit à lui-même et à sa petite armée, il se trouverait affaibli, aurait les mains liées et courrait risque de voir ses troupes anéanties par les armées réunies de La Ferté et de Turenne, si celui-ci pouvait marcher sur le Luxembourg avec les débris de son armée.

Armentières et Comines s'étaient rendues aux Espagnols, et Mazarin concevait de graves inquiétudes pour les résultats de la campagne entreprise sur nos frontières du Nord.

Il trompait Charles IV en déclarant à son agent qu'il était de l'intérêt de la France de lui restituer ses États dès que la paix générale serait conclue, tandis qu'il défendait à ses plénipotentiaires de Munster de s'occuper de ses intérêts.

Le duc de Lorraine, quoique diplomate fantaisiste et capricieux, avait assez de bon sens pour juger du peu de consistance et de vérité des promesses faites par Mazarin. Il avait raison d'exiger de lui des gages sérieux avant de conclure et de déposer les armes. Tout en désirant s'accommoder, il se ménageait une porte de sortie, lorsqu'il demandait un délai de trois semaines ou d'un mois « pour demeurer neutre ».

Se méfiant de cette neutralité, pendant laquelle Charles IV aurait attendu la suite des événements avant de se décider pour la France ou l'Espagne, Mazarin exigea, par la bouche de Lionne, que le duc fît connaître les moyens qu'il aurait de faire retirer ses troupes des Pays-Bas et surtout du Luxembourg, d'où elles menaçaient Turenne, en ce moment à Saverne, prêt à remonter l'Alsace et à se porter vers le Luxembourg (juin).

Vincent, au nom de son maître, répondit à M. de Lionne que l'évacuation de ses troupes « le regardait uniquement », et que montrer une telle exigence, c'était demander « l'exécution avant le temps ». — « Aujourd'hui une occasion, demain une autre, et, s'il lui était impossible de la faire, la France ne

perdroit rien pour cela, tant y a qu'il ne promettra rien qu'il n'effectue. » (8 juillet[1].)

La prise de Landrecies par les Espagnols fut compensée par celle de Dixmude par Rantzau (13 juillet) et celle de La Bassée par Gassion (19 juillet).

Les succès obtenus par les deux maréchaux mirent fin aux négociations de Charles IV avec Mazarin.

Tandis que les Français se cantonnaient à Dixmude et les Espagnols à Nieuport, Charles IV rompit ouvertement avec le ministère français en se portant du Luxembourg vers la Lorraine, à la tête de 14 compagnies de cavalerie, 2 régiments et 4 compagnies franches d'infanterie. On le disait prêt à assiéger Longwy. Il s'était assuré l'assistance du baron de Beck, gouverneur de la province du Luxembourg, qui venait de toucher des Espagnols 600,000 livres pour ses garnisons et pour faire de nouvelles levées. En six jours, ce général avait assemblé le bataillon des élus du Luxembourg (2,000 hommes) et l'escadron des « Nobles et Francs » (600 cuirassiers).

Lui et Charles IV pouvaient compter, avec leurs garnisons et les recrues laissées dans les places fortes, sur 8,000 hommes.

Mazarin, toujours en éveil, donna avis, à La Ferté, par l'intermédiaire de M. de Marsac, lieutenant à la citadelle de Nancy, de la marche menaçante de M. de Lorraine.

Il en prévint également M. de Beaubourg, intendant de l'armée française qui occupait la Lorraine, et tous les gouver-

---

1. Voir Lettre de Vincent à Lionne, 8 juillet 1647. (*Aff. étr., Lorraine, passim*, f° 58.)

Le chevalier de Lescale, ancien agent de Charles IV, depuis au service de Mazarin, venait d'être mis à la Bastille : « Il y a longtemps, écrivait de Lionne, qu'on devait cette justice à sa façon de vivre. » Trahissait-il tour à tour son ancien et son nouveau maître? Tout le fait supposer. (*Passim.*)

Dans une lettre de Lionne à la princesse de Phalsbourg, on apprend que la sœur de Charles IV avait à se plaindre de Tratilly, gouverneur de Neufchâteau (Vosges). Mazarin ne consentait pas à changer ce gouverneur et à le remplacer par un gouverneur choisi par la princesse. Le cardinal avertissait Henriette de Lorraine qu'elle eût à s'adresser dorénavant, pour la défense de ses intérêts à Brienne, sous-secrétaire d'État, qui « a ordre de la favoriser en tout ce qu'il trouvera ne pouvoir préjudicier au service de Sa Majesté ». (*Passim*, f° 25.

neurs des places occupées par nos armes en Lorraine, de se tenir sur leurs gardes[1].

Ce n'est pas que Mazarin désespérât du résultat définitif de ses négociations antérieures et momentanément suspendues avec M. de Lorraine.

Dans une lettre qu'il adressait, le 19 juillet, à M^me^ de Phalsbourg, le jour même de la prise de Dixmude, il l'assurait de la bonne volonté d'Anne d'Autriche envers son frère dont l'hostilité la peinait outre mesure, et de son désir de faire cesser le plus tôt possible les dissentiments et les malentendus existants.

Il accusait l'époux de la princesse de retenir Charles IV dans les Pays-Bas et de vouloir l'amener petit à petit à réunir ses troupes du Luxembourg à celles de l'archiduc Léopold, qui se trouvaient en ce moment dans la Flandre maritime.

En somme, la question lorraine ne faisait pas un pas, qu'il s'agît de la restitution immédiate, entière ou partielle des deux duchés, ou de leur restitution après la signature de la paix générale. L'Europe centrale, réunie en congrès à Munster et à Osnabrück, semblait faire de cette question une question secondaire dont elle remettait la solution aux parties directement intéressées, c'est-à-dire au duc Charles de Lorraine et à la cour de France.

La neutralité de la Lorraine importait cependant à la tranquillité de l'Europe, car n'était-elle pas placée géographiquement entre l'Empire et la France, et n'était-elle pas la route naturelle des armées belligérantes?

Pourquoi donc les plénipotentiaires réunis en Westphalie considéraient-ils le sort de ce duché comme une affaire négligeable, et se préoccupaient-ils davantage des intérêts des États protestants de l'Allemagne, dont l'accroissement devait être, dans un avenir lointain, un danger pour la France en même temps que pour l'Empire?

---

1. Voir Lettre du Roi à MM. de La Ferté et Beaubourg, 22 juillet 1647. (*Passim*, f° 63.)

Jacques de Marle, sieur de Beaubourg, était intendant de Lorraine en 1647.

Il était pourtant indispensable, avant de signer la paix générale, de résoudre une question qui avait été l'origine de la guerre qui désolait l'Europe. Pourquoi la diplomatie européenne ne s'efforçait-elle pas d'apaiser le différend qui existait entre deux nations si bien faites pour s'entendre?

Catholiques et protestants avaient-ils l'intention de reléguer la question lorraine au second plan pour s'en occuper plus tard et s'en servir, au besoin, pour brouiller les cartes, si l'une ou l'autre des nations représentées au congrès de Westphalie ne trouvait pas sa part assez belle?

En attendant, la situation de la Lorraine s'aggravait chaque jour et la misère la plus noire y régnait.

Il y avait là un danger véritable pour la France, car les Lorrains opprimés pouvaient se soulever encore et, secourus par Charles IV ou ses généraux, recommencer une lutte sans merci contre l'envahisseur. Les destinées de la Lorraine ne pouvaient-elles donc pas se discuter à Munster, et les difficultés, sans cesse renaissantes au sujet de sa pacification et de sa neutralité, ne pouvaient-elles donc s'aplanir et offraient-elles un problème impossible à résoudre?

Les puissances ne pouvaient-elles se mettre en tiers entre la France et Charles IV, sans reporter à une époque éloignée la discussion des intérêts primordiaux d'un peuple opprimé?

L'empire et l'Espagne, qui avaient dès les débuts du congrès de Munster élevé la voix, une voix bien faible, il est vrai, en faveur de Charles IV, venaient de mettre une sourdine à leur intercession. Ferdinand III et Philippe IV sacrifiaient leur allié à l'espoir qui les animait encore de conserver une faible partie de ce que la France leur avait enlevé, et Charles IV n'était pas de taille à lutter seul, avec sa politique mobile, variable, difficile à suivre, capricieuse, fantaisiste, nous dirons même fantasque, contre Mazarin dont les promesses augmentaient ou se rétrécissaient selon les événements. Comprenait-il bien ses intérêts en ne se contentant pas pour l'instant de ce qu'on était prêt à lui donner, si peu que cela fût, se réservant pour l'avenir et en attendant des concessions plus importantes? Si la

politique de Mazarin à son égard manquait de fixité, la sienne n'était-elle pas encore plus variable et plus mobile? Si Mazarin le comblait d'éloges, si Anne d'Autriche lui prodiguait ses amitiés, si lui-même comblait la régente de flatteries et d'assurances de dévouement, de ces trois personnages aucun, tout en s'accablant de compliments réciproques et en gardant les formes de la courtoisie la plus exquise, ne paraissait vouloir faire honneur à sa parole. Tous trois voulaient gagner du temps.

Chez Charles IV, ce n'était pas les intérêts de la Lorraine qui le préoccupaient, mais les siens propres, et ces intérêts variaient suivant les promesses que lui faisait l'Espagne, selon la quantité d'argent qu'il touchait en Flandre ou suivant ses rapports plus ou moins tendres avec la princesse de Cantecroix, son mauvais génie, l'inspiratrice malfaisante de ses actions, de ses démarches et de ses intrigues.

C'est pourquoi sa politique était déconcertante, indéterminée, difficile à suivre. Il avait le grand tort de se poser en souverain, tandis qu'il n'était qu'un soldat et un prince dépossédé.

Ce n'était pas le chef d'une nation puissante avec lequel on devait compter, mais un chef de reitres dont l'aide et la coopération étaient précieuses et dont les troupes étaient à acheter par le plus offrant. A l'Espagne, il demandait de l'argent et son intervention; à la France il réclamait, pour prix de ses services, sa couronne et le gouvernement sans contrôle de ses États. On ne pouvait s'entendre.

Ce qu'il aurait fallu pour que Charles IV obtînt de la générosité de Mazarin la restitution entière de la Lorraine, sous la réserve d'une neutralité absolue, c'était la constitution d'une ligue composée des États catholiques de l'Europe, sous l'égide du Saint-Père.

Mais, pour mériter l'intervention bienveillante de la diplomatie européenne, il était nécessaire que Charles IV se fît estimer par la dignité de sa vie, la franchise de son caractère, la loyauté de ses actes.

L'amant de la Cantecroix, le prince blâmé par l'Église, cet homme à double face, l'allié dangereux qui avait abandonné

son oncle Maximilien au lendemain de Tuttlingen et avait failli être expulsé des Pays-Bas, à cause de ses intrigues avec la France et de sa conduite suspecte devant Courtrai, ne méritait pas les sympathies des peuples et des souverains.

Les espérances de Charles IV, après sa rupture avec Mazarin, prirent un nouvel essor à l'annonce de la défaite de Wrangel, près de Triebel, par Melander, général bavarois au service de l'empire (21 août).

Le duc de Lorraine n'attend pas l'annonce de ce succès des Impériaux pour remettre flamberge au vent. Il a appris que l'archiduc Léopold s'est porté au secours de Lens, menacé par Gassion, et a forcé le maréchal à se réfugier à La Bassée, et que, son intention étant de reprendre son ancien poste entre Armentières et Haubourdin, il s'est campé près de cette dernière ville, après avoir quitté Douai.

Aussitôt il quitte Bruxelles, le 14 août, avec quatre régiments d'infanterie, et, voulant se poster non loin de Gassion qui a quitté son camp d'Haubourdin, où la Lys seule le séparait de l'archiduc Léopold, pour rejoindre Rantzau à Belle, il se campe à Seclin. La veille, Gassion avait passé la Lys à Haubourdin, près de l'abbaye de Berclo.

Voulant empêcher Charles IV de rallier Léopold et donner l'éveil au baron de Beck qui assiège Estaires, il se jette inopinément sur le camp lorrain, à la tête de la moitié de ses troupes, pendant la nuit du 14 au 15 août. Après avoir tout bouleversé sur son passage, Gassion se retire, à la faveur des ténèbres, afin de ne pas être poursuivi par la cavalerie lorraine et de pouvoir regagner avant le jour l'abbaye de Berclo, où il avait posté 50 mousquetaires chargés de protéger sa retraite.

Il laisse la garde de son camp à Villequier et ordonne au prince Robert[1], maréchal de camp, qui commande les Insu-

1. Le prince Robert était le deuxième fils de l'électeur Palatin. Il s'illustra dans les guerres civiles d'Angleterre, où il commanda les armées de son oncle Charles Ier. Il mourut en 1682. Il avait été fiancé à Marguerite de Rohan, qui épousa, en 1645, le chevalier de Chabot.

laires, c'est-à-dire les Anglais, les Écossais et les Irlandais au service de France, de faire monter à cheval toute la cavalerie étrangère, ainsi que tous les chevau-légers du roi, de la reine et du duc d'Orléans, et de tenir prêts à marcher 300 mousquetaires du colonel écossais Rocqueguyé.

Gassion s'achemine, à l'entrée de la nuit suivante, vers la plaine qui est située à la tête du village de Provin, à une lieue et demie de son camp. Là, il divise ses troupes en deux corps, et le prince Robert, avec l'un d'eux, avec toute la gendarmerie et le régiment de Streff, a l'ordre de demeurer sur le chemin qui conduit de Douai au camp des Lorrains, près de ce marais qui se prolonge jusqu'à Lens, pour y attendre l'escorte d'un convoi que les Espagnols et les Lorrains avaient conduit dans cette ville et qui devait repasser cette nuit même.

Quant à sa cavalerie, Gassion la divise en trois tronçons. Un d'eux a pour chef le comte de Palluau, maréchal de camp et mestre de camp général de la cavalerie légère. Le second obéit au sieur de Bussy-Elmoru, colonel d'un régiment allemand. Gassion se charge de conduire le reste de sa cavalerie au combat.

On marche droit à Seclin. Le maréchal se dirige vers la droite, du côté du marais dont nous avons parlé plus haut; Bussy se porte vers la gauche et Palluau reste au centre avec le corps de réserve, composé des compagnies de chevau-légers, de gendarmes du roi et d'un escadron allemand.

Bientôt Gassion aperçoit de loin les feux du camp ennemi et rencontre, à une heure du sien, en rase campagne, 800 cavaliers commandés de la cavalerie de l'archiduc Léopold et de Charles IV, conduits par Longueval.

Il les fait charger par deux escadrons du comte de Palluau.

Mais, comme ceux-ci ont à attaquer un grand front avec un petit, et que le terrain où se trouve l'ennemi est un peu élevé, il se met quelque désordre dans les rangs de la cavalerie française. Ils vont lâcher bride, lorsque Palluau revient au combat avec son escadron de gendarmes et de chevau-légers du roi, que commandent les maréchaux de logis Carma et Sifredi.

L'arrivée de ces renforts donne le temps aux régiments de Zillars et de Bussy-Elmoru, soutenus par tout le reste des troupes, de charger Espagnols et Lorrains par les flancs, à gauche et à droite du front de bataille. On en arrive aux coups d'épée et l'ennemi s'enfuit du côté des marais.

Pour comble de malheur, les Espagnols et les Lorrains rencontrent dans leur fuite le maréchal de Gassion, qui les attaque avec tant de vigueur que leur défaite est complète. Le champ de bataille est couvert de morts et le nombre des prisonniers est grand.

Beaucoup d'Espagnols et de Lorrains s'enfuient, grâce à la nuit et à la pluie, et peuvent se réfugier dans le camp lorrain.

Les soldats restés au camp de Charles IV et dans celui de l'archiduc courent aux armes.

Gassion s'est mêlé, par hasard, aux ennemis et se trouve en danger.

C'est avec peine qu'il parvient à s'échapper de leurs mains.

Il rentre dans son camp, emmenant derrière lui un grand nombre de prisonniers et de chevaux pris à l'ennemi.

Il ne s'échappa, parmi les Espagnols et les Lorrains, que 800 maîtres; le colonel de Longueval fut blessé. Il commandait principalement la cavalerie wallone et espagnole. C'était un des capitaines les plus estimés de Charles IV.

Les Français, outre les blessés, n'eurent à déplorer que la mort d'une dizaine de combattants (15 août)[1].

Mazarin ne croyait plus au désir exprimé naguère par Charles IV de passer en Allemagne avant la fin de la campagne de Flandre, à laquelle son armée venait, si malheureusement, de prendre part.

L'énergie déployée par Turenne dans la répression de ses troupes révoltées en imposa à M. de Lorraine, car il le savait décidé, aussitôt qu'il le pourrait, à se porter vers la Moselle avec ses régiments reconstitués : « Les advis qu'a le dit cardinal

1. Voir *Gazette de France*, CXVI, 1647, 14-16 août, n° 95, p. 710-720.

des desseins et des pensées de 22 [Charles IV] ne sont pas qu'il veuille passer en Allemagne, si ce n'est peut-être après que les Espagnols s'en seront servis toute la campagne et seront bien aises qu'il aille chercher des quartiers ailleurs. » (août).

Il s'apercevait qu'il était joué par Mazarin, qui ne s'engageait plus maintenant à lui restituer la Lorraine que dans dix ans.

Aussi se décida-t-il à envoyer officiellement à Munster Rousselot d'Hédival, qui s'y était déjà présenté, en son nom personnel, d'une façon tout officieuse. Il lui fit remettre un mémoire habilement rédigé où il s'insurgeait contre cette prétention étrange du Congrès de vouloir disposer de la Lorraine sans sa participation. Ce mémoire était rempli de protestations nettement formulées contre la maison d'Autriche qui l'abandonnait. Il sollicita l'intervention des plénipotentiaires des Provinces-Unies, qui s'acquittèrent de leur tâche ingrate avec mollesse. Tous l'abandonnaient.

Il ne comptait plus guère que sur les Espagnols, qui lui avaient promis de plaider sa cause dès qu'ils auraient signé la paix avec la France.

Quant à Ferdinand III, son ingratitude était manifeste, car au mois de septembre 1647, à Osnabruck, les trois Collèges d'Allemagne déclarèrent que l'empereur et l'empire ne se mêleraient plus de ses intérêts.

Malgré ses exigences, Mazarin croyait avoir usé envers ce prince de la plus grande condescendance : « Si je pouvois dire, écrivit-il le 23 août à la princesse de Phalsbourg, tout ce que j'ay faict depuis que j'ay part aux affaires de ce royaume pour gagner l'affection de 22 [Charles IV] et pour le servir, je suis asseuré que ce prince advoueroit que, sans manquer à ce que je devais à mon maistre, je ne pouvois aller plus avant.

« Est-ce avoir eu intention de rendre les choses irréconciliables que d'avoir ratifié de bout à autre un traité que Plessis-Besançon avoit apporté, proposé par 22 et paraphé par lui-même, mais, à son retour qui fut à huit ou dix jours de là, il ne trouva plus personne à qui parler?

« Il est vrai que depuis on a marché avec grande circons-

pection pour ne pas s'exposer au blasme et à la risée du monde, si on se laissait attraper deux fois de suite dans le mesme piège[1]. »

Mazarin paraissait mieux disposé que jamais envers le duc de Lorraine. Revenant sur son refus de lui accorder la restitution de la Lorraine avant dix ans, il lui promit d'étendre la mesure de ses concessions « s'il faisait quelque *action* qui le rendît irréconciliable aux Espagnols et qui nous assurât pour jamais de la fermeté de son attachement[2]. »

Et encore cet acte décisif, cette preuve incontestable de son dévouement à la France, Mazarin ne l'exigeait du duc qu'après la ratification d'un traité qui lui assurerait les bonnes grâces de la reine[3].

Nous avons dit que les plénipotentiaires français n'avaient pas voulu admettre le représentant de Charles IV au Congrès de Munster, et que Mazarin ne s'était opposé que pour la forme à leur mauvaise volonté.

Maintenant, le cardinal ordonnait à Longueville et à ses collègues d'adoucir leur sévérité à l'égard du duc, s'il acceptait « le party qu'on y a proposé ». — « Ce n'est pas à dire, apprenait de Lionne à la princesse de Phalsbourg, qu'on rejetait tout traité particulier avec luy, pour ne pas vouloir le comprendre dans le traité général. Il est bien juste que, si la France luy faict des grâces, elle en ayt seul le mérite et qu'il n'en ayt l'obligation qu'à elle.

« Les Espagnols cependant sont bons de luy vouloir persuader qu'ils feront pour luy ce qu'ils ne peuvent faire pour eux-mesmes. Dès qu'ils penseront avoir trouvé leur compte dans leurs intérêts, il [Charles IV] verra s'ils arresteront un moment le traité pour les siens. C'est la première chose que nous ont déclaré les plénipotentiaires d'Espagne dans la négociation :

---

1. Voir Lettre de Mazarin à la princesse de Phalsbourg, Paris, le 23 août 1647. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXV, f° 70.)

2. *Passim*.

3. *Passim*.

pourvu que les nations fussent contentées, il ne fallait pas s'arrester aux satisfactions particulières des princes qui les avoient suivies[1]. »

Charles IV, au cours de l'année 1647, en même temps qu'il cherchait, tout en guerroyant contre la France, à s'accommoder avec elle, essayait également ou semblait essayer de se réconcilier avec sa femme légitime, froissé qu'il était par les infidélités de Béatrix de Cantecroix avec le prince Radzivill et avec le prince de Galles, fils aîné de Charles Ier d'Angleterre.

Il était, du reste, poussé à cette réconciliation par les princes de sa maison qui résidaient en France.

Ces princes estimaient avec juste raison qu'une rupture ouverte de Charles IV avec sa maîtresse lui permettrait de se décider à se jeter entre les bras de la France en abandonnant les Flandres, où la princesse de Cantecroix possédait une partie de ses biens.

Car, il ne faut pas se le dissimuler, le principal obstacle à l'entente définitive du duc de Lorraine avec la cour de France, était précisément la situation fausse où il s'était mis en unissant à son sort, par les liens de la bigamie, une femme qu'il ne pouvait, malgré ses affirmations, croire sa femme légitime. Il ne se dissimulait pas que l'enthousiasme qui les avait accueillis en Lorraine au lendemain de la signature de la Petite-Paix (1641), lorsqu'il traînait à sa suite « sa femme de campagne », n'aurait pu durer longtemps, et que les Lorrains, toujours fidèles au souvenir de la duchesse Nicole, fille et héritière du bon duc Henri, dont il tenait la couronne ducale, lui reprocheraient bientôt, s'il parvenait à récupérer ses États, son union adultère.

Les princes lorrains, qui avaient tout intérêt à une réconciliation de Charles IV avec la France et avec la duchesse Nicole, espéraient que le pape Innocent X, qui avait succédé à Urbain VIII, reconnaîtrait la validité du mariage de M. de Lor-

1. *Passim.*

raine avec la fille du duc Henri et le forcerait ainsi à rompre ouvertement avec la veuve du prince de Cantecroix.

Quant à lui, il déclara bien haut qu'il était décidé à obéir au jugement de la cour de Rome et à donner toutes les garanties possibles de sa bonne foi et de sa soumission, si, de son côté, avec la permission d'Anne d'Autriche, Nicole consentait à se réunir à lui pour ne plus s'en séparer.

Avertis de ces intentions, les princes et les princesses de la maison de Lorraine se réunirent à Paris, à l'hôtel de Guise, le 25 avril 1647, et prièrent la duchesse de Guise[1] d'aller trouver la duchesse de Lorraine, sa cousine, et de lui faire connaître les intentions conciliantes de son mari. Dans un acte passé par Nicole le 26 mai, elle déclara ne vouloir dévoiler ses intentions qu'après le prononcé du jugement contradictoire qu'elle attendait de Rome, et fit part de sa résolution à la reine-mère et à la duchesse d'Orléans qui l'approuvèrent. Les assurances amicales de son époux ne suffisaient pas à cette femme craintive, pusillanime, indécise et froissée par tant d'années d'abandon et d'infidélité publique. Elle exigea des promesses plus précises, des engagements fermes et sans esprit de retour.

C'est inutilement que les princes de la maison de Lorraine, qui s'étaient réunis de nouveau le 3 mai, munis des pleins pouvoirs du duc, leur cousin, offrirent à la duchesse, sa femme, de s'en remettre à la décision du nonce accrédité en France avec promesse d'acquiescement sans appel. Elle exigea que les assurances données par les princes médiateurs, de leur chef ou en vertu d'un pouvoir vague, fussent ratifiées par le

1. Henriette-Catherine, veuve de Henri de Bourbon, dernier duc de Montpensier, et dernier de sa branche. Elle était fille d'Henri de Joyeuse, duc et pair, maréchal de France, chevalier du Saint-Esprit, prêtre capucin, comte du Bouchage, frère du duc et cardinal de Joyeuse, et de Catherine de Nogaret, sœur du duc d'Épernon. Elle se remaria en 1611 à Charles de Lorraine, duc de Guise, duc et pair, général d'armée, chevalier, puis grand-maître de France, amiral des mers du Levant, gouverneur de Provence.

Elle mourut à Paris, le 25 février 1656, à soixante-onze ans. « Toutte Lorraine, plus rien de Bourbon, fort peu de Joyeuse », a dit le duc de Saint-Simon (*Écrits inédits de Saint-Simon*, par M. P. Faugère, t. LI, p. 98).

duc dans une déclaration formelle. Chanvallon, un de ses conseillers, l'avait engagée à exiger cette ratification.

Au mois de juillet, le P. du Moulin, ami commun des deux époux, religieux de l'ordre des Minimes, partit pour Bruxelles, porteur de la déclaration suivante que Charles IV était prié de signer, en présence de l'official de Cambrai ou de celui de Malines, devant notaire :

« Par-devant, etc..., Son Altesse sérénissime de Lorraine a déclaré que, sur ce que l'Altesse de M^me^ la duchesse de Lorraine a cy devant fait dire et assurer récemment encore par ses lettres datées de Paris, le 14 présent du mois de juillet, que, lorsque sa dite Altesse la reconnaîtrait pour sa femme, incontinent, elle lui porterait obéissance qu'une femme doit à son mari, et qu'elle retournerait près de sa personne pour finir ses jours ensemble.

« A ces causes et ensuite de ce que Sa Sainteté a fait déclarer à sadite Altesse l'agréer ainsi et que, pour confirmation du mariage par lui contracté avec madite dame Duchesse, il lui convenait de déclarer, par-devant l'ordinaire ou notaire et témoins, qu'il se contentait de reprendre sadite Altesse, suivant les volontés et intentions de Sa Majesté et la demande de madite dame Duchesse, pour sa femme légitime, voulant la recevoir et la traiter comme telle.

« Fait le 22 juillet 1647[1]. »

Cette pièce se trouve à la Bibliothèque nationale.

Charles IV, après avoir signé la déclaration envoyée par sa femme, devait la lui retourner à Péronne ou à Guise, ou à Cambrai ou à Landrecies, selon que la duchesse Nicole se rencontrerait avec lui dans l'une de ces deux dernières villes.

Le nonce apostolique accrédité en France, de son côté, avertit Charles IV qu'il ferait bien de devancer, par une réconciliation plausible et volontaire, la sentence qui le condamne-

1. Voir Formulaire de la déclaration que M. de Lorraine doit signer, portant déclaration portée par icelle du 22 juillet 1647. (Bibl. nation. Fonds français, n° 2745, f° 139. Ancien fonds Cangé.)

rait infailliblement, s'il persistait toutefois à poursuivre son procès en cour de Rome.

Au cours de ces tentatives de réconciliation entre les deux époux, ils s'écrivaient des lettres pleines de tendresse où, sous les dehors du style des Précieuses, l'on devinait cependant l'exagération de leurs exigences et certaines réticences mises à leur bon vouloir : « Madame, écrivait Charles IV à sa femme, j'engage ma vie et mon honneur, et jure sur la damnation de mon âme que, vous ayant vue trois jours à un de ces lieux dénommés (Landrecies ou Cambrai), je vous renvoyeroi à Paris et que ce sera par mes prières. Cent raisons m'y obligent. Ne doutez pas que vous n'ayez absolu pouvoir avec satisfaction, si jamais vous pouvez en avoir d'une personne sur qui vous aurez tout pouvoir et crédit et qui peut vous tesmoigner le soin qu'il aura de vous plaire. Ce sera, ou je meure, tous mes soings et plaisirs ; mais je ne puis demeurer plus longtemps sans une conclusion ; elle est entre vos mains ; ne la faisant pas et traînant par des pointilles, jugez si je puis souffrir plus longtemps ce mépris d'une si parfaite amitié. Cela n'est pas capable de tourner en une autre condition. Si je pouvois engager ma vie pour asseurance que vous retournerez très satisfaite de moy, si je ne la donnois, que je meure, et, si je ne l'abandonne, absolument, chicanerie et retardement rompent l'affaire. Aussi il vaut mieux me renvoyer ce père (du Moulin) doucement, sans bruict et sans déclarer rien de cecy et rejette (r) toute la faulte sur moy, disant que je ne me veux pas porter à la raison et suis content de porter toute la faulte.

« Dieu vous conserve et vous fasse connaître mon cœur et vous donner ce que vous désiré [1]. »

Charles IV avait donc assigné un rendez-vous à sa femme, pour pouvoir s'entendre avec elle, promettant toutefois de la renvoyer à Paris, ne pouvant la conduire à son quartier

1. Voir Lettre de Charles IV à la duchesse Nicole. Bibl. nation. Fonds français, n° 2745, f° 140. Ancien Fonds Cangé, ms. — *Vie ms. de Charles IV*, par l'abbé Hugo (grand séminaire de Nancy).

général, sur le territoire flamand, puisqu'elle était prisonnière sur parole de la France : « Cent raisons m'y obligent. » Il prévoyait, du reste, de nombreux obstacles à sa réconciliation avec sa femme « qui était entre ses mains ». Mais il l'assurait de sa bonne volonté et, par une galanterie excessive, assumait sur lui toute la responsabilité de l'échec de sa tentative et se déclarait par avance « content de porter toute la faute ».

Le P. du Moulin arriva à Bruxelles et en partit bientôt porteur de présents offerts par le duc de Lorraine à sa femme. Nous ne savons lesquels : « J'en ay mis, écrivit la duchesse Nicole en en accusant réception à son mari, à la ruelle de mon lit, et je porte l'autre avec grande joie et le considère de mesme. Je remets à en faire plus au long mes remerciements au premier voyage (du P. du Moulin), à cause d'un mal d'œil qui ne me permet pas d'écrire davantage, etc.[1] »

Malgré ces échanges de politesse entre les deux époux, que s'était-il donc passé pour que Charles IV eût motif à se plaindre « de pointilles, de chicanerie et de retardement » qui nuisaient, disait-il, à la réalisation d'une réconciliation par lui ardemment désirée?

Cette déclaration que la duchesse voulait, avons-nous dit, faire signer à son mari, avant de s'engager plus en avant, Edmond Vincent, résident à Paris du duc, dont nous avons relaté la présence à Bruxelles, le 11 juin et le 8 juillet de cette année, comme négociateur d'un accommodement entre Charles IV et la cour de France, s'opposa à ce que le duc, son maître, la signât. Il prétendait même qu'en la signant devant l'ordinaire ou un notaire ou d'autres témoins, il semblerait avouer son adultère, ce qu'il ne pouvait faire sans porter atteinte à sa dignité.

Qu'importait, du reste, alléguait le représentant de M. de

1. Voir trois réponses de la duchesse de Lorraine au duc Charles, son mari, sur les trois lettres que dessus. Bibl. nation. Fonds français, n° 2745, f° 143. Ancien Fonds Cangé.

Lorraine, que son maître signât ou ne signât pas cette déclaration qu'on voulait lui imposer. Ne lui suffisait-il pas que son mariage fût déclaré bon et valide? Le reste irait tout seul.

La duchesse Nicole réunit son conseil composé d'avocats fameux et de théologiens renommés, et leur fit part de l'opposition faite par M. Vincent aux conditions qu'elle avait la prétention d'imposer à son mari.

Son conseil fut d'avis qu'elle ne devait point se relâcher de ses exigences. Mais la duchesse, de guerre lasse, finit par consentir à ce que le jugement à demander à la Rote portât seulement sur la validité de leur mariage, légitimement contracté en face de l'Église, avec toutes les solennités requises, en conséquence de la dispense du Saint-Siège à cause des degrés de consanguinité, et que ce jugement fût rendu contradictoire sur la production des partis. Ceux-ci devaient y acquiescer et n'interjeter aucun appel.

Mais M. Vincent voulait que ce fût le Saint-Père, lui-même, qui rendît ce jugement et commît tels juges qu'il lui plairait.

On lui objecta que les questions de validité des mariages ressortissaient à la Rote, et que demander d'autres juges c'était recommencer le procès.

Malgré les difficultés qui surgissaient à chaque pas, intentionnelles, peut-être, de la part des deux époux, car l'amour ne connaît aucun obstacle, la bonne duchesse écrivit à son mari une nouvelle lettre que le duc reçut le 19 juillet. Elle était ainsi conçue : « Monsieur, le Père du Moulin, porteur de la présente, porte à Votre Altesse mon cœur avec ma résolution. Celle qui dépend de moi a été bientôt prise, qui est de suivre mon intention. Mais celle qui dépend des puissances supérieures n'est pas en mon pouvoir. J'ai plus d'impatience que vous de voir Votre Altesse et je n'attends pour partir que de ses nouvelles et de ses ordres pour m'en aller sur les frontières, où se borne ma liberté, et *non pas sortir du royaume*. Je me serois desja mise en chemin si j'etois asseurée que Votre Altesse l'eust agréable aux conditions que vous dira plus amplement le Père du Moulin, à la créance duquel je me remets. Je le

crois homme de bien et que Dieu bénira, sous sa conduite, ce bon œuvre qu'il a commencée[1]. »

A cette date du 19 juillet, M. Vincent était à Bruxelles, et ce jour-là Gassion s'emparait de La Bassée (Nord).

La duchesse Nicole consentait donc à revoir Charles IV, mais elle déclarait ne pouvoir dépasser les frontières du royaume de France, s'y considérant comme prisonnière et comme otage. Et cependant de Lionne écrivait, à cette date, à la princesse de Phalsbourg : « Je puis asseurer ladite Princesse que jamais la Reyne n'a pris aucun interest à faire durer les différends qui sont entre M. de Lorraine et sa femme, et que tout ce qu'on a mandé au delà là-dessus est faux, et, si Elle avait à s'en mesler ou y prendre quelque part, sa piété luy feroit tousjours prendre le parti d'accomoder les choses[2]. »

Le refus de la duchesse Nicole ou l'impossibilité où elle se trouvait de suivre son mari dans les Flandres, en supposant qu'il ne s'accommodât pas avec la cour de France et qu'on ne lui rendît pas son duché, empêchait une réconciliation définitive.

La reine, malgré l'affirmation de Lionne, tenait entre ses mains la réussite ou la non-réussite des projets de rapprochement et de réconciliation que semblaient caresser les deux époux, séparés depuis treize ans par les événements et la conduite scandaleuse de Charles IV. Une simple entrevue pouvait seule avoir lieu, et encore fallait-il une autorisation de la régente, puisque Charles IV était toujours en guerre avec la France et ne voulait pas abandonner le parti de l'Espagne, comme l'exigeait Mazarin en lui demandant, avant de se déclarer en faveur de Louis XIV, d'afficher la neutralité la plus complète.

Malgré les restrictions apportées par la duchesse Nicole à sa réconciliation avec son mari, celui-ci fit mine de ne point lui

---

1. Voir deuxième lettre de la duchesse Nicole. (*Passim.*)

2. Lettre de Lyonne à la duchesse de Phalsbourg, 19 juillet 1647. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXV, f° 61.)

en garder rancune, et lui écrivit une lettre fort courte dans laquelle il l'assura qu'il n'épargnerait rien dans l'avenir pour lui faire connaître qu'il voulait « estre à elle à jamais ». « Madame, je reçus hier au soir des mains du P. du Moulin les lettres de Vostre Altesse avec toutes les satisfactions imaginables, estant très marry que je ne puis en tesmoigner mes ressentiments par ces faibles parolles, espérant qu'à l'avenir vous me donnerez moyen de vous en donner des marques dignes de mon affection, ce que je feroy avec toutes les joyes du monde, je vous en conjure, et de croire que je n'épargneray rien pour vous faire connoistre à l'avenir que je veux estre véritablement à vous à jamais. Vostre lettre est si pleine de civilités et de compliments que je ne sais comment m'y prendre pour y répondre. Si vous agréez, je vous le feroy une autre fois avec plus de liberté. Je le feroy et tout ce que vous pourrez désirer de moy. A Bruxelles, ce 20 juillet 1647[1]. »

Pendant ce temps, les négociations entamées par M. Vincent à Paris et à Bruxelles ne marchaient que lentement.

La rupture de Charles avec Mazarin qu'il avait leurré d'un nouvel accommodement, la réunion de ses troupes à celles de l'archiduc Léopold, du côté d'Armentières, les conditions mises par lui à sa réconciliation avec la duchesse Nicole, malgré ses assurances réitérées d'un amour passionné, étaient un obstacle à la réussite d'un rapprochement immédiat ou futur.

Ses exigences étaient devenues de plus en plus grandes et humiliantes pour l'honneur et les sentiments religieux de la duchesse Nicole.

« On a peine à comprendre, écrivait de Lionne à la princesse de Phalsbourg, que l'affaire de la réunion et du mariage ayt aucune connexité avec les générales et que cela l'ayt pu empêcher de passer en Allemagne[2]. »

Et cependant, si Charles IV n'avait pas profité de la révolte

1. Bibl. nation. Fonds français, n° 2745, f° 140. Ancien Fonds Cangé.

2. Lyonne à la princesse de Phalsbourg, Paris, 19 août 1647. (*Aff. etr., Lorraine*, t. XXXV, f° 68.)

des Weimariens pour se porter vers le Rhin et essayer de recouvrer les postes importants que Turenne lui avait enlevés sur ce fleuve, c'est qu'il avait été retenu dans les Flandres par ses tentatives d'accommodement avec Mazarin et la duchesse Nicole, tentatives qui manquaient probablement de franchise, mais présentaient une certaine *connexité*, malgré l'étonnement de Lionne.

Pour compliquer les choses, Vincent demanda à ce que le duc fût autorisé à donner un nouveau consentement à son mariage avec la duchesse Nicole, car on se rappelle qu'il avait, par acte notarié, désavoué le premier, d'accord avec son père, en déclarant qu'il y avait été contraint par le duc Henri II, son oncle[1].

Au fond, Charles IV ne demandait à renouveler son premier mariage avec sa cousine Nicole que pour se réhabiliter à ses yeux et aux yeux de tous, et se dégager publiquement du *nouveau consentement qu'il avait prêté par erreur, de fait et de droit*, en épousant secrètement à Besançon, en 1637, la veuve du prince de Cantecroix.

Caméléon en amour, ainsi qu'en politique, Charles IV sollicitait le renouvellement de son mariage dans les formes employées lors de la cérémonie du renouvellement du mariage de Gaston d'Orléans avec Marguerite de Lorraine, dans la chapelle du château de Meudon, en 1643, quelque temps avant la mort de Louis XIII, qui, de guerre lasse et après la mort de Richelieu, avait fini par donner son consentement à l'union clandestine contractée par son frère à Nancy, dans la chapelle du Saint-Sacrement, en 1632, avec la sœur de Charles IV[2].

Mais le duc de Lorraine semblait oublier que son mariage avec la fille du duc Henri avait été célébré selon toutes les lois civiles et ecclésiastiques, et qu'il n'était pas à comparer avec le mariage clandestin de Gaston d'Orléans, dans un pays

1. Voir *Jeunesse de la duchesse Nicole*, par MM. Meaume et des Robert.

2. Voir notre premier volume des *Campagnes de Charles IV*, p. 13, et *Pièces justificatives*, p. 449 et 450.

étranger et sans le consentement du roi de France, son frère aîné et son roi, sans aucune publicité, et suivi bientôt d'un désaveu formel de Louis XIII, promulgué et enregistré par tous les Parlements de France.

La duchesse Nicole, mue par l'intérêt de sa dignité personnelle, de son amour-propre et de son honneur, refusa de souscrire aux prétentions outrecuidantes de son mari. Consentir à recevoir une nouvelle bénédiction nuptiale, n'était-ce pas reconnaître implicitement la nullité de son premier mariage? Pour ne pas battre en retraite trop rapidement, M. Vincent proposa qu'il fût entendu que la duchesse Nicole ferait connaître la forme qu'elle désirait être donnée au jugement qu'il s'agissait de rendre à la suite du procès entamé en cour de Rote.

Charles, de son côté, enverrait une autre minute conforme à ses dernières propositions, et le pape, ainsi renseigné, pourrait choisir entre les mémoires envoyés par les deux époux ou bien notifierait, à son gré, le jugement qu'il jugerait opportun.

Et pendant que les conseillers de la duchesse prisonnière défendaient ses intérêts, duc et duchesse continuaient à se déclarer leur amour plus ou moins sincère, et semblaient, tous deux, regretter les lenteurs des négociations nécessaires, croyaient-ils, à leur complète réconciliation et à l'oubli du passé.

La duchesse Nicole n'avait assurément rien à se reprocher, rien à se faire pardonner, sinon sa fuite trop précipitée de Nancy, en 1634, quand elle se livra étourdiment aux mains de Brassac.

Charles IV avait la conscience plus chargée, et sa trahison et l'oubli de ses devoirs conjugaux, qu'il avait su hypocritement excuser, en s'appuyant sur les avis de théologiens peu scrupuleux, lui avaient attiré le blâme de l'Europe entière et l'excommunication de l'Église.

M. de Lorraine, après avoir reçu de nouveau, à Bruxelles, la visite du confesseur de sa femme, le pria de lui remettre, dès son retour à Paris, une nouvelle lettre : « Madame, je vous envoie le P. du Moulin avec tout ce que j'ay creu estre de

vostre satisfaction. La mienne serait entière de vous voir pour vous tesmoigner dans quels désirs je suis de vous donner tous les contentements qui peuvent despendre de moy... Dieu m'en est tesmoing que je n'en voudrois point au prix de vous desplaire. Ainsy, il faut, s'il vous complaist, que vous suiviez absolument vos sentiments. S'il répugne de me voir, patience, n'y songeons plus. Si vous le désirez, par pure et bonne volonté, venez dans toutes les asseurances du monde que jamais personne ne sera plus estimée et chère de cœur et de passion que vous le serez de moy, et, s'il y a quelque chose à faire de plus, elle se fera, cela ne vous devant retarder, estant certain que je ne puis estre longtemps sans une conclusion, n'estant resté icy que pour ce seul subject, n'y pouvant y rester davantage. Je suis trop intéressé pour vous donner conseil; néantmoins, je vous dirai que vostre conscience et vostre honneur qui ont esté vos guides, et qui vous ont donné subject de prendre tant d'advis et de conseils ne peuvent estre jamais choqués en se hastant et mesme précipitant de revoir une personne que vous diste et tenez estre vostre vray mari. Ainsy il semble que, de ce costé là, rien ne vous peut donner aucun scrupule et, bien que ce soit le fondement de toutes nos actions en celle-ci de nous revoir, elle ne se doit faire sans quelques affections et bonnes volontés qui nous apportent contentement et satisfaction. Si Vostre Altesse n'est dans ce sentiment, je la conjure de ne rien faire qui la peine, car je ne veux ni contentement ni satisfaction pour lui déplaire. Qu'elle se consulte elle-même avec son petit cœur, et que, franchement et promptement, elle fasse sans plus de retardement ce qui sera son contentement. Je le luy souhaite tout entier avec passion.

« Si vous me revenez, vous me rebaptiserez et prendray tel nom qu'il vous playra. 23 juillet[1]. »

Si l'on s'en rapportait à cette lettre si empreinte de tendresse, qu'on la croirait écrite par un amant à sa maîtresse, après une brouille passagère, et non à une femme répudiée, outragée

1. *Passim.*

publiquement et remplacée dans le cœur de son époux par une autre femme, parée des titres de la femme légitime, on pourrait supposer que Charles IV, désabusé, repentant, avait, après les infidélités constatées de la princesse de Cantecroix, regretté sincèrement sa conduite scandaleuse et criminelle, et résolu de dépouiller complètement le vieil homme en se jetant franchement et sans arrière-pensée dans les bras de la femme douce, pieuse et résignée, belle encore, qu'il avait épousée contre son gré et refusé de replacer sur son trône ducal lors de la petite-paix, en 1641. De pareils retours d'amour se voient, mais, pour cela, il faut que l'époux coupable ait aimé sa femme dès les premiers temps de son mariage, et qu'il n'ait pas, au mépris des convenances et de toutes les lois humaines et divines, désavoué son union et demandé son annulation à l'Église devant laquelle cette union fut contractée.

Quoi qu'il en soit de la sincérité plus ou moins douteuse de Charles IV, en apparence, il avait fait, peut-être, afin de pouvoir se réconcilier en même temps avec la cour de France, tout ce qui lui était possible pour se faire pardonner par la duchesse Nicole ses incartades, ses infidélités, les outrages dont il l'avait abreuvée, et surtout le mariage contracté par lui, à Besançon, en 1637, avec Béatrix de Cantecroix.

Irrésolu, ne sachant pas encore de quelle manière il pourrait quitter les Flandres, s'il accédait aux désirs de Mazarin qui lui demandait de se déclarer neutre et de quitter le théâtre de la guerre, il attendit avec impatience des nouvelles de Paris que devait lui envoyer le P. du Moulin, porteur de sa dernière lettre adressée à la duchesse Nicole.

Le séjour prolongé de Nicolas Radzivill à Bruxelles, et ses assiduités auprès de Béatrix de Cantecroix, auprès de laquelle il se montrait pressant, obséquieux, abusant des charmes dont

---

1. Nicolas Radzivill, nommé vice-grand général de Lithuanie, en 1615, tint en échec pendant cinq ans Gustave-Adolphe en Livonie et en Courlande. Il vainquit les Russes et fit la paix avec eux à Polanow en 1634.

Les Radzivill possédaient un hôtel à Paris, rue Neuve-des-Bons-Enfants.

Voir ce qu'en dit l'abbé Hugo dans sa *Vie de Charles IV*.

la nature l'avait doué et du prestige que donnent à un homme une vie pleine de périls et l'auréole de la victoire, avait grandement irrité Charles IV. Les allures de ce confident intéressé de sa « femme de campagne » activèrent le désir manifesté par M. de Lorraine de se réconcilier avec la duchesse Nicole dont il attendait la venue à Cambrai, ou à Péronne ou à Landrecies, où il était prêt à se rendre.

Comme on devait s'y attendre, la duchesse Nicole ne se pressa pas d'accourir au rendez-vous que lui assignait Charles IV. De nouveaux scrupules et une appréhension bien naturelle l'empêchèrent de se livrer à l'étourdie aux impulsions de son cœur aimant et d'obéir à la voix du devoir qui lui ordonnait, comme chrétienne, une réconciliation pleine et entière avec son mari, dût-elle ne pouvoir partager sa vie errante, s'il ne s'accommodait pas immédiatement avec la cour de France. Ses conseils persistaient à la maintenir dans son refus de solliciter du pape la validation de son mariage, puisque Sa Sainteté avait déjà déclaré le duc de Lorraine mal fondé dans sa demande en nullité de mariage.

On ne pouvait pas non plus s'entendre au sujet des sûretés réclamées par la duchesse au cas où elle consentît à cohabiter avec son mari.

Par scrupule de conscience et pour n'avoir rien à se reprocher, ne pouvant prendre un parti de sa propre initiative, elle voulut recourir à l'intervention d'Anne d'Autriche et la choisit comme arbitre. Elle désirait obéir à ses ordres et remettre son sort entre ses mains et lui demandait de lui dicter sa ligne de conduite, car elle lui avait voué un dévouement sans réserves, et même, au cas qu'elle pût franchir les frontières du royaume de France, elle ne voulait rien faire sans son assentiment. Laissons parler la duchesse elle-même, s'adressant encore une fois au duc dans une lettre qu'elle lui écrivit le 21 août :

« Monsieur, si le voyage du P. du Moulin m'a apporté de la consolation, son retour m'a apporté beaucoup de joie. J'ai reçu le présent qu'il vous a plu de m'envoyer par luy avec un extrême contentement. Je le porterai toute ma vie, et si j'avais

cru mon impatience, je seray partie à l'instant que j'ay reçu vostre lettre. Mais vous savez que je ne puis pas disposer de ma personne et que je ne suis pas maîtresse de mes actions. Tout ce que je puis faire, c'est d'en demander permission à la Reine, à laquelle je dois tous mes respects et toute obéissance, non seulement pour estre dans ses États, mais pour mille faveurs que je reçois de Sa Majesté qui lict (lie) très puissamment ma volonté. Je me sens doublement obligée au respect par les ordres que le P. du Moulin m'a apportés de vostre part, lequel je vous renvoyerai aussitôt que j'aurais reçu commandement de Sa Majesté. Ne m'en imputez pas, s'il vous plaist, le retardement, puisque l'absence de la cour, qui est en chemin pour revenir dans cinq ou six jours, me tient en échec. Vostre Altesse recevra, s'il luy plaist, mes excuses et les asseurances de mon affection et de mon obéissance dans laquelle je veux vivre et mourir, etc.[1]. »

Mazarin assura à Vincent « que la piété de la reine lui fait souhaiter passionnément la réunion de 22 (Charles IV) avec Madame sa femme et qu'elle contribuera tout ce qui dépendra d'elle pour la procurer comme à l'entrevue et conférence et tout autre moyen qui pourra advancer cette bonne œuvre ».

Mais, suivant lui, la duchesse Nicole « ne se fie pas de sortir du royaume, et il se voit bien qu'estant dans cette aprehension, on ne peut l'y forcer ni mesme luy conseiller de le faire[2] ».

Mazarin ni la reine-régente ne s'opposaient donc à la réunion des deux époux, si l'on en croit Mazarin, mais il fallait leur autorisation, assure l'abbé Hugo dans sa *Vie de Charles IV,* pour que Nicole pût correspondre avec son mari et lui renvoyer le P. du Moulin. L'agent dévoué du duc n'admettait pas cette dépendance servile et cette soumission aveugle aux ordres du cabinet français. A sa prière, une nouvelle assemblée des

1. Bibl. nation. Ancien fonds Cangé, n° 2745, f° 145. — Instruction de Madame la duchesse de Lorraine pour le R. P. du Moulin. Bibl. nation. Fonds français, 2745, f° 159. Ancien fonds Cangé.

2. A M^me^ la princesse de Phalsbourg, Paris. *Lettres de Mazarin,* édit. Chéruel, t. II, p. 479.

membres de la Maison de Lorraine eut lieu chez la duchesse de Guise. Vincent y comparut et persista à demander la réhabilitation de Charles IV, convaincu d'adultère par le pape, un nouveau consentement du Saint-Père à son mariage avec la duchesse Nicole et une seconde cérémonie nuptiale.

Ces propositions furent rejetées d'un commun accord par les princes et par les princesses de la Maison de Lorraine. On n'en parla même pas à la duchesse, sans initiative et de plus en plus à la discrétion des ennemis de son époux.

Vincent ne se lassa pas et fit une nouvelle proposition aux princes et aux princesses alliés de Charles IV.

Ne pourrait-on pas, leur dit-il, en cas que les sûretés exigées par la duchesse Nicole ne pussent lui être octroyées, déclarer nulle la sentence qu'on attendait de la Rote? Acquiescer à ce désir, c'était rendre toute liberté au prince exilé et lui donner carte blanche, en lui permettant de renouer ses relations, un moment interrompues, avec Béatrix de Cantecroix.

La maison de Lorraine ne souscrivit pas à une telle prétention. Seule, la duchesse de Guise se montra favorable aux intérêts de son cousin et pria la duchesse Nicole de se désister de toute demande de garanties, afin de faire voir à tous qu'elle mettait tout en œuvre pour se réconcilier avec son mari.

Nicole resta inébranlable. Elle continua à s'abriter derrière la reine-mère (c'est-à-dire derrière Mazarin), dont elle entendait suivre les volontés.

La duchesse de Guise, pour en finir, lui demanda d'exposer à une personne sûre le résumé des garanties qu'elle exigeait du duc. Si cette personne trouvait justes ses exigences, elle en ferait part aux princes lorrains qui se déclareraient satisfaits, et l'on pourrait procéder, à Rome, à l'exécution de la sentence en suspens.

Il fallait donc se décider, prendre un parti.

La duchesse Nicole choisit de nouveau la reine-mère comme arbitre et lui exposa tout au long les conditions imposées par elle à Charles IV.

Anne d'Autriche les trouva « faisables, justes et possibles »

et promit de donner son avis à la duchesse de Guise et de les rendre exécutoires après le jugement de la Rote.

La duchesse de Guise alla trouver, à son tour, le nonce Chigi et lui exposa que les princes lorrains désiraient l'acquiescement de la duchesse Nicole à l'acceptation des garanties qui seraient demandées, en son nom, par la reine-mère, ainsi que par le duc et la duchesse d'Orléans, aussitôt qu'on aurait reçu une réponse de Rome.

La duchesse Nicole déclara se soumettre à tout ce qui avait été décidé à son sujet, et le nonce lui délivra son assentiment. Il est vrai qu'il avait délivré pareil acte, à la prière de Vincent, au duc Charles.

Acculé dans ses derniers retranchements au point de ne pouvoir reculer sans se déshonorer et sans sembler faire preuve de mauvaise volonté, le duc de Lorraine fit un grand pas en vue d'une prompte réconciliation avec sa femme, malgré l'échec de ses projets d'accommodement avec la cour de France au lendemain du combat de Seclin (septembre-octobre 1647)[1].

Charles IV, malgré la part qu'il avait prise à ce combat, ne désespérait pas de renouer ses relations avec Mazarin.

Le P. du Moulin, tout en s'occupant activement d'amener à bonne fin les projets de réconciliation du duc et de la duchesse de Lorraine, comptait également ménager un accommodement ferme et stable de Charles IV avec Mazarin.

L'évêque de Dôle venait d'assurer au minime que la reine-mère était toujours « bien intentionnée » pour M. de Lorraine et qu'il était toujours disposé à intercéder en sa faveur auprès d'elle. A son retour à Bruxelles, le P. du Moulin fit part à Charles IV de l'intention bienveillante exprimée par l'évêque de Dôle. Le duc répondit à cet avis par de nouvelles protestations d'affection pour Anne d'Autriche et le pria de l'en informer et « mesme qu'avec ardeur et presse il s'était offert, avant la campagne, d'en donner des preuves ».

---

1. Voir *Vie de Charles IV*, par l'abbé Hugo.

Le P. du Moulin, de retour à Paris, ne rencontra pas l'évêque de Dôle à la cour et se chargea lui-même d'être l'interprète auprès de la reine-mère des sentiments affectueux de Charles IV à son égard. Vincent fut averti de cet heureux incident et chargea M. de Lionne d'aider à la réussite d'un nouvel accommodement, en l'assurant du désir formel de son maître de mettre son épée au service de la France et en lui faisant part de l'ordre « réitéré » qu'il en avait reçu de l'en avertir.

« Coopérez donc, s'il vous plaist à ce dessein, écrivit M. Vincent à de Lionne, le 12 octobre 1647, et faites luy (à Charles IV) une bonne réponse et claire, et luy désigné un lieu où il puisse avec ses troupes se mettre en estat de vous servir et se desmeler des presses qu'on lui fait de se rembarquer ailleurs[1]. » Les Espagnols suppliaient Charles IV de renouveler son traité avec eux, car ce traité, conclu pour la campagne actuelle, allait expirer avant la fin de l'année, et il s'agissait pour le duc de se procurer des quartiers d'hiver où il pourrait cantonner ses troupes.

Turenne avait menacé le Luxembourg dès les premiers jours de septembre, tandis que Rantzau et Gassion avaient 28,000 hommes prêts à attaquer l'archiduc Léopold sur les rives de la Lys. Espagnols et Lorrains furent donc obligés de diviser leurs forces, ce qui força l'archiduc à envoyer 6,000 Lorrains à Beck, gouverneur du Luxembourg (septembre)[2].

Turenne espérait battre les Espagnols et faciliter aux maréchaux de France qui commandaient dans les Flandres de nouveaux succès; il assiégea Arlon et d'autres petites places.

Mazarin ordonna à Isaac de Feuquières, qui avait succédé à son père au gouvernement de Verdun, d'envoyer des secours à Turenne qui n'avait sous ses ordres qu'un millier d'hommes.

---

1. Voir Lettre touchant le duc de Lorraine, du 12 octobre 1647. (*Aff. étr., Lorraine,* t. XXXV, f° 115.)

2. Voir Lettre de l'archiduc Léopold d'Autriche aux États du Luxembourg, 18 septembre 1647. (Archives du gouvernement du Luxembourg, Registrature du Conseil, t. II, f° 1452.)

Feuquières alla voir Turenne et lui demanda quel service il réclamait de lui.

La garnison de Verdun était tellement faible que Feuquières ne put prêter au maréchal que « cent bons hommes de la citadelle ». Il lui envoya tout le pain dont il pouvait avoir besoin dans le Luxembourg « sans qu'il se mette en peine d'aucune chose pas mesme des escortes, si ce n'est que les ennemis se fortifient beaucoup plus qu'ils ne font ».

Si à Turenne ne manquaient que des munitions de guerre pour entreprendre quelque siège important, il pouvait en trouver à Verdun, car Feuquières, au cours de cette année, avait réuni 40 pièces de canon de toutes sortes. Feuquières avait mis beaucoup du sien pour arriver à ce résultat et subvenir à d'autres dépenses, telles que l'entretien de la garnison.

Isaac de Feuquières, qui devait, en 1652, trahir le parti du roi, se trouvait ruiné par les avances considérables qu'il avait faites pour tenir Verdun en état de défense. Aussi ne craignit-il pas de se recommander à la bienveillance de Mazarin (11 septembre)[1]. Les Espagnols et les Lorrains, après avoir infligé des échecs successifs à l'armée française cantonnée dans les Flandres, ne bougèrent plus pendant un mois. Pour les faire sortir de leur inaction, Villequier s'empara de Lens (3 octobre). Dix jours plus tard, l'archiduc Léopold reprit Dixmude aux Français (13 octobre). Gassion trouva la mort au siège de Lens.

---

1. Voir Lettre de Feuquières à Mazarin, Verdun, 11 septembre 1647. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXV, f° 80.)

Dans une autre lettre en date du 2 octobre, adressée à Mazarin, Feuquières lui apprend qu'il envoie au maréchal de Turenne une dépêche de M. de Saint-Aubin (agent français à Metz), l'informant de la défection du duc de Bavière. A cette date du 2 octobre, Turenne se trouvait à Sanct-Lorenz et se disposait à suivre pendant six jours les Espagnols et les Lorrains qui reprenaient le chemin des Flandres. Il demandait du pain à Feuquières qui lui en envoya, en même temps que tout ce dont il put disposer, malgré son dénuement, la ruine de son régiment et celle de ses magasins où il n'y avait pas « un grain de blé ». (*Passim*, f° 110.)

En Allemagne, Memmingen, livré aux Suédois après la trêve d'Ulm, fut assiégé par Gronsfeld, général en chef de l'armée bavaroise, et Wrangel, ne pouvant résister seul aux Impériaux et aux Bavarois réunis, ramena ses soldats dans le pays de Brunswick où Königsmarck le rejoignit. Turenne repassa le Rhin, fit lever par un corps de cavalerie le siège de Worms assiégé par la garnison lorraine de Frankenthal, s'avança vers Mayence, défendu par le vicomte de Courval, et s'empara du château de Falkenstein, occupé par des soldats à la solde de Charles IV. Il fit dresser un pont de bateaux auprès d'Oppenheim et se cantonna, à la fin de l'année, dans le pays de Darmstadt, puis près de Strasbourg.

Revenons à Charles IV. Toujours occupé de sa réconciliation avec la duchesse Nicole, il adressa de Bruxelles aux auditeurs de Rote une requête, dans laquelle il demandait acte de son désistement de l'action intentée par lui en dissolution du mariage et offrait de recevoir la duchesse Nicole « pour sa vraie et légitime femme[1] ». Dans cette requête, il imputait à la croyance qu'il avait que sa femme estimait son mariage non valable et n'y avait jamais donné son consentement le mariage qu'il avait contracté avec la princesse de Cantecroix. « C'est dans cette conviction, prétendait-il, que, sommé par Urbain VIII de quitter « la conversation de ladite dame », il avait invité la duchesse Nicole à se pourvoir devant l'un des auditeurs de Rote, pour répondre à sa demande en dissolution d'un mariage contracté par force

1. Voir Requeste présentée par M^gr le duc de Lorraine aux sieurs auditeurs de la Rote à Rome, par laquelle il déclare qu'il demande acte de ce qu'il se désiste de l'action par lui intentée en dissolution de mariage et offre de reprendre et de recevoir Madame pour sa vraye et légitime femme. Sans date. (Bibl. nation. Fonds français, 2745, f° 145. Ancien fonds Cangé). — Requeste de Madame la duchesse de Lorraine par elle présentée à Messieurs les auditeurs de Rote à Rome pour faire interroger son mary sur faits et articles (*passim*, f° 155). Cette requête est probablement postérieure à la lettre de Nicole à Charles IV, en date du 21 août 1647. Elle est rédigée dans le même sens que celle du duc et rejette leurs dissentiments sur les mauvais conseils donnés au duc par les ennemis de sa maison et quelques théologiens.

et pour « satisfaire aux commandements violents » de Henri de Lorraine, son oncle, et du comte de Vaudémont, son père.

Au cours du procès, disait-il encore, ses agents avaient affirmé, malgré lui, que son mariage était nul de plein droit « par défaut de fulminations ou rescrit de l'absolution à eux donné pour l'avoir contracté en degré prohibé, à la charge de célébrer le mariage nouveau », ce qui n'était pas vrai. La duchesse Nicole avait répondu avec raison aux affirmations des agents de Charles IV que cette absolution avait été donnée par le prince Nicolas-François, évêque de Toul, frère du duc, et qu'elle avait vécu avec son mari pendant douze ans « en grande union et amitié ».

Un jugement contradictoire avait été rendu, avons-nous dit plus haut, le 26 mars 1647, qui permettait aux deux époux d'articuler leurs motifs et de répondre aux interrogations posées par les évêques ordinaires du lieu où ils habitaient.

Devant la conviction avérée de sa femme que leur mariage était valide, Charles IV se croyait donc obligé par sa conscience de se départir de sa demande en nullité de mariage.

De son côté, la duchesse Nicole adressa aux auditeurs de Rote une requête dans laquelle elle rappela le jugement contradictoire du 26 mars 1647, et demanda à ces auditeurs qu'ils lui donnassent acte de la dernière requête que Charles IV venait de leur adresser, en déclarant se départir du profit de l'arrêt interlocutoire du 18 mars dernier et de « toutes les preuves contraires qui pourraient être faites par ses ennemis et ceux de ladite dame[1] ».

Finalement, si nous en croyons les instructions données par la duchesse de Lorraine au P. du Moulin, elle reçut de la reine-mère la permission de s'acheminer vers les Flandres, mais, avant de demander à la cour de France un sauf-

1. Voir plus haut.

conduit pour son mari, elle attendit qu'elle y fût autorisée par lui.

Elle espérait, en outre, que, vu un bref que l'archevêque de Malines avait dit au P. du Moulin avoir reçu de Rome, il serait aisé d'y faire rendre une sentence qui satisferait les deux époux et mettrait leur conscience à l'aise.

Mais, que cela ne nous étonne pas, avant de s'apprêter à partir, la duchesse Nicole exigeait l'éloignement de M^me^ de Cantecroix et « de tous ses gens ».

A Rome on avait jugé que le mariage contracté par Charles IV avec sa cousine-germaine n'était pas entaché de nullité et n'était tenu pour clandestin que pour défaut de bans, mais que les enfants issus de tels mariages, « pourvu qu'ils soient célébrés par-devant le curé et des témoins », peuvent succéder à leurs pères et autres parents.

C'est ainsi qu'en avaient jugé les auditeurs de Rote et la Congrégation des interprètes du Concile de Trente, en faisant abstraction de la dispense des bans qui avait été accordée par l'évêque de Toul.

La cour de Rome envoya à Charles IV le formulaire d'un rescrit « avec double clause », pour mettre fin au procès intenté à Rome et pour ne point s'arrêter à la sentence interlocutoire du 18 mars 1647.

Comme nous l'avons dit, la réconciliation de Charles IV avec la duchesse Nicole n'était que le corollaire de sa réconciliation avec la France.

Malgré le peu de succès de ses dernières tentatives d'accommodement avec la cour, l'interruption momentanée des négociations entamées, en son nom, avec le cardinal Mazarin par M. Vincent, parallèlement avec ses projets de réconciliation avec Nicole, elles recommencèrent de plus belle et Vincent put écrire, le 30 novembre à Mazarin : « Son Altesse a esté très aise de savoir les bonnes intentions de la Reyne et de Vostre Éminence. Il a ouy les propositions que je luy ay faict de vostre part, il les a approuvées sans difficulté quelconque ; il trouve qu'il est plus à propos que je retourne. Je parts

demain avec les conditions que Son Altesse demande. Je crois que Sa Majesté et Vostre Éminence auront satisfaction de mon voyage[1]. »

Quelques jours plus tard, le 2 décembre, Vincent écrivait de nouveau à de Lionne : « On nous mande que le minime (le P. du Moulin) sera ici (à Bruxelles) aujourd'hui ou demain matin.

« Vous avez grandement embarrassé l'esprit de l'homme (Charles IV) ; il refuse de traiter avec l'archiduc (Léopold d'Autriche) et refuse argent (des Espagnols).

« Le comte de Peñaranda, ministre de l'archiduc Léopold pour les affaires politiques, luy escrit qu'il doibt envoyer quelqu'un de sa part à Munster, ce qu'il n'a pas voulu faire, et insiste tousjours pour avoir un passeport, sur quoy on luy dit donc d'envoyer, comme feudataire de l'Empire, à quoy il n'a pas voulu non plus entendre, et de suite est allé trouver l'archiduc, de sorte qu'il paraît interdit et sans résolution, tant pour son accommodement que pour son mariage[2]. »

Les nouvelles négociations de Charles IV avec la France n'aboutirent à aucun résultat, de même que celles qu'il avait entamées avec la duchesse Nicole, qui finit par ne plus répondre à ses lettres.

Charles IV attribuait le silence de sa femme à la présence à Paris de Chanvallon, son ancien agent auprès de la cour de France, et qu'il appelait *le fantôme* de la duchesse Nicole.

Il connaissait trop le bon cœur de sa femme pour lui imputer cette faute, mais il ne pouvait s'empêcher cependant de la plaindre de s'être si absolument livrée aux conseils de l'ennemi de leur repos commun. « Elle devait se souvenir, dit l'abbé Hugo, dans sa *Vie de Charles IV*, qu'elle était sa femme et « que si elle veut se croire qu'elle l'est affectueusement, doit-elle autant courir après lui qu'il a couru après elle ».

Chanvallon, qui dirigeait de ses conseils la duchesse Nicole,

---

1. Voir Lettre de Vincent à Mazarin, Bruxelles, 30 novembre 1647. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXV, f° 134.)

2. Lettre de Vincent à Lyonne, 2 décembre 1647. (*Passim*, f° 38.)

ne fut pas de cet avis. Il inspira à sa maîtresse une grande méfiance des agissements du duc et lui fit craindre le peu de durée d'un amour dont l'élan subit l'étonnait. Il lui fit envisager le gain certain du procès qu'elle avait intenté à Charles IV en cour de Rome, dont la solution ne pouvait tarder, solution qui fixerait sa situation vis-à-vis d'un mari aussi volage.

Nicole se détermina donc à renoncer à un accommodement à l'amiable et à attendre le jugement de la cour de Rome.

Elle prévint le blâme que le monde de la cour aurait pu infliger à son changement d'allures, en disant à tous qu'elle n'avait point à se justifier devant Dieu et les hommes et qu'elle n'avait pas besoin de convaincre le monde que « le prince qu'elle répétait pour époux était le sien au jugement de l'Église ».

Charles IV s'emporta de colère contre Chanvallon et blâma la faiblesse de la duchesse Nicole qui écoutait de si perfides conseils.

« Nous plaiderons puisqu'on le veut, dit-il, et je proteste de ne plus entendre désormais aux ajustements que l'on me proposera », puis, raillant la duchesse Nicole qui avait dit qu'elle voulait se justifier devant Dieu et les hommes, il ajouta : « Pour moi, je n'entreprendrai pas la même chose, parce que je suis pêcheur devant Dieu et bien impur devant les hommes, c'est ce qui me fait croire que je ne suis pas digne d'approcher d'une si sainte personne[1]. »

Tout était donc rompu entre Nicole et Charles. Les deux époux ne devaient plus se revoir. Bientôt Charles IV se réconcilia avec Béatrix de Cantecroix qui venait de lui annoncer sa grossesse.

Ce n'était pas seulement le prince de Radzivill qui avait capté ses bonnes grâces. Le prince de Galles, fils aîné de Charles Ier, âgé de 17 ans, qui devait régner en Angleterre,

---

1. Voir *Vie de Charles IV*, par le P. Hugo. Les tentatives de réconciliation des deux époux recommencèrent en 1649, par l'intermédiaire des nonces du pape résidant à Bruxelles et à Paris et le P. Leurechon. Elles échouèrent comme les précédentes. (Voir *Négociations entre la princesse Nicole et le duc Charles, son mary, pour leur réconciliation*. Bibl. nation. Fonds Français. Ancien fonds Cangé, 2745, f° 127. Voir, Calmet, t. VII, Preuves, col. 257.)

sous le nom de Charles II, sut également lui plaire. Quatre ans avant la mort de son père, il vint en France (1645). Il n'avait alors que quinze ans : « Il était assez grand pour son âge, dit M^lle^ de Montpensier dans ses Mémoires, la tête belle, les cheveux noirs, le teint brun et passablement agréable de sa personne. »

Après avoir séjourné pendant trois ans au château de Saint-Germain avec sa mère et son jeune frère, le duc d'York, il alla en Hollande (1647-1648). C'est pendant son séjour dans ce pays qu'il vint probablement à Bruxelles, où il fit la connaissance de Béatrix de Cantecroix, lui conta ses malheurs et intéressa à son triste sort cette femme déjà mûre dont il reçut les confidences. Elle se laissa entraîner par la compassion que lui inspira cet enfant, voué dès l'adolescence au malheur, et lui accorda ses faveurs.

Lorsqu'il revint en Angleterre et put mettre sur sa tête la couronne ensanglantée de son père, il se souvint de ses amours de jeunesse et fit placer dans le château de Windsor le portrait de sa première maîtresse, dû au pinceau de Van Dyck. Ce portrait avait dû être fait quelque temps avant la mort de ce peintre célèbre, mort en 1641.

Pendant que Charles IV renouait ses relations adultères, il apprit que Louis XIV était atteint de la petite vérole (11 novembre) et que le duc d'Anjou, son frère, était également malade.

Gaston d'Orléans pouvait donc espérer pouvoir monter bientôt sur le trône de France et rétablir Charles IV, son beau-frère, sur le sien. Ses familiers lui donnaient déjà le nom de roi et se partageaient d'avance les charges de la couronne. Ils avaient songé à l'enlèvement de Monsieur qui était resté à Fontainebleau, pendant que le roi se trouvait à Paris. Le maréchal de Schomberg passa toute une nuit à cheval avec la compagnie de ses gardes, et le prince de Condé, de retour d'Espagne, offrit son épée à la régente.

Mazarin, pour le récompenser de son dévouement et le consoler de son échec de Lérida, lui donna le commandement de l'armée de Flandre, car on ne pouvait songer, après la mort

glorieuse de Gassion, en laisser le commandement en chef à Rantzau, déconsidéré et méprisé de toute l'armée pour la mauvaise foi dont il avait usé envers Charles IV au lendemain de la bataille de Tuttlingen, où le duc lui laissa la liberté, en attendant qu'il lui envoyât sa rançon, ce qu'il ne fit point.

A la fin de l'année 1647, toute l'Europe avait les yeux tournés vers Munster ou Osnabrück où se discutaient les conditions de la paix qu'il s'agissait d'amener l'Empire et l'Espagne à conclure avec la France et la Suède.

Les plénipotentiaires délibéraient au milieu du bruit des armes.

Après la trêve d'Ulm, Ferdinand III, abandonné par Maximilien de Bavière, avait fait, par la voie de ses plénipotentiaires, d'importantes concessions à la France. Il lui abandonnait la Haute et Basse-Alsace, Brisach et Philippsbourg, mais demandait qu'on laissât à l'Électeur de Bavière le Haut-Palatinat.

Le rappel de Trautmansdorf à Vienne, au mois de juin, les succès remportés par Jean de Weert en Bohême sur les Suédois et surtout la dénonciation de la trêve d'Ulm, faite par Maximilien de Bavière, déterminèrent l'empereur à retirer tout ce qu'il avait accordé.

Pas plus qu'avec l'Empire, la France ne pouvait s'entendre avec les Provinces-Unies qui avaient fait la paix avec l'Espagne, et se déclaraient irritées du projet prêté à Mazarin de marier Louis XIV à l'infante d'Espagne et d'échanger les Pays-Bas contre le Roussillon.

Les difficultés avec l'Espagne étaient encore plus graves. Si Mazarin avait obtenu de la Hollande la garantie de la conquête faite par la France de la Lorraine, lorsque les négociations recommencèrent à Munster, le duc de Longueville, après avoir déclaré à l'Espagne que la France ne prêterait au Portugal qu'une assistance défensive, se heurta aux sollicitations des plénipotentiaires espagnols en faveur du duc de Lorraine[1].

---

1. Voir la note des plénipotentiaires espagnols. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXV, f° 139, 263e et dernière.) Cette note fut remise, vers le 10 décembre 1647, à

Aussi Mazarin, sachant que Charles IV, qui avait pris part au combat de Seclin (15 août), faisait mine de ne pas vouloir s'accorder avec lui, ordonna au duc de Longueville de revenir sur les concessions qu'il avait faites au sujet du Portugal : « Puisque l'empereur et les Espagnols s'engagent à ne vouloir faire la paix sans que M. de Lorraine ait une entière satisfaction..., il faudra déclarer que, à plus forte raison, Sa Majesté s'engagera à ne point faire la paix que le roi de Portugal n'y soit compris, s'agissant de maintenir un prince dans la possession de ce qui lui appartient, et non pas de remettre les autres dans les États qu'ils ont perdus et qui sont légitimement occupés par la France[1]. »

Mais, avant que le traité de Munster fût signé, la duchesse de Chevreuse qui, depuis son expulsion de France, habitait le pays de Liège et résidait, la plupart du temps, à Namur, rentra en scène.

A mesure qu'elle vieillit et qu'elle perd, l'un après l'autre, ses adorateurs, et qu'ancienne maîtresse de Charles IV, elle est réduite à mendier l'amitié de la princesse de Cantecroix qu'elle traite de duchesse de Lorraine[2], elle se montre de plus en plus amoureuse de l'intrigue et ennemie déclarée de Mazarin, comme elle l'a été de Richelieu.

Avec elle, elle a amené un de ces hommes, comme on en rencontre souvent dans les moments de trouble, un de ces spadassins sans peur et sans conscience, sans foi ni loi, hommes

---

Chigi, nonce du Saint-Père, et à Contarini, ambassadeur de Venise, aux plénipotentiaires espagnols, à Munster. La cour de France faisait de l'abandon des intérêts du duc de Lorraine par l'Espagne une condition *sine quâ non* de la conclusion de la paix générale, et avait déjà fait rédiger certains articles du traité en discussion, en escomptant d'avance le consentement de l'Espagne à cette exigence à laquelle Philippe IV ne pouvait souscrire sans être accusé de félonie envers Charles IV, son parent et son allié.

1. Voir neuvième carnet de Mazarin, f° 330. Nani écrivait, le 17 septembre 1647, que l'accord était fait pour le Portugal. Il ne restait plus qu'un point en litige, celui de la Lorraine. (*Ambassadeurs vénitiens*, t. CVI, f° 300.)

2. Voir Lettres de la duchesse de Chevreuse à la princesse de Cantecroix. (Bibl. de Besançon.)

de sac et de corde, dépourvus de remords, usant de tous les masques, bretteurs, espions et assassins au besoin, et réussissant à s'échapper à la vindicte publique ou à la vengeance de leurs ennemis par leurs ruses, leur duplicité ou une volte-face habile.

Cet homme avait été reçu avec honneur et traité comme un ambassadeur par les plénipotentiaires français à Munster, où l'avait envoyé Mme de Chevreuse pour attiser les mécontentements du duc de Longueville envers Mazarin, mais mal accueilli par les plénipotentiaires espagnols.

Il se nomme Henri d'Escars de Saint-Bonnet de Saint-Ibar.

C'est un petit-neveu de Brantôme et un cousin du comte de Montrésor, un autre conspirateur, qui s'est rendu tristement célèbre du temps de Richelieu.

Saint-Ibar, que Peñaranda a éconduit à Munster, lorsqu'il venait lui proposer une entente secrète avec le parti des Importants et lui faisait entrevoir le prochain soulèvement du Languedoc ou un débarquement en Bretagne, a été, vingt et un ans auparavant, convaincu de tentatives d'assassinat sur la personne de Richelieu, à Corbie, en 1636, alors que le cœur faillit à Gaston d'Orléans et à Gondi, son complice, au moment de donner l'ordre aux spadassins à leurs gages d'assassiner leur ennemi.

Maintenant il ne désespère pas, d'accord avec la duchesse de Chevreuse, de corrompre le prince de Condé lui-même, et d'en faire le suppôt et l'allié de l'Espagne, car il connaît l'ambition immense du vainqueur de Rocroi, sa haine de toute supériorité et sa soif des honneurs.

Il a exploité avec adresse le mécontentement du prince de Condé, auquel Mazarin vient de refuser l'amirauté dont le duc de Brézé, son beau-frère, avait été le dernier titulaire, et qu'il vient de conférer à la reine-mère.

Mais le temps n'est pas encore venu de soustraire Condé à ses devoirs, car celui-ci se méfie des Espagnols qu'il croit désireux de faire la paix avec la France, malgré leur refus de souscrire et de prendre part au traité de la paix générale. S'il

se jette entre leurs bras, il peut être désavoué par eux et livré à Mazarin pour prix des concessions qu'ils espèrent obtenir de lui. Anne d'Autriche n'est-elle pas la sœur du roi d'Espagne et ne peut-elle pas, dans un avenir peu éloigné, se réconcilier spontanément et sans intermédiaire avec lui?

La duchesse de Chevreuse estime qu'il est plus facile de s'entendre avec l'archiduc Léopold et avec le marquis de Castel-Rodrigo, avant son départ pour l'Espagne, ou avec le comte de Schwartzemberg. Elle ne désespère pas, en leur facilitant l'invasion de la France, grâce à la complicité de plusieurs gouverneurs de places situées sur la frontière du Nord, de plusieurs villes du littoral, de quelques provinces et de quelques Parlements, de les aider à entraîner dans leur parti le prince de Condé et le duc de Longueville, son beau-frère. La duchesse de Chevreuse assure que les protestants sont prêts à livrer La Rochelle à l'Espagne et à acclamer comme leur chef Tancrède de Rohan qui revendique la légitimité de sa naissance.

Elle fait offrir, par l'abbé Ernest de Mercy, frère du héros de Nordlingen et doyen du chapitre de l'église de Saint-Pierre, à Lille, à l'archiduc Léopold, la main de la fille dont vient d'accoucher la duchesse de Longueville, sœur de Condé, mais, en attendant, elle songe à se faire payer à elle-même le prix de ses intrigues, et réclame à l'archiduc 10,500 écus par mois. C'est ce que les Espagnols lui comptaient du temps de Richelieu. Pour fréter une flotte à La Rochelle, 200,000 écus lui suffiront. Mais, avant de répondre aux avances de la duchesse de Chevreuse, l'archiduc Léopold en fit la confidence à Francesco de Galaretta, chevalier de l'ordre de Saint-Jacques, secrétaire du roi d'Espagne et veredor général de l'artillerie aux Pays-Bas, ainsi qu'à Gaspard de Bracamente, comte de Peñaranda, ambassadeur du roi d'Espagne à Vienne, président du Conseil des Indes, qui fut chargé de traiter de la paix avec la Hollande et de représenter l'Espagne à Munster.

Charles IV et Piccolomini appuient de leurs vœux la duchesse de Chevreuse, mais, quoique pouvant compter sur la trahison probable d'Hocquincourt et sur celle du marquis de

Cœtquen, gouverneur de Saint-Malo, Galaretta se renferme dans un silence prudent, sans rompre ni conclure.

L'hiver prochain elle compte se fixer à Bruxelles si ses intrigues ont réussi et si Saint-Ibar, son agent et son complice, a vu aboutir ses négociations secrètes.

Sinon, elle se propose de faire son accommodement avec la cour qui lui offre de grands avantages, mais avec l'assentiment du roi d'Espagne, de l'archiduc Léopold et de ses ministres.

Saint-Ibar demanda aux Espagnols pour prix de ses trahisons, 12,000 fr. pour subvenir à ses frais et une pension de 1,000 fr. par mois[1].

---

1. Mémoire de ce qui s'est négocié et traité au voyage de l'abbé de Mercy en Hollande entre lui, le comte de Saint-Ibal (*sic*) et M^me^ la duchesse de Chevreuse (27 septembre 1647). [*Madame de Chevreuse*, par Cousin. Appendice, pp. 526 et suiv.]

CHAPITRE VI

TRAITÉ DE WETSPHALIE — NÉGOCIATIONS DE CHARLES IV AVEC MAZARIN (1648-1649)

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, le duc Charles de Lorraine essayer plus ou moins sérieusement de se réconcilier avec la cour de France, en même temps qu'avec la duchesse Nicole, sa femme légitime.

Mais les négociations intermittentes que le prince noua avec Mazarin ne l'empêchèrent pas de rester l'allié de l'Espagne et de lui prêter l'assistance de son armée et de combattre en personne contre l'armée française, notamment à Seclin.

Pour prix de ses services, les plénipotentiaires de Sa Majesté catholique à Munster demandèrent à la France la restitution du duché de Lorraine, à l'exclusion de celui de Bar, à Charles IV.

Cette restitution de la Lorraine proprement dite à son ancien souverain fut exigée par le comte de Peñaranda comme une condition *sine quâ non* de la paix générale.

Mais l'ambassadeur du roi d'Espagne craignait que Charles IV ne se contentât pas de cette restitution restrictive et qu'il ne réclamât en plus celle de toutes les seigneuries qui lui appartenaient dans les évêchés de Metz, de Toul et de Verdun.

Peñaranda écrivit à Philippe IV que « le monde se scandaliserait avec raison si le duc de Lorraine refusait des conditions aussi avantageuses, alors qu'il ne lui restait plus un pied de terre, et après avoir si mal gouverné ses affaires, que le monde se scandaliserait encore plus si le roi d'Espagne voulait continuer la guerre, parce que le duc de Lorraine ne se contenterait pas d'une province si importante [le duché de Lorraine] pour

laquelle restitution le roi [d'Espagne] a arrêté toute la négociation » (2 janvier 1648).

Le même jour, dans une dépêche adressée à Philippe IV, le comte de Peñaranda prévint son souverain que l'empereur venait d'écrire au comte de Nassau[1] « afin que ses ambassadeurs déclarent de nouveau aux médiateurs [le nonce Chigi et Contarini, ambassadeur de Venise] sa volonté bien arrêtée de ne pas conclure la paix avec la France sans que le roi [d'Espagne] y soit compris et qu'il soit donné satisfaction au duc de Lorraine ».

Tout en défendant, avec quelques réserves, les intérêts de M. de Lorraine, le comte de Peñaranda ne cachait pas l'antipathie que lui inspirait ce prince dont les exigences entravaient la marche des négociations pendantes entre la France et l'Espagne.

Le 9 janvier, il écrivit à Galaretta, secrétaire de Philippe IV et veredor général de l'artillerie aux Pays-Bas, qui se trouvait en ce moment à Bruxelles, qu'il était d'avis que, si Charles IV ne voulait pas entendre raison et se réconcilier avec la France aux conditions que Mazarin lui imposerait, il fallait s'assurer de sa personne et de ses troupes.

Le même jour, on ne sait sous quelle influence, Peñaranda écrivit de Munster à l'archiduc Léopold d'Autriche, gouverneur général des Pays-Bas, qu'il était convaincu que la France était bien décidée à ne pas rendre un pouce de terre à Charles IV, et il ajoutait que, si ce prince n'avait pas assez de bon sens pour se rendre compte des intentions de l'Espagne à son égard, il serait bien forcé un jour d'accepter les conditions que lui imposerait Mazarin.

Charles IV était devenu odieux aux généraux espagnols, ses compagnons d'armes dans les Flandres. Son esprit caustique et railleur, sa rapacité, son amour du commandement, ses exactions et celles de ses officiers et de ses soldats, le commerce

1. Jean-Louis, comte de Nassau-Hadamar, plénipotentiaire de l'empereur à Munster.

qu'il faisait de ses quartiers d'hiver en les revendant au plus offrant, afin de pouvoir porter plus loin ses exactions, en avaient fait un objet de terreur pour les généraux de Philippe IV et pour les habitants des Pays-Bas.

Dans ce pays, il était « le vrai prince, l'exploitant comme un tyran et entretenant ses troupes aux dépens des troupes espagnoles[1] ».

Aussi sa petite armée n'avait pas subi le sort des autres et restait toujours en bon état. N'avait-il pas, après chaque engagement, trouvé moyen d'en combler les vides et d'en reconstituer les cadres?

Le patriotisme des Lorrains, qui arrivaient en foule s'enrôler sous ses drapeaux, la réputation militaire dont il jouissait, lui facilitaient la levée de ses recrues qu'attiraient également l'appât des gains illicites et l'amour du pillage, principal mobile des soldats de la guerre de Trente ans, fussent-ils Lorrains ou Allemands, sujets du roi de France ou sujets de Philippe IV.

En somme, Peñaranda, se conformant aux instructions de son souverain ou l'éclairant de ses conseils, abandonnait Charles IV à son sort, ne voulant pas nuire aux chances d'une paix désirée avec la France, en défendant un prince versatile dans ses exigences et dans ses projets, d'un caractère inquiet et despotique, plus ambitieux que ne le comportait l'étendue de ses États et le nombre de ses soldats, si grands que fussent ses talents militaires et le courage de ceux qu'il avait sous ses ordres.

« Je ne crois pas, écrivait Peñaranda, que, en conscience ni en raison, nous puissions souffrir que la guerre embrasse la chrétienté, parce que nous ne contenterons point ou parce que M. de Lorraine ne voudrait consentir à être traité sur le pied de l'empereur et du roi, notre seigneur[2]. »

---

1. Voir Collection des chroniques belges inédites. *Les Bibliothèques de Madrid et de l'Escurial*, par M. Gachard, Bruxelles, 1875.

Les dépêches que nous analysons sont contenues dans le ms. S 302 de la Bibliothèque royale de Madrid.

2. *Passim*.

Les généraux espagnols, qui depuis 1645 avaient appris à connaître M. de Lorraine, n'avaient pas eu à se féliciter des services qu'il prétendait leur avoir rendus, et Peñaranda, qui, en passant à Bruxelles, avait pu se renseigner sur son compte, ne se trompait peut-être pas en portant sur lui ce jugement sévère : « Il n'a ni conseil, ni résolution, ni intelligence des affaires[1]. » C'était de cette façon qu'il dépeignait Charles IV dans une lettre adressée à Philippe IV, le 16 janvier 1648.

Mais, si nous jugeons que l'humeur fantasque du prince déchu ne pouvait s'accommoder avec la morgue et le caractère sérieux des hommes d'État et des généraux espagnols, ennemis de toute originalité, nous pouvons taxer d'exagération le jugement porté par Peñaranda sur Charles IV.

Quel est le peuple qui pardonne à celui dont il a imploré l'aide et qui lui a donné le sang de ses soldats ?

La conduite peu exemplaire de Charles IV, son union illégitime avec la princesse de Cantecroix, autour de laquelle s'était formée une véritable cour, aussi bien composée et certes plus joyeuse que celle de l'archiduc Léopold d'Autriche, auquel son caractère épiscopal interdisait toute licence, sa fortune considérable qu'il avait acquise dans les Flandres par le trafic qu'il faisait de ses régiments, en forçant les ministres de Philippe IV à lui engager quelques-uns des domaines royaux, enfin ses amours passagères, telles que les relations entretenues avec la fille du bourgmestre de Bruxelles, avaient contribué à attirer sur lui l'aversion des Espagnols, tout en le rendant populaire à Bruxelles, où il amusait les foules par ses fêtes répétées et sa familiarité envers tous[2].

Occupé par ses négociations multiples, ménageant en même temps la France et l'Espagne dans l'espérance d'une solution favorable à ses intérêts, tantôt voulant se réconcilier avec la duchesse Nicole, tantôt mettant tous ses soins à chercher des

---

1. *Passim.*

2. Voir *Mémoires du marquis de Beauvau,* éd. de la sphère, pp. 86 et suiv.

protecteurs à Rome pour faire annuler son mariage avec elle et faire reconnaître la validité de son union avec la veuve du prince de Cantecroix, Charles IV ne prit pas une part active aux opérations qui nécessitèrent la prise ou la défense des places de la Belgique espagnole.

« Il faut avouer, dit le P. Hugo, que le mauvais état de l'armée des Espagnols et le peu de confiance que ses chefs avaient dans ses conseils et dans sa bravoure aidèrent à lui faire prendre le parti de la retraite, sans se départir néanmoins de leur alliance et de leur service[1]. »

S'il resta à Bruxelles pendant une partie de l'année 1647, Charles IV n'en pourvut pas moins au commandement de son armée qu'il confia au comte Philippe-Emmanuel de Ligniville, qui se signala à l'attaque d'Armentières, où la cavalerie lorraine, par son intrépidité, sembla, dit Hugo, « consoler l'Espagne de son infanterie détruite à Rocroi[2] ».

L'archiduc Léopold n'eut qu'à se féliciter du concours que lui apporta Ligniville pendant la dernière campagne, et s'il réussit à venger les échecs subis par Castel-Rodrigo, il dut une partie de ses succès aux talents militaires du lieutenant de Charles IV, ainsi qu'à ceux du baron de Clinchamp, un des meilleurs généraux de l'armée lorraine qui comptait tant de chefs éprouvés et célèbres par leur courage, vétérans de la guerre de Trente ans, ayant combattu dans maints combats, en Lorraine pour l'indépendance de la patrie, en Franche-Comté pour le salut de cette province convoitée par la France, et, en Allemagne, pour l'Union catholique, dont Charles IV avait été le généralissime.

Au commencement de l'année 1648, pendant que les plénipotentiaires essayaient de s'entendre au Congrès de Munster, et que l'Empire mettait tout en œuvre pour réconcilier l'Espagne avec la France et la Suède, l'Espagne, délivrée, dans les Pays-Bas, des menaces de la Hollande, et en Italie, ayant réuni

1. Voir *Vie de Charles IV*, par Hugo.
2. *Persan.*

à apaiser les Napolitains, continuait à lutter contre l'armée française qui avait envahi et occupait la Flandre maritime. Aussi Charles IV donna-t-il l'ordre à son armée de traverser la Sambre, ne laissant que quatre régiments dans le Luxembourg (avril)[1].

Ce fut le 12 mai 1648 que le prince de Condé, nommé par Mazarin au commandement de notre armée d'occupation, arriva près d'Ypres, avec l'intention de l'assiéger (12 mai).

Les Espagnols avaient tâté Courtrai dès le mois de février, mais inutilement. Malheureusement Paluau, gouverneur de cette ville, dégarnit cette place d'une grande partie de ses défenseurs pour les amener devant Ypres.

Rantzau arriva également devant cette place avec les troupes françaises qu'il avait échelonnées du côté de la mer. Pendant le siège d'Ypres, Courtrai se rendit aux Espagnols. Le comte de Ligniville y entra le premier (18 mai). Lui et Clinchamp s'étaient distingués par leur courage.

La garnison, n'étant pas assez forte pour soutenir le choc des assiégeants, s'était réfugiée dans la citadelle. Mais le canon la força à se rendre à discrétion. Un grand nombre de soldats français, ne pouvant résister victorieusement à l'élan intrépide des Lorrains et des Espagnols, préférèrent mourir les armes à la main (20 mai).

C'est à tort que Puységur, dans ses *Mémoires,* affirme que nos soldats, qui n'étaient que des recrues, se rendirent sans se défendre[2].

---

1. Gramont à Mazarin, 9 avril 1648. (*Aff. étr., Pays-Bas,* t. XXVI, f° 86.) Le maréchal de Gramont, obéissant aux ordres de Mazarin, visita les places de la frontière du Nord et rendit compte à Le Tellier de son inspection. Il prévint également Mazarin que certaines précautions peu difficiles et peu coûteuses devaient être prises si l'on voulait éviter quelque accident fâcheux. Ses avis ne furent pas écoutés.

2. *Mémoires de Puységur* (*passim*). Voir les *Mémoires du marquis de Montglat* pour toute cette campagne, ainsi que ceux de Bussy-Rabutin, éd. Lalanne, t. II, pp. 160 et suiv.

On peut consulter également sur la prise de Courtrai une plaquette éditée en 1648, par Velpius, imprimeur de la cour, à l'Aigle d'Or, près du Palais, et

Le Rasle, lieutenant de roi à Courtrai, et un capitaine de Picardie, qui commandaient dans la citadelle, furent faits prisonniers ainsi que leurs officiers et leurs soldats.

Mais, trois jours après cette capitulation désastreuse pour la France, la prise d'Ypres consola Condé de la perte de Courtrai, la ville la plus importante des villes conquises par les Français dans les Flandres, et dont l'occupation rendait l'armée française maîtresse de tout le pays jusqu'à Gand.

Ce fut le 29 mai que le comte de La Motterie[1], gouverneur d'Ypres, demanda à capituler.

Nous n'entrerons pas dans les détails de cette nouvelle campagne. Contentons-nous de rappeler les tentatives inutiles de Condé devant Dixmude, l'impossibilité à laquelle se heurta Rantzau pour débarquer à Nieuport avec son infanterie qui fut défaite par le marquis de Sfondrato, ainsi que l'inutilité de ses efforts devant Ostende.

Arrêté par ces échecs successifs, Condé rebroussait chemin et marchait vers la Lys, où le maréchal de Châtillon s'escarmouchait contre les troupes du prince de Ligne, quand il apprit que l'archiduc Léopold, dont les forces dépassaient en nombre celles des Français, s'approchait de nos frontières.

L'archiduc d'Autriche se montre à Mont-Saint-Martin, en vue de Péronne, tandis que le comte de Garcies, gouverneur du Hainaut, s'avance vers Fonsommes[2] pour tenir en respect toutes les garnisons françaises de cette frontière.

Malgré l'inaction personnelle de Charles IV, ses chevau-légers et ses milices, qui forment un contingent de 5,000 hom-

---

intitulée : *Les Prémices de S. A. I. en la campagne de l'année 1648, par la prise de la ville et citadelle de Courtray, le 19 mai* (*sic*).

Les Lorrains avaient pour aumôniers, pendant le siège de Courtrai, les Pères Villersaigne et Van Hove, de la Compagnie de Jésus.

1. La Motterie (Philippe de Lannoy, comte de), du conseil de guerre de Philippe IV, roi d'Espagne, général de bataille, mestre de camp d'un terce d'infanterie wallonne, maître d'hôtel de l'archiduc Léopold et de don Juan d'Autriche, tué à la bataille des Dunes, près de Dunkerque, en 1658.

2. Aisne, arrondissement et canton de Saint-Quentin.

mes, sortent de Cambrai et envahissent la vallée de la Somme jusqu'à Péronne, Saint-Quentin et La Fère. Condé, sans perdre de temps, traverse la Lys. S'approchant des ennemis, il les force à se concentrer près de Landrecies, d'où ils se dirigent, en remontant rapidement vers le nord, vers Furnes que Sfondrato vient d'investir, après avoir traversé le Hainaut et la Flandre « gallicane et allemande ».

Condé, quittant les approches de Béthune, fait volte-face et se hâte d'accourir au secours de Furnes dont il trouve toutes les avenues munies de retranchements et coupées de canaux.

L'archiduc Léopold d'Autriche a ouvert la tranchée et a fait dresser ses batteries devant cette place, dont il a résolu de se rendre maître (29 juillet).

Le 2 août, il s'empare de la contrescarpe, et la nuit suivante il force le Bouquet de Baugy, gouverneur de Furnes, à se rendre.

Dix jours après, les Espagnols et les Lorrains s'avancent vers la Lys et s'emparent du château d'Estaires (12 août).

Pendant que Condé se faisait battre dans les Flandres, par les Espagnols et les Lorrains, le comte d'Erlach envahissait la Lorraine à la tête de 5,000 hommes et ravageait tout le pays compris entre Nancy et Metz (juin).

Il se logea, près de cette ville, à Pontoy[1], et de là à Saint-Julien[2], à Vantoux[3], à Borny[4] et à Vallières[5].

« Dieu scait, dit Jean Bauchez, greffier de Plappeville, si ses soldats agaçaient les cerises, les febves et les messouages[6]. »

Les Messins dressèrent à l'ancien lieutenant de Weimar un pont sur la Seille, près du pont de Paille-Maille. Il le traversa et monta au Chêne, suivit les lisières d'un bois et alla se loger à Moineville, sur l'Orne[7], et gagna ensuite Saint-Laurent[8].

1. Pontoy (Moselle), arrondissement de Metz, canton de Verny.
2. Saint-Julien (Moselle), canton de Metz.
3. *Idem*.
4. *Idem*.
5. *Idem*.
6. Voir *Journal de Jehan Bauchez*, greffier de Plappeville.
7. Moselle, arrondissement et canton de Briey.
8. Meuse, arrondissement de Montmédy, canton de Spincourt.

Erlach avait reçu l'ordre de Mazarin de s'acheminer vers le Luxembourg et de dégager, par une diversion habile, la Picardie que menaçait l'armée de l'archiduc Léopold.

Renonçant au siège de Mannheim qu'il avait projeté, le général weimarien quitta la vallée de l'Orne et se dirigea à marches forcées, avec de nombreux renforts, vers Montcornet[1], Marle[2] et Guise[3].

Après la prise d'Estaires par les Espagnols, Condé concentra ses troupes à Merville[4], au sud-est d'Hazebrouck, pour sauver Saint-Venant, la Flandre maritime, la Bassée et Béthune et assurer la marche du comte d'Erlach, qui accourait à son secours.

Pour plus de précautions, il envoie son bagage du côté des frontières.

Les Espagnols et les Lorrains veulent passer la Lawe et semblent prêts à gagner la route de Béthune. Condé repousse les ennemis à la Gorgue[5] et à Lestrem[6] (14 août).

D'Erlach venait de lui amener 4,000 hommes.

Les Espagnols avaient mis le siège devant Lens, tandis que Condé faisait reprendre Estaires par Villequier.

Après avoir concentré toutes ses troupes, Condé avait résolu de marcher au secours de Lens; mais, étant arrivé dans la plaine qui avoisine cette ville, il vit apparaître l'avant-garde des Espagnols et des Lorrains qui s'avançait à sa rencontre, et, s'apercevant qu'il n'y avait plus rien à faire, puisque Lens avait capitulé (18-19 août), et que ses forces étaient inférieures à celles de l'archiduc Léopold d'Autriche, il fit faire demi-tour à droite à son armée et commanda la retraite par le chemin de Béthune.

L'archiduc l'envoya reconnaître par ses éclaireurs.

---

1. Aisne, arrondissement de Laon, ch.-l.
2. *Idem*.
3. Aisne, arrondissement Vervins, ch.-l.
4. Merville-aux-Bois (Nord), arrondissement d'Hazebrouck, ch.-l.
5. La Gorgue (Nord), arrondissement d'Hazebrouck, canton de Merville.
6. Lestrem (Pas-de-Calais), arrondissement de Béthune, canton de Laventie.

Croyant, d'après leur rapport, qu'il aurait facilement raison de l'armée française, il ordonna au général Beck d'attaquer leur arrière-garde.

Beck charge d'un côté, tandis que le comte de Ligniville[1], à la tête des Lorrains et soutenu par les Croates, charge de l'autre.

L'attaque de Beck et de Ligniville est si vigoureuse, que le régiment de Monsieur est défait, ainsi que la compagnie du prince de Condé, à la tête de laquelle Brancas et Guitaut sont faits prisonniers.

Le régiment des gardes bat en retraite, et ses bataillons sont fort maltraités. Porcheux, Matharel et Saint-Val sont tués, et Chalmalzel et Riberpré blessés et prisonniers.

Le prince de Condé, en présence de ce désastre, fait tourner tête à toute son armée et placer vingt pièces de canon sur une hauteur, afin d'incommoder les Espagnols et les Lorrains.

Il garde tout son sang-froid et, avec une présence d'esprit admirable, il met son armée en bataille et va, de ligne en ligne, donner lui-même ses ordres.

Beck, voyant l'arrière-garde française en déroute, fait dire à l'archiduc Léopold que ses soldats se battent comme des lions et que la victoire est à lui. Le frère de Ferdinand III arrive tête baissée pour prendre part au combat et soutenir Beck. Condé s'avance au-devant de lui au petit pas sans s'émouvoir et ne fait faire feu à ses soldats qu'à quatre pas de l'ennemi.

La mêlée est chaude et la charge furieuse, car les régiments de Villequier, Ravenel et Chappes rompent la première ligne des Espagnols et la renversent sur la seconde.

C'est Ligniville qui commande ce corps de réserve.

Condé, appelé sur d'autres points, s'éloigne.

Pendant son absence, Ligniville enfonce à son tour les esca-

1. Mlle de Scudery, dans son roman *Le Grand Cyrus*, donne au comte de Ligniville le nom d'Artibe ; elle désigne les Lorrains sous le nom d'*Égyptiens*.
Le comte de Ligniville, à la bataille de Lens, commandait les deux lignes de l'aile gauche de l'armée hispano-lorraine.

drons français, culbute leur première ligne et la pousse jusqu'à la seconde.

Villequier et La Moussaye sont faits prisonniers par le général lorrain.

Condé revient sur ses pas et rallie la première ligne de l'armée française, la réunit à la seconde et recommence la charge qui devient plus sanglante et plus opiniâtre que les précédentes. Voici Erlach qui accourt à la tête de ses Allemands et fond, à son tour, sur les Lorrains fatigués de combattre. Malgré leur intrépidité, ils sont rompus et renversés après une résistance acharnée. C'est contre eux que Condé a dirigé tous ses efforts.

Le corps de réserve de l'archiduc Léopold veut les secourir, mais il est attaqué par le maréchal de Gramont et La Ferté-Senneterre qui le culbutent, pendant que Châtillon taille en pièces l'infanterie des Espagnols et des Lorrains. C'est alors que ceux-ci fuient de toutes parts et que Condé les poursuit l'épée aux reins, dans ces vastes plaines qui avoisinent Lens et que ses soldats tuent ou font prisonniers tous les fuyards qu'ils peuvent atteindre. Un grand nombre d'Espagnols et de Lorrains se réfugient à Lens qui se rend bientôt aux vainqueurs[1] (20 août).

Le prince de Condé ne voulut point perdre de temps et s'avança vers la mer, donnant l'ordre à Rantzau d'investir Furnes qu'il voulait reprendre, parce que l'occupation de cette ville par les Espagnols menaçait la sécurité de Dunkerque.

Rantzau s'avança vers Furnes avec 5,000 hommes, ayant sous ses ordres Vaubecourt et Castelnau ; mais, ayant appris que Sfondrato s'était retranché dans un poste d'où il pouvait s'opposer au siège de cette ville par l'armée française, il résolut de l'en déloger. A cet effet, ayant fait construire une batterie sur

1. Voir *Mémoires de Montglat et de Gramont. Histoire de Louis de Bourbon,* par Coste, in-4°, 3e éd., 1748, à La Haye, *La Bataille de Lens donnée le 21 août 1648,* par Isaac de La Peyrere, Paris, 1649, in-f°.

Le baron de Beck, blessé dangereusement et fait prisonnier à la bataille de Lens, mourut des suites de ses blessures à Arras, le 22 août.

le canal qui le couvrait, il voulut y jeter un pont, en appuyant cette tentative par ses feux d'artillerie et de mousqueterie.

Après une escarmouche de deux heures, Sfondrato se retira du côté de Nieuport, et le maréchal de Rantzau investit Furnes le 27 août et commença à battre cette place avec ses canons.

Le 4 septembre, Condé arriva en vue de Furnes et donna l'ordre d'en presser le siège.

Pendant qu'il se trouvait dans la tranchée, il reçut un coup de mousquet qui lui perça son col de buffle et le blessa légèrement à la hanche. Le 8, le logement fut fait sur la contrescarpe, et le 10 les Espagnols, ne conservant aucun espoir d'être secourus, se constituèrent prisonniers.

Le Bouquet d'Augy redevint gouverneur de Furnes.

Après ce nouveau succès, Condé aurait voulu continuer une campagne aussi glorieuse pour lui et pour la France, mais les événements graves que venaient d'avoir lieu à Paris nécessitèrent son rappel.

Le 26 août, un *Te Deum* d'actions de grâces fut chanté à Notre-Dame, et Louis XIV et sa mère y assistèrent, entourés de toute la cour.

Et cependant, malgré la joie que devait causer à Mazarin et à tous les Français la victoire de Lens où l'infanterie espagnole avait été presque anéantie, malgré les succès de Turenne et de Konigsmark en Allemagne, le *Te Deum*, chanté à Paris, fut le prélude de cette guerre intestine qui, née du mécontentement du Parlement de Paris et de l'arrestation de Broussel, conseiller en la Grand'Chambre, devait durer plus de trois ans, mettre la royauté en échec et la France en péril et armer contre Louis XIV les Parisiens et plusieurs provinces du royaume.

Nous verrons, à la tête des rebelles, Condé, le duc d'Orléans, Nemours, Beaufort, Turenne, le duc de Longueville et le prince de Conti, ainsi que la duchesse de Longueville et Paul de Gondi, coadjuteur de l'archevêque de Paris, forcer Mazarin, à deux reprises différentes, à quitter la France.

Ce ministre, moins heureux que Richelieu dont il avait voulu suivre la politique, sans en avoir ni le génie ni le carac-

tère, devait être la victime de l'ingratitude des Français qui oubliaient bien vite que, grâce à ses efforts persistants, l'Empire était abattu, que l'Espagne allait bientôt demander la paix, et qu'enfin il venait de signer le traité de Westphalie qui conservait à la France les Trois-Évêchés et lui donnait l'Alsace. Si la Lorraine ne devenait pas la propriété de la France, elle l'occupait, et ni les insistances de l'Empire, ni celles de l'Espagne, ni celles de Bani, nonce du pape, ni celles de Nani, ambassadeur de la république de Venise, n'avaient pu décider Mazarin à restituer à Charles IV la Lorraine tout entière. Il ne consentait, au mois de février 1648, qu'à lui restituer la *Vieille Lorraine*, à condition qu'on démolirait toutes les places fortes[1].

Après avoir recouru inutilement à l'intervention des plénipotentiaires hollandais pour qu'ils défendissent ses intérêts à Osnabruck, Charles IV se vit abandonné par toutes les puissances.

---

1. Le 3 février avait eu lieu, à Paris, un grand conseil où avaient assisté la reine-mère, Mazarin, les principaux ministres, ainsi que le nonce Bani et Nani, ambassadeur de Venise, où, sur l'invitation de Chigi, nonce du pape à Munster, et de Contarini, ambassadeur de Venise dans cette ville, fut discutée la restitution de la Lorraine à Charles IV sans la démolition des places fortes de ce duché.

Mazarin s'y refusa d'une façon formelle.

Le 6 février 1648 avait eu lieu, à Munster, une conférence entre le nonce du pape, l'ambassadeur de Venise et les ambassadeurs de France au sujet du duc de Lorraine. Ces derniers parurent mal disposés envers Charles IV.

Ce jour-là, le comte de Peñaranda, s'adressant de Munster à Pedro Colonna, secrétaire de Philippe IV, lui exprimait toute sa tristesse « de ce qu'on a si peu de considération pour l'Espagne, non parce que Dieu lui a ôté les moyens de se faire respecter, mais à cause de son *mauvais gouvernement* ».

Il passait en revue, dans sa lettre, l'état de la monarchie espagnole : « Aux Pays-Bas, écrivait-il, la condescendance qu'on a pour le duc de Lorraine est de nature non seulement à mettre en péril ces pays, mais à déshonorer l'Espagne aux yeux du monde entier. Il ne s'agit plus seulement d'extravagances de la part de ce prince, mais de pratiques formelles qu'il a avec le cardinal Mazarin, duquel il reçoit et à qui il envoie des messagers avec un incroyable scandale. On a intercepté des papiers de lui qui font foi de sa perfidie, et cependant on ne prend aucune mesure. » (Minutes de dépêches de Peñaranda à Philippe IV, etc. Biblioth. de Madrid. *Les Bibliothèques de Madrid et de l'Escurial*, par Gachard, pp. 287 et suiv.).

Au mois d'octobre 1648, il fut dit, lors de la signature du traité de Westphalie, que l'empereur et les électeurs, princes et États « se réserveraient seulement par offres pacifiques l'accommodement du différend qui serait décidé par les arbitres ou par le traité à intervenir entre la France et l'Espagne. »

On payait Charles IV d'ingratitude, lui qui avait défendu l'empire et l'Espagne de son épée, avait sauvé la Franche-Comté par ses talents militaires et vaincu l'armée française à Poligny et à Tuttlingen et sur d'autres champs de bataille.

Au lendemain de la bataille de Lens, où son armée s'était couverte de gloire, sous le commandement de Philippe-Emmanuel de Ligniville, le duc de Lorraine n'était considéré par l'Europe catholique que comme un condottiere sans valeur, dont les troupes se mettaient à l'encan et dont on se débarrasserait lorsqu'on n'en aurait plus besoin. Le refus de Philippe IV de souscrire à la paix générale, et sa prétention de ne signer avec la France qu'une paix particulière, liaient Charles IV au sort de l'Espagne, qui venait de se réconcilier avec les Provinces-Unies.

Heureusement pour le Lorrain, qui attendait les événements à Bruxelles, l'étoile de Mazarin avait pâli ; on lui reprochait ses dépenses exagérées et le désordre des finances de la France. Il avait à lutter à la fois contre l'opposition acharnée du Parlement et l'ingratitude du peuple français, qui ne lui pardonnait pas son origine étrangère, et l'appui que, suivant l'exemple donné par Richelieu, il avait donné aux princes protestants de l'Allemagne et à la Suède. Toutes ces causes minaient son pouvoir.

A l'apogée de sa gloire, le ministre de Louis XIV voyait se former contre lui une coalition redoutable, formée par le Parlement, le peuple de Paris, les ultra-catholiques et une partie des grands feudataires dont Richelieu n'avait pas réussi à abattre l'orgueil.

Tout annonçait la tempête, et le peu de cohésion de l'armée française, dont les régiments appartenaient à leurs colonels bien plus qu'au roi, augmentait les périls qui menaçaient à la fois et la monarchie et Mazarin.

Le 26 août, on élevait des barricades dans Paris, la bourgeoisie prenait les armes et on pouvait chanter, comme Barillon l'aîné :

Un vent de Fronde
S'est levé ce matin,
Je crois qu'il gronde
Contre le Mazarin.
Un vent de Fronde
S'est levé ce matin.

La liberté accordée par Mazarin aux conseillers Blancmesnil et Broussel enhardit les membres du Parlement, et la cour et le cardinal furent contraints de quitter Paris et de se retirer à Saint-Germain-en-Laye (6 janvier 1649).

C'était l'abdication du pouvoir royal devant l'émeute.

Charles IV et les Espagnols pouvaient se consoler de leur défaite de Lens et de la perte de plusieurs villes de la Flandre et de l'Artois.

S'ils avaient vu périr leurs meilleurs soldats, l'avenir leur souriait de nouveau, car, dans l'état d'abaissement où se trouvait Mazarin, pouvait-il compter sur la fidélité des gouverneurs des places de notre frontière du nord et de celles récemment prises aux Espagnols? Pouvait-il compter sur la fidélité de l'armée victorieuse à Lens, après le départ de Condé qu'il venait de rappeler, désirant s'appuyer sur ce prince qui jouissait de tout le prestige dont s'auréole le front des vainqueurs, sans penser qu'il deviendrait bientôt son ennemi le plus redoutable (20 septembre)?

Mazarin croyait également au dévouement de Turenne qui, après avoir quitté la Souabe, avait envahi le Luxembourg et était venu se poster devant Arlon, quelques jours après la bataille de Lens et la veille de la prise de Furnes (9 septembre).

La Ferté-Senneterre, gouverneur de la Lorraine, ne put lui prêter aucuns soldats d'infanterie, ni de la garnison de Nancy qui n'en possédait que 2,000, ni des autres garnisons des places lorraines occupées par l'armée française.

Les gouverneurs de ces places prenaient si peu de soin de leurs hommes, qu'ils ne comptaient sous leurs ordres que des soldats mariés et en petit nombre « qui n'y demeureraient pas trois jours sans la connaissance qu'ils ont des chemins ».

Aussi La Ferté demanda-t-il à Mazarin la suppression des gouverneurs commis à la défense de places peu importantes, estimant qu'ils étaient incapables de résister à une attaque sérieuse pendant trois jours[1]. •

On pourrait, ajoutait le gouverneur de la Lorraine, en supprimant une dépense inutile, augmenter la garnison de Nancy d'où l'on détacherait des compagnies pour faire le service des petites places dépourvues de gouverneur.

Turenne ne poursuivit pas longtemps le siège d'Arlon.

Bientôt nous le verrons, entraîné par son frère le duc de Bouillon, trahir ses devoirs et lever l'étendard de la révolte, en voulant se servir de ses mercenaires allemands, débris de l'armée de Weimar, contre Louis XIV et Mazarin. Il venait d'apprendre, après ses succès remportés en Bavière, où il avait forcé Maximilien à déposer les armes et à souscrire à la paix de Westphalie, que ses services restaient sans récompense et que Mazarin avait donné le commandement de l'armée royale à Condé, son ancien compagnon d'armes, en présence du péril qui le menaçait ainsi que la royauté.

Il venait d'apprendre que le cardinal, afin de s'attacher Louis de Bourbon, qu'il destinait à réprimer les premiers agissements de la Fronde, venait de lui abandonner Stenay, Jametz et Clermont-en-Argonne, trois villes appartenant au duc de Lorraine, après lui avoir cédé le gouvernement de la Champagne et de Mézières, alors qu'il possédait déjà celui de la Bourgogne et qu'il convoitait celui des Trois-Évêchés.

De telles faveurs, accordées au vainqueur de Rocroi et de Lens devaient exaspérer Turenne et, surtout, Charles IV qu'on dépouillait en dépit des promesses qu'à plusieurs reprises le

1. M. de La Ferté à Mazarin. Clermont, 8 septembre 1648. *Aff. étr. Lorraine*, t. XXXV, f° 268.

ministère français lui avait faites, s'il consentait à abandonner définitivement le parti des Espagnols et donnait à Louis XIV des gages éclatants de sa fidélité et de son dévouement.

La duchesse Nicole de Lorraine, toujours prisonnière à Paris, ressentit vivement l'injure faite par Mazarin à son époux, en cédant à Condé les places que, par le traité de 1641, Charles IV avait abandonnées, malgré lui, à la France, places qu'il revendiquait à cette heure et dont on lui avait fait espérer la restitution.

Aussi protesta-t-elle contre cet acte inique devant le Parlement de Paris.

Charles IV, en ce moment à Bruxelles, y vivait en mauvaise intelligence avec les généraux espagnols et se plaignait amèrement de l'ingratitude de l'empereur qui venait de l'abandonner à Munster, laissant à l'Espagne le soin de défendre ses intérêts lorsqu'elle signerait la paix avec la France. Ferdinand III oubliait les services éminents que M. de Lorraine avait rendus à l'empire depuis la bataille de la Montagne-Blanche jusqu'à celle de Tuttlingen (1620-1643).

Mais, pour colorer son ingratitude d'un prétexte spécieux, il reprochait aux ancêtres de Charles IV de s'être détachés de l'empire par le traité de Nuremberg.

C'était faire remonter un peu haut les origines de ses rancunes !

Après la bataille de Lens, les troupes que le Lorrain avait envoyées à l'Électeur de Cologne, afin de l'aider à repousser les attaques de Turenne et de Wrangel, revinrent aux Pays-Bas où elles commirent de grands dégâts (octobre-décembre 1648).

Le 25 novembre, Charles IV donna l'ordre au comte de Tumejus, frère de Philippe-Emmanuel de Ligniville, de concentrer ses troupes à la cense de Schaffhauzen[1]. Il devait s'y

1. Hameau de la mairie d'Eppelbronn, arrondissement de Saverne, canton de Hochfelden (Alsace).

trouver, lui-même, pour y distribuer les quartiers d'hiver à ses régiments « selon qu'ils seront en état de les recevoir[1] ».

Au mois de décembre, Mazarin crut devoir négocier de nouveau avec le duc exilé et essayer de mettre à profit les ressentiments qu'il nourrissait contre l'Espagne.

Il lui envoya dans ce but le comte Charles de Brancas, fils cadet du duc de Villars, qui servit de modèle à La Bruyère dans sa description du Distrait.

Voici les propositions avantageuses dont l'agent de Mazarin était porteur : La cour de France lui laissait le choix « soit de faire traiter de ses intérêts en Allemagne par les ministres de l'Espagne, en s'employant lui-même à décider le cabinet de Madrid à conclure une paix générale, soit de venir à Paris signer un arrangement particulier « auquel cas on lui rendrait volontiers tous ses États, terres, seigneuries et biens pour les posséder en droit de souveraineté, ainsi qu'il les possédait avant la guerre, à l'exception des dépendances des Trois-Évêchés et du duché de Bar. Quant aux villes de Clermont, Stenay, Dun et Jametz, qui resteraient à la France, Sa Majesté lui en donnerait récompense[2]. »

Si Mazarin s'abaissait à des concessions aussi larges, s'il

---

1. Ordre de S. A. R. à M. de Tumejus pour se rendre à Nancy, 25 novembre 1648. (Archives Ligniville. Carton I, liasse 49.)

Le 22 janvier 1648, les États du pays de Luxembourg offrirent à l'archiduc Léopold une aide de 80,000 florins pour l'entretien des troupes du duc de Lorraine, disant que cet entretien demanderait 70,000 florins par mois et que la province, en partie occupée par l'ennemi, en partie déserte, le reste étant ruiné, on ne pourrait fournir les sommes nécessaires. Le gouvernement des Pays-Bas accepta cette offre, le 12 février 1648. Le 14 novembre de cette année, le conseil provincial du Luxembourg écrivit à l'archiduc Léopold en lui représentant la ruine de ce pays où l'on voulait encore loger pour l'hiver un régiment de cavalerie et trois d'infanterie du duc de Lorraine. (*Archives du gouvernement du Luxembourg*. Registrature du Conseil, tome II, registre des États, 1516-1648.)

2. Mémoire pour le comte de Brancas, pour la réponse qu'il aura à faire à M. de Lorraine, 18 décembre 1648. *Archives des Aff. étr.*, cité par le comte d'Haussonville, *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France*, 2e édit., t. II, p. 213. — Le comte de Brancas avait épousé la fille de Garnier, trésorier des parties casuelles. Il mourut le 8 janvier 1681. Il était le frère de Marie

permettait au duc de Lorraine de rentrer dans sa capitale et lui restituait la Lorraine presque entière, c'est que des événements bien graves venaient de se passer à Paris.

La reine Anne, dépouillée de toute son autorité, cherchait tous les moyens imaginables d'en ressaisir les lambeaux.

La temporisation et la douceur devenaient inutiles, car les esprits étaient tellement aigris, dit le marquis de Montglat, qu'ils ne pouvaient entendre raison. Condé et La Meilleraye conseillaient à la reine-mère et à Mazarin des moyens violents de répression. Ils répugnaient à la politique doucereuse de Mazarin. Il préféra faire le blocus de Paris et se retirer, avec la cour, à Saint-Germain-en-Laye.

Le jour des Rois, Leurs Majestés sortant par la porte de la Conférence, allèrent jusqu'au cours où « elles attendirent quelque temps des nouvelles de Madame[1] qui devait s'y rencontrer » et de là se rendirent à Saint-Germain.

Anne d'Autriche se montrait très gaie, car elle croyait à une absence de huit jours. La cour la rejoignit. Apprenant ce départ, la populace parisienne fut outrée de colère. Les portes de Paris furent fermées et les chambres du Parlement s'assemblèrent. On défendit de laisser sortir de la capitale ni poudre ni munitions de guerre, et aux gouverneurs des villes voisines il fut interdit de recevoir aucune garnison et d'empêcher les vivres de venir à Paris.

Mazarin comptait sur le dévouement du prince de Condé, dans la position éminemment critique où il se trouvait. Il lui ordonna de bloquer Paris, car il fallait se hâter si l'on voulait ne pas perdre tout le fruit des derniers succès remportés par nos armées dans les Flandres et ressaisir les rênes du gouvernement. Le duc d'Orléans approuva ce plan de conduite (5-6 janvier 1649).

---

de Brancas-Villars, épouse de Henri de Castellane, marquis d'Ampus, maîtresse d'Ondedei, évêque de Fréjus, confident de Mazarin. Il fut créé maréchal de camp en 1649 et chevalier d'honneur de la reine en 1661. Il était marquis de Maubec et d'Apilly. Il faisait partie de la cour du duc d'Orléans.

1. Marguerite de Lorraine, épouse de Gaston d'Orléans.

Il était de toute nécessité de rétablir l'ordre dans Paris et de calmer l'effervescence du Parlement avant de songer à pacifier les provinces et à préparer une nouvelle campagne dans les Flandres.

Dans ce but, Mazarin fit ordonner par le roi au Parlement de Paris de se rendre à Montargis et Saint-Denis. Saint-Cloud et Charenton furent occupés militairement. Vingt-cinq mille hommes, sous les ordres de Condé, commencèrent à bloquer Paris.

Pour se venger, le Parlement intima à Mazarin l'ordre de quitter la France et ses biens furent mis à l'encan (8 janvier 1649). Les bourgeois de Paris prirent les armes, réparèrent les remparts de la capitale et se tinrent prêts à résister à l'armée royale.

Un cousin de Charles IV, le duc d'Elbeuf, prince besoigneux et ambitieux, prit le commandement des troupes insurgées qui l'acclamèrent au cri de : « Vive le roi, Monseigneur le duc d'Elbeuf et Monseigneur le marquis de la Boulaye ! »

Bientôt accoururent à Paris, le prince de Conti, ce prince bossu et contrefait, pourvu de bénéfices ecclésiastiques, fort aimé par sa sœur la duchesse de Longueville, très ambitieux, comme son frère, le prince de Condé, le duc de Longueville, son beau-frère, diplomate médiocre et mari malheureux, le maréchal de La Motte-Houdancourt, tous trois entraînés dans le parti des Frondeurs par la séduisante duchesse de Longueville, le duc de Bouillon, frère de Turenne, et par Gondi, plus remuant et plus ambitieux que jamais.

Elbeuf dut céder son commandement à Conti, qui s'amusa à parader à la tête de ses troupes « fort lestes et pleines de rubans » devant les dames, sur la place royale.

A ces personnages, peu patriotes, s'unit le duc de Beaufort, fils de Françoise de Lorraine, surnommé le roi des Halles, qui venait de s'échapper de la Bastille, et bien d'autres, quittant la cour de Saint-Germain, vinrent grossir le nombre des mécontents. Le coadjuteur de Paris leva un régiment de cavalerie, qu'on appela le régiment des Corinthiens, du nom de son archevêché

in partibus. Il distribua de l'argent, monta en chaire, en excitant par ses prédications le peuple contre Mazarin, et entraîna à sa suite les curés de Paris qui l'aimaient, malgré les désordres de sa conduite, tant il avait de l'esprit, du savoir-faire et de la hardiesse et s'entendait à flatter ouailles et clergé qu'il éblouissait par sa parole éloquente, toute nourrie de textes sacrés, qui formait un contraste étrange avec ses allures de conspirateur.

Deux mille soldats, venant de Flandre, investirent complètement Paris, mais ne purent empêcher les Parisiens de se ravitailler, car les paysans des environs épousaient leurs querelles et les aidaient ouvertement, les armes à la main.

La Bastille venait de capituler devant le peuple ameuté. C'était le Parlement qui gouvernait et imposait ses ordres au prince de Conti, chef postiche de l'insurrection, et à ses acolytes. Il avait fait appel aux autres Parlements. La Provence se soulevait et la Normandie accueillait avec enthousiasme le duc de Longueville qui en était gouverneur.

La Picardie suivit bientôt ces exemples funestes, et Paris attendait avec impatience le soulèvement de la Bretagne et de la Guyenne.

Si nous nous sommes attardé à exposer sommairement des prodromes de la première Fronde, c'est qu'ils expliquent les sentiments et la disposition d'esprit de Charles IV et de Mazarin à cette heure critique pour le salut de la France, la veille si grande et si glorieuse.

Ces dissensions politiques, cette insurrection colossale contre le pouvoir royal et un ministre, naguère si puissant, ne pouvaient que réveiller les espérances d'un prince déchu, exilé de son pays natal et découronné par la main sanglante de Richelieu. En ce moment, il voyait son successeur humilié, ne sachant plus où donner de la tête, menacé dans le présent et dans l'avenir. C'était la revanche. Saura-t-il en profiter? C'est ce que les événements qui vont suivre nous apprendront.

Au manifeste du Parlement, reprochant à Mazarin son despotisme et son refus d'accorder la paix à l'Espagne, et poussant l'injustice jusqu'à l'accuser d'incurie dans la direction des

armées françaises, la cour répondit par une déclaration de lèse-majesté et convoqua à Orléans les États généraux, mais son appel resta sans échos (23 janvier 1649).

L'archiduc Léopold d'Autriche, aussitôt qu'il eut connaissance des agissements des Frondeurs, réunit un conseil de guerre à Bruxelles, auquel assistèrent Charles IV, Louis Perez de Vivero, comte de Fuensaldaña, gouverneur général des armes aux Pays-Bas, et Gaspard de Bracamonte, comte de Peñaranda, conseiller d'État de Philippe IV.

Ce dernier personnage arrivait de Munster, où il représentait le roi d'Espagne en qualité d'ambassadeur extraordinaire.

Dans ce conseil de guerre on décida d'envoyer au Parlement de Paris le Père Dom Jusepe Arnolfini[1].

Ce religieux quitta Bruxelles, le 25 janvier 1649, et arriva à Paris le 1er février.

En même temps, don Francisco Pizarro avait été envoyé par Léopold à Anne d'Autriche, à Saint-Germain-en-Laye.

Cet envoyé de l'archiduc sollicita une entrevue de Mazarin et eut l'audace de lui demander, au nom du vaincu de Lens, la restitution des conquêtes faites par l'armée française dans les Pays-Bas, avant de penser à conclure entre la France et l'Espagne une paix définitive.

C'était se moquer de Mazarin et abuser de l'état critique où se trouvait la monarchie française. Le cardinal, que le malheur et l'ingratitude des Français n'avaient pas découragé, se contenta de congédier le porteur d'une demande aussi arrogante sans vouloir l'honorer d'une réponse.

Le P. Arnolfini retourna à Bruxelles, emmenant avec lui Geoffroy de Laigues[2], député du Parlement et des princes, qui

---

1. Dom Jusepe Arnolfini, moine bernardin. Il quitta Bruxelles, travesti en cavalier, sous le nom de dom Joseph Illescas. (Voir *Mémoires du cardinal de Retz*, édit. Champollion-Figeac, t. I, pp. 285 et suiv. et t. II, pp. 6 et suiv.).

2. Geoffroy, marquis de Laigues, capitaine des gardes du duc d'Orléans, devint l'amant de la duchesse de Chevreuse. Il était pauvre. Avant de partir pour Bruxelles, le comte de Montrésor, conspirateur émérite, l'engagea à aller trou-

confirma l'archiduc Léopold dans sa résolution de prendre parti pour les Frondeurs et de venir à leur secours.

Le P. Arnolfini revint à Paris, porteur d'une lettre adressée au prince de Conti et au Parlement. Il fut reçu dans la grande chambre, en présence de tout le Parlement et des princes.

Ce religieux s'était travesti en cavalier et avait sur lui un blanc-seing de l'archiduc, que le duc de Bouillon et Gondi, coadjuteur de Paris, avaient rempli à leur fantaisie.

On le pria de s'asseoir sur le banc des ambassadeurs étrangers. Il débita sa harangue en français et offrit aux Frondeurs, de la part du gouverneur général des Pays-Bas, assistance et secours. Conti annonça au Parlement que Léopold refusait de traiter avec Mazarin et qu'il prenait le Parlement pour arbitre de la paix.

A la louange du Parlement, qui n'avait déjà que trop donné l'exemple de la confusion des pouvoirs, hâtons-nous de dire qu'il ne consentit pas à accepter cette proposition insidieuse et résolut de ne délibérer sur une chose aussi grave qu'après avoir connu la volonté d'Anne d'Autriche.

Une foule immense accueillit le moine à sa sortie, en criant : « Vive le roi d'Espagne ! Vive l'archiduc Léopold ! qu'ils nous donnent la paix ! »

Une nouvelle sinistre arriva en même temps à Paris : Charles Ier, roi d'Angleterre, victime de son Parlement et des agissements de Cromwell, venait de mourir sur l'échafaud ! Terrible leçon donnée aux rois et aux peuples.

Pendant les conférences de Rueil, où les délégués du Parlement essayaient de s'entendre avec Mazarin, vint à Paris Claude Friquet, agent espagnol, porteur des pleins pouvoirs de l'archiduc Léopold[1].

---

ver la duchesse à Liège et à essayer de capter ses bonnes grâces, car il la savait toute puissante sur l'esprit de l'archiduc Léopold. Elle revint bientôt en France, gratifiée par Mazarin.

1. Jean-Claude Friquet, né à Dôle où il fit ses études de droit. Avocat, conseiller fiscal au Parlement de Dôle, ambassadeur en Allemagne et en Pologne en 1636 et 1637, ambassadeur à Londres en 1640, envoyé à l'empereur par

En ce moment Turenne, toujours révolté contre le pouvoir royal, offrait au Parlement son armée d'Allemagne pour combattre Mazarin.

Les nouvelles qui arrivaient des provinces devenaient de plus en plus alarmantes.

Le duc de Longueville annonçait sa marche contre Saint-Germain ; la Trémoille, prince de Tarente, en faisait de même et annonçait son arrivée à la tête des insurgés de Bretagne, de l'Anjou, du Poitou et du Maine. Il y avait beaucoup de vantardise dans ces promesses faites aux Frondeurs et au Parlement ; mais, en réalité, plusieurs villes s'étaient révoltées.

Heureusement, les mercenaires allemands sur lesquels comptait Turenne l'abandonnèrent sur les rives du Rhin, et le maréchal fut contraint de se réfugier chez la landgravine de Hesse. Entre temps, l'archiduc Léopold, certain de l'assistance de Charles IV, qui hésitait cependant à renouveler son traité d'alliance avec l'Espagne, envoya en Allemagne le baron du Tremblay, en le chargeant de traiter avec l'archevêque-électeur de Cologne et Lamboy, généralissime du cercle de Wetsphalie. Il s'agissait de se faire donner par ce général estimé une partie de ses troupes, au cas qu'elles fussent licenciées, et de le prier de faire de nouvelles levées d'infanterie et de cavalerie avec l'autorisation de l'empereur. Elle fut refusée, et Tremblay, malgré la coopération des électeurs catholiques, ne put lever que 4,000 fantassins et 2,000 cavaliers.

Un beau rôle s'offrait à Charles IV. C'était de servir de médiateur entre la cour de France et celle d'Espagne.

Mazarin espéra un moment qu'il comprendrait ce qu'il y aurait eu de louable et de profitable pour lui à remplir ce rôle que l'occasion lui offrait.

Une telle illusion ne faisait pas honneur à la perspicacité du ministre de Louis XIV, et c'était bien mal connaître le carac-

---

le cardinal infant pendant le siège d'Arras, ambassadeur en Hollande en 1641, député à Osnabruck et à Munster avec Peñaranda, il fut envoyé à La Haye, en 1648, après la bataille de Lens, pour demander des secours.

tère peu généreux du duc de Lorraine, son esprit versatile, à double face, amoureux de l'intrigue, dissimulé, ennemi des situations franches.

Charles IV, se méconnaissant lui-même, se croyait un politique consommé, de grande envergure, et comme tous ceux dont le talent est au-dessous de leurs prétentions, il usait de ruses, au lieu d'agir avec franchise, ce qui réussit le plus souvent mieux que la dissimulation.

Cependant cette fois, dès qu'il eut reçu les propositions de M. de Brancas, le duc de Lorraine, malgré les sollicitations de l'archiduc Léopold, qui le suppliait de l'aider à envahir la France, sembla vouloir s'entendre avec Mazarin ou du moins être disposé à prêter l'oreille de nouveau à ses propositions.

Le 2 février 1649, quelques jours avant le combat de Charenton, livré par Condé aux Frondeurs (10 février), Charles IV écrivit à Mazarin : « Je me tiens si sensiblement obligé à Vostre Éminence des tesmoignages qu'Elle m'a donné (s) de son affection, que je n'ay point de plus forte passion que celle de rencontrer les occasions de luy en pouvoir tesmoigner mes ressentiments. Si j'ay assez de bonheur d'avoir lieu de servir Sa Majesté et de vous pouvoir donner des preuves de ma reconnaissance, je tascheray par toute sorte de moyens de vous faire voir que je suis très sincèrement, Monsieur, le très humble et très obéissant serviteur. — Ch. Lorraine, à Bruxelles, 3 février 1649[1]. »

Ces assurances de dévouement étaient assurément bien vagues, mais toutes vagues qu'elles fussent, elles durent apporter quelques consolations à l'âme abreuvée d'amertume de Mazarin, et durent, en même temps, faire renaître quelque espérance dans le cœur d'Anne d'Autriche et de son jeune fils, qui se trouvaient à la merci des Frondeurs, et venaient d'apprendre la mort de Charles Ier, roi d'Angleterre.

Aussi, la régente et son ministre s'empressèrent-ils d'envoyer

1. M. le duc de Lorraine à Mazarin. (*Aff. étr., Lorraine, Pays-Bas*, 1648-1649, t. XXVII, f° 103.)

de nouveau le comte de Brancas au duc de Lorraine (17 février)[1].

Auparavant, le cardinal Mazarin avait essayé d'avoir une entrevue avec le comte de Peñaranda, mais l'ambassadeur de Philippe IV avait refusé de s'aboucher avec lui, sous prétexte « qu'on s'était trop demeuré sur des termes généraux ».

La reine-mère, de son côté, avait envoyé à Peñaranda Claude de l'Aubépine de Verderonne, et attendait avec impatience son retour, car elle désirait ardemment la paix.

Friquet, autorisé par Charles IV, vint trouver Mazarin qui lui dicta ses dernières propositions et lui exprima le désir qu'il avait de voir le duc s'employer comme médiateur entre la France et l'Espagne. Si Philippe IV se contentait de protester de son amour pour la paix, sans en prendre la voie directe, Anne d'Autriche était bien résolue à passer par-dessus les difficultés qui avaient surgi dernièrement au sujet de Clermont-en-Argonne, et à donner toute satisfaction au duc sur ce point.

Le 25 février, M. de Lorraine écrivit au cardinal Mazarin la lettre suivante qui ne fit que fortifier les espérances conçues par la cour de France : « J'ai reçu des mains de M. de Vautorte[2] les lettres qu'il a plu à Vostre Éminence de m'escrire, par laquelle j'ai vu la continuation des bons désirs qu'elle a pour la conclusion de la paix, à quoy je m'estimeray très heureux de contribuer tout ce qui dépend de moy, ainsi que j'ay prié plus particulièrement ledit sieur de Vautorte de tesmoigner à Vostre Éminence, et le désir passionné

---

1. Lettre de la reine à M. de Lorraine, du 17 février 1649, portée par Brancas. Minute de la main de Lionne. (*Passim*, t. XXXV, f° 369.)

2. Vautorte (François Cazet de), conseiller d'État, ambassadeur extraordinaire auprès de l'empereur et des princes électeurs à la diète de Ratisbonne en 1653. Il y mourut en 1654. Il était fils de Louis Cazet de Vautorte, président des enquêtes au Parlement de Bretagne et de Reine Fréard.

Il avait été intendant de justice à l'armée d'Allemagne. Le 12 mai 1650, il fut nommé capitaine des gardes du duc d'Anjou, en remplacement du marquis de Jarzé, qui n'avait pu dissimuler son amour pour la reine Anne d'Autriche.

que j'ay que me croyez comme véritablement je suis, Monsieur, etc. »[1].

Brancas arriva le 1er mars à Sedan, dont Abraham Fabert, fils d'un maître-échevin de Metz, était gouverneur. De cette ville, il écrivit à Mazarin pour l'informer que M. de Lorraine venait de lui envoyer M. de la Brûle, capitaine de ses gardes, mais que cet officier l'avait bien mal renseigné sur les intentions de son maître. Charles IV devait, il est vrai, lui envoyer un second émissaire.

Afin de pouvoir répondre d'une façon précise à cet émissaire, Brancas demanda de nouvelles instructions à Mazarin : Fallait-il, si M. de Lorraine consentait à traiter avec la France, laisser séjourner sur la frontière celui qu'il enverrait ou le conduire à la cour, s'il restait quelques difficultés à résoudre ?

M. de la Brûle ajoutait que M. de Vautorte, envoyé directement à Charles IV par Anne d'Autriche, avait affirmé au duc que M. de Brancas avait reçu de la reine-mère le pouvoir et l'ordre de lui rendre tous ses États.

Cela était vrai, mais cette restitution demeurait soumise à de certaines conditions.

Une chose était évidente, c'est que le Lorrain et Brancas n'étaient plus en désaccord que sur ce qui concernait Clermont-en-Argonne. C'était la seule difficulté que Mazarin avait donné à son agent le pouvoir de trancher lui-même, mais, à en croire M. de Lorraine, ce n'était pas ainsi que M. de Vautorte s'était expliqué, et il était convaincu que le cardinal était décidé à lui restituer immédiatement et sans débats quelque place de son duché.

Le comte de Brancas détrompa M. de la Brûle et lui affirma que la cour de France n'avait jamais délibéré sur cette question, et que c'était la première fois que Charles IV émettait cette prétention « ridicule ».

---

1. Lettre de Charles IV de Lorraine à Mazarin, Bruxelles, 25 février 1649. (*Passim*, f° 373.)

Toutefois, M. de la Brûle, en quittant Sedan, assura à Brancas qu'il recevrait toute satisfaction, tant son maître avait le désir de complaire à la reine-mère.

Pour mieux préparer la cour de France à accueillir favorablement les ouvertures du prince exilé, le capitaine des gardes du duc de Lorraine affirma à Brancas (mais fallait-il le croire?) que Charles IV avait refusé de répondre aux propositions que lui avait faites le Parlement de Paris, et qu'il n'avait pas voulu prêter ses troupes aux Espagnols.

M. de la Brûle promit au comte de Brancas d'envoyer immédiatement un courrier à M. de Lorraine, afin de lui rendre compte du résultat négatif de leurs conférences[1].

Brancas devait recevoir une réponse du duc le 16 mars.

Entre temps, Dom Antonio de la Cueva, lieutenant-général de l'archiduc Léopold, s'avança vers la frontière française avec la cavalerie espagnole.

Il fut bientôt rejoint par l'archiduc, Peñaranda et d'autres généraux.

Tous s'acheminèrent vers Valenciennes (5 mars).

L'archiduc envoya à Peñaranda Don Francisco Romero pour lui apprendre sa marche en avant.

Nous avons dit que le Parlement avait, dès les premiers troubles de Paris, envoyé M. de Laigues à Bruxelles. Cet agent de la Fronde avertit le gouvernement des Pays-Bas qu'aussitôt que l'armée espagnole serait sur la frontière, deux présidents du Parlement viendraient y signer le traité d'alliance projeté entre les Frondeurs et l'Espagne.

M. de Laigues rencontra à Bruxelles la duchesse de Chevreuse.

Elle, aussi, entretenait des relations suspectes avec le Parlement de Paris, avant son retour dans cette ville, qui eut lieu le 12 avril 1649.

L'archiduc Léopold, en acheminant son armée vers la frontière française, était décidé, avant d'aller plus loin, à attendre

1. Voir Branquas (*sic*) à Mazarin, Sedan, 1er mars 1649. (*Passim*, f° 375.)

la conclusion du traité convenu avec 'e Parlement, car il craignait que, s'il s'avançait trop au delà de la frontière, le Parlement de Paris, devant la honte d'une invasion, ne se réconciliât, à ses dépens, avec la cour de France alarmée par le péril commun et amenée, malgré elle, à faire des concessions aux Frondeurs.

Ce qui n'empêcha pas le frère de Ferdinand III de concentrer ses troupes autour de Cambrai (7 mars) et de se loger, le lendemain, à Fonsommes, à une lieue de Saint-Quentin.

M. de Lignières, gouverneur de Saint-Quentin, craignit pour la sûreté de la place que le roi de France lui avait confiée[1].

Une partie de l'armée lorraine arriva à l'Arbre-de-Guise, au sud-est de Câteau-Cambresis, sous le commandement du duc de Lorraine.

Plusieurs de ses régiments, conduits par Charles de Mailly, baron de Clinchamp, se logèrent à Étréaupont[2], à Vadencourt[3], à Noyal[4], à Crécy[5], à Pontavert[6] et Eppes[7], près de Laon.

Le comte Philippe-Emmanuel de Ligniville se cantonna aux environs de La Capelle-en-Thiérache[8] avec la cavalerie lorraine.

De la frontière qu'il était sur le point de dépasser, Charles IV envoya au comte de Brancas, qui était resté à Sedan, un de ses secrétaires, porteur d'une lettre qu'il lui adressait. Il n'y répondait d'aucune façon aux questions que l'agent de Mazarin lui avait fait poser par M. de la Brûle. Il l'avertissait seulement

---

1. Voir lettre de M. de Lignières à Mazarin, Saint-Quentin, 8 mars 1649. (*Aff. étr. Pays-Bas*, t. XXVII, f° 132.)

2. Aisne, arrondissement de Vervins, canton de La Capelle.

3. Vadencourt (Aisne), arrondissement de Vervins, canton de Guise.

4. Noyal (Aisne), arrondissement de Vervins, canton de Guise.

5. Crécy-au-Mont, arrondissement de Laon, chef-lieu de canton, ou Crécy-sur-Serre, même arrondissement, chef-lieu de canton.

6. Aisne, arrondissement de Laon et canton de Neufchâtel-sur-Aisne.

7. Aisne, arrondissement et canton de Laon.

8. Aisne, arrondissement de Vervins, chef-lieu de canton.

que, s'il s'approchait si près de la frontière, c'était « pour faire ce qu'il plairait à la cour[1] ».

Le secrétaire, qui avait apporté à Brancas la lettre du duc, avait reçu de lui l'ordre d'accompagner le comte à Saint-Germain-en-Laye, où se trouvait la cour de France; mais ce secrétaire n'avait aucun pouvoir pour traiter, ni mission de faire de nouvelles propositions à Mazarin, « mais seulement de faire de belles civilités[2] ».

C'était, convenons-en, une étrange façon d'agir, mais qui ne nous étonne pas de la part du duc de Lorraine.

Brancas eut la naïveté de trouver singulière la conduite du prince et exprima à son secrétaire toute sa stupéfaction.

Il refusa de le conduire à la cour, lui affirmant qu'il y serait mal reçu, après les atermoiements de son maître qui agissait comme un homme qui a deux cordes à son arc et qui semblait attendre la fin de l'apaisement de la crise parisienne pour prendre un parti.

Au secrétaire de Charles IV Brancas ne manqua pas de faire remarquer que le duc, qui semblait vouloir se jouer de Mazarin et de la régente, se trouverait bientôt la dupe de ses tergiversations, vu qu'à Saint-Germain l'on avait la sérieuse espérance de se réconcilier bientôt avec le Parlement de Paris.

Le secrétaire de M. de Lorraine retourna à son camp avec une lettre explicative que Brancas lui avait remise pour son maître et dont il attendait la réponse.

Charles IV ne pouvait, suivant toutes les probabilités, entrer en France que dans huit jours, car les troupes lorraines cantonnées à Paliseul, dans la province de Namur, ne devaient s'acheminer vers Gembloux que le 14 mars, pour de là rallier le gros de l'armée ducale qui se trouvait le 13 à Namur.

Brancas comptait, en cas d'incidents, prendre les avis de Fabert.

---

1. Brancas à Mazarin, Sedan, 13 mars 1649. (*Aff. étr. Lorraine*, t. XXXV, f° 378.)

2. *Passim*.

« M. Fabert, écrivait-il, le 13 mars, à Mazarin, outre l'affection qu'il a au Roy, en a une toute particulière pour Vostre Éminence. »

Au rapport que Brancas envoya à Mazarin sur les négociations qu'il avait entamées inutilement jusqu'alors avec les agents du duc de Lorraine, il ajouta la lettre que ce dernier venait de lui adresser. En même temps il tint au courant de ses relations secrètes avec Charles IV le maréchal de l'Hôpital qui commandait un corps d'armée en Champagne[1].

Les députés du Parlement, que l'archiduc Léopold attendait à Pontavert, n'y vinrent pas ; mais le marquis de Noirmoutiers, muni des pleins pouvoirs du Parlement, signa un traité d'alliance avec l'Espagne (11 avril)[2].

Charles IV se faisait un mérite, aux yeux de Mazarin, de ses atermoiements, car, prétendait-il, il avait retardé par la lenteur de ses négociations l'entrée des Espagnols en France.

Chose remarquable, aucuns désordres ne furent commis par l'armée espagnole ni par les Lorrains lors de leur présence sur les frontières françaises. Tous les soldats reçurent l'ordre de payer leurs vivres, et l'archiduc Léopold chargea le comte Peñaranda et Ernest de Mercy, prévôt du chapitre de Lille, et son aumônier, de tenir la main à ce que la plus grande discipline contînt l'armée d'invasion, et lui interdit toutes exactions.

La paix de Rueil avait apaisé momentanément les Parisiens et le Parlement (11 mars).

La reine ne voulut pas souscrire à l'exil de Mazarin, mais elle accorda de grandes faveurs aux chefs des Frondeurs. Noirmoutiers et Laigues n'eurent qu'à se féliciter de ce qu'on leur concédait. Le marquis de Vitry obtint un brevet de duc, et le

---

1. *Passim*.

2. Chargé par la reine, le 11 janvier 1649, de garder le poste de Corbeil et d'empêcher les vivres d'entrer à Paris, il refusa, sous prétexte qu'il ne voulait affamer ni sa femme, ni ses enfants, ni ses amis qui se trouvaient à Paris.

duc de Bouillon, ainsi que le duc d'Elbeuf, reçurent leur part des libéralités royales.

Le mercredi saint, Le Tellier envoya un courrier à Anne d'Autriche pour lui annoncer l'acceptation de ses propositions de paix, et la semaine sainte se passa, à Saint-Germain, en dévotions.

Mais, malgré les instances des députés du Parlement de Paris, du clergé de cette ville et du corps des marchands et métiers, la reine-mère refusa de rentrer dans Paris et résolut d'aller passer quelque temps à Compiègne. Conti, amené par le duc de Condé, son frère, vint saluer Anne d'Autriche à Saint-Germain; le duc d'Orléans lui présenta le duc d'Elbeuf, et le prince de Conti le duc de Bouillon, le prince de Marsillac, le comte de Maure et beaucoup d'autres chefs de la Fronde (avril).

La duchesse de Chevreuse revint à Paris aussitôt qu'elle apprit la réconciliation de la cour avec le Parlement et le parti des Importants (12 avril). Son mari alla demander à la régente une permission de séjour à Paris pour elle, ce qui lui fut refusé; mais Mazarin, « comme il faisait profession publique de bonté et de vouloir pardonner à ses ennemis, » lui accorda ce qu'elle désirait.

La duchesse de Longueville cherchait en ce moment à détacher le prince de Condé du parti de la cour. Le duc, son mari, fit sa soumission et feignit de devenir l'ami de Mazarin.

Le comte d'Harcourt vint saluer la reine à Saint-Germain. On lui donna le commandement d'Alsace et une abbaye pour un de ses enfants. C'était la récompense de sa défense de la Normandie, bien qu'il n'ait pu réussir à déloger le duc de Longueville de Rouen, mais il avait empêché les Espagnols et les Lorrains d'envahir cette province. L'entrevue, qui eut lieu quelque temps après entre Anne d'Autriche et M^me^ de Longueville et sa fille, fut empreinte de froideur. La belle duchesse ne pardonna pas à la régente sa réception glaciale.

Le projet d'un mariage entre le duc de Mercœur et l'aînée des nièces de Mazarin, formé par le duc de Vendôme et Ma-

zarin, déplut au prince de Condé auquel sa famille reprochait de n'être que le valet du cardinal, et son mécontentement fut attisé par sa sœur, la duchesse de Longueville.

Pendant le séjour de la cour à Compiègne, Charles IV continua à vouloir traiter avec Mazarin.

Le 20 mars, Louis de Bridieu, gouverneur de Guise, homme énergique, qui avait juré de défendre jusqu'à la mort la ville qui lui avait été confiée, avertit le cardinal qu'il venait de recevoir une lettre de Charles IV des mains du secrétaire du duc de Guise.

Dans cette lettre, M. de Lorraine semblait prêt à ouvrir de nouvelles négociations avec la cour et tout disposé à un accommodement. Il s'excusait de n'avoir pas écrit lui-même à la reine mère et à Mazarin, et en donnait comme cause l'indiscrétion du gouvernement des Pays-Bas qui interceptait ses lettres et le faisait surveiller avec soin, prétendant connaître ses pensées les plus secrètes.

Il affirmait, ce que M. de la Brûle avait dit à M. de Brancas, que M. de Vautorte lui avait assuré à Bruxelles que le cardinal avait délégué tous ses pouvoirs à son agent.

Cela était faux, comme nous l'avons dit plus haut.

Malgré ce malentendu fâcheux, M. de Lorraine avait le désir de témoigner son amitié à la reine mère et à Mazarin. Mais, nonobstant la « passion » qu'il avait de leur être agréable, il ne pouvait, disait-il, négliger tous ses intérêts après tant d'allées et venues et de pourparlers sans résultats, en abandonnant les Espagnols, puisqu'on ne répondait pas d'une façon formelle à ses demandes et que M. de Brancas n'avait pas reçu la mission de le rétablir dans ses États.

Il désirait cependant trouver l'occasion de recevoir les « grâces » de Louis XIV et demandait à être informé des dernières intentions de Mazarin, qu'il suppliait de lui envoyer une personne qui eût reçu de lui plein pouvoir non pas de traiter avec lui, mais de le « remettre en ses places ».

Charles IV pria Bridieu de lui faire remettre la réponse du cardinal à ses ouvertures d'accommodement, si elle lui était

favorable, et il lui indiqua le lieu où il pourrait se rencontrer avec l'agent de Mazarin.

Bridieu s'offrit à servir d'intermédiaire entre Charles IV et la cour de France[1].

Dès que l'archiduc Léopold eut appris la réconciliation provisoire du Parlement de Paris et des chefs des Frondeurs avec la cour, il convoqua M. de Lorraine à Landrecies où le Parlement de Paris, malgré sa soumission apparente, avait envoyé le marquis de Noirmoutiers et MM. de Laigues et de Saint-Ibar (dimanche des Rameaux).

Charles IV, sans attendre la réponse de Mazarin, accepta l'invitation de l'archiduc Léopold et se rendit au rendez-vous indiqué, en compagnie du comte de Garcies.

A Landrecies, il conclut avec le gouvernement des Pays-Bas un nouveau traité d'alliance et lui promit 36 régiments, dont trois devaient rester dans le Luxembourg. Les autres se mettraient sous les ordres de Léopold (mars).

Quelque temps après l'échec des négociations entamées par le marquis de Brancas, la princesse de Cantecroix mit au monde, à Bruxelles, Henry de Lorraine, prince de Vaudémont (17 avril).

L'archevêque de Malines défendit de nouveau à Charles IV de cohabiter avec sa maîtresse.

Bientôt l'archiduc Léopold repassa la frontière, après avoir envoyé à Paris le marquis de la Baume, qui y arriva fort tard.

L'archiduc n'avait pas dépassé Crépy-en-Laonnois[2].

Son but avait été de faire lever le blocus de Paris par sa marche en avant.

La sagesse du premier président de Mesmes, qui détermina ses collègues à s'accommoder avec la cour, rendait l'intervention du gouverneur des Pays-Bas inutile.

Le maréchal de Rantzau venait d'être interné à la Bastille.

---

1. Voir lettre de Bridieu à Mazarin, de Guise, 20 mars 1649. (*Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXVII, f° 132.)

2. Aisne, arrondissement et canton de Laon.

Ce fut le maréchal du Plessis-Praslin[1] qui fut chargé par Mazarin de s'opposer aux efforts de Léopold.

Ce dernier, prenant les devants, ordonna au marquis de Sfondrato d'investir Ypres avec le corps qu'il commandait du côté de la mer.

L'archiduc, revenant sur ses pas, rentra dans les Pays-Bas, repassa la Lys et arriva devant Ypres, dont le blocus avait commencé le 11 avril.

Après avoir mis ses lignes en état de défense, il ouvrit la tranchée le 23.

Beaujeu, gouverneur de la place en l'absence de Palluau, fit une grande sortie au cours de laquelle il renversa toute l'attaque des soldats de don Gaspard Bonifacio. Celui-ci vint au secours de ses troupes et força les Français à rentrer dans Ypres.

Le lendemain, les batteries espagnoles commencèrent à ruiner les batteries de la place, et les Italiens, qui étaient de garde, repoussèrent, le 3 mai, une grande sortie des assiégés. Le 4, ils s'emparèrent de la contrescarpe. Le 6 et le 7, les Espagnols attachèrent le mineur au pied du rempart.

Beaujeu se trouva forcé de capituler (10 mai).

Pendant le siège d'Ypres, don Carlos Campi, avec les garnisons d'Armentières, de Saint-Omer et d'Aire et quelques troupes de renfort qu'on lui envoya, attaqua Saint-Venant, le 21 avril, et le battit si rudement que, le 25, les soldats français en sortirent. Ils furent conduits à Corbie.

L'insuccès des négociations commencées avec Charles IV au mois de mars ne découragea pas Mazarin.

Pendant le siège d'Ypres, il envoya M. du Plessis-Besançon, dès qu'il eut reçu la lettre de M. de Bridieu, gouverneur de Guise, qui lui faisait connaître le désir du duc de Lorraine de traiter de nouveau avec lui.

L'ancien sergent de bataille de M. de Turenne devait se ren-

---

1. César de Choiseul, duc de Choiseul, comte du Plessis-Praslin, pair et maréchal de France, mort en décembre 1675.

contrer, à Sedan, avec Rousselot d'Hédival, conseiller d'État et secrétaire de Charles IV, qui avait été fait prisonnier en 1645, près du canal de Bruges, par les éclaireurs du maréchal de Rantzau, et que nous avons vu faire si triste figure au congrès de Munster[1].

Ce serviteur dévoué cachait sous des dehors peu flatteurs un cœur de héros. Lorsqu'il arriva à Sedan, il était porteur des pleins pouvoirs de son maître et s'était fait annoncer par Bridieu (29 mars).

Voici les conditions que Rousselot posa à du Plessis-Besançon au nom de M. de Lorraine : Charles IV demandait la restitution entière de ses États, pays et duchés de Lorraine et de Bar, villes, châteaux et forteresses, etc., « sans rien en démolir, et tous ses biens et droits quelconques, situés tant en Lorraine et en Barrois qu'en évêchés de Toul, Metz et Verdun, diocèses de Trèves et Strasbourg et partout ailleurs, comme Son Altesse les tenait l'an 1630, cessation des arrêts rendus contre sa personne et les siens, et que les minutes en fussent biffées des registres de la cour, que dans le traité il fût spécifié que la Lorraine demeurerait en neutralité ».

La révolte de Turenne contre l'autorité royale encourageait Charles IV à exagérer ses exigences. Elles dépassaient celles dont il avait fait montre lors des conférences de M. de la Brûle, capitaine de ses gardes, avec le marquis de Brancas, et étaient beaucoup moins raisonnables, si toutefois on peut reprocher à un souverain dépossédé de vouloir profiter des embarras de son spoliateur pour rentrer en possession de son patrimoine et en afficher hautement la revendication.

Les historiens modernes ont à tort reproché à Charles IV la

---

1. Antoine Rousselot, chanoine de la cathédrale de Verdun, puis secrétaire des commandements de Charles IV, était fils de Gérard Rousselot, seigneur d'Hédival, de Fremery, du val de Vaxy et de Morville. Il se maria à Cornelia de Ravenstein, dont il eut Charles-Henri Rousselot. Antoine Rousselot fut tué près de Durlach, en 1654. Il présenta, le 9 novembre 1646, à Munster, une protestation au nom de Charles IV et de François de Moy-Chaligny, évêque de Verdun. (*Aff. étr. Lorraine*, t. XXXIV, f° 590).

persistance de ses protestations au sujet de la spoliation dont il était la victime.

Quelques-uns d'entre eux lui ont fait un crime de ne pas s'être jeté dans les bras de la France et de n'avoir pas consenti à l'annexion pure et simple de ses États héréditaires à ce royaume. Dans sa lutte inégale avec Richelieu et Mazarin, il eut le grand tort de manquer de franchise et d'user de mauvaise foi ; mais peut-on lui reprocher de n'avoir pas compris que la possession de la Lorraine était indispensable à la sécurité de la France?

Du Plessis-Besançon fit observer à Rousselot d'Hédival que, vu les droits acquis par Louis XIV sur les Trois-Évêchés et reconnus par le traité de Munster, il n'y avait pas moyen de restituer à Charles IV les territoires dépendant de ces Trois-Évêchés, qu'il les eût possédés en propre ou par engagement, soit qu'on procédât avec lui par voie d'échange ou autrement.

De plus, Mazarin exigeait de M. de Lorraine un passage libre à travers la Lorraine, qui pût permettre à l'armée française de se rendre facilement en Allemagne.

Sans revenir sur les concessions faites récemment au duc de Lorraine, avant le traité de Rueil, le cardinal demandait que ce prince fournît au roi de France un contingent de 6,000 hommes, tant fantassins que cavaliers, et lui abandonnât d'une façon définitive Clermont-en-Argonne, Stenay et Jametz dont il venait, au mois de décembre dernier, de donner le gouvernement au prince de Condé.

Le cardinal ne promettait à Charles IV aucune compensation pour Jametz.

Quant aux autres places, on s'en tenait aux conventions précédemment stipulées.

Il était impossible de s'entendre, car Rousselot d'Hédival déclara à du Plessis-Besançon qu'en dehors de toutes autres questions, il ne pouvait traiter avec lui que sur le terrain de la restitution de Nancy au duc, son maître, ou, en échange de cette ville, de celle de Stenay, Jametz et Marsal, en l'état actuel où se trouvaient ces places.

Du Plessis-Besançon ne voulut pas accepter cette mise en demeure.

Aux observations qu'il adressa à Rousselot sur le nouveau traité conclu entre Charles IV et l'Espagne, l'agent du duc lui répondit que son maître venait de dénoncer ce traité et que, du reste, l'argent qu'il recevait de l'Espagne n'était que le prix du pain fourni à ses soldats.

Quant à la présence des troupes lorraines au siège d'Ypres, que du Plessis reprochait au duc, Rousselot présenta de singuliers arguments pour atténuer l'effet de la part prise par l'armée de Charles IV à ce siège. Il prétendit qu'elle n'était pas campée dans la circonvallation tracée par le marquis de Sfondrato autour d'Ypres.

Cela pouvait être vrai au début, car le gros de l'armée lorraine, qui prit part au siège de Saint-Venant, sous les ordres du prince de Lixheim, resta dans cette ville, après sa capitulation, ainsi que sur les rives de la Lys; mais, le 3 mai, lorsque le sergent de bataille, Jean del Ponti, quittant son quartier général devant Ypres, se fut emparé avec ses régiments italiens de la demi-lune, située au-dessus de la contrescarpe, c'est avec le concours du régiment allemand et de la cavalerie lorraine qu'il réussit à s'y maintenir, celle-ci ayant repoussé la garnison jusqu'à ses postes[1].

Rousselot affirma à du Plessis-Besançon qu'en se maintenant à Saint-Venant et sur les rives de la Lys, le prince de Lixheim n'avait eu qu'un but, d'accord en cela avec Charles IV, son beau-frère, c'était celui de se rendre maître de cette rivière et de garder ainsi la liberté de ses allures.

Quoi qu'il en soit, Rousselot, pressé d'aller retrouver Charles IV à Bruxelles, où il était resté pendant le siège d'Ypres

1. *Aff. étr., Fonds France.* Mémoires et Documents, CCCCVI, 203.

Voir également *Campagnes de Flandres de 1649,* par Jean-Antoine Vincart, secrétaire des avis secrets de guerre, publiés d'après un manuscrit de la Bibliothèque royale de Madrid, par Eugène Lemeere, étudiant à l'Université libre de Bruxelles. (Académie royale de Belgique, 5e série, t. IV. IVe *Bulletin*, 1894.)

et de Saint-Venant, ne voulut faire aucune concession ni rabattre rien de ses prétentions, alléguant que ses pouvoirs n'étaient pas assez étendus.

Il demanda au plénipotentiaire français un délai de deux jours, qui lui permît de se concerter avec son maître et de recevoir de lui de nouvelles instructions (5-6 mai).

Rousselot ne revint pas. Quatre jours plus tard Ypres capitulait, et le prince de Lixheim recevait l'ordre de l'archiduc Léopold de se porter du côté de Valenciennes et de Douai avec les troupes qui n'avaient pas pris part au siège d'Ypres, afin d'observer les mouvements de l'armée française et de s'opposer à sa marche en avant.

Du Plessis-Besançon attendit, auprès de Sedan, que Fabert lui donnât l'ordre d'y revenir. Rousselot retourna à Bruxelles, mais on ne le revit pas à Sedan.

A sa place y arriva bientôt le sieur de La Fontaine, porteur des mêmes instructions que son prédécesseur. L'agent de Mazarin ne put acquiescer aux exigences émises par le duc de Lorraine.

De guerre lasse, La Fontaine fit l'abandon de la ville et de la citadelle de Stenay pour toujours, moyennant compensation « à la bienséance du duc ».

Sinon, pas d'accommodement, même contre un million en or versé annuellement à Charles IV par Anne d'Autriche.

Ce qui augmentait les exigences de M. de Lorraine, devenues de jour en jour plus grandes, c'était assurément l'état critique où, malgré la paix de Rueil, se trouvait la cour de France, et les succès remportés coup sur coup par Léopold d'Autriche qui avait reconstitué son armée et réparé les pertes éprouvées à la bataille de Lens.

Charles IV savait que le comte d'Harcourt n'avait pu encore quitter Paris, éprouvant de grandes difficultés à recruter une armée capable de lutter contre l'armée espagnole dans les Flandres.

Du Plessis-Besançon retourna donc à Compiègne où la cour se trouvait depuis le 2 mai, sans avoir rien conclu.

Il y eut de fréquentes entrevues avec le duc et la duchesse d'Orléans, qui étaient convaincus que Charles IV était décidé à ne pas se réconcilier avec la cour de France[1].

Détesté par les populations flamandes, le duc de Lorraine avait réussi à se rendre populaire à Bruxelles, dont il flattait la bourgeoisie et le peuple par ses allures familières, qu'il amusait par ses excentricités et qu'il enrichissait par ses dépenses et ses libéralités répandues à dessein, car il était fort parcimonieux dans sa manière de vivre habituelle et gardait pour son usage personnel tout l'argent que le gouvernement espagnol lui faisait verser pour l'entretien de ses troupes, laissant à ses soldats le soin de se nourrir aux dépens des pays où ils se trouvaient cantonnés.

A Bruxelles, Charles de Lorraine ne manquait pas de prendre part aux fêtes publiques et de se mêler à la foule qui l'acclamait et lui pardonnait ses exactions et celles de ses soldats, exactions plus nuisibles aux paysans qu'aux citadins.

Peu apprécié des chefs militaires qu'il froissait par ses exigences et ses railleries, et qu'il inquiétait par ses menaces incessantes de rupture et ses refus intermittents de prendre une part active et personnelle aux opérations militaires qu'il critiquait au besoin, attendant les événements et se réservant pour l'avenir, il distrayait son oisiveté par les plaisirs que lui offrait Bruxelles dont il avait fait sa résidence habituelle[2].

La compagnie des arquebusiers de Bruxelles, qu'on nommait la *Gulde de San Cristoval,* avait organisé un tir au *Papegai*[3], le 1[er] mai 1649, à l'époque de la Kermesse, dix jours avant la capitulation d'Ypres et cinq à six jours après celle de Saint-Venant[4] :

---

1. Voir *Mémoires de Dupʼessis-Besançon,* édités par le comte Harric de Beaucaire, pp. 68 et suiv. — Lettre de Rousselot d'Hédival, annonçant à du Plessis-Besançon que Charles IV lui envoyait le sieur de la Fontaine, 5 mai 1649. (*Aff. étr. Lorraine.*)

2. Voir *Mémoires du marquis de Beauvau.* A la Sphère.

3. Le perroquet.

4. Il y avait annuellement, à Bruxelles, plusieurs *Kermesses.* Celle dont il s'agit était la fête du *Serment* des arquebusiers.

Le récit qu'en font le marquis de Beauvau et don Calmet, ainsi que la *Gazette*

« Celui qui a la gloire de l'abattre [*le Papegai*], dit le marquis de Beauvau, jouit de certains privilèges que la ville lui accorde pour reconnaissance de son adresse, dont le principal est l'affranchissement de toutes sortes de tailles et de servitudes, et porte le nom de roi de la Kermesse, jusqu'à ce qu'un autre, l'année suivante, l'ait débusqué de sa royauté. Si c'est quelque pauvre artisan qui emporte le prix, la ville fait le festin et les frais de la fête ; mais, si c'est quelque personne riche et de qualité, elle en fait, elle-même, la dépense. »

L'archiduc Léopold invita le duc Charles à prendre part à cette fête populaire.

M. de Lorraine, après quatre essais infructueux, abattit le Papegai. Applaudissant à ce succès, le peuple l'acclama aux cris de : Vive le roi de la Kermesse !

Aussitôt le Hofman ou chef de la compagnie des arquebusiers, don Francisco Donghelberghe, mit avec beaucoup de respect au cou de Charles IV le collier auquel était suspendu le Papegai, et le roi fut conduit par la Gulde en grande pompe, à travers la ville, au son des trompettes et des tambours, jusqu'à la maison de la confrérie, aux cris mille fois répétés de : Vive le Roi !

Le roi de la Gulde portait le Papegai devant lui.

A la maison de la Gulde eut lieu un banquet splendide, auquel Charles IV prit part aux côtés de l'Hofman, et les confrères de la Gulde conduisirent le duc à l'hôtel de Berghes, sa résidence. Là, sa fille Anne lui présenta une couronne de lauriers.

La princesse de Cantecroix avait fait préparer un nouveau banquet en son hôtel. Les confrères, se sentant de nouveau en appétit, lui firent le plus grand honneur.

---

de France, diffère en plusieurs points de la relation de Vincart dont nous nous servons. Celle publiée par M. Rouyer s'en rapproche (Voir *Deux relations contemporaines de la Fête donnée à Bruxelles par Charles IV, duc de Lorraine, etc., le 24 mai 1649*, par Jules Rouyer, Nancy, 1881). Au musée de Bruxelles, on admire un tableau d'Antoine Sallaert, représentant la Solennité du tir à l'arbalète. Il rappelle le souvenir de la victoire remportée au Papegai par l'infante Isabelle en 1615.

A la porte de l'hôtel et dans toute la rue furent allumés des feux de joie.

Quelques jours après eut lieu une nouvelle fête qu'on appelait l'Ommegang[1] (21 mai).

Les cinq Guldes y prirent part et y firent parade de leurs armoiries.

Charles IV se montra à la procession de la Gulde de San Cristoval, en qualité de roi. Devant lui marchaient un grand nombre de musiciens, porteurs de trompettes et de timbales, suivis de chevaliers dont les armes étaient dorées et qui portaient sur leur poitrine la croix de Jérusalem. Ils tenaient une épée nue à la main.

Cette compagnie était suivie d'un char de triomphe où se trouvaient le Monde et la Fortune planant sur leur globe, et derrière ce char de triomphe défilait une autre compagnie d'hommes armés et portant sur leur poitrine la croix de Jérusalem, rappelant le symbole sous lequel les ancêtres de Charles IV avaient conquis la Terre-Sainte et Jérusalem.

Cette compagnie était suivie, à son tour, d'un autre char de triomphe, avec beaucoup de « bandières », tiré par six chevaux portant des brides et des harnais d'argent.

Dans ce char était assis Godefroy de Bouillon, recouvert de son armure, suivi d'un cheval sans cavalier, mené en main par deux jeunes garçons. Ce cheval avait aux pieds des fers d'argent et portait sur son dos une selle très riche, une bride et des harnais d'argent.

Ensuite venaient les confrères armés, marchant devant San Cristoval, tous revêtus d'écharpes de soie jaune et portant sur leur coiffure des plumets de même couleur.

Les doyens avaient sur la poitrine une médaille d'or.

---

1. L'infante Isabelle, ayant reçu du magistrat de Bruxelles, comme reine du grand serment, un don de 25,000 florins, employa cette somme à une fondation, au Sablon, en faveur de douze jeunes filles, à chacune desquelles était destinée une dot dont la collation se renouvelait tous les ans.

Le musée de Bruxelles possède un tableau d'Antoine Sallaert, qui représente la procession de l'Ommegang.

Lorsque Charles IV fut arrivé sur la place de Bruxelles, où se trouvait l'archiduc Léopold, à une fenêtre, il lui fit remettre par M. de Saint-Martin, son premier conseiller, un présent d'une inestimable valeur, consistant en une licorne admirable, haute de six pieds et demi, « présent conforme à sa grandeur et à sa générosité ».

Anne d'Autriche, dit le marquis de Montglat, fut désolée de la perte de Saint-Venant et d'Ypres. Comment y remédier et empêcher de nouveaux revers, car l'armée, qui avait bloqué Paris, se trouvait si fatiguée qu'il fallut l'envoyer se refaire dans diverses garnisons?

Afin de la fortifier, Mazarin fit appel à l'armée d'Allemagne que lui amena d'Erlach. Ayant fait rendre la liberté à Rosen, que Turenne avait fait emprisonner, il lui donna le commandement d'un petit corps d'armée dans le Luxembourg.

Erlach arriva à Saint-Quentin avec l'armée de Turenne.

Mazarin vint l'y voir et régala tellement bien les principaux officiers du corps weimarien, qu'ils s'enivrèrent tous « à la mode d'Allemagne ».

C'est au Catelet que les soldats d'Erlach rejoignirent le gros de l'armée française, qui comptait 32,000 hommes et dont le commandement avait été donné par Anne d'Autriche au comte d'Harcourt, un cousin de Charles IV[1].

En Flandre, Palluau, craignant quelque tentative du comte de Fuensaldaña sur Furnes, fit achever le réduit d'Adinkerke et en construire un nouveau à Molino, entre Bergues et Hondschootte. Il renforça les garnisons de Furnes et de Bergues, chacune de 400 hommes. La garnison de la première de ces villes s'éleva à 2,500 hommes, et Palluau y entra en y rassemblant, autant qu'il put, toutes les troupes des places voisines. Le bruit courait qu'il espérait se rendre maître

1. Henri de Lorraine, fils de Charles de Lorraine, duc d'Elbeuf, naquit le 20 mars 1601, et mourut le 25 juillet 1661. Il était surnommé le Cadet à la Perle. Après de nombreux succès, en Italie et en Espagne, il avait échoué devant Lerida, en 1646.

d'Ypres qu'il avait eu le malheur de laisser prendre par les Espagnols.

Mais en ce moment la révolte se mit parmi ses soldats mécontents de ce qu'on ne les payait pas, surtout à Dunkerque, où les ennemis s'étaient emparés de la porte Saint-Eloy et du fort de Léon.

Lorsque le comte de Fuensaldaña fut averti par le comte de Garcies, gouverneur de Cambrai, de la jonction des troupes françaises près du Catelet, on ignorait encore, du côté des Espagnols, les desseins du comte d'Harcourt. Aussitôt que l'archiduc Léopold eut appris qu'il avait le projet de faire le siège de Cambrai, Garcies ordonna à quelques régiments d'infanterie et à quelques escadrons de cavalerie, qui se trouvaient près de Bouchain, d'essayer d'entrer dans Cambrai avant que l'armée française n'eût pris ses positions près de cette place.

Mais il était de toute importance de défendre auparavant les passages de l'Escaut et de tenir en éveil par quelques escarmouches les éclaireurs français jusqu'à l'arrivée des soldats auxquels le comte de Garcies venait de faire appel.

Le secours demandé entra dans Cambrai. C'était le régiment allemand du baron de Berlo et le régiment irlandais du mestre de camp Morfi, avec trois compagnies de cavaliers sous la conduite de don Tito Toralto[1].

Peu de jours auparavant était entré dans la place don Fernando de Solis avec son régiment composé d'Espagnols, ainsi que le mestre de camp Arias Gonçalo.

A peine ces renforts avaient-ils pu se glisser dans Cambrai que l'armée française vint occuper ses positions et en commença le siège (24 juin).

La ville se trouva hermétiquement bloquée.

---

1. Une relation des événements militaires qui eurent lieu dans les Pays-Bas catholiques de 1648 à 1653, relation dictée par le comte de Fuensaldaña, capitaine-général de l'armée espagnole, prétend que sur ces six régiments il ne put en entrer que trois dans Cambrai. (Papeles originales. Successos de España. Bibliothèque royale de Madrid.)

L'archiduc Léopold, dès qu'il en fut averti, ordonna au comte de Fuensaldaña de se diriger en toute hâte avec son armée au secours de Cambrai. Lui-même arriva le 25 juin, à midi, à Valenciennes et y trouva Fuensaldaña et le prince de Lixheim, époux de la princesse de Phalsbourg. Les troupes espagnoles affluaient de toutes parts[1]. Fuensaldaña les fit avancer jusqu'à Bouchain.

Accourut également à Valenciennes le duc Charles IV avec ses troupes, qui passèrent au-dessous de cette ville sur des ponts que les bourgeois avaient préparés. Les Lorrains formaient un contingent de 5,000 fantassins et de 4,000 cavaliers. Ils s'avancèrent également vers Bouchain, et Charles IV s'installa à l'abbaye de Vicogne, au nord-est de Valenciennes[2].

Le marquis de Sfondrato rallia l'armée espagnole et les Lorrains à Bouchain avec les troupes de son commandement. Ensuite vinrent quatre régiments du comte de Lamboy, deux de cavalerie des colonels Savary et Doncquel, deux d'infanterie des colonels Bettelberch et Paul de Rycquel, envoyés par Fuensaldaña au-devant des régiments qui n'avaient pu encore atteindre le lieu de rendez-vous assigné.

---

1. « Les Espagnols ont donné l'ordre à toutes les troupes de se tenir prêtes à marcher. Lamboy est parti du pays de Liège pour joindre l'armée. Le comte de Pignerande (*sic*) a envoyé 50,000 écus en Hollande pour acheter des vaisseaux à Ostende. On prépare 6 frégates et l'on tient qu'ils ont dessein d'en pêcher que rien ne vienne à Dunkerque par mer. » (Copie d'un avis que d'Estrades [gouverneur de Dunkerque] a eu de Gand par un homme qui lui est asseuré. [*Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXVII, f° 288.])

2. La relation précédemment citée affirme qu'arrivé à Valenciennes, l'archiduc Léopold invita Charles IV à se rendre dans cette ville pour convenir entre eux des moyens à employer pour secourir Cambrai et qu'il l'engagea à faire marcher ses troupes avec lui. Le duc de Lorraine serait venu seul et, après avoir conféré avec l'archiduc, il serait retourné, sans rien résoudre, à l'abbaye de Vicogne. Il serait reparti, huit jours après, pour Bruxelles, après avoir passé ces huit jours en allées et venues dont il fit son profit, « sa moisson », selon une de ses expressions favorites, ce qu'il faisait toujours en pareilles occasions : « Sacando en ellas sus conveniencias, como hacia siempre en los lances apretados, que llamava su cosecha. » Les faits que nous allons raconter démentent cette assertion mensongère.

Sur ces entrefaites, le comte d'Harcourt avait cerné Cambrai avec son armée, celle de d'Erlach, les troupes venues d'Italie et de Catalogne et 500 pièces d'artillerie. Il divisa ses forces en trois quartiers : il établit le sien à Escaudœuvres, du côté de Bouchain ; le second fut placé, du côté de Douai, sous le commandement du marquis de Villequier[1], et le troisième du côté du Catelet. C'était celui des Allemands, sous le commandement de Ohcm, qui remplaçait Erlach, tombé malade à Péronne.

Aussitôt le comte d'Harcourt ordonna de commencer la ligne de circonvallation, pour empêcher tout renfort d'entrer dans Cambrai.

Il sépara la demi-lune de la ville et fit construire neuf grands forts, en y faisant travailler autant de soldats que de villageois, avec une telle hâte qu'en peu de temps il crut pouvoir fermer complètement les avenues de la ville assiégée.

Le comte d'Harcourt avait sous ses ordres 15,000 cavaliers et 2,000 hommes. Aussi espérait-il pouvoir s'emparer de Cambrai et de sa citadelle en trois semaines.

L'armée espagnole passa, sur des ponts de bateaux, la Sensée, près de Bouchain, entre cette ville et Arleux, à une heure de marche du camp du comte d'Harcourt (1er juillet).

Elle s'installa à Etrun et à Paillencourt, peu de temps après, sur une colline, à une portée de canon des lignes et des tranchées de l'ennemi, entre l'Escaut et la Sensée.

Les Espagnols creusèrent en une nuit leur première tranchée sans être inquiétés par les Français.

Le comte de Garcies, gouverneur de Cambrai, craignant que sa garnison ne suffît point à la défense de cette ville, fit former 12 compagnies de villageois qui s'étaient réfugiés dans la capitale du Cambresis et qui étaient au nombre de mille.

Ces villageois, tous « de braves hommes », reçurent de

---

1. Antoine d'Aumont, de Rochebaron, marquis de Villequier, né en 1601, maréchal de France en 1651, duc d'Aumont en 1665, mort le 13 janvier 1669. Il avait été gouverneur du Boulonnais (V. page 40).

Garcies des patentes et il leur donna pour colonel le major en disponibilité Hertain et pour officiers de vieux soldats.

Quant aux bourgeois de Cambrai, ils offrirent leurs services à Garcies avec le plus grand dévouement.

Tous, mestres de camp, colonels, capitaines et soldats, bourgeois et paysans, jurèrent de se défendre jusqu'à la mort, à l'exemple de leur chef, qui se tenait, jour et nuit, à cheval.

Un jour, Garcies s'étant aperçu que, du côté du quartier du marquis de Villequier, une grand'garde s'était plus avancée et approchée de la ville que les autres, ordonna à ses cavaliers de faire une sortie, en laissant un certain nombre d'entre eux aux portes de Cambrai pour soutenir le gros de sa cavalerie.

Cette sortie fut si bien organisée que la grand'garde de Villequier fut sabrée et massacrée. Le commandant seul eut la vie sauve et fut fait prisonnier. Un capitaine de Croates entra dans le quartier de Villequier et tua un officier français dans sa tente. Son cheval fut blessé, mais put le reconduire jusqu'aux portes de Cambrai.

L'archiduc Léopold fit dire à Charles IV, qui venait de quitter le camp et se trouvait à l'abbaye de Vicogne, qu'il voulait lui parler et qu'il ferait la moitié du chemin si Son Altesse de Lorraine daignait vouloir en faire l'autre.

L'archiduc arriva avec le comte de Fuensaldaña dans une cense nommée Vigni.

Il fut reconnu par les deux Altesses et le gouverneur des armes qu'il était indispensable de secourir Cambrai que le comte d'Harcourt assiégeait depuis huit jours. Mais il y avait deux moyens de le faire : ou introduire dans la ville un secours considérable et suffisant pour la défendre, ou attaquer un quartier des ennemis et se disposer à les combattre.

Dans ce dernier cas, les Français feraient de deux choses l'une : ou ils rassembleraient leurs forces et en formeraient un faisceau compact, ou ils les laisseraient divisées et réparties dans les quartiers éloignés les uns des autres.

Si d'Harcourt se décidait au premier parti, il était à prévoir que quelques-uns de ses quartiers seraient dépourvus de sol-

dats et que les Espagnols auraient toute facilité de faire entrer des renforts dans Cambrai.

Dans le cas où d'Harcourt rassemblerait son armée en un faisceau compact, il restait à l'ennemi la ressource d'attaquer un de ses quartiers avec toutes les forces réunies des Espagnols et des Lorrains, de le rompre et, après ce succès, de bousculer les autres quartiers et toute l'armée française.

C'est à quoi s'arrêta l'archiduc Léopold.

De retour dans son camp, il fut averti par le comte de Garcies que les Français n'avaient pas encore achevé leurs lignes et qu'il y avait un endroit faible dans leur circonvallation.

C'était de ce côté qu'on pouvait faire passer le secours qu'il attendait. Il en indiquait les moyens et le chemin qu'il fallait prendre.

Après de longues délibérations avec Fuensaldaña, se rangeant à l'avis donné par le gouverneur de Cambrai, Léopold chargea le colonel Brœck[1] du coup de main projeté et ordonna à Cayro, commissaire général, de faire avancer vers Bouchain 500 cavaliers des mieux montés, de leur faire mettre pied à terre et de faire enfourcher leurs chevaux par 500 fantassins[2].

A cette infanterie « montée en dragons » se réunirent quatre vieux régiments de Lamboy (900 cavaliers).

Le colonel Brœck, avant de se mettre en marche, reçut des

---

1. Georges de Thiennes, seigneur, puis marquis de Bertho, baron de Brœck, etc., commissaire général de cavalerie, mestre de camp, gouverneur, bailli et capitaine des ville et château d'Aire.

2. Tous étaient capitaines, alferes ou sergents réformés.

Cette mise à pied de cavaliers était une punition qui leur avait été infligée parce que, lors d'une tentative de secours, ces cavaliers, qui portaient des fantassins en croupe, les forcèrent à descendre et les abandonnèrent lâchement.

(Voir Lettre de Mazarin, juillet 1649. *Aff. étr., Pays-Bas,* t. XXVII, f° 275. La date de mai a été indiquée par erreur.)

Dom Calmet prétend que ce fut Charles IV qui fut l'organisateur du coup de main projeté pour secourir Cambrai et qu'il fit marcher dans ce but 400 Allemands résolus. Le récit de Vincart dément cette assertion. Dom Calmet cite, comme preuve de son assertion, une relation manuscrite du Père Donat, Tiercelin, « à lui envoyée par le Père Dumoulin », et l'*Histoire de Louis XIV*, par Larrey.

instructions précises sur l'itinéraire qu'il aurait à suivre. On lui indiqua le quartier faible des ennemis qu'il devait bousculer et la porte par laquelle, de l'avis de Garcies, il devait essayer de pénétrer dans Cambrai.

Une division lorraine, composée de trois régiments, reçut l'ordre de Fuensaldaña de s'avancer par un autre chemin, afin de pouvoir arriver à l'autre porte de Cambrai, la porte de Selle, tandis que Louis Cayro, à la tête d'une autre division de cavalerie, devait marcher vers la ville assiégée par une autre voie.

Harcourt avait été averti par Mazarin du dessein conçu par l'archiduc Léopold. Toute la nuit qui précéda la tentative hardie des Espagnols et des Lorrains, il resta à cheval et rangea son armée en bataille. L'ennemi était à un quart de lieue des lignes françaises.

Pour lui, il n'était que temps d'agir, car il ne fallait plus qu'une demi-journée de travail aux Français pour terminer leur circonvallation.

Le comte d'Harcourt croyait que l'intention des Espagnols était d'introduire, la nuit suivante, par trois endroits différents, des renforts dans Cambrai.

Aussi envoya-t-il l'ordre à M. de Fleckenstein[1] et à M. de Schutz[2], pour la sûreté des quartiers de la cavalerie, dont il avait pris avec lui Mespas, Mazarin et Beintz, de se tenir sur les hauteurs de la Potence et d'être prêts à agir suivant les occasions, en gardant avec eux quatre régiments et le comte de Bussy-Lamet[3], et de se porter du côté du quartier de Beintz. Le comte d'Harcourt devait y passer la nuit.

Cloucq devait s'occuper de l'artillerie ; du Plessis-Bellière[4]

1. Fleckenstein, ancien lieutenant de la Ferté-Senneterre, en Lorraine, devint maréchal de France.

2. Schutz, commandant un régiment allemand.

3. Antoine-François de Lamet, comte Bussy-Lamet, maréchal de camp en 1646, gouverneur de Mézières de 1637 à 1653.

4. Jacques de Rougé, marquis du Plessis-Bellière. En 1647, il était gouverneur d'Armentières, qu'il laissa prendre par les Espagnols.

et le chevalier du Tôt, de même qu'Erlach, reçurent l'ordre de surveiller le quartier des Allemands, ainsi qu'un village fort éloigné de ce quartier.

MM. du Tôt et du Plessis-Bellière assignèrent à l'infanterie française ses postes de combat; de chaque bataillon, dès le commencement de la nuit, devaient être détachés 100 hommes avec 6 officiers, pour agir suivant les circonstances. Les chefs de corps seraient juges des ordres à donner. Les sentinelles furent doublées, et des patrouilles furent organisées très régulièrement d'une brigade à l'autre.

A dix heures du soir, toutes ces prescriptions furent exécutées, et les trois régiments de cavalerie que devait commander M. de Mespas arrivèrent sur les hauteurs de la Potence[1].

M. de Puységur, lieutenant-colonel du régiment de Piémont, qui assista au siège de Cambrai, nous apprend que, près des lignes françaises, le comte d'Harcourt avait installé des postes dans tous les clochers, construits en forme de tours voûtées[2].

Ces postes étaient composés de six hommes, commandés par un sergent. Ils devaient avertir, par un signal convenu, les assiégeants aussitôt qu'un parti ennemi passerait près d'eux et menacerait le camp français.

Le jour, c'était avec de la fumée et, le soir, avec des feux, que ces sentinelles aériennes devaient donner l'alarme.

Selon l'avis émis par M. de Puységur, on renonça à faire coucher les troupes « en bataille » chaque nuit, à la tête de leurs quartiers, ce qu'on n'avait pas fait jusqu'alors.

Dans chaque redan de circonvallation (il y en avait trois par régiment), on installa 100 hommes, et un bataillon, composé de ce qui restait de soldats, fut posté à deux cents pas de chaque redan.

Toute la cavalerie fut placée, par escadrons, en bataille, derrière l'infanterie.

En outre, une vingtaine de pelotons d'infanterie et de cava-

1. Voir Avis touchant Cambrai, 1649. (*Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXVII, f° 408.)
2. *Mémoires de Puységur*, édition Tamizey de Larroque, t. II, p. 80.

lerie furent postés le plus près possible de Cambrai, afin que, si les Espagnols et les Lorrains réussissaient à forcer un quartier, ils trouvassent à qui parler entre ce quartier et Cambrai.

Les Espagnols avaient jeté un pont sur l'angle formé par l'Escaut, près de Cambrai. Quant à l'armée lorraine, elle était campée en deçà du fleuve[1].

Le 3 juillet, à minuit, un des postes installés huit jours auparavant dans les clochers des églises des villages environnants donna le signal convenu. Après lui, ce fut le tour de deux autres postes aériens.

Brœck avait exécuté ponctuellement et avec intelligence les ordres reçus.

Il traversa l'Escaut et marcha résolument vers le quartier des Allemands, en vue duquel il arriva une demi-heure avant le jour (2 juillet).

Toute la nuit, chaque quartier français fut attaqué par les Espagnols. Ce ne fut qu'escarmouches, alarmes continuelles et attaques simulées dans l'intention, de la part des Espagnols, de mieux tromper d'Harcourt sur leur véritable dessein.

Ce fut le poste du régiment de Piémont, où la ligne de circonvallation n'aboutissait pas au redan, que les ennemis attaquèrent le premier, mais ils en furent repoussés.

Ce fut ensuite, une demi-heure avant le jour, le quartier de MM. de Villequier et de Broglie qui fut attaqué et d'où les Espagnols et les Lorrains furent repoussés.

Brœck, dès l'aube, envahit le quartier de Beauvau, où il ne rencontra aucune résistance, les Allemands d'Erlach s'étant portés au secours de MM. de Villequier et de Broglie.

Il semblait avoir de si bons guides, qu'il alla tout droit, dit un témoin oculaire, vers l'endroit le plus mal gardé du camp : aucune cavalerie et fort peu d'infanterie.

Si l'on ne put constater la complicité de quelques traîtres, on eut à déplorer, du moins, une négligence coupable. Beauvau

1. *Passim*, p. 81.
Voir aussi Avis touchant Cambrai, 1649, t. XXVII, f° 406.

n'était point fautif, car il se trouvait au quartier du roi, suivant l'ordre qu'il en avait reçu. On ne put que soupçonner les colonels Mespas, Tracy, Beintz et Duras, qui se trouvaient les plus proches du quartier de Beauvau, car ils étaient amis de M. de Turenne.

Était-ce par son ordre, ou par sympathie pour lui, que deux d'entre eux laissèrent entrer Brœck et les Lorrains dans le quartier des Allemands, au cri de : Vive M. de Turenne ?[1]

Ce point reste obscur.

Il y a également sujet de croire que les Allemands d'Erlach, vu les grands équipages dont ils se faisaient suivre, ne pouvaient subsister que par le pillage et des incursions dans le pays et se réjouissaient pour cette raison de la prochaine levée du siège de Cambrai.

Les soldats de Brœck avaient chacun deux pistolets et un mousquet ou un fusil, avec ordre de ne se servir que de l'épée afin de ne pas faire de bruit.

Ils étaient tellement las d'avoir marché la veille, tout le jour, à pied, et d'être restés toute la nuit à cheval, qu'ils ne pouvaient plus se soutenir. Des valets français en firent de 25 à 30 prisonniers[2].

Malgré la fatigue de ses hommes, lorsqu'il rencontra sur son chemin la grand'garde d'un régiment de cavalerie allemande, qui avait lâché la bride à ses chevaux, afin de leur donner quelque repos avant de remonter en selle, Brœck la rompit, et, par un brouillard très favorable à ses desseins, il arriva, avant trois heures du matin, à la porte de Cambrai.

Garcies, qui se tenait sur ses gardes, dès qu'il fut averti de l'approche du colonel Brœck, chargea don Martin de Cayas de marcher à sa rencontre avec sa compagnie de cavalerie et de l'introduire dans Cambrai.

Lui-même alla recevoir ceux qui venaient le délivrer, et

---

1. *Passim*, p. 82. Turenne ne s'était pas cependant encore déclaré contre la cour.

2. Lettre de N... à Mazarin. (*Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXVII, f° 275.)

trois coups de canon, tirés du haut des remparts, annoncèrent leur venue.

Pendant que Garcies s'avançait au-devant des soldats de Brœck, tous les habitants de Cambrai se réunissaient dans l'église de Notre-Dame pour prier Dieu qu'il favorisât l'entrée des braves soldats qui arrivaient à leur secours.

A minuit, on avait célébré la messe en présence de plus de 600 personnes.

Le 3 juillet, un samedi, le comte de Garcies rassembla toute la garnison de Cambrai et les soldats de Brœck[1] ainsi que les bourgeois et les paysans réfugiés.

Il en forma plusieurs bataillons d'infanterie et plusieurs escadrons de cavalerie, et avec cette armée improvisée il fit une sortie. Dès qu'il fut arrivé sur une colline découverte de tous côtés, il passa en revue son armée improvisée, sous les yeux de l'armée ennemie.

On peut s'expliquer la panique qui s'empara du comte d'Harcourt, lorsqu'il apprit l'entrée heureuse dans Cambrai du renfort amené par Brœck.

Cambrai, malgré sa réputation, n'était pas cependant une place de guerre formidable. Il n'y avait pas soixante pas de tranchée à faire pour descendre dans le fossé de la ville et de la citadelle ; ce fossé n'était point profond, et il était facile d'y descendre. En huit jours de tranchée ouverte, le comte d'Harcourt pouvait se rendre maître de Cambrai, qui manquait de munitions.

---

1. Du Plessis-Bellière à Mazarin, de l'abbaye de Saint-Martin, 8 juillet 1649. (*Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXVII, f° 429.)

Mazarin était à Amiens, le 3 juillet 1649, pendant le siège de Cambrai. Il ne désespérait pas du succès et demandait, à cor et à cris, de l'argent pour subvenir aux frais du siège : « Comme tous les bons Français et ceux qui sont le plus engagés avec le Roi ont beaucoup d'intérêt au succès de cette entreprise, je m'assure que vous n'oublierez pas de parler aux gens d'affaire et de voir si on ne les pourroit pas disposer à nous donner quelque secours en cette occasion. » Il avait ordonné à Tiron, intendant de l'armée, de fournir le camp français de 15 jours de vivres, car il prévoyait que, s'il ne le ravitaillait qu'au jour le jour, après la défaite du premier convoi, l'armée serait affamée et hors d'état de continuer le siège. (Instructions inédites de Mazarin.)

Et malgré toutes les chances de réussite, Harcourt, influencé par La Ferté-Imbault, Villequier et Broglie, sourd aux sollicitations de M. de Puységur, fit jeter ses munitions dans l'Escaut, abrita son artillerie et son bagage au Catelet, et alla camper à Crèvecœur[1]. Il y resta quatre jours et de là vint se cantonner à Cateau-Cambresis où l'armée française séjourna pendant un mois.

Bientôt après, l'archiduc Léopold entrait triomphalement à Cambrai, en compagnie du comte de Fuensaldaña et des autres généraux, parmi lesquels figurait l'époux de la princesse de Phalsbourg, Guasco de Salerio, prince de Lixheim, maître de camp général.

Un *Te Deum* fut chanté à l'église Notre-Dame de Cambrai.

Ensuite Léopold se campa entre Bouchain et Valenciennes, mit garnison dans Bouchain et renforça les garnisons de Landrecies, Avesnes, Le Quesnoy, Douai, Tournay et Mariembourg, tandis que Louis Cayro observait l'ennemi avec 1,000 cavaliers.

Entre temps, Anne d'Autriche, répondant aux avances de l'archiduc Léopold d'Autriche, ordonna à Lionne, secrétaire de ses commandements, de solliciter de lui une entrevue. Muni des pouvoirs de l'archiduc, le comte de Peñaranda, qui avait représenté Philippe IV, roi d'Espagne, au Congrès de Munster, arriva à Cambrai.

La conférence qui eut lieu entre les deux plénipotentiaires n'eut aucun résultat.

Le cardinal Mazarin, pendant cette conférence, arriva à Saint-Quentin, dont le gouverneur était M. de Bridieu, officier de grand mérite[2]. Il retourna bientôt à Compiègne, après avoir

1. Commune du département du Nord, près de l'Escaut, arrondissement de Cambrai, canton de Marcoing.

2. Mazarin envoya, le 25 juillet, un passeport à Fuensaldaña, à Cambrai. Il espérait pouvoir s'aboucher lui-même avec ce général et entendre ses propositions de paix sans l'intermédiaire du nonce et de l'ambassadeur de Venise. Le trompette, envoyé par le cardinal à Cambrai, n'y trouva pas le capitaine des armes espagnol, qui n'y devait arriver que le soir. Le comte de Gèvres lui envoya sa lettre et assura le trompette que Mazarin pourrait en avoir la réponse le lendemain, au matin. (Voir Instructions inédites du cardinal Mazarin.)

rendu visite au comte d'Harcourt à Cateau-Cambrésis et distribué de l'argent aux soldats d'Erlach. Il avait donné de nouvelles instructions au comte d'Harcourt auquel il pardonna, tant il se trouvait à cours de généraux, sa conduite devant Cambrai[1]. Les Frondeurs, au dire de Retz, se réjouirent de l'échec éprouvé par le comte d'Harcourt[2].

---

1. Voir dans les *Mémoires de Puységur* quelques détails intéressants sur la visite de Mazarin au comte d'Harcourt. Il fut reçu dans le camp français « de la même façon qu'on avait traité M. le Cardinal de Richelieu lorsqu'il était au siège de La Rochelle ». (*Mémoires de Puységur*, édition Ph. Tamizey de Larroque, t. II, pp. 87 et suiv.)

La levée du siège de Cambrai produisit une mauvaise impression en France. Puységur blâma fort la résolution prise par le comte d'Harcourt. Il alla trouver ce dernier aussitôt qu'il connut ses ordres de retraite, bien que M. du Tôt eût reçu l'ordre de continuer le *travail des lignes*, pour tromper l'ennemi, et lui représenta que, malgré le succès du coup de main tenté par Brœck, il était encore facile de s'emparer de Cambrai : « Il n'y avait que 60 pas de tranchée pour descendre dans le fossé de la ville et de la citadelle, le fossé n'est point creux, il n'y a pas grande descente à faire et, en huit jours de tranchée ouverte, vous prendrez la place. »

Puységur était d'avis d'attendre les ordres de Mazarin avant de lever le siège de Cambrai.

Ce qui décida d'Harcourt, ce fut le manque de pain : « La misère est si grande, disait une lettre secrète, datée du camp devant Cambrai, que, si le pain venait à y manquer deux jours, elle (l'armée) s'affaiblirait de la moitié, et, si on n'a pas moyen de la demy-monstre, je crains que nous aurons le desplaisir d'y voir une étrange diminution. » (*Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXVII, f° 275.)

De plus, un orage avait détérioré le pont et le chemin qui reliait l'armée française à celle d'Allemagne.

Puységur, pour remédier à cet état de choses, demanda inutilement au comte d'Harcourt d'envoyer un courrier à Mazarin, qui se trouvait à Compiègne, et de lui demander ses ordres, après lui avoir appris l'entrée de Brœck dans Cambrai, de faire revenir les chevaux qu'il avait envoyés à Bapaume pour en ramener des canons, et de demeurer six semaines auprès de Cambrai, si Mazarin lui ordonnait de ne pas en continuer le siège, après avoir envoyé ses munitions en France.

Le comte d'Harcourt, influencé par La Ferté-Imbault, Villequier et Broglie, persista dans son dessein de battre en retraite.

(Voir *Mémoires de Puységur*, édition citée, t. II, pp. 82 et suiv., et Avis touchant Cambrai, 1649, *Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXVII, f° 408. — *Mémoires de Madame de Motteville*, édition Riaux, t. II, pp. 445 et suiv.)

2. *Mémoires du cardinal de Retz*, édition Champollion-Figeac, t. II, p. 140.

Les hostilités recommencèrent au mois d'août entre les Espagnols et l'armée française dans le Cambrésis.

Don Balthazar Mercader réussit à faire entrer des renforts à Bouchain sous les yeux du comte d'Harcourt.

Celui-ci, désespérant de pouvoir assiéger de nouvelles places, dans les Flandres et en Artois, vu l'activité déployée par l'archiduc Léopold, le comte de Fuensaldaña et le duc de Lorraine, s'avança à l'improviste avec toute son armée jusqu'à l'Escaut, au-dessus de Bouchain, près du petit bourg de Neuville-sur-l'Escaut.

Le 3 août, pendant que la cavalerie française avait été fourrager, Harcourt jeta trois ponts sur l'Escaut.

Les Espagnols s'étaient campés à une lieue et demie de là avec toute leur armée et avaient envoyé quelques troupes pour défendre le passage de ce fleuve, que l'armée française allait tenter.

En face des ponts jetés par M. d'Harcourt, les Espagnols n'avaient construit aucun retranchement, mais l'archiduc Léopold y avait fait placer 100 fantassins lorrains et autant de cavaliers, en leur donnant l'ordre de disputer le passage à l'ennemi.

Charles IV vint, lui-même, surveiller ses soldats, accompagné du baron de Clinchamp[1], du comte de Ligniville et de M. de Fauge, son sergent de bataille.

Ils rangèrent leurs troupes en bataille et se conduisirent, chefs et soldats, avec une telle bravoure, pendant plus de six heures, qu'ils résistèrent à tous les efforts des soldats français,

1. Il ne faut pas confondre Charles de Mailly, baron de Clinchamp, général de l'infanterie lorraine, avec Bernardin de Bourqueville, baron de Clinchamp, d'une famille normande, qui combattit également dans l'armée lorraine, mourut le 17 décembre 1649 et fut enterré à Saint-Sulpice, ni avec Charles de Clinchamp, d'une famille du Maine. Charles de Mailly, baron de Clinchamp, fut blessé à la bataille du faubourg Saint-Antoine, en 1652. Il était bailli et gouverneur des Vosges en 1641. Il signait : *Clinchamps*. Mlle de Montpensier dit qu'il était « Français des frontières de Lorraine », mais qu'il avait été élevé à la cour de Lorraine. Nous trouvons Jean de Mailly, baron de Clinchamp, comme guidon des ordonnances de Henri de Lorraine, comte de Chaligny.

donnant à Léopold le temps de s'approcher, avec son armée, de Valenciennes, pour défendre cette ville que les Français voulaient assiéger[1].

L'intrépidité des Lorrains n'empêcha pas M. de Villequier de passer l'Escaut à la nage avec 500 ou 600 cavaliers.

M. le comte d'Harcourt reçut, au cours de cette action, un coup de mousquet qui lui perça le baudrier, le pourpoint et la chemise et lui fit une contusion au dos.

M. de Puységur, lieutenant-colonel du régiment de Piémont, établit un pont sur l'Escaut à une demi-lieue de là, sur lequel défila toute l'infanterie.

Une partie de la cavalerie française trouva, à main droite de ce pont et plus bas, un endroit où les chevaux n'avaient de l'eau que jusqu'à la selle et purent passer sans se mettre à la nage.

Pendant la nuit du 3 août, l'armée française marcha vers Valenciennes et fut aperçue à six cents pas de cette ville, d'où les Espagnols et les Lorrains, qui s'étaient repliés en bon ordre, la canonnèrent « fort et ferme[2] », car l'archiduc Léopold avait envoyé aux chefs de l'armée lorraine l'ordre de se retirer dans cette ville.

Le comte de Ligniville, qui avait cherché à protéger avec sa cavalerie la retraite de l'infanterie, inquiéta tellement les escadrons français qu'il rencontra, que le comte d'Harcourt fut forcé de faire halte à Denain. Le 4 août, celui-ci arriva avec toute son armée sur une haute colline et la rangea en bataille. Ensuite, il la passa en revue, voulant jeter l'alarme parmi les Espagnols et les Lorrains qu'il savait fort affaiblis par la dispersion de leurs soldats dans toutes les places de la frontière.

Mais l'archiduc Léopold affecta une si grande confiance qu'il ne fit pas même lever le pont-levis de Denain, et salua l'armée française de telle façon qu'elle fut contrainte de s'éloigner.

---

1. Puységur assure que les Espagnols défendirent le passage de l'Escaut assez mollement. (*Passim.*)

2. *Passim*, p. 92.

Ce qui n'empêcha pas nos braves Lorrains, Ligniville, Clinchamp et Fauge de demander à l'archiduc Léopold la permission d'aller s'escarmoucher avec l'ennemi.

Lui ayant arraché cette permission, ils s'avancèrent vers les régiments français, sous ses yeux, et les repoussèrent jusqu'à la chapelle de Notre-Dame-de-Bonne-Espérance, en leur tuant plus de 400 soldats, la plupart Allemands, du comte d'Erlach. Un colonel français et d'autres officiers de haut rang, des bourgeois et un grand nombre de soldats furent blessés. Les Lorrains comptèrent quelques morts, entre autres un de leurs capitaines, et quelques blessés.

Clinchamp faillit périr, entraîné par son courage habituel. Trois cavaliers français allaient le frapper à la tête de leurs carabines, lorsqu'il fut sauvé par le dévouement de deux de ses soldats.

Le comte d'Harcourt fit demander, après tant de pertes dans les rangs de son armée, un passage pour emmener ses morts et ses blessés, qu'il fit conduire dans des chariots à Saint-Quentin.

Les soldats français, humiliés de leur échec, déchargèrent leur colère sur les moines de l'abbaye de Vicogne, les dépouillant de leurs vêtements, saccageant leur église, profanant les autels et mettant le feu aux villages des environs après les avoir rançonnés.

De l'abbaye de Vicogne, l'armée française se rendit à Beuvrages où la princesse de Chimay, un des espions de Mazarin[1], possédait un château. Malgré la sauvegarde que cette princesse avait obtenue du comte d'Harcourt, elle fut rançonnée odieusement et la basse-cour de son château fut brûlée.

Quittant Beuvrages, Harcourt s'avança avec ses troupes vers Arleux et Gœulzin.

---

1. La princesse de Chimay correspondait avec Mazarin et lui rendait compte de ce qui se passait dans les Flandres. (Voir une lettre de M. de Tinseau à Mazarin, en date du 28 novembre 1646. [*Aff. étr. Pays-Bas*, t. XVII, f° 510.]) Elle était la femme de Philippe de Croy, prince de Chimay-d'Aremberg, comte de Beaumont, baron de Comines, chevalier de la Toison d'or, gouverneur général de la province de Namur, mort le 12 janvier 1675.

L'archiduc Léopold, jugeant, d'après sa marche, qu'il avait l'intention d'assiéger Douai, ordonna au comte Prospero d'Arcq de s'apprêter à défendre la ville menacée avec toutes les troupes de son commandement, et Eustache de Croy, comte de Rœux, gouverneur de la province[1], s'enferma dans Douai. Il y avait fait entrer cinq régiments d'infanterie et deux de cavalerie.

Grâce à son empressement à obéir aux ordres de l'archiduc, il rassura les bourgeois de Douai décidés à lutter jusqu'à la mort.

Quelques escadrons français se montrèrent près des remparts de cette ville peu de temps après l'arrivée du comte de Rœux. Ils furent suivis bientôt par toute l'armée française qui se campa à une portée de canon.

Mais Harcourt, apprenant la marche hardie et heureuse de Rœux, leva immédiatement le siège et se retira de l'autre côté de la Sensée. Douai fut sauvé.

Le comte d'Harcourt s'installa entre la Sensée et l'Escaut, près d'Arleux, et l'archiduc Léopold, en face de lui, de l'autre côté de l'Escaut, à Saint-Amand-les-Eaux[2].

Entre temps, le comte de Peñaranda et Brun, procureur général du Parlement de Dôle, en ce moment à Douai, y attendaient la réponse des médiateurs, à savoir le nonce du pape et l'ambassadeur de Venise, qui essayaient de s'interposer entre la France et l'Espagne, comme ils l'avaient fait inutilement au Congrès de Munster, et de leur faire signer le traité de paix, après lequel soupiraient depuis si longtemps Français et Espagnols sans réussir à s'entendre.

Mazarin avait envoyé à Douai Hugues de Lionne, porteur de ses conditions. Elles répondaient si peu aux vues de Philippe IV et de Léopold, que le comte de Peñaranda crut devoir en référer à l'archiduc.

---

1. Il était gouverneur de Lille, Douai et Orchies, pair et panetier du Hainaut, chevalier de la Toison d'or. Il mourut le 9 septembre 1653.

2. Nord, arrondissement de Valenciennes, chef-lieu sur la Scarpe, à 38 kilomètres de Lille.

Celui-ci chargea don Augustin Navarro, secrétaire de guerre et d'État de Philippe IV, de la suite des négociations, et ce ministre, après quelques jours passés à Anvers et à Bruxelles, revint au camp, rendre compte à l'archiduc des avis des membres du gouvernement des Pays-Bas espagnols.

La paix ne sortit pas encore des pourparlers des négociateurs réunis à Douai, ni des décisions prises à Bruxelles.

Aussi, le comte d'Harcourt, qui avait attendu pendant trois semaines à Arleux le résultat des entrevues de M. de Lionne avec Peñaranda et Brun, leva-t-il le camp et se dirigea-t-il vers Condé[1], croyant que, vu la faiblesse de cette place, il pourrait s'en rendre maître de suite. Dans ce dessein, il chargea Villequier, Quincé et du Plessis-Bellière de l'investir. L'archiduc Léopold avait fait entrer des régiments lorrains, commandés par les colonels Croonders[2] et de La Mothe. Harcourt envoya un trompette les sommer de se rendre. Croonders lui fit répondre que, tant qu'il aurait de la poudre et des balles, il était inutile d'essayer de l'intimider. Il tint parole, car lui et La Mothe se défendirent avec tant d'héroïsme qu'ils résistèrent pendant trois jours et ne se rendirent que lorsque la poudre leur manqua (25-27 août).

En quatre coups de canon, le comte de Broglie avait réussi à couper les chaînes du pont-levis de la porte de Condé, prétend Puységur.

L'archiduc Léopold apprit qu'après s'être emparé de Condé, le comte d'Harcourt méditait de mettre le siège devant Tournay. Il y entra, le 24 août, et chargea le comte de Fuensaldaña de garnir de troupes Valenciennes, Mons, Saint-Ghislain, Ath,

---

1. Condé-sur-l'Escaut, chef-lieu de canton du département du Nord, arrondissement de Valenciennes, à 12 kilomètres de cette ville. La Haine s'y jette dans l'Escaut.

2. Jean de Croonders, gouverneur de Hombourg-le-Château et colonel d'infanterie, né vers 1609 de Pierre de Croonders, receveur et gruyer de Hombourg et de Saint-Avold (Lorraine) et de Barbe Calvet d'Homécourt. (Voir le *Colonel Jean de Croonders, gouverneur de Hombourg* [*1644-1671*], par le baron G. d'Huart : *Mémoires de la Société d'archéologie lorraine*, 1895.)

Enghien et Bruxelles, car la prise de Condé, où d'Harcourt resta pendant six semaines, dévastant et rançonnant tout le pays compris entre la Haine et la Dender, facilitait à l'armée française l'accès de ces villes.

Fuensaldaña ordonna aussitôt au sergent de bataille Juan del Ponti d'occuper avec quelques régiments d'infanterie et quelques cavaliers le bourg de Valenciennes et d'en envoyer également au Quesnoy (Nord).

Charles de Mailly, baron de Clinchamp, fut commis à la défense d'Ath, dans le Hainaut, avec les régiments lorrains commandés par Mitry, Gomicourt, Bosselar et deux régiments allemands du comte de Nassau et du colonel Henri Holdelandt, avec quelques compagnies d'Espagnols et d'Italiens et les régiments du comte d'Annapes et du baron de Rieulay, ainsi que les compagnies du sergent-major comte de Warnyg et de don Lope.

Trois autres régiments de la cavalerie lorraine se campèrent en dehors de la ville d'Ath, pour la défendre et surveiller ses approches. Ce furent ceux du baron du Châtelet[1], du baron François de Chauvirey[2] et du baron de Beauvise[3]. Furent logées également près d'Ath toutes les autres troupes de M. de Lorraine, sous le commandement du baron de Clinchamp, qui s'empressa de fortifier la ville menacée. Il fallait se hâter. Aussi assigna-t-il à chaque régiment son poste de combat et sa tâche quotidienne. A Nassau il confia la porte de Tournay et le château. Bourgeois, hommes et femmes l'assistèrent et l'aidèrent dans la réparation des fortifications.

Le maire d'Ath se montrait nuit et jour sur les remparts et encourageait ses administrés, réveillant leur zèle et donnant à tous l'exemple du patriotisme.

---

1. Érard du Châtelet, VII[e] du nom, baron du Châtelet, maréchal de Lorraine, général de l'artillerie, maréchal de camp et capitaine des gardes du corps de Charles IV.

2. Henri-François, baron de Chauvirey, gentilhomme franc-comtois, qui vint se réfugier en Lorraine, après la confiscation de sa seigneurie par le parlement de Dôle. (Voir Dunod de Charnage, t. III, p. 131.)

3. Peut-être Roux de Beauvezé, d'une famille provençale.

Quant à Mons, ce fut Charles-Albert de Longueval, comte de Bucquoy, gouverneur du Hainaut, qui fut chargé de sa défense, ainsi que de celle de toute la province. Clinchamp et del Ponti furent mis sous ses ordres. Bucquoy fit inonder les prairies qui avoisinent Mons, surtout du côté qui regarde Saint-Ghislain où entrèrent deux régiments d'infanterie et deux régiments de cavalerie, sous la conduite de del Ponti. Cette place fut mise en état et pourvue d'artillerie. Le Quesnoy reçut les régiments d'infanterie et de cavalerie de Landrecies.

Le baron de Bucquoy, toujours à cheval, surveillait nuit et jour les travaux de réparation ordonnés par lui à Mons, visitant les postes du dehors et du dedans, donnant l'exemple à tous. Jamais les Espagnols ne montrèrent autant de zèle à protéger et à défendre la Belgique envahie. Il fallait des efforts surhumains pour conserver à l'Espagne ce pays conquis par la force et dont les habitants, après des rébellions terribles, avaient fini par se soumettre au joug du vainqueur, sans toutefois le bénir.

On signalait une partie de l'armée française au château de Belœil, qui appartenait au prince de Ligne.

Craignant que le comte d'Harcourt ne marchât vers Bruxelles, l'archiduc Léopold ordonna au comte d'Isembourg de s'y rendre avec deux régiments d'Espagnols, deux régiments d'Italiens, trois régiments allemands, et deux compagnies de cavalerie sous les ordres du sergent-général de bataille don Fernando de Solis. Il y arriva le 29 août. Ces régiments furent logés dans les environs de la capitale du Brabant.

Les bourgeois de Bruxelles, si craintifs en 1645, lorsqu'ils redoutaient l'entrée triomphale de Gaston d'Orléans dans leur ville, se rassurèrent lorsqu'ils virent les précautions prises par le comte d'Isembourg.

Le marquis de Sfondrato[1] s'avança vers Lille, puis vers Ar-

1. Sigismond Sfondrati ou Sfondrato, que nous avons souvent cité, était marquis de Montafia, chevalier de l'ordre de Calatrava, commandeur du Mont-Molina, membre du conseil de guerre, surintendant de la gendarmerie du comte de Flandre, maître de l'artillerie, le 4 mars 1647.

mentières, en laissant à Estaires les compagnies de cavalerie de Saint-Omer et d'Aire, ainsi que le régiment wallon, auxquels on donna l'ordre d'entrer au premier signal à Armentières.

L'archiduc Léopold, le comte de Fuensaldaña, avec le reste de l'armée hispano-lorraine, restèrent à Tournay et y surveillèrent l'achèvement des fortifications et des ouvrages extérieurs.

Ils y reçurent les renforts amenés par don Francisco Pardo et le comte d'Arcq, qui conduisait avec lui les troupes allemandes du comte de Lamboy. Celui-ci avait réussi à forcer l'armée française à lever le siège de Douai.

C'est en vain que le comte d'Harcourt avait reçu de Mazarin l'ordre de pénétrer plus avant dans les Flandres, et de s'emparer des villes et des places fortes du Brabant jusqu'à Bruxelles.

Il s'aperçut que ces villes et ces places fortes étaient dépourvues de troupes et de munitions.

Ses soldats manquaient de pain et, quoique les granges occupées par les Français fussent remplies de grains, on ne pouvait les moudre, car les moulins à vent restaient immobiles faute de vent, et les moulins à eau ne pouvaient fournir du pain à cent hommes par jour[1].

Harcourt se contenta de se fortifier dans Condé, où il resta jusqu'au 21 septembre. Il s'empara de Boussu-lez-Mons[2] et le brûla. Un colonel de Croates fut tué par les défenseurs du château, dans une embuscade, et ses soldats vengèrent sa mort en sabrant 400 Français.

Pendant que l'armée française s'immobilisait dans Condé, le comte de Garcies, qui commandait un corps d'armée bien faible dans Cambrai, partit de cette ville avec 3,000 hommes et entra à Valenciennes, résolu à défendre cette place contre l'ennemi. Ce fut contre Armentières, où s'était enfermé Sfondrato, que les Français unirent leurs efforts. Une première attaque fut

---

1. *Mémoires de Puységur. Passim*, p. 92.

2. Boussu-lez-Mons, sur la grande route de Mons à Valenciennes, à 12 kilomètres à l'ouest de Mons.

repoussée. Pendant ce temps, le comte de Bassini, gouverneur de l'Artois, apprenant que 2,000 cavaliers français venaient de traverser l'Escaut à Gœulzin[1], envoya immédiatement des troupes à Saint-Omer, à Aire et à Saint-Venant.

En même temps, s'avançait vers Saint-Omer le vidame d'Amiens avec 100 cavaliers et quelque infanterie, et Philippe de Clérembault, comte de Palluau, marchait en toute hâte vers Armentières à la tête de son corps d'armée. Sfondrato était prêt à le recevoir et à lui faire payer cher son audace.

Harcourt vient d'apprendre que le duc de Havré[2] se livre à quelques incursions en France du côté de Luxembourg. Il se hâte de détacher du gros de son armée 4 régiments de cavalerie qui doivent rallier La Ferté, gouverneur de la Lorraine.

Garcies, informé de cet envoi, a juré d'empêcher ces 4 régiments de se rendre sur les confins de la Lorraine. Dans ce but, il ordonne au sergent de bataille Brœck, dont nous avons admiré l'audace lors du siège de Cambrai, de leur couper le chemin. Sur 500 cavaliers, il n'y en a que 30 de sauvés. Tous les autres sont tués ou faits prisonniers. Le colonel Fabri lui-même est pris avec tous ses étendards qui sont présentés à l'archiduc Léopold, à Tournay. Le comte d'Harcourt, outré de ce guet-apens, a résolu de se venger. Aussi, il charge le comte de Grancey[3] d'attaquer le comte de Garcies dans le bourg de Valenciennes avec 6,000 hommes, 3,000 cavaliers et 3,000 fantassins montés en croupe.

Grancey en est pour ses peines, car, trouvant les tranchées bien surveillées par les gardes espagnoles et lorraines, il se retire dans l'abbaye de Saint-Sauve, à une demi-lieue de Va-

---

1. Gœulzin (Nord), canton d'Arleux, arrondissement de Douai, à 33 kilomètres de Lille.

2. Philippe-François de Croy, chevalier de la Toison d'or, grand d'Espagne de première classe, gouverneur du duché de Luxembourg. Il devint duc d'Havré et possesseur du duché de Croy par son mariage avec Marie-Claire de Croy, sa belle-sœur, qu'il épousa en secondes noces. (*De Vegiano*, p. 589.)

3. Jacques Rouxel ou Roussel, comte de Grancey et de Medavy, né en 1603, maréchal de camp en 1636, maréchal de France en 1651 mort en 1680.

lenciennes. Là, il est attaqué par le comte de Garcies lui-même et ses cavaliers.

Apprenant que le comte d'Harcourt acheminait le gros de son armée jusqu'à Tournay et faisait occuper le poste de Mortagne [1], l'archiduc Léopold fit venir auprès de lui Sfondrato avec une partie de ses troupes et don Francisco Pardo avec sa cavalerie, ainsi que le comte d'Arcq et le comte de Lamboy. Avec ces forces réunies, l'archiduc attendit de pied ferme l'ennemi.

Aussi d'Harcourt abandonna-t-il le poste de Mortagne et renonça-t-il au projet d'assiéger Tournay.

Il avait perdu en cette campagne plus de 4,000 hommes, et ses soldats affamés se constituaient prisonniers, chaque jour, en grand nombre. De plus, dans les bois voisins plus de 1,000 paysans armés guettaient les partis français qui allaient à la maraude et les attaquaient.

Après avoir recueilli les avis des généraux sous ses ordres, tels que les lieutenants-généraux de son armée, Villequier, duc d'Aumont et de la Ferté-Imbault, les maréchaux de camp comte de Quincé, le comte François-Marie de Broglie [2], Georges Digby de Bristol, Jean Réverend, marquis de Bougy, Grancey et Mondejeu, le comte d'Harcourt quitta Condé (17 septembre) et se dirigea vers Maubeuge, ville ouverte, que ses soldats saccagèrent, sans respecter le couvent des Capucins.

A Condé, il laissa comme gouverneur le comte de Quincé, avec 2,000 fantassins et 1,500 cavaliers, car il désirait garder un pied dans le Hainaut et pouvoir y retourner à l'occasion.

Bientôt, Quincé, jugeant que, pendant l'absence du gros de l'armée française, Condé pouvait être facilement assiégé et pris, sortit de la ville qui lui avait été confiée avec 4,000 cavaliers et quelque infanterie. Mais avant de l'abandonner, Quincé en rançonna les habitants et enleva les cloches de l'église.

---

1. Département du Nord, sur la rive droite de l'Escaut, arrondissement de Valenciennes.

2. Broglie (François-Marie de), maréchal de camp (26 août 1646), puis lieutenant-général, fut tué au siège de Valence, le 2 juillet 1656, à l'âge de 56 ans.

Ensuite il se dirigea vers Haspre[1] et de là vers la Sambre (20 septembre).

L'archiduc Léopold, voyant que l'ennemi s'était retiré des approches de Tournay, ainsi que de Condé, mais craignant que Quincé, en s'avançant vers la Sambre, n'eût l'intention de mettre le siége devant Landrecies, quitta Tournay, s'avança vers Mons et logea à Baudour[2]. Là, vint le retrouver le duc de Wurtemberg[3] avec ses 2,000 cavaliers allemands, tous très bien armés et vaillants soldats, accoutumés à faire la guerre.

Son Altesse, après avoir séjourné pendant trois jours à Baudour, alla se camper à Quiévrain, ville située entre Mons et Valenciennes. Et pendant ce temps le comte d'Harcourt se postait à Maroilles[4], étendant ses quartiers jusqu'à Fayt[5], Cateau-Cambrésis et Cartignies[6], sur la rivière de Maroilles, occupant, d'un côté, cette rivière et, de l'autre côté, le bois de Cartignies.

Cette position était solide et protégeait son armée. Les fourrageurs furent obligés d'aller fourrager à trois ou quatre lieues plus loin, à Berlaimont et Aymeries, situés sur la Sambre, non loin d'Avesnes.

Le comte d'Arcq arriva à Quiévrain avec les troupes de Lamboy. Les soldats hispano-belges, ainsi que les soldats lorrains et les allemands de Lamboy travaillèrent tous aux tranchées, de sorte qu'en peu de temps le quartier général de Léopold fut mis à l'abri de toute attaque.

Le comte de Fuensaldaña étendit son quartier de cavalerie jusqu'à Longueville et en donna le commandement au sergent de bataille Savary, qui avait sous ses ordres le régiment de

---

1. Département du Nord, arrondissement de Valenciennes, à 9 kilomètres au sud-ouest de cette ville.

2. Baudour, province de Hainaut, à 10 kilomètres ouest de Mons.

3. Ulrich de Neubourg, duc de Wurtemberg, mort en 1671.

4. Maroilles, département du Nord, sur l'Helpe mineure, arrondissement d'Avesnes, à l'est de cette ville.

5. Le Grand-Fayt ou le Petit-Fayt, département du Nord, arrondissement d'Avesnes, à l'ouest de cette ville.

6. Nord, arrondissement et canton d'Avesnes.

Croates et deux régiments de cavalerie de Lamboy. Toute cette cavalerie surveilla les abords de Quiévrain et fit de nombreux prisonniers, surtout parmi les soldats français.

Les éclaireurs des deux armées se livrèrent à des escarmouches sans grande importance, mais dans lesquelles chaque parti se distingua par sa valeur.

L'archiduc Léopold était resté à Quiévrain avec Charles IV.

Le comte d'Harcourt quitta son quartier général de Maroilles et marcha en toute hâte vers Arras, dans l'intention bien arrêtée de porter secours à la garnison française de la Motte-aux-Bois.

Obéissant aux ordres du gouverneur général des Pays-Bas catholiques, Fuensaldaña fit sortir de Quiévrain l'armée espagnole et l'armée lorraine et essaya d'arrêter la marche en avant de l'armée française.

Le jour même, le gouverneur des armes, faisant en même temps les fonctions de mestre de camp général de l'artillerie, arriva à Valenciennes presque en même temps que l'archiduc. Celui-ci se logea dans l'intérieur de la ville et Fuensaldaña se cantonna en dehors avec toute l'armée.

Fuensaldaña poursuivit sa marche dès le lendemain et se hâta tellement que, malgré une pluie continuelle, il arriva le même jour à Saint-Amand.

L'archiduc Léopold, qui avait quitté également Valenciennes de grand matin pour surveiller la marche de ses troupes, entendit la messe à l'abbaye de Vicogne et passa la nuit à Saint-Amand[1].

Entre temps, Sfondrato pressait de plus en plus le siège de la Motte-aux-Bois. Il était arrivé jusqu'au fossé de la contrescarpe. Les Allemands et les Wallons s'y logèrent.

Ils apportèrent ensuite des fascines, afin de pouvoir traverser ce fossé, faisant grand bruit avec l'artillerie, les mortiers et la mousqueterie, comme s'il s'agissait d'un assaut général. Ce qui inspira une telle frayeur aux assiégés qu'ils firent signe qu'ils

1. Saint-Amand-les-Eaux, département du Nord, sur la Scarpe, arrondissement de Valenciennes, à 38 kilomètres de Lille.

voulaient parlementer, et comme l'armée française, conduite par d'Harcourt, s'avançait à marches forcées pour se porter au secours de la place, et qu'on signalait l'apparition de quelques pelotons d'infanterie et de cavalerie, Sfondrato consentit à accorder aux Mottois une capitulation raisonnable.

Ce qui peut étonner, c'est le peu de patience du gouverneur de la Motte-aux-Bois et son empressement à se rendre, car cette place pouvait encore tenir pendant quinze jours, puisqu'il restait deux fossés à franchir, l'un de cent vingt pieds et l'autre, moins large, mais plus profond et plus difficile à aborder.

L'archiduc Léopold était déjà arrivé avec l'armée espagnole et l'armée lorraine près du bourg de Sainghin[1], à deux heures et demie de Lille et à sept lieues de la Motte-aux-Bois, prêt à combattre tout parti français qui tenterait de secourir cette ville, et Fuensaldaña avait déjà envoyé en avant le sergent de bataille don Fernando de Solis avec quelques troupes qui s'étaient avancées jusqu'à Comines[2], quand l'adjudant général de la Torre, envoyé par Sfondrato, vint leur annoncer la capitulation de la ville assiégée par lui (10 octobre).

Harcourt battit en retraite. De crainte que l'armée française ne fît volte-face et ne cherchât à reprendre la Motte-aux-Bois, Léopold resta encore deux jours à Sainghin, s'éclairant à merveille, puis, certain que l'ennemi continuait à s'éloigner, il retourna à Saint-Amand où il séjourna pendant quelques jours, s'appliquant à observer les allures de son adversaire.

Pendant le siège de la Motte-aux-Bois, le comte de Bassini tenta de s'emparer de Lillers[3]. Dans ce but, il chargea le sergent-major Brœck, dont nous avons raconté l'entrée hardie dans Cambrai, de renouveler le fait d'armes qui avait fait l'admiration des Français et des Espagnols.

Brœck arriva avec ses troupes près de Lillers et y fit péné-

1. Sainghin-en-Weppes (Nord), arrondissement de Lille, canton de La Bassée.
2. Comines (Nord), arrondissement de Lille, canton de Quesnoy-sur-Deule.
3. Lillers (Pas-de-Calais), arrondissement de Béthune.

trer trois chariots portant des fagots. Dans chacun de ces chariots étaient cachés sept soldats, et dans l'un d'eux Brœck se tenait blotti. Ils étaient censés appartenir au bailli d'un village voisin. Mais, en passant devant le gouverneur, ils attirèrent l'attention de celui-ci, ce qui força Brœck et ses soldats à sortir de leur cachette. Avec une intrépidité sans égale, ces huit hommes se munirent de leurs armes, se ruèrent sur le corps de garde, sabrèrent tous les soldats qui le composaient et blessèrent tellement le gouverneur qu'il mourut peu de temps après. Maîtres du corps de garde, ils attendirent l'arrivée des soldats qui les suivaient et devaient les aider à se rendre complètement maîtres de Lillers, ce à quoi ils auraient abouti si, par hasard, les chevaux du chariot qu'ils avaient laissés sur le pont-levis, épouvantés par les bruits des coups de mousquet, ne s'étaient emportés et n'avaient donné l'éveil aux Français, qui empêchèrent tout secours d'entrer dans la place.

Brœck et ses soldats, se sentant en péril, se tracèrent un chemin avec leur épée et réussirent à s'échapper, laissant sur place non moins de cinq morts et six blessés, entre autres le capitaine Maltrayant.

Le comte de Bassini ne se découragea pas. Réunissant les garnisons de Saint-Omer, d'Aire et des places voisines, ainsi qu'un renfort de cavalerie envoyé par Sfondrato, il s'avança subitement du côté de Pernes[1] où étaient logées les troupes du vidame d'Amiens[2].

Mais, averti par le canon de Lillers que l'ennemi s'approchait, le vidame leva le camp, laissant aux mains des Espagnols et des Lorrains une cinquantaine d'hommes.

Les Français démantelèrent Lillers, ne pouvant s'y maintenir après la perte de la Motte-aux-Bois et de Saint-Venant.

S'apercevant que le comte d'Harcourt s'éloignait de plus en plus du centre des opérations et se rapprochait de la frontière française, l'archiduc Léopold se cantonna à Tournay, tandis

1. Pernes-en-Artois (Pas-de-Calais), à 34 kilomètres au nord-ouest d'Arras.
2. Henri-Louis d'Albert, depuis duc de Chaulnes.

que Fuensaldaña se postait à Orchies[1] avec l'armée hispano-lorraine.

Il s'agissait maintenant d'assigner à chaque régiment ses quartiers d'hiver.

Dans ce but, Léopold convoqua à Tournay tous les députés des provinces et des villes, afin de régler avec eux le nombre de soldats que chaque province et chaque ville auraient à loger.

En somme, cette campagne conduite par d'Harcourt en Artois, en Flandre et dans le Brabant, avait été peu glorieuse pour les armes françaises.

Lorsque l'archiduc Léopold et Charles IV quittèrent Tournay, le 25 octobre 1649, pour rentrer à Bruxelles en passant par Hall[2], ils purent se féliciter tous deux de leurs succès, car ils avaient résisté non seulement aux différentes attaques, en rase campagne, de l'ennemi, mais ils avaient enlevé aux Français Ypres, Saint-Venant et la Motte-aux-Bois, réduisant leurs adversaires, à la fin de la campagne, à rester sur la défensive avant d'abandonner la partie et de battre en retraite.

Le 28 octobre, l'archiduc Léopold et Charles IV furent de retour à Bruxelles.

Ils n'oublièrent pas de remercier Dieu de leurs succès et firent célébrer un service solennel à Sainte-Gudule.

Peñaranda, dans une relation inspirée par lui de la campagne de 1649, a accusé à tort Charles IV de ne pas avoir contribué à débloquer Cambrai, lorsque cette ville fut assiégée par le comte d'Harcourt. Cela est faux : ses troupes, unies aux troupes hispano-belges et allemandes, prirent une part active à toutes les actions et à tous les sièges qui se succédèrent au cours de cette campagne. Nous constatons cependant que M. de Lorraine n'y a pas fait preuve, lui-même, d'initiative personnelle.

Il sembla, de peur de déplaire à Anne d'Autriche et à Mazarin, avec lesquels il traitait, s'effacer le plus possible et n'agir que

1. Nord, arrondissement de Douai.
2. Hall, ville à 20 kilomètres de Bruxelles.

sous le couvert de l'archiduc Léopold d'Autriche, auquel il avait loué ses troupes.

Peut-être l'aida-t-il de ses conseils, car le frère de Ferdinand III n'avait pas ses aptitudes militaires, quoique courageux, prudent, obéissant consciencieusement aux ordres qui lui venaient d'Espagne, et bien secondé par Fuensaldaña, son capitaine des armes. C'était plutôt un moine qu'un soldat.

Du reste, pendant la campagne de 1649, aucune bataille importante ne fut livrée. Ce ne fut que marches et contremarches, escarmouches et, surtout, sièges de places.

On était loin de l'impétuosité et de l'audace du duc d'Enghien et des hauts faits de Gassion et de Rantzau.

Au mois d'août 1649, mourait à Vienne Marie-Léopoldine, fille de Léopold V, archiduc du Tyrol, et femme de l'empereur Ferdinand III. Elle n'avait été mariée qu'un an.

Mazarin conçut la pensée de faire épouser à l'empereur M^lle^ de Montpensier, fille aînée du duc d'Orléans. On avait déjà songé à marier Mademoiselle à Charles II, roi exilé d'Angleterre, ou à l'archiduc Léopold, gouverneur des Pays-Bas catholiques et évêque de Passau et de Strasbourg, avec dispense du pape.

M. de Mondevergue[1], envoyé à Vienne par Mazarin pour présenter à l'empereur les compliments de condoléance de Louis XIV et de la régente, fut chargé secrètement de sonder le terrain.

Mademoiselle fit partir, de son côté, pour l'Autriche, Saujon, frère d'une des maîtresses de son père.

Nicolas-François, frère de Charles IV, mis dans la confidence des intentions de Mazarin par son ambassadeur, l'aida de tout son pouvoir dans ses négociations.

Le prince lorrain tint à avertir le cardinal, en même temps que le duc d'Orléans, son beau-frère, du résultat de ses démarches.

---

1. Mondevergue (François de Lopis de), ou Mondevergne, avait été nommé maréchal de camp le 5 septembre 1649. (*Chronologie militaire*, t. VI, p. 211.)

Il avait représenté, écrivit-il aux ministres de l'empereur, l'aide considérable que devait apporter à la consolidation de la paix signée entre la France et l'Empire (1648) l'union de la cousine germaine de Louis XIV avec Ferdinand III.

Un des principaux ministres de l'empereur répondit ironiquement à l'ancien évêque de Toul que l'alliance de la maison de Lorraine avec la maison de France avait eu de trop mauvais résultats pour que la cour de Vienne épousât les espérances hasardées du frère de Charles IV dont la France occupait les États.

Le mariage proposé à l'empereur aurait pu cependant contribuer à une paix prochaine entre la France et l'Espagne et faire cesser la guerre qui continuait plus acharnée que jamais, dans les Pays-Bas catholiques, dépendance de l'Empire, et où un prince autrichien commandait l'armée espagnole.

Ferdinand III colora son refus d'un prétexte poli et allégua son peu d'empressement à convoler à de nouvelles noces au lendemain de la mort de sa seconde femme[1].

M^lle^ de Montpensier en fut pour ses espérances et se consola par des intrigues de toutes sortes et un amour romanesque de ses déceptions matrimoniales.

Quant à Ferdinand III, il épousa, en 1651, Éléonore, fille de Charles II, duc de Mantoue, qui fut l'aïeule de Léopold, duc de Lorraine.

---

1. Le duc François de Lorraine à Mazarin, 15 décembre 1649. *Aff. étr. Lorraine*, t. XXXV, f° 445.

CHAPITRE VII

CAMPAGNE DES ARDENNES — CAMPAGNE DE LORRAINE (1650)

M^me^ de Chevreuse, rentrée en grâces auprès de la régente et de Mazarin, dès son retour à Paris (avril 1649), s'offrit généreusement à servir d'intermédiaire entre Charles IV et le cardinal qu'elle ne désespérait pas de réconcilier. Dans ce but, elle communiquait à son ancien ennemi les lettres qu'elle recevait de son cousin, et ses réponses au duc lui étaient dictées par Mazarin. Cependant, malgré les efforts de l'habile négociatrice, ces essais d'accommodement ne réussirent pas et traînèrent pendant trois ans, de 1648 à 1651, car les deux adversaires augmentaient ou diminuaient leurs prétentions selon les événements et les péripéties de la guerre, toujours persistante entre la France et l'Espagne[1].

L'année 1650 commença par l'arrestation des princes de Condé et de Conti et du duc de Longueville dans la galerie du Palais-Cardinal, alors qu'ils se rendaient au Conseil du roi (18 janvier).

Le duc d'Orléans, qui avait le commandement de l'armée royale, comme lieutenant-général du royaume, les fit conduire au donjon de Vincennes, prison d'État.

---

1. Voir Lettres de M^me^ de Chevreuse au duc de Lorraine, 25 février 1650. Collection Lorraine. Archives des affaires étrangères. Citée par le comte d'Haussonville dans son *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France*, t. II, pp. 217 et suiv. Édition 1860. « Madame de Chevreuse m'envoya quérir pour me faire voir la lettre qu'elle a reçue de M. de Lorraine et savoir ce qu'elle auroit à dire à Madame (Marguerite de Lorraine, femme de Gaston d'Orléans) qui la pressoit de la venir voir pour en conférer avec elle... Nous attendons ce qui plaira à Votre Éminence de nous prescrire, touchant la réponse que Madame de Chevreuse doit faire au duc Charles... » (M. Servien au cardinal Mazarin, 11 mars 1650. Collection France. Archives des affaires étrangères.)

La duchesse de Longueville s'enfuit de Paris en compagnie du duc de la Rochefoucauld, son amant, et gagna le château de Dieppe, où elle ne put se maintenir.

Charles IV se réjouit de l'arrestation des princes : « Jamais nouvelle ne put être plus agréable que celle que vous m'avez donnée (l'arrestation des princes), étant non seulement considérable, ainsi que vous me mandez, mais parfaitement agréable. Mon opinion est qu'elle va apporter une sorte de bien et de repos à tout le monde. J'en ai une parfaite joie dans la croyance que la personne qui l'a ordonnée va trouver son entier repos... Partout où l'on ordonnera que je me trouve, j'y seray en un instant... (fin janvier)[1].

Charles IV, en manifestant cette joie et en faisant ses offres de services à la reine-mère, était-il sincère ? Nous ne le croyons pas, car il était trop perspicace pour ne pas prévoir le mécontentement et le soulèvement prochain des partisans des princes, grands feudataires, possesseurs de gouvernements considérables et propriétaires de nombreux régiments.

Espérait-il que l'appréhension d'une guerre civile forcerait Anne d'Autriche et Mazarin à user de plus d'indulgence envers lui et rendrait moins dures les conditions imposées par eux à sa restauration ?

Il se serait trompé étrangement en ayant cette pensée, car, à la date du 19 février, de Normandie, Mazarin écrivit à Le Tellier une lettre où il manifestait la répugnance qu'il éprouvait à se réconcilier avec Charles IV :

« Je vous dirai seulement, en passant, que, faisant un accommodement particulier avec M. de Lorraine, nous nous priverions des moyens de faire la paix générale et des avantages principaux que nous pourrions avoir dans ce traité (19 février[2]). » Ce qui prouve que les avances faites par Anne d'Autriche et Mazarin au Lorrain n'était qu'hypocrisie et, peut-

1. Voir Lettre de M. de Lorraine à Mme de Chevreuse, 20 janvier 1650. Archives des affaires étrangères. Également citée par le comte d'Haussonville. *Passim.*

2. Le cardinal Mazarin à Le Tellier, 19 février 1650. *Passim.*

être, le seul moyen de l'empêcher de se lier par un traité secret avec les Princes et le maréchal de Turenne, qui, croyant son sort lié à celui du prince de Condé, son ancien compagnon d'armes, et, surtout, entraîné par l'amour que la duchesse de Longueville, cette ensorceleuse, lui inspirait, venait de s'enfermer à Stenay, dont le gouvernement avait été donné par Mazarin à Condé, au détriment des droits de Charles IV sur cette ville.

En somme, Mazarin, qui, malgré ses préoccupations multiples et son voyage en Normandie, où il avait été, en compagnie du jeune roi et de sa mère, installer le duc d'Harcourt en remplacement du duc de Longueville comme gouverneur de cette province, avant le traité secret passé entre Turenne, Charles IV et les Espagnols, n'avait pas désespéré de s'accommoder avec M. de Lorraine, mais se refusait à signer avec lui un traité particulier, ou du moins il essayait de lui faire comprendre, par l'intermédiaire de M^me^ de Chevreuse, qu'il récolterait plus d'avantages à attendre et même à activer, par son entremise, auprès des Espagnols, la conclusion de la paix générale.

Le cardinal craignait (il avait déjà usé de cet argument), en signant un traité particulier avec Charles IV, de mécontenter le cabinet de l'Escurial, qui pourrait supposer qu'en se délivrant d'un de ses ennemis, la cour de France n'aurait eu que le désir de pouvoir continuer avec plus d'acharnement la guerre contre l'Espagne, et alléguer que, tandis que Philippe IV cherchait à traiter de bonne foi, Mazarin songeait à lui enlever un allié redoutable.

Et, néanmoins, disait le cardinal, la France était prête à accepter les conditions dont M. de Lorraine avait dit à M. de Vautorte, au mois de février 1649, vouloir se contenter (25 février 1650)[1].

---

1. Projet de lettre pour le duc de Lorraine rédigé par M^me^ de Chevreuse, 25 février 1650. (*Archives des Aff. étr.*). Reproduite par le comte d'Haussonville. *Passim. Preuves,* p. 352 et suiv.

Charles IV avait prêté, moyennant paiement, 4,000 hommes à l'archiduc Léopold d'Autriche, gouverneur des Pays-Bas espagnols.

Le prince autrichien les avait choisis lui-même, « tant officiers que soldats ». Le duc lui avait « vendu » en plus 2,000 autres soldats que Léopold projetait d'envoyer en Espagne.

Ces 6,000 soldats, outre ceux qu'il venait de promettre à Turenne, ne constituaient pas l'armée entière de M. de Lorraine.

Quelques détachements de ses troupes, sous la conduite de Frédéric de Salm, rhingrave, occupaient l'évêché de Liège et rayonnaient jusqu'en Hollande. Ils étaient venus se loger dans les villages de Herpen, Uden, Zeeland, Megen et autres villages du comté de Ravenstein, et dévastaient tout ce qui se trouvait sur leur passage (décembre 1649).

Ces soldats indisciplinés vinrent semer l'effroi à six lieues d'Amsterdam. Aussi les Provinces-Unies se plaignirent-elles à l'archiduc Léopold de cette violation de frontières.

Le frère de Ferdinand III leur répondit hypocritement que les soldats lorrains n'étaient point au service du roi d'Espagne (janvier 1650). Brun, plénipotentiaire de Philippe IV à Munster, prétendait que le prince d'Orange était d'accord avec Charles IV, afin d'arriver à une rupture avec les Espagnols[1].

Un autre corps d'armée lorrain, de 2,500 hommes, se trou-

1. Mazarin écrivait, de Paris, le 15 janvier 1650, à M. d'Estrades :

« Ils sont en très grande alarme à Bruxelles de ce qu'ont fait les troupes du duc Charles dans les pays qui appartiennent maintenant à Messieurs les Estats [des Provinces-Unies], de la façon que la chose a été prise par les Provinces et par la Hollande elle-même, qui leur a fait apprehender que M. le prince d'Orange ne se prévaille de cette conjoncture, non seulement pour empescher le retranchement de la milice, mais pour porter adroitement les affaires à une rupture, particulièrement s'il arrivait encore quelque accident, et que, les troupes lorraines faisant difficulté de desloger des quartiers qu'elles ont pris, les troupes de MM. les Estats les en veuillent chasser par la force. J'ai fait sçavoir qu'en ce cas Brun a songé à se plaindre ouvertement, dans l'assemblée [de Munster], de M. le Prince d'Orange, [disant] que rien ne se fait en cela que par un concert secret entre luy et le duc Charles, dont il a fait venir les trou-

vait près du Rhin, sous les ordres de M. de Fauge, sergent de bataille au service de Charles IV, au mois de mars 1650. M. du Parc, un de ses colonels, campé à *Lettyre,* manquant de fourrage, « s'élargit » dans les plaines de Munster, Meinefeld, Mayen, Monreale et Coblence.

Nous trouvons la cavalerie lorraine, obéissant à M. de Fauge, campée sur les bords de la Moselle.

Mais le général lorrain, qui avait manifesté le désir de transporter son quartier général à Hontheim, « au-dessus de Conz », reçut l'ordre de rejoindre Turenne (avril), quelques jours avant le traité de Stenay, conclu par ce maréchal avec les Espagnols et le duc de Lorraine [1].

Le 13 avril, Mazarin écrivit à Le Tellier que Charles IV lui paraissait entièrement dans son tort et que, dans le fond, il n'avait nulle envie de s'accommoder et ne cherchait, par ses négociations intermittentes avec le ministère français, qu'à se rendre « considérable auprès des Espagnols et en faire sa condition meilleure ».

Mazarin ne doutait pas que le duc d'Orléans, comme beau-frère du Lorrain, ne connût aussi bien que lui son esprit changeant et de quoi il était capable. « Il n'est pas à craindre, écrivait Mazarin, qu'il [Monsieur] ne prenne jamais en cela l'ombre pour le corps et qu'il ne découvre fort bien ce que M. de Lorraine dit d'avec ce qu'il veut faire. Je laisse à juger si on pouvait, de ce côté-ci, agir plus sincèrement, ni faire une

---

pes en ces quartiers-là, pour exciter du bruit et avoir occasion de porter insensiblement à une rupture, malgré les Estats mesmes. » (*Aff. étr. France,* t. XXVIII, f^os^ 14 et suiv. des *Lettres de Mazarin.* Copie.)

La principauté de Ravenstein, envahie par les soldats lorrains, était la propriété nominale du duc de Neubourg. Charles IV fit avertir les États généraux des Provinces-Unies, par Rousselot d'Hédival, de cette violation de territoire.

Le stathouder, Guillaume II d'Orange, sous la pression de l'Espagne, rassembla des troupes aux environs de Bois-le-Duc. Charles IV donna l'ordre aux 10,000 soldats occupant la principauté de Ravenstein de l'évacuer (janvier 1650).

1. Voir *Gazette de France,* 1650. Lettre de du Parc à Belrupt, 14 mars 1650, datée de Lettyre (*sic*) [Archives Ligniville].

plus grande ouverte pour la paix que de se remettre aux mêmes conditions que M. de Lorraine même avait jugées si raisonnables qu'il avait assuré M. de Vautorte qu'il se mettrait contre les Espagnols s'ils n'y acquiesçaient ; en outre, s'il marchoit de bon pied, pouvoit-il espérer un plus grand avantage que d'être l'entremetteur de la paix et de faire passer toute la négociation par ses mains, où il eût eu moyen de ménager ses intérêts particuliers par préférence à tous les autres?

« Cependant, il convertit cette proposition en rien et veut prendre prétexte qu'on l'a voulu ruiner avec les Espagnols, comme si nous l'obligions par nécessité à leur faire voir tout ce qu'on lui écrit. Enfin, comment peut-on espérer de conclure jamais avec lui, ni la paix générale, puisqu'il refuse d'en être l'entremetteur, ni un accommodement particulier, puisqu'il montre tout aux Espagnols, qui auront sûrement assez de pouvoir et d'artifices pour empêcher qu'aucune négociation n'aille à bien tant qu'ils en auront connaissance[1] ? »

Mazarin ne réussit pas à détacher de l'alliance espagnole le duc de Lorraine, dont il jugeait si bien le caractère, la politique hésitante et capricieuse et les procédés singuliers et frisant la déloyauté.

Le 30 avril, un traité d'alliance fut conclu, à Stenay, entre Turenne, la duchesse de Longueville, les Espagnols, représentés par Fuensaldaña et Charles IV. Il fut convenu, dans ce traité, que les coalisés ne déposeraient pas les armes avant que le duc ne fût rétabli dans ses États, que le duc de Bouillon, autre prince dépossédé, ne recouvrât la principauté de Sedan dont Richelieu l'avait dépouillé, et que les princes prisonniers n'eussent recouvré leur liberté, enfin, qu'on n'eût offert une paix juste et raisonnable à l'Espagne.

Turenne, Charles IV et le duc de Bouillon, ainsi que les princes captifs, unissaient donc leurs rancunes contre Mazarin

1. Voir *Instructions du Cardinal Mazarin à Le Tellier*. Appendice au tome II des *Mémoires du Cardinal de Retz*, édition Aimé Champollion-Figeac, t. II, p. 384.

et comptaient sur l'aide efficace des Espagnols pour toucher au but de leurs revendications.

De la part de Turenne et des princes du sang, c'était contracter un pacte infâme, mais de la part de Charles IV et du duc de Bouillon, princes étrangers, cette alliance avec l'Espagne était naturelle et logique.

Les Espagnols promirent à Turenne 6,000 hommes et de l'argent pour en lever 10,000, ainsi que cinquante écus par mois pour les frais de la campagne. Charles IV promit à la duchesse de Longueville 6,000 hommes, une grande provision d'avoine, et lui fit entrevoir que, s'il était nécessaire, il enverrait, plus tard, à Turenne, 14,000 hommes.

En rentrant à Paris, de retour de Normandie, après avoir soumis Caen, le Havre et Dieppe, Mazarin apprit la capitulation de Clermont-en-Argonne, Jametz et Damvillers, conquise par le maréchal de Châtillon en 1637 et donnée en 1649 au prince de Conti, au détriment des droits héréditaires de Charles IV.

Le chevalier de La Rochefoucauld en avait été nommé gouverneur par Mazarin. Il garda dans la place le régiment de Bescherelle, l'ancien lieutenant de roi, et se contenta d'en changer les officiers.

Aussitôt que les Princes furent incarcérés au donjon de Vincennes, Bescherelle s'approcha de Damvillers et entra en communication avec les vieux sergents et les soldats de la garnison, en leur faisant entendre que leurs officiers allaient les livrer aux Espagnols et en les exhortant à s'y opposer.

Ces vieux sergents, qui avaient servi toute leur vie sous Bescherelle et qui n'aimaient point leurs nouveaux officiers, voulurent éviter la honte qui les menaçait, arrêtèrent La Rochefoucauld et tous leurs officiers et firent entrer Bescherelle dans la ville.

Le régiment de Turenne, étant arrivé en vue de Damvillers, fut reçu à coups de canon.

Cette nouvelle réjouit Mazarin, qui laissa à Bescherelle le gouvernement de la ville surprise.

Quant à Clermont-en-Argonne, La Ferté-Senneterre s'en était emparé depuis longtemps et y avait mis comme capitaine des portes La Plante, « un de ses domestiques »[1].

Lorsque cette ville fut livrée par Mazarin à Condé, il y établit La Moussaye[2] comme commandant de place, et cet officier commit la même faute que le chevalier de La Rochefoucauld. Il y laissa la garnison qu'y avait mise La Ferté, en se contentant de changer les officiers, sous le commandement de La Plante, qui, voyant l'aversion de ses soldats pour Turenne et les Espagnols, avertit le gouverneur de la Lorraine de ce qui se passait.

La Ferté fit partir de Nancy du Tôt avec 1,500 fantassins et le suivit avec un gros de cavalerie. Après avoir averti La Plante de son approche, il fut introduit par celui-ci dans la citadelle aux cris de : *Vive le Roi!* ce qui stupéfia tellement ceux qui n'étaient pas du complot, qu'ils se constituèrent prisonniers.

Pour Jametz, n'étant pas considérée comme bonne place de guerre, elle fut abandonnée par les gens du prince de Condé, et La Ferté y mit garnison.

Ainsi, il ne resta sur la frontière belge que Stenay, sous les ordres de Turenne. C'est là que le maréchal et la belle duchesse de Longueville, dont il était un des adorateurs fervents, établirent leur quartier général au début de la campagne qui allait commencer.

Avant d'envahir la France, de concert avec Turenne et Charles IV, l'archiduc Léopold d'Autriche rassembla son armée dans le Hainaut, tandis que Turenne concentrait la sienne dans le Luxembourg (mai).

Mazarin, devant les dangers qui menaçaient la France, ne se troubla pas et montra une énergie et une activité d'esprit remarquables.

Il donna le commandement de l'armée du Nord destinée à

---

1. Il fut tué, le 2 juillet 1652, au combat de la porte Saint-Antoine.

2. Moussaye (Amaury de Goyon-Matignon, marquis de La). Il mourut au mois de novembre 1650.

résister aux Espagnols et à Turenne au maréchal de Choiseul du Plessis-Praslin. Le maréchal de L'Hôpital, l'ancien gouverneur de la Lorraine, reçut le gouvernement de la Champagne, le comte de Saint-Aignan celui du Berry, et le duc de Vendôme celui de la Bourgogne.

Dès son arrivée à Dijon, Vendôme s'empara du château de cette ville, puis de Saint-Jean-de-Losne et de Verdun-sur-Saône.

Le comte de Tavannes[1], lieutenant des gendarmes de Condé, dès l'emprisonnement des princes, s'était jeté dans Bellegarde (Seurre), en même temps que du Passage, officier très dévoué à Turenne.

Mazarin jugea à propos d'aller presser le siège de cette ville et emmena la cour à Dijon, après avoir donné le commandement militaire de Paris au duc d'Orléans, sous la surveillance de Le Tellier, secrétaire d'État aux affaires de la guerre, qui lui était dévoué, remplacé le garde des sceaux Chavigny par Châteauneuf, l'ami de la duchesse de Chevreuse, promis l'amirauté au duc de Vendôme et une abbaye à Mgr de Gondi, au lieu du chapeau cardinalice (mars).

La Tivolière, capitaine des gardes de la reine, envoyé par Anne d'Autriche, somma Saint-Micaud, gouverneur de Bellegarde, de se rendre. Sur son refus, Vendôme mit le siège devant la place (21 mars), et Mazarin vint lui-même, accompagné du jeune roi de France, au camp de l'armée royale.

En entendant les acclamations des soldats qui accueillaient de leurs vivats la présence parmi eux de Louis XIV, les soldats de la garnison de Bellegarde se mirent à crier : *Vive le Roi!* en jetant leurs chapeaux en l'air. Leurs officiers, ne pouvant plus se faire obéir, et craignant d'être livrés par eux à la vengeance royale, demandèrent à capituler (9 avril).

Le roi, sa mère et Mazarin reprirent le chemin de Paris, où ils arrivèrent le 3 mai.

---

1. Tavannes (Jacques de Saulx, comte de Busancy, *dit* le comte de). Il a laissé des *Mémoires*.

Les hostilités ne commencèrent qu'aux premiers jours de juin entre l'armée royale, commandée par le maréchal du Plessis-Praslin, et l'armée des coalisés.

Charles IV, au lieu de se joindre à l'armée espagnole, ou de profiter des troubles qui agitaient la France et de l'invasion qui la menaçait, pour marcher en toute hâte vers le duché de Lorraine, y rallier ses partisans et essayer de reprendre aux Français les places qu'ils occupaient, préféra rester à Bruxelles.

Il prêta aux Espagnols une partie de ses troupes, ordonna à M. de Fauge, sergent de bataille de l'armée lorraine, de quitter les bords de la Moselle et du Rhin, et d'arriver, par le Luxembourg, au secours de Turenne avec sa brigade de 2,500 hommes.

Mais, apprenant que le général Roze-Worms, célèbre partisan, accourait d'Allemagne, appelé par Mazarin, pour renforcer l'armée du Nord avec 15,000 Allemands, Charles IV envoya le comte de Ligniville en Lorraine avec 4,000 hommes et deux pièces de campagne.

Ligniville arriva dans les Vosges au moment où le général allemand venait de gravir le contrefort boisé qui sépare l'Alsace de la Lorraine, et n'était qu'à quelques lieues de Rambervillers.

Le maréchal de camp général lorrain cherche en vain à surprendre Roze-Worms au sortir de Rambervillers. Il ne peut y réussir, mais il essaye d'être plus heureux près de Charmes, lorsque l'Allemand se dirige vers Châtel-sur-Moselle.

Guidé par Jean Thomassin, Ligniville prend les devants et, à la faveur des bois de Vincey, s'étant avancé jusqu'à une colline, près du bois d'Échat[1], il attend de pied ferme Roze-Worms et ses Allemands qui débouchent par ce bois.

Dès qu'ils sont dans la plaine, Ligniville les charge de front et en flanc.

Le choc fut si rude et l'attaque si bien conduite, que tous les soldats de Roze-Worms furent tués ou faits prisonniers. Leur chef

1. Peut-être le bois des États. Le bois d'Échat n'est pas indiqué dans la carte d'état-major.

lui-même fut pris par Dominique Bernard[1], adjudant de Ligniville, et conduit au château de Landstuhl (Basse-Bavière), où les Lorrains tenaient garnison.

Les Espagnols, après le traité signé par le comte de Fuensaldaña, le maréchal de Turenne et la duchesse de Longueville, à Stenay, auraient voulu obliger Turenne à rester en Champagne avec son armée, pendant qu'ils opéreraient en Picardie, mais le maréchal, ne doutant pas que leur dessein était de profiter des divisions de la France pour reprendre les places que les Français leur avaient prises, et que, s'il demeurait isolé, l'armée royale tomberait tout entière sur lui et l'écraserait, préféra unir ses troupes aux troupes espagnoles et lorraines, afin de forcer ses alliés à envahir le royaume de France.

De cette manière seule, de l'avis de M. de Turenne, les Espagnols pouvaient aider aux efforts faits par les partisans des Princes dans la Guyenne et dans les autres provinces de la France.

Nous sommes au mois de juin. L'armée espagnole, renforcée par la petite armée lorraine, va s'ébranler et entrer en campagne.

Ce sont 20,000 hommes bons ou mauvais, plutôt mauvais que bons, mais bien encadrés, très disciplinés, auxquels l'archiduc Léopold défend le pillage.

Chose étonnante pour l'époque, cette horde d'envahisseurs, composés de soldats de toutes nations, espagnols, belges, lorrains, français et allemands, ne volent rien et payent leurs dépenses.

C'est que, comme tous les envahisseurs, l'archiduc Léopold se pose en libérateur. Ne veut-il pas forcer Mazarin à s'accommoder avec le roi d'Espagne et apporter aux Français, las

---

1. Officier des chevau-légers de Charles IV. Au siège de Courtray, auquel prit part Charles IV, il avait, le premier, franchi les tranchées et monté sur la brèche. Son fils, Nicolas Bernard, avocat à la Cour souveraine, demeurant à Bourmont, fut anobli par le duc Léopold, le 15 avril 1710.

d'une guerre interminable, les bienfaits d'une paix ardemment désirée par tous, mais peut-être plus par les vrais patriotes, par les fidèles de Mazarin, que par les partisans des Princes dont l'influence et les honneurs ne peuvent que grandir et s'accumuler pendant la guerre?

Avant de rejoindre en Flandre l'archiduc, dont on avait aperçu les éclaireurs près de Soissons et de Rocroi, Turenne s'empara d'Irson et d'Aubenton[1].

Placé sous les ordres de l'archiduc, qui conservait le commandement supérieur, Turenne s'empara du Catelet (14 juin)[2].

Léopold avait rencontré, au début de la campagne, entre Avesne et Maubeuge, M. de Fauge, qui lui amenait sa brigade de l'Électorat de Trèves.

Après avoir reçu les ordres du général autrichien, Fauge prit le chemin de Landrecies, où le marquis de Sfondrato devait le rejoindre.

Le jour de la reddition du Catelet, Léopold mit le siège devant Guise.

Du Plessis était en ce moment à La Fère, où Mazarin alla le voir et réveilla le zèle du maréchal qui trouvait de grandes difficultés à organiser l'armée royale, vu l'état de trouble où se débattait la France et la désorganisation des régiments français dont plusieurs comptaient de nombreux partisans des Princes.

Heureusement, le duc d'Orléans, auquel la reine mère, installée à Compiègne, avait légué ses pouvoirs, maintenait l'ordre dans Paris et restait en bon accord avec le Parlement, Beaufort et Gondi, poussant le dévouement envers Anne d'Autriche jusqu'à faire sortir de Paris la princesse douairière de Condé et laissant sa fille aînée, M^lle^ de Montpensier, en compagnie du roi, de la régente et de Mazarin.

C'est Louis de Bridieu qui commandait dans Guise. Ce gentilhomme poitevin se défendit héroïquement, malgré que l'ar-

1. Bourg du département de l'Aisne. M. de Vandy en était gouverneur.

2. La Ferté-Senneterre, gouverneur de la Lorraine, qu'on attendait le 18 juin, à La Fère, arriva trop tard, pour marcher au secours de Guise.

chiduc Léopold fût parvenu à faire creuser trois tranchées, deux devant la ville, l'autre devant la citadelle.

M. de Fauge, obéissant peut-être aux ordres secrets de Charles IV, se rapprocha de la place assiégée et envoya un trompette aux habitants, leur promettant la neutralité en considération des liens historiques qui rattachaient Guise à une branche illustre de la maison de Lorraine. Ils refusèrent de s'entendre avec le colonel lorrain et se réfugièrent dans le château, lorsque Léopold eut fait attacher le mineur.

Dans ce château, inaccessible à la mine, Bridieu et les habitants de Guise narguèrent les attaques réitérées du prince autrichien, qui fut obligé de se retirer nuitamment (1er juillet)[1].

Essayant de couper les vivres aux Espagnols et aux Lorrains, du Plessis s'était campé entre leur camp et Landrecies et le Quesnoy, et avait envoyé Roquespine à La Capelle. Il s'empara d'un grand convoi qui leur apportait des vivres; c'est ce qui les força à lever le siège de Guise. La famine s'était mise dans le camp des coalisés.

Pendant que les Lorrains et les Espagnols se campaient à Étreux (Aisne), et les Français à Ribémont, où ils se rafraîchirent jusqu'au 21 juillet, Ligniville, resté en Lorraine, s'approcha de Thionville, qui depuis sept ans appartenait à la France.

Mais, s'apercevant que cette ville était en bon état de défense et que Marolles, son gouverneur, avait jeté un pont sur la Moselle, il rebroussa chemin.

Le marquis de Lamberiye, gouverneur pour la France de Longwy, fit bonne garde et battit la petite armée lorraine près de Serrouville[2] (juillet).

Entre temps, Turenne, attribuant l'échec des coalisés sous Guise à la belle conduite de la garnison de La Capelle, convainquit Léopold d'Autriche de l'opportunité d'attaquer cette

1. Voir *Mémoires de Montglat* (1650), édit. Michaud et Poujoulat, p. 250. Voir Lettre de Mazarin à Le Tellier, Saint-Quentin, 28 juin 1650. Bibl. nat. ms. f° 4208, f° 65 et 67 v°.

2. Serrouville, Meurthe-et-Moselle, arrondissement de Briey, canton d'Audun-le-Roman.

ville, qui se rendit le 3 août. Ce fut bientôt le tour de Vervins et de Marle.

L'armée ennemie s'avança vers la Champagne. C'était l'invasion complète. Turenne était arrivé à ses fins en entraînant avec lui les Espagnols et les Lorrains. Rethel venait de capituler, ainsi que Château-Porcien. Le maréchal du Plessis-Praslin s'était laissé déborder, et Turenne pouvait espérer que les progrès de l'armée envahissante allaient raviver l'enthousiasme des nombreux partisans des princes que comptait Paris.

Au lieu de tenir tête à l'invasion, de stimuler de nouveau la torpeur de du Plessis-Praslin, campé près de Reims, Mazarin prit le chemin de la Guyenne et emmena avec lui Louis XIV et sa mère, afin de soumettre Bordeaux qui avait, irrité par les exactions du duc d'Épernon, embrassé avec ardeur le parti des Princes et donné abri à la femme de Condé, au duc de Bouillon et au duc de La Rochefoucauld (août).

De mauvaises nouvelles arrivèrent de Lorraine au cardinal pendant son voyage à travers la France.

Épinal avait ouvert ses portes aux colonels lorrains Georges du Houx de Belrupt et Dominique Lhuillier[1].

Pendant le siège d'Épinal, le comte Philippe-Emmanuel de Ligniville s'était posté à Bult, Vomécourt et Rambervillers.

Belrupt qui, pendant le siège d'Épinal, avait établi son quartier général à La Roche, après la prise de cette ville, se campa à Mirecourt, tandis que Ligniville se cantonnait à Neufchâteau dont il s'empara, le 7 septembre, à minuit[2].

---

1. Voir *Archives de la ville d'Épinal*, par Ferry, t. III, 2e partie, p. 753 et suiv. Le château d'Épinal ne se rendit au colonel Lhuillier qu'après la ville que le sieur de Lespine commandait pour la France. Les Lorrains attaquèrent le château des tours de Saint-Goëry et du Saint-Esprit. Les maçons et les charpentiers d'Épinal occupaient cette tour et aidèrent Lhuillier dans son attaque.

2. Les portes furent brûlées et l'assaut donné à cause de la résistance de la garnison française. L'armée lorraine séjourna chez les habitants à Neufchâteau, Rouceux et Noncourt.

Le château se rendit après 8 jours. Quatre jours plus tard, le comte de Ligniville s'éloigna laissant à Neufchâteau le marquis de Bassompierre avec 4 compagnies d'infanterie et autant de cavalerie.

Le principal du Collège d'Épinal, le sieur Petit, se distingua par son patriotisme et fut arrêté comme espion par les soldats du marquis de La Ferté-Senneterre, gouverneur de la Lorraine.

Nous croyons utile de tirer de l'oubli le nom de cet homme dévoué à sa patrie.

Ce qui se passait en Champagne délivra momentanément la Lorraine de la présence de son oppresseur.

Appelé en toute hâte par le maréchal du Plessis-Praslin, débordé par l'armée envahissante, le marquis de La Ferté-Senneterre quitta Nancy, emmenant avec lui 2,000 hommes, et alla se camper le long des remparts de Reims, au moulin de la Housse, puis fut bientôt remplacé par du Plessis-Praslin lui-même, qui chercha à couvrir cette ville importante.

Neufchâtel-sur-Aisne, à l'ouest de Reims, était entre les mains des Espagnols. Turenne avait toujours les yeux fixés sur le donjon de Vincennes.

Mais l'archiduc Léopold s'obstinait à ne pas vouloir marcher sur Paris et ne bougea pas, se contentant d'établir ses avant-postes jusqu'à Cormicy et sur les hauteurs de Brémont, d'où Espagnols et Lorrains pouvaient apercevoir les tours de la cathédrale de Reims.

Du Plessis-Praslin apprend que Turenne, n'écoutant pas les avis de l'archiduc Léopold, malgré la faiblesse de ses régiments, a juré de délivrer les Princes, a quitté Notre-Dame-de-Liesse, où il s'est retranché derrière des marais impraticables, a traversé l'Aisne et essayé de franchir la Vesle.

Du Plessis envoie en toute hâte le lieutenant-général d'Hocquincourt à Fismes, sur la route de Soissons à Reims, avec dix régiments de cavalerie, pour défendre le passage de cette rivière, et lui barrer le chemin de Paris.

Le 26 août, Turenne le bat à plates coutures, lui fait 400 ou 500 prisonniers, force le passage de la Vesle, rejette son adversaire sur Soissons, et envoie ses éclaireurs jusqu'à Dammartin, à quelques lieues de la capitale. Il pousse, par Oulchy, jusqu'à la vallée de l'Ourcq, et met La Ferté-Milon au pillage (1er septembre).

Les Espagnols et les Lorrains, de leur côté, ont quitté Neufchâtel, s'avancent vers Fismes et se campent à Bazoches, où ils restent pendant un mois.

Le succès remporté par Turenne fut rendu inutile par la décision prise par Gaston d'Orléans de faire transporter les Princes de Vincennes au château de Marcoussis, situé à huit lieues de Paris, sur la route d'Orléans (28 août). Aussi, rebroussa-t-il chemin et vint-il rejoindre les Espagnols et les Lorrains à Bazoches, en avant de Fismes, où « l'armée de la liberté des Princes », comme l'on disait en France, séjourna pendant un mois.

C'est alors que l'archiduc Léopold se décida à entamer des négociations avec le duc d'Orléans, suivant en cela les conseils des amis des Princes. « C'était joindre, dit Montglat, la ruse à la force. »

Afin de colorer d'un prétexte avouable son entrée en France et se rendre populaire auprès du peuple français, Léopold envoya à Monsieur un trompette porteur d'une lettre dans laquelle il lui offrait la paix.

Le lieutenant-général du royaume chargea son chancelier, Charles de Laubespine, sire de Verderonne, d'apporter sa réponse à l'archiduc. Il le remerciait de la confiance qu'il lui accordait, l'assurait de son vif désir d'accepter des ouvertures de paix et le priait de lui désigner le lieu et le jour où les représentants des deux nations pourraient s'aboucher. L'archiduc répondit à Verderonne que c'était avec Monsieur qu'il désirait s'entretenir personnellement et, quelques jours après, il lui envoya don Gabriel de Tolède[1]. Cet envoyé extraordinaire

1. D'après M^lle^ de Montpensier, Gaston d'Orléans aurait envoyé M. de Verderonne, M. d'Avaux, le nonce et l'agent vénitien au rendez-vous donné par l'archiduc Léopold, sans l'autorisation de la reine-mère qui ne fut avertie qu'après l'échec de cette tentative ridicule d'accommodement.

Mais Mademoiselle estime que son père eut raison d'agir comme il le fit, « les ennemis étant aux portes de Paris, qui payoient partout et qui étoient bénis des peuples, dont quasi tous étoient révoltés; que, s'ils fussent venus à Paris, l'on eût ouvert les portes, sans que Monsieur en eût pu empêcher ». (*Mémoires de M^lle^ de Montpensier*, édit. Chéruel, t. I, pp. 260 et suiv.)

fut reçu en audience par Gaston d'Orléans en présence de Chigi, nonce du pape en France, et du chargé d'affaires de la République de Venise, en l'absence de Contarini, son ambassadeur en France, des officiers de la couronne, des présidents à mortier, et des ministres d'État qui n'avaient pas suivi la cour en Guyenne.

Devant cet aréopage fut donnée lecture de la lettre du prince autrichien, qui donnait rendez-vous à l'oncle de Louis XIV pour le 18 septembre, entre Reims et Rethel. Don Gabriel de Tolède eut le lendemain une longue conférence avec Mgr Chigi et le chargé d'affaires vénitien. Le duc d'Orléans ne consentit pas à se déplacer, mais il fit demander à l'archiduc Léopold qu'il trouvât bon qu'au jour et au lieu proposés se rendissent près de lui le nonce et l'agent vénitien, médiateurs de la paix générale, accompagnés de M. d'Avaux, un des plénipotentiaires de la France à Munster. Les trois plénipotentiaires se mirent en route et arrivèrent à Nanteuil-le-Haudoin, dans l'Isle de France, où don Gabriel de Tolède les pria d'attendre leurs passeports. Au bout de quelques jours, les plénipotentiaires, ne recevant aucun passeport, envoyèrent à don Gabriel un trompette chargé de lui demander des explications. Cet hidalgo s'excusa en termes ambigus, faisant accompagner sa réponse d'une lettre de l'archiduc à Monsieur où il lui faisait remarquer que la présence des médiateurs lui semblait chose inutile et qu'elle ne servirait qu'à allonger les négociations. Il persistait à vouloir s'entretenir avec l'oncle du roi, mais remettait l'entrevue à une date ultérieure, car il fallait, disait-il, que son armée ne piétinât pas sur place et se mît en mouvement. C'était une défection. L'archiduc Léopold s'était moqué de Gaston d'Orléans et avait voulu gagner du temps afin de reconstituer son armée et d'augmenter ses forces.

Il avait cherché, par cette démarche pacifique, à augmenter la popularité dont il jouissait parmi les habitants de Paris, qui bénissaient son nom, dit Mme de Motteville.

Le vicomte de Turenne avait fait afficher dans tous les carrefours de Paris des placards où Mazarin était couvert d'op-

Les Espagnols et les Lorrains, de leur côté, on
châtel, s'avancent vers Fismes et se campent à Ba
restent pendant un mois.

Le succès remporté par Turenne fut rendu
décision prise par Gaston d'Orléans de faire t
Princes de Vincennes au château de Marcoussis
lieues de Paris, sur la route d'Orléans (28 ao
broussa-t-il chemin et vint-il rejoindre les Es
Lorrains à Bazoches, en avant de Fismes, où
liberté des Princes », comme l'on disait en Fr
pendant un mois.

C'est alors que l'archiduc Léopold se décida
négociations avec le duc d'Orléans, suivant en
des amis des Princes. « C'était joindre, dit Mor
la force. »

Afin de colorer d'un prétexte avouable son er
et se rendre populaire auprès du peuple fr
envoya à Monsieur un trompette porteur d'un
quelle il lui offrait la paix.

Le lieutenant-général du royaume chargea
Charles de Laubespine, sire de Verderonne, d
ponse à l'archiduc. Il le remerciait de la co
accordait, l'assurait de son vif désir d'accepter
de paix et le priait de lui désigner le lieu
représentants des deux nations pourraient s
chiduc répondit à Verderonne que c'était ave
désirait s'entretenir personnellement et, quelqu
lui envoya don Gabriel de Tolède[1]. Cet envo

1. D'après Mlle de Montpensier, Gaston d'Orléans aurai
ronne, M. d'Avaux, le nonce et l'agent vénitien au rende
chiduc Léopold, sans l'autorisation de la reine-mère qui n
l'échec de cette tentative ridicule d'accommodement.

Mais Mademoiselle estime que son père eut raison d'agi
ennemis étant aux portes de Paris, qui payoient partout
des peuples, dont quasi tous étoient révoltés; que, s'ils
l'on eût ouvert les portes, sans que Monsieur en eût pu e
de Mlle de Montpensier, édit. Chéruel, t. I, pp. 260 et

pations qui l'assiégeaient, la présence d'un ennemi redoutable sur le sol français, la révolte des provinces et les menaces incessantes de la Fronde parisienne, radoucie mais non muselée, refusa d'accueillir les ouvertures de Charles IV.

Il avait confiance dans l'étoile de la France et, malgré son éloignement momentané des frontières envahies, il espérait en la Providence qui, jusqu'alors, au milieu des soucis et des peines dont ses adversaires l'avaient abreuvé, en voulant le renverser, lui et son œuvre, l'avait soutenu dans les efforts faits par son génie pour le bonheur et la grandeur de la France.

En Lorraine, le comte de Ligniville, grâce au départ de La Ferté pour la Champagne menacée avec une partie du corps d'occupation commis à la garde du duché, put se maintenir dans les places arrachées par lui à l'ennemi et reconquérir une partie des États de son souverain.

Le gouverneur de Toul craignit d'être assiégé par l'armée lorraine et mit en état de siège la ville dont le roi lui avait confié la garde.

Sur son initiative, plusieurs réunions eurent lieu à la mai on de ville et au Gouvernement pour aviser aux précautions à prendre. Le faubourg Saint-Epvre fut abattu en partie et les haies qui entouraient la ville furent coupées.

Les appréhensions des Toulois augmentèrent après la prise de Neufchâteau par Ligniville. M. de Brault amena de Nancy 200 hommes destinés à renforcer la garnison de Toul. Le Parlement de Metz, transféré dans cette ville depuis 1637, se chargea de la subsistance des soldats venus de Nancy et la ville s'offrit à leur donner le couvert.

Ajoutons que le renfort conduit par de Brault ne séjourna à Toul que deux jours (17-19 septembre).

Le marquis de La Ferté, à son retour de Reims, passa par Toul, le 19 septembre, où il arriva de grand matin. Les soldats de M. de Brault revinrent avec lui à Nancy.

Et cependant la capitale de la Lorraine manquait de vivres, car, chose fréquente à cette époque où les gouverneurs consi-

déraient les provinces confiées à leurs soins comme des vaches à lait qu'il fallait traire le plus souvent possible, La Ferté avait mis dans sa bourse l'argent destiné à ravitailler la garnison.

Mais, pressé par le danger, s'attendant chaque jour à se voir assiégé par Ligniville, il força les paysans des environs à approvisionner Nancy, car il était temps de pourvoir à la subsistance de la garnison. 300 cavaliers vinrent augmenter le nombre de bouches à nourrir.

Après l'échec de d'Hocquincourt sur les bords de la Vesle et l'envoi de Gabriel de Tolède à Paris, du Plessis-Praslin ne resta pas inactif. Il partagea son armée en plusieurs corps, de manière à pouvoir protéger Laon, Soissons, Château-Thierry et Épernay, ainsi que tous les passages de la Marne.

Sur le conseil de Turenne, l'archiduc Léopold quittant Bazoches, assiégea Mouzon, ville située sur la Meuse, à environ deux lieues de Stenay (27 septembre).

Le gouverneur nominal de Mouzon était le comte de Grandpré [1]. C'était un traître, vendu à Turenne. Les habitants de Mouzon, fidèles au roi, lui refusèrent les portes de leur ville, et Fabert, après avoir organisé sa défense, lui donna pour gouverneur le brave Mazon, qui devait se couvrir de gloire par son héroïque résistance.

C'est au son du violon que la garnison de Mouzon accueillit les menaces des Espagnols et des Lorrains.

Le manque de canon, la pluie, le débordement de la Meuse, le refus que fit le comte d'Hocquincourt, gouverneur de Péronne, de munitions, pour ne pas déplaire à M^me^ de Montbazon, à laquelle il avait écrit : « Péronne est à la belle des belles »,

---

1. Grandpré (Antoine-François de Joyeuse, comte de), mestre de camp d'un régiment d'infanterie, gouverneur de Mouzon et de Clermont-en-Argonne.

On soupçonnait également Isaac de Pas, marquis de Feuquières, gouverneur de Verdun. (V. *Journal des guerres civiles,* par Dubuisson-Aubenay, pp. 219 et 224.)

Au siège de Mouzon furent tués le lieutenant-colonel de Saux et M. de Montecler. (*Mémoires de Puységur,* pp 100 et suiv.)

la fièvre paludéenne furent autant d'obstacles au creusement des tranchées autour de Mouzon.

De Reims, du Plessis-Praslin feint de venir au secours de la ville menacée, en passant par Verdun.

On ne s'explique pas pourquoi le maréchal resta éloigné de 6 à 8 lieues de la place assiégée qui succomba le 6 novembre, après avoir résisté plus de six semaines.

La résistance prolongée de la garnison de Mouzon contribua à sauver la France d'une invasion complète. Les Espagnols et les Lorrains perdirent près de 7,000 hommes à ce siège, qui leur fit peu d'honneur (7 novembre).

A Paris, le coadjuteur, irrité du refus que Mazarin venait de lui faire du chapeau cardinalice, par l'intermédiaire de la Palatine, Anne de Gonzague, s'allia avec les partisans des princes et entraîna dans leur parti le duc d'Orléans. Anne d'Autriche venait cependant d'arracher à Monsieur son consentement au transfert des princes au Havre, où ils furent conduits et arrivèrent le 25 novembre, quelques jours avant la mort de la princesse douairière de Condé[1].

Si, quittant la Champagne envahie et Paris, où soufflait de plus en plus le vent de la révolte, grâce aux agissements d'un prélat ambitieux et de femmes intrigantes, telles qu'Anne de Gonzague, la duchesse de Chevreuse et la duchesse de Châtillon, nous nous transportons en Lorraine, nous y retrouverons Ligniville presque entièrement maître du pays. Il avait repris tour à tour Épinal, Châtel-sur-Moselle, Mirecourt, les châteaux de Haroué, de Tonnoy et de Savigny, ainsi que Neufchâteau, Bar et Ligny.

La Ferté, rassuré pour Nancy, que Ligniville n'aurait pu assiéger, vu le nombre insuffisant des soldats dont il disposait, résolut d'opposer une résistance sérieuse aux progrès inquiétants de la petite armée lorraine.

Non loin de Nancy, sur la rive droite de la Moselle, s'élevait

1. Charlotte-Marguerite de Montmorency, veuve de Henri III, prince de Condé. Elle mourut le 2 décembre 1650.

un château fort, du nom de Tonnoy[1], qui dominait un village de peu d'importance.

La Ferté envoya Berreau, un de ses lieutenants, mettre le siège devant ce château.

Ligniville, averti des intentions du gouverneur de la Lorraine, ordonna à Jean Le Borgne, tailleur de profession et chef de partisans lorrains, d'occuper le château de Tonnoy, probablement abandonné par son seigneur.

Le Borgne réussit à s'enfermer dans le château commis à sa garde, deux jours avant l'arrivée de Berreau sous ses murs.

Il avait à sa disposition peu de vivres, encore moins de munitions de guerre, mais c'était un homme courageux, un patriote ardent, un de ces hommes intrépides comme en suscitent l'invasion et les malheurs de la patrie.

Ses seize soldats avaient, comme lui, l'âme bien trempée et ne craignaient point la mort. Aussi, se défendirent-ils avec courage et affrontèrent-ils avec héroïsme le feu des canons français.

Berreau, ne pouvant les décider à capituler, fit avertir La Ferté de la résistance incompréhensible de la bicoque assiégée par ses soldats. Le gouverneur accourut à la rescousse et fit sommer Le Borgne de se rendre, s'il ne voulait pas être pendu « avec cérémonie ». Le Borgne résista encore pendant quelques jours aux attaques réitérées des Français ; mais bientôt, affamé, sans poudre, dépourvu de tout, l'héroïque manant imposa ses conditions à La Ferté et exigea qu'on lui livrât Berreau comme otage, ce qui lui fut accordé.

Alors les braves Lorrains, ayant à leur tête Le Borgne, sortirent du château de Tonnoy, mèche allumée, balle en bouche, avec les honneurs de la guerre.

Leur nombre était bien réduit, mais ils sortaient du château qu'ils avaient défendu jusqu'à la mort, le front haut, et salués de l'épée par les officiers ennemis, gentilshommes rendant hommage à de simples paysans !

---

1. Tonnoy. Meurthe, arrondissement de Nancy, canton de Saint-Nicolas-du-Port.

Le Borgne avait gagné ses éperons de chevalier[1].

Son nom devrait être rappelé à la génération actuelle et gravé en lettres d'or sur la façade de la maison commune du village de Tonnoy.

La vieille patrie lorraine n'existe plus, et l'amour que lui avaient voué les ancêtres, leurs descendants l'ont reporté sur la France, la grande patrie, celle qu'avait délivrée et défendue Jeanne d'Arc, fille du peuple comme Le Borgne, comme lui, voulant « bouter dehors » l'envahisseur.

Qu'on rappelle à la jeune génération les hauts faits des aïeux, hauts faits qui se sont passés près d'eux, non loin de leurs berceaux et des tombes paternelles. C'est ainsi qu'on préparera une race d'hommes courageux qui, à l'heure du danger, feront volontiers le sacrifice de leur vie pour la défense des dieux lares.

Les Français se réjouirent de la prise du château de Tonnoy comme s'ils s'étaient emparés d'une ville importante ou d'une citadelle réputée imprenable, et l'on vendit à Paris une plaquette intitulée : *La prise du fort château de Tonnoy, par le marquis de La Ferté !*

Après la prise du château de Tonnoy, La Ferté fit mine d'aller rejoindre le maréchal de Praslin en Champagne, mais, revenant subitement sur ses pas, il dissimula sa marche à travers les bois qui dominent Bar-le-Duc, à la tête de 800 cavaliers, et marcha vers Saint-Mihiel dans l'espérance de surprendre Ligniville. Celui-ci, croyant son adversaire au delà des frontières du Barrois et comptant sur la supériorité de ses troupes, trois fois plus considérables que celles que La Ferté avait laissées en Lorraine, avait disséminé ses escadrons aux environs de Saint-Mihiel, après s'être emparé de Bar (octobre)[2].

---

1. Cf. *Mémoires du marquis de Beauvau*, à la Sphère, p. 97 et suiv.

2. Le 6 octobre 1650, M. de Ligniville, de Velaine, près de Ligny, donna l'ordre de voiturer des bois pour remonter les canons de Neufchâteau, faire trois guérites, et réparer les brèches de la ville. (*Inventaire des titres et papiers de Neufchâteau*, par Joseph Husson, greffier au bailliage.) Communication de M. L. Edme, de Ronceux (Vosges).

Neufchâteau se trouva ruiné à la suite du siège du 6 septembre 1650. Heu-

De plus, il commit également l'imprudence de ne pas faire couper un pont établi sur la rivière d'Aire, non guéable à cette époque de l'année, qui aurait arrêté quelque temps La Ferté dans sa marche. Ligniville, paraît-il, fut averti au dernier moment de l'approche du général français, mais, sous le coup d'une hallucination, il ne voulut pas y croire et refusa de se garder, faute capitale pour un homme de guerre. Aussi, La Ferté, sans rencontrer d'obstacles, tomba-t-il à l'improviste sur les Lorrains au moment où ils descendaient de cheval, dans le village de Lignières[1], et commençaient à s'établir dans leurs cantonnements. Leur grand'garde fut si brusquement chargée et culbutée, que Ligniville n'eut pas seulement le temps de former un escadron pour tenir tête à l'ennemi.

Il ne lui resta d'autres ressources que d'ordonner à ceux de ses cavaliers qui purent le faire de battre en retraite.

Les soldats d'un des quartiers voisins du lieu où la grand'garde de la cavalerie lorraine avait été attaquée, en entendant les coups de pistolet qui leur annonçaient la présence de l'ennemi, ne jugèrent pas à propos de venir au secours de leurs camarades et s'enfuirent en toute hâte. Ligniville eut à déplorer la mort de plusieurs de ses officiers et d'un grand nombre de ses soldats, entre autres celle de du Parc, son quartier-maître général (9 octobre)[2].

La nuit survint. Les soldats lorrains qui survécurent à ce

---

reusement, le 17 août 1652, le duc d'Orléans mit cette ville sous sa protection et celle du roi, avec permission d'apposer les armes et les écussons de France en tels endroits que les habitants le jugeraient à propos. Cette neutralité accordée aux bourgeois de Neufchâteau ne fut pas, paraît-il, observée par tous, puisque le maréchal de La Ferté-Senneterre, le 2 janvier 1652, apprenant que dans les villes d'Épinal et de Châtel-sur-Moselle, sous prétexte de neutralité, les maires, les échevins et les officiers de ces deux villes s'opposaient à l'exécution des arrêts du Parlement de Metz, siégeant à Toul, obtint de Louis XIV une ordonnance qui prescrivit à ces deux villes de demeurer justiciables du Parlement de Metz. (*Aff. étr., Lorraine,* t. XXXVI, f° 146.)

1. Lignières. Meuse, arrondissement de Commercy, canton de Pierrefitte-sur-Aire.

2. Voir *Mémoires du marquis de Beauvau,* p. 98 et suiv.

désastre passèrent la Meuse à Ourches[1] et pénétrèrent le 10 octobre dans les faubourgs de Saint-Mihiel, où Ligniville était venu passer la nuit. Le lendemain, ces cavaliers quittèrent leur cantonnement à la pointe du jour et, vers cinq heures du soir, arrivèrent à Pagny-sur-Meuse[2] « sans tambour ni trompette ».

De là, ils se dirigèrent vers Neufchâteau. M. de Roncières, gouverneur de Toul, informé de leur marche, envoya à leur rencontre trois partis. L'un, commandé par le lieutenant La Jeunesse, qui leur fit trente prisonniers ; le second, sous la conduite de l'enseigne Renger, attaqua, au-dessus d'Uruffe[3], trente dragons lorrains, dont 7 furent tués et 7 autres faits prisonniers. Le troisième parti, nous apprend la *Gazette de France*, s'empara d'un riche butin.

Le même jour, Ligniville quitta, vers cinq heures du soir, Pagny-sur-Meuse, vint coucher à Void[4] et le lendemain à Neufchâteau.

Roncières l'attaqua près de cette ville et lui fit quelques prisonniers, entre autres un capitaine de cavalerie.

Le 13, Ligniville quitta Neufchâteau et s'achemina vers Bulgnéville, sous le prétexte de vouloir rafraîchir son armée dans le pays qui s'étend entre Aigremont et La Mothe, après avoir jeté dans les places restées fidèles à Charles IV le peu qui lui restait d'infanterie[5].

La Ferté ne fut pas aussi heureux devant Ligny-en-Barrois[6] que devant le château de Tonnoy.

Dans le feu d'une attaque qu'il dirigeait contre cette ville, il

---

1. Ourches. Meuse, arrondissement de Commercy, canton de Void.

2. Pagny-sur-Meuse. Meuse, arrondissement de Commercy, canton de Void.

3. Uruffe. Meurthe, arrondissement de Toul, canton de Colombey-les-Belles, près du bois de Baranger.

4. Void. Meuse, arrondissement de Commercy, ch.-l.

5. Voir *Gazette de France*. Beauvau prétend que Ligniville se réfugia à Épinal.

6. Ligny-en-Barrois, Meuse, arrondissement de Bar-le-Duc, chef-lieu de canton.

reçut une blessure à l'épaule qui le força, après la reddition de la place, à regagner Nancy, afin de s'y faire soigner.

Charles IV venait d'acheter le château d'Aigremont et la baronnie de ce nom au comte de Rosnay, bâtard de la maison de Luxembourg, qui en était l'usufruitier.

Ce château était devenu pour Ligniville une place de refuge, qui devait remplacer La Mothe. Il y avait mis de l'infanterie et de la cavalerie uniquement destinées à terroriser le pays (août 1650). « Le duc d'Orléans écrivit aux Chaumontois pour les exhorter à faire déloger les Lorrains d'un poste si gênant, dit M. de Piépape dans son *Histoire militaire du pays de Langres,* et à réunir dans ce dessein les milices de Chaumont et de Langres, sous les ordres de M. de Marey, maréchal de camp des armées du roi. »

Le 13 août, Aigremont fut investi et, le 15, l'artillerie des bourgeois de Langres ouvrit le feu. Les intrigues de la noblesse langroise, quelque peu frondeuse, forcèrent les bourgeois patriotes à lever deux fois le siège, malgré que le canon eût déjà fait brèche.

Le duc d'Orléans, averti, ordonna au vicomte de Courval de quitter l'Alsace avec ses troupes et d'aider les Langrois à s'emparer d'Aigremont.

M. de Marey et le sergent-major Ducerf, avec un petit corps d'infanterie et de cavalerie et quelques canons, occupent le château de Ranconnières[1], d'où ils harcèlent un gros de Lorrains qui avaient envahi le Bassigny.

Le 15 août, les canons sont braqués devant Aigremont. Grande panique parmi les habitants qui se préparent à déménager, parlent de se rendre et de quitter la place.

Les dissentiments qui s'élevèrent entre quelques gentilshommes du Bassigny et les bourgeois de Langres faisant partie de l'armée assiégeante, le bruit qui courut parmi ces foudres de guerre de l'approche de Charles IV à la tête de troupes de

1. Ranconnières, Haute-Marne, arrondissement de Langres, canton de Varennes-sur-Amance.

secours, furent cause qu'ils levèrent précipitamment le siège (16 août).

On raconte que la comtesse de Rosnay, Marguerite de la Beaume, châtelaine d'Aigremont, fondait de ses blanches mains des balles d'étain servant à charger les mousquets des soldats de son mari! Mais le courage de ceux-ci ne correspondait pas à l'héroïsme de cette femme vaillante, car, au fur et à mesure que les assiégeants battaient en retraite, les assiégés décampaient également et laissaient châtelain et châtelaine en tête-à-tête[1]!

La Ferté, avons-nous dit, blessé à Ligny, ne pouvait plus combattre. Il laissa le commandement de son armée au comte de Flekenstein qui assiégeait le château de Void, défendu par le colonel lorrain Garnier. Ce gouverneur, ne voulant pas se rendre à discrétion, comme Flekenstein le lui avait fait proposer, attendit, avant de capituler, qu'une brèche écornât ses murs, et ne se rendit qu'à la dernière extrémité.

Les escarmouches entre les habitants de Langres et les gentilshommes du Bassigny et les Lorrains continuèrent pendant le mois de novembre, après la levée du siège d'Aigremont.

Vers le 11 novembre, MM. d'Yvers et du Bois, commandant la milice de Langres, se joignent à M. de la Roche d'Auxonne et pénètrent dans le quartier de Ligniville, prennent beaucoup de chevaux et de bétail, font prisonnier un de ses pages, s'emparent de six de ses plus beaux chevaux et de deux charrettes remplies de bagages.

Mais, grâce à la complicité d'un gentilhomme du pays, accusé d'avoir été un des inspirateurs de la levée du siège d'Aigremont, 500 cavaliers lorrains, ayant passé la Meuse à un endroit guéable connu seulement par les indigènes, accoururent en

1. Le château d'Aigremont fut de nouveau assiégé, au mois de janvier 1651, par la milice bourgeoise de Langres, commandée par le vicomte de Courval. Après deux assauts, la place fut prise par escalade, dans la nuit du 10 au 11 janvier, et rasée par ordre de la cour de France. Le comte et la comtesse de Rosnay furent condamnés à mort, comme traîtres, et effigiés à Langres, le 30 juin 1653.

toute hâte et coupèrent le chemin aux Langrois, leur reprirent une partie du butin et firent trois prisonniers à M. de La Roche. Mais, harcelés, à leur tour, par d'autres soldats dévoués à Mazarin, les Lorrains se retirèrent vers les montagnes. Ils voulurent cependant s'emparer de Bourbonne [1], d'où ils furent repoussés avec vigueur par les habitants et 100 soldats de la garnison (novembre).

Celle de Langres poussait ses incursions jusque Mirecourt et Épinal, et faisait des prisonniers aux Lorrains sous les yeux de Ligniville, réfugié dans cette ville. Le capitaine Simoni s'était enfermé à Aigremont au nom de Charles IV. De là, il rayonnait et ravageait tout le pays d'alentour. S'étant rendu en deux nuits à Vaillant [2], dans la montagne, avec 30 cavaliers, il fit plusieurs prisonniers parmi les plus notables du pays, mais en passant par Belmont [3], il fut attaqué par les soldats d'Yvers et de Du Bois. Tous ses soldats furent tués ou faits prisonniers. Lui-même fut pris dans le moulin du Fayl [4], et ne fut relâché, plus tard, que sur l'ordre du duc de Vendôme, gouverneur de la province [5].

Entre temps, Turenne, après la prise de Mouzon, s'était campé au camp de Romagne [6], près de Montfaucon-en-Argonne, pendant que l'archiduc Léopold retournait dans les Flandres, sous le prétexte de rafraîchir ses troupes et de leur donner des quartiers d'hiver, mais, surtout, pour recevoir les contingents qu'il attendait d'Allemagne.

Un de ses corps d'armée était commandé par M. de Fauge, colonel lorrain.

Turenne avait sous ses ordres 5,500 chevaux et 2,500 fantassins, en tout 8,000 hommes.

---

1. Bourbonne-les-Bains. Haute-Marne, arrondissement de Langres.
2. Vaillant. Haute-Marne, arrondissement de Langres, canton de Prauthoy.
3. Belmont. Haute-Marne, arrondissement de Langres, canton de Fayl-Billot.
4. Fayl-Billot. Haute-Marne, arrondissement de Langres, ch.-l.
5. *Gazette de France*, 1650, p. 1562.
6. Romagne-sous-Montfaucon, arrondissement de Montmédy, canton de Montfaucon.

C'était peu pour lutter contre du Plessis-Praslin, auquel Mazarin, revenu de la Guyenne, après la soumission de Bordeaux, amenait des renforts.

Le maréchal de Praslin peut mettre en ligne 9,000 hommes (1,000 chevaux et 8,000 fantassins).

Les princes prisonniers ne doivent plus espérer être délivrés par Turenne, depuis que Mazarin vient de les faire transférer du château de Marcoussis au Havre.

Charles IV, toujours à Bruxelles, apprenant que du Plessis-Praslin s'est cantonné sur les confins de la Champagne et du Barrois, et ignorant où se trouve Ligniville, après son échec de Lignières, lui écrit, le 19 novembre, sans savoir si sa lettre lui arrivera.

Il lui ordonne de remettre ses troupes en état, avant de les loger sur la rivière de la Marne, « pour assister M. le vicomte de Turenne » ainsi qu'il lui a déjà ordonné, « et pour cet effet vous advancer avec des *gens commandés* vers le Neufchasteau ».

Ligniville devait donc quitter le Bassigny, se porter vers Neufchâteau sans dégarnir les Vosges et les rives de la Sarre, tout en protégeant les rives de la Meuse contre une marche possible de Praslin vers Verdun, sans toutefois compromettre son armée de Lorraine.

Aussi Charles IV, qui ne semble pas très empressé de secourir Turenne, ajoute-t-il, en donnant cet ordre à Ligniville : « C'est tousiours avec cette considération de ne vous embarquer, mais seulement de luy [Turenne] donner de la chaleur à la mode d'Italie et vous pouvez avoir prétexte de dire que vous ne pouvez vous engager plus avant, qu'il faut soigner depuis le Neufchasteau jusqu'au val de Vrange (Vaudrevange[1]) et que vous avez nouvelles de quelque assemblée des ennemis vers Metz et Nancy. »

---

1. Vaudrevange, anciennement *Val de Vrange*, qui fait partie, depuis 1815, de la Prusse rhénane, appartenait aux ducs de Lorraine et était le chef-lieu du bailliage d'Allemagne. — Au mois de juin 1650, des soldats lorrains traversèrent la Moselle et, après s'être emparés de quelques petites places où l'Électeur de Cologne avait mis garnison, établirent leurs quartiers à Vaudrevange et

Charles IV avait envoyé en même temps un autre ordre à Ligniville : si M. de Fauge lui demandait de venir le remplacer dans le commandement des 6,000 Allemands prêtés à Turenne, Ligniville devait arriver seul à Montfaucon-en-Argonne et se faire relayer, à son tour, par son frère d'armes destiné à défendre le pays compris entre Neufchâteau et Bar « qui est limite à votre corps », c'est-à-dire au corps d'occupation des Vosges où il était enjoint à Ligniville de laisser les colonels Belrupt, Gwodt et Bofa.

Charles IV qui, il faut le reconnaître, malgré son absence inexplicable des champs de bataille, s'informait avec sollicitude des moindres opérations de ses subordonnés et s'appliquait, autant que les distances le lui permettaient, à leur donner les ordres les plus précis, recommanda, en outre, à Ligniville, dans sa lettre du 19 novembre 1650, de remplir les vides du régiment qu'il lui avait destiné et de remonter sa cavalerie, en ajoutant : « il ne faut rien épargner pour cela ».

A la fin de sa lettre, M. de Lorraine s'apitoyait sur le sort de ses malheureux sujets et conseillait à son maréchal de camp de les soulager, c'est-à-dire d'éviter de les rançonner : « Il y a moyen de le faire avec le voisinage et le bon ordre », ce qui signifiait qu'il fallait porter le pillage en dehors de la Lorraine, en Franche-Comté, en Alsace ou dans le pays de Langres et y lever contributions : « C'est à quoy, écrivait le duc, faites plus que le possible. » Et pour encourager ses soldats à bien faire, il promettait à Ligniville deux régiments nouveaux « sans vos troupes ni celles de Fauge, pour vous mettre en estat de n'estre plus malheureusement battu ».

---

tentèrent de s'emparer du château de Saint-Jean avec des canons venus de Hombourg. 2,500 de ces soldats lorrains se campèrent le long de la Sarre et investirent Beckingen qui se rendit, ainsi que les châteaux de Sasberg et de Vaudrevange (*Gazette de France*).

Les États de l'empire étaient bien décidés à reprendre par la force Hombourg, Hammerstein, Frankenthal, Landstuhl et d'autres places occupées soit par les Lorrains, soit par les Espagnols sur la Sarre, sur la Meuse, le Rhin et la Moselle (*Passim*).

Il ajoutait philosophiquement et avec bonhomie, à la Henri IV : « Il faut remettre la pièce au trou », allusion discrète à la défaite éprouvée récemment par son lieutenant à Lignières (Meuse)[1].

Quelques jours plus tard, le 26 novembre, Charles IV envoya un nouvel ordre à Ligniville. Cette fois, il avait encore changé d'avis et lui ordonnait de ne pas envoyer à Fauge des gens commandés, comme il le lui avait prescrit six jours auparavant, mais des régiments de son corps d'armée : « Ainsy, quand il vous en demandera, vous lui envoierez les régiments de Montauban, Jeger et Rommecourt ; ce qui vous donnera moyen de vous élargir dans vos quartiers et d'y avoir de quoy faire de nouveaux régiments et de raccomoder les vieux. A quoy vous travaillerez incessamment. Et vous me ferez scavoir aussitôt tout ce que l'on a fait pour l'exécution des ordres que j'ai envoyés pour le sieur Du Bois. A Bruxelles, Charles. »

Il est à supposer que Ligniville n'avait pas reçu les ordres que Charles IV avait chargé à plusieurs reprises Du Boys de Riocour, intendant de son armée, de lui transmettre, car le duc n'avait aucunes nouvelles de son général.

Il lui adressa, pour plus de sûreté, le 27 novembre, le duplicata de ces ordres.

Cette fois, il n'était plus question pour Ligniville de partir seul à la recherche de Turenne. Le duc de Lorraine le lui interdisait et lui recommandait de « garder bien ses trous de montagne, qu'amy et ennemy n'y puisse passer du tout ».

En outre, il lui promettait de lui envoyer trois régiments de cavalerie, Valentin, Montauban, Schmidt, et, comme infanterie, Rommecourt : « Quand Fauge les envoiera quérir, et vous avec le reste, vous vous mestrez en quartier au lieu que je vous ay destiné. Vous aurez moyen de vous losger à vostre aise et faire

1. A M. le comte de Ligaiville, général de nostre artillerie. 19 novembre 1650. Bruxelles, signature autographe avec sceau. (Archives Ligniville, c. I, l. 52.)

recrues et levées. A quoy vous n'oublierez rien pour en faire le plus que vous pourez. Travaillez avec tous les officiers au soulagement du peuple, etc., etc.[1]. »

Évidemment, Charles IV ne prévoyait pas ce qui allait se passer dans les Ardennes et le désir qu'avait Mazarin, accouru sur le terrain des opérations, de faire assiéger Rethel par les troupes royales et d'offrir la bataille à Turenne, afin d'en finir avec cet homme de guerre dont la révolte mettait la France entière en émoi, divisait les esprits et faisait le jeu des Espagnols, qui comptaient obtenir une paix avantageuse de la cour de France, humiliée et vaincue.

L'hiver s'approchait, et dans les vastes plaines de la Champagne le froid était déjà rigoureux.

Aussi, poussé par Mazarin, le maréchal de Praslin résolut-il de mettre le siège devant Rethel qu'il investit le 9 décembre.

Cette ville était défendue par Del Ponti, célèbre ingénieur italien, qui avait dans l'armée espagnole le grade de sergent-major général de bataille, et auquel l'archiduc Léopold, avant de retourner dans les Flandres, avait laissé 1,200 fantassins et 200 cavaliers.

Au bout de quatre jours de siège, les assiégés battirent la chamade et demandèrent à capituler (mardi, 13 décembre).

M. de Turenne, dès qu'il sut que l'armée royale devait assiéger Rethel, voulut se porter au secours de cette place, deux ou trois jours après le commencement du siège, espérant trouver l'armée du maréchal de Praslin disséminée dans ses quartiers autour de la ville, les tranchées ouvertes et le canon en batterie, « ce qui affaiblit beaucoup » affirme Turenne.

Après avoir marché quatre jours durant, le mardi, 13 décembre, il fit sept grandes lieues pour arriver en vue de Rethel, d'abord à Givry[2], puis à Bertoncourt[3]. Il entendait le canon et ne

1. Charles IV à M. de Ligniville, 27 nov. 1650. (*Passim*, n° 50.)
2. Givry-sur-Aisne. Ardennes, arrondissement et canton de Rethel.
3. Bertoncourt. Ardennes, arrondissement et canton de Rethel.

pouvait supposer que la ville fût prise. Arrivé à Thugny[1], ses éclaireurs lui apprirent qu'elle venait de se rendre. Alors, il resta toute la nuit en bataille et fit tirer deux coups de canon pour savoir si les assiégés ne répondraient pas à son appel. Comme durant sept heures on n'entendit plus aucun bruit et que tous les prisonniers faits par ses éclaireurs affirmaient la reddition de Rethel, Turenne ne douta plus qu'il était arrivé trop tard (14 décembre).

Il venait d'être rejoint par le comte de Ligniville qui, malgré les ordres précédents de Charles IV et après en avoir probablement reçu de nouveaux qui détruisaient les premiers, accourait en toute hâte des Vosges avec une partie de son corps d'armée, qu'il avait reconstitué avec les débris de l'armée lorraine vaincue à Lignières par La Ferté, et des soldats empruntés, sans les affaiblir, aux garnisons des places reconquises par lui en Lorraine au cours de la dernière campagne.

La marche de Ligniville, le long de la Meuse, avant de rallier Turenne à Montfaucon-en-Argonne, est un fait d'armes digne d'être signalé.

Ayant reçu, le 27 novembre, de Charles IV l'ordre de rester dans les Vosges et de garder le pays compris entre Vaudrevange et Neufchâteau, en supposant que, dès le lendemain, il ait reçu un nouvel ordre pour rejoindre Turenne, il n'eut qu'une dizaine de jours devant lui pour concentrer ses troupes, les mettre en état de faire campagne et descendre la vallée de la Meuse, en évitant les attaques des partis français et des garnisons fournies par l'armée royale le long de sa route, telles que celles de Verdun et de Sainte-Menehould. Fauge n'avait pas quitté Turenne et, ayant sous ses ordres les Allemands qu'il lui avait amenés, au début de la campagne, des bords du Rhin et de la Moselle, il commandait encore à une brigade de soldats lorrains composée des régiments Montauban, Jeger et Rommecourt, que Ligniville lui avaient envoyés, il y a peu de temps. Il est pro-

1. Thugny. Ardennes, arrondissement et canton de Rethel. Le marquis de Moy-Chaligny, cousin de Charles IV, y possédait un château.

bable que Ligniville amenait avec lui les régiments de cavalerie que le duc de Lorraine lui promettait dans sa lettre du 27 novembre, et qui se nommaient Valentin, Montauban et Schmidt [1].

Quittant Thugny, Turenne, après la prise de Rethel, battit en retraite et gagna la vallée de Bourcq, c'est-à-dire la région comprise entre Chardeny, Bourcq, Contreuve, Semide, Saint-Morel, Vouziers et Vandy, et arrosée par l'Aisne.

Praslin résolut de forcer son adversaire à accepter le combat ou de le repousser au delà de la Meuse.

Il quitta Rethel, le 14 décembre, et se mit à la poursuite de Turenne.

Ce ne fut qu'au bout de quarante-huit heures que l'armée royale s'arrêta à La Neuville-en-Tourne-à-Fuy, Bignicourt, Ville-sur-Retourne et Menil-Annelles [2]. Aussitôt que Praslin eut connu les positions de Turenne, il abandonna ses quartiers, franchit la Retourne et se dirigea vers Machault et Semide (15 décembre).

Les Croates, laissés par Turenne à Leffincourt, Pauvres et Annelles, le préviennent du voisinage de son adversaire.

Turenne fait tirer six coups de canon pour rassembler ses troupes.

Praslin, qui n'a jamais montré tant de diligence, arrive en toute hâte jusqu'à Pauvres, à quelques pas des quartiers de Turenne.

---

1. Turenne, dans ses *Mémoires*, parle de deux brigades de Lorrains « dont l'une, commandée par M. de Fauge, et l'autre, par le comte de Ligniville. Ces deux brigades faisaient 2,500 chevaux et 1,000 chevaux du corps que M. de Turenne avait levés en Allemagne. En outre, l'infanterie du maréchal était composée de 2,500 hommes, en partie Wallons et en partie Lorrains. Trois régiments d'infanterie étaient composés de Français. C'étaient Turenne, La Couronne, Stenay. Turenne avait encore sous ses ordres cinq régiments allemands de cavalerie nouvellement levés qui comptaient environ 2,000 chevaux. On voit donc que les Lorrains constituaient en grande partie l'armée de Turenne.

2. Ces localités avoisinent la route actuelle de Rethel à Vouziers (Ardennes) et l'ancienne voie romaine de Reims à Trèves.

C'est Rosen qui commande la cavalerie allemande au service du roi de France.

Turenne qui, décidément, ne veut pas combattre, quitte la vallée de Bourcq et cherche à s'échapper à l'étreinte de l'ennemi.

Arrivé entre Machault et Semide, Praslin fait faire face à droite à ses têtes de colonne, espérant pouvoir couper la retraite à son adversaire. Il aperçoit Turenne mettant en bataille son armée sur des hauteurs encore éloignées. Praslin remonte le vallon de l'Aidin par la rive gauche, presque parallèlement à son adversaire. Celui-ci ne peut plus reculer. Aussi se hâte-t-il de devancer Praslin dans le choix d'une position et place-t-il son armée sur le Blanc-Mont, entre Saint-Étienne-à-Arnes, Semide et Somme-Py, bois situé dans la plaine nommée « le Blanc-Camp ».

Mais pourquoi Praslin ne se hâte-t-il pas d'attaquer Turenne à sa sortie du vallon de Semide, avant qu'il ait pu ranger son armée en bataille?

Il s'arrête et se met en bataille en face du Blanc-Mont avec 16,000 hommes, presque tous Allemands, les soldats qui n'ont pas voulu suivre Turenne dans sa défection et qu'Erlach a amenés des rives du Rhin à Mazarin.

Voici son ordre de bataille : aux deux ailes, la cavalerie ; à l'aile droite, en première ligne, 15 escadrons ; comme soutien, les troupes allemandes du maréchal de camp Flekenstein, le lieutenant de La Ferté en Lorraine. A l'aile gauche, 10 escadrons de cavalerie française, soutenus en seconde ligne par 9 escadrons allemands. A chaque aile de cavalerie étaient joints 500 mousquetaires séparés en pelotons.

Au centre, l'infanterie commandée par le général de Rosen.

Quant à Turenne, il a disposé ses 8,000 hommes et placé son canon sur la hauteur qu'il occupe. La cavalerie allemande, commandée par Fauge, sergent de bataille au service de Charles IV, forme l'aile droite ; les Français le centre. Les Lorrains, qui sont en retard et n'ont pas encore quitté leurs quartiers, ont été destinés à former l'aile gauche, sous le

commandement de Ligniville. Turenne les remplace par sa cavalerie.

Le maréchal, croyant apercevoir une certaine confusion dans les rangs de l'infanterie française, quitte la position excellente qu'il occupe et dont l'armée royale ne peut le déloger qu'en l'escaladant, sous son feu et à découvert. Il descend dans la plaine de Blanc-Camp avec ses 8,000 hommes[1].

L'action commence par un violent engagement de cavalerie. Il est onze heures du matin. Les Lorrains, harassés par la marche forcée qu'ils ont faite, puisqu'ils arrivent de Lorraine, se présentent sur le champ de bataille, conduits par le comte Philippe-Emmanuel de Ligniville.

Turenne les fait mettre à sa gauche sur deux lignes (deux escadrons à la première et huit à la seconde), puis marche droit à l'aile droite de l'armée royale, commandée par Villequier, du Plessis et Manicamp. C'est la cavalerie française qui forme la première ligne de cette aile.

Elle ne lâche pas pied et essuie les coups de pistolet des ennemis qui tirent les premiers.

Praslin, s'apercevant du péril que court sa cavalerie, replie ses escadrons, modifie son champ de bataille et ordonne à Hocquincourt d'attaquer en flanc la cavalerie de Turenne, qui ne peut soutenir le choc et plie aussitôt.

Après ce succès, Praslin étend sa droite dans la direction de Saint-Martin-l'Heureux[2] et marche en même temps à l'ennemi. Les deux cavaleries se heurtent, et celle de Turenne enfonce les escadrons royaux de la première ligne. L'aile droite de Praslin plie, mais bientôt reprend courage, et la cavalerie française se rallie derrière l'infanterie. Le maréchal de camp Fleckenstein accourt au secours de Praslin avec 8 escadrons de la seconde ligne et contraint l'ennemi à la retraite.

Turenne n'a encore attaqué que les deux premières lignes.

---

1. *Mémoires de Turenne, du Plessis-Praslin et Monglat. Histoire du vicomte de Turenne,* par l'abbé Raguenet, p. 167 et suiv.

2. Marne, arrondissement Reims, canton Beine.

Il n'y a eu encore qu'un combat de cavalerie.

Praslin entre dans la mêlée, ranime les courages et fait marcher une partie de ses bataillons et de ses escadrons contre le gros de l'ennemi, tandis que Villequier, renforcé d'infanterie, poursuit ses succès sur la cavalerie de Turenne.

La seconde ligne de cette cavalerie, formée par les Lorrains, se mêle à la première.

Avec sa cavalerie, Hocquincourt charge l'ennemi en queue et le met en déroute.

C'est, de nouveau, au tour de l'infanterie française, sous le commandement de Fleckenstein, à donner. Il se couvre de gloire.

Turenne remplace sa première ligne par la seconde et pousse avec vigueur l'infanterie française.

Le combat n'a duré que deux heures et cependant il va finir.

Praslin acheva sa victoire par une attaque générale contre l'armée de Turenne ébranlée.

Il était maître du champ de bataille (14 décembre)[1].

Turenne ne s'échappa qu'avec peine et gagna Bar-le-Duc avec 40 chevaux et de là Montmédy. Don Estevan de Gamarre, qui commandait les Espagnols, fut fait prisonnier ainsi que Fauge.

Quant à Ligniville, il reçut une blessure dans le bas-ventre, ce qui ne l'empêcha pas de gagner Stenay, à plus de douze lieues du champ de bataille, où les chirurgiens, après avoir sondé sa plaie, le jugèrent perdu, car il avait un boyau percé.

Le comte, se voyant à l'extrémité, fit un vœu à Notre-Dame de Benoite-Vaux et il recouvrit bientôt la santé.

La Ferté-Senneterre lui accorda généreusement un passe-port qui lui permit de se rendre en toute sûreté au pèlerinage célèbre de ce nom, encore en honneur en Lorraine, et ses sol-

---

1. Le 29 décembre, les drapeaux pris à Somme-l'y furent portés solennellement du Palais-Cardinal à Notre-Dame de Paris. Le canon fut tiré « en grève » et à l'arsenal.

dats firent frapper une médaille pour rappeler sa guérison miraculeuse[1].

Lorsque la nouvelle de la victoire de Rethel fut apportée à Paris, au lieu de terroriser les amis des princes, elle les encouragea à les servir de tout leur pouvoir, car ils craignirent que Mazarin ne se prévalût du succès éclatant remporté par l'armée royale pour devenir de plus en plus le maître de la France.

Gaston d'Orléans, après avoir félicité la reine-mère et de retour au Luxembourg, en apprenant à Mlle de Montpensier, sa fille, la défaite de Turenne et des soldats de Charles IV, lui dit : « Rien n'est moins avantageux à la cour que le gain de cette bataille ; elle profitera plus tôt à M. le Prince de cette manière, que si M. de Turenne l'eût gagnée. »

De nombreux froissements d'amour-propre, de mauvais conseils, surtout ceux donnés par le coadjuteur de l'archevêque de Paris, et surtout la versatilité de son caractère, amenèrent peu à peu le duc d'Orléans à prendre parti pour les princes prisonniers et à réclamer ouvertement leur liberté, soutenu dans ses objurgations par le Parlement de Paris, oublieux de son ancienne inimitié contre Condé, le vainqueur de Paris.

Les habitants de Liège, au commencement de l'année 1650, avaient réclamé la protection du duc de Lorraine, car ils voulaient défendre contre Maximilien-Henri de Bavière, évêque de Liège, leur souverain, le maintien de leurs privilèges et obtenir de lui la démolition des fortifications de leur ville.

Les soldats de Charles IV s'acquittèrent de leur mission avec tant de zèle qu'ils ravagèrent et saccagèrent tout le pays à la ronde, mettant les habitants à contribution, et étendirent leurs exactions jusqu'aux duchés de Juliers et de Limbourg et à l'archevêché de Trèves, sous prétexte de s'interposer entre l'archevêque et son chapitre.

---

1. V. *Pèlerinage de Philippe-Emmanuel de Ligniville à Notre-Dame de Benoite-Vaux* (*Meuse*), par F. des Robert (*Journal de la Société d'archéologie lorraine*, 1884, p. 27 et suiv.).

Fatigué de ces horreurs, le prince-évêque de Liège envoya le comte de Furstemberg et Pierre Rosen, chanoine de Saint-Lambert, à Charles IV, toujours à Bruxelles. Ils furent éconduits[1].

C'est en vain que l'archiduc Léopold d'Autriche, sollicité par les électeurs ecclésiastiques de Cologne et de Trêves, pria Charles IV de retirer ses troupes de leurs États envahis et de les rappeler en Flandre où elles seraient venues renforcer les troupes hispano-belges, le duc de Lorraine ne voulut pas rappeler ses soldats campés au delà de la Meuse et de la Moselle (mai 1650).

Enfin, au mois de juin, les Lorrains, logés sur le Rhin, dans l'archevêché de Trêves, sous le commandement de Fauge, sergent de bataille au service de Charles IV, quittèrent leurs cantonnements et s'avancèrent vers la Meuse pour rejoindre l'armée espagnole unie à celle de Turenne. Ils formaient quatre régiments.

Mais l'évêché de Liège ne fut pas évacué complètement malgré les réclamations incessantes de Maxilimien-Henri de Bavière, qui avait obtenu la soumission des habitants de Liège et les avait dépouillés de la plupart de leurs privilèges (29 août 1649)[2].

Les paysans liégeois finirent par s'insurger contre les exactions des soldats de M. de Lorraine et ne crurent plus aux belles promesses qu'il leur avait faites. Cependant, après une tentative de révolte, ils mirent bas les armes et crurent aux paroles

---

1. Voir Bouille. *Histoire de Liège*, t. III, p. 310. Voir aussi *le Chapitre de Saint-Lambert*, t. III, p. 251. Voir *Tragedia Lotarengiorum et Condeorum*, publié par M. Charles Piot, archiviste à Bruxelles. (Compte rendu des séances de la commission royale d'Histoire de la Belgique. 4e série, t. II, VIIe *Bulletin*, pp. 361 et suiv.) Le parti des Grignoux, hostile à l'autorité de l'évêque, dominait à Liège, tellement que des chanoines du parti opposé avaient dû s'enfuir et se réfugier à Huy. Les bourgeois de Liège implorèrent le secours des Provinces-Unies, mais les États ne leur envoyèrent que quelques troupes licenciées, malgré la bonne volonté du stathouder.

2. Cf. *La République des Provinces-Unies*, par A. Waddington, t. II, pp. 263 et 264.

dorées de M. de Valençay, colonel lorrain, admirablement stylé par son maître (novembre 1650).

C'est en vain que l'archevêque de Cologne envoya des députés à Charles IV pour le supplier d'évacuer ses États ; il ne voulut pas y consentir et de plus ses soldats battirent à plates coutures les habitants de Liège qui, renforcés par les paysans de l'évêché, venaient de reprendre les armes contre leurs faux libérateurs (décembre 1650).

CHAPITRE VIII

CHARLES IV PENDANT LA PREMIÈRE FRONDE (1651).

L'année 1650 avait mal fini pour Charles IV. Après bien des hésitations et, malgré que son traité avec les Espagnols expirât au mois d'octobre, ne se contentant pas de prêter deux régiments à Turenne, au début de sa campagne contre l'armée royale, quelques jours avant la bataille de Rethel, il avait ordonné au comte de Ligniville, en ce moment dans les Vosges, de se porter en toute hâte vers Rethel avec une partie de son corps d'armée, composée des meilleurs régiments lorrains. Ces régiments avaient été décimés et leur général en chef brièvement blessé, tandis que Fauge, autre général lorrain, auquel Turenne avait donné le commandement de l'aile droite de son armée, était fait prisonnier.

Nous croyons que Puységur se trompait quand il affirmait à Mazarin, avant la bataille livrée, près de Rethel, contre Turenne, au mois de décembre 1650, que « les Lorrains n'étaient pas fort échauffés pour le service de l'Espagne et qu'ils aimeraient mieux fuir que de se faire tuer[1] ».

Nous estimons que les prévisions du chef d'état-major du maréchal de Praslin étaient fausses et que, si le corps de Ligniville arriva un peu tard sur le champ de bataille, parce qu'on lui avait donné, dès son débotté, des quartiers qui ne lui convenaient pas, lui et ses soldats firent leur devoir.

Leur vieille réputation de valeur et leur haine contre la France, qui occupait encore une partie de leur malheureux pays, nous en donnent la certitude, malgré les plaintes qu'ils avaient à formuler contre les Espagnols.

---

1. Voir *Mémoires de Puységur*, t. II, p. 114.

Mais Charles IV pouvait encore espérer une prompte revanche et un relèvement de sa fortune, puisque ses troupes occupaient en ce moment les Vosges et leurs places fortes.

Ce qui se passait à Paris et dans toute la France lui était également favorable, et il comptait apprendre à bref délai la chute de Mazarin et l'élargissement des princes, au service desquels il avait sacrifié la vie de ses soldats, et qui lui devaient quelque reconnaissance.

Cet élargissement fut imposé à Mazarin par l'opinion publique. Aussi, quittant subitement Paris, le cardinal se rendit-il au Havre, et délivra-t-il lui-même les princes (13 février). Cet acte de générosité, qu'il croyait habile, ne fit qu'augmenter la haine que lui avait vouée l'ancienne Fronde agissant de concert, à cette heure, avec la nouvelle Fronde et le Parlement de Paris. Tous les mécontents demandèrent à la reine-mère qu'elle enlevât à Mazarin la direction des affaires.

Les esprits en étaient à cet état d'irritation et d'ingratitude envers le signataire du traité de Wetsphalie, tant le patriotisme et le bon sens, à certaines époques, se trouvent obscurcis et dévoyés.

A l'aurore des troubles qui s'annonçaient à Paris, au moment où le jeune roi de France était devenu le prisonnier des Parisiens, La Ferté-Senneterre, remis de la blessure reçue au siège de Ligny, l'année précédente, songea à profiter du repos forcé auquel le comte de Ligniville, quoique en convalescence, était astreint pour quelques jours encore, en essayant de reprendre aux Lorrains les places dont ils s'étaient emparés précédemment dans les duchés de Lorraine et de Bar.

Il commença par le siège d'Épinal. Après y avoir fait une brèche suffisante pour y donner l'assaut, il craignit d'y perdre trop de soldats, vu la valeur des défenseurs de cette place. Georges du Houx, sieur de Belrupt et de Dombasle, général de bataille, bailli d'Épinal et le colonel François de Romennecourt y commandaient. Ces deux officiers firent dire, par bravade, au maréchal de la Ferté que, s'il ne trouvait pas la brèche assez spacieuse, ils lui feraient abattre cinquante « pas » de mu-

railles, pour qu'il pût monter à l'assaut, et qu'ils étaient prêts à lui donner bataille dans la ville[1].

Les plus intrépides des soldats français s'approchèrent cependant de la brèche, mais ils n'y reçurent que des coups de faux dont les assiégés s'étaient armés pour la défendre. Ce qui fit dire à un Gascon, qui en avait reçu cinq ou six sur le corps, qu'il fallait bien qu'on l'eût pris pour un pré puisqu'on l'avait si bien fauché (12 février). La Ferté battit en retraite et se vengea sur les Lorrains de sa déconvenue. Le siège n'avait duré que treize jours[2].

Les quatre régiments lorrains, qui défendirent Épinal contre l'armée française, se nommaient Silly, Belrupt, Verduysant et Rommecourt.

Leur entretien coûta à la ville d'Épinal la somme de 55,874 fr. pendant les deux mois de siège.

Le régiment de Belrupt était entré à Épinal le 16 octobre 1650. Il contenait 14 compagnies. Ceux de Verduysant et de Rommecourt vinrent tenir garnison le dernier jour de décembre. Le 9 janvier 1651, le régiment de M. de Silly vint renforcer la garnison d'Epinal.

Les Spinaliens n'eurent pas à se louer du séjour parmi eux des régiments lorrains qui, non seulement, se faisaient héberger aux frais de la ville et commettaient des exactions sans nombre, mais battaient encore et maltraitaient les habitants réduits au nombre de 160, car les autres avaient fui, les volaient et détruisaient les maisons restées vides pour pouvoir en vendre les bois de charpente.

MM. de Berulpt et de Rommecourt avaient laissé détruire 80 maisons habitables pendant les trois mois qui précédèrent le siège, « dans les seules enceintes de la ville ». Dans le faubourg de Rualmesnil on comptait plus de 50 maisons brulées dès l'approche du siège.

---

1. Voir *Mémoires du marquis de Beauvau*, p. 102.

2. Voir Minute d'un mémoire donné à Nicolas Pellier. (Archives d'Épinal, par Ch. Ferry, t. VI. Affaires militaires, Coutume. Épinal, 1892.)

Toutes celles des autres faubourgs et des environs, qui avaient été épargnées, furent ruinées, jusqu'aux usines Grennewo, la grange des Drapiers et le grand moulin.

Chaque maison, restée debout à Épinal, avait à loger trois officiers ou douze ou dix soldats « le tout à la charge d'un pauvre hôte ».

Que dire de la ruine de l'hôpital, de la rupture des ponts et des moulins, du mauvais état des portes de la ville et de ses murailles écornées par le canon? L'église éprouva également de grands dommages.

Les Spinaliens adressèrent une requête à Charles IV pour se plaindre des exactions commises par leurs défenseurs et demander qu'il y mît ordre (mars 1651).

Quelque temps après, La Ferté-Senneterre, qui venait de ramasser dans le sang des Lorrains son bâton de maréchal de France, tenta de surprendre Neufchâteau où il avait quelques intelligences. Il échoua comme devant Épinal. Ce n'était pas flatteur pour un des héros de la bataille de Rocroi[1].

Aussi, se voyant forcé de patienter jusqu'au retour de la belle saison, il retourna à Nancy, « mais si rempli de rage, dit le marquis de Beauvau, dans ses *Mémoires,* contre la nation lorraine de deux si mauvais succès, qu'il fit défendre l'entrée de Nancy non seulement à toute la noblesse du pays, qui était restée en repos dans les maisons, mais encore à toutes les personnes qui avaient tant soit peu *d'apparence* ». Le nouveau maréchal chassa de Nancy tous ceux qui lui étaient suspects et leva sur toute la contrée des contributions si excessives que la plupart des habitants, ne pouvant payer, furent obligés d'abandonner leurs biens et de fuir, préférant les souffrances de l'exil à l'incertitude et aux risques d'une captivité presque certaine dans un cachot où ils trouveraient la mort[2].

Et dire que le 20 décembre 1650, c'est-à-dire quelques mois auparavant, la ville de Nancy avait offert au marquis de

1. Voir *Mémoires du marquis de Beauvau,* p. 101 et suiv.
2. Voir *les Archives de Nancy,* par H. Lepage, t. II, pp. 247 et suiv.

La Ferté un tableau dû au pinceau du célèbre peintre lorrain Deruet, représentant *le Ravissement des Sabines,* pour le remercier « des soins qu'il a eus et témoigné vouloir continuer pour le bien et la conservation de ladite ville. » Ce tableau fut payé par le Conseil de ville la somme de 4,200 fr. Quand le satrape de la Lorraine fut fait maréchal de France en récompense de ses services passés et, surtout, de la victoire remportée par lui sur le comte de Ligniville à Lignières, le 9 octobre 1650, la ville de Nancy se crut obligée de députer à La Ferté quelques membres de son Conseil, à Deyvillers, lorsqu'il se trouvait au siège d'Épinal, pour « le congratuler, sur la charge de maréchal de France dont S. M. venait de l'honorer. »

Combien nous préférons à ces compliments hypocrites de gentilshommes et bourgeois craintifs le don presque annuel que le Conseil de ville de Nancy faisait à Marguerite de Lorraine, duchesse d'Orléans — une enfant de Nancy — de 30 livres de confitures, « sèches et liquides, la ville ayant appris qu'elle avait reçu fort agréablement celles qui lui avaient été précédemment envoyées[1]. »

Ce qui expliquait peut-être la recrudescence de cruautés chez La Ferté, c'était la nouvelle qu'il venait de recevoir de Paris : Mazarin, son protecteur, auquel il était resté fidèle, après avoir été faire sortir, lui-même, de leur prison du Havre, Condé, Conti et Longueville, n'avait pas osé rentrer à Paris et y affronter l'opinion publique, pensant qu'il y allait peut-être de sa vie. Le ministre de Louis XIV n'avait pas le courage de Richelieu et savait que sa qualité d'étranger le rendait suspect et odieux, qu'on lui reprochait la prolongation de la guerre avec l'Espagne, l'augmentation des impôts et l'influence excessive qu'il avait su prendre sur l'esprit et le cœur de la régente.

La France, asservie par Richelieu, secouait le joug de son

---

1. Voir *Passim*, p. 246. La duchesse d'Orléans vint à Épinal au mois de décembre 1651. Elle logea chez le gouverneur de la ville. Elle avait été précédemment priée d'obtenir de Mazarin la neutralité d'Épinal. (*Inventaire historique des archives anciennes d'Épinal*, par Ch. Ferry, t. III, 2e partie, p. 771, 772 et 774.)

successeur, avant de se courber sous le sceptre de son roi dont la majorité allait bientôt sonner.

Mazarin, plus prudent que Concini et sacrifié, en apparence du moins, par Anne d'Autriche, mais, en réalité, en parfait accord avec elle, préféra l'exil à la crainte d'exposer à la vindicte publique le roi lui-même et sa mère et de précipiter la chute de la monarchie mise en péril par la réconciliation du Parlement avec Condé, Conti, Longueville et Bouillon, et la défection du duc d'Orléans.

Le spectre de Charles Ier hantait le successeur de Richelieu qui n'avait pas craint, en laissant déborder sa colère, de traiter les membres du Parlement de Fairfax et de Cromwell.

Charles IV apprit par Mme de Chevreuse ce qui se passait en France. Cette ancienne maîtresse de M. de Lorraine l'informa amplement des intrigues nouées autour d'elle par les princes du sang et par ces grandes dames, aussi folles de politique que d'amour, qui les poussaient à la révolte, telles que les duchesses de Châtillon et de Longueville. La duchesse de Chevreuse avait réussi à faire revenir au pouvoir son ami Châteauneuf[1] et par lui connaissait ce qui se passait au sein du Conseil d'en haut. Elle venait de se brouiller avec Condé à la suite de la rupture des projets d'union de sa fille, maîtresse avérée du coadjuteur, avec le prince de Conti, et Retz continuait à prodiguer à Gaston d'Orléans ses conseils pervers, sans se brouiller ouvertement avec la reine, dont il espérait obtenir sous peu le chapeau de cardinal.

Mazarin se retirait donc de la Cour, désespérant de tenir tête à l'orage, laissant à Le Tellier[2] le soin de le remplacer et de l'avertir de ce qui se passerait, après avoir refusé au maréchal de Praslin l'autorisation de venir occuper et maîtriser Paris avec son armée qui avait vaincu Turenne. Le cardinal ne dé-

1. Charles de l'Aubespine, marquis de Châteauneuf. Les sceaux lui furent remis le 5 mars 1650.

2. Michel le Tellier, secrétaire d'État depuis 1643. Il mourut en 1685, à l'âge de 82 ans.

sespérait pas du bonheur de la France, croyait encore à son étoile et comptait sur le temps et sur les circonstances pour remettre tout en état et rétablir le calme dans les esprits troublés. Il se fiait au grand cœur, au patriotisme ardent d'Anne d'Autriche, qui avait oublié son origine espagnole et les sympathies de sa jeunesse pour se vouer entièrement au gouvernement éclairé de la France. Écartée des affaires par Louis XIII, soupçonnée par lui, la régente attendait avec impatience la majorité de son fils pour se décharger du pouvoir. Elle était presque la seule, au milieu de cette cour divisée et troublée, dévorée par les préjugés, les rancunes et l'amour des honneurs, des charges et des gouvernements fructueux, qui aimât sincèrement son pays d'adoption, donnant ainsi une grande leçon à la noblesse française oublieuse de ses devoirs et semblant, en grande partie, plus espagnole que française. Triste fin d'une minorité pour ce jeune roi qui devait laisser son nom à son siècle! Maintenant, prisonnier de son oncle et des factieux, il voyait se changer en jours de deuil les lueurs de gloire dont s'était empourprée l'aurore de son adolescence, et l'étranger, que ses armées avaient battu à plates coutures à Lens et près de Rethel, menaçait de nouveau nos frontières! Dieu seul pouvait sauver la France.

Charles IV dut se réjouir en apprenant que Mazarin, après avoir quitté le Havre, n'avait pas osé rentrer à Paris et que, passant par Doullens et Péronne, où le maréchal d'Hocquincourt lui amena son neveu et ses nièces, il se dirigeait vers la Champagne dont il savait les gouverneurs dévoués au roi. L'intention de Mazarin était de se réfugier à Bouillon, ville dépendant de l'évêché de Liège qu'occupaient les soldats de Charles IV. Mais il lui fallait l'autorisation de l'évêque et du chapitre pour se réfugier dans le château de cette ville ouverte et peu sûre. Aussi quittant Rethel, prend-il la route de Nancy (6 mars). Ses gardes et les cavaliers qui l'escortent se débandent et le quittent. C'est à peine si l'ancien ministre de Louis XIV peut échapper aux coureurs de Turenne réfugié à Stenay.

Voici Mazarin arrivé en Lorraine et arrêté à Robert-Espagne,

près de Bar-le-Duc. Il manifeste l'intention de s'avancer du côté du Rhin, mais à Bar, où il est parfaitement accueilli par le maréchal de La Ferté, il est prévenu que l'Électeur de Liège se réjouit de le recevoir dans ses États. Alors il rebrousse chemin et se dirige vers Bouillon. Le 11, il passe à Clermont-en-Argonne. Le 12, accompagné de La Ferté qui lui amène 200 chevaux d'escorte pour remplacer ceux de Rosen, il entre à Sedan où il est reçu magnifiquement par Fabert, qui, le lendemain, le conduit à Bouillon. Il n'a plus avec lui que 30 gentilshommes. Mais, à Bouillon, le cardinal ne se trouve pas en sûreté et, autorisé par la reine, il sollicite de Charles IV un passeport qu'il lui envoie aussitôt de Bruxelles, en chargeant en même temps le colonel Philippe de Malvoisin, gentilhomme lorrain, de l'accompagner à Juliers et de là à Brühl où il s'installe dans une maison que lui fait offrir l'Électeur de Cologne, Maximilien-Henri de Bavière, en même temps évêque et électeur de Liège (1er avril).

A Cologne, Mazarin fut reçu gracieusement par François de Moy-Chaligy [1], cousin de Charles IV, auquel le cardinal avait rendu, en 1648, après la signature du traité de Munster, son évêché de Verdun, ainsi que tous les biens dont Richelieu l'avait dépossédé.

Cet évêque, turbulent et guerrier, qui avait pris les armes aussitôt qu'il fut expulsé de Verdun et avait combattu, sous les ordres de Charles IV, avait intrigué pour se faire nommer archevêque de Cologne par le chapitre de cette ville dont il était prévôt.

---

1. François de Moy-Chaligny, dont nous avons déjà parlé dans nos deux premiers volumes des *Campagnes de Charles IV*, plutôt soldat qu'ecclésiastique, était évêque et comte de Verdun par démission de son frère Charles, qui se fit jésuite. Il fut abbé de Sainte-Marie de Beaulieu, Mureaux, Cheminon, Coetmalon, Saint-Hidulphe, Moyen-Moustier, grand prévôt et chanoine de Cologne et de Strasbourg, prince du Saint-Empire. Il était né le 13 janvier 1599, à Fougères (Ille-et-Vilaine) et mourut à Dieuze, le 11 août 1661, après avoir renoncé à son évêché et à tous ses bénéfices pour épouser madame Christine de Marsane, baronne de Saint-Mange (10 août 1661). Il n'était que tonsuré. Il mourut, le 10 juin 1672, à l'âge de 76 ans.

L'évêque de Verdun était déjà venu deux fois à Cologne au mois de septembre et au mois d'octobre de l'année précédente. Mais, malgré l'occupation de l'électorat de Cologne et de l'évêché de Liège par les troupes lorraines et les intrigues à main armée du duc de Lorraine, le chapitre de Cologne avait élu, sans s'émouvoir, Maximilien-Henri de Bavière, déjà évêque de Liège.

Dès le mois d'octobre 1650, avant même d'être élu, il avait pris possession du gouvernement de l'archevêché, malgré les protestations de l'agent de l'évêque de Verdun, en ce moment à Muntzenheim, près de Colmar.

Dès son arrivée à Cologne, l'évêque de Verdun avait demandé qu'on différât de quelques jours l'installation du prince de Bavière et qu'on attendît, avant d'y procéder, l'arrivée d'un agent de Charles IV.

Le chapitre de Cologne ne tint aucun compte des supplications de François de Moy, et ce fut son rival qui présida aux obsèques de son prédécesseur, auxquelles le prélat évincé n'assista pas par dépit.

Turenne, après sa défaite de Somme-Py, ne pouvait se consoler du peu de succès de sa dernière campagne et ne pouvait assez regretter la faute qu'il avait commise en s'alliant à l'étranger et en prenant les armes contre la France, sa patrie d'adoption, berceau de sa famille, qui le comptait au nombre de ses meilleurs généraux et qui n'avait eu, jusqu'alors, qu'à se louer de ses services.

Il se renferma dans Stenay, après avoir eu une entrevue avec le comte de Fuensaldaña, à Namur, pour se concerter avec lui au sujet des logements de ses troupes.

Quant à la duchesse de Longueville, aussitôt qu'elle eut appris l'arrivée de ses frères à Paris, elle demanda congé aux Espagnols, sous prétexte d'aller s'entretenir avec Anne d'Autriche de la paix générale, mais en réalité pour se livrer à de nouvelles intrigues, sous le couvert d'une réconciliation apparente avec la Cour, et surtout pour revoir son amant, le duc de La Rochefoucauld, qui s'était empressé, après avoir fait son

accommodement, de rentrer à Paris qu'il avait quitté au début de la première Fronde pour suivre sa charmante maîtresse et essayer de soulever, en son nom et en celui de son mari, la Normandie.

Charles IV apprit que Mazarin, par l'intermédiaire de Mme de Phalsbourg, était entré en relations avec le comte de Peñaranda, qui lui envoya à Brühl Pimentel, auquel il exprima ses intentions pacifiques.

Mais l'Espagne ne pouvait, malgré l'espérance manifestée par Mazarin de revenir bientôt au pouvoir, traiter avec la reine-mère, prisonnière du duc d'Orléans, sans savoir si cette paix serait ratifiée par le roi à sa majorité, encore moins avec les princes et le duc d'Orléans en lutte contre le pouvoir royal[1].

Aussi toutes les négociations échouèrent. Espagnols et Français semblèrent s'observer, dans les Flandres, au commencement du printemps.

En Lorraine, les opérations militaires se ralentirent également et Anne d'Autriche, pour plaire aux chanoinesses de Remiremont et à Marguerite de Lorraine, leur envoya le 3 mars, des lettres-patentes qui accordaient la neutralité à Remirement et à Épinal, ainsi qu'aux prévôtés d'Arches et de Bruyères.

Dès que Ligniville, guéri de sa blessure, put monter à cheval, il reçut de Charles IV l'ordre d'aller prendre le commandement d'un corps d'armée concentré dans le Luxembourg, car, cédant aux sollicitations de l'évêque, le duc de Lorraine avait fait sortir ses troupes de l'évêché de Liège. Le 12 mars, il envoya de Bruxelles, à Ligniville, un ordre ainsi conçu : « Monsieur le comte de Ligniville, vous envoierez la compagnie de mes chevau-légers commandé par le sieur marquis de Gerbévillers[2], à Marville[3], comme aussy le colonel La Fo-

1. « Considerando que ninguna de las proposiciones venia hecha por quiem tuberia mano para cumplirla. » [Voir Papeles originales. Successos de España, f° 1, 25.] Bibliothèque nationale de Madrid. Cité dans *Collection des Chroniques belges inédites*, par Gachard.

2. J.-B. Gaston de Tornielle, marquis de Gerbéviller.

3. Marville, chef-lieu de canton (Meuse), arrondissement de Montmédy.

rest[1] avec son régiment et luy ordonnerez d'y faire entrer la dite compagnie et loger son régiment dans les châteaux d'alentour[2]. »

Vers cette époque, Condé se trouvait au château de Chantilly avec son frère, le prince de Conti, les ducs de Nemours et de La Rochefoucauld et le président Viole.

Depuis quelque temps, Louis de Bourbon avait résolu de tenir tête à l'autorité royale et il avait chargé le marquis de Sillery[3] de traiter à Bruxelles avec les Espagnols. Turenne abandonna leur parti, fit sa soumission à la reine et rentra à Paris (2 mai 1651).

Charles IV se trouva privé d'un allié précieux.

Les Espagnols, profitant de l'état de trouble où se trouvait de nouveau la France, avaient-ils l'intention d'envahir une seconde fois notre territoire ? Tout le faisait supposer.

Dès l'approche du printemps, Anne d'Autriche confia au maréchal d'Aumont le soin de défendre nos frontières du Nord.

Le rassemblement de l'armée royale eut lieu à Albert (Somme). Elle entra dans les Pays-Bas espagnols par Arleux (Nord). Pendant toute la campagne suivante, les Français vécurent aux dépens du pays ennemi.

Condé, quoique brouillé avec la cour, envoya dans le nord ses troupes sous le commandement de Tavannes, comme lieutenant-général.

Le rassemblement des régiments condéens eut lieu à Marle (Aisne).

Malgré les ordres du maréchal d'Aumont, Tavannes ne voulut point marcher d'accord avec lui, se refusant à camper à ses côtés, s'entêtant à former un corps à part, se logeant à une demi-lieue de l'armée royale, sans vouloir souffrir, dit Montglat,

---

1. La Forest était commissaire d'artillerie.

2. Ordre de S. A. à M. le comte de Ligniville, 12 mars 1651. (*Archives Ligniville*, c. I, l. 55.)

3. Louis-Royer Brulart, marquis de Sillery. Il fut blessé au siège de Valenciennes (juillet 1656).

« pour quelque occasion que ce fût, qu'on séparât ses troupes, tellement que la seule déférence qu'il rendait au maréchal, étoit qu'il prenoit le mot de lui ».

Anne d'Autriche s'émut de cette conduite étrange et s'en plaignit à Gaston d'Orléans qui promit d'intervenir. Monsieur en référa au prince de Condé qui donna raison à Tavannes. Il n'avait fait, prétendait-il, qu'exécuter ses ordres, ne voulant pas que le maréchal d'Aumont, dévoué à Mazarin, laissât périr ses troupes pour plaire à son ennemi acharné.

Condé fit offrir à la reine tous les régiments à sa dévotion, à condition qu'ils fussent commandés par un de ses fidèles « pour servir le Roi en tout ce qui leur seroit ordonné »[1].

Monsieur fit part de cette proposition à la régente, ajoutant aux offres de Condé ses offres personnelles, en lui demandant de réunir aux troupes du prince ses régiments et ceux de son jeune fils, le duc de Valois, sous le commandement de Valon, « son domestique ».

Anne d'Autriche n'accepta pas les offres des deux princes, jugeant avec raison que les compagnies de gendarmes et chevau-légers d'Orléans, de Valois, de Condé, d'Enghien et de Conti et leurs régiments de cavalerie et d'infanterie, ainsi que ceux du Languedoc et de la Bourgogne, constitueraient un corps aussi considérable que celui du roi, et que, les princes, se coalisant entre eux, pourraient lui faire la loi.

Tandis que le maréchal d'Aumont ne bougeait pas d'Arleux, n'osant s'avancer davantage par crainte de Tavannes, dont la conduite lui donnait à réfléchir, l'archiduc Léopold se cantonna à Valenciennes.

Enfin, le maréchal d'Aumont traversa la Lys à Estaires et ravagea la Flandre maritime à la grande épouvante des habitants qui croyaient, d'après la route suivie par lui, que son projet était d'assiéger Saint-Omer.

Le comte de Fuensaldaña s'appliqua à rassembler l'armée

1. V. Mémoires de Montglat et de Bussy-Rabutin ; Mémoires du comte de Tavannes.

espagnole qui avait été dispersée dans plusieurs places qu'on avait voulu couvrir.

D'après ce qu'il savait de l'état des esprits en France, il ne croyait pas que le péril fût grand pour la Flandre espagnole. Aussi, laissant dans chaque place la garnison ordinaire, il se mit à la poursuite de l'ennemi, suppléant, par l'avantage des positions et par la pelle et la pioche, à la supériorité de celui-ci.

Ensuite, pendant que le marquis de Molenghien[1] tenait tête au maréchal d'Aumont, Fuensaldaña alla se réunir au marquis de Sfondrato, général de l'artillerie, qui méditait de faire le siège de plusieurs places occupées par des garnisons françaises et conquises par nos armées dans la Flandre maritime, telles que Furnes, Bergues-Saint-Vinoc, Mardick, Bourbourg et Gravelines.

Il est à présumer que Charles IV, apprenant le retour de Turenne à Paris et sa réconciliation avec la cour de France, songea, lui aussi, à quitter le service des Espagnols et à prêter ses troupes à Louis XIV.

Ligniville, après le licenciement des Condéens, ne pouvait plus se maintenir dans le Luxembourg.

Aussi, Charles IV lui ordonna-t-il, le 28 mai, de se diriger vers Givet et d'y passer la Meuse, en lui prescrivant d'empêcher les régiments placés sous ses ordres de se loger dans le pays de Liège et dans toute la contrée comprise entre la Sambre et la Meuse.

Il ordonna, en outre, à son lieutenant de faire sortir le colonel Veringard et son régiment de Rochefort et de le prendre avec lui, laissant au colonel Walengin le soin d'envoyer un capitaine dans cette place (28 mai)[2].

Trois semaines plus tard, le duc envoya à Ligniville un nouvel ordre qui lui enjoignait de faire faire halte à ses troupes « en deçà ou en delà de la Meuse : aux environs de Givet, proche la

1. Ghislain de Bryas, marquis de Molenghien, mestre de camp général. Il fut envoyé en Catalogne en 1640, et assista, en 1649, au mariage de Philippe IV avec l'archiduchesse Marie-Anne, fille de l'empereur Ferdinand III.

2. Charles IV au comte de Ligniville. Bruxelles, 28 mai 1651. Arch. Ligniville, c. I, l. 57.

rivière ». — « Tenez-les serrés ensemble et surtout qu'ils ne courent pas au pays de Liège[1]. » (20 juin.)

L'évêque de Liège recevait donc satisfaction, du moins momentanément.

Charles IV semblait s'être décidé à mettre de nouveau ses soldats au service des Espagnols : « Monsieur le comte de Ligniville, vous joindrez monsieur le marquis de Monlinghien[2] quand il le désirera et luy obéirez » (23 juin), et deux jours après : « Monsieur de Ligniville, vous marcherez avec mes troupes à Maubeuge, écrit-il au commandant en chef de son armée, où vous suivrez les ordres de M. de Monlinghien. Vous envoyerez le sieur de Valentin avec un adjudant général droit à Jumet[3] pour s'y trouver au rendez-vous que les troupes détachées du corps que vous commandez y feront, et ledit sieur Valentin[4] commandera lesdites troupes et recevra mes ordres audit Jumet.

« Vous retiendrez son régiment auprès de vous, ferez aussi joindre Connor et Ringard[5] avec ses gens à votre corps. » (25 juin[6].)

Le marquis de Molenghien comptait que Ligniville arriverait le 31 juin ou le 1er juillet à Saint-Amand[7] (juillet 1651).

De cette ville il devait se hâter de marcher vers Lille où il devait recevoir un nouvel ordre (30 juin)[8].

Le 15 juillet, le marquis de Molenghien écrivit à Ligniville : « Je vous supplye, aussitost ceste reçeue, de vous aller loger avec vos troupes au village de Mérignies[9] et envoyer par ordre

1. Du même au même. Bruxelles, 20 juin 1651. *Passim*, n° 63.

2. Molenghien (Marquis de), maréchal de camp général espagnol. Il tenait tête, à cette époque, au maréchal d'Aumont, dans les Flandres.

3. Jumet, ville du Hainaut (Belgique), à 6 kilomètres N.-E. de Charleroi.

4. Colonel d'un régiment lorrain.

5. Connor ou O'Connor et Reingard, colonels de régiments lorrains.

6. Lettres de Charles IV à Ligniville, 23 et 25 juin 1651. Archives Ligniville, c. I, l. 66 et 77.

7. Saint-Amand (Pas-de-Calais), arrondissement d'Arras, canton de Pas.

8. Le marquis..... à M. de Ligniville. Tournay, le 30 juin 1651. (Archives Ligniville, c. 2, l. 92.)

9. Mérignies (Nord), arrondissement de Lille, canton de Pont-à-Marcq.

à Templew[1] (*sic*) ou Viseroy[2] vers la minuit. Il vous playra d'envoyer quinze chevaux à Pont-à-Marcq[3], qui pourront aller à Tournay chercher des vivres pour voir et deux vivandiers seulement pour une brigade. »

Ce pli était daté d'Antreuil, près d'Avelin[4], à cinq heures du soir[5]. Ligniville reçut des ordres plus précis, le 17 juillet : « Je vous supplye incontinent cette receu, d'envoyer à Pont-à-San (*sic*) cent cinquante chevaux avec l'officier que vous trouverez convenir, pour y estre dorénavant de garde et sera le temps que les Croates seront absents, auxquels j'ay ordonné par l'enclose qu'il vous plairait leur envoyer, d'aller joindre le sergent de bataille Lannan, qui va aux portes de Douai, pour de là tascher d'incommoder le plus possible l'ennemi. »

Molenghien avait ordonné à l'officier, commandant les Croates, qu'on envoyait maintenant à Douai, de faire sauter le pont de Sandt, sur la Haute-Deule, mais il n'exécuta pas cet ordre.

Ligniville fut chargé, à son tour, de cette besogne.

Il lui fut enjoint également d'envoyer ses fourriers à Tournay pour y chercher du pain de munition qui devait leur être fourni « ponctuellement ». En cas de refus des boulangers réquisitionnés, les fourriers de Ligniville devaient adresser leurs réclamations à Fuensaldaña (17 juillet)[6].

Ligniville, obéissant aux ordres du marquis de Molenghien, alla se loger dans un hameau, en deçà de Mérignies.

On lui laissa le choix de changer ses quartiers de Pont-à-Sandt[7], Pont-à-Vendin[8] et Pont-à-Marcq, s'il croyait ne pas y être en sûreté.

---

1. Templeuve (Nord), arrondissement de Lille, canton de Cysoing.
2. Nous n'avons pu trouver trace de cette localité.
3. Pont-à-Marcq (Nord), arrondissement de Lille, chef-lieu.
4. Avelin (Nord), arrondissement de Lille, canton de Pont-à-Marcq.
5. Archives Ligniville.
6. Le marquis de..... à M. de Ligniville. Templew, 17 juillet 1651.
7. Pont-à-Sandt. Village riverain du canal de la Haute-Deule. Pas-de-Calais, arrondissement de Béthune.
8. Pont-à-Vendin, Pas-de-Calais, arrondissement de Béthune.

Que se passait-il à Paris en ce moment?

L'exil volontaire de Mazarin et son bannissement voté par le Parlement, à la grande joie des Frondeurs et de ses nombreux ennemis, n'avaient pas suffi à satisfaire les rancunes du prince de Condé.

Au lieu d'offrir le secours de son influence et de son épée à la reine-mère contre les Frondeurs nouveaux et anciens, qui minaient son pouvoir, Louis de Bourbon, malgré l'abandon qu'Anne d'Autriche lui fit du gouvernement de la Guyenne, en échange de celui de la Bourgogne, se montra irrité de ce que la mère de Louis XIV ne souscrivît point à toutes ses exigences.

Dans la nuit du 5 au 6 juillet, le vainqueur de Lens se retira dans son château de Vincennes et y fut rejoint par sa sœur et son frère, ainsi que par le duc de La Rochefoucauld et ses fidèles. Il ne revint à Paris qu'après avoir obtenu de la reine le renvoi de Le Tellier, Servien et Lionne (19 juillet). La réconciliation de Condé avec la cour devait être de bien courte durée, et Anne d'Autriche ne craignit pas de l'accuser publiquement de trahir la France et de correspondre avec l'archiduc Léopold et avec Fuensaldaña. Des excuses et une promesse de rétractation publique faites à Condé par la régente retardèrent de quelques jours la guerre qui allait éclater entre la cour et les princes.

Ne voulant pas assister à la cérémonie qui eut lieu au Parlement à l'occasion de la majorité de Louis XIV, Condé, ne consentit pas à se rendre aux objurgations du duc d'Orléans, qui avait été le trouver au nom de la reine Anne chez le président Perrault, à Angerville-la-Rivière-en-Gâtinais. Il partit pour Bordeaux, capitale de son gouvernement, afin d'y déployer le drapeau de la révolte, tandis que la princesse sa femme, le duc d'Enghien, son fils, et la duchesse de Longueville, sa sœur, se dirigeaient vers Bourges pour soulever le Berry. Mazarin, que la reine mère cherchait le moyen de faire rentrer en France, était toujours à Brühl.

D'accord avec le duc d'Orléans, Châteauneuf et Villeroy diri-

geaient l'État pendant l'absence du cardinal dont ils semblaient, hypocritement, désirer le retour, et Gondi, l'inspirateur du duc d'Orléans, fit si bien sa cour à la reine mère qu'elle lui promit d'une façon formelle de lui faire obtenir la pourpre.

Mazarin, à la merci de Charles IV, qui aurait pu le faire enlever par ses soldats échelonnés dans le duché de Juliers et sur les bords du Rhin, cherchait, plus que jamais, à se concilier ce prince et comptait, pour la réussite de ses espérances, sur le concours du cardinal de Retz, son futur collègue dans le Sacré-Collège[1], et sur la duchesse de Chevreuse qui s'étaient déclarés les ennemis de Condé après la rupture du mariage de son frère Conti avec la fille de Marie de Rohan.

Mazarin entretint une longue correspondance avec Charles IV et le recommanda à la bienveillance d'Anne d'Autriche qui finit par céder à ses instances.

Le 8 septembre, le Rhingrave, gouverneur de Maestricht, vint lui-même à Brühl, afin de faire des propositions de paix à Mazarin, de la part de M. de Lorraine auquel l'avenir semblait plein de promesses, cajolé à la fois par Anne d'Autriche et par les princes révoltés, sollicité par les deux partis de venir leur apporter l'appoint de son armée, ses conseils et le secours de son épée.

Mazarin, auquel la reine mère avait donné l'autorisation de traiter avec les ennemis de la France, consentit à recevoir les ouvertures de paix faites par le fondé de pouvoir du Lorrain, mais à condition que Charles IV amènerait à Anne d'Autriche, avant son départ de Saint-Germain et son entrée en campagne contre les princes révoltés, un contingent de 10,000 hommes.

Le duc de Lorraine ne put y consentir, car si la cour de France persistait à lui promettre la restitution immédiate de ses États, elle lui refusait Nancy, Marsal, Stenay, Dun, Jametz et Clermont-en-Argonne, tandis que Condé lui offrait cette dernière ville et Stenay, par l'intermédiaire de la Roque et de Gouville,

1. Mazarin fut promu au cardinalat le 18 février 1652. Il reçut la barrette des mains de Louis XIV, le 11 septembre 1652.

s'il voulait venir à son aide et l'aider dans sa lutte parricide contre le roi et sa patrie.

C'est en vain que Condé, sur le point de s'allier avec l'Espagne, comptait sur l'alliance du duc de Bouillon et sur celle de Turenne.

Les deux frères, satisfaits des compensations que leur offrit Anne d'Autriche pour les indemniser de la perte de la principauté de Sedan, gardèrent la neutralité.

Mais Stenay resta au pouvoir des Condéens, et le comte de Tavannes, qui avait, avons-nous dit, abandonné le gros de l'armée royale opérant dans le Nord, conduisit ses 3,000 soldats dans le Luxembourg où l'attendait don Esteban de Gamarre pour leur assigner des quartiers d'hiver.

Pendant que la cour de France se dirigeait vers Bourges, Condé soulevait la Guyenne, les Espagnols prenaient pied en Saintonge et s'emparaient de Furnes dans les Flandres.

Gramont, s'avançant en toute hâte vers le Béarn, après avoir couru de grands périls, arrivait à temps pour sauver de l'invasion cette province ainsi que le pays basque.

Mazarin, qui avait quitté Brühl et s'était établi à Huy, afin d'être plus près de la France, s'occupait activement de la défense de nos frontières du Nord et correspondait jour et nuit avec les gouverneurs des places fortes de ces frontières.

Il obtenait, à la fin d'octobre, de l'électeur de Brandebourg 4,000 fantassins et 1,000 chevaux que devait conduire au secours du roi de France le comte de Waldeck, favori de l'Électeur.

Admirablement renseigné, il avertissait nos généraux des moindres mouvements de l'ennemi.

Fabert, gouverneur de Sedan, venait de lui apprendre que le duc Ulrich de Würtemberg était passé à Givet avec une grande masse de cavalerie prête à rallier les Condéens de Tavannes et les Espagnols de don Esteban de Gamarre.

Réunies, ces troupes devaient essayer d'envahir la Bourgogne.

Le maréchal d'Aumont, Hocquincourt, gouverneur de Péronne, et Fabert reçurent l'ordre de se mettre sur leurs gardes.

Grandpré rejoignit La Ferté et tous deux barrèrent le chemin de la Champagne aux Espagnols.

Le maréchal d'Aumont, moins heureux, ne put empêcher la prise par l'ennemi de Bergues-Saint-Vinoc et du fort de Linck.

Que fait Charles IV? Sans répondre d'une façon positive aux avances des agents de Condé, il continue à traiter avec Mazarin et avec la reine qu'il comble de flatteries et de belles promesses : « Il semble que le duc de Lorraine, écrivait à cette époque Mazarin à Anne d'Autriche, a beaucoup d'amitié pour 22 [la reine] et je scais que 56 [Mazarin] craint d'être obligé d'en avoir la jalousie. »

Le cardinal recommanda à la reine mère de bien traiter Charles IV. Anne d'Autriche, éclairée par Brienne, sous-secrétaire d'État, ne crut pas aux avances de son cousin, mais, pour plaire à Mazarin, elle parut accueillir avec joie et confiance les offres de service de M. de Lorraine. Reine et ministre exilé désiraient contre-balancer, auprès du duc, l'influence redoutable du duc d'Orléans et de Marguerite de Lorraine et l'empêcher de se laisser entraîner par les conseils de son beau-frère et de sa sœur dans le parti des princes.

En Lorraine, le marquis de La Ferté, profitant de l'absence de Ligniville, après s'être emparé de Mirecourt, voulut mettre le siège devant Châtel-sur-Moselle, occupé par une garnison lorraine sous les ordres du colonel de Beaufort.

Cette ville avait soutenu plusieurs sièges pendant la guerre de Trente ans.

Reprise par Charles IV en 1637, elle fut assiégée et prise par le comte de Grancey en 1641. En 1650, nous avons vu le comte de Ligniville se rendre maître de cette ville, après avoir battu Roze-Worms.

« Châtel-sur-Moselle, dit Dom Calmet dans sa *Notice de Lorraine*, était la ville la plus forte et la mieux munie de tous ses quartiers. »

L'archiduc Léopold, pour plaire à Charles IV, donna l'ordre aux troupes espagnoles cantonnées dans le Luxembourg d'aller au secours de Châtel-sur-Moselle. Mais ses ordres étaient telle-

ment ambigus que leur exécution dépendait de la bonne volonté de don Esteban de Gamarre[1], général espagnol, qui avait été fait prisonnier à la bataille de Rethel et guerroyait en ce moment dans l'Argonne, où le comte de Grandpré l'avait empêché de prendre Beaumont. Le comte de Fuensaldaña donna des ordres plus précis et ce fut don Alphonse de Gamarre, frère de don Esteban, qui fut chargé de marcher au secours de la place assiégée[2].

Charles IV promit au comte de Ligniville d'aller lui-même au secours de Châtel-sur-Moselle si Alphonse de Gamarre ne se mettait pas en route : « Selon les nouvelles que je recepvrai demain, si Dom Alphonse de Gamarre n'est marché pour le secours de Châtel, je me résoudrai moi-même d'aller sur les frontières.

« Cependant vous m'envoyerez mon train direct à Namur avec un convoy de trente ou quarante cornettes de l'armée comendés par un sergent-major et demanderez pour cet effet un transit à M. l'archiduc, etc.[3]. »

Cet ordre est daté du 9 septembre. Charles IV se trouvait toujours à Bruxelles.

---

1. Don Esteban ou Estevan Gamarra y Contreras, lieutenant mestre de camp général et maître de l'artillerie espagnole. Fait prisonnier à la bataille de Rethel, il se trouva offensé de ce que le cheval de Puységur eût enlevé avec ses dents la paille de son chapeau (c'était le signe de ralliement des Ligueurs). Il commandait, en 1651, les troupes hispanico-belges dans le Luxembourg, où il reçut l'ordre, après le traité conclu entre Condé et les Espagnols, d'opérer sa jonction avec Tavannes, auquel Condé avait ordonné de se rendre à Stenay avec son corps d'armée. Il aida ce dernier à établir ses quartiers d'hiver. Don Esteban de Gamarre devint grand-maître et capitaine général de l'artillerie (1651-1653).

Ce personnage dont « on ne voudroit pas volontiers dépendre », écrivait de Hennin, abbé de Sainte-Catherine, à Ligniville, le 4 septembre 1651, de Bruxelles, avait, paraît-il, un caractère ombrageux.

2. « J'espère que les embarras de France vous donneront lieu d'acquérir tous les jours de nouvelles gloires : celles que vos armes ont acquises au Quesnoy nous font prendre part à la satisfaction que vous debvez en avoir receu..... » (De Hennin [abbé de Sainte-Catherine] au comte de Ligniville. Archives Ligniville, c. 2, l. 85.)

3. Ordre de S. A. du 9ᵉ septembre pour envoyer trente cornettes avec le train de S. A. à Namur. A M. le comte de Ligniville, de Bruxelles, ce 9ᵉ de septembre 1651.

Ni Charles IV, ni don Alphonse de Gamarre ne vinrent au secours de Châtel-sur-Moselle, défendu héroïquement par son gouverneur.

La douceur de la température et le nombre de soldats dont il pouvait disposer facilitèrent à La Ferté le siège de cette ville et il procéda à de vigoureuses et de nombreuses attaques.

Plus de mille coups de canon furent tirés sur la place. Mais pendant six semaines les assiégés firent si bonne contenance que La Ferté se serait vu forcé de se retirer sans l'intervention inattendue de Charles IV.

Il venait d'envoyer en Lorraine Jacques Bernier d'Hagécourt, capitaine de ses gardes, afin de traiter avec le maréchal de La Ferté de la reddition de Châtel-sur-Moselle et de celle d'Épinal.

Charles manifestait une grande sollicitude pour la vie des défenseurs de Châtel et regrettait de ne pouvoir arriver à leur secours, retenu qu'il était dans les Flandres par les Espagnols qui lui enlevaient toute liberté ainsi qu'à ses généraux. Il espérait que La Ferté reconnaîtrait la neutralité des deux villes qu'on allait lui livrer ainsi que celle de Neufchâteau.

Les propositions faites par Hagécourt causèrent une joie extrême à La Ferté et le tirèrent d'embarras.

Le maréchal eut si peur qu'Hagécourt, dès son entrée à Châtel-sur-Moselle, se rendît compte par lui-même des bonnes conditions de défense où Beaufort se trouvait et qu'il ne rétractât la promesse qu'il lui avait faite de lui faire ouvrir les portes de la ville assiégée, qu'après quelques objections dont l'une consistait à préférer accorder la neutralité à Mirecourt plutôt qu'à Châtel-sur-Moselle[1], il finit par céder sur toutes les questions et rédigea avec lui les articles de la capitulation en souscrivant à toutes les conditions imposées par l'envoyé de Charles IV.

---

1. « Enfin, ayant offert au maréchal Senneterre à faire rendre Chaté (*sic*) s'il voulait faire rendre (la neutralité à) Épinal, Chaté et Neufchâteau, il a accordé, changeant Chaté en Mirecourt, moyennant quoy toute l'infanterie est dégagée et n'ay eu de peine à demander des clémences..... »

(Charles IV à Ligniville, 17 septembre 1651. Lettre déjà citée. *Post-scriptum.*)

Après avoir signé, Hagécourt entra dans la place afin de procéder à la mise à exécution de cette capitulation.

Beaufort, étonné du marché conclu par le capitaine des gardes de Charles IV, sans sa participation, s'aperçut que le duc de Lorraine avait été étrangement trompé sur l'état où se trouvait la place dont il était le gouverneur, ainsi que sur les ressources que possédaient les défenseurs de la Lorraine. Sa colère fut grande et ne se calma que lorsque M. d'Hagécourt lui eût mis sous ses yeux l'ordre écrit par Charles IV lui-même, qui lui imposait la honte de se conformer aux clauses de la capitulation signé par Hagécourt (3 septembre).

Il lui fallut rendre cette ville que Ligniville avait prise, un an auparavant, en quatre jours ! Il se retira avec ses meilleures troupes sur les frontières de Luxembourg, « où Charles IV aurait bientôt besoin de leurs services pour des affaires plus importantes » [1].

Châtel et Épinal abandonnés, toutes les autres places de la Lorraine furent bientôt reprises par le marquis de La Ferté, sauf Bar-le-Duc que le cardinal Mazarin assiégea lui-même l'année suivante.

Pendant la semaine « de l'Exaltation de la Sainte-Croix », La Ferté s'empressa d'entrer dans Épinal que le duc de Lorraine, mal informé, lui livrait. Les habitants lui présentèrent six simaires de vin à 25 gros le pot, deux jeunes coqs d'Inde à 2 francs l'un, du pain pour lui et son escorte pour 14 francs 4 gros et 6 pots, une pinte de bière et du fromage pour les soldats de son escorte.

Il logea chez le prévôt.

Un officier lorrain de la garnison de Châtel-sur-Moselle fut envoyé à Bruxelles, auprès de Charles IV, par la ville d'Épinal, en compagnie de Claude Noir Demenge, afin de débattre avec le

---

1. Mémoires du marquis de Beauvau. *A la Sphère*, p. 103 et 104.

Les Lorrains commirent de graves désordres dans le Luxembourg et dans le pays de Liège. (Archives du gouvernement de Luxembourg. Registrature des États, f° 85. — Archives du gouvernement de Luxembourg. Minute. — *Tragedia Lotaringiorum et Condeorum*, par un religieux de l'abbaye d'Everdode.)

duc les conditions de la neutralité accordée aux Spinaliens, neutralité qui n'était que la confirmation des promesses faites par Anne d'Autriche, au mois de mars dernier, à la sollicitation de Marguerite de Lorraine.

Georges du Houx de Belrupt, gouverneur d'Épinal, fut bientôt averti de la conclusion définitive de cette neutralité par les sieurs Hotte et La Rochelle, « hommes de M. Raulin », secrétaire de Charles IV, « venant de Neufchâteau ».

M. de Saint-Colombe fut nommé par Anne d'Autriche gouverneur de Châtel-sur-Moselle et on permit aux gens d'Épinal de garder dans le château de cette ville des canons et des munitions de guerre.

Les Spinaliens furent reconnaissants, non seulement envers La Ferté, mais encore envers Hagécourt, le messager de la bonne nouvelle.

Il reçut, à titre de récompense de ses services, une somme de 1,500 francs, et un présent de vin.

Quelques membres de la Cour souveraine de Lorraine, qui siégeait à Vaudrevange, vinrent à Épinal pour arrêter d'une façon définitive les termes du traité de neutralité[1], qu'avait demandé si légèrement Charles IV au marquis de La Ferté, tandis que son devoir aurait été de quitter Bruxelles, en se dégageant de la surveillance des Espagnols, et de venir, à la tête de son armée intrépide, soutenir le courage des partisans lorrains qui avaient réussi à récupérer, malgré son absence et malgré leurs faibles ressources, une grande partie des villes lorraines, conservant même des postes sur la route de Verdun à Metz, Conflans et La Chaussée[2].

Si Charles IV s'était porté vers Namur au commencement

---

1. V. *Inventaire historique des archives anciennes de la ville d'Épinal*, par Ch. Ferry, t. III, 2e partie, p. 766 et suiv.

2. Sauvegarde pour les habitants et les juifs de Metz. Bruxelles, 6 mai 1651. Signé Ch. de Lorraine. Scellée des armes de son Altesse en hostie vermeille. Contresignée Rousselot d'Hédival. Copie extraite de l'original qui est demeuré au greffe de la ville et cité de Metz, par le soussigné secrétaire et greffier d'icelle, à Metz, le 16 juin 1651. (Archives Liguiville, c. I, l. 82.)

de septembre, comme il l'annonçait au comte de Ligniville, il n'y séjourna pas longtemps, car nous le voyons à Bruxelles au commencement de novembre.

Ses braves Lorrains s'étaient distingués, sous les ordres du comte de Ligniville, au siège du Quesnoy (août) et à celui de Coucy qu'il reprit au maréchal d'Estrées qui venait de s'en emparer, assisté de Manicamp, gouverneur de La Fère.

Ligniville, après être entré par une fausse porte dans le château de Coucy et avoir taillé en pièces les soldats français qui se trouvaient dans les tranchées de la basse-cour, se rendit maître de la ville.

Également maître du château, il dit au marquis de Cœuvres : « Monsieur, vous êtes gouverneur de Laon, vous y retournerez avec les troupes que vous voudrez y mener ; vous, Monsieur de Manicamp, vous retournerez à La Fère, et vous, messieurs de Piedmont, qui êtes de la garnison de Soissons, vous y retournerez aussi et vous, monsieur Hébert, vous demeurerez dans le château comme vous faisiez auparavant. »

Manicamp, qui avait amené au siège de Coucy deux pièces de canon, les réclama à Ligniville qui les lui rendit. Villars, capitaine du régiment de Piémont, fut laissé comme otage au Lorrain.

Puységur, lieutenant-colonel du régiment de Piémont, fut envoyé à Coucy par le maréchal d'Estrées, qui commandait en Picardie, afin de traiter avec Hébert, gouverneur du château.

Cet officier, au service de Condé, sortit de Coucy, moyennant 50,000 livres, dont 12,000 furent payées de suite et 30,000 devaient être prises sur les villages dépendant du gouvernement et sujets « au guet de Coucy[1] ».

Charles IV, dont le traité avec les Espagnols expirait à la fin d'octobre, voulut retirer ses troupes à l'archiduc Léopold, qui en ce moment faisait mine de vouloir assiéger Bourbourg, Dunkerque et Gravelines, occupées encore par des garnisons

1. Voir *Mémoires de Puységur*, édition Tamisey de Larroque, t. II, p. 146 et 147.

françaises. C'est dans ce but qu'il écrivit, le 9 novembre, à M. de Ligniville, qui venait de repasser l'Escaut : « Monsieur le comte de Ligniville, j'ai receu votre lettre, sur laquelle je vous diray que je ne puis me passer des troupes que vous commandez[1]. »

La persistance mise par les Espagnols à retenir les Lorrains était tellement préjudiciable à Charles IV, qu'il ne croyait pas que l'archiduc Léopold voudrait, s'il se rendait compte du tort qu'il lui causait, continuer à retenir Ligniville et ses troupes auprès de lui.

Semblant se repentir de son oisiveté, le Lorrain écrivait à son général : « Si je vous eusse su repasser l'Escaut, je seray desja parti pour aller aux autres troupes qui dépérissent. »

Charles IV se plaignait que l'archiduc Léopold se fût emparé des quartiers d'hiver que lui, duc de Lorraine, s'était réservés entre Sambre et Meuse : « Cela me coupe la gorge », ajoutait-il. Comment loger avant l'hiver des soldats qu'on tardait tant à lui rendre ?

« Aussi il faut que je vous mène, disait-il avec exagération, à plus de cent lieues d'icy. Jugez s'il n'est pas temps de repartir. »

Charles IV se plaignait également que le gouvernement des Pays-Bas espagnols eût omis de lui payer ce qu'il lui devait et que l'archiduc ne songeât guère à « qui soit de ma satisfaction et de justice ». « Je n'en prétends, écrivait avec tristesse le duc, blessé par les procédés hautains et soupçonneux de Léopold à son égard, je n'en prétends que de cette nature et non de grâce, car je n'en espère pas. Faites-lui sçavoir tout cecy[2]. »

Une partie de la France semblait vouloir obéir au prince de Condé, et Cromwell, après la défaite de Charles II à Worcester (13 septembre), avait promis de l'assister.

Le 15 novembre, Condé envoya un émissaire à Charles IV « pour prendre certaines troupes qu'il lui donne, les joindre

1. Charles IV à Ligniville, 9 novembre 1651. Archives Ligniville, c. 2, liasse 81.

2. Charles IV à Ligniville, 9 novembre 1651. Archives Ligniville, c. 2 liasse 81.

avec les siennes et quelques-unes des Espagnols, pour cela entrer en Champagne[1] ».

Raulin, secrétaire du duc de Lorraine, qui lui servait d'ambassadeur auprès de Mazarin, avait dit au cardinal avoir vu le traité signé par les Espagnols avec M. le prince (6 novembre). Le comte de Fuensaldaña avait fait les plus grands efforts pour obliger Charles IV à apposer sa signature au bas de ce traité, et La Roque, capitaine des gardes de Condé, ainsi que Gouville présentèrent au Lorrain une lettre du prince dans laquelle il lui demandait son amitié « avec bassesse ».

Malgré les assurances d'amitié que se donnaient réciproquement Mazarin et Charles IV, le duc, flatté et circonvenu à la fois par le cardinal, Anne d'Autriche et les agents des princes, ne savait quel parti prendre.

S'allier avec les princes, c'était renoncer momentanément aux concessions faites par la cour de France et attendre le succès des révoltés, qui contraindrait peut-être l'armée française à évacuer la Lorraine, mais, en revanche, si Anne d'Autriche parvenait à vaincre l'armée des princes et les forçait à se soumettre, Charles IV compromettait pour longtemps ses chances de restauration et pouvait être, ce qui était à prévoir, la victime de la réconciliation de la cour avec les princes. Les Espagnols eux-mêmes, au jour d'une paix plus ou moins prochaine, pouvaient, comme l'avait fait l'Empereur à Munster, l'abandonner, le désavouer même afin d'obtenir des avantages plus considérables.

En somme, comme toujours, Charles IV usa de ruse envers Mazarin et la cour de France. S'il continuait à correspondre avec le ministre exilé, il n'avait pas renoncé, dans son for inté-

---

1. Lettre de Mazarin à Brienne. (*Aff. étr.*, t. XXIX des Lettres de Mazarin, f° 342.) — La Roque-Saint-Chamarent était mestre de camp de cavalerie et maréchal de bataille. Il fit les campagnes de 1643 et 1645 en Catalogne, à la tête du régiment de Saint-Simon. En 1648, il se distingua au siège d'Ypres et fut cité dans la Gazette pour sa conduite à la bataille de Lens. Quant à Michel d'Argouges, marquis de Gouville, il fut tué le 2 juillet 1652, au combat du faubourg Saint-Antoine, où il faisait les fonctions de maréchal de camp.

rieur, à s'allier avec les princes, s'il y trouvait ses intérêts. Ne pensait-il pas que bientôt, peut-être, grâce à la guerre civile qui désolait la France, grâce à la connivence des Espagnols et des Anglais, il pourrait devenir l'arbitre des destinées de notre pays, en marchant sur Paris à la tête de ses troupes ?

Que lui importait donc à cette heure la proposition que lui faisait Condé de lui rendre Stenay ou Clermont-en-Argonne moyennant un prêt de deux cent mille écus ?

C'était rentrer en Lorraine, vainqueur et triomphant, qui devenait le but de son ambition légitime pendant la crise éminemment critique que la France traversait et dont la Providence seule, le patriotisme de la reine Anne d'Autriche, le génie de Mazarin et le dévouement inébranlable de quelques généraux et régiments français, restés fidèles à la cause royale, pouvaient la sauver.

Mazarin différait son retour en France, quoique rappelé par la reine mère, qui l'attendait à Poitiers où elle s'était réfugiée avec son fils, au commencement de novembre, après avoir quitté Bourges.

Condé, après avoir remporté quelques succès dans le midi de la France, avait échoué devant Angoulême, mais il avait pris Saintes, Taillebourg et Tonnay-Charente, était maître de la Guyenne et menaçait le Poitou.

Mazarin, sans perdre de temps, travaillait à faire des levées dans le duché de Clèves pour pouvoir, escorté par des forces respectables, rentrer en sûreté en France et amener quelques renforts au jeune roi.

La cour respire enfin : le comte d'Harcourt a rejeté Condé au delà de la Charente et le baron d'Estissac[1] a délivré La Rochelle.

Louis de Bourbon est découragé, mais ne veut pas consentir, malgré les sollicitations de Gaston d'Orléans, inspiré par le cardinal de Retz, à accepter les propositions de paix que la cour lui offre.

---

1. Benjamin de la Rochefoucauld, baron d'Estissac.

Mazarin n'a pas désespéré de conclure la paix avec l'Espagne, s'il peut obtenir une entrevue avec le comte de Fuensaldaña, mais la persistance de Condé dans sa révolte met un obstacle infranchissable à ses désirs.

Décidé à revenir en France, à la fin du mois de décembre, Mazarin s'avança vers Sedan avec des troupes qu'il avait levées. Le maréchal d'Hocquincourt, Manicamp et Vaubecourt le rejoignirent avec celles qu'ils avaient tirées des quartiers d'hiver de Picardie et de Champagne.

Dès que le Parlement eut appris les intentions du cardinal, il se réunit, en présence du duc d'Orléans, et promulgua un arrêt par lequel il était ordonné à tous les gouverneurs des places frontières d'empêcher de laisser passer Mazarin, et à tous les Français de lui « courre sus ».

Lorsqu'on sut qu'il avait quitté Sedan et qu'il s'avançait vers Reims, le Parlement défendit à tout sujet français de le suivre et de venir à son aide « sous peine d'en répondre en leurs propres corps et en leurs biens ». Il ordonna, en outre, la saisie des revenus de ses bénéfices et de son palais et la vente de ses meubles et de sa bibliothèque, dont l'estimation montait à 50,000 fr.

Cette somme fut promise à celui qui apporterait sa tête ou le livrerait vif ou mort.

Pendant le séjour prolongé de Charles IV à Bruxelles, en 1649, le comte Théobald Taff[1] vint le trouver pour implorer son secours, au nom des évêques et des fidèles d'Irlande, contre la tyrannie de Cromwell, qui, après la mort de Charles Ier, qu'il

1. Grand chambellan de Charles II d'Angleterre. Il lui servait, en même temps, de valet de chambre, d'écuyer de cuisine et de chef de gobelet. Paul de Gondi, sollicité par Taff, donna au prétendant d'Angleterre, à son arrivée à Paris, le 13 septembre 1650, 1,500 pistoles qu'il avait empruntées à M. de Montargis.

Mazarin laissa Henriette d'Angleterre et ses fils dans le dénuement le plus complet :

« Des Anglais qui n'ont point de pain
Que tu laisses mourir de faim,
Et de leur reine désolée,
De ses bagues par toi volée. »

(*Choix de Mazarinades*, t. 1, p. 248.)

avait fait décapiter le 9 février 1649, devait s'emparer du gouvernement de l'Angleterre sous le nom de Protecteur.

Le prince de Galles, fils aîné de Charles Ier et de Henriette de France, fille de Henri IV, se réfugia à Breda avec son frère, le duc d'York, implora le secours de tous les princes de l'Europe contre la tyrannie et l'usurpation de Cromwell.

Il écrivit au duc de Lorraine qui lui répondit en lui exprimant la part qu'il prenait à ses malheurs et lui offrit ses services.

Le prince de Galles l'en remercia par une lettre datée du 3 juin 1649, avant son départ pour l'Écosse où il fut couronné le 1er janvier 1651[1].

Le 26 avril 1650, les archevêques et évêques d'Irlande écrivirent une seconde fois au duc de Lorraine, en leur nom et au nom de tout le clergé et de tout le peuple du pays, pour lui exposer l'état déplorable auquel Cromwell avait réduit la religion catholique et le peuple d'Irlande et pour le conjurer de venir à leur aide.

Taff fut chargé de venir trouver dans les Pays-Bas le duc de Lorraine et d'implorer de vive voix sa prompte intervention.

Le duc, ému par tant de souffrances, fit de belles promesses à Taff et écrivit au pape en lui faisant part de la résolution qu'il avait prise d'employer ses biens et sa vie, malgré l'état précaire de ses affaires, à la défense de la religion. Il envoya un agent en Irlande pour se rendre compte de l'état du pays et des moyens à employer pour le secourir. Ce fut l'abbé Etienne de Hennin de Sainte-Catherine, coadjuteur de l'abbaye de Longeville, qui fut chargé de cette mission.

En même temps Charles IV conclut un traité avec les députés d'Irlande, par lequel il s'engagea à armer des vaisseaux et à fournir 750 hommes aux conditions portées par le traité qui fut signé le 3 juillet 1651[2].

---

1. Voir *Deplorabilis populi Hibernici status*, ouvrage cité par dom Calmet.

2. Bossuet, dans son *Oraison funèbre de Henriette de France*, reine d'Angleterre, confirme ce que les manuscrits de M. Vincent, consultés par dom Calmet, disaient du projet de débarquement en Irlande, conçus par Charles IV.

Il donna au sieur William Montklon, sujet anglais, des lettres patentes de commandant du vaisseau appelé *l'Espérance-de-Lorraine*. Il délivra également plusieurs commissions à des officiers destinés par lui au commandement de son escadre.

Cromwell soupçonnait les Hollandais d'avoir conseillé à Charles IV de répondre favorablement aux prières des Irlandais.

S'il faut en croire Grégoire Leti, un des biographes de Cromwell, les Irlandais avaient décerné d'avance à Charles IV le titre de protecteur de l'Irlande.

Quoi qu'il en soit, Charles, prince de Galles, prit ombrage des projets de Charles IV et du départ de Hennin pour l'Irlande. Il craignit que le duc de Lorraine ne voulût s'emparer de la couronne d'Irlande.

Charles IV, sans s'émouvoir des soupçons du prince de Galles, fit des levées, acheta du blé et ne demanda aux Irlandais, comme garantie, que le dépôt fait entre ses mains de quelques villes d'Irlande dont il promettait la restitution à Charles II, après le remboursement des sommes qu'il aurait déboursées. Le fils de Charles Ier, revenu de ses préventions, chargea le duc d'Ormont[1] d'aider Charles IV dans son entreprise.

La défaite de Charles II près de Worcester, le 13 septembre 1651, et différents obstacles empêchèrent Charles IV de mettre ses projets à exécution.

---

1. Jacques de Butler, duc d'Ormont, d'une vieille famille irlandaise, né à Londres en 1610 et mort en 1688. Surnommé le *grand duc*, il fut le serviteur dévoué de Charles Ier et de Charles II d'Angleterre. Diplomate et général habile, il fut longtemps vice-roi d'Irlande.

CHAPITRE IX

CHARLES IV ET LA SECONDE FRONDE (1652)

Les ducs d'Orléans et de Beaufort, après avoir soulevé le Parlement de Paris, firent mettre à prix la tête de Mazarin, aussitôt qu'ils apprirent que la reine désirait et préparait son prompt retour en France (29 décembre 1651).

Le duc d'Orléans rappela les régiments qu'il comptait dans l'armée du maréchal d'Aumont et en leva de nouveaux, qui prirent leur quartier à Montargis et à Chartres.

Afin de n'être pas la victime de son dévouement envers la Fronde, Monsieur chercha un appui en Espagne et envoya le comte de Marcheville à Charles IV, afin de l'entraîner dans son parti et de s'en faire un auxiliaire.

Condé avait, avons-nous dit, envoyé à ce prince le sieur de La Roque, capitaine de ses gardes. D'accord avec Gaston d'Orléans, il lui envoya depuis le sieur de Ravenel, marquis de La Sablonnière.

Les émissaires se présentèrent chez la princesse de Cantecroix le 24 janvier 1652.

La maîtresse de Charles de Lorraine demeurait alors à Braine-Lalleud. Près d'elle, se trouvait en ce moment le comte de Ligniville et Jean-Baptiste-Gaston de Tornielle, marquis de Gerbéviller, capitaine des gardes de Son Altesse, qui joignirent leurs instances à celles des gentilshommes députés par les Princes.

Ces derniers, à leur tour, ne négligèrent rien pour capter les bonnes grâces de Béatrix de Cusance et lui promirent, s'ils réussissaient dans leur mission, l'intervention des Princes pour la ratification de son mariage avec le duc Charles.

Alléchée par leurs promesses, la princesse écrivit à son amant en l'engageant à s'entendre avec les Frondeurs et lui envoya le P. Donat, son confesseur, pour appuyer de ses paroles les sollicitations des envoyés de Gaston d'Orléans et du prince de Condé.

Le cardinal Mazarin, sur ces entrefaites, avait quitté Bouillon, et de Dinan avait adressé à Louis XIV une lettre qui expliquait sa conduite.

Les Espagnols avaient refusé de se rendre à la conférence qu'il leur avait demandée. Le 24 décembre 1651, Mazarin arriva à Sedan et y fut reçu par Fabert, gouverneur de cette ville. Plusieurs gouverneurs des places fortes vinrent l'assurer de leur dévouement. Turenne, quoique réconcilié avec la cour de France, manqua à ce rendez-vous donné par le cardinal aux généraux restés fidèles au roi (2 janvier 1652).

En prévision d'une invasion possible des Espagnols en France, Abraham Fabert et Grandpré avaient mis la Champagne en état de défense.

Et pendant que le parti des Princes se berçait de l'espoir d'entraîner dans son orbite Charles IV, Raulin, son secrétaire, écrivait à Mazarin pour l'assurer du dévouement que ce duc lui avait voué ainsi qu'à la reine mère.

Les princes français, alliés des Frondeurs, et les Espagnols eurent vent des négociations entamées entre la cour de France et le Lorrain et s'en émurent. Ils lui adressèrent des reproches amers.

Peine inutile, car Raulin était bien décidé à faire tous ses efforts pour amener le duc, son maître, à une rupture éclatante avec l'Espagne et à une franche réconciliation avec la France.

Charles IV, averti des menaces auxquelles son secrétaire était en butte de la part des Espagnols à cause de sa sympathie manifeste pour notre pays, le fit loger dans son palais, à Bruxelles, de crainte qu'il ne fût fait prisonnier pendant la nuit.

Revenons à Mazarin. Le maréchal d'Hocquincourt l'accompagna jusqu'à Rethel.

Après avoir touché barre à Épernay le 2 janvier 1652, le

cardinal, sans perdre de temps, hâta son voyage et arriva, le 16, à Gien.

Le clergé et la bourgeoisie de Paris se prononçaient ouvertement en sa faveur; mais le Parlement, se refusant à annuler l'arrêt qu'il avait rendu un mois auparavant contre lui et le duc d'Orléans, signa, le 24 janvier, un traité d'alliance avec le prince de Condé, qui venait d'être rejeté au delà de la Dordogne par le comte d'Harcourt.

Cet échec, subi par Louis de Bourbon, permit à Mazarin de rejoindre la cour, à Poitiers, le 29 janvier, escorté par 6,000 hommes de troupes.

Le duc d'Orléans s'était réconcilié avec Condé et avait conclu avec lui un pacte d'amitié, mais sa défection n'entraîna pas Charles IV dans le parti des Princes. Il reçut avec froideur leurs émissaires et remit la décision qu'il devait prendre à la prudence de son conseil.

Dans la bouche d'un prince qui avait l'habitude de n'agir que par lui-même et selon sa propre inspiration, parler ainsi, c'était exprimer un refus poli.

« Quand j'aurai tout fait, dit-il au P. Donat, son confesseur, pour le duc d'Orléans, lui et sa femme n'en seront pas moins mes ennemis ainsi que ceux de la princesse Béatrix; ne me pressez pas tant d'obliger des ingrats qui ne tiendront jamais compte de mes services[1]. »

Inébranlable, Charles IV résista aux tentatives réitérées que firent Condé et Monsieur pour l'embrigader dans leur parti. C'est en vain qu'ils lui envoyèrent Charles-Amédée de Savoie, duc de Nemours, afin de le décider à se déclarer ouvertement pour eux. L'amant de la duchesse de Châtillon quitta les Flandres, où il était venu chercher les troupes que l'Espagne prêtait à Condé, sans réussir dans ses tentatives de séduction auprès de Charles IV (janvier).

Anne d'Autriche avait pris les devants, en envoyant au duc de Lorraine Isaac Bartet, secrétaire de cabinet, une des créatures

1. Cf. *Vie de Charles IV*, par Hugo.

de Mazarin, confident et courrier de la princesse Palatine, François Cazet de Vautorte, qui avait rempli, en 1647, les fonctions d'intendant à Mayence et sur les bords du Rhin, et avait été déjà envoyé en Flandre par Mazarin en 1649, et le comte de Freget, porteur d'instructions « pleines d'espérances et de promesses, qui balancèrent, dit l'abbé Hugo, le crédit et les propos du duc de Nemours ».

Si nous en croyons les lettres de Raulin[1] et les *Mémoires* du P. Donat, « le péril et la nécessité avaient rendu Anne d'Autriche si tremblante et si généreuse envers le duc Charles, que, pour mériter son amitié ou pour prévenir les effets de sa haine, dans l'embrasement presque général du royaume, elle employa jusqu'aux bassesses.

« Les protestations d'une inviolable amitié, les assurances de ses services, la restitution de la Lorraine ne furent que les préliminaires du traité qu'elle proposa à Son Altesse. Elle s'obligeait ensuite par des conventions secrètes de recevoir la princesse de Cantecroix et de lui abandonner la ville de Sedan pour séjour et de lui faire rendre les honneurs suprêmes jusqu'à ce que la validation de son mariage fût jugée à Rome, et, pour serrer d'autant mieux les nœuds de l'amitié entre le duc et la France, elle lui fit demander en mariage la princesse Anne pour le duc d'Anjou[2]

« Charles IV, flatté par ces offres, affecta d'en paraître ému et laissa entendre aux agents des Princes et à ceux de la cour, qui essayaient tour à tour de l'entraîner dans leur parti, que la justice et l'honneur seraient ses seuls guides[3]. »

---

1. Raulin correspondait avec Mazarin et l'assurait du dévouement de Charles IV envers la reine Anne. Il l'instruisait des dissentiments survenus entre les généraux espagnols et le prince de Condé au sujet du traité qu'on soupçonnait le duc de Lorraine d'avoir conclu avec la France, enfin de l'envoi d'un émissaire des Princes au duc et des menaces qu'on lui adressait à lui-même.

2. Frère cadet de Louis XIV, né en 1640 et mort en 1701. Il prit, en 1661, le titre de duc d'Orléans. Il épousa Henriette d'Angleterre, fille de Charles Ier, roi d'Angleterre, mariée à Saint-Cloud, en 1670.

3. *Vie de Charles IV*, par Hugo. (Bibl. du grand séminaire de Nancy.)

Les hésitations de Charles IV désolaient la reine mère. En proie aux attaques des Frondeurs, voyant le trône de son fils aîné miné par l'ambition des princes du sang, qui en auraient dû être les plus chauds défenseurs, et éloignée de Mazarin dont les conseils journaliers lui étaient indispensables, Anne d'Autriche, si hautaine d'ordinaire, s'abaissa donc jusqu'à solliciter la main d'Anne de Lorraine pour le roi de France, son fils.

Un gentilhomme de la cour, M. de Beaujeu[1], lieutenant-général, vint à Bruxelles, chargé de proposer cette union singulière à Charles IV.

Quel rêve dut faire alors la princesse de Cantecroix, maîtresse délaissée par son amant, méprisée par les Espagnols et par l'Europe, condamnée par le pape, lorsqu'elle se vit à la veille d'être la belle-mère du duc d'Anjou, malgré l'état misérable où il se trouvait à cette heure, loin de sa capitale et en guerre avec la maison de France et une partie de ses sujets!

Charles IV, moins confiant, ne fut pas certes insensible à ces avances si flatteuses, mais, prévoyant avec raison que l'armée royale, sans même qu'il lui apportât le secours de son épée, avait encore assez de ressort et de cohésion pour terrasser le parti de la Fronde et mettre complètement en déroute l'armée des Princes, calculant que Paris, toujours si variable, se calmerait un jour ou l'autre et, revenant à de meilleurs sentiments, ouvrirait ses portes à son souverain, ne les crut pas assez sérieuses pour se livrer corps et âme à la France.

Le duc de Lorraine se méfiait avec raison de la bonne foi apparente d'Anne d'Autriche et des caresses que lui faisait Mazarin.

Aussi, pour ne pas rompre en visière avec Condé et le duc d'Orléans, supplia-t-il l'archiduc Léopold, gouverneur général des Flandres espagnoles, d'envoyer des troupes de secours aux princes révoltés contre le roi de France.

---

1. Claude-Paul de Beaujeu de Villiers, comte de Beaujeu, lieutenant-général, mort le 1er août 1654, près de Béthune. Il était, en 1650, capitaine-lieutenant des chevau-légers à Enghien.

Mais, dans le fond de son âme, il espérait encore que Léopold n'obtempérerait pas à sa prière, sous le prétexte qu'il n'avait pas reçu d'ordres de Philippe IV.

La Fronde devenait de plus en plus menaçante. La Guyenne, l'Anjou et la Bretagne étaient en feu, et une partie des gentilshommes français avaient pris les armes contre le roi. Anne d'Autriche, dans ces circonstances aussi graves, ne pouvait renoncer à son espérance, si souvent déçue, de recevoir les secours armés de son cousin, M. de Lorraine.

Le malheur donne des illusions autant que la prospérité. Comment la veuve de Louis XIII pouvait-elle supposer que Charles IV oublierait tout le mal que son mari et elle-même avaient fait à la Lorraine en la pillant et en la mettant à feu et à sang depuis bientôt 20 ans?

Revenant à la charge, elle envoya au duc le marquis de Joyeuse Saint-Lambert pour lui demander de nouveau la main d'Anne de Lorraine, qui n'avait que 13 ans, pour l'un ou l'autre de ses fils.

Joyeuse s'acquitta de sa mission avec zèle et pria Charles de lui remettre le portrait de sa fille, afin qu'il pût l'apporter à la reine, « en attendant, dit Hugo, qu'il [le duc de Lorraine] daignât confier l'original à la reine, qui la souhaitait et la voulait élever près de sa personne pour la former selon le cœur du roi, son fils ».

Mis au courant des promesses faites par le parti des Princes au sujet de la validation du mariage contracté par Charles IV avec la princesse de Cantecroix qu'ils se faisaient forts d'obtenir de Rome, Joyeuse supplia le duc de lui remettre les documents nécessaires à l'ambassadeur de France à Rome pour devancer les Princes dans leur intervention auprès du Saint-Père.

Agir ainsi, c'était approuver l'union adultère de Charles IV avec Béatrix de Cusance, nier la légitimité de l'union qu'il avait contractée avec la duchesse Nicole et faire couler les larmes de l'infortunée prisonnière.

Pris par son côté faible, flatté dans son amour paternel et dans sa passion coupable, le Lorrain se laissa séduire par de

telles démonstrations d'amitié et tomba cette fois dans le piège qu'on lui tendait avec tant d'habileté.

Bientôt nous allons le voir s'engager à fond avec la cour de France; mais maintenant, afin de conduire avec prudence les négociations commencées, il agira avec circonspection et feindra, d'accord avec l'envoyé de la reine Anne, de prêter l'oreille aux propositions du duc de Nemours venu à Bruxelles au nom des Princes. Il cachera aux Espagnols ses projets et pourra s'apprêter à quitter Bruxelles, sans éveiller leurs soupçons et sans crainte d'être arrêté par eux.

Usant d'hyprocrisie, guidé par ses instincts habituels de fourberie, Charles de Lorraine désirait demander un rendez-vous au duc d'Orléans, espérant, dans l'entrevue qu'il aurait avec son beau-frère, à ce qu'il prétendait du moins, le rappeler à ses devoirs de prince français ou, en cas d'insuccès, se ménager un motif de rupture avec lui.

Il ne doutait pas, du reste, assurait-il, que Monsieur ne se rendît à la justesse de ses arguments.

La cour de France, qui se trouvait à Poitiers, n'accepta pas les propositions faites par M. de Lorraine comme conditions de son accommodement avec elle.

Un événement heureux avait rendu quelque courage à la veuve de Louis XIII : le duc de Bouillon et son frère, le maréchal de Turenne, avaient fait récemment leur soumission et offert leur épée à Louis XIV, en demandant un équivalent pour la principauté de Sedan que Richelieu leur avait enlevée, et c'est en vain que le duc d'Orléans avait essayé de mettre dans ses intérêts « Messieurs de Bouillon ». (Décembre 1651.)

Au mois de mars 1652, Turenne vint à Poitiers, solliciter de la reine-mère un commandement. On lui accorda celui d'une nouvelle armée, destinée à aider Hocquincourt à combattre celle des princes. Le duc de Bouillon fut mis à la tête du conseil privé.

Entraîné, malgré lui, par l'exemple de ses alliés d'hier, Charles IV écrivit à Anne d'Autriche qu'il n'attendait plus que ses ordres pour reprendre le chemin de France, lui assurant

qu'il *n'avait ni sang ni vie qu'il ne sacrifiât à Leurs Majestés,* et qu'il avait envoyé Raulin, un de ses secrétaires d'État, au duc d'Orléans, afin de lui demander une entrevue à La Capelle, où il comptait lui soumettre les conditions du traité que le parti de la Fronde voulait lui faire signer. Charles IV faisait remarquer, dans la lettre qu'il adressa à la reine mère, qu'il réclamait aux princes révoltés Clermont-en-Argonne, Stenay et Jametz que Mazarin avait livrées à Condé comme places de sûreté, et où ce prince avait mis garnison. Cette réclamation était bien naturelle de la part du duc dépossédé.

Ces villes, l'une sise en Champagne, et les deux autres riveraines de la Meuse, devenaient pour Condé des postes excellents, des lieux de retraite et de ravitaillement dont il se servait avec avantage. A coup sûr, Louis de Bourbon ne s'en dessaisirait que par la force, et le refus, manifestement accusé par lui de rendre ces trois villes à leur souverain, serait une pierre d'achoppement pour l'accommodement de Charles IV avec la cour de France.

Instruite par le passé, la veuve de Louis XIII n'attendait rien de bon de l'entrevue projetée de M. de Lorraine avec Gaston d'Orléans, dont la conduite étrange l'avait abreuvée d'amertume et lui inspirait des craintes continuelles. Elle croyait, et n'avait pas tort, que l'entrevue des deux beaux-frères, fertiles tous deux en intrigues suspectes et de mauvais aloi, au lieu de les lui ramener, contribuerait plutôt à resserer l'étroite alliance du frère et de l'époux de Marguerite de Lorraine, toujours dévouée à Charles IV et n'ayant pu oublier, depuis son séjour en France, les malheurs de la Lorraine, son pays natal[1].

Aussi, prenant les devants et redoutant une entente verbale entre les deux princes, préjudiciable au plus haut point aux intérêts de la couronne, Anne d'Autriche fit offrir à Monsieur

1. Marguerite de Lorraine vint à Épinal le 8 décembre 1651 (V. *Archives d'Épinal,* par Ch. Ferry, t. III, p. 772). Elle avait beaucoup contribué à faire accorder par Mazarin la neutralité à cette ville, qui lui en fut reconnaissante.

d'acquiescer à toutes ses exigences, à condition qu'il ne lui demandât pas l'éloignement du cardinal Mazarin dont la présence aux affaires lui semblait indispensable, dans ce moment de crise, au rétablissement de l'autorité royale.

Comme l'avait craint, hélas! la régente, ses offres n'eurent aucun succès auprès de Monsieur, car cet homme vindicatif, au péril du royaume et de la couronne de France, dont il aurait dû être le meilleur soutien et le plus dévoué défenseur, désirait avant tout la ruine de Mazarin, que lui et Condé et leurs partisans persistaient à considérer comme un étranger et un intrus. Et cependant, pour plaire à Condé, la reine-mère avait rétabli Seguier et Chavigny dans leurs charges et avait enlevé les sceaux à Châteauneuf pour les donner au président Molé.

L'amour de la patrie française, dont le traité de Westphalie, œuvre de Mazarin, avait été une des gloires, ne faisait pas battre le cœur de Gaston d'Orléans, cet homme égoïste et léger, qui s'était marié contre le gré de son frère et avait débuté dans la vie par la révolte et la sédition. Aussi n'hésita-t-il pas à renouer de plus en plus les liens qui l'unissaient au parti des Princes, malgré sa haine non dissimulée contre le prince de Condé, haine habilement entretenue par Marguerite de Lorraine, sœur de Charles IV.

Gaston d'Orléans conclut un pacte d'alliance avec Condé, le 24 janvier 1652[1].

Ils ne devaient déposer les armes qu'après l'expulsion de Mazarin, et s'engageaient à convoquer les États généraux à Paris ou dans la ville la plus voisine, à exclure du conseil du roi le surintendant La Vieuville, et ensuite à travailler à la conclusion de la paix générale.

Le cardinal de Retz s'était opposé à la signature de ce traité.

---

1. Apprenant que Condé traitait avec les ennemis du roi de France, Mazarin conseilla à Anne d'Autriche de lui donner le gouvernement de la Guyenne en échange de celui de la Bourgogne. Il demandait la Provence pour le prince de Conti, son frère, et l'Auvergne pour le duc de Nemours. (V. *Lettres de Mazarin*, éd. par Ravenel. Paris, J. Renouard, 1836, in-4°.)

Impraticable et nuisible au plus haut point aux intérêts de la France, il fut réprouvé par les Frondeurs les plus sensés et ne fit qu'accroître le nombre, de plus en plus grand, des partisans du roi.

Comme nous l'avons dit, Mazarin, après avoir quitté Bouillon, était entré à Sedan (24 décembre 1651), où plusieurs généraux restés fidèles au roi vinrent le rejoindre. Avec eux il pourvut à la défense de la Champagne, partit de Sedan et vint à Rethel, précédé par le maréchal d'Hocquincourt commandant 2,000 soldats de vieilles troupes.

Il fut à Épernay le 2 janvier 1652. Le Parlement de Paris rendit un arrêt de proscription contre lui; sa tête fut mise à prix.

D'Épernay Mazarin gagne Arcis-sur-Aube, traverse la Seine à Méry, l'Yonne à Montereau, la Loire à Gien et le Cher à Saint-Aignan.

A Arcis-sur-Aube, le cardinal apprend que le Parlement de Paris a envoyé une députation au roi, en ce moment à Poitiers, pour le prier de ratifier ses arrêts.

La marche hardie de Mazarin à travers la France, malgré l'opposition de l'armée des Princes, eut un heureux effet à Paris, et son succès calma les accès de révolte des membres du Parlement et de la bourgeoisie, soulevés par Gaston d'Orléans.

Louis XIV apprit aux délégués du Parlement que c'était par son ordre que Mazarin était rentré en France et rejoignait la cour.

La Fronde se dissolvait, et les évêques français protestaient contre l'arrêt d'expulsion porté par le Parlement, que venait de casser le Conseil du roi.

Enfin Mazarin, apprenant que Condé avait été repoussé par le comte d'Harcourt au delà de la Dordogne, de Loches se dirigea vers Poitiers, accompagné de 300 cavaliers, et le roi, accompagné de sa cour, alla au-devant de lui (29 janvier).

Quelques jours avant l'entrée du cardinal à Poitiers, où l'attendait si impatiemment la reine, arrivait subitement à Nancy et sans y être annoncé un gentilhomme lorrain d'an-

cienne race, nourri à la cour de Lorraine, compagnon d'armes de Charles IV et colonel de l'un de ses régiments. C'était Jean-Philippe de Malvoisin, baron d'Aboncourt, qui avait, d'après les ordres du duc de Lorraine, escorté Mazarin jusqu'à Cologne, en 1650[1].

Muni d'un passeport que lui avait envoyé M. de La Ferté-Senneterre, gouverneur de la Lorraine, Malvoisin lui apportait de Bruxelles une lettre de son souverain. La Ferté envoya une copie de cette lettre à Mazarin qui était à Loches.

Le gouverneur parut surpris par cette arrivée subite d'un envoyé de Charles IV, car Mazarin qu'il venait de quitter à Sedan, lui avait laissé ignorer les négociations entamées par lui avec le duc.

La Ferté, qui ne se souciait pas, écrivait-il au cardinal, de jouer le rôle rempli par du Hallier en 1641[2], envoya M. de Malvoisin à Poitiers où le cardinal, pensait-il avec raison, devait être arrivé, et attendit les ordres de la cour (24 janvier)[3].

Cependant, malgré son peu de goût pour la diplomatie, La Ferté reçut, le 18 février, de Mazarin tous les pouvoirs nécessaires pour traiter avec Charles IV qui promettait, quoique surveillé et soupçonné par les Espagnols (avec lesquels, pour mieux les tromper, disait-il, il venait de contracter un troisième engagement) d'amener à Louis XIV 10,000 hommes huit jours après avoir signé un nouveau traité de paix avec la France.

Mais il exigeait la restitution de tous ses États, « à la charge toutefois que les terres, qui relevaient autrefois de l'Empire, médiatement ou immédiatement, relèveraient ci-après de la

---

1. Jean-Philippe de Malvoisin était fils de Claude de Malvoisin, seigneur d'Aboncourt et de Claude de Grammont. Il épousa, en premières noces, Claude de Baillivy, et en deuxièmes noces, Françoise de Brachet.

La famille de Malvoisin, éteinte à cette heure, faisait partie de la chevalerie lorraine. (V. La Chesnaye des Bois.)

2. Voir *Campagnes de Charles IV*, t. II, p. 204 et suiv.

3. Voir Lettre de M. de La Ferté-Seaneterre à Mazarin, 24 janvier 1652. (*Aff. étr. Lorraine*, t. XXXVI, f° 170.)

couronne de France en suite du traité fait à Munster, et que ledit seigneur rende les mêmes hommages au Roy et à ses successeurs en la couronne de France que les prédécesseurs du seigneur-duc ont rendus autrefois aux empereurs et à l'Empire[1] ».

La cour de France avait quitté Poitiers et était partie, le 3 février, pour Saumur. Il fallait à toute force chasser les Espagnols de la Catalogne et arracher au duc de Rohan l'Anjou dont il était gouverneur.

Dans le Nord les nuages s'amoncelaient de toutes parts.

L'Espagne avait promis 3,000 hommes à Tavannes, qui commandait les troupes à la solde du duc d'Orléans et combattait contre le maréchal d'Aumont, généralissime des troupes royales.

En Anjou, le maréchal d'Hocquincourt força le duc de Rohan à rendre Angers, que le duc de Beaufort essaya en vain de délivrer à la tête des troupes au service de l'Espagne (28 février).

L'espoir renaissait dans le cœur d'Anne d'Autriche.

En promettant à Charles IV la restitution de ses États, Mazarin maintenait la réserve faite par Richelieu en 1641, lors de la Petite-paix :

Nancy devait rester neutre entre les mains du roi de France pendant deux ans, après lesquels cette ville devait être restituée au duc.

Sa garnison devait être composée de gardes suisses.

Les autres places du duché de Lorraine devaient être remises au duc aussitôt que ses troupes, abandonnant le service de l'Espagne, seraient entrées en France.

Les conditions du nouveau traité qu'on lui proposait de signer étaient beaucoup plus avantageuses que celles de la Petite-paix, car on lui promettait la restitution de Stenay,

1. Voir projet de traité entre le Roy et M. de Lorraine, 18 février 1652. *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France*, par le comte d'Haussonville, *Pièces justificatives*, tome II, p. 36.

Clermont-en-Argonne et Jametz, aussitôt que l'armée française, assistée de l'armée lorraine, en aurait délogé les soldats à la solde de Condé.

Comme gage de sa bonne foi, Mazarin s'engageait à livrer au duc de Lorraine Bellegarde (Seurre), dès que cette ville se serait rendue au roi.

Ces promesses, faites au duc de Lorraine, étaient un acheminement à une réconciliation et il n'avait plus aucune raison d'imposer à Condé, comme condition de son alliance avec son parti, l'abandon des places qu'il détenait à son détriment; mais on exigeait, en échange, de Charles IV qu'il n'exerçât aucunes mesures de rigueur contre ceux de ses sujets qui auraient servi Louis XIV.

Il fallait se hâter de conclure, car le temps pressait et les 10,000 Lorrains que devait amener Charles IV en France pouvaient contribuer grandement au succès des armées royales dans le nord du royaume qu'il fallait préserver, coûte que coûte, contre les efforts tentés par le duc de Nemours et Tavannes[1], auxquels les Espagnols avaient prêté un corps de troupes, en les empêchant de faire leur jonction avec les forces

---

1. Jacques de Saulx, comte de Busançois et de Tavannes. Il épousa Louise-Henriette Potier, veuve du comte de Belis.

Le duc de Nemours arriva à Cambrai le jour du mardi gras, avec le comte de Fuensaldaña. L'armée qu'il amenait aux Espagnols se logea du côté de Câteau-Cambrésis. Elle était composée d'Allemands et de Lorrains, mais de ceux qui étaient à la solde du roi de France, « car de ceux qui sont à la solde du duc de Lorraine, il n'y en a point », nous apprend Dubuisson-Aubenay, dans son *Journal des guerres civiles* (t. 2, p. 169). François de Mailly, baron de Clinchamp, général de l'infanterie lorraine, avait été prêté à Nemours par Charles IV. Cette armée comprenait 6,000 hommes, infanterie et cavalerie, avec 4 pièces de canon. Devaient se joindre à eux 1,000 ou 1,200 Français, commandés par le comte de Tavannes. Le 20 février, fut passée la revue des troupes, à 2 lieues de Cambrai. Elles devaient entrer le lendemain en France où le comte de Fuensaldaña devait les livrer au duc de Nemours.

D'autres troupes entrèrent dans le Boulonnais, commandées par le prince de Ligne, pour inquiéter le maréchal d'Aumont arrivé à Arras, après avoir fait prisonnier le gouverneur de Béthune qui s'était donné au parti des Princes. Les forces réunies du duc de Nemours et du comte de Tavannes devaient, après leur entrée en France, rencontrer en chemin l'armée du duc d'Orléans. (V. Bibl. Mazarine, ms. n° 2786°, p. 557.)

recrutées par le duc d'Orléans, prêtes à leur tendre la main. Parvenir à les repousser serait d'un bon augure pour la continuation des succès de l'armée du roi, occupée à reconquérir, comme son aïeul Henri IV, une partie de son royaume bouleversé par les séditions et la révolte.

Il fallait écraser promptement toutes ces forces ennemies, régiments français et étrangers à la solde de l'Espagne, pour pouvoir permettre au roi et à la cour de rentrer le plus tôt possible à Paris.

Se conformant aux instructions de Mazarin, le maréchal de La Ferté-Senneterre fait lever en Allemagne, par Marolles, gouverneur de Thionville, 350 cavaliers qui s'apprêtaient à passer en France, et Wolfgang-Guillaume, duc de Neubourg, notre allié, promettait 1,000 fantassins et 500 cavaliers.

300 cavaliers allemands, arrivés à Brisach trois semaines auparavant, pouvaient renforcer à temps l'armée royale.

La Ferté en destina la plus grande partie à fortifier son régiment commandé par Streef[1]. Au sieur de Perault on avait promis, avec le surplus, de constituer un régiment qui devait porter le nom de Mancini, neveu de Mazarin. Le cardinal destinait, en outre, 6,000 écus à la levée de 300 dragons en Lorraine et en Alsace, car il avait l'intention de former un corps de 1,000 dragons (6 février)[2].

Ce que La Ferté prévoyait arriva. Le maréchal d'Aumont ne put s'opposer à la marche de Tavannes vers la Seine.

Bientôt il traversa cette rivière à Mantes, renforcé par les 800 Espagnols que le duc de Nemours lui avait amenés de Bruxelles (3 mars). Il se posta entre Chartres et Paris.

Tavannes fut favorisé dans sa marche hardie par la complicité du Parlement de Paris et du chancelier Séguier.

Le duc d'Orléans prétendait que ce n'étaient point des Espa-

1. Le régiment de Streef-Weimarien fut admis à la solde de France le 26 octobre 1635. Son colonel se nommait Jean de Streef, colonel général de la cavalerie weimarienne jusqu'en 1638.

2. Voir Lettre de Mazarin à M. le maréchal de La Ferté-Senneterre, 6 février 1652. (*Aff. étr., Lorraine,* t. XXXVI, f° 153.)

gnols que Nemours amenait à Paris, mais des mercenaires allemands et wallons à sa solde, bien qu'ils portassent l'écharpe rouge de Castille.

Cependant, d'après une convention intervenue entre le duc d'Orléans et le maréchal de L'Hospital, gouverneur de Paris, il fut interdit aux gens de guerre des deux partis d'approcher de la capitale dans un rayon de dix lieues (14 mars).

Sur ces entrefaites, le duc de Beaufort, « le roi des Halles », après son échec sous Angers, réussit, pendant que la cour se dirigeait vers Saumur, à rallier le duc de Nemours, et tous deux se trouvèrent à la tête de 12,000 hommes (mars).

Mais, au lieu de rester avec leurs soldats, Nemours et Charles de Mailly, baron de Clinchamp, un de ses lieutenants, quittèrent leur camp de Houdan, et, attirés à Paris par les fêtes du carnaval, voulurent y prendre part. Mademoiselle, fille de Monsieur, leur fit un charmant accueil, et pendant plusieurs jours ce ne fut que fêtes et festins. Il y eut un ballet « assez joli » chez M^lle^ de Montpensier, le jour de la mi-carême; Clinchamp et les principaux officiers de l'armée du duc de Nemours y parurent en habit de guerre[1]. Ce fut Séguier, neveu du chancelier, qui donna le ballet. Clinchamp admira beaucoup plus la beauté des Frondeuses que ce ballet. Il vint voir souvent Mademoiselle et lui dit qu'il n'eût rien souhaité avec plus de passion que de la voir maîtresse des Pays-Bas[2]. Elle donna un second bal à Nemours et à Clinchamp. Mais ils ne furent que huit jours à Paris (mars).

Ce séjour de Nemours à Paris, où le retint son amour pour M^me^ de Châtillon, à laquelle il était bien aise de montrer son bâton de général, l'empêcha de pouvoir traverser à temps la Loire et de culbuter l'armée du maréchal d'Aumont.

Gaston d'Orléans, qui ne pouvait se déterminer à agir, malgré

1. A cette fête les femmes s'enivrèrent comme les hommes. (V *Mémoires de M^lle^ de Montpensier*, t. I, pp. 336 et 342.)

2. Il avait été question de marier M^lle^ de Montpensier avec l'archiduc Léopold, après avoir obtenu des dispenses du pape.

les instances du cardinal de Retz[1], s'indignait de cette présence prolongée de Nemours et de Clinchamp à Paris. Ceux-ci l'engageaient à aller s'enfermer dans Orléans, mais il ne pouvait s'y décider, toujours en proie à ses irrésolutions.

Pendant que les deux généraux s'amusaient à Paris, leur armée dépérissait sur place, et Nemours ne s'entendait plus avec Beaufort.

Charles IV ne se pressait pas d'accourir à leur secours, et attendait l'occasion, cependant, de pouvoir entrer en France et dicter ses conditions à l'un et à l'autre des partis aux prises.

Le comte de Fuensaldaña avait pris l'alarme, averti des négociations entretenues simultanément par le duc de Lorraine avec le parti des Princes et Mazarin.

Raulin, son secrétaire, avait prévenu le cardinal que ce serait probablement sous le prétexte de se porter au secours du duc d'Orléans, que M. de Lorraine franchirait nos frontières.

En vain, dit M. d'Haussonville, le duc avait-il assuré au comte de Fuensaldaña qu'il agissait avec l'assentiment de l'archiduc Léopold, Fuensaldaña prétendait n'avoir pas été prévenu de cette entente.

Par le dernier traité passé entre Charles IV et l'Espagne, il était convenu que le Prétendant fournirait à Philippe IV, lors de la campagne prochaine, 2,000 fantassins et 2,000 cavaliers, « au cas que Son Altesse n'en aurait pas besoin ailleurs » [2].

Ce qui est évident, c'est que Charles IV, malgré qu'il fût lié avec Mazarin et Monsieur, conclut un troisième engagement avec l'Espagne (10 mars).

Ce n'était que pour la duper, prétendait-il, car il avait offert

---

1. Paul de Gondi fut promu au cardinalat le 19 février 1652.

2. Voir Lettre de M. Raulin au cardinal Mazarin, 6 mars 1652. (Archives des affaires étrangères, collection France.)

Voir Lettre de M. Raulin au cardinal Mazarin. Bruxelles, 10 mars 1652. (Archives des affaires étrangères, collection France, vol. 135.) *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France,* par le comte d'Haussonville. *Pièces justificatives,* pp. 364 et 365.

d'escorter lui-même avec ses 10,000 Lorrains Mazarin en France, lors du départ de Bouillon du cardinal.

Beaufort et Nemours, s'ils s'étaient entendus, auraient pu écraser l'armée royale, beaucoup plus faible que la leur.

Nemours avait promis à Condé de le rejoindre en Guyenne, après avoir traversé la Loire et délivré Palluau; mais il fut paralysé par l'inertie du duc de Beaufort qui ne put se décider que trop tard à quitter les environs de Paris.

Mazarin et la cour s'étaient transportés de Saumur à Tours (10 mars) et de là à Amboise et à Blois.

Le maréchal de la Meilleraye avait réussi à se rendre maître de la ligue angevine.

Ce fut à Amboise que Mazarin partagea le commandement de l'armée royale entre Turenne et le maréchal d'Hocquincourt.

Après s'être maintenu pendant quelque temps dans une neutralité prudente, Orléans reçut la visite de M^lle^ de Montpensier qui, sur le refus de son père de quitter Paris, s'était résolue à s'enfermer dans cette ville, apanage paternel, et à en soutenir le siège contre l'armée royale.

La cour se rendit à Jargeau qu'assiégea en vain et où périt Sirot, qui commandait sous Beaufort.

Condé, battu à Tonnay-Charente, à Saint-André-de-Cubzac, échouait devant Miradoux (24 février-12 mai), ne pouvait se maintenir à Agen et perdait Taillebourg et Saintes.

Pendant que les Parisiens réclamaient à cor et à cris sa présence parmi eux, Louis de Bourbon, découragé, mais non repentant, songeait à quitter la France et à aller dans les Flandres afin d'y solliciter le commandement des troupes espagnoles.

Il était bien décidé à combattre de nouveau l'armée royale à la tête de ceux qu'il avait vaincus à Rocroi.

En attendant, il s'avance vers Paris où le réclame avec impatience un peuple qui l'adore, et va rejoindre son armée qui s'installe à Lorris-en-Gâtinais (1^er^ avril), puis il bat Hocquincourt à Bleneau (7 avril).

Anne d'Autriche, inquiète à juste titre de cette marche hardie du prince félon, s'adresse de nouveau à Charles IV et l'invite avec instance à venir la voir et à se reconcilier avec elle : « Je ne vous escris ce billet que pour vous tesmoigner l'impatience que j'ay de vous voir dans l'état que je souhaite depuis longtemps. Je me remets à ce que vous mande et vous fait dire la personne en qui j'ay toute confiance[1]. Je vous assureray seulement que, si vous prenez la résolution de nous venir voir, comme je désire, les satisfactions seront réciproques.

« Si vous me faites justice sur l'affection que j'ay tousjours eue pour vous, vous ne douterez pas que je ne sois tres aise d'avoir occasion de vous en donner de nouvelles marques et j'espère vous pouvoir confirmer bientost ceste vérité par des effects[2]. »

Évidemment, en voulant renouer de nouvelles négociations avec M. de Lorraine, Anne d'Autriche était inspirée par Mazarin, « dont le fort était proprement, dit le cardinal de Retz, de ravauder, de donner à entendre, de faire espérer ; de jeter des lueurs, de les retirer, de donner des vues, de les brouiller ». « Voilà un génie, ajoute Paul de Gondi, en parlant du cardinal Mazarin, propre à se servir des illusions que l'autorité royale a tousjours abondamment en mains pour engager à des négociations[3]. »

Ce fut le 11 avril que Condé rentra à Paris. Malgré les acclamations qui l'y accueillirent, ce prince comprit que les Parisiens, lassés d'avoir vécu si longtemps au milieu de troubles incessants et voulant sortir de la misère à laquelle ils étaient en proie, désiraient ardemment, d'accord avec le Parlement, le retour du roi.

---

1. Il s'agit ici du cardinal Mazarin.

2. Voir Lettre de la Reyne à M. de Lorraine, 5 mars 1652. (*Aff. étr. Lorraine*, t. XXXVI, f° 178.)

Voir aussi Minute du billet de la Reyne au duc Charles, datée de Sully, le 30 mars 1652. *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France*, par le comte d'Haussonville. *Pièces justificatives*, t. II, p. 366.

3. Cf. *Mém. du cardinal de Retz*, t. III, pp. 393 et 394.

Si la haine des bourgeois de Paris contre Mazarin persistait, l'autorité des Princes était devenue précaire et était battue en brèche par le cardinal de Retz, homme habile et rusé, ne vivant que d'intrigues, mais populaire malgré et peut-être à cause de ses vices.

Cet homme, fils d'un homme vénéré, ancien élève de saint Vincent de Paul, n'avait embrassé l'état ecclésiastique que pour arriver plus facilement aux honneurs et assouvir à son aise, sous la pourpre cardinalice, l'ambition qui le dévorait dès l'âge le plus tendre.

Chef de la première Fronde, ayant réussi à obtenir du Saint-Père le chapeau de cardinal, il aspirait à succéder à Mazarin qu'il exécrait. Il essayait, en ce moment, de s'unir secrètement à la cour pour combattre les Princes et miner sourdement leur influence déjà bien affaiblie depuis qu'un grand nombre de membres du Parlement de Paris et des Échevins de l'Hôtel de Ville désiraient la fin de la guerre civile. Il voulait être le chef d'un tiers parti, entraîner à sa suite le duc d'Orléans, forcer la cour à compter avec lui, s'imposer à la régente et l'amener par sa diplomatie à lui confier les rênes du gouvernement.

Le succès remporté par Condé, à Bléneau, sur le maréchal d'Hocquincourt, avait été atténué par l'habileté de Turenne qui sut fermer la route de Gien, où se trouvait la cour, à l'armée des Princes, et put, après le départ de Condé, des ducs de Beaufort et de Nemours pour Paris, dérober sa marche au comte de Saulx-Tavannes qui commandait les troupes « du parti », et prendre position entre Châtres, Arpajon et Linon, de façon à s'interposer entre Paris et les révoltés.

La cour avait réussi à quitter Gien et à se transporter à Corbeil, en attendant qu'elle pût rentrer à Saint-Germain-en-Laye (27 avril).

Informés des négociations de plus en plus actives de Charles IV avec Mazarin, le prince de Condé et le duc d'Orléans s'adressèrent à Raulin, secrétaire du duc de Lorraine, et promirent à son maître tout ce qu'il pouvait exiger d'eux.

Ils ignoraient les intelligences de Raulin avec Mazarin tandis que leurs agissements étaient dénoncés au cardinal par le secrétaire du duc.

De Corbeil, Anne d'Autriche ordonna au comte de Beaujeu[1] de s'aboucher avec Charles IV et de lui renouveler ses instances et ses offres.

Condé entamait en ce moment des négociations avec la cour en vue d'arriver à un accommodement, car il s'était aperçu bien vite de la lassitude des Parisiens et du Parlement qui n'entendaient pas continuer leur aide et leur appui aux Princes révoltés contre l'autorité royale et, surtout, contracter une alliance avec les Espagnols.

Clinchamp, lieutenant du duc de Nemours, apprit au comte de Fuensaldaña, qui se trouvait devant Gravelines, l'ordre donné par la régente au comte de Beaujeu. Charles IV fut immédiatement surveillé et circonvenu par Fuensaldaña, qui s'appliqua à lui démontrer la perfidie de Mazarin guidé, disait-il, par la crainte que l'insurrection des princes du sang lui inspirait.

Si, par malheur pour l'Espagne, ajoutait le général espagnol, Mazarin réussissait, grâce aux généraux qui lui étaient restés fidèles, à faire mettre bas les armes au prince de Condé et à ses alliés et si Paris, affamé, ouvrait ses portes au roi, les beaux rêves formés par le duc de Lorraine s'en iraient en fumée après la réconciliation des Princes et de leur parti avec Louis XIV.

C'est alors que Mazarin renierait la promesse qu'il avait faite à Charles IV d'unir sa fille Anne au jeune roi de France ou à son frère cadet, le duc d'Anjou. Les prétextes ne manqueraient ni au ministre redevenu tout-puissant ni à la régente. Ils invoqueraient, en vue d'une rupture de ces projets d'alliance, la naissance illégitime d'Anne de Lorraine et le peu d'inclination

---

1. Claude-Paul de Beaujeu de Villiers, comte de Beaujeu, lieutenant-général, mort le 1er août 1654, près de Bethune. Il était, en 1650, capitaine-lieutenant des chevau-légers d'Enghien.

des enfants d'Anne d'Autriche pour une princesse qu'ils ne connaissaient pas[1].

Quant à la restitution complète de ses États au duc de Lorraine, Fuensaldaña n'y croyait pas, même lors de la paix générale.

Du reste, Charles IV ne venait-il pas de signer un traité d'alliance avec l'Espagne et n'était-il pas à la discrétion complète du gouverneur général des armées espagnoles, bien que Raulin écrivît à Mazarin, le 10 mars, en parlant du nouveau pacte conclu entre son maître et l'Espagne :

« Nous les avons bien fait passer pour dupes après beaucoup de contestations. Notre traité n'est pas seulement ridicule, mais il ne nous oblige à rien, car nous aurons besoin de nos troupes[2]. »

Les arguments invoqués par le comte de Fuensaldaña réveillèrent la méfiance habituelle de M. de Lorraine, et il commença à se mettre en garde contre les séductions de M. de Beaujeu. Il lui dit nettement, dit le P. Hugo, « qu'il fallait quelque chose au delà de sa parole, pour le résoudre à faire le pas glissant qu'il lui ordonnait, que sans un traité signé du roi et de la reine-mère il ne pouvait prudemment rompre en visière avec la couronne d'Espagne et que, jusques à ce qu'il eût amené à bonne fin le mariage de sa fille Anne avec Louis XIV ou le duc d'Anjou, il aura tout lieu de croire qu'on l'entretenait d'espérances qu'on n'avait pas dessein de réaliser, qu'en un mot, il voulait des effets présents qui répondissent à des effets à venir[3] ».

Cependant, Charles IV se rapprocha des frontières de France,

1. *Vie de Charles IV*, par Hugo. Le 12 mars, le duc d'Orléans, entrant chez sa femme, lui dit : « Eh bien, Madame, les quatre mille hommes que Monseigneur de Lorraine devait bailler aux Mazarins sont avortés ; il a tout de nouveau traité avec l'archiduc. » (Cf. *Journal des guerres civiles*, par Dubuisson-Aubenay, t. II, p. 180.)

2. Voir Lettre de Raulin à Mazarin. Bruxelles, 10 mars 1652. (Archives des affaires étrangères, collection France.)

3. Hugo, *passim*.

accompagné de M. de Beaujeu, qui ne désespérait pas de l'amener à résipiscence. Mais le Lorrain était encore incertain de ce qu'il allait faire, laissant croire à chaque parti, à celui de la cour et à celui des Princes qu'il marchait à leur secours.

Enfin, il franchit la frontière à la tête de son armée. Le comte Philippe-Emmanuel de Ligniville fut chargé de la conduite de ces 8,000 soldats. Il traversa la Champagne en faisant observer à ses troupes une discipline rigoureuse. La cavalerie lorraine était fort brillante, mais l'infanterie était en fort mauvais état.

Beaujeu avait reçu l'ordre du cardinal Mazarin de ne plus quitter Charles IV et de le protéger jusqu'à Châlons-sur-Marne, où l'attendait M. de Flesselles de Brégy, maréchal de camp [1], muni de ses pleins pouvoirs et chargé de lui faire signer le traité en projet (avril).

Brégy expliqua aux populations du Soissonnais et de la Champagne étonnées de la marche en avant des Lorrains, qu'elles considéraient comme des ennemis, que cette fois ils accouraient au secours du roi de France.

Entre temps Philippe IV écrivait à Charles IV en le priant de s'avancer au secours des Princes français révoltés contre Louis XIV.

Mazarin envoyait aux gouverneurs des villes de la Champagne l'ordre de laisser passer un autre corps lorrain que M. de Fauge [2], lieutenant de M. de Lorraine, amenait des bords du Rhin et qui devait opérer dans le Barrois sa jonction avec le gros de l'armée lorraine conduit par le duc en personne. Charles IV devenait donc l'arbitre de la France, amusant chacun par ses belles paroles, et lié à la fois avec la cour de France, Mazarin, les Espagnols et le parti des Princes.

---

1. M. de Brégy avait rempli plusieurs fois les fonctions d'ambassadeur, notamment en Pologne et en Suède.

2. Fauge était d'origine savoyarde. Il était sergent de bataille au service de Charles IV.

Il comptait, dès son arrivée aux portes de Paris, mettre son épée dans la balance et imposer ses conditions d'une façon effective à Mazarin dont il avait favorisé bien légèrement et contre ses intérêts personnels le retour en France. Naïvement il croyait à la reconnaissance du cardinal.

Une femme qu'il avait follement aimée, lors d'un de ses séjours à Nancy et qu'il avait revue dans les Pays-Bas, aux heures de son exil, Marie de Rohan, duchesse de Chevreuse, sa cousine, jadis si belle, conspiratrice dans l'âme, ennemie acharnée de Richelieu et de Mazarin, maintenant assagie et sur le retour, avait offert ses bons services au cardinal pour l'aider à une réconciliation complète avec le duc de Lorraine. Elle était restée à Paris pendant les deux Frondes, avec ses deux filles, dont l'une était chanoinesse et l'autre la maîtresse avérée du cardinal de Retz.

En haine du prince de Condé, qui avait rompu les fiançailles de son frère avec une de ses filles[1], Mme de Chevreuse défendait maintenant les intérêts de la cour et combattait, sinon à ciel ouvert, du moins activement la politique des Princes, ainsi que Marie de Brancas, épouse de Henri de Castellane, marquis d'Ampus[2], amie du comte de Fiesque et d'Ondedei, évêque de Fréjus[3].

Mme de Châtillon, un moment délaissée par Condé, s'était également rapprochée de la cour, mais son fervent royalisme dura peu et s'éteignit après une réconciliation complète avec son amant qui lui fit don de la terre de Merlou pour la récompenser de l'amour qu'elle lui accordait en partage avec le duc de Nemours.

Mme de Chevreuse avait un amant, M. de Laigues[4]. Ce gentilhomme lui servit d'intermédiaire auprès de Mazarin auquel

1. Charlotte-Marie de Lorraine, née en 1625, morte le 7 novembre 1652.

2. Marie de Brancas, sœur du marquis de Brancas et épouse de Henri de Castellane.

3. Ondedei était ami et parent de Mazarin et un de ses agents.

4. Geoffroy, marquis de Laigues, gentilhomme de Limoges, ancien capitaine des gardes.

elle promit son concours pour décider Charles IV à se jeter franchement dans les bras du roi et à unir ses intérêts à ceux de la France bouleversée par la révolution et menacée d'être envahie par les Espagnols qui, postés sur la frontière septentrionale du royaume, guettaient le moment propice d'y faire entrer la masse, déjà rassemblée, de leurs bataillons et rêvaient déjà la revanche de Rocroi.

Plusieurs villes du nord de la France avaient ouvert leurs portes aux soldats lorrains, qui, obéissant aux ordres de leur chef, observaient la plus grande discipline.

Cependant, malgré son entente secrète avec Mazarin, Charles IV renouvelait ses menaces envers le cardinal en haranguant les maires et les échevins qui venaient lui offrir leurs hommages. Il se disait le vengeur des droits outragés. C'est le rôle que, de tout temps, ont aimé à jouer les envahisseurs.

Le colonel Fauge le rallia à Vanault-les-Dames[1].

Charles IV avait pu rassembler 12,000 hommes sans compter ceux qu'il avait prêtés à Nemours et que conduisait Clinchamp.

Ses colonels se nommaient Lescamoussier, Morrand, Nicolas Pullenoy, Beaufort, le prince Palatin, Gelhay, Théodore des Pilliers, Lorry, des Viviers, de Botzlar, Fournier, le marquis Charles de Bassompierre, Schmidt, de la Porte, Weistroff (Laurent), Roussel, La Forest, commissaire d'artillerie, François Croonders, de Champagne, de Silly, de Dimsad et Verduysant[2].

Si Charles IV, dans sa marche sur Paris, ne se rend pas compte du but qu'il veut atteindre, s'il ne sait quel parti il va prendre, si c'est au roi ou au parti des Princes qu'il apporte le secours de ses troupes; Mazarin est de bonne foi dans ses engagements, car il vient de signer avec M. de Lorraine un traité d'alliance dont les termes sont clairs.

Aussi, à la date du 25 mai, Louis XIV donne-t-il l'ordre à

---

1. Marne, arrondissement de Vitry-le-François, canton de Heiltz-le-Maurupt.
2. *Vie ms. de Charles IV*, par Hugo.

M. de Rossibos, gouverneur de Marsal, d'évacuer cette ville avec la garnison française et d'en remettre le plan aux porteurs des instructions de M. de Lorraine. Ce fut M. de Brégy, ainsi que le maréchal de la Ferté-Senneterre, qui furent chargés de la remise de Marsal aux commissaires de Charles IV.

Le roi de France promit d'indemniser M. de Rossibos de toutes les avances faites par lui dans son gouvernement et pour la confection du plan de Marsal qu'on lui demandait[1].

Le 29 avril, Charles IV se trouvait à Tugny[2], chez son cousin, le marquis de Moy-Chaligny, frère de l'évêque de Verdun.

C'est de ce lieu qu'il adressa aux *bons Français* le manifeste suivant :

« Messieurs, j'ai bien voulu vous donner advis de mon entrée en France et du véritable motif qui m'oblige à paraître à la tête d'une bonne armée (4,000 fantassins et 5,000 chevaux) devant que d'approcher de la ville capitale du Royaume pour laquelle j'ai tousjours eu beaucoup d'amitié. Tout le monde sçait et quantité de généreuses personnes plaignent encore avec beaucoup de justice l'extrême oppression que je souffre depuis longtemps, laquelle ne m'a été causée que par l'ambition et la violence du feu cardinal de Richelieu, par l'avarice et la haine du cardinal Mazarin, et par la tyranie de ces deux

---

1. Lettre de Louis XIV à M. de Rossibos. Corbeil, 25 mai 1652. Au post-scriptum de cette lettre nous lisons le nom de différents officiers français auxquels le roi avait confié la même mission qu'au porteur de la lettre envoyée à Rossibos :

M. de Marimont pour Jametz ;
Idem pour M. de Bourdonné pour Vic et Moyenvic ;
M. de ..... pour Bar-le-Duc ;
M. ..... pour Mirecourt ;
M. ..... pour le Pont-à-Mousson ;
M. de Lambertye pour Longwi ;
M. de Sebignan pour Nomeni ;
M. de Paris pour Sierck ;
M. ..... pour Rossibos ;
M. ..... pour Chatté (*sic*) ;
M. ..... pour Stenay ;
et deux autres en blanc. (*Aff. étr. Lorraine*, t. XXXIV, f° 192.)

2. Tugny-et-Pont (Aisne), arrondissement de St-Quentin, canton de St-Simon.

premiers ministres. Personne n'ignore les divers attentats que l'on a souvent faits à ma personne, à mon honneur et à mes biens et chacun n'a que trop de connaissance des excès inouis et tout à fait incroyables que l'on a comis dans mes États, lesquels depuis tant d'années servent de malheureux siège à l'injustice et de funeste théâtre à la tyranie, où l'une et l'autre jouent de sanglantes tragédies, qu'à peine pouront-elles trouver de la créance dans l'esprit de la postérité.

« Les volleries, les pillages, les concussions, les violements, les incendies, les tortures et les cruels massacres y ont passé pour les beaux exploits et pour les généreuses actions de gouverneurs, ou plutôt des tyrans que ces ministres y ont établis; les villes et les châteaux y ont été rasés, les bourgs et les villages saccagés, les couvents et les églises pillées et réduites en cendres, enfin ces beaux et ces riches lieux ne sont plus que des ruines et des tas de pierres et de cendres abandonnées et des campagnes désertées, ou plutôt des objets d'horreur et de pitié que, n'étant pas même l'ombre de ce qu'elles ont été autrefois, crient continuellement vengeance contre les auteurs de cette générale désolation.

« Vous avez été, Messieurs, les témoins de tant de calamités à vos portes et jusque dans votre sein qui ont servi de charitables retraites et de dernier refuge à mes pauvres sujets, les misérables restes de tant de désastres.

« Toutes ces cruautés-là exercées avec tant de rage et si peu de pitié sur un si grand nombre de pauvres innocents, auxquels leurs impitoyables ennemis ne pouvaient reprocher pour tout crime que le profond amour et le parfait respect qu'ils conservaient pour leur prince légitime, avaient été bien capables d'exciter ma colère pour en décharger les justes sentiments sur les villes et les provinces de ce royaume, lesquelles j'ay trouvées ouvertes de toutes parts, sans deffense et dans un général abandonnement, si je n'avais fait plus d'état de la générosité que de la vengeance, sachant bien que la grandeur de cette vertu-là est beaucoup plus digne d'un prince de ma condition que la violence de cette passion et que, s'il faut se venger, ce

doit être avec les armes de la justice, ou plutôt que, s'il est juste de punir les têtes criminelles, il n'est pas moins équitable de pardonner aux innocentes, ce qui me fait maintenant différencier les coupables, mes veritables ennemys, et les vôtres d'avec ceux qui ne le sont pas, pour appuyer les uns et châtier les autres, et ne pas les envelopper dans une même ruine.

« C'est aussi ce qui m'oblige d'avancer à la tête de mes troupes, avec un si bon ordre et tant de précautions que n'y aura personne qui en puisse former aucune plainte légitime, pour les joindre à ceux de Messieurs les Princes, afin que, secondant leurs bons et généreux desseins aussi bien que les vôtres, nous tachions cependant, autant par la force de nos armes que par la justice de notre procédé, d'ouvrir les prisons de votre jeune monarque, de lui rendre la liberté, de réunir la maison royale, et de rétablir votre repos et le mien par la punition exemplaire du cruel tyran du Roy, de sa maison et de son peuple, de l'ennemy juré de la paix et de l'unique auteur de tous nos maux, en le remettant entre les mains de votre auguste Parlement, pour y rendre compte de ses actions, et en subir les justes et équitables arrêts.

« Voilà, Messieurs, les véritables motifs qui m'ont fait franchir les bornes de votre royaume avec dix mille hommes et une somme de douze cents mil écus, tout cela étant bien capable de faire d'assez hautes entreprises sans avoir voulu attaquer aucune de vos places, pour me servir de retraite, puisque je n'en veux point avoir d'autre part que dans les cœurs et dans vos affections, lesquelles je tascheray de me conserver le repos et la tranquillité que je vous porte avec les articles de la paix générale, signée de tous ceux qui y ont de l'interest, à la seule réserve des ministres qui, retenant vostre jeune monarque dans une honteuse captivité, régnent maintenant en France et abusent ainsy de l'autorité royale et de la bonté et soumission des peuples, au préjudice des lois fondamentales de ce puissant royaume et du repos de toute l'Europe qui jouira, Dieu aidant, du fruit de mes bonnes intentions et des vostres.

— Votre affectionné Charles, duc de Lorraine. A Tugny, ce 29 avril 1652[1]. »

Charles IV se posait donc comme l'arbitre de la paix entre la cour de France et le parti des Princes coalisés avec l'Espagne et semblait considérer, dans son manifeste, le Parlement comme le seul maître du royaume de France dont il se disait l'ami et dont il ménageait les habitants, tout en manifestant l'intention de rendre la liberté à Louis XIV qu'il considérait comme prisonnier de Mazarin.

Ce qui ne l'empêcha de faire écrire au cardinal que, s'il ne s'était pas encore déclaré pour le roi, c'était afin de se ménager les moyens de faciliter la paix générale et de rendre plus tard des services éclatants[2].

Le 29 ou le 30 avril, Charles IV arriva à Sainte-Menehould, amenant avec lui des trésoriers de France qui l'accompagnaient depuis Châlons-sur-Marne et « lui faisaient faire des étapes sur la route[3] ».

La conférence, qui eut lieu à Saint-Germain entre les ministres du roi et les délégués des princes, du 27 au 29 avril, n'avait pas abouti, malgré l'intervention de Charles Stuart, le fils aîné de Charles Ier, roi d'Angleterre. Le Parlement désirait avant tout l'éloignement de Mazarin, auquel la régente s'opposait. Les exigences du prince de Condé rendaient impossible tout accommodement, ce qui ne l'empêchait pas de continuer à négocier avec la cour pour lui et Monsieur, car il aurait accepté au besoin le maintien de Mazarin au ministère, si le cardinal avait consenti à se soumettre à ses conditions.

M. le Prince essayait de soulever le peuple de Paris contre les corps constitués, qui se trouvèrent incapables de ramener le calme dans les esprits et dans la rue. On en était arrivé, à Pa-

1. Cf. *Vie de Charles IV*, par Hugo.

2. Voir *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France*, t. II, pp. 254 et suiv.

3. Voir *Journal des guerres civiles*, par Dubuisson-Aubenay, t. II, p. 215.

ris, tant on était las des agitations et tant on y souffrait de la faim par suite du voisinage des deux armées aux prises, à vouloir tout risquer, plutôt que de rester dans l'attente des événements. On venait d'apprendre que, lors d'une revue passée par les princes auprès d'Étampes, en l'honneur de Mademoiselle, Turenne et Hocquincourt avaient chargé leur armée, lorsqu'elle rentrait dans cette ville, et lui avaient tué 3,000 hommes (7 mai).

Paris fut de plus en plus alarmé et chacun s'écriait : « La paix ou la guerre ! Nous ne voulons pas languir ainsi. »

Les Parisiens maudissaient également Mazarin, le Parlement et les princes. On huait Condé et on lui demandait d'éloigner ses troupes de Paris. Il y consentait, mais à une condition, c'est que l'armée royale en ferait autant.

Mais telle n'était pas l'intention de Turenne qui attaqua le pont de Saint-Cloud. Condé et Beaufort appelèrent les bourgeois de Paris aux armes et s'emparèrent de Saint-Denis que Turenne reprit dès le lendemain (13 mai). La garnison qu'y avait mise le prince de Condé se réfugia, en partie, dans le clocher de la basilique ; Turenne en fit enlever l'escalier, mais les moines firent passer des vivres aux soldats des princes. C'est en vain que les bourgeois de Paris prirent les armes pour aller au secours de Saint-Denis[1] ; la cavalerie de Turenne marcha à leur rencontre ; ils s'enfuirent en laissant entre les mains du maréchal force morts et blessés. Le duc de Beaufort simula

---

1. L'ardeur guerrière des bourgeois de Paris inspira la verve de la Gazette de Loret :

> ... Étant dans leurs familles
> Avec leurs femmes et leurs filles,
> Ils ne disaient parmi les pots,
> Que mots de guerre à tout propos.
> Bombarde, canon, coulevrine,
> Demi-lune, rempart, courtine,
> Poste, terre-plein, bastion,
> Lignes, circonvallation,
> Mon tire-bourre, mon écharpe,
> Le parapet, la contrescarpe, etc.

(*Muse historique*, lettre du 19 mai 1652.)

une sortie, mais ne tarda pas à rentrer à Paris. Saint-Denis fut rendu aux princes. Condé, en faisant marcher avec ses troupes la milice bourgeoise, avait reconquis sa popularité et compromis le Parlement, partisan de la paix, aux yeux du peuple parisien. La cour crut pouvoir calmer la fureur de ce peuple en quittant Saint-Germain et en retournant à Corbeil et à Melun (26 mai). Mazarin ordonna à Turenne de s'éloigner et d'assiéger Étampes. Il comptait en ce moment sur le secours de Charles IV qui ne se hâtait pas, recevant les émissaires des princes qui comptaient également sur son utile intervention [1], en dépit de M. de Beaujeu. Ce dernier ne le quittait pas et comptait l'amener jusqu'à Châlons-sur-Marne où l'attendait M. de Brégy, porteur du projet d'un traité avec la cour qu'il espérait pouvoir lui faire signer, ne se doutant pas qu'il venait de s'engager avec les Espagnols. L'agent de Mazarin n'offrait à Charles IV que ce que la reine-mère lui avait offert avant son départ pour Bruxelles, et encore ces promesses ne devaient-elles avoir leur plein effet qu'après la défaite complète de l'armée des princes [2].

Toujours perplexe, escomptant l'avenir, attendant les événements, tablant sur le hasard, Charles IV ne pouvait se décider à prendre un parti ni à se rapprocher de Paris. Il ne faisait qu'une heure par jour : « *Il duca di Lorena non ha fatto in questo settina che due sole leghe di camino* », lisons-nous

1. Le 18 mai, le duc d'Anville vint à la cour annoncer que les Princes lui avaient montré le traité signé par le duc Charles, qui leur promettait de les venir joindre et dégager leur armée, moyennant Clermont-en-Argonne que Condé lui vendait. (*Journal des guerres civiles,* par Dubuisson-Aubenay, t. II, pp. 227 et 229.)

Le 23 mai, le bruit courut à Paris que Charles IV avait reculé de Fismes et Basoches où ses troupes étaient cantonnées et s'était retiré sur la frontière du Luxembourg ou des Ardennes. D'autres disaient qu'il était allé s'emparer de la maison de Cœuvres, appartenant au maréchal d'Estrées, « à cause qu'il s'est emparé de Coucy sur le parti des Princes ». *Passim*, p. 229.

2. Voir Lettre de Brégy à Mazarin, en date du 11 mai 1652. (Archives des affaires étrangères, France, t. 140, p. 149.) Brégy ajoute : « dont quelques gens sont bien fâchés. » Voir également les *Mémoires de M^lle^ de Montpensier* éd. Charpentier, t. II, p. 75.

dans une lettre adressée, le 18 mai, au Conseil des Dix par Morosini, ambassadeur de Venise en France.

Beaujeu faisait fournir des vivres par les villes traversées par le duc de Lorraine à son armée.

Mazarin redoubla d'efforts pour entraîner Charles IV dans le parti du roi en lui envoyant Milord Jermyn[1], un des Anglais qui avaient rejoint en France Henriette d'Angleterre et ses enfants après l'avènement de Cromwell.

Évidemment M. de Lorraine, avant de se prononcer, calculait quels avantages lui rapporterait son alliance avec l'un ou l'autre des partis qui divisaient la France.

Le 20 mai, Charles IV avait fait dire à Mazarin qu'il ne jugeait pas à propos de se déclarer ouvertement pour le roi « d'autant qu'il s'ôterait les moyens de lui rendre un plus grand service, à savoir de lui faciliter la paix de son royaume, et par conséquent la paix générale ».

Le duc de Lorraine se faisait fort d'obtenir du duc d'Orléans son intervention auprès de M. le Prince afin que ce dernier se départît de sa prétention à être député par le roi pour traiter avec les Espagnols de la paix générale, et qu'il n'apportât aucun obstacle à cette paix et même contribuât à sa conclusion.

Il promettait également d'obtenir de Monsieur son consentement au séjour de Mazarin à la cour, « moyennant quelque petit voyage pour plaire au public ». Il tâcherait de persuader au duc d'Orléans la nécessité de ne pas s'opposer à ce que le cardinal fût député par la reine pour traiter de la paix générale, mais il ne se flattait pas de pouvoir arracher de son beau-frère cette concession. Il demandait à Mazarin d'accorder des passeports à Charles Stuart qui avait jeté les premières bases de son accommodement avec la cour et en avait été l'inspirateur, afin qu'il pût venir à Paris et l'aider à l'accomplissement « d'une si bonne œuvre ».

---

1. « Le milord Germain rendra compte des dispositions de Son Altesse. » (Raulin au cardinal Mazarin, 13 mai 1652. Archives des Affaires étrangères, collection de France.) Lettre citée par M. d'Haussonville dans son *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France*, t. II, p. 236, note 3.

Ses troupes devaient rester pendant huit jours sur l'Aisne, en attendant qu'il reçût une réponse de Mazarin.

Il s'engageait à les laisser sur cette rivière tout le temps qu'il faudrait, pendant qu'il serait à Paris.

Pendant qu'il recevait Andrault de Langeron, le chevalier de Guise, le comte de Fiesque et le comte de Rieux, que lui envoyaient Condé et Gabriel de Tolède, agent espagnol, pour hâter sa marche sur Paris, que Marguerite de Lorraine, sa sœur, cherchait le moyen de l'éclairer au sujet des menées de Condé, Charles IV affirmait à Mazarin qu'il n'avait contracté aucun engagement avec les princes et qu'il ne conclurait rien avec eux avant sa réponse qu'il attendait dans huit jours, quand même M. le Prince lui promettrait la restitution de Clermont et de Stenay.

Le duc de Lorraine laissait toute latitude à Anne d'Autriche pour la restitution de ses États, qu'elle voulût les lui restituer de suite ou après la paix générale. Il se contentait de ce qu'elle lui a offert, pourvu que cela se fasse le plus tôt possible.

Il ne demandait pas mieux qu'on envoyât à Nancy des Suisses catholiques, comme garnison, mais préférait que cette ville fût mise entre les mains de Charles Stuart. Pour Clermont, il accepterait une compensation, si l'on ne pouvait le lui rendre, et quant à Stenay, Toul et Vaucouleurs, « si Marsal n'est pas repris, qu'on lui donne récompense ».

« Si la paix ne se fait pas par les moyens proposés, et qu'il ait la satisfaction qu'il demande à l'égard de ses États et que Vic et Moyeuvre lui puissent être donnés francs, il se déclarera pour le roi, et joindra ses armes à celles de Sa Majesté [1]. »

Turenne venait d'ouvrir la première tranchée devant Étam-

1. Mémoire touchant M. de Lorraine, 20 mai 1652. (Affaires étrangères.) *Passim*, Pièces justificatives, pp. 368 et 369.

Nous lisons dans le *Journal des guerres civiles*, de Dubuisson-Aubenay, que Raulin, secrétaire de Charles IV, arriva à Saint-Germain, le 21 mai 1652 et partit le 27 mai de Corbeil, emportant un traité signé à son maître « à qui le Roy rend son pays moyennant 400,000 fr. que ce duc paye comptant au maréchal de La Ferté pour en sortir ». T. II, pp. 229 et 230.

pes que défendait, au nom des princes, M. de Saulx-Tavannes avec 7,000 hommes, « tous gens d'élite ».

Ces soldats aux gages de l'insurrection se défendaient avec vaillance. Cependant l'armée royale était parvenue à emporter tous les dehors. (26 mai.)

Un incident faillit arrêter les négociations entamées par Mazarin avec M. de Lorraine. Ses soldats lui apportèrent un jour une lettre adressée par Turenne au cardinal, dont le porteur venait d'être fait prisonnier : « J'ai mis si bon ordre à tout, écrivait le maréchal, et tellement bouché les avenues, que Son Altesse de Lorraine, prudente comme elle est, ne se hasardera jamais à les vouloir passer. » Charles IV, furieux, mit sur le dos de la lettre : « M. de Lorraine passera en dépit de tout. » Marguerite de Lorraine, duchesse d'Orléans, toujours dévouée à son frère, lui envoya le comte de Marcheville, son ancien gouverneur, pour l'inviter à ne pas se fier aux promesses des princes. Son amour fraternel l'avait bien inspirée cette fois. Elle savait le prince de Condé prêt à s'unir à Mazarin et à lui sacrifier ses alliés, s'il lui faisait des concessions importantes.

Avant d'arriver à Lagny, Charles IV écrivit au baron de Fauge, qui était retourné en Alsace, après l'avoir rallié à Vanault-les-Dames : « Monsieur de Fauge, je vous ay desja mandé que, nonobstant les ordres que je vous ay envoyé (*s*), que, si vous pouviez encore demeurer en Alsace, et que vous puissiez subsister ensuitte de l'accord fait par l'homme qu'avez vu à Schlestad[1] (*sic*), que vous demeuriez jusqu'à nouvel ordre.

« Romécourt[2] croit que l'on vous y donnera les moyens, mais, si cela n'était pas, vous suivrez votre route pour aller au Bassigny depuis, auprès de Neufchâteau, où vous pourrez prendre ce qu'aurez affaire jusque sur la Marne, au lieu le plus commode, et me donnerez de vos nouvelles et voyes,

1. Schlestadt, Alsace. Avant 1870, Bas-Rhin.

2. François de Romécourt, général-major de bataille dans l'armée lorraine. Un autre Romécourt était écuyer de Charles IV.

comme je vous ay descrit avec soing; que malheur ne vous arrive[1]. » (30 mai 1652.) Nous n'avons pu découvrir à quel fait se rapporte cette entrevue mystérieuse de M. de Fauge à Schlestadt.

S'agissait-il d'une entrevue avec le comte d'Harcourt[2], gouverneur de Philippsbourg, qui déjà songeait à trahir la France, ou avec Charlevoix, lieutenant du roi à Brisach, qui devait le précéder dans la voie de la trahison?

Le 31 mai, Charles IV est à Crouy-sur-Ourcq[3] et donne l'ordre de faire cuire du pain à Crespy-en-Laonnois.

François de Lorraine, comte de Rieux[4], qui devait quelques mois plus tard donner un soufflet à Condé (1er août 1652), le chevalier de Guise, le comte de Marcheville et M. le Grand se trouvaient avec Charles IV et avaient revêtu, pour lui plaire, des écharpes bleues. Brégy attendait impatiemment, à Châlons, des nouvelles des négociations entamées par M. de Beaujeu avec le duc de Lorraine. Raulin, son secrétaire, n'avait pu avoir d'entretien avec lui le matin du 31 mai. Sa porte lui fut fermée.

Cependant le duc lui fit dire qu'il lui indiquera, le soir même, le lieu où il pourra se rencontrer avec M. de Beaujeu. Cinq heures sonnent et l'on ne peut connaître encore ses intentions, parce qu'il repose. N'est-il pas obsédé par la présence à son camp de plus de vingt ou de trente ambassadeurs, et n'est-il pas fatigué par la marche fort longue qu'il a faite la veille, car il a hâte maintenant de s'approcher de Paris?

Brégy, pendant que Charles IV entrait à La Ferté-Milon, engagea Beaujeu à se rendre le plus tôt possible dans cette ville, en passant par Meaux, pour être plus près de M. de Lorraine et y apprendre ce que pensait son entourage de sa réconciliation présumée avec la cour de France.

---

1. Archives Ligniville, cart. 2, l. 113.

2. Henri de Lorraine, comte d'Harcourt.

3. Seine-et-Marne, arrondissement de Meaux, canton de Lizy.

4. Fils aîné du duc d'Elbeuf. Il se querellera avec le prince de Condé le 1er août 1652, et fut mis à la Bastille par ordre du duc d'Orléans.

Charles IV avait envoyé des éclaireurs jusqu'à la ville par laquelle il voulait passer. Les habitants, surpris par sa présence, ne purent mettre à l'abri leurs objets précieux. Heureusement pour eux, le Lorrain ne séjourna pas à La Ferté-Milon.

Brégy prit les devants et alla attendre Beaujeu à Meaux. Il perdait l'espoir d'une entente avec Charles IV et, en faisant allusion aux tentatives réitérées des princes révoltés afin d'amener le duc à leur parti, il écrivait : « Le grand effort que l'on a fait à Étampes a esté le principal effort qui a fait mouvoir ces gens-ci (les émissaires des princes), appréhendant que, si l'on venait à bout de cette affaire (le siège d'Étampes), l'on ne se moque d'eux, et puis l'on (Charles IV) n'a pu résister aux puissantes sollicitations des alliés présents qui veulent sauver ce qu'il leur reste de troupes ; le temps ni le lieu ne me permettent d'en dire davantage. »

Et M. de Brégy, ajoutait, en post-scriptum, dans la lettre qu'il adressait à Beaujeu : « Votre présence à La Ferté et plus loing, sur la Marne, ne sera pas inutile ; les bacs et les ponts sont de méchantes commodités en ce temps[1]. » Charles IV refusa toute entrevue à Beaujeu, ce qui ne l'empêcha pas de continuer sa correspondance avec la reine Anne et de l'assurer de son amitié et de son dévouement inviolable. La régente répondit à ses lettres en lui affirmant qu'elle se fiait entièrement à lui et qu'elle le regardait « comme une personne qu'elle estimait le plus et qu'elle croyait le moins capable de lui manquer ».

Elle semblait avoir trop d'estime pour lui et trop de confiance dans ses paroles et dans l'amitié dont il avait toujours fait preuve envers elle pour le croire engagé à assister ses ennemis de sa personne et de son armée. Après qu'elle lui eût accordé ce qu'il avait souhaité d'elle, Charles IV franchit la Marne à trois lieues de Châlons-sur-Marne, par un gué connu de lui.

---

1. Voir Lettre touchant M. de Lorraine, 31 mai 1652. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXVI, f° 197.)

Charles IV arriva à Lagny, le 1er juin. Il établit son camp entre le pont de cette ville qu'il fit occuper et un autre pont qu'il avait fait jeter sur la Seine, vis-à-vis de Choisy-sous-Athis.

Raulin écrivit à Brégy que son maître s'était décidé à s'avancer vers Paris dès qu'il eut appris l'intention accusée par Turenne de s'emparer d'Étampes et qu'il eut été convaincu qu'on l'amusait « du côté de la cour et, surtout, parce qu'il était obsédé de tant d'envoyés des princes et surtout des Espagnols et qu'il n'a pu s'en défendre [1] ».

Ce qui n'empêchait pas M. de Lorraine de continuer à correspondre avec Mazarin : « J'espère, lui écrivait-il, que je ne seray pas sy malheureux que du passé et que j'auray occasion bien tost de le voir dans le consentement d'une paix que tous les gens de bien attendent de Votre Éminence et m'estimeray doublement heureux sy, en y pouvant contribuer quelques choses, j'ay encore ce bien de pouvoir l'assurer de vive voix comme véritablement je suis, Monsieur, vostre très humble serviteur, Ch. Lorraine [2]. »

Mazarin lui envoya le sieur Bartet en l'assurant de son amitié [3].

L'armée de Charles IV comprenait de 5,000 à 6,000 soldats et 30,000 à 40,000 bouches. Dans son camp se trouvaient 5,000 à 6,000 vaches et un grand nombre de chariots de blé et de vin. Ses soldats donnaient, pour des bottes, des baudriers, des habits et des chapeaux et autres choses que les Parisiens leur apportaient, des vaches vendues ainsi à vil prix.

Charles IV, laissant son armée près de Lagny, se dirigea vers Dammartin-en-Goële [4], à huit lieues de Paris, bien résolu à venir dans cette ville qu'il n'avait pas revue depuis 1641.

---

1. Voir Lettre de M. de Brégy à Mazarin. La Ferté-sous-Jouarre, juin 1652 (Affaires étrangères, collection France), citée par M. d'Haussonville, *Réunion de la Lorraine à la France*, t. II, p. 257.

2. Voir Lettre de Charles IV à Mazarin, 1652. *Aff. étr., Lorraine*, t. XXXVI, f° 199.

3. Voir Lettre du même au même. *Passim*, f° 202.

4. Seine-et-Marne, arrondissement de Meaux, chef-lieu.

Le siège d'Étampes continuait. Turenne était toujours décidé à redoubler d'efforts pour arracher cette ville à l'armée des princes. Il désirait lui livrer bataille ou la ruiner par la famine.

Dépourvu de munitions et d'outils que la cour ne pouvait lui fournir, il ne se découragea pas et s'établit sur une colline, près d'Étampes. En y arrivant de bonne heure, il s'empara, avant la nuit, de toutes les maisons qui se trouvaient aux environs de la ville, après plusieurs escarmouches.

3,000 ou 4,000 fantassins et 3,000 cavaliers défendaient Étampes. Turenne logea les troupes du maréchal d'Hocquincourt, qui avait été reprendre son poste dans le Nord, et se plaça à main gauche d'Étampes, en occupant toutes les hauteurs qui dominent cette ville. Une ligne de circonvallation fut creusée autour de la place, du côté d'Orléans, et bientôt l'armée royale se trouva placée à une bonne portée de mousquet de ses murailles.

Comme aucun ennemi n'était encore à craindre par derrière, aucun retranchement ne parut nécessaire à Turenne pour défendre les dehors de la circonvallation récemment tracée.

Les assiégés opérèrent plusieurs sorties, et leur cavalerie franchissait facilement les travaux d'attaque restés inachevés faute d'outils. Un jour les ennemis culbutèrent les travailleurs soutenus par sept ou huit escadrons, en tuèrent une centaine et, repoussant les escadrons de Turenne, firent une pointe en avant.

Presque toute la cavalerie royale était au fourrage, mais tous les officiers de l'armée de Turenne prirent les armes et, grâce à leur courage, les assiégés furent repoussés vigoureusement. Dans cette sortie on eut à déplorer beaucoup de morts de part et d'autre. Enfin les lignes sont achevées et Turenne s'applique à empêcher la cavalerie ennemie d'aller fourrager de l'autre côté d'Étampes. Il fait resserrer les postes et ses soldats se battent chaque jour.

Les blés de la Beauce, accumulés dans la ville assiégée,

suffisent pendant quelque temps à nourrir ses défenseurs ; mais les fourrages commencent à s'épuiser.

Lorsque Turenne eut appris que Charles IV se trouvait à Dammartin-en-Goële, il redoubla d'efforts : le duc de Lorraine n'était plus qu'à sept ou huit lieues de son camp, et il n'avait plus de temps à perdre, s'il ne voulait pas être inquiété et, peut-être, culbuté, avant l'attaque. Une batterie est prête. Les assiégés se laissent enlever une demi-lune qu'ils reprennent bientôt.

Le régiment de Turenne, dès le lendemain, plante ses drapeaux sur le parapet de cette demi-lune, en chasse les ennemis et s'y loge.

A deux heures de l'après-midi, les assiégés reviennent à la charge avec 4 bataillons d'infanterie et 20 escadrons de cavalerie, afin de s'emparer de la batterie des assiégeants et de se rendre de nouveau maîtres de la demi-lune occupée par le régiment de Turenne.

Ils échouent dans leur tentative après un combat acharné, sanglant et meurtrier.

5,000 hommes défendent Étampes, tandis que Turenne en possède 8,000. Mais les troupes françaises au service des princes sont gens d'élite : pas un homme de rebut et aucun officier ne manque à l'appel.

Les assiégés, sauf le fourrage, sont pourvus de tout, mais la poudre se fait rare.

Mazarin a conduit le jeune Louis XIV au siège d'Étampes (29 mai). Malgré la prière adressée par le cardinal aux assiégés de ne point tirer, le feu ne cessa pas. Tavannes, Clinchamp et Valon[1] étaient malades et ne purent recevoir le trompette que Mazarin avait envoyé en parlementaire à Étampes.

« Un beau matin, écrit Mlle de Montpensier dans ses Mé-

1. François de la Baume, comte de Valon, mestre de camp du régiment de Languedoc, en 1648, maréchal de camp en 1650, au siège de Rethel, où il se distingua en emportant, avec la brigade des gardes, le faubourg des Minimes. Il ne quitta le prince de Condé qu'après la rentrée du roi à Paris et l'accommodement du duc d'Orléans.

moires, l'on vint dire : *M. le duc de Lorraine est à Dammartin,* qui n'est qu'à huit lieues de Paris, sans qu'on l'eût su en chemin. Aussitôt Son Altesse royale et M. le Prince montèrent à cheval pour l'aller voir; car l'on ne croyait pas que ce jour-là il dût venir coucher à Paris. J'envoyai un gentilhomme pour lui offrir ma maison de Bois-le-Vicomte, qui est à moitié chemin de Paris. Monsieur et M. le Prince le trouvèrent au delà du Mesnil-Madame-Rance (Ménil-Amelot)[1], et dès qu'il les eut vus, il résolut de venir avec eux à Paris; en même temps Monsieur en envoya avertir Madame qui me le manda. »

Les troupes de Charles IV se logèrent le long de la Seine, un peu plus haut que Charenton où les princes lui avaient envoyé de Paris un pont de bateaux.

Charles IV se dirigea vers cette ville, escorté par les ducs de Beaufort, de Nemours, de Rohan, de Sully, de la Rochefoucauld, de Gaucourt, Chavigny et don Gabriel de Tolède.

Le cardinal de Retz se contenta de lui envoyer un de ses gentilshommes et de l'assurer de ses services.

Le duc d'Orléans et le prince de Condé allèrent aussi à cheval au-devant de Charles IV, qui, placé au milieu d'eux et suivi de 300 cavaliers, fit son entrée triomphale dans Paris.

C'était un samedi, le 1er juin. On fit partir des fusées sur le Pont-Neuf, « escoperies continuelles es gardes et partout, et réjouissance par tout le peuple beflé (amusé) de la venue du duc Charles, comme s'il venait pour faire la paix[2] ».

Paris est toujours en révolution. Ce n'est plus la ville paisible que Charles IV a visitée en 1641. Condé et le duc d'Orléans s'y disputent l'autorité suprême, mais c'est toujours le rendez-vous des beaux esprits et le théâtre de la galanterie raffinée. Aux Précieuses ont succédé ces femmes de la haute aristocratie, compagnes de Mlle de Montpensier et dont elle a

---

1. Le Ménil-Amelot, Seine-et-Marne, arrondissement de Meaux, canton de Dammartin.

2. Voir *Journal* de Dubuisson-Aubenay, *passim*, p. 231. Mémoires de Mlle de Montpensier, t. II, pp. 75 et suiv.

conduit quelques-unes au siège d'Orléans. Ce sont Mmes de Montbazon, l'amie du duc de Beaufort, la duchesse de Châtillon, aimée par le prince de Condé; c'est Mme de Guémené, qui jadis a accordé ses faveurs au coadjuteur de Paris; ce sont Mlles de Chevreuse, l'une abbesse et l'autre maîtresse attitrée de Gondi; c'est Mme de Fiesque et plusieurs autres.

Charles IV arriva très tard au Luxembourg où sa première visite fut pour sa sœur, la duchesse d'Orléans, à laquelle il dit qu'il venait « pour servir son mari et faire la paix ». Il avait un grand buffle « comme une innocente ou long justaucorps, un chapeau gris à la flamande ». Il est choyé et adulé par tous. On l'appelle le *libérateur de la patrie*. Il est devenu le héros et le lion du jour.

Sa sœur et son beau-frère l'accueillent avec tendresse.

Mlle de Montpensier fut aussi aimable pour lui que ses parents et il la loua de son courage devant Orléans. Charles IV, sensible à ses attentions, la reconduisit, lorsqu'elle sortit du Luxembourg, à pied, la main sur la portière de son carrosse, jusqu'au milieu de la rue de Tournon.

Le lendemain, le duc de Lorraine alla rendre visite à Mademoiselle et la conduisit au Cours.

Le duc d'Orléans et le prince de Condé, qui s'inquiétaient de la lenteur des troupes de Charles IV, si peu pressé d'aller au secours d'Étampes, tentèrent en vain de l'arracher à ses plaisirs et à ses entrevues avec Châteauneuf et Mme de Chevreuse, qui essayaient de l'entraîner dans le parti du roi.

A toutes les questions que lui faisaient Monsieur et Condé, M. de Lorraine refusait de répondre, chantait et se mettait à danser, « de sorte qu'on était contraint de rire ».

Il aima mieux aller passer toute une nuit avec Mme de Montbazon et courtiser Mme de Frontenac, dame d'honneur de la duchesse d'Orléans, et Mme de Châtillon, que de s'occuper d'Étampes dont la garnison manquait de poudre. Le comte d'Escars, qui avait été, en Flandre, prisonnier de Charles IV et qu'il avait renvoyé au duc d'Orléans, se chargea d'y faire entrer un convoi de poudre. C'est en vain que, pendant les six jours que le duc de

Lorraine passa à Paris, après sa première entrée dans cette ville, on le pressa d'aller au secours d'Étampes : à Saint-Taurin, qui lui rendait compte de l'état de la place devant laquelle il pouvait arriver à temps en marchant jour et nuit : « Quoy, répondit-il, marche-t-on la nuit en ce pays-ci ? » Il traitait avec Mazarin, tout en trompant les princes.

Un jour, sortant de chez Mme de Guémené, sur la place Royale, costumé en religieuse, en compagnie de Mme de Chevreuse, et se faisant passer pour une des filles de la duchesse, qui était abbesse de Jouarre, Charles IV aperçut le prince de Condé qui venait le trouver à l'hôtel de Mme de Guémené [1], pour lui parler de choses importantes, malgré son antipathie pour Marie de Rohan. Au fur et à mesure que M. le Prince se rapprochait de l'hôtel Guémené, M. de Lorraine s'éloignait en se cachant derrière les arcades de la place Royale.

Jeu d'enfant, dira-t-on, mais qui dépeint fort bien le caractère essentiellement léger et bouffon du prince qui tenait entre ses mains le sort de son pays. Était-ce bien le moment de plaisanter lorsque toute la France avait les yeux portés sur lui, que Royalistes et Frondeurs épiaient ses moindres gestes et que la Lorraine, impatiente de son sort, attendait, frémissante, les résultats de son intervention dans les événements présents ?

Enfin, Charles IV se décida à se rendre à l'hôtel de Lorraine, chez sa femme, la duchesse Nicole, qu'il n'avait pas revue depuis 1641 et avec laquelle ses velléités de réconciliation n'avaient pas abouti.

Pécheur impénitent, l'amant de Mme de Cantecroix afficha la plus grande froideur envers sa femme légitime et affecta de l'appeler sa cousine, parlant bien plus aux femmes de son entourage qu'à elle-même.

L'amour du travestissement hantait l'esprit original du prétendant.

---

1. Anne de Rohan, princesse de Guémené. Elle était la belle-fille de la duchesse de Montbazon. Elle était encore fort belle, quoique âgée de 45 ans. Avant d'être la maîtresse de Paul de Gondi, elle eut plusieurs amants, entre autres, le duc de Montmorency, le comte de Soissons, Bouteville et de Thou.

Ne revêtit-il pas encore une fois le costume de religieuse pour aller présenter ses hommages, à Chaillot, à Henriette d'Angleterre, veuve de Charles Ier, auquel, nous l'avons vu, il avait offert son épée, sans réfléchir que cette veuve infortunée portait encore le deuil de la victime de Cromwell[1] ?

Gaston d'Orléans désirait que son beau-frère vît le coadjuteur, le cardinal de Retz.

Pour éviter toute contestation au sujet des préséances, « vu que les ducs de Lorraine prétendent la main chez les cardinaux », l'entrevue eut lieu chez Marguerite de Lorraine, au Luxembourg et ensuite, dans la galerie, chez Monsieur « où il n'y a point de rang » et où, quand même il y en aurait eu, rien ne pouvait amener de difficultés, puisque Charles IV ne disputait pas le pas au cardinal en lieu tiers.

Cette conférence, nous apprend le cardinal de Retz, ne se passa qu'en civilités et en railleries dans lesquelles Charles IV était inépuisable. Deux ou trois jours après, il lui prit de nouveau fantaisie de rencontrer Paul de Gondi. Madame pria le cardinal d'aller voir le duc de Lorraine au noviciat des jésuites.

Là, l'amant de la Cantecroix demanda à Retz, brusquement, sans préambule, si son nez ne lui paraissait pas propre à recevoir des chiquenaudes. Ensuite, il pesta contre l'archiduc Léopold, contre Monsieur et contre Madame, sa sœur, qui lui en faisaient recevoir douze ou quinze par jour, en l'obligeant de venir au secours de M. le Prince « qui lui détenait son bien ».

Après ces reproches à l'adresse de sa famille et de Condé, Charles IV fit mille propositions d'ouvertures à Paul de Gondi auxquelles ce dernier prétend qu'il « n'entendit rien ». Retz répondit, assure-t-il, au duc, par des discours auxquels Charles IV « n'entendit pas grand'chose ». Il n'y a de pire sourd que celui qui ne veut entendre.

---

1. Voir *Mémoires du cardinal de Retz*, éd. Champollion-Figeac, t. IV, p. 28 et suiv.

Les deux fourbes répugnaient de s'ouvrir l'un à l'autre. Le rôle suspect que jouait le coadjuteur entre la Fronde et le parti du roi, en se posant en conciliateur, n'était-il pas une des causes du peu d'entente des deux interlocuteurs et du mutisme de Charles IV ?

Le duc de Lorraine se souvint toute sa vie, nous apprend Gondi, de cette conférence inutile et de ces propos à bâtons rompus.

Lorsque le cardinal vint se fixer à Commercy, nous dit-il, le premier compliment que M. de Lorraine lui fit faire par l'abbé de Saint-Mihiel fut « qu'il ne doutait pas que nous nous entretiendrons dorénavant l'un et l'autre bien mieux que nous ne nous étions entendus à Paris au monastère [1] » (1662).

Gondi nous explique la réserve dont il fit preuve envers Charles IV.

Il savait ce qui se tramait entre ce prince et la cour et y voyait la main de M^me^ de Chevreuse qui essayait d'entraîner le duc dans le parti du roi.

La duchesse n'avait-elle pas dit récemment à son cousin « qu'il pouvait faire la plus belle action du monde, s'il faisait lever le siège d'Étampes, en quoi il satisferoit pleinement et Monsieur et les Espagnols, et si, au même moment, il ramenait ses troupes en Flandres, ce à quoy il plairait au dernier point à la Reyne, de qui il avait en tout temps fait profession publique d'être serviteur particulier [1] » ?

Ce dont ne se vante pas Gondi, c'est la verte leçon qu'il reçut du spirituel duc de Lorraine dans le cabinet du duc d'Orléans, lorsque le coadjuteur voulut lui parler d'affaires :

« Avec des prêtres il faut prier Dieu ; que l'on me donne un chapelet : ils ne se doivent mêler d'autre chose que de prier, et faire prier Dieu aux autres. » C'est ce que Retz avait oublié de faire dans la première partie de sa vie.

Quelque temps après cette entrevue, Madame et Mesdames

1. Voir *Mémoires du cardinal de Retz*, éd. Champollion-Figeac, t. IV, pp. 27 et suiv. — Voir Lettre de l'abbé Fouquet à Mazarin du 4 juin 1652.

de Chevreuse et de Montbazon entrèrent dans le cabinet du duc d'Orléans. On voulut encore parler d'affaires au duc de Lorraine. Il prit une guitare : « Dansons, Mesdames, leur dit-il ; cela vous conviendra bien mieux que de parler d'affaires[1]. »

En somme, Charles IV ne se pressait pas de secourir Étampes. La moitié de ses troupes était restée campée à Lagny, tandis que l'autre, campée à Meudon, inquiétait Turenne.

Condé, avec lequel Marguerite de Lorraine essayait de brouiller son frère, s'inquiétait avec raison des entrevues de Charles IV avec le cardinal de Retz, Mme de Chevreuse et Châteauneuf.

Le Lorrain continuait à correspondre avec Anne d'Autriche, s'excusant d'être resté longtemps sans lui donner de ses nouvelles :

« Ce n'était pas sa faute, lui écrivait-il ; ceux qui rentrent et sortent d'une grande ville comme Paris qu'avec grand'peine et hasard ne peuvent disposer des ambassadeurs à toute heure. J'y ay eu un desmelé assez embarrassant, ce qui a esté cause que je n'y ai pu écrire la lettre qui vous a fait scavoir toutes choses[2]. »

A Mazarin il écrivait : « J'espère que je ne seray pas si malheureux que du passé et que j'auray occasion bientost de le voir dans le contentement d'une paix que tous les gens de bien attendent de la main de Votre Excellence et m'estimeray doublement heureux sy en y pouvant contribuer quelques choses, etc.[3] ».

Mazarin venait de lui envoyer Bartet, secrétaire de cabinet.

Le 6 juin, Charles IV revint à Paris et alla trouver M. de

1. Voir *Mémoires de Mlle de Montpensier*, t. II, pp. 75 et suiv. : « Si l'on ne le connaissoit pour un très habile homme, à voir tout cela, l'on l'eût pris pour un fou ». (*Passim.*)

Charles IV portait un habit noir, qui n'était point à la mode ou un habit à la française, fort mal fait et qui lui allait mal. (V. *Journal des guerres civiles*, par Dubuisson-Aubenay, t. II, p. 232.)

2. M. de Lorraine à [Anne d'Autriche], juin 1652. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXVI, f° 198.)

3. M. de Lorraine à Mazarin, 1652. (*Passim*, f°s 199 et 202.)

Châteauneuf auquel Mazarin avait donné pleins pouvoirs pour traiter avec lui.

Il fut convenu, de part et d'autre, que Turenne, avant le lever du soleil, mardi, à six heures du matin, ferait retirer l'armée qu'il commandait devant Étampes, à quatre lieues de cette ville et que, de son côté, l'armée lorraine repasserait de l'autre côté de la Seine, sauf les gardes nécessaires à la protection de son camp. A partir de la levée du siège d'Étampes, le roi accordait une suspension d'armes qui durerait six jours, pendant laquelle quatre lieues devaient séparer les deux armées.

Charles IV s'engagea, de son côté, à faire accepter cette convention par Monsieur et M. le Prince, ou à s'éloigner et à se séparer d'eux sans leur donner assistance.

Le roi promettait de donner toute sûreté à Charles IV, tant pour sa personne que pour son armée, durant quinze jours, afin de lui permettre de se retirer du royaume, en suivant un itinéraire dont on conviendrait de part et d'autre.

Inutile d'ajouter que M. de Lorraine prit l'engagement de ne commettre, pendant sa retraite, aucun acte d'hostilité « soit que les choses se portent à un accommodement général tant dehors que dedans le royaume, comme il est désiré de Sa Majesté et de M. de Lorraine, qui offre de s'y employer ; ce que Sa Majesté a très agréable[1] ». (6 juin 1652.)

Turenne reçut l'ordre de la cour de lever le siège d'Étampes. On lui envoya des chevaux pour emmener ses canons. Il conduisit ses munitions, à deux lieues d'Étampes, dans un petit village fermé et s'y enferma quelque temps, en attendant de nouvelles instructions.

Charles IV resta campé deux ou trois jours sur les rives de la Seine « un peu plus haut que Charenton ».

Ce n'était donc pas une alliance, ni un pacte d'amitié que

1. Articles accordés entre M. le marquis de Chateauneuf, garde des sceaux de France pour le Roy, et M. le duc de Lorraine (*Arch. des Aff. étr.*). Voir aussi, instruction au sieur Rose, s'en allant de la part de Sa Majesté vers le duc de Lorraine luy porter ses lettres de créance. Au mois de juin 1652, Melun. (*Aff. étr., Lorraine*, t. XXXVI, f° 208.)

M. de Lorraine venait de conclure avec la cour de France, comme l'avait espéré la duchesse de Chevreuse.

Le prince ne se posait plus qu'en conciliateur entre la royauté et la Fronde, et refusait toute assistance à la reine et au cardinal Mazarin. Il voulait garder sa liberté d'allures et reprendre sa vie de condottiere. C'est là où l'entraînait son penchant.

Mazarin, n'ayant pas réussi à se le concilier, se contentait d'en débarrasser le sol de la France et de le renvoyer aux Espagnols, sachant bien que, tôt ou tard, il se brouillerait avec eux.

Mais, si le duc de Lorraine abandonnait si précipitamment son projet d'accommodement avec la cour et laissait échapper une chance unique de remonter sur son trône, c'est qu'il s'apercevait qu'il était arrivé trop tard à Paris et que les Princes essayaient en secret de traiter avec Mazarin, d'accord avec le Parlement.

Charles IV n'ignorait pas que Condé, malgré sa promesse formelle, ne voulait lui rendre ni Stenay, ni Jametz, ni Clermont-en-Argonne, et que le duc d'Orléans ne pouvait lui fournir, nonobstant ses caresses, ni l'argent ni les troupes qu'il lui avait promis.

Ni les tentatives de M^me^ de Chevreuse, ni les cajoleries de MM^mes^ de Châtillon, de Guémené et de Montbazon n'avaient pu faire qu'il se jetât entre les bras de Mazarin. Suivant son habitude, la solution qu'il choisit, dans sa position critique, fut la seule qu'un homme de cœur et un homme politique devait éviter de choisir.

Le soir du 9 juin, on vit Charles IV au jardin des Tuileries et du sieur Renard[1] « vêtu de gris malproprement et faisant plusieurs bouffonneries et battelleries en présence des ducs d'Orléans, de Beaufort, etc., et de Mademoiselle, en présence de qui il était toujours nu-tête[2] ».

1. Ce jardin était situé à l'extrémité de la terrasse des Tuileries qui longe la Seine.

2. *Journal des guerres civiles*, par Dubuisson-Aubenay, *passim*, p. 234.

Charles IV pouvait se vanter, devant les Princes, ses alliés d'hier, qu'il avait fait lever le siège d'Étampes, ainsi qu'il s'y était engagé.

Bientôt il se repentit d'avoir promis à la cour de battre en retraite et de regagner les Flandres.

L'accueil chaleureux qu'on lui avait fait à Paris, lorsqu'il y entra le 1er juin, se refroidit bientôt à cause des exactions commises par ses troupes dans la Brie et à dix lieues plus loin.

Il semblait irrité de l'affront que lui avait infligé le Parlement de Paris en lui refusant de siéger parmi ses membres « comme ennemi de l'État ».

Aussi, un jour, rendant visite au cardinal de Retz, qui souffrait d'une fluxion aux yeux, il lui dit : « Eussiez-vous creu que le Parlement m'eût fait cette réponse ? » Retz lui répondit : « J'aurois bien moins cru, Monsieur, que vous eussiez hasardé à vous l'attirer. »

Gaston d'Orléans se trouva compromis, aux yeux des hommes qui avaient gardé au fond du cœur quelque sentiment de patriotisme, pour avoir demandé au Parlement, au nom de son beau-frère, l'autorisation de prendre séance « dans l'assemblée des chambres ».

Aux reproches qu'on adressa, à ce sujet, à l'époux de Marguerite de Lorraine, ce prince répondit, après s'être emporté : « Si je ne l'eusse hasardé, M. le Prince eût dit que j'eusse été Mazarin[1]. »

Cette réponse dépeint la faiblesse de caractère de l'oncle de Louis XIV, dont la conduite politique fut, toute sa vie, empreinte de pusillanimité et de crainte, tant il désirait se rendre populaire, sans se compromettre, et supplanter l'autorité royale, sans courir les risques de sa rébellion et de son ambition antipatriotique. Il fut le mauvais génie de Louis XIII et de Louis XIV. Inégal dans le mal, peu persévérant dans ses résolutions, ce prince ne poussa jamais jusqu'au bout la perversité

1. *Mémoires du cardinal de Retz*, t. IV, p. 35 et suiv.

et la mauvaise foi de ses desseins. Avant la Fronde, il rendit des services signalés à la France en conduisant son armée à la victoire, mais le mal qu'il causa à la royauté et à son pays pendant la Fronde ne peut être oublié.

Pendant que Charles IV hésitait sur ce qu'il allait faire et ne savait pas encore s'il allait trahir sa parole donnée à Châteauneuf ou se rejeter de nouveau entre les bras des Princes, le Parlement avait envoyé M. de Nesmond[1] au roi, à Melun.

Une conférence fut arrêtée entre les députés du Parlement et Louis XIV « pour entendre sa volonté et renouveler toutefois les remontrances contre le cardinal Mazarin[2] ». (5-10 mai.)

Ce qui irritait surtout le Parlement, c'était la présence des troupes lorraines aux portes de Paris.

Le duc d'Orléans avait promis leur éloignement, et le Parlement était en droit d'exiger du parti des Princes l'obéissance à l'arrêt qu'il avait rendu, deux mois auparavant, à propos de l'entrée des renforts amenés des Pays-Bas au parti des Frondeurs, à Mantes.

Le Parlement avait bien des torts, mais il n'avait pas abdiqué tout patriotisme ni toute haine de l'étranger.

Le 11 juin, fête de saint Barnabé, Charles IV assista, comme spectateur, à la procession des reliques de sainte Geneviève qu'une foule nombreuse accompagna jusqu'à Notre-Dame, en passant par la rue Saint-Jacques.

Il put y remarquer la présence du prince de Condé et du duc de Beaufort « marchant immédiatement après l'archevêque de Paris que portaient « en chaise découverte » quatre estafiers en livrée.

C'est en vain que Gaston d'Orléans et Mademoiselle essayè-

---

1. François-Théodore de Nesmond, président à mortier au Parlement de Paris.

2. Consulter les *Mémoires d'Omer Talon* sur cette période et les *Mémoires de M^me^ de Motteville*, éd. F. Riaux, t. IV, pp. 13 et suiv.

3. La piété dont firent montre, à cette occasion, le prince de Condé et le duc de Beaufort fut tellement exagérée qu'elle parut étrange aux spectateurs. « Il fut aisé d'en voir le motif, qui n'était pas obligeant pour le roi ; mais il ne lui fit pas grand mal. » (*Mémoires de M^me^ de Motteville*, t. IV, p. 13.)

rent de confesser M. de Lorraine et de lui arracher le secret de sa dernière convention avec la cour.

Chaque fois qu'on l'interrogeait sur ce sujet, il se mettait à chanter et à danser, de sorte que l'on se contentait de rire : « Si l'on ne le connaissait pas pour un habile homme, écrit Mlle de Montpensier, à voir tout cela, l'on l'eut pris pour un fou[1]. »

C'était donc bien le même homme qui, en 1644, assiégeant le château de Falkenstein, appartenant à l'Électeur de Mayence, s'en allait en guerre, marmite en tête et broche à la main, sous prétexte que cet accoutrement de Don Quichotte était de mise lorsqu'on avait un évêque pour adversaire.

N'était-ce pas le même homme qui, consulté par le gouverneur des Flandres, au sujet d'une opération militaire, lui répondit qu'il ne pouvait se prononcer avant d'avoir consulté Krantz, son cuisinier ?

Nous avons dit que Turenne avait reçu de Mazarin l'ordre de lever le siège d'Étampes en expliquant à ses soldats que le manque de vivres et de munitions le forçait à la retraite.

Châteauneuf, quoique négociant avec Charles IV, ne croyait pas que Turenne dût quitter si vite son poste, après l'achèvement complet de ses tranchées et de ses préparatifs d'attaque[2].

Aussi avait-il pris ses précautions, si nous en jugeons par la lettre qu'il écrivit à la reine : « L'armée qui est devant Étampes peut tenter jusqu'à mardi, à quatre heures du matin (le 11 juin), car encore que le jour de lundi soit exprimé, j'ai retiré de M. de Lorraine un écrit particulier que ce mot de lundi s'entend de tout le jour, et il suffit que l'armée se retire le mardi à quatre heures du matin. »

Turenne fut averti de la latitude qui lui était laissée. Il avait cinq jours pleins pour s'emparer d'Étampes et se jouer de Charles IV, couvert qu'il était par Mazarin. Mais il désespéra de réussir et avertit le cardinal qu'il lui était impossible d'em-

---

1. *Mémoires de Mlle de Montpensier, passim*, pp. 75 et suiv.

2. Voir Lettre du Roy à Turenne, du 7 juin 1652, de Melun. *Mémoires de Turenne*, p. 411.

porter de vive force, dans un délai si court, une ville défendue par une garnison aussi nombreuse, qui avait pour plus de trois mois de vivres et devant elle la campagne entièrement libre, et se trouvait maîtresse des rives de la rivière d'Étampes puisqu'elle envoyait tous les jours au fourrage à trois ou quatre lieues d'Étampes, et jusqu'à Montargis même, afin de se ravitailler en munitions de guerre. La faiblesse des troupes de M. de Turenne était excessive et son infanterie était tellement découragée qu'il n'était plus au pouvoir des officiers de la faire avancer, tandis que Tavannes et Clinchamp avaient su exalter le courage de leurs officiers et de leurs soldats.

Le 7 juin, la moitié de l'armée lorraine, quittant Lagny, sembla vouloir passer la Seine sur un pont de bateaux jeté sur cette rivière à Choisy, entre Athis et Vitry.

M^lle^ de Montpensier alla se rendre compte elle-même, à cheval, de cette mise en mouvement des troupes de Charles IV.

Les Princes vinrent également, en compagnie du duc de Lorraine, y présider. Deux grands bateaux, chargés de vivres et de munitions « aux dépens de Gaston d'Orléans », quittèrent le quai de la Tournelle, à Paris, pour ravitailler l'armée de M. de Lorraine qui refusa ce présent royal.

Charles IV ne compléta pas son mouvement en avant.

Entre temps Turenne se maintenait pendant quatre ou cinq jours, entre Étréchy[1] et la Seine, pour observer la marche de l'armée d'Étampes qui sortit de cette ville, par ordre de M. le Prince, le 16 juin, deux jours après la levée du siège.

La reine de Suède venait d'envoyer un de ses agents au Parlement de Paris et à la cour de France, en ce moment à Melun, afin « de porter les choses en pacification et accommodement ».

Dimanche, 9 juin, Charles IV alla passer en revue son armée, toujours campée dans la Brie, entre le pont de Lagny-sur-Marne, où elle tenait garnison, et le pont qu'il avait fait jeter sur la Seine, vis-à-vis de Choisy « sous Athis ».

Cette immobilité du duc de Lorraine commençait à inquiéter

1. Étréchy, Seine-et-Oise, arrondissement et canton d'Étampes.

le parti des Princes et la bourgeoisie parisienne, parmi laquelle les gens de bon sens s'apercevaient qu'il voulait amuser les deux partis, qu'il n'avait qu'un but, empêcher leur réconciliation et ainsi, dit Dubuisson-Aubenay, « balancer le faible avec le fort et nous tenir en guerre ».

Malgré les instances de la régente, Charles IV refusa de se rendre à Melun, et cependant, après avoir traité avec M. de Châteauneuf, il avait promis d'aller trouver le roi, le 10 juin, en compagnie de Charles II d'Angleterre.

Le 12 juin, le duc d'Orléans, le duc de Beaufort et le prince de Condé, suivis d'une escorte brillante, composée de 300 cavaliers, vinrent visiter M. de Lorraine à son camp de Lagny-sur-Marne. Ce camp, nous apprend Dubuisson-Aubenay, occupait tout le bas de la Brie, depuis le pont et la ville de Lagny[1] où étaient cantonnées l'armée lorraine et quelques troupes au service des Princes, jusqu'au pont de bateaux jeté sur la Seine par Charles et ses alliés, entre le Port-à-l'Anglais et le village de Choisy et aboutissant à la maison du sieur de Menard[1].

Les Princes trouvèrent Charles IV logé à Sainte-Placide, maison isolée, environnée de canaux et naguère la propriété d'un riche Limousin, qui en fit don, par testament, au monastère de Saint-Germain-des-Prés.

Dès l'arrivée des Princes, le Lorrain leur reprocha leur conduite au Parlement, le 10 juin. N'avaient-ils pas déclaré qu'ils ne demandaient qu'une chose au monde, à savoir « que Mazarin s'en allât et qu'aussitôt qu'il s'en serait allé, ils déposeraient les armes » ? — « Que deviendrais-je donc, moi, leur dit-il, si le cardinal s'en va ? Mon affaire en demeurera là, et ma personne, au milieu du Royaume, exposée à toutes les extrémités. Une armée du Roy, plus forte que la mienne, devant[2]; une autre qui vient derrière[1], les communes et noblesse de toutes parts es environs en armes, et par où me sauver[3] ? »

---

1. *Mémoires de Dubuisson-Aubenay*, t. II, p. 237.
2. L'armée que le maréchal de La Ferté amenait de Lorraine à Turenne.
3. La noblesse et la bourgeoisie champenoises avaient pris parti pour le roi.

Alors les Princes prirent le duc à part et lui firent signer un pacte d'union avec eux. Quelques-uns prétendirent que ce traité n'était valable que pendant quinze jours.

Charles IV s'était donc décidé à trahir la parole donnée à Châteauneuf et à violer le traité qu'il avait signé, quatre jours auparavant, avec la cour. Cela ne nous étonne pas.

Les nouveaux alliés dînèrent ensemble. et « burent d'autant ». Puis ils coururent à pied « par défi à travers des eaux et des fanges et à cheval ; aucuns d'eux, qu'il fallut secourir, promptement tombés dans les fossés ou demeurés dans la boue ».

Après ces divertissements enfantins, les trois princes passèrent la revue de l'armée lorraine sous les armes. Toute l'infanterie, composée de 2,000 à 3,000 hommes, bordait « la rive intérieure brioise de la Seine par longueur de deux lieues ». La cavalerie était par escadrons, au nombre de 3,000 à 4,000 chevaux « combattants », car il y avait bien, dans l'armée lorraine, 15,000 chevaux, « de bouches de suite, et autant de gouges, goujats, vivandiers, etc. ».

Après cette revue, le prince de Condé prit les devants, et le duc d'Orléans fut reconduit jusqu'à une demi-lieue, près de la porte Saint-Bernard, par 400 ou 500 cavaliers lorrains « tous comme ils étaient sous les armes, le pistolet en main et l'épée nue en l'autre ».

Le 12 juin, le Parlement de Paris, de plus en plus indigné des déprédations commises par les Lorrains, exempta les habitants de la Champagne et des autres contrées, où les armées espagnoles et lorraines avaient passé, du payement de leurs dettes, et cela pour un an entier. De plus, devant les plaintes des habitants et des bourgeois, pillés et rançonnés par les Lorrains, qui « violaient leurs filles et leurs femmes et les emmenaient avec eux », le corps de ville, suivi de plus de 200 notables du Parlement et Cour des aides, maîtres des requêtes et des comptes, nobles et riches bourgeois, se dirigea vers le Luxembourg où il alla porter ses plaintes à Gaston d'Orléans.

Ce triste personnage leur demanda « s'ils voulaient qu'il

allât se rendre, la corde au cou, aux Mazarins » et les congédia[1].

Aux termes du traité conclu, le 6 juin, entre Charles IV et Châteauneuf, le duc de Lorraine ne devait pas passer la Marne où les Princes avaient fait jeter un pont, ou, s'il l'avait franchie avec son armée, il devait la repasser immédiatement, quels que fussent les ordres donnés par le duc d'Orléans et le prince de Condé à la garnison d'Étampes. C'était ce que la reine avait écrit à Turenne, le 7 juin[2].

Lorsqu'elle eut appris les allures suspectes de Charles IV, comptant toujours sur une visite du duc de Lorraine à la cour, en compagnie de Charles Stuart, qui, malgré les conseils de sa mère, réfugiée à Chaillot, avait voulu servir de médiateur entre le Lorrain et Anne d'Autriche et ménager entre eux un accommodement définitif, la reine-mère envoya, le 10 juin, le comte de Beaujeu à Charles IV pour le prier d'accomplir ses promesses.

En même temps, elle ordonna à Turenne d'effectuer sa marche en avant, sans faire aucun acte d'hostilité contre lui.

Beaujeu devait revenir le soir même au camp du maréchal, pour lui apprendre la réponse du duc. Si cette réponse n'était pas favorable, alors seulement Turenne devait s'avancer vers lui[3].

Mais, non seulement Charles IV refusa de se rendre à Melun, où se tenait la cour, mais il se maintint dans son nouveau poste.

Turenne, après avoir quitté Étréchy, alla se camper à Itteville, près de Corbeil, et, de là, à Ballancourt.

Il venait d'apprendre que Charles IV, après avoir fait quitter Lagny au gros de son armée, l'avait massée entre la Seine et l'Yères et avait été se camper au Cheval-Griffon, au sud-ouest de Villeneuve-Saint-Georges, entre Crosnes et Yères.

Le poste que le duc de Lorraine avait choisi était excellent,

---

1. *Mémoires de M. Dubuisson-Aubenay, passim*, p. 237.
2. *Mémoires de Turenne*, p. 441, note 1.
3. *Passim*.

dit le duc d'Aumale : « Au confluent de l'Yères et de la Seine, à quatre lieues au sud-est de Paris, avec de belles communications, la situation stratégique [de Villeneuve-Saint-Georges] est incomparable. Couverte par deux rivières et de grands bois, admirablement encadrée et dessinée, la position présente un relief considérable et une ampleur suffisante, sans être excessive. Par son caractère particulier elle a de tout temps attiré l'attention de ceux qui ont étudié l'attaque et la défense de Paris[1]. »

Condé avait demandé à Charles IV d'avoir l'honneur de servir sous ses ordres.

Il se faisait fort d'entraîner à sa suite le duc de Beaufort qui conduirait avec lui, au camp de Villeneuve-Saint-Georges, un corps de bourgeois parisiens prêts à combattre sous son commandement.

Un jour, le prince de Condé et Monsieur, accompagnés de M^lle^ de Montpensier, de la duchesse de Sully, des comtesses de Fiesque, de Frontenac et d'Olonne, arrivèrent à cheval, suivis par quelques carrosses où se trouvaient des dames, au camp de Villeneuve-Saint-Georges, dans l'espérance de voir passer la Seine à Charles IV, « le pont étant fait pour cela » à Choisy-le-Roi, entre Athis-Mons et Vitry.

Lorsque les Princes et les « maréchales de camp de Mademoiselle » arrivèrent à la garde de ce pont, la sentinelle leur dit : « Son Altesse n'y est pas. » On lui demanda de quel côté le duc se trouvait et on alla à sa rencontre. Il était seul. Il apprit à ses visiteurs qu'il venait de repousser un parti des ennemis, mais, en réalité, il venait de négocier avec un agent de Mazarin. Ensuite, il se jeta à terre disant : « Je me meurs ; je m'allois faire saigner ; mais, comme j'ai su que vous m'ameniez des dames, je suis allé voir si je n'attraperais point quelque courrier qui fût chargé de lettres, afin d'avoir de quoi les divertir, car que feront-elles à l'armée ? » Après être resté

1. V. *Histoire des princes de Condé,* par le duc d'Aumale, t. VI, pp. 171 et suiv.

quelque temps couché sur le sable et avoir fait mille contes aux dames, M. de Lorraine se décida à remonter à cheval et mena les Princes dans un petit bois, proche de son camp. Là, il leur promit « positivement » de faire passer la rivière à ses troupes.

Pendant ce conseil de guerre, tenu en plein air, M^lle^ de Montpensier monta à cheval et alla passer en revue l'armée lorraine qui était rangée en bataille. Elle nous a laissé ses impressions sur cette armée : « Sa cavalerie était fort belle ; mais pour son infanterie, elle ne l'était pas trop ; il avait des Irlandais qui, pour l'ordinaire, ne sont ni de bonnes ni de belles troupes ; tout ce qu'ils ont de recommandable sont leurs musettes. »

Lorsque les princes et les dames qui les accompagnaient eurent tout vu, Charles IV fit passer la Seine à trois ou quatre de ses régiments de cavalerie, mais ils la repassèrent aussitôt après le départ de ses visiteurs[1].

Le 14 juin, Turenne passa cette rivière à Corbeil et se hâta tellement, nous apprend le duc d'York, fils cadet de Henriette d'Angleterre, qui faisait ses premières armes dans l'armée royale, qu'il surprit l'ennemi lorsqu'il s'y attendait le moins.

Ce fut à deux heures après midi, que les deux armées se trouvèrent en présence. Mais Turenne ne put combattre son adversaire, séparé de lui par l'Yères « qui tombe de la Brie dans la Seine ». Il la côtoya sans perdre de temps jusqu'à ce qu'il eût trouvé un passage, à Brunoy. Le maréchal jugeant que, s'il ne gagnait pas le pont que Charles IV avait jeté sur la Seine, l'armée des Princes, sortie d'Étampes, viendrait rallier son adversaire, marcha toute la nuit à travers des défilés et, traversant les bois de la Grange-du-Milieu[2], arriva à Grosbois dès l'aurore.

---

1. *Mémoires de M^lle^ de Montpensier*, t. II, pp. 78 et 79.

2. *Mémoires de Turenne*, p. 440. Les bois de la Grange-du-Milieu étaient entre Grosbois et Villeneuve-Saint-Georges. Ils s'étendaient presque jusqu'à la rivière d'Yères.

C'est à Grosbois, situé dans la commune de Saint-Léger, au nord-est de Villeneuve-Saint-Georges, appartenant à la duchesse d'Angoulême[1], que Turenne reçut la visite de M. de Beaujeu, accompagné de M. d'Hagecourt, capitaine des gardes de Charles IV.

Ils venaient trouver le maréchal pour lui faire part des propositions du duc. M. de Lorraine suppliait Turenne de ne point aller plus loin.

Beaujeu, avant d'arriver au camp de Turenne, avait demandé avec instance à Charles IV de battre en retraite, s'il ne voulait pas être attaqué par le maréchal.

Le duc lui répondit qu'il fallait achever la comédie si bien commencée, ce qui n'empêchait pas le Lorrain, malgré ses intentions belliqueuses, de continuer à assurer Anne d'Autriche de son amitié et de son dévouement : « Au lieu de vous rendre un million de grâces de tout ce que vous m'avez escript et fait dire, il faut que je m'en plaigne, puisque je suis dans une confusion si grande pour n'y pouvoir répondre, qu'il faut que j'aye recours à ce porteur pour m'en tirer et pour vous dire que, depuis que vous m'avez vu dans le monde, je n'ay pas esté moins résolument et avec moins de passion que je le suis esté à la journée de B..., mais moins heureux et vous moins soigneuse et moins bonne à me procurer de vous servir. Il est vray qu'il ne s'en faut mesler que pour le faire comme il le faut et, si à l'advenir vous continuez à avoir besoin de vos véritables domestiques et petits serviteurs, il n'y en aura point qui y marchent si brusquement que moi. Il ne faut que bien vouloir, et tout ira selon votre satisfaction[2]. »

---

1. Charlotte de Montmorency, fille aînée de Henri Ier de Montmorency, duc et pair et connétable de France et de Antoinette de Bouillon La Marck. Elle avait épousé Louis-Emmanuel de Valois, duc d'Angoulême, qui mourut en 1653.

M. de Vibrac était gouverneur du château de Grosbois. Les Lorrains, au dire de Mme de la Guette, étaient faits comme des hiboux et volaient *extraordinairement*.

2. Voir *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France*, par le comte d'Haussonville, t. II, *Pièces justificatives*, p. 374.

Dans cette lettre non datée, M. de Lorraine, sous des formes polies et même galantes, indiquait clairement qu'il ne pouvait s'entendre en ce moment avec sa belle cousine, mais qu'il ne désespérait pas d'y arriver.

Ce n'était que de l'eau bénite de cour. C'est ainsi que le comprit la reine-mère en lui répondant qu'il fallait qu'il se décidât à mettre à exécution ce dont il avait été convenu entre eux, que Turenne s'impatientait et que la cour avait besoin d'être protégée par le maréchal contre tout péril et toute attaque de la part des Princes et de celui qui était réputé leur allié.

Après son entrevue avec MM. de Beaujeu et d'Hagecourt, Turenne quitta le château de Grosbois et descendit dans la plaine « où il n'y avait plus rien qui pût l'empêcher d'aller au camp des ennemis ». Il était décidé à rester à son poste de combat, au cas que l'armée venue d'Étampes eût pu rejoindre Charles IV. Ne fallait-il pas qu'il protégeât la retraite de la cour vers Lyon ?

Le maréchal envoya le duc d'York rejoindre son frère au camp de Villeneuve-Saint-Georges, où venait d'arriver Charles Stuart dans son carrosse, accompagné des lords Rochester, Jermin et Crofst.

Charles Stuart, en arrivant au camp du duc de Lorraine, le trouva fort intrigué et rempli d'inquiétude à cause du voisinage de M. de Turenne.

Ce fut alors que M. de Beaujeu et M. d'Hagecourt furent envoyés de nouveau par lui au maréchal.

En attendant leur retour, Charles IV se prépara au combat et prit les dispositions nécessaires à sa défense, en profitant de toutes les ressources du terrain où il s'était posté : il fit faire, pendant la nuit, avec une diligence extrême, cinq redoutes pour couvrir le front de son armée, qui comprenait, avons-nous dit, environ 5,000 hommes de cavalerie et 3,000 d'infanterie[1].

---

1. Ce qui ne l'empêchait pas de faire incognito de fréquentes visites à Paris où l'attiraient les charmes de la duchesse de Châtillon, malgré les promenades

Il mit la plus grande partie de son infanterie dans ces cinq redoutes, et le reste en réserve, derrière celle du milieu. Elle formait un gros bataillon. La plupart de ses canons étaient placés sur le mont Griffon, qui domine Villeneuve-Saint-Georges, près d'une Justice. Sa cavalerie était disposée sur deux lignes, derrière les redoutes. Il avait un grand bois à sa droite, la ville à sa gauche, par où l'on ne pouvait l'attaquer qu'avec peine, vu l'escarpement du mont Griffon. Dans ce poste, où il montra « beaucoup d'expérience et d'habileté », M. de Lorraine attendit, nous apprend le duc d'York, le combat ou la ratification du traité dont MM. de Beaujeu et d'Hagecourt avaient été porter, de sa part, le canevas au maréchal de Turenne.

Jacques Stuart, « ce jeune prince, fort joli, bien fait et beau de visage, blond, qui parlait bien le français, nous dit M^lle^ de Montpensier, en arrivant au camp des Lorrains, s'y rencontra avec son frère Charles qui lui apprit le but de sa visite au duc de Lorraine. Le vaincu de Worcester pria son jeune frère de mettre tout en œuvre pour faire aboutir le traité projeté, de manière qu'il pût se tirer avec honneur de cette affaire si épineuse.

Le prince de Galles était dans une position embarrassante et

---

journalières des Parisiennes à son camp qui ressemblait à une foire, où tous les marchands de Paris allaient vendre leurs denrées. Ces absences de M. de Lorraine étaient si fréquentes, dit M^lle^ de Montpensier, qu'on avait peu de chances de le rencontrer à son camp.

M^me^ de la Guette, dans ses Mémoires (pp. 90 et suiv.), nous apprend que, pendant son premier voyage en France, Charles IV envoya des sauvegardes au château de Grosbois, qui appartenait à la duchesse d'Angoulême.

Ces sauvegardes comprenaient un major, nommé Gros-Bois, et un cornette, tous deux du régiment de Lescamoussier : « A la vérité, quand je les vis entrer, dit M^me^ de la Guette, ils me parurent comme des hommes de pain d'épice, et je ne pus m'empêcher de rire. Ils étaient pourtant de braves gens, comme je le reconnus dans la suite. Étant à dîner un jour chez ma sœur, ces messieurs les Lorrains s'avisèrent de jeter des os sous la table. Il y avait de petits épagneuls qui se tirailloient les oreilles pour les avoir. Par mauvaise rencontre pour moi, il y en eut un qui prit ma jambe, qui n'était pas tout à fait si dure que les os, et y fit deux fort belles dentées, que je négligeai, et j'en eus pour près de huit mois sans que cela pût guérir. »

ne savait quel parti prendre en cas que les deux armées en vinssent aux mains.

Évidemment il ne pouvait, à la veille d'une bataille, se retirer sans en partager l'honneur, puisqu'il était l'hôte de Charles IV, ayant passé la nuit dans son quartier. Ne devait-il pas, en outre, une profonde reconnaissance au duc de Lorraine qui avait voulu, à plusieurs reprises, venir au secours de son malheureux père et l'aider, lui aussi, dans sa lutte héroïque contre Cromwell?

D'un autre côté, n'était-il pas sous la protection du roi de France, ainsi que sa mère et son frère? N'étaient-ils pas ses hôtes, et la caisse royale ne leur payait-elle pas à tous trois une pension dont ils ne pouvaient se passer pour vivre?

En combattant dans les rangs lorrains, Charles Stuart craignait de paraître prendre parti contre le roi de France.

Aussi sa présence au camp de Charles IV lui était-elle excessivement pénible.

Il demanda à son frère quelle était la réponse qu'il apportait de la part de M. de Turenne.

Le maréchal, lui répondit le duc d'York, voulait que M. de Lorraine cessât immédiatement de faire travailler au pont qu'il faisait construire sur la Seine et qu'il s'engageât à sortir de France avant quinze jours. Il exigeait également qu'il donnât sa parole de ne jamais donner secours aux Princes.

M. de Varennes, officier de l'armée royale, avait accompagné Jacques Stuart, chargé par Turenne de présider à la cessation des travaux du pont commencé. Sa démolition était une condition *sine quâ non* de toute convention.

Charles Stuart, au courant des engagements pris par Charles IV avec le duc d'Orléans et Condé, exprima à son frère la crainte qu'il avait que le duc de Lorraine ne souscrivît aux conditions imposées par Turenne.

Le duc d'York lui répondit que le maréchal ne s'en désisterait pas.

Sur ces entrefaites, et pendant cet entretien entre les deux frères, Charles IV entra dans la chambre du prince de Galles.

Le duc d'York lui exposa immédiatement la minute du traité qu'on lui demandait de signer.

Il l'accueillit de ce ton railleur qui lui était ordinaire, mais en ce moment un peu forcé.

Il consentit cependant au premier article et permit immédiatement à M. de Varennes de faire interrompre la construction de son pont de bateaux.

Quant aux autres, il déclara que rien ne pourrait le forcer à se soumettre à des conditions aussi honteuses.

Le duc d'York lui demanda s'il souhaitait qu'il portât sa réponse à M. de Turenne.

Il lui dit qu'il ne pouvait en donner d'autre et, s'imaginant que le jeune prince avait plus de goût pour une bataille que pour un accommodement, il pria Charles II d'Angleterre de le faire accompagner par lord Jermin[1], afin de demander en son nom au maréchal des conditions plus acceptables.

Turenne ne perdait pas de temps et s'avançait avec tant de diligence, que le duc d'York et lord Jermin rencontrèrent à une lieue du camp des Lorrains l'armée royale qui marchait toujours « en bataille ».

Le fils cadet de Charles Ier fit part au vicomte de Turenne de la réponse de Charles IV à ses propositions et lord Jermin n'omit rien de ce qu'il crut capable de faire renoncer le maréchal à ce qui lui paraissait trop sévère dans ses propositions. Turenne ne voulut céder sur aucun point.

Jermin pria instamment le duc d'York de retourner avec lui au camp de Villeneuve-Saint-Georges. Jacques s'y refusa d'une façon absolue, l'assurant que Turenne n'était pas homme à perdre son temps, lorsqu'il savait que l'armée d'Étampes le suivait de si près qu'on craignait à tout moment de la voir apparaître derrière l'Yères. Il ne doutait point, du reste, que les deux armées seraient engagées avant qu'il pût être de retour. Il ajouta, en souriant, que sa présence auprès de Charles IV ne le déciderait pas à conclure plus tôt son accommodement, et que l'ap-

1. Premier écuyer de la reine d'Angleterre.

proche de M. de Turenne serait le meilleur argument de tous ceux qu'il pourrait invoquer, pour forcer le duc de Lorraine à se soumettre. Lord Jermin partit donc seul, et l'armée royale, continuant sa marche, n'était plus qu'à une portée de canon des Lorrains, lorsque le Prétendant d'Angleterre vint trouver M. de Turenne, pour tenter auprès de lui les derniers essais de conciliation.

Le maréchal pria le prince de Galles de l'excuser de son obstination, faisant appel à son amitié pour le roi de France dont, pas plus que lui, il n'aurait pas voulu compromettre les intérêts. Il s'agissait en ce moment, peut-être, du salut de la monarchie française. Cependant, sur les instances du Prétendant, M. de Turenne envoya au duc de Lorraine M. de Gadagne, porteur de ses dernières conditions écrites. Il fallait, cette fois, les signer ou combattre.

Tel était l'ultimatum imposé par le maréchal au Lorrain.

M. de Gadagne, arrivé au camp de Villeneuve-Saint-Georges, trouva Charles IV au Cheval-Griffon, près de la Justice, où il avait fait dresser ses batteries. Il semblait bien décidé à engager le combat.

Dans ce but, il venait de faire dire à Condé et à Beaufort « qu'il était fort pressé, qu'il serait obligé de donner bataille et qu'on lui envoyât du secours ».

Cet appel fait aux chefs de la Fronde troubla leurs divertissements, car ils allaient danser avec « les maréchales de camp » de M^lle^ de Montpensier[1].

Condé s'empressa d'aller changer d'habit, monta à cheval et s'avança au-devant de sa cavalerie.

Charles IV n'attendait-il pas l'armée d'Étampes et n'avait-il pas fait prier le comte de Tavannes, qui la commandait, de sortir de cette ville dès que l'armée royale « aurait levé le piquet » ? M. de Lorraine s'engageait à unir ses efforts à ceux de cette armée. M. le Prince rencontra l'armée d'Étampes à Essonnes. Elle y demeura tout le reste de la nuit.

---

1. *Mémoires de M^lle^ de Montpensier*, t. II, p. 80.

Le duc de Beaufort partit en même temps que Louis de Bourbon, afin d'amener au duc de Lorraine les troupes restées à Paris, troupes peu considérables et composées uniquement de recrues. Le moment était devenu critique pour M. de Lorraine.

Qu'allait-il faire, à quoi ce grand fourbe allait-il se décider? Ce prince, après avoir lu le papier que lui présentait M. de Gadagne, commanda à ses canonniers de tirer.

L'officier français, sans se déconcerter, lui fit observer que ses canonniers n'oseraient pas obéir et lui répéta qu'il fallait signer ou s'attendre à être attaqué à l'instant.

Les canonniers lorrains avaient reçu l'ordre secret du duc de ne pas tirer, et son ordre, donné à haute voix, en présence de l'officier de Turenne, n'était de sa part qu'un simulacre et une tentative d'intimidation.

Il en fut pour sa feinte et signa le traité que M. de Gadagne s'empressa d'aller porter au maréchal.

Le duc de Beaufort était arrivé trop tard au camp lorrain. Charles IV, dès son arrivée, lui dit « que, le siège d'Étampes étant levé, qui était le seul sujet de son voyage, il avait traité avec M. de Turenne, et avait un passeport pour s'en retourner avec ses troupes ». Il fit escorter celles que M. de Beaufort lui avait amenées jusqu'aux portes de Paris[1].

Ce qui avait décidé Charles IV à capituler, sans combattre, c'était l'énergie montrée en ce moment critique par Turenne, prêt à faire monter ses soldats à l'assaut des redoutes occupées par l'armée lorraine et à fouiller le bois situé à sa gauche, où se trouvaient cachés 500 mousquetaires du duc Charles.

Le dernier mot n'était pas dit. De nouvelles difficultés surgirent et faillirent tout remettre en question, car Charles IV ne pouvait admettre qu'on lui prescrivît un itinéraire tracé d'avance.

Varennes et Cramail, envoyés à son camp par la reine Anne, lui proposèrent de se retirer le premier ou de laisser décam-

1. *Passim*, p. 81.

per l'armée royale, en laissant toutefois deux de ses généraux en otage.

Charles IV opta pour la première de ses propositions, à la condition toutefois que les soldats de Condé, qui se trouvaient sous ses ordres, fussent conduits là où ils le désireraient. Cramail insista pour qu'on les ramenât à Lagny-sur-Marne, où ils s'étaient joints au duc. Alléguant que ce serait les livrer à la vengeance de la cour, M. de Lorraine résista à cette proposition et commença à charger l'armée de Turenne.

Mais le maréchal fit mine de s'emparer du pont jeté sur la Seine par le duc de Lorraine et le fit prévenir par M. de Varennes qu'il était prêt à le détruire.

Charles IV, devant cette menace, se radoucit, demanda une entrevue à Turenne et signa avec lui une nouvelle convention par laquelle il s'engageait à quitter la France avant douze jours.

MM. de Ligniville et d'Hagecourt furent donnés à Turenne en qualité d'otages. Ils devaient être remis en liberté dès le retour de M. de Vaubecourt[1], qui reçut l'ordre d'escorter l'armée lorraine jusqu'aux frontières.

Charles d'Angleterre, après la ratification de la convention passée entre Turenne et Charles IV, vint prendre congé de ce prince et retourna ensuite à Paris.

A peine fut-il parti de Villeneuve-Saint-Georges, que le maréchal et M. de Lorraine se rencontrèrent. Après quelques compliments réciproques, ils se séparèrent[2] (15 juin).

Charles IV se prépara immédiatement à battre en retraite, pendant que M. de Turenne gardait ses dispositions de combat.

Il vit les Lorrains entrer dans un défilé fort étroit, où ils se trouvaient à la discrétion des Français.

Mais le maréchal était meilleur observateur de sa parole que M. de Lorraine, dont les troupes ne furent pas plutôt dans le défilé, que l'armée des Princes parut de l'autre côté de la Seine.

---

1. Nicolas de Nettancourt, comte de Vaubecourt.
2. Voir *Mémoires de Turenne et du duc d'York.*

Condé, d'Essonnes où il avait rencontré la cavalerie de Tavannes, sortie d'Étampes, avait été au-devant de l'infanterie et avait amené le tout à Juvisy-les-Orges.

Le 16 juin, le roi écrivit à Turenne. Dans sa lettre, il approuvait le traité intervenu entre lui et Charles IV. Il lui envoya M. de Beaujeu porteur d'un mémoire contenant l'itinéraire imposé à M. de Lorraine, qui, espérait-il, allait se retirer du côté du Luxembourg.

Du Plessis-Besançon, l'ancien sergent de bataille de Turenne, fut chargé, en même temps que M. de Vaubecourt, d'escorter Charles IV et de fournir des vivres à son armée.

En cas que le duc n'observât pas le traité conclu, M. de Turenne ne devait pas hésiter à l'attaquer[1].

Dans une instruction, donnée le même jour à M. de Beaujeu, Louis XIV le pria d'inviter le duc de Lorraine à venir à Melun pour ratifier le traité en question. Un poste sûr devait être assigné, en ce cas, à son armée, de manière qu'elle n'eût rien à craindre de l'armée royale.

Si Charles IV, ce qui était probable, refusait cette fois encore l'invitation qu'on lui faisait de se rendre à la cour, M. de Beaujeu lui demanderait d'assigner un rendez-vous à Mazarin, prêt à aller au-devant de lui dans l'espoir de lui faire signer son traité. En supposant que le Lorrain ne voulût exécuter ses promesses, toute latitude était laissée à Turenne pour l'y contraindre[2].

M. de Turenne resta quelques jours à Villeneuve-Saint-Georges.

Il en partit le 21 juin, après en avoir reçu l'ordre du roi, s'avança à petites journées vers Lagny-sur-Marne, où le maréchal de La Ferté-Senneterre vint le rejoindre avec l'armée de Lorraine composée de 3,000 hommes. Turenne traversa la

1. A M. le maréchal de Turenne, sur le traité qu'il a fait avec le duc de Lorraine pour sa retraite hors le royaume. (*Mémoires de Turenne,* p. 442, note.)

2. Instruction donnée au sieur de Beaujeu, s'en allant vers M. de Turenne, touchant le traicté du duc de Lorraine. (*Passim.*)

Marne à Lagny, le 1er juillet, et alla se camper à Chevrette, à une lieue de Saint-Denis, où la cour s'était transportée dès le 29 juin.

Le départ de Charles IV irrita les Princes. Ils répandirent le bruit que Mazarin l'avait acheté moyennant une grosse somme d'argent.

Ce qui est évident, c'est que la cour se réjouit de ce départ. Aussi M. de Beaujeu, un de ceux qui avaient le plus contribué à cette heureuse conclusion, pouvait-il écrire avec raison à Mazarin, le 18 juin 1652 : « Je prendrai la liberté de témoigner [à Votre Éminence] ma joie sur l'accommodement de M. de Lorraine avec le roi. Il n'appartient, Monseigneur, qu'à Votre Éminence de faire des coups de cette importance, et en une affaire que tout le monde croyait désespérée[1]. »

La Ferté-Senneterre n'était plus nécessaire pour protéger la Champagne contre Charles IV, mais sa coopération était indispensable à Turenne pour l'aider à écraser la petite armée des Princes, réduite à 5,000 ou 6,000 hommes.

Nous allons arriver à la crise décisive de la Fronde.

Charles IV se repentira bientôt de sa trahison envers ses alliés d'hier. Son départ n'aura été qu'une feinte.

Nous le verrons sous peu vouloir mettre de nouveau son épée dans la balance et venir menacer la monarchie française jusque dans Paris, d'accord avec Condé, traître à son roi et à sa patrie.

Mais n'anticipons pas sur l'ordre des événements et, laissant Charles IV s'éloigner, malgré lui, de la Brie, avant de le suivre dans ses faits et gestes et d'étudier ses nouvelles négociations avec Mazarin, voyons ce qui se passait en ce moment à Paris et dans les environs.

Le moment est grave. Ce n'est plus à Charles IV que Turenne a affaire. Un adversaire plus redoutable, à coup sûr, va lui tenir tête et ne faiblira pas devant ses coups.

---

1. *Aff. étr., France,* t. CXLI, pièce 41. Voir, au sujet du départ de Charles IV, les *Mémoires du cardinal de Retz,* t. IV, pp. 29 et suiv.; les *Mémoires de Tavannes,* éd Moreau, pp. 149 et suiv.

Nous allons voir les deux plus grands capitaines du siècle aux prises, au cœur de la France, tristes héros d'une guerre civile.

Charles IV était un étranger, et Turenne pouvait le combattre, à visage découvert, sans en rougir et sans verser de larmes.

Mais quelle douleur pour lui d'être forcé de tirer de nouveau l'épée contre un prince du sang, un Bourbon, le vainqueur de Rocroi et de Lens, que l'orgueil et l'ambition aveuglent, celui dont il a partagé si souvent la gloire!

Triste époque, épisode lamentable de notre histoire, dont le souvenir fut heureusement bien vite effacé par de nombreuses années de gloire!

Débloquée, la garnison d'Étampes sortit de cette ville, conduite par Tavannes, et alla coucher à Étréchy[1].

Condé alla lui-même au-devant des défenseurs d'Étampes et, apprenant que Turenne, après avoir occupé le camp de Villeneuve-Saint-Georges, abandonné par Charles IV, qui s'était retiré vers la Brie, s'était établi dans les environs de Saint-Denis, où la cour était revenue après avoir quitté Corbeil, il s'avança, sans s'arrêter, jusqu'à Bourg-la-Reine[2], pour se mettre à couvert derrière Paris.

Il campa pendant deux jours entre Berny[3] et le Pont-Antonin et de là alla se poster entre Saint-Cloud et Suresnes.

Les troupes de Tavannes restèrent campées dans ce poste jusqu'à la fin du mois.

Charles IV avait passé la Marne à Trilport (17 juin).

Les troupes du duc de Wurtemberg, que les Parisiens croyaient, selon le bruit qu'avaient répandu les Princes, à Dammartin, étaient retournées dans les Flandres, où l'archiduc Léopold rassemblait 3,000 hommes, prêts à envahir la France sous le commandement du comte de Pas-Feuquières[4].

1. Étréchy, Seine-et-Oise, arrondissement et canton d'Étampes.
2. Seine, arrondissement et canton de Sceaux.
3. Seine.
4. Voir *Journal de Dubuisson-Aubenay*, t. II, p. 239.

L'armée royale, divisée en deux corps, comprenait 10,000 hommes. Elle tint d'abord toute la campagne entre Seine et Oise, derrière Saint-Denis ; ensuite, suivie, par celle de La Ferté, elle alla se camper à Clayes, près de Dammartin, pour empêcher Wurtemberg et Feuquières d'envahir la Champagne et de menacer Paris, puis à Lagny, de peur que Charles IV ne se ravisât.

Ce n'était pas encore l'heure. Il paraissait satisfait de sa conduite peu loyale, et sa conscience, qui ne fut jamais timorée, ne lui reprochait rien. Il avait cependant trahi la cause des Princes et favorisé celle du roi. Toutefois, il prétendait n'avoir promis aux Frondeurs que de faire lever le siège d'Étampes. A cela il avait réussi.

Grand mécontentement du côté des Princes, du Parlement et au sein du peuple parisien. M^lle^ de Montpensier gourmanda Marguerite de Lorraine « comme un chien » et lui dit pis que pendre de son frère. Tout Paris était irrité contre les Lorrains. Aucune personne, originaire du duché envahi par la France, n'osait sortir de peur d'être noyée. L'irritation des foules était aussi grande contre le roi d'Angleterre et sa mère, auxquels on reprochait d'avoir été les inspirateurs du traité intervenu entre Charles IV et la cour. Monsieur et le prince de Condé ne faisaient que blâmer la conduite de la veuve et du fils aîné de Charles I^er^. Monsieur et Madame n'avaient-ils pas donné 100,000 francs, en plusieurs années, aux hôtes actuels de la France, et M. le Prince et M. le prince de Conti et la duchesse douairière de Condé ne les avaient-ils pas fait assister par Messieurs de Paris pendant la première Fronde, alors que Henriette d'Angleterre restait couchée au Louvre faute de bois pour se chauffer ?

Charles IV traversa Brie-Comte-Robert et arriva à Coulommiers (Seine-et-Marne) le 25 juin.

De cette ville, il adressa au duc d'Orléans une lettre fort longue dans laquelle il s'excusait de sa conduite et essayait de lui en expliquer les motifs. Cette lettre, trop étendue pour la reproduire ici, confirme le récit que nous avons fait des inci-

dents qui accompagnèrent le séjour du duc de Lorraine aux portes de Paris et ses négociations avec la cour, le duc d'Orléans, Condé et Turenne. Elle se termine par cette phrase significative : « Tout ce long discours se réduit à vous dire que j'ay fait levé le siège d'Étampes, que j'ai sauvé votre armée et néanmoins je vous ai trahi ! Je vous asseure cependant que je suis religieux de ma parole, que la cour m'ayant offert autant et plus que j'espérais, je n'ay rien voulu escouter, marchant sur la frontière *pour prendre mieux mes mesures*..... Je défie toute la terre de dire qu'on m'ait vu trahir ou faiblir pour empescher l'ennemi d'en venir aux mains. J'ay fait ce que j'ai dû, et, s'il vous plaist de vous informer, vous trouverez que je n'ay rien fait dont vous ne deviez être satisfait. Je le seray entièrement si vous me croiez vostre très dévoué serviteur et frère. Charles. A Coulommiers, ce 23 juin[1]. »

Tout en se vantant d'avoir fait lever le siège d'Étampes et d'avoir sauvé l'armée des Princes, Charles IV se garda bien d'avouer à son beau-frère que, si Turenne avait abandonné le siège d'Étampes, et si la garnison de cette ville avait pu se retirer, c'est que Mazarin avait ordonné au maréchal de battre en retraite lorsque lui, duc de Lorraine, se fût engagé à signer un traité d'alliance avec la France.

Il faut le reconnaître, ce ne fut que grâce à la vigilance de Turenne que Charles IV ne put joindre ses forces à celles des Princes, dans l'impossibilité où elles furent de traverser la Seine dont l'armée royale gardait avec soin les rives.

Quelques jours plus tard, Charles IV écrivit la lettre suivante à M^lle^ de Montpensier, que son départ si brusque avait fort irritée :

« J'ai vu, Mademoiselle, par la lettre que vous avez écrite à M. le chevalier de Guise, la déclaration que vous avez faite d'avoir pesté contre le duc de Lorraine. Je suis ravi d'apprendre à quy j'auray à faire.

« C'est donc vous qui vous êtes tournée sur le perron du

1. *Histoire de Charles IV*, par Hugo.
La lettre ci-dessus fut remise au duc d'Orléans par le comte de Marchéville.

Luxembourg pour haranguer le peuple, qui avez vomi toutes les rages imaginables contre moy; vous estiez la mesme qui vouliez déchirer la première non seulement mon honneur, mais mon pauvre corps qui s'est tant fatigué pour le salut de votre parti et pour tirer de la dernière extrémité vostre belle gendarmerie.

« Il est vray : Je me suis retiré. Ne l'ai-je pas dit et cent fois redit à votre bon papa et à tous ses confédérés ? Votre Paris me chasse, vostre parlement se prépare à donner des arrests comme si jestais très inique.

« Enfin tout m'accable. L'on provoque l'ire du Seigneur contre moy, la puissance royale marche nuit et jour pour me mettre en poudre. Je les attends avec très peu d'inquiétude. Leur furie se passe (ra). Je vous renvoye tout vostre monde; ils se joignent seurement à vos portes, et moy misérable, non pour estre traître et lasche, mais pour n'estre pas à la portière de vostre carrosse à servir et à admirer M^lle^ de Frontenac[1], qui seule peut obtenir vostre grâce et la seulle qui peut disposer du Chevalier et de sa suite, puisque l'on m'asseure que vous estes bien réunis au Mazarinisme.

« J'en suis ravy; amendez-vous, faites pénitence et que l'on m'ordonne de vous pardonner. En ce cas, je seray de Vostre Altesse le très obéissant serviteur. Charles de Lorraine (25 juin 1652[2]). »

L'allusion que le duc de Lorraine fait à une réconciliation du parti de la Fronde avec Mazarin, nous semble une ironie, car, après le combat du faubourg Saint-Antoine, livré par Condé à Turenne, les esprits à Paris étaient bien loin de s'apaiser.

Hugo, s'inspirant de l'opinion du P. Donat, s'efforce d'excuser Charles IV au sujet de son brusque départ de Villeneuve-Saint-Georges :

« L'Espagne n'a pas su lui pardonner, écrit-il, la France ne

---

1. Demoiselle d'honneur de M^lle^ de Montpensier. Elle avait beaucoup plu à Charles IV pendant son séjour à Paris.

2. Voir Lettre de Charles IV à Mademoiselle. (*Aff. étr., Lorraine,* f° 674.)

lui en a pas su gré et lui-même n'a pas tiré une grande gloire par un effet de l'injustice et de la prétention des historiens[1]. »

Assurément, en traitant avec la France, Charles IV ne devait pas trop compter sur la bonne foi de Mazarin « dont le fort, dit le cardinal de Retz, était proprement de ravauder, de donner à entendre, de faire espérer, de jeter des lueurs, de les retirer, de donner des vues, de les brouiller. Voilà un génie tout propre à se servir des illusions que l'autorité royale a tousjours abondamment en main pour engager à des négociations[2]. »

Charles IV reçut-il de Mazarin la somme de 400,000 fr. pour prix de sa défection envers les Princes? Nous ne le croyons pas, car le trésor royal était vide. Mazarin s'abaissa-t-il à traiter avec le duc Charles, parce qu'il redoutait son entrée en Lorraine, vu la faiblesse des places fortes de ce duché? Cela est possible, si nous en croyons La Ferté lui-même, dont nous avons publié une lettre à Mazarin, dans laquelle il se plaint du peu de solidité de son corps d'occupation.

Le fait est que Charles IV se moquait également de la cour et des Frondeurs, surtout de ceux-ci. N'écrivait-il pas à la reine le 20 juin 1652 : « Ces honnêtes gens sont dignes d'une remontrance publique que leur action mérite. »

Et Anne d'Autriche lui répondait : « Je vois par les éloges que vous donnez de certaines personnes que vous les avez fort bien connues en peu de temps, et je ne doute point que leur conduite ne vous confirme tousjours davantage dans le désir d'être à nous. » (Même date.)

« S'il ne venait pas la trouver, écrivait encore, à cette époque, Charles IV à la reine, il s'en voulait à lui-même beaucoup de mal. L'état présent des choses s'y opposait, mais en peu de jours elle aurait de ses nouvelles si tout allait à rebours[3]. »

---

1. Hugo, *passim*.
2. Voir *Mémoires du cardinal de Retz*. Année 1652, t. III, p. 393
3. *Aff. étr., France.*

Envers Mazarin, mêmes adulations, mêmes assurances de dévouement et d'amitié.

Rassuré par la retraite définitive de Charles IV, le fils du duc de Bouillon fit jeter un pont en face d'Épinay[1] et commença à faire passer l'armée de La Ferté dans la presqu'île de Gennevilliers[2] (1er juillet).

A cette nouvelle, Condé, craignant d'avoir bientôt sur les bras toute l'armée royale, bien supérieure à la sienne, décampe et désire se poster de l'autre côté de Paris, à Charenton, entre la Seine et la Marne.

Le voici, le soir même entre 8 et 9 heures, sur le pont de Saint-Cloud. Il le fait rompre derrière lui, traverse le bois de Boulogne et arrive à la porte de la Conférence.

Les bourgeois de Paris avaient bien changé. Ils fermèrent leurs portes à celui que naguère ils chérissaient et acclamaient. Aussi M. le Prince fut-il obligé de faire le tour de Paris par les faubourgs du nord.

Turenne, prévenu, quitte Saint-Denis et dès l'aurore attaque l'arrière-garde de l'armée des Princes, dans laquelle on compte Tavannes et Clinchamp, qui ont renoncé à suivre Charles IV dans sa retraite précipitée. Cette attaque a lieu près des portes Saint-Denis et Saint-Martin.

Mais La Ferté n'a pas encore traversé la Seine. Il faut l'attendre avant de s'engager à fond. Ce qui donne le temps à Condé de gagner le faubourg Saint-Antoine. Il s'y arrête, s'apercevant qu'il n'aura pas le temps de gagner Charenton.

Toutes les avenues du faubourg Saint-Antoine sont couvertes par des retranchements que les Parisiens ont construits pour pour se mettre à l'abri des Lorrains. Condé complète ce système de défense et fait créneler les maisons. Les Parisiens, des remparts, vont être les spectateurs du combat sanglant qui se livrera bientôt entre les deux armées.

Anne d'Autriche s'est levée ce jour-là de grand matin.

---

1. Épinay-sur-Seine, arrondissement et canton de Saint-Denis.
2. A cet endroit la Seine forme un coude très prononcé.

Elle va aux Carmélites de Saint-Denis, se prosterner au pied des autels, et n'interrompt ses prières ferventes que pour apprendre la mort de quelques serviteurs dévoués[1].

Turenne a 10,000 hommes et Condé 5,000 au plus.

Le maréchal est sûr du succès, mais ne veut pas engager l'action avant l'arrivée de La Ferté. L'impatience de la cour, accourue pour juger les coups, le force à attaquer.

Nemours défend la rue de Charenton; le comte de Tavannes, la rue de Charonne; Valon et Clinchamp, ses lieutenants, ont la défense de la grande rue Saint-Antoine.

Quant à Condé, il se tient, avec une réserve d'élite, en avant de la porte Saint-Antoine, à l'entrée des trois artères qui y débouchent.

Turenne dirige l'attaque du centre, confie celle de gauche au comte de Navailles[2] et celle de droite au marquis de Saint-Mégrin.

Alors commence une bataille de rues. Chaque maison, chaque enclos sont disputés avec acharnement.

La Ferté est arrivé et Turenne s'apprête à écraser le prince de Condé acculé aux fossés de la Bastille, lorsque le canon de de cette vieille forteresse se met à tonner.

M^lle^ de Montpensier a ordonné le feu.

Condé, dont les troupes sont décimées, est sauvé. Turenne s'éloigne.

Condé traverse Paris et vient prendre position au sud de cette ville, dans le faubourg Saint-Victor, à l'abri des remparts et de la petite rivière des Gobelins. Louis XIV avait observé le combat des hauteurs de Charonne.

Parmi les blessés du faubourg Saint-Antoine, on compta Clinchamp, que Charles IV avait prêté au comte de Tavannes[3].

---

1. Cf. *Mémoires de M^me^ de Motteville*, t. IV, p. 18.

2. Philippe de Montaut de Bénac, comte puis duc de Navailles, maréchal de France, l'auteur des *Mémoires*.

3. Voir, au sujet du combat du faubourg Saint-Antoine, les *Mémoires du cardinal de Retz, de M^me^ de Motteville, de M^lle^ de Montpensier, du vicomte de Turenne, du comte de Tavannes* et surtout la *Relation véritable de ce*

Paris s'était réconcilié avec Condé, grâce à M^lle^ de Montpensier, pendant que l'armée royale allait se camper près de Saint-Denis pour protéger la cour réfugiée dans cette ville.

Le maréchal de l'Hôpital, gouverneur de Paris, Le Febvre de la Barre, prévôt des marchands, et la majorité du conseil de ville restaient dévoués à la cause royale.

Afin de consolider leur influence sur la population parisienne, Condé et le duc d'Orléans convoquèrent, le 4 juillet, une assemblée générale des bourgeois. Ce n'était qu'un guet-apens préparé pour intimider les royalistes et les âmes timorées.

Les conspirateurs portaient, comme signe de ralliement, de la paille à leur chapeau.

Un trompette, envoyé par le roi, remit au prévôt des marchands une lettre qui lui ordonnait de renvoyer l'assemblée à huit jours.

Les Princes parurent et promirent de déposer les armes dès que Mazarin se serait éloigné du royaume.

Mais il ne fut pas parlé, dans l'assemblée de l'Hôtel de Ville, des projets d'union des Princes avec la ville, qui avait été le prétexte de la convocation.

De là grand mécontentement de la foule ameutée aux portes de l'Hôtel de Ville. Coups de fusils dirigés contre cet édifice et fuite précipitée des membres de l'assemblée menacés et terrorisés.

De nombreuses morts furent les suites de cette échauffourée.

Beaufort regardait froidement, d'une maison de la place de Grève, l'incendie et le pillage de l'Hôtel de Ville. Ce ne fut que le lendemain qu'on put conjurer les ravages du feu.

---

qui se passa, le mardi 2 juillet, au combat donné au faubourg Saint-Antoine entre les troupes du cardinal Mazarin, commandées par les maréchaux de Turenne et de La Ferté, et celles de M. le duc d'Orléans et de M. le Prince. Paris, Nicolas Vivenay, s. d., in-4°.

« Cette affaire, dit Mlle de Montpensier, fut le coup de massue du parti (des Princes)[1]. »

Broussel est élu, dès le lendemain, prévôt des marchands, et prête serment entre les mains du duc d'Orléans, qui vient ainsi d'usurper l'autorité royale.

C'est en vain que Condé et Monsieur protestèrent en plein Parlement, le 8 juillet, contre les excès de la veille. Le duc d'Orléans fut nommé lieutenant-général du royaume et Condé général en chef des armées ; le Parlement de Paris écrivit à tous les Parlements de province pour les entraîner dans la révolte ; mais aucun ne voulut se rendre le complice d'un attentat flagrant à l'autorité royale et ne répondit à cet appel à la guerre civile. L'Histoire constate avec douleur, parmi les membres du conseil de gouvernement, destiné à assister le duc d'Orléans, outre le prince de Condé et Beaufort, gouverneur de Paris, le duc de Nemours, La Rochefoucauld, Rohan, Brissac, Sully, Chavigny, Séguier et quelques autres.

Le duel du duc de Beaufort avec le duc de Nemours, son beau-frère, dont l'issue fut fatale à l'amant de Mme de Châtillon, mit le comble au trouble des esprits[2].

Le soufflet donné par François de Lorraine, comte de Rieux, troisième fils de Charles II, duc d'Elbeuf, au prince de Condé, eut des suites moins graves. Le cousin de Charles IV en fut quitte pour sa mise à la Bastille. La partie saine du Parlement se transporta à Pontoise.

C'était la dislocation de ce grand corps de l'État, qui avait outrepassé ses droits et était devenu le complice et l'allié des Princes.

Marguerite de Lorraine fut aussi mécontente de la conduite de son frère que les Frondeurs. Elle lui écrivit : « Je ne vous tiendrai pas seulement au rang de simple bâtard ».

---

1. Cf. *Mémoires de Mlle de Montpensier*, t. II, p. 128. — *Journal des guerres civiles*, par Dubuisson-Aubenay, t. II, pp. 246 et suiv. — *Mémoires de Conrart*. — *Registres de l'Hôtel de Ville pendant la Fronde*.

2. *Passim*, pp. 129 et suiv.

A son retour à Bruxelles, Charles IV fut mal reçu par les Espagnols, qui l'accusèrent d'avoir été, par son retour précipité dans les Flandres, la cause de l'échec subi par Condé à la porte Saint-Antoine.

La Fronde n'était cependant pas encore anéantie.

Condé avait pu ramener à lui, grâce à Mademoiselle, les chefs de cette faction et il avait forcé Turenne, qui avait éprouvé de grandes pertes, à s'éloigner de Paris et à ramener son armée à Saint-Denis, où la cour revint également.

Mais voici qu'on apprend que les Princes ont fait appel au concours des Espagnols et de Charles IV.

Le retour de popularité dont avait joui Condé n'avait été qu'éphémère, et les désordres commis par ses troupes avaient tellement mécontenté la population de Paris, qu'il s'était décidé à rentrer en campagne pour échapper à ses ressentiments, et essayait de nouveau à s'allier avec les Espagnols. Il leur envoya le baron de Saint-Romain[1].

Les Espagnols venaient de s'emparer de Gravelines et hésitaient entre le siège de Dunkerque et celui d'Arras. Fuensaldaña opta d'abord pour celui d'Arras, car il lui paraissait que, par la prise de Gravelines et de Mardick et en bloquant avec la flotte espagnole le port de Dunkerque, tandis qu'on menacerait cette ville du feu de quelques forts élevés du côté de la terre, elle ne pouvait manquer de succomber.

Les nouvelles venues de France changèrent les résolutions du comte de Fuensaldaña. Il résolut de bloquer simplement Dunkerque et de se porter au secours de Condé et du duc d'Orléans, en ramenant Charles IV à son devoir.

Entre temps, le Parlement avait envoyé au roi, qui se trouvait à Saint-Denis avec sa mère, une délégation chargée de lui demander l'éloignement de Mazarin. Le président de Nesmond se fit l'interprète de cette délégation. Louis XIV lui répondit qu'il ne pourrait se résoudre à une détermination aussi

1. Le baron Melchior-Hérold de Saint-Romain. En 1651 il avait touché 8,000 livres de pension annuelle de la duchesse de Longueville.

grave que si les Princes mettaient bas les armes et éloignaient de France les troupes étrangères (11 juillet). La cour attendait Raynold de Rosen, lieutenant-général, qui commandait un corps de troupes allemandes au service de France, et les Princes comptaient de plus en plus sur les Espagnols pour amener la cour à composition.

Fuensaldaña s'était mis en route pour Cambrai. La fleur de la noblesse flamande et le capitaine des gardes de Condé l'accompagnaient. Au Catelet, entre Ham et Saint-Quentin, Fuensaldaña traversa la Somme et prit le chemin de Chauny[1]. Le duc d'Elbeuf, gouverneur de la Picardie, voulut observer la marche des Espagnols avec 1,000 chevaux et autant d'hommes d'infanterie. Il s'opposa d'abord au passage de l'Oise, près de Chauny, mais un soldat allemand ayant trouvé un gué par où la cavalerie espagnole franchit cette rivière, il ne put se retirer à La Fère, comme il le pensait, car la route avait été interceptée, mais s'enferma à Chauny, et se rendit au bout de deux jours (17 juillet).

Le duc Ulrich de Wurtemberg n'avait pu s'emparer de Noyon qu'il avait attaquée le 16 juillet.

Après avoir donné de l'eau bénite de cour aux délégués du Parlement de Paris, Anne d'Autriche, son fils et Mazarin quittèrent Saint-Denis et allèrent se loger à Pontoise le jour même de la prise de Chauny.

Le cardinal Mazarin, effrayé par les conséquences probables de l'invasion espagnole, proposa à la régente de se réfugier à Lyon.

Turenne s'y opposa, car il fallait sauver toutes les places frontières de la Picardie, de la Champagne et de la Lorraine menacées et éviter par une retraite honteuse, un soulèvement général de toutes les provinces qui pouvaient s'entendre avec les Espagnols et le parti des Princes. Le maréchal se porta avec son armée à Compiègne.

Le mouvement hardi opéré par Turenne inquiéta fort le comte

1. Chauny, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Laon, sur l'Oise.

de Fuensaldaña. En effet, il n'était pas rassuré sur les intentions du duc de Lorraine et prévoyait que Turenne allait marcher à sa rencontre, sans que Charles IV s'en émût et bougeât de ses positions, car il n'avait pas encore quitté les rives de l'Aisne, près laquelle il s'était cantonné, après avoir assisté au siège de Chauny.

Le capitaine général de l'armée espagnole craignit que Turenne et M. de Lorraine ne fussent d'accord, comme plusieurs rapports, venus de tous côtés, le lui apprenaient. Ce qui le força à chercher à s'éclairer sur ce point et à prier son allié de venir le rejoindre.

Mais Charles IV, tout en lui promettant de le faire, ne s'y décidait point. C'est pourquoi Fuensaldaña jugea à propos de se rapprocher davantage du duc avec son armée. Il lui fit dire que, dans l'intention où ils étaient tous deux de venir au secours des Princes avec quelques renforts, malgré la levée du siège de Paris, la route de la Champagne lui paraissait la meilleure à suivre et que, pour ce motif, il venait opérer sa jonction avec lui.

La cour de France ne resta que deux jours à Pontoise et alla coucher à Liancourt-Saint-Pierre le 19 juillet[1].

Jusqu'ici Turenne avait pu empêcher Charles IV et Ulrich de Wurtemberg[2] de rallier l'armée des Princes, en se plaçant successivement à Tilly, près de Gonesse[3], à Pontoise et à Liancourt-Saint-Pierre. Il protégeait la cour et essayait de barrer le chemin de Paris à l'invasion.

Apprenant que Fuensadaña se rapprochait de lui, Charles IV repassa l'Aisne, mettant ainsi cette rivière entre l'armée espagnole et la sienne, comme il l'avait mise entre lui et l'armée de Turenne.

La retraite précipitée de Charles IV avait confirmé les soup-

1. Liancourt-Saint-Pierre, Oise, arrondissement de Clermont, chef-lieu de canton.

2. Le duc Ulrich de Wurtemberg avait accompagné Charles IV lors de son premier voyage en France, au mois de juin 1652.

3. Tilly, Seine-et-Oise, arrondissement de Mantes, canton de Houdan.

çons que Fuensaldaña concevait des intelligences de Charles IV avec Mazarin.

Que se passait-il à Paris? Si la bonne bourgeoisie et une partie des membres du Parlement, résidant dans cette ville, réclamaient le retour du roi dans sa capitale, leur irritation persévérait contre le Parlement siégeant à Pontoise, resté fidèle au roi, et surtout contre Mazarin dont tous demandaient l'exil.

La reine Anne, à son corps défendant, peut-être conseillée par Mazarin lui-même, consentit à l'éloignement momentané du cardinal, le meilleur de ses conseillers et son ami de cœur, tout en lui conservant le titre de premier ministre (12 août). Auprès de la reine-mère restaient, comme membres de son conseil, le prince Thomas de Savoie-Carignan, le secrétaire d'État, Michel Le Tellier. Le duc de Bouillon, frère de Turenne, qui suivait la cour depuis sa brouille avec les Princes, s'était éteint le 9 août.

Ce ne fut qu'en mentant que les Princes proclamèrent, le 22 août, en plein Parlement, qu'ils étaient prêts à mettre bas les armes si le roi licenciait ses troupes et leur accordait l'amnistie, en leur laissant les régiments français, levés en leur nom, en ajoutant : « Pourvu que la retraite du cardinal soit sans apparence de retour. »

Oui, ils mentaient, puisqu'ils avaient fait appel à l'étranger.

Le 20 août, Mazarin n'avait pas encore quitté la France. Nous le trouvons à Meaux à cette date, alors que l'armée royale assiégeait Montrond, dans le Bourbonnais, sur la frontière du Berry[1].

Avant d'accentuer ses mouvements, Fuensaldaña aurait voulu être plus au courant des intentions présentes de Charles IV qui venait, avons-nous dit, de passer l'Aisne.

---

1. Mazarin donna, le 19 août, un dîner à Pontoise, pour faire ses adieux au roi. Le lendemain la cour partit pour Liancourt, et le 21, elle se trouva à Compiègne. Mazarin quitta Pontoise le 19 août, alla coucher à Goussainville où se trouvaient le gros de l'armée royale et le quartier du roi. De là il se dirigea vers Meaux.

Aussi lui envoya-t-il le comte de Molinguien, maréchal de camp général. Il attendit sa réponse, campé de l'autre côté de l'Aisne, car, réduit à ses seules ressources, il ne pouvait pas secourir les Princes et allait être obligé de retourner dans les Flandres s'il lui fallait renoncer à marcher d'accord avec Charles IV.

Il semblerait que Charles IV jouât à cache-cache avec Fuensaldaña. Son désir était de se dégager du joug des Espagnols, de les laisser derrière lui, de se donner tout le mérite d'une invasion en France et de traiter avec l'un ou l'autre des partis qui se disputaient ce royaume, arbitre de la paix ou de la guerre, suivant ses intérêts du jour, car son esprit étroit ne percevait que les profits présents, incapable de grandes conceptions, rarement guidé par l'amour de sa patrie, qui aurait dû être son seul but.

Quant à Fuensaldaña, voulait-il réellement frapper aux portes de Paris, en laissant derrière lui les places des Pays-Bas catholiques, où flottait encore le drapeau espagnol, exposées aux attaques de l'ennemi ? Nous ne le croyons pas. Sa marche timide à travers nos frontières indiquait ses hésitations. Ce qu'il faisait à cette heure en faisant appel au concours de Charles IV, ce n'était que pour complaire aux princes français, ses alliés.

N'aurait-il pas pu essayer de s'emparer de Mazarin ou ordonner à Charles IV et à Wurtemberg de faire prisonnier cet ennemi acharné de l'Espagne ? Nous ne pouvons comprendre sa générosité.

Joyeuse[1] et Raulin, secrétaire de Charles IV, allèrent jusqu'à Compiègne pour demander au roi l'autorisation d'aller à Paris rendre visite au duc et à la duchesse d'Orléans, afin d'essayer de les détacher du prince de Condé et de les ramener au parti de la cour. En cas de refus, les envoyés de M. de Lorraine devaient leur déclarer que le duc était résolu à s'attacher au

1. M. de Joyeuse était un des secrétaires du comte de Brienne, secrétaire d'État.

service du roi à partir du 1er octobre, date de l'expiration de son traité avec l'Espagne (1er septembre)[1].

Ce qui n'empêchait pas Charles IV de correspondre avec Condé. Quelques jours auparavant, M. le Prince avait envoyé le baron Melchior-Harold de Saint-Romain au duc de Lorraine pour l'assurer que, vu l'éloignement du cardinal Mazarin et son acheminement vers Bouillon, il ne désespérait pas de la paix. Ce fut à Sézanne-en-Brie, à seize lieues de Paris, que le baron avait rencontré Charles IV.

Ce prince qui, le 25 août, avait transporté son camp à Athis, répondit au prince de Condé : « J'ai appris par M. de Saint-Romain à son arrivée, comme V. A. souhaitait avec passion de rencontrer tous moyens possibles pour parvenir à une bonne paix, et tout présentement encore, il me fait voir les lettres qu'il a reçues d'Elle depuis le partement de M. le cardinal Mazarin, par lesquelles Elle croit les choses y estre disposées, dont je me sens très sensiblement obligé que V. A. se veuille confier à moy d'une manière si importante; et, bien que je me connaisse tout à fait incapable d'une si considérable affaire, néanmoins, pour la passion que j'ay à un si grand ouvrage, je m'y porterai avec tout le zèle qu'Elle peut désirer, et pour cet effet je croirois estre nécessaire qu'Elle m'envoyât une personne de sa part, qui pût m'instruire particulièrement de ses intentions[2]. »

Turenne, rassuré au sujet d'une invasion naguère possible de la vallée de l'Oise par le comte de Fuensaldaña, quitta Compiègne où, avec ses faibles forces, il aurait difficilement pu arrêter la marche envahissante du général de Philippe IV. Mais Charles IV et Ulrich de Wurtemberg menaçaient maintenant Paris. Il fallait s'opposer à leurs efforts. Aussi Turenne vint-il se cantonner à Gonesse et à Dammartin.

---

1. Le Tellier à Turenne, Compiègne, 1er septembre 1652. Lettre citée par le duc d'Aumale dans son *Histoire des Princes de Condé*, t. VI, *Pièces et documents*, p. 557.

2. Archives de Chantilly.

La jonction qu'il redoutait avait eu lieu. Fuensaldaña traversa l'Aisne, prenant position entre l'armée royale et celle de Charles IV.

Lorsque Charles IV, campé près de Rethel, apprit l'approche de Fuensaldaña et le passage de l'Aisne, effectué par l'armée espagnole, il s'écria : « Il n'y a rien à faire ; il s'agit d'être bon Espagnol. »

C'était 10,000 cavaliers que Fuensaldaña amenait à Charles IV sous le commandement du duc Ulrich de Wurtemberg.

Le duc de Lorraine avait avec lui 3,000 hommes.

Le 23 août, on signala l'arrivée à Igny-le-Jard[1] du comte de Hennin, maréchal de bataille général, colonel d'un régiment d'Allemands et général de toute l'armée allemande dans le corps commandé par le duc Ulrich de Wurtemberg.

Il venait rallier Charles IV qui, pressé par les sollicitations du comte de Fuensaldaña que la maladie forçait à rentrer dans les Flandres, avait jeté un pont de bateaux à Tours-sur-Marne, afin d'y faire passer les 13,000 hommes qu'il amenait à Condé[2].

Cependant Mazarin, tout en se dirigeant par étapes et sans se presser vers Bouillon, n'avait pas désespéré de réconcilier le duc de Lorraine avec la cour de France.

Dès le commencement de juillet, il lui avait envoyé dans ce but Isaac Bartet[3], un de ses secrétaires, en lui demandant un rendez-vous et le duc lui avait répondu, le 8 juillet : « Monsieur, je ne puis assez rendre grâce à Vostre Éminence des tesmoignages qu'il lui plaist me rendre de son affection, l'esti-

---

1. Igny-le-Jard, Marne, arrondissement d'Épernay, canton de Dormans.

2. Voir Relation dictée par le comte de Fuensaldaña, commandant de l'armée royale [d'Espagne] sous les ordres du duc Léopold. (*Papeles originales. Successos de España.* Bibliothèque royale de Madrid. In-f° pp. couvert de parchemin, 201 feuillets, f°s 1-25.)

3. Sur Isaac Bartet, voir les *Mémoires de Conrart*, article intitulé : *Bartet, secrétaire et agent de Mazarin*. En 1655, le duc de Candale lui fit couper tout un côté des cheveux, parce qu'il avait parlé avec mépris de M^me^ de Gourville (voir *Mémoires de Bussy-Rabutin*, éd. Lalanne, t. I, pp. 430 et 431).

mant comme je dois et ne lui désirant rien de plus que de pouvoir moy-mesme luy assurer. Puisqu'elle agit ainsy à ce subjet, je me rendray dimanche, à quatre ou cinq heures du château de... où je m'en iray pour appprendre où et comment Vostre Éminence trouvera bon que je la voie. Osant cependant prier M. de Brienne que je suis avec passion, Monsieur, Vostre très humble serviteur. Ch. Lorraine, ce 8 juillet. Je prendray ma marche sur la rivière de Reus[1]. »

La conférence demandée à Mazarin par Charles IV devait avoir lieu à Damery, entre Aï et Châtillon, chez le chevalier Jean-Marc de Baradas[2], maréchal de camp, commandant le régiment de la reine, fils de François, marquis de Baradas, favori de Louis XIII et ennemi de Richelieu.

Avant d'aller demander à Fabert, gouverneur de Sedan, une hospitalité momentanée, le cardinal Mazarin s'était arrêté à Château-Thierry, en apprenant que Charles IV et Wurtemberg, accentuant leur marche en avant, après le départ de Fuensaldaña, s'étaient campés à Barbonne-Fayel[3] et de là, à Villenoy[4], près de Meaux.

Ce fut à Château-Thierry que Mazarin reçut la visite de M. de Joyeuse-Saint-Lambert que lui envoyait Charles IV. Ce prince lui promettait de s'attacher aux intérêts de la couronne de France et de conférer avec lui. Il n'avait, disait-il, aucun engagement avec « les Wittemberg ».

Il lui apprenait que le marquis de La Boulaye[5] était arrivé la

---

1. *Aff. étr., Lorraine*, t. XXVI, f° 244. Nous n'avons pu retrouver cette rivière de Reus. D'autres lettres furent écrites à Mazarin par Charles IV, à cette époque. (Voir *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France*, t. II, *Pièces justificatives*, pp. 377 et suiv.)

2. Il se distingua à la bataille de Crémone et eut, en 1650, comme maréchal de camp, le commandement de la cavalerie du comte de Saint-Aignan, en Berry. Il prit part, la même année, au siège de Rethel et fut tué devant Condé, en décembre 1688, dans la brigade du duc de Caderousse.

3. Barbonne-Fayel, Marne, arrondissement d'Épernay, canton de Sézanne.

4. Villenoy, Seine-et-Marne, arrondissement et canton de Meaux.

5. Maximilien Eschalart, marquis de La Boulaye.

veille de Paris, en lui apportant deux lettres de sa sœur Marguerite de Lorraine, qui le suppliait d'accourir à son secours, et l'assurait que son mari, le duc d'Orléans, n'avait eu jamais tant d'aversion pour le prince de Condé et qu'il désirait ardemment se dégager de son alliance tyrannique. M. le Prince, en effet, menaçait sans cesse Monsieur de « planter là S. A. R. pour reverdir » et de se retirer en Espagne.

Aussi Gaston d'Orléans avait-il ordonné au marquis de La Boulaye d'exhorter Charles IV à se réconcilier définitivement avec la cour de France, de manière à ce qu'il pût se réfugier au sein de son armée et éviter ainsi la vengeance de Condé.

Mais Chavigny et Goulas réussirent à faire changer d'avis Monsieur et lui inspirèrent la crainte que M. le Prince ne le prévînt et ne le perdît. Aussi bien, Charles IV ne pouvait tenir compte des avis de sa sœur, car elle n'était pas, au dire de Mazarin, assez maîtresse de l'esprit de son mari, versatile et ondoyant, pour répondre de lui [1].

Évidemment M. de Lorraine ne désirait qu'une chose en négociant avec la cour de France et en lui faisant espérer la jonction de son armée avec l'armée royale : rendre plus faciles sa marche et sa jonction avec celles des princes qui n'attendaient que son approche pour sortir de Paris. Aussi Mazarin, en attendant l'arrivée de Bartet, en ce moment au camp lorrain, et en renvoyant Joyeuse à Charles IV, écrivit-il à Le Tellier, en parlant du duc : « Je feray la guerre à l'œil et, quoi qu'il en soit, Leurs Majestés peuvent s'assurer que je ne gâterai rien, connaissant de longue main l'esprit irrésolu et changeant de ce prince ».

Bientôt Mazarin s'aperçut que toute conférence avec Charles IV était devenue inutile, parce qu'il ne voulait pas sincère-

---

1. Voir le cardinal Mazarin à M. Le Tellier, Château-Thierry, 23 août 1652. — Le cardinal Mazarin au même, Reims, 27 août 1652. — Le cardinal Mazarin au duc Charles (fin d'août 1652). *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France,* par le comte d'Haussonville, t. II, *Pièces justificatives,* pp 378 et suiv.

ment la paix. Des pourparlers continuèrent cependant entre les agents du duc et ceux du cardinal.

Ce dernier essaya de se tirer de la situation critique où il se trouvait, car Charles IV pouvait le faire enlever.

Tout espoir, cependant, n'était pas perdu de se réconcilier avec le duc de Lorraine, puisque la convention qu'il avait conclue, à Bruxelles, avec le gouvernement espagnol, devait expirer à la fin de septembre.

On était à la fin d'août. Charles IV affirmait maintenant que dans neuf jours il serait libre de tout engagement avec les troupes du duc de Wurtemberg, et pourrait reprendre le cours de ses négociations avec la France.

M. d'Haussonville prétend, dans son *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France,* que Mazarin, afin de garder sa liberté et d'éviter de tomber dans les embuscades que Lorrains et Wurtembergeois lui tendaient chaque jour, promit au duc de Lorraine de le laisser s'avancer avec son armée au-devant de celle des princes, qui l'attendaient comme le Messie, et qu'il envoya le sieur Barlet à Paris (c'est à Compiègne que se trouvait la cour) avec mission de faire adopter par Anne d'Autriche ce projet essentiellement dangereux[1]. Il est vrai que le 27 août, de Reims où il se trouvait, Mazarin fit cette promesse à Charles IV, mais il ajoutait à la lettre qu'il lui adressait cette phrase significative et pleine de restrictions : « Malaisément je ne husse pu m'engager à rien, sans avoir au préalable l'engagement du roi[2]. »

Évidemment, ce post-scriptum n'était écrit par le cardinal que pour se ménager une porte de sortie au cas d'un échec prévu de la proposition étrange dont il avait accepté par prudence et par une ruse bien excusable de se constituer l'intermédiaire.

---

1. *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France*, par le comte d'Haussonville, t. II, pp. 263 et suiv.

2. *Aff. étr.*, t. XXX des Lettres de Mazarin, f° 173 (ancienne classification).

En effet, avant que Raulin, secrétaire d'État du duc Charles, et M. de Joyeuse-Saint-Lambert, agent du cardinal, fussent arrivés à la cour où ils eurent l'indiscrétion de révéler publiquement leur mission, Mazarin adressa de Reims, le 27 août, à Le Tellier, qui le suppléait auprès de la reine-mère, une lettre qui prouve que la promesse qu'il venait de faire à Charles IV était contraire à sa volonté : « Il ne me semble pas, écrivit-il, qu'on doive fermer les yeux au passage du corps de Wittemberg (*sic*), si ce n'est au cas où l'on fût assuré de le défaire, lorsqu'il serait séparé des troupes de M. de Lorraine ; car, du reste, quand il n'y aurait d'autre raison pour refuser cet expédient (proposé par le duc de Lorraine pour dégager sa parole de l'engagement qu'il avait pris avec les Espagnols et qui l'obligeait à conduire des secours aux Princes) que la crainte qu'on ne rejetât, sur le conseil de sa Majesté, la haine de tous les désordres que ces troupes-là feraient en passant, et qu'on ne dît que je ne l'eusse fait exprès pour troubler davantage les affaires en m'en allant, ce serait, ce me semble, une considération assez forte pour empêcher d'y consentir[1]. »

Joyeuse et Raulin vinrent à Compiègne pour demander que le roi autorisât la marche du duc de Wurtemberg et leur permît de se rendre à Paris, afin d'essayer de détacher le duc et la duchesse d'Orléans du prince de Condé, affirmant que quand même ils resteraient unis au chef de la Fronde, Charles IV était résolu à se mettre au service de Louis XIV à partir du 1[er] octobre, date de l'expiration de son traité avec l'Espagne (1[er] septembre)[2].

Ce jour même, Le Tellier semble répondre à la lettre de Mazarin, datée du 27 août, en lui écrivant qu'il a donné, lui et ses collègues, son avis à la reine-mère sur la proposition de Charles IV « conformément à ce que Vostre Éminence a eu agréable de nous escrire[3] ». En somme, voisin du camp de

1. Bibl. nat. msc. f. 6889, f° 275.
2. Archives de Chantilly.
3. Bibliothèque Mazarine, ms. 1719, t. CCCCXXV et suiv.

Charles IV, Mazarin avait été, comme il le dit lui-même, forcé de bien vivre avec lui, de ne pas lui déclarer qu'il abusait de sa patience et de l'assurer qu'il écrirait à la cour pour lui exposer ses exigences. Et cela, parce que le cardinal ne pouvait rien refuser à son dangereux voisin. Bartet remit sa lettre à Le Tellier avec mission de ne pas appuyer les propositions du prince que Mazarin chargeait le Conseil du roi d'examiner.

Une telle conduite de la part du successeur de Richelieu était peu héroïque, dit M. Chéruel, dans son *Histoire de la minorité de Louis XIV*, mais Mazarin n'était nullement coupable de duplicité ni de trahison envers le roi.

Peut-on reprocher à un ministre exilé d'avoir usé de ruses avec l'ennemi de sa patrie adoptive ?

S'il se trompa, en croyant bien faire, dans le désarroi où se trouvait la cour et au milieu des angoisses de son âme ulcérée, on peut lui pardonner ses hésitations et ses perplexités, tout en admirant le soin que, dans un moment aussi critique, il sut prendre de la défense de la France envahie !

Mazarin arriva à Sedan, le 30 août.

Faut-il croire Montglat, quand il affirme que le cardinal adressa une lettre à Charles IV dans laquelle il lui apprenait que la reine-mère, pour faire pièce au duc d'Orléans, nommé depuis par les Frondeurs lieutenant-général du royaume, était prête à se jeter dans les bras du prince de Condé au détriment de son beau-frère, que cette alliance perdrait à jamais ?

Montglat, qui ne base son récit sur aucune preuve, ajoute que le porteur de la lettre de Mazarin, obéissant à ses ordres secrets, se laissa prendre cette lettre par les Espagnols et que Fuensaldaña, après en avoir pris lecture, persista plus que jamais à ne vouloir se lier d'une façon définitive avec le prince de Condé, et jugea qu'il était de l'intérêt de l'Espagne de laisser traîner en longueur la guerre civile qui désolait et bouleversait la France.

Le 29 août, le chapitre de Notre-Dame nomma des députés

chargés d'aller trouver le roi à Saint-Denis pour le prier de retourner à Paris. La cour refusa de recevoir ceux du duc d'Orléans et du prince de Condé. La milice des Princes, quittant ses postes de Saint-Cloud et de Suresnes, se divisa en deux parties. La première côtoya les faubourgs Saint-Germain, Saint-Jacques et Saint-Marceau « vers Villejuif » où elle tua et pilla ce qu'elle rencontra et puis revint à ses premiers postes « es saulayes et salpétrières » ; la seconde y revint par le côté opposé et se logea au faubourg Saint-Antoine, où elle prit force moutons, ainsi qu'au Port-au-Plâtre, entre le fossé de l'Arsenal et de Bercy.

Condé fit jeter un pont pour faciliter la communication des deux tronçons de son armée (29 septembre)[1].

Charles IV se trouvait à Villenoy, près de Meaux, tandis que le duc de Wurtemberg était campé près de Sézanne-en-Brie. Le comte de Hennin-Bournonville, maréchal général de bataille, commandait l'infanterie allemande ; ses deux frères cadets, le vicomte de Barlin[2] et le baron de Capres[3], étaient, chacun, comme lui, à la tête d'un régiment.

Le chevalier de Guise[4], ayant quitté la cour, alla rejoindre Charles IV qui continuait à négocier avec Mazarin.

Turenne, dès qu'il avait su Charles IV en Champagne, après avoir quitté Compiègne, s'était posté près de Lagny, où il traversa la Marne, le 3 septembre. De là il alla prendre position dans le petit village de Saint-Germain-lès-Couilly, près de Crécy-en-Brie.

Quoique de beaucoup inférieur en nombre, Turenne voulait s'opposer à la marche de Charles IV sur Paris. Mazarin le lui avait ordonné. Mais le duc de Lorraine envoya à la cour Joyeuse-Saint-Lambert et Raulin, en les chargeant de deman-

---

1. Voir *Journal des guerres civiles*, par Dubuisson-Aubenay, t. II, p, 280.

2. Volfang-Guillaume, vicomte de Barlin, fils d'Alexandre de Bournonville.

3. Jean-François-Benjamin de Bournonville, baron de Capres.

4. Roger de Lorraine, chevalier de Guise, mort en 1653. Il était chevalier de Malte.

der au roi une suspension d'armes de huit jours, ce qui lui fut accordé.

Raulin apporta à Turenne l'ordre de ne pas bouger de son poste. Charles IV était toujours à Villenoy, mais il avait envoyé des éclaireurs jusqu'à Creteil et Charenton (5 septembre).

Le maréchal, qui connaissait la déloyauté habituelle de M. de Lorraine, répondit à son secrétaire que « ses promesses et rien étaient la même chose [1] ».

Si Turenne s'était hâté et avait marché un jour plus tôt, il aurait devancé le duc de Lorraine. Quoi qu'il en soit, le 5 septembre, il prit la résolution de s'avancer, dès le lendemain, vers Brie-Comte-Robert [2], afin de couper le chemin à son adversaire, en cas qu'infidèle à sa parole, il quittât son poste et s'avançât vers Paris.

En agissant ainsi, Turenne désobéissait ouvertement aux ordres de la cour, mais il avoua au duc d'York, qui servait sous ses ordres, qu'il aimait mieux risquer sa tête que d'être dupé par M. de Lorraine.

La nuit du 5 septembre, le prince de Condé et le duc de Beaufort passèrent, par le pont des Saulayes, du camp de Saint-Victor au faubourg Saint-Antoine et marchèrent avec leur milice, « au moins l'allemande », nous apprend Dubuisson-Aubenay, par Charenton ou Saint-Maur-en-Brie, jusqu'aux cantonnements des troupes du duc de Wurtemberg. Charles IV, se portant à leur rencontre, arriva à Paris le vendredi au matin et dîna au Palais d'Orléans, dans l'appartement du maréchal d'Étampes [3], « auquel il a donné la bonne place pour éviter contestation avec M. le Prince, qui y a dîné aussi ». Le reste du jour se passa en conférences et, Condé s'étant retiré, ce fut au tour de Châteauneuf à conférer avec le duc de Lorraine. Le lendemain, 7 septembre, Goulas, secrétaire des commandements du duc d'Orléans, dépêcha un exprès à Compiègne.

---

1. *Mémoires du duc d'York*, éd. Michaud et Poujoulat, p. 552.
2. Seine-et-Marne, arrondissement de Melun, chef-lieu de canton.
3. Jacques, marquis de La Ferté-Imbaut, maréchal d'Étampes.

Entre temps, le 6 septembre, Turenne quitta ses positions, se dirigeant vers Brie-Comte-Robert ; mais ses maréchaux de logis, en arrivant dans cette ville, se heurtèrent à ceux de Charles IV, car ce duc comptait venir y loger ses troupes la nuit même.

Turenne, au sortir d'un défilé, fut averti de ce contretemps. Il en avisa La Ferté-Senneterre, qui, ce jour-là, conduisait l'avant-garde et le pria de venir se concerter avec lui sur ce qu'il y avait à faire. Comme son collègue n'arrivait pas assez vite, il alla à sa rencontre et, l'ayant rallié au sortir d'un autre défilé, il résolut, d'accord avec lui, de retourner sur ses pas et de marcher droit vers Villeneuve-Saint-Georges, où Charles IV s'était campé au mois de juin dernier.

Turenne prit les devants et pria La Ferté de le suivre, car il connaissait toute l'importance de l'ancien camp des Lorrains, protégé qu'il était par le mont Griffon[1] d'un côté, le bois de Sénart de l'autre, et baigné par la Seine et l'Yères.

Le 7 septembre, les trompettes du duc de Lorraine se firent entendre sur le Pont-Neuf dès 8 heures du matin, tandis que son avant-garde, devançant en vitesse celle de Turenne, se cantonnait à Villeneuve-Saint-Georges. Ses troupes s'étaient réunies à celles du duc de Wurtemberg, formant en tout 80 escadrons de cavalerie et 8,000 fantassins.

Celles de Turenne, qui ne possédait que 28 escadrons et 8,000 fantassins, occupaient, en partie, les hauteurs depuis Créteil jusqu'à Valenton, postes qu'il avait su garder au mois de juin, lorsqu'il força le duc de Lorraine à battre en retraite.

Bien que se sachant beaucoup plus faible que les Lorrains et leurs alliés, et qu'une partie de leur armée eût passé l'Yères, M. de Turenne, apparaissant avec son avant-garde à Montgeron, les chassa de Villeneuve-Saint-Georges et s'empara d'un pont.

---

1. M^lle de Montpensier appelle ce mont, qui est au-dessus de Villeneuve-Saint-Georges, la *Montagne du Griffon* ou le *Cheval noir*, « lieu rocheteux où il y a vignoble », comme le décrit Dubuisson-Aubenay.

Les deux armées étaient si rapprochées l'une de l'autre, quoique séparées par l'Yères, que Charles IV put faire tirer le canon sur les premiers escadrons de l'armée royale quand ils arrivèrent à Montgeron. La Ferté survint vers le soir. Les Lorrains, ne pouvant se maintenir dans leur poste, se retirèrent à une lieue de là, près du château d'Ablon, derrière la Seine.

C'est là que Condé les rallia, après avoir fait passer l'Yères à ses troupes sur deux grands bateaux qu'il y trouva par hasard, renforcé par celles du comte de Ligne qui parvint à le rejoindre [1].

Le dimanche 8 septembre, vers le soir, le camp de Condé, à la porte Saint-Victor, fut culbuté par 400 cavaliers de Turenne, qui avaient passé sur un pont, jeté sur la Seine, en face de Villeneuve-Saint-Georges, par le maréchal, et les soldats de M. le Prince furent poussés avec leur bagage jusqu'à la porte Saint-Bernard. La garde ne les laissa pas entrer dans Paris. Elle y tua une femme allemande qui voulait s'y jeter de force, mais laissa passer Rochefort, valet de pied et courrier, portant les livrées du roi de France.

Divers bruits couraient dans Paris. Quelques-uns soutenaient que M. de Turenne ne pouvait subsister à Valenton et à Montgeron et qu'il serait contraint de déloger par un défilé où Condé l'attendait. D'autres soutenaient qu'il était bien résolu à combattre M. le Prince, Charles IV et les forces espagnoles, quoique possédant 3,000 hommes de moins que ses adversaires [2].

Le lundi 9 septembre, vers 3 heures de l'après-midi, la milice des Princes, du faubourg Saint-Victor, où elle avait couché, dans les fossés de la ville, s'achemina vers la porte Saint-Bernard, traversa l'île Notre-Dame, gagna la rue Saint-Paul et, passant par la porte Saint-Antoine et le faubourg

1. Voir *Mémoires du duc d'York* et *de Turenne*, ainsi que le *Journal des guerres civiles*, de Dubuisson-Aubenay, et les *Mémoires de Tavannes*.

2. Voir *Journal des guerres civiles*, par Dubuisson-Aubenay, t. II, p. 286.

de ce nom, s'en alla, du côté de Charenton et de Saint-Maur, rejoindre le corps de Wurtemberg. Le régiment allemand du comte de Helai, qui marchait à sa tête, à cheval « en buffle brodé d'or », et les troupes du comte de Saulx-Tavannes, quelques femmes allemandes à cheval et quelques « garces françaises » en chariots, des valets et des goujats formaient un contingent d'environ 2,000 personnes « d'autres disent 60,000[1] ».

Revenons à Turenne. Charles IV et le parti des Princes comptaient bien le vaincre, le tenant prisonnier dans ce triangle formé par l'Yères et la Seine où il s'était enfermé. Ils savaient qu'il n'avait du pain dans ses caissons que pour quatre ou cinq jours, tout au plus, qu'il était privé de fourrage et que ses chevaux étaient réduits à manger des feuilles de vigne.

Mais le maréchal avait, dès la nuit même de son arrivée à Montgeron, pourvu à tout. Il avait retenu 24 ou 25 bateaux qui sauvèrent son armée, lui servant à jeter des ponts sur la Seine. En deçà de ce fleuve, il fit construire des retranchements. Cependant l'argent et le bois manquaient. Le patriotisme des officiers y suppléa, car, adonnés au jeu, la plupart étaient munis de fortes sommes. Ils prêtèrent à leur chef 300 pistoles que l'intendant de l'armée n'avait pu trouver dans ses caisses. On abattit les maisons des bourgs des environs pour en prendre les poutres et les planches. On put se procurer du fourrage sur les rives opposées de la Seine.

Turenne a échelonné ses troupes depuis Valenton jusqu'à Brevannes et Crosnes, « tirant vers le parc de Gros-Bois, par La Grange du milieu ou de Chevry[2] et là est le maréchal de La Ferté-Senneterre qui le serre et le clôt ». Ils sont tous deux bien retranchés, possédant de bons canons.

A Grosbois, chez la duchesse d'Angoulême, logent Charles IV et Wurtemberg, « deçà la rivière et vallée d'Yères ».

---

1. *Passim*.

2. Chevry-Cossigny, Seine-et-Marne, arrondissement de Melun, canton de Brie-Comte-Robert.

La Ferté était donc séparé de Turenne par l'Yères.

Leurs troupes sont cantonnées depuis Villecresnes jusqu'à Montgeron et la Seine, sur laquelle ils ont jeté un pont, vis-à-vis d'Ablon. Condé est avec eux avec sa milice et son bagage qu'il a fait venir de Paris le 9 septembre. Il brûle d'attaquer Turenne et se plaint de Charles IV « qui semble ne pas y être porté » (11 septembre).

On prétendait, à Paris, que la cour faisait des propositions de paix au Lorrain et l'autorisait à agir sur l'esprit des Espagnols pour les décider à faire leur paix avec la France « à de très avantageuses conditions, pourvu qu'il se retire vers la frontière ».

Dubuisson-Aubenay, qui se trouvait à Paris à cette époque, ajoute : « Paris regarde cela d'une sorte et d'autre, selon les intérêts et les différentes passions[1]. »

Le duc d'Orléans, tout en traitant avec la cour, allait souvent visiter le duc de Lorraine, qu'il ramenait à Paris et reconduisait le lendemain à son quartier général de Grosbois.

Charles IV couchait ordinairement dans la capitale, chez les Plessis, baigneurs-étuvistes au coin de la rue des Quatre-Fils-Aymon, près du carrefour de la Perle et des Comédiens de l'Égout des Marais[2].

Turenne s'est retranché du côté de Limeil[3]. C'est le seul point par lequel les ennemis peuvent l'attaquer. Il est couvert, à sa droite, par un bois, a la Seine à sa gauche et l'Yères derrière lui. Il n'a donc que son front à garder, vis-à-vis de Limeil et du château de Grosbois ; il n'a besoin que de creuser des lignes entre les cinq redoutes que M. de Lorraine y a construites au mois de juin dernier et qui sont restées intactes.

Pendant que Turenne faisait creuser ces lignes nécessaires à sa défense et que ses pontonniers travaillaient à leurs ponts

---

1. *Journal des guerres civiles*, par Dubuisson-Aubenay, t. II, p. 287.

2. *Passim*.

3. Limeil-Brévannes, Seine-et-Oise, arrondissement de Corbeil, canton de Boissy-Saint-Léger.

de bateaux, l'armée des Princes décampa, après avoir mis garnison dans le château d'Ablon[1], placé comme une sentinelle sur les rives de la Seine, et marcha droit vers Brie-Comte-Robert dans le dessein d'y passer l'Yères et de tenir bloquée de tous côtés l'armée du roi. Condé, avant de quitter le château d'Ablon, avait fait planter des pieux dans la Seine, voulant empêcher Turenne de communiquer par eau avec Melun et Corbeil.

Pendant que l'armée des Princes opérait son mouvement, le maréchal jugea à propos de faire assiéger le château d'Ablon par M. de Rennel avec un détachement composé d'infanterie et de cavalerie et deux pièces de canon, afin de rétablir ses communications par eau avec Corbeil, d'où il espérait tirer ses provisions.

Mais Turenne, ayant été averti qu'on signalait quelques escadrons entre le bois de La Grange et Limeil, fit revenir Rennel sur-le-champ et monta sur une hauteur pour reconnaître l'ennemi. Croyant à une attaque, il alla, en compagnie du duc d'York, se mêler à ses soldats d'avant-garde qui repoussèrent l'infanterie des Princes. Bientôt on lui apprit que l'armée des Frondeurs se retranchait. Il eut le temps d'achever ses retranchements et de les palissader en six heures de temps et fit ouvrir ses redoutes en dedans, parce que, de la manière que les Lorrains les avaient construites, il lui aurait été difficile de les reprendre si l'ennemi s'en fût rendu maître.

Condé fit également dresser une batterie sur une éminence, vis-à-vis de son camp ; aussi Turenne tâcha-t-il de la démolir, en en établissant une dans le bois de La Grange, afin de faire taire celle de son adversaire, mais avec peu de succès[2].

---

1. Ablon, Seine-et-Oise, arrondissement de Corbeil, canton de Longjumeau. M. de Montigny était gouverneur du château d'Ablon. Tavannes, avec 50 maîtres, tourna le camp de Turenne, détruisit le camp d'Ablon et le brûla en partie.

2. *Mémoires du duc d'York*, pp. 553 et suiv.

Cf. *Relation véritable du combat fait à la prise du pont d'Ablon-sur-Seine par M. le Prince, ensemble de ce qui s'est passé à la prise de l'éminence de Saint-Spire-sur-Corbeil par M. le Prince de Tarente*. Paris, Samuel de Laru, 1852, in-4°. *Mémoires de Tavannes*, éd. Moreau, p. 186.

Condé s'avança vers Limeil, et le duc de Lorraine remonta l'Yères et se posta entre Brie-Comte-Robert et Turenne. Les deux alliés ne doutaient plus qu'ils dussent bientôt affamer l'armée royale, en la tenant bloquée, ou la forcer à quelque action désespérée.

Condé se logea à Grosbois : « Les siens, rapporte Dubuisson-Aubenay, doutent si son traité pour Stenay, Jametz et Clermont est achevé avec le duc Charles, qui sans cela veut s'en retourner[1]. »

Wurtemberg est tombé malade à Paris. Son corps d'armée est campé à Boissy-Saint-Léger et à Limeil avec celui des Princes, commandé par le duc de Beaufort qui se garde avec vigilance et fait de fréquentes patrouilles[2].

Lorsque Condé eut achevé ses retranchements, il s'appliqua à jeter un pont de bateaux sur la Seine vis-à-vis de Choisy-le-Roi, une lieue au-dessous des ponts de M. de Turenne. Il n'est qu'à une portée de canon de son adversaire.

Condé cherche à couper aux fourrageurs de Turenne toute communication avec Corbeil, tandis que Charles IV envoie constamment ses éclaireurs en campagne, afin d'empêcher le maréchal de se ravitailler par Brie-Comte-Robert. L'armée lorraine compte 7,000 hommes, à savoir 40 cornettes de cavalerie (4,008 hommes) et 10 escadrons d'infanterie, chacun de 300 à 400 hommes.

M. le Prince n'a pas encore terminé son pont, que Turenne s'empare du château d'Ablon (13 septembre). Les communications avec Corbeil sont dès lors rétablies et M. le maréchal peut faire ample provision de fourrage entre Juvisy[3] et Paris.

Mais Condé a achevé son pont, ce qui force les fourrageurs de l'armée royale à se faire escorter par de forts détachements de cavalerie et d'infanterie, service d'autant plus pénible qu'ils ne pouvaient revenir le même jour.

1. *Journal des guerres civiles*, par Dubuisson-Aubenay, t. II, p. 286.

2. *Passim*, p. 290.

3. Juvisy-sur-Orge, Seine-et-Oise, arrondissement de Corbeil, canton de Longjumeau.

Turenne chercha à remédier à cet inconvénient : 2,000 cavaliers arrivés de Montrond à Corbeil, reçurent l'ordre d'y rester et de s'avancer, par petits pelotons, chaque jour, le long des deux rives de la Seine, à la rencontre des éclaireurs de l'armée royale. Lorsqu'ils pouvaient le faire sans danger, les fourrageurs dépassaient Corbeil et, après avoir franchi l'Essonne, il leur était facile, en passant la nuit en rase campagne, de faire d'amples provisions et de regagner le lendemain les rives de la Seine.

Heureusement, aucun incident ne troubla ces convois. La perte d'un d'entre eux, écrit le duc d'York, aurait pu être la cause de la ruine de la monarchie française. Turenne envoyait ses éclaireurs jusqu'aux portes d'Orléans et de Paris, qui en était fort incommodé et voyait toutes ses relations commerciales interrompues par la présence, sous ses murs, et par les exactions des deux armées.

On ne constata, pendant le blocus auquel se trouvait réduite l'armée royale, bien retranchée et à l'abri de toute attaque, que de fréquentes escarmouches qu'on ne pouvait éviter, vu le voisinage des adversaires.

Une seule eut quelque importance. Le 16 septembre, le duc d'Orléans étant venu rendre visite au camp des Princes, les jeunes gentilshommes qui l'avaient accompagné voulurent faire montre de leur courage et sortirent des lignes pour combattre les troupes royales. Celles-ci, à leur approche, s'avancèrent en grand nombre. La cavalerie de M. de Turenne escarmoucha dans la plaine et son infanterie fit invasion dans les lignes ennemies « qui règnent depuis le bas du côteau jusqu'en haut de la montagne pour faire la même chose[1] ».

L'affaire devint si sérieuse et les volontaires s'approchèrent de si près, que M. de Turenne fut obligé de détacher le marquis de Richelieu, avec plusieurs petits pelotons de cavalerie, pour aller les dégager. Condé prit également ses dispositions. Il y eut de part et d'autre plusieurs hommes tués et blessés.

1. *Mémoires du duc d'York*, p. 554.

Un capitaine de Douglas, nommé Tivy, fut fait prisonnier. Il s'échappa peu de jours après et apprit à Turenne que le prince de Condé, étant tombé malade, s'était fait transporter à Paris.

Le 21 septembre, Turenne poursuivit, défit et prit 1,000 cavaliers de M. le Prince, s'empara du passage de la Marne, à Lagny, avec 1,500 chevaux et poussa une pointe dans la Brie où il fit prisonniers les fourrageurs ennemis. Le long de la rive droite de la Marne, ses éclaireurs enlevèrent les fourrageurs de Condé qui, par Charenton et le bois de Vincennes, allaient à Paris recevoir les vivres qu'on leur y fournissait[1].

Les Français qui avaient gardé au cœur quelques sentiments de patriotisme avaient appris avec tristesse la prise de Dunkerque par les Anglais (16 septembre 1652).

L'Hôtel de Ville avait ordonné d'interrompre l'envoi des provisions au camp des Lorrains, où les vivres commençaient à manquer.

Ce qui n'empêchait pas M. de Lorraine d'aller souvent à Paris. Condé était tombé malade dans son camp de Villejuif[2] et s'était fait transporter dans la capitale. Le duc de Lorraine alla l'y voir, laissant le commandement de son armée à Roger de Lorraine, chevalier de Guise, fils du cardinal de Lorraine et de Mme des Essarts, qui devait mourir un an plus tard.

Charles IV, oubliant ses ressentiments contre Mlle de Montpensier, lui rendit visite et la trouva souffrante. Il se mit à genoux devant son lit et lui dit : « Jusqu'à cette heure j'ai raillé avec vous et je ne vous ay point parlé sérieusement ; je sçais ce que vous valez ; je veux estre vostre serviteur et avoir en vous toute la confiance possible. C'est pourquoi je me veux justifier de tout ce qui s'est passé à mon dernier voyage et vous dire les choses comme elles sont[3]. »

Le duc assura à la fille du duc d'Orléans qu'il était venu en France dans l'intention de servir les intérêts de son beau-frère

---

1. *Journal des guerres civiles*, par Dubuisson-Aubenay, p. 292.
2. Villejuif, Seine, arrondissement de Sceaux.
3. *Mémoires de Mlle de Montpensier*, éd. Chéruel, t. II, pp. 161 et suiv.

et qu'il n'avait rien promis aux Espagnols. En cela, il mentait impudemment. Lors de son premier voyage, ajoutait-il, il n'avait jamais eu le désir de secourir Étampes.

A Paris, disait-il encore, il s'était laissé *empaumer* par les amis du cardinal de Retz qui l'en avaient dissuadé. Il avait, avouait-il, écouté les propositions de Mazarin, et, dans son embarras et dans l'impossibilité de plaire à la fois au parti des Frondeurs et à celui de la cour, il s'était retiré.

Il venait, affirmait-il, cette fois à Paris, animé des meilleures intentions et il voulait agir avec la plus entière bonne foi dans l'intérêt des Frondeurs et du prince de Condé, par affection pour elle. Lui et M. le Prince feraient leur possible, ajoutait-il, pour arriver à un accommodement avec la cour; il leur serait facile alors de lui faire faire un mariage tel qu'elle le méritait.

Enfin Charles IV jura à Mademoiselle qu'il la préférait aux propres filles de Madame, malgré sa parenté avec celles-ci. Quant à la mésintelligence qui existait entre la belle-mère et la belle-fille, il s'en attristait mais ne prétendait pas les réconcilier.

Pour terminer cet entretien, le duc de Lorraine promit à la fille du duc d'Orléans de la mettre au courant de tout ce qui se passerait et la pria de le patronner auprès du prince de Condé, car il craignait, vu la vivacité de leur caractère réciproque, quelques malentendus avec ce prince, dont elle pourrait adoucir les emportements.

Gaston d'Orléans alla rendre visite à Condé et au Lorrain dans leur camp, le 16 septembre.

Comme au mois de juin dernier, Mademoiselle, accompagnée de Charles IV, passa en revue les soldats de cet ami fervent. Elle avait emmené avec elle tout un escadron de jolies femmes qui se nommaient la comtesse de Fiesque, M^me^ de Frontenac, M^lle^ de Beaumont[1], M^me^ de Bonnelles[2] et M^me^ de Raré, gouvernante des filles de Marguerite de Lorraine.

---

1. Roberte Le Normand de Beaumont, ancienne dame d'honneur d'Henriette d'Angleterre. Elle était l'ennemie acharnée de Mazarin.

2. Charlotte de Prie de Toucy, mariée à Noël de Bullion, marquis de Bonnelles, fils du surintendant Bullion, et conseiller d'honneur au Parlement de Paris.

Elle refusa, dit-elle dans ses *Mémoires,* d'amener avec elles M^mes^ de Châtillon et de Montbazon, sous le prétexte qu'elle n'avait plus de places à offrir dans son carrosse.

Ce n'était qu'une feinte. En apercevant M^me^ de Montbazon, nous affirme ingénuement la belle-fille de Marguerite de Lorraine, les soldats lorrains et wurtembourgeois n'auraient pu s'empêcher de s'écrier : « Quoi, Mademoiselle amène avec elle la maîtresse de M. le Prince et de M. de Beaufort ! »

C'est à l'hôtel de Chavigny que Mademoiselle avait été prendre Charles IV. Il la fit attendre quelque temps, parce qu'avant de se rendre à son camp, ce prince, léger mais dévot, voulait entendre la messe.

En deuil du dernier fils de Gaston d'Orléans[1] et de Marguerite de Lorraine, Mademoiselle avait revêtu une robe noire, mais elle orna une de ses manches d'un ruban bleu et d'un petit ruban jaune, parce que « c'était la couleur des Lorrains ». Les dames de sa suite l'imitèrent.

Mademoiselle leur dit à ce propos : « Il ne faut point faire de façon d'y en mettre de couleur de feu parmi ; l'on l'expliquera comme on le voudra. »

Le départ eut lieu à onze heures et demie du matin.

Mademoiselle trouva au pont de Charenton le prince de Condé escorté de trois compagnies de l'armée lorraine. Ces compagnies étaient de 100 hommes chacune, montés sur des chevaux bais, noirs et blancs, ce qui les faisait nommer les compagnies baie, noire et blanche. Les hommes avaient tous des cuirasses. « Cela était bien beau à voir, remarque M^lle^ de Montpensier[2]. »

Le duc de Beaufort et beaucoup d'officiers de l'armée des Princes accompagnaient Condé. Ce prince entra dans le carrosse de Mademoiselle. Il était très correctement habillé ce jour-là, ce qui ne lui était pas ordinaire, car c'était l'homme du monde le plus malpropre.

---

1. Le duc de Valois qui mourut le 10 août 1652, âgé de 24 mois.
2. *Mémoires de M^lle^ de Montpensier, passim,* pp. 161 et suiv.

Condé avait fait faire sa barbe et s'était fait poudrer les cheveux. Il avait revêtu un collet de buffle et s'était ceint d'une écharpe bleue. Un mouchoir blanc couvrait son cou.

Toutes les dames qui avaient accompagné Mlle de Montpensier le complimentèrent de sa propreté dont s'excusa, comme d'un crime, le vainqueur de Rocroi. Ne se vantait-il pas d'avoir entendu dire que les soldats lorrains et wurtembergeois lui étaient reconnaissants et se trouvaient flattés de le voir habituellement habillé comme un simple cavalier ?

Charles IV et Condé firent demander à Turenne une suspension d'armes en l'honneur de Mlle de Montpensier.

Le maréchal, qui se piquait de galanterie, comme tous les gentilshommes et les princes de son temps, quoique homme de guerre avant tout, leur accorda ce qu'ils demandaient. Cette guerre de la Fronde était chose étrange et ne ressemblait à aucune autre guerre civile. Revêtant un caractère alarmant pour la sûreté de la royauté qu'elle mettait en péril, et livrant la France à l'étranger, elle fut féconde en épisodes romanesques, et les intrigues de la galanterie succédèrent plus d'une fois aux négociations les plus sérieuses et aux combats les plus sanglants, car un escadron de femmes charmantes avait allumé le feu de la vengeance en même temps que celui de l'amour dans le cœur des princes révoltés, leurs adorateurs.

Charles IV, Condé, Beaufort, le chevalier de Guise et leurs séduisantes visiteuses dînèrent fort bien au château de Grosbois qui avait appartenu au duc d'Angoulême, fils bâtard de Charles IX.

La fête fut complète. Les princes, suivant une coutume de ce temps, burent à la santé de la cousine germaine du roi à genoux, et Mademoiselle crut se souvenir qu'ils firent tirer quelques petits canons appartenant au château.

Charles IV, ravi de se trouver à pareille fête, distrait un moment de ses préoccupations politiques, dit au prince de Condé, pendant le dîner : « Il y a longtemps que nous n'avions dîner en si bonne compagnie. » Car quelle différence entre la morgue

des Espagnols et leur sérieux d'emprunt avec l'aisance et la gaieté de Français et de Françaises de race ?

Après ce dîner, copieux et joyeux au suprême degré, l'héroïne d'Orléans monta à cheval et voulut passer en revue l'armée qui venait combattre celle du roi, son cousin. Elle trouva les troupes de Clinchamp fort augmentées, car les Espagnols venaient de lui envoyer un renfort considérable. Quant au duc de Wurtemberg, il était tombé malade à Paris, à l'hôtel de Condé, mais il était représenté, au camp des alliés, par ses deux sergents de bataille, qui étaient le prince d'Hénin, fils aîné du duc de Bournonville, et le frère du comte de Saint-Amour, gentilhomme franc-comtois.

Ces deux seigneurs accompagnèrent Mademoiselle pendant la visite qu'elle fit à leur camp. Cette princesse guerrière interrogea les officiers étrangers qu'elle avait déjà vus à Étampes, lorsque Turenne assiégeait cette ville, au printemps dernier, et imitant les grands capitaines, elle les appela tous par leur nom, ce qui les surprit et les flatta, autant que sa simplicité et son affabilité.

Fantasque jusqu'aux dernières limites, M^lle^ de Montpensier voulut pousser jusqu'au camp de Turenne et donner au maréchal la surprise de la visite inattendue d'une ennemie de marque, comptant sur les privilèges de son sexe et de sa naissance pour ne pas être la prisonnière du frère du duc de Bouillon.

Condé la dissuada de ce projet hardi mais déplacé.

Obéissant aux réflexions pleines de sagesse du prince, elle rebroussa chemin et désira inspecter le camp des Lorrains, ce qu'elle fit jusqu'après le coucher du soleil, tant les choses militaires intéressaient cette petite-fille d'Henri IV, beaucoup plus guerrière que son père, qui ne fut jamais qu'un soldat médiocre, brave, cela est vrai, en certaines occasions, mais préférant aux combats livrés contre ou pour sa patrie et sa maison les intrigues de la cour et les débauches des maisons de joie, malgré l'attachement qu'il montra toujours à sa femme.

Le camp des Lorrains parut fort bien ordonné à Mademoi-

selle et dans de meilleures conditions qu'au mois de juin dernier : « Selon ce que j'en ouï parler, dit Mademoiselle dans ses *Mémoires*, en parlant des troupes lorraines, elles sont plus belles à voir que pour combattre, car jusqu'alors elles n'avaient pas fait de grandes merveilles. »

Après cette visite, Condé dit à sa cousine : « L'ordre que M. le duc d'Orléans nous a donné expire aujourd'hui. Vous nous le donnerez, et, pour ne point le donner à l'un ou l'autre le premier, j'avancerai auprès de vous, et vous nous le donnerez à tous deux en même temps. »

Saint-Louis et Paris fut le mot d'ordre donné par Mademoiselle aux deux princes. La fille de Monsieur revint à Paris, escortée par les troupes lorraines. Condé, cédant à ses instances, resta dans le camp lorrain, mais Charles IV tint à venir souper avec Mademoiselle. Ce n'était pas la première fois du reste, car il aimait l'esprit original et fantasque de sa cousine et appréciait son caractère courageux et entreprenant.

Ce soir s'assirent à la table de Mademoiselle, en même temps que M. de Lorraine, M^mes^ de Choisy, de Fiesque, de Frontenac[1] et M^lle^ de Mortemart[2].

M. de Lorraine se montra fort aimable envers ces dames et leur fit « des histoires admirables ».

Entre autres anecdoctes, il leur raconta les péripéties d'une entrevue qu'il eut avec M. de Brégy avant son entrée en France.

Cet agent de Mazarin donnait lecture au prétendant des articles du traité de paix dont la cour attendait la signature, et par lequel on lui promettait, sauf certaines restrictions, la restitution d'une partie de ses États.

Après la lecture de chaque article, M. de Lorraine disait à Brégy : « Qui me sera caution de l'exécution ? — Moi, Monsieur », était la réponse de M. de Brégy, et Charles IV lui disait

1. Voir plus haut.

2. Gabrielle de Mortemart, qui épousa, en 1655, Claude-Léonore de Dumas, marquis de Thianges. Elle était la sœur aînée de Françoise-Athénaïs de Mortemart, qui devint M^me^ de Montespan.

alors : « Apostillez donc ». Ce que faisait le plénipotentiaire français en écrivant au bas de chaque article : « Et M. le comte de Brégy en répond. » Et cela se répéta jusqu'après la lecture complète du projet de traité, sans que le général s'aperçût que son interlocuteur se moquait de lui.

Lors de l'audience de congé que lui accorda le duc, celui-ci lui dit : « Ne revenez plus que les choses ne soient faites, et même, quand vous serez une fois parti d'ici, ne tournez point la tête de deçà. » Ensuite M. de Lorraine ordonna à deux de ses officiers d'accompagner Brégy en ajoutant : « Si M. le comte tourne la tête, donnez-lui un coup de pistolet, car il a promis de ne point regarder derrière lui[1]. »

Reportons-nous par la pensée à ce qui se passait vers la fin du mois de septembre 1652 à Paris. Comme nous l'avons déjà dit, un grand parti se formait dans cette ville contre celui de la Fronde. La reine avait permis au Parlement de se réunir à Pontoise, et plusieurs conseillers avaient répondu à son appel. Quant à Turenne, il gardait ses positions, serré comme dans un étau, entre la Seine et l'Yères. M. de Lorraine, tout en vivant loin de son camp, avec les dames dont il avait su faire la conquête et qu'il amusait par ses excentricités et son esprit original, essayait de traiter de nouveau avec la cour par le canal du marquis de Châteauneuf.

Charles IV affirmait qu'il n'était venu en France que pour faire honneur à la promesse qu'il avait faite aux Espagnols de conduire les troupes du duc de Wurtemberg au secours des Princes et, surtout, pour complaire à Gaston d'Orléans et à Marguerite de Lorraine, sa sœur, et les dégager de l'alliance qu'ils avaient contractée avec Condé, alliance dont les deux époux étaient las. Quoi qu'il en soit, les tentatives d'accommodement de Charles IV avec la cour ne réussirent pas. Condé, par son adresse et ses intrigues, l'entraîna de plus en plus dans son alliance en le flattant et en lui faisant les plus belles promesses. Il unit de plus en plus sa cause à la sienne, ne se faisant pas

1. *Mémoires de M^lle de Montpensier*, t. II, p. 171.

faute de le compromettre aux yeux de tous et de le leurrer au besoin.

Un autre personnage se crut de taille à lutter contre les agissements et la diplomatie habile de Louis de Bourbon. Cet homme fut le cardinal de Retz, dont nous avons déjà raconté les relations fugitives et sans résultats appréciables avec Charles IV au printemps de cette année. Ce fourbe, cet évêque licencieux, aussi retors que dissolu, s'était cru capable de former à lui seul un parti assez puissant pour servir de trait d'union entre la cour et la Fronde et dans leur réconciliation trouver le couronnement de ses ambitions et l'accomplissement de ses rêves. Désireux du pouvoir suprême, non content d'être cardinal et d'en avoir reçu la barrette des mains du roi, auquel il avait été hypocritement présenter ses hommages à Compiègne, à la tête du clergé de Paris, il aspirait à gouverner l'État.

Depuis longtemps, il avait ce but devant les yeux et, pour y parvenir, il avait employé tous les moyens que lui fournissait son esprit remuant, souple, fertile en expédients, mettant à profit les circonstances actuelles, favorables aux ambitieux.

Il flattait tour à tour les passions populaires et le Parlement, ainsi que les Princes, tout en conservant des amis à la cour, se mêlait au monde des frondeuses, se vantait d'avoir eu les faveurs de M^me^ de Guémené et de M^lle^ de Chevreuse et, à peine sorti de leurs ruelles, officiait à Notre-Dame et édifiait ses ouailles, du haut de la chaire sacrée, par ses homélies et ses sermons éloquents.

Mais si le rêve que caressait l'auteur de la *Conjuration de Fiesque* pouvait, à cette époque troublée et fertile en événements extraordinaires, devenir une réalité, au lieu de n'être que l'hallucination d'un cerveau en ébullition, c'était, il faut le reconnaître, de la part du cardinal de Retz, montrer bien peu de profondeur d'esprit de croire que son alliance avec Charles IV lui ferait escalader les premiers degrés du pouvoir et que ce prince errant pourrait l'aider à empêcher le retour en France de Mazarin.

Grisé par sa popularité passagère et par l'appui qu'il trouvait dans son clergé, malgré les scandales dont il faisait étalage et dont il se glorifiait, inconscient de ses fautes qui frisaient le sacrilège, Paul de Gondi proposa à M. de Lorraine d'unir ses intérêts aux siens et essaya de lui persuader que les adversaires de la Fronde, surnommés les *Têtes de papier*, ne pourraient arriver à aucun résultat pratique, c'est-à-dire à l'apaisement des esprits, sans son aide et son intervention.

N'oublions pas de rappeler que ce fut le 24 septembre qu'eut lieu, au Palais-Royal, cette assemblée de bourgeois, où l'on adopta, en guise de signe de ralliement, un morceau de papier attaché au chapeau, pour se distinguer des Frondeurs qui avaient attaché au leur une paille.

La veille de cette assemblée, M. de Lorraine, qui se trouvait chez Mademoiselle, lui proposa d'aller rendre visite avec elle à M^me^ de Fiesque[1], sa gouvernante, qui gardait le lit. Mademoiselle y fit porter son souper et y fit venir ses comédiens. Beaucoup de dames les avaient précédés chez cette dame et y jouaient. Les comédiens de Mademoiselle y donnèrent la comédie, mais, au milieu de la représentation, Gaston d'Orléans fit appeler Charles IV au Luxembourg. Le prétendant fut bientôt de retour et dit à Mademoiselle : « Ce n'était rien ; c'est votre père à qui on a donné des terreurs paniques. M. de Chavigny est venu sans collet ni manchettes, effrayé au dernier point, pour lui donner avis que demain il se passera quelque chose de considérable et de fort terrible, et que l'on a beaucoup à craindre. Pour moi, je m'en mets l'esprit en repos et, s'il arrive quelque chose, je périrai en bonne compagnie[2]. »

Mademoiselle, plus courageuse que son père, éternel trembleur, d'accord avec le duc de Beaufort, dont la popularité diminuait, aurait voulu qu'on dispersât les royalistes par la force. Gaston d'Orléans, toujours prudent, pusillanime et in-

1. Gillone d'Harcourt, comtesse de Fiesque, femme de Charles-Léon, comte de Fiesque.

2. Voir *Mémoires de M^lle^ de Montpensier*, t. II, pp. 178 et 179.

décis, essaya de traiter avec les *Têtes de papier* et leur envoya, dans ce but, le maréchal d'Étampes. Ils lui répondirent qu'ils n'agissaient que d'après les ordres du roi et demandèrent des passeports à Monsieur, afin de pouvoir se rendre à la cour. M^lle^ de Montpensier, incorrigible, s'amusait à passer devant le Palais-Royal en s'écriant : Vive la paille ! Elle n'avait cure de la fureur du peuple, toujours terrible dans la réaction.

Dieu n'abandonnait pas la France. Un grain de raison et de patriotisme était entré dans l'esprit d'une grande partie des Parisiens. L'élan était donné et bientôt les royalistes, se sentant en nombre, s'opposèrent à l'entrée de l'armée des Princes dans Paris. Le parti des Frondeurs se désagrégeait rapidement, et c'est en vain que le cardinal de Retz chercha à diriger à sa guise et selon ses intérêts personnels le peuple parisien. Lui et le duc d'Orléans se trouvèrent impuissants. Mademoiselle, le duc de Beaufort, qui n'était plus le « Roi des Halles », et le duc d'Orléans avaient perdu leur influence. Le temps des tergiversations et des demi-mesures était passé ; les concessions, elles-mêmes, n'étaient plus de mise.

A la tête du mouvement royaliste, on remarquait le chanoine Prévost, les Pères Berthold et Faure et trois officiers de l'armée royale qui avaient réussi à s'introduire dans Paris, Rubentel de Mondétour, Bournonville et Pradel. Broussel, le prévôt des marchands, fut forcé de donner sa démission, et les six corps de métiers de Paris vinrent à Mantes supplier le roi de rentrer à Paris.

Gaston d'Orléans, effrayé, essaya de revenir sur les concessions qu'il avait faites aux royalistes. Il n'était plus temps, et le retour du roi semblait à tous une chose imminente, redoutable pour les uns et désirée par le plus grand nombre. Les hommes sensés et sans ambition, avides de repos, gardant au cœur quelque patriotisme, attendaient avec impatience ce retour qui pouvait ramener la tranquillité, le bien-être et faire luire quelque espérance de calme et d'apaisement.

La haine de l'étranger, toujours vivace au cœur du peuple français et des Parisiens, faisait enfin taire les rancunes savam-

ment entretenues par des princes avides d'honneur et un Parlement trop amoureux de ses privilèges, qui avait voulu, au péril de la patrie, défendre ses droits, selon lui, méconnus par Mazarin et la cour.

Charles IV, malgré ses entrevues fréquentes avec Mademoiselle et les princes révoltés, recevait souvent des lettres de la cour. Le 17 septembre, Anne d'Autriche lui écrivit en lui accusant réception des deux lettres qu'il lui avait adressées, l'une datée de Paris, l'autre apportée par M. de Joyeuse.

La reine l'assurait de son pardon et de l'étonnement où l'avait plongée sa conduite étrange, mais elle espérait que, mettant fin à ses intrigues malsaines, il consentirait à prendre une résolution en rapport avec ses serments d'amitié. Enfin, elle lui annonçait la prochaine arrivée de MM. Bartet et de Joyeuse, qu'elle avait chargés de lui demander ce qu'il comptait faire.

Le 18 septembre, de nouvelles propositions d'accommodement lui furent effectivement apportées par les envoyés de la reine.

Elle est toujours bien intentionnée et bien disposée pour les intérêts de M. le duc. Elle lui fait patte blanche, car elle a hâte de revenir avec l'enfant-roi dans sa bonne ville de Paris et de s'installer au Louvre, de recevoir la soumission du Parlement et d'accorder l'amnistie aux princes repentants.

Elle sait, par Le Tellier et Servien, que le duc d'Orléans, se ménageant une porte de sortie, n'a pu s'entendre avec M. le Prince et le duc de Lorraine, qu'il abandonne à leur sort, mais elle ignore à quel point, malgré les agissements contraires de M^me^ de Guémené et de M^lle^ de Chevreuse, soudoyées par Mazarin, Charles IV est d'accord avec Condé avec lequel il a conclu un pacte dangereux pour la royauté et pour la France.

Aussi, dans l'isolement où elle se trouve, trop loin de Mazarin pour recevoir ses conseils, Anne d'Autriche, touchée par ses promesses de dévouement et d'amitié, est-elle prête à accorder à M. de Lorraine tout ce qu'elle lui a déjà fait promettre par MM. de Châteauneuf, de Joyeuse et Bartet.

Et pour preuve de sa bonne volonté, elle consent dès à présent à faire remettre à son cousin la place de Moyenvic (Lor-

raine) par son gouverneur, pourvu que, sans délai, le duc se rende à la cour et lui prête 4,000 hommes pour l'aider à mettre à la raison ceux qui se sont insurgés contre son pouvoir et à repousser les troupes étrangères qui s'apprêtent à marcher à leur secours.

Avec d'autres détachements de l'armée lorraine, Charles IV, assisté par des troupes recrutées par M. de La Ferté, pourrait également se faire remettre Marsal (Lorraine) de bon gré ou par force, si le gouverneur lui en fermait les portes.

Si le duc consent à venir à la cour, qu'il s'attende à recevoir l'octroi de nouveaux avantages et à obtenir de nouvelles concessions, pourvu qu'il donne l'assurance que son alliance momentanée avec les Princes est bien rompue, que sa réconciliation avec la cour de France est complète et sincère, et que désormais, repentant et soumis, il ne séparera pas ses intérêts et ceux de la Lorraine de ceux de la France et de son roi (18 septembre).

Hélas! Charles IV n'était pas de bonne foi. Il aimait éperdûment à négocier, mais il ne s'engageait à fond que lorsqu'il y était contraint par une nécessité urgente. La partie n'était pas encore perdue pour lui.

Ses troupes étaient près de lui, à la porte de Paris, et il comptait encore, pour recouvrer ses États, sur le prince de Condé et sur les Espagnols, auxquels, tout en flattant la régente et la berçant de belles promesses, il venait de faire appel, en les invitant à envahir les États de Louis XIV.

Peu scrupuleux, Charles IV montrait toutes les lettres qu'il recevait de la cour à Mademoiselle et, souvent, pour dépouiller son courrier, il s'enfermait, aux Tuileries, dans le cabinet de la fille aînée de son beau-frère. Il aurait même désiré lui présenter les nombreux agents dont il recevait la visite, mais Mademoiselle s'y opposa, de crainte de déplaire à son père.

M^me^ de Châtillon[1] mourait d'envie de faire la connaissance de

1. Élisabeth-Angélique de Montmorency-Bouteville, veuve de Gaspard de Coligny, duc de Châtillon.

M. de Lorraine. Cette maîtresse du prince de Condé, dont le mari avait été tué lors de la première Fronde (8 février 1649), était une veuve charmante, dont la taille était des plus belles et des mieux faites que l'on puisse voir. Sa démarche était gracieuse et toutes ses actions dénotaient de l'esprit. Cette ennemie acharnée de Mazarin, qu'elle fut accusée d'avoir voulu faire assassiner, avait les yeux bruns, fort brillants et bien fendus, avait la bouche bien dessinée, les lèvres roses et les dents fort blanches et bien rangées. Son menton était mignon, son teint manquait de fraîcheur, ses cheveux étaient châtain clair et avaient de beaux reflets. Sa gorge était plus belle que laide. « On ne peut avoir la jambe ni la cuisse mieux faite que je l'ai, ni le pied mieux tourné », disait-elle d'elle-même.

Elle avait l'humeur naturellement fort enjouée et un peu railleuse, mais elle corrigeait ce défaut par la crainte de déplaire. Elle aimait la gloire et les belles actions, avait du cœur et de l'ambition. Quoique fort sensible au bien et au mal, elle ne s'était jamais vengée du mal qu'on lui avait fait, malgré que son inclination l'y portât, mais elle s'était retenue par amour-propre. Elle prétendait avoir le caractère fort doux, aimer à rendre service à ses amis et ne rien craindre tant que les petits démêlés des ruelles « qui d'ordinaire ne vont qu'à des choses de rien[1] ».

Aimée follement par son mari qui l'avait enlevée avec la complicité du prince de Condé, Mme de Châtillon se consola vite de la mort du duc, blessé mortellement au combat de Charenton (9 février 1649), où il combattit l'armée royale, en portant à son bras une jarretière de Mlle de Guerchy, et se laissa aimer

1. *Mémoires de Mlle de Montpensier*, t. II, Appendice, pp 534 et suiv.

Voici le portrait que fait Bussy-Rabutin, dans sa *Carte du pays de la Braquerie*, de la duchesse de Châtillon : « Châtillon, grande et belle ville par dehors et mal bâtie en dedans, le peuple y aime l'argent. Elle a été si fort persécutée par deux princes (le prince de Condé et le duc de Nemours), qu'elle a été contrainte de se jeter entre les bras de l'Église. Un abbé commandataire (Fouquet) en a été gouverneur, mais depuis chassé pour vouloir trop entreprendre sur les privilèges de la ville, et maintenant il n'y en a plus : car on veut les obliger à servir jour et nuit et à payer les dépenses. »

par le duc de Nemours. Elle se montra de nouveau au Luxembourg, pendant le carnaval de 1652, car elle s'était liée avec M^lle^ de Montpensier, quitta Paris pour rejoindre M. de Nemours dans l'Orléanais, lorsqu'il fut blessé au siège de Bléneau, le 6 avril 1652 et revint à Paris se mêler de nouveau aux intrigues de la cour, se fit courtiser par le prince de Condé en même temps que par le duc de Nemours, qu'elle pleura après sa mort tragique, se brouilla avec M. le prince qui lui avait donné la terre de Merlou et sembla pactiser secrètement avec la cour.

M^me^ de Châtillon vint un soir chez M^lle^ de Montpensier, parée, ajustée, la gorge entrouverte, se pavanant et disant à Charles IV : « Au moins je ne suis pas bossue ; ma robe est-elle bien faite ? Je ne vous le demande, Monsieur, car les hommes ne s'y connaissent point, mais quant aux pierreries, vous vous y connaissez ; je vous prie de me dire comme vous trouvez mes perles[1]. »

Charles IV ne prit pas la peine de répondre à la duchesse de Châtillon et supplia Mademoiselle de ne pas retenir cette coquette à souper, tant il était désireux de la voir s'éloigner. A la fin, elle se décida à partir. Après son départ, le duc de Lorraine dit aux personnes présentes : « Voilà la plus sotte femme du monde ; elle me déplaît au dernier point[2]. »

Ce mépris, affiché par M. de Lorraine envers la duchesse de Châtillon, était motivé par le dégoût que lui inspirait cette femme, qui avait si vite oublié la mort d'un de ses deux amants, mort en champ clos, tué par le duc de Beaufort.

Charles IV, avons-nous dit, avait promis à Anne d'Autriche de réconcilier avec elle le duc d'Orléans et le prince de Condé. Chavigny et Châteauneuf n'avaient pu réussir à amener cette réconciliation et ce dernier allait bientôt succomber à la tâche. Certes il n'aurait pas été impossible à Monsieur de se réconcilier avec la cour ; mais, quant au prince de Condé, ses exigences étaient telles qu'il était chimérique de compter sur sa soumission.

---

1. *Passim*, t. II, pp. 181 et suiv.
2. *Passim*.

Et cependant Charles IV sembla en concevoir l'espérance et se porta caution auprès de la régente des bonnes dispositions de son allié.

Le 3 octobre, il assura à Mazarin, avec lequel il continuait de correspondre, que Gaston d'Orléans consentait à son retour moyennant une amnistie générale et que, pour Condé, il n'y était pas opposé « s'il y a ajustement avec lui ».

Le duc de Lorraine affirmait que, si l'on finissait par s'entendre sur les conditions d'un accommodement général entre les membres de la famille royale, les princes s'étaient résolus à laisser à la reine le choix de la personne chargée de négocier la paix générale.

Et le prince déchu s'offrait à remplir ce rôle difficile auprès des Espagnols.

Il se chargeait, en outre, de porter les mémoires de la cour à Mazarin, qu'il irait trouver à Bouillon, lieu de son exil volontaire, et, de là, s'aboucherait avec le comte Fuensaldaña, avec lequel il essayerait d'arrêter les termes du traité de paix tant désiré de part et d'autre.

M. de Lorraine se proposait, si les négociations, dont il voulait être l'âme et l'instigateur, réussissaient, de demander à Fuensaldaña un lieu de rendez-vous où Mazarin, chargé des pleins pouvoirs du roi, pourrait venir apposer sa signature au bas du traité en question.

Alors, le cardinal, porteur de ce traité, aurait toute facilité pour rentrer triomphalement à Paris, se réconcilier avec les Frondeurs et être accueilli par tous avec reconnaissance.

Mais, avant la réalisation de ce beau rêve, il fallait que la reine-mère consentît à une suspension d'armes qui apaisât les esprits et permît à Charles IV de se retirer paisiblement du royaume, et à l'armée royale, harassée par de si longues marches, de se rafraîchir et de prendre un repos bien mérité. (5 octobre[1].)

1. Voir propositions que M. de Lorraine a envoyées par le P. Le Tellier, 3 octobre 1652. (*Histoire de la Réunion de la Lorraine à la France*, par le comte d'Haussonville, t. II, documents et pièces justificatives, pp. 387 et suiv.)

Cette paix, après laquelle Français et Espagnols soupiraient, et qui aurait pu seule apaiser entièrement les esprits en France et y effacer les griefs suscités contre Mazarin, auquel on reprochait la continuation de la guerre, ne devait pas encore aboutir.

Mazarin ne croyait pas la question assez mûre pour essayer de la résoudre et accepter les offres de Charles IV, dussent-elles être sincères, ce qui était douteux.

Il ne croyait pas non plus, malgré les invitations réitérées de la régente, pouvoir encore quitter Bouillon, et cependant Anne d'Autriche, à laquelle Le Tellier et Servien, ses secrétaires d'État, ne suffisaient pas pour lui alléger le poids des affaires, trop lourd pour ses épaules, en ce moment éminemment critique, avait besoin plus que jamais des conseils de son ministre bien-aimé.

Charles IV se trompait fort en croyant réconcilier Gaston d'Orléans et le prince de Condé, dont l'irritation contre Monsieur croissait de jour en jour.

Aussi bien les négociations entretenues par M. de Lorraine avec la cour, négociations conseillées et encouragées par Mazarin, n'étaient pas sincères. Que désirait-il ? Gagner du temps.

Ni Charles, ni Mazarin, inspirateur des actes d'Anne d'Autriche, n'étaient de bonne foi.

Une réconciliation inattendue eut lieu entre le Lorrain et le prince de Condé, pendant la courte maladie dont fut atteint M. le Prince à Paris.

Louis de Bourbon fit appeler souvent Charles IV à son chevet. A la prière de Monsieur, il fut convenu que Condé remettrait Clermont-en-Argonne au duc, afin que cette ville pût servir de refuge à la princesse de Cantecroix et à ses enfants, et pour mieux sceller l'acte d'alliance, le duc d'Orléans et Louis de Bourbon s'engagèrent à ne déposer les armes qu'après la restitution complète de la Lorraine à son souverain. Charles IV, se méfiant avec raison de la bonne foi de ses alliés, qu'il mesurait à son aune, leur dit d'un ton railleur, avant d'accepter l'offre si généreuse en apparence des deux princes du sang :

« Chacun sait que, nous autres princes, nous sommes de grands fourbes. Si nous mettions par écrit et si nous signions ce dont nous allons convenir ? »

Ni M. le Prince, ni Monsieur ne voulurent signer.

Charles IV avait donc rompu avec la cour et, sans s'accorder d'une façon ferme avec Condé, il avait conclu cependant avec lui une alliance passagère.

Tous deux, au commencement d'octobre, envoyèrent un secrétaire de Clinchamp au comte de Fuensaldaña pour le prévenir qu'ils allaient quitter les approches de Paris et se mettre bientôt en campagne, en dirigeant leurs forces vers le nord-est de la France, afin d'avoir à dos les places de sûreté mises en la possession du prince de Condé.

Aussi bien Charles IV ne se souciait pas de rester plus longtemps à Paris et de laisser ses troupes cantonnées dans la banlieue.

Les Parisiens, dont le patriotisme assoupi s'était réveillé en apprenant que les Anglais avaient livré Dunkerque aux Espagnols (16 septembre), ne lui dissimulaient pas leur antipathie.

Un jour qu'il passait dans la rue Saint-Antoine, il fut insulté par la foule et ne put échapper à la colère du peuple qu'en se réfugiant dans une église.

Si les soldats de Charles IV ne trouvaient plus à se nourrir dans les environs de Paris, la position que Turenne occupait n'était guère meilleure, car les pluies d'automne rendaient presque impraticables les chemins par lesquels il était obligé de faire venir ses vivres.

Il résolut de quitter son camp de Villeneuve-Saint-Georges, fit jeter douze ponts sur l'Yères, sous prétexte de nourrir sa cavalerie et envoya l'ordre aux troupes, qui étaient à Corbeil, de construire quelques redoutes sur la hauteur qui se trouve devant cette ville, pour faire croire de plus en plus aux ennemis qu'on ne songeait qu'à assurer de tous côtés le service des fourrageurs.

Lorsque tout fut bien disposé, le 4 octobre, une heure avant le coucher du soleil, Turenne ordonna à ses troupes de se tenir

prêtes à marcher[1]. Dès que la nuit fut venue, on fit avancer les bagages vers Corbeil dans le plus grand silence, par le chemin le plus bas, le long de la Seine.

On fit mettre, à la tête de ces bagages, de la cavalerie et des dragons, avec ordre, en arrivant près de la ville, de se mettre en bataille sur la hauteur dont nous avons parlé, derrière les redoutes.

Lorsque les bagages eurent passé les ponts, les troupes les suivirent en bon ordre ; les gardes et les sentinelles ne furent relevées que lorsque toute l'armée eut traversé l'Yères, et on rompit les ponts pour empêcher les ennemis de s'en servir et de suivre l'armée du roi, s'ils eussent découvert sa retraite ; mais, bien loin d'en avoir le soupçon, ils avaient résolu d'attaquer, le lendemain, le régiment de Nettancourt, qui se trouvait avec une garde de 40 chevaux dans l'ouvrage qui couvrait, de l'autre côté de la Seine, les têtes de deux ponts.

Et pour mieux réussir dans leur entreprise, ils avaient préparé de grands trains de bois qu'ils laissèrent flotter à la dérive à une lieue au-dessus, en pleine rivière, afin que leur choc pût entraîner les ponts jetés par Turenne. Ce qui réussit. Quand le régiment de Nettancourt voulut passer la Seine, comme il en avait reçu l'ordre, il les trouva rompus. Lorsque Turenne en fut averti, il fit ordonner au colonel du régiment d'aller à Corbeil en longeant la Seine, ne jugeant à propos de retarder pour si peu la marche de son armée.

Le régiment de Nettancourt traversa heureusement la Seine à Corbeil et rallia le gros des troupes royales.

Le lendemain, un peu avant le jour, les soldats ennemis s'étant portés à l'attaque des ouvrages bâtis par Turenne, furent

1. Pour mieux tromper l'armée des Princes, Turenne et La Ferté firent allumer, d'assez bonne heure, des feux de tous côtés, dans leurs quartiers et placèrent en divers endroits quelques troupes qui jetaient de temps en temps des cris de joie, parmi lesquels on entendait ce même bruit sourd et confus de chevaux et de harnais que l'on avait déjà entendu la nuit du 2 au 3 octobre. Les ennemis allumèrent également des feux et répondirent aux cris de l'armée royale par de pareils cris. Tout ce bruit facilita la retraite de Turenne. (*Mém. de Saulx-Tavannes*, pp. 201 et 202.)

fort surpris de les voir abandonnés, mais ils le furent bien davantage en constatant la retraite de l'armée royale.

Ils en avertirent leurs généraux. Il était trop tard. Du reste, eussent-ils connu plus tôt cette retraite, ils n'auraient pu faire grand mal à l'armée de M. de Turenne, car, au bout d'une demi-lieue de parcours, après avoir quitté Villeneuve-Saint-Georges, le maréchal rencontra un terrain si favorable, qu'il n'avait plus rien à craindre. N'était-il pas couvert d'un côté par la Seine et de l'autre par la forêt de Senart, si près de cette rivière, que l'ennemi ne pouvait ni le déborder ni l'attaquer en flanc, et plus on s'approchait de Corbeil, plus le terrain se rétrécissait. On arriva dans cette ville, le 5, avant le lever du soleil, et, quoique Turenne eût l'intention de n'y rester qu'une nuit pour y reposer son armée, il fit faire des retranchements palissadés, afin de n'être point surpris s'il prenait envie à l'armée des Princes de l'attaquer[1].

Si Turenne et La Ferté purent s'échapper du guêpier où ils s'étaient blottis, sans être sérieusement inquiétés, ce fut grâce à la maladie de Condé, qui l'empêchait de quitter Paris, et à la présence de Charles IV dans cette ville, où il continuait à intriguer et à flirter avec les dames et promettait à M^lle^ de Montpensier de faire livrer par le maréchal d'Hocquincourt Ham et Péronne, dont il était gouverneur pour la France. Elle rêvait déjà d'y faire entrer son régiment d'infanterie et son régiment de cavalerie et ses deux compagnies de gendarmes et de chevau-légers, auquel on aurait donné le nom d'armée de Mademoiselle[2].

---

1. Voir *Mémoires du duc d'York*. Édition citée, pp. 555 et suiv.

2. Charles de Mouchy d'Hocquincourt s'était conduit vaillamment au siège de Rethel, en 1650, et, en 1652, commandait l'armée royale cantonnée au nord de la France. Si l'on en croit M^lle^ de Montpensier, il fit offrir au duc d'Orléans et au prince de Condé de leur livrer Ham et Péronne par l'intermédiaire de M. de Vignacourt, un de ses amis. Il répugnait à la cousine germaine de Louis XIV de traiter directement avec les Espagnols. Charles IV s'en chargea, malgré les promesses d'accommodement qu'il venait de faire à Anne d'Autriche : « Voici un expédient, lui dit-il, vous traiterez avec moi et moi avec les Espagnols ; faisons cette affaire sans en parler à S. A. R., ni à M. le Prince. »

Lorsque Condé eut appris la retraite précipitée de Turenne, il se mit dans une grande colère et s'écria : « Il faut des brides à Tavannes et à Valon; ce sont des ânes[1]. »

Monsieur parlait toujours de s'accommoder avec le roi et Charles IV attendait le retour de M. de Joyeuse-Lambert, qu'il avait envoyé à Compiègne, afin de solliciter de nouveau de la régente une trêve qui lui permît de sortir paisiblement du royaume. Joyeuse resta douze jours à la cour sans recevoir aucune réponse.

Le duc de Lorraine ne pouvait rester plus longtemps cantonné dans les environs de Paris, où partout on lui refusait les vivres nécessaires à son armée. Joyeuse revint le trouver et rapporta au duc une réponse inventée par lui-même, prétend le cardinal de Retz « qui fut un galimatias auquel personne ne put rien comprendre » et que la cour désavoua (3 octobre).

La cour priait Charles IV de s'adresser directement aux maréchaux de Turenne et de La Ferté pour la trêve qu'il sollicitait. Le 8 octobre, Le Tellier fut averti que cette trêve avait été accordée au duc de Lorraine.

L'armée royale avait quitté Corbeil et arriva le soir, le 5 octobre, à Chaumes[2]. Turenne avait l'intention de passer la Marne

---

1. V. *Mémoires de M^lle^ de Montpensier,* t. II, pp. 183 et 184.

Clinchamp, ayant rejoint une partie de l'arrière-garde de Turenne, composée de 500 à 600 chevaux qui escortaient une colonne de bagages, détacha le sieur de Briolle à la tête de 200 maîtres, qui les chargea si vigoureusement que, malgré l'inégalité de ses forces, il les fit plier dès le premier choc. Mais cet officier, s'étant aperçu que plusieurs pelotons d'infanterie de M. de Turenne s'avançaient à leur secours, se retira. Clinchamp retourna au camp de Tavannes. (*Mémoires de Tavannes,* pp. 204 et 205.

2. Dès que Turenne eut levé le camp, le 5 octobre, vers sept heures du matin, la nouvelle en fut portée à Monsieur et à Condé. Ce prince, quoique malade, se rendit à son camp, accompagné de Charles IV. Après avoir appris les escarmouches tentées par Clinchamp, les princes alliés détachèrent quelques partis pour observer la marche de Turenne. Ils se dirigèrent, par des chemins différents, vers Corbeil où ils croyaient que se trouvait l'armée royale. N'apercevant aucunes troupes, ils apprirent que plusieurs détachements ennemis avaient été aperçus sur la rive droite de la Seine, vers Soisy-sous-Etiolles, un peu plus bas que Corbeil. Ces détachements, laissant la Seine à leur droite, s'étaient dirigés sur la gauche, près de la Grange-le-Roi, non loin de Brie-Comte-Robert, en

à Meaux « par le chemin qui est le plus beau et où il y a plus de fourrage qu'à Lagny » et de joindre de là la cour à Pontoise où à Saint-Germain.

En demandant à la régente, par l'intermédiaire de M. Joyeuse-Lambert, une trêve qui lui facilitât son départ de Paris, Charles IV s'était chargé également de solliciter d'Anne d'Autriche une absolution entière pour son beau-frère, le duc d'Orléans, qui s'était démis de sa charge de lieutenant-général et qui, quoique ménageant encore par prudence le Parlement et M. le Prince, désirait ardemment rentrer en grâce, malgré les conseils contraires de M^lle^ de Montpensier, sa fille.

M. de Chavigny, après une discussion fort vive avec le prince de Condé, fut atteint d'une maladie dont il mourut deux jours plus tard (12 octobre).

Le jour qu'il agonisait, la comtesse de Fiesque donna une fort jolie fête chez elle. On y eut la comédie et les violons, et le tout se termina par un souper magnifique. C'était danser et festiner sur un volcan.

Jamais fête ne fut plus ennuyeuse. M. le Prince était de mauvaise humeur, ainsi que le duc de Lorraine. Quant à Gaston d'Orléans, il ne voulut pas y rester jusqu'au bout.

---

s'avançant vers Coubert, au sud de la Grange-le-Roi, entre Brie-Robert et l'Yères, le long de la grande route de Troyes. Les Condéens et les Lorrains apprirent également que toute la nuit et le matin, jusqu'à 9 ou 10 heures, de nombreux contingents et une grande quantité de bagages avaient passé à Sognolles, sur la rive droite de l'Yères et s'étaient dirigés vers Chaumes, sur la même rivière, en amont.

Les éclaireurs de Condé et de Charles IV se rencontrèrent enfin sur le chemin des États, où aboutissaient les chemins de Corbeil, de Coubert et de Sognolles et de plusieurs localités avoisinant l'Yères, qui conduisaient à Chaumes. Ils se dirigèrent, tous ensemble, vers Ozouër, sur la rive droite de l'Yères, entre Chaumes et Sognolles. Là, ils se séparèrent et, s'étant fait mener par des guides à travers les bois, sur une hauteur située à un quart de lieue de Chaumes, ils découvrirent l'armée royale déjà campée dans une vaste plaine, au-dessous des murailles de cette ville, et fermée, en partie, par un grand circuit dessiné par l'Yères et par des bois des deux côtés. Ils vinrent faire leur rapport aux ducs de Lorraine, de Wurtemberg et de Beaufort qui s'étaient réunis au camp de Condé (5 octobre 1652).

(*Mémoires de Tavannes,* pp. 266 et 267.)

Mme de Chatillon vint y étaler ses charmes, dont Condé fit peu de cas. Il ne regarda même pas son ancienne maîtresse. On prétendait que, pendant sa dernière maladie, il lui avait fait refuser sa porte chaque fois qu'elle était venue pour le voir[1].

Le 7 octobre, Charles IV se trouvait encore à Paris. De cette ville il écrivit au comte de Ligniville qui, pendant son absence, avait le commandement de son armée : « Monsieur le comte de Ligniville, vous ferez marcher les trouppes aussitost que celles de M. le Prince seront passées et les ferez passer aussi le pont. Fait à Paris, ce septième d'octobre mil six cents cinquante deux, à onze heures du soir. »

Muni de son sauf-conduit délivré par Turenne, Charles IV se préparait au départ, dès le 6 octobre, si nous jugeons par cet ordre daté de ce jour : « Le pont de Claye à X pour l'infanterie, celles des Princes; l'avant-garde et 6 canons, ensuite le pont de bateaux à droite pour la cavallerie des princes avec leurs bagages. Le pont de bateaux d'en bas pour la cavalerie et bagages et canons. Le (mot illisible), les généraux marcheront demain, s'il leur plaist, en cette conformité au plus tost que le front sera prest et ils recevront un ordre[2]. »

Le lendemain, M. de Lorraine envoya à Ligniville un nouvel ordre ainsi conçu : « Monsieur le comte, voulant que l'on ayt soing particulier de conserver les maisons, jardinages et bestiaux des sieurs Lebret et Binard, situés à Fontenoy, sur le bois de Vincennes; vous tiendray (*sic*) la main à ce qu'aucun désordre ne s'y commette et sy aucuns des bestiaux en estoient pris, de les faire restituer singulièrement à qui concerne ledit sieur Lebret[3]. »

Charles IV et Condé, avant de s'éloigner de Paris, cherchèrent à rafraîchir leurs troupes en les établissant près de cette

---

1. Voir *Mémoires de Mlle de Montpensier*, t. II, p. 189.

2. Archives Ligniville, c. 2, l. 109. *Autographe*. Le village les Claye ou Claye-sur-Beuvronne, Seine-et-Marne, arrondissement de Meaux.

3. Archives Ligniville, c. 2, l. 111 et 112.

ville, mais les dévastations causées par l'armée des Princes redoublèrent la haine des bourgeois contre eux.

Charles IV ne bougeait pas de chez Mademoiselle. Il se mit en tête de la marier avec l'archiduc Léopold et de faire en sorte que le roi d'Espagne lui donnât les Pays-Bas. Il lui disait : « Vous serez la plus heureuse personne du monde ; il ne se mêlera de rien ; il sera tous les jours avec les jésuites, ou à composer des vers et les mettre en musique, et vous gouvernerez. Car je suis assuré que les Espagnols auront la dernière confiance en vous ; et la seule contrainte que vous aurez avec lui, ce sera qu'il vous fera voir des comédies en musique qui vous ennuieront, parce que vous ne l'aimez pas, car, sans cela, elles sont assez divertissantes. C'est le meilleur homme du monde ; et sérieusement ne le voulez-vous pas bien ? »

M^lle^ de Montpensier répondit à Charles IV : « Je suis de ces gens qui veulent toujours leurs avantages, et la demeure de Flandre me plairait fort [1] ».

Tous les jours, Charles IV disait à Mademoiselle : « Quand nous serons en Flandre, nous ferons telle chose ». Quelquefois, étonné de son irrésolution, le duc de Lorraine lui disait : « Mais aujourd'hui je vous trouve bien éloignée de mon dessein ». Ce à quoi elle lui répondait : « C'est que c'est une si grande affaire que de se marier, que l'on n'en peut entendre parler si souvent, et écouter toujours cela sans chagrin [2]. »

Le prince de Condé n'assistait pas à ces entretiens, auxquels n'étaient présentes que la fille de Monsieur et M^me^ Frontenac [3].

Le 10 octobre, Charles IV, avant de quitter définitivement Paris, adressa un nouvel ordre à Ligniville : « Monsieur le comte de Ligniville, je serai demain matin aux quartiers où vous ferez savoir à M. de Vallon que je le prie de s'y trouver et d'attendre à marcher que j'y sois arrivé. Cependant vous

1. Voir *Mémoires de M^lle^ de Montpensier ; passim*, pp. 189 et suiv.

2. *Passim*.

3. Marie-Henriette de Frontenac avait épousé Henri-Louis Hubert, seigneur de de Montmart, maître des requêtes. Louis de Montmart fut un des membres de l'Académie française et mourut en 1679.

m'envoyerez vingt-cinq cornettes au bout du faubourg Saint-Martin, qui m'y attendront pour me servir d'escorte. Fait à Paris, ce 10 octobre[1]. »

L'Hôtel de Ville de Paris avait ordonné d'intercepter l'envoi des provisions au camp des Lorrains.

Le 11 octobre, l'armée des Princes défila. Une partie des troupes passa par Paris ; les autres prirent leurs postes à Plaisance, Nogent, au bois de Vincennes, à Montreuil, à Rosny. Rien n'égala leurs exactions, surtout à Pantin[2].

La haine contre les troupes étrangères devint si violente, que le duc de Lorraine courut lui-même des dangers dans Paris.

Reconnu près de la porte Saint-Martin, fermée par des barricades le 11 octobre, il fut poursuivi par le peuple qui menaçait de le mettre en pièces et obligé de se réfugier dans l'église des jésuites où il venait d'entendre la messe.

Lorsque, le lendemain, Gaston d'Orléans, auquel le duc de Lorraine avait demandé ses passeports, se présenta au Parlement, cette assemblée, si longtemps agitée par des passions malsaines et ses instincts de révolte, mais revenue depuis quelque temps à des sentiments de conciliation et d'apaisement, pressa vivement Monsieur d'éloigner immédiatement de Paris les Condéens et les Lorrains.

Mais, avant de s'éloigner, Condé et le duc de Lorraine vinrent faire leurs adieux à M^lle^ de Montpensier et lui témoignèrent leur joie de ce que Gaston d'Orléans les avait assurés qu'il ne traiterait pas sans eux avec la cour et ne les abandonnerait pas.

Le 13 octobre, un dimanche, dès le matin, le prince de Condé dit à Préfontaine, qui avait été prendre congé de lui : « Allez-vous-en dire à Mademoiselle de ne point sortir ; car M. de Lorraine veut que nous allions recevoir vos commandements. »

---

1. Archives Ligniville, c. 2, l. 108.

2. Le 12 octobre 1652, Charles IV donna l'ordre suivant au comte Philippe-Emmanuel de Ligniville, général d'artillerie de ses troupes : « Tenez-vous prest à marcher avec l'armée pour les deux heures du matin, ou je seray sans faute. Ce 12 octobre 1652. Ch. Lorraine. » (*Autographe*. Archives Ligniville, c. 2, l. 109.)

Condé et Charles IV vinrent faire leurs adieux à la fille de Monsieur. Elle les entretint un moment séparément, puis tous deux ensemble. Ils lui dirent : « Son Altesse Royale vient de donner encore les dernières assurances qu'il ne traitera point sans notre participation ; qu'il ne souffrira point que les capitaines des quartiers aillent à Saint-Germain supplier le roi de revenir et qu'il fera son possible pour les en empêcher ; de sorte que nous nous en allons contents tâcher à faire quelque chose de considérable ce reste de beau temps ; puis, quand nous aurons mis les troupes en quartier d'hiver, nous reviendrons aux bals et comédies. L'on a eu furieusement de la peine, il faut avoir du plaisir. »

M^lle^ de Montpensier pleura en disant adieu à Condé et à Charles IV : « J'eus grand regret, écrit-elle dans ses *Mémoires,* à les voir partir, et j'avoue que je pleurai en leur disant adieu. M. de Lorraine me divertissait fort ; ils me firent entendre la messe à deux heures sonnées. On se trouvait si seul, l'on était si étonné de ne voir plus personne. Cela causait bien de l'ennui, et il était bien accru par le bruit qui courait que le roi venait et que nous serions chassés [1]. »

La Fronde allait expirer. M. de Beaufort, qui venait de tuer le duc de Nemours en duel, donna sa démission de gouverneur de Paris, et Gaston d'Orléans, trompant les princes, ses alliés d'hier, songeait à traiter avec la cour, ce dont le dissuadaient Châteauneuf et le cardinal de Retz, qui parlait de faire élever des barricades dans Paris si l'on tentait d'employer la violence contre lui.

Monsieur ne put se décider à prendre un parti et resta à Paris jusqu'au retour du roi, victime de ses irrésolutions, ne pouvant se décider encore à s'accommoder avec la cour et trahissant cependant Condé et Charles IV, auxquels il avait fait de si belles promesses.

Sa fille, moins prudente, mais plus courageuse que son père, leur conserva un grand attachement, et de Paris et, plus

1. Cf. *Mémoires de M^lle^ de Montpensier,* t. II, pp. 190 et suiv.

tard, de son lieu d'exil, continua longtemps de correspondre avec eux.

Le comte de Fuensaldaña attendait Condé et Charles IV près de Laon, tandis que Turenne et La Ferté traversaient Presles, Tournan et Quincy, passaient la Marne à Trilport, le 6 octobre, campaient à Borets et de là gagnaient Mont-l'Évêque, Notre-Dame-de-la-Victoire et Courteuil, près de Senlis (14 octobre).

L'armée des princes, quittant ses postes, revint vers Charenton, y passa la Marne, campa le lendemain dans la plaine de Fécamp, du côté de Vincennes (8 octobre), puis passa un jour à Dammartin-en-Goële et de là se sépara en deux tronçons. Les Lorrains, commandés par le prince de Ligne, formant un corps séparé, marchèrent droit vers Compiègne et le reste des troupes se dirigea vers Senlis. Toute l'armée, se rassemblant entre ces deux villes, s'y campa presqu'à la vue de celle du roi.

Condé, les ducs de Lorraine et de Wurtemberg partirent le 13 octobre au soir de Paris pour aller rejoindre leurs troupes.

L'armée royale ne bougea pas. Turenne, avant de la faire marcher, voulait connaître les projets de l'ennemi après leur jonction.

On fut fort étonné, dit le maréchal dans ses *Mémoires,* de ce que Condé quittât si promptement Paris, car « c'est un grand avantage de s'y maintenir quand on est assez malheureux pour faire la guerre ; mais les diverses cabales qui n'allaient pas à son but et un peu de manque de vue pour les choses qui devaient suivre son départ, aussi bien les espérances qu'il concevait de sa jonction avec les Espagnols l'obligèrent à quitter Paris. Une autre chose y conviait fort M. le Prince : touché de la façon dont M. de Lorraine vivait avec son armée, et las des affaires du Parlement, il désirait se mettre dans une manière de vivre semblable à celle de M. de Lorraine[1]. »

La Rochefoucauld, dans ses *Mémoires,* dit également que le prince de Condé désirait vivre désormais à l'instar de M. de Lorraine, d'une vie libre et indépendante.

---

1. Voir *Mémoires du vicomte de Turenne,* p. 448.

Le comte d'Estrées fut envoyé à Laon avec de l'infanterie dès l'arrivée de l'armée royale à Senlis.

Turenne, pour décider Anne d'Autriche à revenir à Paris avec Louis XIV, quitta Senlis et se rendit à Mantes, laissant à La Ferté le soin de le suppléer dans son commandement. C'était seulement dans la capitale qu'on pouvait trouver l'argent nécessaire à ravitailler l'armée. Les esprits commençaient à s'apaiser. Chose triste à dire, l'autorité du roi était si affaiblie, qu'aucune ville de province ne voulait plus le recevoir. Si la cour attendait la fin de l'hiver pour faire son entrée dans la capitale, toute la France se soulèverait, et le roi n'aurait plus d'armée ni d'argent, ni de quartiers pour en remettre une sur pied. Celle qui existait encore se réduisait peu à peu à rien, car les officiers désertaient chaque jour, faute de subsistance.

Ces raisons persuadèrent la reine-mère. La cour quitta Mantes et alla coucher à Saint-Germain-en-Laye. C'est dans cette ville qu'Anne d'Autriche reçut une députation de la bourgeoisie parisienne qui la supplia de revenir à Paris.

On était incertain de l'état d'âme de Gaston d'Orléans.

Châteauneuf assurait qu'il ne s'accorderait avec la cour qu'à la condition qu'on ne rappellerait pas Mazarin.

Ce qui restait de la Fronde partageait cet avis.

La reine envoya le chancelier d'Aligre à Paris, afin de tâter le terrain.

Il revint à Saint-Germain sans avoir rien conclu ni rien appris de positif. Gaston persistait dans ses irrésolutions, mais prétendait rester à Paris.

Anne d'Autriche et son fils se mirent en route pour cette ville, après avoir reçu les conseils de Turenne, du marquis de Villeroy et du maréchal du Plessis-Praslin.

Louis XIV devait aller trouver Monsieur au Luxembourg et l'amener avec lui au Louvre, afin d'éviter que le palais de son oncle ne devînt, après les premiers élans de l'enthousiasme parisien, le centre d'une réaction en sens contraire. Monsieur, effrayé, promit de quitter Paris dès le lendemain (21 octobre).

Turenne, après avoir conduit ses souverains à Paris, revint à son poste.

Le beau-frère de Charles IV, Gaston d'Orléans, afin de ne pas affronter les reproches d'Anne d'Autriche, quitta, dès le 22 octobre, son palais du Luxembourg et se retira à Limours. M^lle^ de Montpensier, qui n'avait pu le décider à rester à Paris pour affronter l'orage prêt à éclater, quitta également la capitale, après avoir séjourné quelque temps à Pont-sur-Seine, chez M^me^ Le Bouthilier, veuve du surintendant des finances de Louis XIII. Avant de s'éloigner, elle avait écrit à Condé et à Charles IV pour les avertir de ce qui se passait à Paris, et les priait de faire des choses si extraordinaires que la cour de France fût forcée de conclure la paix avec eux, afin qu'ils pussent tous passer ensemble le carnaval à Paris.

Au cours de son odyssée, M^lle^ de Montpensier, en arrivant dans un village, nommé Sourdun (Seine-et-Marne) aperçut, attablé dans une cuisine, un jacobin qui venait de Nancy. Il lui apprit que Charles IV y était fort aimé et que c'était un brave prince.

En lui parlant de Marguerite de Lorraine, sa belle-mère, le jacobin facétieux s'exprima ainsi : « C'est un de ces saints qu'on ne fête guère. C'est une femme qui est toujours dans une chaise et qui ne fait pas un pas et qui est une « lentore[1] ». Mademoiselle avait envoyé, après son départ de Paris, M. de la Guérinière, son maître d'hôtel, à Condé et à Charles IV, afin qu'il s'informât de leurs nouvelles et connût leurs projets.

La Guérinière revint retrouver sa maîtresse et lui apporta une lettre de M. de Lorraine « la plus obligeante du monde » dans laquelle il lui offrait tout ce qui dépendait de lui et, au surplus, il s'en remettait pour le reste à M. de la Guérinière. Il conseillait à Mademoiselle de se réfugier au château d'Ancerville[2], qui appartenait à la duchesse de Guise. Ce château

1. Personne lente et paresseuse, qui paraît toujours assoupie.

2. Meuse, arrondissement de Bar-le-Duc, chef-lieu. Cette seigneurie appartenait à la maison de Guise.

se trouvait à deux lieues de Stenay. Là, Charles IV et M. le Prince viendraient la voir souvent et, si elle avait besoin de troupes pour la garder, ils lui en donneraient.

Elle n'accepta pas cette offre, bien qu'Ancerville eût appartenu à sa grand'mère, la sœur du Balafré.

La Guérinière, lors de son court séjour à l'armée des princes, avait dîné avec eux, en compagnie du comte de Fuensaldaña, qui se mettait également à la disposition de Mademoiselle, la suppliant de croire qu'elle était la maîtresse en Flandre et que Philippe IV le désavouerait s'il agissait autrement avec elle.

Condé envoya à la fille de Gaston d'Orléans, Saint-Mars, son premier gentilhomme de chambre. Il se trouvait, en ce moment, avec Charles IV et Fuensaldaña, à Sissonne[1], près de Laon. Saint-Mars était porteur d'une lettre de M. le Prince, datée du 26 octobre[2].

Mazarin avait quitté Bouillon et était venu à Sedan. Il se réjouissait de la retraite du prince de Condé et du duc de Lorraine, qui, en somme, était venu à Paris beaucoup plus pour obtenir une paix à laquelle il aurait trouvé son compte que pour rétablir les affaires compromises de la Fronde.

Ce qu'il avait voulu avant tout, ajoute le P. Hugo, c'était faciliter l'entrée des Espagnols en France et les aider à obtenir de la cour une paix qu'ils désiraient ardemment, grâce aux troubles qui agitaient notre pays. Le retour du roi à Paris affaiblit cette espérance. Il ne leur restait plus qu'à aider Charles IV et Condé à ruiner la Champagne, à s'emparer de ses places fortes et à envahir la Lorraine, afin de rendre ce duché à son souverain.

C'était là l'espoir nourri par Charles IV, croyait-on. On se trompait, puisque, malgré les 25,000 hommes dont disposaient les deux alliés, chiffre considérable en comparaison des 10,000 hommes que commandait Turenne, la prise de Rethel

1. Aisne, arrondissement de Laon, chef-lieu de canton.

2. Voir *Mémoires de M^lle de Montpensier*, t. II, pp. 210 et suiv. Édition citée.

et de Château-Porcien par les deux princes, celle de Vervins par Fuenseldaña, pendant que Turenne, côtoyant la Marne, allait se loger à Vitry-le-Brûlé, Charles IV abandonna M. le Prince devant Sainte-Menehould et se dirigea vers les Flandres, laissant à son allié la gloire de s'emparer de cette ville.

On se demande pourquoi Turenne n'essaya pas de secourir cette place?

Ses forces ne lui semblèrent peut-être pas suffisantes pour accourir au secours de la place assiégée, d'autant plus que La Ferté, quittant Consenvoye (Meuse), s'était dirigé en toute hâte vers Nancy, où il jugeait, ce qui était vrai, que Condé et le chevalier de Guise, chargé du commandement des contingents lorrains par son cousin Charles de Lorraine, avaient conçu le projet hardi d'établir leurs quartiers d'hiver.

Le jour de la prise de Sainte-Menehould par les Condéens et les Lorrains, Louis XIV se rendit au Parlement et y fit lire une déclaration contre les princes de Condé et de Conti et la duchesse de Longueville, leur sœur, qui n'avaient pas accepté l'amnistie dans le délai fixé; ils étaient déclarés criminels de lèse-majesté et leurs biens confisqués (13 novembre). Gaston d'Orléans conclut, par l'intermédiaire de Le Tellier, que la cour lui envoya à Limours, un accommodement avec elle. Il fut stipulé dans ce traité qu'il rappellerait les troupes qu'il avait levées et qui servaient dans l'armée de Condé, qui fut forcé de les licencier.

Les Espagnols se séparèrent également de leur allié et reprirent, comme Charles IV, le chemin des Flandres.

Malgré les supplications de la reine-régente, Mazarin refusait de retourner à Paris. Il attendait que les derniers restes de l'effervescence populaire s'éteignissent tout à fait. De Sedan, il préparait la défense de la Champagne et du Barrois, menacé par Condé, et appelait auprès de lui, pour les conduire à Turenne, toutes les troupes qu'on pouvait, sans péril, détacher des garnisons de la Picardie et du corps d'armée du maréchal d'Aumont commis à la défense du nord de la France.

Maître de Sainte-Menehould, M. le Prince vint mettre le

siège devant Bar-le-Duc, où La Ferté avait envoyé Roussillon comme gouverneur. Cet officier refusa imprudemment 500 hommes que Turenne avait fait marcher jusqu'à Saint-Dizier, pendant qu'il était encore cantonné à Vitry-le-François.

Condé reçut du roi d'Espagne le brevet de généralissime des armées espagnoles. Cette marque d'honneur semblait une ironie après le départ précipité de Fuensaldaña et de son armée (23 novembre).

Si l'armée royale avait côtoyé l'armée des Princes « dans leur retraite offensive » jusqu'à Châlons, l'exiguïté des forces de Turenne l'avait contraint de ne pas attaquer l'ennemi et d'user de la plus grande prudence.

Cependant, le maréchal résolut de secourir Bar-le-Duc, repassa la Marne à Vitry, et côtoyant cette rivière, qui était à sa gauche, il s'avança jusqu'à Saint-Dizier.

Sa marche avait été trop lente. Bar-le-Duc avait capitulé, et toutes les précautions prises par Turenne pour garder cette ville au roi avaient été rendues inutiles.

Le maréchal avait sous ses ordres 6,000 fantassins très disciplinés, sans compter la cavalerie. Il attendait les contingents de la Picardie et de l'Artois et d'autres contrées délivrées de la présence des Espagnols, que Mazarin lui avait promis. Le pays était favorable à une attaque, car il était couvert de bois. Turenne aurait pu donc facilement tomber à l'improviste sur l'armée des Princes et, sinon les battre, les forcer à une retraite précipitée et leur prendre canons et bagages.

Bar-le-Duc était une ville difficile à défendre. Les retranchements autour de cette place étaient de peu d'utilité : « Les bois s'étendent, dit le duc d'York, dans ses *Mémoires*[1], en longueur à une lieue de la ville ; il y a entre le bois et le château une plaine spacieuse, sur le niveau de laquelle est situé le château, et la ville haute est sur le bord d'une descente qui conduit à la basse ville ; dans le fond, qui est étroit et entre deux

1. *Mémoires du duc d'York,* Collection Michaud et Poujoulat, XXVII, pp. 557 et suiv. ; *Mémoires du marquis de Beauvau et de Guillemin.*

collines, coule un petit ruisseau, et l'escarpe, de chaque côté, est rude et difficile; de sorte que les troupes du Roy n'auraient eu à combattre que contre les ennemis qui étaient de l'autre côté du ruisseau, et qui auroient fort mal passé leur temps entre l'armée qui les auroit attaqués et le château, et leur retraite n'y pouvait se faire qu'avec tant de confusion qu'ils se seroient culbutés l'un l'autre. »

Lorsque Turenne conçut le dessein de secourir Bar-le-Duc, il ignorait que Fuensaldaña eût quitté la France avec la plus grande partie de ses troupes, dans la conviction qu'il était de la faiblesse de l'armée royale et des chances que Condé et les Lorrains avaient de conquérir sans son aide le Barrois et d'y établir leurs quartiers d'hiver.

Non seulement Roussillon, gouverneur de Bar, avait refusé les secours proposés par Turenne, mais il s'était laissé enlever les quatre meilleures compagnies de sa garnison dans la basse ville, bien qu'elle fût défendue par une muraille assez solide et entourée d'un fossé plein d'eau. Il pouvait soutenir au moins l'attaque des Condéens et des Lorrains jusqu'à ce qu'il y eût une brèche faite à cette muraille.

Condé arriva devant Bar-le-Duc, le jour même de la capitulation de la ville basse. Inutile donc de faire son attaque de ce côté. Aussi éleva-t-il, le lendemain, du côté de la plaine, une batterie contre le château. Mais, à peine commençait-il à tirer que Roussillon, sans même attendre qu'il eût brèche, demanda à capituler et s'engagea à quitter la place dès le lendemain.

M. de Lorraine perdit à ce siège M. de Fauge, lieutenant-général. Originaire de la Savoie, il passait, au dire du duc d'York, pour le meilleur officier de l'armée lorraine. Il fut tué la nuit qui suivit la prise de la ville basse.

Il soupait avec le prince de Condé dans une maison assez proche de la ville haute et « faisant débauche » il s'enivra si fort que, dans l'accès d'une bravoure héroïque, il sortit par une porte de derrière, une serviette autour de la tête, pour se faire mieux remarquer et pour que les assiégés pussent tout à leur

aise tirer sur lui. Le prince de Condé et le duc de Guise coururent après lui pour le faire rentrer, mais, avant qu'ils eussent le temps de le joindre, il reçut un coup de mousquet qui le tua.

La prise de Bar-le-Duc par Condé eut lieu le 29 novembre.

Turenne, après la capitulation de Bar-le-Duc, prit position à Saint-Dizier, étant toujours dans l'ignorance du départ de Fuensaldaña. Ce qui prouve que ses éclaireurs remplissaient bien mal leur office.

Bientôt, apprenant d'une façon certaine que le général espagnol avait laissé Condé et le duc de Guise à leurs propres forces, le maréchal, après avoir reçu des renforts consistant en un régiment de cavalerie de 300 maîtres et d'un régiment d'infanterie de 1,200 hommes des troupes du duc de Longueville, du régiment de cavalerie et de la compagnie d'ordonnance du comte de Bristol, s'avança vers Stainville[1], et de là vers Vaucouleurs.

Le duc d'Elbeuf avait rallié l'armée royale avec 2,000 hommes de troupes de Picardie ou de nouvelles levées.

Condé s'était emparé de Void[2], de Commercy et de Ligny et s'était approché de Toul.

Après avoir traversé la Meuse à Vaucouleurs, Turenne se dirigea vers Void, d'où Condé, se retirant à son approche, se retira à Commercy.

Suivi, l'épée aux reins, par son adversaire, Louis de Bourbon se hâta de lever le camp et, laissant une garnison dans Commercy, entra à Saint-Mihiel, dont les murailles se trouvaient à demi démolies.

Condé essaya de trouver un lieu où il pût se poster avantageusement. Malheureusement, il n'avait sous sa main que bien peu d'infanterie. Son intention aurait été de s'établir solide-

1. Meuse, arrondissement de Bar-le-Duc, canton d'Ancerville.

2. Les défenseurs de Void montrèrent peu de courage. Le commandant de cette place se nommait Le Comte. Il fut amené à Pont-à-Mousson et de là conduit à Nancy, comme prisonnier. (V. Documents de l'*Histoire de Lorraine*, 1869, p. 191.)

ment dans les plaines fertiles de la Meuse et d'y prendre ses quartiers d'hiver, avant de pouvoir, au printemps, pousser jusqu'à Épinal et Nancy. N'avait-il pas promis à Charles IV de conquérir ses États et de contribuer par ses armes à sa restauration? Malheureusement, il ne put se maintenir dans ses positions et fut contraint de passer la Meuse à Void, après avoir laissé une partie de son infanterie à Bar-le-Duc, Ligny, Void et Commercy. Il fut obligé de se retirer à Damvillers[1], près du Luxembourg, ville occupée par ses partisans.

Turenne le suivit pas à pas, ne lui laissant aucun repos, arrivant six heures après lui à chaque étape. Ce fut, de la part de Condé, une retraite précipitée à laquelle son adversaire le força en le rejetant, lui et son armée, au delà de nos frontières, dans le Luxembourg.

Turenne, délivré des Condéens et des Lorrains, revint en toute hâte sur ses pas et, le 30 novembre, il entra à Saint-Mihiel, où il espérait rafraîchir son armée et faire reposer son infanterie harassée par une marche aussi rapide à travers les montagnes de l'Argonne, sur les derrières d'un ennemi en fuite, mais sachant protéger sa retraite et, comme le sanglier aux abois, faisant ferme de temps en temps, et toujours redoutable. Turenne manquait de pain, car Condé et les Lorrains avaient fait le vide derrière lui.

Aussi demanda-t-il des vivres aux habitants de Saint-Mihiel. Ceux-ci répondirent qu'il leur était impossible de lui en fournir une aussi grande quantité en un jour.

Pour les y forcer, il fit entrer son infanterie dans leur ville, ainsi que ses gendarmes et son canon. Sa cavalerie se cantonna dans les environs, le long de la Meuse et dans la Woëvre.

Les troupes de Turenne se reposèrent et se rafraîchirent.

Ce bien-être, dont l'armée royale se réjouissait, après six

---

1. Meuse, arrondissement de Montmédy, chef-lieu. Cette ville fut prise par les Français en 1637 et donnée depuis au prince de Conti. Condé y avait une garnison en 1652.

mois de fatigue et les horreurs de la guerre civile à laquelle elle prenait part avec répugnance, ne dura guère. La Ferté-Senneterre, gouverneur de la Lorraine, en fut jaloux, et craignant que la présence des soldats de Turenne dans le Barrois, en épuisant les approvisionnements qui s'y trouvaient, ne contribuât à l'épuisement des ressources qui lui étaient nécessaires pour ravitailler Nancy et les autres places confiées à sa garde, quitta précipitamment le siège de son gouvernement et arriva à Saint-Mihiel (1er décembre).

Là, chose surprenante, il pria Turenne de se retirer. Et, chose plus étrange encore, son camarade d'armes lui obéit, bien malgré lui, il est vrai, pressentant avec raison les conséquences fâcheuses d'une retraite aussi précipitée. La Ferté, pour donner suite à sa colère et à ses ressentiments, pour venger les rancunes des habitants de Saint-Mihiel, suivit pas à pas l'armée royale et chargea les fuyards, comme s'ils étaient les ennemis de la France, si bien que, lorsqu'il poursuivait les gendarmes de Turenne, qui n'étaient point encore en formation de marche, un gendarme de la compagnie de M. de Bristol, Manwaring, le prenant pour un ennemi, lui mit le canon de son pistolet sur le ventre. Heureusement pour le satrape de la Lorraine, l'amorce du pistolet du gendarme rata. La Ferté, pour se venger de cette audace, fit feu et le blessa. Berkeley, cornette de la compagnie de Mawnaring, qui arrivait à la rescousse, pistolet au poing, reconnut à temps le maréchal et abaissa son arme sans faire feu.

Débarrassé de l'étreinte gênante de son collègue, Turenne arriva précipitamment à Villotte-devant-Saint-Mihiel. Le lendemain au soir, il se trouva à Tronville, entre Bar et Ligny. Sans perdre de temps, Turenne envoya un détachement de cavalerie et d'infanterie avec du canon et toutes les choses nécessaires pour assiéger Ligny. On éleva d'abord une batterie à moins d'une demi-portée du feu de mousqueterie des assiégés. On fit des tranchées à droite et à gauche pour mettre l'infanterie à couvert et un épaulement pour protéger la cavalerie. Tous ces ouvrages furent achevés avant le lever du soleil. Les batteries

commencèrent aussitôt à tirer, il y eut une brèche raisonnable avant la nuit; mais il était difficile de traverser le fossé qui était rempli d'eau, profond et si large, dit le duc d'York, dans ses *Mémoires*[1], que les débris de la brèche n'avaient pu le combler. Cet inconvénient n'empêcha pas Turenne d'ordonner l'assaut, et à force de planches et d'échelles et de longues poutres, on traversa le fossé, et on arriva à la brèche, que l'ennemi abandonna aussitôt pour se retirer dans le château, qui était mieux fortifié que la ville elle-même.

Le lendemain, M. de Turenne, qui s'était réconcilié avec le maréchal de La Ferté-Senneterre, s'avança vers Bar-le-Duc, laissant à son collègue le soin de s'emparer de Ligny (22 décembre).

Toul s'était trouvé menacé, au commencement du mois de novembre, par l'armée des princes. La Ferté était venu dans cette ville pour recommander au maître-échevin et aux échevins de se tenir sur leurs gardes, car il redoutait un siège prochain et le gouverneur de Toul était à Paris. Le commandant de la place, M. de la Vallée, prit toutes les précautions nécessaires à sa défense. La compagnie des convois fut remise à 60 hommes et M. de La Ferté envoya M. de Brault comme gouverneur provisoire à Toul, ainsi que son régiment de dragons, commandé par M. de Brusley, l'aîné, originaire de Toul, et deux autres compagnies de la garnison de Nancy. La Ferté fit démolir tout le faubourg Saint-Mansuy et, avec les bois des maisons brûlées, il fit « contrescarper la ville avec terrasses » pour empêcher l'approche et les effets du canon de l'ennemi[2]. Les Toulois, sachant l'armée des princes dans le Barrois, furent pris d'épouvante et plusieurs d'entre eux s'enfuirent et se retirèrent à Nancy, imitant l'exemple des membres du Parlement de Metz. Mais leurs appréhensions ne se réalisèrent pas, grâce à la vigilance du maréchal de La Ferté, qui venait presque tous les jours, sans y être attendu, et chaque fois à

1. *Passim*, p. 559.
2. Voir *Recueil de documents sur l'Histoire lorraine*, p. 191.

une heure différente, pour se rendre compte des travaux de défense.

Le gouverneur de Toul retourna à Paris le 13 novembre.

M. de La Ferté, avant de se rendre à Saint-Mihiel, pour en faire sortir Turenne et l'armée royale, passa par Toul, le samedi 30 novembre. Toute crainte s'était évanouie, lorsqu'on apprit à Toul que Condé et le duc de Guise s'étaient retirés dans le Luxembourg et que Turenne, débarrassé de son adversaire, s'avançait en toute hâte vers Saint-Mihiel. Il marcha toute la nuit, et l'avant-garde de son armée arriva à trois heures du matin aux portes de Verdun et défila jusqu'à deux heures après midi. Ce jour même, l'armée du roi de France fut saluée par plusieurs volées de canon. Ne sachant d'où venait cette salve, les soldats de Turenne se rapprochèrent de Saint-Mihiel, et montèrent sur une côte proche de cette ville. Les membres du Parlement de Metz revinrent à Toul, le 3 décembre, suivis par les habitants fugitifs. Ils ramenaient avec eux une partie de leurs meubles les plus précieux. Depuis Nancy jusqu'à Toul, ce n'était qu'une procession de personnes, de chars, de charrettes, de chevaux et de carosses [1].

Revenons au siège de Bar-le-Duc, que venait d'entreprendre Turenne, en présence du cardinal Mazarin, qui avait quitté Bouillon et qui, de Sedan s'était transporté sur le théâtre de la guerre, voulant prendre sa part de la gloire commune, comme l'avait fait le cardinal de Richelieu devant La Rochelle. Le cardinal avait levé 4,000 hommes « des mieux faits » de façon à rentrer dans le royaume, non en ministre impatient de reprendre la direction des affaires, mais en général désireux de se montrer aux troupes et de leur inspirer l'ardeur nécessaire devant l'ennemi (17 décembre).

La nuit même de son arrivée devant Bar-le-Duc, Turenne dressa une batterie contre la ville basse, à la faveur de quelques maisons qui étaient presque sur le bord du fossé. Un chemin étroit les en séparait. Les canons tirèrent dès le matin,

1. Voir *Mémoires de Jean du Pasquier*. Toul, 1878, pp. 217 et suiv.

et quoiqu'ils fussent petits et peu nombreux, un de huit et deux de six livres de balle, comme les pièces étaient renforcées et qu'on pouvait leur donner double charge, M. de Champfort, lieutenant de l'artillerie, en fit si bon usage, qu'au coucher du soleil il y eut une bonne brèche.

Les régiments de Picardie devaient y donner l'assaut, sous le commandement de M. du Tôt[1], le plus ancien lieutenant-général de France et le seul présent à l'armée.

La brèche faite aux murailles de la ville basse de Bar-le-Duc existait près de la porte située à droite en entrant. Cette porte n'était flanquée de chaque côté, que de deux petites tours rondes.

On aima mieux battre cet endroit que tout autre, pour n'avoir point l'embarras de combler le fossé et parce qu'il aurait fallu faire ailleurs une plus grande brèche, ce qui aurait demandé plus de temps qu'on ne voulait y mettre, au lieu que par là on pouvait facilement passer le fossé sur le pont de la place et sauter en bas, près du pont-levis du guichet, d'où on pouvait se couler le long de la muraille pour se diriger vers la brèche qui se trouvait proche.

Après ces préparatifs, Turenne fit tirer deux ou trois salves d'artillerie sur la tour de la porte qui, seule, défendait la brèche et dont la ruine aurait rendu l'attaque plus facile.

M. du Tôt, qui avait reçu l'ordre de commencer cette attaque, au lieu de faire marcher d'abord les gens commandés et de rester lui-même avec le corps du détachement, ayant trop bu, suivant sa coutume « un peu trop pour un commandant », suivit le sergent qui menait la tête de l'attaque. En sautant de la petite porte du guichet, il fut tué d'un coup de mousquet.

Bar-le-Duc était fatal aux ivrognes[2].

Le duc d'York, qui assista au siège de Bar-le-Duc, sous les ordres de Turenne, fait observer, à la louange de l'armée

---

1. Charles-Henri du Tôt avait été colonel d'un régiment d'infanterie, levé en 1636 et portant son nom. Il ne fut licencié qu'à la fin de l'année 1652.

2. Voir plus haut les détails de la mort de M. de Fauge.

française, que M. du Tôt fut le seul officier français qu'il ait vu ivre à la guerre.

Mais la mort du lieutenant-général ne retarda pas le succès final.

Les assiégeants passèrent à la file par le guichet et, arrivant à la brèche malgré le feu des ennemis, que le canon ne put déloger de la tour de la porte, ils emportèrent non seulement la brèche, mais les chassèrent encore des barricades qu'ils avaient faites derrière cette brèche et dans les rues, les poursuivant jusqu'à la ville haute [1].

Un accident arrivé à Théodore des Pilliers, gouverneur de Bar-le-Duc pour Charles IV, contribua au succès des Français et à la prise de la ville basse.

Ne croyant pas que Turenne dût donner l'assaut ce soir-là, il était resté à la ville haute ; mais le bruit de l'attaque l'ayant forcé à venir se rendre compte de ce qui se passait, il fit marcher 200 hommes destinés à renforcer ceux qui défendaient le poste attaqué par l'ennemi. Son cheval s'abattit en descendant vers la ville basse et, dans sa chute, lui meurtrit si violemment la jambe, qu'il fut contraint de se faire porter dans la ville haute.

Les Français ne perdirent pas beaucoup de monde à l'assaut de la ville basse et n'eurent à déplorer, parmi les officiers de marque, outre M. du Tôt, que le marquis de Dangeau, volontaire, qui fut tué.

M. de Pauliac, premier capitaine du régiment de Picardie, qui commandait ce régiment en l'absence des officiers majors, reçut un coup de mousquet à l'épaule, et Godonviller, capitaine au même régiment, en reçut un dans le ventre. Ils guérirent tous deux de leur blessure.

Le cardinal Mazarin, avons-nous dit, avait quitté Sedan. Il en était sorti avec ses nièces, qu'il mena à Châlons-sur-Marne, escorté par 1,200 ou 1,300 chevaux « assez lestes ».

Le voici au camp français devant Bar-le-Duc, en compagnie

1. Voir le plan de Bar-le-Duc dans l'atlas de Beaulieu.

de Turenne et de La Ferté-Senneterre. Il amenait avec lui des renforts tirés de diverses places et commandés par le duc d'Elbeuf, gouverneur de la Picardie, cousin de Charles IV, et par le maréchal d'Aumont.

Le cardinal assista à la prise de la ville basse de Bar-le-Duc.

La prise de cette partie de la ville assiégée par l'armée royale ne rendait pas plus facile celle de la ville haute et du château. On ne l'avait attaquée que pour y mettre l'infanterie à couvert, car la saison était trop rigoureuse pour pouvoir se camper.

Les soldats de Turenne y trouvèrent une grande quantité de pain et de vin dont ils avaient grand besoin.

Quant à la cavalerie, elle fut mise dans de bons quartiers, aux environs et assez près de Bar-le-Duc.

Quoique la gelée fût assez forte, Condé résolut de tenter de secourir cette ville. Il accourut du Luxembourg où il s'était réfugié.

Turenne fut averti à temps de sa marche et il fut décidé, en conseil de guerre, que le maréchal et La Ferté s'avanceraient au-devant de l'ennemi avec une grande partie de leur cavalerie, 3,000 fantassins et 6 pièces de campagne.

Mazarin devait les suivre à quelque distance, pendant que le duc d'Elbeuf et le maréchal d'Aumont, avec le reste des troupes, continueraient le siège de Bar-le-Duc.

On apprit que Condé et le duc de Guise se dirigeaient vers Vaubecourt, village situé à cinq lieues de Bar.

L'armée royale marcha à eux. Turenne conduisait l'avant-garde et atteignit Condit, qui n'est qu'à une lieue et demie de Vaubecourt.

Au moment où les troupes y entrèrent pour y prendre leurs quartiers, le maréchal apprit, d'un parti qui lui amena des prisonniers, que le prince de Condé venait d'arriver à Vaubecourt, où il devait passer la nuit, dans l'ignorance où il était du voisinage de son adversaire.

M. de Turenne fit prévenir immédiatement M. de La Ferté et lui fit savoir qu'il était d'avis d'attaquer de suite l'ennemi que l'on trouverait assurément en grand désordre. Vaubecourt,

village érigé en comté par Louis XIII, en faveur de Jean de Nettancourt, le 26 avril 1635[1], comptait peu d'habitants, mais il était pourvu en grande abondance de vin et de toutes sortes de provisions. Aussi Turenne présumait-il qu'à la première alerte les chefs de l'armée des Princes pourraient difficilement rassembler leurs troupes et faire monter leurs cavaliers à cheval et qu'ils seraient si étonnés d'être attaqués, dans l'ignorance qu'ils étaient du voisinage si proche de l'armée royale, qu'il serait facile de les tailler en pièces.

Le maréchal de La Ferté-Senneterre ne fut pas de cet avis et vint expliquer lui-même à son collègue qu'il ne croyait pas qu'il convînt de prendre un parti aussi grave sans le consentement du cardinal Mazarin.

---

1. La maison de Nettancourt était originaire de la Champagne. Elle servit également en Lorraine.

Bâti sur l'Aisne, Vaubecourt, à 4 lieues de Bar-le-Duc, faisait partie du Barrois mouvant. Cette seigneurie fut érigée en comté par Louis XIII, avec un bailliage seigneurial, dont les appels se portaient au bailliage de Bar avant la guerre de Trente ans ; elle relevait du duché de Lorraine.

Charles IV, à la prière de Jean de Nettancourt, établit, en 1627, un marché à Vaubecourt tous les vendredis de chaque semaine et deux foires par année ; l'une au lendemain de la fête de la Saint-Marc, évangéliste, et l'autre le lendemain de la nativité de Notre-Dame, avec les mêmes droits et privilèges que ceux dont jouissaient les autres vassaux, qui avaient pareille faculté.

Nicolas de Vaubecourt, dit de Haussonville, fils de Jean V de Nettancourt, comte de Vaubecourt, lieutenant-général du comté et évêché de Verdun, ville dont il avait fait le siège en 1631, mort le 4 octobre 1642, et de Catherine de Savigny, était né le 27 juillet 1603, fut adopté le 2 juillet 1605, par son oncle, Jean, baron de Haussonville, gouverneur de Verdun, et ajouta son nom au sien.

Connu sous le nom de marquis d'Haussonville, jusqu'en 1642, il servit la France et succéda à son père, en 1628, comme colonel du régiment de Vaubecourt, devint gouverneur de Landrecies, le 27 juillet 1637, fut créé maréchal de camp, le 25 janvier 1642 ; le 15 septembre de la même année, gouverneur de Perpignan et du Roussillon, puis, le 15 novembre 1642, lieutenant-général du gouvernement du Verdunois ; le 17 septembre 1646, gouverneur général des ville et évêché de Metz, puis devint maréchal de camp des armées du Roy, un de ses lieutenants au gouvernement de Champagne et gouverneur particulier de Châlons-sur-Marne. Lors du départ de Charles IV du camp de Villeneuve-Saint-Georges en 1652, il fut donné comme otage à ce prince par Mazarin. Il mourut à Paris, le 11 mars 1678, et fut enterré dans l'église de Saint-Denis. (V. *Notice de Lorraine*, par Calmet, et *Généalogie de la maison de Nettancourt*, par Courcelles.)

Turenne fut contraint de se ranger à l'opinion émise par La Ferté et fit prévenir Mazarin, resté devant Bar, de ses intentions.

Le cardinal envoya son consentement au projet conçu par Turenne, mais, quoiqu'il ne fût éloigné du camp de l'armée royale que d'une lieue et demie ou de deux lieues tout au plus, le consentement arriva trop tard. Pendant qu'on marchait à l'ennemi, un autre parti avertit Turenne que tout faisait supposer que Condé avait décampé. Ce qui faisait croire à ce départ précipité, c'était la vue des flammes qui s'élevaient au-dessus du village de Vaubecourt et la disparition de la grand'garde de l'armée des Princes.

Vaubecourt brûlait effectivement, et d'autres éclaireurs confirmèrent au maréchal l'éloignement précipité de Louis de Bourbon et du duc de Guise.

Turenne rebroussa chemin et ramena ses troupes dans leur quartier, ne jugeant pas à propos d'aller plus loin.

Le lendemain, on apprit, par des habitants de Vaubecourt, que le prince de Condé, ayant été averti de l'approche de M. de Turenne, avait fait battre la générale et monter ses cavaliers à cheval, mais que, s'apercevant du peu d'empressement que mettaient ses soldats à quitter un si bon gîte, il avait fait mettre le feu aux quatre coins du village, afin de les en faire déloger plus promptement.

L'alerte dont il avait failli être la victime le rendit plus prudent dans la suite. Il ne jugea pas prudent de rester plus longtemps dans le Barrois et se porta du côté de Clermont-en-Argonne, d'où il revint à Damvillers.

Il s'était aperçu que l'armée royale était assez nombreuse pour continuer deux sièges à la fois, celui de Ligny et celui de Bar-le-Duc et détacher la moitié de ses forces à sa rencontre.

Aussitôt qu'il se vit débarrassé de l'armée des Princes, M. de La Ferté retourna à Bar avec une grande partie de l'infanterie et de la cavalerie, tandis que le maréchal de Turenne mettait le reste des troupes en cantonnement à Contrisson, Revigny-

aux-Vaches et dans d'autres villages situés à quatre lieues de Bar-le-Duc.

Mazarin établit son quartier-général à Fains, à une lieue de cette ville. Il y séjourna durant le siège de Bar, c'est-à-dire peu de temps. Les assiégés attendirent qu'il y eût deux brèches de faites à leurs murailles avant de parler de se rendre. A la première, les soldats de Turenne s'aperçurent en montant à l'assaut, qu'il y avait de l'autre côté un fossé profond qu'il était impossible de franchir, ce dont on n'avait pu se rendre compte du dehors.

On fut obligé de dresser une nouvelle batterie du côté du château. Son effet fut si considérable que les assiégés capitulèrent, rendirent la ville haute et le château et furent faits prisonniers de guerre (17 décembre).

Se trouvait, parmi les régiments qui défendirent Bar-le-Duc, un régiment irlandais d'infanterie qui craignit d'être longtemps prisonnier, car son colonel était mort le jour de la capitulation.

Le lieutenant-colonel, qui s'était échappé, fit offrir ses services au duc d'York, au cas où il obtiendrait de Mazarin la mise en liberté de son régiment, ce qui fut accordé. Les deux compagnies dont il était composé, avec tous les officiers, furent incorporées dans le régiment de ce prince, qui se trouvait cantonné à Ligny, où elles furent envoyées.

Deux jours après la prise de Bar-le-Duc, le cardinal de Retz, en sortant de chez la reine-régente, fut arrêté au Louvre par M. de Villequier, capitaine des gardes du roi, et put se répéter à lui-même ce vers de Corneille :

Quiconque entre au Palais porte sa tête au roi[1].

C'est alors que Paul de Gondi, ce factieux incorrigible, se repentit d'avoir refusé l'ambassade de Rome. Il fut incarcéré dans le donjon de Vincennes.

---

1. *Nicodème*, tragédie de Corneille.

Paris ne bougea pas, et les plaintes que le clergé et l'Université de Paris allèrent formuler au Louvre au sujet de l'arrestation du coadjuteur restèrent sans échos.

L'armée des Princes avait semé partout sur son passage la dévastation.

La marquise d'Haraucourt-Saint-Balmont, dame de Neuville, cette femme intrépide qui, pendant que son mari combattait sous les drapeaux de Charles IV, avait armé ses vassaux de Neuville et s'était battue pendant de nombreuses années, pour le roi de France, contre les Lorrains et leurs alliés, s'émut des exactions dont les habitants du Barrois et de la Champagne étaient les victimes au cours de la guerre intestine qui dévastait ces deux provinces[1].

Elle savait que le comte Philippe-Emmanuel de Ligniville, général au service du duc de Lorraine, en ce moment guerroyant dans l'armée des Princes, sous les ordres directs du chevalier de Guise, était doué d'un caractère bon et humain.

Elle s'adressa à lui, pendant qu'avec Condé il se trouvait à Clermont-en-Argonne, après avoir battu en retraite devant Turenne, afin qu'il lui accordât la neutralité de ses terres.

Le moment était bien choisi par M^me^ de Saint-Balmont pour recourir à l'intervention de M. de Ligniville, car elle venait d'apprendre que cet homme intègre, irrité de la conduite indigne du prince Ulrich de Wurtemberg qui, d'accord avec le prince de Condé, venait de faire mettre le feu au village de Vaubecourt en apprenant l'arrivée de Turenne, avait provoqué le prince allemand en duel et s'était battu avec lui (15 décembre). Avant ce duel, Ligniville, obéissant aux ordres de Condé, avait employé tous ses efforts à arrêter les désordres commis

1. La marquise d'Haraucourt-Saint-Balmont, née Barbe-Alberte d'Ernecourt, fille unique de Marguerite de Housse de Watronville et de Simon d'Ernecourt. Cette femme intrépide lutta longtemps dans son château de Neuville (Meuse) contre les Lorrains et leurs alliés. Voir l'*Amazone française*, par le Père Jean-Marie, religieux pénitent du tiers-ordre de Saint-François. Paris, 1768, in-12. — *Histoire de la vie chrétienne et des exploits militaires d'Alberte-Barbe d'Ernecourt, connue sous le nom de M^me^ de Saint-Balmont*, par le Père des Billons. Liége, chez Tutor, et à Paris, chez Rabuty, in-12.

par les soldats de l'armée des Princes : « M. le prince [de Condé] écrivait-il à Mme de Saint-Balmont, le 16 décembre, la veille de la prise de Bar-le-Duc, voulut que j'y ay faict touscher à cheval pour empescher les désordres. M. le chevalier de Guise a eu la générosité de luy dire ici-mesme comme il me l'avoit ordonné[1]. »

Cette neutralité, que Mme de Saint-Balmont demandait pour ses terres, Charles IV avait ordonné au chevalier de Guise, qui commandait le détachement lorrain mis à la disposition du prince de Condé pendant son incursion dans le Barrois, de la demander à M. de La Ferté-Senneterre pour ce duché tout entier « ce qui se serait effectué, si on avait creu que la marche des troupes de Sa Majesté très-chrétienne nous auroit obligé à cela par forces. »

La Ferté, en effet, était tout disposé à accorder cette neutralité au Barrois, si Turenne n'était pas venu déranger ses projets de pacification.

C'est ce qui explique peut-être sa conduite étrange envers son collègue lors de son arrivée à Saint-Mihiel.

Tout pouvait encore s'arranger « à présent que notre secours arrive » écrivit Ligniville à Mme de Saint-Balmont, si M. le maréchal [de La Ferté] était encore dans le même dessein.

Le général lorrain promettait à la dame de Neuville de faire en sorte de persuader le chevalier de Guise de l'opportunité de cette demande de neutralité : « Sinon, tout se portera à l'extrémité, ajoutait-il. » C'était, selon lui, à la noblesse du pays de demander cette neutralité à La Ferté « veu que c'est l'interest autant du maréchal que de pas un autre. Messieurs de Saint-Mihiel en pourraient aussi faire de mesme. »

Quant au comte de Ligniville, il ne songeait, disait-il, qu'au repos du peuple et de ses amis : « Quoi qu'il arrive, écrivait-il à

1. Voir plus haut. Louis XIV s'émut des ravages commis par l'armée des Princes en Champagne et dans le Barrois et écrivit à Turenne d'user de représailles. (V. *Mémoires de Turenne*, éd. Michaud et Poujoulat, XXVII, p. 451, note.)

la fin de sa lettre, j'auray tousjours un bon bras et une bonne épée au service de mes amis, de la patrie et de mes protecteurs et de vostre service particulier » (16 décembre 1652)[1].

Pendant que Turenne et La Ferté assiégeaient simultanément Bar-le-Duc et Ligny, Charles IV envoya pour la seconde fois M. de La Couture, un de ses agents, avec mission de distribuer « à qui le voudra » 600 pistoles à des soldats français des garnisons de Moyenvic[2] et de Marsal[3].

Mazarin fut prévenu, le 13 décembre, de cette tentative de corruption. Son correspondant anonyme lui faisait observer que, s'il ne s'y opposait pas de suite, la France courait risque de perdre Moyenvic « qui est la seule qui lui est très nécessaire maintenant », ainsi que Marsal « sans aucun remède »[4].

Après la prise de Bar-le-Duc par l'armée française, il lui restait à s'emparer de Ligny, dont le siège avait été ralenti pendant celui de la capitale du Barrois. Ce fut La Ferté qui fut chargé des opérations. Une brèche avait été faite aux murs de la place, mais, avant qu'elle fût suffisante, les boulets manquèrent au camp français. Aussi les assiégés profitèrent-ils de cette pénurie pour fortifier d'une palissade la partie endommagée.

C'est alors que le maréchal de La Ferté-Senneterre fit attacher le mineur à l'endroit où les ruines de la muraille pouvaient lui fournir un logement. En peu de temps la mine fut

---

1. Copie de la lettre de M. le comte de Ligniville à Mme de Saint-Balmont. *Aff. étr., Lorraine,* t. XXXVI, f° 344.

2. Moyenvic, Alsace-Lorraine. Avant 1870, Meurthe, arrondissement de Château-Salins, canton de Vic. Cette ville, bâtie sur la Seille, possède des salines. Elle appartenait au temporel de l'évêché de Metz jusqu'en 1630, où elle fut prise par Cratz, général impérial, fut reprise par l'armée française, le 27 décembre 1631, et cédée à la France par le traité de Munster (1648).

3. Marsal, Alsace-Lorraine. Avant 1870, Meurthe, arrondissement de Château-Salins, canton de Vic. Cédée à la France pour trois ans, en 1631, par le traité de Liverdun, cette place devait être rendue à Charles IV lors du traité de 1641, et être rasée. Elle resta au pouvoir des Français à la suite de la reprise des hostilités. M. de Rozières en était gouverneur en 1644.

4. Voir Lettre anonyme, 13 septembre 1652. *Aff. étr., Lorraine,* t. XXXVI, f° 279.

prête à jouer. Les régiments d'York[1] et de Douglas[2] furent commandés pour l'attaque, aussitôt que cette mine aurait fait son effet. Le régiment de La Ferté eut ordre de les soutenir. Le comte d'Estrées[3], chargé de cette prise d'armes, fit marcher ses soldats sans attendre que la fumée fût dissipée et qu'on pût constater l'effet de la mine.

On passa sur la glace le fossé qui était fort large et, lorsqu'on arriva à la brèche, on s'aperçut, mais trop tard, que la mine n'avait emporté la partie extérieure de la muraille que jusqu'à l'endroit palissadé par les assiégés. Il n'y avait pas moyen d'avancer. On fit retirer les troupes ; mais, par surcroît de malheur, la glace se rompit sous les pieds des soldats ; la plupart tombèrent dans l'eau du fossé, ce qui permit aux assiégés de nourrir un long feu contre eux.

Cette imprudence commise par le comte d'Estrées causa la perte de quatre capitaines, quelques lieutenants et enseignes et de cent soldats, environ, du régiment d'York. Celui de Douglas perdit deux capitaines et près de cinquante soldats, sans compter les blessés.

La nuit, on attacha le mineur pour la seconde fois, et le lendemain, le 22 décembre, le château de Ligny capitula et se rendit aux mêmes conditions que Bar-le-Duc.

Mazarin voulut terminer la série des succès de l'armée royale par la prise de Sainte-Menehould. Après avoir laissé de bonnes garnisons dans Ligny et Bar-le-Duc et en avoir réparé les fortifications autant que le temps le permettait, l'armée partit de Contrisson[4] le 27 décembre et arriva le lendemain à Somme-Yèvre[5], où elle resta jusqu'au 30.

---

1. Levé, le 31 octobre 1652, par Jacques Stuart, duc d'York, et commandé par lord Muskerry.

2. Primitivement Hepburn-Écossais.

3. Comte d'Estrées (Jean de Cœuvres). Il fut blessé au siège de Valenciennes, en 1656.

4. Meuse, arrondissement de Bar-le-Duc, canton de Revigny.

5. Marne, arrondissement de Sainte-Menehould, canton de Dommartin-sur-Yèvre.

On était obligé, pendant la marche, de cantonner les troupes dans les villages, la rigueur de l'hiver ne permettant pas de camper. La gelée fut si violente le jour qu'on arriva à Somme-Yèvre, que les cavaliers furent obligés de mettre pied à terre pour se réchauffer : trente ou quarante soldats périrent ce jour-là de froid, car aussitôt qu'un homme insuffisamment vêtu s'asseyait pour se reposer, ses membres se roidissaient et il ne pouvait se relever.

Le duc d'York vit un grand nombre de soldats de l'armée royale mourir ainsi. Et il en serait mort davantage, si les officiers n'avaient pris soin de mettre sur des chevaux ceux qu'ils voyaient prêts à succomber, afin de les transporter jusqu'aux villages les plus proches, où l'on en sauva plusieurs en leur donnant de l'eau-de-vie ou d'autres liqueurs.

Dans ces vastes plaines de Champagne que traversait l'armée royale, rien n'arrêtait le vent du nord-est qui soufflait violemment et qu'on recevait en plein visage.

Ce fut la rigueur du climat qui empêcha M. de Turenne d'assiéger Sainte-Menehould.

Le maréchal représenta à Mazarin les difficultés qu'il y aurait d'entreprendre le siège de cette ville par un froid aussi intense.

En effet, on ne pouvait, comme à Bar-le-Duc et à Ligny, trouver d'abris pour y mettre l'infanterie à couvert. Aucun fourrage dans les environs pour la cavalerie, puisque Sainte-Menehould ne possédait pas de faubourgs et que le pays avait été ravagé par les ennemis.

La place était solide et munie d'une bonne garnison ; elle devait nécessiter un siège conduit avec méthode. L'entreprendre, c'était hasarder la ruine entière de l'armée royale, dans laquelle Mazarin et la cour de France avaient mis leur dernier espoir. C'était compromettre le succès final et se voir contraint à décamper honteusement devant une résistance certaine[1].

Résumons-nous. Qu'était venu faire Charles IV à Paris où, à

1. Voir *Mémoires du duc d'York*, pp. 563 et 564.

deux reprises différentes, il s'était mêlé à la foule des Frondeurs, cherchant les applaudissements d'un peuple égaré, dupe de magistrats mécontents et de princes ambitieux, cajolant les dames, prenant part aux intrigues de toutes sortes, se posant en arbitre entre la cour et la Fronde, trompé par les uns et trahi par les autres, en voulant lui-même les duper, essayant de réconcilier le duc d'Orléans avec le prince de Condé, pactisant en secret avec la cour et se faisant payer par elle un désintéressement factice et ses promesses d'arbitrage, enfin forcé, chaque fois, de lever le camp précipitamment, subissant, après un triomphe momentané, la honte de la réprobation universelle, due aux exactions et aux rapines de ses soldats ?

Lors des deux excursions de Charles IV au cœur même de la France, l'état précaire du royaume, ses dissensions intestines, l'éloignement de Mazarin, la révolte des princes du sang, l'extrême jeunesse du roi, le découragement d'Anne d'Autriche, firent de Charles IV le maître des destinées de notre pays.

Si Dieu avait donné au duc de Lorraine plus de sang-froid, plus d'habileté politique et surtout plus de stabilité dans ses résolutions, il aurait pu jeter son épée dans la balance et arracher à la cour de France aux abois les concessions les plus grandes, sa restauration complète et la restitution entière de ses États qu'elle voulait lui rendre en partie. Il aurait pu réconcilier Mazarin avec le Parlement et le parti des Princes et intervenir, comme il l'avait fait espérer, auprès de l'Espagne, pour qu'elle remît son épée au fourreau.

Au lieu de se rendre odieux à tous, d'imiter Attila et de donner de nouvelles preuves de sa déloyauté, ne profitant pas même des circonstances pour essayer de délivrer son duché du joug français, ne devait-il pas accepter les avances de la cour de France, en devenir l'ami fidèle, et lui imposer ses conditions avec fermeté ?

C'est ce qu'il ne fit pas, s'aliénant à la fois la reine et Mazarin, les Princes ses alliés et la cour d'Espagne, qu'il trahit tour à tour.

Ce fut Turenne qui sauva la France du péril extrême où elle se trouvait réduite et favorisa le retour du roi à Paris et bientôt celui de Mazarin en France.

On ne peut trop admirer sa conduite sous Paris et en Lorraine, l'habileté de ses opérations militaires, sa prudence, son énergie et sa lutte héroïque contre le froid rigoureux qui sévit à la fin de cette année terrible dont nous venons de retracer à grands traits les faits les plus saillants.

Au printemps de 1652, Turenne, avant de quitter la cour et se diriger vers Senlis avec l'armée royale, avait dit à Louis XIV qu'il espérait empêcher que les ennemis ne prissent leurs quartiers d'hiver en France.

Cette promesse, il sut la tenir, car il avait prévu avec raison que Charles IV et les Espagnols, à l'approche des frimas, iraient hiverner dans les Pays-Bas et qu'alors son armée serait supérieure à celle des Princes, qu'il forcerait à reculer. C'est ce qui arriva.

L'antipathie de Charles IV contre le prince de Condé facilita les succès de Turenne. C'est ce sentiment qui décida le duc de Lorraine à abandonner la partie, après sa courte présence aux portes de Saint-Mihiel et de Toul et à disséminer maladroitement la plus grande partie de ses forces dans le pays de Juliers et sur les bords de la Sarre et du Rhin, après avoir laissé quelques régiments à Condé, sous le commandement du chevalier de Guise, du comte de Ligniville et de M. de Fauge.

Charles IV avait appris que, dans son traité conclu avec l'Espagne, le prince de Condé s'était taillé la part du lion, en y faisant insérer que toutes les conquêtes futures sur la France lui seraient dévolues.

C'est en vain que le Lorrain lui en réclama la moitié, ainsi que la restitution des places lorraines données imprudemment par Mazarin à Condé, telles que Clermont-en-Argonne, Stenay et Damvillers.

Louis de Bourbon ne fut pas plus heureux que Charles IV.

Quoique nommé généralissime de l'armée espagnole au mois de novembre, n'a-t-il pas été abandonné en même temps par

cette armée que lui avait amenée le comte de Fuensaldaña? Les Espagnols, poursuivant leurs succès dans les Flandres maritimes, le laissent à ses propres forces, et lorsque Mazarin aura amené des renforts à Turenne et à La Ferté, il pourra à peine lutter contre l'armée royale. Il a perdu tour à tour Bar-le-Duc, Ligny, Void et Commercy, et a été obligé de reculer à deux reprises jusqu'au Luxembourg.

Il possède cependant encore Stenay, Clermont et Beaumont-en-Argonne, Rethel, Mouzon et Sainte-Menehould et peut tendre la main aux Espagnols en portant sa droite vers l'Oise, et s'emparer de Vervins dont il sera délogé sept jours plus tard (19-28 janvier 1653).

Débarrassé de cet ennemi dangereux, récoltant sa part des succès du maréchal de Turenne, sachant le cardinal de Retz à Vincennes, le cardinal Mazarin, rappelé par Louis XIV ou plutôt par Anne d'Autriche qui ne peut se passer de ses conseils, reprend le chemin de Paris où il rentre en triomphateur (3 février 1653).

Charles IV, l'oreille basse, se repentant à coup sûr de sa campagne honteuse et inutile, après avoir quitté son armée, s'était installé à Bruxelles[1], où il pouvait former à son aise de nouveaux projets de vengeance contre la France, qu'il lui était facile de sauver en recouvrant, en même temps, le trône de ses pères et ses États.

1. Tavannes, dans ses *Mémoires*, prétend que Charles IV, après avoir quitté la France en compagnie de Fuensaldaña, vers le 20 octobre 1652, et après avoir laissé quelques troupes au prince de Condé, en ce moment cantonné à Vely-sur-l'Aisne, se retira en Hollande, pour y prendre possession du comté d'Eymont qu'il avait acheté depuis peu au roi d'Espagne. (*Mémoires de Saulx-Tavannes*, p. 213.)

CHAPITRE X

CAMPAGNE DU NORD (1653)

Raulin, secrétaire d'État de Charles IV, et un de ses agents les plus actifs et les plus intelligents, tomba malade à la suite de la rupture des négociations qu'il avait entamées avec M. de Joyeuse. Il garda le lit pendant six semaines, miné par la fièvre « accompagnée du pourpre ». Les médecins désespérèrent de le sauver, mais, vers la fin du mois, il revint à Bruxelles, où il apprit toutes les calomnies qu'on avait répandues contre lui.

Les uns l'accusaient d'avoir touché 30,000 livres de Mazarin, les autres d'avoir reçu de ce ministre une abbaye d'un revenu de 15,000 livres.

A son retour, Raulin trouva Charles IV fort mécontent du mauvais vouloir du cardinal à son égard, car il prétendait n'avoir commis aucun acte d'hostilité envers la France en l'envahissant et avait l'audace de soutenir qu'en faisant lever le siège d'Étampes il avait évité au maréchal de Turenne une défaite immanquable. Se revêtant de la peau de l'agneau, le duc affirmait que, s'il avait quitté si inopinément les environs de Paris, après avoir promis de réconcilier le parti des Princes avec celui du roi, c'était parce qu'il avait été forcé de rentrer précipitamment dans les Flandres, afin de récupérer ses pierreries et 80,000 florins que sa peu consciencieuse maîtresse avait emportés à Anvers.

Excuse d'autant plus faible qu'au duc de Lorraine ne manquaient pas les moyens de se faire restituer ce que sa femme de campagne lui avait volé, ce à quoi il réussit pleinement.

Par sa conduite singulière sous Paris et à Villeneuve-Saint-Georges, Charles IV avait non seulement mécontenté la cour

de France et le cardinal Mazarin, mais son départ précipité et sa défection vis-à-vis des Princes, qui comptaient sur son aide ou du moins sur son intervention, courroucèrent au plus haut degré l'archiduc Léopold. Il alla jusqu'à lui déclarer que, s'il ne se décidait pas à prendre part à la campagne prochaine, côte à côte avec lui et Condé, il le soupçonnerait de complicité avec Mazarin et de trahison envers l'Espagne.

Charles IV, irrité par tant de suspicions, s'emporta et répondit, en ricanant, que c'était vrai, qu'il était « l'ami et le serviteur du cardinal Mazarin » et que, s'il trouvait à Bruxelles les choses en aussi mauvais état qu'avant son départ pour la France, il reprendrait le chemin de Paris, se vantant de pouvoir conduire lui-même le cardinal à la cour (janvier 1653).

Raulin voulut profiter de l'état d'âme de M. de Lorraine pour inviter Mazarin à essayer de nouveau de traiter avec lui. Le cardinal fut prié par le secrétaire du duc d'écrire directement à son maître, tout en insérant dans sa lettre à Charles IV un billet destiné à lui-même, sous le couvert de M. Baudrier, marchand à Bruxelles, rue du Chat :

« Ne rompez pas encore avec lui absolument, écrivit Raulin au cardinal, et me croyez et tesmoignez-luy que vous avez eu du malheur de n'avoir pu parvenir au gain de son amitié, nonobstant tous les efforts que Vostre Excellence en ayt pu faire et jusqu'au point de vous en attirer la haine universelle de toute la cour, et que si la conquête en était encore à faire, qu'il n'y aurait rien que vous ne tentassiez pour cela[1]. »

Les tentatives faites par Raulin pour réconcilier son maître avec la cour de France ne réussirent pas, mais les négociations continuèrent entre le duc de Lorraine et Mazarin, qui s'apprêtait à quitter la terre étrangère et à revenir en France.

Turenne venait de s'emparer de Château-Porcien (12 janvier) et avait repris Vervins aux Espagnols (28 janvier).

---

1. Raulin à Mazarin. Bruxelles, 4 janvier 1653. *Aff. étr., Lorraine. Passim*, f° 403. Charles IV avait reconnu que Raulin était « Mazarin en diable » (*passim*).

Un froid excessif suspendit les opérations de guerre.

Le 5 janvier, Charles IV, après avoir rencontré Condé à Avesnes, quitta cette ville dès le lendemain pour retourner à Bruxelles, tandis que M. le Prince rejoignait Aubenton (Aisne).

L'armée royale se cantonna dans les environs de Laon pendant que Turenne, accompagné de Mazarin, prenait le chemin de Paris.

Après son entrevue avec le prince de Condé, le duc de Lorraine ordonna au comte de Ligniville de réunir en un seul faisceau les troupes qu'il avait sous son commandement et lui annonça qu'il allait quitter Bruxelles pour se rendre à Stavelot et à Malmédy.

Il semblerait, d'après les ordres reçus par Ligniville, que l'intention de Charles IV était de tenter une nouvelle incursion en Lorraine où l'occupation de Stenay, Rethel et Sainte-Menehould par les troupes condéennes lui ménageait une entrée facile.

« Pourtant soyez alerte, écrivait-il à Ligniville, et sur vos gardes et n'entreprenez rien. Mon dessein est de vous ramener *in patriam* où l'on nous attend ; chez M. le comte de Galand ou Limbourg, ou Dasburg vous apprendrez de mes nouvelles. A Dieu, servez bien.

« Jamais le vin de Bar ne fut si bon. J'ai envoyé les ordres à Saint-Martin pour les régiments qui sont de la Meuse, afin qu'ils me joignent, s'ils le peuvent, puisqu'ils viennent par Namur, avec Hanrit ou M. de l'Audiencier. A Dieu, dans trois jours, j'espère estre près de vous. Cependant plaindrez-vous (*sic*) d'avoir eu en main La Ferté. Mais la civilité de M. le prince et le mépris qu'en a fait le duc de Wirtemberg l'ont laissé là.

« Moyennant quoy Sainte-Menehould s'est perdue. Un enragé dévoiement m'avait retenu au logis[1]. »

---

1. Charles IV à Ligniville. Bruxelles, 9 janvier 1653. (Archives Ligniville, c. 2, l. 130.)

Effectivement Sainte-Menehould était tombé au pouvoir de Condé et du duc de Lorraine, le 26 novembre dernier, et La Ferté-Senneterre, qui s'était porté au secours de cette place, aurait été fait prisonnier par l'armée des alliés sans la générosité de Condé et du duc Ulrich de Wurtemberg qui commandait les troupes allemandes.

Quant aux troupes lorraines, campées entre Sambre et Meuse, sous le commandement du colonel de Saint-Martin, elles avaient étendu leurs ravages jusqu'à Aix-la-Chapelle, au pays de Juliers et dans la seigneurie de Wyckerad, faisant courir le bruit qu'elles allaient prendre leurs quartiers d'hiver le long de la Moselle (janvier).

Partout, sur leur passage, les paysans fuyaient en emportant leurs meubles. S'il faut en croire les relations contemporaines, jamais soldats ne s'étaient permis d'exactions pareilles à celles qui furent commises par les soldats lorrains, dont les excès surpassaient ceux des soldats de Wallenstein.

Maximilien-Henri de Bavière, électeur-évêque de Liège et archevêque de Cologne, supportait avec peine la présence des Condéens et des Lorrains dans ses États.

Abraham Fabert, sans conclure une alliance formelle avec Maximilien de Bavière, voulut l'aider à chasser ces pillards sans vergogne et se servit, dans ce but, des bons offices de Jean-Ferdinand de Pottiers, seigneur de Wagnée, ancien gouverneur de Bouillon, dont les sympathies pour la France étaient bien connues [1].

Au commencement de février, arriva de Dusseldorf à Cologne un secrétaire de Charles IV. Il était porteur d'un ordre du duc, prescrivant l'évacuation immédiate du pays de Juliers par ses troupes (février) [2].

Grande joie des habitants, délivrés de la présence des soldats lorrains qui venaient de se séparer des troupes de Condé.

Afin de se soustraire aux exactions de l'armée du duc de

---

1. *Histoire de Fabert*, par Borelly, t. II, pp. 17 et suiv.
2. *Gazette de France*, 1653, p. 191.

Lorraine, les États de Liège lui avaient promis 100,000 écus. Mais en attendant ce versement, encouragés par la présence de l'armée française au milieu d'eux, les Liégeois prirent les armes et s'attaquèrent aux soldats envahisseurs.

Le comte de Salm, gouverneur de Maestricht, s'arma également et eut plusieurs escarmouches avec les Lorrains.

La cavalerie de Bois-le-Duc et celle de Graf, soutenues par 150 fantassins, défirent un grand nombre de Lorrains dans le village de Staköel à trois lieues de Helmont. Un lieutenant-colonel de Charles IV fut tué dans cette action et le colonel Clau et sa femme furent faits prisonniers (février)[1].

Malgré ses promesses, Charles IV ne songeait pas à rappeler ses troupes du pays de Liège.

Il semblerait qu'il n'était pas maître de ses colonels et qu'il ne pouvait compter sur leur obéissance avant que le comte de Ligniville n'arrivât de Lorraine pour leur imposer son autorité.

L'ordre qu'il leur donna, le 22 février, de Bruxelles, leur laissa le choix, après s'être assemblés et concertés, en l'absence du comte de Ligniville, entre les quartiers nouveaux qu'il venait de leur désigner, pour complaire à Maximilien de Bavière, Électeur de Liège et de Cologne, et l'invasion complète du pays de Liège dont les habitants et Fabert cherchaient à les expulser.

Il les autorisait à « se joindre tous ensemble pour se jeter dans le pays de Liège et s'y loger partout où l'on pourra ». Les États de Liège, suivant lui, n'avaient pas tenu leurs promesses.

« J'attends incessamment, ajoutait-il, par un adjudant général, l'advis de la résolution que vous aurez prise, afin de la favoriser de ma personne [pour vous loger]. Cependant, si le pain vous manque, il en faudra chercher partout où vous pourrez mieux, et ne rien épargner pour trouver votre subsistance[2]. »

C'était leur prêcher le pillage, chose bien inutile !

---

1. *Passim*, pp. 215 et suiv.

2. Cf. Ordre à Messieurs les colonels, tant de cavalerie que d'infanterie, en l'absence de M. le comte de Ligniville, à l'armée. (Archives Ligniville, cart. 2, l. 130.)

Condé était entré à Stenay le 6 février. Là, il était à portée des places qu'il tenait en Champagne et dans les Ardennes.

Après avoir pris les eaux à Spa, il alla à Namur, où il devait se rencontrer avec Charles IV. Tous deux cherchaient à se faire des amis parmi les gouverneurs des places frontières occupées par des garnisons françaises.

Le comte de Ligniville se trouvait, en ce moment, dans le duché de Bar et essayait de reprendre quelques places et quelques châteaux. Il se rendit maître de Saint-Mihiel, Void et Commercy.

Dans le courant de mars, Charles IV écrivit à Piccolomini qu'il allait quitter Bruxelles et rejoindre ses troupes en Lorraine.

Il avait, disait-il, fort à se plaindre des Espagnols.

Ses soldats tenaient la campagne depuis un an sans solde et sans vivres. « Si vous n'envoyez pas de troupes pour cette campagne nous la ferons en reculant, car le temps passe et tout va en fumée. Belles espérances, mais peu de soldats[1]. » Quelques jours plus tard, Charles IV laissa libre Ligniville, qui venait d'arriver dans le pays de Liège, de rester dans ce pays, s'il le jugeait à propos, en étendant ses quartiers « en deçà et em (*sic*) de la Meuse », c'est-à-dire dans le Condros, à Franchimont et en deçà, dans la Hesbaye.

Mais, si Ligniville et les autres colonels lorrains jugeaient à propos de prendre leurs quartiers du côté de la Lorraine, il leur conseillait de marcher ensemble jusque vers Arlon et Marville, près de Montmédy, et d'occuper les autres châteaux de la Meuse[2].

Condé attendait, avons-nous dit, Charles IV à Namur. Le duc de Lorraine comptait se rendre dans cette ville au commencement de mars, car, le 6 de ce mois, il ordonna à Ligniville, et, en son absence, à son lieutenant, d'y envoyer 50 officiers, tant lieutenants que cornettes, et de l'y attendre.

---

1. Charles IV à Piccolomini. Bruxelles, 12 mars 1653. Collection Meaume, n° 36 du catalogue de vente.

2. Charles IV à Ligniville. Autographe sans date. (Archives Ligniville.)

Les officiers de Charles IV devaient avoir des nouvelles de leur souverain, à Namur, chez l'abbé de Floreff[1] (6 mars).

Six jours après l'envoi de cette lettre, le duc de Lorraine ordonna au colonel de La Forest de s'avancer avec son régiment et de conduire les chevau-légers, commandés par Gaston de Tornielle, marquis de Gerbéviller, à Marville, « étant ordonné aux habitants du dit lieu de les y recepvoir à peine d'y estre forcés et traités comme désobéissants ».

Une compagnie du régiment de Valtin devait garder les portes de Marville avant l'arrivée de La Forest.

« Ordonnons de plus, ajoutait de sa main Charles IV, à tous ceux qui sont dans les châteaux du bailliage de Saint-Mihiel, seigneurs des lieux et commandants, d'y recevoir les officiers et soldats qui leur seront envoyés par le comte de Ligniville ou La Forest, et sans réplique ni remise, sous peine d'être criminellement... en leurs personnes et biens... » (12 mars[2].)

Les Lorrains avaient essayé de se loger dans le pays de Trèves, après avoir envahi et saccagé tour à tour l'évêché de Liège, le duché de Limbourg et celui de Juliers. Le duc de Neubourg convoqua les États, qui refusèrent de s'assembler avant le retour des Lorrains dans leur pays.

Les soldats de M. de Lorraine commirent de nouvelles exactions jusqu'aux portes de Maestricht et saccagèrent, le 23 février, un château situé près de cette ville.

Ils s'étaient répandus dans le Condros et s'étaient emparés de Chimay, après une vigoureuse résistance des paysans qui s'étaient réfugiés dans le château. Repoussés après trois assauts, les Lorrains perdirent 300 des leurs.

Les paysans purent sortir du château tambour battant et enseignes déployées, mais les Lorrains n'observèrent pas la capitulation conclue (février)[3].

---

1. Du même au même, 6 mars 1653. Contresignée Raulin (*passim*).

Le 3 mars, quatre régiments lorrains surprirent le bourg de Kerpen, sans avoir égard à la sauvegarde du duc de Neubourg.

2. Ordre de Charles IV, 12 mars 1653. En partie autographe (*passim*).

3. *Gazette de France*, année 1653, p. 175.

Il était temps que ces soldats indisciplinés quittassent le pays de Liège, le Limbourg, le pays de Juliers et les Électorats de Cologne et de Trèves sur lesquels ils s'étaient abattus comme des sauterelles malfaisantes.

Le prince de Condé, enfermé à Stenay, avait demandé à Ligniville que ses soldats n'envahissent pas les quartiers où, d'accord avec les Espagnols, il avait cantonné ses régiments. « Si vous approchez mes places et mes quartiers de deçà, lui écrivit-il de Stenay, le 20 mars, j'espère que vous en aurez le même soin. »

Les soldats de Condé étaient logés sur les deux rives de la Meuse et il était indispensable que des mesures fussent prises pour que Lorrains et Condéens n'empiétassent pas les uns sur les autres et s'accordassent entre eux, ce qui n'était pas facile à obtenir, traqués qu'ils étaient par les Liégeois et l'armée de Fabert, et peu secondés par les Espagnols qui ne tenaient qu'à débarrasser les Pays-Bas catholiques de leur présence.

Cependant Condé se montra plein de courtoisie envers Ligniville et lui promit des canons : « Mandez-moi, s'il vous plaist, combien et de quel calibre il vous faut de boulets. Je n'ai point de chevaux, du tout de canon ; c'est pourquoy il vous en faudra amener. Si je vous puis servir en quelque chose, mandez-le moi un peu de bonne heure et vous me trouverez, etc. » (20 mars [1].)

Ligniville avait quitté la Lorraine et était entré avec ses soldats dans le Luxembourg. Charles IV ne vint pas à Namur comme il l'avait annoncé, mais il resta à Bruxelles où, de loin, de trop loin, hélas ! il dirigeait ou croyait plutôt diriger les marches et les opérations militaires de ses troupes disséminées un peu partout.

Le 24 mars, M. de Lorraine ordonna au comte de Ligniville de quitter le Luxembourg et de se diriger vers Marville [2] « pour

---

1. Lettre du prince de Condé au comte de Ligniville, Stenay, 20 mars 1653 (Archives Ligniville).

2. Marville (Meuse), arrondissement et canton de Montmédy.

y suivre les ordres que je vous en ay déjà donnés ». Il lui recommanda d'éviter tout désordre pendant sa marche, afin qu'il ne reçût point de plaintes[1].

Il lui prescrivait, en outre, de retirer la garnison de Void[2], ne voulant y laisser que 30 hommes de la garnison de Mussey[3].

Il paraît que l'intention de Charles IV était, encore cette fois, de venir en Lorraine pour y réveiller le courage de ses partisans.

« Si je n'arrivais à temps, écrivait Charles IV à son lieutenant, vous seriez... avec toute la cavallerie et avec gens commandés assez forts de conduite et trente hommes de Mussey, et de ramener Discaro avec son régiment pendant cette journée ; mettez tout ce qui restera dans trois ou quatre châteaux près de Mussey en assurance, afin qu'il n'en me arrive[4]. »

Charles IV avait donné commission à M. de Marcheville, son ancien gouverneur, pour traiter avec M. de La Ferté-Senneterre, gouverneur de la Lorraine, de la neutralité de Void et de Tumejus, ainsi que de celle d'Épinal et de Remiremont.

Si les négociations entamées avec La Ferté à ce sujet réus-

---

1. Charles IV à Ligniville. Bruxelles, 24 mars 1653. (Archives Ligniville, c. 2, l. 137.)

2. Void, canton et arrondissement de Commercy (Meuse). Le bourg et le château de Void appartenaient au chapitre de la cathédrale de Toul, qui y déléguait un chanoine pour y exercer la justice. En 1650, le comte de Ligniville avait repris Void aux Français, mais Flekenstein, colonel allemand, devenu plus tard maréchal de France, qui suppléa La Ferté au gouvernement de la Lorraine, après la blessure qu'il reçut au siège de Ligny (Meuse), s'en empara. Au commencement de l'année 1653, ce village retomba au pouvoir des Lorrains.

3. Mussey, Meuse, arrondissement de Bar-le-Duc, canton de Revigny.

4. La neutralité d'Épinal, de Remiremont, d'Arches et de Neufchâteau, obtenue avec tant de peine de Mazarin, en 1651, grâce à l'intervention de la duchesse d'Orléans, ne tarda pas à être violée par le maréchal de La Ferté. Charles IV, ému par les maux des Spinaliens et par les menaces de La Ferté, écrivit, le 22 octobre 1652, au colonel Georges du Houx de Belrupt, gouverneur d'Épinal, en lui annonçant qu'il lui envoyait deux capitaines et trente soldats pour renforcer la garnison du château d'Épinal : « Vous ne sçauriez me donner si peu de temps que je ne sois à vous avec beaucoup plus de monde que les ennemis ne peuvent envoyer en Lorraine. »

Charles IV, après avoir quitté les environs de Paris, se préparait à faire une

sissaient, M. de Lorraine autorisait Ligniville à rester sur la frontière et à ne pas aller plus avant et lui ordonnait, s'il ne pouvait quitter Bruxelles et joindre son armée, de retourner « après cela » droit à Stavelot et à Malmédy et dans les terres voisines.

Ce qui avait motivé l'ordre conditionnel donné par Charles IV à Ligniville de quitter Marville et de se diriger vers Commercy, c'est qu'il venait d'apprendre que le maréchal de La Ferté-Senneterre avait fait acheter récemment des chevaux de selle à Bâle pour ses recrues et avait, après la prise de Commercy par les Lorrains, mis garnison à Remiremont, à Épinal et à Neufchâteau, dont les soldats lorrains n'avaient pas respecté la neutralité (mars).

Depuis le retour de Mazarin à Paris, le calme le plus grand y régnait. Le cardinal ne comptait plus d'ennemis redoutables, en dehors de Condé, depuis l'arrestation du cardinal de Retz.

Gaston d'Orléans était entré en négociations avec le ministre de Louis XIV et Mademoiselle de Montpensier sollicitait de lui son retour à Paris. La duchesse de Chevreuse se réconcilia

---

pointe en Lorraine et à porter son quartier général près de Saint-Mihiel. En attendant son arrivée, il ordonnait aux Spinaliens de faire tous leurs efforts pour faire respecter leur neutralité. (*Lettre autographe de Charles IV*. Cabinet Beaupré.)

Dans une autre lettre en date du 1er février 1653, Charles IV les encouragea à se défendre avec courage contre les soldats du maréchal, en leur promettant du secours s'ils étaient attaqués. Il les assurait du soin qu'il prendrait de leur maintenir la neutralité qui leur avait été accordée et se disait prêt à venir lui-même au milieu d'eux, s'il n'y réussissait pas. Charles IV fit faillite à ses promesses et le 18 juin Épinal perdit sa neutralité. Ses officiers, son maire, les gens de son conseil furent obligés de se rendre à Nancy pour prêter et renouveler leur serment de fidélité à Louis XIV, « leur souverain ». (V. Ordre du 18 juin 1653 de Ch. Le Jay, intendant de Lorraine.)

Épinal, réduit à 80 habitants, ne put se défendre et fut accablé d'impôts et en proie aux exactions des soldats français.

En 1654, la ville d'Épinal était débitrice d'une somme de 300,000 fr. et était poursuivie par ses créanciers. Elle obtint de M. de La Ferté un répit d'un an. A la fin de l'année 1654, Épinal ne comptait plus que 40 habitants sur 1,900 qu'elle possédait avant l'invasion de la Lorraine par l'armée française (Archives d'Épinal).

avec celui auquel elle avait tenu tête si longtemps et entraîna, derrière elle, le duc de Luynes, son fils, le duc de Noirmoutiers, gouverneur de Charleville, le baron de Lameth, gouverneur de Mézières, enfin Anne de Rohan, princesse de Guémené, dont les charmes avaient touché le cœur de Charles IV pendant ses séjours récents à Paris.

Le duc de Guise et Charles II de Lorraine, duc d'Elbeuf, gouverneur de Picardie, s'étaient déclarés les serviteurs dévoués de Mazarin et Gouville négociait le retour de La Rochefoucauld.

Henri-Charles de la Trémoille, prince de Tarente, qui avait pris du service dans les rangs de l'armée de Condé, hésitait lui-même à se réconcilier avec la cour de France et ce n'était qu'un faux point d'honneur qui le retenait dans le parti adverse. Il espérait ramener bientôt son chef dans la voie du devoir.

La duchesse d'Aiguillon, nièce de Richelieu, dont le frère de Charles IV, Nicolas-François, avait demandé la main en 1634, croyant ainsi sauver la Lorraine, était presque la seule parmi les héroïnes de la Fronde qui ne consentît pas à se soumettre à Mazarin, auquel elle ne pardonnait pas le mariage de ses neveux, le duc et le marquis de Richelieu, qui avaient épousé, l'un M^lle^ du Vigean[1], et l'autre M^lle^ de Beauvais[2], pour complaire au cardinal.

On avait à se plaindre des Irlandais qui occupaient le château de Mussey, ces canailles d'Irlandais, comme les appelait Charles IV, dont « les insolences, disait-il, passaient la raillerie ».

Il était recommandé à Ligniville de visiter Commercy. Il devait, sur son chemin, se faire donner du pain, du fourrage et de l'avoine par les habitants[3].

---

1. Anne Poussard du Vigean, veuve du comte de Pons-Albret. La duchesse d'Aiguillon voulut faire annuler ce mariage, en 1650. Les deux époux se réfugièrent à Toul.

2. Jeanne-Baptiste de Beauvais, fille de la première femme de chambre d'Anne d'Autriche.

3. « Si vous pouvez faire quelque chose contre les ennemis en passant à Saint-Mihiel ou ailleurs, faites, mais que ce ne soit point en hasardant ny fatiguant les trouppes. » (Charles IV à Ligniville. Bruxelles, 26 mars 1653. Archives Ligniville, c. 2, l. 139.)

Il lui était ordonné d'occuper le plus grand nombre de châteaux qu'il pourrait et de n'y faire entrer que des gens à pied de la brigade La Forest[1], qui se trouvait démontée et qu'il était important de remonter.

Les châteaux à occuper étaient Sorbey[2], Colmen[3], Châtillon-l'Abbaye[4], Juvigny[5], Gondrecourt[6], et si cela se pouvait Charey[7]. A Juvigny se trouvaient, ainsi qu'à Châtillon, des grains à foison, de quoi remonter un régiment entier (26 mars)[8].

En somme Ligniville devait s'avancer vers la Woëvre et appuyer les mouvements du prince de Condé qui s'était transporté à Namur pour y visiter ses troupes. Elles avaient beaucoup souffert dans le Luxembourg et elles venaient d'obtenir de meilleurs cantonnements dans le Hainaut et dans la province de Namur.

Le 26 mars, M. de Lorraine pria le comte de Ligniville, auquel il envoya le cornette Saint-Georges, de laisser se cantonner *son régiment* « où il l'envoie » et d'accorder une sauvegarde à Marville où il avait l'intention d'établir son quartier général.

Charles IV avait grandement à se plaindre de la violation par La Ferté des places neutralisées de la Lorraine, au mépris de sa parole. Il avait mis garnison dans plusieurs châteaux et avait fort malmené Wilmal, l'aumônier de Charles IV, auquel il avait montré « une hostilité insupportable ».

Aussi M. de Lorraine ordonna-t-il à Ligniville d'user de re-

---

1. *Passim*.

2. Sorbey (Meuse), arrondissement de Montmédy, canton de Spincourt.

3. Colmey (Meurthe-et-Moselle), arrondissement de Briey, canton de Longuyon.

4. Abbaye de l'ordre de Cîteaux, située près de Mangiennes (Meuse), arrondissement de Montmédy, canton de Spincourt.

5. Juvigny-sur-l'Oison ou les Nonnes (Meuse), arrondissement et canton de Montmédy.

6. Gondrecourt (Meuse), arrondissement de Commercy, chef-lieu de canton.

7. Charey (Meurthe-et-Moselle), arrondissement de Toul, canton de Thiaucourt. Cette seigneurie appartenait aux comtes de Gourcy.

8. Charles IV à Ligniville (Bruxelles), 26 mars 1653. *Passim*.

présailles envers l'abbé de Châtillon et l'abbesse de Juvigny[1], à moins qu'abbé et abbesse ne versassent entre ses mains mille pistoles de rançon. En cas de refus, Ligniville devait faire brûler l'abbaye de Châtillon et faire prisonniers tous ceux qui s'y trouveraient : « Les prêtres étant de bonne guerre et les femmes et les enfants étant maltraités, il vous faut faire non seulement le mesme, mais veillez sur leur barbarie[2]. »

Dans la Junte qui se tint à Bruxelles, le 20 avril, Condé, de concert avec Charles IV et les généraux espagnols, prépara son entrée en campagne (20 avril).

Pendant que ses partisans souleveraient la Guyenne, Espagnols et Lorrains devaient, sous son commandement, pénétrer en France par l'Aisne et l'Oise. Paris était désigné comme le but à atteindre, si l'on pouvait écraser Turenne.

Condé continuait à entretenir une correspondance suivie avec ses amis de Paris et ceux de Paul de Gondi. Ses émissaires arrivaient sous un déguisement dans la capitale et, à leur sortie de cette ville, dès qu'ils rencontraient quelque partisan de Mazarin sans escorte, ils l'enlevaient et le menaient à Stenay, afin de lui faire payer rançon.

C'est ainsi qu'ils s'emparèrent de Burin, riche partisan, entre Paris et Grosbois[3], lorsqu'il se rendait à sa maison de campagne des Granges-en-Brie[4].

Bescherelle, quelques jours après, fut rencontré près de Nangis et conduit à Stenay. C'est Bescherelle qui avait surpris Damvillers pendant l'emprisonnement des princes et en avait chassé La Rochefoucauld.

Louis XIV publia des ordonnances sévères contre ceux qui favorisaient le parti de Condé.

---

1. Charles IV à Ligniville (Bruxelles), 29 mars 1653. (Archives Ligniville, c. 2, l. 140.)

2. Charles IV à Ligniville, 26 mars 1653. Bruxelles. (Archives Ligniville, c. 2, l. 237.)

3. Grosbois (Seine-et-Marne). Charles IV y séjourna en 1652.

4. Les Granges-le-Roi, Seine-et-Oise, arrondissement de Rambouillet, canton de Dourdan.

Croissy, conseiller du Parlement, fut arrêté, Vineuil et Joly furent mis à la Bastille, et Bertaut et Ricous furent condamnés à mort pour avoir attenté à la vie de Mazarin. Une harengère, dame Anne, fut enfermée à la Bastille pour avoir mal parlé de la reine.

Tandis que les partisans du prince de Condé exerçaient leurs représailles jusqu'aux portes de Paris, les soldats de Charles IV ravageaient le pays d'Eiffel (Bas-Rhin) pillaient le comté de Blankenheim [1], et marchaient vers l'archevêché de Trêves, où les paysans, assistés de quelques soldats de l'Électeur, les mirent en fuite.

Les colonels lorrains Gilhay et Lenoncourt se présentèrent avec leurs régiments aux portes de Gerolstein [2] et menacèrent le comté de ce nom de pillage si on ne leur versait pas de suite les contributions exigées.

Devant la résistance des habitants, les Lorrains se retirèrent derrière les montagnes et s'avancèrent vers Kerpen [3], envahirent la seigneurie de Cronenbourg [4] et Butgenbach [5], au pays de Montjoie, près de Malmédy [6].

Le rendez-vous des troupes lorraines avait été fixé aux environs de Schmitt [7], où elles devaient passer la Ruhr. Le colonel lorrain Braque s'arrêta dans cette ville, y attendant les contributions qu'il avait exigées des habitants de Blanckenheim. Elles lui furent payées le 18 avril. Champagne, autre colonel lorrain, se cantonna à Hiel jusqu'à la reconstitution de son régiment qu'il trouva à reformer dans ce pays (avril).

En Lorraine, 2,000 soldats lorrains se rassemblent à 4 lieues de Verdun et doivent se réunir à quelques troupes détachées de Damvillers, Stenay, Clermont et Sainte-Menehould et s'avancer vers Jametz (avril).

---

1. Blanckenheim (cercle du Bas-Rhin). Prusse.
2. Gerolstein, *idem*.
3. Kerpen, *idem*.
4. Cronenbourg, *idem*.
5. Butgenbach (cercle du Bas-Rhin).
6. Malmédy (cercle du Bas-Rhin), à 5 lieues de Limbourg.
7. Schmitt (cercle du Bas-Rhin).

Le 1er mai, La Ferté-Senneterre, gouverneur de la Lorraine, se présenta devand Void qui n'était défendu que par 80 soldats lorrains. C'est en vain que Charles IV avait demandé à Mazarin de neutraliser le château de Void.

Il ne put résister. Le 2 mai, ses défenseurs se rendirent et sortirent « le bâton blanc à la main », laissant, nous rapporte la *Gazette de France*, le voisinage merveilleusement réjoui de se voir par ce moyen délivré de leurs courses [1].

En Provence se trouvait terminée la guerre civile des *Sabreurs* et des *Canivets*, et la ville de Bellegarde (Seurre), assiégée par l'armée royale, au mois de mai, se rendait le 7 juin.

Le 8 mai, Charles IV, toujours à Bruxelles, ordonna au comte de Ligniville, promu par lui maréchal de camp, de s'aboucher avec le prince de Chimay [2], afin qu'il lui permît de passer sur ses terres où il ne devait pas séjourner, car il devait marcher droit vers la Sambre ou vers le ban de Meffen [3].

Au cas où Ligniville n'aurait pu passer la Meuse au-dessus de Namur, après avoir quitté la Lorraine, il devait « s'enfermer sans bruit », car s'il ne trouvait pas de bateaux, il ne pouvait attendre que les soldats lorrains, restés en deçà de la Meuse, le ralliassent.

C'était dans la Hesbaye, pays fertile sur la rive gauche de la Meuse, entre Namur et Liège, que Ligniville devait se cantonner, car dans la Campine, pays sablonneux, marécageux, couvert de landes et de bruyères, se trouvaient cantonnées d'autres troupes alliées et celles de Condé occupaient le Luxembourg.

C'est sur le ban de Meffen que Ligniville se logea, après avoir respecté dans sa marche les terres du vicomte de Looz, près de Maëstricht. Il devait attendre les ordres de Charles IV et ne quitter son poste que lorsque le duc lui assignerait un rendez-vous, ce qui ne pouvait tarder (8-19 mai).

---

1. Voir *Gazette de France*, année 1653, pp. 379, 427.

2. Philippe de Croy, prince de Chimay d'Aremberg, comte de Beaumont, baron de Comines, gouverneur et capitaine général de la province de Namur.

3. Meffen, dans la Hesbaye.

Toutes les troupes lorraines s'étaient donc acheminées vers la Campine, sauf les régiments qui, après avoir essayé inutilement de se loger dans le pays d'Eifel, furent forcés de prendre leurs quartiers sur les terres de Wyckerad, où elles firent des recrues, et ceux qui, ayant passé devant Maëstricht, taillèrent en pièces une partie de la cavalerie des États-généraux et mirent le feu à un village [1] (mai).

Nous avons déjà parlé des désordres commis par les Lorrains dans le pays de Liège. Le marquis de Gerbéviller [2] et le colonel Garnier se distinguèrent, entre tous, par leurs exactions.

Fabert, gouverneur de Sedan, avait, avons-nous dit plus haut, supplié Maximilien-Henri de Bavière, évêque de Liège et archevêque de Cologne, fils d'Albert VI, duc de Bavière, et de Mathilde de Leuchtemberg, de repousser les soldats du duc de Lorraine et ceux de Condé du pays de Liège qu'ils ravageaient.

Comme l'évêché de Liège relevait de l'Empire, Maximilien de Bavière devait faire appel aux autres Électeurs et principalement à ceux de Trêves et de Mayence. Fabert lui offrit, autorisé par Mazarin, l'appui d'un corps français commandé par le comte de Grandpré. Si l'Électeur de Liège n'obtempérait pas aux conseils ou plutôt aux injonctions de Fabert, celui-ci menaçait d'envahir ses États et de les rançonner (janvier-mai).

Maximilien, malgré le mauvais vouloir de ses sujets, fut contraint de se soumettre et s'engagea à lever 5,000 fantassins et 500 cavaliers afin de pouvoir venir à bout des Condéens et des Lorrains.

---

1. Charles IV à Ligniville. Bruxelles, 8 et 19 mai 1653 (Archives Ligniville, c. 2, l. 141 et 143).

2. Lambertye (Robert de). Le colonel Garnier, envoyé par le marquis de Gerbéviller, en cantonnement chez un habitant de Wanghe, menaça sa femme et sa fille de les faire violer par ses soldats, si elles ne lui donnaient pas 150 pistoles. (*Tragedia Lotaringiorum et Condeorum.*)

Des villages entiers de la Hesbaye et du comté de Looz furent livrés aux flammes. Des villes même, Waremme, Looz, Bilsen, Peer, Hamon, Beringen, Herck furent rançonnées. (Cf. Documents publiés par M. Piot, dans le *Bulletin de la Commission royale d'histoire de Bruxelles,* 4e série, 3 juillet 1875.)

Enfin les princes de l'Empire conclurent une ligue défensive en faveur des États de Liège et du duché de Juliers. Ferdinand III, lui-même, écrivit à l'archiduc Léopold afin qu'il fît sortir ses alliés des quartiers qu'ils avaient ravagés.

Maximilien chercha à gagner du temps, et la prise de Couvin par le chevalier de Montaigu, gouverneur de Rocroi, ne le fit pas sortir de son inaction[1].

Les hostilités n'étaient pas encore commencées dans les Flandres, car l'archiduc Léopold et Fuensaldaña entravaient les efforts faits par Condé pour rassembler l'armée dont il devait être le généralissime, et Turenne n'avait pas encore pris le commandement de l'armée française qu'il allait opposer à celle de son ancien frère d'armes.

La Ferté-Senneterre venait de recevoir des canons de Châlons-sur-Marne à Bar-le-Duc où il amassait de grandes provisions. Des troupes, remontant la Marne, devaient le rejoindre et appuyer le comte de Grandpré, destiné par Mazarin à chasser du pays de Liège les troupes du prince de Condé et du duc de Lorraine[2].

Charles IV avait appris le mauvais état de plusieurs de ses régiments et particulièrement celui des régiments Haraucourt et La Feré.

Il adressa au comte Philippe-Emmanuel de Ligniville des reproches très vifs à ce sujet : « Vous pouviez bien empescher cela et, en tout cas, quand vous avez vu qu'il se ruinait, de la Feré, pourquoi n'avoir pas mis les officiers en arrest et prévenir ces derniers mieux, mais c'est qu'il faut flatter tout le monde à mes despens, dont je suis assez las de ceste sorte de faire, La Feré méritant que l'on (le) destituât et que l'on mît son corps au gibet et les autres officiers de mesme[3]. »

On voit que M. de Lorraine exigeait que ses régiments fussent non seulement au complet, mais menaçait de punitions

1. Le *Maréchal Fabert*, par Borelly.
2. Voir *Gazette de France*, 1653, pp. 491, 519.
3. Charles IV à Ligniville, 19 mai 1653, c. 2. 1 143.

sévères ceux qui enfreignaient ses ordres et donnaient l'exemple de l'indiscipline et de la mauvaise tenue.

Charles IV ne pouvait s'entendre avec Condé, qui avait besoin de son aide pour envahir la France et attaquer l'armée royale. Aussi le rassemblement de l'armée confédérée, fixé d'abord pour le mois de mai, fut remis au 15 juin. Ne fallait-il pas compter avec les roueries de M. de Lorraine qui, malgré les ordres donnés à Ligniville et malgré son intention apparente de prendre bientôt le commandement de son armée, remettait de jour en jour son départ de Bruxelles et continuait à traiter avec Mazarin? Du reste, les Espagnols n'étaient pas plus pressés d'agir que leur allié. Ils ne se souciaient guère de donner l'occasion à Charles IV et au prince de Condé de remporter d'éclatants succès et d'obtenir ainsi de Mazarin une paix trop hâtive, qui aurait eu le désavantage de leur procurer des profits peu en rapport avec leurs efforts.

Les dissentiments politiques qui agitaient la France constituaient leurs meilleures espérances. Grâce à la première Fronde, n'avaient-ils pas reconquis Gravelines, Mardick, Dunkerque, Barcelone et Casal?

M. de Lorraine était absorbé par les ennuis que lui causaient la princesse de Cantecroix réfugiée à Malines, qui se consolait de sa relégation par une conduite légère, ainsi que la princesse de Phalsbourg qui, après la mort du marquis de Salerio, s'était empressée d'épouser François Grimaldi, au grand déplaisir de son frère.

Il s'occupait cependant des intérêts et de la subsistance de son armée, concentrée dans la Hesbaye sous les ordres du comte de Ligniville, et dont Condé attendait avec impatience la fusion avec ses troupes personnelles et celles des Espagnols.

Le 28 mai, M. de Lorraine ordonne à M. de Ligniville de se faire délivrer, à Namur, par le commissaire des vivres qui en a reçu l'ordre, 4,000 rations de pain par jour et de les faire distribuer à ses régiments, en attendant que l'on en ordonnât autrement.

Il fit donner 12 chevaux au major de Ligniville, et exigea

que son régiment comptât 180 maîtres, ce qui devait faire, avec les officiers, 1,200 cavaliers. Il paraît que le lieutenant-colonel et le major de ce régiment avaient montré peu de zèle. Il était nécessaire de les réveiller, ainsi que les officiers des régiments de Pullenoy, Le Chevalier, Jaive, dont l'effectif ne devait pas être moindre [1].

Charles IV ne se pressait pas de faire passer ses troupes dans le Luxembourg, car il lui répugnait de les mettre sous le commandement du prince de Condé avant d'avoir touché de lui le prix de cet appoint.

Charles IV était cependant d'avis qu'il fallait passer la Meuse à Givet.

Le 2 juin, La Ferté s'était campé du côté de Bar avec plus de 4,000 hommes et s'était saisi de quatre châteaux occupés par des garnisons aux ordres de Condé.

Le 14 juin, le sieur de Brinon, maréchal de camp et colonel de cavalerie, avait donné avis à Mazarin de la prise des châteaux d'Ornes, Orbec et de Longuyon et d'autres places du Barrois, ainsi que de l'enlèvement des régiments condéens de Maillé et de Conti par le maréchal de La Ferté-Senneterre.

Quelques régiments lorrains avaient traversé la Meuse et avaient quitté les environs de Maëstricht. Si d'autres s'étaient dirigés vers Westerwald (cercle du Bas-Rhin), en se disant lorrains, afin de se rendre en Alsace, on croyait que c'étaient des recrues faites par les recruteurs français, au pays de Brunswick et du côté du Weser, pour le service du roi de France [2].

Le reste de l'armée de Charles IV, comptant 5,000 hommes, n'avait pas quitté, à la date du 15 juin, le pays de Liège.

Vers cette époque, quelques régiments lorrains, qui étaient campés près d'Aix-la-Chapelle et s'étaient avancés vers la Meuse, afin d'obéir aux ordres de Charles IV, furent rencontrés par la garnison de Maëstricht et furent tellement bousculés, qu'ils

---

1. Charles IV à Ligniville. Bruxelles, 28 mai 1653. (Archives Ligniville, c. 2, l. 146.)

2. *Gazette de France*, 1653, pp. 453, 572, 600, 623, 647, 672.

furent obligés de rebrousser chemin. Les deux régiments, qui étaient restés, avons-nous dit, à Wyckerad, firent mine de se mettre en marche vers les rives de la Meuse, mais ils ne s'ébranlèrent pas, attendant toujours de nouveaux ordres de Charles IV (juin).

A Arlon, quelques troupes lorraines venaient de se réunir à celles de Condé.

Partout les paysans, exaspérés par les exactions des Lorrains, se vengeaient et usaient de représailles. Un détachement de soldats lorrains, qui se rapprochait des frontières de France, s'étant logé dans un cimetière, les indigènes creusèrent une mine sous ce cimetière et en firent sauter un grand nombre (27 juin).

Charles IV, malgré ses longues hésitations, semblait décidé à agir et à entrer en campagne, car il avait signé un nouveau traité d'alliance avec les Espagnols et le prince de Condé qui avait réuni ses troupes à Saint-Hubert, dans le Luxemlourg (4 juillet).

Il voulait passer la Meuse à Mouzon ou à Rethel, déboucher par cette ville dans la vallée de l'Aisne et rallier les Espagnols sur les bords de l'Oise.

Turenne, parti de Paris, le 16 juin, se porta avec son armée, dès le 2 juillet, au delà de l'Aisne, afin de s'opposer à la jonction de l'armée du Luxembourg où se trouvaient le comte de Ligniville et ses Lorrains[1] et l'armée de Flandre, en partie composée d'Espagnols et d'Impériaux, car l'empereur, au mépris du traité de Westphalie, avait envoyé de nombreux contingents au gouverneur des Pays-Bas espagnols qui relevaient de l'Empire.

Turenne assiégea Rethel, le 5 juillet, et la petite ville ardennaise, défendue par Persan, dut se rendre trois jours après (8 juillet).

---

1. Les Lorrains commirent tellement d'exactions dans le Luxembourg pendant l'été de 1653, que le 23 août, les États des Pays-Bas catholiques accordèrent une aide de 30,000 livres tournois à la province du Luxembourg, en faisant ressortir l'état malheureux de la province et les exactions des Lorrains. (Archives du Luxembourg.)

Condé, rassuré pour Sainte-Menehould, gagna Givet, puis Maubeuge, à la recherche de ses alliés. La Champagne était sauvée, mais la Picardie se trouva menacée. Condé s'avança jusqu'à Fonsommes[1].

Turenne, après la prise de Rethel, se porta à Vervins, puis à Ribemont[2], prenant position derrière l'Oise, dans un poste difficile à forcer. Mazarin et Louis XIV vinrent l'y rejoindre.

Paris se trouvait à l'abri des tentatives de Condé, qui n'y comptait plus de partisans depuis que Conti, son frère, s'était réconcilié avec Mazarin.

Du reste, les Espagnols, pas plus qu'au temps où Turenne fut leur allié, ne tenaient à s'emparer de places fortes situées en France, puisque, d'après le traité conclu par eux avec Condé, ces places devaient lui revenir.

Charles IV ne bougeait pas de Bruxelles et semblait amuser Léopold en l'assurant qu'il avait donné l'ordre au chevalier de Guise, son lieutenant, de marcher en avant. Fuensaldaña vint le trouver à Bruxelles pour essayer de le secouer de sa torpeur, car il était dangereux de le laisser seul à Bruxelles et aux environs, où les quelques troupes qu'il avait avec lui pouvaient tout ravager.

Ce qui retenait Charles IV dans la capitale du Brabant, c'étaient peut-être les mauvaises nouvelles qu'il recevait de Lorraine.

Cependant, apprenant que l'armée espagnole avait quitté son camp de Fonsommes et qu'elle s'avançait entre la Somme et l'Oise, se dirigeant par Saint-Simon[3] sur Chauny[4], et que l'armée française, quittant Ribemont, descendait parallèlement la rive gauche de l'Oise et s'était arrêtée à Achery[5], près et au nord de La Fère, où Mazarin convoqua un conseil de guerre (20 juillet), Charles IV ordonna au comte de Ligniville « si les troupes

1. Fonsommes (Aisne), arrondissement et canton de Saint-Quentin. Les Espagnols empêchèrent Condé d'assiéger Saint-Quentin et Corbie.

2. Ribemont (Aisne), arrondissement de Saint-Quentin, chef-lieu de canton.

3. Saint-Simon, *idem*.

4. Chauny (Aisne), arrondissement de Laon, chef-lieu de canton.

5. Achery (Aisne), arrondissement de Laon, canton de La Fère.

ne sont pas bien là où elles sont » de s'avancer, dès le 19 juillet, vers le Quesnoy[1] avec ses troupes et de les loger sur la Rouelle ou plus en avant, sur la Selle qui baigne le Cateau-Cambrésis[2]. Il devait faire chercher son pain à Valenciennes sur des chariots qu'on promettait de lui fournir[3] (18 juillet).

Au conseil de guerre tenu à La Fère, le 20 juillet, quelques généraux émirent l'avis qu'il fallait continuer à descendre la rive gauche de l'Oise, à la hauteur de l'armée espagnole, de manière à couvrir Compiègne, Creil, Pont-Sainte-Maxence et Paris. D'autres, craignant de voir Condé s'établir solidement en Picardie et de là rançonner tout le nord de la France, demandèrent qu'on disséminât l'armée française dans les places fortes sans défense et qu'on se contentât d'observer l'armée coalisée avec un faible corps de cavalerie.

Turenne, en opposition avec tous les autres généraux, soutint qu'il valait mieux traverser l'Oise du côté où les Espagnols se trouvaient cantonnés et continuer à se loger à deux heures d'eux, en se gardant avec précaution, et en se tenant prêt à protéger les places assiégées. Son avis prévalut.

Après avoir donné ses ordres à M. de Ligniville, Charles IV, qui avait déjà eu une entrevue avec Condé, lui écrivit. Il émettait l'avis que, les Français, semblant vouloir couvrir la Picardie, on pourrait, si le comte de Fuensaldaña consentait à unir son corps d'armée au sien, en laissant le comte de Garcies dans les Flandres et un corps d'observation sur la Lys, non seulement harceler le duc d'Elbeuf, gouverneur de la Picardie, et le tenir en haleine, mais encore tenter une attaque sérieuse contre l'armée française.

Pendant ce temps, Condé aurait pu passer la Marne et arriver sur l'Aisne aussitôt que les ennemis. Ils ne pourraient atteindre la Marne avant M. le Prince, qui commandait 10,000 hommes, nombre égal à celui des troupes lorraines.

---

1. Le Quesnoy (Nord), arrondissement d'Avesnes, chef-lieu de canton.
2. Cateau-Cambrésis (Nord), arrondissement de Cambrai, chef-lieu de canton.
3. Charles IV à Ligniville, 18 juillet 1653. (Archives Ligniville, c. 2, l. 149).

M. de Lorraine estimait qu'il serait facile à Condé de s'emparer de Vitry et de Saint-Dizier, couvert qu'il était par ses places de sûreté [1].

En Lorraine, Charles IV possédait encore 1,500 chevaux et quelques régiments d'infanterie qu'il offrait à Condé.

L'entente était donc devenue complète entre les deux princes.

Fuensaldaña, auquel Charles IV venait d'envoyer La Boulaye, capitaine de ses gardes, à son camp, près de Valenciennes, afin de lui porter ses conseils, ordonna au comte de Garcies de venir le rallier.

Les alliés comptaient 30,000 hommes, tant Espagnols, Belges, Impériaux que Condéens et Lorrains, tandis que Turenne ne possédait guère que 18,000 hommes.

Une prudence extrême lui était donc commandée.

Et pendant que Charles IV s'apprêtait à faire combattre ses braves Lorrains côte à côte avec ceux de l'archiduc Léopold et ceux de Condé, la Lorraine, toujours opprimée, aurait eu bien besoin de leur présence, car le comte de Brinon, qui remplaçait La Ferté, en ce moment en Picardie, venait de s'emparer de Commercy (25 juillet).

Ce fut le sieur de Pernillac, lieutenant des chevau-légers, qui fut chargé, en l'absence du baron de Berlot, gouverneur de cette place, d'en faire le siège avec son infanterie.

C'était chose facile, car Berlot n'avait laissé dans Commercy que 120 hommes. Mais la prise du Château-Bas offrit de grandes difficultés. La sape et l'escalade furent rendues inutiles par le courage des défenseurs. Cependant, Pernillac mit tant de persistance dans son attaque, qu'après avoir mis à jour huit tours défendues par les Lorrains, il les obligea à se réfugier, au nombre de 45 soldats et de 6 officiers, dans une autre tour. Acculés, réduits à la dernière extrémité, affamés, sans poudre, ces courageux patriotes se rendirent enfin et furent conduits sans armes à Montmédy.

---

1. Le duc de Lorraine à M. le Prince, 19 juillet 1653 : « J'avais pensé dire tout cela à Maubeuge; mais j'avais des affaires qui me renversaient la cervelle. »

Le Haut-Château ne s'était pas rendu et résistait aux efforts de Pernillac.

Le comte de Brinon ordonna au marquis de Marolles, gouverneur de Thionville, de venir l'assiéger.

Il rassembla à cet effet toutes les troupes disponibles, tant de sa garnison que des places lorraines et finit par s'emparer de la demi-lune que les assiégés avaient construite pour se couvrir.

Ce ne fut qu'après une attaque générale et l'attache du mineur que les défenseurs du Haut-Château se rendirent après 60 volées de canon[1].

Malgré l'offre que M. de Lorraine faisait à Condé de ses troupes concentrées au Quesnoy, il ne faisait que contrecarrer ses projets et continuait à entretenir des négociations secrètes avec Mazarin. Son secrétaire Raulin écrivait au cardinal, en juillet 1653, que l'humeur de Condé était incompatible avec celle de son maître. Mazarin ne négligea rien pour diviser de plus en plus ses ennemis, en envenimant leurs jalousies et leurs haines. Aussitôt que La Ferté eut rejoint Turenne dans la Thiérache[2] et tandis que l'ennemi abandonnait Chauny pour se porter vers Ham et Roye, l'armée royale vint prendre position aux environs de Noyon, laissa les Espagnols et leurs alliés s'emparer de Roye (5 août), alla passer la Somme à Ham et gagna Péronne (11 août).

N'ayant pu, avec 5,000 cavaliers, enlever un convoi ennemi sorti de Cambrai pour se rendre à Bapaume, Turenne se posta à Manancourt, au nord de Péronne, pour couper les communications des alliés avec leur place de ravitaillement (13 août).

Entre temps, les troupes lorraines campées entre le Rhin et la Moselle s'étaient mises en mouvement pendant le siège de Commercy, afin de pouvoir se porter au secours de cette ville lorraine. Elles passèrent la Moselle, le 1er août, au-dessus de

---

1. *Gazette de France*, année 1653, pp. 775, 777.

2. La Thiérache ou Tiérache était un petit pays de la province de Picardie, entre la Champagne, le Laonnais vermandois, le Hainaut et le Cambrésis. Les villes principales étaient Guise, Aubenton, Marle et La Fère.

Trèves et se postèrent à Bouquenom (Saar-Union), sur la Sarre, au nombre de 300 fantassins et de 500 cavaliers commandés par le colonel Schmidt, et poussèrent leurs incursions jusqu'aux portes de Metz. On faisait courir le bruit que Charles IV allait se montrer à ses soldats et les rejoindre sur les bords de la Moselle.

Bien que le mouvement effectué par les troupes lorraines campées sur les bords du Rhin eût été trop lent pour qu'elles pussent venir au secours de Commercy qui venait de capituler, ainsi que ses deux châteaux, le comte de Brinon, inquiété par ce mouvement et surtout par l'annonce de l'arrivée de Charles IV, donna l'ordre à tous les gouverneurs des places lorraines de se tenir sur la défensive. Les Lorrains tentèrent inutilement un coup de main sur Rambervillers.

Brinon rassembla toutes ses troupes disponibles, rallia M. de Marolles, revenu du siège de Commercy, et s'avança jusqu'à Bouquenom.

Les Lorrains, avertis, sortirent la nuit de cette ville et se retirèrent à Bitche, où trois jours auparavant ils avaient envoyé leur infanterie et leurs bagages. Le gouverneur de Thionville resta campé sur la Seille pour les surveiller.

Charles IV avait gardé quelques places fortes sur le Rhin, telles que Landstuhl et Hombourg.

Une partie des États allemands, qui composaient la diète d'Augsbourg, semblaient disposés à signer avec M. de Lorraine un traité par lequel il promettrait de faire évacuer par ses soldats les places qu'ils occupaient dans l'empire.

D'autres, moins intéressés au départ des Lorrains, soutenaient que l'empereur était seul responsable, vis-à-vis de la France, de leur séjour sur les terres de l'empire, sans que les États fussent astreints à indemniser Charles IV, s'il consentait à leur demande, ce que les Espagnols exigeaient d'eux (juillet)[1].

Turenne s'était, avons-nous dit, campé à Manancourt, au nord de Péronne.

---

1. *Aff. étr. France,* t. 892, f° 274.

L'armée confédérée quitta Roye, franchit la Somme sur des ponts de bateaux à Sailly[1] et à Cerisy[2] et vint camper près de Bray[3], après avoir abandonné Roye.

Condé arriva à marches forcées en vue de l'armée française, pendant que Turenne se rapprochait de Péronne (13 août), et que La Ferté se cantonnait à Allaines[4], au pied du mont Saint-Quentin, dans une fort mauvaise posture.

Malgré les positions avantageuses occupées par les Espagnols, Fuensaldaña refusa d'attaquer l'armée française, remettant le combat au lendemain.

Mais le lendemain, les Français se retranchèrent sur les hauteurs, à l'ouest de Buire[5], et il aurait été imprudent de leur offrir la bataille.

Le 18 août, les Espagnols, après quelques escarmouches insignifiantes, décampèrent et revinrent à Fonsommes.

Condé a l'intention d'assiéger Guise avec 3,000 chevaux. Il fait appel aux Lorrains, que commande le chevalier de Guise, mais celui-ci refuse son concours, sous prétexte que la ville de Guise faisait partie du domaine du duc son frère. De là, grande colère des Espagnols contre les Lorrains. Turenne, qui a suivi l'ennemi avec quelques escadrons, profite de ces mésintelligences, et envoie Beaujeu, lieutenant-général, avec 1,200 chevaux et 600 fantassins, renforcer la garnison trop faible de Guise.

Condé renonce à s'emparer de cette ville et, après avoir appris avec peine la soumission de Bordeaux au roi de France, il va se poster à Caulaincourt, entre Tertry[6] et Vermand[7] (à

---

1. Sailly-le-Sec (Somme), arrondissement de Péronne, canton de Bray-sur-Somme.
2. Cerisy-Gailly, arrondissement de Péronne, canton de Bray-sur-Somme.
3. Bray-sur-Somme, arrondissement de Péronne, chef-lieu de canton.
4. Allaines (Somme), canton et arrondissement de Péronne.
5. Buire-sous-Corbie, arrondissement de Péronne, canton d'Albert.
6. Tertry (Somme), arrondissement de Péronne, canton de Ham.
7. Vermand (Aisne), arrondissement de Saint-Quentin, chef-lieu. A l'intersection de deux grandes voies romaines dont l'une va à Amiens et à la mer, tandis que l'autre s'enfonce, par Bavay, dans les Pays-Bas.

l'ouest de Saint-Quentin) où l'archiduc Léopold rejoint l'armée des alliés (24 août).

Charles IV n'avait pas quitté Bruxelles et continuait à se moquer des généraux espagnols et de leur impuissance.

Le chevalier de Guise[1], qui commandait en chef les troupes lorraines pendant la campagne de 1653, mourut le 6 septembre à Cambrai. Ce fut le comte de Ligniville, nommé maréchal de camp par Charles IV dès le 11 avril 1653, qui le remplaça.

Depuis quelque temps, Condé et les Espagnols, ses alliés, avaient formé le projet d'assiéger Rocroi, ville forte située sur la rive gauche de la Meuse, dans une vaste plaine fort marécageuse, entourée par la forêt des Ardennes. C'était près de cette ville que Condé avait, dix ans auparavant, remporté une victoire éclatante sur les Espagnols et avait contraint Francisco de Mello à en lever le siège (19 mai 1643).

Condé, quoique souffrant, a tenu à présider lui-même aux opérations du siège de Rocroi.

Il est suivi d'une partie de sa cavalerie et a établi son quartier général non loin du théâtre de la bataille dont le gain inaugura l'avènement de Louis XIV.

L'archiduc Léopold, qui a rallié son armée, se poste à gauche de Rocroi, du côté de Mariembourg. Ligniville place son quartier à droite de celui de M. le Prince, du côté des Ardennes[2].

Henri-Charles de la Trémoille, prince de Tarente, petit-neveu de Frédéric-Henri, prince d'Orange, ami fidèle du prince de Condé, qui a commandé naguère, en son nom, dans la Saintonge, et a combattu à ses côtés, en 1652, dans les rues du faubourg Saint-Antoine, arriva, quelques jours après le Prince, en vue de Rocroi et lui amena le reste de ses troupes.

---

1. Roger de Lorraine, chevalier de Malte. Il avait été l'amant de M^lle^ d'Épernon. Charles IV l'affectionnait fort. Sur le refus que Mazarin lui avait fait d'une abbaye, il embrassa le parti de la Fronde en 1649.

2. Voir Mémoire de nouvelles sur le récit du sieur Dumontoir, lieutenant au régiment de Guise, etc. Guise, le 11 septembre 1653, au soir. (*Aff. étr., Pays-Bas,* t. XXXIII, f° 18.)

Dès le lendemain de son arrivée, toute l'armée des coalisés se trouva réunie (5 septembre).

Entre le quartier du prince de Condé et celui des Lorrains, au lieu dit *les Deux-Justices,* le passage était facile, car il n'y avait que « des barrières à couper entre les marécages[1] ».

Dans ces marécages on ne pouvait poster beaucoup d'hommes. Aussi, les Lorrains établirent-ils leur avant-poste dans une grande maison, près de la *Justice.*

Un des marais, qui séparait le camp du prince de Tarente de celui des Lorrains, aboutissait, d'un côté, à une des portes de Rocroi, et de l'autre, à un bois d'une très grande étendue et peu éloigné de la place.

Le voisinage de Rocroi et de ce bois, qui rendait le secours fort facile, obligea Condé à placer un grand nombre de soldats le long du marais et à border le bois de la plus grande partie de sa cavalerie.

En haine de Condé, Charles IV n'assista pas au début du siège de Rocroi et resta à Bruxelles, laissant au comte de Ligniville le commandement de son armée. Dès qu'il eut appris l'arrivée de ses soldats en vue de la ville assiégée, il écrivit à son lieutenant : « Monsieur le comte de Ligniville, j'ai reçu votre lettre et je suis bien aise d'apprendre que vous estes arrivés heureusement devant Rocroi, mais ma volonté et intention ne sont pas que désormais vous quittiez le corps de mes trouppes, car *telles commissions qu'on vous donne sont bien dangereuses,* et quand elles ne réussissent pas, elles tombent souvent sur le dos de ceux qui n'en peuvent rien. » (7 septembre[2].) Charles IV ne voulait donc pas que ses troupes compromissent leur gloire et périssent corps et biens dans des entreprises hasardeuses dont le résultat fût incertain. Et cependant le siège de Rocroi ne semblait pas présenter de grandes difficultés, puisque cette place ne renfermait que 800 fantassins

1. *Passim.*

2. Charles IV à Ligniville. Bruxelles, 7 septembre 1653. (Archives Ligniville, c. 2, l. 151.)

et 100 cavaliers, avant le 11 septembre, et ce ne fut que, pendant la nuit du 10 au 11, qu'il y entra 400 soldats étrangers[1].

Le comte de Ligniville devait envoyer à Charles IV ses chevau-légers et ses gardes à Gembloux[2].

Dans cette ville, ce corps d'élite escorterait le duc jusqu'au camp de Rocroi. Toutefois, si elle courait quelques risques, le maréchal de camp général de l'armée lorraine devait garder près de lui l'escorte destinée à son souverain.

Dans ce cas, un laquais lui serait envoyé par la *posterie*, porteur d'une lettre qui le mettrait au courant de tout.

Néanmoins, si le siège de Rocroi n'était pas encore commencé et que les compagnies lorraines ne fussent pas en vue de cette ville, Ligniville en préviendrait le duc, en se dispensant de lui envoyer ce laquais.

Les compagnies de ses gardes et de ses chevau-légers, si on pouvait en disposer, auraient à amener avec elles leurs bagages : « Aiez soing, ajoutait le duc dans la lettre qu'il écrivit au comte Philippe-Emmanuel de Ligniville le 7 septembre 1653, que les troupes par ce mauvais temps ne périssent. C'est une affaire et dont vous devez répondre. Tenez-le pour dit. Adieu. » (7 septembre[3].)

M. Dumontoir, lieutenant au régiment des guides et brigadier de la compagnie des chevau-légers de l'armée de Turenne, qui avait été fait prisonnier, près de Guise, par les Espagnols, prévint, le 11 septembre, M. de Turenne que l'armée des alliés serait en état, dès le dimanche prochain, d'attaquer Rocroi et qu'il avait vu deux petites pièces de canon dans le quartier du prince de Condé et neuf de médiocre qualité dans celui des Lorrains, dont deux de batterie.

Il avait entendu dire que l'archiduc Léopold d'Autriche en

---

1. Voir Mémoire de nouvelles, etc. *Passim*.

2. Gembloux (Belgique), ville de la Hesbaye, située sur l'Orneau et bâtie dans un fond. C'est l'ancien *Geminiacum*.

3. Charles IV à Ligniville, Bruxelles, 7 septembre 1653. Déjà citée.

possédait quinze autres et qu'il en faisait venir de nouvelles des Pays-Bas[1].

Montaigu, « homme de cœur et d'intelligence, fort expérimenté dans le métier des armes », au jugement du marquis de Montglat, avait été commis par Mazarin à la défense de Rocroi.

Charles IV se décida à quitter Bruxelles et à venir se rendre compte par lui-même des opérations du siège de Rocroi[2].

Il prévint, le 12 septembre, Ligniville de son intention, et lui renouvela son ordre de faire avancer ses gardes et ses chevau-légers jusqu'au Châtelet. De là, ils devaient envoyer à l'ordre, à la posterie, près de Gembloux.

Charles IV avait promis 1,000 chevaux, commandés par le colonel Valentin, aux Espagnols. Il revint sur sa promesse, car ce n'était plus son intention que Ligniville affaiblît le gros de son armée et fournît des soldats pour l'attaque « aux tranchées ». — « Dites à l'archiduc, écrivit-il à son lieutenant le 12 septembre, que j'avais donné l'ordre d'en donner dans la créance que les ennemis obligeraient M. le prince de Ligne de demeurer avec les Wallons vers Cambrai ; mais, puisque les Wallons sont à l'armée, que je le prie d'exempter vostre infanterie de ceste faction. Je seray demain en chemin pour vous voir[3]. »

Les lignes de circonvallation furent achevées vers le 11 septembre, devant Rocroi, six jours après l'arrivée de l'armée lorraine sous ses murs.

Charles IV, avant de se porter devant Rocroi, s'était fait envoyer le train et l'équipage de son cousin, le chevalier de Guise, mort au champ d'honneur, près de Guise, le 7 septembre.

Dès que Turenne avait vu les princes alliés renoncer au siège de Guise et s'établir à Caulaincourt[4], il avait quitté Pé-

1. Mémoire de nouvelles sur le récit du sieur Dumontoir. Déjà cité.

2. Charles IV à Ligniville. Bruxelles, 12 septembre 1653. (Archives Ligniville, Bruxelles, c. 2, l. 152.)

3. *Passim.*

4. Aisne, arrondissement de Saint-Quentin, canton de Vermand.

ronne et était venu se poster à Golancourt, à une lieue au-dessus de Ham.

Quand il sut que l'ennemi s'acheminait vers la Champagne, il se porta aussitôt vers les Ardennes. Néanmoins, il ne crut pas pouvoir secourir Rocroi, à cause de la position avantageuse des assiégeants qui se trouvaient protégés par les grands bois qui entourent cette place.

Il comptait, en outre, sur la mésintelligence qui existait entre Condé, l'archiduc Léopold et Charles IV.

Afin de ne pas rester inactif, il alla assiéger Mouzon, passa l'Oise à La Fère et la Meuse à Remilly, et le 9 septembre, quatre jours après l'investissement de Rocroi par l'armée ennemie, il arriva en vue de Mouzon (9 septembre).

Charles IV fut fidèle à sa promesse et vint rejoindre ses soldats devant Rocroi. Sa présence tant désirée fut un sujet de bonheur pour eux. Ils occupaient le tiers de la ligne de circonvallation.

Condé, qui a entraîné, malgré eux, Espagnols et Lorrains devant la place ardennaise, tombe malade d'une fièvre quarte le jour même de l'ouverture de la tranchée, et sa fièvre est tellement violente qu'il est obligé de garder le lit pendant toute la durée du siège.

L'automne est venu. Le temps est affreux, une pluie torrentielle inonde le camp des assiégeants. Les Lorrains ont grandement à souffrir de ces intempéries. Ils ont de l'eau, dans la tranchée, jusqu'à mi-jambe. C'est en vain que Charles IV a recommandé à Ligniville de ménager ses troupes : on ne peut se passer de leur concours.

Un malentendu qui surgit entre M. le Prince et l'archiduc Léopold arrête pendant quelque temps les opérations du siège.

Le frère de l'empereur s'est trouvé offensé de ce que M. le Prince ait donné le mot d'ordre aux chefs auxiliaires de son armée, bien qu'il ait été convenu que chaque chef donnerait le mot d'ordre à son attaque, et qu'on se le communiquerait de l'un à l'autre.

Le prince Ulrich de Wurtemberg, qui commande un corps auxiliaire, demande au prince de Tarente ce qu'il pense de ce dissentiment. La Trémoille lui répond qu'il croit qu'il faut exécuter sans discussion les ordres de l'archiduc Léopold qui représente le roi d'Espagne, et à la solde duquel ils sont tous.

De guerre lasse, Condé s'arme de patience et se contente de faire relever la garde de son logis et celle du prince de Tarente, son lieutenant, par sa cavalerie à laquelle l'archiduc Léopold ne pouvait avoir la prétention de donner le mot d'ordre. Saint-Ybar, un des agents de la duchesse de Chevreuse au camp des alliés, trouve moyen d'apaiser Léopold et Condé. Il fut décidé qu'avant qu'on eût reçu une réponse de Philippe IV au sujet du dissentiment en question, le mot d'ordre ne serait donné ni par l'archiduc, ni par M. le Prince, mais par un tiers.

Dom Calmet prétend que ce fut M. de Lorraine qui fit adopter ce *modus vivendi*.

Aussitôt averti, Philippe IV prévint le gouverneur général des Pays-Bas catholiques qu'il enverrait de Madrid le mot d'ordre pour chaque jour du mois et qu'un des lieutenants de l'archiduc le transmettrait d'après le tableau envoyé d'Espagne[1].

Les opérations du siège reprirent leur cours.

Tarente, dès sa quatrième attaque, se serait emparé de la contrescarpe, s'il n'avait attendu, avant de l'essayer, que les Espagnols et les Lorrains fussent prêts. Le lendemain, les assiégeants firent un logement sur le glacis. Les assiégés remportèrent quelques succès à leur première sortie, car ils obligèrent Espagnols et Lorrains à abandonner leur logement et leur tuèrent quelques officiers et plusieurs soldats.

Ils furent repoussés quelque temps après dans une autre sortie effectuée contre les troupes du prince de Tarente et avec perte.

Il fallait se hâter, car Mouzon venait d'être pris par Turenne

1. *Mémoires du prince de Tarente.* Dom Calmet, *Histoire de Lorraine*, t. III.

Lettre de Mazarin à Fabert, en date du 15 septembre 1653. (Archives nat., KK, t. 1075, f° 230.)

(26 septembre) et rien ne l'empêchait d'accourir au secours de Rocroi. C'est ce qu'il fit, après avoir poussé une pointe vers Mézières et Charleville, afin d'y rallier les troupes que le duc d'Elbeuf lui envoyait de Picardie. Lorsque Turenne fut à Variscourt[1], Charles IV fit battre aux champs et quitta son camp qui resta vide, sans avoir averti ses alliés de sa retraite précipitée.

Il laissait le tiers de la ligne de circonvallation sans défense. Le comte de Fuensaldaña, capitaine général des armes, fut averti, à l'entrée de la nuit, de la conduite étrange de Charles IV, et, après avoir remédié, comme il le put, à cette défection inattendue, il se mit dès le lendemain à sa poursuite et le rejoignit à Mariembourg.

Après mille instances, il le décida à ne pas aller plus loin.

Descendre dans le fossé fut chose facile pour les soldats qui assiégeaient Rocroi, mais ils éprouvèrent de grandes difficultés à attacher le mineur aux bastions, le 21 septembre. Les nuits étaient devenues si obscures qu'on ne pouvait l'égorger facilement[2].

Le 29 septembre, Charles IV écrivit à Ligniville, de Mariembourg, pour lui marquer son étonnement de ce qu'il se servait de cavaliers pour ses messages, lorsqu'il y avait tant de « *canaille* à l'armée à pied ». Un cornette et treize cavaliers venaient d'apporter à Charles IV, lors de son départ précipité, une lettre de son maréchal de camp général.

M. de Lorraine se plaignait, en outre, de ce que ces officiers de cavalerie n'eussent pas apporté du fourrage pour quatre jours, de façon à ne pas en avoir besoin dès le troisième jour : « Mais tout va à la mode, c'est-à-dire point d'obéissance ni soin. Si demain Rocroi ne se rend pas, je feray faire convoi de fourrage. Il y a eu cent personnes qui sont partys de l'armée qui me pourraient porter votre lettre.

---

1. Variscourt (Aisne), arrondissement de Laon, canton de Neufchâtel.

2. *Mémoires du prince de Tarente*. Relation de la campagne de 1653, dictée par le comte de Fuensaldaña.

« Je ne bougeray d'icy, sy la faim ne m'en chasse, que je ne voye la fin de vostre siège.

« Pour les 300 chevaux que vous demandez, je ne sçay pas où l'on les veut envoyer, mais si c'est pour mener le convoi qui passe, le comte de Holach a près de 300 chevaux et je voy près de cent icy aux bagages.

« Un ordre du prince (de Condé) instruit l'affaire et j'en prendray soin. Le pain ne sera que demain à Mariembourg[1]. » (29 septembre.)

C'est à Mariembourg[2], avons-nous dit, que Fuensaldaña avait rejoint Charles IV et l'avait décidé à suspendre sa retraite.

Il ne put qu'applaudir à la prise de Rocroi, qui capitula après vingt-deux jours de tranchée (30 septembre).

Montaigu en sortit le lendemain avec 600 ou 700 hommes, sans compter les blessés.

Il fut conduit à Charleville et la place remise à Condé, suivant les clauses du traité intervenu entre lui et les Espagnols.

Charles IV n'assista pas à la reddition de Rocroi et s'arrêta probablement à Mariembourg, où le comte de Fuensaldaña l'avait rejoint, car nous possédons une lettre de lui à Ligniville datée du 1er octobre et ainsi conçue : « Monsieur le comte de Ligniville, j'ay resçu par le coronel Jeger[3] l'avis de la reddition de Rocroy. Ainsy vous me renvoierez mes guardes et chevaulégers à l'instant, et après vous irez trouver M. le comte Fuensaldagne pour luy prier de trouver bon, ensuite de ce que j'ay avisé avec luy et M. l'archiduc, que vous veniez avec mes trouppes par de çà quelques jours pour rafraîchir la cavallerie. Je vous attends à Pesche[4].

« Je fais mon conte (*sic*) que, demain mercredy, second de ce mois[5], vous me renvoierez une compagnie des gardes et che-

1. Charles IV à Ligniville, le 29 septembre 1653. (Archives Ligniville, c. 2, l. 153.)

2. Mariembourg (Belgique), province de Namur.

3. André Jeger, colonel de cavalerie, anobli par Charles IV, [illegible]

4. Belgique, province de Namur, au sud-ouest de Couvin.

5. 2 octobre 1653.

vau-légers, et après que j'iray, renvoyez-moy le reste de mes chevaux avec les gardes à Pesche, où vous me viendrez trouver.

« Donc, sans faute, envoiés mes compagnies de guardes et chevau-légers, et puis, après cela, parlés à M. le comte de Fuensaldagne pour qui .... tenir et luy représenter que nous sommes très ruinés de ce malheureux siège et que vous serez plustôt prêts à servir, aiant promptement ce peu de jours de raffraîchissement. Ce 1er d'octobre 1653. Ch. Lorraine[1]. »

Charles de Montraulnin, comte de Montal[2], un des meilleurs officiers de l'armée condéenne, avait été nommé par M. le Prince gouverneur de Sainte-Menehould.

Cette ville, située sur l'Aisne, était mal fortifiée.

Mazarin en résolut le siège et le marquis d'Huxelles, Castelnau et Navailles, lieutenants-généraux, l'investirent le 22 octobre.

Louis XIV s'était transporté, dix jours auparavant, à Châlons-sur-Marne, à huit lieues de la ville assiégée.

Dès que la tranchée fut ouverte, le roi de France, accompagné de Mazarin, vint visiter le camp français (26 octobre). Mais il ne resta que deux jours sous les murs de Sainte-Menehould.

Turenne et La Ferté prirent part au siège de la ville champenoise. Le premier se posta à l'ouest de la place, de manière à observer les allures de Condé et des Espagnols. La Ferté se posta à l'est, pour se tenir prêt à résister aux entreprises possibles du duc de Lorraine.

Mais celui-ci ne parut pas.

Le 10 octobre, le comte de Fuensaldaña avait écrit à Condé, du camp de Sivry[3] : « D'après ce qui a été adjusté à Mariembourg (29 septembre), je croyais estre asseuré des troupes de M. de Lorraine, mais à mon arrivée à Philippeville, ayant écrit

1. Charles IV à Ligniville. (Archives Ligniville, c. 2, l. 155.)

2. Charles de Montraulnin, comte de Montal, célèbre par sa défense de Charleroi en 1667, mort gouverneur de Dunkerque le 25 décembre 1696.

3. Ville des Pays-Bas catholiques, à 7 lieues de Charleroi.

à M. de Ligniville de venir me trouver pour adjuster le logement des troupes, il m'a répondu qu'il avait ordre de M. de Lorraine de n'obéir qu'à luy-mesme, sur quoy j'ai envoyé à Bruxelles pour demander au duc de nous laisser ses troupes. J'attends sa réponse[1]. »

Et cependant, le 1er octobre, dix jours auparavant, Charles IV, comme nous l'avons vu, avait ordonné à Ligniville de s'entendre avec Fuensaldaña et de le prier (ce qui avait été convenu entre eux) de lui permettre de rafraîchir ses troupes, fatiguées par le siège de Rocroi, quelques jours seulement.

Il semblerait qu'au comte de Ligniville il répugnât d'obéir au capitaine général de l'armée espagnole.

Le 15 octobre, Charles IV ordonna à son maréchal de camp général d'aller trouver l'archiduc Léopold au camp de Sivry.

Peut-être pourra-t-il mieux s'entendre avec lui qu'avec son subordonné. Il n'en fut rien, car le général lorrain, qui en avait reçu probablement l'autorisation secrète de son souverain, fit observer à l'archiduc que le 15 octobre, jour de leur entrevue, était le terme de l'engagement souscrit par M. de Lorraine d'assister de ses armes les Espagnols.

Évidemment, Charles IV, en feignant de se soumettre aux ordres de l'archiduc Léopold, usait d'hyprocrisie et avait fait la leçon à ses généraux qui étaient las d'obéir à la fois à Condé et au représentant de l'Espagne dans les Pays-Bas. C'était pour éviter cette humiliation que Charles IV était revenu à Bruxelles après son apparition devant Rocroi et son court séjour à Mariembourg.

Condé ne doutait plus de la mauvaise volonté de Charles IV, car, le 30 octobre, il écrivait à Lenet, un de ses principaux agents, arrivé récemment d'Espagne : « Je croys que vous aurez appris desja comme quoy il [Charles IV] ne s'est pas trouvé au rendez-vous, que ses troupes jusques icy n'ont pas encore marché et qu'il n'y a que les miennes et celles de M. de Wir-

1. Le comte de Fuensaldaña à M. le Prince, camp de Sivry, 10 octobre 1653. Cf. *Histoire des princes de Condé*, par le duc d'Aumale.

temberg qui aient passé la rivière (la Meuse) ; de plus, M. de Turenne et M. de La Ferté, qui étaient à Laon pour observer la contenance des Espagnols, ont escrit à M. de Fabert, à Sedan (et la lettre a été prise), qu'ils ne faisaient rien et allaient passer l'Aisne pour aller à Sainte-Menehould, si bien qu'on peut compter Sainte-Menehould pour perdu par plaisir, n'ayant rien de si facile au monde que de le secourir[1]. »

Cependant, les Lorrains traversèrent la Meuse à Givet, faisant mine d'aller vers Stenay et le prince de Condé se mit en campagne avec ses troupes, la cavalerie allemande du prince de Wurtemberg et celles du duc Charles[2] (31 octobre).

Le 5 novembre, M. de Lorraine, après être passé par Namur et La Marche-en-Famenne, assista au passage de ses troupes à Givet[3].

Mais il était résolu, malgré cette marche en avant et l'appui donné à ses alliés, à traiter avec Mazarin.

Revenu à Namur le 7 novembre, il donna l'ordre à Ligniville de rétrograder, de repasser la Meuse et de loger son corps d'armée, tant infanterie que cavalerie, dans les quartiers d'hiver qu'il leur avait assignés.

Ligniville devait suivre la Haute-Chaussée et passer par la Hesbaye sans loger dans le pays de Liège que le roi de France avait pris sous sa protection. Il lui était permis, cependant, de se reposer, pendant une nuit, dans les villages de Coninxheim, Rutten, Scluisen, Novem et Peeffe.

Ensuite, il devait se diriger vers la Campine et y faire halte, jusqu'à ce que les régiments, qui devaient aller à Lummen, Gemert, Megen et Boxmeer, sur la Meuse, dans le duché de Clèves, fussent postés. Il était expressément défendu à Ligniville de

---

1. *Passim*.

2. *Gazette de France*, année 1653, pp. 1123 et 1140.

3. Charles IV à Ligniville. Namur, 7 novembre 1653. (Archives Ligniville, c. 2, l. 154.) « S'il arrivait quelque désordre, il y remédierait. S'il y avait quelques terres qui fissent difficultés de recevoir les régiments que nous leur avons ordonnés, il les y fera contraindre par la force et nous donner advis de temps à temps de tout ce passé. »

loger ses soldats dans le pays appartenant à Messieurs les États de Hollande, et de plus, il lui était prescrit d'avertir de sa marche le Rhingraff et le gouverneur de Bois-le-Duc.

Ne venait-il pas d'apprendre l'échec subi récemment par le colonel Snetter, officier à son service, aux portes de Maëstricht, et l'envoi fait par l'électeur de Cologne et les États de Liège d'un député aux États de Hollande pour déclarer leur acquiescement à la ligue que les Provinces-Unies voulaient former contre les Lorrains[1] ?

Le siège de Sainte-Menehould traînait en longueur. Les lieutenants-généraux, chargés de l'assiéger, ne s'entendaient pas entre eux. Plus de 1,400 hommes de guerre, dont 400 officiers réformés, défendaient cette place et faisaient des sorties meurtrières pour nos soldats.

Le 5 novembre, Mazarin chargea le maréchal du Plessis-Praslin de prendre le commandement de l'armée royale.

Le 21, pendant que la cour de France se trouvait à Châlons-sur-Marne et s'apprêtait à se rendre au camp, on apprit que les troupes du duc de Wurtemberg et une partie de celles de Condé étaient entre l'Aisne et la Meuse, attendant l'occasion de se porter au secours de Sainte-Menehould et que le duc Charles, pour les aider, était arrivé à Baalon, près de Stenay, avec 3 ou 4 escadrons.

Le 25 novembre, de Baalon, M. de Lorraine se dirigea vers Charmoy, près de Jamoigne, au confluent de la Semoy et du Vivier. Le lendemain, il passait en revue son armée qui comprenait 20 escadrons et 2,000 hommes d'infanterie. Il avait prêté aux Espagnols les régiments Dalament, Fournier, La Porte et Schmidt. Son infanterie entra à Montmédy, et, à la tête de sa cavalerie, il fit mine de passer la Meuse entre Dun et Brieulles.

Ainsi placé, il tenait les clefs des montagnes de l'Argonne et il espérait attirer à lui le maréchal de La Ferté, chargé par Mazarin de le surveiller, et permettre à Condé de secourir Sainte-

1. *Gazette de France*, année 1653, p. 1159.

Menehould. La Ferté, pour s'opposer à la marche de Charles IV, quitta les approches de cette ville et s'avança vers la Meuse, tandis que Turenne, campé entre Roye et Corbie, protégeait les places de la Flandre et de la Picardie.

Charles IV échappa aux étreintes de son adversaire, mais il ne put ou ne voulut pas venir au secours de Sainte-Menehould. Il n'avait pas trouvé, près de Stenay et Montmédy, les 10,000 chevaux et 6,000 fantassins que le comte de Fuensaldaña lui avait promis et négligea de lui envoyer.

Le mouvement opéré par Charles IV de Consenvoye, où il faillit périr, jusqu'à Rouvrois-sur-Meuse et Troyon, aux portes de Saint-Mihiel, fut inutile.

Montal, à bout de forces, demanda à capituler le 26 novembre et la garnison de Sainte-Menehould se retira avec armes et bagages, en abandonnant ses canons.

Aussitôt que Charles IV eut appris la capitulation de Sainte-Menehould, par des cavaliers venus de Clermont-en-Argonne, et qu'il fut averti que le maréchal de La Ferté, accusant son mouvement offensif, s'avançait vers lui, il consulta le prince de Wurtemberg et ses colonels sur ce qu'il avait à faire. La retraite vers la forêt d'Ardenne fut décidée.

Aussi, après avoir fait tirer deux coups de canon, afin de rassembler son armée, il prit, dès le lendemain, sa route vers Stenay et Marville avec 400 chevaux, 800 fantassins et 50 canons de 5 à 6 livres de boulet (27 novembre 1653).

Quel avait été le but de Charles IV en poussant jusqu'aux portes de Saint-Mihiel et en faisant une apparition inattendue dans son propre duché ?

Le mouvement exécuté par deux régiments lorrains de la garnison de Bitche (Lorraine), de Landstuhl et de Hombourg, qui traversèrent la Moselle et firent mine de rallier le duc près de Saint-Mihiel, nous apprend ce qu'il essayait d'accomplir.

Son cousin, Henry de Lorraine, comte d'Harcourt, gouverneur de l'Alsace, maître de Brisach et de Fribourg, traitait à la fois avec lui et l'empereur de la livraison de ces deux places importantes que le traité de Westphalie avait cédées à la

France[1]. En outre, le comte de la Suze, gouverneur de Belfort, qui s'était donné corps et âme à Condé, avait promis à Charles IV de l'aider s'il réussissait à se rapprocher de l'Alsace.

La Ferté empêcha le duc de Lorraine d'exécuter ses projets et les garnisons de Bitche, Hombourg, Landstuhl, après avoir essayé en vaïn de rallier Charles IV près de Saint-Mihiel, et de donner la main à celle de Belfort, furent contraintes de reprendre le chemin de leurs places respectives.

Mazarin avait pris ses mesures pour protéger l'Alsace, en même temps qu'il organisait la défense de notre frontière du Nord : « Il y aura bien des têtes cassées, écrivit-il au maréchal de La Ferté le 13 novembre, avant que M. de Lorraine s'y établisse [en Alsace]. »

Condé envoya, à la fin de l'année, M. de Romainville au comte d'Harcourt afin de le décider à lever l'étendard de la révolte contre le roi de France, tandis que l'évêque de Spire essayait de se faire livrer par lui Philippsbourg.

Les négociations entamées par Mazarin avec Harcourt furent inutiles. Il refusa des compensations importantes et demanda pour son fils aîné, Louis de Lorraine, la main d'une des nièces de Mazarin.

Les Espagnols venaient de lui offrir 100,000 écus pour qu'il pût s'assurer la garnison de Brisach ; mais le cardinal essaya d'acheter les troupes mercenaires commises à la défense de Brisach et se rendit maître de Philippsbourg que lui livrèrent les officiers de la garnison (décembre 1653).

Il fallait, avant que La Ferté pût pénétrer en Alsace et forcer le comte de la Suze à ouvrir les portes de Belfort, chercher de nouveau à séduire Charles IV en lui promettant la restitution de la Lorraine, car le duc rêvait de se créer en Alsace une principauté avec l'aide de son cousin, le comte d'Harcourt.

---

1. Charles IV promit la main de sa fille, Anne de Lorraine, au fils du comte d'Harcourt, si ce dernier s'engageait à faire la guerre à la France et à lui livrer l'hilippsbourg et plusieurs autres places.

Charles IV sembla décidé à se réconcilier avec la France, comme il avait feint de le vouloir au mois de juillet dernier.

Il quitta la Lorraine, gagna Saint-Hubert et de là ordonna à Ligniville d'assembler toutes ses troupes en lieu sûr, du côté de Limbourg, en attendant qu'il lui donnât de ses nouvelles, ce qui ne pouvait tarder : « Soyez sur vos gardes et ne vous amusez en rien. Au contraire donnez bonne parole. » (13 décembre.)

Si Ligniville ne pouvait passer par Limbourg et s'avancer vers Durbuy, il devait faire le tour par Montjoie et Saint-Rie et venir le rejoindre[1].

Il s'agissait pour Charles IV de se procurer des quartiers d'hiver que le prince de Condé s'apprêtait à lui disputer.

Sa haine contre M. le Prince était à son comble.

Ne venait-il pas d'apprendre que les Espagnols avaient donné Rocroi en souveraineté à Condé, après s'être bercé de l'espoir que cette ville lui serait accordée comme un faible dédommagement des pertes qu'il avait faites pendant la dernière campagne?

Sa colère était grande et il éclata en menaces qui parurent aux Espagnols annoncer sa prochaine défection.

C'est pour prévenir cet acte de désespoir que le comte de Fuensaldaña lui assigna des quartiers d'hiver fort éloignés les uns des autres, afin que ses soldats ne pussent se concentrer et passer à l'ennemi.

Les rapports de Charles IV avec le prince de Condé étaient de plus en plus tendus, car les quartiers d'hiver des deux princes étaient voisins l'un de l'autre.

Maximilien-Henri de Bavière, archevêque de Cologne, auquel l'empereur avait enlevé l'honneur de couronner le roi des Romains, son fils, avait quitté la diète de Ratisbonne, furieux et mécontent.

Aussi, à peine revenu dans ses États, devant les plaintes exprimées par ses sujets du pays de Liège que les soldats de Charles IV

---

1. Charles IV à Liguiville, 13 décembre 1653. (Archives Liguiville, c. 2, l. 157.)

venaient d'envahir, accepta-t-il le secours de Fabert pour se débarrasser de la présence gênante des Lorrains et des Espagnols.

Les Provinces-Unies, irritées également des incursions des soldats de Charles IV sur leurs frontières, chargèrent le prince de Salm, gouverneur de Maëstricht, de mettre ordre à leurs déprédations[1].

Il ne restait plus à Charles IV, si mal traité par les Espagnols, en but aux représailles des Liégeois et des Hollandais, traqué par les soldats de Fabert, ne pouvant s'entendre avec les États de l'Empire, qui avaient cependant promis de l'indemniser si ses troupes abandonnaient Landstuhl, Hombourg et Hermannstein, qu'à se jeter entre les bras de la France[2].

C'est ce qu'il sembla vouloir faire à la fin de l'année 1653 : « C'en est fait, écrivait Raulin, secrétaire de Charles IV à

---

1. Voir *Gazette de France,* 1653, p. 963.

2. Il serait très intéressant d'étudier les rapports de Charles IV avec les cercles de l'Empire après la paix de Westphalie.

Contentons-nous de dire qu'au mois de juillet 1653, une partie des Électeurs composant la diète de Ratisbonne, tout en formant une ligue défensive contre les exactions des soldats de Charles IV, se montraient disposés à signer un traité avec lui pour l'amener à évacuer Hombourg, Landstuhl et Hermannstein et lui firent offrir 300,000 rixdallers. Charles IV accepta l'offre faite par la diète de Ratisbonne et ne fit des réserves que pour la restitution des châteaux de Windstein et Epfellbrun. L'empereur ajouta à la somme promise par les États celle de 100,000 rixdallers et, au mois d'octobre 1653, fit expédier des ordonnances à tous les États de l'Empire afin qu'ils se hâtassent de fournir, chacun, leur quote-part d'indemnités à Charles IV, en les menaçant de sévir *manu militari* contre tout État qui ferait attendre ses versements. Malgré ces avantages considérables, Charles IV ne parut pas disposé à évacuer les places occupées par ses troupes le long du Rhin. (V. *Gazette de France*, année 1653, pp. 810, 963 et suiv.; année 1654, pp. 11, 35, 36, 60, 71.)

Depuis le traité de Westphalie, les Électeurs et les princes allemands avaient songé à s'unir pour préserver leurs États de l'invasion des soldats étrangers. En 1651, les Électeurs de Cologne et de Trèves, l'évêque de Munster et le duc de Neubourg signèrent à Francfort une première ligue qui fut renouvelée en 1654. C'était une ligue catholique. Le roi de Suède, en qualité de duc de Brême, de Verden et de seigneur de Vismar, les trois ducs de Brünswick-Lunebourg et le landgrave de Hesse-Cassel formèrent une autre ligue. Ce fut la ligue protestante. (Voir *La Rivalité de la France et de l'Espagne aux Pays-Bas*, par Lonchay, pp. 189 et 190.)

Mazarin; M. le duc de Lorraine est absolument à Vostre Éminence sans réserve. J'ai commandement de lui dire que si elle parle franc et que ses intentions soient aussi sincères comme elles paraissent au contenu de sa dernière, qu'il [le duc de Lorraine] acquiesce aux conditions portées, n'y ayant plus que quelque petite à y ajouter que l'on croit ne pouvoir estre refusée, et que, de ce pas, nous allons droit à Bruxelles pour disposer toutes nos petites affaires pour, aussitôt vostre réponse reçue, que l'on attendra en personne, avec ce qu'il a de plus cher[1] et ses troupes, au lieu que Vostre Éminence nous désignera, croyant qu'elle donnera les ordres nécessaires pour y demeurer et aller en sûreté, et moyen de subsister pendant dix, douze ou quinze jours, jusqu'à ce que le traité soit signé et conclu avec celui que Vostre Éminence enverra. Et j'ose lui dire que j'ai reconnu une si haute sincérité à notre pourparler qu'ayant fait instance à Son Altesse de Lorraine de demander le Barrois et le Pertois, pour [y] mettre ses troupes pendant ledit temps, ou bien la Vosge (*sic*) avec un peu d'Alsace, il m'a répondu que, pour lever tout soupçon, il ne voulait point d'autre rendez-vous que celui qui lui serait marqué par Vostre Éminence, et que les mesmes raisons, qu'elle a très bien déduites à l'égard de Brisach, l'ont retenu de conclure cette affaire[2]. »

Charles IV, que Condé devait rejoindre à Maëstricht, pour résister aux attaques de l'armée conduite par Fabert qui s'apprêtait à sortir de Sedan, de crainte de voir les cercles de l'Empire s'opposer par les armes au séjour de ses troupes, entre Sambre et Meuse, demandait à Mazarin de lui assigner un lieu de rendez-vous où il pourrait traiter avec un de ses agents.

Non seulement il renonçait à aider dans sa révolte le comte d'Harcourt, dont le fils, âgé de 13 ans, avait dû épouser Anne de Lorraine, sa fille, qu'il avait eue de la princesse de Cantecroix,

---

1. C'est-à-dire les enfants que Charles IV avait eus de Béatrix de Cusance, Anne de Lorraine, qui épousa le comte de Lillebonne, et Charles-Henri de Lorraine, prince de Vaudémont.

2. *Aff. étr., France,* t. 891, f° 366. Original en partie chiffré.

mais il offrait d'emmener avec lui cette jeune princesse, ainsi que son frère, le prince de Vaudémont, en les enlevant à leur mère et en leur faisant quitter Anvers.

Et ce prince, qui naguère répugnait à tout accommodement avec Louis XIV, si ce roi ne lui rendait la Lorraine tout entière, repoussait, à cette heure, l'offre qu'on lui faisait de loger ses troupes dans le Barrois et le Perthois ou dans les Vosges et une partie de l'Alsace, pendant que ses agents négocieraient avec ceux de Mazarin !

La Lorraine, cependant, gémissait de plus en plus sous le poids d'une tyrannie qui fait frémir pendant l'absence de Charles IV.

Non seulement ses malheureux habitants payaient aux envahisseurs des contributions énormes dont M. Le Jay, intendant de Lorraine pour le roi de France, était l'ordonnateur, mais ils fournissaient encore des subsides à Charles IV, leur souverain légitime, que représentait en ce moment sa cour souveraine, qui résidait dans la petite ville de Bitche, citadelle imprenable qu'occupait une garnison lorraine.

M. de Malaincourt, membre de cette cour, était un des principaux agents du duc et, malgré l'armée d'occupation, il savait se faire obéir.

Condé empêcha Charles IV de s'accommoder avec Mazarin ; quittant Rocroi, il arriva à Mariembourg le 19 décembre.

Il venait de faire demander au comte de Fuensaldaña de lui permettre de faire cantonner ses troupes pendant l'hiver dans le Luxembourg et la province de Namur, « dont les Espagnols ne tiraient rien », ainsi que dans une partie du pays de Gueldre, entre le Rhin et la Meuse, malgré les protestations des cercles de l'Empire.

La présence de l'armée lorraine dans le pays compris entre la Sambre et la Meuse gênait Condé, car il redoutait son voisinage.

Il était donc de toute nécessité qu'il s'entendît avec M. de Lorraine dont les troupes étendaient leurs cantonnements jusque dans les villes et les terres du prince-abbé de Stavelot, à Spa, à Malmédy et dans le comté de Ravenstein.

Le 21 décembre, Condé arriva à Philippeville.

Le 23, il se trouva à Namur où il rencontra Charles IV.

Une entente provisoire eut lieu entre eux au sujet des quartiers d'hiver de leurs troupes.

Le jour même, M. de Lorraine ordonna aux colonels des régiments Ligniville, Bassompierre et La Batterie de marcher avec armes et bagages droit vers le bois de Fronville, sur l'Ourthe, et le pays de Condros, entre cette rivière et la Meuse (23 décembre)[1].

Cinq jours après, le 28 décembre, Charles IV ordonna à Ligniville et à Valentin de loger le régiment de la brigade de Boutrelai, près de Stavelot et Malmédy[2].

---

1. Ordre de Charles IV, Namur, 23 décembre 1653. Contresigné : Raulin. (Archives Ligniville, c. 2, l. 156.)

Ce n'était pas seulement le pays de Liège que les Lorrains dévastaient, mais également l'Électorat de Cologne. Les Électeurs de Cologne, de Mayence et de Trèves s'entendirent entre eux pour résister à l'invasion des Lorrains, mais quand on les repoussait d'un côté, ils pénétraient de l'autre. Le pays de Juliers ne fut pas à l'abri de leurs exactions. (V. *Gazette de France,* année 1653, pp. 11, 12, 35, etc.)

2. Charles IV à Ligniville, 28 décembre 1653. (Archives Ligniville, c. 2, l. 158.)

Le post-scriptum de cette lettre indique la réconciliation momentanée de Charles IV avec le prince de Condé : « Dieu vous assiste et vous tienne joyeux. Si M. le Prince revient, comme il est en chemin, toute la cavalerie l'obéira et recognoistra pour général de la cavallerie. »

CHAPITRE XI

CAPTIVITÉ DE CHARLES IV. — NICOLAS-FRANÇOIS PREND LE COMMANDEMENT DE L'ARMÉE DE LORRAINE. — CAMPAGNE DE FLANDRE. — CHARLES IV RECOMMANDE LA NEUTRALITÉ A SES COLONELS (1654).

A la fin de l'année 1653, Charles IV alla se loger à Waremme, à cinq lieues de Liège.

Ligniville avait rejoint le colonel Valentin. Il devait se concerter avec lui pour le bien-être de leurs soldats, suivant les ordres qu'ils avaient reçus du duc.

Ce dernier laissait à ses colonels toute latitude pour avancer ou reculer.

Charles IV recommandait à Ligniville d'avoir soin de la brigade allemande et particulièrement du régiment du baron de Botzlar :

« Partout losgez de façon que je n'essuie plus d'affronts et le plus fort que vous pourrez. Le prince de Liège est arrivé à Liège. Il ne manquera de faire du pis qu'il pourra. Prenez-y garde et m'avisez s'il y passe de gens pour le joindre ; surtout ne perdez pas les trouppes. » (1er janvier 1654[1].)

Quelques jours plus tard, M. de Lorraine informa le prince de Condé que M. de Bouteville[2], un de ses lieutenants, arrivé depuis peu de Guyenne, avait battu le commandant des troupes liégeoises.

Maximilien-Henri de Bavière, électeur de Cologne et prince-

1. Charles IV à Ligniville, 1er janvier 1654. (Archives Ligniville, c. 2, l. 163.) Dans le post-scriptum de cette lettre, Charles IV demande à Ligniville s'il a avec lui les régiments de Jelhé, d'Aurau, Desdat et Nostem.

2. François-Henri de Montmorency, comte de Bouteville, depuis maréchal et duc de Luxembourg.

évêque de Liège, après avoir refusé le secours d'Abraham Fabert, gouverneur de Sedan, venait d'arriver à Liège pour se mettre à la tête des troupes indigènes et de quelques renforts que l'empereur venait de lui envoyer.

Avec ces forces bien faibles il essaya de résister aux exactions sans cesse renaissantes des Lorrains et des Condéens qui, bien qu'en désaccord au sujet de leurs quartiers respectifs, s'entendaient merveilleusement pour rançonner les habitants du Luxembourg et du pays de Liège.

Les soldats commandés par Lignixille, après avoir remporté quelques succès sur la milice de Liège, attaquèrent Borkulo, dans le comté de Zuphten, et fortifièrent Borchwoom, dans l'évêché de Liège, afin de pouvoir passer l'hiver dans cette contrée.

Tous les paysans, terrifiés, quittèrent leurs villages et se réfugièrent dans les villes.

Pendant la nuit du 4 janvier, les troupes indigènes du pays de Liège et le contingent impérial, qui s'étaient réfugiés à Looz, s'enfuirent, et les habitants s'empressèrent de traiter avec Bouteville[1].

Le 7 janvier, Condé, toujours à Namur, averti par MM. de Lorraine, Bouteville et Saint-Ybar que le prince de Wurtemberg se dirigeait vers ses quartiers sans laisser de gens commandés à ses alliés, ordonna au président Viole et à Lenet, ses agents à Bruxelles, d'intervenir auprès du comte de Fuensaldaña, afin que Wurtemberg laissât derrière lui toutes les troupes qu'on lui demanderait, ainsi que son canon et ses munitions : « L'affaire est d'une telle importance, écrivait Condé, que tout périra si on perd un moment à y remédier. »

Bouteville se faisait fort, avec quelque infanterie, de s'emparer des meilleurs quartiers du pays de Liège. Condé ordonna aux Irlandais de le rejoindre et aux régiments de Gié, La Motte et Waltenhofen de l'assister quand il serait temps[2].

---

1. Le duc de Lorraine à M. le Prince, 4 janvier 1654. (Archives Chantilly.) *Histoire des princes de Condé*, par le duc d'Aumale.

2. M. le Prince à Viole et à Lenet. Namur, 6 janvier. *Passim*.

Les villes libres de l'Empire opposaient de nombreuses objections au traité conclu récemment entre Charles IV et la diète de Ratisbonne pour l'évacuation des places de Hombourg, Landstuhl et Hermannstein. Quelques cercles de l'Empire, notamment celui de la Basse-Saxe, déclarèrent aux ministres de l'empereur qu'ils étaient résolus à ne contribuer en rien au paiement des 300,000 écus promis par la diète de Ratisbonne à Charles IV, si le duc ne consentait pas à restituer les places que ses troupes occupaient sur le Rhin, dès le versement du premier terme de l'indemnité consentie, qui était exigible dans les premières six semaines[1].

Entre temps, les députés de la diète de Ratisbonne délibéraient, sans se presser, sur la façon d'envoyer des secours à l'Électeur de Cologne et de l'aider à se débarrasser des Lorrains et des soldats de Louis de Bourbon.

Condé venait de refuser de se rendre aux désirs exprimés par les Espagnols et le duc de Lorraine en cantonnant ses troupes à Stavelot et à Malmédy, car il n'avait pas assez de forces pour s'emparer du château de Malmédy et craignait que les Lorrains n'enlevassent ses 10 ou 12 régiments de cavalerie et toute sa gendarmerie, les Espagnols ne lui offrant que de mettre 2 ou 3 compagnies dans ces deux dernières villes.

Ligniville, à peine arrivé à Stavelot et à Malmédy, fut forcé de quitter ses cantonnements.

Le 7 janvier, Charles IV cantonné à Waremme, réitéra à Ligniville l'ordre qu'il lui avait déjà donné de marcher droit vers l'abbaye d'Andenne, sur la Meuse. « Et me donnerez advis de vostre marche par quelque message à Namur et à l'abbaye d'Andenne, où vous aurez de mes nouvelles. Si vous pouvez tirer quelque avantage de Stavelot et Malmédy, vous le ferez. S'ils acceptent quartier, vous y laisserez Bartelle et Jeger avec leurs régiments. Sinon, vous les amènerez avec les autres[2]. »

---

1. *Gazette de France*, année 1654, p. 71.

2. Charles IV à Ligniville. Waremme, 7 janvier 1654. — Duplicata. Contresigné Raulin. (Archives Ligniville, c. 3, l. 164.)

Le 9 janvier, Charles IV ordonna de nouveau à Ligniville de se rapprocher de la Meuse : « Mais ne perdez plus de temps et marchez néanmoins doucement et à l'aise des trouppes où vous puissiez trouver à subsister en delà de la Meuse. Vous y aurez assez. »

Charles IV ne pouvait donc plus s'entendre avec Condé au sujet des cantonnements de leurs troupes respectives.

La position des soldats lorrains dans le Limbourg était devenue intolérable. Aussi, quoique continuant à faire espérer aux Espagnols qu'il allait signer un nouveau traité avec eux, Charles IV négociait avec Mazarin.

Mais il lui fallait cependant s'accommoder avec M. le Prince au sujet du logement de sa petite armée pendant l'hiver qui commençait.

Condé, tout irrité qu'il était, s'occupait de conclure un traité avec le duc de Lorraine pour le règlement des quartiers d'hiver des forces alliées.

« Ce traité m'est de telle importance, écrivait Condé, le 9 janvier, à Viole et à Lenet, que je vous prie, à quelque prix que ce puisse estre, de le faire résoudre promptement entre mondit Seigneur de Lorraine et le comte de Fuensaldagne, suivant les choses dont nous sommes convenus, à sçavoir que M. de Lorraine me laisserait l'entre Sambre et Meuse pour une de mes brigades et se chargerait d'établir l'autre en quartier et la gendarmerie dans la Hesbaye ou dans la Campine. » — « La seule chose qu'il y a à faire sur le sujet de M. de Lorraine, écrivit deux jours plus tard de Namur, le prince de Condé à Lenet, c'est de voir si les Espagnols ont de l'argent à lui donner ou de bonnes seuretés, car sans cela toutes les allées et venues de M. de Viole auprès de luy ne serviront de rien ; *c'est le nœud de l'affaire*. Un moment que cela sera fait, Saint-Martin signera le traité. Il n'y a rien de plus sûr. En un mot, il ne faut traiter avec M. de Lorraine que par les Espagnols, car il y a de l'argent ou des seuretés à lui donner, de sorte qu'il ne faut plus que vous le voyez là-dessus. Pressez le comte de Fuensaldagne pour le faire expliquer sur le logement de mes troupes ; faites-luy

prendre la plume pour mettre par écrit les lieux où elles peuvent loger, ou dans le pays du Roy, ou dans le pays de Liège ; car j'ay mes ordres de S. M. C. pour les faire loger dans le pays du Roy, en cas qu'elles ne puissent le faire ailleurs. » (11 janvier.)

Si Charles IV n'accédait pas à ses désirs et si le comte de Fuensaldaña ne le forçait pas à y consentir, M. le Prince se voyait réduit à licencier toutes ses troupes : « Voyez donc, écrivait encore Condé à ses agents, à lui (à Charles IV) faire donner par ledit comte (Fuensaldaña) ou de l'argent ou de si bonnes seuretés qu'il ne diffère plus à conclure, car si cela venait à manquer, je me verrais forcé à licencier toutes mes trouppes[1]. »

La ville de Thuin était en ce moment assiégée par les princes coalisés.

Elle succomba et ses habitants offrirent 3,000 pistoles à Condé qui les refusa, car que faire de cet argent, puisque ni M. de Lorraine ni les Espagnols n'accordaient de quartiers d'hiver à ses troupes?

Le 12 janvier, Charles IV, de Bruxelles, donna pour la troisième fois l'ordre à Ligniville de marcher droit à Andenne.

Arrivé dans cette ville, Ligniville devait faire passer la Meuse à ses troupes, régiment par régiment, les laissant en cantonnements jusqu'à ce que toute l'armée fût passée.

Enfin, deux jours après, le duc lui enjoignait de se hâter de se porter en deçà de la Meuse, « afin qu'elles (ses troupes) soient mieux » et de se cantonner du côté de Marlines, près de la terre du comte de Valengin (14 janvier).

Charles IV était revenu à Waremme.

Le 16 janvier, Mazarin écrivait à Raulin, secrétaire d'État de M. de Lorraine : « Leurs Majestés ont vu que, quelque chose qu'on ait faite pour conclure un bon accommodement avec M. le duc de Lorraine, ayant mesme consenti à toutes les conditions qu'il avait demandées, on n'en a jamais pu venir à bout. S'il lui plaît vous envoyer icy seul ou accompagné, ou toute autre

1. Bibliothèque nationale.

personne que bon lui semblera avec pouvoir de conclure aux conditions que je vous ai escrites de Châlons, l'affaire pourra estre asseurée en deux fois vingt-quatre heures. Je suis asseuré de la bonne volonté de Leurs Majestés, et je n'oublieray rien pour leur acquérir solidement et leur faire réserver le service et l'amitié d'un prince que j'estime au dernier point. » (16 janvier[1].)

En promettant à Charles IV la restitution de la Lorraine, s'il consentait à passer au service de France, Mazarin espérait rompre l'alliance qu'il avait contractée avec Condé, l'Espagne et le comte d'Harcourt, tandis que le duc feignait de vouloir s'accommoder avec le cardinal, afin de se vendre plus cher à l'Espagne.

L'entrée de La Ferté en Alsace, au mois de janvier 1654, suivie de près de la capitulation de Belfort (7 février), de celle de Thann (9 mars) et de celle de Brisach, et bientôt le traité signé par le comte d'Harcourt à Bâle, le 21 mai, firent renoncer Charles IV à ses projets sur l'Alsace.

Maximilien-Henri de Bavière, auquel répugnait, avons-nous dit, de se servir de l'aide de la France pour expulser Espagnols, Condéens et Lorrains de ses États, apprenant que les Lorrains s'étaient établis à La Fosse et à Waremme, non loin de Liège, fit un appel pressant à l'empereur. Celui-ci y répondit en ordonnant aux princes et aux États voisins des terres de l'Électeur de Liège et de Cologne de venir à son secours[2].

Maximilien de Bavière s'était adressé également à la diète de Ratisbonne pour lui demander aide et protection, en l'avertissant que, si elle n'écoutait pas ses supplications, il se verrait forcé de se jeter dans les bras de la France[3].

M. de Vautorte, représentant de la France à la diète de Ratisbonne, se plaignit amèrement, dans cette assemblée, de ce que jusqu'alors elle ne se fût point opposée aux incursions des sol-

1. *Aff. étr., France*, t. 893, f° 2.

2. *Gazette de France*, année 1654, p. 119.

Les États et les princes de l'Empire, qui n'avaient pas de forces suffisantes à opposer aux Lorrains, devaient aider de leurs deniers la levée des gens de guerre

3. *Passim*, p. 120.

dats lorrains sur les terres de l'Empire, contrairement aux clauses du traité de Munster.

Vautorte, qui avait subi un échec en laissant, quelques mois auparavant, élire par les Électeurs, comme roi des Romains, le fils de Ferdinand III, parla haut cette fois et annonça aux huit Électeurs que, s'ils n'envoyaient pas immédiatement des troupes contre les Lorrains qui avaient envahi le pays de Liège, Fabert serait obligé de quitter Sedan et d'envahir les États de Maximilien de Bavière[1].

Alarmés, les Électeurs résolurent de prendre les armes, comme l'empereur le leur ordonnait[2] (mi-janvier).

Mais Ferdinand III, tout en suppliant les Espagnols et leurs alliés d'évacuer les États de l'Empire, leur accorda un délai de deux mois, voulant laisser à ses commissaires le soin de s'accommoder avec Charles IV au sujet des places de Hombourg, Landstuhl et Hermannstein. L'Électeur Palatin et celui de Brandebourg, ainsi que les Suédois, comme détenteurs de la Poméranie, refusèrent de payer les indemnités promises au duc de Lorraine, sous le prétexte que, par le traité de Munster, l'empereur s'était engagé à faire sortir Charles IV des États de l'Empire, de sa propre autorité et sans le secours de ses feudataires[3].

Tout en brandissant son épée de combat, l'archevêque de Cologne renouvelait ses tentatives d'accommodement avec les Espagnols et leurs alliés et leur écrivait lettres sur lettres dont ils ne tenaient aucun compte.

Enfin, de guerre lasse, s'apercevant que les Espagnols et l'empereur, non plus que ses confédérés, ne pouvaient ou ne voulaient l'aider à expulser les envahisseurs de ses États, réduit

---

1. Voir, au sujet de l'intervention de la France en faveur de l'archevêque de Cologne, prince-évêque de Liège, le *Maréchal Fabert*, par Bourelly, t. II, pp. 24 et suiv.

2. *Gazette de France, passim*, pp. 95, 119, 168.

3. L'Électeur Palatin, pour ne pas contribuer aux indemnités promises à Charles IV, invoquait les dépenses excessives qu'il avait été obligé de faire pour obtenir l'évacuation de Franckenthal. (*Gazette de France, passim*, p. 166.)

à ses faibles ressources, impuissant à tenir tête, avec son armée peu nombreuse, aux soldats de toutes nations, mercenaires sans foi ni loi qui violaient si ouvertement le droit des gens en rançonnant sans motifs ses sujets, il accepta les offres de Fabert et signa avec lui un traité d'alliance offensive et défensive, se réservant le droit de donner congé à l'armée française aussitôt qu'il jugerait que son concours et sa présence ne seraient plus nécessaires[1] (6 février).

Il semble qu'un accord passager fut conclu à cette époque entre Charles IV et Condé au sujet de leurs quartiers d'hiver, mais cet accord ne dura guère et se trouva rompu en présence de l'ennemi commun.

Ils venaient cependant d'apprendre que Fabert et le comte de Grandpré avaient rassemblé leurs forces et s'apprêtaient à marcher sur Bouillon. Bourdeilles, au mépris des conventions récentes arrêtées entre les deux princes et malgré les efforts de Ligniville, venait d'envahir la Campine.

Charles IV, dès qu'il eut connaissance de cette violation de la parole donnée, ordonna à Ligniville de s'y opposer par la force et de ne laisser Bourdeilles s'établir dans aucun quartier. Lorsque ce lieutenant de Condé, qui ne devait avoir agi que du consentement de son chef, serait arrivé à Beringen et à Peer[2], Ligniville devait se cantonner dans le faubourg et le village le plus voisin, afin de l'en déloger.

---

1. *Le Maréchal Fabert*, par Bourelly, *loco citato*.

Nous citerons, comme faits de guerre des Lorrains dans la Hesbaye et le pays de Liège, la prise de la ville de Looz, le siège du château de Noordeneck, et la prise de Thuin, situé entre la Sambre et la Meuse, ainsi que celle de Hasselt. Ils occupaient, au mois de février 1654, Wooz, Waremme et Looz. Le colonel Grétry, qui commandait Saint-Trond, dans la Hesbaye, leur livra plusieurs combats.

Les Lorrains pillèrent l'abbaye de Herckenrode, abbaye noble de dames, Bilsen et le château du commandeur provincial de l'Ordre Teutonique, malgré les sauvegardes de l'empereur, du roi d'Espagne et de l'archiduc Léopold d'Autriche, grand-maître de cet ordre. Ils pillèrent également Ordange et Bernassen. (*Gazette de France*, année 1654.)

2. Villes situées dans le Limbourg. Une partie du duché de Limbourg appartenait à la Hollande et l'autre à l'Espagne. Limbourg relevait de l'Espagne.

Charles IV poussait la vengeance jusqu'à menacer Condé de s'unir aux Liégeois et de s'accorder avec eux, afin de faire sortir de la Campine ses alliés : « Nous sommes à Battice[1]; nous vous en donnerons avis.

« Néanmoins il ne faudra pas tant vous escarter qu'en peu de temps vous ne soyez sans assembler. La première affaire est de cuider ce desmélé avec le prince, car il faut qu'ils sortent de la Campine, ou qu'ils se résolvent à estre sur leurs gardes, car je ne les y souffrirai point; dites-leur qu'ils ont fait un grand déplaisir à M. le Prince et que dans le mois de mars ils le voiront. Je m'en retourne; vous verrez qu'il sera le plus opiniâtre et que je perdrai le plus[2]. » (4 février.)

On dirait que Charles IV avait le pressentiment du malheur qui allait l'accabler, grâce à la conspiration sourde tramée contre lui par les Espagnols et Condé.

M. de Lorraine, apprenant le traité passé entre Fabert et l'archevêque de Cologne, manifesta l'intention de quitter Bruxelles et de rejoindre son armée. Triste armée, sans abris, errante, obligée de piller partout sur son passage pour subsister, et trouvant occupés par d'autres les quartiers qu'on lui a assignés!

Ligniville quittait avec peine les *commanderies et les abbayes*.

Charles IV lui ordonna de ne pas les dégarnir complètement « si ce sont lieux qui peuvent se défendre ».

Le maréchal de camp général avait manifesté, dans une de ses lettres à Saint-Martin, un des agents du duc Charles, sa répugnance à aller disputer à Bourdeilles ses quartiers dans la Campine. Le duc de Lorraine, pour plaire à cet homme intègre et courageux qui le suppléait depuis la mort du chevalier de Guise dans le commandement suprême de son armée, lui permit de rester dans ses anciens cantonnements et d'envoyer Valentin, son sergent de bataille, et les autres colonels dans la Campine sans les y suivre.

---

1. Ville de l'évêché de Liège.

2. Charles IV à Ligniville. Bruxelles, 4 février 1654. (Archives Ligniville, c. 2, l. 125.)

Il pleurait en ce moment la mort, sous Maëstricht, de Butteler, un de ses meilleurs colonels[1] (10 février).

Condé, aigri par la maladie et par les tracasseries incessantes des Espagnols, se méfiait de plus en plus de Charles IV.

Il écrivait, le 8 février, à Lenet : « Pour répondre au premier article de votre lettre du 7, qui regarde M. de Lorraine, je vous diray que, puisqu'il *nous tient ainsy le pied sur la gorge* par toutes les tracasseries et toutes les difficultés qu'il nous fait, il faut en user de mesme avec luy et luy laisser quelque temps ronger son frein, sans le rechercher avec la chaleur qu'on a fait jusques icy[2]. »

Condé autorisait donc ses colonels à user de représailles contre les soldats de Charles IV et renonçait à essayer de s'accommoder avec lui : œil pour œil, dents pour dents. La guerre était déclarée entre ces deux alliés d'hier, et cela devant l'ennemi commun, les soldats de l'armée royale, qui s'avançaient à marches forcées contre les envahisseurs des États de Maximilien de Bavière !

M. le Prince avait tout à redouter des entreprises de Charles IV, qui avait vu avec tant de peine ses troupes quitter le pays de Liège d'où les soldats de Condé les avaient expulsées et où il essayait de les faire entrer de nouveau : « Je voy bien, ajoutait M. le Prince, en parlant de Charles IV, que sa pensée est que, les ennemis s'avançant, je quitteray mes quartiers de Liège et que luy après s'en saisiroit ; mais, quelque marche que les Français puissent tenir, je luy responds que je n'en quitteray pas un seul et que, s'il faict piller les lieux de mon district, j'en feray de mesme dans le sien. J'en envoye dès à présent mes ordres à M. de Bouteville, et luy mande de ne prester à M. de Lorraine ni canon, ni artillerie, ny de renvoyer aulcuns des gens commandés, affin qu'il tasche à s'étendre sans l'assistance de M. de Lorraine, etc.[3]. »

---

1. Du même au même. Bruxelles, 10 février 1654. (*Passim*, c. 2, l. 126.)
2. M. le Prince à Lenet. Namur, 8 février 1654. (Biblioth. nat. *Histoire des princes de Condé*, par le duc d'Aumale.)
3. *Passim*.

Condé n'avait pas voulu retirer les troupes qui assiégeaient Thuin, malgré les ordres contraires du duc de Wurtemberg, un de ses alliés.

Quoique averti de sa détresse, l'empereur ne se décidait pas à envoyer des renforts à Maximilien de Bavière, qui venait de voir entrer les soldats de Condé et de Charles IV dans un des faubourgs de Liège.

Avec l'appui des renforts envoyés à son secours par le duc de Brunswick, le landgrave de Hesse et la Suède, l'archevêque de Cologne remporta quelques succès sur ses ennemis.

Le comte Jean Renard de Starhemberg arriva à Bruxelles, au nom de l'empereur, pour adresser à Charles IV et à l'archiduc Léopold des remontrances toutes platoniques et prier le duc de Lorraine de ratifier le traité qu'il avait conclu avec les Électeurs au sujet des places qu'il occupait sur les bords du Rhin et d'ordonner à ses troupes l'évacuation du pays de Liège.

Vers le milieu de février, Charles IV retira ses troupes de la Hesbaye, ne laissa qu'un peu d'infanterie à Oteppe, Duras et Ordange, et ordonna à Ligniville de rester en correspondance avec M. de Ravenel, officier condéen, afin de pouvoir lui tendre la main pour le secourir, s'il était attaqué à Looz, et qu'à son tour, si quelques châteaux, occupés par les soldats de Ligniville, étaient assiégés, ce dernier pût lui prêter assistance : « Tenez-vous cependant alerte et en estat de marcher lorsque je vous l'ordonnerai. » Tels étaient les ordres donnés par Charles IV à son lieutenant, de Bruxelles, le 16 février 1654[1].

Deux jours plus tard, Charles IV, ne soupçonnant pas qu'il était surveillé de près par le comte de Fuensaldaña, dénoncé par lui au roi d'Espagne, mal défendu par l'archiduc Léopold d'Autriche, qui se laissait conduire et influencer par son capitaine général, donna de nouveaux ordres à Ligniville.

Ayant fait évacuer la Hesbaye par ses soldats et leur ayant fait passer la Meuse à Andenne, il s'en rapportait à son lieute-

1. Charles à Ligniville, 16 février 1654. En partie autographe (Archives Ligniville, c. 2, l. 127.)

nant pour le choix de leurs quartiers et le soin à donner à son armée. Sachant qu'elle se trouverait à découvert dans ses nouveaux cantonnements, il prescrivit à Ligniville de se tenir sur ses gardes et d'envoyer de nombreux éclaireurs du côté de Tongres et de Liège « pour prendre langue des ennemis ». — « En cas que vous appreniez qu'ils soient passés en deçà de la Meuse et qu'ils viennent à vous, vous vous tiendrez serrés, affin pour estre toujours alertes et en estat affin que vous ne courriez point de risque. »

Il ordonnait à Ligniville de se cantonner de façon à ne pas se laisser surprendre et de pouvoir facilement rassembler ses régiments : « Il faut presser tous les coronels de faire du monde. »

Charles IV s'étonnait de ce que Ligniville eût donné le commandement d'une brigade au marquis de Bassompierre qu'il haïssait : « Il faut mettre un coronel qui soit plus propre et plus soigneux, et n'y faut perdre un moment de temps...

« Si les Français passent, il faudra lever le piquet. Ainsy il faut se tenir prest et avoir du grain pour emporter, pour vivre tant que l'on pourra[1]. » (16 février.)

Charles IV ne voulait donc pas que sa petite armée résistât à celle que conduisait Fabert à travers le pays de Liège et ordonnait que ses soldats fussent prêts à se replier, s'il le fallait.

Les ordres donnés par Charles IV à Ligniville de concentrer ses troupes dans la Campine, n'empêchèrent pas les Lorrains d'étendre au loin leurs ravages. Vingt-deux régiments lorrains s'avancèrent vers Maeseyck, ville située sur la rive gauche de la Meuse, dans le Limbourg.

Les habitants de Cologne, eux-mêmes, furent alarmés et leur commerce, depuis l'invasion du pays compris entre Sambre et Meuse par l'armée des Princes, se mourait d'inanition.

On redoutait la prise de Maeseyck par les soldats de Ligni-

---

1. Du même au même, Bruxelles, 18 février 1654. (*Passim*, c. 2, f. 128.) Avant de quitter le pays de Liège, les Lorrains s'emparèrent de la ville d'Altenbelsen et ne purent réussir à s'emparer de celles de Tongres et de Breen, dans le pays de Kempen, devant la résistance des paysans. (*Gazette de France, passim*, p. 191.)

ville. On craignait qu'une fois maîtres de cette place, ils ne revinssent sur leurs pas, ne traversassent de nouveau la Meuse et n'envahissent l'Électorat de Cologne. Aussi tous les paysans des environs de cette ville se réfugièrent-ils dans les autres places fortes de l'Électorat.

La résistance opiniâtre opposée par la garnison de Thuin aux attaques de l'armée coalisée avait exaspéré les assiégeants, et leurs exactions allèrent jusqu'au paroxysme. Thuin capitula (février).

Tous les princes du cercle de la Basse-Saxe envoyèrent des députés à Cologne, afin d'y former une ligue défensive, en cas que l'empereur ne pût arrêter pacifiquement les débordements des Lorrains et de leurs alliés (février).

Mais, le 25 février, Fabert franchit la Semoy à la tête de 7,000 à 8,000 hommes et atteignit Paliseul.

Il se pose en libérateur des Liégeois et compte sur leur bon accueil. Le voici à Saint-Hubert, dans l'Ardenne, et à Hotton. De là, il franchit l'Ourthe.

Le 1er mars, il campe à la Baraque-de-Fraiture. A son approche, les Lorrains battent en retraite et rallient les Espagnols que commande le comte de Garcies.

Le 3 mars, Fabert occupe la Neufville et y a une entrevue avec l'archevêque de Cologne. Les troupes des princes alliés venaient de se retirer sur la Dyle et la Gette, vers Tirlemont et Louvain. A Tirlemont, le 1er mars, fut conclu un traité de paix entre Maximilien de Bavière et le gouverneur des Pays-Bas espagnols. Ce fut un grand soulagement pour les habitants de Liège : ils étaient délivrés des maux de l'invasion.

Au moment où allait se passer, à Bruxelles, l'événement, le plus considérable de la vie de Charles IV, un de ses cousins, François de Moy-Chaligny, évêque de Verdun, réconcilié avec Mazarin depuis la paix de Westphalie, faisait son entrée solennelle dans sa ville épiscopale (20 février 1654). Ce prélat, qui n'avait pas reçu les ordres majeurs et se maria plus tard, avait longtemps servi sous les ordres de Charles IV et s'était distingué par son courage et ses talents militaires.

M. de Verdun était accompagné de l'abbé de Coursan[1], un des agents de Mazarin, et d'un grand nombre d'officiers et de gentilshommes.

Martinet, chanoine et archidiacre de la cathédrale, alla le complimenter à l'entrée de la ville et lui fit baiser un morceau de la vraie croix, en présence de tout le clergé de Verdun qui manifesta sa joie. Tous les magistrats de la ville vinrent le complimenter à leur tour. Gerbillon, premier échevin de Verdun, lui adressa ses félicitations au nom de la cité, et quatre officiers le conduisirent sous un dais jusqu'à l'entrée de la cathédrale. Là, il fut reçu par Husson, l'un des archidiacres, au nom du chapitre.

L'archiduc Léopold, malgré sa réconciliation apparente avec Charles IV, ne lui avait pas pardonné sa conduite étrange pendant le siège de Sainte-Menehould, ses négociations incessantes avec Mazarin et surtout ses railleries et ses critiques acerbes contre les plans de campagne de ses généraux.

Charles IV, en donnant, le 18 février, ses ordres au comte de Ligniville, ne se doutait pas du malheur qui allait l'accabler.

Le 25 février, le duc d'Arschot[2] et le comte de Garcies[3], gouverneur de Cambrai, allèrent trouver le duc au couvent des *Filles repenties*[4] et lui dirent que l'archiduc Léopold le

---

1. Claude de Bruillard de Coursan, chanoine et princier de la cathédrale de Metz, abbé commendataire de Saint-Symphorien de cette ville, conseiller d'État. Il reçut différentes missions de la cour de France et négocia avec Charles IV en 1636 et 1638. (V. *Campagnes de Charles IV*, par F. des Robert, t. I, pp. 326, 333 et 334 ; t. II, p. 104.)

2. Philippe-François, duc d'Aremberg, d'Arschot et de Croy, prince du Saint-Empire et de Rébecq, marquis de Montcornet, comte de Lallaing et de Senecghem, chevalier de la Toison d'Or, grand d'Espagne, capitaine des gardes bourguignonnes de S. M., amiral et capitaine général de la mer, gouverneur de la Franche-Comté en 1668, gouverneur et grand bailli de Hainaut et gouverneur de Valenciennes, créé duc d'Aremberg en 1644 ; il mourut en 1674. (*De Vegiano*, p. 1230.)

3. Comte de Garcies, de la famille de Quesada, en Andalousie, capitaine général de Cambrai et du Cambrésis, maître de camp général.

4. Le couvent des *Filles repenties* se trouvait « vis-à-vis le rivage où l'on prend barque qui conduit à Anvers », lisons-nous dans une lettre de Bruxelles, du 27 février 1654, sur l'arrest (*sic*) de Charles IV, insérée dans D. Calmet (*Histoire de Lorraine*, p. 1728, Preuves, p. DIJ).

priait d'aller au palais du gouvernement pour une affaire importante et pressée. Il s'agissait, disaient-ils, de quelques nouvelles venues du pays de Liège à propos desquelles il importait de délibérer de suite. Le duc Charles leur répondit que, si l'archiduc avait à lui parler, il pouvait venir le trouver en personne.

C'était après midi. Charles IV se décida à se rendre au palais du gouvernement, escorté par le comte de Garcies, sans se douter du projet qu'on avait conçu de s'emparer de lui.

Dès qu'il fut arrivé, il voulut entrer familièrement, comme il en avait la coutume, dans la chambre de l'archiduc, mais le marquis de Mattei, qui y était de garde, l'en empêcha, sous prétexte que le gouverneur général était occupé d'affaires sérieuses, et lui promit de l'avertir de sa présence.

Mattei entra dans la chambre de Léopold et en sortit aussitôt en faisant signe au comte de Garcies.

Charles IV avait eu le pressentiment de son infortune en voyant fermer successivement les portes des trois appartements qu'il venait de traverser : « Il n'y a plus de raillerie, s'écria-t-il, mais c'est tout de bon qu'on veut me faire prisonnier. »

Il ne se trompait pas, car le comte de Garcies, s'approchant de lui, lui dit qu'il était désolé de se voir obligé d'exécuter l'ordre qu'il avait reçu du roi, son maître, et de l'archiduc, de s'assurer de sa personne [1].

« De moi ! » lui répondit M. de Lorraine. — « Oui, de vous », répondit Garcies. Ensuite Charles IV demanda qu'on lui permît de parler à l'archiduc. N'ayant pu l'obtenir, il pria ses geôliers de lui laisser écrire un billet, ce qu'on lui accorda, mais Léopold ne voulut pas le lire.

Malgré les protestations de l'infortuné prisonnier, il fut en-

1. *La Gazette de France* prétend que ce fut le comte de Grobbendoncq, gouverneur de Bois-le-Duc, qui conduisit Charles IV à Anvers. D. Calmet dit qu'il fut arrêté par le marquis de Freston et mené à Anvers par Don Jean Montoy, assis à sa gauche, au fond du carrosse, en compagnie de six autres geôliers. (*Loco citato.*)

fermé dans une des chambres du palais et on lui fit porter à souper. Il mangea de fort bon appétit et se coucha tout vêtu sur son lit sans pouvoir dormir de toute la nuit.

Dès l'entrée de Charles IV au palais du gouvernement, l'archiduc Léopold avait fait fermer toutes les portes de Bruxelles et avait fait prendre les armes aux bourgeois, afin d'empêcher ses amis de le délivrer.

Pendant la nuit, on fit avancer sur le chemin de Bruxelles à Anvers 600 à 700 cavaliers et on les posta à plusieurs endroits. On en plaça 400 autres à la porte de Bruxelles, sous laquelle on passa pour se rendre à Anvers. Le lendemain, dès le matin, le comte de Garcies apprit à Charles IV qu'il avait ordre de le conduire dans la citadelle d'Anvers, ce qui l'étonna, car il croyait qu'on le laisserait prisonnier dans le palais.

On lui porta aussitôt à déjeuner et on le fit partir dans son carrosse, attelé de six chevaux, escorté par les 400 cavaliers postés à la porte d'Anvers (ou de Laeken) et peu de temps après, par la cavalerie échelonnée tout le long de la route.

Il arriva à Anvers sous la garde de 1,000 cavaliers.

Le comte de Garcies ne l'avait conduit qu'à une demi-lieue de Bruxelles et l'avait confié à la surveillance des officiers de l'escorte. Dès son emprisonnement dans la citadelle d'Anvers, Charles IV pria ces officiers de prévenir l'archiduc Léopold et le comte de Fuensaldaña que, s'ils consentaient à le mettre en liberté, il donnerait toutes ses troupes et tout ce qu'il possédait en Flandre, ainsi que son argent, au roi d'Espagne, et quitterait les champs de bataille « pour ne se mêler jamais de rien ».

Son âge, alléguait-il (il n'avait que cinquante et un ans), lui faisait un devoir de ne songer désormais qu'à bien mourir. Il recommanda à l'archiduc Léopold ses enfants adultérins.

Dès son arrestation, on mit des gardes à l'hôtel de Berghes, sa résidence à Bruxelles, on s'empara de tous ses papiers et l'on fit prisonniers Raulin, son secrétaire, et deux de ses conseillers, dont Thierry.

Tous ses biens furent confisqués et l'on fit venir à Bruxelles Béatrix de Cantecroix et ses enfants[1].

L'archiduc Léopold envoya immédiatement aux chefs de l'armée lorraine, cantonnée à Diest, l'ordre de rester au service de Philippe IV et d'obéir au comte de Ligniville, en attendant l'arrivée dans les Flandres du prince Nicolas-François de Lorraine, qui habitait Vienne avec ses deux fils : « Léopold-Guillaume, par la grâce de Dieu, archiduc d'Autriche, duc de Bourgogne, lieutenant, gouverneur et capitaine général des Pays-Bas, etc., à tous hauts officiers, mestres de camp, colonels, capitaines et gens de guerre, portant les armes sous les enseignes et drapeaux du seigneur duc de Lorraine, Charles, salut. Sçavoir faisons qu'ayant aujourd'huy fait mettre en seureté, jusques à quelque temps, la personne du seigneur duc de Lorraine Charles, en exécution de l'ordre et commandement spécial qu'en avons reçus du Roy, mon seigneur, pour le bien propre de la Maison de Lorraine et autres considérations hautes regardant le salut de l'État et la tranquillité publique, l'intention de Sa Majesté et la nostre est que le corps de ses troupes demeure sous les ordres du comte de Ligniville au mesme service qu'il se trouve présentement : en attendant que le dit sieur duc François de Lorraine se rende par deçà, comme il le fera dans peu de jours, pour prendre lui-mesme le commandement de ce corps, à la conservation des droits du seigneur duc et de la Maison de Lorraine, sous la protection de Sa Majesté, et déclarons que nuls gens de guerre de ce corps, ni officiers et soldats, ne seront recherchés, sous quelque prétexte que ce soit, des excès qu'il pourroient avoir commis sous le gouvernement dudit seigneur duc. Nous leur avons fait et faisons inhibition expresse et sérieuse de passer au service d'autres potentats et Estats voisins, amis ou ennemis, à peine de confiscation de corps et de biens... Nous remettons au recte (*sic*), à ce que le comte de Fuensaldagne, gouverneur général des armées de

1. Voir Lettre de l'archiduc à M. le duc François. Bruxelles, 28 février 1654. *Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXXIII, f° 57. — Lettre anonyme. *Passim*, f° 657.

Sa Majesté, leur fera plus particulièrement entendre des advantages qui leur seront promptement procurés et effectués[1]. »

A cet ordre apporté aux troupes lorraines, cantonnées à Diest, par le comte de Fuensaldaña, qui leur fit prêter serment au roi d'Espagne, était joint un long factum, signé également par l'archiduc Léopold-Guillaume d'Autriche, où il expliquait les motifs de l'arrestation de Charles IV, auquel il reprochait son ingratitude envers Sa Majesté Catholique, ses exactions, les vols, les brigandages, les violations d'églises, « forcement de femmes et de filles » et autres excès « abominables et détestables » commis sous son commandement et sa responsabilité[2].

Le comte de Fuensaldaña retourna à Bruxelles le 3 mars.

S'il faut en croire le marquis de Beauvau, Charles IV, dès son arrivée à Anvers, avait corrompu un sergent de garde dans la citadelle et lui avait remis un billet destiné au comte de Ligniville. Ce sergent l'aurait caché dans un pain de muni-

---

1. Archives Ligniville, c. 3, liasse 168 (*passim*). Cf. Mandement de l'archiduc Léopold aux troupes de Lorraine après la détention du duc Charles IV, du 25 février 1654. Imprimé à Paris au Bureau d'adresse aux galeries du Louvre, le 19 mars 1654, en suite du manifeste de l'archiduc. (*Recueil et relation des choses arrivées en 1654*. Carton G, 1154, f° 254.) — Ce manifeste, ainsi que d'autres, fut envoyé à Ligniville par un correspondant anonyme. (*Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXXIII, f° 56.)

2. Léopold-Guillaume par la grâce de Dieu, archiducq (*sic*) d'Austriche, duc de Bourgogne, et lieutenant, gouverneur et capitaine général des Pays-Bas, Bourgogne, etc. Ce document est contresigné Werreiken. Il se trouve dans les Archives de Ligniville (c. 3). — D. Calmet parle de cette déclaration du duc Léopold. (*Hist. de Lorraine*, 1728, t. III, col. 490.)

Ce document, ainsi que d'autres, furent envoyés au comte de Ligniville par M. de Balincourt.

Ligniville l'en remercia par une lettre datée de Templew, le 30 avril 1654. Dans cet accusé de réception nous lisons : « Vous diray que la restitution de la Lorraine nous serait un véritable moyen à nous donner les forces à la liberté de Nostre Maistre... »

Ligniville envoya, à son tour, à son correspondant un « petit manifeste » pour lui faire voir « les véritables sentiments des bons Lorrains » et les ordres en copie de Charles IV, auxquels « je doibs obéir ponctuellement. Dans peu on cognoistra de quel bois nous ferons feu, et seray très aisé de renouveler les occasions de me faire remarquer. » (*Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXXIII, f° 89.)

tion et l'aurait remis au colonel Thomesson de Remennecourt. Ce billet était ainsi conçu : « Qu'il ne soit pas dit que je n'ai tenu à mon service que des traîtres et des coquins. Vous avez une belle occasion de sentir qui je suis. Demeurez unis ensemble, ne soyez pas en peine des menaces que l'on vous fera de me faire mourir. Mettez tout à feu et à sang et vous souvenez avec ardeur et fidélité de Charles de Lorraine[1]. »

Malgré les affirmations de Remennecourt, Ligniville nia toujours avoir reçu ce billet. Nous ne l'avons pas trouvé dans ses papiers militaires.

Les Espagnols, craignant une révolte prochaine de l'armée lorraine, campée dans les Flandres, firent espérer à Charles IV qu'il recouvrerait sa liberté dès sa première entrevue avec Philippe IV. Aussi lui arrachèrent-ils un ordre tout contraire à celui dont nous venons de donner la teneur. Cet ordre, dont nous avons retrouvé une copie, contresignée de la main du comte de Ligniville, le voici : « Monsieur le comte de Ligniville, vous aurez soing des trouppes, et qu'elles ne se mettent en peine des bruits qui pourront courir, car il fault faire le mesme, et tout ce qui pourra toucher le service du Roy (d'Espagne). Vous ne manquerez de vous y conformer et maintenez les trouppes en leurs quartiers jusque à temps que l'on vous employe, et soyez certain que je veux que l'on serve cette année mieux que jamais. A Dieu, je suis, etc. Le 25e febvrier 1654. Ch. Lorraine[2]. »

Le comte de Ligniville affirma qu'il ne reçut cet ordre qu'après l'emprisonnement de Charles IV à Tolède.

Quoique le général en chef de l'armée de Lorraine se retranchât derrière cet ordre, dit le marquis de Beauvau, pour justifier sa fidélité au roi d'Espagne, Charles IV ne lui pardonna jamais de n'avoir pas exécuté le premier ordre, bien que Ligniville assurât ne l'avoir pas reçu, et prétendit qu'il était assez

---

1. Voir *Mémoires du marquis de Beauvau*, p. 113.

2. Cf. Archives Ligniville, c. 3, l. 167. Cet ordre porte faussement pour titre : *Ordre de Charles IV à Ligniville, adressé de Tolède.*

facile de s'apercevoir que le second ordre qu'il lui avait envoyé lui avait été arraché par ses geôliers.

Chose étonnante, Charles IV récompensa tous les officiers de son armée qui, pendant sa longue captivité, débauchèrent ses soldats, en conduisirent autant qu'ils le purent au service de la France et trahirent le prince Nicolas-François, bien que l'Egmine (justice militaire) les eût condamnés à mort comme déserteurs, ainsi que nous le verrons plus loin.

Quoique fort bien accueilli par Charles IV, à Blois, en 1659, après son retour d'Espagne et au lendemain de la paix des Pyrénées, Ligniville crut ne pouvoir résider en Lorraine, passa au service de Bavière et depuis combattit, sous les drapeaux de l'Empire, aux côtés de Charles V de Lorraine, contre les Turcs qu'il battit à Raab, quelque temps avant sa mort (26 octobre 1664)[1].

Mais revenons aux événements de l'année 1654.

L'archiduc Léopold, en même temps qu'il essayait de retenir au service du roi d'Espagne l'armée lorraine, et accusait hautement Charles IV d'avoir été en intelligence avec Mazarin et d'avoir comploté, d'accord avec lui, la mort du prince de Condé, qui avait averti les Espagnols de la duplicité du duc, envoya au prince Nicolas-François de Lorraine, Jacques-

1. A l'âge de cinquante-trois ans. Ce fut à Vienne que mourut le comte Philippe-Emmanuel de Ligniville, des suites de l'opération de la pierre. L'empereur fit graver sur son tombeau cette épitaphe, pour perpétuer le souvenir de ses talents et de ses services :

PIIS MANIBUS ET MEMORIÆ
ILLUSTRISSIMI ET EXCELLENTISSIMI DOMINI, DOMINI
PHILIPPI-EMMANUELIS
SACRI ROMANI IMPERII COMITIS A LIGNIVILLE
SACRÆ SUÆ CÆSAREÆ MAJESTATIS LEOPOLD I
COMPAREM MARESCHALI LOCUM TENENTIS ;
ALIAS
SERENISSIMI LOTHARINGIÆ DUCIS CAROLI IV
PRINCIPIS SUI, ARMORUM GENERALIS
HIC SEPULTI FUIT.

Ligniville était né le 7 juin 1611, au château de Houécourt, près de Chastenois (Vosges), de Gaspard de Ligniville, général d'artillerie, et de Philiberte Houécourt.

Nicolas de la Baume, comte de Saint-Amour, gentilhomme de sa chambre et gouverneur de la Franche-Comté.

Saint-Amour s'était couvert de gloire à la bataille de Lens (1648), y avait été blessé, à la tête de l'infanterie espagnole qu'il commandait, et avait été fait prisonnier.

Il reçut la mission d'avertir l'empereur de l'arrestation de Charles IV et d'inviter son frère à venir prendre le commandement de l'armée lorraine qui supportait avec peine le joug espagnol, espionnée, surveillée de près par les généraux de Philippe IV, dispersée dans des quartiers éloignés les uns des autres, mais maintenue dans le devoir par le comte de Ligniville, resté fidèle à son serment, et encouragé dans cette fidélité qui lui pesait par les princes de la maison de Lorraine[1].

L'archiduc Léopold fit remettre à Ligniville une copie de sa lettre adressée, le 25 février 1654, à Nicolas-François de Lorraine[2], et ses soldats reçurent d'amples gratifications du comte de Fuensaldaña qui cherchait à séduire ces hommes furieux de l'emprisonnement de celui qui les avait conduits si souvent à la victoire.

Henriette de Lorraine, princesse de Phalsbourg et de Lixheim, quoique ayant eu à se plaindre des procédés de Charles IV, malgré le rôle infâme que cette femme sans cœur et corrompue avait joué depuis longtemps à la cour de Bruxelles dont elle dévoilait tous les secrets à Mazarin, grâce à son intimité avec la comtesse de Strozzi, maîtresse de Piccolomini, adressa au comte de Ligniville une lettre de condoléance où elle semblait pleurer le malheur arrivé à son frère.

Elle l'engagea à rester fidèle au roi d'Espagne et l'assura de son dévouement sans bornes au prisonnier d'Anvers.

Sa lettre inédite mérite d'être publiée : « Monsieur le Comte de Ligniville, je sçay vostre fidélité inébranlable ; c'est pour-

---

1. Cf. Lettre de l'archiduc Léopold au duc Nicolas-François. Bruxelles, 25 février 1654. — Copie. (Archives Ligniville, c. 3, l. 177.)

2. Cf. Copie de la lettre de S. A. S. escrite à Monsieur le comte de Ligniville. (*Passim.*)

quoy, dans le désastre qui nous est arrivé de la détention de S. A., je me confie en vous pour la conservation des troupes, qui est le seul salut de la Maison. Je sçay que le duc François vous écrira de mesme, et comme c'est notre intention de suivre les intérests d'Espagne, *pour suivre aussy les sentiments de S. A.*, que j'espère encore que nous verrons glorieux et tousjours attaché aux intérêts d'Espagne.

« Suivez, s'il vous plaist, ce chemin et prenez bon courage et tous vos Messieurs à qui je prie aussy comme vous de monstrer la continuation de leur valeur et fidélité.

« Nous n'épargnerons ni bien ni vie pour le service du maistre, M. le prince de Lixeim, mon mary et moy, et j'espère d'aller partout où il faudra pour aller soulager S. A.

« Dieu, par sa bonté, nous fasse la grâce de le voir bientôt hors de cette détention[1]. »

Mazarin, lui-même, réprouva l'arrestation de Charles IV et accusa le gouvernement espagnol de perfidie envers ce prince. Il ne put cependant regretter sincèrement l'absence plus ou moins longue des champs de bataille flamands de cet ennemi redoutable, dont il avait si souvent eu à constater et à déplorer la mauvaise foi.

Il n'avait jamais eu grande confiance dans la réussite de ses projets d'accommodement, car il savait que le duc, qui ne se doutait nullement du guet-apens prémédité contre lui par l'archiduc Léopold d'Autriche, comptait encore, avant son arrestation, sur l'aide des Espagnols et ne désespérait pas, malgré tous ses mécomptes, d'obtenir la protection de Philippe IV, lors de la conclusion de la paix entre la France et l'Espagne, paix qui ne pouvait tarder, les deux pays étant las de la guerre, l'Espagne affaiblie et à bout de ressources, mais cependant pouvant encore faire un suprême effort et arracher à son ennemie des concessions acceptables.

---

1. Henriette de Lorraine à Ligniville, sans date, copie. (Archives Ligniville, c. 3, l. 171.) Son époux actuel était Grimaldi, fils d'un banquier de Gênes, qu'elle épousa après la mort de Charles Guasco, marquis de Salerio, mort vers 1650.

L'acte infâme des Espagnols rompit brusquement les négociations entamées par Mazarin avec Raulin.

Dès que la duchesse Nicole eut appris le malheur arrivé à son mari, elle lui écrivit à Anvers, et Charles IV lui répondit de suite. La duchesse, en faveur de laquelle la cour de Rote allait se prononcer (23 mars 1654), s'intéressa au sort du duc infortuné et envoya immédiatement dans les Flandres Fournier, son secrétaire, qui s'aboucha avec un personnage dévoué à Charles IV et que nous supposons être le comte de Ligniville, et lui remit une lettre ainsi conçue : « Monsieur, j'ai seu vos sentiments sur le sujet de mon affliction et la part que vous avez la bonté d'y prendre. L'obligation que je vous en aye m'est trop sensible pour demeurer plus longtemps sans vous en tesmoigner ma reconnaissance et vous en rendre, comme je fais, mille grâces. Je vous conjure de me continuer vos bonnes volontés dans ce rencontre où j'ai besoin plus que jamais de vostre assistance et de vos bons advis, etc. »

Tout en compatissant aux malheurs de son infidèle époux, la duchesse Nicole ne négligeait pas le soin de ses intérêts matériels et priait son correspondant « d'appuyer de vostre autorité les poursuites qu'il (Fournier) fera pour *mettre à couvert ce que vous jugerez que je puis et y dois prétendre* ». Il est évident qu'il s'agit de la part des valeurs et des bijoux confisqués par les Espagnols, à laquelle la duchesse Nicole avait droit et qu'elle voulait se faire restituer [1].

Le 7 avril, Charles IV envoya à Ligniville l'ordre suivant :

« Vous continuerez à demander ma liberté et ne vous escartez pas, avec soing que l'on ne vous surprend (*sic*), tenant tous

---

1. Voir copie de la lettre de Madame sur la prise de S. A. à Bruxelles. (*Bibliothèque nationale, Lorraine*, t. XVII, f° 62.) Cette lettre est du mois d'avril. La duchesse Nicole venait de recevoir la notification de la *Sentence définitive rendue à Rome en faveur de Madame la duchesse Nicole pour la validité de son mariage — contre le prétendu de la comtesse de Cantecroix avec M^gr de Lorraine* (23 mars 1654). [*Bibliothèque nationale, Lorraine*, t. XXXIV, f^os 214 à 222.] On trouve aux pages 214 et suivantes la sentence de la Rote *in extenso*, imprimée à Rome, telle que la donne D. Calmet. La sentence proprement dite, imprimée in-folio, se trouve au folio 220.

les officiers et les soldats ensemble, nonobstant ce que je vous ai faist sçavoir.

« Vous envoyerez prendre ordre de mon frère, M. le duc François, et ne recevrez autre ordre que de luy, et pour cest effect vous envoyeray, aussitost qu'il sera prosche, un adjudant général; vous représenterez à tous les colonels et officiers comme il y va de leur gloire d'estre en ceste occasion fidèles et résolus que présentement l'on me donne espérance de vous revoir bientôt.

« J'en ay divers moyens. En tous cas, mon frère et son fils seront là, de quy j'ay toute satisfaction. Qu'il ne soit pas dit que de vous tous il se rencontrera un lasche ny un infidèle. Cela n'a jamais esté dans ce rencontre, où vous pouvez couronner de gloire votre vie. N'y manquez, je vous en convie, et de vous souvenir de Charles de Lorraine[1]. »

Charles IV revenait donc sur l'ordre qu'il avait donné au comte de Ligniville, de mettre tout à feu et à sang, si toutefois cet ordre a jamais été donné.

Se livrant à de sages réflexions et bercé par l'espérance qu'on lui donnait de recouvrer bientôt sa liberté, sachant que la duchesse Nicole, d'accord avec Mazarin, ou plutôt dominée et inspirée par lui, cherchait à corrompre l'armée lorraine et à l'attacher au service du roi de France, Charles IV recommandait à ses officiers et à ses soldats le calme et l'union ainsi que l'obéissance absolue à son frère et à ses fils, « desquels j'ay toute satisfaction », écrivait-il.

Ensuite M. de Lorraine songea à ses intérêts financiers et s'adressant à Dantier et à Raulin, son secrétaire, fait prisonnier en même temps que lui, mais qui avait été mis en liberté peu

---

Elle est précédée du factum que ne distingue pas D. Calmet et sur lequel on lit : Factum de Madame sur le procès de son mariage décidé à Rome, le 15 février 1653. Que signifie cette date ? La sentence est bien du 23 mars 1654. A la page 222 se trouve un imprimé in-4°, sans lieu ni date, qui est la traduction de la sentence précédée de quelques réflexions à la louange de Nicole.

1. Charles IV à Ligniville. (Archives Ligniville, c. 3, l. 172. — Copie.)

de temps après, il leur recommanda de faire payer les dettes qu'il avait pu faire « pour son logis », ainsi que celles qui avaient été contractées pour ses enfants, Anne de Lorraine et le prince de Vaudémont, et leur mère, Béatrix de Cusance, princesse de Cantecroix.

Il leur recommanda également de faire « assigner les 30,000 florins qu'il leur avait destinés pour leur entretien, sur Gramond 24,000 florins, et sur les rentes des impôts des États de Brabant, 6,000 florins, qui feront les 30,000 florins, destinant ces deux rentes de Gramond et des États de Brabant pour satisfaire à la susdite dépense de 30,000 florins, dont l'une au défaut de l'autre pouvant y estre employée[1] ».

Dès que le prince Nicolas-François eut appris l'arrestation de son frère et que le comte de Saint-Amour lui eut remis la lettre par laquelle l'archiduc Léopold le priait de venir se mettre à la tête de l'armée lorraine, il alla demander l'avis de l'empereur, qui lui conseilla de se rendre aux prières de l'archiduc.

Résolu, quoique d'instinct peu guerrier et n'ayant jamais porté les armes, à accomplir ce qu'il considérait comme son devoir, Nicolas-François écrivit immédiatement au comte de Ligniville pour lui annoncer sa prochaine arrivée parmi les troupes lorraines, en ce moment occupées au siège de la Bassée. Il ne doutait pas de leur obéissance, mais « dans le doute où il était de leur état » il envoya à Ligniville une lettre de créance pour l'archevêque de Cologne et écrivit au Palatin de Sulzbach (Bavière).

Il adressa également à Ligniville des lettres en blanc signées par lui avec prière de les remplir et de les faire remettre aux officiers les plus importants de l'armée lorraine « pour conserver leur affection au service de Sa Majesté et de la maison ».

Afin de donner plus de prix à ces marques d'affection et de confiance envers le général en chef de l'armée lorraine, Nico-

1. Voir Lettre de Charles IV à Raulin, 24 avril 1654 (autographe). *Aff. étr., Lorraine*, t. XXXIV, f° 196.

las-François joignit à la lettre qu'il adressait à Philippe-Emmanuel de Ligniville une autre fort aimable du prince Ferdinand de Lorraine, son fils aîné, qui devait mourir bien jeune, à la suite d'une opération douloureuse. Les deux lettres reçues de Vienne par Ligniville étaient datées du 13 mars[1].

La duchesse Nicole, agissant à l'encontre de Charles IV et du prince Nicolas-François, cherchait, avons-nous dit, séduite et trompée par les promesses de Mazarin, à entraîner les soldats lorrains dans le parti de la France.

Elle envoya, au mois d'avril, le sieur Dordal dans les Flandres en le chargeant de se rendre près du comte de Ligniville.

L'agent de Nicole, jouant double jeu, rendit compte de sa mission secrète à Mazarin. Dans le rapport qu'il lui envoya le 18 avril, il semble se méprendre sur l'état d'esprit des Lorrains campés tout près de Mons-en-Pévèle et dans les environs de Lille. Il prétend que le comte de Ligniville avait refusé de faire acte d'hostilité sur le territoire français avant la présence au camp lorrain du prince Nicolas-François, qui devait arriver sous peu.

Cela était vrai, mais cela n'impliquait aucune intention de rébellion contre le gouvernement des Pays-Bas catholiques.

Du camp lorrain, Dordal entra à la Bassée, et instruisit de l'état des choses M. de Broglie, qui en était gouverneur, et se préparait à soutenir le siège de cette place. Ensuite il alla dîner à Arras et renseigna sur ce qui se passait dans le camp de Ligniville M. de Mondejeu, gouverneur de cette place. M. de Bar, gouverneur de Doullens, s'y trouvait en ce moment, revenant de Béthune et de la Bassée. Tous deux se dirigèrent vers Doullens. De cette ville, Dordal se rendit à Amiens, laissant M. de Bar se diriger vers Montreuil et vers d'autres places de la frontière afin d'y transmettre les ordres de Mazarin.

Les comtes de Fuensaldaña et de Garcies étaient tombés

---

1. Cf. Copie de la lettre de S. A. Monseigneur le duc François à M. le comte de Ligniville, Vienne, 13 mars 1654. — Copie de la lettre de Monseigneur le Prince Ferdinand de Lorraine. (Archives Ligniville, c. 2, l. 169 et 170.)

malades ou avaient feint de l'être à la suite de l'arrestation de Charles IV.

Le prince de Condé avait posté son armée entre Mons et Valenciennes, après avoir quitté Namur où il se trouvait lors de l'arrestation du Lorrain.

Quant à l'archiduc Léopold, il était de retour, à Bruxelles, d'un voyage qu'il avait fait à Notre-Dame-de-Montaigu, où il s'était abouché avec l'Électeur de Cologne au sujet des exactions commises par les troupes de Condé et celles des Lorrains dans le pays de Liège et dans le Limbourg, où elles venaient de se cantonner[1].

Dès qu'il eut appris l'arrestation de Charles IV, avant de quitter le pays de Liège et de se retirer dans son gouvernement de Sedan, après le traité de paix de Tirlemont intervenu entre Maximilien de Bavière et l'archiduc Léopold, le 1er mars 1654, Fabert envoya un manifeste à l'armée lorraine, où il l'exhortait à se rallier à l'armée française.

Il reçut, quelques jours après, de nouveaux ordres de la cour de France qui l'invitaient à protester hautement contre l'acte de violence « contraire au droit des gens, à la foi publique et aux devoirs de la reconnaissance » dont Charles IV venait d'être la victime.

Il devait faire comprendre aux troupes de ce prince que leur intérêt consistait à trahir les Espagnols.

Quant à lui, il était prêt, s'il le fallait, à envahir les Flandres, si les chefs de l'armée commandée par le comte de Ligniville pensaient que son intervention pouvait arracher aux Espagnols la grâce de leur duc.

Enfin Fabert fit briller aux yeux des officiers et des soldats de Charles IV tous les avantages qu'ils récolteraient en passant au service de la France et leur promit l'amnistie accordée, par la déclaration du 22 octobre 1652, à tous les officiers du

---

1. Cf. Mémoire de ce que le sieur Dordal a faict en son voyage de Flandres, 18 avril 1651 (*Aff. étr., Pays-Bas,* t. XXXIII, f° 76). — Ce fut Chanvallon qui remit ce mémoire à Mazarin.

grade de capitaine et au-dessous, et aux soldats qui abandonneraient Condé (1er-7 mars 1654).

Une lettre de Louis XIV à Fabert, datée du 13 mars, lui enjoignit de donner au sieur Dordal, que la duchesse de Lorraine avait envoyé au comte de Ligniville, « toutes les lumières et l'assistance dont il aurait besoin pour son voyage ».

Le comte de Furstemberg avait promis à Fabert de s'employer pour faire passer les Lorrains au service de France et avait mandé à cet effet, de Maëstricht, Vismal, ancien grand aumônier de Charles IV[1].

Après avoir constaté l'impossibilité de faire subsister ses troupes dans le pays de la Hesbaye, situé sur la rive gauche de la Meuse, au nord et au nord-est de Liège, complètement dévasté par les Lorrains, Fabert entra dans le duché de Limbourg.

De là, il écrivit au comte de Ligniville pour l'inviter à joindre ses troupes à celles du roi et à venger Charles IV.

L'Électeur de Cologne apprit à Fabert qu'il ne pouvait faire de levées pour la France ni seconder le général dans ses tentatives d'embauchage. Il lui apprit également que Ligniville et ses troupes venaient de prêter serment à Philippe IV entre les mains du comte de Fuensaldaña, délégué par l'archiduc Léopold (5 mars)[2].

Pressé de se retirer du Limbourg, mais attendant pour le faire les ordres de Mazarin, Abraham Fabert quitta enfin ce duché et rentra en France par Montmédy et Dreis-sur-Trèves (20 avril).

C'est en vain que Fuensaldaña s'avança vers la Meuse et séjourna pendant une semaine sur les rives de ce fleuve; il ne put se décider à offrir le combat à l'armée française. « L'affaire, dit Montglat, se termina par la douceur. »

L'Électeur de Cologne ne cacha pas sa satisfaction d'être dé-

---

1. Voir Lettres de Fabert à Mazarin, 2, 4, 6, 7, 12 mars 1654 (Archives nationales, KK, 1703, et Archives de la guerre, t. CXLIII). Voir *Histoire de Fabert*, par Bourelly, 2e partie, pp. 21-37.

2. Voir *Le Maréchal Fabert*, par Bourelly, *loco citato*.

livré à la fois des envahisseurs de ses États et de ses libérateurs (25 mars)[1].

Les tentatives de Fabert auprès de Ligniville avaient été inutiles. Malgré les espérances contraires de Dordal, envoyé à la fois par la duchesse Nicole et Mazarin dans le camp lorrain, et le peu de générosité du comte de Fuensaldaña envers l'armée lorraine, qui manquait des choses les plus indispensables, et l'argent répandu parmi elle par les agents de Mazarin, elle resta fidèle à l'Espagne.

Les finances espagnoles étaient dans un état déplorable et les places qu'ils occupaient en Flandre dépourvues de tout.

« J'ai passé par Gravelines, écrivait Dordal à Mazarin le 21 avril 1654; il n'y a pas plus de 300 hommes et pour dix jours de vivres. Le fort Philippe n'est gardé que par 25 hommes et ils ne mettent que 15 hommes à la basse ville.

« Je ne puis assez vous représenter la mesme nécessité des ennemis; leurs troupes sont en très mauvais état et leurs places dépourvues de tout. Il n'y en a pas une qui ait des vivres pour trois semaines. Ils n'ont point d'argent pour le pain de la campagne ni pour l'artillerie. Ainsi je ne crois pas qu'ils soient en estat de rien entreprendre.

« Toute leur espérance est que Cromwel rompra avec la France; c'est à quoy les ministres s'emploient fortement.....

« M. le Prince (de Condé) et le comte de Fuensaldagne sont plus mal que jamais quelle apparence il y ait du contraire.

« Il (Condé) a toujours la fièvre double-tierce et est peu en estat d'agir à la campagne[2]. »

Le 23 avril, les troupes lorraines se trouvaient cantonnées aux environs de Lille, où elles commettaient de grands désordres. Malgré Fuensaldaña, elles refusaient d'étendre leurs cantonnements et de se désunir.

---

1. *Passim.*

2. Dordal à... Bruxelles, ce 21 avril 1654. (*Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXXIII, f° 78.) Dans cette lettre, Dordal affirme que les Espagnols essayent de faire rompre Cromwell avec la France. L'agent de Fuensaldaña à Londres se nommait Ygbi, « qui est tout à fait à lui et grand ennemi de M. le Cardinal. Il a crédit

Elles ne dépassèrent pas, tout en le pillant, le pays compris entre Lille et la Lys, car le comte de Broglie, gouverneur de la Bassée, les empêcha de franchir la frontière.

C'est en vain que le capitaine général leur ordonna de sortir de la châtellenie de Lille et de marcher, le long de la Lys, vers le canal du Neuf-Fossé, entre Aire et Saint-Omer.

Le prince de Ligne, qui se trouvait dans son château de Belœil, près de Leuze, fut mandé à Bruxelles en toute hâte.

Le comte de Ligniville crut alors de son devoir, avant l'arrivée du prince Nicolas-François, qui avait pris congé, à Ratisbonne, de l'empereur, de l'impératrice et du roi des Romains, et se dirigeait vers Bruxelles (13 avril), d'adresser aux « *bons Lorrains* » une proclamation où il les mettait en garde contre les agissements de Mazarin : « Cette sérénissime maison (de Lorraine), leur disait-il, pendant l'éclipse de son prince, ne laissera pas de demeurer en son éclat par l'heureuse apparition de Monseigneur le duc François, son frère. C'est avec lui qu'il faut travailler à la liberté du souverain. C'est sous ses ordres qu'il faut combattre pour le bien de la maison et c'est

---

auprès de Cromwel et prend ses avis sur les affaires de France et d'Italie. Ledit Ygbi a dépeint audit Cromwel M. le Cardinal comme une personne en laquelle il ne peut prendre nulle seureté ni confiance et qui le trompera. Il lui insinue dans l'esprit que le seul moyen de se maintenir et de donner de l'occupation à la France est soutenir les affaires d'Espagne qui vont tomber sans aucune ressource. » Cromwell, paraît-il, goûtait fort les avis d'Ygbi. Il lui fit rendre tout son bien confisqué et lui donna 100,000 livres de rente. (*Passim.*) Philippe IV resta quelque temps en bons termes avec le Parlement d'Angleterre. Rappelons-nous que, en 1652, la flotte anglaise, commandée par l'amiral Tromp, empêcha les Français de ravitailler Dunkerque par mer, quoique Cromwell, quelques mois auparavant, eût proposé au comte d'Estrades la cession de Dunkerque contre des secours en hommes et en vaisseaux. Philippe IV remercia le Parlement. Quand Cromwell fut devenu Protecteur, il réclama pour ses compatriotes le droit de faire le commerce aux Indes, ce que le roi d'Espagne ne voulut accorder à aucun prix, non plus que le privilège d'être affranchis de l'Inquisition. On ne croyait pas encore à une rupture prochaine. Pendant que Mazarin promettait à Cromwell Dunkerque et de l'argent, l'Espagne, par l'intermédiaire du marquis de Cardenas, son ambassadeur en Angleterre, et du marquis de Lede, lui offrait Calais et proposait une descente en Angleterre. (Cf. *La Rivalité de la France et de l'Espagne aux Pays-Bas (1635-1700)*, par Henri Lonchay; Bruxelles.)

enfin de ses mains que les passions que la nature m'a imprimées pour le salut de l'État doibvent recevoir leurs règles et tous leurs mouvements.

« Le voilà desjà qui jette sur notre horizon des rayons de grâces et de bienfaits pour les fidèles et les constants, mais aussi des esclats de rigueur et de sévérité contre ceux qui auront manqué si légèrement au debvoir de leur fidélité[1]. »

Le prince Nicolas-François quitta Nuremberg le 15 avril, traversa Wurzbourg, Francfort, Cologne et arriva à Dusseldorf le 28 avril.

Toutes les villes, à son passage, lui avaient rendu des honneurs princiers; à Francfort, on avait tiré le canon, mais c'est surtout à Dusseldof qu'il fut bien reçu par le duc de Neubourg[2]. Ce prince fit armer toutes les communes de ses États, des deux côtés du Rhin, lorsque le prince Nicolas-François descendit ce fleuve depuis Cologne jusqu'à Dusseldorf, et le fit escorter par deux bateaux armés de soldats vêtus de rouge et de bleu.

Dans un de ces bateaux il y avait un orchestre composé de trompettes et, dans l'autre, un orchestre composé de hautbois.

De toutes les bourgades du littoral arrivaient quelques bateaux chargés de vin et de toutes sortes de rafraichissements.

Avant l'entrée de Nicolas à Dusseldorf, le duc de Neubourg arriva au-devant de lui avec plusieurs carrosses destinés à le porter lui et sa suite, et accompagné d'un grand cortége de gentilshommes et de belles troupes de cavalerie.

La plupart de ces cavaliers avaient des hoquetons de velours cramoisi, passementés d'or et d'argent.

D'un grand vaisseau, qui se tenait près des bastions de la place qui regardaient le Rhin, éclata un feu d'artifice, lors de l'entrée du prince lorrain qui eut lieu au jour tombant.

---

1. Adresse de Ligniville aux bons Lorrains. Copie sans date. *Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXXIII, f° 88.

2. Philippe-Guillaume de Neubourg, fils de Wolfgang-Guillaume, duc de Neubourg.

Trois salves furent tirées par l'artillerie du duc régnant « en forme de salve royale ».

La duchesse de Neubourg reçut le prince Nicolas-François en bas de l'escalier de son palais.

Inutile de dire qu'on lui fit faire bonne chère. On remarquait, parmi les mets sucrés du repas, un vaisseau de sucre, avec voiles et cordages, également en sucre, et armé de canons chargés de pastilles, lesquelles, ayant pris feu à un moment donné, firent « un bruit et une décharge qui répandit une odeur délicieuse ».

Malgré les prévenances du duc de Neubourg, Nicolas-François résista aux instances qu'il lui fit pour qu'il prolongeât son séjour dans ces lieux enchanteurs.

N'avait-il pas hâte de rejoindre les régiments lorrains (23 de cavalerie et 1 d'infanterie, en tout 5,000 hommes) qui l'attendaient dans le Limbourg pour se mettre sous son commandement direct?

Le duc de Neubourg lui avait donné une escorte de 300 cavaliers, qui ne le quittèrent que sur les confins des Pays-Bas espagnols. Ces cavaliers étaient montés sur des chevaux caparaçonnés d'or et d'argent.

Là, il rencontra le marquis d'Haraucourt, que Mazarin lui envoyait, afin de le décider à se mettre, lui et ses soldats, au service de Louis XIV. Mais l'heure de cette fusion n'avait pas encore sonné (28 avril).

Nicolas-François, avant d'arriver à Bruxelles, passa par Gueldre et Ruremonde. Dès son entrée dans les Flandres, il fut hébergé, aux frais des localités où il séjourna, par les soins des commissaires envoyés au-devant de lui par l'archiduc Léopold.

Ce fut le 4 mai, vers 5 heures du soir, que l'archiduc Léopold alla au-devant du frère de Charles IV, à une lieue de Bruxelles, sur le chemin de Louvain, escorté par tous les bourgeois de cette ville en armes et notamment par la compagnie que Charles de Lorraine avait levée à ses frais lors d'une fête donnée par lui à l'occasion d'une kermesse.

L'archiduc Léopold était suivi de 40 carrosses dont la plupart étaient traînés par six chevaux.

Vers 8 heures du soir, l'ancien évêque de Toul et ses fils furent conduits au palais, où des appartements leur avaient été préparés et où ils furent magnifiquement traités.

Le 25 avril, les troupes lorraines, sous le commandement du comte de Ligniville, quittèrent les rives de la Lys et de la Deule et vinrent se loger près du Pont-à-Marcq.

Le quartier général de Ligniville fut établi à Templeuve-en-Pevèle, à deux lieues de Tournay.

Le comte de Broglie, gouverneur de La Bassée, écrivait à Mazarin que les Lorrains disaient bien haut qu'ils étaient à la veille de s'unir à l'armée française.

Quelques personnes prétendaient qu'ils devaient repasser l'Escaut et, d'après les dires d'un trompette du comte de Broglie, qui avait été réclamer à Ligniville quelques prisonniers, il semblait au général français que le généralissime de l'armée lorraine avait choisi Templeuve pour y être en lieu de sûreté. Ligniville, racontait le trompette français, lui avait dit qu'il se garderait bien d'attaquer l'armée française et qu'il était « bien proche à être bon Français ». Il lui avait également demandé si le comte de Broglie n'avait pas trouvé mauvais qu'il se fût logé sous la couleuvrine de La Bassée.

M. de Broglie fit dire à Ligniville qu'il ne tenait qu'à lui que ses troupes fraternisassent avec celles du roi de France. Louis XIV, ajoutait de Broglie, était tout disposé à s'employer au recouvrement de la liberté de Charles IV.

Si le comte de Ligniville croyait qu'en se rapprochant de La Bassée, il aurait plus de facilité à entrer dans la voie d'un accommodement, Broglie se faisait fort d'obtenir de Mazarin l'autorisation nécessaire et lui promettait d'aider à la subsistance de l'armée lorraine et de l'assister en cas de besoin.

Entre ennemis, on ne pouvait faire preuve de plus de courtoisie. Aussi le comte de Ligniville répondit-il au comte de Broglie, tout en le remerciant, qu'il attendait de jour en jour le marquis d'Haraucourt, envoyé au-devant de Nicolas-François

par Mazarin, mais qu'il y avait peu d'espoir qu'il se fût entendu avec le frère de Charles IV.

En attendant, Lorrains et Espagnols se livraient entre eux à quelques escarmouches et se faisaient des prisonniers.

Les Lorrains n'avaient osé entrer ni dans Lille, ni dans Tournay. Ces deux villes leur refusèrent des vivres. L'armée lorraine était regardée dans toute la Flandre espagnole comme une armée ennemie. « Parmy leurs troupes, ils (les Lorrains) disent d'une commune voix qu'il fault la liberté du duc de Lorraine ou qu'ils se joindront à la France[1]. »

Le comte de Broglie estimait que les Espagnols avaient le projet d'assiéger La Bassée. Il ne pouvait compter que sur un tiers de sa garnison pour les sorties à faire en cas de siège. Il réclama à Mazarin les munitions de guerre nécessaires pour la défense de la place dont il était le gouverneur. Il avait besoin également de deux compagnies suisses qui se trouvaient à Arras ou deux autres et demandait au ministre qu'il pût faire appel aux quinze compagnies de la Feuillade, qui se trouvaient à Doullens, au cas qu'il en eût besoin, et de permettre que ces compagnies fussent escortées par le régiment de Chaulnes, en garnison dans cette ville[2].

Dès l'arrivée à Bruxelles du prince Nicolas-François, le comte de Fuensaldaña ordonna aux armées alliées de sortir de leurs quartiers.

---

1. Broglio (*sic*) à Mazarin, ce 26 avril 1654. *Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXXIII, f° 83. François-Marie de Broglie, né vers 1600, mort en 1656, était Piémontais. Passé au service de France, il devint lieutenant-général et fut tué au siège de Valinza.

Dans cette lettre, le comte de Broglie proposait à Mazarin d'envoyer de La Bassée au comte de Ligniville « quelqu'un pour lui parler ou lui écrire ». Il se plaignait que les Suisses du Valais, qui tenaient garnison à La Bassée, eussent à se plaindre des *surintendants* : « Il n'y a homme au monde qui puisse maintenir une garnison à La Bassée sans Suisses. » Il affirmait que faire sortir de La Bassée les gardes qui s'y trouvaient, avant que les Suisses du Valais y fussent établis et y eussent fait leurs recrues, c'était perdre cette ville. Le pain manquait et les surintendants ne donnaient aux soldats que « des paroles ».

2. Broglio à Mazarin, à La Bassée, 1er mai 1654. *Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXXIII, f° 96.

Le canon et les munitions de guerre furent embarqués à Gand, et Arleux fut désigné comme principal rendez-vous aux Espagnols, Condéens et Lorrains.

Le traité que l'Espagne comptait passer avec l'Angleterre n'avait pas été signé. Avant de conclure ce traité en projet, Cromwell attendait le retour en Angleterre de trois émissaires qu'il avait envoyés en France, munis d'instructions secrètes, l'un à La Rochelle, l'autre à Lyon et le troisième à Bordeaux.

Jusque-là il ne donnait à Philippe IV que de l'eau bénite de cour, ce qui n'empêchait pas le comte de Fuensaldaña d'être très satisfait de la dépêche qu'il venait de recevoir de l'ambassadeur d'Espagne en Angleterre[1].

Les troupes lorraines, sous le commandement de Ligniville, malgré les tentatives réitérées du comte de Broglie, restaient unies et attendaient les ordres du prince Nicolas-François, qui se préparait à venir se mettre à leur tête. Les Espagnols les surveillaient et les soupçonnaient de rébellion, mais espéraient s'en rendre maîtres, grâce à l'intervention du frère de Charles IV.

Le 6 mai 1654, nous les trouvons à Seclin et à l'abbaye de Loos et à Haubourdin, à une heure et demie de La Bassée.

Le gouverneur de cette ville croyait que, s'il se décidait à lever le camp, Ligniville se cantonnerait dans le pays de l'Allœuve, dans le triangle formé par la Lys, le Fossé des Layes et la Lawe.

Quant aux Espagnols, ils n'avaient pas quitté leurs quartiers d'hiver.

Condé, sans être fait prisonnier par les Espagnols comme

---

1. Lettre de..... à..... Bruxelles, 3 mai 1654. *Passim*, f° 102.

La France traitait également, à cette époque, avec Cromwell, par l'intermédiaire de Bourdeau. L'Espagne ne put s'entendre avec Cromwell, quoique lui offrant Calais et lui proposant une descente en Guyenne. La politique de Mazarin fut plus adroite. Il offrit Dunkerque à l'Angleterre et signa avec elle un traité d'alliance, au mois de mai 1655, pendant que Cromwell déclarait la guerre à l'Espagne.

Charles IV, était tenu à l'écart par eux et ils n'omettaient rien pour aggraver les douleurs de son exil. Après lui avoir ordonné, ainsi qu'aux Lorrains, de retirer ses troupes du pays de Liège, ils lui enjoignirent de les cantonner à Avesnes (avril). Non seulement le comte de Fuensaldaña n'avait donné des quartiers d'hiver aux Condéens qu'au mois de février dernier, mais sur les 12,000 écus qu'il avait promis de verser au prince au commencement de chaque mois, pour ces quartiers d'hiver, il ne lui avait encore payé, depuis cinq mois, que ce qu'il lui devait pour les six premières semaines.

On venait d'apprendre au camp lorrain que le comte d'Harcourt, à l'approche de La Ferté de Brisach, après la capitulation de Belfort, s'était décidé à s'accommoder avec Mazarin (21 mai 1654).

Le prince Nicolas-François, avant son arrivée à Bruxelles, avait reçu le conseil d'aider d'Harcourt dans ses projets en lui versant la somme de 100,000 écus destinés à acheter la garnison de Brisach et à en chasser Charlevois, lieutenant du roi, qu'on soupçonnait d'être resté fidèle à Louis XIV.

Mais, comme les Espagnols auraient voulu garder Brisach pour eux-mêmes et qu'ils se trouvaient à court d'argent par suite des dépenses faites par le marquis de Castel-Rodrigo, envoyé par Philippe IV à la diète de Ratisbonne, ils ne permirent pas au frère de Charles IV de traiter, en son nom et à son profit, avec son cousin d'Harcourt.

Tournay fut mis en état de défense par les Espagnols et neuf bateaux étaient arrivés de Gand à Armentières, chargés de canons et de munitions de guerre, bombes et grenades.

Les troupes flamandes s'acheminèrent, le 17 mai, vers Lille. Les Lorrains étaient, à cette date, campés le long de la Lys, depuis Armentières jusqu'à Estaires, et avaient quitté tous les villages où ils avaient été cantonnés.

On faisait courir le bruit que le prince de Ligne devait marcher vers Tournay avec les troupes d'Espagne qui avaient hiverné à Ath et que les troupes du prince de Condé, quittant leurs quartiers, viendraient s'établir près de Douai, où un ba-

teau, venu de Tournay, avait apporté des munitions de guerre qui leur étaient destinées.

Le comte de Broglie demanda à Mazarin de lui faire envoyer 300 hommes détachés des régiments les plus proches et mis sous le commandement de 3 capitaines et de 6 lieutenants, car il en avait un pressant besoin, les Lorrains l'ayant empêché de subvenir aux frais de l'entretien d'un régiment complet « à cause du grand nombre d'officiers ».

Enfin le comte d'Hostel[1], gouverneur de Béthune, devait envoyer au comte de Broglie quatre compagnies de cavalerie. 400 Espagnols, en garnison à Courtray, en sortirent le 15 mai et arrivèrent le 17 à Cambrai[2].

Broglie continuait à guerroyer contre les Lorrains.

Pendant le séjour des Lorrains dans le pays de l'Alœuve, la garnison de La Bassée s'était augmentée d'une centaine de soldats de nationalités diverses : Lorrains, Irlandais et Allemands. Chaque jour elle faisait 20 à 25 prisonniers aux ennemis. Et dans ce pays, couvert de watergangs et d'arbres, les paysans, armés de fusils, attaquaient les Français et prenaient part à une véritable guerre de guérillas : « Jamais troupes n'ont fait plus de mal que celles-cy », écrivait le comte de Broglie à Mazarin.

Les Lorrains s'approchèrent de La Gorgue et de l'abbaye de Beaupré, entre Merville et Estaires, pillèrent Rely et Ligny-lès-Aire, près de Béthune ; les garnisons espagnoles de Saint-Omer et d'Aire quittèrent le 17 mai Morbecque et se dirigèrent vers

---

1. Ferry de Choiseul, comte d'Hostel, capitaine des gardes de Monsieur.

En 1650, il s'était vu refuser l'entrée de Béthune, dont il était gouverneur, par Montgobert, son lieutenant de roi, et, s'étant réfugié à Arras, il y avait été arrêté par ordre de la cour. Il avait été accusé d'avoir voulu livrer Béthune au prince de Ligne. (Cf. Archives du palais de Monaco, fonds d'Aumont ; *Papiers d'Anthoine Ier, duc d'Aumont.*)

2. Broglio à Mazarin, à La Bassée, le 16 may 1654, à onze heures du matin. *Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXXIII, f° 110. Nous lisons en post-scriptum, au bas de cette lettre : « Si nostre armée s'assemble en Picardie, et que les Lorrains soyent en même poste, j'advertiray celluy qui commande de ce qui se pourra faire. »

Hazebrouck, où devaient se réunir toutes les troupes flamandes[1].

Le comte de Ligniville envoya 1,500 cavaliers jusqu'à Armentières au-devant du prince Nicolas-François. Ce prince quitta Bruxelles, en compagnie de son fils Ferdinand, qui s'apprêtait à faire ses premières armes, alla coucher à Alost, petite ville située sur la Dendre, et de là gagna Gand où il passa la journée du dimanche.

Le 25, il arriva à Audenarde, ville bâtie sur l'Escaut, où le 11 juillet 1708, les ducs de Bourgogne et de Vendôme furent battus par Marlborough, puis se dirigea vers Lille.

Ce fut à Roquetoire, entre Béthune et Saint-Venant, près de la Lys, que l'ancien évêque de Toul, dont les descendants devaient revêtir le manteau impérial, se trouva en contact avec l'armée lorraine, composée de 6,000 hommes, qui étaient restés fidèles à sa maison. Les six régiments lorrains qui étaient venus à sa rencontre l'escortèrent jusqu'au camp lorrain. Le 28 mai, après avoir visité Aire et Saint-Omer, il passa en revue ses soldats, qui l'acclamèrent. Ils étaient campés entre ces deux villes.

On faisait courir le bruit, dans le camp lorrain et dans toutes les villes flamandes occupées par les garnisons françaises, que le duc Charles IV venait de mourir à Anvers, et plusieurs racontaient qu'il avait été empoisonné : « Aussitost qu'il s'est trouvé indisposé, écrivit le comte de Broglie à Mazarin, le 18 mai 1654, il a demandé un notaire et son con-

1. Le prince de Condé avait vu avec peine l'arrivée du frère de Charles IV à Bruxelles. Il refusa de lui rendre visite le premier et ses soldats faillirent en venir aux mains avec la suite du prince. Ils se contentèrent de se parler dans des endroits neutres. Aussi ne faut-il pas s'étonner du refus de Nicolas-François de venir au secours de Stenay. Il n'aurait consenti à le faire que si Condé avait voulu lui restituer cette ville qui avait appartenu à ses ancêtres jusqu'en 1630, ce à quoi il se refusait.

(V. Les *Mémoires du marquis de Beauvau* pour la campagne faite par l'armée lorraine dans les Flandres et dans l'Artois en 1644, ainsi que l'*Histoire des princes de Condé*, par le duc d'Aumale ; *le Marquis de Montglat ; l'Histoire du prince de Condé*, par Desormeaux ; les *Mémoires de Turenne* et *du duc d'York*, etc.)

fesseur ; il est tombé en frénésie (*sic*) le lendemain de son indisposition. »

Les généraux français, apprenant que les Espagnols avaient fait venir quarante pièces « de batterie » d'Armentières, croyaient qu'ils allaient assiéger Béthune et peut-être Calais.

Ce qui faisait croire à ce dessein, c'est que les troupes espagnoles, campées derrière Bergues-Saint-Vinoc, n'avaient point bougé de leurs postes et qu'en vue de Dunkerque un grand nombre de vaisseaux anglais et hollandais se tenaient prêts à prendre la mer[1].

Dordal, que nous avons vu envoyé par la duchesse Nicole et Mazarin au camp lorrain et de là se rendre dans plusieurs villes de la Flandre, occupées par nos garnisons ou par des garnisons espagnoles, revint à La Bassée le 21 mai.

Il rendit compte, deux jours après, à Chanvallon[2], ancien agent de Charles IV à Paris, de ses observations.

Il croyait que Mazarin n'avait pas avancé d'un pas dans ses négociations avec la maison de Lorraine, malgré l'ordre donné à Fabert, gouverneur de Sedan, de se tenir prêt à venir aider les Lorrains à passer en France et les distributions d'argent que les émissaires du cardinal leur avaient faites.

Il ne pouvait se figurer que Nicolas-François eût renouvelé avec l'Espagne le traité qu'avait passé Charles IV avec cette puissance, mais il affirmait tenir d'un personnage de l'entourage du prince lorrain, qu'il ferait rompre tout traité, s'il en existait un, en cas que Louis XIV restaurât la maison de Lorraine et demandât à Philippe IV l'élargissement de son chef :

« Leurs Majestés et Son Éminence auront les corps et les cœurs de ces personnes-là, je dis au suprême degré pour S. E. La principale de ces personnes (était-ce le comte de Ligniville ?) vous est très acquise et très obligée. »

Dordal écrivit à Nicolas-François pour lui demander s'il lui

1. *Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXXIII, f° 114. Lettre anonyme datée du 18 juin.

2. Achille-Harlay de Chanvallon, marquis de Bréval et seigneur de Chanvallon, intendant des affaires de la duchesse Nicole et agent de Charles IV à Paris.

permettait d'aller le trouver ou de l'attendre avec des amis qui « ne respirent que de le voir » ... — « Faites-moi la grâce de donner part au cher M. marquis (Chanvallon) de ce que je vous escris. Il n'y a encore rien de gasté et nous pouvons tout avoir si S. Em. daigne avoir la bonté de s'employer pour le restablissement[1]. »

La mission difficile dont Dordal s'était chargé avec dévouement et au péril de sa liberté, autant dans l'intérêt de la maison de Lorraine que dans celui de la cour de France, ne réussit pas; l'armée lorraine resta encore quelque temps fidèle à l'Espagne et l'infortuné Charles IV, attendit à Anvers que l'Escurial se prononçât sur son sort, pendant que Nicolas-François, allié malgré lui de l'Espagne, prenait le commandement de l'armée lorraine, campée entre Aire et Saint-Omer[2], et la passait en revue à Roquetoire.

Entre temps, Louis XIV se faisait sacrer par l'évêque de Soissons, le 7 juin 1654, dans l'église de Saint-Remi et recevait, le lendemain, le grand manteau et le collier du Saint-Esprit, après avoir prêté le serment de grand-maître de l'Ordre.

La Ferté-Senneterre, après avoir forcé le comte d'Harcourt à faire sa soumission au roi de France, moyennant de larges compensations, revint en Lorraine. Là, il assigna aux régiments sous ses ordres, qui venaient des rives de l'Aisne, Tilly-sur-Meuse; à ceux qu'il avait conduits en Alsace, Bourbonne, et à ceux qui étaient en Lorraine, Saint-Dizier.

Mazarin avait décidé le siège de Stenay, ville lorraine, dont il avait, au détriment des droits séculaires de Charles IV, donné le gouvernement au prince de Condé (1647) et que ce prince

---

1. Cf. Dordal à de Chanvallon, à La Bassée, ce 23 mai 1654. *Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXXIII, f° 121.

2. Nicolas-François et son fils reprirent le chemin de Bruxelles le 14 juin. Charles IV fut conduit à Saint-Sébastien. Le cabinet de Madrid lui laissa le choix d'être conduit à Grenade, à Ségovie ou à Tolède. Sur l'avis de son médecin, le duc préféra Tolède, où il arriva le 5 septembre 1654.

avait gardée, depuis sa rupture avec la cour, et dont il avait fait fermer les portes aux armées royales.

Turenne et La Ferté-Senneterre étaient destinés par le cardinal à surveiller les approches de cette place, que Fabert devait assiéger au commencement de juillet.

Mais, avant de se mettre en campagne, le maréchal de La Ferté, atteint de la gravelle, alla à Spa, essayer de rétablir sa santé ébranlée par les fatigues qu'il avait éprouvées en Alsace.

C'est là qu'il apprit la maladie de sa femme dont on vantait les vertus, la beauté et l'esprit. Elle mourut bientôt à Nancy (24 mai).

Des services funèbres furent célébrés dans toutes les églises de Nancy, auxquels assistèrent, avec le maréchal, tous les officiers de la garnison et les échevins de la ville.

La garnison de Nancy avait pour major M. de Belcastel, qui avait su se faire aimer par tous les habitants.

Aussi les membres du conseil de ville lui firent-ils présent de 25 mesures de vin, tant du pays messin que de la côte des Chanoines (près Nancy), « pour les bons offices qu'il avait rendus au bien de la ville et au soulagement de la bourgeoisie, près de la personne du maréchal[1] ».

Le 3 juin, à peine consolé, La Ferté-Senneterre quitta Nancy et alla coucher à Toul. Le lendemain, il se dirigea vers Vitry. Il prit position, ainsi que Turenne, sur les confins de la Champagne et de la Picardie.

Mazarin avait cru jusqu'alors que Condé, secondé par les Espagnols, se proposait de marcher sur Paris ou que, tout au moins, il se porterait au secours de Stenay, que défendaient des soldats à sa solde, sous les ordres de Bouton, comte de

---

1. *Archives de la ville de Nancy*, par Lepage, t. II, pp. 225 et suiv.

En 1665, La Ferté se remaria, et l'entrée de sa nouvelle épouse coûta à la ville de Nancy la somme de 2,400 fr. Cette nouvelle épouse se nommait Madelaine d'Angennes, dame de la Loupe. Elle était la sœur de la comtesse d'Olonne, aussi célèbre qu'elle par ses galanteries. Callot, Deruet et Bagard travaillèrent aux décorations des portes de la ville de Nancy, lors de cette réception.

Chamilly, ainsi que des soldats espagnols commandés par le colonel Colbrand.

Les Espagnols et Condé ne crurent pas à propos de venir au secours de cette ville, investie par Fabert dès le 19 juin. Mazarin vint lui-même, accompagné de Louis XIV, au camp de Stenay et assista à l'ouverture de la première tranchée (3 juillet).

Entre temps, les Espagnols faisaient sortir Charles IV de sa prison et le conduisaient à Dunkerque, avant de l'embarquer pour Saint-Sébastien (22 juin).

L'armée lorraine quitta Saint-Venant le 28 mai, et alla se loger près d'Aire. Le comte de Broglie, craignant d'être attaqué, et étant trop faible pour se mesurer avec l'armée lorraine, demanda des renforts au lieutenant-général de Bar[1], qui arrivait de Picardie et amenait avec lui 500 cavaliers. C'était peu, estimait Broglie, pour battre les Lorrains « à forces ouvertes ». Le bruit courait qu'ils reprendraient le chemin de Cambrai et « marcheraient aux environs de cette place en montrant le flanc aux Français ».

Si M. de Bar consentait à faire entrer 200 cavaliers dans Béthune, M. de Broglie pouvait laisser son régiment à La Bassée.

Il serait alors loisible à M. de Bar de s'enfermer dans Arras avec 300 cavaliers et le comte de Broglie irait se concerter avec lui pour savoir s'ils surprendraient les Lorrains dans leurs quartiers ou pendant leur marche, en faisant sortir d'Arras, de Béthune et de La Bassée 1,300 cavaliers et 2,000 fantassins.

M. de Bar reçut la lettre que le comte de Broglie avait chargé un de ses officiers de lui remettre et répondit à son collègue qu'il s'était mis en marche avec 1,300 fantassins et 900 cavaliers en se dirigeant vers Arras par le plus court chemin, mais à petites journées.

Cette détermination de M. de Bar étonna M. de Broglie, qui

1. Guy de Bar, d'abord capitaine aux gardes, maréchal de camp le 28 janvier 1649, avait reçu le 20 janvier 1650 une commission spéciale pour commander à Vincennes et y garder les princes (*Archives nationales* O^4, f° 91 ; il fut fait lieutenant-général le 10 juillet 1652, gouverneur d'Amiens et grand bailli en 1653, et mourut en décembre 1691.

se demandait si les ennemis, étant postés sur la Lys, sous les murs de Saint-Venant, n'étaient pas à l'abri de toute attaque.

En ce cas, voyant venir les Français et se trouvant les plus forts, ils auraient pu leur faire courir le risque de recevoir un affront.

Aussi le comte de Broglie pria-t-il M. de Bar de rebrousser chemin et de renvoyer ses troupes dans leurs quartiers.

Si, cependant, il voulait envoyer 200 cavaliers à Béthune et 300 à Arras et se rendre lui-même dans cette ville, le comte de Broglie était tout décidé à s'y rendre de son côté pour se concerter avec M. de Mondejeu, gouverneur de cette dernière ville. « Il y a, écrivit-il à Mazarin, quelque différence à être postés sous Saint-Venant, à estre un mois durant, à une heure, deux heures de La Bassée dans un pays couvert, propre à l'infanterie. »

M. de Broglie était né philosophe, et il se consolait, lorsqu'il faisait part de ses inquiétudes à Mazarin, en émettant cet axiome toujours vrai : « Lorsqu'il faut agir avec des compagnons, chacun a son humeur, et chacun a sa façon de faire[1]. »

M. de Broglie était d'avis que le plus court était de surprendre les Lorrains avec 1,000 chevaux et 2,000 fantassins, car les Lorrains auraient de la peine à battre en retraite, vu leur innombrable bagage. M. de Bar avait assez de cavalerie et M. de Broglie assez d'infanterie pour tenter ce coup hardi, que le gouverneur de La Bassée aurait accompli à lui seul, si cela lui eût été possible.

Il fallait se hâter, car on disait qu'aux Lorrains allaient s'adjoindre 4,000 Espagnols. Leurs munitions de guerre étaient à Tournay, à Armentières et à Douai et ils avaient fait entrer une infanterie considérable à Douai et à Cambrai.

Quant à leur cavalerie, qui avait hiverné en Flandre, elle n'avait pas quitté ses quartiers d'hiver[2].

---

1. Broglie à Mazarin, à La Bassée, ce 28 may 1654. (*Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXXIII, f° 181.)

2. *Passim*. Voir aussi Broglie à Mazarin, à La Bassée, 26 may 1854. *Passim*, f° 129.

Le 10, toutes les troupes espagnoles, qui avaient passé la mauvaise saison en Flandre, étant sorties de leurs quartiers, s'avancèrent vers le canal du Neuf-Fossé, afin de rallier les Lorrains qui étaient cantonnés près de Saint-Omer. D'autres corps de troupes se dirigèrent vers le Hainaut, afin de s'unir aux Condéens aux environs de Marchienne-au-Pont, ville située sur la Sambre, sur la route de Bruxelles à Charleroi et Saint-Amant.

Le 9 juin, Claude Lamoral, prince de Ligne, d'Amblise et du Saint-Empire, était arrivé dans cette ville, chargé de rassembler les troupes venant du Hainaut et du Brabant et de les réunir aux Lorrains. Ce n'était que marches et contre-marches, des rives de l'Escaut à la province du Hainaut et de cette province en Flandre. Morphy, à la tête de 800 hommes, était entré au Quesnoy, ville située sur la Deule.

On croyait communément que le prince de Ligne et les Lorrains constitueraient le corps d'armée le plus fort et le plus considérable[1].

Le 7 juin, était arrivé à Armentières un grand bateau chargé d'affûts de canons de batterie, mais les plus grands magasins de guerre des coalisés étaient à Tournay et à Armentières[2]. Par cette ville passaient journellement quantité de bateaux chargés de munitions et d'engins de guerre destinés à Aire. Chaque jour on voyait passer des régiments, défilant les uns après les autres, qui arrivaient de Flandre et se dirigeaient vers Valenciennes. D'autres venaient de cette ville et se dirigeaient vers le canal du Neuf-Fossé.

Les régiments dont pouvait disposer l'archiduc Léopold formaient un contingent de 30,000 hommes et constituaient trois corps d'armée, le premier commandé par le prince de Condé, un autre, qui se dirigeait vers Valenciennes, et le troisième formé par l'armée lorraine, forte de 6,000 hommes.

Le comte de Broglie écrivit à Mazarin, le 11 juin, qu'il

1. Broglio à Mazarin, ce 10 juin 1654. *Passim*, f° 144.
2. Du même au même, ce 11 juin 1654. *Passim*, f° 146.

croyait que, si ces trois corps d'armée étaient en état d'entreprendre quelque chose, ce serait du côté de la mer.

Le comte de Fuensaldaña, capitaine général de l'armée hispano-belge, s'était cantonné à Anvers, et un prêtre, arrivé le 10 juin de Cassel à La Bassée, affirmait avoir vu, entre Calais et Dunkerque, la flotte anglaise.

A Calais, on était convaincu que les Anglais prêteraient quelque assistance aux Espagnols[1] « pour entreprendre sur la marche des Lorrains vers Saint-Omer », qui inquiétait le gouvernement des Pays-Bas catholiques.

Et pendant ce temps-là, Fabert continuait à battre Stenay de son canon. Le 8 juin, Chamfort, lieutenant de l'artillerie française, avait été tué d'un coup de fauconneau et remplacé par Saint-Martin, et M. de Chamilly avait opéré une grande sortie qui avait été repoussée par les Suisses. Le 9 juin, Vitermon, avec un bataillon des gardes, et Praromann, avec un bataillon de Suisses, firent le logement au pied du glacis et de la contre-escarpe de la citadelle.

Le prince Nicolas-François chargea, au mois de juillet 1654, Hennin, abbé de Sainte-Catherine, d'aller en Espagne, sous le prétexte d'aller demander la liberté de son frère à Philippe IV[2].

La duchesse Nicole, dont Mengin, secrétaire de Nicolas-François, écrivant à Fournier de Gorze, à Paris, le 25 juillet, pouvait dire avec raison que « si Madame n'a point de part de gâteau, je vous supplie de croire que ce n'est pas faulte de demander et d'agir; mais elle ne veult pas se servir de la voie extrême pour en tirer raison jusques à ce qu'elle aura veu l'effet que produira celle qu'elle suit », demanda pour l'abbé de Sainte-Catherine un passeport à Mazarin, sans se dissimuler

---

1. Cromwell entretenait alors des négociations avec la cour d'Espagne. Elles échouèrent à cause des prétentions exagérées du Protecteur. (Voir plus haut.)

2. Voir Instructions pour M. l'abbé de Sainte-Catherine, envoyées de la part de S. A. M. le duc François vers le Roi Catholique (*Aff. étr.*), citées par M. d'Haussonville.

l'inutilité de la démarche de l'abbé[1]. Le cardinal, convaincu de la duplicité de Nicolas-François, qui, selon lui, désirait simplement tromper ses officiers et ses soldats en voulant leur faire croire à son intervention dévouée en faveur de son frère, refusa tout passeport à l'abbé de Sainte-Catherine (15 juillet).

Celui-ci, ne pouvant passer par la France, prit la mer, s'embarqua à Ostende, avec le médecin et l'apothicaire de Charles IV (24 octobre), mais il fit naufrage au cours de son voyage vers l'Espagne.

Charles IV fut transporté à Saint-Sébastien et de là à Tolède (5 septembre).

A Paris on fit courir le bruit que des vaisseaux français avaient attaqué la flotte qui conduisait ce prisonnier de marque et que des vaisseaux anglais avaient sauvé cette flotte en se portant à son secours[2].

Mais ce n'était qu'un faux bruit.

Louis XIV, informé de la répugnance qu'éprouvait l'armée lorraine à servir le roi d'Espagne, ordonna aux officiers et aux soldats de cette armée de quitter le service de Philippe IV dans la quinzaine et de se diriger vers la frontière de France, « auquel cas ils seront reçus et entretenus tous ainsi que ceux qui sont au service de Sa Majesté », ou de rentrer en Lorraine et autres lieux où étaient leurs biens, « en faisant pour eux leur déclaration en bonne forme, par-devant les juges royaux des lieux où ils se rendront ou des plus prochains, de ne plus porter les armes à l'avenir, etc. ».

Ceux qui contreviendraient à l'ordonnance royale étaient

---

1. Voir Lettre de la duchesse de Lorraine au cardinal Mazarin, t. XXXVI, f° 667. M. d'Haussonville a publié la réponse de Mazarin.

2. Voir Lettre de Mengin à Fournier de Gorze. Paris. Autographe. Bibliothèque nationale, Lorraine, t. XVII, f° 70.

La Boulaye, capitaine des gardes de Charles IV, se rendit de Flandre à Besançon avec M. d'Haraucourt du Plessis. La Boulaye alla ensuite à Paris, où il eut une entrevue avec la duchesse Nicole, et de là, à Blois, chez le duc d'Orléans. M. de Saint-Martin se trouvait à Paris en ce moment.

menacés de confiscations. On devrait raser leurs maisons et couper leurs bois, comme convaincus de lèse-majesté[1].

En même temps que cette ordonnance, une seconde fut publiée, à la même date, où il fut question du traitement qui serait fait aux colonels, aux capitaines, officiers et soldats de l'armée lorraine qui se décideraient à se ranger sous les drapeaux français et à venir renforcer l'armée de secours que les maréchaux de Turenne et de La Ferté destinaient à délivrer Arras, menacé par les Espagnols.

Les officiers et les soldats lorrains résolus à déserter et à venir servir la France reçurent la promesse de former un corps à part, sous le commandement du maréchal de La Ferté, et de toucher un mois de solde en gardant leur grade. Les colonels de chaque régiment lorrain devaient conserver le commandement absolu de leur régiment et le droit de répression.

Enfin Louis XIV promettait aux Lorrains qui se soumettraient des quartiers d'hiver après la campagne présente et leur donnait l'assurance qu'il les traiterait comme les troupes étrangères au service de France[2].

Les deux ordonnances étaient datées de Sedan et contresignées par Le Tellier.

Les troupes conduites par le duc de Neubourg, qui avait si bien reçu le prince Nicolas-François à Dusseldorf, arrivèrent le 17 juin à Blaringhem[3] à quatre heures du matin, et le prince de Ligne arriva le même jour, au soir, à Cassel[4]. Les troupes du comte de Garcies se campèrent aux environs de Lille.

Les Espagnols comptaient sur l'arrivée de 22,000 Anglais

---

1. Voir Ordonnance du roi de France pour rappeler au service de Sa Majesté les Lorrains, du 2 juillet 1654. Imprimé à Paris aux bureaux d'adresse du même mois. (Bibliothèque du Roy, *Recueil des choses arrivées en 1654*. Coté 1154, p. 685 et suiv. Imprimé. Archives Ligniville.)

2. Voir Ordonnance du Roy pour le traitement qui sera fait aux colonels, capitaines, officiers et soldats des troupes de l'armée des Lorrains au service de S. M. (*Passim*, p. 687.) Archives Ligniville. *Histoire de Charles IV*, par Hugo.

3. Nord, arrondissement et canton d'Hazebrouck.

4. Nord, arrondissement d'Hazebrouck, chef-lieu.

qui devaient assiéger Calais. Quant aux Lorrains, on s'attendait à leur départ. « S'ils ne vont pas au pays de Audenarde, ils retourneront en la vallée de Saint-Liévin[1] ou de Coyecque[2]. »

Mais cette nouvelle était fausse. Ils étaient toujours cantonnés aux environs d'Aire et se préparaient à se diriger vers La Gorgue, près de Merville. De là ils devaient repasser dans le pays de l'Allœuve, où leurs sauvegardes étaient arrivées le 25 juin[3].

Ce jour-là, le siège de Stenay avait fait de grands progrès. En présence de Louis XIV, le régiment de la Marine s'était logé sur la contrescarpe et le mestre de camp de ce régiment, Gardagne, n'avait point voulu sortir de garde qu'il ne se fût rendu maître du chemin couvert et n'eût attaché le mineur à la demi-lune.

L'archiduc Léopold et le prince de Condé ne jugeaient pas à propos de secourir Stenay, sachant que les Français étaient bien retranchés et que Turenne et La Ferté s'étaient postés entre eux et Stenay pour leur barrer le chemin.

L'établissement par les Espagnols d'un pont à Givet avait fait croire un instant à une tentative de délivrance de Stenay, et dans cette éventualité, on avait prié La Ferté de prendre position vers Villefranche-sur-Meuse ; mais, presque aussitôt, on avait appris que l'intention de l'ennemi était de se servir de ce pont pour faire passer en Flandre les troupes du Luxembourg, et La Ferté avait reçu l'ordre de rallier Turenne à Marle[4]. Aucune troupe ne s'était encore jointe à eux.

De l'autre côté de la Lys, entre Hazebrouck et Cassel, on

---

1. Vallée de Saint-Liévin, près de Mercq-Saint-Liévin (Pas-de-Calais), arrondissement de Saint-Omer, longeant la route d'Abbeville à Saint-Omer.

2. Coyecque (Pas-de-Calais), arrondissement de Saint-Omer, canton de Fauquembergues.

Voir Billet anonyme, daté de Marquise, 17 juin 1654. (*Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXXIII, f° 186.)

3. Broglie à de Bar, à La Bassée, ce 24 juin 1654. *Passim*, f° 187.

La Gorgue est une petite ville du département du Nord, arrondissement d'Hazebrouck, dans le canton de Merville.

4. Voir *Le Maréchal de Fabert*, par Bourelly, t. II, p. 44 et 45.

Marle est une petite ville du département de l'Aisne, arrondissement de Laon.

constatait la présence de don Fernando de Solis, maître de l'artillerie espagnole, à la tête de 1,500 fantassins et de 500 chevaux environ, 6 pièces de canon de batterie et 2 mortiers. Il s'était logé dans Hazebrouck. Toutes les troupes dont pouvaient disposer les Espagnols avaient traversé la Lys. Le prince de Ligne gardait ses positions derrière Bouchain et toute l'infanterie espagnole se massait dans Douai et Cambrai (24 juin). Quant aux troupes de Condé, vers le 24 juin, nous les voyons campées entre Rocroi et Valenciennes dont s'était rapproché le duc de Wurtemberg avec ses 1,000 soldats.

L'intention évidente des Espagnols était d'assiéger Arras, dont Schulemberg, comte de Mondejeu, était gouverneur, ayant sous son commandement 2,000 hommes de troupes. Turenne et La Ferté se trouvaient à La Fère, observant l'ennemi.

Mazarin ne pouvait croire que les Espagnols pussent se résoudre au siège d'Arras, d'autant plus que depuis quelques jours ils avaient cessé tout mouvement. Aussi s'observait-on de part et d'autre.

Turenne avait ordonné aux gouverneurs des places fortes de notre frontière de ne détacher aucunes troupes pour se porter au secours d'Arras. « Vous devez, écrivit le 24 juin le comte de Broglie au lieutenant-général de Bar, qui s'était renfermé à Auxy-le-Château[1] avec 500 cavaliers, vous reposer sur les advis que nous vous donnerons touchant la marche des ennemis, afin de vous régler suivant les ordres que vous avez[2]. »

Ces ordres consistaient, tout en restant dans *son camp volant*, de couvrir les places d'Arras, de Béthune et de La Bassée.

C'étaient ces deux dernières villes que Mazarin et Turenne croyaient être le plus en péril.

Le comte de Broglie, de Bar et de Mondejeu correspondaient entre eux régulièrement, grâce à un service d'estafettes parfaitement organisé, dont les relais étaient déterminés d'avance.

---

1. Auxy-le-Château (Pas-de-Calais), arrondissement de Saint-Pol.

2. Broglie à de Bar, à La Bassée, ce 24 juin 1654. (*Aff. étr., Pays-Pas*, t. XXXIII, f° 187.)

Grâce à leurs éclaireurs, ils avaient appris que les Espagnols se trouvaient à Pont-à-Celles, près de Marchiennes[1] et que, le dimanche précédent, le prince de Ligne, leur chef, avait dû se mettre en marche et avait « le dos tourné en deçà[2] » (24 juin).

C'est là tout ce que savait, à cette date, M. de Broglie ; bien placé pour observer l'ennemi, il recommanda à M. de Bar de ne point se presser d'envoyer des renforts au maréchal de Turenne, convaincu que l'armée espagnole ne bougerait pas.

Cependant il se disposait, si les corps d'armée qui se trouvaient de l'autre côté de l'Escaut passaient ce fleuve, à venir rejoindre M. de Bar.

Celui-ci, dont le camp volant d'Auxy, placé sur l'Authie, semblait bien loin du centre de concentration des troupes ennemies, se croyait assez fort pour résister aux attaques des Lorrains échelonnés entre Lillers et Aire, à Molinghem[3] et à Ham[4], et de don Fernando de Solis, toujours cantonné entre Hazebrouck et Cassel[5].

Malgré la défense du comte de Broglie, M. de Bar crut pouvoir faire avancer un corps considérable vers Noyon[6] et Nesle[7].

Ce corps devait rallier Turenne, si le corps espagnol qui se trouvait à Cambrai et aux environs de Bouchain repassait la Lys, mais les lettres que reçut M. de Bar le décidèrent à ne pas quitter les rives de l'Authie et à n'envoyer aucunes troupes à Turenne.

Le maréchal d'Aumont avait peine à consentir à dégarnir le Boulonnais des troupes que M. de Bar lui avait envoyées et

---

1. Marchiennes ou Marchiennes-Ville (Nord), arrondissement de Douai.

2. (*Aff. étr., passim.*)

3. Molinghem (Pas-de-Calais), arrondissement de Béthune, canton de Norrent-Fontes.

4. Ham (Pas-de-Calais), arrondissement de Béthune, canton de Norrent-Fontes.

5. Broglie à de Bar, à La Bassée, ce 24 juin 1654. (*Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXXIII, f° 187.)

6. Noyon (Oise), arrondissement de Compiègne.

7. Nesle, peut-être Nesle (Seine-et-Oise), arrondissement de Pontoise, canton de l'Isle-Adam, ou Nesle (Somme), arrondissement de Péronne.

Cf. Lettre de Bar à M^gr [Mazarin]. *Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXXIII, f° 190.

des Suisses qui se trouvaient à Ardres, place forte située au milieu des marais, à quatre lieues de Calais.

Le chevalier de la Hillière venait d'arriver à Auxy, porteur des instructions de Mazarin, bien renseigné à cette heure sur les intentions secrètes des ennemis. M. de Bar se contenta d'observer les allures des troupes wallonnes qu'il croyait devoir rallier celles du prince de Condé, cantonnées à Bouchain, sur l'Escaut. Il avait donc devant lui, mais à une distance très éloignée, les troupes du duc de Wurtemberg qui avait cantonné 800 de ses cavaliers à Peene, près de Cassel, et avait envoyé trois régiments à Valenciennes, les 1,500 fantassins et les 500 cavaliers de Fernando de Solis, les 800 hommes, tant infanterie que cavalerie du chevalier de Villeneuve, commissaire général de l'artillerie espagnole, campés entre le fort du Bacq et Cassel, ainsi que les Lorrains, qui parlaient de quitter leur poste de Molinghem et Ham, et de retourner dans le pays de l'Allœuve où ils avaient envoyé leurs sauvegardes.

Les chefs de l'armée lorraine faisaient flèche de tout bois. Pour augmenter et utiliser leur cavalerie, ils faisaient porter les armes à leurs valets les plus infimes, car ils avaient réussi à recruter un grand nombre de chevaux dans les environs d'Ypres[1].

M. de Bar faisait bonne garde et renseignait le comte de Broglie sur ce qu'il apprenait par ses éclaireurs et ses espions. Il savait pertinemment que Cambrai avait une garnison de 4,500 hommes, que Douai en contenait de 3,000 à 4,000[2]. Il envoya des cavaliers de Moncavrel camper au pont d'Allemagne, entre Nesle et Ham, qui devaient apporter les ordres du comte de Broglie à Corbie, où il avait posté des cavaliers destinés à les recevoir.

Il affirmait que ni les soldats de Wurtemberg, ni ceux de Fernando de Solis, ni les Lorrains ne marcheraient ensemble

1. Cf. Lettre de Lagrange la Croix, gouverneur de Bapaume, à M. de Bar. *Passim*, f° 198.

2. Lettre de M. de Bar à [Broglie], 29 juin 1654. *Passim*, f° 204. Cette lettre est datée d'Auxy-le-Château.

ni séparément, avant que les troupes sous son commandement n'eussent rejoint Turenne, ce qu'elles feraient vingt-quatre heures avant la concentration de l'armée espagnole[1].

En somme, les Espagnols s'étaient rapprochés de La Bassée et faisaient mine de vouloir assiéger cette place. Mais leur but était le siège d'Arras, car ils croyaient que l'armée française, occupée à celui de Stenay, ne pourrait arriver à temps pour secourir la capitale de l'Artois, qui appartenait à la France depuis 1640 et à la défense de laquelle Charles IV, duc de Lorraine, avait contribué à cette époque[2].

Arras avait une garnison de 2,600 hommes, et Condé, d'accord avec le comte de Fuensaldaña, avait pris les dispositions nécessaires à la réussite de leur projet. Ils comptaient sur le bon vouloir des habitants du pays et ne manquèrent, grâce à ce bon vouloir, ni de voitures, ni de pionniers, qui se présentèrent au nombre de 12,000.

Ils se hâtèrent de faire avancer les 30,000 hommes[3] dont

---

1. M. de Bar (à Turenne), 27 juin 1654. (*Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXXIII, f° 202.) — Broglie à Mazarin, La Bassée, 28 juin 1654. *Passim*, f° 203.

2. Voir *Campagnes de Charles IV*, par Ferdinand des Robert, t. II, p. 184 et suiv.

3. Voir Lettres de Broglie à Turenne, 6 juillet 1654 (*Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXXIII, f°s 236 et 238.)

Voici le détail des forces dont disposaient les Espagnols :

Les Lorrains : 4,000 chevaux et 2,000 fantassins . . .	6,000 hommes.
Le comte de Garcies et le prince de Ligne avec les garnisons de Cambrai, Douai, Lille, Saint-Amand	12,000 —
Don Fernando de Solis, 2,000 fantassins	2,000 —
Soldats fournis par diverses garnisons, y compris les Irlandais (4 régiments) « qui ne feront point de mal à supputer sur ce pied »	4,000 —
Soldats du prince de Condé	3,000 —
	27,000 hommes.

M. de Mondejeu, gouverneur d'Arras, qui ne redoutait pas le siège de cette place, avait fait sortir d'Arras la cavalerie commandée par M. d'Esquancourt, qui alla rejoindre M. de Bar, campé à Auxy-le-Château, avec un petit corps de cavalerie prêt à se jeter dans Arras ou dans Béthune, si l'ennemi assiégeait l'une ou l'autre de ces places. M. de Mondejeu avait gardé avec lui 150 maîtres et 2,500 fantassins. (Voir *Mémoires de Puységur*, édit. Tamisey de Larroque, t. II, p. 178.)

ils pouvaient disposer et qu'ils avaient placés d'avance, comme nous l'avons vu, dans le périmètre de la circonférence dont Arras formait le centre et qui s'étaient tenus immobiles jusqu'à ce qu'ils fussent prêts à agir.

Le 3 juillet, les Espagnols investirent Arras et, en même temps, firent venir des paysans de toutes les provinces belges pour travailler aux lignes.

Le prince Nicolas-François prit le commandement de son armée qui ne comptait que 2,000 hommes. Il avait amené, avec lui, au siège d'Arras, son fils Ferdinand et laissé le prince Charles à Bruxelles, sous la garde de François de Romécourt, général-major de bataille.

Le marquis de Beauvau guida de ses conseils le prince Ferdinand, âgé de seize ans, dont il était le gouverneur.

La circonvallation que les Espagnols avaient tracée autour d'Arras comptait plus de six lieues de circuit. Cette circonvallation se trouva si étendue, que l'infanterie espagnole ne suffit ni à la défense des lignes, ni à l'attaque de la place. Aussi, l'archiduc Léopold confia-t-il le plus de terrain possible à garder aux Lorrains, « espérant, dit le marquis de Beauvau, que leur position était la plus critique et qu'en cas d'insuccès on pourrait jeter la faute sur eux ». Ils étaient campés entre le quartier de Fernando de Solis et celui du prince de Condé, et avaient à leur droite la Scarpe, rivière qui avoisine Arras.

Les Espagnols ouvrirent ensuite la tranchée du côté le mieux fortifié de la place, là où le fossé se trouve couvert de deux *horneverts* ou d'une petite demi-lune revêtue de pierres.

En apprenant l'investissement d'Arras, Turenne, avant de s'approcher de cette place, ordonna d'y jeter des secours : Esquancourt y entra avec 400 chevaux, le 5 juillet, car les lignes, du côté de La Bassée, n'étaient point encore commencées [1].

1. « Du côté de La Bassée, les lignes ne sont point commencées, et l'on dit que c'est le quartier des Lorrains et de don Fernando de Solis qui sont séparés aux deux bouts de la rivière (la Scarpe). » [Broglie à Mazarin, à La Bassée, 6 juillet 1654, *Aff. étr., Pays-Bas*, t. XXXIII, f° 238.]

M. de Broglie conseilla à MM. de Turenne et de La Ferté de se poster à Arleux (Nord), où ils pourraient intercepter les vivres accumulés à Douai, Valenciennes et Cambrai, et aider M. de Bar, posté à Auxy, à rassembler son corps d'armée et à entrer dans Béthune.

M. de Broglie s'offrait à fortifier le gouverneur de Picardie d'un grand nombre d'infanterie et à l'aider à se poster à Lens, d'où il pourrait donner la main à Turenne et incommoder les Espagnols, de telle sorte « qu'ils seraient bien embarrassés de sortir de cette affaire ». Il se faisait fort, prévenu vingt-quatre heures auparavant, de fournir à l'armée, si cela était nécessaire, douze jours de vivres. Il rassemblait à La Bassée et à Béthune 2,000 setiers de blé[1].

Saint-Lieu[2], mestre de camp de cavalerie, essaya d'entrer dans Arras avec 100 cavaliers et ne put y faire entrer que la moitié; M. d'Esquancourt[3] avait été plus heureux quelques jours auparavant (5 juillet).

Le 13 juillet, le chevalier de Créqui[4], ayant forcé une garde de cavalerie, passa par un endroit où les lignes n'étaient pas achevées et se jeta dans Arras avec 500 chevaux. Ce qui donna grand courage à Mondejeu, gouverneur d'Arras, et ne fit que redoubler le désir qu'il avait de bien se défendre.

Enfin, Turenne et La Ferté, s'étant réunis près de Péronne, vinrent se poster à Monchy-le-Preux (Pas-de-Calais) sur une hauteur, d'où ils pouvaient apercevoir tout ce qui se passait dans les quartiers des Espagnols et des Lorrains (15 juillet).

Les Français renoncèrent à faire entrer de l'infanterie dans Arras, cette ville étant située dans une plaine, mais on blâma M. de Bar de n'avoir pas fait d'efforts suffisants pour y entrer avec tout le corps de cavalerie dont il disposait.

---

1. *Passim.*

2. René Lallier, comte de Saint-Lieu.

3. Daniel de Montmorency, marquis d'Esquancourt.

4. François de Blanchefort de Bonne, chevalier de Créqui, puis marquis de Marines, avait été nommé maréchal de camp en 1651. Il devint lieutenant-général en 1651, et fut promu maréchal de France en 1668; il mourut en 1687.

Il s'en excusa plus tard, faisant voir une lettre de M. de Mondejeu qui ne lui réclamait que la cavalerie qu'avant le siège il avait fait sortir d'Arras.

L'effort principal des Français consista à empêcher les convois ennemis de ravitailler les troupes assiégeantes. M. de Tracy[1], du côté de Saint-Pol, fut chargé de ce soin ; le marquis Louis de Beauvau-d'Espense se posta dans ce but à Bapaume, et M. de Broglie, quittant La Bassée, alla se poster à Lens avec 6,000 chevaux et 2,000 fantassins.

Tant que le siège de Stenay continuait, Turenne et La Ferté ne pouvaient songer à attaquer les Espagnols et les Lorrains qui assiégeaient Arras et avaient fini leur circonvallation (17 juillet).

Malgré les mesures prises par Turenne, les Espagnols avaient réussi à se ravitailler à Cambrai et à Douai et dans d'autres places qui regorgeaient de vivres et de munitions.

A la fin de juillet, les ennemis s'emparèrent des ouvrages extérieurs et intérieurs de la *Corne de Guiche* et se vantèrent de pouvoir s'emparer d'Arras avant la Saint-Laurent (17 juillet).

Fabert, comprenant de quelle conséquence serait la perte de cette ville, se hâtait d'en finir avec Stenay, et jour et nuit, sans ménager ses forces, le général messin se tenait dans les tranchées, activant le zèle de ses mineurs, sans prendre soin de sa sûreté personnelle, donnant la preuve d'un courage et d'un talent d'ingénieur incomparable.

Il recourut à la sape, pendant qu'on achevait la mine de la demi-lune qui joua le 27 juillet et Vitrimont, avec une partie des gardes, s'y logea, en fut chassé par l'ennemi et s'y logea de nouveau, après une lutte terrible.

La dernière traverse de cette demi-lune fut emportée, le 18, par le marquis d'Hocquincourt.

Tous les dehors étant pris, on descendit dans le fossé, et le colonel Molondin fit passer le mineur et l'attacha au bastion la nuit du 1er au 2 août.

---

1. Pierre du Pellevé, baron de Tracy, maréchal de camp.

Chamilly, qui était fort habile ingénieur, éventa la mine. Fabert en fit faire une autre, qui joua pendant la nuit du 4 au 5.

Une grande brèche se manifesta. Les Français firent un logement au pied de cette brèche et on poussa une contre-mine jusqu'au-dessous du retranchement fait dans la gorge du bastion, pendant que 12 pièces de canon battaient incessamment la brèche, afin qu'on ne pût la réparer.

Ce fut alors que Chamilly fit battre la chamade.

La capitulation lui fut accordée.

Le colonel Codebrand, au service des Espagnols, sortit de Stenay, tambour battant et enseignes déployées et fut conduit à Montmédy avec ses soldats ; les Français qui étaient dans la citadelle se retirèrent « sans bruit » l'épée au côté « seulement[1] ».

Les Français renoncèrent à faire entrer de l'infanterie dans Arras. L'archiduc Léopold, au commencement du siège, s'était logé à La Cour-au-Bois[2], ainsi que le prince de Ligne.

Le prince de Condé avait établi son quartier général à Achicourt[3] ; les comtes de Fuensaldaña et de Garcies se logèrent à Saint-Laurent-Blangy[4], et les Lorrains du côté du Mont-Saint-Éloy[5] et du Camp de César.

Le 22 juillet, Navailles[6], gouverneur de Bapaume, s'empara d'un convoi escorté de 500 chevaux qui allait à Douai, au camp des Espagnols.

Quelques jours après, Beaujeu en culbuta un qui venait d'Aire dans les lignes espagnoles et lorraines, mais il fut tué dans le combat.

---

1. Voir *Mémoires de Montglat,* édit. Michaud et Poujoulat, p. 300.
2. La Cour-aux-Bois se trouve dans un vieux plan d'Arras de 1640.
3. Achicourt (Pas-de-Calais), arrondissement et canton d'Arras.
4. Saint-Laurent-Blangy (Pas-de-Calais), arrondissement et canton d'Arras.
5. Mont-Saint-Éloy (Pas-de-Calais), arrondissement d'Arras et canton de Vimy.
6. Philippe de Montault, duc de Navailles, pair et maréchal de France, gouverneur de Bapaume, mort à soixante-cinq ans en 1701, l'auteur des *Mémoires* publiés de nos jours, par Moreau, à la suite des *Mémoires du marquis de Chouppes* (1861, in-8°).

La disette était grande au camp des assiégeants, qui pressaient leurs attaques sans beaucoup avancer, car Mondejeu et Créqui faisaient de fréquentes sorties qui bouleversaient tous les travaux et ils avaient mis une si grande quantité de canons sur les remparts d'Arras, qu'ils démontaient les batteries des ennemis et les empêchaient d'approcher.

Après la prise de Stenay, Mondejeu redoubla d'efforts. L'armée, qui s'était emparée de la ville lorraine, s'avançait à marches forcées vers Arras.

Louis XIV fut le 8 août à Sissonne[1], le 9, à Notre-Dame-de-Liesse[2] et à La Fère[3], d'où il partit le 12 pour Ham[4].

En attendant l'arrivée du maréchal d'Hocquincourt[5] auquel Louis XIV avait donné le commandement de l'armée de secours, Turenne et La Ferté harcelaient les Espagnols et les Lorrains par des attaques incessantes. Deux convois furent encore pris aux ennemis. Un d'eux, qui venait de Douai, fut saisi par le marquis de Cœuvres[6]; le second, qui apportait de la poudre aux assiégeants, fut pris par le marquis d'Huxelles[7], mais les coups de pistolet tirés par ses soldats mirent le feu aux poudres et de nombreux combattants des deux partis furent brûlés ou furent cruellement atteints.

---

1. Sissonne (Aisne), arrondissement de Laon, chef-lieu de canton.

2. Notre-Dame-de-Liesse (Aisne), arrondissement de Laon, canton de Sissonne.

3. La Fère (Aisne), arrondissement de Laon, chef-lieu de canton.

4. Ham (Pas-de-Calais), arrondissement de Béthune, canton de Norrent-Fontes.

5. Hocquincourt (Charles de Mouchy), maréchal de France (5 janvier 1651), tué devant Dunkerque, le 13 juin 1658, dans les rangs espagnols.

6. Cœuvres (François-Annibal d'Estrées, marquis de). Il assista à la prise de Cassel, Mardick, Courtrai, Bergues en 1646, à la tête de son régiment, ainsi qu'à la prise de Dixmude, Lens, en 1647. Nous le voyons en Catalogne en 1648, en Flandre en 1651, à Seurre en 1652, à la prise de Rethel, Mouzon et Sainte-Menehould (1653); gendre de M. de Lionne, dont il épousa la fille le 10 février 1670, il devint duc d'Estrées et gouverneur de l'Ile-de-France à la mort de son père.

7. Louis Chaton du Blé, marquis d'Huxelles, lieutenant-général des armées du roi, mort au siége de Gravelines en août 1668, à trente-neuf ans.

Arras cependant courait de grands périls, et sa perte pouvait entraîner une troisième invasion de la France.

Il fallait donc faire des efforts surhumains pour sauver cette place, dont la plupart des habitants étaient dévoués à l'Espagne.

Jusqu'ici, les assiégés s'étaient défendus avec tant d'héroïsme, qu'ils avaient gardé leurs dehors.

Louis XIV envoya devant Arras toute sa garde et sa maison, et resta à Péronne avec une suite peu nombreuse. A la tête de 2,000 cavaliers, Turenne vint au-devant du maréchal d'Hocquincourt et l'escorta jusqu'à Aubigny-en-Artois.

Charles de Mouchy s'avança vers Saint-Pol, dont il s'empara (20 août). Là, les deux maréchaux se séparèrent. Turenne passa la Scarpe pour se placer entre Arras et Lens, et donna aux assiégeants de continuelles alarmes, pendant que le maréchal d'Hocquincourt cherchait à s'établir solidement.

Le 20, Castelnau[1] s'empara de l'abbaye de Mont-Saint-Éloy.

Dans une escarmouche entre les deux armées, fut blessé le duc de Joyeuse[2], colonel général de cavalerie, jeune prince lorrain de grand avenir. Il était au service du roi de France. Il mourut dès son retour à Paris.

Voici Turenne revenu à son camp de Monchy-le-Preux, pour tromper les Espagnols sur le but de ses attaques.

Il se trouvait placé entre la route de Cambrai à Arras et celle de Bouchain à Arras. Une petite colline masquait son front. Il avait pu, avant de reprendre son premier poste de combat, longer les lignes espagnoles du côté du nord, à la portée des canons, et les reconnaître.

Hocquincourt est retranché dans un triangle formé par la Scarpe et la Gy, dont un des côtés est bordé par la Scarpe, baignant le village de Marœuil, et un autre par la route de

---

1. Jacques, marquis de Castelnau-Mauvisière, maréchal de France en 1658, mort au siège de Dunkerque (1658).

2. Louis de Lorraine, duc de Joyeuse et d'Angoulême, né le 11 janvier 1622, grand chambellan en 1644 et colonel général de la cavalerie légère, mourut des suites de la blessure qu'il avait reçue, le 22 août, devant Arras. (Voir *Mémoires de Montglat*, p. 301. *Gazette de France*, 1654, p. 1064.)

Saint-Pol à Arras. La base de ce triangle est marquée par un retranchement s'étendant de Marœuil à Duisans. C'est le *Camp de César*.

Avant l'arrivée du maréchal d'Hocquincourt, le comte de Ligniville, à la tête de l'armée lorraine, avait attaqué un côté d'Arras nommé Terravisse. Il en avait chassé les ennemis et en avait fait prisonniers tous les officiers et les soldats de Picardie, mais, n'étant pas secouru et privé des outils nécessaires à une attaque plus sérieuse, il fut contraint de quitter le poste occupé par lui dès le lever du soleil, après s'y être maintenu toute la nuit et avoir fait rouler dans le fossé les canons dont il s'était emparé, faute de chevaux pour les emmener.

L'heure semble venue pour les assiégeants d'agir, car Mondejeu est à bout de ressources et n'a plus guère de poudre. Il est vrai qu'Espagnols, Condéens et Lorrains manquent de pain et ne comptent plus que 27,000 hommes dans leurs rangs. La maladie et la mousquetade en ont fauché 3,000.

Pourquoi donc l'archiduc Léopold, ce prince méticuleux et de peu d'initiative, a-t-il refusé à Condé et à Ligniville la permission de s'avancer au-devant d'Hocquincourt, avant sa jonction avec Turenne et son campement définitif?

Pourquoi les avoir empêchés de culbuter cette armée de secours, affaiblie par les pertes qu'elle a faites au siège de Stenay et par les fatigues d'une longue marche? Mystère.

Léopold se complaît dans une incompréhensible somnolence, et le comte de Fuensaldaña, son capitaine-général, partage son insouciance.

L'armée française est solidement établie et forme un cercle de fer autour des assiégeants, qui se trouvent placés dans une position éminemment critique, entre l'enclume et le marteau.

Turenne a pris d'heureuses dispositions et a pu s'emparer de toutes les grandes voies qui mènent à Bouchain, Douai et Valenciennes, villes dont les ennemis essayent en vain de faire venir des convois d'approvisionnements.

L'armée française s'étend entre deux lignes, la droite à la Scarpe, la gauche au Coqueul, affluent de la Sensée.

En avant du front, dont l'étendue est proportionnée au nombre des troupes, l'artillerie est avantageusement placée pour nettoyer la plaine ; un corps de réserve se trouve au centre ; derrière, Ligniville s'impatiente de rester l'arme au pied ; son quartier général est si près de celui du maréchal d'Hocquincourt, que les vedettes lorraines et françaises peuvent se parler.

N'aurait-il pas mieux valu battre en retraite, après avoir marché sur le ventre d'Hocquincourt, que de se morfondre dans l'inaction ?

Le maréchal d'Hocquincourt a eu le temps de rétablir son armée et de la reposer avant l'action suprême.

Pour comble de malheur, les Espagnols et leurs alliés ont trop étendu leurs lignes, divisées en cinq secteurs.

Sur la rive gauche de la Scarpe se trouvaient les quartiers de don Fernando de Solis et du comte de Fuensaldaña.

Le quartier du premier, au nord-est, était établi entre le Mont-Saint-Éloy et la Scarpe, appuyé d'un côté à la rivière, de l'autre à la route de Béthune ; celui du second, entre la route de Béthune et la Scarpe, couvrant les routes de Lille et de Douai ; tous deux au nord d'Arras.

Sur la rive droite, à l'est de la place, celui de l'archiduc Léopold, entre Saint-Laurent et Tilloy, sur la route de Cambrai ; puis, vers le sud, celui de Condé, entre Tilloy et Agny, de la route de Cambrai à celle de Doullens, à cheval sur le chemin de Bapaume.

Le quartier du prince Nicolas-François de Lorraine et de Ligniville était situé à l'ouest de la route de Doullens à la Scarpe, barrant le chemin de Saint-Pol à Arras[1].

Les généraux sous les ordres de Turenne le dissuadaient d'entreprendre une attaque générale contre les Espagnols et leurs alliés, à la réserve du duc d'York, fils puîné de Charles I^er^,

---

1. Cf. *Histoire militaire du règne de Louis le Grand*, par Raye de Saint-Geniès.

Le plan du siège d'Arras, donné par Ramsay, dans son *Histoire de Turenne*, est faux. Nous avons suivi celui donné par Desormeaux, dans son *Histoire de Condé*.

roi d'Angleterre, et du comte de Broglie, gouverneur de La Bassée. Ils ne croyaient pas à sa réussite et conseillaient au maréchal de ne faire qu'une simple démonstration, qu'un simulacre de prise d'armes, pour sauver l'honneur de l'armée. La Ferté, gouverneur de la Lorraine, le maréchal d'Hocquincourt, gouverneur de Péronne, et presque tous les autres généraux réunis autour d'Arras désespéraient du succès final.

La Ferté se distinguait entre tous par sa mauvaise volonté et faisait ressortir l'élévation des retranchements ennemis, la difficulté que l'on éprouverait à traverser le fossé extérieur, au delà duquel Espagnols, Condéens et Lorrains avaient creusé des trous dans les intervalles desquels ils avaient fiché des pieux, enfin la défense formidable de leurs lignes.

Turenne voulait en finir. C'était vers le quartier de don Fernando de Solis, reconnu le plus faible et le plus éloigné de celui du prince de Condé, que Turenne avait résolu de diriger la principale attaque, tant il connaissait par expérience le caractère irrésolu des généraux espagnols, qui ne pouvaient se décider à agir sans l'intervention de leur capitaine-général et sans la convocation d'un conseil de guerre, ce qui devait donner du temps aux généraux français et leur permettre de se retirer « sans autre danger que celui du canon ».

C'était la nuit que le maréchal voulait tenter son attaque. Ce fut à la veille du 25 août, jour de la fête de saint Louis, patron de la France, que fut fixée la date de l'attaque des lignes d'Arras.

Mais, avant de se mettre en marche et après quelques escarmouches insignifiantes, toute l'armée reçut l'ordre de se tenir prête, de se pourvoir de fascines, de claies et de toutes les choses nécessaires pour cette entreprise. On fit des prières publiques à la tête de chaque bataillon et de chaque escadron pendant plusieurs jours. « Jamais, écrit le duc d'York, fidèle compagnon de Turenne, il ne s'est vu dans une armée tant de marques d'une pareille dévotion, tant de confessions et communions[1]. »

1. *Mémoires du duc d'York*. Collection Michaud et Poujoulat, p. 578.

C'est le quartier de Fernando de Solis que Turenne et La Ferté doivent attaquer en premier lieu, quartier rendu bien faible, car Solis fournit cette nuit la garde de tranchée et n'a que 300 hommes d'infanterie pour garder 3,000 pas de lignes.

Fuensaldaña se tient sur ses gardes, mais le prince de Condé est bien loin de lui et, chose étonnante, il n'entend pas le bruit de la mousquetade, prélude du combat.

Turenne et La Ferté ont traversé la Scarpe dès le coucher du soleil, sur deux ponts, entre Pelves et Feuchy.

Il est deux heures du matin quand les deux maréchaux atteignent leurs positions respectives.

Hocquincourt se trouve en retard, mais qu'importe. Il faut combattre, car le jour va paraître. Aussi Turenne et La Ferté donnent l'ordre de l'assaut général.

Chacune des armées qu'ils commandent est précédée de cinq bataillons rangés sur une seule ligne, afin d'embrasser un plus grand front d'attaque.

Devant ces bataillons marchent un grand nombre de pionniers porteurs de fascines, d'échelles et d'outils de toutes sortes.

La cavalerie s'avance derrière l'infanterie, toute prête à se jeter dans les lignes, dès qu'on lui aura livré un passage.

A la faveur de la nuit, les Français peuvent arriver à 200 pas des retranchements sans qu'on s'aperçoive de leur approche.

Mais, aussitôt qu'ils ont allumé la mèche de leurs mousquets, le feu qui s'en échappe donne l'alarme aux Espagnols et aux alliés.

Turenne envahit le quartier de don Fernando de Solis et taille en pièces ses défenseurs.

Le maréchal d'Hocquincourt accourt à la rescousse et achève la défaite des Espagnols en culbutant le camp de Solis.

C'est en vain que Ligniville envoie quatre régiments lorrains au secours de ce général, dont le quartier est séparé du sien par la Scarpe; ils sont massacrés. Ses soldats restés au camp échappèrent à ce désastre, grâce à l'erreur commise par le maréchal d'Hocquincourt qui, après avoir quitté le *Camp de César*,

croyait se diriger vers le quartier des Lorrains, mais qui, trompé par la nuit, tourna à gauche et tomba sur le quartier de Solis, laissant celui des Lorrains à sa droite.

Mais le péril n'est pas conjuré, car Fuensaldaña et l'archiduc Léopold, uniquement occupés à se défendre, n'envoient aucun secours à Ligniville, et bientôt il aura à supporter tout le poids d'un choc terrible.

Lorsque La Ferté, après avoir échoué contre les lignes de Fuensaldaña, revint rejoindre Turenne et Hocquincourt, Nicolas-François de Lorraine et Ligniville eurent à lutter contre une attaque formidable.

La Ferté engage l'action contre les Lorrains, mais il a affaire à une telle résistance, que ses soldats seraient taillés en pièces sans l'intervention du maréchal d'Hocquincourt et de deux escadrons de Turenne commandés par le duc d'York, ce petit-fils de Henri IV, qui faisait ses premières armes au service de France.

Les Lorrains font un retour offensif, luttent avec un grand courage. Ce sont des lions. Ils font ferme à l'ennemi. York va chercher des renforts et, pendant son absence, ses cavaliers pillent la tente du prince lorrain et lui enlèvent le montant de deux mois de solde et toute sa vaisselle.

Ligniville et le marquis de Beauvau essayent avant tout de sauver Nicolas-François et son fils, perdus au milieu de cette mêlée sanglante.

Le marquis de Beauvau s'est aperçu du péril où se trouvent les deux princes et conseille à mi-voix au frère de Charles IV de se montrer une dernière fois à ses escadrons, de tenter de réveiller leur courage, et, après s'être rendu maître d'une des avenues des lignes occupées par l'armée lorraine, d'y rester sans bouger avec son escadron, jusqu'à la dernière extrémité.

Ce conseil est suivi, mais rendu inutile par la panique qui s'empare des Lorrains affolés par des attaques incessantes et venant de partout, non secourus par les Espagnols et par Condé, qui n'a quitté son quartier général qu'à cinq heures du matin, quand tout est compromis et qu'Arras est délivré.

En se maintenant ferme à son poste de combat, Nicolas-

François pouvait empêcher les fuyards de s'engouffrer dans l'avenue en question, et leur en barrer l'entrée, et ainsi se ménager une porte de sortie qui lui aurait permis de battre en retraite à son heure.

Pour cela, il fallait le sang-froid que donnent l'habitude des combats, l'accoutumance des champs de bataille, que n'avait pas l'ancien évêque de Toul, nouveau venu parmi son armée, inconnu de ses soldats, sans influence sur eux. Les opinions confuses de ceux qui l'entouraient et qui voulurent lui donner leurs avis, sans rien résoudre, ni sans rien préciser, le désordre de la mêlée empêchèrent le frère de Charles IV de suivre les sages conseils du marquis de Beauvau.

C'est en vain que le comte de Ligniville, renonçant au désir de vaincre, se précipite au milieu des escadrons ennemis pour dégager les débris de ses troupes et, avant de battre en retraite, dispute, l'une après l'autre, les lignes qu'il lui faut traverser pour atteindre les rives de la Scarpe qu'il a à sa droite, le prince Nicolas-François et son fils Ferdinand se trouvent en péril. Les balles pleuvent autour d'eux ; le marquis de Castelnau, avec six escadrons, a passé près des Lorrains comme la foudre et est entré dans Arras, pendant que M. Mondejeu sort de la ville et s'oppose aux efforts du prince de Condé qui, après avoir fait rapidement le tour de la place assiégée en traversant le quartier de l'archiduc Léopold, auquel il conseille la retraite, tombe sur les soldats de La Ferté qui pillaient les bagages des Lorrains et des Espagnols en les culbutant.

Nicolas-François et son fils, emportés par le flot toujours croissant des fuyards qui se dirigent vers la Scarpe ou précipitent leur course vers Cambrai, trouvent avec peine une issue pour sortir des lignes, toutes les grandes avenues étant encombrées par la masse compacte des soldats lorrains qui, sourds à la voix de leur chef et de leurs officiers, se heurtent, se bousculent et, comme un troupeau affolé par les éclats du tonnerre et de la tempête, veulent fuir en désordre sous une grêle de balles.

Enfin, par un heureux hasard, on trouve un plan incliné,

fort raide et fort glissant, en face du Crinchon, qui sépare le quartier des Lorrains de celui du prince de Condé.

C'est par là que le plus grand nombre des cavaliers lorrains avaient pu s'échapper, avant de regagner la route qui mène d'Arras à Cambrai.

Beaucoup de fantassins ou de cavaliers démontés n'avaient pu aller plus loin et gisaient embourbés, écrasés dans la vase du Crinchon, rivière marécageuse.

Heureusement que le cheval du frère de Charles IV franchit aisément cet obstacle ; mais le prince Ferdinand ne put suivre son père, arrêté par une femme qui avait essayé de passer avant lui.

Vitrimont, gentilhomme attaché au service du jeune prince et capitaine de cavalerie dans l'armée lorraine, voulut, dans son dévouement, tuer le cheval de l'amazone.

Beauvau, prévoyant que le cadavre de ce cheval encombrerait davantage le ruisseau qu'il s'agissait de franchir, saisit le bras de Vitrimont, prit le cheval de l'amazone par la bride et le fit reculer le long des lignes.

Le prince Ferdinand, aussi impassible que s'il assistait à un carrousel, franchit le Crinchon, mais, un fuyard lui ayant fait tomber son épée, il se refusa à aller plus loin avant qu'on la lui eût ramassée.

Le marquis de Lenoncourt, capitaine des gardes du corps de Son Altesse, sauva le prince Nicolas-François des attaques d'un soldat français qu'il reconnut, nous dit Beauvau, au papier fixé sur son casque ou sa cuirasse[1].

Dans leur fuite, les Lorrains firent prisonnier un cornette portant son étendard et un page du marquis d'Humières, qui s'était jeté témérairement au milieu d'eux.

Lorsque le prince Nicolas-François fut arrivé de l'autre côté du Crinchon, il s'inquiéta du sort de son fils qui n'avait pu le suivre.

---

1. C'était le signe distinctif des soldats de l'armée royale au temps de la Fronde.

Dès que le père et le fils se furent rejoints, ils prirent tous deux le chemin de Cambrai, où l'archevêque leur donna à dîner, puis allèrent coucher à Valenciennes.

Condé, aussitôt que les ponts jetés sur la Scarpe furent redevenus libres, les fit franchir à ses escadrons reformés et se prépara à la retraite.

Mais, au lever du soleil, il aperçut Turenne qui dirigeait les troupes de secours du côté d'Arras.

Condé, s'arrêtant dans sa retraite, prend l'offensive à son tour, culbute fantassins et cavaliers et s'arrête en face de l'infanterie française qui, dit le duc d'Aumale, dut se mettre en bataille, le dos aux retranchements qu'elle avait forcés.

La Ferté, avec 4,000 chevau-légers, s'apprête à franchir le ravin qui s'étend entre Sainte-Catherine-lès-Arras et Roellecourt, avant de pouvoir attaquer M. le Prince.

Condé fond sur lui et jette le désordre au sein de la cavalerie française.

De l'autre côté du ravin, Turenne arrête son infanterie et reste immobile.

La retraite des Espagnols et de leurs alliés fut assurée, grâce à Condé et au courage des Lorrains. Mais les fuyards passèrent la Scarpe et les ponts furent rompus.

L'archiduc Léopold put s'échapper avec ses gardes, ses généraux et presque toute son infanterie.

En plaine, l'ordre se rétablit et la retraite sur Douai s'accomplit sans encombre.

Condé resta ferme avec ses escadrons et ceux du prince de Ligne et du duc de Wurtemberg.

Lorsqu'il se fut assuré du salut de l'archiduc Léopold, il rentra dans son quartier avec toute sa cavalerie et le retrouva intact, maintenu en état de défense par Marsin[1]. Relevant ses hommes de tranchée, il se prépara à la retraite par Cambrai,

---

1. Jean-Gaspard-Ferdinand, comte de Marsin, lieutenant-général. Il commandait l'infanterie française à la bataille de Nordlingen. Nous le trouvons à Furnes en 1647.

et, avant de se mettre en route, bouscula les 2,000 cavaliers que Mondejeu conduisait en personne, s'apprêtant à attaquer les assiégeants retardataires.

Le chemin de Cambrai était libre. Condé et sa vaillante cavalerie le suivirent au pas. Il abandonna à l'ennemi son infanterie, ses canons et ses bagages (25 août).

Les Espagnols perdirent, au siége d'Arras, près de 7,000 hommes, morts et prisonniers, 74 canons, 2,000 chariots, 6,000 tentes, 9,000 chevaux, tous les bagages des officiers et ceux du reste de l'armée.

Les Français ne comptèrent que 300 ou 400 morts et quelques blessés[1].

Le vicomte de Turenne reçut un coup de mousquet, qui lui fit une contusion, et eut un cheval tué sous lui[2].

Le butin fait par l'armée française sur les Espagnols et leurs alliés se composait de la vaisselle d'argent de l'archiduc, du prince de Condé et du comte de Fuensaldaña, du prince Nicolas-François, du prince de Ligne et du comte de Ligniville.

Les chefs de l'armée coalisée se distinguaient par leur luxe de table, tandis que Turenne ne se servait que d'ustensiles de fer.

A la nouvelle de la délivrance d'Arras, Le Jay, maître des requêtes et intendant de la justice en Lorraine, fit chanter un *Te Deum* dans l'église primatiale de Nancy, auquel assistèrent le corps des échevins et les principaux officiers de la garnison. Une salve d'artillerie apprit aux malheureux Nancéiens la joie éprouvée par la garnison française (3 septembre)[3].

---

1. Philippe IV, roi d'Espagne, dès qu'il eut appris la levée du siège d'Arras, écrivit à Condé : « J'ai su que tout était perdu et que vous avez tout conservé. » (V. *Siècle de Louis XIV*, par Voltaire, édit. Garnier, p. 64.)

2. Voir Mémoires de Turenne, du duc d'York et de Montglat, ainsi que ceux de Puységur et du marquis de Beauvau, et la *Relation de la levée du siège d'Arras*, par La Mesnardière, etc.

Louis XIV et sa mère entrèrent à Arras le 18 août. Dans une lettre écrite au Parlement de Paris, le 11 septembre 1654, de Vincennes, on attribua le succès remporté par Turenne, sous Arras, à Mazarin, sans faire mention du maréchal.

3. Voir Archives de Nancy.

Le prince Nicolas-François de Lorraine, lui-même, crut de son devoir de féliciter Turenne de sa victoire, l'assurant qu'il regardait « comme siens propres tous ses bonheurs ».

— « J'ai su, ajoutait-il, avec quel avantage vous en avez voulu rendre participant mon fils, et la générosité avec laquelle vous en avez usé à son endroit. »

Turenne, prévoyant le retour des Lorrains à la cause française, avait-il ordonné à ses soldats de ménager la vie du prince Ferdinand et de ne pas l'inquiéter dans sa retraite? Cela est possible, bien que nous n'en ayons pas la preuve.

Les deux princes lorrains se retrouvèrent à Valenciennes avec Condé dans le plus grand dénuement, ne possédant plus que les vêtements qu'ils portaient sur eux. Aussi Léopold leur envoya-t-il des chemises et un lit de camp.

Le comte de Ligniville, à bout de forces, épuisé par les efforts surhumains qu'il avait faits, lors de la défense des lignes d'Arras, en luttant tout un jour contre une armée entière, et surtout accablé par les reproches injustes que lui avaient adressés les Espagnols sur sa conduite mal comprise et travestie par des rapports mensongers, tomba malade et se fit suppléer dans son commandement par le baron du Châtelet.

Le prince Nicolas-François et ses fils furent aussi en butte aux tracasseries et aux mauvais traitements des Espagnols.

De retour à Bruxelles, ils furent surpris de voir leurs appartements démeublés et, quelque temps auparavant, le grand maître du palais avait interdit au prince Charles, resté seul à Bruxelles, vu son jeune âge, de se promener en carrosse dans le parc de cette ville.

Le malheur accable les Lorrains. Suspicion de la part des Espagnols et défections au sein de son armée viennent attrister le prince Nicolas-François.

Deux de ses meilleurs colonels, Louis Thomesson de Remennecourt, premier gentilhomme de la chambre de Charles IV, et le comte de Mauléon de la Bastide, munis d'un passeport pour la Lorraine, sous un prétexte quelconque, traversèrent le pays de Liège et traitèrent avec Mazarin (3 janvier 1655).

Ils furent condamnés à l'unanimité à mort par un conseil de guerre, convoqué par le frère de Charles IV, qu'on nommait *l'Egmine*. Cette sentence fut confirmée par la cour souveraine de Lorraine résidant à Trèves, et ne fut abrogée qu'après l'accommodement et la mise en liberté de Charles IV (1659). Ce prince approuva, non seulement leur conduite, mais encore celle de tous les autres officiers lorrains qui, à leur exemple, avaient quitté le service de son frère.

Le prétexte invoqué par Remennecourt et Mauléon était la détention de Charles IV. Ils reprochèrent, dans un mémoire qu'ils publièrent, au prince Nicolas-François de rester au service des geôliers du duc de Lorraine et de n'avoir pas secoué leur joug.

Ce qui excusait ce prince, c'était sa confiance dans la promesse qu'on faisait miroiter à ses yeux de la prochaine mise en liberté de son frère s'il restait, avec ses troupes, sous les drapeaux de Philippe IV.

Le roi d'Espagne lui faisait entrevoir qu'il obtiendrait plus facilement la grâce du duc de Lorraine par sa soumission que par une prise d'armes contre l'armée espagnole.

Enfin, il lui offrit de s'engager, par un traité, à ne jamais conclure la paix avec la France avant d'obtenir d'elle la restauration complète de la maison de Lorraine.

Toutefois, la désertion de Remennecourt et de Mauléon de la Bastide firent juger aux ministres espagnols que le prince Nicolas-François n'avait pas assez d'autorité sur les troupes lorraines pour les pouvoir retenir dans le parti espagnol et que, peut-être, il avait consenti secrètement à leur désertion.

Les mauvais procédés des Espagnols à son égard lui firent craindre dès lors de partager le sort de son frère.

Le marquis de Beauvau excuse la désertion de Remennecourt et de Mauléon de la Bastide en prétendant qu'elle fut motivée par leur dévouement envers Charles IV, mais il ne peut s'empêcher de les blâmer de leur ingratitude envers Nicolas-François, qu'ils compromirent aux yeux des Espagnols.

Remennecourt avait cherché à être attaché à la personne du

prince lorrain et s'était servi de l'intermédiaire de Beauvau pour obtenir son congé, si ce prince ne lui accordait pas une pension de mille rixdalers, ainsi qu'une charge de gentilhomme de la chambre. Sa demande avait été couronnée de succès. De plus, le prince lui avait laissé son régiment, bien qu'il se fût rendu suspect aux Espagnols qui auraient désiré son renvoi.

Une des preuves de l'ingratitude flagrante de Remennecourt fut la vente qu'il fit, après sa désertion, de son régiment, à Beauvezé, gentilhomme français[1], qui avait servi autrefois dans l'armée lorraine et qui s'était retiré dans sa maison, située dans le duché de Bar, avec l'autorisation et sous la protection du maréchal de La Ferté.

Quant à Mauléon, très courageux gentilhomme, il avait également obtenu un régiment du prince Nicolas-François, grâce aux recommandations du marquis de Beauvau, celui qu'il possédait, avant la détention de Charles IV, ayant été tellement ruiné que les Espagnols ne voulaient plus l'entretenir. Mais il ne vendit point son nouveau régiment, comme le fit Remennecourt et servit constamment dans les rangs de l'armée française jusqu'à la fin de la guerre.

Un troisième officier lorrain quitta l'armée lorraine. Ce fut Mauléon de la Bastide, frère du précédent. Celui-là n'était pas excusable, car, semblant se repentir de sa faute, il alla trouver le marquis de Beauvau et demanda, pour faire sa soumission, une compagnie de cavalerie. Cette grâce accordée, il déserta de nouveau huit jours plus tard.

Les pertes éprouvées dans le combat sanglant des lignes d'Arras, pendant la nuit et le matin du 25 août 1654, furent considérables.

---

1. Peut-être Roux de Beauvezé, d'une famille provençale. Il devint maréchal de camp et fut tué en Allemagne (1671). Voir La Chesnaye des Bois (*Dictionnaire de la noblesse*, 3e édit. Paris, 1863-1876, t. XVII, col. 863).

Une des filles de Thomesson de Remennecourt était dame d'honneur de Marguerite de Lorraine, duchesse d'Orléans. Elle se fit carmélite, malgré son caractère enjoué : « Elle était bouffonne, dit Mlle de Montpensier dans ses Mémoires, et son esprit était tout à fait tourné à la raillerie ; elle aimait le monde. » (Mém. de Mlle de Montpensier, t. Ier, p. 310.)

Valentin, sergent de bataille, qui avait été envoyé avec quatre régiments au secours de Fernando de Solis, fut tué. Le colonel, marquis d'Haraucourt, qui faisait partie d'un de ces régiments, sortit sain et sauf de la mêlée, après avoir fait des prodiges de valeur.

Nicolas de Pullenoy, contador des guerres, Fournier et Tranestorf, ayant été commandés pour aller au secours de Fernando de Solis, se trouvèrent enveloppés.

Pullenoy mourut des suites de ses blessures. Quant à Fournier, qui avait reçu un coup de mousqueton dans le bas-ventre, il eut le courage de se traîner jusqu'à Cambrai et se guérit au grand étonnement des chirurgiens. Bassompierre de Baudricourt fut fait prisonnier. Tranestorf eut son cheval tué sous lui, fut également prisonnier et envoyé à la cour de France.

Louis XIV, appréciateur du courage, même chez ses ennemis, lui rendit la liberté et lui fit don d'une chaîne d'or avec son portrait.

Après avoir envahi le quartier de Fernando de Solis, l'ennemi, avons-nous dit, avait pu pénétrer facilement dans le quartier des Lorrains et les culbuter.

Ligniville attribua la panique dont ses soldats furent saisis à l'oubli que l'on eut de construire un pont sur la Scarpe, rivière qui séparait le quartier des Lorrains de celui de Fernando de Solis.

Plusieurs colonels et officiers de l'armée lorraine, après s'être défendus avec héroïsme derrière leurs lignes, demandèrent quartier, entre autres le comte de Tornielle et le marquis de Bassompierre.

Le marquis de Beauvau perdit dans la mêlée une compagnie de gendarmes, la plupart officiers réformés et qui n'étaient pas encore montés.

Le baron Hennequin, intendant de la maison du prince Nicolas-François, fut au nombre des prisonniers. Les Espagnols l'accusèrent de s'être fait prendre volontairement. Il ne le nia pas.

Comme il fuyait aux côtés du prince, Champagne, major du

régiment de Resnel[1], fit prisonnier Sachon, valet de chambre du marquis de Beauvau. Hennequin le suivit et demanda à Champagne, le pistolet au poing, s'il y avait « bon quartier ». Le major lui ayant répondu que oui, Hennequin rendit son épée.

Dès que le maréchal de La Ferté connut cette prise importante, il demanda à Champagne son prisonnier, répondant de 300 pistoles pour sa rançon. Hennequin fit observer qu'il était *domestique* et qu'il n'en devait point.

Le maréchal le fit dîner avec lui, puis le conduisit à Arras.

Le véritable but du baron Hennequin[2] était de se ménager de nouvelles entrevues avec Mazarin et de négocier avec lui au sujet de la soumission possible de l'armée lorraine au roi de France, tant il était écœuré de voir son maître le jouet des Espagnols. N'avait-il pas jadis connu le cardinal à Rome et à Florence, n'avait-il pas demandé, alors qu'il allait partir pour Paris en qualité de légat du Pape (1634), son intervention envers la maison de Lorraine, à laquelle, du reste, il n'avait cessé de montrer une certaine complaisance?

Dès son arrivée à Arras, Hennequin fut interrogé par Brachet[3], intendant de l'armée française, mais il garda un silence absolu. Ce ne fut qu'à La Fère qu'il consentit à s'expliquer avec Colbert, commis de Le Tellier.

Il eut ensuite des conférences avec l'abbé Ondedei, parent du cardinal, depuis évêque de Fréjus. Enfin il s'aboucha, à Sedan, avec Mazarin lui-même, auprès duquel il employa toute son éloquence pour l'attendrir sur le sort de la maison de Lorraine. Il fit briller à ses yeux tout l'avantage qu'aurait Louis XIV à s'attacher l'armée de Nicolas-François dont, ajouta-t-il, le

---

1. Régiment levé, le 1er mars 1651, par Clériadus de Clermont-d'Amboise, marquis de Resnel.

2. Hennequin (François), seigneur de Pullenoy, secrétaire de Christine de Lorraine et ensuite intendant de la maison du duc Nicolas-François. (V. Correspondance inédite de Nicolas-François [1634-1644], par F. des Robert.)

3. Théophile Brachet de la Milletière, beau-père de Catelan, secrétaire de cabinet.

fils aîné, Ferdinand de Lorraine, pourrait épouser une de ses nièces.

Mais rien ne put émouvoir Mazarin.

S'apercevant que ses instances et toute sa diplomatie étaient inutiles, Hennequin demanda son congé au cardinal, alléguant qu'il n'était pas prisonnier de guerre.

Sur le refus du ministre du roi de France, Hennequin le pria de le laisser aller vaquer à ses affaires pendant six semaines, ce qui lui fut accordé.

Mazarin ne désespérait pas et se réjouissait d'obtenir la soumission de l'armée lorraine, mais, avant de négocier avec Nicolas-François, dont il blâmait la fidélité aux Espagnols, qu'il trouvait contraire à ses intérêts et à ceux de ses enfants, il ne voulut pas promettre à Hennequin la restauration de la maison de Lorraine, que ce dernier demandait comme condition première d'un accommodement.

Les Espagnols continuaient à accabler d'humiliations de toutes sortes le prince Nicolas-François. Ils le privèrent du prix de la rançon que lui devait le comte de la Feuillade, fait prisonnier, à la suite d'un engagement sanglant, par Tranestorf, revenu de Paris.

Quant aux quartiers d'hiver, auxquels le prince lorrain avait droit pour ses troupes, le gouvernement des Pays-Bas leur en donna de pitoyables. On logea sept régiments lorrains d'infanterie et de cavalerie à Lens, fort petite ville. Le comte de Fuensaldaña en envoya quelques-uns dans les places frontières à la merci des ennemis. Il fallut en cantonner six en Lorraine et deux dans les terres neutres, du côté de Juliers, auxquels le prince Nicolas-François fut obligé de fournir la nourriture pendant l'hiver. Enfin on ne donna de quartiers d'hiver qu'à vingt régiments lorrains et ils étaient au nombre de trente-quatre!

Aussi le frère de Charles IV, ne sachant où loger les quatorze autres qui se trouvaient sans abri, fut obligé de les réformer et perdit ainsi un grand nombre de braves officiers.

Officiers et soldats lorrains ne dissimulèrent pas leur mécontentement.

Le comte de Broglie, gouverneur de La Bassée, voulut en profiter et s'avança de Lens, le 1er janvier 1655, avec 4,000 hommes, fantassins et cavaliers, soutenus par quelques pièces de canon. Mais les Lorrains ne lui laissèrent pas le temps de prendre position. Ils sortirent de la place, fondirent sur de Broglie, le blessèrent dangereusement, s'emparèrent de son artillerie, taillèrent en pièces une bonne partie de ses troupes et reconduisirent le reste, tambour battant et l'épée aux reins, jusqu'aux portes de La Bassée.

A Tolède, Charles IV, bien renseigné sur tout ce qui se passait en France et dans les Flandres, mis au courant des humiliations subies par ses officiers et ses soldats, et des intrigues de son frère, dont la preuve venait d'être faite par les Français[1], gémissait dans un logement malsain, sans domestiques, privé d'air et de toutes les commodités de la vie. Il pouvait cependant correspondre avec Beatrix de Cantecroix et sa fille Anne : « Je suis ici, écrivit-il, le 13 décembre 1654, à sa fille, un peu plus bas que les limbes, où l'on n'entend rien de ce monde ; je languis, et n'était le petit ménage, je me serais fait assommer il y a déjà longtemps. On me tient de si près, qu'encore que j'aille me promener, personne ne me parle que devant tout le monde. Les comédies et les religieuses sont mes seules distractions. »

---

1. La copie de la lettre de Nicolas-François à Philippe IV, qu'apportait avec lui l'abbé de Sainte-Catherine, qui périt en mer, venait d'être trouvée parmi les papiers de Du Boys de Riocour, fait prisonnier par les Français, et remise à Mazarin. Nicolas-François demandait à Luis de Haro le maintien de son frère dans sa prison de Tolède et le priait de s'entendre avec lui et ses enfants comme « héritiers directs et incontestables du duché de Lorraine ». (*Arch. des Aff. étr., Lorraine,* 1654.) Lettre citée par M. d'Haussonville.

A cette époque, le P. Donat, religieux minime, définiteur provincial de son ordre, au couvent de Picpus, à Paris, correspondait avec le comte de Ligniville et le duc et la duchesse d'Orléans, en ce moment à Blois, ainsi qu'avec Charles IV dont on avait répandu à Paris le bruit d'une évasion peu probable.

Le P. Donat se faisait adresser les lettres de Philippe-Emmanuel de Ligniville sous le couvert de la baronne de Menesserre (Catherine-Thècle de Ligniville, épouse de Vivant de Fussey), dame d'honneur de la duchesse Nicole. (Le P. Donat au comte de Ligniville. *Archives Ligniville,* 9 septembre 1654.)

Écrivant à son frère, il lui reprochait son oubli et son indifférence. Ne s'était-il pas emparé de tous ses biens et de toute l'autorité souveraine ?

« Je ne peux comprendre comme vous et vos gens se mettent dans mes affaires et mes biens, au préjudice de ce qui avait été adjusté entre l'archiduc et moi. Vous renversez tout au gré de vos gens, qui veulent faire voir, par la faiblesse que vous avez à suivre leurs sentiments, le crédit qu'ils ont sur votre esprit. Mon bien n'est pas le vôtre, et je ne suis pas encore sous terre ; il faut se donner un peu de patience, et ne pas faire connaître si clairement au monde le désir que vous en avez. Vous pouviez faire pour un temps le profit de vos valets ; mais, croyez-moi, votre réputation ni celle de vos enfants n'augmentera pas par ce chemin. Je vous prie d'en prendre un autre ; de laisser agir mes gens, comme ils ont ordre de moy, et, s'ils y manquent, alors vous pouvez tenir la main à l'exécution de mes volontés. Enfin le livre de Bouxières est ouvert[1], et dit la même chose que du passé : « *Qui bien fera, bien trouvera*[2]. »

« C'est le premier article de la coutume du pays ; je vous conjure de le tenir, etc. »

A la marge de cette lettre était écrit : « Vous m'avez assuré que vous m'aviez envoyé un homme ; il n'a pas paru, et vous saisissez tout mon bien par delà, et empêchez que l'on ne m'envoye pas ici de l'argent, pour acheter des souliers à deux valets que j'ay, ayant le même besoin. Dites à Thierry qu'il envoye à Madrid une lettre de change de 10,000 écus, des rentes que j'ai par delà. Si vous l'empêchez, vous ne faites un tour de frère ; car les ministres ne l'empêcheront pas, pourvu que ce soit avec le sçu de Dom George de Castelvy[3]. »

---

1. Le livre de Bouxières est celui des quatre Évangiles que l'on conservait dans l'abbaye de Bouxières-aux-Dames, à deux lieues de Nancy. Il était très beau et très ancien, ayant servi à saint Gauzelin, qui mourut en 962.

2. Ce que le duc Charles en cite est passé en proverbe dans le pays. (*Histoire de Lorraine*, par Calmet, t. III, édit. 1728, col. 514. Note.) Voir *Bulletin de la Société d'archéologie lorraine*, 1851.

3. Mestre de camp dans l'armée espagnole.

Charles IV avait reçu à Dunkerque, avant son embarquement pour l'Espagne, le Père de Veroncourt qui lui fit part de l'amitié que son frère lui avait vouée et du dévouement dont il voulait lui donner la preuve. Il lui exposa les raisons que ce prince avait eues de prendre le commandement de ses troupes.

Mais tous les arguments mis en avant par le Père de Veroncourt ne purent apaiser le ressentiment du prisonnier contre Nicolas-François, auquel il ne pardonnait pas sa présence dans les Flandres et sa prise de possession du commandement suprême de l'armée lorraine : « J'ai vu, dit-il au jésuite, mes proches me persécuter, ma femme servir à mes ennemis, mes sujets m'abandonner, mes soldats me trahir. J'ai vu, dis-je, toutes ces choses d'un visage assez ferme, mais je ne puis pas voir, sans le dernier chagrin, que mon frère cause la ruine de ma maison, en séparant ses intérêts des miens. »

Charles IV aurait préféré que Nicolas-François restât à Vienne et y défendît ses intérêts, en réclamant sa mise en liberté à tous les souverains de l'Europe, ce qu'il lui aurait été plus facile que jamais d'obtenir après l'élection du fils de Ferdinand III en qualité de roi des Romains. Les prétentions de Charles IV à l'empire tombaient d'elles-mêmes après cette élection. En prenant le commandement de l'armée lorraine, Nicolas-François était contraint de s'effacer et de s'humilier devant les Espagnols, et s'il voulait soutenir son rang de prince indépendant, il encourait leur ressentiment et attirait sur lui les éclats de leur mécontentement et de leur jalousie.

Le prince Nicolas-François n'était-il pas déjà en mésintelligence avec le prince de Condé, que les Espagnols devaient soutenir contre lui, comprenant que, s'ils l'abandonnaient et ne prenaient pas ouvertement son parti, il se réconcilierait avec la cour de France?

« Mon frère a de la science et du courage, disait Charles IV, mais il n'a pas la science et le courage qu'il faut pour se conduire parmi tant d'écueils, et pour commander aux troupes qui

ne prendront pas en lui la même confiance qu'elles prenoient en moy[1]. »

L'inimitié régnait donc entre Charles IV et son frère, auquel le duc prisonnier ne pardonnait pas de s'être substitué à sa personne au lendemain de son emprisonnement.

Des intérêts contraires guidaient du reste les deux frères en raison de l'union clandestine et adultère du duc de Lorraine, qui, malgré sa captivité, ne voulait exclure de la succession au trône de Lorraine ni son fils adultérin, le prince Charles de Vaudémont, ni sa fille Anne de Lorraine, sa sœur aînée.

Les deux fils du prince Nicolas-François n'avaient-ils pas des droits plus sérieux à cette succession, en dehors des droits personnels et indiscutables de la duchesse de Lorraine au trône, comme héritiers présomptifs des droits de leur mère, la princesse Claude, sœur cadette de la duchesse Nicole ?

En voguant vers l'Espagne, sur le vaisseau amiral, escorté du vaisseau vice-amiral et d'une frégate, qui portaient quelques compagnies de gardes espagnoles et un régiment de 800 hommes, commandés par le comte de Gand, Charles IV songeait amèrement à son sort et à celui de sa maison divisée, n'ayant pu, avant son départ, ni s'entendre avec sa femme légitime, ni avec son frère, que ses geôliers l'avaient empêché de recevoir dans la citadelle d'Anvers.

Imposant silence à ses ressentiments, se réveillant de sa somnolence habituelle, la duchesse Nicole essaya de ranimer le courage abattu de son volage et malheureux époux, et de venir à son aide et, conseillée par des hommes sages et prudents, prit en mains la défense de ses intérêts, ne reculant devant aucune démarche pour obtenir sa liberté et donnant, comme épouse légitime de leur souverain, ses ordres aux officiers de sa maison, en contradiction souvent avec ceux donnés par son

1. Cf. *Hist. de Lorraine,* 1728, par Calmet, t. III, col. 498. — Charles IV recommanda à Nicolas-François d'avoir bien soin de l'éducation des princes Ferdinand et Charles, ses fils, et fit un testament, qu'il révoqua plus tard, en faveur de ses enfants naturels. Il prétendit avoir signé ce testament sans l'avoir lu. (V. Calmet, *passim,* col. 498.)

beau-frère, le prince Nicolas-François, qui se trouva, à la fois, en butte aux ressentiments de son frère, à ceux de la princesse de Cantecroix qui n'avait pas renoncé aux honneurs jusqu'alors rendus au titre de duchesse de Lorraine dont elle se parait cyniquement, et à ceux de sa belle-sœur. La duchesse Nicole n'avait-elle pas reçu de Charles IV, quelques jours après l'arrestation de ce dernier, un blanc-seing, qui lui permettait de se substituer à son lieu et place et d'imposer ses volontés aux troupes lorraines, d'accord en cela avec Mazarin qui ne désespérait pas, avec l'aide de la duchesse de Lorraine, prisonnière de la France, d'obtenir la soumission prochaine de cette légion de braves qui supportaient avec impatience le joug des Espagnols (28 février 1654)?

D'après les conseils du cardinal, Nicole envoya à Madrid l'abbé de Saint-Martin, qui se mit en rapport avec Charles IV.

En attendant que la duchesse Nicole reçût de nouveaux pouvoirs de son époux, l'armée lorraine restait soumise aux ordres de l'archiduc Léopold d'Autriche et du prince de Condé.

Au mois de septembre 1654, à Paris, courut le bruit de l'évasion de Charles IV et toute la France s'entretenait de cette grande nouvelle qu'on venait d'apporter à Louis XIV.

C'était le P. Donat, ancien confesseur de Charles IV, religieux tiercelin, en ce moment définiteur provincial au couvent de Picpus, à Paris, qui en informa le comte de Ligniville.

Le P. Donat, né à Nancy vers 1614, était entré dans la congrégation du Tiers-Ordre, dit Lionnois, le 10 juillet 1630. Il n'avait pas encore quarante ans quand Charles IV le choisit pour son confesseur.

C'était en 1652.

Le P. Tiercelin accepta cette lourde charge et sa lettre d'acceptation est datée de Braisne-l'Alleud, le 5 janvier 1652.

En consentant à être le confesseur du duc de Lorraine, qui avait déjà plusieurs fois encouru les foudres de l'Église par sa conduite irrégulière, mais en avait reçu l'absolution le 21 décembre 1645, ainsi que sa maîtresse, après un simulacre de repentir, le P. Donat fit ses réserves.

Il prévint le duc qu'il ne voulait pas compromettre le salut de son âme et comptait bien « accorder cette obédience avec sa conscience ».

Le R. P. provincial l'avait engagé à vivre à la cour de Béatrix de Cusance en « vrai saint Jean-Baptiste ».

Malgré la position critique où se trouva le P. Donat dans l'intimité du ménage clandestin et adultère de Charles IV, il sut mériter la confiance de son pénitent, qui ne tarda pas à le consulter pour les intérêts de ses États aussi bien que pour le repos de sa conscience.

C'était une tâche bien délicate de guider ce prince volage dans sa lutte inégale contre Mazarin, dans ses rapports toujours tendus avec le gouvernement des Pays-Bas espagnols et surtout dans la conduite qu'il devait tenir pour se conformer aux prescriptions de l'Église et ne pas encourir de nouveau son excommunication.

Malgré tous les obstacles qui se présentèrent sur son chemin, le P. Donat, inspiré par le profond sentiment de son patriotisme, s'acquitta avec honneur de ses devoirs.

Il fut chargé de l'éducation spirituelle d'Anne de Lorraine, née en 1639, et fut obligé de subir journellement la présence de Béatrix de Cusance, la mère de cette enfant de treize ans.

Il se comporta avec tant de tact, dans sa mission délicate, qu'il put dire avec vérité qu' « il n'avait rien fait contre sa conscience et le bien de l'État ».

Le confesseur de Charles IV s'appliqua à apaiser les rancunes nourries par le duc de Lorraine contre son frère : « J'ai taché de servir tout le monde quand j'ai pu, écrivait-il, le 19 septembre 1654, au comte de Ligniville, du couvent de Picpus, près de Paris; plusieurs savent aussi combien j'ai rabattu de coups de colère donnés contre M. le duc (Nicolas-François) sur de fausses impressions qu'on donnoit au maistre (Charles IV), trop préjudiciables au bien de mondit sieur le duc et bien contraires à son intégrité et que j'eusse bien voulu faire valoir à Vienne, si j'y eusse eu la moindre communion, m'imaginant que S. A. n'eût point trouvé mauvais qu'un confesseur se

fust employé aux œuvres de réconciliation et de bonne intelligence [1]. »

Dès l'emprisonnement de Charles IV, le P. Donat quitta les Flandres et vint en Lorraine, où il s'occupa des intérêts de son maître. Au mois de septembre 1654, nous le trouvons installé au couvent de Picpus, près de Paris, en qualité de définiteur provincial.

On lui avait appris que Nicolas-François avait en horreur tous ceux qui avaient été au service de son frère et, particulièrement, son confesseur.

Le P. Donat pardonna au frère de Charles IV : « Ma profession m'oblige, écrivait ce saint religieux au comte de Ligniville, à souffrir le mal et l'effet des jugements sinistres. Tout ce que je puis faire *franchement et lorrainement* est que j'en vois très grande contradiction à cet engagement, que l'obédience que j'ai ici de mes supérieurs m'attachait immédiatement à la personne de S. A. »

Le P. Donat écrivit une longue lettre à son « pauvre maître ».

Ce n'était que « lignes de son métier » pour l'exhorter à adorer la providence de Dieu dans la condition où il était à présent. — « Et vous sçavez, Monseigneur, ajoutait naïvement le bon père, qui nous a laissé un panégyrique quelque peu exagéré de Charles IV, qu'il (Charles IV) ne m'a jamais rebuté lorsque j'ay appris une innocente liberté de le prêcher [2]. »

Le P. Donat essaya de réfuter dans ses divers écrits les calomnies dont le marquis de Beauvau s'était fait l'écho contre Charles IV dans ses *Mémoires*.

Après la paix des Pyrénées et le retour de Charles IV en

---

1. Voir lettre du P. Donat au comte de Ligniville, Paris, le 19 septembre 1654. Autographe. Petit sceau en cire rouge avec armoiries : Trois clous de la Passion entourés d'une couronne d'épines. (Archives Ligniville, col. 2, l. 174.)

Voir également l'intéressante brochure de notre confrère M. J. Favier, conservateur de la Bibliothèque de Nancy : *Notes et documents sur la vie privée de Charles IV, duc de Lorraine*. Nancy, Voirin et Kreiss, 1895.

2. *Passim*.

Lorraine, il lui prodigua ses conseils, blâma son rapprochement avec la princesse de Cantecroix, à Bar-le-Duc, au mois de novembre 1661, sous le prétexte de venir embrasser le jeune prince de Lillebonne, et, autorisé par le duc, lui signifia avec prudence et courtoisie son congé.

Avant son emprisonnement, Charles IV s'était en quelque sorte brouillé avec Béatrix de Cantecroix, fort irrité par son inconduite et sa prodigalité. Il l'avait menacée, sans attendre la promulgation de la sentence de la Rote, déclarant son mariage avec la duchesse Nicole librement contracté, de la châtier de ses légèretés et avait même parlé de faire enfermer ses enfants dans un cloître.

Deux semaines après son retour de Paris, en 1652, il quitta Bruxelles pour se rendre à Anvers, malgré les avis du P. Donat, qui l'exhortait à se plaindre aux autorités ecclésiastiques, plutôt que de se faire accuser d'avoir mis un terme à la séparation qui lui était imposée. Il craignait que Béatrix ne s'enfuît en Hollande. « Le public ne croira pas, dit-il, que l'incontinence est cause de mon voyage; je me conduirai comme il faut pour cela. »

Il rencontra par hasard sa maîtresse, qui se promenait hors de ville : il l'accueillit froidement et, sans daigner l'écouter, il la quitta en lui disant qu'il ne pouvait lier conversation avec une femme qui l'avait forcé de convertir son amitié en haine. Entré à Anvers, il s'empara de l'hôtel de Béatrix, y posa des sentinelles, se fit donner acte de son procédé par l'évêque et l'official; puis au retour et en présence de la malheureuse femme, il brisa les portes des cabinets, força les meubles et enleva toutes les pierreries. Sa colère n'eut plus de bornes, quand, comparant les pierreries à l'inventaire, il vit qu'il y en avait de vendues ou d'égarées; il menaça, en l'insultant, Béatrix de la chasser et de lui enlever ses enfants.

Les princes lorrains se hâtèrent de profiter de cette rupture, et voulurent réconcilier Charles IV avec sa femme légitime.

Charles les laissa agir; il se dit même prêt à se réunir à Nicole, et la menaça de la faire excommunier si elle refusait.

Ce fut dans cette circonstance qu'intervint la sentence de la Rote que nous venons de rappeler[1].

Béatrix de Cusance resta populaire à Bruxelles, après la captivité de son amant, et le prince Nicolas-François eut beaucoup de mal à faire enlever une enseigne d'un marchand qui y avait fait peindre les portraits de la maîtresse de Charles IV et de ses deux enfants, avec cette inscription : « *Aux princes et à la princesse de Lorraine*[2]. »

Nicolas-François fit régler par voie de justice la situation civile de la princesse de Cantecroix. On lui laissa la tutelle de ses enfants et il lui fut permis de les garder au couvent de la Visitation de Mons. Leur entretien à tous trois fut mis à la charge du duc, et la mère devait jouir provisionnellement d'une pension de 30,000 florins[3].

Par une lettre adressée, vers le 1er mai 1654, aux gouverneurs de Besançon, lors de la saisie qui fut faite des meubles et effets du duc demeurés dans cette ville, Béatrix de Cusance autorisa Gérard, trésorier de Charles IV, à demander à conserver en son nom les 8,000 pistoles qu'il avait entre ses mains et qui provenaient d'un don que lui avait fait le duc de Lorraine peu de jours après son mariage avec elle (1637).

Elle réclama également la propriété des meubles saisis, dont une partie lui appartenait « de son chef particulier » et le reste à ses enfants.

Les gouverneurs de Besançon ne répondirent pas aux réclamations de la princesse de Cantecroix, mais ils la laissèrent libre de recourir à la voie de la justice (4 mai 1654)[4].

Charles IV continua toutefois à correspondre avec Béatrix de sa prison de Tolède. Cependant, après la mort de la du-

---

1. *Vie manuscrite de Charles IV*, par Hugo, p. 596.
Sentence du tribunal de la Rote du 23 mars 1654. (Bibliothèque nationale ms. Fonds Clairambault, col. 111, p. 3433-3436.)

2. *Histoire de Lorraine*, par Calmet, t. III, col. 513.

3. Voir *Béatrix de Cusance, princesse de Cantecroix*, par Pingaud.

4. *Passim*.

chesse Nicole (20 janvier 1657), il lui montra la plus grande froideur, ne la revit qu'incidemment à Bar-le-Duc, après son retour en Lorraine, en 1661, et la relégua dans l'exil, ne songeant à régulariser son union adultère qu'à son lit de mort et se faisant représenter à ce mariage *in extremis* par M. de Rizaucourt (20 mai 1663).

Cette triste cérémonie eut lieu à Besançon, en présence de ses enfants.

Elle mourut le 5 juin, n'ayant porté que pendant quinze jours légitimement le titre de duchesse de Lorraine.

Les dernières années de cette femme, qui avait été la maîtresse du duc de Lorraine et de Charles II d'Angleterre, furent consacrées à la dévotion. On la vit tour à tour prier sur le tombeau de saint Fourier, à Mattaincourt, et dans le couvent de la Visitation de Gray, où était morte sa jeune sœur, qui avait tant blâmé sa conduite.

Louis XIV entra à Arras le 28 août et y séjourna jusqu'au 30, jour où il revint à Bapaume. Ensuite, il retourna, le 31, à Péronne, qu'il quitta le 2 septembre, pour se rendre à Paris où il arriva le 4. C'est là qu'il apprit la mort du roi des Romains, fils de l'empereur, dont il prit le deuil.

Le maréchal de Turenne, ne voulant pas laisser respirer les Espagnols et leur donner le temps de remettre en état leur armée épuisée, quitta Arras le 1er septembre, passa l'Escaut, d'où il envoya du Passage, avec 2,000 chevaux, investir Le Quesnoy, dont la garnison capitula sans coup férir.

L'armée française poussa jusqu'à Binche (Hainaut) dont Turenne s'empara le 11 septembre. De là, il fit des courses à travers le Hainaut et une partie du Brabant. Après y avoir tout saccagé, il retourna au Quesnoy le 20, et fit réparer les fortifications de cette ville.

Pendant le siège d'Arras, le comte de Charost surprit le fort Philippe, près de Gravelines, mais, ne pouvant le garder, il le rasa.

Louis XIV, après avoir passé quelques jours à Paris, en repartit le 23 septembre et arriva à La Fère le 25.

Mazarin vint à Guise le 6 octobre pour s'aboucher avec Turenne et s'entendre avec lui au sujet de ce qu'il y avait à faire pour terminer la campagne.

Il fut résolu que le maréchal resterait dans le pays ennemi jusqu'à la Toussaint et que le maréchal de La Ferté irait mettre le siège devant Clermont-en-Argonne, que le comte de Brinon avait reçu l'ordre de surveiller, mais où le comte de Duras[1], officier condéen, avait réussi à faire entrer 200 fantassins.

Le 13, Louis XIV alla à Saint-Quentin, où il passa en revue les troupes que le marquis d'Huxelles amenait à La Ferté.

Ensuite il retourna à Paris, où il arriva le 24 octobre.

Dès le 25, Clermont-en-Argonne fut investi et la circonvallation achevée en dix jours.

Le maréchal de La Ferté, dès son arrivée sous les murs de la place lorraine, fit ouvrir la tranchée (5 novembre) et, le 8, le fort de l'Église fut emporté par le marquis de Riberpré[2].

Le 10, on fit un logement à la pointe de la demi-lune des Bois, et on ne put s'en rendre maître que le 15.

Le soir, on attacha les mines aux mineurs. Elles furent prêtes à jouer le 22, mais avant d'y mettre le feu, La Ferté envoya sommer les assiégés de se rendre. Un des officiers de la garnison condéenne se rendit compte par lui-même de l'état des mines, et le rapport qu'il en fit au gouverneur de Clermont-en-Argonne le décida à capituler.

Espagnols et soldats de Condé furent conduits à Montmédy. Le comte de Meille[3] et Serisi furent laissés libres en qualité de Français (22 novembre).

Clermont-en-Argonne fut rasé par ordre de la cour.

Le 22 décembre 1654, Charles IV écrivit aux colonels qui commandaient dans les quelques places qui lui restaient en Lorraine : « Messieurs les coronels, pour quelque ordre que

1. Guy-Adonce de Durfort, comte ou marquis de Duras.
2. Charles de Moy, marquis de Riberpré.
3. Henri de Foix, comte de Meille, maréchal de camp.

vous puissiez recevoir, je vous défends de sortir de vos places, ni gens, ni munitions de vivres ni de guerre, si ce n'est de nous, et porté par personnes bien connues. Vivez le plus doux que vous pourrez avec vos voisins, même avec les anciens ennemis.

« Levez doucement les contributions, d'accord avec les François, et si ceux de la cour souveraine ne sont retournés en Lorraine, comme je leur ai ordonné, ne souffrez plus qu'ils se mêlent de contributions, ni ne les reconnaissez plus pour rien. Tenez vos garnisons les plus fortes que vous pourrez... Votre plus affectionné ami. Charles de Lorraine.

« Faites voir cette lettre à tous les gouverneurs, coronels des places, et l'envoyez sûrement à M. le prince François[1], à Saverne... Souvenez-vous de la fidélité et de l'honneur des Lorrains. Que je périsse, il n'importe, mais que leur réputation demeure ferme à jamais. Mon frère s'oublie et les oublie. Bien vous m'entendez, le 23 décembre. — M. le prince François, mon cousin, est prié de faire ce qui suit, pour me tirer de peine. De faire donner commission à un cavalier du pays, au nom des duchez de Lorraine et de Bar, signée de quatre cavaliers principaux du duché, qui soit signée aussi des gouverneurs, avec une lettre au roi d'Espagne, pour me répéter comme leur souverain. Ces cavaliers diront que, si l'on me détient plus longtemps, les États seraient contraints de rappeler les ennemis et de s'assujetir aux François[2]. »

Cette lettre était adressée aux colonels de la Verveine, de Croonders, Marais, Viacourt et de Rang-Hombourg.

Nous avons dit plus haut que Charles IV avait eu l'intention d'aller au secours de Charles II d'Angleterre, en 1651.

Maintenant, captif, il sollicite l'appui de Cromwell, qu'il sait en coquetterie avec le gouvernement espagnol, et il écrit à sa fille, Anne de Lorraine, pour la prier d'envoyer en Angleterre le colonel Cusacque qui lui a amené l'an dernier un

1. François de Moy-Chaligny, évêque de Verdun.
2. Voir *Histoire de Lorraine*, par Calmet, t. III, col. 510.

renfort d'Irlandais, afin de solliciter l'intervention de Cromwell en sa faveur. En échange du service éminent qu'il réclame du Protecteur en vue de son élargissement, Charles IV a l'impudeur de promettre au chef des Têtes-rondes son dévouement le plus complet [1]!...

1. Le cabinet de Madrid pressait Cromwell de s'unir à lui pour réprimer les envahissements de la France et la contraindre à s'engager à maintenir, d'accord avec l'Espagne, le gouvernement du *Protecteur*, à l'exclusion des Stuarts. Philippe IV offrit même à Cromwell de le reconnaître comme roi.

Le Protecteur demanda, avant de s'allier avec l'Espagne, le libre commerce avec les Indes occidentales, la préférence sur les autres nations pour le trafic des laines d'Espagne et l'exemption absolue de la juridiction inquisitoriale, ce que le cabinet de Madrid ne put lui accorder.

La guerre maritime éclata peu après entre l'Angleterre et l'Espagne, à laquelle fut enlevée la Jamaïque (avril-mai 1655), et un traité d'alliance fut conclu entre Mazarin et Cromwell (3 novembre 1655).

CHAPITRE XII

CHARLES IV A TOLÈDE. — L'ARMÉE LORRAINE AU SERVICE DE FRANCE. — MORT DE LA DUCHESSE NICOLE (1655-1657).

Nous sommes arrivé à la fin de la tâche que nous avons entreprise, en essayant de retracer la lutte engagée par Charles IV contre Mazarin.

Le duc de Lorraine a succombé, victime à la fois de la France contre laquelle il combat depuis vingt-deux ans, et de l'Espagne, dont il a embrassé la cause et dont il s'est constitué l'allié, espérant qu'elle lui fera restituer ses États.

Il gémit dans une vieille tour de Tolède où l'on n'a laissé à sa disposition que trois chambres malsaines dont les fenêtres étroites sont munies de barreaux de fer. On lui a enlevé son valet de chambre et il passe ses nuits au milieu des odeurs les plus nauséabondes. Sa femme légitime est toujours prisonnière des Français et se laisse guider par les conseils de La Boulaye, capitaine des gardes, et de l'abbé Saint-Martin[1]; elle lui pardonne ses mauvais procédés envers elle, sa conduite scandaleuse et lui écrit les lettres les plus tendres.

En lui rendant justice, touché par les marques d'une sympathie qu'il mérite si peu et se méfiant, peut-être avec raison, de son frère qui, malgré ses qualités privées, songe avant tout aux intérêts de ses deux fils, le duc délègue tous ses pouvoirs à Nicole, ne laissant au prince Nicolas-François que le titre de lieutenant-général[2].

---

1. L'abbé de Saint-Martin, Français d'origine, conseiller d'État et président de la neutralité d'Épinal.

2. Le duc Charles, dans une lettre écrite au sieur de la Chaussée, dit que le duc François, s'il ne veut achever de tout perdre, doit reconnaître sa belle-

Le 28 février 1655, Charles IV adressa de Tolède à la duchesse Nicole une lettre ainsi conçue : « L'on me fait espérer de vos nouvelles, n'en ayant reçu de personne du monde depuis vos lettres que j'ay reçues à Anvers et que je répondis le mesme jour par l'internonce de Flandres. Depuis je vous écrivis de Dunkerque sur toutes mes affaires, et particulièrement de la Lorraine, qui était à la misère que vous savez. J'ai sceu que vous n'aviez pas receu ces lettres-là. Ainsi, à mon deffaut, je vous prie d'en prendre soing.

« Vous n'avez pas affaire de commission, à vous seule touche par droit d'en prendre le soin et l'autorité. Je vous avois envoyé une commission, mais Saint-Martin me mande que vous n'avez rien reçu. Je vous prie de vous fier au dit Saint-Martin, et l'employer en tout.

« Faites-vous apporter le sceau que tient le chancelier (Le Moleur) et, s'il le refuse, faites-en faire un autre et ordonnez tout comme vous le trouverez mieux. Gondrecourt a défense de le recevoir ; faites-lui scavoir ma volonté, et qu'il vous envoye quelqu'un, pour que lui ordonniez comment ils feront la justice à ces pauvres gens, et ordonnez tout comme vous le trouverez mieux.

« Il sera nécessaire que vous preniez soing que Durand[1] et Mahuet[2] et tous les autres commissaires de Lorraine ne fassent pas monter les contributions de Lorraine, soulageant ce pauvre peuple ; et ferez expédier toutes les patentes, comme étant absent, et comme le faisait feue Madame votre mère en l'absence de feu S. A. (Henri II de Lorraine), et vous pouvez disposer de tout ce qui en peut rester et revenir.

---

sœur pour souveraine ; et qu'au lieu de la persécuter, il faut qu'il se soumette à elle, et n'empêche pas les autres de lui rendre obéissance. (Cf. Dom Calmet, *passim*, col. 516.)

1. Durand (Louis), seigneur de Silly et de Jandelincourt en partie, prévôt d'Arches et colonel d'infanterie au service de Charles IV.

2. Blaise ou Marc de Mahuet, fils de Jacques de Mahuet, anobli par Charles III, duc de Lorraine, le 26 janvier 1599. Marc de Mahuet reçut des lettres de gentillesse le 7 janvier 1670.

« Prenez quelques-uns qui vous servent et assistent avec vos gens. Saint-Martin vous donnera toute lumière, et qu'il fasse ce qu'il pourra pour vous. Je croy que vous ne voudriez pas vous mettre en jeu pour n'y faire tout ce que vous pourrez, puisque c'est de votre propre mouvement que vous l'entreprenez, ce qui m'obligera davantage à vous tesmoigner la passion que j'ay de vous revoir et vous donner toutes les marques que je puis, que je serai pour jamais à vous. Ch. Lorraine. »

« *P.-S.* — Vous pouvez faire voir cette lettre afin qu'en Lorraine tous vous obéissent, étant ma volonté.

« Ne perdez pas de temps à m'envoyer quelqu'un diligemment et le chargez de tout ce que je puis faire pour vous, estant depuis quelques jours fort incommodé [1]. »

Cette lettre était suivie d'un acte daté du 1er avril 1655, par lequel Charles IV déléguait ses pouvoirs à sa femme.

Les deux pièces en question furent envoyées à Paris et de là au comte de Ligniville, au camp de Mons, dans le Hainaut, où les chevau-légers de Nicolas-François venaient de reprendre à l'armée royale pour plus de 50,000 écus de bétail que la garnison française du Quesnoy (Nord) avait enlevé aux Espagnols.

A ces deux pièces était joint un ordre, daté également du 1er avril, adressé au comte de Ligniville et à tous les officiers de l'armée lorraine, qui leur enjoignait de se retirer du service d'Espagne, jusqu'à ce que Charles IV fût mis en liberté, sous peine de voir leurs noms affichés à tous les gibets de Lorraine et d'être « traités comme Ravaillac [2] ».

L'armée lorraine devait se retirer non en France, mais près des frontières. Un ordre postérieur lui fut envoyé par Charles IV et approuvé par Louis XIV.

La duchesse Nicole, le 30 avril, conclut avec Mazarin un

---

1. *Histoire de Lorraine*, par Calmet, t. III, col. 516 et 517.

2. Ordres de la duchesse Nicole pour que les troupes se retirent de l'armée de l'archiduc pour joindre celles du Roy très-chrétien. 1er avril, 25 et 30 juin 1655.

traité par lequel elle s'engageait d'une façon formelle à refuser à l'Espagne l'aide de l'armée lorraine qui devait être employée, concurremment avec une armée française, à la délivrance de Charles IV. Par le premier article de ce traité la neutralité était accordée aux villes de Bitche, Hombourg, Landstuhl, Mussey, et à leurs approches. Le commandement de l'armée lorraine, qui constituerait un corps séparé, devait être donné au duc de Guise. Les officiers généraux, à la première revue, prêteraient serment à Louis XIV, qui promettait de leur donner, ainsi qu'à leurs soldats, la solde en usage dans l'armée française. Les régiments de Remennecourt et de Mauléon devaient reprendre leur place dans les rangs de l'armée lorraine[1].

La duchesse Nicole s'était adressée au pape, à l'empereur et à la République de Venise qui, pour lui plaire, avaient uni leurs prières aux siennes afin d'obtenir de Philippe IV la liberté de Charles IV.

Elle envoya en Espagne le sieur Mengin, son conseiller et secrétaire de ses commandements. Il ne put rien obtenir de S. M. Catholique, bien que Charles IV, abdiquant son titre et ses privilèges de prince souverain, ne dépendant que de Dieu et de son épée, se soumît à la justice du roi d'Espagne et fût prêt à répondre à toutes les accusations qui pesaient sur lui, ce à quoi Philippe IV ne voulut pas consentir, se refusant à formuler aucunes accusations contre le duc Charles ni à nommer ses accusateurs.

Mengin revint en France.

C'est en vain que le Saint-Père offrit de faire venir Charles IV à Rome et de le prendre sous sa sauvegarde, en le gardant près de lui et en s'en constituant la caution, ou de lui donner le commandement des troupes qu'il voulait envoyer en Candie (Crète) au secours de la République de Venise.

---

1. Voir Conditions entre le Roy de France et la duchesse de Lorraine pour le duc Charles IV, du 28 avril 1655-30 avril 1655. Copie. (Archives Ligniville, col. 3, l. 186.) C'est une copie de la minute du traité paraphée par Nicole et scellée de ses armes. Ce traité a été publié par Dom Calmet, à la date du 1er mai 1655.

La cour souveraine de Lorraine et du Barrois, séante à Luxembourg, reçut l'ordre d'enregistrer les ordres adressés par la duchesse Nicole à l'armée lorraine campée dans le Hainaut et de les faire lire et publier « aux lieux qu'il appartiendra ». Mais elle refusa cet enregistrement, d'accord avec Le Moleur, chancelier de Charles IV, dévoué au prince Nicolas-François, envoya les lettres de la duchesse de Lorraine au frère de Charles IV et frappa de nullité tout ce que pouvaient faire le duc et sa femme, comme n'étant pas libres de leurs actions.

Au président de Gondrecourt fut enjoint par la duchesse Nicole de se rendre à Bitche et d'y entraîner ses collègues.

La cour n'obéit pas, mais Gondrecourt alla à Trèves pour y avoir une entrevue avec M. de Marolles[1], envoyé dans cette ville par la duchesse de Lorraine. Les autres conseillers rejoignirent leur chef. Le prince Nicolas-François leur défendit d'obéir à sa belle-sœur qu'ils ne reconnurent comme régente que lors de la soumission du prince à la France.

La duchesse Nicole chargea le sieur de Malabarbe de porter, de sa part, au colonel de Croonders, gouverneur de Hombourg-le-Château, la lettre suivante :

« Monsieur, je suis trop asseuré de votre affection au service de Monsieur mon mari et de votre générosité pour doubter que, dans le malheur qui lui est arrivé, vous ne fassiez tout ce qui se pourra despendre de vous pour y réussir. Je vous envoie exprès le sieur de Malabarbe pour vous communiquer ma pensée sur ce sujet. Je vous prie de lui adjouter entièrement créance particulièrement au respect dont il a charge de vous asseurer de la part de celle qui est entièrement, Monsieur, vostre très affectionnée amie. Nicole, duchesse de Lorraine[2]. »

Jean de Croonders, dont nous avons déjà parlé, était un des colonels les plus renommés de l'armée lorraine. En 1655, il avait quarante-six ans.

---

1. Joachim de Lenoncourt, marquis de Marolles, gouverneur de Thionville.

2. Bibliothèque nationale, Lorraine, t. XVII, f° 60. Sans date. Le tome XVIII contient de nombreux ordres donnés au colonel Croonders.

Licencié en droit, ancien élève de l'Université de Pont-à-Mousson, ancien receveur de Hombourg et de Saint-Avold, après la mort de son père, Pierre Croonders, auquel il avait succédé, il avait débuté, en 1631, dans la carrière des armes, en qualité de commissaire des troupes de cavalerie et d'infanterie, sous le commandement du prince de Phalsbourg, et ensuite, comme quartier-maître général des troupes de Charles IV. Devenu colonel, il se distingua sur tous les champs de bataille jusqu'en 1645, époque où il fut nommé gouverneur de Hombourg-le-Château, fief d'Empire, appartenant au comte de Nassau-Sarrebruck, dont Charles IV s'était emparé en 1644, comme gage des subsides qui lui avaient été promis par l'Empereur pour faire la guerre à la France.

Nicolas-François avait cru s'assurer de la fidélité de Croonders et lui avait écrit plusieurs lettres, notamment, le 17 mai et le 7 novembre 1654.

Les ordres contraires donnés à Croonders par Charles IV, le 23 décembre et le 1er avril 1655, par lesquels il lui prescrivait, ainsi qu'aux autres gouverneurs des places restées au pouvoir des Lorrains, la neutralité la plus complète, ne furent pas exécutés par Croonders qui ne reconnut pas le traité intervenu entre la cour de France et la duchesse Nicole, le 30 avril, par lequel les contractants s'engageaient réciproquement à une suspension d'armes.

Le prince Nicolas-François, apprenant la mission du sieur de Malabarbe, écrivit au colonel Croonders auquel La Ferté-Senneterre venait de notifier ce traité :

« Monsieur le Colonel, ayant jugé à propos de retirer les régiments de Jeger[1], La Batterie et Bellerose[2] de nos places de Lorraine, pour donner quelque relasche aux pauvres sujets de S. A., et leur donner meilleur moyen de pouvoir continuer à l'entretien des garnisons, je vous ay fait la présente pour vous

1. André Jeger, colonel de cavalerie, anobli par Charles IV, le 12 juillet 1663.

2. Nicolas Jeanmaire de Seranville dit Bellerose, anobli par Nicolas-François (1654-1659).

dire qu'il sera du bien du service d'envoyer de vos soldats, de ce que vous jugerez nécessaire, pour la garde de Landstoul, en attendant que le sieur colonel Lhuylier, qui va commander le poste et y commande, ayt ramassé du monde en suffisance pour le garder. A quoy nous scavons bien qu'il travaillera dili gemment avec grand soing. L'on assure de la prise de Landrecy ; on verra le dessein des ennemis. Cependant il sera à propos de munir vostre place de toute chose nécessaire, de crainte qu'à l'arrière-saison, ils ne fassent quelque entreprise, en indignation peut-estre du refus que l'on a faict de leur belle neutralité, etc.[1]. ».

En ce moment Nicolas-François était à Valenciennes.

Le colonel La Verveine, gouverneur de Bitche, fit arrêter l'envoyé de la duchesse Nicole et avertit le prince Nicolas-François de son refus d'obéissance aux ordres de l'épouse de Charles IV.

Avant de raconter ce qui va se passer en Flandres, revenons à l'examen de la position éminemment critique où se trouvait l'armée lorraine, campée dans le Hainaut, au printemps de 1655.

Le 3 avril, le comte de Ligniville avait reçu de Paris une lettre anonyme que nous croyons de notre devoir de publier, car elle est restée inédite : « Il est nécessaire que vous scachiez que vos ennemis s'assemblent à l'hostel de Lorraine.

« Saint-Martin, La Boullay et les déserteurs ont une grande voix dans le conseil où il a été résolu que l'on retirerait le plus de troupes de vostre armée que l'on pourra, sous le prétexte de demander la liberté de S. A. M^gr^ de Guise en aurait le commandement. S. M. a escrit à M^me^ de Lorraine, à ce qu'elle dit en public, de redemander à son bon frère ces troupes sans ce qu'elle a fait ou feroit. S'il luy refuse, elle en ferat faire d'autres afin d'agir souverainement. Pour notre particulier, elle a

1. Voir : « Le Colonel Jean de Croonders, gouverneur de Hombourg », par M. G. d'Huart. *Mémoires de la Société d'archéologie lorraine*, 3^e^ série, 13^e^ vol., 1885. Nancy, René Wiener.

trouvé estrange qu'on ne vous avoit pas arrêté. On lui a répondu que la chose n'était pas facile. Jugez de ces bonnes volontés et, selon cela, vous conduisez. Vous scaurez un jour que je vous ai donné cet avis et serez asseuré que c'est une personne qui vous ayme et qui a soing de votre gloire et de votre conservation[1]. »

Cette lettre n'ébranla pas la fidélité de Ligniville envers le prince Nicolas-François auquel il avait prêté serment et qu'il croyait représenter et défendre au mieux les intérêts de la Lorraine. Il lui était pénible évidemment, ainsi qu'à ses compagnons d'armes et à leurs soldats, de se trouver en état de révolte contre la duchesse Nicole dont ils plaignaient l'infortune et dont ils respectaient les vertus, mais, en restant au service de l'Espagne et en obéissant aux ordres du frère de Charles IV, il croyait pouvoir plus facilement obtenir la liberté de son duc bien-aimé.

Le comte de Ligniville se contenta d'écrire à la duchesse Nicole qu'il n'était resté au service de l'Espagne que pour se conformer aux ordres de Charles IV et la supplia humblement de permettre aux officiers de l'armée lorraine d'envoyer quelques-uns des leurs à son mari prisonnier, afin de s'informer auprès de lui de la conduite qu'ils devaient tenir « sans préjudice de leur honneur et de sa gloire ».

Ligniville représenta, en outre, à la duchesse de Lorraine que, les troupes lorraines étant dispersées en divers lieux et que la campagne étant fort avancée, il lui était impossible de quitter ses postes de combat (6 août 1655)[2].

Le marquis du Châtelet et l'intendant du Boys de Riocour, envoyés en Espagne par Nicolas-François, y arrivèrent le 5 juin 1655. Ils n'adressèrent aux officiers lorrains aucun ordre émanant de Charles IV, qui contredit ceux donnés par son frère.

---

1. Voir Lettre anonyme à M. de Ligniville, Paris, 30 avril 1655. Archives Ligniville, c. 3, l. 185.

Les archives de la maison de Ligniville, qui nous ont été obligeamment prêtées par M. le comte de Ligniville, ont été pour nous une source précieuse à laquelle nous avons amplement puisé.

2. *Histoire de Lorraine*, par Calmet, t. III, col. 518.

L'archiduc Léopold et le comte de Fuensaldaña, trompant la bonne foi des Lorrains, leur promettaient de leur permettre de quitter les Flandres et de se réfugier à Hombourg ou à Bitche « toutes et quantes fois que S. A. l'ordonnerait ».

Toutes les lettres écrites par Nicole aux officiers de l'armée lorraine furent envoyées par eux au prince Nicolas-François, de plus en plus attristé de l'hostilité ouverte de sa belle-sœur qui se disait autorisée par Charles IV à agir comme elle le faisait.

Les allures graves et réservées de Nicolas, qui avait adopté les mœurs allemandes, formaient un contraste frappant avec la franchise apparente et l'humour toute française de son frère, dont ses soldats et les bourgeois de Bruxelles regrettaient l'absence.

Des rapports malveillants contre l'ancien évêque de Toul étaient envoyés à Tolède où l'on dépeignait sous des couleurs fausses ou outrées la conduite de Nicolas-François. On lui reprochait de s'être emparé des biens de son frère et de tenir à l'écart Béatrix de Cusance et ses enfants envers lesquels il était accusé d'inhumanité. On lui reprochait également sa faiblesse et sa facilité à suivre les conseils de ses courtisans.

Aussi Charles IV écrivit-il à son frère dans des termes qui le blessèrent profondément. Son autorité se trouvait fortement ébranlée par les ordres que le duc lui enjoignait de transmettre à ses officiers et à ses soldats et lui prescrivait de faire exécuter.

Ce qui n'empêchait pas les braves Lorrains de continuer à montrer le plus grand courage, de battre huit régiments français près de Valenciennes, de forcer Turenne à renoncer au siège d'Ath et d'offrir une résistance héroïque dans Condé (août 1655).

Le marquis du Châtelet et l'intendant du Boys de Riocour, dès qu'ils purent arriver à Madrid, prévinrent de leur venue don Luis de Haro, premier ministre de Philippe IV. Le 11 juin, ils lui présentèrent une lettre du prince Nicolas-François et le prièrent de les aider dans leur mission qui consistait à essayer d'obtenir la mise en liberté de Charles IV, le rétablissement de sa maison et l'entretien de son armée aux frais de l'Espagne.

Le 13 juin, pendant que Turenne rassemblait sous Guise ses troupes et celles du maréchal de La Ferté, qui formaient un ensemble de 12,000 à 13,000 hommes d'infanterie et de 10,000 chevaux, afin de ravitailler le Quesnoy et d'assiéger Landrecies où Ligniville avait essayé de jeter des renforts, du Châtelet et du Boys de Riocour obtinrent une audience du roi d'Espagne et le conjurèrent de rendre la liberté au prisonnier de Tolède. Le 14, ils furent reçus par la reine et l'infante.

En écrivant à Nicolas-François pour lui rendre compte de leur voyage, ils ne lui dissimulèrent pas que les agissements de la duchesse Nicole étaient un obstacle insurmontable à l'élargissement de son époux.

Ayant obtenu l'autorisation d'aller voir Charles IV dans sa prison de Tolède, don Georges de Castelnuit, garde-major du prince, les y introduisit le vendredi 2 juillet.

Charles IV se disposait à aller faire ses dévotions, à l'occasion de la fête de la Visitation.

Ils revinrent à trois heures et demie et, mis en présence du duc, se jetèrent à ses genoux en répandant d'abondantes larmes ; du Boys de Riocour lui remit les lettres du prince Nicolas-François et lui fit espérer le recouvrement de sa liberté.

Le comte de Peñaranda leur en avait donné la promesse.

Charles IV, qui se faisait peu d'illusions à ce sujet, lui répondit :

« Il y a dix-huit mois que l'on m'entretient de pareilles espérances, je ne veux plus me repaître de ces chimères ; je vois bien qu'il me faut périr dans cette captivité ; cependant, je veux encore tenter un dernier moyen. »

Et en même temps, il remit à du Châtelet et à son compagnon, en présence de Castelnuit, un mémoire dans lequel il exposait que la duchesse Nicole, étant devenue régente de ses États, depuis son emprisonnement, il était à présumer, que comme prisonnière de Louis XIV, elle était exposée, sous sa pression et celle de Mazarin, à faire beaucoup de choses qu'il désapprouverait. Il y avait donc, ajoutait-il, nécessité à lui rendre

sa liberté pour qu'il pût exercer de nouveau son autorité personnelle aliénée en ce moment entre les mains de sa femme.

Il sollicitait une entrevue de Philippe IV ou d'un de ses ministres et il se faisait fort de démontrer, à l'un ou à l'autre, l'utilité, pour les intérêts de Sa Majesté Catholique, de lui ouvrir les portes de sa prison.

Et si on lui refusait cette entrevue qu'il désirait avec ardeur, il demandait que Philippe IV, par un écrit qu'il remettrait à l'ambassadeur de Venise à Madrid, s'engageât à lui rendre sa liberté dans un temps déterminé, et qu'en attendant il pût disposer, en souverain, de la conduite de ses États et de son armée.

Si le roi d'Espagne accédait à ses désirs, Charles IV était prêt à renvoyer le baron du Châtelet et le sieur Mengin, secrétaire de la duchesse Nicole, en leur enjoignant de s'opposer à l'exécution des ordres envoyés par la duchesse à l'armée lorraine campée dans les Flandres et aux gouverneurs des places restées en sa possession.

Sinon, Charles IV se verrait convaincu de l'anéantissement de ses espérances et congédierait du Châtelet et Mengin, ne laissant auprès de la cour d'Espagne que du Boys de Riocour qui attendrait, à Madrid, la suite des événements.

La manière d'agir du duc de Lorraine démontra sa duplicité, puisqu'en protestant de sa soumission et de son dévouement à la cour d'Espagne à laquelle il assurait les services de son armée, il envoyait en même temps des ordres contraires à cette même armée, sous le couvert de la duchesse Nicole, tout en faisant entrevoir au cabinet de l'Escurial la désertion possible de ses soldats campés dans le Hainaut, s'il ne pouvait les rejoindre.

L'imprudence du conseil de cette princesse qui, au lieu de la faire intervenir comme régente des duchés de Lorraine et de Bar, la forçait à rappeler, dans chacune de ses ordonnances, les pleins pouvoirs que son époux lui avait envoyés de Tolède, le 28 février 1655, ne laissait plus doute à Philippe IV sur la mauvaise foi de son prisonnier.

Les ordres donnés alternativement et simultanément à son armée des Flandres par Charles IV ne se contredisaient-ils pas depuis plus d'un an ? N'avait-il pas, après lui avoir envoyé l'ordre de rester soumise aux Espagnols et de reconnaître l'autorité de Nicolas-François, son frère, incité cette même armée à secouer le joug de l'archiduc Léopold d'Autriche et de Fuensaldaña et à mettre tout à feu et à sang, enfin à obéir aveuglément à la duchesse Nicole, à se masser sur les frontières de France et à abandonner, quand l'heure semblerait propice à ses chefs, le service de Philippe IV ?

Ce dernier comprit facilement qu'en remettant ses pouvoirs entre les mains de son épouse, jouet du cardinal Mazarin, Charles IV n'était plus libre de ses actes et que l'armée lorraine passerait bientôt au service de France. La révocation faite par le duc du blanc-seing envoyé par lui à la duchesse Nicole, en haine de son frère et, peut-être, pour obtenir quelques concessions et quelques avantages de la cour de France dont il attendait toujours sa restauration, aurait pu seule désarmer Philippe IV et lui inspirer des sentiments plus humains envers son allié d'hier qui pouvait être son allié de demain.

Cette révocation ne fut pas faite par Charles IV et les supplications de du Boys de Riocour restèrent inutiles. En vain voulut-il excuser son maître et rejeter sur le trouble d'esprit causé par sa captivité ses contradictions et sa conduite hypocrite et déloyale, et promettre en son nom une rétractation des ordres donnés par la duchesse Nicole à l'armée lorraine, Philippe IV resta inflexible.

Vers cette époque paraissait à Bruxelles un manifeste de Nicolas-François où il faisait parade de sa fidélité à l'Espagne. En même temps il écrivait à du Châtelet et à du Boys de Riocour que, selon lui, le seul moyen de mériter la pitié de Philippe IV et d'en obtenir la liberté de son frère, c'était, pour lui et son armée, de rester au service du roi d'Espagne.

Mais l'argent lui manquait pour entretenir et nourrir ses soldats. N'avait-il pas dépensé pour eux les 50,000 écus que Charles IV avait laissés à Francfort ?

Il avait distribué cet argent à ses soldats après la déroute d'Arras, en 1654, et leur aurait donné davantage, s'il lui en était resté, de crainte de les voir quitter ses drapeaux.

Il avait encore sous ses ordres 3,500 cavaliers et 1,500 fantassins « tous en bon état », sans compter 500 qui tenaient garnison dans les places et qui couraient le risque d'y périr, vu la mauvaise qualité des quartiers d'hiver qu'on leur avait donnés l'an dernier.

Il redoutait de nombreuses désertions depuis les ordres envoyés par sa belle-sœur.

Quant à lui, quoique n'ayant pu obtenir du gouvernement des Pays-Bas que 20,000 florins, il était résolu à aller se mettre à la tête de ses troupes qui étaient campées du côté de Valenciennes (8 juin 1655)[1].

Après avoir réussi à ravitailler le Quesnoy, Turenne mit le siège devant Landrecies, dont la possession était indispensable pour assurer la conservation du Quesnoy et achever d'ouvrir aux Français la route des Pays-Bas.

L'investissement commença le 18 juin. Les lignes de circonvallation furent complètement achevées et, le 26, la tranchée put être ouverte.

Presque aussitôt Condé arriva avec l'armée espagnole et l'armée lorraine, qui présentaient un effectif de 20,000 hommes. Il trouva les lignes trop solides pour les forcer et alla prendre position à Vaudencourt, sur l'Oise, près de Guise, de façon à couper les vivres aux assiégeants.

C'est pendant le blocus de Landrecies que Tranestorf, colonel lorrain, rencontra un parti français qu'il défit.

Un officier français resta inanimé sur le sol. Mais des partisans espagnols étant arrivés quelque temps après sur le lieu de l'action, un soldat remarqua que l'officier français donnait

1. *Gazette de France*. Année 1655, p. 614.

Ce fut le 26 juin que Nicolas-François quitta Bruxelles pour aller rejoindre son armée qui venait de passer l'Escaut et prenait le chemin de Cateau-Cambrésis. Ligniville désirait se porter au secours de Landrecies menacé par Turenne. (*Passim*, fol. 704 et 728.)

quelques signes de vie. Il s'approcha de lui et le blessé lui apprit qu'il était le comte de La Feuillade[1], maréchal de camp dans l'armée française.

Les Espagnols, considérant qu'un prisonnier de cette importance était de bonne prise, le chargèrent sur un cheval et l'emmenèrent à Valenciennes pour l'y faire panser. Il avait été blessé à la tête et sa blessure était si profonde qu'on apercevait la cervelle au travers.

Comme La Feuillade était d'un caractère jovial, il pria le chirurgien qui le soignait d'en envelopper une partie dans un linge et de l'envoyer à Mazarin, afin qu'il ne l'accusât plus d'être un écervelé.

Lorsque le prince Nicolas-François fut informé de cette capture importante, il prétendit que le comte de La Feuillade était son prisonnier et que les Espagnols ne pouvaient se prévaloir de sa capture. Ceux-ci ne furent pas de cet avis et affirmèrent que, puisqu'il avait été laissé comme mort sur le champ de bataille, il appartenait à ceux qui l'avaient trouvé dans cet état.

Le cas fut soumis à l'archiduc Léopold et à ses principaux officiers et le prince Nicolas-François fut obligé de renoncer à ses prétentions.

Le prince lorrain ne désirait avoir en sa possession le comte de La Feuillade que pour user de représailles contre le maréchal de La Ferté-Senneterre qui venait de faire pendre un lieutenant lorrain du régiment du Plessis qu'il avait enlevé adroitement à Turenne, très irrité de ce procédé déloyal et de cet acte infâme.

La cruauté de La Ferté causa la mort d'un cornette du régiment de Remennecourt, qui avait servi, pendant cette campagne, sous les ordres du maréchal de La Ferté. Étant tombé entre les mains de Philippe-Emmanuel de Ligniville, le général lorrain le fit passer immédiatement par les armes, se fondant

1. François, vicomte d'Aubusson, duc de La Feuillade, pair et maréchal de France (1675), mort en 1691.

sur le jugement rendu, l'année précédente, par l'*Egmine* contre le régiment de Remennecourt, lorsqu'il eut quitté l'armée lorraine et passé à l'ennemi[1].

Ligniville n'avait agi que pour se conformer aux ordres du duc Nicolas-François qui venait de lui envoyer de Valenciennes, le 12 juillet 1655, l'ordre suivant : « De par Son Altesse, Monseigneur le Duc, la dicte Altesse, ayant esté informée de la cruauté que le maréchal de La Ferté a fait faire sur la personne d'un lieutenant du régiment du Plessis[2], qu'il a fait pendre, et ne pouvant consentir qu'il y eût parallèle de gens d'honneur avec des lasches et perfides déserteurs de l'armée de son Altesse qui sont et estoient légitimement exclus par leurs infâmes désertions de tous les cartels faits et à faire entre gens de guerre, mande et ordonne au sieur comte de Ligniville, maréchal de camp, de faire pendre les prisonniers qu'il détient présentement et tous les autres qu'il fera du corps de l'armée que commande le dit mareschal de La Ferté, et d'exercer toutes les mesmes cruautés sur les siens qu'il fera sur les nostres. Telle est son intention et bien expresse volonté. Fait à Valenciennes, le 12 juillet 1655[3]. »

Turenne avait eu soin d'approvisionner son camp pour plus d'un mois.

Le siège de Landrecies fut poussé avec vigueur et les ouvrages extérieurs promptement enlevés.

La garnison se rendit le 13 juillet 1655 et se retira à Valenciennes avec les honneurs de la guerre[4].

---

1. Voir *Mémoires du duc d'York*, p. 588, édit. Michaud et Poujoulat. *Mémoires du marquis de Beauvau*, p. 137 et 138.

2. Régiment de chevau-légers.

3. Ordre de pendaison des prisonniers français. Archives Ligniville, col. 3, l. 183. Le duc François à M. de La Ferté-Senneterre, 12 juillet 1655.

4. Le 25 juillet, M. de Brignon fit chanter un *Te Deum* à la Primatiale de Nancy, en présence du maréchal de La Ferté, du sieur Le Jay, intendant de Lorraine, de plusieurs officiers sous les armes et des corps des Échevins et du Conseil de Ville. Ensuite le canon fut tiré et des feux furent allumés vers le soir par tous les bourgeois, « lesquels voulurent à l'envi montrer leur joie de la prospérité des armées de S. M. ». (*Gazette de France*, année 1655, p. 862.)

Le 14, l'armée de Condé quitta Vaudencourt, près de Guise, et se replia vers le Câtelet, abandonnant les rives de l'Oise pour se porter vers celles de l'Escaut et de la Haine.

Mazarin amena le roi à Guise, où se rendirent Turenne et La Ferté à l'appel du cardinal. Au conseil de guerre qui eut lieu dans cette ville, il fut résolu que l'on s'avancerait dans le pays ennemi et qu'on aviserait ensuite aux sièges que l'on pourrait faire.

On ne parlait rien moins que de pousser jusqu'à Bruxelles et de se venger ainsi de l'invasion de 1652.

Castelnau-Mauvissière venait de s'emparer de Bouvignes, mais ne croyait pas pouvoir s'y maintenir, et l'on ne pouvait songer à assiéger Namur où les Espagnols venaient de jeter un corps de troupes.

Ceux-ci se montraient fort inquiets et s'étaient retranchés fortement sur la Haine, entre Condé et Saint-Ghislain, surveillant les allures de l'armée française.

Dans les premiers jours d'août, Louis XIV s'avança jusqu'à Thuin, sur la Sambre, à deux lieues de Charleroi. Les Espagnols restèrent en observation derrière l'Escaut.

Louis XIV longea la Sambre, s'arrêta à Boussière, puis recula jusqu'à Bavay. Là, les généraux français se décidèrent à traverser l'Escaut et à offrir la bataille à l'armée espagnole, résolus, si elle ne l'acceptait pas, à essayer de s'emparer de quelques-unes des places en son pouvoir, telles que Condé et Saint-Ghislain.

Mazarin resta au Quesnoy avec Louis XIV, tandis qu'Anne d'Autriche séjournait à La Fère.

Ce fut le 13 août que l'armée française traversa l'Escaut, à Neuville, en aval de Bouchain, entre cette ville et Valenciennes, sans rencontrer de résistance sérieuse.

Cependant les Espagnols essayèrent de se maintenir dans un camp qu'ils avaient établi sous Valenciennes, mais, à l'approche des Français, ils battirent bientôt en retraite. Castelnau-Mauvissière les laissa se replier vers Tournay.

Le 15 août, l'armée française arriva devant Condé.

Cette ville était occupée par deux régiments italiens, deux wallons et cinq irlandais (2,000 hommes).

Turenne était arrivé à 6 heures du soir à Fresnes, près Condé.

Il fit jeter deux ponts sur l'Escaut, l'un au-dessus de l'endroit où la Haine entre dans Condé, afin de pouvoir communiquer avec le Quesnoy, l'autre près de Mortagne, afin de pouvoir passer au nord de Condé et d'être à même de poursuivre l'ennemi en cas de besoin.

Mazarin ravitailla l'armée française et Turenne et La Ferté empêchèrent les Espagnols d'attaquer les convois venus du Quesnoy.

Le 15 août, La Ferté quitta les abords de Valenciennes et fit passer sur le pont construit au nord de Condé le corps de réserve, commandé par le marquis d'Uxelles, qui se dirigea vers Saint-Ghislain, et le corps de Castelnau-Mauvissière, qui campa au Vieux-Condé. Le jour même, la tranchée fut ouverte devant Condé par Jean-François, marquis de Montpezat, gouverneur d'Arras et de l'Artois. Une sortie des ennemis fut repoussée.

Huit escadrons avaient été envoyés au Quesnoy pour en ramener des caissons et deux d'un autre côté pour protéger les fourrageurs.

Ce fut le 15 août que Condé se rendit aux Français.

Les Espagnols, qui faisaient flèches de tout bois et tiraient des garnisons jusqu'aux derniers soldats, rassemblèrent toutes leurs forces, tandis que Turenne se campait à Bermsart. Saint-Ghislain fut assiégé à son tour par les maréchaux français. Lorsqu'ils eurent terminé leur circonvallation, Louis XIV vint assister au siège de Saint-Ghislain et se logea au château de Boussu, dont Castelnau venait de s'emparer. La tranchée fut ouverte le 22 août.

Bouteville, lieutenant de Condé, s'était posté à Mons, dans le Hainaut, avec 18 régiments de cavalerie et d'infanterie.

Quant à l'archiduc Léopold, à Condé et aux Lorrains, ils s'établirent à Tournay et à Ath et « plus avant encore, vers

Bruxelles, où tous les prêtres et moines travaillaient aux fortifications[1] ».

Le 25 août, Saint-Ghislain[2] capitula et Schomberg en fut nommé gouverneur.

La princesse de Phalsbourg qui, après la mort de Guasco de Salerio (1650), s'était empressée de se remarier avec François de Grimaldi, fils d'un banquier de Gênes[3], sembla s'intéresser au sort de son frère Charles et mit tout en œuvre, d'accord avec les princes et les princesses de la maison de Lorraine, pour obtenir de Philippe IV l'élargissement du duc prisonnier.

Au mois d'août 1655, le beau-père de la princesse de Phalsbourg, le marquis de Grimaldi, rendit visite à Charles IV dans sa prison de Tolède et envoya aussitôt à son fils, qui servait dans les Flandres en qualité de général, dans les rangs espagnols, des détails de son entrevue avec le malheureux prince.

Charles IV le pria d'intercéder en sa faveur auprès de don Luis de Haro.

Peu de jours après, Philippe IV, déjà ébranlé par les sollicitations pressantes du P. Cyprien, confesseur de M. de Lorraine à Tolède, dès l'arrivée du marquis de Grimaldi à Madrid, chargea le fils du marquis de Spinola, un de ses principaux ministres, de traiter avec le beau-père de Henriette de Phalsbourg des intérêts de Charles IV.

Entre temps, le prince Nicolas-François et le duc d'Orléans, en ce moment à Blois, où le beau-frère du duc de Lorraine avait reçu la visite de La Boulaye, capitaine des gardes de Charles IV,

---

1. Voir *Les Guerres de Louis XIII*, par Jacques de Chastenet, seigneur de Puységur. — *Mémoires de Turenne et du duc d'York, de Montglat et de Bussy-Rabutin.* — *Relation de ce qui s'est passé au siège de Landrecies.* Paris, 1655, in-4°.

2. Saint-Ghislain, ville située entre la rivière de Haine et le canal de Mons à Condé (Belgique). Possède actuellement 2,308 habitants.

3. Il descendait de Jean Grimaldi, amiral génois qui, en 1431, détruisit la flotte vénitienne commandée par Antoine Trévisan.

furent mis au courant par la princesse de Phalsbourg des démarches faites par son beau-père : « Je ne sais qui en réussira, écrivait, le 25 août 1655, Henriette de Lorraine, car je me méfie de tous côtés pour mes intérests, mais toujours je scais que S. A. aura un grand soulagement, puisqu'il n'y a rien de plus affligeant qu'il n'y a personne qui travaille pour lui. Saint-Martin va bien contrecarrer ceci, car il ne veut que luy pour traiter et avoir des nouvelles de S. A. pour mieux nous tromper. A tous recommandez le tout à la bonne Vierge. »

Sur le repli de cette lettre, on peut lire : « J'écris à la duchesse Nicole pour l'affaire de Mengin[1]. »

Ce Saint-Martin, dont parle la princesse de Phalsbourg, et dont elle redoute les intrigues, était Français.

Il avait été prêtre, disait-on. Très pauvre, il cherchait à se pousser dans le monde et à faire fortune. Le hasard avait voulu qu'il eût plu à Charles IV et il s'était tellement rendu maître de l'esprit de ce prince, qu'il en était devenu le principal confident. Il avait été président de la neutralité d'Épinal et avait été créé conseiller d'État par le duc de Lorraine.

Après l'emprisonnement de ce prince, Saint-Martin, ne sachant que devenir, fit offrir ses services au prince Nicolas-François, qui pria Le Moleur, chancelier de Charles IV, de lui intimer son refus. Le Moleur se chargea d'autant plus volontiers de cette mission, qu'il détestait Saint-Martin.

Ayant trouvé moyen de s'échapper de Bruxelles, ce serviteur évincé parvint à se réfugier en Hollande.

Là, il s'informa si quelque capitaine de corsaires pourrait l'aider à délivrer Charles IV.

N'ayant pas réussi à trouver l'homme qui lui était nécessaire pour cette entreprise hardie, il s'aboucha avec un marchand

---

1. Mengin, secrétaire de Charles IV. Il avait été arrêté en même temps que Thierry, trésorier du duc, et Raulin, un de ses secrétaires et conseiller d'État, tandis que le chancelier Le Moleur et l'abbé de Sainte-Catherine étaient envoyés par Charles IV au comte de Ligniville pour lui ordonner de continuer à servir les Espagnols (1654).

Cf. La Princesse de Phalsbourg à ..... 25 août 1655. Lettre autographe.

qui le mit en communication épistolaire avec son maître et lui permit ainsi de lui faire savoir que l'unique moyen de battre en brèche l'autorité dont les Espagnols avaient investi Nicolas-François sur l'armée lorraine était de se réconcilier avec la duchesse Nicole et de lui laisser toute liberté d'action, après lui avoir envoyé ses pleins pouvoirs. C'était la seule manière, lui affirmait-il, de travailler à son élargissement et de l'obtenir de Philippe IV.

S'étant rendu à Paris, Saint-Martin s'empara avec tant d'habileté de l'esprit de la duchesse de Lorraine, qu'il en devint un des agents les plus actifs. Il entretint simultanément une correspondance des plus suivies avec Mazarin qui, reconnaissant son intelligence et son esprit d'intrigue, s'en servit pour l'exécution de ses desseins les plus secrets et le chargea des intérêts de Charles IV et de la Lorraine. Saint-Martin, usant de la confiance qu'il avait su inspirer à la fois à la femme légitime du duc et au cardinal, les incita à s'intéresser à l'élargissement du prisonnier de Tolède.

Il poussa le dévouement jusqu'à fournir à la duchesse Nicole l'argent nécessaire à mener à bonne fin les démarches faites par elle en faveur de son mari[1].

L'infortunée princesse avait été laissée par le gouvernement français dans un état voisin du dénuement, et loin de pouvoir contribuer par elle-même aux dépenses excessives auxquelles l'entraînait la générosité de son cœur, elle était fortement endettée[2].

---

1. *Mémoires du marquis de Beauvau.*

2. Le 28 février 1634, Louis XIII assigna à la duchesse Nicole, dès son arrivée à Paris, une pension de *cent mille francs et deniers*, sa vie durant, « repartageable par 25,000 fr. par chacun trois quartiers de trois mois, l'un des quatre composant l'année entière ». (Archives de la Meurthe, B, 1506.) En 1650, Louis XIV lui avait fait espérer d'être mise en possession des épaves d'un vaisseau échoué en Bretagne, mais le roi de France attribua le produit de ces épaves à la construction de vaisseaux, à Brest, qui avaient déjà coûté la somme de 100,000 fr. « qui estoit perdue sans ce casuel, l'état des finances ne permettant pas d'y pourvoir d'ailleurs ». (*Aff. étr.*, t. CCLXXI [t. XXVIII des lettres de May], f° 175; voir 28 avril 1654.)

Au moment où Charles IV, en faisant croire à Philippe IV qu'il ne lui gardait pas rancune des procédés iniques dont il avait usé envers lui, mettait donc sa personne, son armée et ses États à sa discrétion, la lettre écrite par son frère à ses agents en Espagne fut remise par ceux-ci au roi, et lecture en fut donnée dans le conseil des ministres espagnols.

Le sacrifice immense fait par Charles IV à Philippe IV ne sembla pas attendrir ce souverain, car, à lui accorder sa liberté il ne paraissait pas songer sérieusement, tant les intentions manifestées par le prisonnier de Tolède étaient, aux yeux de Sa Majesté Catholique, en contradiction flagrante avec les instructions données par Charles à la duchesse Nicole. Une conduite aussi suspecte de mauvaise foi pouvait-elle inspirer confiance au cabinet de l'Escurial? Non assurément.

Philippe IV promit cependant à Grimaldi et au père Cyprien l'élargissement de Charles IV ou, du moins, leur fit entrevoir la possibilité de cet élargissement s'il consentait à renoncer au commandement de ses troupes, et à les lui livrer après leur avoir ordonné de lui prêter de nouveau serment.

Le duc de Lorraine négocia pendant tout le cours du mois d'août 1655, par l'intermédiaire d'Augustin Nicolas, son ministre à la cour de Madrid, sans en avertir du Boys de Riocour auquel don Luis de Haro avait imposé les conditions dont nous avons parlé plus haut, mais qui, avant d'y souscrire, attendait les instructions et la réponse de son maître, continuant à demander sa liberté aux mêmes conditions qu'auparavant.

Le hasard fit que du Boys de Riocour découvrit qu'il était joué, et que des négociations autres que les siennes étaient entamées par Charles IV avec la cour de Madrid. Il apprit que toutes les lettres que lui écrivait Charles IV étaient interceptées au passage et livrées à la secrétairerie d'État, qui en donnait communication au conseil des ministres espagnols.

Du Châtelet et du Boys de Riocour se plaignirent de ces procédés déloyaux.

Pour toute réponse, la secrétairerie d'État leur donna communication d'une lettre de Charles IV adressée à Nicolas, dans

laquelle le Lorrain acceptait, avec quelques réserves, la demande que Philippe IV lui avait faite de l'aliénation de son armée, condition *sine quâ non* de son élargissement. Charles IV ordonnait à son agent secret de n'en rien dire à du Boys de Riocour et au marquis du Châtelet.

Mais ces fidèles serviteurs, avertis que Michel de Salamanque, qui faisait partie du conseil de guerre de Sa Majesté Catholique, se proposait de partir pour Tolède et de faire apposer par Charles IV sa signature au bas du traité honteux élaboré par Luis de Haro et approuvé par Augustin Nicolas, en informèrent le duc et le supplièrent de ne point souscrire à des conditions aussi humiliantes, aussi nuisibles à son honneur qu'à ses intérêts et à ceux de sa maison.

Tout fut inutile. Le voyage de don Michel de Salamanque eut lieu, et bientôt il revint à Madrid et soumit au conseil des ministres les propositions que lui avait faites Charles IV.

Le duc offrait de donner à Sa Majesté Catholique la moitié de ses troupes. L'autre lui serait laissée, mais serait également au service de l'Espagne sous le nom d'*Étendard lorrain*. Si Philippe IV exigeait qu'il lui abandonnât son armée au complet, le duc le suppliait de lui laisser au moins quatre régiments de cavalerie avec ses gardes et ses chevau-légers qui seraient destinés à la défense des places qui lui restaient. Enfin, si le roi d'Espagne préférait son éloignement, Charles IV lui demandait de lui laisser au moins la moitié de son armée qu'il se proposait de mettre, sous son commandement, au service de la chrétienté, contre les Turcs.

Ses régiments livrés à l'Espagne devaient être sur le même pied que ceux qui servaient précédemment cette puissance.

Quant à l'argent qui lui serait dû par le roi, si celui-ci ne pouvait le verser à cette heure, il pouvait lui engager des terres qui, avec ce qu'il possédait dans les Pays-Bas catholiques, l'aideraient à marier le prince de Vaudémont, son fils. Sa Majesté Catholique s'engagerait, en outre, à prendre sous sa protection la maison de Lorraine et le duché de ce nom, et à ne conclure aucun traité de paix avec la France, sans

omettre d'exiger d'elle la restitution de ses possessions héréditaires.

Il va sans dire que le duc recouvrerait immédiatement sa liberté et, en revanche, il promettrait de ne garder aucun ressentiment, ni aucune idée de vengeance envers l'Espagne, et d'oublier l'ignominie de la conduite de Philippe IV envers lui.

On demanda aux agents de Nicolas-François s'ils avaient quelques objections à faire à ces conditions imposées par le duc de Lorraine.

Se doutant qu'on ne leur adressait cette demande que pour retarder de nouveau l'élargissement de leur souverain, ils se tinrent sur leur garde et essayèrent de ne rien compromettre par leurs paroles.

Alors on leur lut la réponse du roi d'Espagne, qui acceptait toutes les troupes du duc de Lorraine, sans aucunes réserves, sur le même pied que celles qui lui avaient été cédées quatre ans auparavant.

Aussitôt que cette cession lui serait faite, au retour du courrier qu'il se proposait d'envoyer au prince Nicolas-François, Charles IV devait être mis en liberté.

Il était bien entendu que, pour donner plus de poids aux promesses réitérées du Lorrain, le pape et l'empereur serviraient de caution à sa fidélité envers l'Espagne et à l'accomplissement de ses engagements.

Il devait se résigner à donner à Philippe IV, comme otage et comme répondant de sa bonne foi, le prince de Vaudémont, son fils. Charles IV se constituait donc l'homme-lige de son geôlier. Il abdiquait ses rancunes et, en agissant ainsi, jetait le trouble dans l'esprit et la conscience de ses officiers et de ses soldats.

Pour mieux cimenter la réconciliation des deux frères, Philippe IV avait conçu le projet de marier le prince Ferdinand de Lorraine, fils de Nicolas-François, avec la princesse Anne, fille du duc de Lorraine et de Béatrix de Cusance.

Don Michel de Salamanque fut envoyé de nouveau à Tolède

pour présenter à Charles IV les dernières conditions imposées par Philippe IV à son prisonnier. Il y arriva le 5 octobre 1655, et les agents de Nicolas-François y furent le lendemain.

Mais le Lorrain se refusa à signer le traité qu'on lui présentait, si Philippe IV ne laissait pas à sa disposition et sous son commandement direct quatre de ses régiments[1].

Il se décida seulement à y apposer sa signature le 9 octobre, en ajoutant de sa main cette apostille : « qu'il serait de nul effet, au cas que lesdits quatre régiments ne fussent pas accordés ».

Immédiatement du Châtelet fut envoyé en Flandre afin de procéder à l'exécution du traité intervenu entre l'Escurial et le duc Charles.

Ce dernier lui confia deux lettres, une pour son frère et l'autre pour les colonels de ses troupes.

On leur fit la lecture de cette lettre, dans laquelle il leur faisait ses adieux :

« Messieurs les Colonels, je renvoye le baron du Châtelet, à qui j'ai donné pouvoir absolu de vous faire entendre mes volontés et de les exécuter exactement, comme je vous en conjure.

« J'ai fait un accord avec le Roy (d'Espagne) moyennant quoy il me laissera libre. Comme je scay que tout ce que vous avez fait depuis ma prison a été dans la créance de m'en tirer, ce qui n'a pas réussi ; et vous voyant sur le point de périr faute de subsistance, et moy de périr faute de disposition, j'ay cru vous devoir tirer du mauvais état où vous estes et me délivrer de celuy où je suis, c'est ce qui m'a obligé de consentir que vous passiez dans le service actuel du Roy, vous conjurant de le faire et de luy rendre tous les témoignages de fidélité et d'honneur que vous m'avez rendus depuis tant d'années ; je les recevray comme contribuant à ma liberté, ayant retenu les quatre vieux régiments de cavalerie, avec beaucoup de douleur de ne pouvoir vous retenir tous. Mais hors d'icy, je seray

1. L'armée lorraine, opérant dans les Flandres, comprenait 7,000 hommes, tant fantassins que cavaliers. Le 25 août, elle était cantonnée à Ath (Hainaut).

tousiours plus en estat et plus près de vous pour vous faire connaistre toute ma vie les sentiments que j'ay de tant et si longs services que vous m'avez rendus, sans avoir pu faire pour vous tout ce que j'espérois dans une paix.

« Enfin, sortant d'icy, nonobstant que l'on dise que quelques-uns m'ont oublié, je n'auray bien, ni vie, ni sang que je ne vous sacrifie aussi librement que vous ne l'aviez fait pour moy, particulièrement si dans cette rencontre, vous suivrez mes ordres, qui me rendront la vie et la liberté.

« Je vous en conjure, le Roy m'ayant fait asseurer du bon traitement qu'on vous en fera.

« Je recommande au baron du Chastelet de vous assurer de ma part que personne au monde ne peut vous aimer tant chèrement que moy, qui suis vostre très affectionné amy, Charles de Lorraine. Tolède, le 10 octobre 1655[1]. »

Lorsque du Châtelet donna lecture de cette lettre aux colonels de l'armée lorraine, elle leur parut si touchante, si remplie d'amour pour eux, anciens compagnons de gloire de Charles IV, qu'ils ne purent s'empêcher de verser des larmes en en prenant connaissance.

On crut que cet ordre avait été forgé à Paris par M. de Saint-Martin. Cependant, il paraissait écrit de la main de Charles IV et était adressé, plus spécialement, au marquis d'Haraucourt, qui prit immédiatement le chemin de Bruxelles pour en donner communication à Nicolas-François.

Celui-ci connaissait déjà le traité signé par son frère à Tolède. Grande fut sa colère. Aussi envoya-t-il immédiatement l'ordre à du Boys de Riocour, resté en Espagne, d'essayer de faire revenir Charles IV sur une détermination nuisible aux intérêts de la maison de Lorraine et surtout à lui-même, dont la présence dans les Flandres devenait inutile, et qui allait se trouver général sans armée et forcé à retourner à la cour de l'empereur, après s'être compromis au yeux de Mazarin.

---

1. *Histoire de Lorraine*, par Calmet, t. III, col. 525 et suiv. — *Histoire de l'emprisonnement de Charles IV*, pp. 73 et 74.

Le cardinal devait se réjouir de la soumission impolitique faite par Charles IV au roi d'Espagne. Ce prince, devenu libre, mais n'ayant plus que quatre régiments à sa solde, n'était plus à craindre, et il était dès lors facile d'annexer purement et simplement la Lorraine à la France « comme un pays abandonné et dont les princes de Lorraine ne possédaient plus aucune part ».

Le prince Nicolas-François redoutait, quant à lui, que les soldats lorrains, dévoués à Charles IV, se refusassent à prêter serment à Louis XIV et que, se révoltant contre lui, ils ne voulussent obéir à des ordres écrits dans la prison de Tolède, qu'il estimait sans valeur, comme ayant été extorqués à son frère.

Cependant les troupes lorraines, invitées à prêter serment à l'archiduc Léopold d'Autriche, avaient répondu qu'elles se laisseraient plutôt tailler en pièces que de subir cette honte.

Nicolas-François ajouta au mémoire, qu'il envoya à ses représentants en Espagne, que le Parlement de Lorraine et du Barrois ne manquerait pas de former opposition à tout ce que Charles IV venait de conclure au détriment de sa souveraineté et rendrait par là impossible l'exécution du traité qu'il venait de signer. Et il ajoutait que les Français, qui avaient fait montre de quelque modération envers les officiers lorrains servant en Flandre, n'auraient plus pour eux les mêmes ménagements, dès qu'ils les verraient passer au service immédiat de l'Espagne.

Les ennemis de la maison d'Autriche, disait-il, ne manqueraient pas de l'accuser de n'avoir fait arrêter Charles IV que dans le but de lui enlever d'abord ses biens et son argent et, ensuite, son armée, les seules choses qui pouvaient lui attirer quelque considération lors de la paix générale, et par ces moyens, rendre sa restauration impossible.

Au mémoire adressé par le prince Nicolas-François de Lorraine fut joint l'acte de protestation de la Cour souveraine contre les ordres donnés par la duchesse Nicole (15 sept. 1655).

Cette protestation était datée de Luxembourg, résidence de

la Cour souveraine avant son transfert à Trèves, où ses membres avaient rejoint le président de Gondrecourt qui s'y était rendu sous prétexte d'aller y visiter la robe de Notre-Seigneur, exposée à la vénération des fidèles pendant l'année 1655.

Dans cette ville, Gondrecourt avait eu une entrevue avec M. de Marolles, gouverneur de Thionville, et d'autres officiers français qui venaient de Paris et lui apportaient les instructions de la duchesse Nicole.

Charles IV, auquel du Boys de Riocour avait signalé les obstacles qui pouvaient s'opposer à l'exécution du traité qu'il venait de conclure avec le cabinet de l'Escurial, le chargea de demander à Philippe IV de lui accorder, par grâce spéciale, son élargissement immédiat. Il le pria également de recourir, dans ce but, à l'intervention des ambassadeurs accrédités auprès du roi (28 novembre 1655).

Il s'agissait, pour du Boys de Riocour, de faire comprendre au roi d'Espagne que la mise à exécution des promesses faites par Charles IV dépendait principalement de la certitude que ses sujets auraient de son élargissement. Sinon, on ne pouvait répondre de leur soumission à ses ordres. Il demanda donc à Philippe IV qu'on conduisît le baron du Châtelet sous bonne garde à Saint-Sébastien, afin qu'au retour du courrier que le duc de Lorraine avait envoyé dans les Flandres, S. A. fût plus à même de quitter immédiatement sa prison et de hâter l'exécution du traité.

Tout paraissait promettre au Lorrain sa liberté, et il avait déjà fait part de ses espérances au duc de Bavière, au duc de Neubourg et à la ville de Besançon (10 octobre 1655).

Ces espérances devaient bientôt s'évanouir.

Il ne s'était plus passé rien d'important dans les Flandres depuis la prise de Saint-Ghislain. Les Espagnols ne pensaient qu'à couvrir Bruxelles, que Turenne ne songeait guère à attaquer. Tous les habitants de cette ville faisaient transporter leurs meubles à Anvers.

La trahison, heureusement avortée, du maréchal d'Hocquincourt, qui, à l'instigation de la duchesse de Châtillon, avait fait

mine de livrer aux Espagnols Ham et Péronne, dont il était gouverneur, avait failli compromettre les succès éclatants remportés au cours de cette campagne par l'armée française, maîtresse de Landrecies, du Catelet, Condé et Saint-Ghislain.

Les Lorrains dissimulaient leurs ressentiments contre les Espagnols depuis l'arrestation de Charles IV, pour ne pas être, eux aussi, les victimes de leur vengeance. Officiers et soldats s'efforçaient de cacher à tous l'indignation qu'ils éprouvaient en constatant les humiliations sans nombre auxquelles le frère de leur souverain était en butte, malgré le sacrifice qu'il avait fait de son repos et de son amour fraternel en obéissant aux Espagnols. Quoique fort peu nombreux, réduits au nombre de 7,000 hommes, les soldats lorrains étaient tellement appréciés, vu leur courage, par toute l'Europe, que Mazarin, secondé cette fois par la duchesse Nicole, n'avait pas cessé de les faire solliciter secrètement d'abandonner les drapeaux espagnols et de venir grossir l'armée de Turenne. Quelle précieuse recrue pour notre armée française que ces hommes de fer, endurcis à la fatigue, héros de tant de batailles !

C'est ce but que le cardinal essaya d'atteindre, et il y réussit.

Pour prévenir une désertion qu'il redoutait, l'archiduc Léopold dissémina de plus en plus l'armée lorraine, lorsqu'il se fut agi de lui assigner des quartiers d'hiver.

Inutile d'ajouter que ces quartiers d'hiver étaient détestables.

Le mécontentement des soldats lorrains n'eut plus de bornes.

En apprenant que Charles IV les avait livrés pieds et poings liés aux Espagnols, ils se montrèrent exaspérés.

Un incident mit le feu aux poudres, le lendemain même de l'arrivée du marquis du Châtelet dans les Flandres.

Le marquis d'Haraucourt, colonel lorrain, qui avait depuis quelque temps entretenu, par l'intermédiaire de sa femme, des intelligences secrètes avec Mazarin, passa au service de France, sans s'être concerté avec du Châtelet et sans l'avoir vu, à la tête de quatre régiments de sa brigade : Haraucourt, Baudricourt, Dufour et Ourches (13 novembre 1655).

Dès le 8 décembre, cette nouvelle fut portée à Madrid.

Le prince Nicolas-François, surpris par cette désertion, assembla immédiatement son conseil. Thomas et Raulin soutinrent qu'après la défection du marquis d'Haraucourt, les Lorrains ne pouvaient plus hésiter à passer, armes et bagages, en France, puisque le gouvernement des Pays-Bas catholiques, qui mettait déjà en doute leur fidélité, n'aurait plus désormais confiance en eux et que Nicolas-François et ses deux fils couraient risque d'être arrêtés.

Le chancelier Le Moleur et le baron Hennequin soutinrent, au contraire, qu'il y aurait beaucoup plus de danger à venir se livrer à la France et qu'il valait mieux rester dans le *statu quo* que de se jeter dans les bras de Mazarin, ce qui serait, suivant eux, apporter un obstacle insurmontable à la mise en liberté de Charles IV.

C'est lorsque Nicolas-François sortait du conseil, en proie à de vives anxiétés et à une hésitation qui se comprend, qu'arriva à Bruxelles le marquis du Châtelet, porteur des deux lettres de Charles IV.

Aussitôt le prince lorrain quitta Bruxelles, en compagnie de son fils, Ferdinand, pour rejoindre son armée.

A peine le père et le fils étaient-ils arrivés au couvent de Saint-François, leur quartier général, appartenant aux Cordeliers, situé sur la Sambre, près de Chasselet, que l'archiduc Léopold fit inviter Nicolas-François à venir le trouver à Fleurus, petite ville située dans le comté de Namur, déjà célèbre par la défaite infligée par les Espagnols, en 1622, aux Impériaux.

Le frère de Charles IV se rendit à l'invitation du prince autrichien et rencontra au quartier général de l'archiduc le comte de Fuensaldaña, prêt à faire prêter serment aux soldats lorrains.

Nicolas-François, étonné d'une telle précipitation, lui demanda s'il avait entre les mains le texte du traité conclu par Charles IV. Le marquis du Châtelet lui avait assuré que l'envoi de ce traité à Bruxelles avait eu lieu avant son arrivée dans cette ville.

Fuensaldaña affirma qu'il ne possédait pas l'acte dont il

s'agissait et ajouta d'un ton de mauvaise humeur ces paroles : « Quelle apparence y a-t-il que l'on doive donner la liberté à ce prince, qui continue toujours ses extravagances ? Quelles sûretés peut-on trouver dans sa parole, puisqu'il vit à Tolède comme à Bruxelles? Il n'y a point d'autre parti à prendre que de faire prêter serment de fidélité à ses troupes. Aussy bien, j'ay appris de Madrid que S. A. les a vendues au Roy. C'est là tout ce que j'ay appris du traité. »

Le motif du départ précipité de Nicolas-François de Bruxelles pour le camp lorrain était celui-ci : il avait eu plusieurs entrevues avec le marquis d'Haraucourt, avant la désertion de ce dernier, et le gentilhomme lorrain lui avait remis l'ordre récemment donné par Charles IV à son armée.

Le prince lorrain avait ouvert son cœur au marquis et s'était plaint à lui des humiliations journalières que lui infligeaient les généraux espagnols, et il ne lui avait pas caché qu'il ne dissimulait son mécontentement et son dégoût que pour mieux combiner les moyens de s'échapper avec son armée des étreintes d'un gouvernement qui lui était odieux.

Il lui recommanda en même temps la plus grande prudence et beaucoup de patience avant qu'il prît lui-même une grande détermination « agréable au duc, utile à l'État et avantageuse à la nation ».

Sans attendre le retour du marquis du Châtelet qui s'acheminait vers les Flandres, porteur de nouvelles toutes fraîches d'Espagne, plus impatient que le prince Nicolas-François, ne pouvant se contenir et réprimer ses ressentiments contre les généraux espagnols, Haraucourt avait précédé le frère du duc Charles au camp lorrain. Là, il avait cherché à connaître l'état d'âme des colonels, ses frères d'armes, et à savoir ce qu'ils pensaient du dernier ordre que Charles IV venait de leur faire transmettre.

Il se méfiait de plusieurs d'entre eux qu'il savait très dévoués aux Espagnols, et il avait lieu de soupçonner Ligniville lui-même de dévouement envers eux, malgré leur ingratitude envers le duc de Lorraine.

Les agissements du marquis d'Haraucourt, si grand fût le mystère dont il parvint à les entourer, si secrets qu'ils fussent, n'échappèrent pas à la perspicacité de Ligniville. Aussi, afin d'en imposer à ceux qui auraient la velléité d'écouter ce fauteur de désordres, qui s'était glissé dans le camp lorrain, menaça-t-il de faire trancher la tête à tous ceux qui seraient convaincus de vouloir débaucher l'armée lorraine.

Afin d'intimider davantage les inspirateurs de la révolte qu'il prévoyait et qui était sur le point d'éclater dans un bref délai, si l'on ne réussissait pas à la prévenir dès le début, le comte de Ligniville avait averti le comte de Fuensaldaña de ce qui se passait, et ce général avait avisé immédiatement l'archiduc Léopold du danger qui menaçait l'homogénéité des troupes coalisées contre la France, avant même que l'archiduc, retenu par une légère indisposition à Bruxelles, n'eût rejoint son armée au camp de Fleurus.

Le marquis d'Haraucourt, pris au piège, dénoncé, voyant ses agissements découverts, percés à jour, n'attendit pas que Nicolas-François eût pris une décision, ce qu'il avait promis de faire avant quinze jours, aussitôt qu'il serait guéri d'un rhumatisme qui le clouait sur son lit de douleurs depuis six semaines.

Dès que le marquis s'aperçut que le prince de Lorraine remettait son départ pour le camp lorrain, il s'impatienta et passa la frontière avec quatre régiments lorrains[1].

Cette défection troubla au dernier point l'âme ordinairement paisible de l'archiduc Léopold qui connaissait l'animosité des soldats lorrains et leur répugnance invincible à troquer leur drapeau national, vestige glorieux de leur indépendance, contre le drapeau espagnol.

Moins politique que le gouverneur général des Pays-Bas, le comte de Fuensaldaña émit l'avis qu'il fallait faire arrêter Ni-

1. « Douze cents cavaliers lorrains conduits par le colonel d'Haraucourt se sont venus rendre à notre armée et assuraient que le reste de leurs troupes les suivrait bientôt. Camp de Montetour, 15 novembre 1655. » (*Gazette de France*, année 1655, p. 1295.)

colas-François au sortir du conseil de guerre de Fleurus, mais Léopold, qui avait conservé quelque amitié pour l'ancien évêque de Toul, ne put s'y résoudre.

Il aurait été difficile, du reste, de s'emparer de vive force de Nicolas-François au milieu de ses soldats.

On se contenta donc de le prier de consentir à ce que les soldats de son armée prêtassent serment de fidélité à Philippe IV, ce qui devait les mettre sous le joug immédiat du gouvernement des Pays-Bas et les empêcher de déserter par crainte de châtiments fort graves.

Nicolas-François pouvait-il s'y refuser, entouré qu'il était par les forces espagnoles, et un refus formel de sa part ne pouvait-il pas mettre obstacle à la mise en liberté de son frère ou la faire reculer indéfiniment ?

Il comprit aussitôt la gravité de la situation et s'apprêta à se soumettre momentanément aux exigences humiliantes de ceux qui lui tenaient le couteau sur la gorge.

Cependant, il envoya immédiatement le baron du Châtelet au comte Fuensaldaña, afin de lui réclamer les quatre régiments que Charles IV s'était réservés avec ses gardes et ses chevau-légers. Ces quatre régiments étaient destinés dans sa pensée à fournir les garnisons des places que son frère possédait encore sur la Moselle, la Sarre et le Rhin et en Lorraine.

Le comte de Fuensaldaña accueillit la demande du baron du Châtelet par une fin de non-recevoir : « Qu'ils s'en aillent à tous les diables, s'écria-t-il, en recevant l'envoyé du prince lorrain. »

Il persista à vouloir faire prêter serment à toute l'armée lorraine, sauf aux gardes et aux chevau-légers, alléguant que les quatre régiments que s'était réservés le duc Charles seraient ceux qu'Haraucourt venait de conduire en France : « Que resterait-il à l'Espagne, s'écria-t-il, si, en dehors de ces quatre régiments et ceux de Remennecourt et de Mauléon, tous déserteurs, on en abandonnait encore quatre autres à Charles IV ? Ceux que garderait l'Espagne, vu leur petit nombre, pourraient-ils être considérés comme le prix de l'élargissement du duc de Lorraine ? »

Il fallait obéir. Tous les gués étaient gardés; Fuensaldaña avait donné l'ordre de surveiller l'armée lorraine et de la tailler en pièces à la moindre résistance.

Nicolas-François, dès qu'il fut arrivé à son quartier-général, se mit sur ses gardes et refusa de suivre l'archiduc Léopold à Bruxelles.

En consentant à faire prêter serment à ses soldats, malgré eux, Nicolas-François avait l'intention secrète de s'acheminer en toute hâte vers la France, aussitôt que son armée serait rassemblée. Il pensait même pouvoir entraîner avec lui les commissaires espagnols chargés de recevoir le serment prescrit, afin qu'ils ne pussent avertir le gouverneur des Pays-Bas de la désertion complète de l'armée lorraine. Mais, au moment de prendre une détermination aussi grave, le frère de Charles IV se buta à un obstacle qu'il lui semblait difficile de surmonter. Comment faire part au comte de Ligniville, si dévoué aux Espagnols, qui lui servaient une pension considérable, de ses intentions? Ligniville était certes un homme désintéressé, mettant au-dessus de tout l'amour et les intérêts de son pays natal. Mais ne croyait-il pas qu'il y avait avantage à rester fidèles au roi d'Espagne ?

C'est pourquoi, au mois de juillet dernier, il avait résisté aux ordres de la duchesse Nicole, qui lui avait prescrit d'abandonner les drapeaux de l'Espagne et de passer au service de la France, et qu'il avait fermé l'oreille aux propositions de Louis XIV, qui lui avait fait offrir le bâton de maréchal de France. S'il était resté sourd aux séductions de Mazarin et de Fabert, c'est qu'il avait cru qu'il était de l'intérêt de Charles IV de continuer à servir l'Espagne.

Et cependant, Ligniville était le seul général lorrain qui pût, vu la grande autorité que l'ancienneté de ses services et de ses talents militaires lui avait acquise sur l'armée lorraine, mener à bonne fin la retraite projetée de cette armée, retraite rendue difficile par la surveillance active des généraux espagnols et du prince de Condé. De plus, Ligniville connaissait mieux que personne la frontière qu'il s'agissait de franchir ; car ce vétéran des

armées lorraines, ce compagnon de gloire du duc de Lorraine, l'avait parcourue plus de cent fois.

Désespérant de convaincre Ligniville, Nicolas-François émit l'avis devant Raulin, secrétaire d'État de Charles IV, et le marquis de Beauvau, de s'emparer de sa personne et de le mener à sa suite dans un carrosse fermé. Raulin s'éleva bien haut contre la mise à exécution d'un acte aussi inique, indigne, disait-il, d'un prince lorrain, envers un général qui avait conduit si souvent ses soldats à la victoire.

Il répondait de la loyauté du comte, qu'il connaissait depuis plusieurs années, ainsi que de sa discrétion, si on lui faisait part des intentions du chef actuel de l'armée lorraine.

L'arrêter, ce serait outrager ce serviteur dévoué, et comment le remplacer dans la conduite d'une entreprise aussi grave que celle dont il s'agissait? N'y avait-il pas de sérieuses présomptions pour qu'on pût craindre d'être attaqué à la fois par les Espagnols et les Condéens?

Convaincu par de si solides arguments, le prince Nicolas-François n'hésita plus à déclarer ses projets à Ligniville, mais il le trompa, en ce sens qu'il lui donna à entendre qu'il avait conclu un traité secret avec Mazarin, ce qui était faux, quoique le cardinal, en se servant de la duchesse Nicole, dont il soudoyait secrètement les conseillers, eût depuis longtemps mis en œuvre toutes les ressources de sa diplomatie pour susciter la désertion des soldats de Charles IV.

Le comte de Ligniville, malgré ses sentiments intimes et les raisons qu'il pouvait avoir pour ne pas approuver la détermination prise par le frère de son souverain, fit taire en lui-même ses répugnances et n'hésita pas à se soumettre. Et cependant, toutes ses économies étaient déposées à la banque d'Anvers et le gouvernement des Pays-Bas catholiques les confisquerait à coup sûr, dès son arrivée en France, ce qui advint.

Il lui suffisait que son chef immédiat crût, en agissant comme il allait le faire, accomplir une chose utile à la Lorraine et pouvant contribuer à l'élargissement de Charles IV, pour qu'il obéît sans hésitation.

Afin d'accuser d'une façon plus formelle son acceptation, il retint près de lui son frère, le comte de Tumejus, lieutenant-colonel dans l'armée espagnole, afin qu'on ne pût l'accuser de traîtrise et que ce frère ne pût être soupçonné d'avoir été porter au camp espagnol le secret de son aîné.

Avant de raconter l'exode de l'armée lorraine, disons que l'archiduc Léopold, de plus en plus inquiet au sujet des agissements secrets de Nicolas-François et des ferments de révolte qui agitaient le camp lorrain, adressa à Nicolas-François, de son quartier général, une lettre écrite en espagnol dans laquelle il le priait de l'accompagner dès le lendemain à Bruxelles. Un refus de sa part, disait-il, confirmerait ses soupçons, et il se verrait dans l'obligation de le faire arrêter (20 novembre 1655).

L'avertissement brutal donné par l'archiduc à Nicolas-François le décida à prendre un grand parti et à essayer, coûte que coûte, à passer à l'ennemi.

Une occasion favorable se présenta. Le comte de Fuensaldaña, qui, malgré qu'il eût appris le refus du prince lorrain d'accompagner Léopold à Bruxelles, ne désespérait pas de pouvoir, un jour ou l'autre, mettre main basse sur lui, lui rappela l'intention qu'il avait naguère manifestée de prendre part avec ses soldats au siège de Condé, que le conseil de guerre espagnol avait décidé. L'honneur de prendre l'avant-garde était dévolu à l'armée lorraine, car elle se trouvait plus près que l'armée espagnole de la ville convoitée.

L'armée lorraine se mit donc en route et marcha sur une même ligne jusqu'à la Commanderie de Saint-Siméon où, après une courte halte, Ligniville vint dire à l'oreille de Nicolas-François qu'il était temps de changer d'itinéraire, afin de pouvoir battre en retraite, et qu'il fallait se hâter si l'on voulait repasser au plus vite la Sambre, puisque c'était la route à prendre pour gagner Landrecies, la première ville occupée par une garnison française, et aussi pour pouvoir mettre cette rivière entre l'armée espagnole et l'armée lorraine.

Il fallait, avant d'arriver à la Sambre, passer à travers un bois fort épais, nommé Mormal.

Les chemins en étaient à peine indiqués et mal percés.

Les guides de l'armée lorraine, par malice ou par ignorance, la conduisirent à un endroit dépourvu de tout chemin. Pour ne pas abandonner ses bagages, Ligniville se tailla un passage à coups de hache et ses chariots purent passer.

Ensuite, prenant la tête de son avant-garde, il envoya le sieur Carlin, écuyer de Charles IV, à l'abbé de Lobbes[1] qu'il connaissait depuis longtemps, pour le prier de donner passage aux Lorrains sur le pont qui conduisait à son abbaye, située près de Thuin. Afin de mieux tromper cet abbé, Carlin devait lui faire croire que l'armée lorraine avait reçu l'ordre de Fuensaldaña de marcher vers Rocroi où les Français, disait-on, s'étaient concentrés.

En même temps, Ligniville envoya un de ses aides de camp à un commandant espagnol commis à la garde du pont du château d'Aimeryes[2], situé près de Berlaimont, avec la même mission et sous le même prétexte.

Ligniville avait espéré que l'un ou l'autre des deux personnages en question, abbé ou commandant espagnol, lui accorderait le passage demandé.

Aussi fut-il fort inquiet lorsqu'il sut que Carlin, qui devait être de retour le premier, ne revenait pas, malgré l'arrivée de la nuit.

Avait-il été tué par les paysans qui avaient déjà repoussé dans les bois un parti lorrain qui leur avait dérobé quelques vaches?

Non, ce qui empêcha Carlin de revenir rejoindre Ligniville, c'est qu'en désertant, il craignait de perdre le gouvernement de Sautour, que Charles IV avait acheté dans ce pays, et dont la garde lui avait été confiée comme une juste compensation des sévices qu'il avait endurés de la part des Espagnols.

Ceux-ci, en effet, s'étaient emparés deux ou trois fois de sa

1. L'abbaye de Lobbes fut fondée au VII[e] siècle et enrichie par Clovis II. Détruite par les Hongrois, en 954, reconstruite et embellie, puis détruite de nouveau par un incendie en 1541. Reconstruite de 1568 à 1576, elle fut incendiée par les Français en 1793.

2. Nord, arrondissement d'Avesnes, canton de Berlaimont.

personne, tant ils redoutaient son courage et le savaient capable de faire l'impossible pour délivrer Charles IV. Aussi avaient-ils révoqué l'autorisation qu'ils lui avaient accordée d'aller servir son maître à Tolède.

Heureusement, le gouverneur du château d'Aymeries ne fit aucune difficulté d'accorder le passage de son pont aux Lorrains, se contentant de prier le comte de Ligniville de faire rendre le bétail volé aux paysans réfugiés dans le château par les coureurs de son armée.

On accéda immédiatement à sa demande.

Aussitôt que l'avant-garde de l'armée lorraine fut passée, elle alla se placer sur une hauteur qui est au delà de la Sambre, en attendant que le reste l'eût rejointe.

L'armée conduite par Nicolas-François était composée d'une façon hybride : Allemands, Français et Lorrains en constituaient les principaux éléments. Aussi y émettait-on des avis différents sur le but de cette marche mystérieuse, dont quelques chefs seuls connaissaient la cause et le but.

Tous ne partageaient pas les mêmes sentiments. L'un penchait pour l'Espagne et l'autre pour la France.

Ne nous étonnons donc pas si Gascar, colonel irlandais, homme de cœur et d'esprit et des plus estimés de l'armée lorraine, se doutant des projets de Nicolas-François (quoiqu'on les eût cachés autant qu'on l'avait pu à chacun) pria Ligniville, qui l'honorait de son estime et de son amitié, de lui déclarer la vérité, afin de pouvoir envoyer sa femme et ce qu'il avait de plus précieux à Thuin, ville de l'évêché de Liège, qui n'était pas très éloignée du château d'Aymeries.

Il prétendit que sa femme était indisposée.

Le comte de Ligniville demanda au prince Nicolas-François de vouloir bien accéder au désir exprimé par Gascar.

Le prince lorrain, malgré sa répugnance, y consentit.

Mais il eut bientôt lieu de se repentir de sa faiblesse, car, à peine les Lorrains eurent-ils passé le pont du château d'Aymeries, que le colonel irlandais se jeta dans ce château et apprit au gouverneur le but de la marche de l'armée lorraine. Ce

dernier fit lever immédiatement le pont jeté sur la Sambre. Cette trahison fut cause que 300 Lorrains ne purent traverser ce pont. Un capitaine, soldat de fortune, suivit l'exemple de Gascar et débaucha 100 cavaliers qu'il empêcha de le passer.

Ce ne fut pas tout.

Fuensaldaña avait envoyé la veille en reconnaissance le colonel lorrain Valdambourg. Cet officier, ignorant que l'armée dont il faisait partie battait en retraite, retourna au camp des Espagnols, près de Fleurus, qui le forcèrent, lui et son régiment, à rester parmi eux, sous peine de mort.

En somme, l'armée lorraine perdit plus de 700 hommes lors de son passage de la Sambre. Le marquis de Beauvau attribua ce déficit à la négligence des officiers qui, quoique chargés de faire serrer et marcher rapidement l'arrière-garde, ne restèrent pas tous à leur poste comme c'était leur devoir. Ils traversèrent le pont d'Aymeries plus tôt qu'ils ne le devaient.

On avait, en outre, omis de laisser un corps de garde sur ce pont, de manière à empêcher celui qu'y avait installé le gouverneur du château d'Aymeries d'en rester le maître. Heureusement, Gascar ne devait pas passer le pont un des premiers; dans ce cas, sa trahison eût entraîné la perte de toute l'armée lorraine, et aurait pu l'obliger à en venir aux mains avec l'armée de Fuensaldaña.

Autre incident. La nuit précédente, le prince Nicolas-François avait ordonné au marquis de Beauvau d'envoyer un trompette au marquis d'Haraucourt, afin de prier ce dernier de s'arrêter en route, en le prévenant que l'armée lorraine le suivait de près[1].

Le trompette, Flamand de naissance, s'empressa de remettre la lettre de Beauvau à l'archiduc Léopold et, pour le récompenser de cet acte de traîtrise, le frère de Ferdinand II retint à son service ce drôle.

---

1. Voir, au sujet de la défection du marquis d'Haraucourt, une lettre de Mazarin à Anne d'Autriche, du 16 novembre 1655. (*Aff. étr., France*, t. DCCCXCVI, f° 348.)

Trahis de tous côtés, dénoncés à la vengeance des généraux de l'Espagne, les Lorrains accentuèrent leur marche.

Ils décampèrent au clair de lune et par une gelée terrible.

Il était indispensable de gagner Landrecies au plus tôt et de s'y mettre à couvert.

L'armée lorraine était arrivée non loin de cette ville, lorsque quelques-uns de ses éclaireurs vinrent avertir le comte de Ligniville que le prince de Condé avait traversé l'Escaut et se dirigeait vers la Sambre à la tête de 2,000 cavaliers (22 novembre).

Il venait de quitter les environs de Péronne, dont il s'était rapproché, dans l'espérance que le maréchal d'Hocquincourt, gouverneur de cette place, lui en ouvrirait les portes, sans savoir que celui qu'il croyait lui être désormais dévoué venait de s'accommoder avec Mazarin.

En effectuant ce retour si brusque et certainement motivé par des nouvelles qui venaient de lui être apportées de la soumission de son complice d'un jour[1], le prince de Condé jeta l'alarme parmi les Lorrains, qui se figurèrent que Fuensaldaña, en lui apprenant leur retraite, lui avait prescrit de les charger en tête, pendant qu'il viendrait lui-même les attaquer par derrière avec un autre corps de cavalerie. Il n'en était rien.

Condé battit en retraite avec toute son armée qui était venue jusqu'aux portes de Cambrai.

Le comte de Ligniville avertit immédiatement Mazarin de son arrivée en France avec huit régiments lorrains.

M. le Prince avait été prévenu du dessein de Nicolas-François six jours avant son exécution par le duc de Holstein[2], auquel un colonel lorrain l'avait fait connaître.

Il dénonça la trahison des Lorrains au comte de Fuensaldaña, et lui conseilla de ne pas laisser l'armée du prince

---

1. La soumission du maréchal d'Hocquincourt fut annoncée par Mazarin à Anne d'Autriche, le 22 novembre 1655. (*Aff. étr., France*, t. DCCCIVC, f° 356.)

2. Holstein (duc de), mestre de camp de cavalerie au service de l'Espagne, blessé à la bataille de Seneffe (1674).

Nicolas-François si près de la frontière française, et de la cantonner dans le comté de Namur « afin que nous fussions entre eux et la frontière ».

« Le comte de Fuensaldaña, ajoutait Condé, en annonçant la retraite de l'armée lorraine au comte de Fiesque, a négligé cet advis-là, et la chose vient pourtant d'arriver » (23 novembre)[1].

Les Espagnols ne poursuivirent les Lorrains que jusqu'à un défilé qu'ils leur laissèrent traverser. L'armée de Nicolas-François arriva sans encombre à l'abbaye de Maroilles, près de Landrecies, et le lendemain, elle se cantonna à Guise et dans les environs (23 novembre).

Pendant trois jours et trois nuits, les soldats et les officiers lorrains n'avaient ni mangé ni dormi! Mazarin put écrire avec raison à la reine Anne, en faisant allusion à la désertion du frère de Charles IV et de ses soldats, que « au lieu d'amener les troupes, les troupes les ont amenés »[2].

A peine arrivé et installé à Guise, Nicolas-François envoya Raulin, un de ses conseillers d'État, à Louis XIV qui se trouvait en ce moment à Compiègne. Deux jours après, le marquis de Beauvau fut envoyé également dans cette ville. Ils étaient chargés tous deux d'avertir le roi de l'arrivée de l'armée lorraine en France et de l'assurer de la fidélité du prince lorrain, en même temps qu'ils devaient prendre avec Mazarin les mesures nécessaires pour la subsistance et le logement des soldats transfuges.

---

1. M. le Prince au comte de Fiesque (23 novembre 1655). [Archives de Chantilly, citées par M. le duc d'Aumale dans son *Histoire des princes de Condé*, t. VI.]

Le comte Charles-Léon de Fiesque s'était attaché au parti de Condé. Il avait épousé Gilonne d'Harcourt et ruina sa famille.

2. « Vous savez, écrivit Mazarin à la reine, qu'il y a longtemps que je travaille à cela, et il ne fallait pas douter qu'à la fin cela arrivât. » (*Aff. étr., passim.* f° 356.)

Le 21 novembre 1655, du Val, valet de chambre de Louis XIV, avertit Anne d'Autriche de la soumission faite à la France par les officiers et les soldats lorrains, au nombre de 2,500 cavaliers et 1,500 fantassins. (*Gazette de France*, année 1655. Page 1344.)

Quelle étrange destinée que celle de Charles IV et que celle de son frère ! s'écrie le marquis de Beauvau, auquel nous avons emprunté une partie du récit de la retraite de l'armée lorraine en France.

L'aîné est le prisonnier du roi d'Espagne, pour lequel il a perdu son duché en combattant en Franche-Comté et dans les Flandres, et son frère cadet, victime de la politique néfaste de son aîné, est réduit à venir offrir ses services et ceux de la phalange glorieuse dont il a le commandement à la France qui l'a dépouillé, lui et les siens, de tout ce qu'ils possédaient, a renversé son frère de son trône, occupe son duché depuis plus de vingt ans et garde la duchesse Nicole comme otage à Paris !

Lorsque le marquis de Beauvau arriva à Compiègne, il y fut froidement reçu et ne put obtenir une audience de Mazarin que le lendemain.

Le parti pris par Nicolas-François, qui venait de se jeter dans ses filets, inspirait peu de confiance au cardinal.

N'écrivait-il pas à la reine Anne, le 26 novembre : « Les Espagnols ne sont pas fâchés que ces deux personnes (Nicolas-François et le comte de Ligniville) y soient (en France) ; ils ne doutent pas que, l'occasion se présentant, ils en profiteront à leur avantage, étant particulièrement Ligneville aussi Espagnol que s'il était né dans Madrid[1] ? »

L'opinion que Mazarin émettait au sujet de Nicolas-François et de Ligniville était fausse. Ils étaient Lorrains avant tout, et le patriotisme le plus pur avait toujours été l'unique mobile de leurs actions. Ce sont deux grandes figures du XVII[e] siècle. Ils présentaient un contraste frappant avec la duplicité et la cupidité du duc Charles IV, avec lequel ils n'avaient de commun que le malheur et le courage. Mazarin se méprenait entièrement sur leur compte, en engageant Anne d'Autriche à avertir la duchesse Nicole de la déloyauté présumée du prince Nicolas-François et de son lieutenant-général :

« Il sera bon de lui dire que le but de ces deux Messieurs

1. *Aff. étr., France*, t. DCCCXCVI, f[os] 370 et suiv.

est de se rendre maitres de l'armée, de tâcher de la mettre en bon estat aux despens du roi, d'avoir des quartiers qui leur donnent la communication libre avec les Pays-Bas et l'Allemagne, et de faire, au printemps, ce qui sera la plus grande convenance pour eux. C'est pourquoy M^me^ la duchesse de Lorraine doit bien prendre garde de ne pas se laisser surprendre, et j'estimerois [bon] pour cest effect, qu'elle mandât à M. le duc François de s'en aller à Paris, où il sera bien traité, et où on prendra les résolutions de ce qu'il y aura à faire. »

L'archiduc Léopold, en apprenant la défection de l'armée lorraine, fulmina contre elle une ordonnance par laquelle, tout en accordant pleine et entière amnistie aux déserteurs qui se présenteraient à ses avant-postes dans un délai de quinze jours, il menaçait des peines les plus sévères ceux qui persisteraient dans leur désobéissance (21 novembre 1655)[1].

L'armée lorraine était à la discrétion de Mazarin, ainsi que le prince Nicolas-François.

Ce qui n'empêcha pas le cardinal de bien accueillir le marquis de Beauvau au cours de l'audience qu'il lui accorda à Compiègne, en présence du duc de Guise, ancien archevêque de Reims, cousin de Charles IV.

Il recommanda, par une lettre du 29 novembre, aux surintendants des finances de faire remettre immédiatement 10,000 livres d'argent comptant à la duchesse Nicole, afin qu'elle pût traiter les généraux lorrains pendant leur séjour à Paris. Le surintendant Fouquet exécuta sur-le-champ cet ordre, et en avertit Mazarin, le 30 novembre [2].

Peu de jours après son entrevue avec Beauvau, Mazarin envoya deux commissaires chargés de loger les soldats lorrains dans la vallée du Bourg, derrière l'Aisne, et leur faire fournir la subsistance nécessaire, en attendant un meilleur traitement. Il consentit à réunir de nouveau à l'armée lorraine les quatre

1. Ordonnance imprimée à Bruxelles, chez Antoine Velpris, imprimeur de S. M., à l'Aigle d'Or, 21 novembre 1653. (Archives Ligniville, col. 3, t. 182.)

2. *Aff. étr., France*, t. DCCCXCVI, f° 384.

régiments que le marquis d'Haraucourt avait conduits en France et que le marquis de Beauvau avait reçu l'ordre du prince Nicolas-François de réclamer.

Mais Mazarin, malgré ses instances, refusa au gouverneur des jeunes princes lorrains les régiments de Remennecourt et de Mauléon, sous prétexte qu'ils s'étaient donnés à Louis XIV depuis plus d'un an et engagés à son service sous conditions expresses[1].

Louis XIV accueillit le marquis de Beauvau avec « beaucoup de débonnaireté », mais il remit sa requête à Mazarin et ne voulut rien lui promettre de son chef.

Le lendemain du retour de Beauvau au camp lorrain, le prince Nicolas-François se rendit à Paris, laissant le prince Ferdinand à l'armée.

Mazarin présenta le frère de Charles IV à Louis XIV et à Anne d'Autriche, qui lui firent un excellent accueil (9 décembre).

Le roi lui assura qu'il avait une entière confiance en sa parole et lui rendit de grands honneurs.

Tous les princes de la maison de Lorraine présents à Paris se réunirent pour lui faire une brillante réception :

Monseigneur le comte d'Harcourt
. . . . . .
A régalé cette semaine
Tous ceux du beau sang de Lorraine
Qui de présent sont à Paris,
Le duc François étant compris[2].

Le cardinal Mazarin conclut avec Nicolas-François un traité en vertu duquel le roi de France prenait à son service

1. *Aff. étr., France*, t. DCCCLXIV, f° 410.

2. Musée historique, lettre du 18 décembre 1655.
A cette fête donnée, le 16 décembre 1655, par le comte [illegible] cousin Nicolas de Lorraine, où 24 violons et plusieurs [illegible] se firent entendre, assistèrent les ducs de Guise, de [illegible] ainsi que le prince d'Harcourt et le comte de Lillebonne [illegible] gneurs. (*Gazette de France*, année 1655, p. 1428.)

troupes de Charles IV, mais sans les fondre dans son armée; elles devaient conserver leurs chefs et leurs couleurs.

Restait au prince lorrain à s'accommoder avec la duchesse Nicole, sa belle-sœur, qui prétendait, par suite des pleins pouvoirs à elle octroyés par Charles IV, avoir le commandement suprême de l'armée lorraine.

L'abbé de Saint-Martin réconcilia Nicolas-François avec Nicole, et il fut convenu que chacun agirait de concert avec l'autre, en temps de paix, mais qu'en campagne les troupes lorraines obéiraient directement à Nicolas-François ou, en son absence, à son fils Ferdinand.

Nicole se réservait seulement la nomination aux principales charges, qui viendraient à vaquer « tant de robe que d'épée ».

Néanmoins, le prince lorrain conserva réellement la nomination à tout emploi dans son armée, ce qui lui attira maintes fois les récriminations de la duchesse Nicole.

Vers la fin décembre, Fabert installa les troupes lorraines à Troyes, Châlons et Reims et dans la Woëvre.

Peu de temps après, le prince Charles, fils puîné de Nicolas-François, put s'échapper de Bruxelles et passer en Hollande par le canal d'Anvers. De là il se rendit à Paris, où il trouva son père et son frère Ferdinand. Tous deux furent présentés à Louis XIV par Nicolas-François comme « otages de sa fidélité et de ses services ».

Entre temps, Nicolas-François adressa une requête à Louis XIV, dans laquelle il réclamait ses châteaux et seigneuries, tels que Joinville, devenu l'apanage de la duchesse Nicole, Gondrecourt dont s'était emparé du Hallier, maréchal de l'Hôpital; la baronnie de Ruppes, également entre ses mains; Ubexy et Vaubexy, abandonnés faute d'habitants; Autrey; le comté de Chaligny et Thélod, également confisqués par Louis XIV, ainsi que le petit hôtel de Salm, à Nancy, occupé par les palefreniers du maréchal de La Ferté.

Il revendiquait, en même temps, le rétablissement du prince Charles de Lorraine, son second fils, dans tous ses bénéfices,

c'est-à-dire l'abbaye de Senones, celle de Moyenmoutier, celle de Saint-Pierremont et le prieuré de Flavigny.

Il demandait que lesdites terres et seigneuries, ainsi que leurs sujets et justiciables, fussent pendant trois ans déclarées exemptes de tout logement de gens de guerre, contributions, subsistances, tailles et impositions, et qu'on fît défense aux créanciers de sa maison, pendant la guerre et jusqu'à la paix générale, de les poursuivre et de les inquiéter, ainsi que leurs cautions et leur coobligés, dans la possession et la jouissance de leurs biens.

Satisfaction fut donnée par Louis XIV au frère de Charles IV par ordonnance du 20 février 1656.

Charles IV apprit avec indignation, dans sa prison de Tolède, la désertion de son armée.

Il ne pouvait s'ôter de l'esprit que le parti pris par son frère n'était qu'un moyen, concerté d'avance, d'allonger sa captivité et de conserver ainsi plus longtemps l'autorité souveraine.

Quant aux Espagnols, édifiés sur la duplicité habituelle du duc de Lorraine, ils pensèrent que le tout avait été concerté entre les deux frères[1].

La duchesse Nicole se montra d'abord favorable au prince Nicolas-François, estimant qu'il était indispensable d'opposer les princes Ferdinand et Charles de Lorraine à leur cousin, le prince de Vaudémont, que Charles IV, sans égard pour sa naissance illégitime, destinait à hériter de la couronne de Lorraine.

Charles IV, comme un lion enchaîné, cherchait à briser les barreaux de sa prison.

---

1. Au mois de juin 1656, Hugues de Lionne, envoyé par Mazarin à Madrid, y arriva le 4 juillet et eut plusieurs conférences avec don Luis de Haro, afin de traiter avec lui de la paix entre la France et l'Espagne. Il exigea l'abandon à la France de l'Artois, du Roussillon, de l'Alsace et de la Lorraine. Philippe IV voulait que les États de Charles IV lui fussent rendus, mais il finit par céder sur ce point et sur la cession des pays conquis par la France. Les demandes faites par l'Espagne en faveur de Condé, ainsi que l'échec subi par Turenne sous Valenciennes, firent échouer les négociations entamées par Hugues de Lionne. Lionne quitta l'Espagne dans les derniers jours de septembre 1656. (Voir *Hugues de Lionne, ses ambassades en Espagne et en Allemagne,* par Valfrey.)

Il employait tous les moyens que son imagination lui inspirait pour en sortir.

Tantôt il concevait le projet de se cacher dans un coffre, fait à sa mesure, d'après ses ordres, où des religieuses de Tolède enfermaient les fruits et les confitures qu'elles lui envoyaient. Tantôt il voulait profiter du séjour de La Chaussée en Espagne et de l'offre que ce gentilhomme dévoué lui faisait de le faire évader du jardin des Cordeliers, situé à 5,000 pas de Tolède, où on lui permettait d'aller respirer l'air.

Des chevaux devaient l'attendre et le mener en Portugal, lorsque La Chaussée aurait poignardé ses gardiens.

La surveillance de ses alguazils et l'éloignement des frontières du Portugal, dont les rivières étaient gardées, vu la guerre qui continuait à sévir entre l'Espagne et ce pays, rendirent l'exécution de ce projet impossible.

Suivons l'armée lorraine pendant les campagnes de 1656, 1657 et 1658, au cours desquelles elle combattit, côte à côte, avec l'armée française contre l'armée espagnole commandée par don Juan d'Autriche, qui avait succédé à Léopold d'Autriche.

Admirons le courage des Lorrains au siège de Valenciennes, entrepris par les maréchaux de Turenne et de La Ferté-Senneterre dès le 17 juin 1656.

Valenciennes était la plus grande ville des Pays-Bas catholiques. Les magasins des Espagnols y étaient concentrés et 1,600 soldats, aidés par 10,000 habitants la défendaient. 20,000 hommes, sous le commandement de don Juan d'Autriche[1], le prince de Condé et le marquis de Caracena, formaient l'armée de secours.

---

1. Don Juan d'Autriche, fils naturel de Philippe IV, grand prieur de Castille. Il avait été nommé, au mois de décembre 1643, gouverneur général des Pays-Bas. La cour de France, ayant refusé de donner à ce prince un passeport pour qu'il pût traverser le royaume, Philippe IV, roi d'Espagne, revêtit le marquis de Castel-Rodrigo, son ambassadeur à Rome et en Allemagne, et son premier plénipotentiaire pour la paix universelle, de la charge et des pouvoirs de lieutenant-général de son fils.

Don Juan quitta le gouvernement de la Catalogne en 1656 et s'embarqua, à

Ils se campèrent sur une éminence[1] à la vue de l'armée française, qui comprenait 12,000 fantassins et 8,000 à 9,000 cavaliers, et était partagée en deux corps placés à cheval sur l'Escaut. A la faveur d'un pont jeté sur ce fleuve, les deux corps pouvaient communiquer entre eux.

Les Lorrains, qui faisaient partie de l'armée de Turenne et étaient campés sur la rive gauche de l'Escaut, se rendirent dignes de la réputation de courage dont ils jouissaient[2].

Condé employa toutes les ressources de l'art de la guerre pour conserver Valenciennes et inquiéter l'ennemi.

Mais la digue qui séparait les deux camps de l'armée française se rompit et Condé, profitant de ce fâcheux contretemps, fondit avec impétuosité sur les lignes de La Ferté. Elles furent culbutées dès le premier choc. Turenne, mis dans l'impossibilité de secourir son collègue, fut attaqué en même temps par Marsin.

Les mesures prises par lui furent empreintes d'une telle

Barcelone, sur la galère *Saint-Jean*, le 4 mars, aborda à Gênes et emmena avec lui le gouverneur du Milanais, le marquis de Caracena, qui devint gouverneur général des armes aux Pays-Bas en remplacement de Fuensaldaña. Don Juan d'Autriche arriva le 11 à Bruxelles.

1. Don Juan d'Autriche était campé à une lieue des retranchements français « sur une éminence qui regarde Saint-Amant ».

2. Voir Relation véritable de la très heureuse victoire que Dieu a bien voulu accorder aux armes catholiques de S. M., gouvernées par le sérénissime seigneur don Juan d'Autriche, contre celles du très-chrétien roi de France qui assiégeaient Valenciennes le 15 juillet 1656. In-fol. de trois pages imprimées à Séville en 1656.

Voir Cahier intitulé : Relacion diairia del sitio de Valenciennas sacada de avisos y gazetas de Francia (*Relation journalière du siège de Valenciennes*, tirée d'avis et des gazettes de France.) Bibliothèque royale de Madrid, H, 87 — 130 — successos del año 1657.

Voir *Mémoires du marquis de Montglat, de Turenne, du duc d'York et Puységur et Bussy-Rabutin.*

La *Gazette de France* fit l'éloge du courage de l'armée lorraine au siège de Valenciennes. Louis XIV adressa de chaudes félicitations au duc Nicolas-François, lorsqu'il alla le saluer à La Fère. N'était-ce pas les Lorrains qui avaient empêché les Espagnols et Condé de se jeter dans Valenciennes? Aussi subirent-ils le contre-coup de la colère de ceux qu'ils venaient de trahir et leur camp fut-il accablé de leurs projectiles.

sagesse, qu'il releva le courage de ses soldats et effectua une retraite habile.

La Ferté fut fait prisonnier.

L'échec subi par les Français sous Valenciennes ne les découragea pas, quoique cet échec amoindrît l'importance de la prise faite naguère par eux de Condé-sur-l'Escaut.

Le comte de Henin, depuis duc de Bournonville, gouverneur de Valenciennes, s'était défendu avec courage et avait creusé des tranchées jusqu'à la circonvallation tracée par Turenne.

Tandis que ce dernier se concentrait au Quesnoy, l'armée espagnole assiégea Condé-sur-l'Escaut, où le maréchal avait réussi à faire entrer 1,000 chevaux chargés de farine.

D'après les conseils de Mazarin, qu'il a été visiter à La Fère, il tente une diversion en attaquant Saint-Venant (10 août). Mais, en apprenant la capitulation de Condé (19 août), il revient sur Lens et attend de pied ferme les ennemis.

Ceux-ci s'avancent vers Cambrai, restent quelques jours entre cette ville et Bapaume et se mettent en marche vers Lens.

Turenne a reculé jusqu'à Béthune, s'est campé près la Buissière, sur la Lawe, affluent de la Lys, tandis que les Espagnols, quittant Lens, se sont dirigés vers Douai (septembre).

Turenne les suit et, pendant qu'ils essayent de mettre le siège devant Saint-Ghislain, le maréchal veut assiéger La Capelle-en-Thiérache, au sud d'Avesnes. Avant d'arriver sous cette place, il revient vers Arras et se glisse le long de la Somme.

Le 22 septembre, il est en vue de La Capelle.

Mazarin lui envoie des renforts de La Fère. Ce fut le 26 septembre que La Capelle se rendit et que les Espagnols levèrent le siège de Saint-Ghislain.

Condé envoya des troupes à Rocroi et les Espagnols s'établirent à Maubeuge.

Louis XIV fit ravitailler Saint-Ghislain et l'armée française demeura dans le Cambrésis jusqu'au mois de novembre, puis

repassa la Somme pour prendre ses quartiers d'hiver, tandis que les Espagnols se cantonnaient entre Mons et Namur.

Si nous avons tenu à décrire en peu de mots les opérations conduites par Turenne, c'est que l'armée de Lorraine suivit ce grand homme de guerre dans ses étapes glorieuses et se conduisit partout si vaillamment, qu'il rendit au roi un compte élogieux de la manière dont elle se comporta en toutes occasions, soit en rase campagne, soit devant les villes assiégées.

Dans un des engagements qui eurent lieu avec les Espagnols, les Lorrains eurent à déplorer la mort du jeune Thomesson de Remennecourt, ancien page de Charles IV, qui, après l'emprisonnement de ce prince, était passé au service du prince Ferdinand de Lorraine. Deux enseignes des gardes de Charles IV, le marquis de Beauvau et le comte de Mitry, furent faits prisonniers au siège de Valenciennes[1].

La duchesse Nicole, qui cherchait sincèrement à se réconcilier avec le duc son époux, espérant que le malheur l'avait guéri de sa passion adultère pour la princesse de Cantecroix, résolut de chercher de nouveau à obtenir son élargissement de la cour d'Espagne.

A cet effet, elle envoya Mengin à Madrid, après lui avoir ordonné de faire comprendre à Philippe IV combien Charles IV était étranger à la désertion de ses troupes et à leur soumission à la France.

Dans l'instruction remise, par ses ordres, à son agent, elle prétendait que, lorsque le marquis d'Haraucourt, qui avait donné le premier l'exemple de la défection, vint la voir à Paris, le 29 novembre 1656, elle l'avait vivement réprimandé, et qu'elle l'aurait puni de sa trahison envers les Espagnols, si elle en avait eu le pouvoir. N'avait-elle pas écrit, à cette époque,

---

1. V. *Mémoires du marquis de Beauvau*, pp. 158 et 159.

Le 25 août 1656, nous trouvons le duc Nicolas-François de Lorraine et son fils Ferdinand dans la forêt de Compiègne, où la reine Anne et Louis XIV régalèrent les dames d'une splendide collation. (*Gazette de France*, année [illegible], p. 895.)

au marquis du Châtelet, pour l'engager à retenir les officiers lorrains sous l'autorité du gouverneur des Pays-Bas catholiques, comme le leur ordonnait Charles IV[1]?

Dès qu'elle avait su l'arrivée de son beau-frère à Compiègne, elle lui avait envoyé une personne de confiance afin de l'empêcher de faire son accommodement avec la cour de France.

Nicolas-François, aussitôt qu'il eut connu, par Raulin qu'il avait envoyé à Madrid, le traité conclu par le duc de Lorraine avec le cabinet de l'Escurial, avait fait transporter de Bruxelles à Cologne les pierreries, les belles tapisseries et les meubles les plus riches de Charles IV, et avait dépêché Raulin vers les Électeurs de Cologne et de Trèves, afin de leur demander passage dans leurs États.

L'Électeur de Cologne avait non seulement accordé ce passage à l'armée lorraine, mais avait promis de lui fournir du pain pendant six semaines.

Ne s'était-il pas engagé, en outre, à licencier ses troupes, en leur donnant l'ordre secret de s'unir à celles de Nicolas-François?

L'Électeur de Trèves avait fait les mêmes promesses et s'était engagé à favoriser la retraite des Lorrains en les nourrissant pendant quinze jours, et avait ordonné à 2,000 de ses soldats de les protéger, sous prétexte de les surveiller.

Désavouant le traité passé entre son beau-frère et la France, non seulement la duchesse Nicole ordonna à Raulin de faire publier par la cour souveraine de Lorraine, séante à Trèves, la protestation qu'elle avait rédigée contre l'incorporation de l'armée lorraine dans l'armée française, mais elle envoya encore le sieur Aubry à Francfort, afin de savoir si l'on pouvait compter sur les 300,000 rixdalers promis par l'empereur à Charles IV, comme prix des places de Hombourg et de Landstuhl, qu'elle offrait de livrer à l'empereur dont elle avait imploré la protection, ainsi que Mussey et Longuyon[2].

---

1. Voir Guillemin, *Histoire ms. de Charles IV*.

2. Et cependant, le 9 décembre 1655, les députés de la Cour souveraine de Lorraine, qui s'était réfugiée de Luxembourg à Trèves, s'étaient rendus à Ro-

La guerre était déclarée entre la duchesse de Lorraine et son beau-frère. Dès l'arrivée du prince Nicolas-François à Paris, la duchesse Nicole refusa de le loger à l'hôtel de Lorraine, malgré les instances de Louis XIV.

Elle savait que Charles IV reprochait à son frère d'avoir dissipé des sommes considérables qu'il avait laissées à Bruxelles, et dont les Espagnols avaient abandonné la libre disposition à l'ancien évêque de Toul.

Ne s'était-il pas saisi aussi d'une cassette de pierreries à laquelle le duc de Lorraine tenait beaucoup?

C'est en vain que Nicolas-François essaya de calmer les ressentiments de son frère et, d'accord avec les princes de sa maison, mit tout en œuvre pour le tirer de sa prison et envoya au roi d'Espagne La Chaussée[1], gentilhomme attaché au service du marquis de Moy-Chaligny.

Ce fut le 7 mars 1656 que ce gentilhomme arriva à Madrid.

Le 17, il obtint une audience de Philippe IV, auquel il exposa les raisons qui avaient poussé Nicolas-François à abandonner les Espagnols, sans lui apprendre toutefois que le Tellier et le comte de Brienne, appelés à traiter avec les commissaires lorrains, avaient stipulé que l'armée lorraine resterait au service de Louis XIV jusqu'au 31 octobre 1661, même dans le cas où Charles IV recouvrerait sa liberté avant cette époque (19 décembre 1655)[2].

---

sières-aux-Salines, munis d'un passeport du maréchal de La Ferté, afin de lui proposer la neutralité de Bitche, Hombourg, Landstuhl et Mussey. Le sieur Le Jay, intendant de Lorraine, vint conférer avec les magistrats lorrains et tomba d'accord avec eux sur les articles de cette neutralité, qu'il soumit à La Ferté « sous le bon plaisir du Roy ». (*Gazette de France*, année 1655, p. 1426.)

Aubry tomba malade à Francfort. Les députés de la Diète allaient lui remettre 1,500 rixdallers qu'ils avaient promis pour l'évacuation de Hombourg et de Landstuhl, quand ils apprirent que des troupes lorraines étaient en vue de ces deux places pour y entrer (19 janvier 1656). [*Passim*, p. 159.]

1. La Chaussée était colonel de cavalerie dans l'armée lorraine.

2. Voir Traité du 19 décembre 1655 conclu au nom de la duchesse Nicole de Lorraine, au nom du duc son mari et de son beau-frère, le duc Nicolas-François. (*Dépôt de la guerre*, t. CXLV.)

La Chaussée eut soin de rejeter tout l'odieux de la retraite précipitée de Nicolas-François sur les agissements du comte de Fuensaldaña et sa conduite indigne envers ce prince qui avait craint de subir bientôt le sort de son frère, s'il restait dans les Flandres espagnoles.

Vingt-deux princes de la maison de Lorraine, dont les lettres furent remises à Philippe IV, affirmaient la véracité des assertions du frère de Charles IV.

Philippe écouta La Chaussée avec bonté, mais don Luis de Haro, dont le cœur était plus inexorable à la pitié que celui de son maître, redoubla de rigueur envers son prisonnier, qui essaya à plusieurs reprises de s'échapper et qui, par haine et rancune contre son frère, n'aida en rien les efforts tentés par La Chaussée. Aussi, ce fidèle serviteur retourna-t-il découragé en France, accompagné par du Boys de Riocour (27 avril 1656).

Les ministres espagnols restèrent sourds aux arguments et aux excuses de la duchesse Nicole, ainsi qu'aux chaudes recommandations de l'empereur et des Électeurs dont elle avait imploré l'intervention : « Ou le duc (Charles), leur répondirent-ils, a ordonné à ses troupes de passer au service de France, ou il ne le leur a pas ordonné. Si c'est par son ordre, il est juste qu'il expie par la prison sa perfidie. Si c'est sans son aveu, il n'est pas prudent de remettre en liberté un prince dont les armes sont employées contre nous. »

Mengin, jugeant sa présence inutile à Madrid, revint à Paris.

La mort mit fin, pour la duchesse Nicole, à ses longues années de souffrances morales, aux angoisses de l'exil, aux humiliations d'une séparation violente, et à la douleur incessante que lui causaient la perte de son trône, la ruine et l'occupation de son pays natal et l'inconduite d'un époux qu'elle avait aimé, qu'elle aimait encore et qu'elle aurait voulu arracher des mains de ses geôliers.

Ce fut au commencement du mois de février 1657 que la duchesse Nicole tomba malade.

Le prince Nicolas-François alla souvent la visiter avec ses

deux fils, dont l'aîné devait bientôt succomber à une douloureuse opération. Dès qu'elle se sentit gravement atteinte, la duchesse de Lorraine fit son testament, dans lequel elle exprima le désir d'être enterrée dans le chœur de l'église de Saint-Paul, sa paroisse. Elle assigna au paiement des gages de ses officiers la somme de 950 livres que le roi lui devait pour sa pension, ainsi que tous les meubles de l'hôtel de Lorraine, en priant son beau-frère et Mengin, ses exécuteurs testamentaires, d'acquitter ses dettes. Le 19 février, sa maladie empira, et elle se résigna chrétiennement à une mort prochaine.

Elle manda à son hôtel deux notaires du Châtelet et leur dicta un acte, dans lequel elle déclarait que jamais elle n'avait rien signé ni rien écrit contre les intérêts de sa maison.

Le P. Donat, ancien confesseur de Charles IV, assista la duchesse Nicole dans ses derniers moments et récita de pieuses oraisons pendant son agonie, aidé dans sa sainte mission par le curé de Saint-Paul et un père franciscain. Le prince Nicolas-François, mêlé aux domestiques de la duchesse, joignit ses prières aux leurs. Ce fut le 21 février que mourut la duchesse Nicole[1].

Dès qu'elle eut rendu le dernier soupir, le prince Nicolas-François jeta sur elle de l'eau bénite et se retira ensuite dans la chambre où se trouvaient ses enfants, auxquels il avait voulu éviter le triste spectacle de la mort de leur tante.

Après lui, tous les assistants se retirèrent, sauf quelques femmes chargées de l'ensevelissement de la duchesse.

Le P. Donat et son compagnon veillèrent le corps pendant la nuit. Au lever de l'aurore, les ensevelisseuses revinrent et, après avoir récité quelques prières, elles prirent des chapelets, des pendants, des reliquaires, le bénitier et autres menues choses.

Peu de jours après, le prince Nicolas-François donna au

1. La duchesse Nicole eut deux attaques consécutives d'apoplexie, le 1er et le 20 février 1657. La *Gazette de France* lui consacra, le 24 février, un entrefilet où elle vanta les *merveilleuses* vertus de cet *illustre* modèle de patience. (*Passim*, p. 192.)

P. Donat un petit tableau qui ornait la chapelle de l'hôtel de Lorraine[1]. Ce tableau représentait l'Annonciation de la Vierge et avait 4 ou 5 pieds de hauteur et 4 de largeur. Le prince chargea le P. Donat de placer ce tableau dans l'église de Notre-Dame de Sion (Lorraine).

Louis XIV, dès qu'il eut appris la mort de la duchesse Nicole, envoya deux compagnies de ses gardes à l'hôtel de Lorraine.

Le prince Nicolas-François s'en émut et fit représenter au roi, par la duchesse de Guise, que ces gardes jetaient le trouble dans le quartier si paisible du Marais et qu'elles étaient inutiles.

Au nom de Louis XIV, on répondit au frère de Charles IV qu'il n'avait envoyé ces deux compagnies que pour honorer la mémoire de la défunte et empêcher les réclamations de ses créanciers et quelques saisies malencontreuses.

Cependant, pour plaire à son nouvel allié, le roi de France donna l'ordre de faire retirer ses gardes, ce dont Nicolas-François le remercia.

Après la mort de l'épouse légitime du prisonnier de Tolède, M. de Saint-Martin, son homme de confiance, d'accord avec M. Mengin, son secrétaire, depuis peu revenu de Madrid, se saisit d'une petite boîte de fer-blanc dans laquelle se trouvait un paquet scellé de trois cachets aux armes de Lorraine, et portant cette suscription : « Je prie celuy ou celle qui me trouvera de ne point m'ouvrir. »

Ce paquet contenait la protestation écrite par la duchesse Nicole contre la cession du comté de Clermont-en-Argonne faite par Charles IV en 1641, lors du traité de la Petite-Paix.

Dans cette protestation, la duchesse de Lorraine, se rappelant qu'elle était l'unique héritière de la couronne de Henri II, son père, s'intitulait duchesse souveraine de Lorraine, reniant

1. Situé rue Pavée. Voir t. II, *Campagnes de Charles IV*, appendice, p. 406. L'hôtel de Lorraine existe encore ; il se trouve au n° 13, de la rue Pavé-du-Marais, presque à l'angle de la rue du Roi-de-Sicile. On l'appelle encore hôtel d'Herbouville ou hôtel de la Houssaye.

ainsi l'introduction de la loi salique en Lorraine, faite par son beau-père, le duc François, au détriment de la constitution primordiale de son duché.

Dès que le P. Donat fut averti par Mengin de cette découverte, il en prévint Charles IV.

La minute de la protestation écrite par la duchesse Nicole se trouvait chez un notaire, et Mengin se faisait fort de l'y enlever[1].

La nouvelle de la mort de la duchesse Nicole ne sembla nullement émouvoir Charles IV. Il ne témoigna aucun regret et ne parla jamais d'elle. Il ne lui avait cependant jamais montré tant d'affection que depuis sa captivité[2]. Et cependant il ne fit dire aucunes prières pour cette femme qui était morte comme une sainte, sur une paillasse, et revêtue de la robe des Franciscaines.

La duchesse Nicole avait le cœur bon, noble, libéral, qualités qu'elle avait héritées de son père le duc Henri, dit D. Calmet. Mais son esprit était plus solide que brillant. Ce fut sa piété qui la soutint pendant sa longue captivité et qui la décida, malgré son apathie naturelle, à s'occuper des intérêts du duché de Lorraine et de ceux de Charles IV, après l'attentat commis, à Bruxelles, par les Espagnols, en 1654, sur la personne de son époux.

Elle chercha à atténuer les suites fâcheuses de la politique maladroite et versatile de Charles IV pendant son séjour en Espagne.

Fut-elle bien conseillée dans ses rapports avec Mazarin

---

1. Voir *Notes et documents sur la vie privée de Charles IV, duc de Lorraine*, tirés des papiers de son confesseur, par J. Favier, Nancy, 1877. *Mémoires de Beauvau*, p. 168. Hugo, *Histoire ms. de Chaumont*.

2. Voir Lettres du duc Charles IV, du 25 octobre et du 27 [illegible]. Citées par D. Calmet.

Les autorités françaises firent célébrer, à l'église Saint-[illegible] service en l'honneur de la duchesse Nicole, le 3 mars [illegible] M. de Brinon, lieutenant de roi, le sieur Le Jay, intendant [illegible] échevins, des notables et des dames. Tout le monde [illegible] de la bonne duchesse. (*Gazette de France, passim*, [illegible]

Nous croyons que, dans des circonstances aussi difficiles, elle manqua de l'habileté diplomatique qui lui aurait été nécessaire, mais sa bonne volonté fut évidente.

Quoique contrariée à plusieurs reprises par les revirements incessants de la politique de son époux, elle lui obéit autant qu'elle le put et ne ménagea aucune démarche pour obtenir son élargissement.

Afin d'obvier à toutes les difficultés et subvenir à tous les frais nécessités par les négociations et les voyages de ses agents à Bruxelles, à Tolède et à Madrid, la duchesse Nicole avait voulu mettre en gage les rentes qu'elle percevait en Lorraine et même vendre ses hardes pour en envoyer le prix au prisonnier de Tolède.

Elle avait été jusqu'à se résigner, afin d'obtenir la liberté de son mari, à abandonner à Louis XIV ses droits sur la Lorraine, mais Charles IV s'y était opposé.

Il envoya, après la mort de sa femme, aux princes de sa maison, l'autorisation de tenter, pour le bien de son État et l'honneur de sa dynastie, tout ce qu'ils jugeraient le plus à propos de faire et remit ses pouvoirs entre leurs mains.

Ses ordres et la procuration donnée à ses parents furent interceptés par Philippe IV, qui promit cette fois à Charles IV son élargissement prochain.

Mais le duc de Lorraine réussit à faire parvenir ses instructions par l'intermédiaire du marquis de Saint-Frique, à Nicolas-François, à Marguerite de Lorraine, duchesse d'Orléans, et aux autres princes de sa maison.

Aucun d'eux ne voulut se mêler du gouvernement de ses États, tant on connaissait la susceptibilité et les variations de son esprit. Nicolas-François ne garda que le commandement de l'armée lorraine qui guerroyait dans les Flandres, côte à côte avec l'armée française, sous l'autorité suprême de M. de Turenne.

Saint-Martin et Mengin, grâce à des brevets en blanc, pourvoyaient à toutes les charges de judicature, à toutes les nominations de gouverneurs ou commandants, au changement ou

à l'augmentation de toute garnison et aux fortifications de toutes les places restées au pouvoir du duc de Lorraine, qui continua à envoyer ses ordres à sa Cour souveraine, séant à Trèves[1].

1. Voir Lettres du duc Charles, écrites à Saint-Martin et à Mengin, du 28 juin 1658. Citées par D. Calmet.

ÉPILOGUE

CHARLES IV REFUSE D'ÉPOUSER BÉATRIX DE CANTECROIX. — LES LORRAINS AU SERVICE DE FRANCE. — TRAITÉ DES PYRÉNÉES. — TRAITÉ DE VINCENNES. — MORT DE MAZARIN. (1657-1661.)

A la mort de la duchesse Nicole, la princesse de Cantecroix sentit renaître dans son cœur de nouvelles espérances.

Maintenant son amant était libre et pouvait l'épouser à la face de la terre, sans encourir la colère de Dieu et celle de l'Église. Elle comptait aussi sur l'affection qu'avait toujours eue le duc Charles pour ses enfants. Aussi envoya-t-elle à Madrid le sieur Claude-François Pelletier, son secrétaire et intendant de sa maison, afin de solliciter auprès de Philippe IV la délivrance du duc et de prendre soin de ses intérêts personnels et de ceux de ses enfants.

Nicolas-François, instruit du départ de Pelletier, voulut le faire arrêter, mais il n'y réussit pas[1].

Pelletier trouva Charles IV mal disposé envers sa « femme de campagne », à laquelle il reprochait son indifférence passée, sa coquetterie, son amour du monde.

N'était-elle pas sortie bien vite du couvent de Mons, où elle s'était jetée après la détention de son amant[2]?

Quant à l'épouser, le duc de Lorraine ne voulait pas y penser tant qu'il serait prisonnier. Avant tout, il exigeait que Béatrix abandonnât tous ses biens à ses enfants et qu'elle se réfugiât à Bitche ou à Hombourg.

---

1. Voir Lettre de Pelletier, du 5 septembre 1657.
2. Lettre du duc Charles à Pelletier.

Là, il pourrait envoyer un de ses fidèles, qui l'épouserait en son nom et par procuration.

Il fallait qu'en tout cas elle reçût de sa main des conseillers, de concert avec lesquels elle gouvernerait le duché de Lorraine, d'après ses ordres. Il comptait sur elle pour subvenir de ses propres deniers à une partie des dépenses, ainsi que sur son zèle et celui de tous les princes de sa maison, pour faire toutes les démarches nécessaires à son élargissement. Il exigeait de plus qu'elle acquittât toutes ses dettes et qu'elle vînt elle-même, en Espagne, afin de se jeter aux pieds de Philippe IV et faire appel à sa clémence. Ce n'était qu'à ces conditions qu'il consentirait à l'épouser à Tolède, si cela se pouvait.

Mais, en d'autres moments, Charles IV déclarait la chose impossible. Elle devait rester à Bruxelles et ne rien précipiter, de peur de mécontenter les princes lorrains, qui la haïssaient, ainsi que Louis XIV et le roi d'Espagne et ses ministres[1].

Entre temps, la cour de Rome, qui ne s'était prononcée, jusque-là, que sur la validité du mariage de Charles IV avec Nicole, déclara nul et illégitime le mariage conclu entre le duc et Béatrix de Cantecroix, à Besançon, en 1637.

Cette sentence fortifia Charles IV dans ses répugnances à s'unir légitimement avec la veuve du prince de Cantecroix :

---

1. Il résulte d'une lettre du duc Charles IV, en date du 11 octobre 1657, que Béatrix de Cantecroix avait quitté le titre de duchesse de Lorraine : « Pour Madame, elle ne devait jamais avoir quitté le titre de duchesse de Lorraine, et moins en Flandre qu'autre part, s'étant passé un traité de ma part, qui permet et ordonne que tous mes ministres et sujets la traitent ainsi. Ce fut don Antonio Sarmentio et le marquis de Malvezi ; mais la promptitude, avec laquelle elle s'écarta de ce nom et des armes, fit finir l'histoire. » (Note de D. Calmet, *Histoire de Lorraine*, édit. 1728, t. III, col. 545.)

Les papiers relatifs à la mission de Pelletier en Espagne forment, dit M. Pingaud, un dossier assez considérable, déposé à la bibliothèque de Besançon. Pelletier, qui les a réunis et copiés de sa main, y a joint ses œuvres poétiques dédiées à sa maîtresse, puis des *Maximes politiques sur la conduite politique de M^me^ Béatrix de Cusance en son mariage*, qu'il déclare du reste ne lui avoir jamais été communiquées, mais seulement résumer les conseils qu'il lui donnait. (*Béatrix de Cusance*, par Pingaud, Besançon, 1876, p. 30, note 1.)

« Si le mariage est nul, disait-il, il est inutile de parler de le ratifier ; il faut le contracter de nouveau, et en ce cas demander dispense au pape. Or le pape a déclaré qu'il ne l'accorderait jamais et a fait mettre à tous les offices des interdits d'en expédier. »

En vain lui envoya-t-on le texte des consultations de divers religieux de Madrid, qui affirmaient qu'aucune dispense n'était nécessaire pour le mariage en question[1]. Il répondait que cette affaire ne se déciderait pas à Madrid, mais à Rome.

C'est, porteur de réponses aussi dilatoires, que Pelletier quitta Madrid.

En somme Charles IV ne se prononçait pas d'une façon formelle et n'inclinait ni pour l'affirmative ni pour la négative dans cette question de mariage. Selon son habitude, il louvoyait et temporisait, comptant sur les circonstances pour prendre une décision. Il ne refusait pas de complaire à sa maîtresse en l'épousant à la face du monde, mais il demandait à réfléchir[2] : « Puisque je capitule, disait-il, ce n'est pas pour rien, car ville qui capitule est à moitié rendue. Il faut s'informer secrètement à Rome, écrivit-il le 12 février 1658 à Pelletier, s'il faut dispense pour contracter un nouveau mariage ou non. S'il ne faut point de dispense, tant mieux, la chose est facile. S'il en faut, demander secrètement le sentiment du pape ; car si la chose se fait avec bruit, il y aura obstacle[3]. »

Béatrix de Cantecroix finit par se lasser de ces atermoiements et de ces hésitations. « Je ne comprends pas, disait-elle, le galimatias des lettres de Son Altesse, et les bourdes horribles qu'elles contiennent. De plus, je le crois déjà cardinal, ou marié en France ou à Tolède[4].

Ainsi échouèrent les négociations matrimoniales ébauchées par Pelletier pendant son séjour en Espagne.

---

1. Lettres de Pelletier, 23 mars 1658.
2. Lettres du même, 18 novembre 1657.
3. Lettres du même, 12 février 1658.
4. Lettre de Béatrix de Cantecroix, du 16 mars 1658.

Entre temps, une bande de soldats sortis de Luxembourg revêtirent des vêtements de femmes et se glissèrent dans la ville de Dieuze (Lorraine). Ils s'emparèrent de toutes les portes et forcèrent la garnison lorraine à se rendre.

M. de Gombervaux, gouverneur des salines de Dieuze, s'étant retranché dans sa maison, s'y défendit pendant trois heures avec une poignée de soldats. Mais la crainte qu'on n'incendiât les salines le força à capituler.

Les agents de Charles IV, redoutant le même sort pour Marsal, y jetèrent de nouvelles troupes ainsi que dans les autres places qui reconnaissaient l'autorité du duc.

Ces précautions bien naturelles irritèrent la cour de Madrid, qui accusa le prisonnier de Tolède d'avoir agi, de concert avec son frère, contre les intérêts de l'Espagne, le premier en s'opposant aux succès des soldats espagnols et l'autre en unissant son armée à celle de Louis XIV.

M. de Saint-Martin répondit aux observations du cabinet de l'Escurial que Charles IV, étant sur le point de conclure un traité par lequel il cédait à l'Empire plusieurs villes occupées par ses troupes, il avait jugé à propos de les bien garnir, afin de s'opposer aux répugnances des gouverneurs de ces places, hostiles à cette cession.

Depuis quelque temps, Mazarin désirait faire la paix avec l'Espagne ; mais, malgré les négociations entamées par Hugues de Lionne, ses tentatives avaient toutes échoué.

Il fut plus heureux avec Cromwell en signant le traité de Paris, le 23 mars 1657, qui ne faisait que confirmer celui du 3 novembre 1655.

Il s'agissait de s'emparer de Gravelines, qui resterait à la France, ou de Dunkerque qui serait donné à l'Angleterre.

Les Espagnols investirent, le 15 mars, Saint-Ghislain avec une armée de 12,000 hommes et s'en emparèrent.

L'empereur Ferdinand III mourut le 1er avril 1657.

Il avait été l'allié de Charles IV jusqu'à la paix de Westphalie, et le duc de Lorraine lui avait rendu des services éclatants. La victoire de Tuttlingen, due aux talents militaires de Charles IV,

avait été, en 1643, un des grands succès remportés par les Impériaux sur l'armée française.

L'empereur défunt n'avait payé le duc de Lorraine que d'ingratitude en l'abandonnant pendant les dernières négociations de Munster. Il l'avait, après son passage au service de l'Espagne, laissé arrêter et emprisonner par son frère, l'archiduc Léopold d'Autriche, sans protester contre cette infamie, cet outrage au droit des gens.

Il est vrai qu'il avait imploré plusieurs fois sa mise en liberté auprès de la cour de Madrid, mais l'hésitation mise par Charles IV à lui céder, moyennant finances, les places que ses soldats occupaient sur les rives du Rhin, l'avait exaspéré contre le prisonnier de Tolède.

Sa conduite avec la France n'avait pas été plus loyale.

Malgré la paix conclue entre ce pays et l'Empire, en 1648, Ferdinand III n'avait-il pas envoyé des secours au gouvernement des Pays-Bas catholiques; n'avait-il pas fait envahir les États du duc de Modène et entraîné le duc de Mantoue dans le parti de l'Espagne; n'avait-il pas, en outre, formé une coalition des États du nord de l'Europe contre Charles-Gustave, roi de Suède, l'allié de la France?

L'union contractée par la princesse Marie-Anne d'Autriche, fille de Ferdinand III, avec Philippe IV, roi d'Espagne, n'avait pas peu contribué à cette violation de la foi jurée et à ces atteintes répétées au respect dû à un traité solennellement et librement conclu.

Voici que le roi de Hongrie, Léopold, fils de Ferdinand III, prétend succéder à son père sur le trône impérial et s'apprête à suivre sa politique cauteleuse et ambiguë.

C'est avec peine que Mazarin, avant l'élection de Léopold à l'Empire (18 juillet 1658), réussira à former la Ligue du Rhin qui assurera l'exécution du traité de Westphalie et imposera une capitulation rigoureuse au nouvel empereur.

Revenons dans les Flandres, où Turenne mit le siège devant Cambrai, le 29 mai 1657, pendant qu'un contingent anglais débarquait entre Calais et Boulogne et que la flotte de la

Grande-Bretagne bloquait Dunkerque et surveillait Gravelines.

Condé, en ce moment près de Valenciennes, tenta de se jeter dans Cambrai avec 3,000 chevaux. Il culbuta, près de la route de Valenciennes, quelques escadrons français et força Turenne à lever le siège de Cambrai.

Le maréchal attendait les événements à Fonsommes, à la tête de l'armée royale et de l'armée lorraine.

Comme il était difficile, vu les précautions prises par Condé et ses alliés, de les inquiéter dans le pays compris entre la mer et l'Escaut, le cardinal Mazarin, en ce moment à La Fère, ordonna à La Ferté, auquel les Espagnols avaient rendu la liberté, d'assiéger Montmédy, ville du Luxembourg, tandis que Turenne, avec ses 12,000 hommes, tiendrait en respect les Espagnols et les Condéens dans les Flandres.

Montmédy fut investi dès le 11 juin. Bâtie sur le roc, cette ville résista longtemps aux attaques du gouverneur de la Lorraine. Louis XIV, entouré de l'élite de la noblesse française, alla assister au siège de Montmédy.

Après avoir marché jusque Charlemont, ville située sur la Meuse, Condé revint sur ses pas et se porta du côté de Calais, dont il tenta en vain de s'emparer. Au lieu de venir au secours de Montmédy, ce prince dirigea ses efforts contre Ardres et échoua également devant cette place.

Il poussa jusqu'à Ribemont, sur l'Oise, puis revint se cantonner sur la Sambre, se contentant d'envoyer Marsin en Lorraine.

De Vervins, Turenne surveillait les ennemis avec soin [1].

Le comte Philippe-Emmanuel de Ligniville faisait partie du corps de Turenne et prit part à une des marches hardies du maréchal qui, pour empêcher Espagnols et Condéens de secourir Montmédy, parcourut à cheval, sans prendre aucun repos, la distance qui sépare La Capelle de cette ville, soit vingt-cinq lieues.

---

1. Le prince Ferdinand de Lorraine rejoignit l'armée française le 6 juin 1657. Nous trouvons, à cette époque, son père à Paris.

Ligniville, à la tête de la cavalerie lorraine, dont la réputation n'était plus à faire, se couvrit de gloire.

Jean d'Allamont, ancien lieutenant de la garde allemande de Philippe IV, gouverneur de Montmédy, fut tué sur la brèche et fut remplacé par le maire de cette ville, qui eut le même sort.

La garnison, réduite à 200 hommes, ne voulut capituler qu'à des conditions honorables.

Avant la capitulation, les officiers et les soldats, qui venaient de succomber après une défense héroïque, adressèrent à Louis XIV, témoin de leur courage, cette lettre devenue historique : « Nous sommes consolés de notre disgrâce, puisque nous succombons sous les efforts d'un si noble vainqueur. Mais, si l'on nous refuse les honneurs qu'on a coutume d'accorder à la vertu, nous déclarons qu'il n'y en a aucun parmi nous qui n'aime mieux périr par l'épée que de souscrire à une capitulation avilissante[1]. »

Louis XIV, qui était venu se loger à Stenay, se laissa toucher par cette lettre empreinte d'une fierté toute castillane, et accorda aux assiégés une capitulation honorable (4 août).

Nous voyons le marquis d'Haraucourt, le comte de Lenoncourt et le comte d'Harreberg, son frère, détachés de l'armée lorraine restée sous les ordres directs de Turenne, prendre une part active au siège de Montmédy et mériter les éloges du maréchal de La Ferté, leur ancien ennemi, qui, dit le marquis de Beauvau, « les haïssait jusqu'à la racine ». Haraucourt s'était distingué, entre tous, par sa persistance à se maintenir dans un des postes les plus périlleux, restant exposé à la mousqueterie. C'est en vain que La Ferté le supplia de se retirer.

Nous ne suivrons pas l'armée lorraine au siège de Saint-Venant, ville située au nord-ouest de Béthune, sur la Lys, dans l'Artois.

---

1. Voir *Mémoires du vicomte de Turenne, du marquis de Montglat et du marquis de Beauvau.* On peut également consulter, pour le siège de Montmédy, une brochure en espagnol intitulée : *La gloriosa defensa de la villa de Monmedy en los Estados de Flandes, por don Juan de Alamont, su governador y teniente que fué de la guardia alemana de Su Majestad.*

Le marquis de Beauvau, qui assista à ce siège comme gouverneur du prince Ferdinand de Lorraine, nous donne de curieux détails sur la prise de cette ville, qui capitula le 27 août, malgré une attaque de Condé, grâce aux hésitations de don Juan d'Autriche et du marquis de Caracena.

Mais Cromwell, nouvel allié de la France, qui venait d'envoyer 3,000 Anglais, commandés par sir John Reynolds, dans les Flandres, se montrait fort irrité de ce que Turenne n'eût pas songé plus tôt à assiéger Gravelines et Dunkerque, où les Espagnols avaient accumulé des troupes considérables.

Afin de calmer le Protecteur, Turenne fut chargé d'entreprendre le siège de Mardick, une des places maritimes des Flandres, après qu'il se fut emparé de La Motte-aux-Bois, château confinant au bois de la Niepe, près de Saint-Venant, et l'eut fait raser.

Watten, Bourbourg et plusieurs châteaux qui protégeaient Mardick tombèrent entre les mains de Turenne qui venait de perdre son bagage, près d'Ardres, malgré le courage du prince Ferdinand de Lorraine et celui du colonel lorrain du Four, commis à la garde de ce bagage[1].

Mardick ne résista que quelques jours (30 septembre-3 octobre 1657).

Une garnison anglaise y fut mise par Turenne[2].

---

1. Les Espagnols, après avoir tenté vainement de secourir Saint-Venant et n'ayant pu s'en approcher à temps, à cause de la nature du pays, sillonné de canaux, avaient espéré s'emparer d'Ardres avant la prise de Saint-Venant ou obliger Turenne à lever le siège de cette dernière ville pour arriver au secours d'Ardres; ils ne purent y réussir, tant Turenne se hâta de s'emparer de Saint-Venant.

2. Jean Arnolet ou Argnolet, originaire de Stenay, ex-commandant des chevau-légers de la garde de Charles IV, depuis aide de camp du prince Nicolas-François, s'empara, à cette époque, du fort Dubois, sur le canal de Dunkerque. (*Mémoires du marquis de Beauvau.*)

Jean Arnolet, lieutenant-colonel de cavalerie, devint gouverneur de Bruyères, fut déclaré gentilhomme, comme descendant des Arnolets de Champagne, et reçut, le 19 avril 1665, des lettres de gentillesse.

Devenu adjudant général, il avait été mis en possession de la compagnie Tarente du Maior (régiment de cavalerie allemande), le 13 janvier 1656, par ordre du prince Nicolas-François. En 1659, il fut mis aux arrêts, en qualité de lieutenant-colonel du régiment de Sainte-Croix, avec le comte d'Harreberg par

Mais Dunkerque et Gravelines, malgré les plaintes de Cromwell, ne furent pas assiégées par l'armée française.

Dunkerque était bien gardée, car don Juan d'Autriche et Charles II d'Angleterre s'y étaient enfermés pour s'opposer aux convoitises des Anglais, auquels Mazarin, pour prix de son alliance avec Cromwell, avait promis cette ville !

La mauvaise saison était venue. Français et Lorrains se conduisirent avec bravoure, s'ils échouèrent devant Valenciennes et ne purent s'emparer de Gravelines et de Dunkerque.

Turenne exprima toute sa satisfaction au prince Nicolas-François et à son fils Ferdinand, âgé de 18 ans, qui ne pouvait mieux débuter dans la carrière des armes et aurait peut-être égalé son frère Charles en talents militaires, si Dieu ne l'avait pas enlevé si tôt de ce monde. Ce jeune prince, fanatique des choses de la guerre, voulut accompagner de nouveau Turenne qui revint de Paris dans les Flandres, à l'entrée de l'hiver, afin d'aller se porter au secours des Anglais menacés par les Espagnols dans Bourbourg et Mardick. Il devait mourir quelques mois plus tard des suites de l'opération de la pierre (1er avril 165[illegible]

---

ordre du même prince. Le 13 septembre 1659, Nicolas-François lui ordonna de se rendre à Gravelines et de n'en sortir sous aucun prétexte. Le [illegible] 1662, François de Lorraine, prince de Lillebonne, ordonna au sieur [illegible] capitaine et prévôt de Bruyères, de se rendre avec 50 hommes à [illegible] *Journal de la Société d'archéologie*, 1892, p. 215, 216 et 217.)

1. Pendant son séjour à Metz, Louis XIV alla visiter Nancy, [illegible] 1657. M. Saint-Pouange, intendant de la province, et les princ[illegible] garnison vinrent au-devant du roi, à deux lieues de Nancy. [illegible] de 50 pièces de canon placées sur les bastions des deux [illegible] delle. A la porte Saint-Nicolas, les échevins de Nancy adress[illegible] à Louis XIV, à genoux, et le roi fit son entrée dans Nancy [illegible] *Vive le Roi !* au dire de la *Gazette de France*.

La garnison de Nancy se composait alors de 2,200 [illegible] étaient répartis dans divers postes, à savoir le régiment [illegible] pagnies, dans la ville vieille, et celui de Brinon de 15 [illegible] neuve. Le roi descendit au château. Il y reçut les [illegible] accueilli avec une pompe inouïe par la maréchale de [illegible] un dîner somptueux. Après dîner, le roi fit une [illegible] les fortifications. Le lendemain, Louis XIV entendit [illegible] visita l'arsenal. Le soir S. M. reprit le chemin de [illegible] année 1657, p. 1137.)

Et pendant que ses soldats et les meilleurs de ses officiers se faisaient tuer sous les murs de Valenciennes, de Montmédy, de Saint-Venant et de Mardick pour la France, qui détenait, au nom de la grande idée de l'unité territoriale et de la communauté de race et d'origine, les duchés de Lorraine et de Bar, Charles IV, de plus en plus surveillé par ses geôliers, gémissait dans sa prison de Tolède, ne voyant poindre à l'horizon aucun espoir de délivrance, et ne comptait, peut-être, que sur Mazarin et Louis XIV pour recouvrer sa liberté, si le roi et son ministre en faisaient une des principales conditions d'une paix entre la France et l'Espagne, paix que toute l'Europe désirait, en maudissant l'entêtement de Philippe IV et de ses ministres qui, sans utilité, prolongeaient une guerre qui n'avait que trop duré, se refusant à mettre au fourreau, depuis près d'un quart de siècle, le glaive de la vengeance.

Malgré ses légèretés sans nombre, sa politique néfaste, son égoïsme avéré, Charles IV avait su inspirer à ses sujets un amour sans bornes et à toute épreuve.

Au cours de sa captivité trop longue, nobles et roturiers avaient tout affronté, s'étaient exposés à tous les périls pour essayer de délivrer leur duc bien-aimé.

Comme les Français, au temps du roi Jean, les Lorrains, déjà ruinés par les concussions des nombreuses armées qui avaient passé et repassé sur le sol lorrain, en dévastant châteaux et chaumières, détruit toutes les moissons, tari le lait des mères à force de cruautés, les Lorrains, dis-je, se seraient saignés à blanc pour trouver la rançon nécessaire au rachat du duc prisonnier, si une rançon avait été exigée et acceptée par le roi Philippe IV.

A défaut de rançon et d'argent prodigué, quelques-uns avaient su pénétrer[1] jusqu'à lui. Sureau, Roucels et Roussault furent victimes de leur dévouement.

---

1. Ils avaient formé la résolution d'enlever Charles IV à ses geôliers. Un de leurs compagnons put seul se dégager de l'étreinte des alguazils et rejoignit la frontière française.

Après du Boys de Riocour, du Châtelet, Rousselot d'Hédival, La Chaussée, ce fut le duc de Guise, l'époux de Mme de Bossut, qui s'occupa d'obtenir l'élargissement de son cousin, auquel il ressemblait par le caractère léger, entreprenant, par le courage et la conduite irrégulière.

L'ancien archevêque de Reims, le héros de Naples, l'amant d'Anne de Gonzague, descendant non dégénéré, au point de vue de la valeur, d'une grande race, fit proposer à Charles IV de signer un traité de neutralité avec la France, qui lui permettrait de retirer ses troupes, tant que les hostilités continueraient entre la France et l'Espagne, en réclamant à Louis XIV la restitution de la Lorraine.

Grâce à ce traité de neutralité, si Mazarin consentait à y apposer sa signature, l'Espagne daignerait peut-être accorder la liberté à Charles IV.

Mais le duc de Lorraine ne voulut, après mûre réflexion, accéder aux désirs du duc de Guise qu'à condition que le projet du traité proposé serait soumis au cabinet de Madrid.

Sinon, disait-il, les Espagnols prendraient prétexte de ce traité pour publier qu'il avait été conclu pendant son séjour dans les Flandres et que pour cette raison ils l'avaient fait arrêter à Bruxelles en 1654.

Il envoya donc sa procuration, rédigée non au nom de son frère, mais au nom des autres princes de sa maison, au Conseil d'État.

Cette procuration était accompagnée d'une lettre à cachet volant.

Les ministres d'Espagne la retinrent à la secrétairerie d'État et l'affaire en resta là.

Le nonce du pape, venu à Tolède pour assister au chapitre général des Cordeliers, ne daigna pas lui rendre visite, sous prétexte que Charles IV avait fait mention, dans une requête adressée à la cour d'Espagne, du prince de Vaudémont dont le nom était odieux à Rome, vu que ce prince était né depuis la sentence rendue par la Rote contre l'union adultère de ses père et mère.

Le pape blâma la conduite de son nonce et ordonna à Visconti, son envoyé extraordinaire à Madrid, où il allait apporter des langes destinés à l'Infant, de solliciter avec énergie de Philippe IV l'élargissement de Charles IV.

Si Turenne n'avait pu s'emparer, pendant la dernière campagne ni de Cambrai ni de Valenciennes et avait dû renoncer à Dunkerque et à Gravelines, en revanche, il s'était rendu maître de Montmédy, de Saint-Venant, d'Ardres, de Mardick et de Bourbourg.

Il était indispensable qu'au cours de la campagne suivante il s'emparât de Gravelines et de Dunkerque, les principales villes de la Flandre maritime, mais au commencement de l'année 1658, le maréchal d'Hocquincourt, après avoir tenté de soulever le Vexin et la Basse-Normandie, livra Hesdin aux Espagnols, et le maréchal d'Aumont-Villequier fut fait prisonnier aux portes d'Ostende. Mauvais préludes que sut heureusement conjurer le génie de Turenne. C'est inutilement cependant qu'il chercha à reprendre Hesdin. Après avoir enlevé un corps ennemi qui occupait Cassel[1], le maréchal, arriva, le 23 mai, près de Bergues. Mazarin se trouvait à Calais avec Louis XIV et Anne d'Autriche et avisait aux préparatifs nécessaires pour le siège projeté de Dunkerque, cette ville prise par Condé en 1646 et retombée au pouvoir des Espagnols, qui, mal renseignés, croyaient Saint-Omer menacé.

Les abords de Dunkerque étaient inondés et cette ville était protégée par Bergues, Furnes et Nieuport[2] qui se trouvaient aux mains des soldats de don Juan d'Autriche. Turenne courait le risque d'être assiégé dans son camp par la garnison hispano-

1. C'était le régiment du duc de Glocester, troisième fils de Charles Ier, roi d'Angleterre. Lui et ses deux frères, Charles II et le duc d'York, avaient pris du service dans l'armée hispano-belge depuis le dernier traité conclu entre la France et l'Angleterre.

2. Les garnisons espagnoles de ces trois villes ne purent se jeter dans Dunkerque. (Voir *Mémoires du duc d'York.*)

C'est à cette époque que le baron Philippe Otto de Heredia, envoyé par la Diète de Francfort en Espagne pour implorer de Philippe IV la mise en liberté de Charles IV, arriva à Madrid. (*Gazette de France,* année 1656, p. 414.)

belge de Gravelines. Condé et le fils naturel de Philippe IV occupaient une partie des Flandres et une pluie torrentielle arrêtait les opérations en cours.

Cependant Turenne réussit à forcer le passage de la Colme, rivière qui se jette dans le canal de Dunkerque. Tous les forts et tous les réduits, qui s'élevaient entre Bergues et Dunkerque, furent emportés par l'armée française. C'est, en suivant la digue du canal de Bergues à Dunkerque, que le maréchal put arriver jusqu'aux dunes qui bordent la mer.

Des fascines portées par les cavaliers français aidèrent à réparer le chemin défoncé par les pluies. Des ponts furent jetés par nos pontonniers, pour mettre en communication tous les campements de l'armée française; de gros pieux arrêtèrent les flots de la mer et furent reliés par des chaînes.

Une lutte terrible fut engagée par Turenne contre les fureurs de l'Océan.

Les vivres parvenaient difficilement, mais de nombreux vaisseaux anglais, commandés par le général Montaigu, empêchaient l'arrivée de tout secours du côté de la mer et Cromwell avait promis à Mazarin l'envoi d'un nouveau renfort de 3,000 hommes. Turenne pouvait, en attendant, disposer de 8,000 à 9,000 fantassins et de 8,000 cavaliers.

Les Espagnols s'alarmèrent en apprenant ces préparatifs faits par Mazarin et Turenne, d'autant plus qu'ils se trouvaient obligés de laisser en observation, du côté de Namur et près de Rocroi, un corps d'armée destiné à surveiller les allures du maréchal de La Ferté, campé sur les rives de la Meuse.

L'armée espagnole était réduite, cette année, à de faibles contingents, ni l'Espagne, ni l'Italie, ni l'Allemagne ne lui ayant envoyé aucun renfort.

Louis XIV, animé du plus beau zèle, arriva à Mardick le 23 mai et y fut reçu avec le plus grand enthousiasme par la garnison anglaise. 2,000 fantassins et 500 cavaliers composaient la garnison de Dunkerque. Maigre contingent. La place n'était protégée que par des *grands dehors* en terre et contenait peu de poudre et de provisions.

Ce fut dans la nuit du 4 au 5 juin que Turenne, après avoir reçu le contingent anglais, ouvrit la tranchée devant la ville dont il voulait s'emparer.

Rendons honneur au courage et aux talents militaires du marquis de Lede qui, comme il l'avait fait en 1646, défendit brillamment Dunkerque en 1658. Il ne ménagea pas les sorties.

C'est en vain que don Juan d'Autriche[1], accompagné du maréchal d'Hocquincourt, arriva à Furnes le 10 juin et tenta de forcer les lignes des assiégeants avec 8,000 cavaliers et 6,000 fantassins.

Les Espagnols avaient laissé leur canon en arrière et n'avaient avec eux ni pain, ni pics, ni pelles. Et cependant la bataille décisive était imminente. Turenne s'y préparait résolument, sans se troubler, avec le calme et le sang-froid d'un véritable homme de guerre, en laissant son camp sous bonne garde et en mettant à l'abri ses bagages et ceux des Anglais.

Ce fut le marquis de Castelnau-Mauvissière qui eut le commandement de l'aile gauche de l'armée du maréchal.

Il avait sous ses ordres la brigade des Lorrains commandée par le comte de Ligniville[2], une partie de la cavalerie et de l'infanterie françaises, et 6,000 Anglais, conduits par le général Lockart, ambassadeur d'Angleterre, et par Morgan, général-major.

L'aile droite fut commandée par le marquis de Créqui.

Le marquis de Richelieu fut chargé de la réserve[3].

Don Juan d'Autriche, rempli de confiance, se prépara à la bataille. Son aile droite, composée d'Espagnols, occupa les dunes longeant la mer, soutenue par le duc d'York.

---

1. Ce fut le 11 juin qu'eut lieu le conseil de guerre convoqué par don Juan d'Autriche. A ce conseil assistèrent le prince de Condé, le marquis de Caracena et le maréchal d'Hocquincourt.

2. Cette brigade était composée de 5 escadrons formant la première ligne de l'aile gauche; 4 autres escadrons formaient la seconde ligne. (*Gazette de France*, année 1658, pp. 579-583.)

3. Ce corps de réserve était composé des régiments Richelieu, Soissons, Lorraine et Nogent, chacun de 4 escadrons. (*Passim.*)

A l'aile gauche, Condé ne pouvait déployer sa cavalerie à cause des canaux, mais il la disposa sur plusieurs lignes, en comblant les vides par de l'infanterie.

Les Anglais et les Lorrains engagèrent l'action à l'aile droite des Espagnols, dont l'infanterie était protégée par une dune haute et escarpée.

Morgan et Ligniville gravirent, à la tête de leurs soldats qui rivalisaient de vigueur et d'entrain, la dune d'où la mousqueterie du régiment de don Gaspard Bonifaz vomissait partout la mort, dit le marquis de Beauvau. L'impétuosité de ces héroïques soldats ne fut pas ébranlée par cette décharge, et cependant les blessés et les morts tombaient de la colline mouvante sur leurs camarades qu'ils écrasaient.

Les Lorrains et les Anglais était tellement ivres de courage, que leurs chefs ne pouvaient retenir les blessés, qui se relevaient pour reprendre leurs armes et se jeter dans la mêlée. Huit bataillons espagnols étaient venus renforcer le régiment de Bonifaz.

Les Espagnols, qui avaient l'avantage du terrain, repoussèrent à trois reprises différentes leurs assaillants, mais trois fois ces derniers revinrent à la charge.

Ce n'étaient plus des hommes, mais des lions.

Ils auraient cependant succombé, si Castelnau-Mauvissière avec sa cavalerie n'était accouru à leur secours par une manœuvre savante et hardie.

Le général français tourna rapidement autour de la dune dont le duc d'York, quoique gêné par le feu des bâtiments anglais, essaya de le déloger. Castelnau pointa son canon dans le flanc des Espagnols qui furent bientôt mis en déroute.

La fleur de leur infanterie, placée sur la dune, fut entièrement moissonnée par les Lorrains, et tous ceux qui ne périrent point par l'épée se confièrent à la générosité des vainqueurs.

C'est alors qu'Anglais et Lorrains, confondus avec les Français, combattirent avec la même impétuosité. Rien ne résista à leur élan.

Une partie de l'infanterie ennemie se sauva, vers la gauche,

et se réfugia dans un marais. Tout le reste fut pris. On compta de 2,000 à 3,000 prisonniers et 1,000 blessés ou tués. L'armée royale n'eut à déplorer que quelques morts.

La cavalerie espagnole, découragée par la déroute de l'infanterie, finit par l'imiter et s'enfuit avant même d'avoir pu prendre contact avec l'ennemi.

A l'aile gauche, la victoire fut plus disputée.

Condé repoussa par deux fois les escadrons français et espéra même pouvoir pénétrer dans Dunkerque.

Les gardes françaises, les Suisses et le régiment de Montgomery mirent ses escadrons en désordre.

Son cheval fut blessé, et ce fut avec peine qu'il réussit à s'enfuir. Trois de ses principaux lieutenants furent faits prisonniers : Montmorency-Bouteville, Coligny-Saligny et le comte de Meille.

C'est en vain que la garnison de Dunkerque tenta une sortie au cours de la bataille. Toutes ses tentatives furent repoussées.

Après cette « Journée des Dunes » ou les Lorrains, commandés par le comte de Ligniville, le marquis d'Haraucourt et le comte de Lenoncourt, avaient fait plus que leur devoir, Turenne leur adressa des éloges. Morgan et ses Anglais eurent aussi leur part des félicitations adressées par le maréchal aux troupes auxiliaires.

Les Lorrains venaient de mêler leur sang au sang français et avaient cimenté par ce sang leur union avec un peuple naguère ennemi (14 juin 1648)[1].

Mais, cette union n'était que provisoire, et il fallait encore attendre plus d'un siècle pour qu'elle devînt réelle et durable.

---

1. Le maréchal d'Hocquincourt mourut, au siège de Dunkerque, le 12 juin. « On trouva, dit Mlle de Montpensier, dans sa poche, une lettre d'une Mme de Ligniville qui était nièce de Mme d'Hocquincourt, sa belle-mère. Je l'ai connue : c'était une honnête fille ; elle s'est retirée dans un couvent au faubourg Saint-Germain, qui s'appelle les Filles du Saint-Sacrement. »

Mlle de Ligniville prédisait au maréchal sa mort qui devait arriver à la même époque que la sienne. (Cf. *Mémoires de Mlle de Montpensier*, t. III, pp. 249 et 250.

Durable? — Hélas! non, car les résultats de la politique de Richelieu et de Mazarin, qui avait grandi démesurément les États protestants de l'Allemagne et les avait enrichis, devait, dans l'avenir, permettre à un de ces États d'enlever à la France, après avoir affaibli la puissance de l'Autriche et s'être mis à la tête de la plus grande partie de l'Allemagne, une partie de cette Lorraine dont l'annexion avait été rêvée par nos rois et accomplie par l'un d'eux, ainsi que l'Alsace arrachée en 1648 à l'Empire.

Dunkerque se rendit à Turenne, le 23 juin 1658, après la mort du marquis de Lede, son gouverneur.

Deux jours après, Louis XIV entra dans la ville conquise et en fit la remise aux Anglais.

Cette cession faite à Cromvell d'une ville aussi importante que Dunkerque, cession qui donnait pied en France à l'Angleterre, a été reprochée à Mazarin, mais elle avait été rendue nécessaire par la menace d'une alliance étroite de l'Angleterre avec l'Espagne.

Vint ensuite la reddition de Bergues-Saint-Vinoc (28 juin-1er juillet), de Furnes et de Dixmude (3 et 4 juillet)[1].

Turenne s'avança vers Nieuport, tandis que La Ferté se préparait à le rejoindre.

Le 29 juillet commença le siège de Gravelines, qui tomba au pouvoir de l'armée française le 27 août.

Le 9 septembre, Audenarde (Flandre orientale) ouvrit ses portes à Turenne. Après avoir repoussé le prince de Ligne des bords de la Lys et l'avoir forcé à se réfugier à Ypres, il s'empara tour à tour de Menin, d'Ypres (25 septembre) et de Comines.

Les Lorrains ne cessèrent pas, pendant cette dernière période de la campagne, de se couvrir de gloire et de mériter les éloges de Turenne, comme ils les avaient mérités pendant la bataille des Dunes.

---

1. Un *Te Deum* fut chanté à Nancy, le 6 juillet 1658, pour remercier Dieu de la victoire des Dunes. (*Gazette de France*, année 1658.)

L'Espagne, l'ancienne alliée de Charles IV, était vaincue; aussi Philippe IV envoya-t-il à Lyon don Antonio Pimentel[1] pour offrir la paix à Louis XIV ainsi que la main de l'Infante (28 novembre 1658).

Les concessions exigées par Mazarin de l'Espagne affaiblie et amputée furent considérables.

La France demandait à garder Perpignan et le Rousillon et la partie de l'Alsace déjà concédée par le traité de Munster. Elle exigeait que le duché de Bar lui fût alloué en toute propriété.

Condé fut amnistié et rentra dans ses biens, mais on lui enleva Chantilly. Il conserva cependant le gouvernement de la Bourgogne.

Quant à Charles IV, il fut remis en liberté et l'on décida qu'on lui rendrait le duché de Lorraine, mais qu'il céderait, à travers ses États amoindris, un passage d'une demi-lieue de large pour permettre à l'armée francaise de se rendre de Champagne en Alsace.

Nancy lui fut restitué, à condition que les fortifications en seraient rasées jusqu'au sol.

Les conférences pour la paix avaient eu lieu le 13 août 1659. Charles IV y envoya M. de la Chaussée et l'abbé de Riguet, précepteur du prince Charles.

Charles IV quitta Madrid sans avoir pu voir Philippe IV et arriva à Irun escorté par 50 gentilshommes espagnols (23 octobre 1659).

Son premier acte fut de protester contre les décisions prises à son égard et sans son consentement par Luis de Haro et Mazarin. Furieux, il se rendit à Saint-Jean-de-Luz où il fut reçu royalement par Mazarin, auquel il demanda d'adoucir les conditions que lui imposait le traité de paix projeté avec l'Espagne.

---

1. Pimentel était venu à Paris, en 1649, pendant la première Fronde, envoyé par le comte de Fuensaldaña à Paul de Gondi, pour lui offrir « tout ce qui était au pouvoir du roi, son maître » et lui promettre 100,000 écus qu'il refusa. Il eut des entrevues avec Mazarin lors de son exil, en 1652. Il avait été l'amant de Christine, reine de Suède, lors de son ambassade à Stockholm.

Mazarin ne se laissa pas fléchir par les prières du duc, mais lui promit de supplier Louis XIV de se relâcher de quelques-uns des avantages qui lui étaient acquis sur la Lorraine, en cas que les Espagnols voulussent être aussi favorables à Charles IV qu'ils l'avaient été au prince de Condé.

La condition du duché de Bar était donc soumise aux concessions que Mazarin pourrait arracher à l'Espagne.

C'est en vain que Charles IV importuna tellement don Luis de Haro de ses sollicitations, que le ministre du roi d'Espagne craignit un moment qu'il ne se portât par désespoir avec son armée au secours du Portugal.

Une conférence eut lieu entre Mazarin et don Luis de Haro, le 5 novembre 1659, où il fut parlé des exigences de M. de Lorraine, qui se trouvait menacé d'être abandonné par l'Espagne s'il n'acceptait pas les conditions de paix que Mazarin voulait lui imposer.

Charles IV s'apaisa et finit par consentir à être compris dans le traité que Mazarin allait conclure avec le ministre de Philippe IV, car il redoutait, en persévérant dans son obstination, de ne jamais toucher les sommes considérables que lui devait l'Espagne et de perdre la jouissance des biens qu'il avait acquis dans les Flandres et qui lui rapportaient plus de 600,000 écus de rente.

Le traité de paix fut signé entre la France et l'Espagne (8 novembre 1659).

Charles IV arriva le 29 novembre à Blois, à la cour de Gaston d'Orléans, où il fut fort bien reçu par Marguerite de Lorraine et il s'y rencontra avec Nicolas-François, son frère, et son neveu le prince Charles de Lorraine, les filles du duc d'Orléans, Marguerite-Louise d'Orléans, la future grande-duchesse de Toscane, et M^lle^ de Valois, ainsi que M^lle^ de Montpensier[1] et le roi d'Angleterre.

---

1. Le prince Charles de Lorraine mangeait à Blois avec les sœurs de M^lle^ de Montpensier. Il n'avait que 15 ans. La duchesse d'Orléans était ravie de voir ces enfants toujours ensemble. Le prince Charles devint amoureux, pendant son

De misérables questions d'argent faillirent troubler les deux frères; mais, grâce à l'intervention de la duchesse d'Orléans, leurs querelles s'apaisèrent et Charles IV s'achemina vers Paris, où le duc de Guise, qui avait été au-devant de lui en Espagne, lui donna l'hospitalité dans son hôtel. Il y reçut les hommages de tous les princes de Lorraine et renoua ses relations depuis longtemps interrompues avec la duchesse de Chevreuse, son ancienne maîtresse, maintenant dévouée à Mazarin, avec lequel elle entretenait une correspondance suivie et qu'elle mettait au courant des moindres faits et gestes de son cousin.

Elle pensait faire épouser Marie Mancini, une des nièces du cardinal, par le neveu de Charles IV, le prince Charles de Lorraine, et, à son défaut, par le duc lui-même, tout en rêvant également d'unir M. de Mancini, neveu du cardinal, à la princesse Anne, fille de Charles IV et de M^me^ de Cantecroix.

Après avoir passé le mois de janvier 1660 à Paris et assisté aux funérailles de Gaston d'Orléans à Blois (16 février), M. de Lorraine se rendit à Avignon, pour y saluer Louis XIV et sa mère (31 mars 1660). Il venait d'apprendre que le roi de France avait accordé la liberté à tous les Lorrains qui se trouvaient sur les galères de Toulon (17 février).

Il fut accueilli avec bonté; mais Mazarin repoussa avec

---

séjour à Blois, de la marquise de Raré, gouvernante des sœurs de M^lle^ de Montpensier. Le marquis de Beauvau, qui craignait que le neveu de Charles IV ne devînt amoureux d'une des sœurs de Mademoiselle, s'opposait à la fréquence des visites de son élève. Quant à Marguerite de Lorraine, « qui n'avait aucune prévoyance, elle ne songeait qu'à prier Dieu, à manger pour remédier à ses vapeurs (ce qui les augmentait aussi bien que la vie sédentaire) et à entretenir ses femmes lorraines, qu'elle trouvait de meilleure compagnie que tout ce qu'il y avait de gens à Blois, où il y en avait assez qui étaient de plus agréable conversation. Quoique la cour de Monsieur fût bien diminuée depuis son exil, elle ne donnait ordre à rien et ne voyait ses filles qu'un demi-quart d'heure le soir et autant le matin, et ne leur disait rien, sinon : « Tenez-vous droite, levez la tête. » Voilà toute l'instruction qu'elle leur donnait. Elle ne les voyait pas le reste de la journée et ne s'informait pas de ce qu'elles faisaient. M^me^ de Raré était dans sa chambre où il y avait cinq ou six tables de toutes sortes de jeux. Monsieur y allait souvent, ajoute M^lle^ de Montpensier, et mes sœurs étaient dans leurs chambres avec quantité de petites filles, et personne ni de qualité ni d'autorité à leur rien dire. » (*Mém. de M^lle^ de Montpensier*, t. III, pp. 390 et 391.)

hauteur ses réclamations au sujet du démembrement projeté de la Lorraine.

Le 17 avril, Charles retourna à Paris, car la cour de France allait se rapprocher des frontières d'Espagne pour le mariage de Louis XIV et de Marie-Thérèse.

Nous ne raconterons pas les amours de Charles IV et de Marianne Pajot[1], ni sa rivalité ridicule avec son neveu auprès de Marie de Mancini, qui, après avoir aimé Louis XIV, avait reporté ses affections sur Charles de Lorraine.

Son mariage avec le connétable Colonna, ménagé par Mazarin, mit fin à cette comédie.

Charles IV devait recevoir de Mazarin, contre lequel il avait si longtemps lutté, une dernière satisfaction.

Le cardinal, revenu avec la cour à Paris, après avoir assisté au mariage de son souverain, le 9 juin 1660, tomba gravement malade. Avant de mourir, il se rappela qu'il avait été, au début de sa carrière politique, envoyé à Paris par Urbain VIII pour défendre les intérêts de Charles IV.

Aussi s'empressa-t-il de signer à Vincennes, avec le duc de Lorraine, un traité de paix (dernier jour de février 1661).

Les clauses arrêtées à Saint-Jean-de-Luz furent maintenues, mais le duché de Bar fut restitué au duc.

Le 9 mars, Mazarin s'éteignit.

Malgré la dureté des conditions imposées par Mazarin à Charles IV, ce dernier pouvait rentrer dans ses États la tête haute.

---

1. Charles IV était arrivé à Paris sans équipage, couchant tantôt dans un lieu, tantôt dans un autre, souvent au couvent des Carmes, auprès du Luxembourg. Marianne Pajot était la fille de la première femme de chambre et de l'apothicaire de Mademoiselle, qui nous a laissé un récit piquant des amours accessoires de Charles IV, qui ne bougeait de chez l'oncle de Marianne et y mangeait « dans des plats de faience ». Charles IV fréquentait aussi beaucoup chez Montpensier. Ces deux caractères éminemment originaux sympathisaient avec le prince Charles, fils du duc Nicolas-François, elle le dépeint [illegible] fort mal vêtu et on s'en moquait. Il était fort bien fait et beaucoup [illegible] ces beautés inanimées, un air gauche ; à tout ce qu'il faisait il [illegible] élévation. » (*Passim*, p. 497.)

Son long exil était terminé, grâce à la réconciliation de la France avec l'Espagne.

Mais, hélas ! si les conditions de la nouvelle paix conclue avec la cour de France étaient rigoureuses, il lui fallait les accepter pour recouvrer le duché de Bar, à l'aliénation duquel les Espagnols avaient consenti, en faveur de Louis XIV, par le traité des Pyrénées. Ces conditions étaient ainsi formulées :

« Qu'il serait rétabli dans les duchés de Lorraine et de Bar, ainsi que ses prédécesseurs en avaient joui, dans lesquelles néanmoins le Roi retiendrait un passage depuis l'entrée desdits États, du côté de Stenay jusqu'en Allemagne ; lequel demeurerait en souveraineté à Sa Majesté ; ce passage n'a qu'une demi-lieue de large ; mais il n'a pas moins de trente lieues de longueur.

« Que les fortifications des villes vieille et neuve de Nancy seraient démolies.

« Que les places de Stenay, Clermont, Jametz et Dun resteraient en propriété à la France, sans en payer le prix convenu dans les anciens traités.

« Que le duc désarmerait entièrement, à la réserve de la compagnie de ses gardes et chevau-légers, qu'il lui serait libre de retenir, et de quelques infanteries pour la garde des places qui lui restaient.

« Qu'il ne pourrait rétablir les fortifications de Nancy, ni en faire de nouvelles à aucune place de ses États sans l'agrément du Roi, et de plus n'y pourrait donner asile à aucun Français contre la volonté de Sa Majesté. »

Charles devait céder en outre, à la France, Sierck, Sarrebourg et Phalsbourg, une partie de la prévôté de Marville et des villages placés sur la route de Verdun à Metz et de Metz à Saverne.

Ce fut le 22 mars 1661 que Charles IV rendit hommage à Louis XIV pour la partie du duché de Bar mouvant de la couronne de France, comme il l'avait fait en 1641, après la signature de la Petite Paix.

Le comte de Brienne, secrétaire d'État, trouva les clauses

du traité de Vincennes excessivement préjudiciables à la France « en ce que l'on autorise le duc (de Lorraine), qui est vassal du Roi, à changer la nature de son fief, sans en avoir eu le consentement de son souverain[1] ». Évidemment, en rendant les duchés de Lorraine et de Bar à Charles IV, Mazarin méconnaissait les droits qu'avaient acquis les enfants du duc Nicolas-François à ces duchés, après la mort de la duchesse Nicole, véritable duchesse de Lorraine et de Bar.

La loi salique allait dorénavant régler l'ordre de succession au trône dans ces deux duchés et Charles IV en devenir le souverain réel.

Il rentrera bientôt dans ses États et se livrera à un repos momentané, prix de sa réconciliation avec la France (1661-1667). Combien il eût été désirable que cette accalmie, si souhaitée par les Lorrains, eût pu durer, en leur permettant de réparer entièrement les ruines et les désastres causés par une lutte de près de trente ans contre la mère-patrie !

---

1. Cf. *Mémoires du comte de Brienne,* éd. Michaud et Poujoulat, 1857, p. 159. Brienne affirme qu'à la mort de la duchesse Nicole, Charles IV obtint du pape la permission d'épouser la sœur cadette de cette princesse. Cette erreur grossière nous étonne de la part d'un secrétaire d'État. Au sujet de l'introduction de la loi salique en Lorraine, voir la *Jeunesse de la duchesse Nicole,* par Meaume et F. des Robert, Nancy, Sidot frères, pp. 33 et suivantes. Cet ouvrage forme, avec nos *Campagnes de Charles IV* et *Charles IV et Mazarin,* l'ensemble de nos études sur Charles IV, en attendant que nous complétions la biographie de ce duc (1661-1675).

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

Errata V

Préface . . . . . VII-XVI

CHAPITRE Ier

La bataille de Tuttlingen (16 novembre 1643)
Négociations entre Charles IV et Mazarin (1644)

Mort de Louis XIII (16 mai 1643). — Anne d'Autriche et Mazarin continuent la politique de Richelieu. — Bataille de Rocroi (19 mai 1643) Charles IV à Worms. — Mazarin, désirant faire le siège de Thionville, cherche en vain à obtenir la neutralité de Charles IV. — Charles IV devient le chef de l'Union catholique. — Son armée tient garnison à Landau, à Worms et à Spire. — Ligniville quitte le comté de Limbourg et se loge à Hemmendorf. — La princesse de Cantecroix à Hombourg (Nassau). — Prise de Thionville par le duc d'Enghien (10 août 1643). — Les Hessois battent les troupes de Charles IV à Schriesheim (26 juin). — Charles IV à Heildelberg, à Spire, à Philippsbourg. — Le maréchal de Guébriant se poste à l'abbaye de Salmansweiller — Charles IV à Worms (25 août) et Ligniville près de Grauen. — Guébriant assiège en vain Rottweil et se retire en Alsace. — Prise de Sierck (Lorraine) par le duc d'Enghien (3 septembre). — Enghien se campe à Etain et loge son armée entre la Meuse et la Moselle. — Mazarin envoie des renforts à Guébriant. — Il abat le parti des Importants et exile la duchesse de Montbazon (22 août 1643) et la duchesse de Chevreuse (2 septembre) et fait emprisonner le duc de Beaufort. — La duchesse de Chevreuse se réfugie dans les Pays-Bas. — Le duc d'Enghien quitte Paris et conduit des renforts à Guébriant (octobre 1643). — Passage du Rhin par Guébriant. — Retour d'Enghien à Paris. — Prise de Rottweil (20 novembre 1643). — Mort de Guébriant. — Charles IV vainqueur à Tuttlingen (25 novembre 1643). — Négociations de Charles IV avec Mazarin. — Le duc d'Enghien reçoit le commandement de l'armée d'Allemagne (3 décembre 1643). — Nouvelles négociations de Charles IV avec Mazarin. — MM. de Maugiron et du Maurier arrivent à Worms (avril 1644). — Capitulation d'Uberlingen (10 mai 1644). — Convocation du congrès de Munster. — Turenne réorganise l'armée d'Allemagne. — Composition de l'armée lorraine. — Le Prince de Phalsbourg à la solde de Mazarin. . . . 1-60

CHAPITRE II

CAMPAGNE D'ALLEMAGNE (MAI-DÉCEMBRE 1644). — NOUVELLES NÉGOCIATIONS.

Pages.

Charles IV signe un nouveau traité avec les Espagnols (2 mai 1644). — Négociations de du Plessis-Besançon avec Charles IV (mai 1644). — Turenne à Brisach. — Beaufort, nommé gouverneur de Worms par Charles IV, est envoyé par lui dans le pays de Juliers. — Sa mort. — Saint-Balmont est surpris par les Hessois. — Mondragon les taille en pièces. — Siège du château de Falkenstein par Charles IV. — Turenne, auquel Mazarin a promis le concours du duc d'Enghien, envahit le Brisgau. — Gaspard de Mercy battu par Rosen. — Gaston d'Orléans reçoit le commandement de l'armée des Flandres. — Il entreprend le siège de Gravelines. — Mazarin s'assure la coopération des Provinces unies. — Charles IV, après avoir fait mine de secourir Gravelines, reprend le chemin du Luxembourg. — Entrevue de Charles IV avec du Plessis-Besançon (21 juin 1644). — Charles IV se refuse à ratifier son traité avec la France[1]. — Du Plessis-Besançon ne trouve pas Charles IV à Worms et revient à Metz (17 juillet 1644). — Du Plessis-Besançon s'aboucha avec Estienne de Viler, exempt de Charles IV, à Boulay Lorraine). — Reproches réciproques. — Charles IV traverse la Meuse (23 juillet 1644). — Prise de Gravelines par Gaston d'Orléans et prise de Fribourg-en-Brisgau. — Mazarin et Charles IV se trompent réciproquement. — Opinion émise par La Grange-aux-Ormes sur les négociations entamées. — Journées de Fribourg (7-9 août 1644). — Le duc d'Enghien médite le siège de Fribourg et l'occupation des villes des bords du Rhin. — Magalotti reçoit l'ordre de s'opposer à la marche de Charles IV vers l'Allemagne. — Prise de Spire par l'armée franco-weimarienne (29 août 1644). — Prise de Philippsbourg (9 septembre 1644). — Charles IV passe la Moselle, se poste à Bingen et se jette dans Worms. — Prise de Worms. — Prise de Landau par Turenne (22 septembre 1644). — Les villes situées sur le Rhin depuis Bâle jusqu'à Mayence tombent au pouvoir des Français. — Mercy reprend Mannheim et menace Spire, Worms et Mayence. — Turenne le tient en respect. — Habileté de Mazarin. — Charles IV est repoussé des bords du Rhin. — Mazarin cherche à détacher Maximilien de Bavière de l'Autriche. — Magalotti reçoit l'ordre d'assiéger La Mothe. 61-82

CHAPITRE III

CHARLES IV DANS LES FLANDRES. UN AGENT SECRET DE MAZARIN AU CAMP D'ALTRE (1645).

Charles IV laisse Turenne s'établir sur le Rhin. — Pointe hardie de Rosen, lieutenant de Weimar, dans le Wurtemberg. — Mercy s'établit

1. Ce traité a été publié par Dumont, dans son *Corps universel diplomatique*. Il est daté de Gemünden, petite localité située à 53 kilomètres au sud de Coblence. Il resta à l'état de projet. Cf. Mercurio di Vittorio Siri (tome IV, 1655), aff. étr. Espagne, suppl. IV. Nous avons daté, par erreur, ce traité de Gemunden (v. p. 66).

Pages.

à Göpingen (31 janvier 1645). — Régiments de cavalerie envoyés en Lorraine par Turenne. — Magalotti entreprend le siège de La Mothe (janvier-février). — Péripéties de ce siège (janvier-mai). — Charles IV se campe à Aeltre (Flandre orientale). — Mazarin lui envoie le sieur Jobar (avril). — Charles IV s'avance vers la Moselle (mai). — Charles IV annonce son arrivée sous La Mothe. — Continuation du siège de La Mothe. — Peñaranda à Bruxelles (24 avril). — Jugement porté par lui sur Charles IV. — Le marquis de Castel-Rodrigo et Piccolomini s'opposent à son arrestation. — Charles IV retourne à Aeltre. — Trêve conclue par lui avec le stathouder de Hollande. — Son amour du repos et des négociations. — Mazarin croit qu'il va rejoindre Mercy en Allemagne. — Mazarin prévient le duc d'Enghien des intentions présumées de Charles IV. — Gaston d'Orléans dans la Flandre maritime (juin). — Le duc d'Enghien, campé à Magny, près de Metz, s'informe des progrès du siège de La Mothe et surveille les troupes lorraines qui s'avancent vers la Meuse. — Magalotti fait jouer la mine sous les remparts de La Mothe (18 juin). — Il est blessé par Héraudel. — Le marquis de Villeroy le remplace. — Il somme Cliquot de se rendre (28 juin). — Mazarin offre à Charles IV la neutralité de la Lorraine. — Charles IV ordonne à Cliquot de se rendre. — Capitulation de La Mothe (5 juillet). — Mazarin fait raser les maisons de La Mothe, malgré les termes de la capitulation et les supplications de M. du Boys de Riocour. — Inaction de Charles IV dans les Flandres. — Gaston d'Orléans passe la Colme. — Piccolomini veut lui barrer le chemin de Dunkerque. — Henri-Frédéric de Nassau, prince d'Orange, se poste entre Gand et Bruges, à Veuderhoute. — Gaston d'Orléans s'empare du fort de Mardick (10 juillet), du fort de Linck (25 juillet); de Bourbourg (10 août). — Inquiétudes de Piccolomini. — Il demande l'aide de Charles IV (9 août). — Arrivée de Jobar à Aeltre (16 août). — Le prince d'Orange et Brederode occupent Maldegem. — Le prince d'Orange pousse jusqu'à L'Écluse et établit son quartier général à Oost-Eecloo. — Jobar promet à Charles IV la restitution de la Lorraine. — Charles IV s'excuse de n'avoir pas exécuté le traité conclu par lui, au mois de mai 1644, avec la France. — Fâcheuse influence du P. Didacus et du marquis de la Boulaye. — Charles IV semble vouloir aller au secours de Charles Ier, roi d'Angleterre (juin). — Charles IV se refuse à traiter avec la France et à trahir l'Espagne (août). — Il se décide à quitter Aeltre. — Charles IV semble prêt à s'accommoder avec la France et à s'avancer vers la Meuse (août). — Ses objections. — Propositions que lui fait Castel-Rodrigo. — Revue de l'armée lorraine. — Gaston d'Orléans repasse la Colme (21 août). — Il s'empare de Cassel, Béthune, Saint-Venant et Lillers. — Lettre de Charles IV au prince Nicolas-François. — Entretien de Charles IV et de Jobar au sujet de La Mothe. — La Princesse de Phalsbourg espionne de Mazarin. — Castel-Rodrigo s'oppose au départ de Charles IV. — Henin, abbé de Sainte-Catherine, ne croit pas à la bonne foi de Charles IV. — Appréhensions du P. Leurechon,

Pages.

confesseur de Charles IV. — Craintes conçues par Jobar au sujet de la bonne foi de Charles IV. — Succès remportés par Rantzau et Gassion en Flandre (septembre). — Inutiles tentatives faites par Castel-Rodrigo auprès du prince Nicolas-François. — Charles IV abandonné par les plénipotentiaires espagnols au congrès de Munster. — Intentions manifestées par Charles IV de continuer la guerre contre la France après la conclusion de la paix générale. — Il convoque le P. Dom André et Béatrix de Cantecroix à Aeltre. — Charles IV refuse l'invitation du coadjuteur de l'archevêque de Cologne et désire rester inactif. — Prise d'Armentières (10 septembre). — Charles IV se trouve menacé. — Il fait l'éloge du duc d'Orléans et critique la conduite des Espagnols. — Succès de l'armée française. — Charles IV surveillé par les Espagnols. — Il refuse de traiter avec la France. — Jobar fait prisonnier à l'hôtel de Berghes, à Bruxelles (17 septembre). — Béatrix de Cantecroix se réfugie à Anvers. — Panique des habitants de Bruxelles. — Charles IV, menacé par l'armée française, se réfugie à Cruysauthem (27 septembre). — Rantzau et Gassion sur le canal de Gand à Bruges. — Le prince d'Orange traverse ce canal et envahit le pays de Wæs. — Les Français et les Hollandais traversent l'Escaut près de Gand (3 octobre. — Castel-Rodrigo convoque un conseil de guerre à Gand. — Beck, convoyé par Charles IV, se porte au secours d'Anvers (5 octobre). — Beck ne peut s'opposer au passage du grand Escaut par le stathouder de Hollande. — Jobar retourne à Aeltre. — Rantzau promet à Rousselot d'Hédival la restitution de Nancy. — Charles IV ne veut traiter avec la France qu'en Allemagne. — Prise d'Hulst par Guillaume d'Orange (4 novembre). Gassion et Rantzau s'emparent de Pont-à-Vendin, Lens, Orchies, L'Écluse et Arleux (octobre-novembre). — Charles IV renouvelle son traité d'alliance avec l'Espagne. — Turenne s'empare de Trèves (26 novembre) et barre le chemin de l'Allemagne à Charles IV. — Prise de Mardick par les Espagnols. — Charles IV renoue ses négociations avec la France. — Castel-Rodrigo n'ose exécuter l'ordre qu'il a reçu d'arrêter Charles IV. — Il le fait surveiller par Beck, gouverneur du Luxembourg. — Charles IV et la princesse de Cantecroix promettent de se séparer et demandent leur pardon (28 décembre). — Marie de Gonzague, reine de Pologne, à Bruxelles. 83-180

CHAPITRE IV

Campagne de Flandre (1646) [*suite*].

Mazarin désire se réconcilier avec Charles IV. — Il lui fait des concessions moins favorables qu'auparavant. — Gassion culbute les troupes de Charles IV et traverse l'Escaut (20 mars 1646). — Il s'avance vers Ath au devant des Espagnols et des Lorrains, qu'il met en déroute. — Gassion se retire à Menin. — La cour de France à Amiens. — Entrée en campagne du duc d'Orléans et du duc d'Enghien. —

Pages.

Les Français semblent se prêter au jeu des Espagnols. — Siège de Courtrai par Gaston d'Orléans et le duc d'Enghien (juin 1646). — Charles IV attaque l'armée française. — Repoussé, il ne peut faire entrer de secours dans Courtrai. — Le prince d'Orange arrive au secours des Français. — Charles IV et les Espagnols traversent la Lys. — Gaston d'Orléans envoie chercher des munitions à Béthune. — Seconde attaque victorieuse des Espagnols et des Lorrains. — Capitulation de Courtrai (29 juin 1646). — Charles IV envoie un trompette au marquis de Marcheville qu'il invite à venir le voir. — Charles IV se plaint des agissements de Mazarin et de ceux des Espagnols. — Entrevues de Marcheville avec Charles IV. — Charles IV promet à Marcheville de s'accommoder avec la France. — Mazarin ne répond pas à ses ouvertures. — Frédéric-Henri de Nassau se poste près du Sas-de-Gand. — L'armée espagnole entre deux feux. — L'armée française ne bouge pas avant le 18 juillet. — Charles IV s'arrête à Thielt. — Émilie de Solms retient le prince d'Orange au Sas-de-Gand. — Position critique de Charles IV. — Extrême prudence de Guillaume d'Orange, fils du stathouder de Hollande. — Prudence de Charles IV. — Version du maréchal de Gramont. — Jonction de Guillaume d'Orange avec Gaston d'Orléans. — Défection de Frédéric-Henri de Nassau. — Gaston d'Orléans retourne à Courtrai. — Il s'approche de Bergues-Saint-Vinoc. — Il refuse d'assiéger Dunkerque et s'empare de Bergues-Saint-Vinoc (31 juillet 1646). — Folie du stathouder. — Mardick se rend aux Français (25 août 1646). — Charles IV à Spa. — Départ de Gaston d'Orléans pour Paris. — Le duc d'Enghien s'empare de Furnes. — Les plénipotentiaires français répondent d'une façon négative à l'intervention des plénipotentiaires impériaux en faveur de Charles IV. — Lettre du prince Nicolas-François à Charles IV au sujet du traité de Munster (8 mars 1646). — L'Espagne demande l'indépendance de la Lorraine. — Maximilien de Bavière demande la cession des Trois-Évêchés et de l'Alsace à la France. — L'empereur demande la restauration de Charles IV. — Turenne en Allemagne. — Mazarin refuse à la princesse de Phalsbourg la neutralité de ses terres. — Intrigues de la duchesse de Chevreuse. — Elle envoie Saint-Ibar à Munster. — Prise de Longwy (12 juillet 1646). — Opinion émise par Jobar sur le duc d'Enghien. — Mort du prince de Condé. — Son fils poursuit le cours de ses succès dans les Flandres. — Charles IV recommence à négocier avec la France. — Il s'avance vers Namur (5 octobre 1646). — Siège de Dunkerque par Condé. — Charles IV refuse d'aller au secours de Dunkerque. — Prise de Dunkerque (11 octobre 1646). — Charles IV se méfie de Mazarin. — La princesse de Cantecroix à Gand. — Charles IV la ramène à Bruxelles. — Il consent à se séparer d'elle (novembre 1646). — Charles IV est abandonné par toutes les puissances . 181-227

CHAPITRE V

Campagne de Flandre — Tentatives de réconciliation de Charles IV avec la duchesse Nicole (1647).

Pages.

Nouvelles négociations de Charles IV avec la France (janvier 1647). — Mazarin ordonne à Turenne et à d'Actonville d'empêcher Charles IV de s'approcher des rives du Rhin. — Trêve d'Ulm (14 mars 1647). L'archiduc Léopold-Guillaume d'Autriche gouverneur général des Pays-Bas catholiques. — Intrigues de la duchesse de Chevreuse. — Lettres de M. de Lionne à la princesse de Phalsbourg (4 janvier-1 février 1647). — Lettre de Charles IV à Mazarin (25 février 1647). — Il lui envoie Vincent, son secrétaire. — Charles IV demande une suspension d'armes (24 mars 1647). — Turenne repasse le Rhin et est abandonné par une partie de ses troupes (juin 1647). — Charles IV remet flamberge au vent. — Il envoie Martin à Mazarin, à Amiens (1 mai 1647). — Ses nouvelles exigences. — Capitulation d'Armentières et de Comines (mai-juin 1647). — Charles IV demande un délai de deux à trois mois avant de se déclarer neutre. — Il rompt avec la France. — D'accord avec Beck, il projette le siège de Longwy. — Bonnes dispositions de Mazarin envers Charles IV. — Sa lettre à la princesse de Phalsbourg (19 juillet 1647). — Les plénipotentiaires assemblés à Munster et à Osnabrück peu favorables à Charles IV. — Égoïsme de Charles IV. — Combat de Seclin (15 août 1647). — Charles IV envoie Rousselot d'Hédival à Munster. Il y est mal accueilli septembre 1647). — Bonnes dipositions de Mazarin envers Charles IV. — Tentatives de réconciliation de Charles IV avec la duchesse Nicole. — Lettres inédites de Charles IV et de la duchesse Nicole. — Intervention des princes de la maison de Lorraine et d'Anne d'Autriche. — Négociations entamées par Vincent et le P. du Moulin. — Exigences réciproques des deux époux (avril-octobre 1647). — Prise de Leas par Villequier (3 octobre 1647). — Prise de Dixmude par l'archiduc Léopold. — Turenne repasse le Rhin, fait lever le siège de Worms, assiégé par les Lorrains et leur enlève le Château de Falkenstein (sur le Taunus). — Intrigues de Béatrix de Cantecroix avec le prince de Galles (1647-1648). — La Hollande se réconcilie avec l'Espagne. — Intrigues de la duchesse de Chevreuse dans les Flandres. . . 228-276

CHAPITRE VI

Traité de Wetsphalie — Négociations de Charles IV avec Mazarin (1648-1649).

Le comte de Peñaranda demande, à Munster, la restitution de la Lorraine à Charles IV, à l'exclusion du duché de Bar. — Lettres de Peñaranda à la cour d'Espagne au sujet de Charles IV (janvier-février 1648). — Haine qu'il inspire aux Espagnols. — Éloge de Phi-

Pages.

lippe-Emmanuel de Ligniville. — Le prince de Condé reçoit l'ordre d'assiéger Ypres (12 mai). — Courtrai se rend aux Espagnols (20 mai). — Prise d'Ypres par Condé (29 mai). — Charles IV envahit la vallée de la Somme. — Condé s'oppose à la marche des Espagnols et les force à se concentrer près de Furnes. — L'archiduc Léopold s'empare de Furnes (29 juillet) et d'Estaires (12 août). — Erlach envahit la Lorraine (juin). — Il se dirige vers la Thiérache. — Condé, dans la Flandre maritime, est rallié par Erlach et barre aux Espagnols et aux Lorrains la route de Béthune (14 août). — Bataille de Lens (20 août). — Prise de Furnes par Condé (10 septembre). — Mazarin consent à restituer à Charles IV la *Vieille Lorraine*, après la démolition des places fortes (février 1648). — Commencements de la Fronde (janvier 1649). — La cour quitte Paris (6 janvier). — La Ferté-Senneterre ne peut envoyer de secours à Mazarin. — Mécontentement de Turenne et de Charles IV, dépouillé au profit de Condé. — Protestation de la duchesse Nicole contre l'abandon de Jametz et Clermont-en-Argonne fait par Mazarin à Condé. — L'Empereur abandonne Charles IV au congrès de Munster. — Les troupes lorraines, revenues de l'Électorat de Cologne, commettent de grands dégâts dans les Pays-Bas (octobre-décembre 1648). — Ordre donné par Charles IV au comte de Ligniville de concentrer ses troupes à Schaffauzen. — Mazarin envoie le comte de Brancas à Charles IV (décembre 1648). — Il lui accorde de meilleures conditions de paix. — La cour de France quitte Paris (janvier 1649). — Condé reçoit le commandement de l'armée royale. — Le Parlement de Paris demande l'exil de Mazarin et met ses biens à l'encan (8 janvier 1649). — Condé prend le commandement de l'armée des Princes. — Capitulation de la Bastille. — Soulèvement des provinces. — Arrivée à Paris de Dom Juseppe Arnolfini et de Francisco Pizarro à Saint-Germain-en-Laye (février 1649). — Mort de Charles I^er^, roi d'Angleterre (3 février 1649). — Turenne offre au Parlement de Paris son armée d'Allemagne. — Il se réfugie chez la landgravine de Hesse. — Charles IV prête l'oreille aux propositions de Mazarin (2 février). — Mazarin envoie de nouveau le comte de Brancas à Charles IV. — Friquet vient trouver Mazarin de la part de Charles IV. — Nouvelle lettre de Charles IV à Mazarin (25 février). — Arrivée de Brancas à Sedan (1 mars). — Charles IV lui envoie M. de la Brûle. — Les deux émissaires ne peuvent s'entendre. — Les Espagnols s'acheminent vers Valenciennes (5 mars). — M. de Laigues va trouver la duchesse de Chevreuse à Bruxelles. — L'armée lorraine dans le Cambresis et dans la Thiérache. — Charles IV envoie un nouvel émissaire au comte de Brancas (13 mars). — L'armée lorraine à Paliseul et à Namur. — Paix de Rueil (13 mars). — Retour de la duchesse de Chevreuse à Paris. — Charles IV fait faire de nouvelles ouvertures à Mazarin par Louis de Bridieu, gouverneur de Guise (20 mars). — Le Parlement signe un traité d'alliance avec l'Espagne (11 avril). — Nouveau traité d'alliance conclu par Charles IV avec l'archiduc Léopold à Landrecies (mars).

Pages.

— Naissance du prince de Vaudémont (17 avril). — L'archiduc Léopold repasse la frontière. — Prise d'Ypres par les Espagnols. (10 mai). — Prise de Saint-Venant par les Espagnols (25 avril). — Échec des négociations de du Plessis-Besançon avec Rousselot d'Hédival et La Fontaine (29 mars-2 mai). — Charles IV roi de la Kermesse de Bruxelles. — Charles IV assiste au siège de Cambrai. — (24 juin-3 juillet). — Les Lorrains ne peuvent empêcher Villequier de passer l'Escaut. — Ils s'enferment dans Valenciennes (août). — Harcourt lève le siège de Douai. — Échec des négociations d'Hugues de Lionne à Douai. — Le colonel lorrain Croonders livre Condé à d'Harcourt (25-27 août). — Clinchamp se campe à Ath. — Capitulation de La Motte-aux-Bois (10 octobre). — Beau fait d'armes accompli par Brœck. — Les Français démantèlent Lillers. — L'archiduc Léopold et Charles IV reviennent à Bruxelles (28 octobre). — Mort de l'impératrice (août 1649). — Le prince Nicolas-François de Lorraine veut marier Mademoiselle de Montpensier à l'Empereur. 277-348

CHAPITRE VII

Campagne des Ardennes. — Campagne de Lorraine (1650).

Arrestation des Princes (18 janvier). — Charles IV s'en réjouit. — Il répugne à Mazarin de conclure un traité particulier avec Charles IV. — Charles IV prête à l'archiduc Léopold d'Autriche 6,000 soldats. — Les Lorrains dans le comté de Ravenstein. — M. de Fauge sur les bords du Rhin et de la Moselle (mars 1650). — M. de Fauge rejoint Turenne (avril). — Lettre de Mazarin à Le Tellier (13 avril). — Traité d'alliance entre Turenne, la duchesse de Longueville et les Espagnols (30 avril). — Capitulation de Clermont-en-Argonne, Jametz et Damvillers. — Choiseul-Praslin reçoit de Mazarin le commandement de l'armée du Nord. — Capitulation de Bellegarde (9 avril). — Charles IV reste à Bruxelles. — Ligniville bat Roze-Worms, près de Châtel-sur-Moselle. — Turenne s'empare d'Irson, d'Aubenton et du Catelet (juin). — M. de Fauge rallie l'archiduc Léopold. — M. de Bridieu se maintient dans Guise (juillet). — M. de Lambertye bat l'armée lorraine à Serrouville (juillet). — La Capelle, Vervins, Marle, Rethel et Château-Porcien se rendent à Turenne et aux Espagnols (août). — Prise d'Épinal par MM. de Belrupt et Dominique Lhuillier, colonels lorrains. — Ligniville s'empare de Neufchâteau (7 septembre). — La Ferté près de Reims. — Turenne veut franchir la Vesle. — Turenne bat Hocquincourt à Fismes (26 août) et pille La Ferté-Milon (1er septembre). — Les Espagnols et les Lorrains à Bazoches (Aisne). — L'archiduc Léopold demande une entrevue au duc d'Orléans. — Mazarin se réconcilie avec les Bordelais (10 octobre). — Naissance du duc de Valois (17 août). — Charles IV offre 10,000 hommes à Louis XIV. Mazarin n'accueille pas ses ouvertures. — Ligniville reconquiert une partie de la Lorraine. — Les Toulois redoutent un siège (septembre).

Pages.

— La Ferté ravitaille Nancy. — Mouzon se rend à Turenne (6 novembre). — Les Princes sont transférés au Havre (25 novembre). La Ferté s'empare du château de Tonnoy. — Ligniville est battu à Lignières (9 octobre). — La Ferté est blessé sous Ligny. — Les Langrois lèvent le siège du château d'Aigremont (16 août). — Les Lorrains ne peuvent s'emparer de Bourbonne (novembre). — Turenne au camp de Romagne. — Ordre donné par Charles IV à Ligniville de se porter vers l'Argonne (19 novembre). — Du Plessis-Praslin s'empare de Rethel (13 décembre). — Du Plessis-Praslin bat Turenne et les Lorrains à Sommepy (14 décembre). — Ligniville, blessé, fait un vœu à Notre-Dame de Benoite-Vaux. — Les Lorrains dans le pays de Liège (janvier-décembre 1650). 348-389

CHAPITRE VIII

Charles IV pendant la première Fronde (1651).

Erreur de Puységur au sujet des Lorrains. — Mazarin délivre les Princes (13 février). — La Ferté échoue devant Épinal (12 février). — Il échoue devant Neufchâteau. — Résultats de sa colère. — Basses flatteries du Conseil de ville de Nancy. — Mazarin quitte la France. — Entrevue inutile de Mazarin avec Pimentel à Brühl. — Neutralité accordée à Remiremont, à Épinal et aux prévôtés d'Arches et de Bruyères (3 mars 1651). — Charles IV ordonne à Ligniville d'entrer en Lorraine (12 mars. — Turenne fait sa soumission à Louis XIV (2 mai). — Tavannes abandonne le maréchal d'Aumont. — Préludes d'une nouvelle campagne en Flandre. — Charles IV ordonne à Ligniville d'obéir au marquis de Molenghien (juin). — Condé se brouille avec la cour de France (juillet). — Nouvelles négociations de Mazarin avec Charles IV (septembre). — Condé soulève la Guienne; les Espagnols envahissent la Saintonge et s'emparent de Furnes. — Mazarin, établi à Huy, recrute des troupes en Allemagne et renforce les garnisons du Nord. — La Ferté et Grandpré barrent le chemin de la Champagne aux Espagnols. — Prise par les Espagnols du fort de Linck. — Charles continue à traiter avec Mazarin sans s'engager à fond avec Condé. La Ferté met le siège devant Châtel-sur-Moselle (septembre). — Jacques Bernier d'Hagecourt obtient de La Ferté la neutralité de cette place et de celle d'Epinal. — Toutes les places de la Lorraine, sauf Bar-le-Duc, sont reprises par La Ferté. — Prise du Quesnoy et de Coucy par Ligniville. — Mésintelligences de Charles IV avec les Espagnols (novembre). — Traité de Condé avec les Espagnols (6 novembre). — Hésitations de Charles IV. — Condé battu par le comte d'Harcourt. — Mazarin rentre en France. — Arrêts rendus par le Parlement contre Mazarin. — Charles IV émet le projet d'aller délivrer l'Irlande du joug de Cromwell. 390

CHAPITRE IX

CHARLES IV ET LA SECONDE FRONDE (1652).

Pages.

La tête de Mazarin est mise à prix (29 décembre 1651). — Le duc d'Orléans et le prince de Condé envoient des émissaires à Charles IV. — Les Princes promettent à Béatrix de Cusance de faire ratifier son mariage. — Mazarin, chez Fabert, à Sedan, donne rendez-vous aux généraux restés fidèles au roi (2 janvier 1651). — La Champagne est mise en état de défense. — Raulin, secrétaire de Charles IV, assure Mazarin de l'amitié de son maître. — Hocquincourt accompagne Mazarin jusqu'à Rethel. — Mazarin à Gien (16 janvier). — Le Parlement s'allie à Condé (24 janvier). — Mazarin à Poitiers (29 janvier). — Charles IV résiste aux propositions des Princes. — Anne d'Autriche envoie Isaac Bartet, Vautorte et Freget à Charles IV. — La reine-mère offre Sedan à la princesse de Cantecroix et lui fait demander en mariage sa fille Anne pour le duc d'Anjou. — Le comte de Beaujeu à Bruxelles. — Charles IV ne souscrit pas aux propositions d'Anne d'Autriche et conseille à l'archiduc Léopold d'Autriche d'envoyer des secours aux Princes. — Nouvelles tentatives de réconciliation faites par Anne d'Autriche auprès de Charles IV. — Le marquis de Joyeuse-Lambert à Bruxelles. — Anne d'Autriche promet à la princesse de Cantecroix son intervention à Rome. — Charles IV ouvre l'oreille aux propositions d'Anne d'Autriche. — Le duc de Bouillon et Turenne se réconcilient avec Louis XIV (31 décembre 1651). — Charles IV demande une entrevue au duc d'Orléans. — Il conclut avec lui un pacte d'alliance (24 janvier 1652). — Charles IV envoie le baron de Malvoisin au Maréchal de La Ferté-Senneterre, qui l'envoie à Poitiers (24 janvier 1652). — Charles IV promet à Louis XIV 10.000 hommes si le roi lui rend tous ses États. — Réserves faites par Mazarin. — Levées faites par La Ferté. — Tavannes se poste entre Chartres et Paris. — Nemours et Clinchamp à Paris (mars). — Troisième traité conclu par Charles IV avec l'Espagne (10 mars). — La Meilleraye détruit la ligue angevine. — Mademoiselle de Montpensier à Orléans. — Condé battu à Tonnay-Charente, à Saint-André de Cubzac, échoue devant Miradoux (24 février-12 mai), ne peut se maintenir à Agen et perd Taillebourg et Saintes. — Il bat Hocquincourt à Bléneau (7 avril). — Anne d'Autriche fait de nouvelles avances à Charles IV (5 mars). — Condé à Paris (11 avril). — Son autorité est battue en brèche par le cardinal de Retz. — La cour à Corbeil (27 avril). — Belles promesses faites par les Princes à Charles IV. — Il est surveillé par les Espagnols. — Charles IV en Champagne (avril). — M. de Beaujeu accompagne Charles IV. — Mazarin laisse M. de Fauge pénétrer en Champagne. — La duchesse de Chevreuse et la marquise d'Ampus aident Mazarin dans ses tentatives de réconciliation avec Charles IV. — Fauge rallie Charles IV à Vanault-les-Dames. — Armée de Charles IV. — Traité de Charles IV avec Mazarin. — Mazarin

Pages.

lui restitue Marsal. — Manifeste de Charles IV aux *bons Français* 29 avril). — Charles IV à Sainte-Menehould. — La cour et les Princes ne peuvent s'accorder. — Agitation à Paris. — Turenne s'empare de Saint-Denis (13 mai). — Mazarin ordonne à Turenne d'assiéger Étampes. — M. de Beaujeu surveille Charles IV. — Conduite à double face de Charles IV. — Il flatte la cour. — Il ordonne à Fauge de rester en Alsace (30 mai). — Il se rapproche de Paris. — Son entrée dans cette ville (1er juin). — Ses extravagances. — Sa conférence avec le cardinal de Retz. — Ses relations fréquentes avec Mademoiselle de Montpensier, le duc d'Orléans et Condé. — Il traite avec Mazarin (6 juin). — Turenne lève le siège d'Étampes. — Charles IV ne fait pas honneur à sa parole. — Le Parlement refuse de le recevoir. — Il reçoit la visite des Princes à son camp de Villeneuve-Saint-Georges (12 juin). — Irritation des Parisiens contre Charles IV. — Il ne veut pas quitter ses positions. — Turenne l'y contraint (15 juin). — Irritation des Frondeurs contre Charles IV. — Il se disculpe dans ses lettres adressées au duc d'Orléans et à Mademoiselle de Montpensier (25 juin). — Hugo excuse Charles IV. — Sa lettre à Anne d'Autriche (20 juin). — Les Parisiens ferment leurs portes à Condé. — Combat du faubourg Saint-Antoine (2 juillet). — Turenne s'éloigne de Paris et se réfugie à Saint-Denis. — Incendie de l'Hôtel-de-Ville de Paris (4 juillet). — Le Parlement demande au roi l'éloignement de Mazarin. — Les Espagnols et les Lorrains en France. — Mazarin, avant de quitter la France, demande en vain une entrevue à Charles IV (août). — Erreur de M. d'Haussonville, qui prétend que Mazarin autorisa le passage du duc de Lorraine à travers la France. — Charles IV et Turenne se campent en face l'un de l'autre, près de Villeneuve-Saint-Georges. — Prise du château d'Ablon (13 septembre). — Prise de Dunkerque par les Anglais (16 septembre). — Visites de Charles IV à Paris. — Dîner à Grosbois. — Mademoiselle de Montpensier passe en revue l'armée de Charles IV (16 septembre). — Réaction royaliste à Paris. — Nouvelles négociations de Charles IV avec la cour. — Portrait de la duchesse de Châtillon. — Charles IV se réconcilie avec le prince de Condé. —Turenne quitte son camp de Villeneuve-Saint-Georges et se campe à Lagny. — Mort de Chavigny (12 octobre). — Charles et Condé s'éloignent de Paris. — Retour du roi à Paris (21 octobre). — Déclaration du roi contre Condé, Conti et la duchesse de Longueville (13 novembre). — Charles IV reprend le chemin des Flandres. — Prise de Bar-le-Duc par Condé (29 novembre). — Turenne entre à Saint-Mihiel (30 novembre). — La Ferté le force à quitter cette ville. — Prise de Ligny par Turenne (22 décembre). — Toul se trouve menacé (novembre). — Turenne s'empare de Bar-le-Duc (17 décembre). — Arrestation du cardinal de Retz (19 décembre). — Madame de Saint-Balmont demande la neutralité de ses terres au comte de Ligniville. 420-565

CHAPITRE X

Campagne du Nord (1653).

Pages.

Mécontentement de l'archiduc Léopold d'Autriche contre Charles IV. — Il renouvelle ses négociations avec Mazarin (janvier). — Prise de Château-Porcien (12 janvier) et de Vervins (28 janvier) par Turenne. — Ordres donnés par Charles IV au comte de Ligniville. — Les Lorrains dans le pays de Liège, le duché de Luxembourg et le duché de Juliers. — Ligniville s'empare de Saint-Mihiel, Void et Commercy. — Condé attend Charles IV à Namur. — Ligniville quitte le Luxembourg pour rentrer en Lorraine (mars). — La Ferté met garnison à Remiremont, à Épinal et à Neufchâteau. — Apaisement des esprits à Paris. — Ligniville reçoit l'ordre de Charles IV de s'avancer vers la Woëvre (mars) — Charles IV et Condé préparent leur entrée en campagne (20 avril). — Les Lorrains dans le cercle du Bas-Rhin (avril). — Prise de Void par La Ferté (1er mai). — Ligniville dans la Hesbaye (mai). — Fabert propose à l'Électeur-Évêque de Liège de venir à son secours. — L'Électeur cherche à gagner du temps (janvier-mai). — Charles IV signe un nouveau traité d'alliance avec les Espagnols et Condé (4 juillet). — Prise de Rethel par Turenne (4 juillet). — Charles IV, toujours à Bruxelles, ordonne à Ligniville de se loger dans le Cambrésis (18 juillet). — Plan de campagne des généraux français. — Lettre de Charles IV à Condé. — Brinon, lieutenant de La Ferté, s'empare de Commercy (25 juillet). — Charles IV ne peut s'entendre avec Condé et négocie avec Mazarin. — Les troupes Lorraines, campées entre le Rhin et la Moselle, ne peuvent venir au secours de Commercy. — Turenne campe au nord de Péronne. — Mouvement des armées ennemies sur les rives de la Somme (juillet-août). — Condé renonce à assiéger Guise. — Mort du chevalier de Guise. — Les Lorrains au siège de Rocroi (5-30 septembre). — Charles IV ordonne à Ligniville de le rallier à Pesche (1er octobre). — Charles IV refuse d'aller au secours de Sainte-Menehould. — Charles IV assiste, à Givet, au passage de la Meuse effectué par ses troupes (5 novembre). — Il ordonne à Ligniville de se loger dans la Campine. (7 novembre). — Charles IV fait mine de passer la Meuse entre Dun et Brieulles. — Capitulation de Sainte-Menehould (26 novembre). — Charles IV aux portes de Saint-Mihiel. — Trahison du comte d'Harcourt. — Charles IV à Saint-Hubert. — Il ordonne à Ligniville de se porter vers le Limbourg (13 décembre). — L'évêque de Liège accepte le secours de Fabert. — Charles IV traite avec Mazarin. — Malheurs de la Lorraine. — Condé empêche Charles IV de s'accommoder avec Mazarin. — Il s'entend avec Charles IV au sujet de leurs quartiers d'hiver (décembre) 566-610

CHAPITRE XI

CAPTIVITÉ DE CHARLES IV. — NICOLAS-FRANÇOIS PREND LE COMMANDEMENT DE L'ARMÉE LORRAINE. — CAMPAGNE DE FLANDRE. — CHARLES IV RECOMMANDE LA NEUTRALITÉ A SES COLONELS (1654).

Pages.

Charles IV à Waremme. — L'Électeur de Bavière refuse l'assistance de Fabert et se prépare à combattre les Lorrains et les Condéens. — Panique des Liégeois. — Charles IV ordonne à Ligniville de se loger à l'abbaye d'Andenne (7 janvier). — Condé cherche à s'accommoder avec Charles IV au sujet de ses quartiers d'hiver (9 janvier). — Mazarin essaye de renouer ses négociations avec Charles IV (16 janvier). Soumission du comte d'Harcourt (21 mai). — L'Électeur de Liège fait appel à l'Empereur et à la diète de Ratisbonne. — Les Électeurs promettent à Vautorte d'envoyer des troupes contre les Lorrains (mi-janvier). — L'Électeur de Liège accepte l'intervention armée de Fabert (6 février). — Mésintelligences entre Charles IV et Condé. — Le comte de Starhemberg est envoyé par l'empereur à Bruxelles. — Charles IV ordonne à Ligniville de quitter le pays de Liège et de ne pas combattre l'armée française (16 février). — Les habitants de Cologne prennent l'alarme. — Thuin capitule (février). — Ligue défensive des princes du cercle de la Basse-Saxe. — Fabert franchit la Semoy et l'Ourthe et a une entrevue avec Maximilien de Bavière (mars). — Traité de Tirlemont (1er mars). — François de Moy-Chaligny, évêque de Verdun, reprend possession de son siège épiscopal (20 février). — Arrestation de Charles IV à Bruxelles (25 février). — Il est conduit à Anvers. — Proclamation de l'archiduc Leopold (25 février). — Ordres contradictoires donnés par Charles IV à Ligniville. — L'archiduc Léopold envoie le comte de Saint-Amour au prince Nicolas-François (25 février). — Lettre de Henriette de Phalsbourg à Ligniville. — Lettre de Mazarin à Raulin, secrétaire de Charles IV (16 janvier 1645). — Lettre de la duchesse Nicole de Lorraine à Ligniville (avril). — Ordre de Charles IV à Ligniville (7 avril). — Recommandations faites par Charles IV à Raulin et à Dantier (24 avril). — Lettre de Nicolas-François à Ligniville (13 mars). — La duchesse Nicole cherche à faire passer l'armée lorraine au service de France. — Elle envoie Dordal à Ligniville (avril). — Manifeste de Fabert à l'armée lorraine (17 mars). — Fabert dans le Limbourg. — Ligniville et l'armée lorraine prêtent serment à Philippe IV (5 mars). — Fabert rentre en France (20 avril). Lettre de Dordal à Mazarin (21 avril). — L'armée lorraine se campe entre Lille et la Lys. — Adresse de Ligniville aux bons Lorrains. — Voyage triomphal du prince Nicolas-François de Lorraine à travers l'Allemagne (15 avril-4 mai). — Son arrivée à Bruxelles. — Avances faites par le comte de Broglie, gouverneur de la Bassée, à Ligniville (avril). — L'armée lorraine est traitée par les Espagnols en ennemie. — Arleux est désigné comme rendez-vous à l'armée espagnole et à ses alliés. — Les Espagnols comptent sur l'alliance de Cromwell

Pages.

(mai). — Les Lorrains à Seclin (mai). — Mécontentement de Condé. — Le comte d'Harcourt traite avec Mazarin (21 mai). — Le comte de Broglie guerroye contre les Lorrains (mai). — Nicolas-François passe en revue l'armée lorraine (28 mai). — Retour de Dordal à la Bassée (21 mai). — Sa lettre à Chauvallon (23 mai). — Insuccès de Dordal. — Sacre de Louis XIV (7 juin). — Mort de la duchesse de La Ferté-Senneterre (24 mai). — Mesures prises par le comte de Broglie (mai-juin). — Ordonnance du roi de France pour rappeler les Lorrains au service de Sa Majesté (2 juillet). — Naufrage de Henin, envoyé en Espagne par Nicolas-François (fin octobre). — Turenne empêche l'armée hispano-belge de s'emparer d'Arras (24 juin-25 août). — *Te Deum* chanté à Nancy (3 septembre). — Nicolas-François félicite Turenne de sa victoire. — Désertion de Remmenecourt et des deux Mauléon de la Bastide. — Pertes subies par les Lorrains dans les lignes d'Arras. — Le baron Hennequin est fait prisonnier. — Conduite indigne des Espagnols envers Nicolas-François et l'armée lorraine. — Irritation de Charles IV contre son frère. — Belle conduite de la duchesse Nicole. — Son entente avec Mazarin. — Le P. Donat et Charles IV. — Lettre du P. Donat au comte de Ligniville (19 septembre 1654). — Charles IV et Béatrix de Cusance (1652-1663). — Prise du Quesnoy par Turenne (11 septembre). — Retour de Louis XIV à Paris (24 octobre). — La Ferté s'empare de Clermont-en-Argonne (22 novembre). — Charles IV ordonne la neutralité aux gouverneurs des places lorraines (23 décembre 1654). 611-696

CHAPITRE XII

Charles IV a Tolède. — L'Armée lorraine au service de France. Mort de la duchesse Nicole (1655-1657).

Charles IV délègue ses pouvoirs à la duchesse Nicole (1er avril 1655). — Charles IV ordonne à l'armée lorraine de quitter le service d'Espagne. — Traité de la duchesse Nicole avec Louis XIV. — La cour souveraine de Lorraine et du Barrois refuse d'enregistrer les ordres de la duchesse Nicole. — Croonders. — Le prince Nicolas-François donne des ordres contraires à ceux de sa belle-sœur. — Lettre anonyme reçue de Paris par Ligniville (3 avril). — Ligniville reste fidèle à Nicolas-François et aux Espagnols. — Arrivée du marquis du Châtelet et de du Boys de Riocour en Espagne (5 juin 1655). — Rapports malveillants envoyés des Pays-Bas catholiques à Charles IV contre son frère. — Héroïsme des Lorrains à Condé (août 1655). — Mission remplie en Espagne par le marquis du Châtelet et du Boys de Riocour. — Ils sont reçus en audience par le roi et la reine d'Espagne. — Ils implorent la clémence de Philippe IV en faveur de Charles IV (14 juin). — Ils visitent Charles IV dans sa prison de Tolède (2 juillet). — Charles IV désapprouve hypocritement la conduite de la duchesse Nicole. — Philippe IV est convaincu de la duplicité de Charles IV.

Pages.

— Charles IV refuse de révoquer les pleins pouvoirs donnés à sa femme. — Manifeste de Nicolas-François en faveur de l'Espagne. — Les Lorrains au siége de Landrecies (juillet). — Représailles ordonnées par Nicolas-François contre l'armée royale commandée par La Ferté (12 juillet). — Prise de Landrecies par Turenne (13 juillet). — Condé quitte la Picardie. — Conseil de guerre de Guise, présidé par Mazarin (juillet). — Louis XIV à Thuin, à Bouvignes, à Bavay et au Quesnoy. — L'armée française traverse l'Escaut et offre la bataille aux Espagnols (13 août). — Turenne à Fresnes, près Condé. — La Ferté quitte les abords de Valenciennes. — Prise de la ville de Condé par les Français (15 août). — Turenne se campe à Bermsart. — Capitulation de Saint-Ghislain (25 août). — Le marquis de Grimaldi visite Charles IV à Tolède. — Il intercède en sa faveur auprès de Philippe IV (août). — Lettre de la princesse de Phalsbourg (25 août). — Dévouement de M. de Saint-Martin. — Philippe IV ne veut accorder à Charles IV sa liberté que s'il consent à lui livrer ses troupes. — Le marquis du Châtelet et du Boys de Riocour se trouvent joués par Charles IV. — Don Salamanque à Tolède (5 octobre). — Du Châtelet porte une lettre de Charles IV à ses colonels (10 octobre). — Colère de Nicolas-François. — Il écrit à du Boys de Riocour pour qu'il fasse revenir Charles IV sur sa détermination. — Les troupes lorraines refusent de prêter serment à Philippe IV. — Mémoire envoyé par Nicolas-François en Espagne (15 septembre). — Charles IV charge du Boys de Riocour de réclamer sa liberté immédiate (25 novembre). — Vaines espérances de Charles IV. — Mécontentement des soldats lorrains. — Le marquis d'Haraucourt passe à l'ennemi avec sa brigade (13 novembre). — Nicolas-François réunit son conseil. Divers avis sont émis. — L'archiduc Léopold invite Nicolas-François à venir le trouver à son camp de Fleurus. — Propagande faite par le marquis d'Haraucourt au camp lorrain. — Ligniville cherche à en conjurer les effets. — Fuensaldaña conseille à l'archiduc Léopold l'arrestation de Nicolas-François. — Il force les Lorrains à prêter serment à Philippe IV. — Il refuse à Nicolas-François les quatre régiments laissés à Charles IV par le roi d'Espagne. — Nicolas-François refuse de suivre l'archiduc Léopold à Bruxelles et fait part à Ligniville de ses projets de retraite. — Exode de l'armée lorraine. — Condé avertit Fuensaldaña des intentions de Nicolas-François. — L'armée lorraine arrive à Guise (23 novembre). — Nicolas-François envoie le marquis de Beauvau et Raulin à Mazarin. — Injustes soupçons de Mazarin contre Nicolas-François et Ligniville. — Sa lettre à Anne d'Autriche (21 novembre). — Le marquis de Beauvau est bien accueilli à Compiègne. — L'armée lorraine est cantonnée dans la vallée du Bourg. — Nicolas-François est présenté à Louis XIV par Mazarin (9 décembre). — Fête que lui donne le comte d'Harcourt (16 décembre 1655). — Traité conclu par Louis XIV avec Nicolas-François. — Réconciliation de Nicolas-François avec la duchesse Nicole. — Nicolas-François réclame la jouissance de ses biens et

Pages.

le rétablissement de son fils Ferdinand dans ses bénéfices. — Louis XIV accède à sa demande (20 février 1656). — Colère de Charles IV contre son frère. — Il cherche à s'échapper de sa prison. — Belle conduite de l'armée lorraine pendant les campagnes de 1656, 1657 et 1658. — Les Lorrains au siège de Valenciennes (17 juin 1656). — Prise de Condé par les Espagnols (19 août). — Prise de la Capelle par Turenne (26 septembre). — Les Espagnols à Maubeuge. — La duchesse Nicole envoie Mengin à Madrid[1]. — Elle désavoue le traité passé entre Nicolas-François et Louis XIV. — Elle réclame à l'empereur les 300.000 rixdales pour prix de Hombourg et de Landstuhl. — Nicolas-François envoie inutilement le colonel La Chaussée à Madrid (7 mars-26 avril 1656). — Mort édifiante de la duchesse Nicole (21 février 1657). — Charles IV envoie ses instructions aux princes de sa maison. — Aucun de ces princes ne veut se mêler du gouvernement de la Lorraine 697-753

ÉPILOGUE (1657-1661).

CHARLES IV REFUSE D'ÉPOUSER BÉATRIX DE CANTECROIX. — LES LORRAINS AU SERVICE DE FRANCE. — TRAITÉ DES PYRÉNÉES. — TRAITÉ DE VINCENNES. — MORT DE MAZARIN (1657-1661).

Béatrix de Cantecroix envoie Pelletier à Charles IV (1657). — Charles IV refuse de s'engager à l'épouser. — Charles IV fait renforcer les garnisons des places fortes qui lui restent. — Philippe IV s'en émeut. — Cromwell s'allie à la France (23 mars 1657). — Mort de l'empereur Ferdinand III (1er avril 1657). — Son ingratitude envers Charles IV et sa déloyauté envers la France. — Ligue du Rhin. — Turenne lève le siège de Cambrai (juin 1657). — Belle conduite de Ligniville au siège de Montmédy (11 juin-4 août 1657). — Les Lorrains assistent à la prise de Saint-Venant (27 août), de La Motte-aux-Bois, Watten, Bour-

---

1. La duchesse Nicole avait envoyé Mengin, son secrétaire, à Blois, à la cour de Gaston d'Orléans, l'abbé de Saint-Martin, un de ses confidents n'ayant pu s'y rendre par suite d'une indisposition. La princesse de Phalsbourg en avertit un de ses correspondants par la lettre suivante datée du 15 octobre 1656 : « Monsieur, j'écrivis à Madame (*la duchesse d'Orléans*) comme la cour est à Vincennes et que le voyage de Fontainebleau ne se fera point et que, si Leurs Altesses Royales (*le duc et la duchesse d'Orléans*) avoient dessein de faire un tour à la Cour, que (*sic*) Ferrières sera plus propre que Paris pour y loger et éviter les embarras des visites. Voicl aussi le terme que M. le cardinal a donné pour traiter du rétablissement de nostre maison (*de Lorraine*), et, comme Monsieur luy sera sans doute un des plus puissants motifs, ce sera une dernière obligation, si, dans ce rencontre de présante, vous fesiez honneur d'y agir. Madame la duchesse de Lorraine envoie à Bloy cet été le s. Mangin au défaut du sieur de Saint-Martin quy est encore indisposé et pour avoir leur sentiments (*de Monsieur et de Madame*). Cela devroit estre fait, car le temps nous est cher, mais il ly (*sic*) a peine partout d'un côté et (*de*) l'autre je tasche de maintenv (*r*) l'union avec Madame de Lorraine et M. mon frère. Vostre très affectionnée à vous rendre service. — Henriette de Lorraine.

Post scriptum. — Le bruit court que M. de Roy (*sic*) est à Paris, ce qui donne quelque souci. (*Lettre autographe.* Mon cabinet.)

Pages.

bourg et de Mardick (30 septembre-3 octobre). — Éloges adressés par Turenne au prince Nicolas-François et à son fils Ferdinand. — Mort de ce jeune prince (1er avril 1658). — Dévouement des Lorrains envers Charles IV. — Charles IV soumet au Conseil d'État d'Espagne un projet de neutralité que le duc de Guise veut lui faire conclure avec la France. — Le nonce du pape refuse de le voir. — Le maréchal d'Hocquincourt livre Hesdin aux Espagnols. — Les Lorrains à la *Journée des Dunes* (14 juin 1658). — Prise de Dunkerque par Turenne (23 juin 1658). — Prise de Bergues-Saint-Vinoc (28 juin-1er juillet), de Furnes et de Dixmude (3 et 4 juillet), de Gravelines (27 août), d'Audenarde, de Menin, d'Ypres, et de Comines (septembre). — Philippe IV offre la paix et la main de sa fille à Louis XIV (28 novembre 1658). — Exigences de la France. — Condé est amnistié et Charles IV recouvre sa liberté. — Le duché de Lorraine lui est rendu, mais la France se réserve le duché de Bar. — Conférences pour la paix (13 août 1659). — Charles IV à Irun (23 octobre 1659). — Ses protestations. — Traité des Pyrénées (8 novembre 1659. — Charles IV à Blois (29 novembre). — Charles IV à Paris. — Il assiste aux funérailles de Gaston d'Orléans. — Charles IV, à Avignon, y salue Louis XIV et la reine-mère (31 mars 1660). — Son retour à Paris. Ses amours avec Marianne Pajot et Marie Mancini. — Traité de Vincennes. — Le Barrois est restitué à Charles IV (28 février 1661). — Mort de Mazarin (9 mars) 755-777

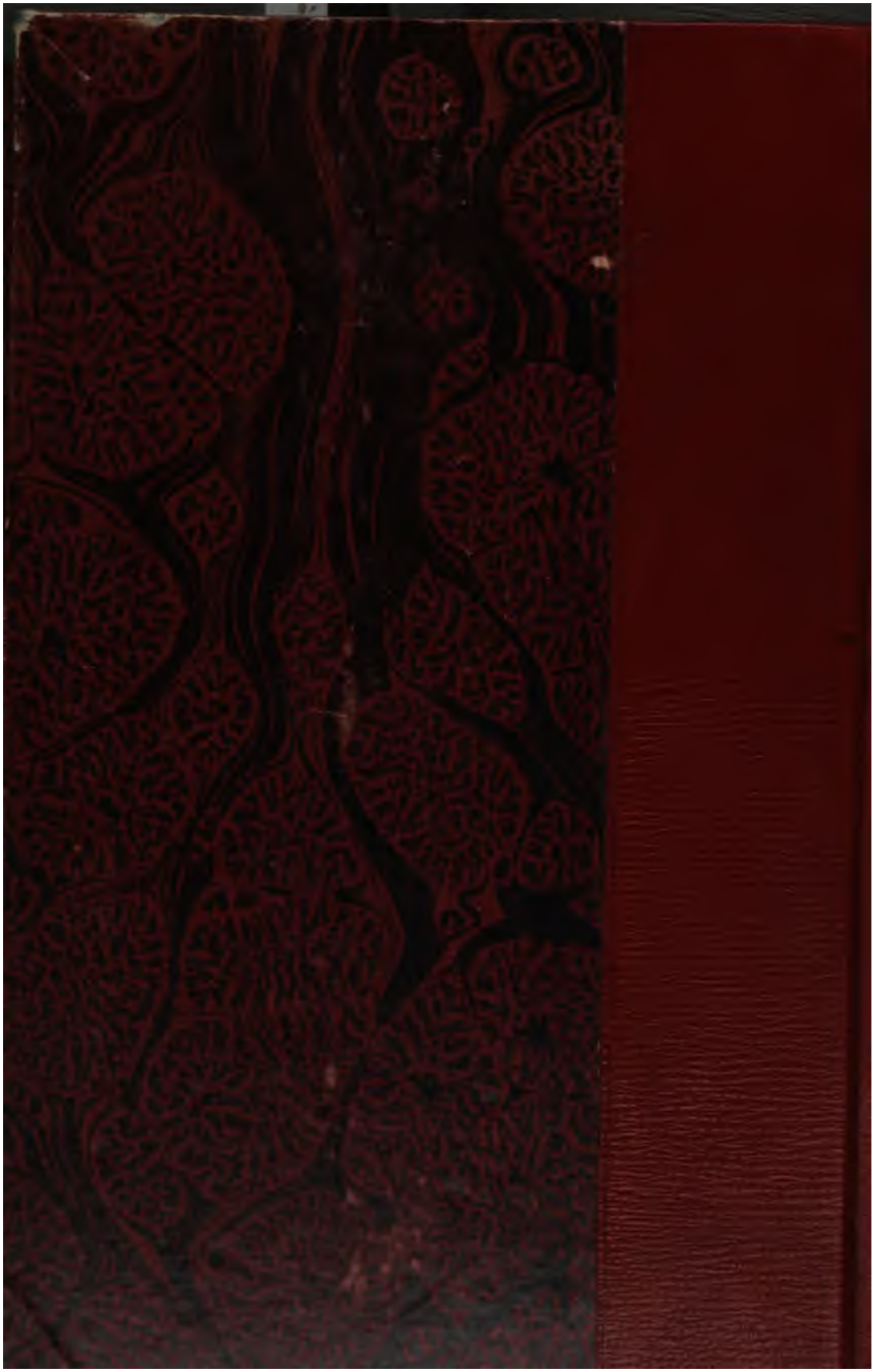
Nancy, impr. Berger-Levrault et Cie.

NANCY, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT ET C^ie

DC 130 .C4 D48 1899 C.1
Charles IV et Mazarin (1643-16
Stanford University Libraries
3 6105 039 998 682

STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES
CECIL H. GREEN LIBRARY
STANFORD, CALIFORNIA 94305-60(
(415) 723-1493

All books may be recalled after 7 days

DATE DUE

APR 24 1995
APR 1995 -LL